



L
26
R45
v. 17 pt 2



035031

Cornell University Library

BOUGHT WITH THE INCOME
FROM THE
SAGE ENDOWMENT FUND
THE GIFT OF
Henry W. Sage
1891

240275

4/1/10

6896-1

CORNELL UNIVERSITY LIBRARY



3 1924 057 562 088

ANNEX
LIBRARY

B

+ 2

035031

Cornell University Library

BOUGHT WITH THE INCOME
FROM THE
SAGE ENDOWMENT FUND
THE GIFT OF

Henry W. Sage

1891

7 240275

4/1/10

6896-1

CORNELL UNIVERSITY LIBRARY



3 1924 057 562 088



REVUE HEBDOMADAIRE
DES
COURS ET CONFÉRENCES

Dix-septième Année — Deuxième Série

(Mars 1909 — Juillet 1909)

REVUE DES COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : **N. FILOZ**

ABONNEMENT, UN AN	{	France	20 fr.
		payables 10 francs comptant et le surplus par 5 francs les 15 février et 15 mai 1909.	
		Étranger.	23 fr.

LE NUMÉRO : 60 centimes

Après *seize années* d'un succès qui n'a fait que s'affirmer en France et à l'étranger, nous allons reprendre la publication de notre très *estimée Revue des Cours et Conférences* : *estimée*, disons-nous, et cela se comprend aisément. D'abord, elle est *unique* en son genre : il n'existe point, à notre connaissance, de revue en Europe donnant un ensemble de cours aussi complet et aussi varié que celui que nous offrons, chaque année, à nos lecteurs. C'est avec le plus grand soin que nous choisissons, pour chaque Faculté, *lettres, philosophie, histoire*, etc., les leçons les plus originales des maîtres éminents de nos Universités et les conférences les plus appréciées de nos orateurs parisiens. Nous allons même jusqu'à recueillir dans les Universités des pays voisins ce qui peut y être dit et enseigné d'intéressant pour le public lettré auquel nous nous adressons.

De plus, la *Revue des Cours et Conférences* est à *bon marché* : il suffira, pour s'en convaincre, de réfléchir à ce que peuvent coûter, chaque semaine, la sténographie, la rédaction et l'impression de *quarante-huit* pages de texte composées avec des caractères aussi serrés que ceux de la *Revue*. Sous ce rapport, comme sous tous les autres, nous ne craignons aucune concurrence : il est impossible de publier une pareille série de cours, *sérieusement rédigés*, à des prix plus réduits. La plupart des professeurs dont nous sténographions la parole nous ont, du reste réservé d'une façon exclusive ce privilège ; quelques-uns même, et non des moins éminents, ont poussé l'obligeance à notre égard jusqu'à nous prêter gracieusement leur bienveillant concours ; toute reproduction analogue à la nôtre ne serait donc qu'une vulgaire contrefaçon, désapprouvée d'avance par les maîtres dont on aurait inévitablement travesti la pensée.

Enfin, la *Revue des Cours et Conférences* est *indispensable* : indispensable à tous ceux qui s'occupent de littérature, de philosophie, d'histoire, par goût ou par profession. Elle est indispensable aux élèves des lycées et collèges, des écoles normales, des écoles primaires supérieures et des établissements libres, qui préparent un *examen quelconque*, et qui peuvent ainsi suivre l'enseignement de leurs futurs examinateurs. Elle est indispensable aux élèves des Universités et aux professeurs des collèges qui, licenciés ou agrégés de demain, trouvent dans la *Revue*, avec les cours auxquels, trop souvent, ils ne peuvent assister, une série de sujets et de plans de devoirs et de leçons orales, les mettant au courant de tout ce qui se fait à la Faculté. Elle est indispensable aux professeurs des lycées qui cherchent des documents pour leurs thèses de doctorat ou qui désirent seulement rester en relations intellectuelles avec leurs anciens maîtres. Elle est indispensable enfin à tous les gens du monde, fonctionnaires, magistrats, officiers, artistes, qui trouvent, dans la lecture de la *Revue des Cours et Conférences*, un délassement à la fois sérieux et agréable, qui les distrait de leurs travaux quotidiens, tout en les initiant au mouvement littéraire de leur temps.

Comme par le passé, la *Revue des Cours et Conférences* donnera les conférences faites au théâtre national de l'Odéon, et dont le programme, qui vient de paraître, semble des plus attrayants. Nous continuerons et achèverons la publication des Cours professés au *Collège de France*, à la *Sorbonne* et dans les *Universités* de province, par MM. Emile Faguet, Abel Lefranc, Jules Martha, Gustave Lanson, Puech, Victor Egger, Charles Seignobos, Emile Legouis, etc., etc. — ces noms suffisent, pensons-nous, à rassurer nos lecteurs, — en attendant la réouverture des cours de la nouvelle année scolaire. De plus, chaque semaine, nous publierons des sujets de devoirs et de compositions, des plans de dissertations et de leçons pour les candidats aux divers examens, des articles bibliographiques, des comptes rendus des soutenances de thèses.

DIX-SEPTIÈME ANNÉE. — DEUXIÈME SÉRIE.

Année scolaire 1908-1909

REVUE DES COURS ET CONFÉRENCES

LA REVUE PARAÎT TOUS LES JEUDIS

DIRECTEUR : **N. FILOZ**

LA REVUE A PUBLIÉ CETTE ANNÉE :

LITTÉRATURE FRANÇAISE..	Cours de MM. Émile Faguet, Abel Lefranc, Gustave Lanson; leçons de MM. G. Allais, G. Michaut et E. des Essarts.
LITTÉRATURE LATINE. . .	Cours de M. Jules Martha; leçons de M. P. de Labriolle.
LITTÉRATURE GRECQUE. . .	Cours de M. Puech.
LITTÉRATURE ANGLAISE. .	Cours de M. Emile Legouis.
PHILOSOPHIE.	Cours de M. Victor Egger.
HISTOIRE DE LA PHILOSOPHIE.	Cours de M. Georges Dwelshauvers.
HISTOIRE.	Cours de M. Charles Seignobos; leçons de MM. E. Cavaignac et L. Bréhier.
CONFÉRENCES.	Conférences de MM. N.-M. Bernardin et Paul Morillot.
BIBLIOGRAPHIE.	Auteurs de l'agrégation, par MM. H. Bornecque et W. Thomas.

SOUTENANCES DE THÈSES. — SUJETS DE DEVOIRS, LEÇONS ET COMPOSITIONS.

PROGRAMMES DES COURS ET DES EXAMENS.

LISTES D'AUTEURS. — OUVRAGES SIGNALÉS. — RENSEIGNEMENTS DIVERS.

PARIS

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE ET DE LIBRAIRIE

ANCIENNE LIBRAIRIE LECÈNE, OUDIN ET C^{ie}

15, RUE DE CLUNY, 15

1909

Tout droit de reproduction réservé

T

REVUE HEBDOMADAIRE
DES
COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

Origines françaises du romantisme

Cours de M. ÉMILE FAGUET,

Professeur à l'Université de Paris.

Les caractères du romantisme (suite) : le sentiment de la nature.

Je continue de définir ou de décrire ce qu'on appelle le romantisme. Bien entendu, j'ai mis en lumière et en relief la prédominance de l'imagination et de la sensibilité sur les qualités de raison et de logique ; j'ai fait sa part à l'inspiration personnelle et confidentielle. Et maintenant j'arrive à des traits qui, pour être moins importants peut-être, ont cependant des droits singuliers à faire valoir ici.

C'est, par exemple, et vous vous y attendez, le sentiment de la nature. C'est autour de ce caractère qu'on a, je crois, fait le plus de bruit et d'éclat : ce n'est pas, à mon sens, le plus saisissant du romantisme. Mais il a particulièrement attiré et retenu l'attention, mis en valeur qu'il a été par les romantiques eux-mêmes : ces derniers n'étaient pas fâchés de faire croire que le goût de la nature ou l'intelligence propre à la comprendre n'avaient guère existé avant eux.

Il nous va falloir, encore, reprendre les formules que nous avons déjà, à plusieurs reprises, employées : le sentiment de la nature n'est pas une invention des romantiques.

Il est intéressant de se rappeler que la nature avait inspiré des

poètes avant l'époque romantique. Je cite, très rapidement et pour mémoire, les anciens, Horace et Virgile : je songe au Soracte couvert de neige ; je songe surtout aux vers du doux Virgile :

. *amica silentia lunæ*
 . . . *o qui me gelidis in vallibus Haemi*
Sistat et ingenti ramorum protegat umbra.

En France, au xvi^e siècle, le sentiment de la nature est inspiré surtout par le souvenir de l'antiquité : Ronsard, du Bellay, Remi Belleau, ont des pages entières, qui sont charmantes, sur la nature ; ils témoignent d'un amour profond pour elle ; mais, en général, je ne dis pas toujours, ce sentiment leur vient soit à travers l'antiquité, soit à travers la littérature italienne de leur temps ou du temps qui les précède immédiatement. Presque toujours, ils ne trouvent pas leur point de départ en eux-mêmes ; ils ont besoin d'une impulsion, étrangère ou antique.

Mais il n'en est pas de même, du tout, pour cette curieuse école de préromantiques, qui prend place dans la littérature française entre 1600 et 1640.

Les Théophile de Viau, les Saint-Amand, les Cyrano de Bergerac, si intéressants au point de vue qui nous occupe, possèdent vraiment une des principales facultés romantiques : ils ont très bien connu le sentiment de la nature, dans sa conception la plus entière. Et ce ne sont point, ceux-là, des érudits, qui ne font que recevoir un reflet des sentiments éprouvés et exprimés par les anciens. Ecrivains très personnels, ils ont été directement émus, et très fortement, par le spectacle des beautés naturelles. Ces hommes, dont je viens de rappeler les noms, ont eu une âme bien particulière, qui n'est ni celle des humanistes du xvi^e siècle, ni celle des poètes du siècle classique, de l'école de 1660. Ils ont ressenti un sentiment très fort, non pas sans doute très profond, mais enfin assez vif pour en garder un caractère distinctif.

Ce serait donc une erreur de croire que le romantisme ait des origines exclusivement étrangères : il n'y a rien en lui qui n'ait existé déjà en France ; le romantisme a groupé des facultés essentiellement françaises, qui, après une brève apparition, étaient rentrées dans l'ombre.

Je reconnais, à la vérité, que, pendant la seconde moitié du xvii^e siècle, le sentiment de la nature a quelque peu décliné. D'où vient cette éclipse ? Vous le savez : de ce que les plus grands, parmi les poètes, se sont adonnés, presque exclusivement, au théâtre ; or le théâtre est éliminateur du sentiment de la na-

ture ; il n'a que bien peu d'occasions de faire intervenir la nature. Il faut remonter jusqu'aux Indiens pour trouver une union continue des choses de la nature et des choses du cœur humain ; leur théâtre baigne positivement dans la nature ; mais, ni chez les anciens ni dans les littératures étrangères, nous ne rencontrerions pareille alliance.

Etant donnée l'essence du théâtre, il est naturel que nous n'y reconnaissons pas le sentiment qui nous occupe. Mais remarquez bien qu'il n'est pas étranger à la littérature du ^{xvii}^e siècle. C'est surtout au théâtre que nous songeons, quand nous parlons des grands poètes classiques ; or il s'en trouve ailleurs que dans la littérature dramatique. Je l'ai déjà dit, Pascal, Bossuet et M^{me} de Sévigné sont des poètes en prose ; nous saisissons chez eux un sentiment de la nature tout à fait remarquable. Je ne vous ferai cependant pas la leçon que j'aime à faire sur le sentiment de la nature dans M^{me} de Sévigné : vous n'aurez qu'à parcourir sa correspondance et à lire les lettres qu'elle a datées de Vichy ou des Rochers, ou de tous les autres endroits où elle villégiait.

Dans Bossuet, on rencontre, par allusion évidemment, puisque son rôle propre est l'enseignement de la morale et de la religion, des choses véritablement sublimes sur les beautés de la nature. L'explication en est facile : c'est qu'il est dominé par l'influence de la Bible, et qu'il y a dans la Bible un sentiment profond des grandeurs, des horreurs et des terreurs de la nature. Je ne parlerai point de Fénelon : il a eu, lui, une vraie faiblesse pour les spectacles de la nature ; il montre même un certain excès, très visible dans la tendresse complaisante avec laquelle il se laisse aller aux descriptions. S'il n'en fait pas naître arbitrairement l'occasion, au moins y cède-t-il chaque fois qu'elle se présente ; et ce qui le touche, c'est surtout dans la nature ce qu'il y a de tendre. A ce propos, j'oubliais de rappeler à votre souvenir le doux François de Sales : par des comparaisons, qui sont, à le bien prendre, des tableaux, il évoque à chaque instant la nature, avec quelque chose de reconnaissant et de filial.

Vous voyez donc que le sentiment de la nature n'a pas déserté notre littérature, ni au ^{xvi}^e ni au ^{xvii}^e siècle, et il nous faut réprimer et refouler une erreur si commune, et, pour être dans le vrai, restreindre l'éclipse dudit sentiment aux années 1700 à 1750.

A ce moment-là, oui, il n'y a guère de poètes qui aient eu un regard pour la nature ; mais, à partir de la seconde moitié du siècle, avec Buffon, avec Rousseau, comme le sentiment de la

nature reprend tous ses droits ! Quelle vaste province de la littérature il occupe victorieusement !

Dans cette résurrection, il faut, bien entendu, tenir grand compte de Jean-Jacques Rousseau ; mais je vous demande de ne pas oublier Buffon. Buffon a appris à son siècle qu'il y avait beaucoup à contempler dans la nature ; il la lui a révélée, plus puissamment peut-être que Rousseau. Car ce que Rousseau révèle, c'est surtout son amour à lui Rousseau, la passion qui le jette dans le sein de la nature, un état de sensibilité personnelle, tandis que Buffon appelle à sa suite un plus grand nombre d'élus, en nous présentant la nature elle-même, dans sa grandeur, dans sa majesté imposante, formidable, éternelle.

Quand il s'agit des romantiques, on parle souvent de subjectivité, d'objectivité ; en voici une occasion. Rousseau est le prêtre subjectif de la nature ; Buffon en est également le prêtre, mais il est aussi le maître qui enseigne la vérité objective. On ne le voit point se jeter dans les bras de la mère éternelle : il l'observe d'un vaste regard ; il ne se borne pas à l'aimer : il veut connaître et faire connaître ses harmonies et ses puissances. Et son action sera très grande ; ses œuvres sont éminemment capables d'émouvoir non seulement la sensibilité, mais encore l'imagination.

Ceux qui sont venus après, n'ont pas exactement démêlé les influences qu'ils subissaient ; ils acceptaient une influence générale. Mais on peut dire que, selon leur tempérament, ils étaient, plus ou moins consciemment, des admirateurs recueillis, comme Buffon, ou des fils attendris de la nature, à la manière de Rousseau.

Après ces grands propulseurs de sentiments et d'idées, le sentiment de la nature est devenu l'une des inspirations et l'un des thèmes essentiels du romantisme. Chez les uns, c'était une inspiration réelle : du goût profond qu'ils avaient pour le charme et les prestiges des spectacles naturels découlaient leurs enthousiasmes, leurs élévations, leurs odes lyriques, leurs élégies. Chez d'autres, je dois l'avouer, ce ne fut qu'un thème facile, et vite banal, une matière de vers latins, qu'on mettait, à l'occasion, en vers français ou en prose cadencée. Nous ne devons pas trop leur en vouloir : ces hommes, qui n'étaient que des hommes de talent, créaient autour d'eux une atmosphère de poésie ; ils inclinaient le public dans une certaine direction, et, prêtres plus ou moins sincères, ils entretenaient le feu sacré dont la flamme quelquefois vacillait.

Maintenant, demandons-nous, comme nous l'avons fait pour

les auteurs des ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles, quel caractère particulier ce sentiment a revêtu chez les romantiques.

Je vous dirai d'abord que, chez nos romantiques, le sentiment de la nature est loin d'être simple. Il se trouve mêlé de beaucoup d'éléments étrangers, qui en font un sentiment plus personnel et plus égoïste que je ne voudrais ; il est en partie fait d'une impatience de la solitude, d'une aversion marquée à l'égard de la société. Aussi, dans toute étude sur les romantiques, gardons-nous d'une analyse trop simple ; ne nous les représentons pas comme aimant la nature à la Rousseau, et comme aimant à la décrire avec leurs émotions pour émouvoir leurs contemporains, je veux dire pour leur faire partager leurs émotions. Souvenons-nous qu'ils affectionnent la solitude et qu'ils haïssent la société. Ce qu'ils cherchent dans la nature, c'est une consolation et une diversion. Les uns ressentant une vraie défiance à l'égard du monde, les autres en affectant quelque peu par mode, ils tâchent d'occuper leur imagination et leur sensibilité dans la nature, puisqu'ils ne le peuvent faire ailleurs.

C'est bien, comme je le disais, une diversion ; et c'est aussi une consolation : ne trouvant pas, affectant de ne pas trouver d'être qu'ils puissent aimer, qui puisse les aimer, ils se réfugient dans la nature :

Mais la nature est là qui t'invite et qui t'aime ;
Son sein s'ouvre pour toi...

Ils ont aimé la nature de tout le dégoût qu'ils éprouvaient pour la société. On dit plaisamment des relations civiles : « Vous l'aimez ? — Contre qui l'aimez-vous ? » — Les romantiques ont aimé la nature contre la société ; car, dans cette société, ils croient ne rencontrer que mécomptes et déboires. Aussi leur sentiment de la nature est-il une manière de pessimisme, ou tout au moins de misanthropie ; il était déjà cela pour Rousseau.

Un curieux résultat d'une pareille disposition d'esprit est que cette misanthropie engendre un certain paganisme. Rien que pour aimer la nature et pour se croire aimé d'elle, il faut la personnifier, la représenter comme un être sensible : c'est la mère caressante et bienfaisante, la mère sacrée qui peut rendre amour pour amour et tendresse pour tendresse ; voilà le paganisme, et qui peut aller loin et faire naître une espèce de mythologie. La nature, en effet, ne peut pas toujours être considérée comme une seule personne : on y trouvera « plusieurs » personnes, à qui l'on prêterait tels ou tels sentiments. Par exemple, on distinguera la forêt : la forêt, créatrice de sentiments élevés, chastes, qui

redevient la Diane antique, capable d'inspirer les plus nobles suggestions. La mer sera un être terrible par son inconstance et par ses caprices. Mais elle a aussi des tendresses et des sourires pour l'homme, ce grand enfant aventureux qui ne se lasse pas de tenter ses dangers. Et le même procédé sera appliqué aux fleurs, aux ruisseaux, aux montagnes, aux plaines, au vallon, à l'isolement même ; et là je m'arrête : ce dernier mot — un titre que Lamartine a donné à l'un de ses poèmes — vous montre comment l'on arrive à personnifier une abstraction. L'isolement est devenu une personne sacrée, créatrice elle aussi d'énergies secrètes. Comment cela se produit-il ? D'une manière bien simple : du ou des sentiments que peut inspirer la nature, on détache le principal élément, celui qui constitue l'inspiration même, et l'on en fait un être, un dieu protecteur, qui sera la Solitude ou l'Isolement.

Vous voyez, maintenant, quelle a été la suite du processus. Virgile évoque quelque chose d'absolument concret :

. . . O qui me gelidis in vallibus Haemi
Sistat...

« Oh ! qui m'emportera dans les fraîches vallées de l'Hémos ! » Il s'adresse, je le sais bien, à quelqu'un : il appelle un dieu ; mais il n'y a là rien d'abstrait.

Voici ce que cela devient chez La Fontaine :

Solitude où je trouve une douceur secrète,
Lieux que j'aimai toujours, ne pourrai-je jamais,
Loin du monde et du bruit, goûter l'ombre et le frais ?
Oh ! qui m'arrêtera sous vos sombres asiles !

Nous avons d'abord une traduction de Virgile : *qui me sistat !* et nous avons une personnification de la solitude :

Solitude où je trouve une douceur secrète !

Quand je dis personnification, je ne m'illusionne pas du tout sur le sens de cette invocation poétique à la solitude : je sais que nous n'avons pas absolument affaire à un être ; mais nous en sommes presque là.

Avec Lamartine, vous avez vu que l'isolement est considéré tout à fait par le poète comme un être, un être abstrait, idéal, qui entoure l'homme, qui offre à sa mélancolie un refuge : c'est un Nirvâna, dans le sein duquel on goûte l'absolu. — Je ne crois pas forcer le ton en employant ce terme de la mythologie indienne ;

M. Lemaître le force, en faisant de Lamartine un vrai poète indien.

Enfin vous arrivez à ceci : c'est qu'un homme au tempérament nerveux, maladif, en viendra à faire de la solitude un être entièrement semblable à lui, lui ressemblant « comme un frère », apparaissant aux moments graves, dans les grandes crises. Et, quand cet être consentira à livrer à son ami le secret de son nom, il lui dira ce que vous avez deviné :

Ami, je suis la solitude.

Et voilà comment, progressivement, un même sentiment passe d'une expression concrète à une expression abstraite, puis à une autre plus abstraite, pour aboutir, en fin de compte, à une parfaite personnification.

C'est pour l'appliquer ici, surtout, que j'irai rechercher la formule que je vous proposais dans ma première leçon : entre classiques et romantiques, il n'y a guère qu'une différence de degré. Immense est la différence pour ce qui est du sentiment de la nature ; soit ! mais ce n'est qu'une simple différence de degré. Les romantiques sentent avec plus d'intensité les choses de la nature : ils font entrer aussi dans leur sentiment des choses étrangères. Quand un Saint-Amand décrit son sentiment, il ne le personnifie pas, il n'en fait pas un dieu. Il n'y mêle pas non plus la haine ou l'aversion de la société. Le sentiment de la nature, chez un poète comme Saint-Amand, est, pour ainsi parler, pur : chez les romantiques, il s'enrichit de nouveaux éléments.

Remarquons, d'ailleurs, qu'une réaction devait se produire contre cette manière d'éprouver le sentiment de la nature.

Vigny était, comme les autres romantiques, capable de goûter tout le charme de la nature. Mais, quoiqu'il soit bien misanthrope, il n'ira pas chercher de consolation dans la nature ; car, sa misanthropie allant jusqu'au pessimisme, il enveloppe tout ce qui l'entoure dans une animadversion générale. Je n'aime pas les hommes, dit-il ; mais je n'irai pas me réfugier dans la nature, qui est indifférente :

Mais la nature est là, qui t'invite et qui t'aime !

Je ne sens pas du tout, reprend Vigny, qu'elle m'invite ; et je sens qu'elle ne m'aime pas, et je ne l'aime pas non plus : je la haïrais plutôt.

. Et dans mon cœur, alors, je la hais !

Nous serons donc amenés au nihilisme ? Si vous n'aimez ni les hommes ni la nature, alors qu'aimez-vous ? — Vigny répond : j'aimerai les hommes en tant qu'ils souffrent et sont malheureux :

J'aime la majesté des souffrances humaines.

C'est peut-être se tirer d'affaire d'une façon plus éloquente que philosophique ; mais je n'insiste pas, car j'analyse les sentiments et non point les idées.

Si le sentiment de la nature s'est comme doublé et soutenu de l'aversion de la société et de la passion de la solitude, je crois que ce fut, pour une part, une mode que l'on doit à Rousseau, sauvage de génie, comme on l'a dit ou comme on a pu le dire. Il sut exciter l'émulation, et l'on voulut détester la société autant et aussi éloquemment que Rousseau.

A la base de cette mode, il y eut cependant un sentiment vrai, — je ne dis pas un sentiment juste, — et c'est en cet endroit que je ferai intervenir les grandes secousses de l'époque révolutionnaire. Je ne suis pas de ceux qui attribuent une grande influence sur le romantisme à la Révolution : comme je le vois commencer bien avant, je dois conclure qu'il ne relève pas absolument d'elle. La vérité est qu'elle a contribué à développer certains éléments du romantisme.

Après des secousses violentes de vingt-cinq ans, — la durée d'une génération, — il dut y avoir un assez grand nombre d'âmes, plus disposées que d'autres à la souffrance et à la mélancolie, qui se mirent à l'écart, éprouvant de la répulsion pour une société aussi agitée et aussi inclemente aux doux et aux tendres. Voilà à quoi je bornerai probablement l'action de la Révolution sur le romantisme : elle a augmenté les dispositions de certains esprits déjà influencés par Rousseau.

Il resterait encore quelques petits éléments à démêler dans le romantisme. Les romantiques, qui, le plus souvent, furent si remarquables par leur haine de la société, n'ont pas pu s'y dérober à tous les égards : ils en sont, pour ainsi dire, sortis par une porte ; ils y sont rentrés par une autre. Ils commencèrent par vouloir être des solitaires, s'enfermer dans leur tour d'ivoire ; puis presque tous désirèrent entrer dans les assemblées politiques. Sous l'apparente contradiction, la conséquence est assez logique.

Le poète de vingt-cinq ans, qui, vers 1820 ou 1825, n'aspire qu'à la solitude, est sincère ; il n'aime pas la société, en ce qu'il n'aime

point les salons, les petits groupes restreints, où sa liberté doit se surveiller. Mais il aime, plus tard, les grandes assemblées populaires, qui sont une forme de la société humaine.

Pour un Lamartine, c'est une tribune dans une foule, un cap Sunium devant la mer, d'où l'on parle aux forces vivantes de l'humanité.

L'assemblée populaire, c'est la société humaine, en tant qu'elle ressemble davantage à la nature. La société politique fut, pour certains romantiques, quelque chose qui ne laissait pas de ressembler à la grande nature à laquelle ils aimaient s'adresser. Ils sont des adorateurs des grandes forces naturelles, sous toutes leurs formes.

Ces romantiques aiment la solitude, mais la solitude peuplée. D'autres ne recherchent la solitude, comme fait Sénancour, que pour se sentir plus seuls, sans communication avec l'ensemble des choses : ils n'aiment pas proprement la nature, mais la solitude.

Quand les romantiques mêlèrent à ce goût le sentiment d'une communion avec la nature, ils cherchèrent un commerce intellectuel et moral ailleurs que dans la société mondaine, mais encore chez les hommes : ils ne songèrent point à se replier sur eux-mêmes, mais à développer toute leur puissance d'être. Voilà pourquoi, dans la solitude, ils ne se sont pas desséchés, mais ont trouvé au contraire le moyen d'exalter et d'accroître leurs facultés intellectuelles.

M. W.

La Morale

Cours de M. VICTOR EGGER,

Professeur à l'Université de Paris.

Le mérite et la personnalité morale.

Les dernières leçons ont résolu certains problèmes ; elles en ont soulevé d'autres. Avec les idées de mérite et de récompense, il s'agit de l'achèvement de la morale ; il s'agit de l'idée du *souverain bien*. Cet achèvement, auquel nous travaillons, présente des complications, des difficultés, des contradictions même, contradictions purement apparentes, car le sens commun les résout si la réflexion l'aide à se bien connaître.

Sur ce qui a été déjà dit, nous allons faire quelques remarques ; elles assureront notre marche pour arriver au but que nous poursuivons.

1° La personne est créée par la moralité ; elle n'est pas antérieure ; elle n'est pas le fondement de la moralité : c'est là une conséquence de tout ce que nous avons précédemment exposé. Qu'est-ce que la personne ? C'est un équivalent, un substitut du moi substantiel, de l'âme, au sens métaphysique ; c'est l'âme substance, en tant que cause de l'existence temporelle et consciente. Cette idée est donc une forme de l'idée du moi substantiel, de l'âme intemporelle, et c'est pourquoi nous avons commencé par l'écarter. L'individu était tout d'abord pour nous une pure succession d'états de conscience, une existence dispersée dans la durée, une poussière de phénomènes ; et la moralité était de même une poussière d'opinions, de jugements individuels, jugements de qualification en bien ou en mal portés sur des phénomènes cosmiques ou humains, jugements successifs et discontinus. Des phénomènes étaient jugés, et chaque jugement était lui-même le phénomène momentané d'un esprit individuel. Quand ces jugements portent sur des faits à venir ou possibles, quand il s'agit du bien qui est de droit, qui doit être, la morale garde le même aspect fragmentaire et discontinu.

Avec le devoir semble apparaître la personnalité ; le devoir du bien et du non-mal appartient aux agents, causes constantes, continues, pouvoirs continuels d'actions discontinues, et aussi

souvenirs, incessamment, de l'activité passée ; les agents sont des « moi » actifs, qui se continuent à travers la durée.

Mais le devoir ne peut être que le premier degré de la personnalité. A vrai dire, il n'est pas même un commencement de personnalité ; il n'est que la condition de la personnalité réelle ; il est la personnalité à l'état de possibilité. Car, si l'agent obligé n'agit pas, sa personnalité, à peine posée par nous et par la société des hommes, ou même posée en lui dans sa conscience, s'évanouit. Le mérite fait la personnalité réelle, définitive. La conscience individuelle devenue valeur, dignité, s'est dépassée elle-même ; ce n'est plus la conscience psychologique de notre psychologie phénoméniste. Le droit de la personne est né enfin ; il ne fonde pas le devoir ; il résulte du devoir accompli. Le droit du bien appartenait aux phénomènes bons, réels ou possibles. Ce nouveau droit, qui s'appelle le mérite, est attaché à la personne. Il est vrai que, pour en expliquer la genèse, nous devons dire d'abord : la sanction est de droit, étant un bien ; la récompense est de droit ; la sanction, la récompense, la punition, ce sont des phénomènes ; mais ce qui est récompensé, c'est la personne ; la personne a droit à la récompense, et ce nouveau droit lui appartient, et même il la constitue. Dès lors, le moi n'est plus seulement la synthèse de la conscience passée : il contient une valeur actuelle ; c'est lui, la synthèse, qui est qualifié en bien ou en mal, ce n'est plus le phénomène passager. Et cette qualité qu'il possède dépasse le présent, qualifie d'avance l'avenir, car elle est un titre, un droit. L'idée de mérite est une synthèse du passé et de l'avenir d'un même individu. C'est une valeur instable, bien entendu, liée à la vie phénoménale successive ; elle en dépend, mais elle la dépasse, autant que celle-ci, dont nous ne pouvons nous affranchir, peut être dépassée.

Devons-nous dire que la société, objet du devoir, crée la personne ? Ce serait une exagération inutile, et ce serait, de plus, inexact. Le devoir a un objet social ; sans la société, pas de devoir ; d'autre part, l'acte bon suppose le devoir : donc la société, dira-t-on, fait le mérite et la personne morale. Cette thèse est inexacte ; car, s'il est social en sa matière, le devoir est accompli par l'agent ; il crée ainsi la personne en lui, en faisant le mérite en lui. Donc la personne se crée elle-même dans l'individu ; l'individu se fait lui-même personne, sans sortir de lui, sans chercher le pouvoir d'agir en dehors de lui. Si la société est la matière de l'acte, elle n'en est pas l'essence. Cela seul est exact.

Ce qui importe bien davantage, c'est de comprendre la portée de cette nouveauté, la constitution, la création de la personne.

Une fois constituée, elle s'assimile, elle intègre en elle tout le reste : l'opinion, le vœu, le désir, deviennent des devoirs ; la pensée du bien, le sentiment relatif au bien, l'amour du bien sous toutes ses formes, doivent remplir les intervalles de l'action morale et la préparer. La poussière de nos phénomènes successifs peut être toujours teintée de moralité ; je m'exerce à l'action morale en jugeant autour de moi, en jugeant l'histoire ; je m'y exerce par le vœu, par le désir du bien, par l'étude des moyens, par l'intention, qui peut être constante ; je puis être moral toujours et en tout, et, si je le puis, je le dois. L'obligation s'étendant à toute ma vie consciente, si l'obligation ainsi comprise est obéie, le mérite sera une valeur toujours croissante. La continuité morale est double alors : continuité d'activité bonne, continuité d'accroissement de la valeur personnelle, de la personne. La qualification morale passe alors des faits et des actes à la personne : celle-ci est *bonne*, à la fois comme activité continuellement bonne, et comme valeur actuelle continuellement croissante. Est-ce là être saint ? Peut-être, et, si la sainteté consiste en cette continuité de vertu et de mérite, elle n'est pas bien difficile à conquérir, semble-t-il. Mais soyons modeste pour l'homme, pour notre semblable ; ne le louons pas trop. Être ainsi, c'est être bon, tout simplement. Nous avons décrit et expliqué comment on est bon, comment on devient bon. Il n'y a pas de miracle là ; il n'y a rien de divin ; l'homme bon, le brave homme, la personne morale conquise, c'est l'homme vraiment homme, et cela doit nous suffire.

On connaît le reproche du spiritualiste au phénoméniste : « Il m'a pris mon moi ». Le psychologue phénoméniste, devenu professeur de morale, répond : « Je t'ai pris ton moi ; je te le rends, si tu veux ; mais veux-tu ? Tout est là, tu ne seras jamais une substance éternelle, une force intemporelle qui défie la mort. Mais tu peux être une personne, une valeur, une dignité ; tu peux être un moi présent, qui vaudra par tout ton passé et qui engagera l'avenir à ton égard ; et, dès lors, tout en restant dans la durée, tu ne seras plus dispersé dans les durées. Ne demande pas le chimérique. Tu peux et tu dois te faire supérieur à la vie phénoménale, par ton mérite, et, si tu l'as déjà fait, tu as un moi, qui est ton œuvre. »

J'ai réfuté, quand j'ai parlé du droit, la doctrine qui fonde le devoir sur la personne, et j'ai dit alors que cette doctrine ne prenait un sens que si la personne était considérée comme un bien, comme le plus grand des biens. Je pense avoir établi aujourd'hui que, tout au contraire, c'est le devoir accompli qui fait la personne. On remarquera que la personne ainsi entendue est un bien et le plus grand des biens ; elle est, en effet, meilleure que

tout bien phénoménal et passager ; elle est le bien devenu essentiel à l'âme et vivant avec elle.

Le démérite fonde-t-il, à sa manière, un autre mode de la personnalité ? La question ne doit pas être écartée, et la logique nous contraint à répondre tout d'abord affirmativement. Oui, le pervers est, comme tel, une personnalité. Mais cette personnalité consiste dans une valeur négative de l'individu ; elle consiste en son *indignité*, ce qui revient à dire qu'il est d'*antidroit* ; le *droit au malheur* ne suffit pas pour la définir ; car ce malheur, s'il arrive, ne fera son œuvre que s'il détruit la perversité et transforme la personnalité d'*antidroit* en personnalité purifiée, redressée, restaurée, devenue valeur positive et dignité. Ce sont là des idées sur lesquelles nous reviendrons, quand nous traiterons spécialement de la punition.

2° Voici, maintenant, un autre point. Le rôle de la personne n'est pas le même dans le premier cas, celui de l'obligation, et dans le second, celui du mérite. La personne ou l'agent doit *donner*, et donne parfois. La personne peut *recevoir* la récompense, a le droit de recevoir, et, si elle s'en tient au droit nu, elle a et elle garde le mérite, sa valeur, sa bonté personnelle. Et, si elle reçoit, elle reçoit de toutes mains : la récompense vient du hasard, comme elle vient des agents les plus divers ; on qualifie de sanction, de récompense ou de punition, certains phénomènes naturels et certaines actions des personnes humaines morales.

Il faut remarquer la complication qui se présente ici : nous sommes en présence de deux termes, un antécédent et un conséquent. L'antécédent est un agent moral responsable, une personne qui a mérité ou démérité. Le conséquent a une source quelconque. La sanction ou l'antisanction, qu'elle provienne ou non d'agents moraux, de personnes, s'adresse toujours à des personnes. Elle s'inscrit pour cette raison dans la sphère de la morale personnelle, comme une partie dans un tout. Quand le hasard récompense ou fournit, il n'est pas une personne ; mais il s'agit d'une personne. Aussi notre tableau figuré des concepts moraux considérés en extension et en compréhension n'a-t-il pas distingué, parmi les sanctions et les antisanctions, celles qui viennent du hasard, celles qui sont l'acte d'un agent moral. Mais, si la récompense est faite par devoir, c'est-à-dire par un agent moral, alors il y a deux personnes en jeu, deux personnes en rapport moral : j'ai donné ; j'ai fait le bien : c'est un bienfait. Mon obligé me remercie d'une manière ou d'une autre ; je reçois de lui le témoignage de sa reconnaissance. La reconnaissance est une variété de la récompense, et, comme toute récompense, elle

est un bienfait. J'avais mérité ; il mérite à son tour ; et, en effet, je lui sais gré de sa reconnaissance ; je l'en remercie, je l'en loue : c'est l'en récompenser, ce dont il me sait gré, et ainsi de suite indéfiniment. Le lien moral créé par la première récompense entre les deux agents, est ainsi entretenu et affermi d'une manière continue, et il devient un élément des deux personnalités. C'est à dire que, lui et moi, nous sommes devenus amis ; l'amitié morale, la vraie, résulte de l'échange entre deux agents de bienfaits répétés et du fait également répété de la reconnaissance pour chaque bienfait reçu ; elle est donc un lien moral entre deux personnes, et, si l'on considère qu'elle peut s'établir entre plus de deux personnes, on voit que l'amitié est un des liens sociaux les plus forts et les plus efficaces qui soient au monde.

Un cas plus simple, c'est la louange et le blâme ; en ces deux faits consiste ce qu'on appelle la sanction de l'opinion ; il y a alors deux agents, comme dans le cas précédent, l'agent qui est loué et l'agent qui loue. Mais il n'y a qu'un seul agent, si quelqu'un applaudit au bonheur non mérité ou déplore le malheur non mérité ; car applaudir, déplorer, est l'acte d'un agent, mais cet acte ne s'adresse pas à un agent.

En résumé, nous rencontrons ici trois cas : si l'agent A est récompensé par l'agent B, deux agents sont en rapport moral ; — si l'agent A, méritant, est récompensé par le hasard, il n'y a qu'un agent en cause ; — si l'agent A, sans mérite, reçoit du bonheur par une cause quelconque, et si l'agent B le félicite, applaudit, il n'y a ici encore qu'un agent. Dans le second cas, l'agent A seul, dans le troisième l'agent B seul, sont moraux.

Mais le *rapport moral* peut être établi après coup : — dans le second cas, si l'agent B loue le hasard qui a récompensé l'agent A, qui méritait ; — dans le troisième, si l'agent A s'efforce de justifier après coup son bonheur non mérité et les félicitations de l'agent B, en acquérant du mérite, s'il utilise ce bonheur immérité comme force, comme moyen pour faire le bien, et s'il prend les félicitations de l'agent B, lesquelles ont un caractère moral, comme un encouragement à faire le bien à son tour.

Pour ne rien omettre, il conviendrait d'étudier aussi le rapport moral ou le lien moral entre deux individus dont l'un serait supposé bon et moral, l'autre immoral ou indifférent à la moralité, et le même rapport entre deux individus immoraux. Mais ce serait entrer, sans grand profit, dans des détails fort complexes, et l'on suppléera aisément à mon silence en s'inspirant des considérations que je viens de présenter sur le rapport moral entre les individus moraux, qui est, en l'espèce, le rapport fondamental.

La vie et les œuvres de Molière

Cours de M. ABELLEFRANC,

Professeur au Collège de France.

Molière et les médecins (Suite).

Revenons à l'opinion des contemporains de Molière sur la médecine et les consultations médicales. S'il faut en croire Riolan, tout s'y passait en miel et en douceur : « L'union de nos consultations est admirable, dit-il ; chacun est libre de dire son avis ; il est permis à celui qui parle après de corriger modestement, sans passion et sans animosité, l'avis précédent. » — « *Medicorum controversiæ, disait Hippocrate, justam ignorantix suspicionem ostendunt, concordia inter eos magnam cognitionis spem demonstrat* ». — On lit dans les statuts : « Dans les consultations, les plus jeunes opinent les premiers et selon l'ordre de promotion au doctorat. Ce qui est décidé à la majorité des voix est, du consentement des collègues, rapporté par le plus ancien au malade, à ses parents ou aux personnes qui prennent soin de lui. »

Rappelons, à propos des menaces de Tomès et de Desfonandrès à Sganarelle, que Louis XIV lui-même, à qui les consultations, les saignées et les médecines étaient loin de rester étrangères, avait certainement dû remarquer, au début même du *Journal* de sa santé rédigé par son ordre, le récit d'une scène assez semblable que d'illustres médecins provoquèrent à la cour pendant une des maladies de son enfance. Vallot, premier médecin depuis 1652, commençant ce journal et remontant d'abord à 1647, année où le roi fut atteint de la petite vérole, rapporte que, pour ce cas très grave, lui, Guénaud et deux autres furent appelés par Vautier, le premier médecin d'alors : « Il y eut des consultations fort orageuses. Une saignée conseillée par Vallot donna lieu à de vives récriminations, ce qui n'empêcha pas le premier médecin de la faire pratiquer immédiatement, quoique ceux qui n'étaient pas de cet avis fissent grand bruit, en se retirant de la chambre du roi, et protestassent devant la reine que ce remède était dangereux et contre les règles de la médecine. »

S'il faut en croire Grimarest, lorsque Molière eut portraicturé dans l'*Amour médecin* les principaux médecins de la cour, le roi répondit à l'un d'eux qui protestait : « Les médecins font assez souvent pleurer pour faire rire quelquefois. » Après sa mort, les idées de Molière triomphèrent. Coïncidence curieuse : en 1673, Louis XIV instituait au Jardin des Plantes une chaire spéciale d'anatomie pour la propagation des découvertes nouvelles.

Dans la pièce de notre poète, les médecins s'appellent l'un Desfonandrès, c'est-à-dire « tueur d'hommes » : il s'agissait de des Fougerais qui était boiteux ; — un autre Bahys, c'est-à-dire « qui jappe, qui bredouille » : c'était Esprit ou Brayer, qui bredouillait ; — un troisième, Macroton, autrement dit « qui parle lentement », rappelait Guénaud, qui procédait avec une certaine lenteur et qui était partisan de l'antimoine ; — le quatrième, Tomès, c'est-à-dire « saigneur », l'« homme aux incisions », c'était Vallot ou d'Aquin, le type du médecin courtisan ; — quant au dernier, Fillerin, il fallait voir en lui Yvelin, le médecin de Madame. De Béda des Fougerais, Gui Patin nous dit que c'était un homme du monde, un bel esprit : il avait même la prétention d'être un homme à bonnes fortunes, bien qu'il fût boiteux des deux jambes. Et il ajoute : « Je pense que si cet homme — *impudentissimus nebulo* — croyait qu'il y eût au monde un plus grand charlatan que lui, il tâcherait de le faire empoisonner. » Il passait pour avare et cupide. Patin, pendant son décanat, voulut empêcher les médecins de porter des noms de terre, ce qui disait notre personnage.

Voyons, maintenant, de quels médecins se composait la maison du Roi : il y avait un premier médecin, un médecin ordinaire, huit médecins par quartier, plus un anatomiste, un botaniste, un médecin mathématicien, quatre médecins spagiristes et soixante-six médecins consultants. Tous devaient prêter serment. Furent successivement premiers médecins : Jacques Cousinot (1643-46), Vaultier (1646-52), Vallot (1652-71), d'Aquin (1671-93), Fagon (1693-1715). Les médecins de la cour étaient, en général, très peu aimés à la Faculté et guère plus à la cour, où ils excitaient des jalousies et où on les considérait comme des parvenus. Fagon, en particulier, était cependant un type remarquable ; il restreignit l'usage de la saignée et de la médecine chimique et prôna les simples ; par contre, il usa énormément des purgatifs et des lavements.

Mais la satire des médecins ne date pas seulement du temps de Louis XIV et de Molière ; elle remonte beaucoup plus haut dans la littérature. Déjà Aristophane, dans sa comédie des *Nuées*, dit que

« ces divinités aériennes servent d'aliments et donnent de l'âme aux sophistes, aux poètes et aux médecins ». — Nous trouvons de même, dans les anciens comiques, plus d'un trait contre les médecins. Dans un fragment de Philémon, nous lisons :

*Nullus etenim medicus, probe si inspexeris,
Valere amicos ne suos quidem cupit...*

passage imité ainsi par Le Bret (*La double Extravagance*, III, 2) :

Tous ces gens-là, Monsieur, à l'intérêt soumis,
Haïssent la santé jusques chez leurs amis.

Athénie dit que rien n'est plus fou qu'un grammairien, à l'exception d'un médecin.

Dans les *Ménechmes* de Plaute, on rencontre deux scènes (V, 4 et 5) qui ont fourni à Molière la scène XI du 1^{er} acte de *Monsieur de Pourceaugnac* avec le médecin à qui on l'a confié. On peut voir, surtout dans la scène V, par combien de questions ridicules le médecin annonce la charlatanerie.

Nous trouvons encore des satires contre les médecins dans les fabliaux, chez Rabelais et Montaigne (chap. xxxvii), dans l'*Euphormion* de Barclay, le *Mariage de rien* (scène xi) de Montfleury, dans plusieurs scènes du *Roman comique*, dans une lettre de Boursault en tête du *Médecin volant*, enfin dans un grand nombre d'épigrammes.

Depuis Molière, et cela est tout à fait remarquable, il y a eu contre les médecins beaucoup moins d'attaques ; la cause en est dans le progrès réel accompli par l'art médical. De notre temps, la science a un prestige véritable et mérité.

Voici le passage des *Essais* de Montaigne auquel il était fait tout à l'heure allusion et où les médecins sont raillés. Molière avait certainement lu ce chapitre : « Que les médecins excusent un peu ma liberté ; car, par cette mesme infusion et insinuation fatale, j'ay receu la haine et le mespris de leur doctrine : cette antipathie que j'ay à leur art m'est héréditaire. Mon père a vescu soixante et quatorze ans, mon aïeul soixante et neuf, mon prez de bisayeul quatre vingts, sans avoir gousté aulcune sorte de médecine ; et, entre eux, tout ce qui n'estoit de l'usage ordinaire tenoit lieu de drogue. La médecine se forme par exemples et expérience, et bien avantageuse ? Je ne sçais s'ils m'en trouveront trois en leurs registres, nays, nourris et] trespasses en mesme fouyer, mesme toict, ayants autant vécu par leur conduite... »

Le théâtre italien n'avait pas épargné davantage la médecine.

Pascal, lui-même, nous dit quelque part : « Qui pourrait avoir confiance dans un médecin qui ne porte pas de rabat ? »

Quant à M^{me} de Sévigné, elle ne croyait guère aux médecins, et cependant peu de personnes ont demandé tant de consultations et les ont si mal suivies. — « C'est plaisir de l'entendre raisonner sur sa santé, sur sa rate, sur sa bile, sur ses esprits et ses humeurs. Elle aime à savoir pourquoi on la traite de telle façon et non pas de telle autre. Elle fait collection de recettes en cachette des docteurs. Elle n'a pas de plus grande joie que de réunir quatre ou cinq médecins, que de les pousser... » (Raynaud, p. 118.) Elle les appelle les premiers ignorants de l'endroit. « Quelle forfanterie que leur art ! »

Cependant M^{me} de Sévigné, qui est femme, fait une exception pour un docteur de Chelles : « C'est, écrit-elle, un homme de vingt-huit ans, dont le visage est le plus beau et le plus charmant que j'aie jamais vu ; il a les yeux de M^{me} de Mazarin et les dents parfaites ; le reste du visage comme on imagine Rinaldo, de grandes boucles noires qui lui font la plus agréable tête du monde. Voilà mon joli médecin. Il est habillé comme un prince et bon garçon au dernier point... Il sait vivre et n'est point charlatan ; il traite la médecine en galant homme ; enfin il m'amuse. » — Ajoutons que cela est toujours vrai et que beaucoup de médecins plaisent, parce qu'ils sont galants hommes, bons vivants, qu'ils mangent bien et boivent sec, en dignes fils de Rabelais.

Ajoutons encore à la liste des satires : *Crispin médecin*, comédie de Hauteroche (1674), le *Médecin pédant* (1655), la 4^e satire de Furetière, et, en ce qui concerne les consultations au xvii^e siècle, le *Malade imaginaire*, le *Médecin malgré lui*.

Malebranche (VI, ch. iv), parlant des médecins et de leur science, écrit : « Ils répondent hardiment et sans hésiter à ces questions obscures et indéterminées : d'où vient que le soleil altère les vapeurs, que le quinquina attire la fièvre quarte, que la rhubarbe purge la bile et le sel polychreste le phlegme ? Mais ils se rendraient ridicules à tout le monde s'ils supposaient un mouvement d'attraction et des facultés attractives, pour expliquer d'où vient que les chariots suivent les chevaux qui y sont attelés, et une faculté détersive dans les brosses pour nettoyer les habits, et ainsi des autres questions. » La Bruyère et Boileau, de leur côté, ont également critiqué les médecins, et La Fontaine dans sa fable *Les deux Rats*, le *Renard et l'Œuf*.

Il serait du plus haut intérêt de vous raconter, ici, l'histoire du quinquina. Je vous renvoie à Gui Patin et surtout au

poème de La Fontaine. Ce dernier texte, d'une singulière portée est indispensable à connaître en ce qui touche l'histoire des conceptions scientifiques d'alors.

En somme, que faut-il penser des attaques de Molière et de leur légitimité ? Que faut-il penser de la médecine au xvii^e siècle ? Molière n'a rien inventé ; des textes innombrables le prouvent. C'est ainsi, par exemple, qu'on nous dit que « les artères battent, parce qu'elles ont une vertu pulsifique ; que le foie aspire le chyle, parce qu'il a une vertu attractive. *Quare opium facit dormire ? quia est in eo virtus dormitiva.* » Mais ne nous hâtons pas de rire ; car, encore aujourd'hui, certaines définitions n'ont guère plus de valeur scientifique. De tout temps, il se crée des mots qui n'étaient primitivement que de simples désignations et qui deviennent des définitions ou même de véritables entités.

Lisez ce livre de Le Maguet (p. 226-27). Vous y trouverez le récit d'une consultation qui prouve que notre poète n'a pas exagéré.

A propos de la saignée, Botal disait : « Plus on tire de l'eau d'un puits, plus il en revient de bonne ; plus la nourrice est tétée par l'enfant, plus elle a de lait : le semblable est du sang et de la saignée. » C'est ainsi qu'il ne craignait pas de tirer sept livres de sang en vingt-quatre heures. Le petit-fils de M^{me} de Sévigné, qui avait la variole, fut saigné huit fois ; il en mourut, et la bonne marquise n'en accusa que la maladie et non la saignée. Martel, un ami de Gui Patin, fut saigné trente-deux fois ; un de ses fils vingt fois ; le roi le fut trente-huit fois seulement par ses médecins. Et tout cela pour évacuer les humeurs peccantes, âcres et mordicantes.

L'étude de la médecine au temps de Molière constitue un sujet immense ; il y eut entre médecins des luttes opiniâtres, des démêlés violents, de véritables batailles ; *bella, horrida bella*, dit Raynaud.

Il faut distinguer, dans l'histoire de la médecine sous Louis XIV, trois périodes : 1^o la Faculté garde les traditions surannées ; 2^o une réaction amène la ruine du galénisme et l'avènement de la méthode expérimentale ; 3^o cette méthode s'affine, se dégage peu à peu de tous les préjugés qui l'enserrent, et se transforme en cette méthode nouvelle d'où est sortie notre médecine moderne. Au point de vue de la science pure, il y a une grande distinction à faire entre la première et la seconde moitié du xvii^e siècle, et aussi entre les savants et les praticiens. Un historien nous dit que la première moitié vit l'anatomie humaine définitivement établie dans ses grandes lignes ; la seconde devait voir se fonder l'anatomie comparée, appuyée sur les observations

microscopiques. La gloire principale en revient à l'Italien Malpighi (1628-1694) et aux Hollandais Leuwenhœk (1632-1753) et Swammerdam (1637-1680).

Malpighi signala l'identité d'organisation dans les animaux les plus variés et fit des recherches sur les insectes. — Leuwenhœk reconnut l'existence des infusoires, des globules du sang et des animalcules spermatiques, et la continuité des artères et des veines.

On oublie trop souvent les Français de haute valeur, notamment Pecquet, de la première moitié du XVII^e siècle (1622-1674), né à Dieppe, qui découvrit le réservoir du chyle, auquel on a donné son nom, ainsi que le canal thoracique que forme la réunion des vaisseaux chylifères. Pecquet est une grande figure de la science médicale. Son nom a été omis, à tort, par des historiens récents.

Il ne faudrait donc pas croire que Molière ait pleinement caractérisé la médecine au XVII^e siècle.

Il conviendrait de citer aussi Lazare Rivière (1589-1655), disciple de Van Helmont, et Sylvius de la Boë (1588-1658).

Dans la seconde moitié du siècle, nous remarquons surtout des études de physiologie, avec Ch. Perrault, Jean Méry, Duverney, célèbre par son talent d'élocution, au point que les comédiens venaient l'entendre, et qui découvrit avec Méry la circulation fœtale et son analogie avec la circulation chez les reptiles.

Quoiqu'il en soit, les querelles médicales constituent un des aspects les plus divertissants du XVII^e siècle.

Pour cette question très considérable de la médecine au XVII^e siècle, il faudrait consulter surtout l'ouvrage de Raynaud : *Les Médecins au temps de Molière*, où l'auteur défend plutôt les médecins, en nous parlant des mœurs, des institutions, des doctrines. Nous trouvons dans cet ouvrage de précieux renseignements sur l'ancienne Faculté, les cérémonies, l'organisation, les grades, la profession de médecin, les visites à la clientèle. Il y avait alors à la faculté deux classes d'hommes : les orthodoxes et les hommes du monde (Gui Patin, Gabriel Naudé). — Situation des médecins auprès des grands seigneurs. — La cour et le rôle politique de quelques médecins. — De tout temps, pour passionner les intelligences, il faut au moins un mot qui serve à la fois de symbole et de drapeau de ralliement. Au XVII^e siècle, il y en avait deux : la circulation du sang et l'antimoine. On distingue donc les circulateurs (Harvey) et les anticirculateurs. On discute sur les vaisseaux lymphatiques (Aselli, Pecquet). Avec l'humorisme, on rencontre les partisans et les détracteurs de

la saignée. L'antimoine et la découverte du quinquina sont autant de sujets de guerre intestine. Mais il y a aussi une guerre étrangère, notamment entre la Faculté de Montpellier et celle de Paris (Théophraste Renaudot). — Puis l'auteur nous parle des chirurgiens, du collège de Saint-Côme, de l'adoption des barbiers au xv^e siècle, des apothicaires, enfin de la pensée secrète de Molière sur les médecins, de ce que les médecins ont dit du grand comique, de la maladie même de Molière.

Il conviendrait aussi de lire *Molière et Gui Patin*, étude médico-littéraire, par le docteur Nivelet (Paris, 1880) ; — *Molière et les médecins*, du docteur Cabanès : sa mort, son hypocondrie ; Molière a-t-il usé de représailles en attaquant les médecins ? — *Molière et la médecine de son temps*, du docteur Folet. — Fauconneau-Dufresne : « Molière a-t-il voulu railler la médecine ou les médecins de son temps ? — Le médecin de Molière : Mauvillan. — Les sources médicales d'inspiration de Molière. — Les panégyriques de Molière dus à des médecins.

Puis deux thèses considérables toutes récentes soutenues en 1899, parues presque en même temps, se complètent : *Le Monde médical parisien sous le grand Roi*, suivi du portefeuille de Vallant, médecin de S. A. R. M^{me} de Guise et de M^{me} la marquise de Sablé, par le docteur Paul-Emile Le Maguet.

C'est là une œuvre excellente, où l'on nous parle successivement de la Faculté, des doctrines, des maladies internes et de leur traitement, des médecins à la cour et à la ville, des chirurgiens, des sages-femmes et accoucheuses, des apothicaires, de l'assistance publique, des charlatans empiriques et des opérateurs. A cela vient s'ajouter le portefeuille de Vallant, des documents nombreux, des recettes, des consultations, des relations de maladies et d'ouvertures du corps, des observations, des notices et des formules pharmaceutiques.

La seconde de ces thèses est intitulée : *Les étudiants en médecine sous le grand Roi*, essai sur leurs études, leur vie médicale et leur vie privée ainsi que sur la société bourgeoise dont ils faisaient partie (Paris, 1899), du docteur René Fauvelle (65 pages in-8°).

Dans une introduction, l'auteur nous parle de l'Université et du recrutement des étudiants. Puis, dans une première partie, il est question de la vie médicale des étudiants, des études, de l'enseignement clinique, du Collège royal, des ressources hors de la Faculté de la science et des discussions scientifiques, des luttes professionnelles avec les charlatans et les médecins étrangers, des chirurgiens, des apothicaires, des sages-femmes, des corporations, etc. On

nous montre quels étaient le caractère et la situation sociale des médecins de la cour. On rappelle tout le mal que les littérateurs ont dit des médecins, ce qu'étaient les étudiants, etc. Dans la seconde partie, l'auteur décrit la vie privée des étudiants, leur vie journalière, les fêtes et les distractions, la société bourgeoise, le mariage de l'étudiant, etc.

Avant ces deux thèses, il y avait eu déjà celle, également remarquable de Wickersheimer (1905) sur *La Médecine et les médecins en France à l'époque de la Renaissance* ; celle de Delaunay sur *le Monde médical au XVIII^e siècle*. Mais revenons aux ouvrages contemporains de Molière.

Le Gallois publia encore les *Conversations académiques*, tirées de l'Académie de M. l'abbé Bourdelot (Paris, Barbin, 1674, 2 vol. in-12) : c'est là un des plus joyeux spécimens de la médecine au temps de Molière. Il existe aux archives de Condé une lettre où Bourdelot prétend que Le Gallois a publié l'ouvrage à son insu et sans autorisation ; c'est croyable, au plus, pour le premier volume.

Mais la grande source sur cette question est Gui Patin (1604-1672), qui a tout connu ou pu tout connaître de la société du temps de Molière, et dont les *Lettres* (Edition Réveillé — Paris, 1846), publiées en trois volumes, sont des plus instructives. — Autre édition : *Lettres de Gui Patin (1630-1670)*, collationnées sur les manuscrits autographes, publiées avec l'addition des lettres inédites, la restauration des textes retranchés ou altérés, et des notes biographiques, bibliographiques et historiques, par le docteur Paul Triaire (Champion, 1907, 4 vol. 700 pages). — *La France au milieu du XVII^e siècle (1648-1661)*, d'après la correspondance de Gui Patin, extraits par Armand Brette (Paris, Colin, 1901). *Le monument de Gui Patin*, par le Dr Coquerelle (Compiègne, 1901, in-8°).

Ce Gui Patin était une mauvaise langue, mais un caractère indépendant et plein d'esprit. Il se moque et se gausse des idées nouvelles : il y a, dans son œuvre, de véritables comédies. A la fois caustique, humoriste et savant, d'ailleurs très libre penseur et parfois méchant et injuste, il'avait horeur des Jésuites : « Je voudrais, disait-il, que toute l'espèce et tous les individus et les moines et les moinillons fussent tous dans l'eau jusqu'au cou. Ah ! qu'ils seraient bien là. Ah ! le beau déblai de chétive marchandise ! Que l'Europe serait heureuse ce jour-là ! » — On connaît la plaisanterie sur les trois S : saignée, séné, son. Renaudot disait :

Les docteurs de la Faculté
Aux malades parfois s'ils rendent la santé,
Ont besoin de l'apothicaire ;

Mais Patin, plus adroit, de par la charité,
Avec trois S les enterre.

Si l'on ne saigne pas, et largement et souvent, le malade meurt, suffoqué de phlétère, rôti, dit-il ; dans certains cas, ce n'est pas du sang qui sort de la veine ouverte, « *c'est de la boue* ». Et il répète le vers de Joachim du Bellay :

Oh ! bonne, oh ! sainte, oh ! divine saignée !

Voyez dans l'édition Triaire, p. 456-7, 607, et dans celle de Reveillé, p. 352-3, 399.

« Ce remède, ajoute t-il, hardiment et heureusement réitéré au commencement des maladies, est un des principaux mystères de notre métier. » Et il donne l'exemple : il fait saigner sa femme douze fois pour une fluxion de poitrine, son fils vingt fois pour une fièvre continue. Ni le sexe ni l'âge ne sauraient l'arrêter : « Nous guérissons nos malades après 80 ans par la saignée, et nous saignons aussi fort heureusement les enfants de deux et trois mois, sans aucun inconvénient. J'en pourrais montrer vivants dans Paris, saignés en bas âge plus de deux cents. » Et, en effet, nous le voyons saigner treize fois en quinze jours un enfant de sept ans ; il en saigne un de deux mois, un autre de trois jours. Lui-même se fait saigner sept fois pour un simple rhume, et il rapporte de ses confrères des exemples non moins beaux de dévouement aux principes : M. Mantel saigné trente-deux fois pour une fièvre ; M. Cousinot, soixante-quatre fois pour un rhumatisme ; M. Baralis, onze fois en six jours à l'âge de 80 ans. Après cela, dira-t-on qu'ils ne sont pas sincères ? Mais malheur à ceux qu'on ne saigne pas ou qu'on saigne modérément ! Guy de Labrosse (un médecin) est mort sans saignée. On la lui proposa. Il répondit que c'était le remède des pédants sanguinaires (il nous faisait l'honneur de nous appeler ainsi, dit Gui Patin) et qu'il aimait mieux mourir que d'être saigné : ainsi a-t-il fait. « Le diable le saignera en l'autre monde comme le mérite un fourbe, un athée... » Ces invectives, ce souhait de la damnation éternelle pour un homme qui a refusé de mourir *dans les formes*, n'est-ce pas là le sublime du comique ?

« Dans cette thérapeutique, dit le Dr Folet, à côté et même au-dessus des purgations destinées à éliminer les prétendues humeurs supposées surabondantes et corrompues, prenait place l'évacuation même du sang attiré par les humeurs susdites, c'est-à-dire la saignée. Les médecins ne songèrent pas que ce

sang hypothétiquement vicié, c'était la vie après tout, et ils le soustrayaient avec une prodigalité effrayante.

A la saignée on joignait des purgatifs. Bouvard infligea, nous dit-on, en une seule année, au grand Roi son maître, 215 médecines, 212 lavements et 47 saignées. Voir les volumes et études sur la santé de Louis XIV.

Pour ce qui est de l'histoire des doctrines médicales au xviii^e siècle, nous savons qu'à l'avènement du grand Roi, la Faculté de Paris vivait de traditions et repoussait avec énergie toute innovation. Elle proscrivait l'antimoine et la médecine chimique, en haine de l'école de Montpellier ; elle combattait les théories d'Harvey, dont le triomphe devait forcément amener la ruine du galénisme, dont elle était en quelque sorte la mère. Elle était, en un mot, réfractaire à toute idée de progrès, et, selon l'expression si juste de Raynaud, c'était un fragment de la société du xvi^e siècle oublié dans le xviii^e.

Malheur, nous dit un érudit bien informé, à ceux qui veulent résister à ses arrêts : elle chasse de son sein les docteurs régents qui osent approuver les idées nouvelles et qui révoquent en doute les grands principes de son enseignement ; elle tyrannise toutes les professions qui sont nées d'elle ; elle tient chirurgiens, matrones, apothicaires, dans un complet état de sujétion. La Faculté leur refuse l'autonomie avec acharnement ; elle défend les traditions contre le clergé et contre les empiriques ; elle prétend faire respecter la vraie et pure doctrine d'Hippocrate. Or il s'agit là, au contraire, de la doctrine d'Hippocrate abâtardie, changée, dénaturée, enserrée dans le cadre scolastique.

Après la défaite à peu près générale de l'aristotélisme (xvi^e et xviii^e siècle), après Descartes, Malebranche, la physique d'Aristote continue de régner à la Faculté de médecine, ainsi que tout l'attirail scolastique. A la suite d'Aristote, d'autres péripatéticiens : Galien, Averroès, Avicenne, et tous les Arabistes, et parmi les modernes Fernel, Baillon, Senert, Piètre, exercèrent une grande influence. La méthode scolastique sert de lien entre ces éléments divers, imposant aux sciences d'expérience l'apparente rigueur de ses procédés déductifs. Il en résulte une mixture invraisemblable, œuvre de patience et d'érudition, avec des concessions et des arrangements. — Voir les exposés de Maurice Raynaud et de Folet. — Microcosme, réduction du grand monde ou macrocosme. Quatre éléments : eau, feu, terre et air. A chacun de ces éléments correspond une qualité ; un de ces éléments peut prédominer : il peut être froid, chaud, sec, humide ; d'où quatre éléments correspon-

dant à quatre qualités premières. Mais ces éléments, pour former un corps, doivent se mélanger intimement : ce mélange s'opère par l'intermédiaire du mouvement de la lumière. De cette fusion naît une qualité nouvelle, qui vient s'ajouter à la somme des qualités premières que possédaient les particules des éléments constitutants. C'est cette qualité nouvelle qui fait que ce corps est ce qu'il est et non tout autre chose, que l'on appelle la forme. Ainsi, dans le sang, il y a prédominance du chaud qui est donc sa qualité première, et à sa constitution ont également concouru les quatre éléments. Il y a eu mélange. Ce mélange a donné naissance à la forme propre, au sang et à la nature sanguine. Il en est ainsi pour les muscles.

Sur ce même fondement repose toute la doctrine des tempéraments. Chaque homme a son tempérament. On peut grouper ceux-ci autour de quelques grands types bien accusés, reliés les uns aux autres par les variétés individuelles. Innombrables controverses sur la définition du tempérament. Toujours et partout des formules au lieu de faits (*Temperamentum est finis seu perfectio mixti*, terme, but final du mélange). — Le tempérament idéal d'un corps est celui dans lequel les éléments constitutifs sont en équilibre parfait. A un tempérament pondéré correspond la santé ; mais cette harmonie est rare. Il faut distinguer neuf genres de tempéraments : un seul est normal ; les huit autres sont plus ou moins morbides. Le tempérament total de l'homme est la résultante d'une foule de tempéraments secondaires. — C'est à une doctrine très compliquée, qu'on ne peut exposer et qui prêtait à des argumentations interminables. Le vainqueur était le plus loquace et le plus ergoteur des adversaires. Aussi, quand Harvey découvrit la circulation, doctrine qui bouleversait tout l'édifice, la Faculté ne voulut-elle rien entendre ; elle repoussa obstinément le cercle complet de la circulation, qui eût été selon elle la ruine de la médecine : « *Quid de nostra fieret medicina ?* » Les idées de Riolan et de Gui Patin triomphèrent ; mais, plus tard, dans la seconde moitié du règne de Louis XIV, il y eut un changement.

Pour Galien le foie fabriquait le sang ; la portion la plus pure du sang formait la vapeur du sang, qui, elle-même, au contact des esprits propres du foie, passait à l'état d'esprit naturel. Dans cette théorie, le corps humain était ainsi composé : 1° le corps proprement dit ; 2° l'humide radical, de nature élémentaire, matérielle ; 3° les esprits servant d'intermédiaires de plus en plus parfaits entre le corps et l'âme. Car il ne faut jamais oublier que nos pères du xvii^e siècle étaient constamment préoccupés des rapports de l'âme et du corps.

Ce sont là des questions très compliquées, et nous passons aux fameuses facultés de l'âme, qui expliquaient tout pour la plus grande joie des Riolan, des Blondel, des Piètre. Au fond, ce n'étaient que des tautologies scolastiques ; et les Descartes et les Malbranche, physiologistes plus éclairés, ne se préoccupaient guère de ces questions. Un tempérament intempéré, simple ou composé, était l'indice d'un état de santé (précaire il est vrai) selon les cas, ou d'un état pathologique, d'après les principes du vieil humoriste galénique. Il y a quatre humeurs, comme il y a quatre éléments : 1° le sang, produit du foie perfectionné dans le cœur ; 2° la bile, dans le foie ; 3° la pituite, dans le cerveau ; 4° l'atrabile, dans la rate. Il y a maladie interne, quand l'humeur peccante se porte sur un viscéral quelconque ; lésion interne, quand l'humeur peccante se porte sur un point quelconque des téguments. Chaque humeur donnait naissance à un état morbide spécial. Parfois, d'ailleurs, on rencontre, dans ces théories, quelque bonne explication : la fièvre éphémère, par exemple, qui est un bien, un signe de la réaction de l'organisme contre les humeurs viciées. La médecine humorale est celle des gens du peuple. Toute maladie provient d'une surabondance d'humeurs plus ou moins corrompues : de là, saignée et purgations. Que si, au lieu d'affecter les organes internes, les humeurs se portent à l'extérieur, elles donnent naissance aux tumeurs, qui sont elles-mêmes de quatre sortes principales : phlegmon, érysipèle, œdème, squirre.

Nous retrouvons ces doctrines dans Molière, témoin les imprécations de Purgon : « Je vous abandonne à votre mauvaise constitution, à l'intempérance de vos entrailles, à la corruption de votre sang, à l'âcreté de votre bile, à la féculence de vos humeurs ! » — Et, dans le *Médecin malgré lui*, le passage célèbre qui se termine par : « Et voilà pourquoi votre fille est muette ! » — Tout cela est du Fernel à peine exagéré. A rapprocher encore d'une dissertation sur le vin d'émétique citée par Le Maguet, et de cette opinion de Vallant sur une petite fille de huit ans qui était devenue muette par la petite vérole.

En ce qui concerne le diagnostic, les symptômes physiques étaient alors, pour les médecins, quantité négligeable. Les investigations matérielles, telles que les palpations méthodiques de l'abdomen, l'examen des cavités naturelles, étaient inusitées et même défendues. Le médecin devait se borner à tâter le pouls, à faire l'examen optique des urines, à examiner de très loin les selles. L'interrogatoire se développait à peu près comme celui de M. de Pourceaugnac :

1^{er} MÉDECIN.

Mangez-vous bien, Monsieur?

M. DE POURCEAUGNAC.

Oui, et bois mieux encore.

2^e MÉDECIN.

Tant pis ; cette grande appétition du froid et de l'humide est une indication de la chaleur et sécheresse qui est au dedans...

La seule indication sérieuse que l'on eût alors, était celle que fournissait le pouls. Rappelons-nous, à ce propos, la scène des deux Diafoirus discutant sur le pouls d'Argan. Vous devez penser que toutes ces discussions étaient encore bien plus drôles, bien plus cinglantes aux yeux de contemporains de Molière.

Toute la thérapeutique résultait des théories résumées ci-dessus, de la doctrine des tempéraments et de l'humorisme galénique. Chaque médicament ou chaque plante avait son tempérament chaud, froid, sec et humide. Les médicaments possédaient des qualités primaires, secondes, troisièmes. Il y en avait un très grand nombre, et les préparations pharmaceutiques étaient très compliquées, volumineuses et souvent répugnantes (*quia est in ea virtus diuretica*). On pratiquait ainsi la *cuisine arabe*, qui venait de Montpellier ; la « forfanterie arabesque », dit Gui Patin. Les humoristes répudiaient quelque peu cette cuisine arabesque, et étaient partisans d'une thérapeutique spéciale, celle dont s'est tant moqué Molière : saigner, purger, clystériser (un petit clystère insinuatif, un bon clystère détersif, un clystère carminatif).

Il y avait, en somme, deux thérapeutiques, et résister à l'un ou à l'autre exigeait de la part du malade un tempérament exceptionnellement vigoureux. — Béralde : « Il soutient que cela n'est permis qu'aux gens vigoureux et robustes et qui ont des forces de reste pour porter les remèdes avec la maladie, mais que, pour lui, il n'a justement de la force que pour porter son mal. » — C'était là un régime débilitant, affaiblissant le malade, d'où les protestations de Toinette : « Il faut manger du bon gros bœuf, du bon gros porc, du bon gros fromage de Hollande. » Certains médecins, du reste, pensaient, comme elle, qu'il fallait d'abord nourrir le patient ; mais ils étaient rares.

Les découvertes de Servet, de Cesalpini, de Charles Estienne, de Fabrice d'Aquapendente, d'Aselli, les discussions vraiment scientifiques de Vesale, étaient restées lettre morte pour les docteurs

régents parisiens, décidés à accepter tout plutôt qu'une nouveauté. La médecine chimique et la forfanterie arabe s'insinuaient traîtreusement sous le couvert de la doctrine des tempéraments. La méthode dialectique restait, malgré tout, maîtresse du terrain.

Mais les querelles furent surtout vives entre circulateurs et anti-circulateurs ; il y eut des luttes véritablement épiques. Fouquet lui-même disait des idées nouvelles : « Ce sont de jeunes personnes ; et me voilà devenu si vieux, que ce n'est pas la peine de faire connaissance avec elles ». Les jeunes médecins devaient parler à l'unisson des vieux, d'où le propos de Diafoirus : « Il s'attache aveuglément aux opinions de nos anciens, et jamais il n'a voulu comprendre ni écouter les raisons et les expériences des prétendues découvertes de notre siècle touchant la circulation du sang et autres opinions de mêmes formes. »

On s'explique assez bien, en somme, le *tolle* général qui s'éleva contre les théories nouvelles. Jusque-là, le foie était tout dans l'organisme, le lieu d'origine de tous les vaisseaux : c'était lui qui fabriquait le sang, lequel sang, après avoir parcouru l'organisme, revenait demander au foie de nouveaux principes nutritifs. Et voilà qu'un étranger, un Anglais, voulait déposséder le foie de son royaume et osait dire que le sang, nourricier de l'organisme, se répand du cœur dans toutes les parties du corps pour y porter la chaleur et la vie. Quel bouleversement ! On comprend les emportements des vieux docteurs régents, voyant les idées qu'ils avaient vénérées pendant leur vie, battues en brèche par un novateur de génie.

Les circulateurs avaient pour eux Descartes et Gassendi. Leur groupe croissait de jour en jour, et ils pouvaient répéter avec Angélique : « Les anciens, Monsieur, sont les anciens, et nous sommes des gens de maintenant. »

En 1628, Harvey avait publié en Angleterre son *Exercitatio anatomica de motu cordis et sanguinis in animalibus*, qui est un admirable monument de science expérimentale et une véritable œuvre d'art par la perfection de la forme. Il s'élevait vigoureusement contre les vieilles théories de Galien et contre le rôle attribué jusque-là au foie.

« De même, disait-il, que les planètes circulent dans l'espace en décrivant toujours le même orbite, de même que l'eau circule entre la terre et le ciel..., c'est aussi en parcourant un cercle analogue que le sang, nourricier de l'organisme, se répand du cœur dans toutes les parties du corps, pour y porter la chaleur et la vie ; puis, refroidi et vicié par son contact avec ces parties, il revient au cœur pour y reprendre ces qualités premières, et

retourner ensuite, encore une fois, aux organes d'où il était venu. »

Une autre découverte anatomique importante fut celle de Gaspar Aselli, en 1622, qui reconnut l'existence des veines lactées, lesquelles, partant de l'intestin, charriaient les produits de la digestion. Mais, imbu des idées galéniques, il avait fait aboutir au foie les vaisseaux chylifères. Ses idées furent combattues par Harvey lui-même, et ce fut Fouquet qui, 30 ans plus tard, démontra que le chyle contenu dans les vaisseaux lactés ne va pas au foie, mais rejoint la circulation sanguine par l'intermédiaire du canal thoracique.

Aujourd'hui, il est démontré que les chylifères sont chargés de charrier une partie des produits de la digestion (matières grasses émulsionnées par le suc pancréatique); les veines mésaraïques n'emportent pas moins au foie la partie la plus importante de ces produits (matières albuminoïdes, sucrées, etc.). Le foie joue donc un rôle capital comme organe d'élaboration des aliments, et mérite le nom de « sanguificateur » que lui donnaient les anciens. On voit que, par un long détour, et tout en tenant compte des découvertes modernes, la science en est revenue, en partie du moins, aux idées de Galien, mieux comprises et surtout démontrées.

En 1649, Pecquet achève la théorie commencée; il prouve que la terminaison des chylifères n'est pas au foie, mais au réservoir auquel il donna son nom. Donc le chyle se jetait directement dans le sang, sans passer par le foie. Rien n'était plus sacré pour les novateurs. Il était démontré que la circulation est un cercle complet sans commencement ni fin. On avait tout changé.

Quand Pecquet exposa sa découverte à Montpellier, les professeurs furent obligés de se rendre à l'évidence, et l'un d'eux constata avec douleur cette nécessité.

Dans ces conditions, que pouvait-on faire du foie? Bartholin composa son épitaphe (1655):

*Siste, viator, clauditus hoc tumulo
Qui tumulavit plurimos,
Princeps corporis tui cocus et arbiter hepar notum.*

Et plus tard, lorsqu'on lui poussait des arguments tirés des fonctions du foie, Bartholin répondait imperturbablement: « C'est impossible, puisqu'il est mort! »

Un grand champion du foie était Riolan, qui avait une vue claire du danger des exagérations et de leurs conséquences. C'était un anatomiste habile et profond, un excellent et dévoué professeur. Il avait fait des travaux remarquables et quelques découvertes; son *Anthropographie* est un chef-d'œuvre. Ce

fut le seul, du reste, auquel Harvey daigna répondre. Il s'était tellement identifié avec Galien, qu'il lui paraissait insensé qu'on songeât à le contredire sur les points essentiels. N'ayant pas l'étendue de génie nécessaire pour comprendre qu'une vérité bien établie n'est jamais sérieusement mise en péril par une autre vérité, et que la difficulté de les concilier ne prouve que les bornes de notre esprit, il crut de bonne foi que le salut était dans une résistance énergique à toutes les nouveautés ; il se rejeta violemment vers le passé, dépensa toutes les ressources de sa dialectique à se tromper lui-même plutôt que de faire des concessions qui l'eussent entraîné plus loin qu'il ne voulait, et épuisa sa vie dans cette misérable tâche, indigne de son talent.

Il se déclara aussi contre Pecquet et combattit la licence des opinions modernes. Suivez ses déductions. — Si le chyle ne va pas au foie, celui-ci se trouve donc réduit à l'oisiveté : c'est donc à tort qu'on lui attribue la diarrhée hépatique, la cachexie, l'hydropisie ; c'est à tort que l'on cherche à combattre ses obstructions et ses engorgements. Hippocrate et Aristote, qui ont cru à son importance, n'ont donc fait que divaguer. — Mais voilà qui est plus grave : le chyle arrive dans les veines sous-clavières, puis dans le cœur, et ce noble siège de la chaleur vitale n'est plus dès lors qu'une ignoble cuisine, *chyli cacabus ollaque coquinaria*. Que va-t-il faire pour se débarrasser de ce chyle ? L'envoyer au poumon ? c'est l'infection ! Au cerveau ? il compromettra la fabrication des esprits animaux. Bref, c'est la vie elle-même qui est compromise par ce nouveau système. *Ergo* le chyle doit aller au foie, comme par le passé. — Et cependant, on a vu le canal thoracique.

On se livre alors à des hypothèses folles, à des divagations sans nom. Un certain Bertrand, chirurgien barbier, présente une thèse contre la circulation, en 1652 ; mais on la refuse. — Cordelle, en 1670, se déclare contre la théorie nouvelle ; Bazin en 1672. — En 1663 Fagon, en 1665 Mallet, s'étaient déclarés favorables. — En 1673, la théorie des vaisseaux chylifères triomphe définitivement.

Gui Patin fut le premier à constater le succès de l'*Amour médecin* : « Tout Paris court en foule pour voir représenter les médecins de la cour, et principalement Esprit et Guénaud, avec des masques faits tout exprès. On y a ajouté Desfougerais, etc. Ainsi on se moque de ceux qui tuent le monde impunément. »

En septembre 1905, il a paru dans le *Journal des Débats*, des articles du docteur Daremberg sur les médecins au théâtre, auxquels je vous renvoie. L'auteur étudie successivement le mé-

decin dans le théâtre antique, le médecin au Moyen-Age, le médecin dans le théâtre moderne et contemporain. — Au xvii^e siècle, Regnard, dans les *Folies amoureuses*, nous montre Crispin, déguisé en guérisseur chimiste, en mireur d'urines (Acte I^{er}, 5) ; mais c'est un charlatan.

Au xviii^e siècle, nous ne trouvons rien en fait de satire.

Dans la littérature du xix^e siècle, nous rencontrons, parmi les romans, outre le *Médecin de campagne* de Balzac, *Madame Bovary*, puis *Germaine* d'About, où l'on raconte l'histoire d'une phtisique empoisonnée par l'arsenic et guérie par la main criminelle qui voulait la faire disparaître : beau temps où l'arsenic était censé guérir la tuberculose pulmonaire ; le *Nez d'un notaire*, où il est question d'un nez étrange recousu par autoplastie et qui procure à son nouveau propriétaire les plus navrantes déceptions ; *Monsieur Guérin*, l'histoire bouffonne de ce bonhomme halluciné qui se suggestionne et qui croit qu'il a un fœtus dans le ventre. — Je citerai encore dans le même ordre d'idées : *Cabotins*, de Paileron ; la *Nouvelle Idole*, de Curel, où l'on nous montre le médecin vivant, pendant le cours des épidémies, au milieu des suprêmes dangers, sans plus s'en préoccuper que des balles et des obus sur le champ de bataille ; enfin le *Duel*, de Lavedan.

Histoire intérieure de la France depuis 1870

Cours de M. CHARLES SEIGNOBOS,

Professeur à l'Université de Paris.

Introduction. — Moyens de connaissance et conditions du travail pour cette période de l'histoire de France.

Ce cours est la continuation des précédentes leçons. L'étude de l'histoire de la seconde République et de l'Empire a exigé, en effet, plus de temps que je n'avais pensé. Je ne me suis pas contenté d'un simple exposé général ; mais je suis entré plus profondément dans le détail. J'ai étudié directement les sources, montré les documents essentiels, discuté, critiqué les affirmations, fait en somme, devant mes auditeurs, une partie du travail d'élaboration sur les matériaux, travail de bibliographie, de critique. Mais ce travail a pris beaucoup de temps, car les matériaux historiques pour cette période sont très encombrants. Aussi n'est-il pas étonnant qu'en trente leçons j'aie traité seulement la période qui va de 1848 à 1870. Je reprends donc au point où je m'étais arrêté, c'est-à-dire à l'établissement de la République, en septembre 1870.

Je veux conserver à ce cours le même caractère que précédemment, dans les limites du possible, c'est-à-dire continuer à apporter le résultat d'un examen personnel ; je veux faire un travail scientifique, fondé sur l'étude des documents. Cependant nous ne pourrons pas, comme pour la période 1848-58, nous servir de documents inédits, de documents d'archives, à cause de la règle des cinquante ans.

Ce cours s'adressera à deux espèces d'étudiants. Il s'adressera d'abord aux étudiants français, surtout aux débutants, aux étudiants de première année, aux candidats à la licence, peut-être aussi à quelques étudiants de deuxième année qui s'intéressent particulièrement à l'histoire contemporaine. Les débutants peuvent, en effet, trouver un grand intérêt à voir comment les questions d'histoire toute contemporaine, d'ordinaire réservées aux journalistes et aux hommes politiques, peuvent être traitées dans

un esprit historique, avec les méthodes du travail historique. Mais ce cours s'adressera surtout aux étudiants étrangers qui viennent en France non seulement pour apprendre la langue, mais aussi pour faire connaissance avec la société française. Je ne veux pas répéter les souhaits de bienvenue que j'adresse, chaque année, à ces étudiants ; mais je tiens à leur dire combien je me réjouis de voir les étudiants de tous les pays affluer, comme au Moyen-Age, à l'Université de Paris. — Je considère, en effet, comme très important que les futurs professeurs de français emportent dans le monde une idée juste de la France ; ce seront eux qui la feront connaître, et il n'est pas indifférent pour la France et même pour le monde qu'on se fasse une idée exacte de la France. Or la France est très mal connue à l'étranger. C'est que la société française est très difficile à comprendre et à connaître, l'un de ceux à cause de sa grande complexité, la France étant à la fois un des pays les plus centralisés et les plus divers et où l'on trouve le moins d'unité réelle.

Or il est évident qu'un des moyens les plus sûrs d'arriver à connaître la société française est d'étudier l'histoire de la France dans la dernière période de sa vie politique et sociale. Toute étude de la société française contemporaine est forcément historique : l'état actuel ne se comprend que si l'on connaît les motifs qui l'ont créé, les conditions où il s'est produit, son histoire. Par exemple, le régime politique s'explique par la Constitution et les pratiques constitutionnelles ; les partis politiques, par les conflits qui les ont créés ; même les préoccupations sociales, les mœurs de la société bourgeoise, la vie littéraire et artistique, s'expliquent par l'histoire. Aussi n'est-ce pas seulement l'histoire politique que nous allons étudier, c'est aussi l'histoire sociale au sens large, la description de la société, des habitudes et de l'opinion.

Cette étude commence avec la crise du 4 septembre, d'où est sortie la République, la plus profonde depuis la crise de 1848, d'où est sorti le suffrage universel. Mais il ne nous est pas possible d'entrer directement dans notre matière, et nous allons sacrifier cette première leçon à indiquer les conditions spéciales dans lesquelles se présente cette histoire et étudier pour cela :

1° les moyens de connaissance dont nous disposons pour son étude ;

2° les conditions spéciales du travail historique pour cette période.

I. — Quels moyens avons-nous de connaître les faits ? Nous avons d'abord les sources, c'est-à-dire les documents d'où on peut

tirer les renseignements nécessaires, et aussi les travaux déjà faits sur les documents, qui abrègent le travail en nous présentant des morceaux déjà triés ou même des résultats sous forme d'exposés, de traités, de recueils. Nous avons ensuite les instruments de travail bibliographique, où se trouve l'indication des moyens de connaissance. Nous ne ferons ni des uns ni des autres une énumération détaillée, qui serait inutile et impossible. Nous n'indiquerons que les principaux instruments pratiques, les principales catégories de sources et les grands travaux d'ensemble. Nous indiquerons les sources spéciales et les travaux particuliers pour chaque question, au fur et à mesure que nous les aborderons.

1° Les instruments de travail direct, qu'on a besoin de consulter d'abord, avant tout travail, sont les bibliographies. Le travail bibliographique est aujourd'hui très avancé. On en trouvera l'exposé complet, pour tout ce qui est antérieur à 1904, dans le *Manuel de Bibliographie historique* de M. Ch.-V. Langlois. On distingue deux espèces de bibliographies : en premier lieu les bibliographies rétrospectives, qui se présentent sous la forme d'un répertoire unique et qui comprennent les publications antérieures à une certaine date ; en second lieu, les bibliographies courantes, qui prennent forcément la forme d'un périodique mensuel, annuel, etc., et qui comprennent la liste des publications présentes au fur et à mesure de leur apparition. Parmi les répertoires de bibliographie rétrospective, il faut citer : Caron, *Bibliographie des travaux publiés sur l'histoire de France depuis 1789, parus de 1866 à 1897*, dont les deux premiers fascicules ont été imprimés ; le *Catalogue méthodique de l'histoire de France*, publié par la Bibliothèque nationale, qui va jusqu'en 1879, pour tout ce qui a rapport à l'histoire contemporaine ; Schulz, *Catalogue méthodique des revues et journaux parus à Paris jusqu'en 1892*. — Parmi les bibliographies courantes, il faut citer : Brière et Caron, *Répertoire méthodique de l'histoire moderne et contemporaine de la France*, annuel (le premier volume comprend les ouvrages publiés en 1898) ; Lorenz et Jordell, *Catalogue de la librairie française*, et le *Journal de la librairie*. Ces répertoires sont complets pour les travaux et une partie des sources, celles qui ont la forme de récits. Mais il reste une lacune considérable pour tout ce qui concerne les documents officiels très nombreux publiés par les ministères. Il n'existe que des inventaires partiels pour les publications du Ministère du Commerce et de l'Office du Travail. On peut y suppléer par les catalogues de bibliothèques, où se trouvent beaucoup de ces publications (bibliothèques des Ministères du Commerce, de la Justice, de la Guerre) ; mais il manque un inventaire complet. On peut consulter

aussi le catalogue de la principale maison d'éditions officielles : Berger-Levrault, à Nancy. Néanmoins les recherches manquent de sécurité. Un projet d'inventaire complet a été fait par la *Société française de bibliographie*.

2° Les sources au sens strict, les documents directs, forment une masse énorme. Théoriquement, il en existe de deux sortes : des documents imprimés et des documents inédits. Pratiquement, il n'existe guère que des documents imprimés. On peut les classer en catégories d'après leur origine et leur nature.

a) Une première catégorie est formée par les documents, officiels, c'est-à-dire les documents émanant d'une autorité et destinés à faire connaître le résultat d'opérations, d'actes, ou les déclarations d'un pouvoir officiel. Ces documents se trouvent dans le *Bulletin des lois*, qui paraît tous les ans et qui contient toutes les lois votées par les Chambres, très incommode parce qu'il contient une masse énorme de choses inutiles ; dans le *Journal officiel*, quotidien, et, en outre, dans les bulletins de certains ministères comme le Ministère de l'Instruction publique.

Les publications parlementaires qui font connaître les actes officiels des assemblées sont de quatre sortes (en y comprenant le *Bulletin des lois*). Les deux principales sont les « comptes-rendus » et les « impressions ». Les comptes-rendus des séances se présentent sous deux formes : le compte-rendu sténographique, le plus complet, qui paraît à l'*Officiel*, et le compte-rendu analytique, fait en séance par les secrétaires et communiqué aux journaux ; c'est celui que reproduit le *Petit Temps*. C'est un compte-rendu abrégé ; mais en fait c'est le plus exact. En effet, le compte-rendu sténographique est remanié après la séance par les orateurs, et, en outre, les phrases dangereuses ou à scandale sont supprimées. — Les « impressions » sont les publications qui concernent tout le travail fait en dehors des séances : rapports, budgets, enquêtes, projets, pétitions. Sont surtout intéressants les budgets et les enquêtes politiques, quelquefois aussi les rapports. Le troisième groupe de publications parlementaires (le *Bulletin des lois* formant le quatrième), qui comprend les « feuilletons », c'est-à-dire tout ce que distribuent aux députés et aux sénateurs les bureaux et les commissions : ordres du jour, etc., est beaucoup moins important.

Toutes ces publications parlementaires sont réunies en recueils. Ce sont, pour la période contemporaine : les *Annales de l'Assemblée nationale* de 1871 à 1876, les *Annales du Sénat et de la Chambre des députés* dans le même volume de 1876 à 1881, et les *Annales du Sénat* et les *Annales de la Chambre des députés* séparés depuis 1881. Pour s'orienter dans ces recueils, il existe

des tables. En 1879-80, a paru la table analytique des *Annales de l'Assemblée nationale*, Versailles, 2 vol. in-4° (I, table des matières ; II, table nominative). — De 1877 à 1884 ont paru les tables par session des *Annales du Sénat et de la Chambre des députés*, Versailles, 1878 ; Paris, 1883-84, pour la période qui va de 1875 à 1881. — Depuis 1881, il existe des tables par législature, Paris, 1886-87 ; 1890-91, etc. (Chacune est divisée en deux tomes : I, table des matières ; II, table nominative.)

Parmi les documents officiels, il faut comprendre aussi les documents publiés par les ministères et destinés à faire connaître le résultat de certaines opérations, surtout des recensements, des enquêtes, des statistiques. Les principaux sont ceux du Ministère du Commerce (résultats des recensements quinquennaux de la population ; enquêtes sur l'industrie, l'agriculture). L'Office du Travail publie des statistiques des professions (en 1905, *Album graphique des statistiques* ; reproduit les statistiques antérieures sous forme de cartes ou de graphiques). L'*Annuaire statistique* comprend quatre parties : mouvement de la population ; statistiques diverses sur les centres de population ; statistique agricole ; statistique de l'industrie. Sur certains phénomènes spéciaux, nous avons des séries de statistiques ou d'annuaires publiés par les différents ministères, par exemple : annuaire du commerce extérieur, statistique des mines, statistique judiciaire, annuaires de la guerre, de la marine, de l'instruction publique. Enfin existent diverses publications du Ministère des Finances ; ce sont les plus confuses, parce qu'elles sont confondues avec le budget. — En somme, chaque année, paraît une masse énorme de renseignements sous forme de statistiques, mais difficile à utiliser, sauf la partie élaborée dans l'*Annuaire statistique*.

b) Une deuxième catégorie de documents est formée par les répertoires pratiques faits par des particuliers avec l'aide de renseignements fournis par les autorités. Ce sont, pour la plupart, des répertoires de noms classés suivant les fonctions ou les professions. L'*Almanach national* donne les noms de tous les fonctionnaires un peu importants, et donne ainsi le cadre de la vie publique. Le *Bottin*, qui comprend les noms des industriels, des commerçants, des grands propriétaires, donne le cadre de la vie économique. Pour la vie mondaine, on peut consulter l'*Almanach Hachette*, le *Tout-Paris*, *Qui êtes-vous ?* pour les journaux, l'*Annuaire de la presse*. Parmi les répertoires biographiques, le plus important est : Vapereau, *Dictionnaire des Contemporains*, qui donne les biographies des députés, des sénateurs, de tout le personnel parlementaire. Toutefois, nous sommes bien moins

bien outillés que l'Angleterre, les Etats-Unis ou même l'Allemagne. Il n'existe pas, en effet, en France, en dehors du parti socialiste, de partis politiques vraiment organisés publiant des manuels politiques, des programmes. Il n'existe rien en dehors des comptes-rendus des congrès socialistes.

c) Une troisième catégorie de documents est constituée par les périodiques : journaux, revues, annuaires. Ces périodiques, qui sont des entreprises commerciales, tendent de plus en plus à devenir des recueils de renseignements susceptibles d'intéresser un public toujours plus nombreux d'abonnés ou d'acheteurs. De plus en plus, ils deviennent l'espèce de sources la plus abondante, où tout est publié d'abord, où toutes sortes de faits sont racontés, décrits, discutés. De plus en plus, le travail de l'historien consistera à dépouiller les journaux et les revues. Le catalogue en existe dans Schulz et dans l'*Annuaire de la presse*. Pour l'histoire politique, il faut consulter les grands quotidiens politiques des partis ; pour le parti conservateur : le *Français*, l'*Univers*, la *Gazette de France*, le *Figaro*, le *Gaulois* ; pour le parti républicain modéré : le *Temps*, les *Débats*, le *Siècle*, la *République française* ; pour le parti radical : le *Rappel*, la *Lanterne*, le *Radical*, la *Justice*. Parmi les journaux de droit, pour la vie judiciaire, consulter la *Gazette des Tribunaux*. Pour bien connaître la vie politique de la France, il faut consulter les journaux des départements ; pour la vie sociale et intellectuelle, les différentes revues spéciales ; pour la vie économique : le *Journal des économistes*, l'*Économiste Français*, la *Revue d'économie politique*, la *Revue socialiste*, le *Mouvement socialiste* et les journaux financiers spéciaux ; pour la littérature et l'art : le *Mercure de France*, la *Revue blanche* ; pour la vie en province : *Pages libres*. Si l'on veut trouver rapidement un renseignement et un résumé, il existe des périodiques annuels : l'*Année politique*, opportuniste et partielle, l'*Année scientifique*, l'*Année industrielle*, l'*Année sociologique*, etc.

d) Une quatrième catégorie de documents, beaucoup moins importants que les autres, est constituée par les récits qui se présentent sous la forme de Souvenirs ou de Mémoires. Les principaux ont trait à la période de crise qui va de 1870 à 1875 ; ce sont ceux de Jules Simon, de Jules Favre, de Chesnelong, de Lamy, etc. A côté de ces mémoires, on peut mettre les prétendues révélations de journalistes et les journaux privés, comme le *Journal des Goncourt*. Toutes ces sources sont très suspectes, de critique très difficile, et apprennent infiniment peu de faits nouveaux.

Telles sont les quatre principales catégories de sources publiées.

Quant aux sources inédites, elles ne jouent presque aucun rôle. Les archives, qui sont versées après trente ans, ne sont communiquées aux chercheurs qu'au bout de cinquante ans. A la Bibliothèque nationale, les papiers de Thiers ne sont pas communiqués au public. En fait, on ne peut opérer que sur les documents publiés. En pratique, le travail consiste, presque entièrement, dans le dépouillement des documents parlementaires et des périodiques.

3° Les documents ont été déjà étudiés par des travailleurs et ont servi à la production de travaux sous trois formes :

a) Des exposés d'ensemble :

S. Denis, *Histoire contemporaine de 1870 à 1875*, 1903 ;
Zévort, *Histoire de la troisième République*, 4 vol., 1896-1901 ;
Hanotaux, *Histoire contemporaine* (1871-1900), 4 vol. parus ;
Histoire socialiste, volumes de Dubreuilh et de Labusquière.

b) Des recueils :

Block, *Dictionnaire d'administration* ;
L. Say, *Dictionnaire des finances* ;
Lebon, *Das Staatsrecht der französischen Republik* ;
Esmein, *Précis de droit constitutionnel*.

c) Des études spéciales :

Debidour, *L'Eglise catholique et l'Etat sous la troisième République*, tome I (1870-89) ;
Levasseur, *Questions industrielles* ;
G. Weill, *Histoire du mouvement social*, 1902 ;
A. Picard, *Le Bilan d'un siècle*.

Tous ces travaux sont incomplets et tout à fait insuffisants, si l'on veut se rendre compte exactement de la vie politique et sociale très intense durant toute cette période.

II. — Conditions spéciales du travail historique pour la période postérieure à 1870 : elles sont très exceptionnelles et très défectueuses.

La raison capitale de ce fait tient au caractère même des documents. Ils forment une masse écrasante ; il est impossible de tout lire, même de tout parcourir. En outre, beaucoup de documents très importants sont dispersés dans les départements. La nécessité d'un choix s'impose. Or, pour pouvoir faire ce choix dans de bonnes conditions, il faudrait une élaboration antérieure, des

guides. Mais les travaux préparatoires sont très peu nombreux ; à peine existe-t-il quelques annuaires et quelques répertoires faits pour des motifs pratiques : entreprises commerciales ou œuvres d'hommes politiques, poussés par des tendances qui ont agi sur le choix des extraits. Ces répertoires ou annuaires sont d'ailleurs dénués de tout esprit scientifique. Par suite, l'historien est perdu dans un chaos infini de documents, sans le moindre guide.

Outre la difficulté née de la nature des documents, il en existe une deuxième qui provient de la nature même des faits. La société française est devenue très complexe. La vie politique est très compliquée ; elle résulte du mouvement des partis dans plus de cinq cents circonscriptions et des débats entre plus de cinq cents députés. D'autre part, la vie politique est liée à une vie économique de plus en plus compliquée, à mesure que s'accroît le nombre des entreprises capitalistes et des industries, et aussi de plus en plus secrète et pleine de négociations occultes qui ne laissent aucune trace. La société elle-même devient de plus en plus complexe ; les anciennes classes se sont rapprochées et fondues. La vie intellectuelle elle-même se manifeste par un plus grand nombre d'œuvres d'art ou de littérature. D'un autre côté, cette société de plus en plus complexe est de plus en plus mobile. Les habitudes changent de plus en plus vite, et il devient très difficile de suivre toutes les transformations. Enfin la vie politique s'est dispersée. Elle dépend de plus en plus des électeurs des départements. Les partis se sont décentralisés. Pour comprendre la transformation et la décroissance des anciens partis, la croissance des nouveaux, il faut suivre les changements politiques dans chaque région de la France. Nous sommes donc en présence de phénomènes très complexes, qui changent très vite et qui sont très divers suivant les pays ; ils sont difficiles à apercevoir exactement et encore plus à décrire dans des formules générales. Cela explique très bien pourquoi cette histoire n'a jamais été faite et pourquoi la société française contemporaine n'a jamais été décrite exactement. Quelques tentatives ont été faites par des étrangers : Hillebrand (pour le Nord de la France et avant 1870). La plupart ne sont que partielles ou grossièrement inexactes.

Malgré ces difficultés, nous essaierons, au cours de ces études, d'arriver à la plus grande précision possible. Il nous faudra tenir compte de ce fait, que la nation française n'a qu'une unité extérieure ; que la France, fortement centralisée, n'est pas réellement unifiée ; qu'elle est formée de pays et de populations très différents ; par conséquent, il ne faudra pas nous en tenir exclusive-

ment à la vie politique centrale. Il faudra cependant commencer par l'étude du gouvernement central et des institutions communes à toutes les parties de la France. Nous insisterons plus spécialement sur la période de crise et de formation du régime (1870-1875). Puis nous étudierons les partis en essayant de préciser comment ils se répartissent dans les différentes régions de la France. Nous aborderons ensuite l'étude de la société, des diverses classes sociales, de leur genre de vie. Nous étudierons enfin, s'il se peut, la vie intellectuelle. Il est inutile de dire que ce travail ne pourra être qu'une ébauche très sommaire, les limites de nos connaissances possibles sur cette période étant très étroites.

E. M.

Soutenances de thèses

UNIVERSITÉ DE PARIS

Le 9 janvier, M. Valette, *agrégé des lettres, professeur à l'Université de Lausanne* :

THÈSE COMPLÉMENTAIRE.

De Ænomao Cynico.

THÈSE PRINCIPALE.

L'Apologie d'Apulée.
Mention très honorable.

*
**

Le 15 janvier, M. Palhoriès, *licencié ès lettres* :

THÈSE COMPLÉMENTAIRE.

La théorie idéologique de Galluppi dans ses rapports avec la philosophie de Kant.

THÈSE PRINCIPALE.

La philosophie de Rosmini.
Mention honorable.

*
**

Le 19 janvier, M. Sion, *ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé d'histoire et de géographie* :

THÈSE COMPLÉMENTAIRE.

Le Var supérieur.

THÈSE PRINCIPALE.

Les paysans de la Normandie orientale.
Mention très honorable.

Sujets de devoirs

I

UNIVERSITÉ DE POITIERS

LICENCE ÈS LETTRES

Composition française.

Qu'est-ce que Balzac doit, dans ses portraits, à La Bruyère ?

S'appuyer particulièrement pour étudier la question sur le portrait de Vautrin dans le *Père Goriot* : « Entre ces deux personnages et les autres, Vautrin, l'homme de quarante ans... », jusqu'à : « Attirée, peut-être à son insu... » (Edition Calmann Lévy, p. 17.) — On pourra également s'inspirer des autres portraits du même roman, et de ceux qui se trouvent dans *La Femme de trente ans*, entre autres celui du marquis d'Aiglemont : « Ne se rencontre-t-il pas beaucoup d'hommes dont la nullité profonde est un secret pour la plupart des gens qui les connaissent ? » (1^{re} partie, vers le milieu, p. 42 de l'édition de 1856.)

Thème allemand.

Voltaire, *Siècle de Louis XIV*, ch. x : « Louis XIV forcé de rester quelque temps en paix... », jusqu'à : « Il ne s'agit ici que des affaires générales et militaires ».

Version avec commentaire grammatical.

Lessing, *Laokoon*, III : « Unter den alten Matern scheint Timomachus... », jusqu'à : « ... setzt er volter Verdruss hinzu. »

Composition allemande.

« Inwiefern war Lessing berechtigt gegen die zu seiner Zeit vielfach herrschende Ansicht zu polemisieren, dass die Poesie eine redende Malerei, die Malerei aber eine stumme Poesie sei. »

Composition française.

Dans quelle mesure la polémique de Lessing contre l'art dramatique français se justifie-t-elle ? Quelles sont celles de ses

opinions sur nos grands classiques qui gardent une valeur absolue? quelles sont celles qui n'ont plus qu'un intérêt historique?

Thème anglais.

Saint-Simon, *Mémoires*, t. IX (éd. Cheruel), chap. ix, depuis : « Régulièrement laide... », jusqu'à : « En public, sérieuse, mesurée, » etc. (Cahen, *Morceaux choisis*, p. 292.)

Version anglaise.

Shakespeare, *Henri V*, prologue du 1^{er} acte.

Dissertations.

1. Analyser et apprécier la comédie de B. Shaw, *You never can tell*.
2. Y a-t-il antinomie entre la poésie et la science, comme le prétend Keats dans *Somia* ? (II, 229, v. 99, v. 99).

Version latine.

La même que pour l'histoire.

Composition française.

Commentaire littéral et littéraire du monologue de *Mithridate* : « Elle me quitte ! et moi, dans un lâche silence... » (Acte IV, scène v.)

Ancien régime.

Composition française.

Que pensez-vous de cette opinion de Sainte-Beuve sur l'amitié : « Les volontés plus fortes finissent souvent, sans y songer, par nous prendre comme leur proie et par nous jeter ensuite comme une dépouille. L'amitié vraie, telle que l'entendait La Fontaine, demande plus de soins et d'égalité. » (T. IV des *Lundis*, à propos de l'abbé Gerbet et de Lamennais.)

Composition latine.

Quid existimandum de opinione eorum qui epicum carmen nonnisi inter primordia gentium florere posse arbitrati sunt ?

Thème latin.

Bossuet, *Histoire universelle*, 3^e partie, chap. vi, depuis :
« Nous sommes enfin venus... », jusqu'à : « Au reste, quoique Rome... »

Thème grec.

Fénelon, *Dialogues des Morts : Achille et Ulysse* (fin), depuis :
« Qui as-tu vaincu en ta vie ? »

II

UNIVERSITÉ DE LILLE**Composition de philosophie.**

Les figures du syllogisme.

III

UNIVERSITÉ D'AIX**LICENCES.**

Nouveau régime.

Composition française.

Commenter le passage suivant de Racine dans la préface de *Phèdre* :

« Les faibloisses de l'amour y passent pour de vraies faibloisses ; les passions n'y sont présentées aux yeux que pour montrer tout le désordre dont elles sont cause ; et le vice y est peint partout avec des couleurs qui en font connoître et haïr la difformité. »

Histoire du Moyen Age.

1. La Croisade des Albigeois.
2. Charles d'Anjou.

Histoire contemporaine.

Le parti républicain de 1815 à 1848.

IV

UNIVERSITÉ DE GRENOBLE

Traduction et commentaire d'un texte latin.

CICÉRON, *De Oratore*, I, VII, 24-27, depuis : « Cum igitur vehementius inveheretur in causam... », jusqu'à : « ... ut dies inter eos curiæ fuisse videretur, convivium Tusculani ».

Histoire de la philosophie.

Quelle idée Platon se fait-il de la sophistique ?

V

UNIVERSITÉ DE RENNES

LITTÉRATURE LATINE.

Thème.

La Bruyère, des Jugements, XXVIII, de : « Il disait que l'esprit... », à : « ... la simplicité est éloquente ». — Traduire au style indirect.

Version latine.

Licence de philosophie.

Cicéron, *De divinatione*, livre II, ch. LXXII, depuis : « *Exploratur haec quoque somniorum divinatio...* », jusqu'à : « *Nescio an soli jam philosophi judicarentur.* »

Dissertation.

Quaeritur quamam mente Senecam judicaverit Quintilianus.

Version latine.

Licences lettres, histoire, langues.

Florus, livre I, depuis : « *Populus Romanus a rege...* », jusqu'à : « ... *quasi reddita juventute revirescit.* » (Livre I, Introduction.)

Thème.

Le texte proposé à la session de Licence en novembre 1908.

Version latine.

Licence de philosophie.

Sénèque, *Lettre CX*, § 5, depuis : « *Vana sunt ista quae nos movent, quae attonitos habent...* », jusqu'à : « *Vis ciborum voluptatem contemnere. Exitum spectu.* »

Version.

Licences lettres, histoire, langues.

Aulu-Gelle, livre X, ch. xxvii (tout entier).

Dissertation.

Quaeritur quonam modo dici potuerint veteres Romani « *religiosissimi mortales* ».

Thème.

Descartes, *Disc. de la Méth.*, de : « *Le bon sens est la chose du monde...* », à : « *Pour moi, je n'ai jamais présumé que mon esprit...* »

Version latine.

Licence de philosophie.

Cicéron, *De finibus bonorum et malorum*, livre I, chap. xii, depuis : « *Nunc autem explicabo...* », jusqu'à : « *... quod dolore caret id in voluptate est.* »

Dissertation.

Ostendes quonam modo Titus Livius veteres Romanos pinxerit.

Version.

Licences lettres, histoire, langues.

Velleius Paterculus, livre II, chap. cxiv, depuis : « *Per omne belli germanici pannonicique tempus...* », jusqu'à : « *... quibus ortus est ornamentum judicat* ».

Géographie

1. Le relief sous-marin de l'Océan Atlantique.
2. Le Rhin, étude physique.
3. L'utilisation du Rhin comme voie navigable.

Histoire de la philosophie.

1. La théorie d'Epicure sur la matière et le vide, considérée : 1° dans ses rapports avec les théories de Leucippe et de Démocrite ; 2° dans son opposition avec celles d'Héraclite, d'Empédocle et des autres physiologues (Lucrèce, I, 635-919).

2. Comment s'explique et jusqu'à quel point se justifie l'opinion de Descartes rangeant l'*admiration* parmi les passions ?

Pédagogie.

Montrer que les doctrines pédagogiques devraient partir toutes de la définition du mot *savoir*. Ce mot, en effet, est pris dans des acceptions diverses, dont chacune présuppose ou entraîne des théories psychologiques différentes et contraires. Passer en revue ces acceptions différentes, en déduire les conséquences, choisir entre elles et justifier son choix.

— (Citons, à titre d'indication et d'exemple, la théorie de Montaigne : *Savoir par cœur n'est pas savoir* ; — celle de G. Le Bon (*Psychologie de l'Education*), qui en est la contre-partie : apprendre, c'est *faire passer le conscient dans l'inconscient* ; — celle enfin de Pascal, qui réunit et concilie les deux : nous sommes *automate* autant qu'*esprit*. — Il faut faire croire nos deux pièces.

Composition française.*Ancien régime.*

1. Bossuet peintre de l'ambition.
2. L'honnête homme selon Montaigne.
3. Sujet sur Emile Augier donné à la licence de juin 1908.

Langues classiques.*Nouveau régime.*

1. Caractère d'Acomat d'après le 1^{er} acte de *Bajazet*.
2. Etudier dans les *Burgraves* la tirade de Guanhumara qui ouvre le drame : 1° état moral et sentiments du personnage ; 2° style et versification.

3. Commenter la *Quenouille* de Ronsard (Lemerrier, p. 80-81), en étudiant spécialement l'imitation de l'antiquité.

Langues vivantes.

Nouveau régime.

1. Prendre dans M^{me} de Staël, 2^e partie, ch. xii (à la fin), le passage sur les *Niebelungen*. Étudier les conditions de la poésie épique telles que les formule M^{me} de Staël, et rechercher si elles se trouvent réalisées dans d'autres poèmes épiques que les *Niebelungen* ; que faut-il penser, enfin, des épopées françaises ?
2. Sujet sur Guanhumara des *Burgraves* donné ci-dessus.
3. La philosophie de la *Bouteille à la mer*.

Bibliographie

Morales et Religions, par MM. R. ALLIER, G. BELOT, le baron CARRA DE VAUX, F. CHALLAYE, A. CROISSET, L. DORISON, E. EHRHARDT, E. DE FAYE, AD. LODS, W. MONOD, A. PUECH, 1 vol. in-8° de la *Bibliothèque générale des Sciences sociales*, cartonné à l'anglaise, 6 fr. (Félix Alcan, éditeur.)

Cet ouvrage est constitué par la réunion d'une série de conférences professées à l'École des Hautes Études sociales sur les différentes conceptions morales inhérentes à diverses formes de la pensée religieuse. Il est précédé d'une étude générale des rapports de la religion et de la morale au point de vue sociologique.

Morale et Religion — La Morale juive — La Morale des prophètes — Morale et religion dans l'antiquité grecque — La morale de saint Paul — La rencontre du christianisme et de l'hellénisme, l'école d'Alexandrie — La morale de l'Islam — Luther — La morale des Quakers — La morale japonaise, tels sont les divers sujets traités dans ce livre.

Tel qu'il est présenté, ce volume permettra, tout en jetant quelques regards sur des civilisations plus ou moins différentes de la nôtre, d'embrasser à peu près, dans leur ensemble, les principales origines de nos traditions morales et religieuses. C'est là un motif d'intérêt plus que suffisant pour justifier cette publication.

Le gérant : E. FROMANTIN.

POITIERS. — SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE

REVUE HEBDOMADAIRE

DES

COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

Origines françaises du romantisme

Cours de M. ÉMILE FAGUET,

Professeur à l'Université de Paris.

Caractères du romantisme; la religiosité, l'exotisme (suite).

Je vous parlais d'une certaine aversion pour la société qu'ont ressentie assez généralement les romantiques, et je vous disais que cette aversion allait même jusqu'à une répulsion à l'égard de la civilisation, ce qui se comprend, puisque civilisation et société sont en rapport étroit.

Cette tendance a été beaucoup et même un peu trop remarquée. Etant donné qu'on remontait à Jean-Jacques Rousseau comme à l'un des promoteurs du mouvement romantique, et que Rousseau avait éprouvé ou affecté une profonde horreur de la civilisation et professé le retour à un prétendu état de nature, on fut amené à attribuer ces mêmes sentiments à tous les romantiques.

Et pour peu qu'on voulût leur faire un procès de tendance, on insistait sur ce caractère et l'on disait que le romantisme était gros de théories anarchiques, ce qui n'est pas absolument une erreur. Cela est vrai de Rousseau ; et, chez les romantiques, dans Sénancour notamment et dans quelques pages de Lamartine, — voyez par exemple la *Chute d'un Ange*, — on reconnaît des infiltrations, on relève des traces, comme on dit en médecine, de théories anticivilisatrices et par là anarchiques.

Mais on a exagéré ce qu'il y avait de légitime dans cette manière de voir : et si, comme on l'a dit spirituellement, une idée où il y a du vrai est une idée fausse, on a faussé la vérité sur ce point.

Les faits montrent que les romantiques n'ont pas versé dans les doctrines anticivilisatrices et anarchiques de Jean-Jacques Rousseau. Ils ne le pouvaient d'ailleurs pas, car la tendance plus ou moins marquée qui les y aurait conduits, était combattue en eux par ce trait distinctif des romantiques : le désir d'être des prédicateurs, des civilisateurs. Les deux tendances ne sont pas incompatibles, s'il est vrai qu'on ne condamne une civilisation antérieure que pour en installer une autre. Mais, partagés qu'ils sont entre leur dégoût pour un état particulier de la civilisation et leur goût pour travailler à son amélioration, les romantiques rendent impossible une définition exacte de leur attitude. On ne peut dire qu'ils haïssent la civilisation en elle-même, car ils contribuent à en prolonger l'action ; mais il reste que, dans le chaos de leurs tendances, les romantiques manifestent des sentiments contraires à la civilisation telle qu'ils la trouvent dans la société.

Un autre trait que nous signalerons, c'est le sentiment religieux ou, pour être plus précis et en usant d'un barbarisme commode, la religiosité romantique. Immédiatement les classiques de 1820, élèves de Voltaire et de Diderot, furent stupéfaits de voir des jeunes gens qui se réclamaient et tenaient grand compte du sentiment religieux : étonnement qui laissa subsister un malentendu entre les deux écoles, même après qu'une évolution se fût produite chez les nouveaux romantiques.

Il faut, sinon définir tout à fait, du moins définir à moitié le caractère de ce sentiment. Les jeunes gens de 1820, comme Chateaubriand, se croyaient très religieux. Or ils avaient reçu généralement une éducation religieuse assez faible : séparés du grand siècle religieux, du xvii^e siècle, par environ un siècle et demi, que pouvait bien être le besoin vague qu'ils éprouvaient ? C'est bien le moment de citer ce joli mot : « Ils avaient comme la piété sans la foi ». Ils avaient le besoin de croire sans la croyance. Cet état d'âme existe. Le mot de Pascal si connu : « Tu ne me chercherais pas, si tu ne m'avais pas trouvé » peut être une éloquente définition d'une attitude mentale qui ne s'applique qu'à Pascal. Les jeunes gens de 1820, sans trouver, cherchaient, cherchaient à leur manière, je veux dire en rêvant.

Il s'établit dans leur âme un certain état religieux, imprécis, incomplet, mais réel cependant. La plupart s'en sont tenus à une

adoration vague, à la religion du Dieu inconnu d'autrefois, et qu'en vérité ils ne demandaient guère à connaître : rêverie mélancolique plus qu'émotion profonde. Lamartine décrit parfaitement ce sentiment dans une lettre où il dit de Dieu : « Je le prie, je lui parle de cette voix indistincte et lointaine qui est celle des aveugles. » Cette admirable définition de la prière intérieure caractérise à merveille ce que j'ai appelé la religiosité romantique. — Les romantiques seraient bien plus gênés, s'ils devaient préciser ; ils ne sauraient transformer leur piété en foi. Ils veulent laisser leur religion dans cet état crépusculaire, qui convient d'ailleurs au fond de scepticisme qui leur reste nécessairement des générations qui les ont précédés.

Notons au reste — soyons mécréants un instant ! — que ce point de vue est poétiquement excellent. Il n'y a de véritablement poétique que le mystérieux : le mystère dans lequel les romantiques aiment à s'entretenir est très favorable à l'expression artistique de leur nonchalante rêverie. A cet égard, les *Harmonies religieuses* de Lamartine sont comme un remarquable tour d'adresse. Nous avons affaire à un homme qui est profondément religieux, je le veux bien, mais qui n'est ni nettement ni vigoureusement religieux. Sa poésie a quelque chose d'ample, de vague, qui semble contenir l'infini ; le lecteur se plaît à son charme enchanteur, mais, à la longue, il trouve je ne sais quoi de décevant, et reconnaît ce qu'il y a de vain et de creux dans ce genre. C'est pourquoi, pour s'accommoder à ce qu'il y a là d'incomplet, il faut une âme plus mélancolique et poétique qu'intimement religieuse.

Lamartine a été créateur de cet état religieux plus que tout autre. A ce propos, je ferai une distinction entre lui et Chateaubriand. Lamartine est plus religieux que chrétien : c'est le contraire pour Chateaubriand.

Chateaubriand n'est pas, à proprement parler, religieux. Son attitude n'est pas celle d'une âme traversée par le sentiment de Dieu, occupée par la plénitude de l'objet de son adoration ; elle est faite plutôt d'une admiration d'artiste pour ce qu'il y a de tendre et de caressant dans la religion chrétienne ; cette religion étant surtout celle qui s'est formée autour de l'idée du Christ, non celle qui se forme autour de l'idée de Dieu. Quant à Lamartine, je dirai qu'il n'est pas chrétien : ce n'est pas autour du mont des Oliviers que se promène sa pensée. Sa conception pourrait être celle d'un Voltaire aussi bien que celle d'un chrétien. La différence est que Voltaire n'est pas poète : il met son Dieu philosophique en formules prosaïques ; Lamartine le met en phrases

immenses, célestes, aériennes, et s'imagine ensuite croire avec profondeur. Si je puis m'exprimer ainsi, il est plutôt déiste à fond voltairien, que chrétien à la manière de Chateaubriand.

Ainsi, rêverie entretenue dans la solitude et capable d'engendrer des méditations religieuses caressantes et décevantes, voilà comme je comprends le sentiment religieux romantique.

Un autre trait fort important est ce que l'on a appelé, depuis, l'exotisme, c'est-à-dire le goût des littératures et des arts étrangers ; exotisme qu'il vaudrait mieux nommer « européenisme ». M^{me} de Staël a écrit, — je cite de mémoire : « La littérature française, jusqu'à présent, a été française. » Elle ajoute, et je cite textuellement : « Désormais, il faudra avoir le goût européen ». Le goût pour les littératures étrangères n'a pas été un des premiers éléments du romantisme ; mais il l'est vite devenu. Les romantiques ont été amenés à l'étude de ces littératures, d'abord, par les grands événements de la Révolution et de l'Empire, qui ont mêlé les différents peuples de l'Europe et forcé chacun d'eux à s'occuper des autres. Comme vous le savez, je n'aime pas à exagérer cette influence : seulement, ici, je la constate réellement. En second lieu, et surtout, ce qui a poussé les romantiques vers les étrangers, c'est ce besoin qu'éprouve toute école littéraire de rompre avec la tradition et de sortir un peu d'elle-même et beaucoup des autres. Ils ont senti qu'à se replier toujours sur soi comme les classiques, on risquait de périr par stérilité ou par impuissance. Eh ! bien, les jeunes poètes de 1820 et 1825 ne veulent plus imiter leurs devanciers : ils se disent avec raison que, depuis le dix-septième siècle, les générations littéraires s'imitent les unes les autres et que l'art n'est plus qu'imitation d'imitations. Vont-ils alors remonter à la source, revenir à l'antiquité ? Ils avaient là un maître, André Chénier, qui avait dit qu'il fallait suivre cette voie et qui l'avait suivie. Mais ils s'imaginent que l'antiquité, mise à profit depuis si longtemps, a suffisamment été exploitée, que le terrain est épuisé — en cela ils se trompent — et que la région est trop connue du public. Alors ils songent à ces littératures étrangères, que d'ailleurs on a commencé déjà à utiliser au xviii^e siècle : Rousseau et Diderot ont profité de Richardson, Chénier lui-même de Gessner. Ils s'en occupent d'autant plus volontiers que leurs instincts secrets y trouvent une satisfaction. Nous avons vu que leurs principaux instincts, c'était l'imagination, la sensibilité, l'amour de la solitude, la mélancolie religieuse. C'est tout cela qu'ils ne trouvaient point ou trouvaient peu dans le dix-huitième et le dix-septième siècle ; c'est tout cela qu'ils trouvaient, et très abondamment,

chez les écrivains allemands et anglais. Etonnez-vous qu'un homme épris d'imagination se plaise à Klopstock, à Schiller, à Shakespeare !

Toutes ces raisons acclimatèrent rapidement l'exotisme dans les œuvres romantiques.

Je signalerai, ici, une des difficultés que rencontrèrent les romantiques : leur exotisme alarma le sentiment patriotique, nationaliste même des classiques. Car une des répulsions qu'ils soulevèrent contre eux prit cette forme d'une réaction nationale : au lendemain des événements de 1814 et de 1815, on leur reprocha d'implanter en France les muses étrangères et de commettre dans leur domaine un crime de lèse-patriotisme.

Le mouvement des temps révolutionnaires et napoléoniens, qui n'avait pas été sans quelque influence sur l'introduction des littératures étrangères, se trouvait à la fois favorable et hostile au romantisme : c'est là une des multiples antinomies des tentatives romantiques.

Quoi qu'il en soit, ne retenons qu'un certain goût pour ce que l'étranger pouvait nous apporter de nouveau et de rafraîchissant. Il est important de noter qu'à cet égard les romantiques avaient des sentiments complexes.

La plupart, sauf Lamartine et Chateaubriand, éprouvaient des sentiments de reconnaissance envers la génération belliqueuse qui avait jeté sur la France à la fois tant de malheurs et tant de gloire. Même le Victor Hugo royaliste aimait à se souvenir qu'il était fils d'un général de l'Empire. D'où de singuliers chocs intérieurs, des tempêtes sous un crâne, pour employer une expression de l'un d'eux, et des flottements et des contradictions, parfois dans un même poème. J'estime, au reste, que ces demi-déchirements n'ont pas été sans développer éminemment l'imagination et la sensibilité des écrivains.

Nous tiendrons compte aussi de leur goût pour la « couleur locale ». La couleur locale est précisément une forme de ce dont je viens de vous parler, de l'exotisme. C'est, dans le temps, ce que l'exotisme est dans l'espace. Les jeunes poètes de 1820 ont voulu briser les frontières littéraires, ne plus rester exclusivement en France, respirer l'art européen. Pareillement, ils ont voulu briser les frontières du temps, respirer l'art universel qui les avait précédés ; ils ont voulu rechercher dans le passé des sensations d'art, comme ils en cherchaient dans les pays d'Europe. Chateaubriand exerça, en maître incontesté, sur le goût de la couleur locale, l'influence qu'avaient eue pour l'exotisme Bernardin de Saint-Pierre, M^{me} de Staël et lui aussi, Chateaubriand.

La poétique qu'il essaye de définir dans le *Génie du Christianisme* peut être ainsi résumée : il y a de la poésie en toute chose ; il suffit d'aller l'y chercher, de l'y savoir trouver, au besoin de l'y mettre.

Allez donc chercher la couleur locale absolument partout, trouvez-la partout, dans un cimetière de village ou dans une église de campagne, sur les bords du Rhin ou sur ceux du Meschacebé. Fouillez aussi l'antiquité : dans les *Martyrs*, Chateaubriand a essayé de faire tenir toute l'antiquité, païenne et chrétienne, avec un peu des temps modernes.

Qu'est-ce donc à dire en définitive ? Que chaque temps a son caractère poétique, qui varie selon les lieux et les époques.

Telle est la théorie profonde de la couleur locale : pour exprimer la réalité essentielle de cette couleur, il suffit de savoir retrouver le caractère poétique d'une époque. C'est de là qu'est venu aux romantiques le goût de la couleur locale ; mais remarquons bien que ce que les romantiques ont appelé de ce nom n'est pas du tout ce que je viens de définir : la couleur locale, c'est pour eux l'extérieur, la manière de se coiffer, de se vêtir, de s'armer. Il y a là toute la différence du fond et de la forme, mieux encore, du fond et de l'accident superficiel. La différence porte sur ce que Taine a très bien vu, pour tout autre chose : qu'y a-t-il de poétique dans une image ? Ce qu'il y a d'essentiel, de fondamental. Voyez ce que Delacroix dit du lion. Qu'est-ce qu'un lion ? Une mâchoire ! — Et c'est cela qu'il faudra mettre en relief. Si vous croyez que l'essentiel du lion, c'est sa crinière, vous jetterez sur la toile... une descente de lit ! — Il faut découvrir le trait fondamental. Comme Michelet le comprend bien ! « Le siècle fou, » dit-il en parlant du temps du roi Charles VI ! Il exagère sans conteste ; mais sa méthode est excellente.

Chateaubriand avait essayé de découvrir le caractère d'une époque, et il y avait réussi. Après lui, les romantiques s'arrêtèrent à l'accident superficiel, lequel a son intérêt aussi, est amusant, et met sur la voie de la vérité. Puis, la couleur locale est devenue un dogme de l'école romantique : de ce moment elle perdit toute valeur et tomba dans le ridicule, ce qui arriva vers 1840. Chose curieuse : une des transitions du romantisme au naturalisme s'est faite par la couleur locale, transportée du passé au présent. « Le présent n'a pas de couleur locale », a dit quelqu'un, et ce quelqu'un je crois que c'est moi, et c'est une erreur. Balzac fait, en soixante pages, de la couleur locale sur la pension Vauthier, minutieusement décrite, comme Victor Hugo en fait sur les truands du Moyen Age.

J'ai analysé un certain nombre des éléments qui entrent dans le romantisme ; je dirai maintenant quelques mots de la forme. Les romantiques ont recouvert de leur lyrisme et de leur éloquence ce fond que j'ai décrit. Je ne vais pas vous développer longuement ce que l'on entend par là : nous en avons assez parlé l'année dernière. Le lyrisme est une exaltation de l'imagination, qui, à tout sentiment, ajoute le mouvement, l'impétuosité, même quand le sentiment n'est pas par lui-même susceptible de transport. Le lyrisme est la forme propre aux romantiques : ils parlent de tout avec emportement. Tout au moins en parlent-ils avec éloquence : or du ressort de l'éloquence est l'amplification et le délayage aussi. Les romantiques n'ont pas su modérer leur éloquence, parce que souvent ils ont voulu, grâce à elle, donner l'illusion du lyrisme.

Enfin je vous présenterai une dernière considération ; il faut encore faire état d'un élément négatif, mais important : le romantisme est et se sent une réaction, réaction contre la littérature précédente. Jusqu'où remonte-t-elle ? Le romantisme l'ignore ; mais il sait qu'il réagit. A cause de cela, il donne un caractère offensif et hostile à ses qualités, à ses défauts, en un mot à toutes ses facultés.

S'il méprise les règles, c'est que ce fut là le grand cheval de bataille des théoriciens du dix-septième siècle. Si les romantiques dédaignent les convenances, dont la première était de ne point parler de soi, c'est d'abord qu'ils aimaient parler d'eux, c'est aussi qu'ils réagissaient contre leurs prédécesseurs. Je pourrais reprendre les principaux traits du romantisme et montrer qu'ils ont été poussés à l'extrême par esprit de contradiction. Pour cette raison, les attaques violentes des derniers classiques ne pouvaient aboutir qu'à exagérer les défauts romantiques. Les romantiques étaient des hommes de combat, et ils n'ont pas su éliminer ce caractère au profit de l'art pur.

C'est pour cela aussi que, longtemps, il y a eu toute une série de définitions négatives du romantisme : romantique est celui qui viole les règles littéraires établies, qui combat toutes les habitudes et toutes les convenances.

Je serais presque tenté de dire que le romantisme s'est comme donné à lui-même une série de définitions négatives, qu'il s'est ensuite efforcé de remplir du mieux qu'il a pu. Cette manière, qui sent le procédé, s'applique évidemment surtout aux écrivains secondaires ; mais les hommes supérieurs eux-mêmes ont été atteints de ce demi-travers.

Les romantiques se sont parfaitement rendu compte de ce qui

composait leur caractère fondamental, et rien n'est plus intéressant à cet égard qu'une page extraite des mémoires de Güttinger, inédite jusqu'à ces derniers jours, et publiée par M. Léon Séché dans son livre sur le cénacle de Nodier. Güttinger, commensal assidu de Nodier, rapporte une conversation tenue par quelques-uns des habitués du célèbre salon, Hugo, Soulié, Deschamps, Nodier. Ils parlent du romantisme, de la définition qu'on donne d'eux, et se définissent eux aussi : et ce que je trouve là, c'est précisément ce que j'ai appelé l'inspiration individualiste des romantiques, le goût de l'exotisme, l'imagination emportée, et cette religiosité qui mêle au profane même un élément religieux. Ils attaquent les règles de Despréaux : voilà le romantisme considéré comme une réaction. C'est Charles Nodier qui, en sa qualité de sage, demi-classique et demi-romantique, apporte la définition la plus vaste : « Vous savez, mes amis, le romantisme doit être la liberté régie par le goût. »

Il aurait pu préciser davantage : le goût est quelque chose de très individuel. Tel, qui se laissera aller sans frein aux caprices de son goût, passera de la liberté au dévergondage. Nodier aurait dû dire que cette liberté ne deviendrait vraie beauté que chez ceux qui sauraient la régir moins par le goût que par une règle de goût.

Quoi qu'il en soit, nous pouvons retenir de l'idée de Nodier que le romantisme est, avant tout, une libération de l'art.

M. W.

La philosophie de Nietzsche (1)

Par GEORGES DWELSHAUVERS

Professeur à l'Université de Bruxelles.

II

Nous passerons, maintenant, à l'étude des idées morales de Nietzsche. Par elles s'explique toute son œuvre. Nietzsche était un moraliste et un éducateur. Dès la *Naissance de la Tragédie*, il assigne, comme Wagner, un but d'éducation à l'art lui-même. Ses *Considérations inactuelles* cherchent à créer en Allemagne une culture supérieure à celle de la moyenne de la bourgeoisie et à celle de l'enseignement officiel. Il rêve, avec Wagner, pour sa patrie, une renaissance de la culture artistique et philosophique des Grecs. *Zarathustra* aussi veut transformer les consciences ; mais il ne parle plus de l'Allemagne et de la culture germanique ; il s'adresse à tous les hommes. La morale qui règne partout, dans les pays civilisés, est une morale de la faiblesse ; elle déprime au lieu d'accroître la force ; elle attriste, elle tue la joie et l'affirmation de la vie. Le type d'une semblable morale est réalisé dans le christianisme, de confession protestante ou catholique, peu importe ; mais le même « caractère de décadence » se retrouve dans toutes les morales religieuses, sauf chez les anciens Grecs. Le paganisme avec tous ses dieux qui forment une société aristocratique d'êtres supérieurs, libres et clairs, est le seul culte de la vie, de l'affirmation : dans sa dernière période, Nietzsche s'est attaqué constamment au christianisme et à toutes les idées morales qui pouvaient avoir quelque rapport avec les idées chrétiennes : par exemple, la notion kantienne du devoir lui déplait ; elle est sombre, elle arrête l'expression joyeuse de la vie, elle établit une distinction entre les actes, dépréciant ceux qui se rattachent à la sensibilité, élevant les idées pures, la spiritualité au-dessus des autres manifestations, pourtant naturelles aussi, de l'esprit humain, et opposant de cette manière au monde des réalités, des

(1) Leçons faites à l'Ecole des Hautes Etudes sociales de Paris.

instincts, des tendances, un monde illusoire d'idées pures : or c'est ce dernier que Kant présente comme le seul vrai.

L'altruisme des Anglais et leur morale sociale ne trouvent pas grâce non plus à ses yeux ; dans le sacrifice de la plus petite part de ses droits que fait un homme à la multitude, il y a une diminution de sa propre force et de sa valeur ; celui qui sent en lui la vigueur et la vie doit s'en réjouir et se garder de les altérer ; en agissant ainsi, il ne peut être comparé à l'égoïste vulgaire et méprisable ; car, en tant qu'il est doué de force, l'homme affirme la vie, traduit la volonté de puissance par ses actes ; il va nécessairement au delà de sa limitation individuelle ; il ramasse en un élan tout le passé qui est en lui et le projette vers l'avenir. L'individu comme tel n'existe pas ; chaque individu est une éclosion de la volonté de puissance, qui est infinie dans sa richesse. C'est pourquoi, chez les forts, chaque acte est un don inépuisable ; en ce sens, les forts feront bien d'éviter la pitié, qui est un sentiment dépressif, un sentiment chrétien, dégradant pour celui à qui on l'accorde, affaiblissant aussi chez celui qui le ressent.

Ainsi, sous toutes les formes, Nietzsche poursuit de sa critique les valeurs dépréciatives de la vie. Ce que signifie la vie, nous le verrons bientôt. Remarquons, en passant, la contradiction évidente entre l'appel aux consciences, le *sursum corda* éloquent qu'on entend à travers les exhortations et les colères de *Zarathustra*, et la théorie de la conscience épiphénoménale. Si vraiment la conscience ne compte pas, si elle est un enregistreur passif des instincts organiques, de quel droit faire à n'importe quelle morale, si négative soit-elle, le moindre reproche ? La seule attitude serait l'étude historique et objective des faits de moralité, et Nietzsche ne s'en sert que comme moyen vers son but.

Puisque, pour Nietzsche, le *Zarathustra* ouvre une ère nouvelle dans la morale et ne peut être considéré comme une simple confession ni comme un poème sans autre intention que la beauté, tâchons de dégager en termes précis les idées directrices de cette œuvre et voyons la morale qu'on nous propose. L'idée qui domine toute l'œuvre est l'*Eternel Retour*. Nous avons ici deux termes : éternité et retour. Sous sa forme la plus simple, voici le contenu de cette idée : tout ce qui existe aujourd'hui a existé un nombre infini de fois et reviendra un nombre infini de fois ; si l'on sonde l'idée d'infini, voilà l'affirmation qu'elle contient. Sinon ce serait admettre que l'éternité n'est pas infinie ; or qui dit éternité reconnaît, dans la succession sans fin que forme le temps, la possibilité illimitée du retour de tout ce qui fut ; mais il faut ajouter alors que, dans cette hypothèse, l'univers est limité dans

l'espace, que les éléments qui le composent sont en nombre limité, que le nombre de leurs combinaisons est limité et se reproduit suivant un ordre fixe.

Sans doute Nietzsche a-t-il envisagé les problèmes que sa conception nous force à poser ; mais ce n'est pas l'analyse des faits ou l'essai d'une hypothèse scientifique qui l'ont conduit à la théorie de l'Eternel Retour. Il eut un jour la vision de cette loi de l'Univers, elle s'imposa à lui, comme au Bouddha l'intuition de la douleur du monde, et l'unité intérieure et divine de la vie universelle au rêveur mystique. S'il a parfois tenté d'appuyer sa vision de quelques arguments logiques ou scientifiques, il a évité et d'en donner une démonstration complète et de la soumettre à un examen critique approfondi. Aussi ne le chicanerons-nous pas sur la valeur rationnelle de sa thèse. Il ne ressort pas clairement de ses écrits si le Retour Eternel se fonde exclusivement sur des considérations cosmologiques, sur le postulat de la limitation du monde dans l'espace et du nombre limité de combinaisons possibles, ou s'il s'agit d'une pure valeur morale. Dans ce dernier cas, ou bien le Retour Eternel pourrait dépendre de la volonté de vivre des êtres conscients, qui, par la force de leur affirmation, ne périraient pas, ou bien il ne serait qu'un symbole poétique. Ce qu'en pense *Zarathustra*, il est difficile de le dire avec certitude.

Quoi qu'il en soit, il entend donner une valeur absolue au moment présent ; trop souvent on le sacrifie à l'avenir ; parfois on cherche à le justifier ou à le critiquer historiquement en invoquant le passé. Ne vaut-il pas mieux l'affirmer en lui-même ? Car il reviendra un nombre infini de fois, il fut déjà un nombre infini de fois. Par conséquent, aucun moment ne vaut mieux qu'un autre ; ils sont tous également éternels. Chacun d'eux se justifie par lui-même ; renonçons à les subordonner à un but et retenons que c'est dans l'affirmation de l'instant et dans l'Eternel Retour que réside la suprême affirmation de la vie.

Si, admettant par hypothèse la doctrine de l'Eternel Retour, on en examine les conséquences, on ne les trouvera pas, selon notre avis, aussi heureuses que le pensait Nietzsche : l'espoir de tous ceux qui réfléchissent aux questions morales est de réaliser en eux et de faire réaliser aux autres hommes un progrès durable, qui ne soit pas perdu, et dont la répercussion se prolonge aussi longtemps que durera la civilisation et qu'une société cultivée existera sur terre. Or si, après un cycle complet décrit par cette société, elle doit se dissoudre et retomber dans le chaos avec toutes les conditions cosmologiques

et biologiques qui l'ont rendue possible, puis reparaitre avec ces mêmes conditions, suivre la même courbe et décrire, *ne varietur*, la même évolution, l'idée qu'une telle doctrine engendrera dans l'esprit ne sera-t-elle pas profondément pessimiste ? Ne nous demanderons-nous pas à quoi bon notre espoir, à quoi bon la conscience d'une humanité différente, d'une société plus forte, comme le voudrait Nietzsche, plus concordante, selon le vœu des altruistes, mieux équilibrée et réalisant plus de justice, ainsi que le souhaitent les rationalistes ? Rappelons-nous l'impression de tristesse de Guyau dans l'*Analyse spectrale*, sous l'influence de cette idée que tout se répéterait dans cet univers dont les éléments chimiques apparaissent les mêmes partout :

L'univers se répète...
Qu'il est pauvre et stérile en son immensité !

.

Dans quel but prodiguer, Nature, en ton ciel triste,
Ces astres renaissant pour mourir ?...

Plus loin :

Pourquoi recommencer, tous sur le même plan,
Tes mondes, dont chacun l'un après l'autre avorte,
Se brise et, noir débris, va dans la nuit roulant ?

Enfin :

Mais, ma pensée, es-tu toi-même bien nouvelle ?
N'es-tu pas déjà née et morte quelque part ?

(*Vers d'un Philosophe*, p. 195 et suiv.)

Nous pouvons donc nous demander, avec raison, si Nietzsche a atteint son but en défendant l'idée de l'Eternel Retour.

Immédiatement après, par ordre d'importance, nous dégagons de l'étude du *Zarathustra* l'idée du *Surhomme*. Il faut éviter de voir dans le Surhomme une espèce nouvelle d'êtres conscients qui continuerait dans l'évolution de la vie l'*homo sapiens*. Le Surhomme, c'est l'homme libéré de toutes les valeurs qui entravent la volonté de puissance, c'est l'homme débarrassé des croyances religieuses, des philosophies idéalistes et de l'illusion d'un monde supra-sensible ; c'est, en un mot, l'homme donnant libre cours à l'élan de ses tendances, à la force joyeuse de ses instincts ; pour lui, plus d'égoïsme ni d'altruisme, plus de but ni

d'effort vers un idéal situé en dehors de sa nature sensible ; affranchissement complet de tout ce qui suppose un tourment intérieur, une dislocation de la personnalité provoquée par l'extravagance romantique d'un idéal pur, d'un but pris en dehors de la vie terrestre. Ce n'est pas l'idéal qui est intéressant, dit ailleurs Nietzsche, c'est l'homme réel, actuel.

Les hommes supérieurs d'aujourd'hui, tels que Nietzsche nous les présente dans la quatrième partie de *Zarathustra*, ne doivent pas être confondus avec le Surhomme. Eux aussi disparaîtront, « seront surmontés », pour que le Surhomme se manifeste. Et comment préparer la voie au Surhomme de la manière la plus efficace ? Ne doit-il peut-être jamais exister ? Il se réalisera cependant, le type du Surhomme ; Nietzsche conseille aux femmes de faire ce souhait : puissé-je enfanter le Surhomme ! D'autre part, le Surhomme n'est-il qu'une définition ? Ici encore, le *Zarathustra* manque de précision. Il semble pourtant que le type du Surhomme naîtra dans une communauté d'hommes, qui se libéreront des anciennes valeurs et qui formeront une aristocratie de volontés fortes, soumises à une dure discipline. La discipline est indispensable, s'il faut se débarrasser des anciennes valeurs, qui sont profondément ancrées en chacun de nous. Là se borne tout ce qu'il est possible de dire de précis au sujet du Surhomme de Nietzsche.

Si vraiment le type du Surhomme, tel que le veut Nietzsche, se réalise, il semble qu'il doive ne se réaliser que bien rarement. Car chacun sait combien est pénible la discipline de soi, l'indépendance poussée jusqu'à l'abnégation de tout ce que la science, la raison et la société nous conseillent ou nous imposent. Et s'il se réalisait un jour un tel Surhomme, si même une communauté de Surhommes se formait, quels seraient les rapports entre eux et le reste des humains ? Se représente-t-on nettement ces rapports ? Ou bien le Surhomme n'est-il qu'une abstraction, une limite vers laquelle tendent nos instincts ? A quoi bon, au surplus, qu'ils nous rapprochent de ce terme, puisqu'au moment sans doute où il serait atteint, l'univers effaré retomberait dans le chaos pour recommencer son éternel et vain travail ?

En attendant, les hommes qui ont avec *Zarathustra* des espérances communes, doivent opposer à la conception chrétienne, qui domine toute la pensée européenne, une conception païenne et libératrice : c'est la troisième des idées directrices qui nous apparaissent dans le *Zarathustra*, l'idée du *Dionysos*. Déjà, dans la *Naissance de la tragédie*, Nietzsche nous parle du principe dionysien et de son importance pour la grande culture tragique

des Grecs. Dionysos est alors le sentiment de l'un-primordial dont nous éprouvons en nous la poussée instinctive ; si, par la conscience, nous nous individualisons, nous nous définissons et nous définissons les choses, si nous scindons ainsi la réalité en images, notre vie irrationnelle — instinct, enthousiasme, amour, destin tragique, mort — nous apprend que nous appartenons à une unité plus profonde que les notions représentatives ; dès lors, nous souffrons de notre individuation, chaque fois que le sentiment de l'un-primordial nous reprend ; la religion grecque avait symbolisé dans le culte de Dionysos cette émotion tragique. Dionysos s'explique à cette époque de la vie de Nietzsche par la philosophie de Schopenhauer. L'un-primordial, c'est la volonté qui, d'après ce dernier, est le principe de tout mouvement, de l'attraction comme de la croissance des êtres vivants, de leurs désirs comme de l'effort humain. La volonté est malheureuse essentiellement : elle va du désir, qui est un état douloureux, à la satiété, qui apporte le dégoût.

Dans le *Zarathustra*, nous retrouvons Dionysos, mais le sens métaphysique et pessimiste est abandonné. Dionysos est le dieu de l'instinct naturel, de la joie créatrice, de tout ce que donne la terre, de tout ce qui vit au soleil. Il est clarté, danse et rire sacrés. La richesse infinie des choses suggère une joie continue ; même les petites choses sont bonnes ; elles aussi ont leur part de soleil, elles vivent : pourquoi chercher un sens à la vie au delà de la vie elle-même et se tourmenter en dédoublant le monde et en croyant à une autre réalité qu'au réel immédiat ? Et tout ce qui existe semble danser et rire. Où est la loi et le destin ? Où est le Dieu qui punit ? Où sont les idées pures ? Le monde n'est-il pas plus profond que les idées, dans sa réalité et sa prodigalité inépuisables ? La douleur elle-même est bonne ; elle est sacrée, car elle fait apprécier plus fortement la vie. Dionysos est le dieu de la vie féconde. Le Christ, au contraire, déprécie la terre. Il n'a jamais appris à rire ni à danser au rythme du hasard. Dionysos nous apprend qu'il n'y a pas de loi morale et que la vie se passe de justification idéaliste.

Aux trois idées qui précèdent : Eternel Retour, Surhomme, Dionysos, est apparentée l'idée du *Grand Midi* : le Grand Midi est l'ère de la pleine lumière, « le moment de l'ombre la plus courte » ; le Grand Midi est l'image de la libération ; les ombres, ce sont les fausses valeurs ; la lumière, c'est l'affirmation de la vie et la joie sacrée. Avec le Grand Midi disparaissent toutes les entraves qui retenaient la libre expansion de la volonté de puissance chez l'homme. Mais qu'en cette heure éclatante les forts

n'aient pas de regard de pitié pour ceux qui ne célèbrent pas le Grand Midi, pour ceux qui n'en éprouvent pas la beauté. La pitié est leur plus grand danger. La tentation de Zarathustra sera de céder à la pitié ; mais il se promet de ne plus se laisser gagner par elle ; il veut se consacrer à son œuvre, il veut créer ; que tous les hommes forts, que tous ceux pour qui luit le Grand Midi l'imitent. Ainsi la volonté de puissance atteindra une plus large expansion.

Cette idée de l'expansion libre de la vie existe aussi chez Guyau ; pour Guyau comme pour Nietzsche, la vie ne se définit pas en termes rationnels, mais s'éprouve dans les sentiments, se traduit en actes et consiste en instincts naturels que l'on retrouve chez tous les êtres ; à ce point de vue, l'on a rapproché les deux penseurs, avec quelque vraisemblance ; tous deux célèbrent l'élan multiple de la vie, sa tendance à s'épandre ; Guyau explique ainsi l'évolution cosmologique et biologique ; puis la vie gagne en intensité et la conscience humaine apparaît, avec la morale, l'art, les constructions d'idées qui sont encore des manifestations du pouvoir, de la puissance de la vie. Ici, déjà, Nietzsche diffère de Guyau en ce que celui-ci sera disposé à admettre un ordre, des lois dans le développement de la vie, et que Nietzsche au contraire affirme la supériorité du hasard. Ensuite la vie s'éclaire, pour Guyau, et s'intensifie dans la conscience ; Nietzsche, par contre, déprécie la conscience et ne lui accorde aucun rôle ; enfin la puissance de la vie chez Guyau est essentiellement bonne ; elle rapproche les hommes ; qui sent en soi la chaleur de la vie, qui se réjouit d'en éprouver le charme et le pouvoir, partage nécessairement avec autrui les joies qui l'éclairent ; la vie n'a-t-elle pas l'expansion comme caractère, et pourquoi, si elle est, pour tous les êtres, don et générosité, deviendrait-elle subitement, dans les rapports sociaux des hommes, lutte, colère, égoïsme ? L'altruisme ne dérive pas de l'égoïsme, il relève de la vie même, il est originaire ; la solidarité apparaît avec la société, et la sympathie est instinctive aux êtres vivants ; l'entr'aide est plus réelle que la guerre et plus durable.

On voit comment, de principes analogues, on peut déduire deux morales opposées, ou plutôt comment la conception morale subit, chez certains penseurs, des influences extra-philosophiques ; ce n'est pas le moment d'examiner lequel des deux explique le mieux le plus de faits, Nietzsche ou Guyau ; il est cependant bon de remarquer que la volonté de puissance n'implique pas d'une manière nécessaire une théorie anti-altruiste, une conception aristocratique de la société. Cette conception plaisait à Nietzsche ;

il avait, à ce propos, certains préjugés ; il n'a pas raisonné avec sûreté et domination de soi ; au contraire, il s'est laissé entraîner et a imprimé à ses arguments une direction qui n'était ni celle qu'un enchaînement logique d'idées aurait prise, ni celle qu'eût suggérée une étude attentive des faits.

En cinquième lieu, nous rencontrons dans le *Zarathustra* la notion de la *volonté de puissance* : elle apparaît ici comme une force créatrice, qui nous projette sans cesse au delà de nous-mêmes : il est dans la nature de la volonté de se surmonter constamment, de dépasser le point où elle est arrivée. Il doit en être ainsi de la connaissance, qui est donc subordonnée à l'action et aussi à la morale ; la morale de la volonté de puissance est active ; elle n'accepte pas la tradition ; créer une chose signifie en détruire une autre ; pour créer, il faut détruire, et détruire sans pitié : c'est ce que *Zarathustra* nous répète souvent.

La seule loi qu'admette la volonté de puissance est une loi immanente, une discipline personnelle qui consiste à faire table rase de tout ce qui n'est pas noble, « distingué » ; il faut, dans la connaissance, se refuser à proclamer des lois rationnelles de portée générale et à admettre une unité spirituelle dont ces lois seraient l'expression ; la soumission des esprits individuels à de telles lois déplaît à Nietzsche et lui paraît une manière de penser qui manque de noblesse et d'indépendance. Et dans la morale, ce qui serait reconnu bon, soit par la tradition, soit par la réflexion se portant sur l'expérience, n'a pas non plus la valeur qui distingue l'expansion de la puissance instinctive. Aussi les unes comme les autres parmi ces lois seraient nuisibles au Surhomme.

Et en dernier lieu, le corollaire de la doctrine est la nécessité d'une nouvelle noblesse. Mais elle ne se fondera pas sur la possession de titres anciens ; sans doute, les titres anciens peuvent être un indice d'affinement et l'hérédité ne perd pas ses droits, mais ils ne suffisent pas ; car c'est vers l'avenir que doivent s'orienter l'action et les sentiments. Les disciples de *Zarathustra* seront peu nombreux d'abord : il faut une noblesse innée pour se soumettre à la discipline exigée par le prophète des nouvelles valeurs morales ; Nietzsche soutient que toujours les conceptions nouvelles ont été défendues par quelques hommes d'abord, avant de se répandre ; il en sera de même des idées de *Zarathustra*.

(A suivre.)

G. DWELSHAUVERS.

Formation et développement de l'esprit philosophique au XVIII^e siècle.

Cours de M. GUSTAVE LANSON,

Professeur à l'Université de Paris.

Influence de l'Orient et de l'Extrême-Orient.

J'en viens à cette autre partie du monde qui commence à entrer en communication plus intime avec l'Europe, et dont les mœurs et la littérature vont exercer une action sur les idées philosophiques : l'Orient et l'Extrême-Orient. Cette influence, avant la fin du xvii^e siècle, était à peu près nulle.

Sur cette question, on peut consulter l'ouvrage agréable et un peu superficiel, avec de grandes lacunes, de M. Martino : *l'Orient dans la littérature française au XVII^e et au XVIII^e siècle* (1906).

Avant la fin du xvii^e siècle, les relations avec ces pays sont, pour certains, politiques et commerciaux : avec la Turquie notamment ; la plupart du temps, ils sont purement commerciaux. Quant aux idées, aux mœurs, à la civilisation de ces pays, elles tiennent bien peu de place dans l'esprit d'un homme cultivé de la France et de l'Europe. Il n'existe pas une représentation du Chinois, du Persan, de l'Hindou, ou même du Turc, ayant une valeur efficace et active dans le travail de l'esprit. Turc ou Arabe est un terme d'injure. On a une idée de la civilisation turque par des aventures de sérail, qui ont fait du bruit et sont devenues des matières de tragédies. On s'imagine des scènes sanglantes, des passions féroces, de la haine, de l'amour, des intrigues. Pour l'Extrême-Orient, les voyageurs ont introduit l'idée d'un monde étrange, bizarre. On ne connaît que des anecdotes décousues ; on n'a dans l'esprit qu'un certain nombre de faits, plus ou moins authentiques. — Il faut un philosophe paradoxal comme Montaigne pour parler des idées et des coutumes de la Chine et de l'Inde, découvrir dans ce qu'on en raconte quelques lueurs de raison. Ceux qui exploitent ces pays ne songent pas à les exploiter en tant qu'orientaux, mais comme armatures bonnes à soutenir une psychologie humaine, celle des hommes de l'Occident, de l'Europe, une morale chrétienne. — En somme, leur rôle est insi-

gnifiant dans la culture générale de l'Europe jusqu'à la fin du xvii^e siècle.

*
* *

A ce moment, les relations de voyageurs, les traductions d'ouvrages de l'Orient et de l'Extrême-Orient se multiplient. Les faits isolés, les connaissances éparses, se rassemblent et forment l'ébauche d'une représentation générale. Les mots de Perse, de Chine, même de Siam, vont signifier quelque chose pour un Français qui pense. L'heure de la civilisation hindoue n'est pas encore venue. De Bernier, qui publiera en 1688 *le Quiétisme des Indes* et dont les *Voyages* paraîtront en 1699, aux lettres sur l'Inde que le P. Bouchet met dans le recueil des *Lettres édifiantes* aux neuvième et onzième volumes, et le P. Calmette au vingt et unième et au vingt-quatrième, on ne trouve presque rien qui dessine une conception générale de l'Inde, de ses mœurs et de sa civilisation ; rien surtout qui fixe de ce côté l'attention des penseurs, des philosophes, des gens de lettres. Ce ne sera que dans la deuxième moitié du xviii^e siècle, quand viendront à notre connaissance les ouvrages anglais des fonctionnaires de la Compagnie des Indes, que ce pays exercera une attraction, fournira quelque matière à la controverse philosophique.

Au contraire, la Perse, le Siam, la Chine, la Turquie, exercent une influence. C'est d'abord une sorte de secousse donnée à l'imagination publique par la venue en France d'ambassades envoyées de ces pays lointains. Outre la curiosité qu'elles excitent, la gloire de Louis XIV est flattée par la venue de ces ambassadeurs qui lui apportent les hommages de l'Orient. Il reçoit une ambassade turque en 1669, une siamoise en 1684, une persane en 1715. Il est vrai que, pour cette dernière, celle de Riza-Bey, il semble bien que Louis XIV ait été mystifié par un aventurier, un marchand sans mission. — Avec ces ambassades, on voit des costumes bizarres, des mœurs et des usages qui, dans les réceptions, frappent par leur étrangeté, amusent les badauds, mais aussi secouent la torpeur des esprits, ouvrent des voies à l'imagination.

*
* *

Ce sont, ensuite, les relations de voyages et les ouvrages traduits. En 1681, les six *Voyages en Turquie, en Perse et aux Indes* de Tavernier. — En 1700, l'*Historia religionis veterum Persarum*.

de Th. Hyde. Le *Journal des savants* en rend compte en 1701. — En 1704, le *Gulistan* ou l'*Empire des roses* du poète Sadi, traduit par un anonyme, qui est Allègre. En 1711, le *Voyage en Perse* de Chardin. La poésie persane a peu de succès. Jusqu'à Voltaire, on ne connaît pas Sadi. En 1705, le *Journal des savants* déclare, à propos du *Gulistan*, qu'« il n'y a pas d'apparence qu'on prenne grand plaisir à le lire ». Hyde pouvait donner une idée des livres religieux de la Perse ; mais l'attention n'était pas tournée de ce côté, et il ne laissa pas grande trace.

Le livre de Chardin est capital ; il apporte des idées nouvelles. Tandis que Tavernier faisait dépendre les mœurs des religions, Chardin au contraire insiste sur l'influence du climat. D'après lui, tous les caractères de la civilisation persane, les qualités et les défauts des habitants s'expliquent par cette influence. Il énonce cette loi : « *Le climat de chaque peuple est toujours, à ce que je crois, la cause principale des inclinations et des coutumes des hommes* (1) ». Il la précise en disant que les peuples des pays chauds sont moins actifs, moins énergiques que les peuples des pays froids ; et il a une théorie sur les muscles et sur les fibres pour l'expliquer. Cette théorie, qui fait songer à Montesquieu, n'est pas sèche ; il ne l'énonce pas *à priori* : elle vient après de multiples observations ; elle a l'air de sortir des faits, de l'expérience. Et, par là, elle a de la force et de la séduction. — De plus, en faisant connaître les mœurs et les idées persanes, il secoue les esprits français, appelle leur attention sur des choses capables de les intéresser. Il nous montre les musulmans de Perse humains et tolérants, sauf le clergé, intolérant comme partout ailleurs. Il renverse ainsi les idées traditionnelles sur la religion de Mahomet, et prépare la réhabilitation qu'en tenteront Voltaire et Boulaingvilliers. « Une des maximes de la religion mahométane, c'est la tolérance de toutes sortes de religions moyennant un tribut annuel. Aussi n'y en a-t-il aucune dont on ne souffre la profession et l'exercice : chrétiens, juifs, idolâtres, et de toutes sortes de sectes. La religion de Mohammed enseigne qu'il y a un grand mérite à convertir les infidèles ; qu'on est obligé d'y travailler avec application et avec zèle ; mais qu'il ne faut pas pour cela leur faire de violence ; et que, pourvu qu'ils payent le tribut imposé, il leur faut garder la justice et les traiter humainement (2) ».

Il explique aussi comment, pour les Perses, le commencement

(1) *Voyage en Perse*, éd. 1811, t. III, p. 427.

(2) *Ibid.*, t. VI, p. 131.

de la science et de l'intelligence, c'est le doute : « Le doute est le commencement de la science ; qui ne doute de rien n'examine rien ; qui n'examine rien ne découvre rien ; qui ne découvre rien est aveugle et demeure aveugle (1). »

Aussi, quand il expliquera que les Perses font peu de livres, il en conclura contre leur intelligence : « Quoi qu'ils puissent dire, c'est une marque qu'ils font peu de découvertes. » On voit ce que peut signifier cette petite réflexion de Chardin, en 1711, entre les deux querelles avec les Anciens et Modernes.

*
**

Pour le Siam, nous trouvons le *Voyage de Siam* du P. Tachard, en 1686. — Le *Journal du voyage de Siam* de l'abbé de Choisy (1687). — La *Relation du royaume de Siam* du P. La Loubère (1691). — L'*Histoire nationale et politique du royaume de Siam* de Gervaise (1687). On en donne des comptes rendus détaillés dans les journaux, surtout dans le *Journal des Savants*. — Les relations des voyageurs qui ont été au Siam amusent les esprits ; on rit des *Talapoins* et de leurs coutumes bizarres, des noms baroques et réjouissants, comme celui du dieu Sommonkhodon, d'une foule de particularités excentriques. Mais voici qui est plus sérieux. Le P. Tachard résume ainsi les huit commandements des laïques : « 1° adorer Dieu, sa Parole, et ceux qui imitent ses vertus ; 2° ne point voler ; 3° ne point boire de vin ny aucune liqueur qui enivre ; 4° ne point mentir et ne tromper personne ; 5° ne point tuer ny hommes ny animaux ; 6° ne point commettre d'adultère ; 7° jeûner les jours de feste ; 8° ne point travailler ces jours-là (2). »

Le P. La Loubère, Gervaise, résument d'une façon analogue la morale des Siamois.

*
**

Le Siam disparaît bientôt dans la curiosité qu'excite la Chine. — Sur le Japon, on n'a encore que des ouvrages de pure érudition. La Chine excite la curiosité du jour où un libertin, Isaac Vossius, s'avise, dans son *Variarum observationum liber* (1685) de ramasser les raisons qu'on peut avoir d'admirer la sagesse et les vertus des Chinois. Bayle en rend compte, avec curiosité, dans les *Nouvelles de la République des Lettres*. De ce jour, sa

(1) *Voyage en Perse*, éd. 1811, t. IV, p. 197.

(2) *Voyage de Siam*, p. 417.

curiosité est éveillée à propos de la Chine ; il lit les récits des missionnaires, pour relever sur ce pays des particularités curieuses. — L'ouvrage que quelques jésuites publient, en 1687, sous le titre de *Confucius Sinarum Philosophus* produit un effet considérable. Tous les journaux littéraires du temps s'en occupent. On en donne deux abrégés en français : la *Lettre sur la morale de Confucius* (1688) et *Confucius et la morale de la Chine*, par de Labrunie ou peut-être par le président Cousin. Bernier attendait avec impatience la publication de ce livre, dont il avait été prévenu. Il le commente dans ses *Etreines à M^{me} de la Sablière ; introduction à la lecture de Confucius*, publiées par le *Journal des Savants* (1688). En 1688 aussi, *Les douze excellences de la Chine*, ouvrage du P. Gabriel Magalhaens, est traduit en français par l'abbé Bernout (1). — L'*Histoire de la Chine* (en latin) du P. Martini (1658) est traduite par l'abbé Le Pelletier (2 vol., 1692). — L'effet produit est encore accru par les *Nouveaux Mémoires sur l'état présent de la Chine* du P. Le Comte (1696). — On assiste à un enthousiasme débordant en faveur de la Chine, à partir de 1702, avec les *Lettres édifiantes* où les missionnaires envoyés en Chine expriment leur enthousiasme pour ce pays.

Une nouvelle période s'ouvrira, à la fin de l'époque que nous étudions cette année, avec l'ouvrage du P. du Halde : *Description de l'Empire chinois* en 1735. — L'ouvrage du P. Le Comte, celui du P. du Halde, et, un peu avant la Révolution, un ouvrage sur la Chine publié par des missionnaires, des PP. jésuites (2), marquent les trois étapes de l'influence chinoise au XVIII^e siècle.

Les jésuites ont été les grands promoteurs de la connaissance de la Chine et de l'enthousiasme pour ce pays. Ils rencontrent des obstacles : par exemple, quand ils expriment l'idée que Noé avait porté la vraie religion en Chine, et qu'elle y avait subsisté deux mille ans, jusqu'à l'arrivée de Jésus-Christ, ils sont censurés par la Sorbonne. Il y eut des disputes sur les cérémonies religieuses de la Chine. — Je n'insisterai pas sur ces parties théologiques. — Les jésuites donnent au public une haute idée de la sagesse politique des Chinois. A propos du Siam, le P. La Loubère exprime cette admiration pour les Chinois : « Il est impossible qu'un roi de la Chine puisse n'être pas vertueux ». On admire la vertu des Chinois, la sagesse de leur gouvernement. « Les emplois y sont

(1) Sous le titre de : *Nouvelle relation de la Chine*. Magalhaens, francisé, est écrit Magaillans.

(2) *Mémoires concernant l'histoire, les sciences, les arts, les mœurs, les usages des Chinois*, par les missionnaires de Pékin. Paris, 1776, 16 vol. in-4°.

donnés au mérite », dit le P. Le Comte dans son *Mémoire sur l'état de la Chine* — Vauban, dans sa *Dîme royale*, veut emprunter aux Chinois leur méthode de dénombrement de la population. Les sceptiques n'élèvent pas la voix. Fénelon écrit bien *Confucius et Socrate*, mais ce dialogue n'est publié qu'en 1787. Il n'y a donc pas de dissonance. On admire la morale de Confucius, d'après le *Confucius Sinarum Philosophus*. On trouve cette morale d'autant plus admirable qu'elle est naturelle : elle ne condamne pas les passions, qui sont, dit Confucius, essentielles à la nature humaine. Les pensées traduites dans le *Confucius Sinarum Philosophus* excitent l'enthousiasme. La tolérance chinoise est souvent mentionnée : par le *Journal des Savants*, par Leclerc (1), par Régis, Bernier, Barbeyrac. Bayle écrit : « Je ne sçay pourquoi les chrétiens font si peu de réflexions sur l'esprit de tolérance, qui règne dans ces Rois Payens, que nous traitons hautement de barbares et de féroces. Voilà un Empereur Chinois très persuadé que la Religion des Jésuites est fausse, et tout à fait opposée à celle dont lui et tous ses sujets font profession, qui ne laisse pas de souffrir ces Missionnaires et de les traiter fort humainement (2). » Tous ces éloges sont d'autant plus frappants, que la Chine est un peuple infidèle. Bernier insiste là-dessus dans ses *Etreines à M^{me} de la Sablière* : « Vous aurez toujours le plaisir de voir qu'il n'y a pas de gens au monde qui aient porté plus loin la vertu, la sagesse, la prudence, la bonne foi, la sincérité, la piété, la charité, la douceur, l'honnêteté, la civilité, la gravité, la modestie et la soumission aux ordres du ciel. Que peut-on demander davantage pour des gens qui n'avaient point d'autres lumières que leurs lumières naturelles (3). » Quant à Confucius lui-même, après avoir loué en lui « tant de sagesse, tant de prudence, tant de sincérité, tant de piété, tant de charité », il ajoute : « Je crois avoir lu dans M. La Mothe Le Vayer qu'il avait de la peine à l'empêcher de dire : *Sancte Confuci, ora pro nobis*. Que n'auroit-il point dit s'il avait vu ses ouvrages, et que n'en dirions-nous pas s'il avait été chrétien (4) ? » Ainsi Confucius est mis au rang des saints.

Et ce peuple, qui, réduit à la morale naturelle, donne de si beaux exemples, non seulement n'est pas chrétien, mais il n'est pas même déiste : il est athée. L'opinion des érudits est, en effet,

(1) Cf. *Bibliothèque universelle*, t. VII, 387.

(2) Bayle, *Nouvelles de la République des Lettres*, t. I des *Œuvres* (éd. 1737), p. 232. — Cf. aussi p. 664.

(3) *Journal des Savants*, 7 juin 1688.

(4) *Ibid.*

que les lettrés chinois sont le plus souvent athées. Ce sera l'opinion de Voltaire dans la première partie de sa vie, avant qu'il en ait eu une connaissance plus intime par des documents. C'est celle de Bayle dans sa continuation des *Pensées diverses* (1) et dans la *Réponse aux questions d'un provincial* (2). D'où vient qu'un peuple si moral soit un peuple athée, pour qui le vide et le néant sont le principe et la fin de tout ? Ses lettrés sont, en quelque sorte, spinozistes. Spinoza, abhorré en Europe, semble avoir inspiré les Chinois ; c'est d'une philosophie analogue à la sienne qu'est sortie la plus grande et la plus ancienne civilisation du monde. On remarque ce dernier trait : par exemple, Bernier. Les jésuites du *Confucius Sinarum Philosophus* admettent l'antiquité de Confucius. Le *Journal des Savants* appuie sur cette idée. On voyait donc là une morale supérieure à celle de Socrate et d'Aristote, et bien plus ancienne. Le *Confucius Sinarum Philosophus* la faisait remonter à l'an 2252 avant Jésus-Christ. — On ne s'en sert pas encore pour détruire la chronologie de la Bible. Mais Pascal, ou son entourage, avait vu le danger dès 1658. Au P. Martini qui admet l'antiquité de Confucius, Pascal répond qu'on ne sait pas quelle était la durée des années chinoises. On s'efforce plutôt de faire des conciliations, de montrer que cette religion est le culte du vrai Dieu apporté en Chine par Noé ou un de ses fils après le Déluge.

Si on ne se sert pas offensivement des choses chinoises, on montre que, dans cette civilisation, qui n'est ni hellénique, ni latine, ni chrétienne, on pratique la vertu et la tolérance. Donc la morale et la religion doivent se séparer : c'est un argument de fait. Bayle a raison de dire que la morale ne dépend pas de telle ou telle religion. C'est l'idée de Régis, quand il dit à propos du *Confucius Sinarum Philosophus* : « Je ne vois pas qu'au motif près, la charité des Chinois soit différente de celle des chrétiens, tant il est vrai que Dieu a répandu dans l'esprit même des infidèles des lumières qui les conduisent à des vertus qui, quant à l'intérieur de l'action, ne sont en rien différentes des vertus chrétiennes (3). » Cela donne confiance dans la raison humaine, de voir que la Chine arrive à une sagesse si semblable à celle des écrits philosophiques grecs et latins, et à celle du christianisme.

(1) *Œuvres*, éd. 1737, t. III, pp. 226 sq., et p. 397 : « Je ne vous dirai pas que Confucius, qui a laissé d'excellents préceptes de morale, était athée... Vous avez vu ci-dessus que la Physique des philosophes chinois est un système d'athéisme. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 925.

(3) *Journal des Savants*, 1687, p. 101.

On n'a donc pas besoin de religion pour instituer une morale. — On constate, quelques-uns avec satisfaction, d'autres avec scandale et crainte, la ruine de l'argument traditionnel en faveur de l'existence de Dieu : le consentement universel. On avait cherché jusque-là des peuplades sauvages assez abruties pour n'avoir pas l'idée de Dieu. Cette fois, on trouve mieux : c'est un peuple supérieur qui, ayant compris le déisme, la croyance, leur préfère de parti pris l'incroyance. Les uns s'en réjouissent, les autres s'efforcent d'ébranler la croyance à l'athéisme des Chinois.



Tels furent les effets que produisit sur les Français, qui essayaient d'échapper aux préjugés, la découverte des civilisations de l'Extrême-Orient. Il faut ajouter que cette découverte a eu aussi une influence sur les formes littéraires. Ici, la Chine s'efface ; son heure n'est pas encore venue : elle ne joue qu'un très faible rôle jusqu'à la publication du P. du Halde ; et ce n'est même que dans la seconde moitié du xvii^e siècle qu'elle inspirera vraiment notre littérature.

Le fait capital est la publication, par Galland, professeur au Collège royal, des *Mille et une Nuits*, contes arabes traduits du turc (1704-1708). Le succès fut considérable. Sans que Galland pût le prévoir, ce fut un des ouvrages qui modifièrent le plus l'imagination littéraire, sinon profondément, du moins dans la fantaisie, le choix des cadres et des fables. — Bientôt après (1710), Petis de la Croix publiait les *Mille et un jours*, contes persans. Dès lors parurent tous les jours de nouveaux contes chinois, siamois, hindous, tartares, persans, arabes, turcs, etc., dont les uns étaient véritablement traduits, les autres étant des pastiches.

Ces contes orientaux viennent précisément au moment où l'on commence à être las des contes de fées. On a assez maintenant de cette littérature, qui avait été très à la mode depuis Perrault, et son petit-fils Galland fournit un type de conte merveilleux qui renouvelle le conte de fée. Tandis que le conte de fée, tel qu'il apparaissait dans les traditions de l'Occident, s'il était d'origine orientale, en avait perdu la marque, par suite de son long séjour en Occident ; tandis que les détails de mœurs, de costumes, les usages, étaient francisés dans les contes de Perrault, où il ne restait, pour les différencier des contes réalistes ou des romans que l'élément féerique, merveilleux, — ces contes orientaux apportent, outre le merveilleux, tout un décor brillant,

chatoyant, qui amuse le public. On emploie ce décor dans la comédie, dans le roman. Regnard y recourt dans son divertissement des *Chinois* (1692). Lesage prend des fables orientales dans les comédies qu'il fait pour les théâtres de la Foire, ainsi qu'Hamilton, dans *Fleur d'Epine* et les *Quatre Facardins*. Ainsi, on commence par s'amuser de ce qu'ont d'étrange, de curieux, de brillant, les mœurs orientales et les contes qui les décrivent.

On saisit aussi ce que ces fables offrent pour la satisfaction de certains goûts, de certains appétits du public européen. Le goût voluptueux, et même libertin et polisson, assez commun à cette époque, se satisfait dans des peintures auxquelles donnent lieu les fables orientales. Le sérail est un thème fréquent, qui fournit des scènes lestes, des aventures amusantes.

Mais voici une utilité plus sérieuse : ce milieu invraisemblable et si éloigné des coutumes européennes est excellent pour dépayser les lecteurs, dépister la police et l'autorité. On habille à l'orientale ce qu'on n'ose exprimer comme vérité actuelle. On se sert de ces peuples : Chine, Siam, Inde, Perse, Turquie, pour divertir le public aux dépens des institutions officielles et des préjugés, tout en échappant à la surveillance. Ce sera une forme favorite de la philosophie du XVIII^e siècle dans la critique des institutions politiques et religieuses. Dès la fin du XVII^e siècle, on marque cette utilité possible des fictions orientales. En 1684, Marana commence à publier *Espion du Grand Seigneur et les relations secrètes envoyées au divan de Constantinople*. Marana, en même temps qu'il raconte les événements politiques du règne de Louis XIV, se sert de son type turc pour faire la critique des croyances européennes. Gervaise, dans son *Histoire naturelle et politique du royaume de Siam* (1688), remarque que, « depuis que le roy de Pegu s'est emparé du royaume d'Ava, ils ne se sont point fait la guerre, et chacun vit chez soi satisfait de ce qu'il possède (1) ».

C'est la suggestion dont s'empare Du Fresny, dans ses *Amusements sérieux et comiques*. Il emploie le Siam à peindre d'une façon satirique les mœurs de Paris. — On s'achemine ainsi vers la manière des *Lettres persanes* de Montesquieu.

Il y aurait lieu de ne pas s'arrêter à cette étude des cadres et d'aller jusqu'aux détails de la forme. Cette influence s'est exercée sur le développement de la langue, sur le style et la phrase des écrivains français. Non seulement les mots orientaux se multi-

(1) P. 322.

plient par toutes sortes de voies dans la langue littéraire, par exemple les mots qui désignent des emplois, des dignités, des particularités de mœurs, des objets usuels, des produits de la terre, etc. ; mais encore l'influence est réelle sur la forme même de la phrase, sur l'imagination et le goût. Il y aurait là une étude précise à faire. Elle a été tentée dans quelques chapitres du livre de M. Martino ; mais il faudrait préciser davantage.

On peut cependant élever des objections. D'une part les traductions altèrent, atténuent la couleur, francisent les auteurs qu'elles traduisent. Pour s'en rendre compte, il suffit de comparer dans les *Mille et une Nuits* un conte traduit par Galland et un conte traduit par Mardrus : il y a peu de ressemblances. La traduction de Galland ramène la manière orientale aux habitudes françaises de goût et de style. Les écrivains français, qui font du style oriental, n'ont pas étudié sérieusement leurs modèles : ce ne sont que des pastiches sans effort sérieux pour atteindre la réalité de l'imagination orientale ; les auteurs sont les premiers à se moquer de ce qu'ils imitent. Ils ont des intentions de caricature, et ridiculisent leurs modèles. — Ainsi les traductions sont pâles, et les imitations sont des charges grotesques.

Cependant, chez des gens du monde comme nos écrivains du XVIII^e siècle, se moquer de ce qu'on fait est une façon d'échapper au ridicule ; en signalant soi-même le ridicule dans lequel on tombe, on l'évite. Ils mettent ainsi dans leur style plus d'imagination qu'ils ne pourraient le faire, s'ils écrivaient sérieusement.

Voyez, par exemple, celles des *Lettres persanes*, où Montesquieu fait visiblement des pastiches. On aperçoit comment Montesquieu s'est donné satisfaction à lui-même : c'est la même imagination que dans les autres parties, mais plus hardie ; ces lettres sont écrites avec un plaisir évident. — Il faudrait regarder de plus près ces pastiches orientaux pour évaluer exactement dans quelle mesure, agréables comme parodies, ils plaisent aussi en fournissant à l'imagination un champ que le style classique et philosophique ne lui donnaient pas.

Pour bien comprendre que la question peut se poser, reportons-nous, par exemple, à la lettre de Voltaire à de la Noue (1), qui lui avait envoyé sa tragédie de *Mahomet II* : « Il me semble que votre ouvrage étincelle partout de ces traits d'imagination ; et, lorsque vous aurez achevé de polir les autres vers qui enchâssent ces diamants brillants, il doit en résulter une versification très belle, et même nouveau genre. Il ne faut, sans

(1) 3 avril 1739.

doute, rien de trop hardi dans les vers d'une tragédie ; mais aussi les Français n'ont-ils pas été trop timides ? A la bonne heure qu'un courtisan poli, qu'une jeune princesse, ne mettent dans leurs discours que de la simplicité et de la grâce ; mais il me semble que certains héros étrangers, des Asiatiques, des Américains, des Turcs, peuvent parler sur un ton plus fier, plus sublime : « *Major e longinquo* ». J'aime un langage hardi, métaphorique ; plein d'images, dans la bouche de Mahomet II. Ces idées superbes sont faites pour son caractère : c'est ainsi qu'il exprimait lui-même. Savez-vous bien qu'en entrant dans Sainte-Sophie, qu'il venait de changer en mosquée, il s'écria en vers persans qu'il composa sur-le-champ : « Le palais impérial est tombé : les oiseaux qui annoncent le carnage ont fait entendre leurs cris sur les tours de Constantin ! »

C'est déjà romantique : nous voyons là le style qu'emploiera sérieusement Chateaubriand, quand il voudra faire de la couleur orientale. Il apparaît bien dans ce passage que même Voltaire, si classique de goût, aspirait à une hardiesse d'expression plus grande que ne le permettait le goût classique. L'influence de l'Orient favorise ces hardiesses et ouvre un champ nouveau à l'imagination.

D.

Histoire intérieure de la France depuis 1870

Cours de M. CHARLES SEIGNOBOS,

Professeur à l'Université de Paris.

Situation des partis en 1870. — Formation du gouvernement légal de l'Assemblée nationale.

Nous avons vu, la dernière fois, ce qu'étaient les conditions générales du travail historique pour la période contemporaine de l'histoire de France : elles sont tout à fait exceptionnelles ; il existe très peu de documents confidentiels ; il n'y en a pas d'inédits ; les documents officiels forment une masse énorme et confuse ; les travaux déjà écrits sur cette période sont faits sans aucune méthode. Nous aborderons, aujourd'hui l'exposé même des faits et nous commencerons par l'histoire du gouvernement central, par l'histoire politique.

Nous allons d'abord faire l'histoire de la longue crise politique qui va de 1870 à 1875, crise d'où sont sortis le régime actuel et le groupement actuel des partis.

Quel est l'état politique de la France au début de cette crise ? D'une part le gouvernement impérial, qui était le gouvernement légal, a disparu, le 4 septembre 1870, en même temps que disparaissait l'armée sur laquelle il s'appuyait. A sa place s'est installé un gouvernement provisoire, formé avant tout pour diriger la guerre et qui a pris le titre de gouvernement de la Défense nationale. Toutefois, le régime nouveau a déjà pris le titre de République. Le gouvernement de la Défense nationale représente la tradition républicaine et la résistance à l'invasion. D'un autre côté, la guerre n'a fait que consolider la division antérieure des partis.

Le personnel monarchique, en partie réconcilié avec l'Empire depuis que l'Empire est devenu constitutionnel, a été écarté ou s'est tenu à l'écart de la révolution du 4 septembre, à Paris. Mais, dans les départements, il a manifesté tout de suite une grande activité politique, en entrant en conflit avec la délégation de Tours et Gambetta. Ce conflit devient aigu au moment où Gambetta décide (25 décembre) la dissolution des conseils généraux.

Toute cette opposition se retrouve dans la correspondance de Gambetta avec les membres du gouvernement restés à Paris. Le 9 novembre, en réponse à un mémoire envoyé à la délégation sur l'état de l'opinion et des armées, Gambetta écrit : « Vous tracez le tableau de l'anarchie déchaînée sur la France... Vous parlez d'actes arbitraires, violents, que commettent nos agents. Vous parlez de dissolution sociale. Ce sont là de pures exagérations de langage. L'ordre le plus complet règne à Lyon, Marseille, Toulouse, Limoges, Bordeaux... Quand il a été pris des mesures excessives par nos agents sous la pression des populations, il m'a suffi de rappeler la règle et la loi, l'intérêt de la République, pour être obéi même des plus ardents... Cessez donc de prêter l'oreille aux personnes étrangères au parti républicain et reconnaissez avec moi la magnanimité de ce parti même, qui, après avoir subi vingt ans de proscription et de misère, ne se laisse aller à aucun mouvement de colère ni de représailles contre ceux qui cependant jouissent encore de positions créées par l'Empire. » — Le 14 décembre, il écrit : « Le gouvernement n'est entravé que par ses fonctionnaires ». — Le 20 décembre, il demande à « balayer impitoyablement toutes les créatures de la Monarchie déchue, qui sont restées à leur poste et qui conspirent ouvertement contre la République et le salut de la France. » — Le 3 janvier : « Le pays tout entier comprend et veut la guerre sans merci, même après la chute de Paris. La persistance avec laquelle M. Thiers et ses amis ont, depuis lors (depuis le 31 octobre), traité notre gouvernement d'usurpation, la guerre d'insensée, la prolongation de la résistance de criminelle, l'héroïsme de Paris de batailleries sans résultat... le dénigrement systématique de toutes les mesures politiques, financières et militaires de notre gouvernement... les prédictions les plus sinistres sur l'avenir de la France et l'impuissance du régime républicain : telles sont les pratiques familières aux serviteurs de la branche cadette. » — Enfin, le 27 janvier : « Je pense comme vous que, Paris succombant..., la France et la République n'en doivent continuer que plus énergiquement la lutte à mort où elles sont si glorieusement engagées contre les Césars de l'Allemagne. » Il déclare qu'il faut « poursuivre la guerre jusqu'à l'affranchissement, par la continuation pure et simple du régime actuel ». L'ancien personnel monarchiste, au contraire, demande avec Thiers un armistice, des élections, la fin de la guerre et la substitution définitive d'un régime légal au régime du gouvernement de la Défense nationale. Il comprend surtout d'anciens orléanistes libéraux, parlementaires et catholiques.

Quant au personnel républicain, il a pris le gouvernement ; mais la division antérieure au 4 septembre persiste entre le groupe de la gauche ouverte avec Picard et le groupe radical avec Gambetta ; cette division a été masquée par l'entente nécessaire contre l'ennemi et aussi grâce à des personnages intermédiaires, comme Jules Ferry, Garnier-Pagès, Arago ; mais elle s'accroît lors de la séparation du gouvernement, après le départ de Gambetta pour la province, en deux groupes qui vont suivre une politique différente.

Il y a, enfin, un personnel révolutionnaire à Paris et dans quelques grandes villes qui a déjà rompu avec les élus républicains avant le 4 septembre. La rupture est devenue plus aiguë pendant le siège ; il y a eu une tentative d'insurrection, le 31 octobre. Les révolutionnaires demandaient deux choses : une conduite plus énergique de la guerre, des opérations offensives et l'élection d'une Commune. Parmi ces révolutionnaires, on trouvait quelques anciens révolutionnaires de 1848 : Blanqui, Delescluze, Pyat ; des révolutionnaires de la fin de l'Empire : journalistes, orateurs de réunions publiques, admirateurs de 1793, hébertistes, enfin des ouvriers entrés dans le mouvement de réforme de la condition des salariés groupés dans l'Internationale. Pendant le siège enfin, les comités de gardes nationaux ont commencé à se fédérer, avec un comité central et un personnel d'officiers de garde nationale élus, connus dans leur quartier seulement. Tous ces gens-là sont hostiles au gouvernement de la Défense nationale ; mais ils ne sont pas absolument décidés à l'insurrection.

Tant que dura la guerre, l'équilibre subsista entre ces différents partis. Mais, avec la fin du siège de Paris, cet équilibre fut rompu et cette rupture amena une crise qui aboutit à la création de deux gouvernements hostiles : le gouvernement légal de la France et le gouvernement insurrectionnel de Paris. Cette crise va du 27 janvier au 28 mars 1871. Nous allons étudier, aujourd'hui, la formation du gouvernement légal.

Nous avons, sur cette période, beaucoup de documents excellents ; ce sont des documents officiels : décrets, proclamations, débats de l'Assemblée, surtout les enquêtes : *Enquête sur l'insurrection du 18 mars 1871*, *Enquête sur les actes du gouvernement de la Défense nationale*. Cette dernière surtout est très intéressante, parce qu'elle reproduit les déclarations et les récits de nombreux témoins et des dépêches du gouvernement. — On peut aussi consulter les journaux et les mémoires : *Pour la vérité et pour la justice*, par le général Trochu (Paris, 1873) ; Jules Simon,

Souvenirs du 4 septembre ; les mémoires de Jules Favre. Les plus importants sont ceux de Jules Simon. Enfin, il y a les récits de journalistes, comme Claretie, C. Mendès, Picard, Pelletan, et ceux de différents membres de la Commune, sur lesquels nous reviendrons.

Les travaux sont nombreux surtout sur la Commune : Claretie, *Histoire de la Révolution de 1870-71* ; Maxime du Camp, *Les Convulsions de Paris* (4 vol.) ; Arnould, *Histoire de la Commune* (3 vol., 1878) ; Lissagaray, *Histoire de la Commune* ; Dubreuilh, *La Commune*. — Mais, sur la crise qui va du 27 janvier au 28 mars, il n'y a que les ouvrages d'ensemble sur l'histoire de France depuis 1870 : ceux de Denis, Zévort, Hanotaux, et l'*Histoire du mouvement social* de G. Weill.

Les détails épisodiques et les traits de mœurs se rapportant à ce moment de notre histoire, qui nous ont été rapportés, sont innombrables. Nous les négligerons dans notre étude pour ne nous occuper que de la marche générale du mouvement.

Le gouvernement légal avait cessé d'exister le 4 septembre. Mais le gouvernement révolutionnaire s'était lui-même déclaré provisoire, comme en 1848, en attendant la réunion d'une assemblée élue représentant légalement le peuple et souveraine. Nous allons étudier, successivement, l'histoire de la convocation de l'Assemblée et l'organisation du gouvernement légal par cette Assemblée.

I. — Convocation de l'Assemblée. — Cette convocation, d'abord considérée comme prochaine, avait été remise pour des motifs militaires. Mais l'échéance arriva avec la capitulation de Paris, où se trouvait le gouvernement. Le gouvernement, en effet, traita non seulement pour Paris, mais pour toute la France. On adopta pour ce traité la forme provisoire d'un armistice ; mais cet armistice contenait déjà une clause qui décidait définitivement du régime de la France. Jusque-là ce régime avait dépendu exclusivement de la force : force du gouvernement dans Paris contre les partisans d'une Commune et force du gouvernement prussien. Il dépendait, en effet, de ce dernier de choisir entre les gouvernements et d'imposer son choix. D'abord il hésita et négocia avec le gouvernement déchu, l'Impératrice et Bazaine ; puis la question sembla résolue par la capitulation de l'armée de Metz. Cependant, le 26 janvier, Bismark menace encore de négocier avec l'ancien gouvernement. L'armistice décide définitivement de la question : le gouvernement allemand reconnaît la révolution ; le gouvernement de la Défense nationale se retire devant l'Assemblée chargée de traiter avec l'Allemagne et d'organiser le régime légal.

Mais la convocation de cette assemblée provoque un conflit, une scission dans le personnel du gouvernement révolutionnaire, entre le gouvernement de Paris et la délégation de Gambetta. Le gouvernement de Paris regarde la guerre comme finie et veut laisser le choix aux électeurs entièrement libres. Gambetta ne reconnaît pas le droit au gouvernement de Paris de traiter pour toute la France ; il veut continuer la guerre et limiter le droit des électeurs. Le 31 janvier, par décret, il déclare inéligible l'ancien personnel de l'Empire. Le conflit commence par une lettre que Gambetta envoie au gouvernement, en même temps qu'il fait adresser une circulaire aux préfets et publie une proclamation belliqueuse. Le gouvernement décide alors d'envoyer en province un délégué avec pouvoirs supérieurs pour rappeler à Gambetta que son pouvoir est subordonné. Ce délégué est Jules Simon. Nous connaissons les délibérations du gouvernement de Paris qui ont précédé le départ de Jules Simon ; elles montrent combien les dissentiments étaient profonds. Picard demande que J. Simon parte avec le décret de révocation de Gambetta comme ministre de l'intérieur et de la guerre, afin d'en faire usage au besoin ; le gouvernement envisage l'éventualité d'une résistance ouverte de Gambetta et de ses partisans ; la question même se pose un moment : faut-il arrêter Gambetta ? Aussitôt arrivé à Bordeaux, J. Simon entre en conflit aigu avec lui et annule son décret du 31 janvier. Gambetta démissionne. Ainsi devient définitive et ouverte la rupture dans le personnel républicain. C'est là l'origine de la division du parti en deux groupes : gauche et extrême gauche radicale, qui a duré jusqu'en 1881 et dont il reste même encore des traces dans la division des groupes au Sénat.

La fraction de gauche, restée seule au pouvoir, abandonne Paris, en y laissant Ferry comme maire, Picard comme ministre de l'intérieur, et deux généraux. Elle s'occupe de faire les élections ; mais elle n'a pas le temps de créer un régime nouveau, et se borne à reprendre le régime existant avant le coup d'Etat de 1851 : il y aura donc une Assemblée législative élue au scrutin de liste par département, sans deuxième tour de scrutin. L'Assemblée devra compter le même nombre de députés qu'en 1849, c'est-à-dire 750 députés, 768 avec les députés des colonies ; le vote aura lieu au canton, malgré les protestations des conservateurs, qui demandent le vote à la commune.

Les élections furent improvisées. Dans la partie envahie et occupée par les troupes allemandes, il n'y eut pas de réunions. Dans la partie restée libre, des comités se formèrent, qui avaient

été préparés avant l'armistice ; mais ils sont mal connus. La position de la question semble également avoir été différente suivant les régions. Dans les pays occupés, les élections paraissent avoir eu le caractère d'une protestation nationale ; les électeurs, très peu nombreux, votèrent pour des listes comprenant les notables républicains du pays. Dans les autres départements, la question est posée par la proclamation de Gambetta et la circulaire aux préfets, qui déclaraient que ce qu'il fallait à la France, c'était une Assemblée voulant la guerre à outrance, « une Assemblée vraiment nationale, républicaine..., capable de vouloir la guerre ». C'est ainsi que la liste du gouvernement, la liste républicaine, composée pour la plupart d'anciens opposants au plébiscite, apparut comme la liste de la guerre. La liste d'opposition, coalition différente, suivant les départements, des adversaires du gouvernement provisoire : légitimistes, orléanistes et même quelques républicains, fut au contraire considérée comme la liste de la paix. On y retrouvait la plus grande partie du personnel d'opposition libérale et catholique à l'Empire ; ces listes d'opposition comprenaient aussi beaucoup d'hommes en dehors de la politique, de vieux légitimistes inconnus du public. Très peu d'anciens impérialistes osèrent se présenter et furent élus.

Les élections se firent le même jour dans toute la France, le 8 février. Il y eut très peu de troubles. Comme il faisait beau, ce jour-là, les paysans se rendirent en bandes au chef-lieu de canton. Il y eut une proportion énorme de non-votants : la plupart des hommes jusqu'à quarante ans étaient absents ; il manquait 420.000 prisonniers, 90.000 hommes qui se trouvaient en Suisse, 150.000 tués, malades ou blessés. Quant aux mobiles et aux mobilisés, ils votèrent où ils se trouvaient ; mais, étant hors de leur pays, ils ne connaissaient pas les candidats, ignoraient même souvent les noms de ceux qui se présentaient ; très peu votèrent ; quand ils le firent, beaucoup de leurs voix s'égarèrent et influencèrent très peu le résultat définitif. Les résultats furent proclamés à la hâte ; les commissions de recensement proclamèrent les élus dans quelques endroits, sans connaître absolument tous les résultats. On était pressé par la convocation à Bordeaux. Plusieurs départements n'envoyèrent pas de procès-verbaux ; au moment de la vérification, on se contenta d'une simple déclaration des élus. La répartition des partis dans les différentes régions n'a pas été étudiée. En gros, l'Est, le Sud-Est et Paris élurent des républicains ; dans le reste de la France, les élus furent des opposants, surtout monarchistes ; il n'est pas facile de distinguer les fractions d'ordinaire mélangées des orléa-

nistes et des légitimistes. Les quelques impérialistes élus le furent en Corse, en Charente et dans le Sud-Ouest.

Il y eut un total de 630 députés élus et beaucoup d'élections multiples : c'est ainsi que Thiers fut élu dans vingt-six départements, Gambetta dans neuf, Trochu dans huit. La répartition entre les partis n'est pas tout à fait nette. En gros, on peut donner les chiffres suivants : 200 républicains (divisés par moitié à peu près en radicaux et en modérés), environ 400 monarchistes (partagés eux aussi d'une façon à peu près égale entre légitimistes et orléanistes), enfin une trentaine de bonapartistes. Il y avait parmi ces 630 députés beaucoup d'inconnus. M. Hanotaux donne d'une façon assez exacte la physionomie de cette assemblée. C'étaient « des hommes de principes plus que des hommes d'affaires » ; ils avaient « des idées préconçues et peu d'expérience pratique » ; on comptait parmi eux « quelques têtes éminentes, beaucoup de rares esprits et pour la grande masse de braves gens ». Un fait à noter : l'Assemblée nationale comprenait 200 nobles, proportion unique dans toute l'histoire de France, et seulement trois ecclésiastiques.

II. — Organisation du gouvernement légal par l'Assemblée. — Le premier devoir de l'Assemblée était d'organiser un gouvernement légal, sinon définitif, à la place du gouvernement révolutionnaire de la Défense nationale. Il fallait, en effet, un gouvernement pour traiter avec l'Allemagne et maintenir l'ordre dans le pays. Aussitôt réunie à Bordeaux, l'Assemblée décida de créer un gouvernement provisoire. — Cette solution était inévitable, la majorité monarchiste, divisée en légitimistes et orléanistes, n'étant pas d'accord sur le choix du roi. — Elle déclara réserver « la décision que la France prendrait sur la forme définitive du gouvernement et se borna à élire un *chef du pouvoir exécutif*. Un homme était imposé par les circonstances, c'était Thiers, très populaire parce qu'il avait combattu la guerre, et qui avait été élu dans vingt-six départements : ce fut lui qu'on nomma. La plus grande partie de l'Assemblée comprenait des libéraux parlementaires ; aussi le gouvernement qu'elle constitua fut-il un gouvernement parlementaire. Le chef du pouvoir exécutif choisit et préside ses ministres ; mais il exerce son pouvoir sous l'autorité et le contrôle de l'Assemblée. Le régime nouveau ne reçut pas de titre définitif ; cependant, comme la République avait été proclamée le 4 septembre et existait en fait, et aussi pour créer une unanimité au moins provisoire dans l'Assemblée, on conserva le mot de République. Sur la désignation de Thiers, ce fut Grévy, un vieux républicain, qui, par 519 voix sur 536 votants, fut élu

président de l'Assemblée. Il avait été hostile au gouvernement de la Défense nationale et avait protesté contre la dictature de Tours et de Bordeaux. Tout le reste du bureau était composé de monarchistes, sauf un secrétaire sur neuf qui était républicain.

Le gouvernement ainsi constitué fut reconnu par les gouvernements étrangers. Thiers forma un ministère personnel avec des républicains de droite et indiqua ses intentions par un message et un discours ; il n'avait qu'un programme : la réorganisation matérielle et morale de la France.

L'Assemblée, ayant créé un gouvernement provisoire, règle la question de la paix. Elle fait faire une enquête sur les conditions où se trouverait la France en cas de reprise de la guerre : le rapport déclare que tout effort nouveau est impossible. D'autre part, pour faire la paix, il y a une difficulté de principe à régler. Le gouvernement allemand exige une cession de territoire. Les députés des départements menacés présentent une protestation, et déclarent qu'on n'a pas le droit de disposer des populations, sans leur consentement. Mais Thiers pose la question sur le terrain pratique et montre que la cession est inévitable, si l'on veut faire la paix. Les préliminaires sont rédigés à Versailles ; les questions de Belfort, de l'entrée des Allemands à Paris, réglées, ils sont signés le 26 février. L'Assemblée les discute le 28 au soir et le 1^{er} mars. Cette discussion donne à l'Assemblée l'occasion d'une manifestation contre l'Empire. Un député bonapartiste ayant déclaré que jamais l'empereur n'aurait signé un pareil traité, l'Assemblée déclare la dynastie napoléonienne définitivement déchue. Elle vote ensuite l'acceptation du traité. La ratification arrête l'entrée des Allemands à Paris. Elle entraîne aussi la démission des députés des départements annexés, de Gambetta et de quelques républicains.

Reste à résoudre un groupe de questions qui intéressent directement le peuple de Paris. La ville est abandonnée par le gouvernement et se trouve dans des conditions exceptionnelles. Le siège a arrêté le travail et les affaires. On a été obligé de recourir à des mesures d'exception. Depuis le 15 août, le paiement des échéances et des loyers a été suspendu. Pour nourrir les ouvriers, on a donné aux gardes nationaux une solde de 1 fr. 50 par jour. Pour beaucoup, c'est encore le seul moyen d'existence. La vie régulière n'a pas repris et la population parisienne demande la prolongation du régime existant. Cette question se combine avec deux autres questions politiques : faut-il laisser Paris, au point de vue administratif, sous un régime d'exception, ou bien faut-il lui accorder une Commune élue ? D'autre part, où

faut-il établir d'une façon définitive le siège du gouvernement? Déjà un décret avait, le 15 février, restreint aux gardes nationaux indigents l'allocation de 1 fr. 80 par jour. Le 10 mars, l'Assemblée déclare exigibles les échéances et les intérêts. Le 10 mars, elle discute aussi pour savoir où doit être établi le siège du gouvernement: on propose Paris, Fontainebleau, Bourges. Thiers fait adopter Versailles. En même temps, il profite de l'occasion pour préciser le caractère du régime établi. Dans son discours du 10 mars il déclare: « Nous ne nous occuperons que de la réorganisation du pays... Lorsque le pays sera réorganisé, nous viendrons vous dire: c'est le moment de lui donner sa forme définitive. » C'est cet engagement de neutralité à l'égard des divers partis qui constitue « le pacte de Bordeaux ». Le 11 mars, l'Assemblée tient à Bordeaux sa dernière séance et décide de se réunir à Versailles le 20 mars. Le 15, Thiers arrive à Paris.

Le gouvernement légal est établi.

E. M.

Bibliographie

GUSTAVE LANSON : **Manuel bibliographique de la littérature française moderne** (I, xvi^e siècle), Hachette.

Enfin les élèves de nos Facultés — et leurs professeurs — ont l'« outil » qui leur était indispensable pour leurs travaux et dont ils devaient, jusqu'à ce jour, se passer tant bien que mal, mais plutôt mal. Au sortir du lycée, un étudiant ne sait pas quels « sont les matériaux de l'histoire littéraire » ni « comment on se fabrique une connaissance de première main » : le but de l'enseignement secondaire, d'ailleurs, n'est pas, à proprement parler, de le lui apprendre, car le lycée ne saurait devenir sans danger une « école professionnelle » de critiques ou d'historiens littéraires. Il faut pourtant que les jeunes gens des Facultés reçoivent et se donnent cette initiation indispensable. Ils la recevaient et ils se la donnaient fragmentaire, décousue, incomplète, au hasard des programmes ou des spécialités du professeur. Dans l'ouvrage de M. Lanson, ils la trouveront désormais toute préparée, adaptée à leurs besoins comme à leurs connaissances. Dès maintenant — à plus forte raison quand il sera complété et tenu au courant, j'espère, par des suppléments — le *Manuel bibliographique* de M. Lanson doit être le livre de chevet de tout étudiant en littérature française, et il est des étudiants de tout âge, ou, pour mieux dire, on ne cesse jamais d'être « étudiant ».

G. MICHAUT.

*
* *

PIERRE-MAURICE MASSON, *Professeur de littérature française à l'Université de Fribourg (Suisse)* : **M^{me} de Tencin**, Hachette.

Voilà un livre du plus vif intérêt, vivant comme un roman, érudit comme une histoire, qui nous fait pénétrer dans la vie intime du xviii^e siècle (elle n'est pas édifiante), nous révèle les intrigues politiques du gouvernement et de la cour (elles ne le sont pas davantage), et nous montre comment une aventurière dissolue, défroquée, avide d'argent et de pouvoir, mais intelligente, habile, persévérante et obstinée, put faire figure et jouer un rôle important. Rien n'est plus curieux et rien ne peint mieux une époque que cette fortune de « la Tencin », que nous nommons si respectueusement la marquise de Tencin.

De l'étude fort intéressante de l'œuvre littéraire qu'elle a laissée,

je ne veux retenir ici qu'un trait : M. Masson fait bien ressortir le contraste étrange du style de ses romans écrits pour l'impression et du style de ses lettres. Autant le *Comte de Comminges* s'exprime en phrases décolorées, d'une élégance banale et d'une finesse terne, autant les lettres sont expressives, imagées, « d'une couleur crue, d'un relief trop accusé, presque brutal ». On aperçoit là de la façon la plus nette comment la littérature au XVIII^e siècle, par scrupule exagéré, par traditionalisme excessif, par l'influence prédominante des « modèles » reçus, se fige, s'écarte de la réalité et de la vie. Cela fait comprendre aussi comment devait, un jour, se produire la réaction du romantisme.

G. MICHAUT.

..

MOUSSARD et SCHUEHMACHER. — **Guide du voyageur dans les pays de langue allemande**, librairie Vuibert et Nony, 1 vol., 2 fr. 50.

Ce livre s'adresse aux personnes qui veulent pénétrer dans la vie intime des peuples étrangers et en étudier les mœurs, les coutumes et les institutions.

Si le voyageur est étudiant, par exemple, il lui sera de la plus grande utilité de connaître les programmes, les cours et le caractère des établissements d'instruction étrangers ; s'il est commerçant ou industriel, il désirera avoir un aperçu de l'organisation économique de ses rivaux ; enfin, s'il voyage dans le simple but de s'instruire, il voudra lire les journaux, afin d'être au courant de la politique et des questions à l'ordre du jour.

Les renseignements sur la douane, la poste, la monnaie, le change, seront utiles à tous, et les touristes apprécieront particulièrement le chapitre des sports.

Ce guide a encore pour but de faire connaître aux voyageurs de toutes les conditions sociales les diverses ressources matérielles qu'offrent la Suisse, l'Allemagne et l'Autriche. Les Français verront qu'on peut voyager très facilement dans ces pays grâce aux tarifs de chemin de fer (toutes les combinaisons ont été indiquées) et à une organisation hôtelière admirablement adaptée aux besoins de tous.

Toutes ces indications leur permettront d'éviter, dans la mesure du possible, mille petits désagréments qui diminuent singulièrement le charme des excursions en pays étranger.

En un mot, on a consigné dans cet ouvrage tout ce qui peut être d'une utilité quelconque aux voyageurs.

Sujets de compositions

UNIVERSITÉ DE RENNES

Dissertation allemande.

1. Bürgers Auffassung des Volkstümlichen (Theorie und Ausführung).
2. Schiller als Balladendichter.
3. H. Heines Symbolik in der romantischen Schule.

Dissertation anglaise.

1. The « Metaphysical » School of Poetry. Name its chief representatives, and give a short account of their works.
2. Sir Philipp Sidney and Platonism.
3. Subjects, aim, and Style of Wordsworth's poetry.

Thème anglais.

C'est dans la jeunesse qu'il faut apprendre à lire les Anciens. Alors la page de l'esprit est toute blanche et la mémoire boit avidement tout ce qu'on y verse. Plus tard, la place est occupée ; les affaires, les soucis, les soins de chaque jour, la remplissent, et il n'y a plus guère moyen qu'avec un trop grand effort de repousser la vie présente qui nous envahit de tous côtés et qui nous déborde, pour aller se reporter en idée à trois mille ans en arrière. Et encore, pour y revenir, quand on sait les chemins, quelle préparation est nécessaire ! Que de conditions pour arriver à goûter de nouveau ce qu'on a senti une fois ! Après quelques années d'interruption, essayez un peu et vous verrez la difficulté. Il est besoin auparavant de se recueillir, de s'isoler de la vie qui fait bruit et de lui fermer la porte, de faire comme on faisait autrefois quand on voulait s'approcher des mystères, de prendre toute une semaine de retraite, de demi-ombre et de silence, de mettre son esprit au régime des ablutions et de le servir de la nourriture moderne. Soyez sobre, soyez à jeun ; n'allez pas lire tous les journaux dès le matin.

Dans le tourbillon accéléré qui entraîne le monde et les sociétés modernes, tout change, tout s'agrandit et se modifie incessamment. Des formes nouvelles de talents se produisent chaque jour ; toutes les règles d'après lesquelles on s'était accoutumé à juger les choses mêmes de l'esprit sont déjouées ; l'étonnement est devenu une habitude ; nous marchons de monstres en monstres.

SAINTE-BEUVE.

Littérature grecque.

1. Les *Travaux et Jours*.
2. La parabase des *Nuées* (510-626).
3. Le style de Lysias.

Grammaire historique du français.**I**

1. Traduire en français moderne le passage suivant de la *Chanson de Roland*, et commenter les mots soulignés.

Halt sunt li *pui* et li val tenebrus,
 Les roses bises, li *destreit* merveillus.
 Lo jurn passerent Franceis a grant dultur :
 De quinze liues en ot hum la rumeur.
 Puis que il viennent a la Tere Majur,
 Virent Guascuigne, la tere lur seignur.
 Donc lur remembret des fleus e des honors
 E des pulceles e des *gentilz* uixurs :
 Cel n'en i ad ki de pitiet ne *plurt*.
 Sur tuz les altres est Carles anguissus :
 As porz d'Espagne ad laissiet sun nevud.
 Pitiet l'en prent, ne puet *muder* n'en *plurt*.

2. Décliner, sans explication, les mots : *vif*, *charn*, *nul*, *baron*, *compagnon*, *meillor*, *neveu*, *mon* (adj. poss.).

3. Expliquer la tournure par *de* annonçant l'infinitif (je crains *de* parler).

II

1. Histoire de la conjugaison de *dire*, au présent de l'indicatif et du subjonctif et au parfait défini.

2. Du rôle de la métaphore dans la vie des mots. Donner quelques exemples.

3. Commenter ce vers de *Patelin* : « Qui me payast, je m'en allasse. »

III

1. Rabelais, *Garg.*, xxix : « La ferveur de tes estudes requeroit que de long temps ne te revocasse de cestuy philosophique repos, si la confiance de nos amis et anciens confederés n'eust de present frustré la seureté de ma vieillesse. Mais, puis que telle est ceste fatale destinée que par iceux sois inquieté esquelz plus je

me reposois, forcé m'est te rappeler au subside des gens et biens qui te sont par droict naturel affiés. »

Vous ferez tous les commentaires que vous paraîtra comporter cette phrase de Rabelais au point de vue de la morphologie, de la syntaxe, du sens des mots, etc., en négligeant les particularités purement orthographiques.

2. Expliquer les étymologies des mots suivants : âme, — chercher, — froisser, — coulisse, — croisade, — prier, — loisir, — sauvage, — larcin, — raide.

3. Conjuguer, sans explication, le présent de l'indicatif du verbe *mourir* en ancien français.

Institutions grecques et romaines.

1. Déterminer le sens du terme *provincia*.
2. Des revenus de l'Etat romain : charges pesant sur les citoyens et sur les pérégrins.
3. Les institutions de l'Egypte sous les Lagides.

Dissertation latine.

1. Quaeritur quatenus fides adhibenda sit Tacito res hominesque judicanti.
2. Ostendes quoniam modo latinis litteris profuerit nocueritve recitationum consuetudo.
2. Quaeritur quoniam modo intelligenda sit ea quae a Petronio laudatur Horatii curiosa felicitas.

Littérature latine.

1. Parmi les poètes élégiaques, quel est celui que vous préférez ?
2. Que reprochait-on à Térence ? Comment présentait-il son apologie dans ses Prologues ?
3. Les qualités et les défauts de Tite-Live, au point de vue de la critique historique.

Thème grec.

Nous dirons que, dans les autres villes, les philosophes sont excusables de ne pas participer aux charges publiques ; mais nous vous avons formés pour nous et pour le reste de la ville, afin que vous soyez comme dans une ruche, chefs et rois, vous qui avez été instruits mieux et plus parfaitement que le commun des citoyens et qui êtes plus capables de prendre part à la fois à la philosophie et à la politique. Et c'est ainsi que la ville sera gouvernée

dans notre intérêt et le vôtre, que ce ne sera pas un rêve comme dans la plupart des cités où les habitants combattent pour des ombres les uns contre les autres, afin d'exercer le pouvoir, qu'ils regardent comme un grand bien. Mais la vérité est que dans une ville où ceux qui doivent commander ne sont guère désireux d'avoir l'autorité, il arrive nécessairement que le gouvernement est excellent et paisible, et que c'est le contraire là où les gouvernants ont des idées contraires à celles-là.

Composition française.

(LANGUES ET LITTÉRATURES CLASSIQUES.)

RONSARD, *Sonnet sur la mort de Marie.*

Comme on voit sur la branche, au mois de mai, la rose
En sa belle jeunesse, en sa première fleur,
Rendre le ciel jaloux de sa vive couleur
Quand l'aube de ses pleurs, au point du jour, l'arrose ;
La grâce dans sa feuille et l'amour se repose,
Embaumant les jardins et les arbres d'odeur ;
Mais, battue ou de pluie ou d'excessive ardeur,
Languissante, elle meurt, feuille à feuille décroît :
Ainsi, en ta première et jeune nouveauté,
Quand la terre et le ciel honoraient ta beauté,
La Parque t'a tuée, et cendre tu reposes.
Pour obsèques reçois mes larmes et mes pleurs,
Ce vase plein de lait, ce panier plein de fleurs,
Afin que, vif et mort, ton corps ne soit que roses.

Caractériser, d'après ce sonnet, la poésie ronsardienne, en insistant comme il convient sur l'harmonie des vers, le choix des images et des sons.

Version grecque

AVEC COMMENTAIRE LITTÉRAIRE ET GRAMMATICAL.

Iliade, XV, 484-500.

Version latine

AVEC COMMENTAIRE LITTÉRAIRE ET GRAMMATICAL.

Num alio genere Furiarum declamatores inquietantur qui clamant : haec vulnera pro libertate publica excepi, hunc oculum pro vobis impendi ; date mihi ducem qui me ducat ad liberos meos, nam succisi poplites membra non sustinent. Haec ipsa tolerabilia essent si ad eloquentiam ituris viam facerent ; nunc et re-

rum tumore, et sententiarum vanissimo strepitu hoc unum proficiunt ut, cum in forum venerint, putent se in alium terrarum orbem delatos. Et ideo ego adolescentulos existimo in scholis stultissimos fieri quia nihil ex iis quae in usu habemus aut audiunt, aut vident, sed piratas cum catenis in littore stantes, et tyrannos edicta scribentes quibus imperent filiis ut patrum suorum capita praecidant, sed responsa in pestilentia data ut virgines tres aut plures immolentur, sed mellitos verborum globulos, et omnia dicta factaque quasi papavere et sesamo sparsa. Qui inter haec nutriuntur non magis sapere possunt quam bene olere qui in culina habitant. Minimum vero in his exercitationibus doctores peccant, qui necesse habent cum insanientibus furere. Nam ni dixerint quae adolescentuli probent, ut ait Cicero « soli in scholis relinquentur » ; sicut ficti adulescentes, cum coenas captant, nihil prius meditantur quam quod putant gratissimum auditoribus fore (nec enim aliter impetrabunt quod petunt nisi quasdam insidias auribus fecerint) sic eloquentiae magister nisi, tanquam piscator, eam imposuerit hamis escam quam scierit appetituros esse pisciculos, sine spe praedae moratur in scopulo. Quid ergo est? Parentes objurgatione digni sunt qui nolunt liberos suos severa lege proficere. Primum enim, sicut omnia, spes quoque suas ambitioni donant; deinde, cum ad vota properant, cruda adhuc studia in forum propellunt, et eloquentiam, qua nihil esse majus confitentur, pueris induunt adhuc nascentibus.

(*T. Petronii Arbitri satyricon.*)

Version latine (*Histoire et langues vivantes*).

Caesar, omnibus rebus relictis, persequendum sibi Pompeium existimavit, quascumque in partes se ex fuga recepisset, ne rursus copias comparare alias et bellum renovare posset, et quantumcumque itineris equitatu efficere poterat cotidie progrediebatur legionemque unam minoribus itineribus subsequi jussit. Erat edictum Pompei nomine Amphipoli propositum, uti omnes ejus provinciae juniores, Graeci civesque Romani, jurandi causa convenirent. Sed utrum avertendae suspicionis causa Pompeius proposuisset, ut quam diutissime longioris fugae consilium occultaret, an novis delectibus, si nemo premeret, Macedoniam tenere conaretur, existimari non poterat. Ipse ad ancoram una nocte constitit et, vocatis ad se Amphipoli hospitibus, et pecunia ad necessarios sumptus corrogata, cognito Caesaris adventu, ex eo loco discessit, et Mitylenas paucis diebus venit. Biduum tempestate retentus, navibusque aliis additis actuariis, in Ciliciam atque inde Cyprum pervenit. Ibi cognoscit consensu omnium An-

tiochensium civiumque Romanorum, qui illic negociarentur, ar-
cem captam esse, excludendi sui causa, nuntiosque dimissos ad
eos, qui se ex fuga in finitimas civitates recepisse dicerentur, ne
Antiochiam adirent : id si fecissent, magno eorum capitis periculo
futurum. Idem hoc L. Lentulo, qui superiore anno consul fuerat,
et P. Lentulo consulari ac nonnullis aliis aciderat Rhodi ; qui cum
ex fuga Pompeium sequerentur atque in insulam venissent, op-
pido ac portu recepti non erant, missisque ad eos nuntiis, ut ex
his locis discederent, contra voluntatem suam naves solverunt.

(CAESAR, *De Bello civili*, III, 402).

Version latine (Philosophie).

Quaecumque homines homini tribuunt ad eum augendum atque
honestandum, aut benivolentiae gratia faciunt, cum aliqua de
causa quempiam diligunt, aut honoris, si cujus virtutem suspi-
ciunt, quemque dignum fortuna quam amplissima putant, aut cui
fidem habent et bene rebus suis consulere arbitrantur, aut cujus
opes metuunt, aut contra, a quibus aliquid expectant, ut cum
reges popularesve homines largitiones aliquas proponunt aut
postremo pretio ac mercede ducuntur, quae sordidissima est illa
quidem ratio et inquinatissima et iis qui ea tenentur, et illis qui
ad eam confugere conantur : male enim se res habet, cum, quod
virtute effici debet, id tentatur pecunia. Sed quoniam nonnun-
quam hoc subsidium necessarium est, quem ad modum sit uten-
dum eo dicemus, si prius iis de rebus quae virtuti propiores sunt
dixerimus. Atque etiam subjiciunt se homines imperio alterius et
potestati de causis pluribus. Ducuntur enim aut benivolentia aut
beneficiorum magnitudine aut dignitatis praestantia aut spe sibi
id utile futurum aut metu, ne vi parere cogantur, aut spe largi-
tionis promissisque capti aut postremo, ut saepe in nostra repu-
blica videmus, mercede conducti. Omnium autem rerum nec ap-
tius est quicquam ad opes tuendas ac tenendas quam diligere nec
alienius quam timeri. Praeclare enim Ennius :

Quem metuunt oderunt ; quem quisque odit, periisse expetit.

Composition d'histoire.

HISTOIRE ANCIENNE

La conquête de la Grèce par Rome.

HISTOIRE DU MOYEN AGE

L'Université de Paris du xiii^e au xv^e siècle.

HISTOIRE MODERNE

Charles-Quint et la Réforme en Allemagne.

HISTOIRE CONTEMPORAINE

Les lois scolaires en France, de 1815 à 1870.

Géographie physique générale.

Quelles sont les particularités propres au climat des montagnes?

Epreuve pratique de cartographie.

Lire la feuille n° 134 (Issoudun) de la carte de l'état-major et la feuille n° 134 (Issoudun) de la carte géologique détaillée à 1/80.000^e.

1. Indiquer, d'après la carte géologique, quels sont les terrains qui affleurent et quelle est la pente générale des couches, quels bouleversements généraux et locaux elles ont subis.

2. Indiquer, plus particulièrement dans le quart S.-E. de la feuille de la carte de l'état-major, quels sont les traits les plus marquants du relief.

3. Indiquer le rapport qui existe entre ces traits du relief d'une part, la nature des roches et les bouleversements qu'elles ont subis d'autre part.

Histoire de la philosophie.

La théorie des idées chez Malebranche et Berkeley.

Composition à option (Pédagogie).

Faire l'application à la pédagogie de cette pensée de Kant : « Les intentions sans les concepts sont aveugles, les concepts sans les intentions sont vides. »

Dissertation philosophique.

1. Philosophie générale. — Montrer que la philosophie, telle que beaucoup (Herbert Spencer, par exemple) la conçoivent aujourd'hui, n'a pas d'objet spécial, qu'elle ne peut, par conséquent, être considérée comme une science particulière ayant sa place à côté des autres sciences.

2. Psychologie. — La nature des émotions.

3. Logique. — De l'esprit critique, entendu comme forme de l'esprit scientifique.

4. Morale. — Quelle transformation fait-on subir à la morale, lorsqu'au lieu de la concevoir comme la science de l'idéal, du droit ou du devoir *pur*, on y introduit la considération de la réalité historique et sociale, de ce que Renouvier appelle « la solidarité dans le mal, l'état de guerre » ?

Composition française

(SÉRIE LANGUES ET LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES)

Dans son poème intitulé *Milly ou la Terre natale*, Lamartine s'exprime ainsi :

Là mon cœur en tout lieu se retrouve lui-même,
 Tout s'y souvient de moi, tout m'y connaît, tout m'aime !
 Mon œil trouve un ami dans tout cet horizon ;
 Chaque arbre a son histoire et chaque pierre un nom.
 Qu'importe que ce nom, comme Thèbe ou Palmyre,
 Ne nous rappelle pas les fastes d'un empire,
 Le sang humain versé pour le choix des tyrans,
 Ou ces fléaux de Dieu que l'homme appelle grands ?
 Ce site où la pensée a rattaché sa trame,
 Ces lieux encor tout pleins des fastes de notre âme,
 Sont aussi grands pour nous que ces champs du destin
 Où naquit, où tomba quelque empire incertain :
 Rien n'est vil ! Rien n'est grand ! L'âme en est la mesure.
 Un cœur palpite au nom de quelque humble mesure,
 Et, sous les monuments des héros et des dieux,
 Le pasteur passe et siffle en détournant les yeux.

Commenter ce morceau au double point de vue : 1° du thème lyrique ; 2° de l'exécution (style et versification).

Thème anglais.

Les grands écrivains du siècle de Louis XIV avaient reçu du siècle précédent l'exemple d'étudier l'antiquité ; mais l'enthousiasme du goût remplaça pour eux l'idolâtrie de l'érudition. Elevés au milieu d'une civilisation qui s'épurait et s'ennoblissait chaque jour, ils ne se réfugiaient plus tout entiers dans les souvenirs et dans l'idiome des Romains, comme avaient fait autrefois quelques hommes supérieurs, lassés de la barbarie de leurs contemporains : ils étaient, au contraire, tous modernes par la pensée, tous animés des opinions, des idées de leur temps ; seulement leur imagination s'était enrichie des couleurs d'une autre époque, d'une civilisation, d'un culte, d'une vie différente des

temps modernes. Ils rapportaient de ce commerce avec les Hébreux, les Grecs, les Romains, quelque chose d'étrange, une grâce libre et fière qui se mêlait à l'originalité native de l'esprit français. Les diverses couleurs des différents âges de l'antiquité dominaient en eux, suivant l'inclination particulière du génie de chacun. Racine et Fénelon respiraient l'élégante pureté, la douce mélodie des plus beaux temps d'Athènes ; ils choisissaient même parmi les Grecs ; ils avaient le goût et l'âme de Virgile. Bossuet, d'un génie plus vaste et plus hardi, confondait la mâle simplicité d'Homère, la sublime ardeur des prophètes hébreux et l'imagination véhémence de ces orateurs chrétiens du quatrième siècle, dont la voix avait retenti au milieu de la chute des empires et dans le tumulte des sociétés mourantes. Massillon était inspiré par l'élégance et la majesté de la diction romaine dans le siècle d'Auguste. Fléchier imitait l'art savant des rhéteurs antiques.

VILLEMAIN.

Traduction et commentaire grammatical.

THE LAY OF THE BROWN ROSARY

I

« Onora, Onora, » — her mother is calling,
She sits at the lattice and hears the dew falling
Drop after drop from the sycamores laden
With dew as with blossom, and calls home the maiden,
« Night cometh, Onora. »

II

She looks down the garden-walk caverned with trees,
To the limes at the end where then green arbour is —
« Some sweet thought or orther may keep where it found her,
While, forgot or unseen in the dreamlight around her,
Night cometh — Onora ! »

III

She looks up the forest whose alleys shoot on
Like the mute minster-aisles when the anthem is done
And the choristers sitting with faces aslant
Feel the silence to consecrate more than the chant —
« Onora, Onora ! »

IV

And forward she looketh across the brown heath —
« Onora, art coming ? » — What is it she seeth ?

Nought, nought but the grey border-stone that is wist
 To dilate and assume a wila shape in the mist —
 « My daughter ! » Then over

V

The casement she leaneth, and as she doth so
 She is « ware of her little son playing below »
 « Now where is Onora ? » He hung down his head
 And spake not, then answering blushed scarlet-red, —
 « At the tryst with her lover. »

VI

But his mother was wroth : in a sternness quoth she,
 « As thou play'st at the ball art thou playing with me ?
 When we know that her lover to battle is gone,
 And the saints know above that she loveth but one
 And will ne 'er wed another ? »

VII

'Then the boy wept aloud ; 'twas a fair sight yet sad
 To see the tears run down the sweet blooms he had :
 He stamped with his foot, said — « The saints know I lied
 Because truth that is wicked is fittest to hide
 Must I utter it, mother ? »

VIII

In his vehement childhood he hurried within
 And knelt at her feet as in prayer against sin,
 But a child at a prayer never sobbeth as he —
 « Oh! she sits with the nun of the brown rosary,
 At nights in the ruin. —

IX

« The old convent ruin the ivy rots off,
 Where the owl hoots by day and the toad is sun-proof,
 Where no singing-birds build and the trees gaunt and gray
 As in stormy sea-coasts appear blasted one way —
 But is this the wind's doing?

Elisabeth BARRETT BROWNING.

Le gérant : E. FROMANTIN.

POITIERS. — SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE

REVUE HEBDOMADAIRE
DES
COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

Origines françaises du romantisme

Cours de M. ÉMILE FAGUET,

Professeur à l'Université de Paris.

L'égotisme avant et chez Rousseau.

Nous avons essayé de distinguer, dans la littérature romantique, un certain nombre de traits caractéristiques. A cette lumière, nous allons remonter le cours des temps et examiner les écrivains qui furent les initiateurs du romantisme, puisqu'on trouve chez eux ce que nous avons vu être les caractères spécifiques du romantisme.

Le premier nom qui nous attire est celui de Jean-Jacques Rousseau ; il n'y avait rien de plus prévu de vous-mêmes : aussi bien, ce nom s'est-il déjà souvent présenté à nous. Dans Jean-Jacques Rousseau, en effet, nous retrouverons tous ces traits que nous avons cru devoir distinguer, absolument tous ; comme aussi, du reste, chez ses successeurs, avec seulement des différences de degré ou de distribution. Chez Rousseau, ils y sont tous, et quelques-uns avec une force, avec une puissance et une intensité singulières. C'est pour cela qu'il est à peu près généralement entendu que Jean-Jacques Rousseau est un des initiateurs du romantisme, et plus spécialement de la poésie romantique, encore qu'il n'ait écrit qu'en prose.

Le premier, sinon le plus important, des traits que nous avons

relevés, a été le goût de la confiance, l'épanchement du moi, qui, cessant de se haïr, se flatte et prend son plaisir à se communiquer, avec indiscretion quelquefois. Si tel n'a pas toujours été le caractère essentiel des poètes du dix-neuvième siècle, il est tout à fait saillant chez Jean-Jacques Rousseau. Cet homme ne peut se dispenser de parler de lui et de se mettre tout entier dans tout ce qu'il écrit. On me dira peut-être que, si je fais cette réflexion, c'est que je compte ne montrer dans Rousseau que le littérateur et le poète. Si nous l'exposons comme théoricien, avec ses idées politiques et sociales, rencontrerions-nous les mêmes préoccupations personnelles ? Moins, sans doute ; mais on les rencontrerait : il ne serait pas difficile, il serait obligatoire, de trouver et de montrer dans Jean-Jacques Rousseau sociologue l'homme élevé dans tel pays, nourri dans tels préjugés et telles traditions, et qui manifeste sa prédilection pour ces traditions et ce pays. Le Rousseau sociologue est citoyen de Genève, le meilleur pays du monde, à son sens, au point de vue social et politique, comme il est le plus beau aux yeux de l'artiste.

C'est de cet artiste, et non du politique, que nous avons à nous occuper, et la première chose qui s'offre à notre étude, c'est la littérature confidentielle, je veux dire la littérature considérée comme la communication d'une âme aux autres âmes, comme une manière d'épanchement intime amoureux de soi. Car Rousseau cherche à être aimé en se confessant lui-même, et à obtenir l'acquiescement passionné de ses semblables. Cette tendance est ce qu'on a appelé d'un terme excellent l'égotisme, qui n'est pas, certes, l'égoïsme. L'égoïsme peut être le fait d'un homme qui ne se communique point aux autres, qui ne tient pas compte le moins du monde de l'affection de ses semblables, qui se suffit à lui-même et qui, pour ainsi parler, se rapporte à lui si bien qu'il n'éprouve pas le besoin de se rapporter aux autres. L'égotisme est toujours à base d'égoïsme, mais comporte une projection, une expansion indéfinie du moi ; l'égotiste s'admire encore plus qu'il ne s'aime, et veut être un objet d'admiration : d'où la nécessité de se répandre sur l'univers. C'est toute une littérature qui allait s'empreindre de ce caractère.

Rousseau est-il le premier des égotistes littéraires ? Non ; et, précisément pour définir son tour d'esprit, il est bon de remonter jusqu'à ceux qui ont, avant lui, témoigné du même goût. Le premier qui soit nettement marqué d'égotisme, c'est notre vénérable et très cher Montaigne : il a eu cette idée de se raconter et de se peindre lui-même : il a dit cent fois, et je n'exagère pas, que tel était son projet. Il a voulu écrire le journal de son

âme, et reconnaissons qu'il n'y a pas mal réussi. Comme il est instruit, observateur et homme bien élevé, il ne laisse pas de cesser parfois de s'occuper de lui-même ; il nous parle alors de ce qu'il a trouvé dans les livres, dans la vie : il n'en reste pas moins le centre des *Essais*. Il a fait un portrait de Montaigne avec un cadre très riche, ou, si vous voulez une autre image, il s'est mis en scène au milieu d'un décor très fourni, lequel au reste n'allait pas moins qu'à représenter tout l'univers.

Ce procédé, remarquez-le, est très égotiste : il y a même plus de personnalisme à ne se point représenter uniquement qu'à se représenter seul. Nous sommes en présence d'un Sénancour : il nous peindra Obermann, c'est-à-dire M. de Sénancour, à la ville, à la cour, à Paris, à la campagne, lui et toujours lui. Mais est-ce que, à parler du monde entier et à se mettre au centre, il y a plus de modestie ? J'estime que le procédé est bien plus, pénétré de personnalisme. Les *Essais* sont un monument élevé sinon à la gloire, du moins à la mémoire de Michel de Montaigne.

Maintenant, comment Montaigne a-t-il parlé de lui ? La question est intéressante, car nous verrons ensuite de quelle manière Rousseau a parlé de lui-même. Montaigne l'a fait avec une coquetterie continuelle ; il use de mille moyens qui veulent nous convaincre de sa modestie. Ce manège a pour but de nous faire croire qu'il ne s'estime pas beaucoup, qu'il se méprise même un peu. Il étale ses défauts, son peu de mémoire, moins souvent son peu de raisonnement, comme il dit, son peu de sûreté dans la discussion. Tous ces défauts, il se les attribue généreusement, et voilà la coquetterie de la confidence. La Rochefoucauld nous a dit admirablement, à plusieurs reprises, que c'était encore là un artifice de l'amour-propre : « On aime mieux dire du mal de soi-même que de n'en point parler. » C'est là un raffinement d'orgueil. Feuilletez le volume des *Maximes* de La Rochefoucauld et cherchez le mot de modestie, vous ne le trouverez pas. Mais, dans le portrait de l'auteur par lui-même, vous verrez une petite définition de cette fausse vertu : « J'ai de l'esprit, et je ne fais « point difficulté de le dire, car à quoi bon façonner là-dessus ? « Tant biaiser et tant apporter d'adoucissement pour dire les « avantages que l'on a, c'est, ce me semble, cacher un peu de « vanité sous une modestie apparente, et se servir d'une manière « bien adroite pour faire croire de soi beaucoup plus de bien « que l'on n'en dit. »

Voilà la définition de la manière adroite dont se sert Montaigne.

La Rochefoucauld a dit encore : « Nous avouons nos défauts, « pour réparer, par notre sincérité, le tort qu'ils nous font dans « l'esprit des autres », et nous comprenons pourquoi Montaigne a avoué ses défauts. Il dit aussi, avec non moins de précision : « L'humilité n'est souvent qu'une feinte soumission, dont on se « sert pour soumettre les autres. C'est un artifice de l'orgueil « qui s'abaisse pour s'élever, et bien qu'il se transforme en « mille manières, il n'est jamais mieux déguisé et plus capable « de tromper que lorsqu'il se cache sous la figure de l'humilité. » L'auteur des *Maximes* décrit parfaitement, en ces termes, les adresses de l'auteur des *Essais*. D'autres ont été signalées par La Bruyère, sans viser directement Montaigne. Il raffine même sur La Rochefoucauld avec une analyse plus minutieuse. Il écrit, dans le chapitre intitulé *De l'Homme* : « Les hommes, « parlent de manière, sur ce qui les regarde, qu'ils n'avouent « d'eux-mêmes que de petits défauts et encore ceux qui sup- « posent en leurs personnes de beaux talents ou de grandes « qualités. Ainsi l'on se plaint de son peu de mémoire, content « d'ailleurs de son grand sens et de son bon jugement. » Parcourez tous les défauts qu'avoue Montaigne : il n'y en a aucun dont le nom ne suggère le nom et l'existence d'une qualité.

Tels sont les artifices de Montaigne, charmants d'ailleurs, mais qui n'empêchent pas que Montaigne a parlé de lui avec quelque indiscretion. Deux hommes le lui ont reproché. — Pascal, d'un seul mot : « Le sot projet qu'il a de se peindre ! » — Malebranche, dans une longue dissertation d'où j'extrais cette excellente définition : « Pédantisme à la cavalière ». Dans toute sa dissertation, Malebranche n'a rien trouvé de mieux pour caractériser Montaigne, et sa manière fringante d'avoir un gros défaut, le plus digne d'être appelé pédantisme, je veux parler de cette immodestie et de cette intrépidité de bonne opinion que laisse paraître l'auteur des *Essais*.

Montaigne est donc le véritable aïeul, à cet égard, de Jean-Jacques Rousseau ; mais, comme dit Malebranche, son pédantisme est à la cavalière ; son égotisme sait s'entourer de précautions adroites, et alors n'est plus un pur égotisme. Je vous ferai remarquer qu'il n'y a guère d'affectation pure chez un écrivain, entendez une affectation qui ne soit que cela. Pour affecter tel ou tel sentiment, il faut bien le ressentir un peu. L'affectation pure et simple est vaine et creuse, et ne produit jamais d'impression. On ne doit point parler de soi, à moins d'y mettre beaucoup de discrétion et d'adresse, et vous essayez cette œuvre délicate. S'il

n'y a dans ce dessein que ce que vous y avez mis, autrement dit si ce n'est qu'un dessein emprunté, votre adresse sera gauche, votre discrétion fera sourire : on verra que vous imitez. Mais une affectation qui a une certaine durée prouve que l'individu recèle en lui quelque chose, une qualité réelle et qu'il cultive. C'est le cas pour Montaigne : dans son affectation de modestie, il y a un fonds de modestie ; tout amoureux qu'il soit de lui, il a trop de bon sens pour n'être pas modeste.

Après lui, vous trouverez encore un prédécesseur de Rousseau, à ce point de vue de l'égotisme littéraire. C'est un homme dont vous n'attendez peut-être pas le nom : c'est Boileau. — Vous m'arrêtez, en me demandant pourquoi j'ai omis de mentionner Malherbe : c'est que Malherbe est un poète lyrique, et que les poètes lyriques ont des grâces d'état. Depuis Pindare, ils ont le droit et presque le devoir de parler d'eux-mêmes : leur personnalisme est la marque de sincérité de leur lyrisme. Malherbe, d'ailleurs, n'a pas abusé de ce droit.

Boileau est très souvent intervenu dans ses ouvrages ; il nous a parlé de lui, de ses goûts, de ses habitudes et de ses haines. Il nous entretient de sa maison, de son jardin d'Auteuil, de sa famille et de tous ses parents ; et, quand il indique ainsi sa façon de sentir, de penser, de vivre, il se donne un peu comme modèle à ses amis. Je dirai de lui ce que Lebrun a dit du poète Lemierre : « Bien franchement, le bonhomme s'estime ! » Boileau s'estime. Du reste, il faut dire qu'il existe chez lui une habitude de cœur et d'esprit qui peut détruire ce qu'il y aurait de désagréable et de désobligeant dans cet étalage de soi-même. Si Boileau parle de lui, c'est pour se juger, et pour faire son examen de conscience : examen de conscience d'un bourgeois croyant et timoré, d'un bourgeois de Paris vaguement teinté de jansénisme, d'un honnête homme enfin, qui ne s'aperçoit pas que faire sa confession publique est à moitié acte de contrition, mais en même temps à moitié acte d'orgueil. J'ajouterai qu'il a ce sentiment de confiance en soi que peut éprouver un homme consulté par Racine, estimé de Molière, goûté de Lamoignon et autres grands personnages ; et peut-être a-t-il le souci de se montrer digne de pareilles amitiés. Si éloigné qu'il puisse être des romantiques, j'ai voulu marquer ce que Boileau avait de commun avec eux pour mettre bien en lumière cette idée, que j'ai déjà exprimée, que le romantisme n'a rien inventé, pas même ses défauts. Il n'a pas créé, il a développé, et je lui appliquerai ce mot de M^{me} de Staël sur Jean-Jacques Rousseau : « Il n'a rien inventé et a tout illuminé. »

Pareillement, si Boileau, si peu romantique, se manifeste per-

sonnel dans ses ouvrages, nous en dirons autant de La Fontaine, qui, lui, se rapproche davantage des romantiques. La Fontaine a été un personnaliste charmant, comme Montaigne, mais moins indiscret ; comme Boileau, mais plus élégant. La Fontaine tient une place considérable dans son œuvre, place qu'il estime, en effet, que le genre auquel il s'adonne comporte ou permet les confidences personnelles : il s'est toujours jugé comme un auteur d'ouvrages familiers ; les contes ou les fables ont un peu le caractère d'un récit familial, et l'on pardonne à un auteur de fables ou de contes de se laisser aller à parler de soi.

Mais quelle est la nature de son personnalisme ?

Nous avons vu que Montaigne est un homme du monde un peu suffisant, Boileau un bourgeois un peu complaisant pour lui-même ; La Fontaine est un artiste qui va jusqu'à se considérer lui-même esthétiquement. Il ne se trouve ni bon, ni sage, ni bien exceptionnel au point de vue des qualités morales. Mais, dans ses rêveries, il aime à se considérer comme artiste. Il croit que l'artiste est une œuvre d'art véritablement.

L'artiste est un homme qui a de bons yeux dont il se servira pour voir, et c'est un homme qui a de beaux yeux dont il se servira pour transformer sa vision en une vision de plus parfaite beauté. Il verra le monde, et, dans sa contemplation, il aura le droit de se voir aussi : à se regarder lui-même, l'artiste ne perd pas tout son temps. Aussi La Fontaine, avec un inexprimable charme, nous parle-t-il de lui, de ses rêves, de ses châteaux en Espagne, de ses longues et douces méditations. Il se regarde vivre, non pas, comme les romantiques, heure par heure ni même jour par jour ; mais il a ses quarts d'heure de contemplation devant son moi. Si le personnalisme de Boileau était en partie l'examen de conscience d'un bourgeois, celui de La Fontaine est surtout l'examen d'âme d'un artiste.

Par ce goût si vif chez lui, par cet égotisme artistique, notre fabuliste se rapproche beaucoup des romantiques. Par la qualité de son art, La Fontaine s'en éloigne entièrement ; il brille de toute la pureté classique, mais il est bien romantique par sa manière intime de penser. Je m'explique sur la double nature, romantique et classique, de La Fontaine, en prenant un autre exemple, un autre échantillon d'égotiste, pour ne pas dire ici d'égoïste. Chateaubriand, qui sait voir le monde extérieur et l'embrasser d'un coup d'œil admirable, aime surtout à se regarder vivre, à s'analyser. Il aime la solitude : il se demandera pourquoi il aime vivre dans la solitude ; il nous rappellera toute sa vie. La grande différence entre Chateaubriand et La Fontaine est que ce que l'un fait

avec indiscretion, l'autre le fait rarement et vite : l'un charme toujours et l'autre arrive à lasser.

Je pourrais aussi parler de Voltaire, qui avait, certes, une personnalité trop intense pour ne la pas verser dans ses œuvres. Cependant je lui trouve un égotisme particulier. Je ne reconnais pas en lui cet orgueil d'un homme qui s'amuse coquettement à paraître se défier de soi, comme c'est le cas pour Montaigne; c'est bien moins encore l'honnêteté satisfaite d'elle-même, comme j'ai dit que c'était la marque de l'égotisme de Boileau. Il y a chez Voltaire de la vanité : son égotisme renferme presque plus de goût pour le succès et la gloire immédiate que d'amour et de contentement de soi. D'autre part, cet égotisme est celui d'un homme de combat, qui a besoin, à chaque instant, de faire appel à toutes ses forces, qui, dans la bataille, veut se rappeler tout ce qu'il est et tout ce qu'il peut pour se lancer avec plus d'ardeur dans la mêlée.

En même temps qu'il attaque les autres, il s'excite lui-même. Voltaire, qui, avec beaucoup de courage impulsif, avait des parties de timidité, se trouvait donc avoir besoin de cet égotisme, où il se concentre tout entier. Vanité puérile, ou, d'un mot moins sévère, vanité d'adolescence, égoïsme nécessaire à l'homme de combat, voilà les éléments du personnalisme de Voltaire.

Enfin, quand nous arrivons au terme de notre revue, à celui qui dépasse infiniment tous ces écrivains au point de vue qui nous occupe, à Jean-Jacques Rousseau, les définitions sont beaucoup plus faciles à fournir. Rousseau est personnel presque sans aucune réserve; presque sans nulle restriction, son égotisme est fait d'orgueil pur.

L'assertion aurait à peine besoin d'être démontrée, comme aussi je n'aurais pas besoin certainement de vous lire ce qui en est la plus éclatante démonstration, c'est-à-dire la page célèbre qui est l'entrée en matière des *Confessions*. Je me donne cependant le plaisir de vous la rappeler : « Je forme une entreprise qui n'eut « jamais d'exemple, et qui n'aura point d'imitateur. » — Rien n'est plus faux : les confessions ont donné naissance à toute une littérature autobiographique : « Je veux montrer à mes semblables « un homme dans toute la vérité de la nature, et cet homme, ce « sera moi. Moi seul... » — Remarquez, dès les premières lignes, cet orgueilleux amour de soi : « Moi seul ! » Il ne manquera pas de réaliser son dessein, tout de même qu'il l'annonce. « Je sens mon cœur et je connais les hommes. Je ne suis « fait comme aucun de ceux que j'ai vus : j'ose croire n'être « fait comme aucun de ceux qui existent. Si je ne vaux pas

« mieux, au moins suis-je autre. Si la nature a bien ou mal fait de
« briser le moule dans lequel elle m'a jeté, c'est ce dont on ne peut
« juger qu'après m'avoir lu.

« Que la trompette du jugement dernier sonne quand elle vou-
« dra, je viendrai, ce livre à la main, me présenter devant le sou-
« verain Juge. Je dirai hautement : voilà ce que j'ai fait, ce que
« j'ai pensé, ce que je fus. J'ai dit le bien et le mal avec la même
« franchise. Je n'ai rien tu de mauvais, rien ajouté de bon ; et, s'il
« m'est arrivé d'employer quelque ornement indifférent, ce n'a
« jamais été que pour remplir un vide occasionné par mon dé-
« faut de mémoire. J'ai pu supposer vrai ce que je savais avoir
« pu l'être, jamais ce que je savais être faux. Je me suis montré
« tel que je fus : méprisable et vil, quand je l'ai été... » — la
voilà l'humilité ; je ne sais si je dois dire : la fausse humilité !
— «... bon, généreux, sublime, quand je l'ai été : j'ai dévoilé
« mon intérieur, tel que tu l'as vu toi-même, Être éternel. Ras-
« semble autour de moi l'innombrable foule de mes semblables ;
« qu'ils écoutent mes confessions, qu'ils gémissent de mes indi-
« gnités, qu'ils rougissent de mes misères. Que chacun d'eux dé-
« couvre, à son tour, son cœur au pied de ton trône avec la même
« sincérité, et puis qu'un seul te dise, s'il l'ose : « Je fus meilleur
« que cet homme-là. »

Telle est la page la plus extraordinaire du plus orgueilleux cynisme : elle n'est pas isolée, notez-le bien. Toute l'œuvre de Rousseau est remplie de l'admiration de Rousseau : lisez les *Confessions* ; mais lisez aussi la *Nouvelle Héloïse*, qui fut, au moment de son apparition, considérée comme une autobiographie, — ce qui est exagéré, — mais est faite, ce qui est vrai, d'éléments autobiographiques. Lisez, et vous vous persuaderez que Rousseau était pour lui, ce que je disais d'un autre tout à l'heure, comme un « objet », et qu'il se regardait vivre, de loin, parce que *major e longinquo reverentia*, pour se mieux admirer. Ce genre d'égoïsme n'avait jamais existé à tel point en aucun temps, dans aucune littérature ; et ce fut, n'en doutez point, une des forces de Jean-Jacques Rousseau. Son orgueil fut un des plus puissants ferments de son lyrisme, et c'est ce qui a fait, pour une bonne part, l'intensité de son influence.

C'était ce point qu'il me fallait, aujourd'hui, bien mettre en lumière.

Je sais bien, à la vérité, que l'on pourra me faire une objection : je ne l'élude pas le moins du monde ; mais je la réserve pour ma prochaine leçon. N'a-t-il jamais été, cet orgueilleux Jean-Jacques, vraiment humble, humblement humble, pour ainsi parler ? Ne

lui est-il point arrivé dans ses *Confessions* de confesser des défauts? — Si, mais je ne vois guère que deux occasions où il se soit montré humble, et il sera très intéressant de constater de quelle manière il s'est montré humble !

M. W.

La Morale

Cours de M. VICTOR EGGER,

Professeur à l'Université de Paris.

Examen de l'antinomie morale contenue dans l'idée de punition.

Je ne m'excuse pas de parler, encore aujourd'hui, du mérite, du démerite et de la sanction. Ces concepts, qui achèvent la morale, sont complexes ; ils soulèvent des problèmes, des difficultés, dont il faut nous rendre maîtres.

Dans la précédente leçon, j'ai traité deux de ces questions. J'aborde, aujourd'hui, de nouvelles questions relatives aux mêmes concepts.

3° Voici, d'abord, une difficulté évidente. Le mérite acquis justifie le bonheur conséquent et condamne le malheur conséquent ; le démerite acquis justifie le malheur conséquent et condamne le bonheur conséquent. Mais le bonheur n'a pas besoin d'être justifié, s'il est non voulu, reçu ; il est alors le bien, comme nous l'avons dit, et la conséquence est que je dois faire le bien aux bons, aux ni bons ni mauvais, aux méchants, indifféremment.

Antipunir serait-il donc obligatoire, comme récompenser, et au même titre ? Le bonheur consécutif au démerite et condamné pour cette raison, je devrais pourtant le donner aux coupables ? Les deux thèses opposées coexistent dans la conscience morale à l'état d'antinomie. La solution fournie par la logique élémentaire du sens commun est que : faire le bien aux bons est deux fois bien ; faire le bien aux neutres, aux médiocres, est simplement bien ; faire le bien aux méchants, c'est bien et c'est mal.

Est-ce là une solution ? Non, à vrai dire ; c'est l'énoncé d'un cas de conscience très fréquent. Tous les jours, la question se pose : on se demande s'il ne vaut pas mieux punir que faire du bien. Si punir doit améliorer, on penche vers la punition ; si la générosité doit émouvoir et améliorer, on penche vers l'autre parti. Le nœud du problème est dans la disposition de l'individu coupable ; on tâche de la deviner ; on se demande comment il réagira soit à la punition, soit à l'indulgence ; c'est la connaissance de l'individu qui éclairera le justicier sur le parti à prendre, car

on sait que la punition améliore les uns, endurecit les autres ; que la bienfaisance généreuse touche les uns, engage les autres à continuer dans la mauvaise voie.

Punir est bien ; punir satisfait la justice abstraite, notre sentiment de la justice, notre sens moral. Mais punir n'est pas tout. Punir, est-ce une fin, un terme ? Pour une conscience morale bornée, étroite, oui ; pour une conscience morale délicate, éclairée, prévoyante, non. Au delà de la punition, il faut voir les conséquences : 1° dans la personne punie ; 2° dans la société des hommes. La punition change-t-elle *le sens de la valeur personnelle* ? Tout est là. La valeur de la personne est positive, si la personne mérite, négative dans le cas contraire. Or il faut changer le sens de la valeur par le moyen de la punition : de négative qu'elle était, il faut qu'elle devienne positive. Pour cela, il faut corriger le coupable, l'amender ; et c'est trop peu dire : il faut le changer ; il faut *convertir* le pécheur ; de démeritant, il faut le rendre méritant. Voilà ce que signifie le vieil adage : « Brûle ce que tu adorais ; adore ce que tu brûlais ». L'événement qui convertit peut être un châtiment, ou l'indulgence, ou même l'antipunition ; ces trois armes sont dangereuses à manier ; le coupable est plein d'imprévu ; pour obtenir le résultat souhaité, la conversion, il faut les manier d'une certaine façon, et savoir ce que sont les âmes dépravées, et non seulement les connaître, mais les prévoir ; c'est tout un art. Certes, dans le fait de faire du bien aux bons, il peut y avoir excès et maladresse ; trop récompenser peut engendrer la vanité ou l'orgueil ; il faut connaître les âmes ; il faut prévoir et prévenir. N'importe, le danger, au total, n'est pas grand. Le justicier peut se montrer généreux et ne pas mesurer la récompense au droit strict. Je ne suis plus juste, se dirait-il, mais je suis bon ; je ne me contredis pas. Le rapport moral entre les deux agents subsiste et même s'affermi. L'agent trop récompensé doit au justicier généreux ; il le remercie, il l'aime, il devient son ami, il cherche à lui rendre service ; le lien moral se continue indéfiniment ainsi. On peut donc récompenser largement, sans scrupules. Mais la punition, elle, est vraiment embarrassante ; par définition, elle est une antinomie, une contradiction ; elle est un mal, qui est un bien.

C'est un bien pour qui ? demandera-t-on. Le criminel a des regards de haine et de défi pour ses juges et pour ses bourreaux. Le juge, le justicier peut penser qu'il a rétabli l'ordre, qu'il a fait justice ; le fait a rejoint le droit, l'a recouvert adéquatement, l'a éteint, annulé, en lui donnant satisfaction. Un justicier scolastique, logicien étroit, esprit borné, cœur sec, se déclarera satis-

fait. Mais la société et l'opinion sont inquiètes. Le mal n'a pas été dompté dans l'âme du coupable, dans la personnalité antimorale du criminel. Il n'est pas converti. S'il se sauvait du bagne ! Et s'il avait été un exemple par son héroïsme dans le mal, par sa crânerie devant la justice, par son défi ; s'il avait fait école ! Punir est bien, a pensé le juge. Mais l'opinion, qui juge la justice, demande pour qui punir a été bien, alors que la punition n'a été un bien ni pour le coupable ni pour la société.

C'est que l'opinion veut le bien. Or le châtiment, s'il efface le démerite, fait du non-mal, rien de plus. Le non-mal est la condition du bien, le moyen du bien, comme je l'ai expliqué autrefois (leçons sur les quatre impératifs) ; il est bon à ce titre. Mais, ensuite, il faut le bien lui-même. Comme un homme d'affaires, un spéculateur dira : « J'ai payé mes dettes, maintenant il faut que je devienne riche. » L'agent moral, qui a mal débuté, par des égarements, réparera ses fautes, puis, libéré de ses remords, se dira : « Maintenant, il faut que je fasse du bien. » Et le justicier qui punit devra le conduire par la main, pour ainsi dire, jusque-là : « Tu as expié ; le vieil homme a disparu avec ses fautes effacées ; sois un homme nouveau ; commence une vie nouvelle, une vie d'homme juste et bon, utile aux autres. » Bref, la punition bien entendue n'est qu'un moyen. Et pourquoi ? Parce que la fin, c'est le bien.

Dans notre tableau des concepts moraux, la punition se trouvait à la fin, comme la récompense ; il avait fallu, pour montrer l'antithèse des concepts de bien et de mal, s'arranger pour qu'ils se correspondent deux à deux. Maintenant, nous nous demandons s'il n'y a pas quelque chose à corriger dans cette antithèse perpétuelle. Si le bien et le mal se correspondent toujours, alors le mal fait toujours pendant au bien. Est-ce là la vérité morale ? Non ; car nous voyons, aujourd'hui, que la punition n'est pas un terme. La seule fin, c'est le bien.

4° De ces difficultés, à la fois logiques et pratiques, est né le problème du *droit de punir*. L'homme a-t-il le droit de punir ? Remarquons qu'ici *droit* signifie *permission*. C'est un problème pour trois raisons : 1° la punition est un bien, qui est un mal ; 2° la punition est difficile à doser : pour bien punir, justement, exactement, adéquatement, il faut bien connaître la faute, non pas seulement la faute extérieure, mais l'intention, l'âme et le cœur du coupable, choses intimes, secrètes, cachées ; il faut faire l'examen de conscience d'autrui ; 3° la punition n'est pas une fin ; la transformer au moyen du bien est très difficile : c'est un art subtil.

Dès lors, les consciences sont prises de scrupule. Est-il permis de récompenser ? Mais comment donc ! Si l'on se trompe, le mal n'est pas grand ; au contraire, on a toujours fait du bien. Mais punir, c'est autre chose ; il faut y regarder à deux fois. Le devoir, théoriquement posé, est compliqué. Le pouvoir de l'agent est moindre que dans l'obligation vulgaire de faire le bien. Les cas où le pouvoir est médiocre et douteux sont très nombreux. Ni l'individu ni la société organisée ne savent punir. Alors ne vaut-il pas mieux s'abstenir dans tous les cas ? Celui qui sait tout et qui est tout-puissant peut seul faire la sanction, spécialement la punition, sans erreur, sans tomber dans l'antisanction. Essayons-nous à faire la récompense avant lui, mais discrètement, sans prétendre la faire exacte, complète, définitive, et réservons-lui le soin de punir ; lui seul en a le droit, car lui seul est capable de mesurer le châtiment au démerite.

C'est là une idée assez répandue, mais exagérée, et même fausse : la morale humaine n'est complète qu'avec l'idée de sanction en faisant partie intégrante. La sanction, sous ses deux formes, apparaît à la conscience humaine, au sens commun moral, comme un devoir dans la mesure du pouvoir. L'homme a donc plus que le droit, il a le devoir et de récompenser et de punir. Certes, la sanction est un bien obligatoire plus difficile à faire que la justice et la charité vulgaires.

Il y faut de la prudence, surtout pour la punition. L'agent doit s'éclairer, s'efforcer d'en savoir assez sur les intentions, pour mesurer exactement le mérite et le démerite, et s'efforcer de deviner les conséquences de ce qu'il fait. Mais ici, comme pour le bien vulgaire, s'il faut savoir et prévoir, s'il faut de la prudence et des scrupules, il n'en faut pas trop : les scrupuleux à l'excès ne font rien ; ils sont paralysés. Toute action est un risque ; si l'on s'est trompé, on réparera.

5° D'ailleurs, l'homme a-t-il jamais chargé Dieu de la sanction en toute sûreté de conscience ? Il est inutile, ici, de parler des anciens ; leurs théories sur la justice divine, la Némésis, etc., sont d'informes ébauches. Parlons du Dieu des modernes ; c'est un Dieu personnel, un Dieu moral ; comme tel, il a des devoirs. Le problème des devoirs de Dieu est un problème théologique qui a été très agité, très discuté, résolu de façons différentes au cours des siècles, non pas sous le nom que je lui donne, assurément, mais dans l'esprit de la morale humaine et comme on discute un cas de conscience.

Remarquons bien, en effet, que la morale de Dieu et la morale des hommes ne font qu'un, puisque Dieu nous a donné la loi mo-

rale et puisque nous sommes constamment en rapport moral avec Dieu par la prière, par la grâce, etc. Dieu sait tout et il peut tout ; il est juste et il est bon ; ce sont là deux de ses attributs ; mais il est absolument bon, sans réserve et sans limitation. Dieu a donc le même devoir que nous ; mais il fait tout son devoir, étant moralement parfait, et il le fait sans hésiter, sans avoir à le chercher, étant parfait de toutes façons, comme intelligence et comme connaissance. C'est fort bien ; mais avons-nous écarté toutes les difficultés ? Non pas. Dieu a créé le monde par bonté, par amour, par charité, c'est-à-dire, à le bien entendre, par devoir ; car, s'il fût resté seul, il n'aurait eu que lui-même à aimer, et il n'eût pas fait bien. Dieu a créé le monde imparfait, parce qu'il ne pouvait faire autrement ; il a consenti au mal ; le monde est le meilleur des mondes possibles, c'est-à-dire le moins mauvais. Mais Dieu réparera pour l'homme, sa créature privilégiée, l'imperfection première du monde créé. L'homme aura le bonheur ; le bonheur s'appelle le ciel. Voilà le Dieu bon.

Mais, quand il a créé l'homme, Dieu a été audacieux, téméraire ; il a risqué : en effet, pour élever l'homme aussi haut que possible en dignité, il l'a fait libre ; il l'a invité à mériter le bonheur, et l'homme ne le mérite pas toujours. Quand l'homme quitte la terre, Dieu a une tâche, un devoir : il doit être juste, faire la justice. Et alors, entre sa justice et sa bonté, Dieu est fort embarrassé ; quel est son devoir ? Il y a une antinomie en lui, et il en est troublé. Je sais bien que les théologiens soutiennent que Dieu n'est ni embarrassé ni troublé, que c'est la pensée humaine imparfaite qui hésite en présence du problème, étant impuissante à comprendre Dieu. Mais je remarque qu'ils se sont placés dans la conscience de Dieu : c'est là qu'ils ont trouvé l'antinomie ; quoi qu'ils puissent dire, ils attribuent à Dieu, avec la justice et la bonté, l'embarras qu'ils éprouvent à concilier ces deux attributs divins, de même qu'ils lui attribueront la solution, quand ils l'auront trouvée. Le cas de conscience de Dieu a beaucoup occupé la théologie. Elle s'est demandé jusqu'à quel point Dieu avait le droit de punir ou le devoir de punir. Ce problème, tel qu'il se pose à l'égard de l'homme, la théologie l'a transporté en Dieu presque sans changements. Et l'histoire nous montre les théologiens, tantôt représentant Dieu comme sévère, terrifiant, cruel par devoir, cruel par justice, plus occupé à peupler l'enfer qu'à ouvrir à de rares élus son paradis ; tantôt enseignant que Dieu est profondément bon, indulgent, généreux, toujours prêt à pardonner pour le moindre repentir *in extremis*.

Au-dessus de ces divergences plane l'idée de la rédemption,

qui se présente, dans la théologie chrétienne, comme la solution du cas de conscience de Dieu. Cette idée, favorable dès l'origine à la bonté de Dieu, resta très confuse sous les interprétations diverses qu'elle reçut, jusqu'à saint Anselme (XI^e siècle), qui, par sa théorie dite de la *satisfaction*, en fournit l'interprétation définitive, adoptée après lui par tous les théologiens orthodoxes : « En Dieu *la justice et l'amour étaient en conflit* relativement au sort des hommes, la justice exigeant leur punition, l'amour désirant leur pardon. Jésus, homme-Dieu, prit sur lui les châtiments que nous avons mérités, subit à notre place une peine, — infinie, disent les uns, — finie et jugée acceptable par Dieu, disent les autres, — de telle sorte que, *la justice ayant reçu satisfaction*, l'amour put avoir un libre cours. » (Albert Réville, *Manuel d'Instruction religieuse*, § 68.)

Le fameux sonnet de Desbarreaux, ce libertin du XVII^e siècle, célèbre par ses alternatives de vie dissipée et de dévotion, ne fait qu'exprimer en vers bien frappés la même théorie :

Grand Dieu ! tes jugements sont remplis d'équité...

Mais j'ai fait tant de mal que jamais ta bonté
Ne me pardonnera qu'en blessant ta justice.
Oui, Seigneur, la grandeur de mon impiété
Ne laisse à ton pouvoir que le choix du supplice...

Tonne, frappe, il est temps ; rends-moi guerre pour
Mais dessus quel endroit tombera ton tonnerre [guerre...
Qui ne soit tout couvert du sang de Jésus-Christ ?

On voit clairement, par ces citations, que l'idée de la rédemption était destinée à faire cesser le scandale du Dieu qui n'est pas pleinement bon ; il faut bien que Dieu commence par être juste, mais le dernier mot appartient à sa bonté.

La rédemption n'a pas suffi à certains chrétiens. Au XIX^e siècle, une secte dissidente, issue du protestantisme, opposait à la sévérité du calvinisme la doctrine du salut universel : « Le ciel n'est pas le ciel tant qu'il existe un enfer », disait dans un sermon son fondateur, Guillaume Monod ; car l'idée que d'autres hommes subissent des peines éternelles empoisonnerait le bonheur céleste dans les âmes des élus. (Revault d'Allonnes, *Psychologie d'une religion*, 1908, p. 166.)

Chez les théologiens, dans une spéculation qui a Dieu pour objet, nous retrouvons donc notre thèse : le châtiment, n'étant pas une fin, ne saurait être un terme ; c'est un moyen, un passage, une transition ; la fin et le terme, c'est le bien.

6° Donc je maintiens que l'homme a, parmi ses devoirs, celui de récompenser et de punir, auquel j'ajoute celui d'applaudir aux récompenses ou punitions qui viennent des autres agents moraux ou du hasard. Pour confirmer cette thèse, passons en revue rapidement les diverses variétés de la sanction.

La sanction naturelle consiste dans les conséquences de nos actes ou des lois naturelles, santé, douleur, etc. Est-ce là une sanction morale ? C'est plutôt le fondement de l'eudémonisme épicurien, prévoyant et sage. D'ailleurs, l'éducateur ne doit pas la négliger ; la sagesse et la santé sont les bases de la vie morale, ses conditions préalables.

La sanction du hasard, généralement omise, mais à tort, diffère de la précédente en ce qu'elle est imprévisible ; elle frappe fortement les imaginations, quand elle arrive ; aussi est-on disposé à la considérer comme providentielle et a-t-elle été, plus d'une fois, l'occasion de conversions.

La sanction personnelle ou sanction de la conscience, remords et satisfaction morale, résulte d'une loi naturelle de la conscience. De plus, le remords est un devoir, mais non pas la satisfaction morale. C'est là un point sur lequel nous reviendrons.

La sanction religieuse ne saurait être omise dans cette énumération ; mais nous en avons assez parlé précédemment.

Passons maintenant aux sanctions qui impliquent ce rapport moral entre les agents, qui nous a tout récemment occupés. On peut les appeler sanctions *sociales* ; il y en a trois.

La sanction éducative, qui d'abord est familiale, et ensuite scolaire ; elle est inséparable des devoirs de la famille.

La sanction légale consiste, d'une part, en honneurs, d'autre part en châtiments juridiquement infligés. Elle est subordonnée à l'opinion, qui juge sans crainte les décisions du pouvoir et les sentences des juges, et dont les progrès transforment les lois ; elle est sans valeur, si elle n'est pas d'accord avec l'opinion.

La sanction de l'opinion est de beaucoup la principale. Or elle ne fait qu'un avec le jugement fondamental de qualification morale, qui consiste à louer ou à blâmer. L'opinion de nos semblables sur nous dit notre valeur morale, notre mérite, et suffit comme sanction. Contestera-t-on, maintenant, et le droit de punir et la sanction comme partie essentielle de la morale ?

Nous avons le devoir de juger exactement les actes de nos semblables ; or les juger, c'est en même temps les récompenser ou les punir. La sanction de l'opinion est donc un devoir social. Dès lors, la sanction légale, qui en dérive, est aussi un devoir social.

On ne contestera pas que la sanction éducative soit un devoir pour les éducateurs, puisque l'éducation est un devoir.

Restent les sanctions non sociales. On doit dire tout d'abord, d'une manière générale, que l'opinion doit les approuver, les faire siennes, en s'y associant à sa manière. Il faut, ensuite, mettre à part la sanction personnelle; que le remords soit un devoir envers nous-mêmes, cela n'est pas douteux. Nous pouvons donc affirmer que la sanction fait partie des devoirs de l'homme.

Le théâtre de Shakespeare.

Cours de M. EMILE LEGOUIS,

Professeur à l'Université de Paris.

« Comme il vous plaira ».

La pièce qui va nous occuper aujourd'hui est *As you like it*, *Comme il vous plaira*, qui fut écrite en 1600. Le lien entre cette pièce pour et la comédie immédiatement précédente, *Beaucoup de bruit rien*, est très marqué. Dans l'une et l'autre, il y a prédominance du dialogue spirituel et des personnages féminins qui mènent le jeu ; même prépondérance de l'amour, même esprit comique et même optimisme. Quelques différences se manifestent également : la comédie qui nous occupe se distingue de la précédente en ce qu'elle est plus romanesque, moins vraisemblable dans son thème. C'est une sorte de pastorale très libre. Elle se déroule au grand air ; il y a de fréquentes scènes en plein bois. *Beaucoup de bruit pour rien* se passait, au contraire, dans un palais ou dans le jardin y adossé. Enfin, malgré des analogies évidentes entre le personnage de Béatrice et celui de Rosalinde, il n'y a pas identité ; ce sont des caractères tout à fait distincts, chacun avec son individualité propre.

La source de *Comme il vous plaira* est un roman euphuïstique de Th. Lodge, l'un des auteurs notoires de la première renaissance anglaise. Le titre de son roman est : *Le Legs doré d'Euphues, trouvé après sa mort dans sa cellule de Silixedra* ; plus tard, il s'appela *Rosalinde*, quand la pièce de Shakespeare en eut popularisé l'héroïne. Il dérive d'un conte du Moyen Age anglais, l'histoire de Gameline, attribuée à tort à Chaucer, et qui semble faire partie de la légende de Robin Hood, le proscrit vivant dans les bois, plein de vaillance et d'honneur chevaleresque. Le roman de Lodge est de 1590 : il datait donc de dix ans, quand la pièce de Shakespeare fut produite. C'est pour cela qu'il est intéressant de retourner au roman : nous remarquerons ainsi comment, dans ces dix ans, le goût s'était épuré, débarrassé de l'euphuïsme, comme il avait aussi vivifié la fadeur de la pastorale. L'influence de la représentation populaire sur cette transformation n'est pas douteuse. La nécessité d'un style clair, alerte, fit abandonner tout le

superflu de l'euphuïsme. Il est curieux de noter que c'est en Angleterre seulement que la pastorale s'est ainsi vivifiée, pour arriver à la vraie vie dramatique.

C'est un aimable roman que celui de Lodge. Il y a repris la donnée de l'histoire de Gameline sous forme de roman arcadien. Ce sont les aventures de deux bandes d'exilés dans la forêt légendaire des Ardennes. Rosader est un cadet de famille qui, maltraité et spolié par son aîné, s'est réfugié dans le bois. Il se trouve qu'en même temps que lui, deux jeunes filles s'y sont retirées. L'une est Alinda, fille du roi de France régnant. L'autre, Rosalinde, est fille du roi de France détrôné par l'usurpateur. Celle-ci avait déjà vu Rosader dans un tournoi, et l'avait aimé. Elle vient dans la forêt déguisée en page ; et, tandis qu'elle le reconnaît, lui ne devine pas qui elle est sous son déguisement. Elle peut, par conséquent, sonder à son aise la profondeur de son amour pour elle, et elle a le plaisir d'en constater la force. Enfin, le frère spoliateur vient repentant dans la forêt : il est d'abord sauvé d'un lion par Rosader ; puis, à son tour, il le sauve des brigands. L'amitié renaît entre eux ; puis Alinda se met à aimer ce frère aîné. Une troisième intrigue se dessine également : Montanus, un berger, aime Phœbé, jeune fille de sa condition, laquelle ne veut pas de lui, mais aime Rosalinde, déguisée en page. Tout se termine par un triple mariage. Les déguisements sont abandonnés. Le roi dépossédé retrouve sa fille et son royaume, et le roman finit comme un conte bleu.

La forme de ce roman est très compassée et raffinée. Elle a quelque chose de suranné, des grâces vieillotes, et enfin cette affectation de style très singulière, qu'on appelle l'euphuïsme et qui fleurit surtout avec Lyly. Ses procédés sont : l'emploi de la symétrie et du parallélisme dans les phrases, emploi relevé par l'allitération ou rappel des consonnes initiales ; — le décor bizarre d'une histoire naturelle de convention, qui fournit à l'écrivain ses images ; — enfin le pédantisme, se manifestant par des allusions nombreuses à l'antiquité, voire même des citations latines. Le roman de Lodge a tous ces caractères, compliqués encore par l'alternative de la prose et des vers : ces vers, l'auteur les appelle toujours sonnets, quoique leur arrangement soit très irrégulier ; et l'on a la surprise d'y trouver quelques jolis vers français, çà et là. Mais le caractère vraiment important à relever pour passer du roman à la pièce est le langage que tiennent les personnages. Ils parlent, le plus souvent, en de longs discours qui forment chapitre. Dans la première partie, celle qui précède l'exil, on trouve différents discours portant des noms curieux. Par exemple, le

discours de Sir John de Bordeaux, mourant, à ses deux fils ; ou la méditation de Saladin, le frère aîné qui veut enfreindre le testament de son père ; ou encore la passion de Rosalinde, soliloque où elle exprime son amour. Nous entendons ensuite Alinda défendre Rosalinde auprès de son père, le roi usurpateur ; c'est un discours en règle, avec exorde et péroraison. Nous avons aussi les réflexions de Rosalinde dans sa perplexité. Nous sommes ici très loin du drame. Le monologue de Rosader, quand il aperçoit son frère endormi dans la forêt et guetté par un lion, en est encore un exemple. La disposition en est tout à fait scolastique. Il se demande d'abord s'il va céder au désir de vengeance et à l'intérêt personnel, et laisser dévorer son frère. Après quelques pas faits pour s'en aller, il revient et se demande alors si lui, fils de Sir John de Bordeaux, peut laisser son frère en danger et préférer l'intérêt au devoir. Il conclut pour le devoir. Mais voici un spécimen plus vraisemblable de ce genre de discours. Nous y voyons Rosalinde se reprochant sa passion après le tournoi où Rosader a été vainqueur :

« Infortunée Rosalinde, dont les infortunes sont plus nombreuses
 « que les années, et dont les passions sont plus grandes que la
 « patience. Les fleurs de ta jeunesse sont brûlées par les gelées de
 « l'envie et l'espoir de tes fruits à venir périt dans le bouton. Ton
 « père est, par Torismond, banni de son trône, et toi, fille mal-
 « heureuse d'un roi, tu es retenue captive, et vis aussi inquiète
 « en tes pensées que ton père est affligé dans son exil. Ah ! Rosa-
 « linde, quels soucis accompagnent une couronne ! quels chagrins
 « s'attachent à la dignité ! quelles douleurs hantent le palais des
 « rois ! Ce sont les plus vastes mers qui connaissent les plus vio-
 « lentes tempêtes ; c'est la plus haute naissance qui est exposée à
 « la pire infortune ; et, de tous les arbres, ce sont les cèdres qui
 « frissonnent le plus tôt au vent ; les petites rivières sont toujours
 « calmes, les vallées basses ne sont jamais brûlées par la foudre
 « ni les hommes obscurs attachés à aucun funeste préjugé. La
 « fortune vole et, si elle touche la pauvreté, c'est avec son talon... »

Il y en a trois pages sur ce ton. Rosalinde continue en se morigénant pour aimer, étant pauvre, un jeune homme pauvre aussi : « N'as-tu pas appris d'autres dames que les amants ne
 « peuvent vivre de regards ; que les oreilles des femmes sont
 « plus vite satisfaites par une livre de *donnez-moi* que par une
 « drachme d'*écoutez-moi* ; que l'or est plus suave que l'éloquence ;
 « que l'amour est un feu et que la richesse en est le combustible,
 « et que le coffre de Vénus doit être toujours plein ? » Elle se cite de l'Horace pour se convaincre :

Quærenda pecunia primum, post nummos virtus.

Mais elle chasse bientôt ces pensées basses et mercenaires : « Non, rougis-en, Rosalinde... » Et, pour finir, elle prend son luth et se chante à elle-même un madrigal. Celui-ci est délicieux vraiment : c'est une des piécettes d'amour les plus « sucrées » de l'époque :

*Love in my bosom like a bee
Doth suck his sweet.....*

Rien de ces passages ne devait subsister dans Shakespeare. Rien de ces discours en forme ne pouvait mener au dialogue dramatique. Mais il y avait aussi, dans le roman, d'autres parties moins empesées, dont Shakespeare a pu se servir. Si l'on ne peut pas dire qu'il y ait des *caractères* dans le roman, il y a du moins des portraits, et surtout des bribes de conversation qui rappellent les pièces de Lyly et qui orientent la pièce vers la scène. Shakespeare n'a pas dédaigné d'en reprendre le thème, quelquefois même le tour, les images et les mots. Quelque enjouement s'y manifestait déjà. Par exemple, quand Rosalinde déguisée en homme (Ganymède) et Alinda devenue Aliéna arrivent dans la forêt, où elles se croient perdues, et découvrent sur un arbre des vers gravés par un berger amoureux ; elles se tiennent presque la même conversation que dans Shakespeare :

« Réjouissez-vous, maîtresse, s'écrie Rosalinde, j'aperçois des
« traces d'hommes, car voici gravés sur ces arbres des vers de pas-
« toureaux ou d'autres paysans qui habitent par ici. Sans doute,
« dit Aliéna, cette poésie est l'effusion d'un berger malheureux,
« qui, s'étant amouraché d'une belle bergère, a subi quelque dure
« rebuffade et se plaint de la cruauté de sa maîtresse. — Vous
« voyez, dit Ganymède, quel étrange bétail sont les femmes,
« dont le cœur est quelquefois fait de diamant où rien ne fait im-
« pression, et quelquefois de cire qui plie à toute forme : elles
« aiment être courtisées, et puis elles se glorifient de sembler
« farouches, et, quand on les désire le plus, elles se glacent de
« dédain ; et cette faute est si commune au sexe que vous la voyez
« peinte dans les effusions du berger qui a trouvé sa maîtresse
« aussi rebelle qu'il était lui-même épris. — Eh ! je vous prie,
« dit Aliéna, si l'on vous ôtait vos vêtements, de quel métal êtes-
« vous donc faite, que vous êtes si satirique à l'égard des femmes ?
« N'est-il pas oiseau malpropre celui qui souille son propre nid ?
« Prenez garde, Ganymède, que Rosader ne vous entende : s'il
« le faisait, peut-être le feriez-vous se rejeter si loin de l'amour

« que cela angoisserait toutes les veines de votre cœur. — Ce
« faisant, reprit Ganymède, j'observe le décorum : je parle en
« page d'Aliéna, non en fille de Gerismond ; car mettez-moi seu-
« lement un jupon, et je soutiendrai envers et contre tous que
« les femmes sont courtoises, constantes, vertueuses, et quoi
« encore ? »

Un peu plus loin, Aliéna s'étend sur la perfidie des amants : elle cite Enée, Démophon, etc. « La raison est, dit Ganymède, qu'ils étaient nés de la femme et qu'ils ont pris ce défaut à leur mère ; car, si l'homme était sorti de l'homme, comme Adam de la terre, jamais les hommes n'eussent été agités par l'inconstance. — Cesse, dit Aliéna, de plaisanter si amèrement, ou je vais t'ôter ton costume de page et te fouetter comme Vénus fouette ceux qui lui désobéissent, avec des orties. — De cette manière, dit Ganymède, vous me persuaderez de commettre flatterie, ce qui n'est pas à faire. »

Ce sont déjà les propos que vont se tenir les deux jeunes filles dans la forêt des Ardennes. Shakespeare y ajoutera de sa verve ; mais le germe de leurs conversations se retrouve ici. De même pour les entretiens des deux amants, de Rosalinde, en page, avec Rosader, en forestier. A l'abri de son travestissement, bien que très émue, elle le plaisante, et plaisante cette Rosalinde dont il vante la beauté et la vertu. Plus loin, elle lui demande de lire ses sonnets à Rosalinde et se moque joliment des sonnettistes, avec un esprit déjà très shakespearien. Ganymède se fait aussi faire la cour comme étant Rosalinde, et même marier pour rire par Aliéna, qui joue le rôle du prêtre, etc. Shakespeare a gardé tout cela, en supprimant la longueur des monologues, en doublant la vivacité des dialogues. Lodge avait fait sa Rosalinde vive et badine ; mais les longueurs euphuïstiques de son style l'avaient empêché de lui donner la volubilité. Shakespeare la fera parler avec sa prose la plus agile. Il se passera le plus souvent pour elle de la forme du vers comme trop lente ; rien, pas même le rythme, n'arrêtera la vivacité verbale de son héroïne.

Il est utile de mettre en regard de ces passages de Lodge les scènes correspondantes de Shakespeare. Comme dans *Beaucoup de bruit pour rien*, notre poète a présenté ici un couple inégal de jeunes filles ; il s'est encore plu à les opposer. Rosalinde est grande, Célia petite ; mais, cependant, moins inégale à Rosalinde que Héro à Béatrice. Toutes deux ont non seulement la parole abondante, mais aussi spirituelle. Célia a de plus pour elle l'avantage d'être celle qui se sacrifie. Rosalinde est la fille du duc banni ; et Célia, fille du duc régnant, la suit dans la solitude. Avant

l'exil, elle ne la jalouse pas, quoiqu'à la cour Rosalinde brille peut-être davantage. Enfin Rosalinde, au début de la pièce, n'apparaît pas avec les mêmes caractères que dans la suite : elle n'a pas encore ce flux de paroles intarissable. Relativement à Célia, elle est peut-être celle qui parle le moins. Elle a peu de verve ; elle est plutôt triste. Les circonstances l'y forcent d'ailleurs : son père est banni, et elle va être exilée à son tour. Sa pensée ne quitte son père que lorsqu'elle commence à aimer Orlando. Et, alors, elle a une nouvelle cause de mutisme : elle est prise de mélancolie, et cela fait ressortir davantage la verve de Célia ; c'est une grande habileté du poète. Le spectateur qui aura vu, pendant un acte, Rosalinde triste, sa pensée toute à son père, se rassurera quand il la verra ensuite si joyeuse et pétillante ; il saura que, sous cette apparente vivacité, se cache une véritable profondeur de nature. C'est grâce à la surexcitation causée en elle par le voisinage d'Orlando dans la forêt, et aussi à la faveur de son déguisement en page, que Rosalinde devient l'adorable babillarde que l'on sait. A partir de ce moment, sa verve amoureuse s'éveille. Par exemple quand Célia, après avoir lu les vers sur les arbres, avertie de la présence d'Orlando dans la forêt, taquine Rosalinde et se fait prier pour lui dire où il est ; ou encore quand, déguisée en page, Rosalinde aborde Orlando, avec force gaieté et malice, et disant beaucoup de mal des femmes.

Je citerai une seule scène. Rosalinde, déguisée en Ganymède, pour amuser Orlando, a convenu avec lui de jouer le rôle de la vraie Rosalinde et de se faire faire la cour. Elle lui a recommandé de penser à elle. Or il arrive en retard à l'un de ses rendez-vous :

ROSALINDE. — Eh ! bien, Orlando, où avez-vous été tout ce temps ? Vous, amoureux ! si vous me jouez encore un tour pareil, ne vous représentez jamais devant mes yeux.

ORLANDO. — Ma belle Rosalinde, je suis en retard d'une heure à peine sur ma promesse.

ROSALINDE. — Manquer d'une heure à sa promesse en amour ! Celui qui diviserait une minute en mille parties et qui se mettrait en retard d'une seule partie de la millième partie d'une minute, prétende qui voudra que Cupidon lui a mis la main au collet, mais, moi, je garantis son cœur intact.

ORLANDO. — Pardonnez-moi, chère Rosalinde.

ROSALINDE. — Non, si vous êtes aussi lambin, ne vous présentez plus devant moi ; j'aimerais mieux être courtisée par un colimaçon.

ORLANDO. — Par un colimaçon ?

ROSALINDE. — Eh ! oui, par un colimaçon ; car, s'il vient, lentement, il porte sa maison sur sa tête ; et c'est là un meilleur domaine, je pense, que vous ne pourriez en assurer à une femme... Allons, faites-moi la cour ; car je suis, en ce moment, dans mon humeur des dimanches et assez disposée à consentir. Que me diriez-vous maintenant, si j'étais tout de bon, mais là, tout de bon, Rosalinde ?

ORLANDO. — Je l'embrasserais avant de parler.

ROSALINDE. — Non, vous feriez mieux de parler d'abord, et puis, quand vous vous sentiriez ensablé faute de matière, vous saisiriez cette occasion pour embrasser. De très bons orateurs, quand ils sont à court, se mettent à cracher ; et pour les amants, quand (ce dont Dieu nous garde !) la matière leur manque, le moyen le plus propre de s'en tirer, c'est d'embrasser.

ORLANDO. — Mais si le baiser est refusé ?

ROSALINDE. — Vous voilà alors mis en demeure de supplier, et c'est, du coup, une nouvelle matière qui commence.

ORLANDO. — Qui pourrait rester court devant sa bien-aimée maîtresse ?

ROSALINDE. — Est-ce que je ne suis pas votre Rosalinde ?

ORLANDO. — J'éprouve quelque joie à dire oui, tant je voudrais parler d'elle !

ROSALINDE. — Eh ! bien, en sa personne, je dis que je ne veux pas de vous.

ORLANDO. — Alors, en ma propre personne, je meurs.

ROSALINDE. — Non, croyez-moi, mourez par procuration. Ce pauvre monde est vieux de près de six mille ans, et, dans tout ce temps-là, il n'est pas un homme qui soit mort en sa propre personne, à savoir pour cause d'amour. Troïle eut le crâne fracassé par une massue grecque ; et, pourtant, il avait fait tout ce qu'il pouvait pour mourir auparavant, et c'est un des parfaits modèles de l'amour. Léandre, lui, aurait vécu heureux bien des années, Héro se fût-elle faite nonne, n'eût été certaine nuit étouffante de la mi-juin ; car le bon jeune homme, étant entré dans l'Hellespont tout simplement pour se baigner, fut pris d'une crampe et se noya ; et les naïfs chroniqueurs de ce temps-là découvrirent que c'était à cause d'Héro de Sestos... Mais ce sont là autant de mensonges : des hommes sont morts de temps en temps et les vers les ont mangés ; mais ce n'était pas par amour.

ORLANDO. — Je ne voudrais pas que ma vraie Rosalinde pensât ainsi ; car, je le déclare, un froncement de son sourcil me tuerait.

ROSALINDE. — Par la main que voici, ce froncement de sourcil

ne tuerait pas une mouche... Mais, allons, je veux maintenant être une Rosalinde d'humeur plus avenante ; demandez-moi ce que vous voulez, je vous l'accorderai.

ORLANDO. — Eh ! bien, aime-moi, Rosalinde.

ROSALINDE. — Ma foi, oui, je vous aimerai, les vendredis et les samedis et tous les jours de la semaine.

ORLANDO. — Et veux-tu de moi ?

ROSALINDE. — Oui, et de vingt autres pareils !

ORLANDO. — Que dis-tu ?

ROSALINDE. — N'êtes-vous pas bon ?

ORLANDO. — J'espère que si.

ROSALINDE. — Eh ! bien, alors, peut-on désirer trop d'une bonne chose ? (*A Célia*) Venez, ma sœur, vous serez le prêtre qui nous mariera... Donnez-moi votre main, Orlando... Que dites-vous, ma sœur ?

ORLANDO. — Mariez-nous, de grâce.

CÉLIA. — Je ne sais pas les paroles.

ROSALINDE. — Commencez par : Consentez-vous, Orlando ?...

CÉLIA. — Allons-y : Consentez-vous, Orlando, à prendre pour femme cette Rosalinde ?

ORLANDO. — Oui.

ROSALINDE. — C'est bien ; mais quand ?

ORLANDO. — Mais tout de suite, le plus tôt qu'elle pourra nous marier.

ROSALINDE. — Alors il vous faut dire : Je te prends pour femme, Rosalinde.

ORLANDO. — Je te prends pour femme, Rosalinde.

ROSALINDE *à Célia*. — Je pourrais vous demander vos pouvoirs, mais allons ! Je te prends pour mari, Orlando. Bon, voilà une fille qui marche devant le prêtre, aussi vrai que la pensée d'une femme court devant ses actes.

ORLANDO. — Il en est de même de toutes les pensées : elles ont des ailes.

ROSALINDE. — Maintenant, dites-moi combien de temps vous voudrez d'elle après l'avoir faite vôtre ?

ORLANDO. — Toujours, et tous les jours.

ROSALINDE. — Dites plutôt tout un jour. Non, non, Orlando, les hommes sont avril, quand ils font leur cour, et décembre quand ils sont mariés ; les jeunes filles sont mai tant qu'elles sont filles ; mais le ciel change dès qu'elles sont femmes. Je serai plus jalouse de toi qu'un pigeon de Barbarie n'est jaloux de sa compagne, plus crieur qu'un perroquet qui sent venir la pluie, plus capricieuse dans mes goûts, plus folle dans mes désirs qu'un singe. Je pleu-

reraï pour rien comme une Diane de borne-fontaine, et cela quand tu seras en humeur de gaieté ; je rirai comme une hyène, et cela quand tu auras envie de dormir.

ORLANDO. — Mais ma Rosalinde ne fera pas cela ?

ROSALINDE. — Sur ma vie, elle fera comme je ferai.

ORLANDO. — Oh ! elle a trop d'esprit !

ROSALINDE. — Justement. Sans esprit, elle ne pourrait jamais faire ce que j'ai dit. Plus la femme a d'esprit, plus elle a de caprices. Tirez le verrou sur l'esprit d'une femme et il sortira par la fenêtre ; fermez la fenêtre et il s'échappera par le trou de la serrure ; bouchez le trou de la serrure et il s'envolera avec la fumée par le trou de la cheminée.

ORLANDO. — Il faut que je te quitte pour deux heures, Rosalinde.

ROSALINDE. — Hélas ! cher amour, je ne puis me passer de toi deux heures.

ORLANDO. — Il faut que je sois au dîner du duc. A deux heures, je serai de retour près de toi.

ROSALINDE. — Oui, allez votre chemin ; allez votre chemin ! Je savais bien à quoi je devais m'attendre avec vous ; mes amis m'avaient prévenue, et je m'en doutais aussi. C'est votre langue flatteuse qui m'a séduite... Ah ! ce n'est qu'une pauvre délaissée de plus, et maintenant, vienne la mort ! Ainsi deux heures est votre heure ?

ORLANDO. — Oui, ma dame Rosalinde.

ROSALINDE. — *Sur ma foi ! et ma parole ! et vertu de ma vie ! et par tous les gentils jurons qui sont sans danger, si vous manquez d'un iota à votre promesse, ou si vous arrivez d'une seule minute après l'heure, je vous tiens pour le plus barbare parjure, l'amant le plus creux et le plus indigne de votre Rosalinde que l'on puisse trouver dans toute l'énorme troupe des infidèles ! Craignez donc ma censure et tenez votre promesse.*

ORLANDO. — Non moins religieusement que si vous étiez vraiment ma Rosalinde. Et maintenant, adieu !

ROSALINDE. — Allons ! le temps est le vieux magistrat qui juge tous les coupables de ton espèce. Au temps donc de juger. Adieu ! (*Orlando sort.*)

CÉLIA. — Vous avez joliment malmené notre sexe dans votre babillage d'amoureux.

ROSALINDE. — O cousine, cousine, cousine, ma jolie petite cousine, si tu savais à combien de brasses je suis enfoncée dans l'amour ? Mais cela ne peut pas se sonder ; mon cœur a un fond inconnu, comme la baie de Portugal.

CÉLIA. — Dites plutôt qu'il n'a pas de fond : plus vous y versez d'affection, plus il en coule au travers.

ROSALINDE. — Non ! ce méchant bâtard de Vénus, engendré par le souci, conçu dans le dépit et né de la folie, ce petit polisson aveugle qui abuse les yeux de tout le monde, parce qu'il a perdu les siens, c'est lui que je fais juge de la profondeur de mon amour. Je vais te dire, Aliéna ; je ne puis me passer de la vue d'Orlando. Je vais chercher un ombrage pour y soupirer jusqu'à son retour.

CÉLIA. — Et moi, je vais dormir.

Voilà un des exemples de ces dialogues d'amour où nous retrouvons Lodge, mais transfiguré. Nous avons vu l'origine de cette verve. Tout le développement en appartient au poète. Cette page en est un échantillon. Ce que toutefois aucun passage séparé ne saurait donner, c'est un portrait de Rosalinde, une synthèse de cette figure charmante. Elle profite non seulement de la liberté de langage et d'allures que donnaient les mœurs d'alors, mais encore de celle qu'autorise son déguisement de page. Et, sous cette affectation de cynisme, elle reste une nature très pure, très virginale. Quoique amenée par la situation à faire les premières avances, elle demeure amoureuse à la vieille mode. Après chaque excitation passagère d'un entretien avec Orlando, elle tombe dans une sorte d'accablement. En somme, le ton habituel de sa conversation peut passer pour celui du poète lui-même, tel qu'il fut à ses heures légères, d'après les chroniqueurs qui nous l'ont représenté : comme ce Fuller, par exemple, qui nous montre la joute de propos entre le lourd Ben Jonson et l'agile Shakespeare, comparant ce dernier à un petit bâtiment qui tourne d'une manière rapide et déconcertante autour d'un gros galion. Le langage de Rosalinde, c'est la conversation de Shakespeare mise au ton d'une voix de jeune fille, et résonnant, pour ainsi dire, à l'octave supérieure. Cette conversation si légère, qui semble n'avoir pas d'autre objet qu'elle-même, vient d'une nature sérieuse et profonde, pratique aussi dans l'ensemble. Rosalinde tient en main les rênes de sa verve. Comparée à Béatrice, elle lui ressemble par la fantaisie ; mais elle n'a pas son âpreté mordante : elle ne blesse jamais. C'est une Béatrice adoucie de pastorale, ayant à lutter contre des malheurs moins substantiels : son interlocuteur aussi n'est plus le cynique Bénédict, mais le sentimental Orlando.

La part propre d'invention qui revient à Shakespeare dans la pièce se réduit à la création de deux personnages : le fou Pierre de Touche (*Touchstone*) et le mélancolique Jacques. *Touchstone* est dénommé clown ; mais c'est, avant tout, un fou de cour. Ayant le

droit de tout dire et de plaisanter sur tout, c'est lui qui fait entendre la voix du bon sens au milieu de toutes les conventions, et la pastorale, on le sait, est un genre fait de conventions, essentiellement factice : ici, par exemple, on entend la bergère Phœbé tenir un langage euphuïstique à son amoureux. Le fou, lui, rappelle tout le monde au bon sens. Très attaché à Célia, il la suit dans son exil ; mais il ne renonce pas pour cela à son rôle de critique réaliste. Ecoutez-le, quand ils arrivent dans le bois, et voyez comme son langage fait ressortir ce qu'il y a de romanesque, de factice, dans ce cadre :

ROSALINDE. — O Jupiter, que mes esprits sont las !

PIERRE DE TOUCHE. — Je n'aurais cure de mes esprits, si mes jambes n'étaient pas lasses.

ROSALINDE. — J'aurais bien envie de déshonorer mon costume d'homme et de pleurer comme une femme ; mais il me faut réconforter « le vase le plus fragile (1) » ; le pourpoint et le haut-de-chausses doivent se montrer courageux devant le cotillon ; courage donc, bonne Aliéna !

CÉLIA. — Je vous prie de ne pas m'en vouloir : je ne puis pas aller plus loin.

ROSALINDE. — Voici donc cette forêt des Ardennes.

PIERRE DE TOUCHE. — Ah ! me voilà donc dans les Ardennes, et deux fois plus fou que devant. Quand j'étais au logis, j'étais en meilleur lieu ; mais les voyageurs doivent savoir se contenter.

Ce sont les impressions d'un voyageur qui ne se laisse pas éblouir par le charme de la route. Voyez encore un entretien avec un vieux berger, dont il a fait la connaissance dans la forêt. Le dialogue prend ici une tournure semi-philosophique.

CORIN (*le berger*). — Et comment trouvez-vous cette vie de berger, maître Pierre de Touche ?

PIERRE DE TOUCHE. — Mon Dieu, berger, à la considérer en soi, c'est une bonne vie ; mais, considérée comme vie de berger, c'est moins que rien. En tant qu'elle est solitaire, elle est fort de mon goût ; mais, en tant qu'elle est retirée, c'est une vie détestable. En tant qu'elle se passe dans les champs, elle me plaît fort ; mais, en tant qu'elle ne se passe pas à la cour, elle m'assomme. Comme c'est une vie frugale, elle convient bien à mon humeur ; mais, comme elle n'admet guère l'abondance, elle est très contraire à mon estomac... As-tu en toi quelque philosophie, berger ?

CORIN. — Juste ce qu'il en faut pour savoir que plus on est

(1) La femme, en style biblique.

malade, moins on est à son aise ; que, si l'on manque d'argent, de moyens et de contentement, on est privé de trois bons amis ; que le propre de la pluie est de mouiller, et le propre du feu de brûler ; que les bons pâturages font les moutons gras, et qu'une des grandes raisons pourquoi il fait nuit, c'est l'absence du soleil ; que celui qui n'a pas reçu d'esprit de la nature ni de l'éducation a le droit de se plaindre de ses maîtres..., à moins qu'il ne sorte de parents stupides.

PIERRE DE TOUCHE. — Voilà un philosophe naturel.

Mais il fait plus que parler avec bon sens : il se lie avec une vraie campagnarde, nommée Audrey, que le poète a introduite dans ce cadre fictif comme par moquerie, pour marquer la distance entre la vraie rusticité et la pastorale de convention, représentée par Phœbé et son amoureux Silvius. Audrey garde les chèvres ; elle a les mains rouges et les cheveux en désordre, point d'esprit ni de beau langage. Mais Pierre de Touche se plaît en sa compagnie : il aime à faire jouer son esprit devant cette paysanne ébahie, qu'il plaisante impudemment, sans qu'elle s'en doute. Il l'épousera en la ravissant à un paysan, William, qui a des droits sur elle, mais qu'elle quitte pour ce Touchstone, qui a été à la cour. Les propos du fou sont, en somme, d'un bout à l'autre, un commentaire railleur de la fiction ambiante. C'est un personnage curieux, mais comme il y en a beaucoup dans le théâtre anglais ; et celui-ci est très apparenté à d'autres.

Voici, au contraire, un personnage unique, l'un des plus neufs et ingénieux que le poète ait créés : c'est le mélancolique Jacques, un des seigneurs qui ont suivi le duc banni dans sa retraite. Dans sa jeunesse, il a voyagé, il a mené une vie de plaisir et de libertinage. A présent, il est blasé sur tout, critique tout, juge la vie en homme qui en est revenu, qui n'a plus d'illusions, et dont le seul plaisir persistant est dans la constatation mélancolique du peu qu'est l'homme, ou la vertu, la joie et l'existence. Toujours analysant ses sensations, il trouve d'amères jouissances à savourer ce néant, dont la pensée tantôt provoque ses sarcasmes, tantôt fait couler ses larmes. Entend-il une bribe de chanson sentimentale, il réclame le second couplet ; « car il exprime la mélancolie d'un chant comme la belette suce un œuf ». Il fuit le duc pour cultiver la solitude. Il s'afflige de l'usurpation de l'homme sur les bêtes innocentes qui peuplaient en paix le bois. On le trouve assis sous un chêne, au bord d'un ruisseau où s'est arrêté un pauvre daim blessé. Il moralise à propos de ce spectacle.

En voyant la bête qui pleure dans le ruisseau déjà plein :

« Pauvre daim, dit-il, tu fais un testament à la façon des mondains, donnant ton superflu à qui a déjà trop. » Puis, la voyant seule en ce lieu, délaissée par ses amis au poil soyeux : « C'est juste, dit-il : ainsi le malheur écarte le flot de la société. » — Puis voici un daim insouciant, tout frais repu, qui passe en bondissant près de l'autre, sans s'arrêter pour le saluer : « Oui, dit Jacques, allez votre chemin, gros et gras bourgeois ; ainsi va le monde ; pourquoi regarder ce pauvre banqueroutier-là ? » — Ainsi de ses invectives va-t-il perçant le corps de la société, de la cité, de la cour, mieux encore, de notre vie pastorale, jugeant que nous sommes de purs usurpateurs, des tyrans, et qui pis est, que nous venons effrayer les animaux et les massacrer dans la demeure qui leur a été assignée par la nature.

Cette sensibilité de Jacques pour les animaux nous le rend sympathique, au point que nous sommes portés à voir en lui un homme selon le cœur du poète, qu'il aurait caressé de ses vers. Il est certain que le poète se plaît à ses boutades de sentiment ou de satire, comme aux accès de verve de Falstaff. Mais il ne s'identifie nullement avec lui. La mélancolie n'est pas une vertu au siècle de Shakespeare. George Sand, dans son adaptation de *Comme il vous plaira*, transformera le personnage, en en faisant le type de la mélancolie romantique, le vrai philosophe ; elle ira jusqu'à le faire aimer par Célia, qu'il épousera à la fin. On sent qu'il y a eu un J.-J. Rousseau entre Shakespeare et George Sand. Pour le poète anglais, Jacques est seulement un original, un excentrique, qui voit loin parfois à travers les conventions, et qui a de bonnes raisons pour juger que la vie entière est une comédie, où les hommes sont les acteurs. Mais sa vision est pourtant bien bornée encore et souvent bien fausse. Et l'auteur charge son héros et son héroïne d'assener chacun une rebuffade à ce misanthrope. Les amoureux (qui ont toujours raison) ne peuvent pas supporter cet homme qui voit tout en noir. A Jacques, qui fait avec lui le maussade et le bourru, Orlando répond sur le même ton et adresse cette leçon :

ORLANDO. — Je n'entends incriminer personne au monde que moi, de qui je sais le plus de défauts.

JACQUES. — Votre pire défaut est d'être amoureux.

ORLANDO. — C'est un défaut que je ne changerais pas pour votre plus belle vertu. Je suis las de vous.

JACQUES. — Ma foi, je cherchais un fou, quand je vous ai trouvé.

ORLANDO. — Il s'est noyé dans le ruisseau. Regardez-y et vous l'y verrez.

JACQUES. — C'est ma forme que j'y verrai.

Et Orlando ne lui dit pas non. — Bien qu'il se montre moins injuste envers Rosalinde, déguisée en Ganymède, Jacques ne reçoit pas d'elle une moins verte semonce. Il la recherche, mais il lui déplaît :

JACQUES. — Je t'en prie, gentil garçon : laisse-moi cultiver ta connaissance.

ROSALINDE. — On dit que vous êtes un mélancolique.

JACQUES. — C'est vrai ; j'aime mieux cela que de rire.

ROSALINDE. — Ceux qui font l'un ou l'autre à l'extrême sont des gens insupportables, et ils se dénoncent à la critique courante comme pires que des ivrognes.

JACQUES. — Ah ! c'est bon d'être triste et de ne dire mot.

ROSALINDE. — Mais, alors, c'est bon d'être une souche.

JACQUES. — Je n'ai ni la mélancolie de l'érudit, qui est émulation ; ni celle de ce musicien, qui est bizarrerie ; ni celle du courtisan, qui est fierté ; ni celle du soldat, qui est ambition ; ni celle de l'homme de loi, qui est politique ; ni celle de la dame, qui est bagatelle ; ni celle de l'amoureux, qui les est toutes. — Non, c'est une mélancolie à moi, composée de beaucoup de simples, extraite de beaucoup d'objets, et qui est en vérité méditation sur mes nombreux voyages ; — en les ruminant souvent, je suis enveloppé d'une très étrange tristesse.

ROSALINDE. — Un voyageur ! Ma foi, vous avez bien raison d'être triste ; j'ai peur que vous n'ayez vendu vos terres pour aller visiter celles d'autrui. Avoir vu beaucoup et ne rien savoir, c'est avoir les yeux riches et les mains pauvres.

JACQUES. — Mais j'y ai gagné mon expérience !

ROSALINDE. — Et c'est votre expérience qui vous rend triste ? J'aimerais mieux avoir un fou pour m'égayer, que l'expérience pour m'attrister. Et voyager pour cela encore ! (*Entre Orlando.*)

ORLANDO. — Bonjour et joie à vous, ma chère Rosalinde !

JACQUES. — Oh ! non, adieu, si vous parlez en vers blancs.

ROSALINDE. — Adieu, monsieur le voyageur. Veillez à zézayer à l'italienne et à porter des costumes étranges, dépréciez tous les bienfaits de votre pays, pestez contre votre nativité, et gourmandez presque Dieu pour vous avoir fait le visage que vous avez, ou je croirai difficilement que vous ayez jamais navigué dans une gondole.

En somme, ce personnage demeure énigmatique ; le poète

semble avoir envers lui des sentiments ambigus : il le représente comme pénétrant et dans le vrai, quand il a affaire à des personnes superficielles, mais comme trouvant son maître quand il est en présence de ceux qui ont des sentiments naturels et profonds. L'amour, qui est vérité, a raison de son pessimisme ; car Shakespeare en est encore au temps où il a du monde une idée optimiste et rassurante. Le mélancolique est alors pour lui l'hypocondre ou le cynique, un homme affligé d'une maladie du corps ou de l'esprit ; mais Jacques prendra cependant bientôt sa revanche. Sa sagesse désolante réparaitra, mêlée d'une violence tragique, dans *Hamlet*, dans le *Roi Lear*, et, cette fois, acceptée par le poète que la *mélancolie* aura envahi tout entier.

R. A.

Histoire intérieure de la France depuis 1870.

Cours de M. CHARLES SEIGNOBOS,

Professeur à l'Université de Paris.

Formation de la Commune.

Nous avons vu comment a été créé, après la guerre, un gouvernement légal formé d'une assemblée souveraine et d'un chef du pouvoir exécutif, opérant suivant la doctrine du régime parlementaire, mais dans des conditions exceptionnelles, le régime étant déclaré provisoire et installé dans une résidence provisoire. Nous allons voir maintenant comment, en opposition à ce gouvernement légal provisoire installé en dehors de Paris, s'est constitué dans Paris un gouvernement insurrectionnel.

Cette histoire nous est connue par beaucoup de documents de tous les partis. Une grande partie des documents officiels se trouvent dans les journaux officiels des deux gouvernements.

Les principales sources sont : l'*Enquête parlementaire sur l'insurrection du 18 mars 1871*, 3 vol. in-4° (on y trouve des documents et des dépositions de gens appartenant à des partis différents : membres du gouvernement, officiers, policiers, maires et adjoints des arrondissements de Paris, journalistes, ouvriers républicains) ; — les procès-verbaux des séances de la Commune (inédits, au Musée Carnavalet ; les comptes rendus de trois séances ont été publiés par Dubreuilh dans *La Commune*), — et les souvenirs, les récits de journaux, les ouvrages, qui sont très nombreux : J. Simon, le *Gouvernement de M. Thiers* ; G. Faure, *Histoire du Gouvernement de la défense nationale* ; Maxime du Camp, *Les Convulsions de Paris* ; Fr. Jourde, *Souvenirs d'un membre de la Commune* ; Lefrançais, *Etude sur le mouvement communaliste à Paris en 1871* ; Beslay, *Mes Souvenirs* ; Arnould, *Histoire populaire et parlementaire de la Commune de Paris* ; et les récits de journalistes, comme C. Mendès, Pelletan. On peut y ajouter les affiches, réunies dans un recueil : *Les murailles politiques de la France, 1870-71*. — Parmi les exposés d'ensemble,

on peut consulter dans S. Denis (très détaillé), dans Zévort et Hanotaux (plus sommaires), les chapitres qui se rapportent à cette période ; Lanjalley et Borriez, *la Révolution du 18 mars 1871* ; Fiaux, *Histoire de la guerre civile de 1871* ; Lissagaray, *Histoire de la Commune de 1871* ; Bourgin, *Histoire de la Commune* ; Margueritte, *La Commune* ; Dubreuilh, *La Commune* (tome XI de *Histoire socialiste*).

Cette histoire est très dramatique ; les épisodes, les traits de mœurs y abondent. Nous nous bornerons, ici encore, à exposer la marche générale des faits, et nous étudierons :

1° Comment s'est formé, à Paris, un sentiment d'opposition, qui aboutit à la formation de groupements hostiles au gouvernement.

2° Comment il amène un soulèvement, qui aboutit à une rupture définitive.

3° Comment se constitue, à Paris, un gouvernement : la Commune.

I. — La formation, à Paris, d'une force capable d'entrer en lutte violente contre le gouvernement légal ne se comprend que par les conditions exceptionnelles de la vie à Paris résultant de la révolution, du siège et de la capitulation, qui ont eu pour résultat une désorganisation complète des forces légales et ont provoqué le mécontentement de la population parisienne.

A) La désorganisation porte sur toutes les forces organisées : gouvernement, garde nationale, armée.

La révolution du 4 septembre, en supprimant le gouvernement impérial, a gardé le régime municipal exceptionnel de Paris. Il n'y a pas de conseil municipal : Paris est administré directement par le gouvernement ou plutôt par un maire qui n'est que l'agent du gouvernement. Les révolutionnaires ont protesté et il y a eu même une tentative d'insurrection, le 31 octobre, pour obtenir une commune élue. Une transaction est intervenue : on a gardé le régime antérieur ; mais, dans chaque arrondissement, on a fait élire un maire et des adjoints. Ces maires acquièrent très vite, chacun dans son arrondissement, un pouvoir assez fort. D'autre part, ils prennent l'habitude de se réunir, et leur réunion devient une sorte de représentation officieuse, que le gouvernement consulte dans les circonstances difficiles. En réalité, il n'y a plus à Paris de pouvoir réel. Depuis que le siège du gouvernement est en province, il ne reste plus à Paris que J. Favre, Picard et le maire J. Ferry, avec les généraux Vinoy et d'Aurelles de Paladines ; ils se réunissent le soir, mais ne sont pas obéis.

La seconde force légale est la garde nationale. Elle existait déjà sous l'Empire, mais était exclusivement formée de bourgeois.

La révolution y a fait entrer tous les hommes valides. Cette réorganisation coïncide avec le blocus, c'est-à-dire avec l'arrêt de toutes les industries. Tous les ouvriers sont devenus gardes nationaux ; ils sont organisés militairement en bataillons, sous le commandement d'un général en chef nommé par le gouvernement. Ils reçoivent une solde de 1 fr.50 par jour, qui, pour beaucoup, est le seul moyen d'existence. Ils sont partagés en secteurs, commandés par des amiraux assez populaires ; les chefs inférieurs sont élus. Le siège fini, l'armistice stipule que l'armée et la garde mobile seront désarmées, mais les gardes nationaux conservent leurs armes. J. Favre s'est, dans la suite, reproché cette négligence comme une faute impardonnable. En réalité, on n'a pas désarmé la garde nationale à ce moment, parce qu'il aurait été impossible de le faire. Bismarck n'a nullement offert de la faire désarmer ; il a seulement déclaré à J. Favre qu'il faudrait le faire. Mais cette garde nationale, qui reste armée, n'est plus occupée qu'au service d'ordre. Le commandement est désorganisé par le défaut des chefs de secteurs. Il ne reste que l'état-major, place Vendôme. Mais, comme les gardes nationaux ont pris l'habitude de l'élection, ils réclament pour élire leur général. La garde nationale cesse d'être une force au service du gouvernement ; les gardes ne veulent même plus assurer le service d'ordre en dehors de leur quartier.

L'armée, elle, a été désarmée. Elle reste dans les casernes, et, désœuvrée, se mêle à la population. Le gouvernement a conservé à Paris une division de 12.000 hommes, portée plus tard à 18.000 ; mais elle est formée de régiments de marche, comprenant des soldats pris dans tous les corps, qui ne sont pas encadrés solidement, et laissés en contact continu avec la population.

B) En même temps que toutes les forces, à l'intérieur de Paris, sont désorganisées, la population se trouve dans un état exceptionnel de souffrance et d'irritation. Tous les témoins sont d'accord sur l'état produit par le siège, la claustration, la mauvaise nourriture et l'abus de l'eau-de-vie. Sous des noms différents : fièvre du siège, folie, ivresse morale, « délire moral », ils désignent tous un même état d'esprit.

Déjà un certain mécontentement s'était manifesté contre le gouvernement. On lui reprochait, pendant le siège, l'inaction contre l'ennemi, qui était à 250 mètres. Tous les soirs, le colonel demandait l'autorisation de faire des reconnaissances. Tous les jours arrivait l'ordre formel de ne pas tirer un coup de fusil... « C'était agaçant d'avoir une arme et de ne pas l'utiliser. » (Déposition à l'enquête.) La capitulation, brusquement connue, transforme ce

mécontentement en irritation générale, même dans les quartiers bourgeois. Cette irritation s'accroît encore lors de l'entrée des Allemands à Paris. Il est resté dans le quartier des Champs-Élysées des canons achetés par souscription ; les gardes nationaux vont les chercher et les emmènent dans différents quartiers, à Belleville, à Montmartre.

C'est dans de semblables dispositions que vont avoir lieu les élections à l'Assemblée, le 8 février. De nombreux comités se forment, chacun donnant une liste. Il faut mentionner plus particulièrement la liste des socialistes révolutionnaires, qui se présentent ainsi aux électeurs : « Ceci est la liste des candidats présentés au nom d'un monde nouveau par le parti des déshérités, parti immense, mais qui, jusqu'à aujourd'hui, n'a pu être agréé en quoi que ce soit par les classes qui gouvernent la société ». — Voici les points principaux de son programme : « Défense à qui que ce soit de mettre la République en question, nécessité de l'avènement politique des travailleurs, chute de l'oligarchie capitaliste et de la féodalité industrielle, organisation d'une République qui, en rendant aux ouvriers leur instrument de travail, comme celle de 1792 rendit la terre aux paysans, réalisera la liberté politique par l'égalité sociale ». — Ce qui domine dans toutes les listes, c'est l'opposition au gouvernement. Le comité libéral lui-même, qui dresse une liste de conciliation, n'ose pas y faire figurer les noms des membres du gouvernement de la Défense nationale. Enfin, il se forme une coalition qui présente la liste dite des quatre comités : Alliance républicaine, Union républicaine, Défenseurs de la République, Association internationale des travailleurs (6 février). Cette coalition est une coalition patriotique et antimonarchique. Elle est soutenue par la garde nationale, les républicains de gauche et les révolutionnaires. La population de Paris manifeste donc, dès lors, son mécontentement contre le gouvernement, et son intention de maintenir la République comme régime définitif.

D'autres faits, dont nous avons déjà parlé dans la dernière leçon, viennent encore accroître ce mécontentement. Le gouvernement, étant encore à Bordeaux, est amené en effet à s'occuper de questions qui intéressent le peuple de Paris. La solde des gardes nationaux, qui était pour beaucoup le seul moyen d'existence, est supprimée, sauf pour ceux qui peuvent fournir un certificat d'indigence. Les échéances des effets de commerce étaient suspendues depuis le 13 août. Les commerçants demandaient la prolongation du régime existant ; un projet de loi voté le 10 mars déclare qu'elles seront exigibles le 13 mars, dans les quarante-huit heures. Le même jour, l'Assemblée discute pour décider où l'on transfé-

rera le siège du gouvernement : la commission propose Fontainebleau ; malgré les protestations des députés de Paris, l'Assemblée, à la demande de Thiers, adopte Versailles. On eut l'impression à Paris qu'on voulait « décapitaliser » Paris. En outre, Thiers fait, à cette occasion, la fameuse déclaration dont nous avons déjà parlé et qui est connue sous le nom de « pacte de Bordeaux », où il disait que toutes les questions relatives à la forme définitive du gouvernement étaient réservées : c'était dire que la République n'était qu'un régime provisoire.

Ainsi la population de Paris se regarde comme menacée directement sur un certain nombre de questions qui touchent à ses intérêts immédiats ou qui la passionnent. Les ouvriers sont sans ressources ; les commerçants redoutent des protêts ; tous les Parisiens sont irrités de voir le gouvernement s'installer ailleurs qu'à Paris, et la question de la République est laissée en suspens.

C) Pour diriger l'opposition, il s'est formé des groupements sans pouvoir légal, mais influents. Avant la révolution, il existait deux groupements ouvriers, souvent confondus depuis parce qu'ils se réunissaient dans le même local ; c'étaient l'Association internationale des travailleurs, société d'études et de propagande non révolutionnaire, mais excitée par les procès, — et la Chambre syndicale des sociétés ouvrières, organe central des sociétés ouvrières de secours mutuels surtout contre le chômage. Pendant le siège, il s'est formé un groupement nouveau, qui a son origine dans la garde nationale. La loi du 23 juin 1851, qui régissait la garde nationale, instituait des conseils de famille dans chaque compagnie. Ces conseils ont pris plus d'importance, quand tous les habitants sont devenus gardes nationaux. Ils élisent leurs officiers et des délégués, qui, légalement, devraient s'occuper de secours, mais en fait essaient de devenir un pouvoir de contrôle. Officiers et délégués se rapprochent surtout dans les quartiers ouvriers, les uns et les autres comptant parmi eux des révolutionnaires, quelques-uns étant même affiliés à l'Internationale. Ces délégués forment un organe commun : le Comité central. Ce Comité, réorganisé après la capitulation, prend une part active à l'élection des députés, convoque des réunions. Le 15 février, dans une réunion au Tivoli Vauxhall, on nomme une commission pour rédiger les statuts d'une fédération. Le 24 février, au cours d'une manifestation, on vote la déclaration suivante : « La garde nationale proteste par l'organe de son comité central contre toute tentative de désarmement et déclare qu'au besoin elle y résistera par les armes ». Un comité provisoire fait faire une affiche pour

empêcher les gardes nationaux de prendre les armes lors de l'entrée des Allemands à Paris, et donne des ordres pour qu'on fasse le vide dans les quartiers occupés, qu'on enlève les canons de Passy et de la place Wagram que l'on transporte à Belleville et à Montmartre. Le 3 mars, est créée une Fédération républicaine de la garde nationale, avec des statuts et un programme qui déclare que « la République, étant le seul gouvernement de droit et de justice, ne peut être subordonnée au suffrage universel, qui est son œuvre. La garde nationale a le droit absolu de nommer tous ses chefs et de les révoquer, dès qu'ils ont perdu la confiance de ceux qui les ont élus. » Le 13 mars, elle reçoit l'adhésion de 215 bataillons (sur 270). Elle décide que les chefs seront soumis à une nouvelle élection. Garibaldi est nommé général en chef. L'organe directeur de cette Fédération a gardé le nom de Comité central, devenu, avec l'appui de la garde nationale, un pouvoir officieux sans titre légal à l'intérieur de Paris.

II. — La rupture avec le gouvernement légal se produit par un soulèvement, suivi d'une période d'attente et de négociations.

A) L'occasion du soulèvement est la question des canons de la garde nationale. C'est le gouvernement légal qui prend l'offensive. Thiers, revenu à Paris le 15 mars, tient conseil. Le monde des affaires est très mécontent ; il se plaint que l'inquiétude entretenue par l'agitation empêche la reprise des affaires et il demande le rétablissement de l'ordre. Le 17 mars, on décide de reprendre les canons. En même temps, Thiers rédige une proclamation où il déclare aux Parisiens : « L'ordre est la condition de votre bien-être ».

Le lendemain, 18, l'opération commence à l'aube. L'armée, qui est chargée de reprendre les canons, marche sur Belleville et sur Montmartre. A Belleville, les troupes sont repoussées, mais sans accident. A Montmartre, la surprise réussit ; mais il se produit un retard : les attelages qui devaient emmener les canons n'arrivent pas et les soldats doivent les attendre. Pendant ce temps, la nouvelle se répand, la population sort des maisons, se répand dans les rues, se mêle aux soldats, les entoure et les décide à lever la crosse en l'air. Puis survient un grave et dramatique événement local, mais dont les conséquences vont avoir une portée générale. Quelques soldats et un comité local, installé salle Robert, arrêtent deux généraux : les généraux Lecomte et Clément Thomas, et les fusillent après un simulacre de jugement. Le Comité central, bien qu'étranger à l'affaire, apparaît comme responsable ; toute conciliation devient impossible.

Maîtres des canons, la foule et les gardes nationaux descendent

vers le centre de Paris et entraînent un régiment. Alors se pose, pour le gouvernement réuni au ministère des affaires étrangères, une question décisive : faut-il garder les quartiers bourgeois restés fidèles, ou évacuer complètement Paris et se retirer à Versailles ? La question est discutée en conseil. Il y a deux solutions opposées, que chacun préconise suivant l'opinion qu'il se fait des forces en présence : les insurgés et l'armée. Les hommes politiques, qui savent que l'insurrection est faible, veulent rester. Le ministre de la guerre, lui, veut abandonner Paris pour des raisons militaires : il sait que l'armée n'est pas sûre. Il décide Thiers, qui quitte lui-même Paris et donne l'ordre de l'évacuer, malgré les protestations et les objurgations du maire, J. Ferrý, qui veut garder l'hôtel de ville et envoie des dépêches jusqu'à une heure très avancée pour décider le gouvernement à revenir sur sa résolution.

Le gouvernement fait évacuer tous les quartiers de Paris, non seulement ceux du centre, mais aussi les quartiers conservateurs de l'ouest, où les gardes nationaux sont pour lui. Thiers va plus loin même que les militaires : il fait évacuer aussi les forts non occupés par les Allemands, même le Mont-Valérien. Il veut concentrer l'armée pour défendre Versailles, et isoler les soldats de la population. Il est résolu à reprendre Paris par un siège en règle, après avoir réorganisé l'armée. A l'enquête, il expliqua qu'il avait fait ce qu'il avait conseillé en 1848 à Louis-Philippe et ce qu'avait fait Windischgraetz à Vienne.

Le résultat, c'est que le gouvernement insurrectionnel se trouve d'un coup mis en possession de tout Paris, de l'enceinte, des armes, des canons et des munitions. Le Comité central va s'installer à l'hôtel de ville et à l'état-major de la garde nationale, place Vendôme.

B) La lutte ouverte ne commence cependant pas aussitôt. Du 18 au 28 mars, il y a toute une semaine d'attente, où la question n'est pas résolue clairement pour la population de Paris, et où les partisans de la conciliation essaient de négocier pour empêcher la guerre civile.

Le gouvernement, en évacuant Paris, y a laissé deux autorités : pour l'administration civile le groupe des maires, pour la garde nationale Saisset, commandant. Le Comité central veut donner suite à la double réclamation du peuple de Paris : une commune élue, un général élu. Il fait afficher une proclamation aux gardes nationaux, où il dit : « Notre mandat est expiré... Préparez donc et faites de suite vos élections communales... En attendant, nous conservons au nom du peuple l'hôtel de ville. » Mais il hésite à

engager la guerre ; il reste sur la défensive. Il voudrait donner à sa convocation des électeurs une apparence légale. Il envoie des délégués négocier avec les maires. Il y a trois négociations suivies d'accord. Mais elles sont très difficiles à exposer ; elles se compliquent, en effet, des efforts faits pour réunir les gardes nationaux hostiles au comité central et des négociations avec Versailles. D'autre part, il est difficile de discerner si les maires veulent réellement un accord ou négocient pour laisser le temps au gouvernement de réorganiser l'armée ; ils l'ont dit plus tard, mais les deux tendances ont vraisemblablement existé.

Un premier accord intervient le 19 mars. La réunion des maires, qui avait lieu dans la mairie du II^e, prend l'initiative d'envoyer des délégués auprès du Comité central. Les maires occuperont l'hôtel de ville ; le Comité central, la place Vendôme. Mais le Comité central désavoue l'accord et convoque les électeurs pour le 22 mars. Aussitôt des protestations s'élèvent de la part des maires, et des journaux déclarent que la convocation des électeurs est un acte de souveraineté nationale réservé aux pouvoirs issus du suffrage universel, et que la convocation du Comité central est nulle.

De son côté, le parti de l'ordre prend ses mesures. A Versailles, le 20 mars, l'Assemblée nomme une commission de quinze membres pour assister le gouvernement pendant la durée de l'insurrection, et fait rédiger une proclamation au peuple et à l'armée ; les députés de Paris formulent trois propositions : élection d'un conseil municipal de 80 membres, élection des officiers inférieurs de la garde nationale, prorogation des effets de commerce. A Paris, le parti de l'ordre va manifester devant l'état-major du Comité central, le 21, puis de nouveau le 22 mars ; on fait des sommations, des coups de fusil partent : il y a des morts et des blessés. Les élections sont renvoyées au 26. Les maires réunissent une troupe et font occuper les mairies des 1^{er} et II^e arrondissements. Le Comité central fait occuper les autres.

Une deuxième tentative est faite à Versailles. Le 23, les maires et adjoints de Paris veulent entrer à l'Assemblée pour exposer leurs propositions. L'Assemblée refuse de les recevoir ; mais les députés membres de la délégation parleront en son nom. Celle-ci apparaît dans les tribunes et crie : « Vive la République ! » C'est le signal du tumulte : Grévy lève la séance et les propositions des maires ne sont pas examinées. Le 24, le Comité fait occuper la mairie du 1^{er} au pouvoir des maires. Cependant un compromis est décidé ; les élections auront lieu, et seront présidées par les

maires, mais se feront le 30. De nouveau le Comité central refuse.

Un troisième accord intervient le 25. Le Comité central envoie deux délégués à la réunion des maires. Ceux-ci, inquiets de la nouvelle venue de Versailles que l'Assemblée va donner le commandement de l'armée à un d'Orléans, acceptent : 6 députés, 7 maires, 32 adjoints signent l'affiche convoquant les électeurs pour le 26.

Le résultat est que les élections du Conseil municipal se font sur la convocation d'une autorité légale de Paris, mais sans l'acceptation de l'autorité supérieure du gouvernement de Versailles. Le 27, l'Assemblée rejette la proposition de Louis Blanc de ratifier les élections. Thiers, cependant, fait une déclaration qui semble garantir la République ; mais c'est tout.

III. — Le gouvernement insurrectionnel est constitué sous forme d'un Conseil de Paris.

A) L'élection du 26 a eu lieu dans les formes régulières, sans trouble, avec les listes antérieures, mais suivant la proportion fixée par le Comité central (un conseiller par 20.000 habitants). Ce ne sont pas seulement les partisans de l'insurrection qui ont voté, mais aussi les quartiers conservateurs. Le total des votants atteint un chiffre normal : à peu près 224.000 sur 481.000 inscrits ; car il faut tenir compte de ce fait, qu'un grand nombre de gens avaient quitté Paris. Il y a eu deux listes en présence, appartenant aux deux groupements qui viennent de faire la transaction. Parmi les élus, on compte quinze élus du parti des maires, soixante-cinq du parti révolutionnaire et quelques hésitants (il y a eu quelques élections multiples). Les révolutionnaires sont donc en grande majorité.

On a souvent essayé d'analyser cette majorité. Suivant un préjugé, c'est l'Internationale qui domine, tandis qu'en fait ses élus sont en minorité : ils comprennent des ouvriers voulant des réformes sociales, un régime légal, et qui sont fédéralistes. Il y a aussi des membres du Comité central (onze). Le plus grand nombre comprend des hébertistes et des blanquistes dans la tradition de 1793, hommes de 1848, journalistes, bourgeois.

B) La Commune est installée solennellement, le 28 mars, par le Comité central qui lui remet l'hôtel de ville, mais encombré de gardes nationaux et sans aucune installation. Elle se réunit le 28 et se constitue le 29. Les élus du parti des maires démissionnent. La majorité décide que les séances ne seront pas publiques. Puis on discute sur la proclamation où doit être précisée la politique de la Commune. Deux partis sont en présence.

Le projet rédigé par les fédéralistes (Lefrançais) est rejeté ; le projet rédigé par une commission de centralistes est adopté.

Le gouvernement est organisé non comme un simple conseil municipal, mais comme un gouvernement souverain. Un signe extérieur évident de ce fait est le titre de son journal, qui porte le nom de *Journal officiel* et qui figure, à cause de cela même, dans la collection de l'*Officiel*.

Il est formé d'une commission exécutive de sept membres et de commissions qui font office de ministères, comprenant de quatre à huit membres ; elles sont au nombre de huit.

Ainsi, à partir de ce moment, se trouvent en présence deux gouvernements constitués : un gouvernement légal à Versailles, un gouvernement insurrectionnel à Paris. La lutte va commencer.

E. M.

Sujets de devoirs.

UNIVERSITÉ DE RENNES

Thème allemand.

1. La bonne humeur est le correctif de toute philosophie. Je ne connais pas de philosophie gaie ; mais la nature est éternellement jeune et nous sourit toujours. Il n'y a pas d'impasse pour elle. Elle sort des situations les plus désespérées. Au premier coup d'œil, l'humanité de nos jours semble acculée à une position sans issue. Les vieilles croyances au moyen desquelles on aidait l'homme à pratiquer la vertu sont ébranlées et elles n'ont pas été remplacées. Pour nous autres, esprits cultivés, les équivalents de ces croyances que fournit l'idéalisme suffisent tout à fait ; car nous agissons sous l'empire d'anciennes habitudes ; nous sommes comme ces animaux à qui les physiologistes enlèvent le cerveau, et qui n'en continuent pas moins certaines fonctions de la vie par l'effet du pli contracté. Mais ces mouvements instinctifs s'affaibliront avec le temps... Nous vivons de l'ombre d'une ombre. De quoi vivra-t-on après nous !... Une seule chose est sûre, c'est que l'humanité tirera de son sein tout ce qui est nécessaire en fait d'illusions pour qu'elle remplisse ses devoirs et accomplisse sa destinée. Elle n'y a pas failli jusqu'ici ; elle n'y faillira pas dans l'avenir.

Je crains parfois qu'on ne me reproche d'avoir semblé me livrer aux jeux d'un loisir coupable, en poursuivant d'inoffensives chimères au moment où ma patrie traversait les plus graves crises qu'elle ait jamais connues. Je répondrai ce que j'ai déjà plus d'une fois répondu. J'ai toujours été à la disposition de mon pays. En 1869, invité par un groupe considérable d'électeurs à me présenter à la députation, je fis, afin de répondre à ce vœu, des sacrifices pour moi très considérables. La seule chose à laquelle je ne me pliai pas fut de dire un mot de plus ou de moins que ce que j'estimais bon à dire. Depuis, j'ai toujours répété que j'étais aux ordres de mes concitoyens pour les mandats qu'ils voudraient me confier. Toute sollicitation, en pareil cas, me paraît déplacée. Les mandats politiques, dans les temps difficiles où nous sommes, ne doivent être ni recherchés ni refusés. Aveugles et imprudents sont ceux qui les recherchent ; égoïstes sont ceux qui les refusent et qui, par amour d'une existence tranquille, se mettent à l'abri des dangers inséparables de la vie publique...

(RENAN, Préface aux *Dialogues philosophiques*.)

2. De très bonne heure, il a perçu les voix du ciel et de la terre, et ce que peuvent dire un geste d'arbre, une floraison rose d'amandiers dans la campagne hivernale encore et sans verdure, des nuages bas sur une lande, l'essor d'une cime glacée dans l'azur, un troupeau toisonneux de petits cirrus qui cheminent d'un mouvement imperceptible; au plus haut du ciel, dans le silence et les froids espaces de la clarté lunaire. De très bonne heure, ces choses-là furent le pain quotidien dont il se nourrissait en secret, étudiant avec une attention profonde les lignes et les couleurs pour connaître et comprendre tous leurs sortilèges. Il s'éprenait de paysages; il les aimait avec le cœur, religieusement, — et cela non pour ce qui s'y associait d'histoire humaine, non pour ce qu'il pouvait suggérer de sentiment humain, mais pour eux-mêmes, pour le divin que la main du Créateur a laissé dans la nature. Ce qui l'intéresse dans la nature, ce n'est pas ce que l'homme y met de lui-même, mais ce que Dieu y a mis, et qu'elle peut mettre en l'homme, s'il la contemple pour se rapprocher de Dieu. Par là sa vision est anglaise et moderne, différente de celle d'un Milton qui reste un lyrique du sublime moral et de la volonté, comme de celle d'un Hugo, d'un Lamartine et d'un Musset, pour qui la nature n'est que notre théâtre, l'écho de nos cris de souffrance et d'amour, — voisine de celle d'un Shelley, ce poète de la nature surhumaine et solidaire, ce poète, comme Ruskin, de la portion la plus inhumaine et la plus solidaire de la nature : le ciel et ses nuages, — plus voisine encore de la vision d'un Wordsworth, puisque celui-ci non seulement perçoit Dieu dans la nature, mais y trouve écrit l'enseignement de Dieu, y discerne les types du Beau et du Bien, les symboles de la loi morale, et que, selon lui, « l'homme doit apprendre ses devoirs de toutes les formes », monter vers la sagesse, la paix, la joie divine de la vie parfaite, sous l'influence des collines, des arbres, du ciel et de la mer.

(CHEVRILLON, *Revue germanique*, janvier 1903, p. 56.)

Thème allemand.

Le style de M^{me} de La Fayette.

TAINE, *Essais de Critique et d'Histoire*, éd. Hachette, p. 256. — Ce style est aussi mesuré que noble; au lieu d'exagérer, il atténue. M^{me} de la Fayette n'élève jamais la voix. Son ton uniforme et modéré n'a point d'accent passionné ni brusque. D'un bout à l'autre de son livre brille une sérénité charmante; ses person-

nages semblent glisser au milieu d'un air limpide et lumineux. L'amour, la jalousie atroce, les angoisses suprêmes du corps brisé par la maladie de l'âme, les cris saccadés de la passion, le bruit discordant du monde, tout s'adoucit et s'efface, et le tumulte d'en bas arrive, comme une harmonie, dans la région pure où nous sommes montés. C'est que l'excessif choque comme le vulgaire ; une société si polie repousse les façons de parler violentes ; on ne crie pas dans un salon. M^{me} de La Fayette ne s'abandonne pas, comme une artiste et comme une actrice ; elle se contient comme une grande dame et comme une femme du monde. D'ailleurs, même à demi-mot, surtout à demi-mot, ses hôtes l'entendent. Ce sont les nerfs grossiers ou les esprits obtus qui veulent des éclats de voix ; un sourire, un tremblement dans l'accent d'une parole, un mot ralenti, un regard glissé suffisent aux autres. Ceux-là devinent ce qu'on ne dit pas et entendent ce qu'on indique. Leur délicatesse et leur promptitude aperçoivent, à l'instant et sans peine, ce qu'on dissimule ou ce qu'on n'achève pas. Ils comprennent ou imaginent les transports et les tempêtes cachés sous les phrases régulières et calmes. Ils ne veulent pas les voir ; ils les entrevoient et, au même moment, ils en détournent leurs yeux ; ils veulent rester maîtres d'eux-mêmes.

Dissertations allemandes.

1. Lessing als Reformator der deutschen Bühne (Licence).
2. Cl. Brentano's Weltanschauung im *Gowi* (Licence).
3. Goethe's *Torquato Tasso* als Sehnsuchtsdrama (Agrégation).
4. Die Entwicklung der Schiller'schen Dramaturgie von *Don Carlos* zu *Wilhelm Tell* (Agrégation).
5. Schiller's Metrik in der *Glocke* (Agrégation).

Versions grecques.

1. Thucydide, VII, 73.
2. Démosthène, *Pour la Couronne*, 169-170 (p. 284-285).
3. Platon, *Phédon*, 35, p. 85.

Thèmes grecs.

1. Fustel de Coulanges, *La Cité antique*, III, 3 (p. 145) : « Un exemple rendra, — autres cantons. »

2. Racine, *Iphigénie*, préface : « J'ai rapporté — jamais croire. »
3. Fustel de Coulanges, *La Cité antique*, III, 3 (p. 146) : « Mais les besoins — son chef. »

LITTÉRATURE ANGLAISE

Version

(commune à tous les candidats).

Marlowe, *Faustus*, sc. xiv, depuis : « Ah ! Faustus... », jusqu'à la fin.

Dissertations.

Agrégation.

Beaumont and Fletcher.

Certificat.

Fielding as a novelist.

Licence.

Commentaire grammatical de la version.

Thème

(commun à tous les candidats).

V. Hugo, *Notre-Dame de Paris*, liv. V, ch. II, depuis : « Ainsi voyez comme, à partir de la découverte de l'imprimerie... », jusqu'à : «... et dont les provinces se font royaume. »

Dissertations.

Agrégation.

Crabbe's realism.

Keats as a poet.

The origins of the English Language.

Version.

(commune à tous les candidats).

Goldsmith, *The deserted Village*, v. 1-34.

Dissertations.

Agrégation et Certificat.

Goldsmith et les Institutions anglaises au xviii^e siècle.

Licence.

Commentaire grammatical de la version.

Versions allemandes.

1. Cäsar war durchaus Realist und Verstandesmensch ; und was er angriff und that, war von der genialen Nüchternheit durchdrungen und getragen, die seine innerste Eigenthümlichkeit bezeichnet. Ihr verdankte er das Vermögen, unbeirrt durch Erinnern oder Erwarten energisch im Augenblick zu leben ; ihr die Fähigkeit, in jedem Augenblick mit concentrirter Kraft zu handeln und auch dem kleinsten und beiläufigsten Beginnen seine volle Genialität zu zuwenden ; ihr die Vielseitigkeit mit der er erfasste und beherrschte, was der Verstand begreifen und der Wille zwingen kann ; ihr die sichere Leichtigkeit, mit der er seine Perioden fügte wie seine Feldzugspläne entwarf ; ihr die « wunderbare Heiterkeit », die in guten und bösen Tagen ihm treu blieb ; ihr die vollendete Selbstständigkeit, die keinem Liebling und keiner Maitresse, ja nicht einmal dem Freund Gewalt über sich gestaltete. Aus dieser Verstandesklarheit rührt es ober auch her, dass Cäsar sich über die Macht des Schicksals und das Können der Menschen niemals Illusionen machte ; für ihn war der holde Schleier gehoben, der dem Menschen die Unzulänglichkeit seines Wirkens verdeckte. Wie klug er auch plante und alle Möglichkeiten bedachte, das Gefühl wich doch nie aus seiner Brust, dass in allen Dingen das Glück, das heisst der Zufall das gute Beste thun müsse ; und damit mag es denn auch zusammenhängen, dass er so oft dem Schicksal Paroli geboten und namentlich mit verwegener Gleichgültigkeit seine Person wieder und wieder auf das Spiel gesetzt hat. Wie ja wohl überwiegend verständige Menschen in das reine Hasardspiel sich flüchten, so

war auch in Cäsar Rationalismus ein Punkt, wo er mit dem Mysticismus gewissermassen sich berührte.

Th. MOMMSEN.

2. Goethe, *Italienische Reise*. Zweiter Römischer Aufenthalt. Rom. den 3 november, depuis : « Die Aufnahme meines *Egmont*... », jusqu'à : « ... nicht gezeichnet, nicht gestochen worden wäre. »

3. H. Heine, *Romantische Schule*. Erstes Buch, depuis : « Die Baukunst trug im Mittelalter denselben Charakter wie die anderen Künste... », jusqu'à : « ... und ein Glashimmel schützte sie vor Kälte und Nordwind. »

Le gérant : E. FROMANTIN.

POITIERS. — SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE

REVUE HEBDOMADAIRE
DES
COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

La vie et les œuvres de Molière

Cours de M. ABEL LEFRANC,

Professeur au Collège de France.

« *Mélicerte* » ; — la « *Pastorale comique* » ; — « *Le Sicilien ou l'Amour peintre* » (1).

La même année que le *Médecin malgré lui*, Molière fit jouer à Saint-Germain, durant les célèbres fêtes du *Ballet des Muses* (2 décembre 1666 — 16 février 1667), trois petites pièces : *Mélicerte*, la *Pastorale comique* et *Le Sicilien ou l'Amour peintre*.

Mélicerte, comédie pastorale héroïque, en deux actes et en vers, est malheureusement inachevée. « Il n'y avait que deux actes de faits, lorsque le roi la demanda, disent les éditeurs de 1682. Sa Majesté en ayant été satisfaite pour la fête où elle fut représentée, le sieur de Molière ne l'a point finie. »

L'ouvrage ne fut imprimé qu'en 1682, et, dix-sept ans après cette publication, Nicolas Guérin, fils d'Armande Béjart et de l'acteur Guérin qu'elle avait épousé en 1677, entreprit d'achever *Mélicerte*. Il mit en vers irréguliers les deux actes que Molière avait écrits en vers réguliers, fit même quelques retouches et ajouta un troisième acte de sa façon ; mais l'ouvrage fut très froidement accueilli.

(1) Des nécessités de rédaction nous obligent à intervertir l'ordre de quelques-unes des leçons de M. Lefranc ; mais nos lecteurs n'y perdront rien et le cours sera publié intégralement.

La pièce de Molière, même inachevée, est évidemment bien supérieure à celle de Guérin. *Mélicerte* est une preuve de la souplesse du talent de Molière, et l'on a tort de négliger, comme on le fait parfois, cette belle comédie pastorale. Ainsi que l'a dit Villemain, à propos d'une bergerie de Shakespeare, « c'est un genre faux, agréablement touché par un homme de génie ».

Où Molière a-t-il pris le sujet de *Mélicerte* ? On a dit qu'il l'avait puisé dans l'épisode de Timarète et Sésostris, du roman de *Cyrus*. Sésostris, fils d'un roi d'Égypte détrôné, et Timarète, fille de l'usurpateur, sont élevés parmi les pasteurs, s'aiment fatalement, par sympathie de noble race, et finissent par s'épouser, lorsque le secret de leur naissance est découvert. Vous pouvez voir, par cette brève analyse, que Molière doit assez peu au roman de M^{lle} de Scudéry. Les canevas analogues développés à cette époque, soit dans la pastorale, soit dans le roman, n'étaient pas rares, et rien ne nous permet d'affirmer que Molière ait particulièrement songé à Timarète et à Sésostris, en composant sa comédie de *Mélicerte*.

A propos de ce fameux *Ballet des Muses*, une remarque vient à notre esprit : à savoir que toutes les pièces que Molière écrivit pour être d'abord représentées devant le roi — *Tartuffe* excepté — sont des comédies-ballets. Il me suffira de vous nommer *Les Fâcheux*, le *Mariage forcé*, la *Princesse*, l'*Elide*, l'*Amour médecin*, *Mélicerte*, la *Pastorale comique*, *Le Sicilien*, *Georges Dandin*, *M. de Pourceaugnac*, les *Amants magnifiques*, le *Bourgeois Gentilhomme*, *Psyché*, la *Comtesse d'Escarbagnas*, le *Malade imaginaire*, pour que l'exactitude de cette remarque vous frappe immédiatement. On pourrait ajouter à cette liste *Amphitryon*, qui appelait si naturellement le ballet par sa mythologie et par ses machines.

Je n'ai pas à vous refaire, ici, l'histoire de la comédie-ballet. Je vous rappelle simplement que cette forme nouvelle de la comédie est venue d'Italie avec Catherine de Médicis. Au temps de Molière, le ballet, tel que l'avait constitué Benserade, se divisait en *parties*, qui correspondaient aux actes d'une pièce de théâtre, et se subdivisait en *entrées*, qui y formaient autant de scènes.

Ces entrées étaient muettes, et la pantomime y régnait. Le poète pouvait se donner libre carrière dans le « livre du ballet », notre programme moderne. — Voyez, par exemple, le Ballet des Nations du *Bourgeois gentilhomme* : c'était là le triomphe de Benserade. Il joignait, en effet, aux explications traditionnelles sur le sujet et sur la pantomime, dans les vers du livre, des commentaires à l'adresse des puissances et des épigrammes tour à tour enjouées et singulièrement risquées, qui s'appliquaient aux seigneurs et aux

dames qui figuraient dans le ballet avec ou sans masques. Je ne saurais mieux comparer les allusions dont tous ces vers étaient bourrés, qu'à celles qui constituent le fond des articles du *Cri de Paris* actuel. A l'époque de Louis XIV, elles faisaient merveille : M^{me} de Sévigné mettait de pair les ballets de Benserade et les fables de La Fontaine.

Cela dit, examinons brièvement cette comédie pastorale héroïque de *Mélicerte*.

Les personnages sont : Mélicerte, bergère ; Daphné et Eroxène, autres bergères ; Myrtil, amant de Mélicerte ; Acanthe, amant de Daphné ; Tyrène, amant d'Eroxène ; Lycarsis, pâtre, cru père de Myrtil ; Corinne, confidente de Mélicerte ; Nicandre, berger ; Mopse, berger, cru oncle de Mélicerte.

La scène est en Thessalie, dans la vallée de Tempé.

Acte 1^{er}. — Les premières scènes sont coupées symétriquement en vers, hémistiches ou couplets égaux, qui se répondent à la façon de ces chants que les anciens nommaient *amœbéens*. Corneille a condamné cette forme dans l'examen de *La Suivante* : il la trouve trop peu vraisemblable, trop fardée et par trop empreinte d'artifice.

L'acte s'ouvre par une courte scène de dépit amoureux entre Daphné, Acanthe, Eroxène et Tyrène.

A la scène II, nous avons l'explication de la rigueur des deux « inhumaines ». Elles se montrent réciproquement le portrait de celui qu'elles aiment : c'est le même homme, le jeune Myrtil. Pour arranger les choses, elles décident de découvrir au père du jeune berger leur commune passion.

Scène III : Lycarsis raconte à Mopse et à Nicandre que « le Roi vient honorer Tempé de sa présence ». — Belle description du faste éblouissant de la cour, à comparer avec un passage analogue de la *Bérénice* de Racine.

Scène IV : Eroxène et Daphné supplient Lycarsis, qui prend d'abord leurs supplications pour une déclaration d'amour à son endroit. Lycarsis trouve que Myrtil est trop jeune. Enfin, on décide que Myrtil choisira.

Scène V : Survient Myrtil, se croyant seul, et tenant un moineau dans une cage. Il dit son amour pour Mélicerte, et il envie le sort du moineau, que Mélicerte ne manquera pas de baiser et de mettre sur son sein. Eroxène et Daphné s'étant présentées devant lui, il refuse de choisir entre elles. Il leur nomme Mélicerte, ce qui les met en fureur ; et la scène se termine par des vers charmants, où le jeune Myrtil prend la défense de sa belle :

Nymphes, au nom des dieux, n'en dites point de mal ;
 Daignez considérer, de grâce, que je l'aime,
 Et ne me jetez point dans un désordre extrême.
 Si j'outrage, en l'aimant, vos célestes attraits,
 Elle n'a point de part au crime que je fais ;
 C'est de moi, s'il vous plaît, que vient toute l'offense, etc.

L'acte II s'ouvre par une scène entre Mélicerte et sa confidente Corinne.

Avec un sang-froid et un laconisme qui irritent Mélicerte, la confidente apprend à sa maîtresse l'amour de Daphné et d'Eroxène pour Myrtil. Mélicerte exhale ses plaintes en un monologue qui forme la scène II. Au début de la scène III, Myrtil offre le moineau à Mélicerte en vers très agréables :

. . . J'ai fait tantôt, charmante Mélicerte,
 Un petit prisonnier que je garde pour vous,
 Et dont peut-être, un jour, je deviendrai jaloux.
 C'est un jeune moineau, qu'avec un soin extrême
 Je veux, pour vous l'offrir, apprivoiser moi-même.
 Le présent n'est pas grand ; mais les divinités
 Ne jettent leurs regards que sur les volontés.
 C'est le cœur qui fait tout ; et jamais la richesse
 Des présents que... Mais, ciel ! d'où vient cette tristesse ?

Mélicerte fait part de ses craintes au jeune Myrtil : elle redoute ses deux rivales.

A la scène IV, Lycarsis survient et insulte à l'amour de Mélicerte pour Myrtil. Le jeune homme est en proie à une vive irritation.

La scène V nous montre Myrtil aux genoux de Lycarsis, qui finit par se laisser toucher et promet de favoriser les amours de Myrtil.

Là-dessus, arrivent Acanthe et Tyrène : ils apprennent que le danger redouté par eux n'existe pas (scène VI).

A la scène VII, le Roi intervient ; il fait chercher Mélicerte, car il a le dessein de la marier avec un grand seigneur. Le pauvre Myrtil se désole.

Ici finit le deuxième acte : c'est tout ce que Molière a eu le temps d'écrire. Je vous ai déjà dit que la pièce fut achevée par Guérin.

*
* *

De la *Pastorale comique* il nous reste peu de chose. La première scène se passe entre Lycas, riche pasteur, et Coridon, jeune berger, son confident. La deuxième scène est une cérémonie

magique de chantres et de danseurs. La troisième scène se déroule entre Lycas et Philène, riches pasteurs. Philène chante :

Paissez, chères brebis, les herbettes naissantes ;
Ces prés et ces ruisseaux ont de quoi vous charmer,
Mais, si vous désirez vivre toujours contentes,
Petites innocentes,
Gardez-vous bien d'aimer.

Il y a ainsi quinze scènes, dont nous n'avons que les canevas, ou quelques stances seulement, ou des fragments de dialogues dans le goût de l'*Astrée* et des pastorales à la mode. Je n'insiste pas.

J'aime mieux en venir tout de suite au *Sicilien ou l'Amour peintre*, comédie en un acte et en prose.

« *Le Sicilien*, a dit M. Le Breton, est assurément le plus joli opéra comique qui se puisse imaginer, et seul le *Barbier de Séville*, non point celui de Beaumarchais, mais celui de Rossini, lui est comparable. »

On l'a remarqué, cette délicieuse pièce, composée au milieu des fatigues d'un acteur, d'un directeur et d'un courtisan, venant deux mois après une aimable bluette pastorale, six mois après la plus désopilante des farces, huit mois après la plus noble, la plus haute, la plus profonde des comédies, atteste d'une manière frappante la prodigieuse souplesse du génie de Molière.

Les personnages de cette comédie sont les suivants : Adraste, gentilhomme français, amant d'Isidore ; Dom Pèdre, Sicilien, amant d'Isidore ; Isidore, Grecque, esclave de Dom Pèdre ; Climène, sœur d'Adraste ; Hali, valet d'Adraste ; le Sénateur.

La scène est à Messine, sur une place publique. A l'arrivée du peintre, elle est transportée dans l'intérieur de la maison de Dom Pèdre. Aux derniers mots de la scène XVIII, quand Dom Pèdre va frapper à la porte du sénateur, le théâtre représente de nouveau une place ou une rue, dans laquelle pourra se déployer la mascarade finale.

Nous entendons d'abord Hali, qui dit aux musiciens : « Chut ! n'avancez pas davantage, et demeurez dans cet endroit jusqu'à ce que je vous appelle. Il fait noir comme dans un four : le ciel s'est habillé ce soir en Scaramouche, et je ne vois pas une étoile qui montre le bout de son nez. Sotte condition que celle d'un esclave, de ne vivre jamais pour soi, et d'être toujours tout entier aux passions d'un maître, de n'être réglé que par ses humeurs, et de se voir réduit à faire ses propres affaires de tous les soucis qu'il peut prendre !.... »

Scène II : Survient Adraste, suivi de deux laquais. Nous apprenons qu'Adraste est amoureux fou d'une charmante Grecque, mais qu'il ne réussit pas à entretenir la beauté qu'il adore. Jusqu'ici, il ne lui a parlé que par les yeux. Comme le dit Hali : « Il faut chercher quelque moyen de se parler d'une autre manière. » Les musiciens sont là. Ils vont chanter un trio à sujet pastoral : « Ce sont, dit Hali, deux bergers amoureux, tout remplis de langueur, qui, *sur bémol*, viennent séparément faire leurs plaintes dans un bois, puis se découvrent l'un à l'autre la cruauté de leurs maîtresses ; et là-dessus vient un berger joyeux, avec un *bécarre admirable*, qui se moque de leur faiblesse. »

Scène III : Les musiciens se mettent à chanter ; mais on entend du bruit dans la maison : les musiciens se retirent, et l'on éteint les flambeaux.

Scène IV : Dom Pèdre, maître et amant de l'esclave grecque Isidore, de laquelle Adraste est épris, sort en bonnet de nuit et robe de chambre, avec une épée sous le bras. Il veut savoir qui vient de chanter. Adraste et Hali s'appellent dans l'obscurité : Dom Pèdre les entend ; ils parlent de lui ; ils daubent sur le jaloux Dom Pèdre, sur ce « traître de Sicilien », gardien trop vigilant de l'aimable Grecque. Dom Pèdre et Hali se soufflettent réciproquement dans les ténèbres : le Sicilien appelle tous ses serviteurs à l'aide et demande ses armes. Puis tout rentre dans le silence.

Scène V : Adraste et Hali, rassurés par ce calme, méditent une combinaison pour approcher enfin de la jeune Grecque.

Scène VI : La voici elle-même, qui sort réveillée par son jaloux gardien. — Belle scène où Molière a déployé, dans l'expression de la jalousie, toutes les ressources de son art.

Scène VII : Hali, habillé en Turc, se présente en « virtuose » ; il a instruit quelques esclaves dans l'art de la musique et de la danse.

Scène VIII : Il chante et les esclaves dansent une chanson française, qu'il entremêle d'italien et qui a pour but de faire comprendre à Isidore la tendresse d'Adraste. Dom Pèdre entre en fureur, et Hali, s'éloignant, le brave insolemment.

Scène IX : Adraste arrive tout réjoui : il a rencontré le peintre Damon, qui venait faire le portrait d'Isidore. Damon, étant un ami d'Adraste, a voulu servir ses feux et l'envoie à sa place pour faire le portrait de la belle, avec un « mot de lettre » destiné à lui faciliter l'entrée. Hali, de son côté, médite un autre stratagème.

Scène X : Adraste présente à Dom Pèdre sa lettre d'introduction, dans laquelle il est dit que ce peintre français « ne fait les choses que pour la gloire et la réputation ». Donc il ne faut pas lui parler de récompense.

Scène XI : Adraste commence le portrait. — Belle scène, où il fait la cour à Isidore à la barbe de son jaloux gardien.

Scène XII : Hali, vêtu en Espagnol, arrive sur ces entrefaites, et facilite à Adraste les moyens de s'entretenir librement avec la belle ; car Hali a entraîné au loin le farouche Dom Pèdre. Départ d'Adraste.

Scène XIII : Dom Pèdre n'a pas été sans remarquer les manières un peu trop galantes, à son gré, du jeune peintre français. Il dit à Isidore sa façon de penser à ce sujet.

Scène XIV : Nouveau stratagème : une femme voilée, Climène, poursuivie par un mari furieux et jaloux, qui est hors de lui parce qu'il l'a trouvée le visage un peu découvert, se réfugie chez Dom Pèdre, qui la fait entrer dans la chambre d'Isidore.

Scène XV : Le mari furieux n'est autre qu'Adraste, frère de Climène. Dom Pèdre est étonné de voir « tant de jalousie chez un Français ». Après une longue discussion, Dom Pèdre obtient d'Adraste la promesse qu'il se réconciliera avec sa femme.

Scène XVI : Climène revient (sans voile). Mais, pour ne plus s'exposer aux fureurs de son mari, elle va chercher son voile dans la chambre où elle l'a posé.

Scène XVII : Comme cette chambre est celle où se tient Isidore, vous devinez que c'est Isidore qui reparait, sous le voile de Climène. Elle donne la main à Adraste, qui promet de vivre désormais en parfait accord avec sa femme. Tous deux s'éloignent.

Scène XVIII : Climène reparait sans voile. La vérité éclate aux yeux de Dom Pèdre, qui, plein d'une colère fort explicable, va frapper à la porte du Sénateur, pour lui demander justice.

Scène XIX : Le Sénateur est tout occupé aux préparatifs d'une mascarade la plus belle du monde.

Scène dernière : « Plusieurs Maures font une danse entre eux, par où finit la comédie. »

Cette pièce, d'un caractère si singulier et si original, est vraiment charmante. Elle est pleine de fantaisie et aussi de vraie couleur locale : je vous renvoie aux traits ramassés et expressifs accumulés par Molière pour marquer les caractères français, italien et espagnol.

Le style surtout est infiniment remarquable : de bonne heure, on observa que cette comédie est « toute tissée de vers non rimés de six, de cinq et de quatre pieds » (*Menagiana*), et de douze aussi, pourrait-on ajouter. Mais, de là, à disposer la pièce en vers libres non rimés, comme l'a fait Montaignon, il y a un peu loin. Peut-être Molière a-t-il voulu se faire la main avant d'écrire *Amphitryon* en vers libres rimés ; peut-être l'influence des *Contes*

de La Fontaine, publiés de 1665 à 1667, a-t-elle donné à Molière le goût des vers libres. Mais on ne saurait être affirmatif en ces matières.

En tout cas, c'est une erreur de penser que Molière avait commencé à écrire en vers sa comédie, et que, trop pressé dans son travail, il avait pris le parti de la réduire à la prose, sans trouver le temps de cacher les *disjecti membra poetæ*.

Les sources où Molière a puisé le sujet et les principaux détails du *Sicilien* sont, on peut le dire, inconnues. On a voulu faire des rapprochements entre cette pièce et une pièce de Calderon, ou avec une *nouvelle* de Gabriel Chappuis; ils sont insignifiants. Molière, qui sait être si original même lorsqu'il imite, sait aussi faire quelque chose de rien; et il est très difficile de dire quel a été ce *rien* initial, sur lequel Molière a exercé son génie, au point de transformer ce rien en une petite merveille.

Cependant, le *Sicilien* n'obtint pas le succès qu'il méritait : la pièce n'eut que 20 représentations jusqu'à la mort de Molière. C'était peu, en somme, si l'on songe à la valeur de cette charmante comédie. Mais il est juste et agréable aussi de reconnaître que, dès l'abord, le *Sicilien* fut apprécié par les amateurs délicats.

La vie et les œuvres d'Euripide.

Cours de M. PUECH,

Professeur à l'Université de Paris.

« Médée ».

Nous avons déjà eu l'occasion de parler de la tragédie de *Médée*, où se trouve une belle tirade en l'honneur de l'Attique. L'année où Euripide présenta cette pièce, il n'obtint au concours que la troisième place. Il avait pourtant un ensemble d'œuvres remarquables. Nous ne savons rien du drame satyrique intitulé *Les Moissonneurs*. La troisième tragédie, *Dictys*, est très peu connue. La première, *Médée*, nous a été conservée ; la deuxième, *Philoctète*, est, parmi celles qui ont été perdues, une des pièces qui paraissent avoir eu le plus de mérite et le plus de succès. Quoique cette tragédie ait été précédée par un *Philoctète* d'Eschyle, et suivie, à bien des années d'intervalle, par le *Philoctète* de Sophocle, que nous avons encore, l'œuvre d'Euripide n'a pas été éclipsée par celles de ses rivaux. Nous avons une analyse des trois pièces, due à Dion Chrysostome, qui atteste le succès du *Philoctète* d'Euripide. Mais, malgré tout le mérite de cette tragédie, c'est encore la *Médée* qui a la plus grande originalité ; et il est heureux qu'elle nous ait été conservée.

La première question que nous devons nous poser, avant d'entrer dans l'examen de la pièce, doit être celle-ci : est-ce qu'Euripide, qui a si souvent le mérite de l'invention, l'a eu encore cette fois entièrement, ou au contraire doit-il quelque chose à un prédécesseur ? Dans la notice qui précède le manuscrit, dans l'*hypothèse*, il est dit que Néophron a composé une *Médée* dont Euripide s'est inspiré. Cette *Médée* de Néophron ne nous est pas connue seulement par la mention qui en est faite dans l'hypothèse ; les scholiastes nous en ont gardé quelques fragments. Stobée en cite également un passage, et nous avons retrouvé un fragment de Néophron dans un papyrus du British Museum. L'Egypte, qui est si riche en découvertes pour les poètes lyriques, a été moins fertile pour les auteurs dramatiques ; mais elle a néanmoins apporté son tribut. Une tragédie presque complète d'Euripide, l'*Hypsipylé*, retrouvée dans un papyrus d'Egypte, vient de paraître

récemment; cette trouvaille est même une des raisons qui m'ont décidé à prendre Euripide comme sujet de ce cours. Pour en revenir à notre sujet, on a trouvé en Egypte des fragments d'une *Médée* qui doit être celle de Néophron. Il résulte de ce que nous savions déjà et des passages mutilés retrouvés sur ce papyrus, qu'Euripide s'est inspiré d'assez près de l'œuvre de son devancier. Le personnage d'Egée figure dans la *Médée* de Néophron, et son intervention est même mieux motivée que dans celle d'Euripide. Ce qui est plus important, c'est qu'on trouve dans Néophron la contre-partie du monologue de *Médée*; ce sont les mêmes procédés de style, la même peinture de caractère, le même fonds d'idées. Il semble qu'Euripide soit fortement débiteur de son devancier.

Cependant on s'est appliqué à démontrer que la pièce de Néophron devait être un faux, et postérieure à Euripide. C'est une opinion généralement admise, surtout en Allemagne. En particulier, M. de Wilamowitz-Moellendorff a essayé de ruiner les témoignages d'Aristote et de Dicéarque cités dans la notice de *Médée*. En effet, Aristote est cité par un ouvrage qui n'est pas authentique. Mais, si cet ouvrage n'est pas d'Aristote, il appartient du moins à son école. De plus, Dicéarque est un érudit des plus sérieux, et il faut hésiter avant de déclarer qu'il s'est trompé. Pour le monologue, on pourrait, à la rigueur, croire à une falsification. Mais le fait qu'on a trouvé en Egypte des fragments détachés appartenant à toutes les parties de la pièce, rend beaucoup moins vraisemblable l'hypothèse d'une falsification. Il est, au contraire, naturel de penser qu'Euripide a donné la vie et la couleur à une esquisse, dont son prédécesseur n'avait pas su tirer parti. Il est donc inutile de supposer qu'après Euripide un poète a repris son idée. Je reviens à l'ancienne opinion, et je reconnais l'antériorité des passages de Néophron.

Il est impossible d'attribuer à Euripide le mérite d'avoir inventé le fond et l'intérêt essentiel du sujet, et d'avoir imaginé le meurtre des enfants de Médée. M. de Wilamowitz-Moellendorff prétend cependant que le grand mérite d'Euripide a été de créer, d'imaginer, ce meurtre si tragique. Nous savons, il est vrai, que la tradition principale de la légende de Médée, c'est-à-dire la tradition corinthienne, n'attribuait pas à Médée, mais aux Corinthiens, le meurtre des enfants. On s'appuie là-dessus pour affirmer que le mérite de cette invention revient à un auteur dramatique. Si Euripide est le premier qui ait mis Médée au théâtre, c'est à lui qu'il faut en faire honneur; sinon

c'est à Néophron. Mais il n'est pas sûr encore qu'il faille attribuer à Néophron, ou à tout autre tragique, l'invention de cette péripétie. Il est possible que toutes les traditions qui avaient cours à propos de la légende de Médée ne nous soient pas connues; peut-être l'une des versions attribuait-elle à Médée le meurtre de ses enfants. Je ne crois donc pas qu'Euripide ait tant innové qu'on l'a quelquefois prétendu.

Il faut en arriver, maintenant, à l'étude de l'œuvre en elle-même. L'intrigue est assez simple; l'intérêt dramatique est très concentré. Le protagoniste est, pour ainsi dire, toujours en scène. L'intérêt se concentre tout entier sur Médée. On ne peut lui comparer que l'Electre de Sophocle, ce personnage si absorbant et envahisseur. De là résultent une rigueur logique extrême, et une très grande netteté de composition. Ces qualités sont plutôt chose rare chez Euripide, qui aime assez les pièces où l'intérêt est dispersé. Les défauts de composition qu'on trouve souvent dans ses autres pièces paraissent tenir à son indifférence pour un art trop savant. Ici, au contraire, la composition est claire et forte. Médée est certainement une des pièces du théâtre antique qu'il est le plus facile d'aborder de plain-pied, pour qui n'est pas encore familiarisé avec la poésie dramatique des Grecs. C'est une des pièces qu'on pourrait le plus aisément faire passer telle quelle sur notre scène. Elle est d'une simplicité qui frappe, quand on la compare aux tragédies que d'autres auteurs ont composées sur le même sujet, par exemple à la tragédie de Sénèque. Euripide ne s'attarde pas aux détails que les autres font valoir volontiers. Par exemple, le caractère de sorcellerie qui marquait la légende de Médée se manifeste quelquefois, mais avec beaucoup de discrétion. On ne trouve pas chez Euripide de ces conjurations, de ces scènes de sorcellerie, de ces invocations, de ces formules, de ces énumérations d'herbes magiques, qui tiennent une si grande place chez Apollonios de Rhodes et chez tous ceux qui ont traité la légende de Médée. Evidemment, Médée se sert de son art magique, quand elle envoie à la princesse de Corinthe la robe et le collier empoisonnés qui seront cause de sa mort; mais c'est ce que fait aussi la Déjanire de Sophocle. Nous n'assistons pas, d'ailleurs, à la préparation de cette robe et de ce collier. Médée, à la fin de la pièce, quitte Corinthe en emportant les cadavres de ses enfants, sur un char traîné par deux dragons ailés, tandis que Jason se lamente. Mais ce n'est là qu'un effet de mise en scène. Le char n'est pas décrit; les dragons ailés ne sont pas mentionnés dans le texte d'Euripide. Nous ne connaissons cette mise en scène que par une note du scoliaste.

Euripide aurait pu, en outre, montrer en Médée la Barbare, l'Asiatique. Lui qui a tiré parti de cette étude du caractère étranger dans beaucoup de passages de ses pièces, par exemple dans la scène si originale et si contestable de l'esclave phrygien dans *Oreste*, s'est montré très prudent et très réservé sur ce point dans sa *Médée*. Il fait bien allusion, çà et là, à la férocité de Médée, qui n'est pas grecque et sent la barbarie ; mais ce n'est qu'une simple indication, et tout se borne là. Dans le chœur que nous avons déjà signalé, et qui renferme l'éloge d'Athènes, souvent considéré comme un hors-d'œuvre dans la circonstance, on peut trouver aussi qu'Euripide a voulu opposer à la barbare qu'est Médée, Athènes, la ville de la civilisation et de l'humanité.

« Comment, dit le chœur, la ville aux fleuves sacrés pourrait-elle te recevoir, souillée du meurtre de tes enfants, avec ses habitants ? »

Peut-être y a-t-il là une intention ; et Euripide, en faisant dire à Médée par le chœur qu'Athènes ne la recevra pas, veut faire ressortir ce que son caractère comporte d'éléments étrangers. En tout cas, ce ne sont là que de très légères indications jetées en passant. Ce n'est pas dans la peinture de l'exotisme et du merveilleux qu'Euripide a cherché l'intérêt ; c'est uniquement dans l'analyse morale, psychologique, qui naît du sujet naturellement.

Ici, je serai obligé de suivre l'intrigue de la pièce pour la faire connaître. Dès le début, le monologue de la nourrice amorce l'intérêt. Médée est invisible et n'apparaît que quand la nourrice a dépeint son état d'âme. Elle nous dit que, depuis que Jason, trahissant ses promesses, a épousé la princesse de Corinthe, fille de Créon, Médée est plongée dans la tristesse. Elle n'a plus de plaisir à voir ses enfants. La nourrice exprime la crainte que Médée, dont le caractère est violent, ne se porte à quelque acte criminel sur eux. Ainsi, dès le début de la pièce, notre attention est attirée sur les enfants ; et nous avons le pressentiment de ce qui va se passer. Puis les enfants eux-mêmes paraissent avec leur pédagogue. Celui-ci dit à la nourrice qu'il a surpris, dans une conversation, la nouvelle que Créon avait l'intention de bannir de Corinthe Médée et ses enfants. La nourrice lui conseille alors de faire rentrer les enfants au plus vite, de peur que Médée, en les apercevant, ne songe à quelque funeste projet.

C'est alors qu'on perçoit les lamentations de Médée ; elle n'apparaît pas sur la scène, mais elle se fait d'abord entendre dans la coulisse. Dès les premiers mots, elle aussi parle de ses enfants :

« Hélas ! hélas ! infortunée ! mes souffrances méritent bien des lamentations. O mes enfants, enfants maudits d'une déplorable mère, puissiez-vous mourir avec votre père, puisse cette maison disparaître tout entière ! »

Dès le début de la tragédie, Euripide insinue donc que les enfants sont en danger, et seront les sujets de l'action. Ce fait est d'autant plus notable, que, si parfois Euripide est un maître dans l'art des préparations, il semble aussi parfois les négliger de parti pris.

Le chœur, composé de femmes de Corinthe, arrive et persuade à la nourrice d'entrer dans la maison et de décider Médée à venir pour s'entretenir avec lui. Médée paraît, en effet, sur la scène, et prononce le premier de ces monologues dans lesquels Euripide a étudié, presque sans lacune, l'état d'âme de son héroïne. C'est par des monologues ou des tirades adressées au chœur qu'Euripide, à chaque épisode de la tragédie, développe le caractère de Médée.

Le premier de ces monologues n'est pas le plus intéressant. Chose surprenante : Euripide, qui a voulu faire de Médée une femme ardente et passionnée, mais aussi intelligente, lui prête des considérations philosophiques un peu froides et lourdes. Déjà dans le rôle de la nourrice se trouvaient des paroles trop au-dessus de sa condition. Le défaut apparaît plus encore dans le premier monologue de Médée. On retrouve là cette habitude de raisonner à tout propos, et même hors de propos qui appartient en propre à Euripide ; et aussi cette autre, qui est commune à tous les tragiques grecs et qui consiste à traiter une situation de deux façons : on écrit une scène lyrique, où les sentiments s'épanchent librement, puis une scène dramatique, faite tout entière de raisonnement et de dialectique. Nous comprendrions plutôt que le raisonnement précédât, puis que, la passion s'échauffant peu à peu, on en arrivât à l'exprimer lyriquement. Au contraire, Euripide commence par le lyrisme, puis il le commente et l'explique par le raisonnement. C'est déjà ce procédé qui apparaît dans *Alceste*, quand la victime apparaît mourante, puis prononce une tirade qui est belle assurément, mais qui refroidit plutôt l'effet de la scène précédente. Pour comprendre la première scène de *Médée*, il faut donc tenir compte de cette habitude du théâtre grec.

Les réflexions de Médée dans le monologue en question portent sur la condition des femmes dans la famille. Nous voyons ainsi qu'Euripide est déjà préoccupé par cette question, sur laquelle il reviendra si souvent. Une fois de plus, il rapproche ses héros des personnages de condition moyenne et des gens de son

temps. Ce passage sur le rôle de la femme s'applique, en effet, à la situation des Athéniennes au temps d'Euripide.

— « De toutes les créatures vivantes et douées de raison, dit Médée, nous autres, femmes, sommes les plus malheureuses. Il nous faut d'abord acheter bien cher un époux et un maître. Et la plus grave question est de savoir si on prend un bon ou un mauvais mari. Car il n'est pas honorable pour une femme de se séparer de lui, et il n'est pas possible de le répudier. Si nous réussissons heureusement à ce que notre époux s'accommode facilement du joug, notre vie est enviable ; sinon, il vaut mieux mourir. Et l'homme, quand il est fatigué de la vie de famille, peut sortir pour se désennuyer avec ses amis et ses compagnons. Pour nous, nous ne le pouvons pas. On dit que notre vie est tranquille, et que nous restons sans danger à la maison, tandis que les hommes vont au combat : c'est une erreur ; pour moi, j'aimerais mieux affronter trois fois la guerre que d'enfanter une seule fois. »

Cette première apparition de Médée est suivie d'un groupe de scènes avec Créon, Jason et Egée, qui ont pour but de nouer l'intrigue.

Créon est le roi de Corinthe ; il vient annoncer à Médée qu'il la bannit de son royaume avec ses enfants, de peur qu'elle ne veuille se venger de Jason, son gendre, et de sa fille. En vain Médée essaie de le fléchir. Tout ce qu'elle peut obtenir de lui, c'est qu'elle aura un jour de délai pour réfléchir à l'endroit où elle se réfugiera. Créon est un personnage épisodique ; mais il n'en est pas moins intéressant. C'est un brave homme, il le dit lui-même : « La nature ne m'a pas du tout donné le caractère d'un tyran. » Il accorde donc à Médée le délai qu'elle sollicite.

Médée n'a pas eu beaucoup de peine avec Créon ; elle en aura davantage avec Jason. Nous attendons cette entrevue : c'est la scène à faire ; c'est aussi une de celles qu'Euripide a faites le plus habilement. Il l'a faite avec un art tout à fait réaliste et contemporain. Jason est très faible ; ses sentiments sont peu généreux ; c'est l'homme que peint le vers de Corneille :

J'accorde ma flamme au bien de mes affaires.

La scène entre Jason et Médée est presque du domaine de la comédie. Jason est dans le rôle de l'amant qui congédie une ancienne maîtresse. Il donne à Médée les excuses qu'on donne toujours en pareil cas : c'est Médée qui a tort de ne pas se résigner à sa situation. Jason ne lui doit point de reconnaissance ; c'est Médée qui lui en doit. Sans doute, elle l'a sauvé jadis ; mais lui a fait bien plus pour elle : c'est lui, en effet, qui a fait d'elle

une Grecque au lieu d'une barbare, et qui l'a rendue célèbre. Depuis qu'il a quitté la Thessalie, Jason est sans situation ; or il lui en faut une pour élever convenablement ses enfants. Quelle plus belle occasion pouvait-il rencontrer, lui, pauvre exilé, que d'épouser la fille même du roi de Corinthe ? D'ailleurs, il fera à l'égard de Médée et de ses enfants ce qu'il doit : il lui donnera de l'argent et des lettres de recommandation.

Nous sommes donc, ici, en présence d'une scène analogue à celle de Phérès et d'Admète dans la tragédie d'*Alceste* : c'est une scène de comédie de mœurs, et elle n'en est pas moins intéressante pour cela. Euripide se sentait presque à l'étroit dans le cadre de la tragédie ; c'est lui qui a frayé la voie à la comédie nouvelle. Ménandre procède d'Euripide, et il ne l'a pas égalé dans ces scènes d'une analyse si profonde et parfois si cruelle. Ménandre, si charmant qu'il soit, reste à la surface, et n'a pas la même puissance d'analyse.

La réponse de Médée n'est pas moins intéressante. Elle n'est pas précisément jalouse de la princesse ; celle-ci n'est qu'une enfant gâtée et coquette, sans grande importance. Médée comprend, étant intelligente, que Jason ait tenu à faire une bonne affaire. Mais ce qu'elle craint surtout, elle l'affirme à plusieurs reprises, c'est de prêter à rire à ses ennemis. Elle ne peut pas supporter que Jason l'ait dupée et ait dissimulé avec elle : cela, c'est une humiliation qu'elle ne peut pas souffrir.

La scène avec Egée sert à préparer le dénouement. En effet, ce qui arrête encore Médée dans la voie du crime, c'est qu'elle ne sait où se réfugier après son accomplissement. Egée lui réserve un asile : dès lors, sa résolution sera vite prise. Egée apparaît, sans qu'on sache trop pourquoi. Aristote a signalé ce défaut. Dans la *Médée* de Néophron, Egée revenait de consulter l'oracle de Delphes, et, comme la réponse du dieu n'était pas très claire, il venait en demander l'explication à Médée, dont la réputation s'était répandue en Grèce. Euripide se borne à dire qu'en revenant de Delphes Egée se rend chez Pitthée à Trézène. Il faut pour cela passer par Corinthe, mais ce n'est pas une raison pour aller voir Médée. M. de Wilamowitz-Moellendorff explique cette bizarrerie par une hypothèse ingénieuse : Euripide avait fait jouer un *Egée*, où il montrait Médée chez Egée. Il pouvait supposer connu le lien qui existait entre eux, et se croire dispensé d'en rappeler l'explication. Ces renvois d'une tragédie à une autre tragédie déjà connue se rencontrent, en effet, parfois, dans le théâtre antique et en particulier chez Euripide.

Quand Médée a la promesse d'Egée, confirmée par un serment

solennel, elle prend sa une résolution : elle châtiara Jason en tuant sa femme, et, d'une façon plus cruelle encore, en tuant ses enfants ; car l'affection pour ses enfants est le seul sentiment sincère qu'ait Jason. Dans un deuxième monologue, Médée communique au chœur son projet de vengeance. On a trouvé quelquefois qu'Euripide n'avait peut-être pas analysé avec assez de précision la naissance de cette pensée criminelle. Tout est mis sur le même plan : le meurtre de la princesse et celui de ses enfants. Le premier ne doit pas lui coûter beaucoup, puis qu'elle veut se venger et qu'elle ne veut pas donner à rire à ses ennemis. Elle n'a aucune hésitation ; il est naturel que sa décision soit prompte. Mais il faudrait une nouvelle analyse pour le second projet. Mommsen est de cet avis, et trouve qu'il n'y a pas de lutte entre l'amour de Médée pour ses enfants et son désir de vengeance.

Peut-être, en effet, Euripide a-t-il trop mis ces deux décisions sur le même plan ; mais il ne faut pas isoler le monologue, et il est bon de se rappeler ici les préparations qu'Euripide a pris soin de placer dès le début de l'action. Nous devons nous attendre à ce que les enfants de Jason périssent. En outre, Euripide a craint de se répéter et d'affaiblir ainsi l'effet du troisième monologue, où il a décrit admirablement l'état d'âme de Médée. Il reste donc quelque chose de la critique faite à Euripide ; mais il ne faut pas en exagérer l'importance.

Ce deuxième monologue est suivi d'une scène entre Médée et Jason. Médée obtient pour ses enfants l'autorisation de porter à la princesse les cadeaux empoisonnés. L'exagération de cette scène a quelquefois été mal comprise, et on a voulu y tailler librement. Médée, en effet, affecte de trouver juste ce que lui a dit Jason ; elle va jusqu'à dire qu'elle aurait dû travailler à l'union de celui-ci avec Glauké. Mais on aurait tort de supprimer cette scène, parce qu'elle n'est pas sincère. Après cela vient un épisode très dramatique : les enfants paraissent sur la scène, et, à leur vue, Médée verse des larmes, dont Jason ne comprend pas la signification. C'est là une de ces scènes où se complaisaient les tragiques grecs, et qui reposent sur une ambiguïté très dramatique : les spectateurs comprennent ce qui échappe à l'acteur.

Les enfants portent donc à Glauké le cadeau fatal. Le pédagogue revient avec eux et annonce que la princesse les a reçus avec bienveillance, a accepté les présents et autorisé les enfants à rester à Corinthe.

C'est à cet endroit que se place le troisième monologue, celui qui est imité de Néophron. Mais, bien qu'on y retrouve les

mêmes procédés et les mêmes figures, Euripide a su donner une vie admirable à la froide esquisse de son devancier. Euripide a donné avec une maîtrise surprenante l'analyse d'une âme exceptionnelle.

Le dénouement se faisait avec une mise en scène très pittoresque, et qui a dû avoir beaucoup de succès à Athènes. On peut cependant faire, ici, à Euripide la même objection que pour l'arrivée d'Egée : ce dénouement est arbitraire et ne sort pas nécessairement et logiquement du sujet. Hélios, l'ancêtre de Médée, lui envoie un char au moment précis où elle en a besoin. Cela est d'autant plus bizarre que Médée a tout fait pour s'assurer un refuge à Athènes. En tout cas, ce miracle devait produire un effet curieux et pittoresque.

L'œuvre finit après cette scène où Médée part sur le char attelé de deux dragons ailés, en emportant les cadavres de ses enfants. La tragédie finit de façon plus brusque et plus rapide qu'en général les tragédies grecques. Le plus souvent, elles se terminent par un développement lyrique. Dans la *Médée*, aussitôt après la tirade de triomphe prononcée par l'héroïne, il n'y a plus que quelques mots du chœur ; c'est, en effet, qu'un des caractères de cette sobriété de composition que nous avons remarquée dans *Médée*, est précisément la moins grande importance donnée aux chants du chœur. Ils tiennent beaucoup moins de place que dans les autres drames antiques, et même que dans les autres pièces d'Euripide, qui a réduit l'étendue et l'importance des parties lyriques chantées par le chœur. Le chœur est souvent secondaire chez Euripide, parfois gênant, quand, par exemple, un héros doit lui faire une confidence, ce qui est le cas pour *Médée*. Mais c'est surtout dans cette pièce que les chants du chœur sont insignifiants. Un seul, celui qui renferme l'éloge de l'Attique dont nous avons parlé, est vraiment intéressant. Mais il y a quelque chose qui est encore plus frappant. On sait qu'il y a chez Euripide un autre lyrisme que celui du chœur : c'est le chant des acteurs, consistant en monodies ou en duos. Or, dans *Médée*, il n'y a rien de tel. Même dans la première scène, où Médée n'apparaît pas, mais fait entendre sa voix, elle s'exprime, non en vers lyriques, mais en anapestes, qui sont simplement déclamés avec accompagnement musical. *Médée* est peut-être la seule pièce d'Euripide où ne se rencontre pas ce lyrisme de la scène. Cela s'accorde encore avec la sobriété et la logique de la composition dans *Médée*. Ce qui rend cette pièce très belle et d'un accès facile, c'est qu'Euripide a cherché à n'y provoquer l'intérêt que par l'étude de la passion.

M. G.

La philosophie de Nietzsche (1)

Par **GEORGES DWELSHAUVERS**,
Professeur à l'Université de Bruxelles.

III

Il nous reste à déterminer la place de la morale de Nietzsche parmi les morales contemporaines et à juger ce que nous avons à conserver des conseils de *Zarathustra*. Nous avons eu l'occasion déjà, pour chacune de ses idées directrices en particulier, de relever certaines contradictions ou certaines notions mal élucidées. Nous passerons maintenant de l'analyse à la synthèse, et nous nous placerons au point de vue des tendances générales dans la critique du système de Nietzsche.

La morale de Nietzsche est une morale affirmative de la vie : Nietzsche s'attaque aux doctrines qui déprécient l'existence ; il ne rêve que puissance, lumière et joie ; on peut même affirmer que nulle part dans l'histoire des doctrines morales l'expression de la force ne fut célébrée avec autant d'inspiration et de vigueur. D'autres penseurs ont conseillé la domination de soi et le mépris des biens fortuits ; ils ont disposé leur esprit de manière à se faire une âme claire et une existence sans déceptions ; mais ils prêchèrent toujours un certain renoncement, et c'est par la sagesse qu'ils arrivaient à la clarté. Nietzsche, au contraire, prétend n'avoir recours à aucun subterfuge, à aucune habileté de la raison ; il veut que des instincts humains et des tendances naturelles, rendus enfin à eux-mêmes et libérés d'entraves aussi bien que de guides raisonneurs, jaillissent la pensée et l'action, directement, d'une manière immédiate, sans commentaires ; en d'autres termes, la création morale naît chez lui de l'élan lyrique : le lyrisme fut le fond de sa nature, depuis le temps où il s'enthousiasmait pour Hölderlin ; les plus belles pages du *Zarathustra*, le chant « Avant le lever du soleil » et « Les sept sceaux de l'éternité » en témoignent une fois de plus. Par l'emportement de son lyrisme, Nietzsche se rattache à l'idée romantique ; quand il s'en défend, c'est qu'il se connaît mal ou qu'il obéit à des lubies ; par son caractère, par le développement de son esprit, par ses préférences les moins factices, les plus sincères, par son style, le

(1) Leçons faites à l'Ecole des Hautes Etudes sociales de Paris.

choix de ses sujets et les pages les plus marquantes de son œuvre, il est romantique ; je veux dire par là que le débordement de la passion, le coloris vigoureux et souvent même exagéré, parfois le manque de tenue de l'expression, enfin l'exaltation déréglée, le différencient nettement et du style des classiques latins qu'il citait comme modèles et du style des classiques français.

Ce qu'il a donc apporté de nouveau dans la morale, c'est, en premier lieu, l'affirmation exaltée et instinctive de la vie ; une telle affirmation n'a rien des arguments réfléchis des moralistes classiques, et à l'encontre de ceux-ci, l'inconscient et le passionnel détiennent, chez Nietzsche, l'énergie créatrice. Conscience et raison sont impuissantes. Une pareille thèse seule le place parmi les romantiques. Nous sommes à l'opposé de la morale influencée par l'esprit cartésien ou par la philosophie des Encyclopédistes. Nietzsche prend donc un déguisement lorsqu'il vante l'esprit classique aussi bien que lorsqu'il se dit méditerranéen.

Une seconde acquisition que fait avec Nietzsche la philosophie morale vient de ce qu'*elle prend conscience* de l'élan lyrique, indispensable dans le cœur de celui qui ouvre une voie nouvelle pour l'action et qui assume la responsabilité d'un acte en désaccord avec la tradition. L'on n'avait pas encore attiré l'attention aussi fortement sur ce fait. Au contraire, tout sentiment qui entraîne le sacrifice, le don irréfléchi de soi, les utilitaristes l'avaient condamné comme nuisible. L'idéal du sage aussi bien que les morales calculatrices de l'intérêt et du bonheur social étaient défavorables à l'exaltation lyrique. Et cependant, sans l'élan intérieur soutenant à travers les doutes et les luttes l'homme d'action qui crée une valeur morale nouvelle et ne compte que sur sa propre foi pour lui assurer le triomphe, le rôle des personnalités qui risquèrent leurs forces et leur vie à la défense d'une conception pratique ou à la réalisation d'une existence plus haute et plus libre serait en majeure partie incompréhensible. Le degré de résistance qu'elles atteignirent, l'égalité d'âme avec laquelle elles acceptèrent les pires déboires et jusqu'aux tortures et aux supplices, en puisant un espoir sans cesse renouvelé dans leur exaltation et dans leur lyrisme, sont des faits que les plus habiles théories des morales scientifiques ne parviennent pas à expliquer. Personne mieux que Nietzsche n'en fit saisir l'importance.

Pour apprécier complètement sa morale à lui, nous devons nous placer au point de vue du lyrisme ; ainsi nous en apercevrons moins les contradictions, nous oublierons presque l'insuf-

fisance philosophique des idées qu'elle appelle à son aide. Nous parviendrons aussi, en procédant par exclusion, à la situer exactement parmi les morales les plus importantes.

La morale de *Zarathustra* n'est certes pas une morale scientifique et ne se rattache à aucun des types de celle-ci, types mécanique, biologique et sociologique. La morale scientifique de type mécanique réduit l'action morale à n'être qu'une résultante de motifs ; certains mouvements extérieurs exercent leur influence sur nos idées, qui ne sont que le résidu des impressions qu'ils nous imposent ; nos idées imitent les modes de relation de ces mouvements ; elles ont, comme eux, une intensité ; comme eux aussi, elles se combinent suivant des lois mécaniques ; dès lors, notre conduite n'est que la résultante de ces mouvements et toute la morale sera une science d'observation et d'enregistrement ; peut-être s'efforcera-t-elle de prévoir, mais sans grand succès. Nietzsche a critiqué l'atomisme physique, *à fortiori* l'atomisme psychologique et moral, et s'est nettement prononcé contre la morale mécaniste.

Le type biologique de morale scientifique l'a, pendant quelques années, retenu : les instincts moraux affirmatifs de la vie seraient utiles soit à l'individu, soit à l'espèce ; ils se fixeraient, éliminant les instincts destructifs ; l'hérédité aidant, on les retrouverait dans les tendances morales dont nous prenons conscience, et qui, en réalité, se seraient formées en dehors de la conscience et indépendamment de celle-ci. Cette théorie exerça sur Nietzsche une influence réelle ; la dépréciation du rôle de la conscience et l'importance de l'instinct se retrouvent dans son œuvre. Il se sépara pourtant de cette doctrine, lorsqu'elle veut concilier les instincts affirmatifs de la vie avec l'intérêt de l'espèce, ou qu'elle cherche un accord entre le bonheur individuel et le progrès de l'espèce : la solidarité et l'altruisme qui dominèrent les préoccupations de maint adepte de la morale scientifique à tendance biologique ne rallièrent jamais les convictions de Nietzsche. De plus, l'affirmation de la vie était autre chose, nous l'avons vu, chez lui que chez les partisans de l'hérédité morale et chez les adeptes d'une morale altruiste. La volonté de puissance et l'élan lyrique sont absents des explications morales d'un Darwin ou d'un Spencer.

Enfin la morale sociologique, qui remonte aux moralistes anglais, mais ne s'est pleinement développée que dans ces dernières années, eût trouvé en Nietzsche un adversaire irréductible : bien qu'il se défendît d'être individualiste, il l'était, si l'on emploie ce terme en opposition à une doctrine pour laquelle la seule personne morale est la société, et la seule raison qui nous

oblige et confère à un idéal le caractère sacré est une raison sociale. Nietzsche n'était pas individualiste, dès que l'on considère l'individu comme une entité psychologique et qu'on revendique pour lui toute licence ; l'individu, selon Nietzsche, est un complexe, et nombreux sont les facteurs qui concourent à sa formation ; aussi est-il constamment projeté au delà de sa délimitation actuelle ; la licence ne peut lui être accordée, car la plus rigoureuse discipline devra être exercée sur lui, par la volonté de puissance dont il prend conscience, s'il faut qu'il soit libéré des fausses valeurs qui l'oppriment. A ce dernier point de vue, Nietzsche ne peut pas être appelé individualiste. Mais il l'est sans aucun doute, au point de vue social, si l'on envisage ses idées sur l'État : l'État, pour lui, est la « nouvelle idole », la plus dangereuse de toutes (*Zarathustra*, I^{re} partie), le pandæmonium de tous les mensonges, de l'intrigue, de la bassesse. « Où cesse l'Etat, là commence l'homme » qui n'est pas un superflu. » L'homme vaut précisément pour autant qu'il est lui-même, qu'il ne relève pas de la société et de l'État, qui représente la souveraineté sociale ; au contraire, les valeurs que la Société admet doivent être renversées, et il nous faut, avant tout, des créateurs de valeurs nouvelles, des esprits libres. Or c'est précisément la création de valeurs nouvelles que les moralistes sociologues expliquent le plus difficilement : elles s'opposent nettement à la tradition morale ; elles ne proviennent pas d'une connaissance scientifique de la société, puisque cette connaissance, qui n'est, selon les sociologues, qu'à ses débuts, ne justifie aucune création de ce genre ; on a recours parfois à une distinction, ainsi que le faisait un jour Durkheim à la *Société française de philosophie* (*Bulletin*, 6^e année, n^o 4, avril 1906) : n'y a-t-il pas certains besoins sociaux, encore latents, que les réformateurs devinent et auxquels ils conforment leur conduite ? Et dans ce cas, l'idéal moral ne s'explique-t-il pas, une fois de plus, en fonction de l'idéal social ? Ces influences, qu'il serait difficile de contester, Nietzsche ne les envisage pas ; mais il aperçoit dans l'action morale un autre aspect que l'on aurait tort de négliger : c'est le *risque*, l'héroïsme qu'il exige de la personnalité. Avec sa théorie du hasard et de la volonté de puissance, l'on conçoit qu'il se soit attaché à ce caractère plus qu'à un autre. Ici surtout l'élan intérieur, l'exaltation lyrique, expliquent chez l'homme héroïque la résistance, la lutte contre les fausses valeurs, le désir du Surhomme et l'affirmation suprême de la vie.

Zarathustra emprunte à l'idéal héroïque son caractère de force, de domination et de sens de la victoire ; du sage il conserve la libération, mais il abandonne la prudence et l'appel à la raison ;

l'exaltation et la foi non raisonnée font souvent penser chez lui à certains traits de l'idéal de sainteté ; l'on pourrait découvrir ainsi les éléments de l'idéal nietzschéen dans des formes préexistantes de l'idéal moral, tel que nous le trouvons dès l'origine de la morale grecque ; quoi qu'il en soit, la synthèse qu'en donne Nietzsche, l'émotion sincère qui se dégage de son œuvre, la conformité de ses écrits et de sa vie, suffisent pour assurer à sa morale une place à part et une originalité incontestable.

La morale religieuse n'a pas trouvé grâce non plus devant Nietzsche ; et pourtant, semblable aux fondateurs de religions, Nietzsche a recours à l'intuition pour certaines idées qu'il proclame ensuite comme vérités incontestables ; ce sont là des visions de prophète ; il ne songe pas à en présenter une justification raisonnée ; l'Eternel Retour et la conception de Dionysos le prouvent. Lui aussi, il fait commencer une ère nouvelle à partir des révélations qu'il apporte aux hommes, et c'est sa foi qui lui inspire et ses invectives et ses élans lyriques. Vis-à-vis des conceptions qu'il prétend supplanter, il est injuste. Alors que l'esprit du penseur et du moraliste doit être avant tout un esprit de justice, c'est là ce dont Nietzsche se soucie le moins. Il est impitoyable et dur pour les idées qui contrecarrent ses théories. On est surpris de la brutalité et de la partialité des jugements qu'il prononce contre le christianisme. Le christianisme lui apparaît, en bloc, comme un culte dépressif, une religion de ténèbres que le Grand Midi de *Zarathustra* fera fuir à jamais. Il se préoccupe peu du rôle que joua le christianisme, ou bien il l'interprète, il le rabaisse à plaisir. Puis aucune des idées morales de Jésus ne trouve grâce devant lui ; et pourtant il est difficile de prétendre que Jésus ait enlevé aux hommes toute confiance dans l'existence et se soit contenté de déprécier la vie ; ne considère-t-il pas que nous devons faire effort pour devenir meilleurs, que nous devons être bons et aider autrui, et qu'en agissant avec amour nous établissons le règne de Dieu au milieu de nous ? Mais Nietzsche voyait surtout dans le christianisme l'Eglise avec ses moyens de domination, les terreurs et les espoirs dont elle fait usage pour maintenir dans l'esclavage moral tant de lâches ou d'ignorants, et le manque de dignité et d'élévation qui résulte de ses procédés de gouvernement et de son alliance avec l'Etat.

Si la morale de Nietzsche ne rentre pas dans les morales scientifiques, si elle combat d'autre part les idées religieuses, elle n'accorde pas non plus un rôle prépondérant à la psychologie et à la conscience, comme le fait par exemple Simmel dans son

Einleitung in die Moralwissenschaften. Nietzsche se refuse à fonder sa morale dans la vie consciente ; le devoir, la considération réfléchie d'un but, la conception d'un idéal ; le rapport entre devoir, but, idéal et la liberté fondée dans le moi ; l'analyse de la personnalité ; enfin les questions qui se rattachent à ces problèmes, comme le conflit de devoirs, restent ignorées ou négligées. La conscience morale comme telle compte peu pour Nietzsche ; l'essentiel est de la renouveler, de lui substituer les instincts issus de la volonté de puissance, et d'éliminer les produits de la vie rationnelle au profit de l'élan lyrique.

Qu'on néglige une théorie à laquelle on n'attache qu'une minime importance, cela peut s'admettre ; mais que l'on substitue à un groupe de *faits* considérable une hypothèse qui permette de fermer les yeux sur ces faits, voilà un procédé vraiment peu équitable. Nietzsche n'a pourtant pas hésité à y recourir. Nous avons vu qu'il y a des raisons historiques à sa négligence, et elles sont coupables des lacunes énormes de son éducation philosophique. Néanmoins, on est en droit de se demander comment un penseur comme lui se laissa entraîner dans des préjugés aussi graves et ferma les yeux, délibérément, à la réalité ; on est porté, dès lors, à reconnaître que les lacunes sont ailleurs que dans son éducation scientifique, et l'on ne peut s'empêcher de constater le manque d'équilibre de sa pensée, depuis l'exclusivisme outré de ses écrits wagnériens jusqu'au jour où la folie se déclara.

Il serait superflu de démontrer ici l'importance, pour la morale, de la conscience de nos actes. Hors de la conscience réfléchie, il n'y a pas de morale : adopter automatiquement des habitudes, des traditions, et y obéir sans penser à en examiner la valeur, c'est réduire d'autant sa vie morale réelle ; obéir aveuglément aux instincts serait agir en dehors de toute morale, si c'était possible ; mais un instinct se traduit chez l'homme par une tendance consciente, et la vie de la conscience n'est pas divisée en compartiments séparés les uns des autres ; tout changement qui affecte un fait conscient retentit sur l'ensemble de la vie consciente ; la dépression de la mélancolie arrête la production des idées, de même que les effets heureux d'un travail intellectuel qui marche bien rejaillissent sur les sentiments et les relèvent ; les instincts ne s'opposent pas à la réflexion, mais ils lui fournissent un aliment ; dès qu'un instinct se manifeste en moi, j'en ai l'idée, je le constate par la conscience, il n'échappe pas à celle-ci ; il n'y a pas en moi d'instincts à l'état pur, de même que je ne possède pas d'idées sans un contenu sensible

qu'elles englobent. Mes représentations d'objet participent à la fois de la vie sensible avec ses qualités et ses nuances et de la vie rationnelle qui exprime l'ordre et la loi, sans lesquels nous ne pourrions rien nous représenter ni rien comprendre.

La vie morale aussi se compose de tendances multiples qui traduisent toute l'expérience antérieure de l'être conscient, y compris ses dispositions individuelles ; mais cette expérience et ces dispositions se synthétisent nécessairement par le principe d'ordre et d'unification que l'on appelle la raison ; cette synthèse se forme précisément dans la réflexion consciente ; la conscience offre donc toujours un produit complexe dans lequel se fusionnent, sous la forme originale d'idées morales, les tendances à l'action qui caractérisent chaque individu humain, et que la raison seule réussit à grouper en un faisceau cohérent. L'œuvre de la raison s'éclaire de cette propriété de la conscience humaine qu'elle est réfléchie, qu'elle porte sur elle-même, se dédouble, se contrôle et s'approfondit ; ainsi nous pouvons assister en nous-mêmes à un travail d'harmonisation de nos forces morales, qui relève du travail d'organisation de nos idées morales. L'organisation de nos idées morales transforme nos tendances morales d'hier et prépare celles de demain. Où s'opère la synthèse, où la synthèse se saisit dans la réflexion et par là même peut s'affirmer avec une énergie multipliée, c'est précisément dans la conscience. Nul doute que la conscience n'explique pas *toute* la vie morale ni toute la vie mentale, et qu'elle soit un processus complexe, un point de croisement de plusieurs composantes ; mais nul doute aussi que, sans elle, les instincts n'auraient aucune action morale. Nietzsche, au surplus, se contredit fondamentalement quand ne reconnaissant pas théoriquement de rôle à la conscience, il fait appel constamment à elle pour critiquer les anciennes valeurs, maintenir la discipline dans les esprits, favoriser tout ce qui se rapporte à la volonté de puissance et à l'idée dionysienne. La notion de *valeur* morale est inséparable de celle d'une *appréciation*, laquelle n'est possible que par la *réflexion* et la conscience, c'est-à-dire par la raison et par la vie mentale, par la personnalité.

Nous venons de faire allusion à la raison, en disant que dans la conscience se produit la synthèse des tendances individuelles sous l'influence du principe d'ordre et d'unification, lequel explique à son tour le sentiment que nous avons de notre continuité, de la vie sans interruption et logiquement coordonnée de notre *moi*. Nietzsche n'a pas non plus reconnu le rôle de la raison. Il a cru, bien à tort, que tous les rationalistes préten-

daient expliquer le réel par une combinaison habilement machinée d'idées abstraites. Que l'intellectualisme pur mérite de sévères critiques, nous en tombons d'accord. Mais la confusion entre l'intellectualisme outré et le rationalisme d'un Platon, d'un Leibniz, d'un Kant, est une erreur que commet Nietzsche. Nous terminerons en tâchant de mieux déterminer le sens du rationalisme.

La raison, dans la nature comme dans la conscience, se manifeste par l'existence, parmi les oscillations infinies des actions et des réactions de tout genre, de différentes formes d'ordre ; les sciences s'efforcent d'en fixer les types essentiels ; elles étudient, par exemple, les lois des phénomènes physiques et chimiques, l'équilibre intérieur et l'équilibre des échanges avec le milieu, qui maintiennent pendant une certaine durée les êtres vivants ; ensuite, dans la vie mentale, la synthèse ; la justice dans la vie morale et sociale. Or, si les sciences particulières s'attachent à déterminer différents types d'ordre dans le réel et à en chercher les lois, entre ces types d'ordre, le penseur est convaincu qu'il existe un lien intérieur et il cherche à se le représenter. Cette recherche est du domaine du philosophe. Il remarque, dans tous les faits, à travers les transformations et les changements, un équilibre, et considère que les différents groupes de faits, avec les lois de leur ordre particulier, présentent aussi, pris dans leur ensemble, un certain équilibre, une certaine harmonie. De cette tendance à l'unité l'homme se rend compte, grâce à la réflexion qui lui en montre dans sa propre conscience, et en quelque sorte par l'intérieur, un exemple remarquable. Les impressions reçues du dehors, multiples, infiniment variées, nous les simplifions, nous les unifions ; dans nos tendances instinctives, si nombreuses, si diverses, nous sommes obligés de mettre de l'ordre, au risque d'être débordés par une ou par plusieurs d'entre elles. Quand nous essayons de nous rendre compte des choses, comment résoudre un problème complexe, sans le ramener à des idées directrices, sans y mettre cohésion et unité ? Voilà quelques exemples de la présence de l'unité rationnelle dans la vie consciente, et ils corroborent l'équilibre et la systématisation que la science constate dans les choses.

La doctrine de Nietzsche tient compte surtout de la multiplicité des tendances que notre sensibilité nous livre, car la sensibilité répond en nous à ce qui s'est adapté à la multiplicité des actions par lesquelles se définit ce qu'on appelle vulgairement la matière ; mais la réflexion, en se portant sur les faits multiples qui nous affectent et servent de symboles du monde extérieur,

synthétise les impressions disparates des sens en représentation d'objet ; la représentation d'objet à son tour n'est comprise que par ceci : en même temps que nous synthétisons en elle les impressions sensibles, elle-même est comme suspendue à un concept, à une idée ; percevoir signifie finalement concevoir, c'est-à-dire rattacher un objet à l'ensemble des objets intelligibles, et par conséquent aux conditions logiques de toute perception et de toute conception. Nietzsche n'a pas porté son attention sur la vie logique de l'esprit, ou, plus exactement, il s'est imaginé que la vie rationnelle suivait l'adaptation des êtres au milieu et variait en fonction de cette adaptation. Il l'a définie une simplification et une schématisation purement pratiques, sans apercevoir la présence du rationnel et son rôle dans tout ce qui est.

Aussi sa métaphysique n'admet-elle, comme loi de la volonté de puissance, que le hasard ; on aboutit, dès lors, à une théorie suivant laquelle le monde se formerait par des poussées arbitraires de cette volonté. Une double question se pose inévitablement à de pareilles doctrines : comment expliquer la raison dans la vie mentale de l'homme ? comment expliquer que la connaissance que nous acquérons de la nature, en nous réglant uniquement sur les lois logiques de la raison, sur ses constructions mathématiques et ses investigations méthodiques, devienne de plus en plus précise et se confirme constamment soit par l'expérimentation désintéressée des théoriciens, soit par les applications et les réussites des ingénieurs, des éleveurs et de ceux qui ont la hardiesse de l'invention ?

Le problème de la loi et de l'ordre se pose donc pour la volonté de puissance : tout nous porte à rejeter l'hypothèse d'une force capricieuse, obéissant à une loi incompréhensible pour nous ; entre cette force et la science de ses manifestations, ensuite entre cette force et la conscience réfléchie de l'homme, il y aurait une contradiction que nous sommes amenés à considérer comme une preuve par l'absurde de la non-valeur des prémisses qui y conduisent. Sans doute serait-il faux de vouloir tirer du rationnel, par voie de pure déduction, l'existence des choses ; ceux qui se sont livrés à ce jeu d'abstractions méritent les critiques de Nietzsche ; évidemment, celui-ci a raison de montrer qu'une combinaison de concepts ne pourrait ni créer ni même expliquer quoi que ce soit ; nous reconnaissons que c'est pour greffer de mieux en mieux notre savoir sur l'être, sur ce qui est, que nous pensons et que nous cherchons ; mais l'être, inversement, peut-il se définir uniquement par ce qui échappe à notre raison ? Est-il légitime de soutenir qu'en nous aussi, l'être soit constitué de ce qu'il y a

d'essentiellement irrationnel ? Et que penser de cet être qui se crée, dans la conscience, un miroir trompeur et déforme à plaisir ses traits dès qu'il prend connaissance de lui-même ?

En résumé, deux problèmes se posent corrélativement l'un à l'autre : le problème de l'harmonie dans les différentes manifestations de l'être, c'est-à-dire la question de l'unité rationnelle, et le problème du devenir, du mouvement, ou, comme on le définit parfois, de la vie ; on peut l'appeler aussi le problème de la multiplicité indéfinie des choses avec leurs tendances, leurs innombrables actions réciproques et les impressions que cette agitation provoque dans les consciences individuelles. Nietzsche a voulu ne voir que ce dernier problème et y ramener tous les faits, alors qu'il faut envisager les deux problèmes, et nous demander comment ils se conditionnent et s'accordent l'un avec l'autre.

Animé du plus vif esprit de critique à l'égard des théories qui expliquent l'unité et l'harmonie par Dieu, et des métaphysiques qui immobilisent ces notions en entités abstraites, il a cru plus simple, à son point de vue moral antichrétien et antispiritualiste, de nier complètement le problème de l'ordre. Il n'a pas vu que, dès l'antiquité, Platon en avait présenté une solution très éloignée du dogmatisme des métaphysiques substantialistes, et que, plus près de nous, il était aisé, sans sacrifier toute la philosophie rationaliste, depuis Descartes jusqu'à Hegel, de faire la part des thèses qui portent la marque d'une époque et la trace d'influences non philosophiques, en conservant l'esprit de la *philosophia perennis*.

Mais les progrès de la réflexion philosophique ne se réalisent pas sans oscillations ; l'ensemble des faits à considérer est complexe, et il est difficile à des natures lyriques et passionnées d'arrêter leur élan et de soumettre leur inspiration à la critique ; n'exigeons pas de ces caractères un genre de discipline qui risquerait d'entraver leur essor, mais gardons-nous aussi d'admettre sans restriction tout ce que l'emportement leur suggère ; faisons droit à leurs sentiments sans perdre de vue que la réflexion philosophique consiste à établir les différents plans du savoir humain, le plus exactement possible, et à ne pas accorder à une seule chose ou à une seule idée une importance qu'elle n'a pas. Efforçons-nous d'échapper aux horizons trop restreints ; étendons notre vision et ayons au moins le désir de procéder avec justice.

G. DWELSHAUVERS.

Histoire intérieure de la France depuis 1870.

Cours de M. CHARLES SEIGNOBOS,

Professeur à l'Université de Paris.

La Commune (Suite).

Nous avons vu comment, en opposition avec le gouvernement légal de l'Assemblée nationale transférée à Versailles, s'était constitué un gouvernement insurrectionnel à Paris. Ce gouvernement a été formé, à l'origine, par la « Fédération républicaine de la garde nationale » : de là le nom de « fédérés » donné à ses partisans. Après les élections du 26 mars, le pouvoir officiel de ce gouvernement fut le Conseil de la Commune de Paris : de là le sobriquet de « communards », appliqué aux insurgés de Paris. L'opposition entre les deux gouvernements porte sur trois points : La République est-elle le régime définitif de la France ? — Paris doit-il être administré par un Conseil élu ou par des agents du gouvernement central ? — La garde nationale doit-elle avoir son chef élu ou nommé par le gouvernement ?

Nous allons voir :

1^o Comment la Commune a transformé un pouvoir municipal en gouvernement souverain, en guerre avec le gouvernement de Versailles.

2^o Comment la guerre a pris la forme d'un siège régulier de Paris.

3^o Comment a été détruit le régime insurrectionnel.

Nous avons déjà cité les principaux documents et les principaux travaux. Rappelons seulement que les principaux documents sont : les deux journaux officiels des deux gouvernements et l'*Enquête sur l'insurrection du 18 mars*, et que les exposés les plus utiles à consulter sont : Lanjalley et Corriez, *Histoire de la Révolution du 18 mars* (à cause des documents qui y sont reproduits) ; Fiaux, *Histoire de la guerre civile de 1871* ; Maxime du Camp, *Les Convulsions de Paris* (1878), et Bourgin, *Histoire de la Commune*, 1907.

I. — Légalement, l'élection de la Commune n'était que la constitution d'un conseil municipal à Paris ; quinze maires ou adjoints avaient même accepté d'être élus. Mais l'opération a pris un caractère insurrectionnel, du fait qu'elle a eu lieu malgré et contre le gouvernement, et du fait que des mouvements se sont produits dans plusieurs villes de province. Le gouvernement de Versailles a d'ailleurs déjà pris une attitude très nette, puisque, le 24 mars, l'Assemblée décide de lever dans chaque département un bataillon de volontaires parmi les mobiles ou les gardes nationaux : chaque bataillon comprendra huit compagnies de 130 hommes ; chaque volontaire recevra 1 fr. 50 par jour.

A) C'est la nouvelle du mouvement de Paris qui décide les révolutionnaires à agir dans quelques villes. Partout le mouvement est fait par les gardes nationaux ; il prend le nom de Commune et a pour but de défendre la République ; dans plusieurs endroits, il vient de Paris des délégués appartenant soit au Comité central, soit à l'Internationale. Les mouvements ont lieu dans quatre régions isolées. Il ne se produit rien ni dans l'Est (occupé), ni dans le Nord et l'Ouest (conservateurs), sauf des protestations de conseils municipaux ou de chambres de commerce contre la suppression éventuelle de la République.

Un premier centre de mouvements se trouve dans la région lyonnaise. A Lyon, le 22 mars, un certain nombre d'officiers de la garde nationale se réunissent et, poussés par des délégués de l'Internationale, proclament la Commune ; ils occupent l'hôtel de ville, déclarent le conseil municipal dissous et nomment un nouveau maire et une commission municipale. Le lendemain, celle-ci fait publier une proclamation où elle déclare que « la garde nationale, émue de l'attitude de l'Assemblée vis-à-vis des justes réclamations de la Commune de Paris, a pris par le vote de ses délégués une décision énergique ». Mais, dès le 25, elle se sépare sans combat. — A Saint-Etienne, le 24 au soir, des gardes nationaux et deux délégués du Comité central occupent la mairie ; le lendemain, le préfet entre en conflit avec le conseil municipal, qui vient demander de nouvelles élections pour nommer une Commune. La foule envahit la mairie, déclare le conseil dissous et s'empare du préfet. Le soir, à dix heures, il se produit une bousculade : le gardien du préfet tire sur la foule ; celle-ci riposte par une décharge, le préfet est tué. Le 28, tout rentre dans l'ordre. — Au Creusot, le 26, quelques gardes nationaux occupent l'hôtel de ville ; mais l'ordre est tout de suite rétabli.

Quelques mouvements se produisent également dans le Midi. A Toulouse, la garde nationale proteste contre le changement du

préfet, occupe le Capitole, nomme le préfet destitué délégué de la Commune à la préfecture, et fait lire une proclamation : « Le corps des officiers de la garde nationale constitue la Commune de Toulouse... déclare vouloir la République une et indivisible et somme le gouvernement d'avoir à dissoudre l'Assemblée nationale... » Ce sont les magistrats qui dirigent la résistance contre la Commune. Le 27 mars, des hommes de l'Alliance républicaine s'entremettent entre la Commune et le préfet revenu avec des troupes, et obtiennent un compromis. — A Carcassonne, un révolutionnaire veut proclamer la Commune et échoue. — Mais, à Narbonne, il entraîne la foule à la mairie et proclame la Commune (24 mars). La mairie est occupée par les gardes nationaux et une compagnie de soldats, qui s'est laissé entraîner, jusqu'à l'arrivée des troupes, le 31 mars.

A Limoges, le 4 avril, au moment du départ d'un bataillon du 91^e pour Versailles, une manifestation a lieu. Les cuirassiers chargent la garde nationale. Des barricades s'élèvent; mais, dès le soir, la troupe les occupe.

Le mouvement le plus important a lieu à Marseille. Un jeune avocat, Crémieux, fait un discours à la foule, le 22 mars. Le lendemain, la garde nationale convoquée par le préfet prend parti pour la Commune, crie : « Vive Paris ! Vive la République ! », arrête le préfet et crée une commission départementale provisoire, à laquelle le conseil municipal se rallie. Mais l'armée, qui s'était retirée, rentre le 5 avril et reste maîtresse de la ville après un combat.

Paris reste seul.

B) Le gouvernement de Paris est obligé de prendre une position insurrectionnelle. Le Comité central, en effet, veut la guerre contre l'Assemblée. Sans doute, après avoir installé la Commune, il a remis ses pouvoirs; mais, en fait, il a nommé un sous-comité, qui prétend diriger la garde nationale et entre en conflit avec les délégations de la Commune.

Dans la Commune même, il y a deux tendances, divergence qui s'explique par la différence d'origine et de profession. On trouve une analyse des éléments de la Commune dans les dépositions de Corbon et de Tolain à l'enquête. Il faut défalquer, d'abord, les 15 membres du parti des maires et les 6 radicaux élus qui se sont retirés. Il reste 17 membres de l'Internationale, tous ouvriers, appartenant à des métiers supérieurs, très convaincus, sérieux, libéraux, pacifiques. Contrairement à tout ce qu'on pourrait supposer, ce sont eux qui, dans la Commune, représentent la légalité. Ce sont des hommes comme Avrial, Fraenkel, Lefrançais, Varlin.

Il y aussi 11 membres du Comité central, partisans de la guerre comme Jourde, Ranvier (Varlin en fait également partie), 8 blanquistes révolutionnaires, voulant un régime dictatorial (Blanqui, Duval, Eudes); enfin une trentaine de révolutionnaires d'origines différentes : anciens montagnards de 1848-49 comme Delescluze, Pyat, Miot, ou jeunes de la fin de l'Empire : journalistes, orateurs de réunion publique, admirateurs de la tradition révolutionnaire de 1793. On les appelle des « jacobins ». En somme, la Commune comprend une minorité d'ouvriers et une forte majorité bourgeoise (il y a même deux riches : Beslay et Tridon) composée surtout d'intellectuels en lutte violente contre le gouvernement avant 1870 (beaucoup de condamnés politiques). Contrairement à l'opinion courante, il y a peu d'hommes suspects au point de vue de la moralité. On y trouve seulement deux individus qu'on peut considérer comme des aliénés et quelques déclassés très voyants, comme Vallès et Rigault.

Dès le début, ils se séparent en deux groupes représentant deux tendances opposées sur une question de principe : quel pouvoir doit réclamer la Commune de Paris ? Le désaccord se manifeste, dès qu'on veut rédiger la proclamation par laquelle la Commune va prendre officiellement position. Elle charge une commission de trois membres (Lefrançais, Ranc et Vallès) de présenter un projet. Lefrançais le rédige dans un sens pacifique et fédéraliste, ne réclamant pour Paris que l'autonomie administrative et formulant simplement un projet d'alliance avec les autres communes. Ce projet est mal accueilli, et la majorité charge une deuxième commission de tendances opposées — comprenant, Tridon, Vaillant, Grousset, Protot — d'en rédiger un second : la Commune y réclame pour Paris la dictature au nom du peuple. Il est adopté ; la proclamation paraît le 30 mars. A partir du 31 mars, le *Journal officiel de la Commune de Paris* devient le *Journal officiel de la République française*.

Ainsi, dès l'origine, on voit se former dans le sein de la Commune une majorité et une minorité. La majorité est surtout composée de bourgeois, qui gardent la tradition révolutionnaire. Comme en 1793, Paris doit diriger la France ; la Commune doit, comme en 93, dominer le gouvernement et, au besoin, s'imposer par la force. La minorité est plutôt formée d'ouvriers et adopte les idées fédéralistes : chaque commune doit être autonome et, dans une fédération de ces communes, Paris doit n'avoir qu'une supériorité morale et ne diriger les autres « que par l'exemple ».

Le conflit entre les deux tendances apparaît encore sur la

question de la publicité des séances. Les partisans d'un gouvernement dictatorial et révolutionnaire font décider le secret.

Pour gouverner, la Commune a besoin des instruments de gouvernement, c'est-à-dire un personnel d'employés, une force armée, un budget.

Le personnel a été désorganisé par la défense faite par le gouvernement légal à tous les fonctionnaires de servir la Commune. Cet ordre a été obéi par tous les chefs de service et la plupart des employés subalternes ; seuls, les employés de l'octroi et une partie des facteurs qui se considérant avant tout comme des employés parisiens, sont restés. La Commune est obligée, pour reprendre les services municipaux et financiers et les services de l'enseignement, d'improviser un personnel choisi parmi les insurgés, surtout parmi les ouvriers (Camelinat à la Monnaie, Bastelica aux Contributions indirectes, etc.).

La force armée est constituée par la garde nationale, où sont entrés tous les hommes valides. Au début, son organisation reste ce qu'elle était avant le 18 mars. Mais la direction supérieure est toujours disputée entre les nouveaux pouvoirs (commission exécutive et commission de la guerre) et l'ancien Comité central, qui, nous l'avons vu, a laissé en s'en allant un sous-comité. Outre la garde nationale, il y a les soldats et les marins restés à Paris, qui ont gardé leurs uniformes.

Les finances sont dirigées par Jourde. La Commune a besoin d'argent, surtout pour payer la solde et les dépenses de la guerre. Les traitements sont réduits : nul ne pourra gagner plus de 500 fr. par mois. Le gaspillage n'a pas été énorme, sauf à la Guerre. La Banque de France avait une encaisse de plus d'un demi-milliard. Beslay, riche bourgeois, membre de la Commune, fait décider avec Jourde que la Banque continuera à fonctionner, afin d'éviter le désordre financier et le mécontentement qui se produirait si le billet de banque perdait de sa valeur. Jourde se fait simplement payer par elle 9.400.000 francs pris sur le solde créditeur de la ville de Paris, puis 7.290.000 francs pris sur d'autres fonds. Le 2 mai, Jourde présente à la Commune le bilan des recettes et des dépenses pour la période comprise entre le 20 mars et le 30 avril. Les recettes s'élèvent à 26 millions, les dépenses à 23. Les dépenses du mois de mai s'élèvent environ à une vingtaine de millions. Les dépenses totales semblent avoir été un peu supérieures à 46 millions : 16.690.000 francs ont été fournis par la Banque, 2 millions par les Compagnies de chemins de fer, que Jourde obligea à verser leurs arriérés d'impôts, le reste par les services réorganisés (l'octroi notamment rapporta 12 millions)

C) La Commune est, avant tout, occupée à diriger la guerre et à expédier les affaires d'administration courante : la plupart des membres sont retenus au dehors et n'assistent pas aux séances. On n'a pas le temps de faire de grandes réformes. Néanmoins quelques membres ont des idées de rénovation sociale et essaient de faire prendre des mesures partielles, ou du moins présentent des propositions ayant un caractère socialiste. C'est ainsi qu'on institue une Commission du travail et de l'échange, qui a pour objet l'étude de toutes les réformes soit dans les services publics de la Commune, soit dans les rapports des travailleurs avec les patrons et pour mission de procéder à une enquête générale sur le travail et l'échange, afin d'établir une statistique. On ne peut cependant guère considérer comme des mesures proprement socialistes le décret du 16 avril, qui prévoit la reprise des ateliers abandonnés par des sociétés coopératives ouvrières avec indemnité aux patrons à leur retour, ou le décret du 20 avril qui supprime le travail de nuit des ouvriers boulangers, ou encore la suppression des placeurs institués par la police impériale. Les tentatives faites pour abolir les offices ministériels et établir l'instruction gratuite laïque sont du même genre.

Plus caractéristiques sont les mesures suivantes : décret du 29 mars sur les loyers, remettant aux locataires les termes d'octobre 1870, janvier et avril 1871; décret du 25 avril, réquisitionnant pour les habitants des quartiers bombardés les logements vacants; décret du 16 avril sur les échéances, fait en réponse à celui de l'Assemblée et prolongeant pour trois ans, à partir du 15 juillet 1871, le délai de remboursement, qui devait se faire sans intérêt et par trimestre; décret du 6 mai, autorisant le dégagement gratuit des reconnaissances du Mont-de-Piété pour les objets de première nécessité (le Mont-de-Piété était indemnisé). Ce sont là des mesures d'urgence motivées par les conditions exceptionnelles de la vie.

Il n'est pas étonnant, d'ailleurs, qu'on ne retrouve dans les mesures de la Commune aucune mesure socialiste. La majorité, en effet, est formée de révolutionnaires qui ne sont nullement socialistes. On ne peut compter comme tels que les membres de la Commune qui faisaient partie de l'Internationale et quelques blanquistes, dix-huit tout au plus. Plus tard, la Commune ayant été revendiquée comme un mouvement socialiste, on a recherché toutes ces mesures fragmentaires et on a essayé de les présenter d'une façon systématique. C'est, dans une certaine mesure, ce que Bourgin a fait dans la partie de son livre consacrée à l'« œuvre » de la Commune.

II. — La grande préoccupation de la Commune, c'est la guerre. Elle absorbe toute les ressources, tout le travail des séances. Ce sont les faits de guerre qui décident les changements de direction dans la politique de la Commune.

A) Des deux côtés, on est resté sur la défensive pendant près de deux semaines. Thiers a réalisé son plan, qui était de concentrer une armée à Versailles. Il a négocié avec le gouvernement allemand, qui lui renvoie des prisonniers d'Allemagne. Il réunit ainsi plus de 100.000 hommes, qu'il tient à Satory complètement isolés de la population (il avait donné l'ordre de fusiller quiconque essaierait d'approcher). Il les traite bien et oblige les officiers à camper avec eux. En outre, l'Assemblée fait venir des départements des volontaires, soldats ou gardes nationaux. Enfin Thiers a fait réoccuper le Mont-Valérien. — A Paris, la garde nationale est commandée par trois généraux improvisés, membres de la Commission exécutive : Duval, ouvrier fondeur ; Eudes, étudiant en pharmacie, et Bergeret. Elle occupe les forts du sud.

Le plan du gouvernement était d'attaquer Paris par le nord-ouest, avec l'aide du Mont-Valérien. Le 2 avril, a lieu la première attaque contre le pont de Neuilly. On bat le rappel dans Paris. La garde nationale se rassemble autour de l'Etoile. La Commission exécutive fait fermer les portes et publie une proclamation où elle déclare : « Les conspirateurs royalistes ont attaqué... Défendez-vous ». Les trois généraux font décider une sortie. Elle s'effectue le lendemain en trois colonnes, de très bonne heure, chacun se ralliant où il veut, sans vivres, sans officiers souvent, avec quelques canons à peine, au milieu d'une brume épaisse. On comptait sur la défection de la troupe. L'opération fut décisive. Les trois colonnes furent repoussées ; celle de Duval fut capturée. Pendant qu'on emmenait les prisonniers, on rencontre le général Vinoy. Il demande : « Y a-t-il un chef ? » Duval déclare : « C'est moi ». Il le fait fusiller avec son chef d'état-major et son aide de camp. A Chatou, de Gallifet fait également fusiller trois fédérés. Déjà, la veille, des gendarmes avaient fusillé quelques gardes nationaux faits prisonniers à Neuilly.

Les conséquences de cet échec sont très graves pour la Commune. La Commission exécutive est déconsidérée. La Commune se décide, sur le conseil de Tridon, à donner la direction de la guerre à un professionnel, Cluseret, qui avait fait la guerre en Amérique. Il organise la défense à l'ouest et au sud de Paris. Il veut opérer avec les éléments les plus actifs de la garde nationale et la divise en deux catégories : les hommes de 17 à 35 ans non mariés formeront des compagnies de marche ; le reste

constituera des compagnies sédentaires (décret du 5 avril). Le 7, paraît un second décret modifiant le premier : tous les hommes, mariés ou non, de 19 à 40 ans feront partie obligatoirement des compagnies de marche ; pour les jeunes gens de 17 à 19 ans, le service est facultatif. Mais les troupes ainsi organisées ne sont ni réunies ni dirigées. Le 7 au soir, les troupes de Versailles enlèvent le pont de Neuilly, gardé par Bergeret. La Commune renonce, dès lors, aux chefs élus et donne à Cluseret le pouvoir de nommer les généraux. Il choisit deux officiers polonais : Dombrowski et Wroblewski, et nomme à l'état-major la Cécilia, qui avait servi à l'armée de la Loire. A partir de ce moment, la guerre se transforme en un siège en règle, les attaques ayant lieu surtout contre les forts du sud et les défenses volantes de l'ouest. Les troupes de la Commune sont soutenues par les locomotives blindées qui circulent sur le viaduc du Point-du-Jour et la flottille des canonnières embossées sous les arches.

Enfin, pour empêcher les exécutions, la Commune décrète, le 5 avril, d'arrêter « toute personne prévenue de complicité avec le gouvernement de Versailles » et de la retenir comme otage. « Toute exécution d'un prisonnier... ou d'un partisan... de la Commune... sera... suivie de l'exécution d'un nombre triple d'otages ». Ce décret ne fut pas appliqué : il n'y eut d'exécutions d'otages que tout à fait à la fin ; mais l'impression fut très grande.

B) Il se produit encore des tentatives pour arrêter la guerre par une transaction. L'initiative en est prise par trois groupes ; ce sont : la Ligue d'union républicaine pour les droits de Paris, qui comprend Ranc, Clemenceau, Corbon, Lockroy, Floquet, Adam, fondée le 5 avril dans les bureaux de l'*Avenir national* (elle demande que la République soit reconnue comme régime définitif, que Paris ait le droit de s'administrer par l'intermédiaire d'un conseil élu et que la garde de Paris soit confiée à la garde nationale) ; — l'Union nationale du Commerce et de l'Industrie, délégation des chambres syndicales ; — les francs-maçons de Paris. Aucune des tentatives de ces trois groupes n'aboutit.

Le 6 avril, la Commission exécutive interdit une réunion qui doit avoir lieu à la Bourse et où sont conviés « tous ceux qui veulent prêter leur concours à une action médiatrice ». Des démarches sont faites auprès de Thiers : le 8 par l'Union nationale, le 11 par les francs-maçons, le 12 par la Ligue d'union républicaine, le 22 de nouveau par les francs-maçons, le 25 par l'Union et la Ligue réunies. Thiers répond toujours que la République n'est pas menacée, mais qu'il ne peut pas négocier avec les insurgés.

— Le 29 avril, les francs-maçons vont planter des bannières blanches sur les remparts.

Toutes ces tentatives ont eu cependant un résultat : elles ont, nous l'avons vu, amené Thiers à déclarer que la République n'est pas menacée, pour rassurer les républicains ; — la majorité conservatrice de l'Assemblée commence même à s'inquiéter et l'interpelle le 10 et le 11 mai). En même temps, les républicains essaient de s'entendre. Un congrès des municipalités est convoqué à Bordeaux pour le 20 avril. Le gouvernement l'interdit ; mais les conseils envoient isolément des adresses à Versailles.

C) La guerre est devenue une guerre de siège. Il est difficile de connaître le nombre exact des combattants du côté de la Commune. Le rapport du colonel Mayer, approuvé par la commission de la guerre (*Journal officiel* du 6 mai), donne les chiffres suivants : 85.000 hommes et 3.400 officiers pour les compagnies de marche, 77.000 hommes et 3.000 officiers pour les compagnies sédentaires. La déposition du général Appert donne : 99.000 hommes pour les compagnies de marche et 114.000 pour les compagnies sédentaires. Ces chiffres sont certainement très exagérés. En réalité, n'allaient au combat que ceux qui voulaient : les officiers et les hommes les plus ardents. Il dut y avoir, environ, une moyenne de 6.000 combattants.

Entre temps, la Commune est amenée à prendre des mesures pour réorganiser le gouvernement. D'abord, il fallait compléter la Commune. Les élections, fixées au 5 avril, puis au 10, eurent lieu le 16. Il y eut très peu de votants : 12 des élus seulement avaient obtenu le chiffre exigé (un huitième des électeurs inscrits). Néanmoins, la majorité confirme finalement 20 élections, malgré une vive opposition.

La sûreté générale est dirigée par R. Rigault, ancien répétiteur, bohème et admirateur de Hébert. Il veut gouverner par des arrestations. Ses collègues protestent et, le 14 avril, paraît un décret interdisant toute perquisition ou réquisition sans mandat. Le 24, il est obligé de démissionner. En compensation, on le nomme procureur de la Commune de Paris.

La Commission exécutive existante paraît insuffisante. Le 20 avril, elle est remplacée par une organisation nouvelle. A chaque service est préposé un délégué de la Commune (neuf en tout). Leur réunion forme la nouvelle Commission exécutive. On retourne ainsi au régime habituel, avec un ministre préposé à chaque service, tous les ministres se réunissant de temps en temps en conseil. Sous la Commune, il est vrai, existent en même temps pour chaque service des commissions de contrôle.

Enfin on juge utile de publier un programme, dont la rédaction est confiée à une commission de trois membres : Delescluze, Theisz et J. Vallès. En fait, elle fut faite par P. Denis, rédacteur au *Cri du peuple* en même temps que J. Vallès. Cette *Déclaration de la Commune au Peuple français* du 19 avril est imbue d'idées fédéralistes. Elle fut acceptée presque sans discussion. En réalité, les membres de la Commune n'y ont attaché aucune importance. Mais ce document est devenu célèbre, parce qu'il a été reproduit dans toutes les histoires. Il donne une idée assez inexacte du caractère du gouvernement de la Commune, qui de plus en plus se centralise.

D) La crise décisive est produite par la marche de la guerre. L'armée, qui assiège les forts du sud, a détruit Issy, puis Vanves. Le 30 avril, le fort d'Issy est évacué, puis aussitôt réoccupé. Mais l'émotion a été, un moment, très grande et Cluseret est destitué, arrêté et remplacé par Rossel. Celui-ci veut transformer la garde nationale en une armée. Le 1^{er} mai, il demande à ses généraux de choisir, parmi leurs troupes, cinq bataillons de 300 ou 400 hommes ; on groupera ces bataillons en huit régiments de 2.000 hommes, ce qui donnera un corps d'armée de 16.000 hommes apte à livrer une bataille rangée. Mais ce projet rencontre partout de l'opposition. D'un autre côté, la seconde Commission exécutive est déconsidérée. Un vieux de 1848, Miot, propose de la remplacer par un Comité de salut public. On discute pendant trois séances pour savoir si on appellera ce nouveau comité Comité de salut public ou Comité exécutif. Enfin, par 34 voix contre 28, on adopte l'appellation de Comité de salut public.

Mais, le 8 mai, Issy est définitivement évacué. Une deuxième crise se produit. Rossel demande 12.000 hommes, puis il donne sa démission. Delescluze le remplace. La majorité essaie, à ce moment, de réagir par la terreur. Un décret du 15 mai exige que tous les citoyens soient porteurs d'une carte d'identité, dont l'exhibition peut être requise par tout garde national. De son côté, la minorité se plaint de l'attitude de la majorité et fait paraître, le 16, une protestation collective dans les journaux, dont les signataires déclarent qu'ils quittent la Commune pour se retirer dans leurs arrondissements. Le lendemain, ils reviennent ; mais un ordre du jour de conciliation est repoussé par la majorité. La rupture subsiste entre les deux groupes. Le 16, la Commune fait jeter à terre la colonne Vendôme. Le 19, Rigault obtient la création d'un jury d'accusation, pour décider quels sont les otages à exécuter : c'est la fin.

III. — La destruction du gouvernement insurrectionnel se fait par la guerre, suivie d'opérations de répression.

A) Les forts du sud sont pris. Dans la nuit du 13 au 14, Vanves a été évacué. L'armée du gouvernement de Versailles s'est avancée jusqu'au pied des remparts. Les forts tirent sur les portes du sud-ouest et les rendent intenables. En fait, on n'eut pas besoin de s'en emparer par un assaut en règle. Il n'y avait pas de surveillance régulière. Une porte non gardée, au Point-du-Jour, est signalée aux soldats. Le dimanche 21, vers trois heures de l'après-midi, l'armée entre dans Paris à l'insu des assiégés.

Tous les témoins sont d'accord pour déclarer que l'armée aurait pu, à ce moment-là, occuper Paris brusquement, sans résistance ; mais on craint une surprise, des mines. Les journaux de Paris ont parlé de guerre scientifique, annoncé des préparatifs pour tout ensevelir sous les ruines. On laissa aux fédérés le temps d'organiser la résistance et de prolonger la lutte jusqu'au 27, en se repliant lentement du sud-ouest vers le nord-est, ce qui va donner un caractère beaucoup plus grave à la guerre et à la répression. En effet, les assiégés emploient non seulement l'ancien procédé de la guerre des rues : les barricades ; mais encore ils brûlent les maisons au pétrole, afin d'arrêter l'ennemi, surtout pour défendre la rive gauche. D'autre part, l'armée, surtout les officiers conservateurs, sont portés à traiter les fédérés uniquement en assassins et en incendiaires. Le traitement, d'ailleurs, varie suivant les officiers. L'ordre est de faire des prisonniers ; mais beaucoup font fusiller les gens pris les armes à la main et même vont chercher à leur domicile des non-combattants. On crée des cours martiales, qui font un triage rapide, envoyant les uns comme prisonniers à Versailles, faisant fusiller les autres. Il est impossible de déterminer exactement le chiffre des morts. Officiellement, il y eut 7.000 tués ; le général Appert donne le chiffre de 17.000 morts.

Les fédérés répondent par l'exécution des otages et des gendarmes. La Commune est alors réduite à quelques membres, qui se replient sur le XI^e arrondissement.

B) La répression avait commencé, pendant la bataille, par les fusillades. Elle s'est continuée sous une forme judiciaire pendant quatre ans. Il y eut d'abord quatre conseils de guerre, qui fonctionnaient très lentement. Plus tard, il y en eut 26. Ils ont opéré parfois sans renseignements suffisants et ont commis des erreurs.

On trouvera les résultats officiels dans : général Appert, *Rapport d'ensemble sur les opérations de la justice militaire*. Il y eut beaucoup d'arrestations, plus de 350.000 dénonciations. Paris vécut

quelque temps sous le régime de la terreur. Il y eut 13.450 condamnations (10.137 contradictoires et 3.313 par contumace). Voici le détail de ces condamnations :

Peine de mort : 270 (8 femmes).

Travaux forcés à temps ou à vie : 410 (29 femmes).

Déportation dans une enceinte fortifiée : 3.989 (20 femmes).

Déportation simple : 3.507 (16 femmes et un enfant).

Détention : 1.269 (8 femmes).

Réclusion : 64 (10 femmes).

Travaux publics : 29.

Emprisonnement jusqu'à trois mois : 432.

Emprisonnement de trois mois à un an : 1.622 (50 femmes et 1 enfant).

Emprisonnement de plus d'un an : 1.344 (15 femmes et 4 enfants).

Bannissement : 322.

Surveillance de haute police : 117 (une femme).

Amende : 9.

Maison de correction pour enfants : 56.

Jugements cassés : 5.

L'exaspération était grande dans la bourgeoisie et dans la presse. On trouvera des extraits caractéristiques dans Fiaux, *Histoire de la guerre civile de 1871*. Contrairement à l'opinion courante, on ne compte parmi les condamnés que très peu d'étrangers (396) et relativement peu de repris de justice (2.381 sur 13.450). Il y eut 26 exécutions capitales.

Le résultat immédiat fut un grand vide dans la population de Paris, surtout dans le personnel ouvrier, et la désorganisation complète des partis d'extrême-gauche. Comme pour les journées de juin, en 1848, ce résultat ne pouvait être que passager. Mais ce qui lui a donné une portée plus durable et plus grande, c'est que le Conseil de l'Internationale et Karl Marx ont déclaré que la Commune était un mouvement socialiste. C'est ainsi qu'elle est devenue le symbole de la guerre du prolétariat contre la bourgeoisie, bien qu'elle n'ait eu aucun caractère socialiste, à aucun moment ni à aucun degré.

E. M.

Sujets de compositions

UNIVERSITÉ DE RENNES

BACCALAURÉAT.

Composition française.

Le candidat devait traiter l'un des trois sujets suivants :

1° Montaigne s'adresse à son frère qui vient d'embrasser la religion réformée.

Il n'en veut point à son frère d'avoir agi selon sa conscience et il souhaite que les discordes religieuses, en déchirant la France, respectent l'union de la famille. Pour lui, il s'efforce de rester étranger à tout fanatisme : ennemi par nature des innovations, il reste attaché à la foi traditionnelle ; mais il sait que des abus ont été justement blâmés et que des réformes sont désirables.

En invoquant, avec émotion, la mémoire de leur père, il conjurera son frère de garder la même modération.

2° Examinez ce jugement de M. Faguet sur l'*Encyclopédie* : « L'Encyclopédie a ce tort d'avoir été faite par des hommes supérieurs, par des hommes de moyen ordre, par des hommes médiocres et par des hommes un peu au-dessous de la médiocrité. Elle est donc la représentation exacte de la France pensante ou croyant penser de 1750 environ. Elle est, à en prendre comme la moyenne, l'opinion même de la France émancipée et curieuse de nouveauté vers le milieu du XVIII^e siècle. »

3° Le 28 germinal an X, jour de Pâques 1802, paraissaient à la fois le *Génie du Christianisme* de Chateaubriand, et le décret du premier consul Bonaparte, annonçant à la France que le Concordat la réconciliait avec la religion et donnait au culte les églises et les temples.

Vous supposerez que Fontanes, qui aimait et admirait Chateaubriand, fait part à un ami de l'apparition de ce nouvel ouvrage dans des circonstances si favorables à son succès et lui expose les raisons pour lesquelles il croit le livre destiné à faire, dans les cœurs et dans la littérature, un renouvellement durable et fécond.

Version latine

Il faut se faire aimer. — Les hommes aiment la vertu.

Pluribus verbis a Panaetio commemoratur neminem, neque ducem bello nec principem domi, magnas res et salutare sine hominum studiis gerere potuisse. Commemoratur ab eo Themistocles, Pericles, Cyrus, Agesilaus, Alexander, quos negat sine adjumentis hominum tantas res efficere potuisse. Utitur in re non dubia testibus non necessariis. Atque, ut magnas utilitates, adipiscimur conspiratione hominum atque consensu, sic nulla tam detestabilis pestis est quae non homini ab homine nascatur. Est Dicaearchi liber de interitu hominum, Peripatetici magni et copiosi, qui, collectis ceteris causis eluvionis, pestilentiae, vastitatis, beluarum etiam repentinae multitudinis, quarum impetu docet quaedam hominum genera esse consumpta, deinde comparat quanto plures deleti sint homines hominum impetu, id est bellis aut seditionibus, quam omni reliqua calamitate.

Cum igitur hic locus nihil habeat dubitationis, quin homines plurimum hominibus et prosint et obsint, proprium hoc statuo esse virtutis, conciliare animos hominum et ad usus suos adjungere.

(CICÉRON, *De Officiis*, II, 5.)

Composition allemande.**DER WALD.****I. Schönheit des Waldes.**

a) Der Wald im Frühling und im Sommer. Blätterschmuck. Blüten und Blumen. Quellen und Bäche. Gesang der Vögel, u. s. w.

b) Der Wald im Herbst und im Winter: Buntes Laub, wehmuts- und sehnsuchtsvolle Landschaft.

Winter Herrlichkeit: Kahle Äste, mit Eiszapfen behängte Bäume.

II. Nutzen des Waldes.

a) Das Holz, das Harz, das Wild.

b) Einfluss des Waldes auf Witterung und Klima und auf die Wohlfahrt eines Landes überhaupt.

III. *Schluss.*

Der Wald ist der Länder schönste Zierde, der Wald ist der Länder reichster Segen.

Composition allemande.

Du willst Kaufmann werden und unternimmst zu diesem Zwecke eine Reise nach Deutschland.

Welche Städte hast du vor, zu besuchen ?

Welchen Vorteil hoffst du aus einer solchen Reise zu ziehen ?

Composition anglaise.

WILLIAM TELL

(Raconter au passé).

Gessler had ordered the Swiss to bow to his hat. William Tell passes before the hat with his son and pays no heed to it. He is ordered to shoot an apple from the boy's head.

He takes two arrows, and shoots the apple with one.

The second arrow is for Gessler.

Tell is sent to prison in Gessler's boat. A terrible storm on the lake. Tell escapes.

Soon after he kills Gessler and Switzerland becomes a free country.

Composition anglaise.

The father, a fisherman, out on the sea.

His wife sets out to meet him. On the way, she enters a poor widow's cabin, finds her dead and her children asleep.

She carries home the orphans, wondering what her husband will say.

« Go and fetch them », he says.

Philosophie.

Claude Bernard, visant Bacon et Descartes, écrit : « C'est une erreur de certains philosophes d'avoir accordé trop de puissance à la méthode. La méthode, par elle-même, n'enfante rien. La méthode expérimentale ne donnera pas des idées neuves à ceux qui n'en ont pas ; elle servira seulement à diriger les idées de ceux qui en ont et à les développer, afin d'en retirer

les meilleurs résultats possibles. » Commenter et discuter cette pensée.

Le principe de la subordination des caractères. Rôle et application de ce principe dans les sciences naturelles. Donner des exemples.

Développer cette idée, que toutes les sciences morales et sociales relèvent de l'histoire, s'appuient sur elle, tout au moins lui empruntent son point de vue et sa méthode, parce que, comme dit Renan, « tout ce qui tient à l'humanité est dans le devenir ».

Philosophie.

1. Expliquer et critiquer cette pensée de Pascal : « La volonté est un des principaux organes de la créance ».

2. Le caractère est-il uniquement l'accord de la volonté avec elle-même, l'esprit de même est-il uniquement la suite dans les idées, la conséquence logique, ou existe-t-il d'autres éléments essentiels et constitutifs du caractère et de l'esprit que cette unité formelle, et lesquels ?

3. Le sentiment de la pitié. Diverses interprétations qu'on en peut donner. Son origine ou sa genèse. Son rôle dans la vie morale.

Philosophie (mathématiques).

1. La tolérance.

2. Distinction et relation de la morale et de la sociologie.

3. La justice. Ses caractères propres, son objet, son fondement, ses principales formes.

*
* *

Composition française.

1. Voltaire, attaquant la tragédie cornélienne, écrivait : « Tous les discours politiques, tous les profonds raisonnements, la grandeur, la fermeté, sont peu de chose au théâtre. Point de succès dans les représentations sans la crainte et la pitié. » Définir, par des exemples empruntés au théâtre de Corneille, tous les mots de la première phrase. Rechercher si tout cela est *peu de chose*, et si Corneille a manqué, autant que le dit Voltaire, *de crainte et de pitié*.

2. Lamartine n'aimait pas La Fontaine, dont les fables lui paraissaient à la fois puériles et immorales ; montrer par des

exemples précis ce qu'il pouvait bien entendre par là, et dire ce que vous en pensez.

3. Discuter ce jugement : « Le temps rejettera dans l'ombre une forte partie de l'œuvre de Victor Hugo ; mais ce qui en survivra suffira encore à lui assurer une large part dans la production poétique du xix^e siècle. Médiocre dans le drame et le roman, il a été un des plus grands parmi nos poètes lyriques, et il est le seul qui ait réussi dans l'épopée. »

Version latine.

Dévouement des frères Philènes.

Qua tempestate Carthaginienses pleraque Africa imperitabant, Cyrenenses quoque magni atque opulenti fuere. Ager in medio arenosus, una specie ; neque flumen neque mons erat, qui fines eorum discerneret : quae res eos in magno diuturnoque bello inter se habuit. Postquam utrimque legiones, item classes, saepe fusaie fugataeque, et alteri alteros aliquantum attriverant, verit ne mox victos victoresque defessos alius aggredieretur, per inducias sponsionem faciunt, uti « certo die legati domo profisciscerentur : quo in loco inter se obvii fuissent, is communis utriusque populi finis haberetur ». Igitur Carthagine duo fratres missi, quibus nomen Philaenis erat, maturavere iter pergere : Cyrenenses tardius iere. Id socordiane an casu acciderit, parum cognovi. Postquam Cyrenenses aliquanto posteriores se vident, et ob rem corruptam domi poenas metuunt, criminari Carthaginienses ante tempus domo digressos, conturbare rem, denique omnia malle quam victi abire. Sed quum Poeni aliam condicionem, tantummodo aequam, peterent, Cyrenenses optionem Carthaginiensium faciunt, ut vel illi, quos fines populo suo peterent, ibi vivi obruerentur, vel eadem condicione sese, quem in locum vellent, processuros. Philaeni, condicione probata, seque vitamque suam reipublicae condonavere ; ita vivi obruti.

Composition anglaise.

I. — How Christopher Columbus sailed to America.

1. He set sail on April 17, 1492 with three ships amidst general enthusiasm.

2. He sailed for a month without sight of land. His crew became mutinous...

3. The crew's joy and gratitude on landing in a beautiful country.

II. — A ride on bicycle in the month of June in Brittany :

1. The country at day break : the road, the hedge, the flowers, the fields, the birds...
2. A picnic in a meadow.
3. The haymakers at work.
4. A thunderstorm.
5. Riding home in the rain.

Composition allemande.

Was gefällt dir am besten : das Meer oder das Gebirge oder gans das Hügelland ? Wo verbringst du deine Ferien am liebsten ? — Warum ? •

Composition de philosophie.

1. Montrer l'importance sociale de l'imitation (langage, opinions, mœurs).
2. Ressemblances et différences qui existent entre un acte volontaire et un acte instinctif.
3. Importance du langage pour la pensée abstraite.

Philosophie (*mathématiques*).

1. Qu'entend-on par étudier scientifiquement une question ?
2. Les erreurs de l'observation ; leurs causes.
3. Quelle différence y a-t-il entre une hypothèse, une doctrine, un système ? Citer des exemples.

*
**

LICENCE ÈS LETTRES.

Ancien régime.

Dissertation latine.

1. Quis, inter Romanos philosophos, ad emendandos aequalium mores aptissima scripsisse tibi videtur ?
2. De « curiosa felicitate » Horatii.
3. Finges juvenem Quiritem Vergilio scribentem se, perlectis *Georgicis* rei rusticæ amatorem et cultorem factum esse.

Dissertation française.

1. De l'esprit scientifique dans les études littéraires proprement dites (histoire littéraire, critique littéraire, étude d'exécu-

tion). Montrer quels sont les avantages et les bons effets de l'esprit scientifique dans ces sortes d'études, quels peuvent aussi en être les dangers, et comment il est parfaitement compatible avec la plus haute culture littéraire.

2. On a dit de J.-J. Rousseau : « Il nous prend par toutes nos facultés ; en politique, en morale, dans la poésie, dans le roman, on le trouve partout, à l'entrée de toutes les avenues du temps présent. »

Examiner ce qu'il peut y avoir de vrai dans ce jugement.

3. Les origines de la Pléiade.

Géographie.

Exposer et expliquer les principaux caractères du climat de la Péninsule ibérique ; marquer les rapports qui existent entre le climat et le relief.

2. Expliquer, à l'aide d'exemples empruntés à la région méditerranéenne de la France, ce qu'on entend par *végétation xérophile* ; indiquer pourquoi, en France, les caractères de xérophilie sont plus particulièrement développés chez les végétaux de la région méditerranéenne.

3. Enumérer et décrire les principaux types de relief que présente le sol français.

Institution grecques et romaines.

1. Exposer et apprécier les *Ælia Cincia* et *Fufia Caninia*.

2. Expliquer les termes *tributum*, *vectigal* ; montrer comment les Romains rattachaient à ces deux genres toutes les espèces de l'impôt.

3. Les principaux oracles grecs ; leur rôle politique, leur importance historique.

Histoire de la littérature française.

1. Le théâtre comique en France avant Molière.

2. François Villon.

3. Les idées littéraires de Voltaire.

Philosophie.

1. La parole intérieure ; ses particularités individuelles.

2. Montrer que tous les phénomènes psychologiques sont sou-

mis à l'habitude et citer les effets les plus remarquables de l'habitude dans les principaux domaines psychologiques.

3. La localisation spéciale des sensations visuelles.

Littérature grecque.

1. Le style de Thucydide.
2. Le dialogue chez Théocrite.
3. Les chœurs d'Aristophane.

Thème grec.

Pour moi, même si je n'étais pas ton fils de par la nature, et que tu voulusses me déshériter après m'avoir adopté, je ne croirais pas que cela te fût permis ; car ce qu'il était possible de ne pas faire d'abord, il serait injuste de le détruire une fois fait. Et celui qu'on a introduit dans sa famille et de par la nature et encore de par son choix et de par sa volonté, comment serait-il raisonnable de le chasser encore et de le priver de sa seule parenté ? Si j'étais esclave et si, me jugeant méchant, tu m'avais lié d'abord, puis t'étant persuadé que je n'avais commis aucune faute, si tu m'avais affranchi, est-ce qu'il te serait permis, dans un moment de colère, de me ramener à l'esclavage ? Pas du tout. Les lois, en effet, décident que de tels actes sont définitifs. Et bien que j'aie encore beaucoup à dire pour montrer qu'il n'est plus permis de déshériter celui qu'il a repris après l'avoir déshérité une première fois, je m'arrêterai là.

Bibliographie

Jehan Bodel, avec commentaires sur le **Congé** de Baude Fastoul, par EMILE LANGLADE. — In-8, 268 p., br. : 6 fr. Rudeval, éditeur.

Etude d'une érudition avertie et d'une lecture agréable, ce livre s'attache tout d'abord à déterminer l'exacte biographie de Jehan Bodel. Vivait-il sous Philippe-Auguste ou sous Louis IX ? Les partisans de la première opinion diront que la question a été définitivement résolue à la suite de leur enquête : cependant cer-

tains critiques, et non des moindres, soutiennent encore la thèse contraire.

Les arguments nouveaux que l'auteur a ajoutés à ceux émis par Paulin Paris notamment, et qu'il tire de l'analyse attentive des documents du temps, ainsi que des œuvres de Bodel lui-même, jetteront une lumière suffisante pour terminer, d'une façon définitive, toutes les polémiques, et permettront d'affirmer que Bodel, écrivant pendant la seconde moitié du ^{xiii}^e siècle, est incontestablement le père du Théâtre français.

En outre, l'auteur a publié les textes musicaux, jusqu'à ce jour inédits, des Pastourelles de Bodel, tels que nous les ont conservés les manuscrits du ^{xiii}^e siècle.

Cet ouvrage, écrit avec toute la conscience d'un historien scrupuleux, est d'un très réel intérêt. Il rend à l'un des plus remarquables auteurs de notre Moyen Age, dont la popularité n'avait guère franchi les limites du monde savant, la place à laquelle il avait droit.

*
**

La Substance universelle, par M. DE FORNEL DE LA LAURENCIE. In-12, 100 p. Ch. Delagrave, éditeur.

Ce petit volume est le complément d'une série de brochures formant un cours complet de philosophie, publiées antérieurement. Très renseigné sur les données exactes de la Science, et reprenant chacun des problèmes que l'étude de la Nature pose à la philosophie, M. F. de la Laurencie établit comment les théories essentielles du mécanisme évolutionniste peuvent se concilier avec une conception moniste, mais non matérialiste, de l'univers. Cet ouvrage montre excellemment comment, sous des formes modernes, les mêmes problèmes se posent, qui de tout temps furent ceux qu'aborda la pensée spéculative : l'originalité de l'auteur consiste à accepter franchement les données des sciences actuelles, et à fournir de ces problèmes une solution véritablement moderne.

Le gérant : E. FROMANTIN.

POITIERS. — SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE

REVUE HEBDOMADAIRE
DES
COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

La vie et les œuvres de Molière.

Cours de M. ABEL LEFRANC,

Professeur au Collège de France.

Les fêtes du « Ballet des Muses ». — La composition
d'« Amphitryon ».

Nous avons examiné dans nos dernières leçons (1) les sources du *Médecin malgré lui* : nous avons vu ce que Molière devait, pour cette pièce, à Rabelais et au vieux fabliau du *Vilain Mire* ; et, à ce sujet, nous avons noté que, ce fabliau n'ayant été imprimé qu'au XVIII^e siècle, Molière avait dû faire appel à la tradition orale ; ce qui nous autorise à croire qu'il a pu recourir aussi à cette même tradition pour beaucoup d'autres pièces. Nous nous sommes occupés aussi des sources de *Mélicerte*, comédie pastorale héroïque en deux actes, en vers, et nous avons vu que l'*Histoire de Sésostris et de Timarète*, placée par M^{lle} de Scudéry au livre second de la sixième partie du *Grand Cyrus*, n'a pas offert à Molière autant d'éléments qu'on l'a souvent prétendu : les

(1) J'ai eu l'occasion de vérifier, au cours d'un pèlerinage historique dans la plaine de Waterloo, une constatation que nous avons souvent faite ensemble sur le réalisme et sur les qualités d'observation de nos grands écrivains ; la description de la bataille de Waterloo dans les *Misérables* de V. Hugo est d'une exactitude merveilleuse, quoi qu'on en ait dit. Cela confirme ce que nous avons, plusieurs fois, remarqué sur les facultés visuelles et constructives d'un Rabelais, d'un Shakespeare, d'un Molière, et, en général, des hommes de génie.

deux ouvrages n'ont, entre eux, qu'une parenté assez éloignée. Je ne reviens pas sur ce que je vous ai dit du genre de la comédie-ballet dans l'œuvre de Molière : le poète y saisit l'occasion de mettre en vers, souvent charmants du reste, les mille petits bruits qui circulent à la ville et à la cour, et de divulguer certaines aventures plus ou moins secrètes, sous forme d'allusions que le public n'aura pas de peine à comprendre ; j'ai comparé cette tendance de la comédie-ballet à celle que vous retrouveriez aujourd'hui dans un journal comme le *Cri de Paris*, par exemple. — Je vous ai parlé aussi de la *Pastorale comique*, pièce du *Sicilien* ou l'*Amour peintre*, un acte en prose, le plus joli opéra comique qui se puisse imaginer, écrit, vous vous en souvenez, presque tout entier en vers libres non rimés. — La pièce d'*Amphitryon*, dont nous allons nous occuper, est écrite, elle, en vers libres, mais rimés. Je vous ai fait observer que, d'après certains indices sur lesquels nous aurons à revenir, il est à peu près certain que Molière, dès la date de l'*Amour peintre*, songeait à son *Amphitryon* ; et cela, comme nous le verrons, a son importance. — Quant à la source du *Sicilien*, on ne la connaît pas : peut-être faudrait-il faire intervenir ici le problématique voyage de Molière en Italie, dont j'ai eu l'occasion de vous entretenir. Mais ce n'est là qu'une hypothèse.

Retenons simplement ce fait, que la pièce a eu un succès croissant (vingt représentations jusqu'à la mort de Molière). Nous savons, par Robinet et par Grimarest, que les délicats l'avaient appréciée dès son apparition.

*
**

Je vous ai déjà dit que *Mélicerte*, la *Pastorale comique* et le *Sicilien* n'étaient que trois des pièces composées à l'occasion des fêtes du *Ballet des Muses*. Pour bien les comprendre, il faut donc les replacer dans leur cadre naturel.

Les fêtes du *Ballet des Muses* furent données à Saint-Germain, du 2 décembre 1666 au 16 février 1667. Voici, en quelques mots, le schéma de ce fameux ballet.

Les Muses, charmées de la glorieuse réputation de notre monarque et du soin que Sa Majesté prend de faire fleurir tous les arts dans l'étendue de son empire, quittent le Parnasse pour venir à la Cour. Mnémosyne, mère des Muses, ne trouvant rien d'égal à cet auguste prince, prend l'occasion du voyage de ses filles pour contenter le juste désir qu'elle a de le voir ; et lorsqu'elles arrivent à la Cour, elle ouvre avec elles le spectacle par un dialogue en l'honneur du Roi. Puis les Arts se détermi-

ment à faire, en l'honneur de chacune d'elles, une entrée particulière.

Dans la première, pour Uranie, on représente les sept Planètes.

Dans la seconde, pour Melpomène, on fait paraître l'aventure de Pyrame et de Thisbé.

La troisième est une pièce comique en faveur de Thalie. Cette pièce comique n'est autre que *Mélicerte*, suivie de la *Pastorale comique*.

La quatrième entrée, pour Euterpe, muse de la poésie lyrique, est composée de bergers et de bergères. Voici quels personnages représentent les bergers : ce sont le Roi, le marquis de Villeroi, les sieurs Raynal et La Pierre. A ces quatre bergers correspondent quatre bergères : Madame, la marquise de Montespan, M^{lle} de la Vallière et M^{lle} de Tousi. — Si nous songeons que ces acteurs et danseurs bénévoles prêtaient leur concours à ces fêtes, on peut dire, de toute leur âme, on comprendra ce qui manque à nos fêtes d'aujourd'hui, où les rôles les plus brillants ne sont remplis, en somme, que par des mercenaires.

Dans la cinquième entrée, donnée en l'honneur de Clio, on voit la bataille livrée entre Porus et Alexandre. — On sent, ici, l'influence de la pièce de Racine.

La sixième entrée, en faveur de Calliope, comprend une petite comédie où sont introduits des poètes de différents caractères et que représentent les comédiens de l'Hôtel de Bourgogne. On y voit : Ariste, homme de qualité qui prend soin d'une mascarade pour le bal ; Silvandre, ami d'Ariste, qui a ordre de faire une petite comédie destinée à être jointe au ballet ; M. Lira, poète suivant la cour, qui n'estime que les sonnets ; le marquis singulier, qui s'attribue les vers d'autrui ; la comtesse, vieille et galante, qui apprend à faire des vers. La scène est dans la galerie du château neuf de Saint-Germain. Une *Mascarade espagnole* forme la troisième scène de cette comédie.

Dans la septième entrée, paraît Orphée, fils de Calliope, lequel, s'accompagnant de la lyre, inspire la douleur et les autres passions à ceux qui le suivent.

Dans la huitième, en l'honneur d'Erato, Muse que l'on invoque particulièrement en amour, on a tiré six amants de nos romans les plus fameux, comme Théagène et Chariclée, Mandane et Cyrus, Polexandre et Alcidiane. C'est Louis XIV qui tient le rôle de Cyrus, et Villeroi celui de Polexandre.

La neuvième, pour Polymnie, est composée de trois philosophes et de deux orateurs, représentés par les comédiens français et italiens.

La dixième, en l'honneur de Terpsichore, comprend des chants et des danses rustiques, exécutés par quatre faunes et par quatre femmes sauvages.

La onzième entrée montre les neuf Muses et les neuf filles de Piérus (parmi lesquelles figurent notamment M^{lle} de la Vallière et M^{me} de Montespan), dansant à l'envi, tantôt ensemble, tantôt séparément, chacune de ces deux troupes aspirant avec une même ardeur à triompher de celle qui lui est opposée.

La douzième est composée de trois nymphes, juges du combat : ce sont le Roi, M. de Villeroi et M. de Beauchamp.

Dans la treizième, Jupiter (rôle tenu par le grand Condé) vient changer les Piérides en oiseaux, pour n'avoir pas accepté le jugement prononcé.

Enfin, quatorzième entrée, et digne couronnement de tant de splendeurs, *Le Sicilien ou l'Amour peintre*, comédie de Molière, en un acte, en prose.

La fête se termine là-dessus, par des concerts et des mascarades.

Ces brefs renseignements vous permettront de remettre dans leur vraie place les trois pièces de Molière dont nous nous occupons, et vous rappelleront plus facilement qu'il ne s'agit point là de trois pièces suivies ou de trois pièces constituant, à elles seules, le fameux *Ballet des Muses*, mais quelques actes intercalés entre plusieurs autres, très différents pour le sujet et pour l'exécution, quoique reliés par un fil commun.

*
**

Poursuivons, maintenant, l'étude de la carrière de notre poète.

Le 15 mai 1667, Molière et sa troupe font leur réouverture avec *Attila* de Corneille. Pour bien fixer les dates dans vos esprits, je vous rappelle que, le 21 de ce même mois de mai, Racine fut inscrit pour 800 livres sur la liste des gratifications royales.

Le 10 juin, a lieu la première représentation du *Sicilien* à la Ville.

Le 31 juillet, nous relevons la lecture de *Tartuffe* faite chez Madame.

Le 5 août, Molière joue *Tartuffe* sous le titre de *l'Imposteur* : mais, dès le 6 août, le premier président de Lamoignon interdit toute nouvelle représentation de cette pièce et fait fermer et surveiller la porte de la comédie. Vous savez quelle fut la conséquence de cette interdiction : la troupe fit relâche pendant sept semaines,

ce qui causa tout d'abord une perte matérielle pour Molière et ses compagnons. Molière est sans cesse préoccupé d'assurer la représentation de *Tartuffe*, pièce sur laquelle il compte beaucoup et qui lui est chère par-dessus toutes. Faire jouer *Tartuffe* est pour le poète, ne l'oublions pas, à la fois une question intellectuelle, ou, si vous voulez, philosophique, et une question matérielle : il s'agit, avant tout, sans doute, de triompher dans la question de doctrine et d'amour-propre ; mais il faut aussi faire des recettes, Et *Tartuffe*, Molière l'espère du moins, donnera peut-être plus que le *Misanthrope*, qui n'a guère rempli la caisse.

Notre poète essaie donc de conjurer l'orage. Il se plaint à Madame, et, après une vaine tentative faite auprès de Lamignon, il dépêche vers le Roi, alors devant Lille, deux de ses comédiens, La Grange et La Thorillière, porteurs du second placet. Le voyage des deux comédiens coûte 1.000 livres à la troupe.

C'est le 10 août que La Grange et La Thorillière quittent Paris, en poste, pour aller trouver le Roi en Flandre. Le 11 août, l'archevêque de Paris, Hardouin de Péréfixe, lance son mandement, par lequel il défend de représenter, d'entendre, de lire la pièce de Molière sous peine d'excommunication. Les envoyés de Molière arrivent bientôt à Lille, et y sont reçus avec beaucoup d'égards. Monsieur les protègea, comme à son ordinaire ; le Roi leur fit dire qu'à son retour à Paris, il ferait examiner la pièce et que la troupe la jouerait.

Lille ne capitula que le 28. Pendant ce temps, la troupe de Molière ne jouait pas. Les spectacles reprurent seulement le 25 septembre ; cependant le Roi était à Saint-Germain depuis le 7 septembre. Et savez-vous avec quelle œuvre eut lieu cette reprise tardive, sorte de protestation muette ? Avec le *Misanthrope*, c'est-à-dire avec une pièce qui exprimait toute l'amertume des déceptions de Molière et tout son découragement. Voici encore une autre preuve de l'abattement de notre poète : du 6 au 9 octobre, la troupe va à Versailles, et nous constatons qu'elle n'y représente aucune pièce de Molière. Evidemment, c'est là de la part de notre poète une abstention voulue, et il me semble que ce fait n'a pas été signalé jusqu'ici par les historiens de la littérature. Molière joue deux fois *Attila*, il joue la *Veuve à la mode*, la *Pastorale*, l'*Accouchée* ou l'*Embarras de Godart*, et c'est tout ; il ne donne pas une seule des grandes pièces de sa composition.

A Paris, pas une seule pièce de Molière n'est jouée du 14 octobre 1667 au 6 janvier 1668 (la troupe donne alors *Les Médecins* et *Cléopâtre*). Ce sont là des constatations importantes.

Et lorsque, le 13 janvier, Molière joue *Amphitryon*, pièce nouvelle, ce n'est pas à la cour qu'il la donne pour la première fois, mais à Paris, au théâtre du Palais-Royal.

La pièce fut jouée 30 fois de suite, 15 fois seule, 15 fois avec d'autres pièces de Molière : elle eut un succès satisfaisant.

La clôture habituelle du temps de Pâques eut lieu du 17 mars au 13 avril 1668 (1). Puis, du 25 au 29, Molière joua plusieurs de ses pièces à la cour : nous le voyons représenter successivement *Amphitryon*, le *Médecin malgré lui*, le *Mariage forcé*, l'*Ecole des Femmes*. Le contraste avec son abstention dans la période précédente est assez frappant pour être remarqué.

En mars, Molière publie *Amphitryon*. La dédicace à M. le Prince est évidemment une carte de remerciement pour la généreuse attitude de Condé à l'égard du poète et du *Tartuffe*. Tout, chez Molière, à cette époque, se ramène à cette grande lutte : ne l'oublions pas.

Il nous reste à étudier, maintenant, les motifs qui portèrent Molière à choisir, dans le théâtre de Plaute, ce sujet d'allure mythologique.

*
* *

Remarquons, d'abord, que la curiosité du poète est, depuis longtemps, tournée de ce côté.

Nous savons que, jeune encore, lorsqu'il était chez les Jésuites, Molière lisait volontiers les comiques latins ; et nous savons aussi, par ce qui nous reste de ses imitations de Lucrèce, que Molière était un traducteur habile. Les souvenirs de Plaute sont nombreux et persistants chez lui : nous le verrons bientôt emprunter à Plaute (au moins en partie) le sujet de l'*Avare*.

Avec cela, nous devons noter la tendance de plus en plus âpre qui caractérise des pièces comme le *Misanthrope*, *Amphitryon*, *George Dandin*, l'*Avare*, *M. de Pourceaugnac*. Ce n'est plus la satire d'une classe ou d'un groupe d'hommes : précieuses, hypocrites, médecins ou marquis. Molière dirige, maintenant, ses traits contre l'humanité en général, contre la vie sociale, contre les vices des hommes. C'est la conséquence de ses nombreux déboires, et elle est très sensible.

Mais pourquoi ce sujet d'*Amphitryon* ?

Sans doute, Molière a pensé que c'était là un sujet favorable,

(1) Les recettes de la saison, à la date de la clôture, ne furent que de 2.608 livres 13 sols, au lieu de 3.352 comme l'année précédente.

très libre, capable de faire venir les foules : lettrés, bourgeois, nobles, militaires, peuple de Paris. De plus, la pièce se prêtait au luxe des machines, chose fort appréciée du public d'alors. Enfin, une autre cause immédiate est qu'il existait un *Amphitryon* antérieur : les *Sosies* de Rotrou, joués par la troupe du Marais. Molière voulut donner à son public une pièce qui pût rivaliser avec celle de ses concurrents, comme il l'avait fait pour *Don Juan*.

Les *Sosies*, de Rotrou dataient de 1636 : après quatorze ans, on les jouait encore, en 1650, sous le titre de la *Naissance d'Hercule*, avec un grand luxe de machines, qui rendaient ce spectacle merveilleux.

Le sujet jouit d'une certaine vogue ; car, en 1653, dans le *Grand Ballet royal de la Nuit*, on exécute encore une pantomime sous le nom de *Comédie muette d'Amphitryon*.

Les *Sosies* de Rotrou furent-ils joués longtemps après 1650 ? Nous n'avons pas de texte qui nous permette de l'affirmer. Jodelet, nous dit Tallemant des Réaux (III, 291), vint un soir, au moment où le coup de tonnerre qui termine la pièce avait éclaté, lancer au parterre une plaisanterie dont le sens était que, si l'on faisait si grand tapage chaque fois qu'à Paris un mari était trompé, tout le long de l'année on n'entendrait pas Dieu tonner. Mais Tallemant ne nous dit pas la date de cette allocution. Il est probable que la vogue des *Sosies* persista jusqu'à une époque assez voisine de celle de l'*Amphitryon*, et, comme je vous le disais tout à l'heure, je pencherais fort à croire que la pièce de Molière est née d'une pensée de rivalité entre le Palais-Royal et le Marais, d'autant plus que ce sujet paraissait propre aux succès et aux belles recettes.

Cette particularité est si sensible que les gazetiers insistèrent beaucoup sur le succès pécuniaire de la pièce de Molière, comme nous l'avons vu pour la *Princesse d'Elide* et quelques autres pièces à beaux décors. Robinet, dans sa *Lettre en vers à Madame*, à la date du 21 janvier 1668, rend ainsi compte de la pièce nouvelle :

Lundi, chez le nonpareil Sire,
Digne d'étendre son empire
Dessus toutes les nations,
On vit les deux *Amphitryons*,
Ou, si l'on veut, les deux *Sosies*
Qu'on trouve dans les poésies
Du feu sieur Plaute, franc latin,
Et que, dans un françois très fin,
Son digne successeur, *Molière*,
A travestis d'une manière
A faire ébahir les esprits,
Durant longtemps, de tout Paris.

Car, depuis un fort beau Prologue,
 Qui s'y fait par un dialogue
 De Mercure avecque la Nuit,
 Jusqu'à la fin de ce déduit,
 L'aimable enjouement du comique
 Et les beautés de l'héroïque,
 Les intrigues, les passions,
 Et bref, les décorations,
 Avec des machines volantes,
 Plus que des astres éclatantes,
 Font un spectacle si charmant,
 Que je ne doute nullement
 Que l'on n'y coure en foule extrême,
 Bien par delà la mi-carême.

Robinet décerne, ensuite, des louanges aux interprètes et notamment aux femmes, non sans quelques plaisanteries assez risquées sur les actrices chargées des rôles de la *Nuit* (M^{lle} Béjard) et d'*Alcmène* (M^{lle} de Brie). Les autres rôles étaient, à ce qu'il paraît, ainsi distribués : *Cléanthis*, M^{lle} Molière ; *Sosie*, Molière ; *Jupiter*, La Thorillière ; *Amphitryon*, La Grange.

Les plaisanteries osées de Robinet nous font justement sentir que la pièce charma les spectateurs par ses côtés hardis et voluptueux. Donc, pour toutes ces raisons réunies, le choix du sujet s'explique sans peine.

*
* *

J'ai insisté sur ce point pour aller au devant d'une objection redoutable, que vous avez peut-être déjà formulée dans votre esprit. — Ne faut-il pas voir dans *Amphitryon* une pièce de circonstance destinée à célébrer les nouvelles amours de Louis XIV avec M^{me} de Montespan, et à ridiculiser l'esclandre que M. de Montespan s'était permis de faire à l'occasion de ces amours inquiétantes pour son honneur de mari ? — On l'a souvent pensé, et on le pense trop souvent encore. Que faut-il retenir de cette tradition ?

Remarquons, d'abord, qu'elle cadre assez mal avec ce que trois ans d'études nous ont déjà appris sur le caractère de Molière, sur sa droiture et son honnêteté. Un tel acte de courtisanerie de la part de notre grand comique serait d'une bassesse presque odieuse.

On peut dire, il est vrai, que Molière, droit et honnête par nature, a eu un moment d'erreur, qu'il a fléchi momentanément, pour obtenir une solution favorable à l'affaire du *Tartuffe*. L'hypothèse est, sinon séduisante, du moins possible.

Eh ! bien, il importe d'écarter absolument cette supposition

injurieuse, beaucoup trop accréditée encore aujourd'hui, grâce à Rœderer, qui l'a hasardée le premier dans son *Mémoire pour servir à l'histoire de la société polie en France*, — et aussi grâce à Michelet, qui, pour une fois, a mieux aimé calomnier Molière que de laisser échapper une occasion de noircir Louis XIV.

Michelet, après avoir raconté ce qu'il appelle le mystère de Compiègne, écrit ceci : « Il manquait une chose à ces plaisirs, c'était d'être étalés, mis sur la scène. On joua la nuit de Compiègne. Sans un ordre précis, Molière ne l'eût jamais osé. La chose était barbare : elle navrait la Reine et La Vallière, M^{me} de Montausier, M. de Montespan, et tant d'autres. Molière n'eût pas fait de lui-même cette cruelle exécution. Il y déplore sa servitude. Que peut Molière-Sosie ? Il sert et servira. » Et un peu plus loin : « Il y a dans cette pièce une verve désespérée. Dans tel mot (du Prologue même) une crudité cynique que les seuls bouffons italiens hasardaient jusque-là, et qui, dans la langue française, étonne et stupéfie... Mercure-Lauzun est là à l'état de valet. »

Eh ! bien, encore une fois, non ; tout cela ne tient pas debout. L'examen des faits et des dates montre que, entre l'aventure de Compiègne et la composition de l'*Amphitryon*, il n'y a et ne peut y avoir qu'une simple coïncidence.

D'abord Molière, je le répète, était incapable de commettre un acte de bassesse, et nous pourrions nous en tenir là ; mais allons plus loin.

Notons que la pièce ne paraît devant la Cour qu'à la troisième représentation. Il semble que, si Louis XIV avait demandé à Molière d'écrire cette pièce pour faire son panégyrique, *Amphitryon* aurait d'abord été joué à Versailles : il n'en fut rien.

D'autre part, les amours du Roi et de M^{me} de Montespan étaient-elles publiquement avouées, à la date où parut l'*Amphitryon* ? Voilà encore un point qui n'est pas négligeable. Or nous savons que l'intrigue ne fut soupçonnée que vers le milieu de juin, et encore dans un cercle très étroit, où l'on ne s'entretenait qu'à voix basse de cette grande nouvelle. M. de Montespan ignore longtemps son infortune, et il ne se livra à son incartade que vers le milieu de septembre 1668, c'est-à-dire plusieurs mois après la représentation d'*Amphitryon*. Comment donc peut-on soutenir que Molière a porté à la scène un événement dont, même à la cour, on ne parlait qu'en très grand secret, et qu'il a glorifié un attachement que, même après *Amphitryon*, on n'avouait pas encore ?

Certes, les rapprochements sont possibles. Jupiter a beaucoup de la figure de Louis XIV, et les conseils de soumission à l'adresse du mari d'Alcmène peuvent convenir au mari de la Montespan :

... C'est assez... pour remettre ton cœur,
Dans l'état auquel il doit être,
Et rétablir chez toi la paix et la douceur.

Mais, comme le fait remarquer avec raison M. P. Mesnard, « il est regrettable que la pièce n'ait pas été faite après 1670. On n'aurait pu douter que la naissance du duc du Maine n'y fût célébrée :

Et, chez nous, il doit naître un fils d'un très grand cœur. »

On pourrait de même trouver jusque chez Plaute des allusions à Louis XIV; mais la chronologie serait un peu gênante !

Remarquons, d'autre part, que, si la pièce avait été écrite à l'instigation du Roi, celui-ci s'en serait régalé plus souvent : or, Louis XIV n'a demandé *Amphitryon* que deux fois avant 1680. C'est donc que la pièce ne le flattait pas au point où on l'a cru ; c'est donc aussi qu'elle ne le gênait pas davantage, et qu'il ne s'y reconnut pas.

Au contraire, la pièce fut jouée 53 fois à la Ville jusqu'en 1673.

En réalité, c'est qu'elle répondait au goût voluptueux, très osé à cette époque, de la Cour et de la Ville. Molière s'y conformait, et le favorisait. Voilà tout ce qu'on peut dire. Quant à un rapprochement possible de Louis XIV et de Jupiter, d'*Amphitryon* et de Montespan, je crois que, si Molière avait pu le prévoir, il n'aurait pas écrit sa pièce.

Ma conclusion est donc qu'il faut écarter pour jamais cette hypothèse, injurieuse pour Molière, et qui ne repose sur aucun fondement solide.

La vie et les œuvres de Sénèque

Cours de M. JULES MARTHA,

Professeur à l'Université de Paris.

Le traité « De la Constance du Sage ».

Nous nous occuperons, dans la leçon d'aujourd'hui, d'un traité de morale assez court, qu'on désigne ordinairement sous le nom de traité *De la Constance du Sage*, *De Constantia Sapientis*. Il porte un titre plus long encore, qui indique quels sujets y sont traités, et développe ce que le mot de constance peut avoir d'un peu vague : *nec injuriam nec contumeliam accipere sapientem*, ce qui veut dire : le sage ne peut souffrir ni injustice ni outrage.

Cet ouvrage est très court ; il ne compte qu'un seul livre. Comme le *De Tranquillitate Animi*, que nous avons étudié dans la dernière leçon, il est adressé à l'ami intime de Sénèque, Annæus Serenus. Ce nom suffit à dater d'une façon approximative le traité *De la Constance du Sage*. Comme nous savons, en effet, que Serenus est mort en 62 après Jésus-Christ, le traité a été composé antérieurement à cette date. C'est d'ailleurs tout ce que nous pouvons dire sur la question de date. En effet, il n'y a pas, dans le traité *De la Constance du Sage*, en dehors de ce nom de Serenus, la moindre allusion à un événement historique qui puisse nous permettre de le dater avec plus de précision. Tout ce qu'on y trouve, ce sont des anecdotes se rapportant à Caligula. Il en ressort qu'à cette époque Caligula était mort. Cette mort se plaçant en 41, on voit qu'il reste, entre cette date et la mort de Serenus, un assez long espace de temps : c'est dans cet intervalle que se place la composition de notre traité.

Pour en bien comprendre le sens, il faut se rappeler certaines particularités du stoïcisme. C'est une doctrine autoritaire et hautaine, qui n'admet que la vertu, l'honnête, qui défend à ses adeptes de transiger. Avec un caractère aussi raide et aussi exclusif, la philosophie stoïcienne était amenée à condenser ses principes sous la forme de maximes courtes et cassantes. Ce n'est pas une doctrine souple, comme par exemple celle d'un Platon : c'est un catéchisme moral inflexible.

Le caractère de la plupart des préceptes des philosophes stoïciens est d'être nets et catégoriques. Mais le stoïcisme n'est pas seulement une doctrine autoritaire : c'est encore une doctrine orgueilleuse. Dans l'humanité, il y a pour le stoïcien deux catégories : d'une part les stoïciens, n'estimant que la vertu, et d'autre part tous ceux qui ne sont pas stoïciens, estimant d'autres choses que la vertu, par exemple la richesse, le plaisir, la noblesse, les honneurs, etc. Le stoïcien juge de la façon la plus simple ces deux catégories d'hommes : les uns sont des sages, les autres sont des fous. Comme on le voit, cette conception stoïcienne ne manque pas d'une certaine superbe. Seuls, les stoïciens ont un idéal de sagesse, sont en quelque sorte des candidats à la sagesse. Cela les amène à donner à leurs formules un caractère choquant, agaçant, pour souligner davantage la distance qui existe, d'après eux, entre le stoïcisme et les idées du commun des mortels. Ils prennent un malin plaisir à rédiger ces formules, de façon à heurter de front les gens dans leurs préjugés et leurs croyances, et à choquer le plus possible le sens commun. Ils créent des maximes courtes et choquantes, brèves et paradoxales, qui, lorsqu'on les débite, paraissent au premier abord insensées et ridicules, et qui passeraient pour de pures plaisanteries, si on ne les commentait convenablement. Les Grecs avaient un mot pour désigner ces axiomes et en indiquer le caractère extraordinaire. Ils les appelaient des *παράδοξα*, c'est-à-dire des opinions contraires à la croyance générale.

Nous connaissons quelques-uns de ces paradoxes stoïciens. Cicéron en a développé un certain nombre dans l'ouvrage intitulé *παράδοξα*. « Ce sont, dit Cicéron, des maximes surprenantes et contraires à l'opinion générale. » Nous en donnerons quelques exemples, tirés justement de cet ouvrage : — Il n'y a d'autre bien que la vertu. — La vertu suffit au bonheur. — Toutes les fautes et toutes les bonnes actions sont égales. — Ce dernier paradoxe a, d'ailleurs, été raillé par Cicéron lui-même dans un de ses discours : ainsi, dit-il, pour un stoïcien, on commet la même faute, si l'on tue un poulet sans nécessité ou si l'on tue son père. D'autres paradoxes vantent l'éminente dignité du sage : le sage seul est heureux ; le sage seul est un homme libre et un citoyen, même s'il est esclave ; le sage est élevé au rang des rois : bien plus, il est dieu. On voit, d'après ces quelques maximes, que les paradoxes stoïciens sont le contraire de l'opinion vulgaire.

Ces indications étaient indispensables pour faire comprendre le traité de Sénèque. Il développe cette idée, que le sage ne peut être victime ni d'une injustice ni d'un outrage. Ce sujet est un

véritable paradoxe, au sens que nous avons expliqué. C'est une de ces maximes surprenantes, que les philosophes de l'école stoïcienne lançaient en manière de défi à l'opinion courante.

Dès le début de son ouvrage, Sénèque indique lui-même ce caractère. Il avertit Serenus que la thèse qu'il se propose de soutenir est contraire à l'opinion commune. Il dit que les philosophes des autres écoles agissent avec mollesse et complaisance et, dans l'application des remèdes, flattent le goût de leurs malades. Les stoïciens, au contraire, s'occupent de nous transporter dans une région sereine, à l'abri des coups de la fortune, et se soucient peu de choisir pour cela le chemin le plus agréable. Sénèque s'appuie ensuite sur l'exemple de Caton. Serenus s'indignait que son siècle ait méconnu un homme d'une si haute valeur. Il trouvait souverainement injuste et révoltant que sa toge ait été déchirée par la foule, un jour où il combattait une loi au forum ; il le plaignait d'avoir été entraîné par la populace, d'avoir subi ses insultes, ses crachats, tous les outrages d'une multitude furieuse. Sénèque, lui, annonce à son ami qu'il n'y a pas lieu de s'apitoyer sur le sort de Caton ; car le sage ne peut recevoir d'injure ni d'offense. Caton était un sage ; il a combattu la brigue, la soif du pouvoir, les vices d'une ville dégénérée. Seul resté debout, il étaya la république chancelante, jusqu'à ce qu'il tombât lui-même. Croirait-on que le peuple ait pu lui faire injure, parce qu'il déchira sa toge et le couvrit d'outrages ? Le sage est partout en sûreté ; ni l'injustice ni l'outrage ne peuvent l'atteindre. Là-dessus Sénèque feint que Serenus s'indigne et se révolte. Tu vas t'écrier, lui dit-il, que je défends là un paradoxe d'école. Les stoïciens soutiennent une thèse absurde ; ils font sonner de grands mots. C'est comme quand vous dites que le sage ne peut être pauvre, que le sage seul échappe à la démence des autres hommes, que le sage seul est libre. Vous autres, philosophes, vous dressez votre orgueil de toute sa hauteur, puis vous tombez aussi bas que les autres hommes. Vous ne faites que changer le nom des choses. Il y a quelque chose de semblable à ces sophismes d'école dans votre belle proposition, qui, au premier abord, semble magnifique. Vous dites que le sage ne recevra ni injure ni offense. Mais, s'il n'en reçoit pas, parce qu'il sait s'armer de patience, chacun peut en faire autant ; et, si vous dites qu'en fait personne ne songe à lui faire tort, il a vraiment bien de la chance.

A ces objections, Sénèque répond qu'il se fait fort de prouver ce qu'il avance. Il montrera que, dans le cas présent, c'est l'opinion publique qui se trompe, et que le stoïcisme a par raison d'affirmer que le sage n'est atteint par aucune injustice ni par aucun ou-

trage. Ainsi les dieux se soucient peu des coups impuissants qu'on leur adresse. Peu importe au sage qu'on lui lance des traits, pourvu qu'il n'en soit pas atteint. L'âme du sage est aussi impénétrable à l'injure que le diamant au fer.

Sénèque commence par distinguer l'injustice de l'outrage. La première est, de sa nature, beaucoup plus grave ; l'autre est plus bénigne, et ne devient pénible que pour des gens susceptibles. Elle ne blesse pas : elle froisse. Et pourtant telle est la lâcheté et la vanité de la plupart des hommes, qu'ils sont cruellement affectés de ces piqures d'amour-propre assez inoffensives par elles-mêmes.

L'injure a pour but de nuire à quelqu'un, de lui faire du mal ; or la sagesse ne laisse aucune place au mal, car elle n'admet qu'un mal, la honte. Mais la honte ne peut pénétrer dans l'âme du sage, où ne siègent que l'honneur et la vertu. Par suite, le sage est inaccessible à l'injure.

Toute injure n'est ressentie que parce qu'elle ôte quelque avantage à celui qui en est victime. Elle diminue sa dignité, lui nuit dans sa personne, lui ôte certains avantages extérieurs. Mais cela ne s'applique qu'au vulgaire ; le sage, lui, est assuré contre ces préjudices. Il ne peut rien perdre, puisqu'il a tout renfermé en lui-même, puisqu'il a fait de la vertu son unique bien et qu'on ne peut le lui arracher. La fortune ne donnant pas la vertu, elle ne peut davantage l'enlever. Le sage ne possède qu'à titre d'emprunt tout ce que les autres hommes regardent comme des biens : famille, honneur. Il sait que ce sont là des avantages précaires, que le seul bien véritable est la vertu ; dès lors, si on lui arrache ces biens secondaires, qu'est-ce que cela peut bien lui faire ? Il garde intact son véritable trésor. Ce fut ce qui arriva au philosophe Stilpon. Démétrius Poliorcète ayant pris Mégare, sa patrie, ses biens furent livrés au pillage, ses filles emmenées en esclavage, sa patrie était entre les mains de l'étranger. Démétrius, peut-être avec l'intention de lui rendre ce qu'il lui avait ravi, demanda à Stilpon ce qu'il avait perdu : « Je n'ai rien perdu du tout, répondit le philosophe ; car tous mes biens sont en moi. » Ainsi Stilpon montra au conquérant qu'il était à l'abri de la victoire et du dommage ; car il avait avec lui des biens insaisissables, et ceux qu'on lui ravissait, il ne les considérait pas comme siens. Il savait qu'ils lui venaient de la fortune et qu'ils étaient soumis à ses caprices. Il n'y a pas de machine de guerre assez puissante pour ébranler une âme aussi bien trempée ; il n'y a pas de conquérant assez fort pour enlever quelque chose à un sage ainsi prémuni. Ceux qui ont quelque chose à perdre, ce sont les gens ordinaires et dépourvus de sagesse. Ces riches ont perdu

leurs patrimoines ; ces débauchés, leurs maîtresses ; ces ambitieux, la curie et la place publique ; ces banquiers, leurs tablettes. Le sage seul n'a rien perdu : il garde en lui le trésor inestimable de sa vertu.

Sénèque invoque à l'appui de sa thèse divers autres arguments assez sophistiqués. Ce qui blesse, dit-il, est plus puissant que ce qui est blessé ; or la méchanceté n'est pas plus forte que la vertu ; par conséquent, le sage ne peut pas être blessé. De plus, pour qu'il y ait injustice subie, il faut deux personnes : l'une qui commette l'injustice, l'autre qui en souffre. Or ces choses peuvent arriver l'une sans l'autre. Je ne puis courir sans remuer les pieds, soit ; mais je puis remuer les pieds sans courir. Je puis me trouver dans l'eau sans nager ; mais je ne puis nager sans me trouver dans l'eau. Il en est de même dans la question que nous sommes en train d'examiner : si j'ai reçu une injure, il est nécessaire que quelqu'un l'ait faite ; mais quelqu'un peut très bien faire une injure sans que je la ressente. L'injure peut être repoussée par un obstacle quelconque, en sorte qu'elle aura été faite, mais non reçue. Sénèque éclaire sa pensée par des exemples simples. Si quelqu'un me dérobe quelque chose dans ma maison de campagne et le dépose chez moi, il aura fait un vol ; mais je n'aurai rien perdu. Un criminel me verse du poison ; mais il se trouve que ce poison se mélange à des aliments qui lui enlèvent sa force : on a commis un crime, encore qu'on ne m'ait fait aucun mal. Celui qui essaie de me frapper d'un poignard et manque son coup, parce que je lui oppose ma toge, est un assassin. Ainsi il peut arriver qu'une injure quelconque soit faite, sans qu'elle soit reçue.

La justice, dit encore Sénèque, ne peut rien souffrir d'injuste, parce que les contraires ne s'allient pas. Or l'injure ne peut être faite qu'injustement ; donc l'injure ne peut être faite au sage. Personne, d'ailleurs, ne peut faire du bien au sage, car il ne lui manque rien qu'on puisse lui donner. Le sage est pareil aux divinités, qui n'ont besoin d'aucune aide et sont à l'abri de toute offense. Le sage, à l'immortalité près, est un dieu ; il plane dans des hauteurs sublimes, au sein de l'ordre et de la paix, dans une absolue sécurité. Les hommes ne peuvent lui faire injure ; la fortune même est impuissante contre lui. Le sage voit sans crainte la mort elle-même. Les autres dommages, comme les souffrances physiques, les ignominies, l'exil, la perte des enfants, ne peuvent pas non plus abattre son courage, même si toutes ces infortunes s'unissent pour l'éprouver ; à plus forte raison, si elles surviennent isolément.

Aucun homme n'est assez fort pour faire injure au sage; car le stoïcien n'estime nulle personne assez pour supposer qu'elle fasse quelque chose avec réflexion; cela, c'est le privilège du sage. Les hommes n'agissent que par mouvements désordonnés; leurs actes sont des accidents fortuits. Or le sage est hors de la portée de tout ce qui est fortuit.

Après avoir achevé la première partie de sa tâche, Sénèque annonce qu'il va aborder la question de l'outrage. L'outrage, dit-il, est quelque chose de moins grave que l'injure. On a coutume de s'en plaindre plutôt que de s'en venger, et on en est choqué parce que la faiblesse de notre âme se révolte d'un manque d'égards, soit en action, soit en paroles. Ainsi on se croit outragé, parce qu'un homme ne nous a pas reçus quand il en recevait d'autres, parce que, quand on lui parlait, il détournait la tête avec mépris, ou riait insolemment, parce qu'on a été placé au haut bout de la table à un dîner. Mais, dit Sénèque, il faut être stupide pour se fâcher de pareilles stupidités. Seuls, des esprits inoccupés peuvent s'irriter de ces riens. C'est s'humilier et se rabaisser soi-même que de se croire offensé par ces détails insignifiants. Le sage a une trop haute idée de sa dignité pour être choqué de pareilles niaiseries. Il songe que tous les hommes sont placés trop bas pour pouvoir l'atteindre de leurs outrages. L'outrage provient du mépris qu'on a pour celui qu'on offense; on ne peut donc outrager le sage, qui est trop supérieur à tous les autres hommes pour être méprisé par eux.

Le sage se dit que les hommes sont des enfants. Or les enfants frappent quelquefois leurs parents; ils tirent les cheveux de leur mère; ils montrent des parties de leur corps qu'ils devraient tenir cachées. Mais tout cela ne tire pas à conséquence. Est-ce que leurs parents sont outragés par ces petites incongruités? Pas du tout. Est-ce que la mère sent sa dignité amoindrie, parce que son enfant lui a tiré les cheveux? Nullement. On gronde les enfants pour les corriger; mais on ne leur en veut pas, on n'est pas offensé de leurs sottises. Ce que nous sommes avec les enfants, le sage l'est avec tous les hommes. Car les hommes, même avec des cheveux blancs, ne sont-ils pas de véritables enfants? Ils sont aussi légers et capricieux, et poursuivent également leur plaisir sans discernement. Les enfants jouent avec des osselets; les hommes jouent avec l'argent. Les enfants s'amuse à jouer aux magistrats et aux soldats; les hommes se livrent sérieusement à ces jeux au forum et à la guerre. Les enfants font des pâtés de sable et des simulacres de maisons; les hommes entassent des pierres de taille. Ce n'est donc pas sans raison que le

sage regarde les offenses comme de véritables enfantillages sans conséquence.

Le sage regarde également les autres hommes comme un médecin regarde ses malades. Est-ce que le médecin attache quelque importance aux paroles du malade qui délire ? Est-ce qu'il est offensé des imprécations que lui adresse le fiévreux auquel il interdit l'eau froide ? Se croit-il avili, parce qu'il lui faut examiner les déjections d'un malade et recevoir des insultes ? Le sage regarde tous les hommes comme des malades. Aussi ne se fâche-t-il pas contre eux, si, dans leurs accès, ils se permettent quelque violence contre leur médecin. Qu'est-ce que cela peut bien lui faire qu'un roi des Mèdes ou un Attale d'Asie passe fièrement, sans lui rendre son salut ? Il sait que leur condition n'est pas plus digne d'envie que celle d'un esclave garde-malade. Car ces rois ont sous leurs ordres des quantités d'hommes, qui sont des fous et des malades. Ils ne sont pas autre chose que des infirmiers.

Il y a des gens qui se croient offensés, parce qu'ils ont été heurtés par un garçon coiffeur ; ils appellent offense le dédain d'un portier, la morgue d'un nomenclateur, la fierté d'un valet de chambre. Mais le sage ne s'indigne pas de ces vétilles. Il est rebuté par un concierge ; il ne rougira pas de lui donner quelque monnaie pour acheter le passage.

Si nombreux et si graves que soient les outrages, ils ne pourront émouvoir le sage. En effet, ils resteront toujours de même nature. S'ils ne le touchent pas quand ils sont légers, le toucheront-ils quand ils seront graves ? S'ils ne le touchent pas quand ils sont rares, le toucheront-ils quand ils seront fréquents ? Le sage se met ainsi au-dessus de tous les outrages sans distinction. De deux choses l'une, ou l'outrage est mérité, ou il ne l'est pas. S'il est mérité, ce n'est pas offense, c'est justice. S'il ne l'est pas, il ne nous atteint pas, et c'est à celui qui l'a lancé d'en rougir. Telle personne se moque de moi, parce que j'ai la tête chauve, les yeux malades, les jambes grêles, la taille petite. Est-ce une offense que de s'entendre dire ce que tout le monde voit ?

Chrysippe raconte qu'un homme se fâcha, parce qu'on l'avait traité de mouton de mer. Mais appeler quelqu'un mouton de mer, c'est une absurdité. En quoi cela peut-il choquer ? De même le gendre d'Ovide, Fidus Cornelius, homme décrié pour ses mœurs, fut un jour pris à partie en plein Sénat par Corbulon. Tant qu'on lui reprocha sa vie et ses mœurs, il resta impassible. Mais tout à coup, son adversaire l'ayant appelé autruche déplumée, il se mit à pleurer à chaudes larmes : cette injure absurde l'avait mis hors de lui.

Il y a encore des gens assez sots pour s'offenser de ce que de mauvais plaisants imitent leur voix ou leur démarche, contrefont quelque infirmité de leur corps. Comme si tout le monde ne voyait pas ces défauts en nous, sans qu'il soit besoin de les contrefaire ! D'autres ne veulent entendre parler ni de leur vieillesse ni de leur pauvreté ; mais s'offenser de la sorte est une sottise. La meilleure tactique pour désarmer les impertinents, c'est d'être le premier à entamer le sujet. On ne prête pas à rire aux autres, quand on commence à se railler soi-même. Vatinius, qui était très laid, se moquait des boutons de son visage et de ses pieds goutteux. Ce fut ainsi qu'il échappa aux railleries de ses ennemis. Un autre procédé consiste à faire semblant de ne pas comprendre les outrages des insolents. Alors ce sont eux qui sont les plus ennuyés ; car tout le succès de l'offense réside dans l'indignation de l'offensé.

C'est ici que Sénèque place les allusions à Caligula, dont il fait un portrait repoussant. Cela ne lui porta pas bonheur de railler sans cesse le tribun Chéréas en lui donnant le mot d'ordre. Chéréas finit par l'assassiner : il lui porta le premier coup, et ceux que l'empereur avait criblés de ses amers sarcasmes vinrent les venger dans son sang. D'ailleurs, Caligula était le plus susceptible des hommes, en même temps que le plus agressif. Il se fâchait, quand on l'appelait Caïus ; il se fâchait encore, quand on l'appelait Caligula. Cela ne l'empêchait pas d'accabler d'outrages ses parents et ses amis ; il en porta la peine. Ainsi, même quand notre humeur dédaignera la vengeance, ce sera une consolation pour nous de savoir qu'il se trouve souvent des gens pour punir l'insolence. Ne songeons pas plus à nous fâcher que Socrate inondé d'eau sale par sa femme, ou qu'Antisthène à qui on reprochait d'avoir pour mère une femme de Thrace : le premier ne fit que rire, et le second répondit que la mère des dieux venait du mont Ida.

La conclusion que Sénèque donne à son traité, c'est qu'il ne faut tenir compte ni des injures ni des outrages ; le sage doit voir du même œil les hommages et les affronts du vulgaire ; il ne se réjouit pas des uns, il ne s'afflige pas des autres. Il faut mettre son âme au-dessus de l'injure, se détacher des choses extérieures, ne pas mener une vie inquiète, sans cesse préoccupée de tous les bruits.

M. G.

Formation et développement de l'esprit philosophique au XVIII^e siècle.

Cours de M. GUSTAVE LANSON,

Professeur à l'Université de Paris.

Fénelon.

Après avoir constaté l'apport des nations étrangères, il nous faut revenir aux écrivains français, et essayer de voir dans les textes littéraires comment grossit peu à peu le courant philosophique, ou plutôt comment se multiplient les indices qui annoncent la formation et le développement de l'esprit philosophique.

Étudions le dernier des grands écrivains du siècle de Louis XIV : Fénelon. Chez ce cadet de nos grands classiques, on trouve des traits philosophiques. Certes, il y a quelque inexactitude à présenter Fénelon comme un précurseur et un maître des philosophes du XVIII^e siècle. Nous sommes portés aujourd'hui à nous en faire une autre idée, à l'opposer au XVIII^e siècle plutôt qu'à l'en rapprocher. Nous ne pouvons oublier le souple et ardent ambitieux, l'esprit féodal qui rêvait la reconstitution des anciens privilèges, qui voulait bien affaiblir la royauté, mais au profit de la noblesse et aussi du clergé ; car il était prêtre en même temps que grand seigneur. — Quant à sa tolérance, nous savons quelles bornes elle a eues dans la théorie, et quels démentis il lui a donnés dans la pratique. S'il lutta, au point de vue religieux, contre Louis XIV et contre certains évêques de France, ce fut par un mysticisme en un sens plus éloigné du rationalisme que la religion de Bossuet, toute pénétrée de logique et de raison. S'il lutta contre les évêques gallicans, c'est parce qu'il était ultramontain : à Rome, il fallut bien le condamner ; mais, tout en le condamnant, on eut pour lui des trésors d'indulgence, qui ne révèlent pas un prélat libéral. — Ainsi nous voyons crûment tout ce qui le sépare de nous et des philosophes du XVIII^e siècle ; ce qui eût fait que, s'il avait vécu à leur époque, il aurait détesté les philosophes autant qu'aucun de leurs autres ennemis. Nous sommes portés aujourd'hui, avec notre habitude des méthodes historiques, à chercher

surtout les différences entre les époques et entre les hommes. Dans notre goût de la précision, nous essayons de voir par où Fénelon ne saurait être assimilé aux philosophes. Nous cherchons comment, sans se rapprocher du XVIII^e siècle, il s'oppose au XVII^e, par des traits individuels, par sa physionomie séduisante, subtile, inquiétante, qui l'isole au milieu de son siècle. Nous sourions de cette représentation qu'on s'est faite du prélat philosophe. Il a apparu à Voltaire, à La Harpe, à Marie-Joseph Chénier, à un grand nombre des philosophes du XVIII^e siècle, comme un des leurs, comme un homme qui, malgré sa robe de prêtre, avait eu un grand nombre de leurs idées. Cette conception nous paraît fausse. Mais il faut faire attention : les philosophes ne sont pas les seuls à l'exprimer. Les catholiques du XVIII^e siècle sont les premiers à nous montrer un Fénelon philosophe, un « Fénelon citoyen », comme dit l'abbé Gourdin (1), en répondant à l'éloge de Fénelon par La Harpe qui, selon lui, n'avait pas suffisamment marqué son christianisme. Querbœuf, dans la vie de Fénelon qu'il met en tête de l'édition de ses œuvres, en 1787, nous montre aussi le philosophe. En somme, chrétiens et philosophes s'accordent sur les idées et les vertus philosophiques de l'homme. La légende est commune, dans ses traits essentiels, à ceux qui attaquent et à ceux qui défendent les anciennes croyances.

L'explication nous en est fournie par ce fait, que beaucoup de documents sont connus aujourd'hui, qui ne l'étaient pas alors. Dans sa mission de Saintonge, par exemple, on admirait beaucoup sa tolérance, tandis qu'un historien d'aujourd'hui fait des réserves expresses. Beaucoup de documents n'étaient pas encore publiés ; et, dans ce qui était publié, l'esprit public annulait une part de ses œuvres. Il ne se préoccupait plus de sa correspondance spirituelle ; on le détachait de son mysticisme, et on constatait un accord réel de son esprit avec l'esprit philosophique, par son goût pour la charité, pour la bienfaisance en dehors de toute considération de dogme. Ainsi beaucoup d'actions, que peut-être il a faites par charité chrétienne, prennent un aspect humanitaire. D'ailleurs, cet aspect rationaliste et philosophique, qui plaisait au XVIII^e siècle, Fénelon l'a eu réellement. Sa culture était double : classique et religieuse. — Cela est vrai, dirait-on peut-être, de tous les écrivains du XVII^e siècle, et en particulier de Bossuet. Mais, chez Bossuet, l'unité s'était réalisée dans son esprit et dans son cœur, et ce qu'il emprunte à la littérature antique, il l'assimile, le réduit à son christianisme,

(1) *Observations d'un théologien sur l'éloge de Fénelon*, 1771, in-8°.

le colore de christianisme. Ses lectures d'Aristote, de Hobbes, deviennent pour lui la *Politique tirée des propres paroles de l'Écriture sainte*. Il met l'étiquette de l'Écriture sur ses autres acquisitions. — Chez Fénelon, le mélange et surtout la subordination sont moins réalisés. Ses idées de prêtre catholique et de philosophe rationaliste sont entremêlées. C'est une nature riche, qui accepte, pour manifester et légitimer ses sentiments, aussi bien les raisonnements des philosophes anciens ou modernes que les maximes de l'Évangile. Il prend tantôt les idées et le langage du chrétien, tantôt les idées et le langage du rationaliste. Pourvu qu'on le considère à de certains moments, dans certaines œuvres, dans certaines formules, on trouve abondamment de quoi justifier la légende de Fénelon philosophe. Ainsi cette légende n'est pas fausse, mais incomplète.

Regardons ce qu'il lui a donné corps, comment elle a pu avoir une apparence de vérité. Prenons Fénelon au lendemain de sa mort, vers 1715. Quelle idée s'en fait-on ? Il a le prestige d'être un homme d'opposition vaincu. Il est vaincu dans la lutte religieuse par Bossuet, représentant de l'ordre, de la règle, de l'orthodoxie. De quelque sympathie que Rome ait accompagné Fénelon, elle a été obligée de le condamner. Ainsi, ayant subi la condamnation de Rome et les persécutions du roi, il a les traits d'un personnage indépendant, hétérodoxe, et, les nuances s'abolissant pour les philosophes, il prend l'aspect d'un révolutionnaire. Il a encouru la disgrâce de Louis XIV, qui l'a exilé dans son diocèse. Le roi déteste ce bel esprit, « le plus chimérique de son royaume ». Il est donc libéral, puisqu'il est frappé par le despotisme. De même que les opposants jansénistes et parlementaires, bien que nullement libéraux, apparaîtront comme tels ; de même, Fénelon apparaîtra comme libéral et indépendant.

Voilà ce qui donne à la figure ses traits généraux. Dans le détail des œuvres, on trouve de nombreux points par où Fénelon apparaît comme un philosophe. Considérons le *Télémaque*, publié tout à la fin du xvii^e siècle. Il eut un retentissement énorme en France et en Europe. Ce fut la première protestation élevée de France contre Louis XIV. Je ne parle pas des réfugiés : la vie qu'ils sont contraints de mener, leur religion persécutée, leurs griefs personnels, ne justifient que trop leurs protestations. Mais, voici un grand seigneur catholique, un prélat, qui proteste. Pour tout le monde, Idoménée, c'est Louis XIV ; son gouvernement, c'est le despotisme de Louis XIV. On ne doute pas que Fénelon n'ait voulu rendre odieux ce gouvernement, ce sacrifice de la prospérité publique à la grandeur personnelle du roi, ce faste.

épris des grands bâtiments et des fêtes pompeuses qui ruinent la nation. — Fénelon se défend d'avoir fait des personnalités : je veux bien qu'il n'en ait pas fait, qu'Idoménée soit un type général, non le portrait de Louis XIV ; mais c'est un type général, dont Louis XIV est une des personnifications. Il est indubitable que Louis XIV n'a pas voulu tracer au petit-fils le portrait satirique du grand-père. Mais, cependant, c'est son expérience qui lui dicte ce portrait. — Même ce qu'il y a de chimérique, comme la ville de Salente avec ses lois somptuaires, allait assurément contre la tendance du temps. Nous verrons comment, au lieu de combattre le luxe, au début du xviii^e siècle, on le regarde comme un élément de la prospérité de l'État. Ainsi Fénelon retarde. Mais on aime cet esprit qu'indignent les dépenses ruineuses et oppressives de Louis XIV pour ses Versailles et ses Marly. Ces descriptions de Salente, ces peintures nostalgiques d'une humanité primitive, d'une vie simple, ce désir illusoire d'un retour à la nature, tout cela émeut et flatte les cœurs. Par là, Fénelon annonce Jean-Jacques Rousseau.

Dans des parties toutes politiques et romanesques du *Télémaque*, on retrouve de la philosophie. La peinture des amours de Télémaque et d'Eucharis paraît assez voluptueuse et un peu froide ! Elle ne semble pas philosophique. Mais c'est d'un évêque : on y voit alors une liberté d'esprit qui prend couleur de libéralisme. On est frappé de voir Mentor sans cesse derrière Télémaque, pour l'avertir et le redresser. Sans doute, Mentor est une divinité ; mais c'est une divinité païenne. C'est un symbole, et non la représentation de la grâce divine. Minerve, sous la figure de Mentor, n'emploie que le raisonnement humain, qu'une argumentation rationnelle, si bien que c'est le travail de la raison qu'elle représente, et non l'influence de la grâce. — Gêdoyn reconnaît dans *Télémaque* un livre où les principes sont liés à une religion purement naturelle. Si cet ouvrage, ainsi interprété, nous paraît surfait ; retenons sa date : il est publié en 1699, au lendemain du traité de Ryswick, après la révocation de l'Edit de Nantes et de désastres déjà nombreux. Tout cela avait nourri, développé sourdement, un esprit d'opposition et de révolte.

De plus, c'est un livre pédagogique, scolaire, qui s'adresse à un enfant : un livre d'enseignement secondaire, dirions-nous. Son but n'est pas de présenter un plan précis, technique, de réformes sociales ou politiques, mais de déposer dans un esprit quelques sentiments généreux, de former un caractère en lui proposant un certain idéal. Ce qu'il y a de chimérique, d'idéalisé, n'est pas un défaut : cette poésie excite d'autant plus l'imagination et la sensibilité.

L'impression que produit le *Télémaque* est confirmée par les malheurs de la guerre de succession d'Espagne, par l'accumulation des misères qu'elle cause. La disgrâce de Fénelon empêche aussi d'oublier ce livre.

Puis on publiera de lui des œuvres posthumes, qui développeront l'idée qu'on avait de lui de son vivant. En 1718, Ramsay donnera une édition plus complète des *Dialogues des Morts*, que Fénelon avait publiés en 1712. Parmi toutes sortes de vues sur la morale, la littérature, les beaux-arts, c'est un véritable cours de politique au duc de Bourgogne. Ils produisent la même impression que le *Télémaque*. Dans beaucoup de dialogues, Fénelon fait détester les mauvais rois, la guerre, les conquêtes, le despotisme, la flatterie, insiste sur la nécessité d'accorder le gouvernement et la morale, etc. Tels sont les dialogues de Romulus et Numa Pompilius, Solon et Pisistrate, Alexandre et Aristote, Alexandre et Diogène, Louis XI et le cardinal de la Balue, Louis XI et Louis XII, Louis XII et François I^{er}, le cardinal de Richelieu et le chancelier d'Oxenstierne, le cardinal de Richelieu et le cardinal Mazarin. — Le mauvais roi est peint avec une sorte de prédilection. On y trouve aussi les types du bon ministre et du mauvais ministre ; le type du bon roi : Fénelon esquisse déjà quelques traits de la figure légendaire de Henri IV. Il indique la nécessité, pour un roi, de mettre les sentiments d'humanité au-dessus de sa grandeur personnelle. Dans le dialogue de Socrate et Alcibiade, Socrate s'élève contre les conquêtes :

« Le droit de conquête est un droit moins fort que celui de l'humanité. Ce qu'on appelle conquête devient le comble de la tyrannie et l'exécration du genre humain, à moins que le conquérant n'ait fait sa conquête par une guerre juste, et n'ait rendu heureux le peuple conquis, en lui donnant de bonnes lois (1). »

Il dira plus loin :

« Il faut un milieu ; le milieu est qu'un peuple ait des lois écrites, toujours constantes et consacrées par toute la Nation ; qu'elles soient au-dessus de tout ; que ceux qui gouvernent n'aient d'autorité que par elles (2). »

Fénelon essaie aussi d'exciter le patriotisme. Il entre ici en dispute contre certains philosophes, notamment les philosophes protestants, qui croyaient que Louis XIV avait, par ses mesures, donné droit à certains Français de combattre contre la France.

(1) Ed., 1718, t. I^{er}, p. 117.

(2) *Ibid.*, p. 124.

Dans le dialogue de Coriolan et Camille, Coriolan débute en disant :

« Eh ! bien, vous avez senti, comme moi, l'ingratitude de la Patrie. C'est une étrange chose que de servir un peuple insensé. Avouez-le de bonne foi, et excusez un peu ceux à qui la patience échappe... »

« Toutes ces belles idées de Patrie ont été données par des esprits artificieux et pleins d'ambition pour nous dominer. Les législateurs nous en ont bien fait accroire ; mais il faut toujours revenir au droit naturel, qui rend chaque homme libre et indépendant ; chaque homme étant né dans cette indépendance à l'égard des autres, il n'engage la liberté, en se mettant dans la société d'un peuple, qu'à condition qu'il sera traité équitablement ; dès que la société manquera à la condition, le particulier rentre dans ses droits, et la terre entière est à lui ainsi qu'aux autres (1). »

A quoi Camille répond :

« Les enfants qui naissent dans un pays ne choisissent point leur patrie. Les Dieux la leur donnent, ou plutôt les donnent eux-mêmes à cette société d'hommes qui est leur patrie, afin que cette patrie les possède, les gouverne, les récompense, les punisse comme ses enfants. Ce n'est point le choix, la police, l'art, l'institution arbitraire qui assujettit les enfants à un père, c'est la nature qui l'a décidé. Les pères joints ensemble font la patrie, et ont une pleine autorité sur les enfants qu'ils ont mis au monde (2). »

Mais, si jamais l'individu n'est préféré à la patrie, Fénelon met cependant quelque chose au-dessus d'elle, l'humanité :

« Un peuple n'est pas moins un membre du genre humain, qui est la société générale, qu'une famille est un membre d'une nation particulière. Chacun doit incomparablement plus au genre humain, qui est la grande patrie, qu'à la patrie particulière dont il est né : il est donc infiniment plus pernicieux de blesser la justice de peuple à peuple, que de la blesser de famille à famille contre sa République. Renoncer au sentiment d'humanité, non seulement c'est manquer de politesse et tomber dans la barbarie, mais c'est l'aveuglement le plus dénaturé des brigands et des sauvages : c'est n'être plus homme, et être anthropophage (3). »

On reconnaît là des idées de Montesquieu. Dans ce dernier passage, notamment, se trouve le germe d'une idée fameuse de Montesquieu : une généralité moins grande a moins de droits qu'une généralité plus grande, l'individu a moins de droits que la

(1) Ed. 1718, t. I^{er}, pp. 254, 255, 256.

(2) *Ibid.*, p. 257.

(3) *Ibid.*, pp. 118-119.

famille, la famille en a moins que la patrie, la patrie moins que l'humanité. Ainsi nous trouvons déjà cette hiérarchie dans Fénelon.

Après sa mort, paraît sa *Lettre à l'Académie* (1718), où il fait preuve d'une grande indépendance : il ne veut pour l'individu d'autre règle que sa sensibilité, son goût, sa raison. — Puis son ami et disciple Ramsay publie l'*Essai philosophique sur le gouvernement civil* (1721). C'est lui-même qui l'a rédigé ; mais les idées, dit-il, sont de Fénelon. Elles sont timides pour un philosophe ; mais, pour un contemporain de Louis XIV, elles paraissent hardies. Il rejette les idées anglaises : idées du contrat, de la souveraineté du peuple, du droit d'insurrection, d'une représentation régulière. Mais il affirme que le « droit des couronnes », ce droit héréditaire, est une convention utile, mais sans rien de divin. Le roi n'a aucun droit sur les personnes, les actions, les biens, la liberté d'esprit des citoyens. Il peut indiquer un culte, non défendre une croyance : il y a là des idées de tolérance, qui, d'ailleurs, se limitent d'autre part.

En 1723, Ramsay donne une *Histoire de la vie de Fénelon*. Dans cette biographie, la figure du prélat humanitaire, bienfaisant, a ses principaux traits fixés pour le XVIII^e siècle. Ramsay écrivait à Voltaire, qui le mentionne dans une note du trente-huitième chapitre du *Siècle de Louis XIV* : « S'il était né en Angleterre, il aurait développé son génie et donné l'essor à ses principes, qu'on n'a jamais bien connus. »

Puis vint l'*Examen de la conscience d'un roi* (1734), qui fut supprimé par le gouvernement, ce qui était un brevet de libéralisme politique, et reparut en 1774. Dans cet ouvrage, on trouve l'idée d'un roi instruit, occupé avant tout de bien administrer la chose publique, acceptant comme critérium d'action l'idée d'utilité nationale ; on y trouve l'idée d'une justice internationale, d'un équilibre européen à maintenir, de la nécessité de réagir contre l'esprit de conquête ; l'idée que la guerre est ruineuse pour tous, vainqueurs et vaincus, et qu'elle est permise seulement si elle est juste et défensive ; on y trouve indiquée la nécessité de réformes judiciaires, administratives, etc. Sans doute, la pensée de Fénelon allait plus loin. Les *Tables de Chaulnes* (1711) montrent qu'à ces idées libérales se mêlaient des idées retardataires, féodales. Il voulait séparer l'Église et l'État ; mais c'était pour affranchir l'Église de la tutelle royale, et la laisser subsister comme partie et sujette de l'Église de Rome. Il voulait qu'elle traitât d'égale à égal avec le roi. Il lui reconnaissait, à elle, des droits sur la conscience. Pour lui, si l'Église prêche au peuple la soumission au roi, elle devra en retour obtenir l'appui du roi pour ses idées dogmatiques. Il

défend de se mésallier, demande des lois somptuaires ; il veut des assemblées diocésaines, des états provinciaux et des états généraux, tous les trois mois, où les nobles seront élus ; mais les évêques en seront membres de droit.

Il sent le besoin de rompre le despotisme, et, comme conséquence, voudrait supprimer les intendants : c'est par là seulement qu'il est libéral.

Ces limites introduites dans les *Tables de Chaulnes* étaient inconnues au xviii^e siècle. Au contraire, en 1787, aura lieu la publication de sa lettre, si hardie, à Louis XIV. — Son mysticisme même prend une allure de rationalisme. On se représente un Fénelon libéré des entraves du dogme, devenu indifférent à ce que la théologie considérait comme important. On le rapproche des déistes ; c'est ce que fait Voltaire :

« Sur la fin de sa vie, il méprisa enfin toutes les disputes : semblable en cela seul à l'évêque d'Avranches, Huet, l'un des plus savants hommes de l'Europe, qui, sur la fin de ses jours, reconnut la vanité de la plupart des sciences et celle de l'esprit humain. L'archevêque de Cambrai (qui le croirait ?) parodia ainsi un air de Lulli :

Jeune, j'étais trop sage
Et voulais trop savoir :
Je ne veux en partage
Que le badinage,
Et touche au dernier âge
Sans rien prévoir.

« Il fit ces vers en présence de son neveu, le marquis de Fénelon, depuis ambassadeur à La Haye. C'est de lui que je les tiens (1). »

Ainsi, de ce mystique désenchanté, qui a passé de la théologie à la religion du cœur, à l'union personnelle avec Jésus-Christ, on dégage un homme revenu de la théologie et de ses distinctions de dogmes, une figure de déiste.

Telles sont les raisons pour lesquelles on a pu voir en lui un philosophe. Marie-Joseph Chénier le choisit « comme un philosophe illustre, interprète d'une morale pure... » On se demande comment il a pu écrire sa fameuse tragédie *Fénelon, ou les Religieuses de Cambray*, jouée en 1793, où celui-ci répète le fameux vers de Térence : *Homo sum, humani nihil a me alienum puto*, donne des leçons de tolérance, déclare que les vœux monastiques ne doivent pas être contraints, parle, en un mot, le langage de cette époque révolutionnaire. L'excuse de ces exagérations, c'est que beaucoup de prêtres, de catholiques éprouvés, auraient trouvé très vraie cette figure du prêtre chrétien.

(1) *Siècle de Louis XIV*, chap. xxxviii.

Le Conseil des Cinq-Cents à Athènes.

Leçon de M. E. CAVAIGNAC

Aux étudiants de l'Université de Lille.

Parvenus au milieu du v^e siècle, nous sommes obligés de nous arrêter, un instant, pour étudier l'un des organes les plus caractéristiques de la démocratie athénienne : le Conseil des Cinq-Cents. Cette étude n'a été préparée encore que d'une manière fragmentaire : l'histoire de la βουλή fournirait aisément la matière d'une thèse. On m'excusera donc de ne donner qu'une esquisse.

I

Les antécédents de la βουλή.

Un mot d'abord sur les liens qui rattachent à l'antique Conseil royal les Conseils, dont nous entrevoyons l'existence à Athènes au vii^e siècle. M. Glotz, par un heureux rapprochement avec les institutions homériques (*Etudes soc. et jurid. sur l'antiq. grecque*, p. 220 sqq.), me paraît avoir éclairé définitivement le caractère de ces « prytanes des naucrares » auxquels Hérodote attribuait la part principale dans la répression du complot cylonien (632 ?). Voici ce qui ressort de son étude :

La principale autorité, à Athènes, était bien alors le collège des 9 archontes, mais à côté de l'archonte-roi figuraient les 4 « rois des tribus ». Or, ces 4 tribus avaient été divisées en 48 *naucreries*, pour les besoins de la marine en particulier, puis de l'administration en général. Les 4 rois des tribus apparaissent donc comme les « prytanes » des *naucreries*, chefs des *naucreries*, dont la réunion constituait le Conseil administratif de la cité. Il s'opposait à l'Aréopage, Conseil des archontes sortis de charge, qui était la principale autorité judiciaire et sociale.

Seulement, il est difficile de trouver un lien quelconque entre les 48 *naucreries* et le chiffre de 400 donné par Aristote pour le Conseil des 4 tribus au vi^e siècle. Ce Conseil des 400 (plus exactement des 401) apparaît d'abord dans la constitution de Dracon (Aθ. πολιτ., 4) : mais ce chapitre d'Aristote paraît décidément apocryphe. Les 400 reparaissent ensuite à propos de la « constitution » de Solon, très fugitivement chez Aristote (A. π. 8), avec plus de détails chez Plutarque (*Solon*, 19) : ce

dernier attribue au moins aux 400 le pouvoir de soumettre à une première délibération les projets de loi. On en vient à se demander si ce Conseil des 400 ne provient pas simplement d'un « compromis » imaginé par les auteurs postérieurs, entre le vieux comité naucrarique, qui fonctionnait encore au temps des Pisistratides, et le Conseil des Cinq-Cents, tel qu'il existait de leur temps.

La question serait tranchée, si on savait quel est le « Conseil » qui joue un rôle si important dans les événements de 507. On sait comment Hérodote présente les faits (V, 72) :

Après la chute des Pisistratides, les Athéniens se divisent entre Isagoras et Clisthène. Le premier s'appuyant sur les γένη, le second se jette du côté du peuple, et, pour briser les vieux cadres, « redistribue » la population en 10 tribus au lieu de 4. Alors Isagoras appelle le roi de Sparte Cléomène à Athènes. Le « Conseil » est dissous, mais il se met à la tête de la résistance populaire, qui aboutit à un massacre ; les Athéniens n'osent porter la main sur le roi spartiate, mais ils se vengent sur ses partisans athéniens.

Aristote, ici, a fortement résumé Hérodote, et rejeté les réformes de Clisthène après le récit des événements ; mais il semble évident que ce n'est là qu'un procédé d'exposition. On conclura que le Conseil d'Hérodote est déjà le Conseil des 500 organisé par Clisthène pour représenter les 10 tribus (50 membres par tribu). Si d'ailleurs on se représente la difficulté que dut éprouver le législateur à changer complètement les cadres de la cité, on ne s'étonnera pas que la réforme ait exigé des années, et que, commencée avant l'intervention de Cléomène, elle n'ait été achevée qu'en 502.

II

Clisthène (507 et 502). — Composition de la βουλή.

Quoi qu'il en soit de ces antécédents de la βουλή des 500, c'est Clisthène qui, par son institution des 10 tribus, lui a donné la forme sous laquelle elle est connue dans l'histoire. C'est en 502-1, dit Aristote, qu'a été fixée la formule du serment des conseillers : et c'est bien à partir de ce moment que le Conseil a commencé de siéger suivant les règles auxquelles nous ont habitués les documents d'époque classique. Le bâtiment (*bouleutérion*) fut aménagé sans doute à ce moment, près de l'Agora, au nord de l'Acropole ; il fallut d'ailleurs, par suite de l'invasion,

perse, le refaire dès 478. Le Conseil y siégeait sur des gradins de pierre, séparé du public par une simple barrière.

Le Conseil était recruté chaque année par le tirage au sort (au moyen de fèves), parmi les citoyens âgés de 30 ans au moins. Chacune des 10 tribus avait 50 représentants, et chacune siégeait en permanence pendant un dixième de l'année, 36 ou 35 jours : ses membres prenaient alors le nom de *prytanes*, et prenaient leurs repas ensemble dans la *skias*. Chaque jour l'un d'entre eux était tiré au sort comme *épistate* ; il gardait le sceau et les archives, et présidait le Conseil et l'Assemblée du peuple.

J'ai expliqué ailleurs par quel mécanisme les tribus étaient divisées en *trittyes*, et les *dèmes* répartis entre les trittyes. Les dèmes étaient représentés dans le Conseil par un nombre de membres proportionnel à leur population, recensée à l'époque de Clisthène. Comme la répartition des sièges ne semble pas avoir varié, au moins dans l'ensemble (1), les listes de prytanes du iv^e siècle qui ont été conservées donnent quelque idée de cette répartition. Voici les résultats, d'après M. Sundwall (*Epigraphische Beiträge...*, 1906, pp. 81-8) (2) :

	Ville	Côte	Intérieur
Erechthéis	Θημακεῖς 1	Εὐώνυμοι 2	Περγασεῖς 2
	Ἀγρυλῆθεν κ. et υ. (5)	Ἀναγυράσιοι (9)	Κηφισεῖς (11)
		Λαμπρεῖς κ. et υ. (13)	† Φηγούσιοι 1
		Ἐκ Κηδῶν (3)	† Συβρίδαι 1
		Παμβωτάδαι (2)	
Aigéis	Ἑστιαεῖς 1	Φιλαῖδαι 3	Ἐρχιεῖς 6
	Βατεῖς 1	† Κυδαντίδαι 2	Γαργήττιοι 4
	Ἐκ Κολωνοῦ 2	Ὀτρυνεῖς 1	Ἰωνίδαι (2)
	Κολλυτεῖς 3	† Ἐρικεῖς 1	Ἰκαριεῖς 5
	Ἀγκυλῆθεν 2 (?)	Ἀλαιοῖς 5	Πλωθεῖς 1
	Διομειεῖς 1	Φηγαιοῖς 3	Τειθράσιοι 4
		Ἀραφῆνιοι 2	
		† Ἐγ Μυρρινούττης 1	
Pandionis	Κυδαθηναεῖς 12	Μυρρινούσιοι 7	Παιανιῆς 11
		Ἀγγελῆς 3	Ἰπαιανιῆς κ. 1
		Πρασιῆς 3	Κονθυλίδαι 1
		Στειριῆς 3	Ὠαιῆς 4
		Προβαλίσιοι 5	

(1) Cette répartition, en effet, ne s'expliquerait guère : ni au v^e siècle, parce qu'Acharnes, qui avait alors 3000 hoplites, aurait eu plus de 22 conseillers ; ni au iv^e, parce qu'Halimuse, qui avait alors 80-90 citoyens, n'en aurait pas eu 3.

(2) Le signe †, mis devant un nom, indique que l'attribution du dème à la trittye n'est pas sûre.

	Ville	Côte	Intérieur
Léontis	† Κήττιοι 3 Ἀλιμούσιοι 3 † Ποτάμιοι κ. εἰς 3 Σκαμβωνίδαι 3 † Λευκονοιῆς 3 † Χολληίδαι 2	Φρεάρριοι 9 Σουνιῆς 4 Δειραδιῶται 2 Ποτάμιοι 2	Πήληκες 2 † Ὑδάδαι 2 † Ἐξ Οἴου 1 Ἐκαλειῆς 1 Κρωπίδαι 1 Παιονίδαι 3 Εὐπυρίδαι 2 Αἰθαλίδαι 2 † Κολωνῆς 2
Akamantis	Εἰτεαῖοι (2) Ἴφιστιάδαι (4) Ἑρμειοι 2 Εἰρεσίδαι 1 Ἐκ Κεραμέων (6) Χολαργεῖς (5) † Πόριοι (1)	Θορίκιοι (5) Κεφαλεῖς (6)	Σφήττιοι (8) Ἀγνούσιοι (5) Προσπάλτιοι 5 † Κικυννεῖς (3)
Oinéis	Ἐπικηφῖσιοι 2 † Πτελεάσιοι 1 † Ἴπποτομάδαι 1 Λακιάδαι 2 Βουτάδαι 1 † Λουσιῆς 1 Περιθοῖδαι 3 † Οἰῆθεν 6	Φυλάσιοι 2 † Κοθωκίδαι 2 Θριάσιοι 7	Ἀχαρνῆς 22
Kékropis	Μελιτῆς (13) Ξυπεταιόνες (3)	† Αἰξωνῆς (16) Ἀλαιῆς 4 (?)	Φλυῆς (6) † Ἐπεικίδαι (1) Ἀθμονεῖς (4) Πιθεῖς 3 Συπαλήττιοι 2 Τρινεμεῖς (2) Δαιδαλίδαι 1 † Κικυννεῖς (1)
Hippothontis	Πειραιεῖς (11) Κειριάδαι (3) Ἐκ Κολίης (4) † Ἀμαξαντεῖς (1) † Ἑροιάδαι (2) † Ἀζηγιῆς (2)	Ἐλευσίνιοι (8) Οἶναῖοι (4) Κόπρεοι (3) † Ἐλαιούσιοι (1) † Ἀχερδούσιοι (1)	Δεκελεῆς 4 † Ἐξ Οἴου (3) † Ἀνακαιῆς 3
Aiantis	Φαληρεῖς (8)	Μαραθῶνιοι (12) Ῥαμνούσιοι (9) Τριχορύσιοι (5)	Ἀφιδναῖοι (16)

	Ville	Côte	Intérieur
Antiochis	'Αλωπεκῆς 10	'Αναφλύστιοι 10	Παλληνῆς 7
		'Αμφιτροπαιῆς 2	+ Κριωῆς 1
		Βησαιῆς 2	+ Κολωνῆς 2
		'Ατηνῆς 3	+ Εἰτεαῖοι 1
		Αἰγυλιῆς 6	'Εροιάδαι 1
		Θορραιῆς 4	Σημαχίδαι 1

1° Tirait-on au sort parmi tous les habitants, ou y avait-il une élection préalable, comme pour certaines magistratures ? Ce qui est sûr, c'est que l'élection n'existait plus au milieu du v^e siècle. On tirait alors au sort entre tous les citoyens *qui se présentaient au tirage* et n'étaient pas frappés de certaines incapacités.

2° Tirait-on au sort parmi les citoyens de toutes les classes censitaires ? Pour le Conseil problématique des 400 on nous dit que le tirage était restreint aux 3 premières ; en était-il de même, au début, pour les 500 ? En tout cas, il n'en fut pas ainsi après l'époque d'Aristide. On assura même une indemnité aux citoyens appelés au Conseil : au iv^e siècle, elle était de 5 oboles, de 1 drachme pour les prytanes. L'indemnité n'était payée qu'aux conseillers qui assistaient à la séance ; les retardataires étaient exclus par les archers scythes.

Je me bornerai à dire que très probablement la composition du Conseil n'a été définitivement fixée qu'après les réformes de 462-1 (cf. ci-dessous). Alors seulement tout citoyen athénien âgé de plus de 30 ans eut exactement les mêmes chances de siéger au Conseil : il était même spécifié qu'on ne pouvait y entrer que de deux années l'une. « So ist in der That », dit l'historien allemand Ed. Meyer, « in Athen mit der Selbstregierung des Volkes so bitterer Ernst gemacht, wie niemals vorher noch nachher in der Geschichte. »

III

Ephialte 462-1. — Attributions de la βουλή.

Le Conseil des 500 était certainement conçu, dès le début, comme une délégation permanente de l'Assemblée souveraine. Mais, au lendemain de la chute de la monarchie, il avait encore au-dessus de lui des pouvoirs, de source élective, qui étaient en mesure d'exercer une action plus énergique et plus suivie. — Les archontes avaient encore l'autorité souveraine : en 490, l'archonte polémarque commandait l'armée à Marathon. C'est seulement quand

le tirage au sort fut substitué à l'élection pour l'archontat (487-6) que les pouvoirs des archontes furent (probablement) diminués ; à l'armée, par exemple, les stratèges furent seuls chefs. Le Conseil des anciens archontes, l'Aréopage, exerçait toujours un pouvoir de contrôle très effectif, et son attitude patriotique en 480 semble avoir accru encore son prestige ; et surtout, par son origine religieuse, par le caractère viager et la richesse de ses membres, il resta le seul *frein* de la démocratie, même après que le recrutement par le sort eût diminué l'autorité du collège d'où il émanait.

Aussi est-ce contre l'Aréopage que se concentrèrent les attaques auxquelles il finit par succomber en 462-1. Aristote se borne à dire qu'on partagea ses attributions entre le Peuple, le Conseil des 500 et les tribunaux populaires (les héliastes). C'est en effet le Conseil des 500 qui, dans l'esprit des logiciens démocrates, devait être désormais, en sa qualité de comité permanent du Peuple, le seul gouvernement d'Athènes. C'est bien sous cet aspect qu'il apparaît en 457, dans l'anecdote conservée par Plutarque (*Cimon*, 17) :

Les Lacédémoniens étaient à Tanagra, en face de l'armée athénienne. Cimon, alors ostracisé, vint à l'armée pour reprendre sa place dans sa tribu. « Mais le Conseil des 500 l'apprit et s'en inquiéta, car les ennemis de Cimon criaient qu'il voulait troubler la phalange et amener les Lacédémoniens jusque dans la ville ; il manda donc aux stratèges de ne pas recevoir Cimon ». Celui-ci dut prier ses amis de combattre et de mourir à sa place.

Il faut, on le voit, laisser de côté l'idée que Périclès, dès le lendemain de la réforme de 462-1 et de l'assassinat d'Ephialte, aurait « gouverné » Athènes.

Voyons si les documents, qui deviennent plus nombreux dans la 2^e moitié du v^e siècle, permettent de préciser ces indications générales sur les pouvoirs du Conseil.

1^o *Gouvernement général*. — D'abord et surtout, le Conseil examine d'avance toute proposition de loi soumise au Peuple. Il l'étudie et en fait un *probouleuma* : après quoi l'Assemblée la discute. L'Assemblée peut naturellement voter des mesures qu'a désapprouvées le Conseil. Elle a deux moyens pour le faire :

1^o Apporter un amendement au *probouleuma* ;

2^o Forcer le Conseil à apporter un projet nouveau (cf. la revision des tributs en 425-4, I. G. I, 37).

Le Conseil est mêlé de près au fonctionnement de tous les services publics.

2^o *Défense nationale*. — Il reçoit les ambassadeurs et les pré-

sente au Peuple. Il passe en revue la cavalerie organisée après 457, et peut réformer chevaux et cavaliers. Il dirige les arsenaux et la construction des trières au moins à dater de 431. (Cf. le papyrus de Strasbourg tel qu'il a été expliqué par M. Wilcken, *Hermès*, 1907, 389 sqq.) Au vi^e siècle au moins, cette fonction est si essentielle que le Conseil ne reçoit pas la couronne qu'on lui offre au sortir de charge s'il ne s'en est acquitté consciencieusement.

3^o *Justice*. — Le Conseil avait certainement, au v^e siècle, des pouvoirs judiciaires étendus. Il fallait qu'il pût donner une sanction aux décisions qu'il prenait dans l'intérêt supérieur de l'Etat; jusqu'au iv^e siècle il pourra même, en certains cas, mettre à mort. A chaque instant l'épistate des prytanes, celui qu'on appelle par excellence le *prytane*, apparaît investi de pouvoirs de police redoutables : qu'on se rappelle le prytane des *Thermophoriazouses* d'Aristophane.

3^o *Finances*. — On devine que le Conseil est amené à chaque instant à s'occuper des finances. Ici, pourtant, ses attributions ne semblent pas avoir été tout de suite universelles : la vieille caisse de l'Etat, gérée par les *côlacrètes*, échappait à son contrôle en temps normal. (J'ai essayé de mettre ce point en lumière dans la *Revue de philologie* de 1903 ; le texte dont j'étais parti a été depuis éclairci par M. Wilcken [*Hermès*, 1907, p. 374 sqq.], mais les remarques des pp. 162-3 subsistent.) Mais, pour les revenus propres de la ville, locations, droits, etc., on créa (en tout cas avant 418), les *apodectes*, qui centralisaient ces recettes et en distribuaient le produit entre les fonctionnaires payeurs, ce qui facilitait le contrôle du Conseil.

D'une manière générale, le Conseil, par le fait de l'arbitraire démocratique, pouvait, à tout moment, dans toutes les branches de l'administration, être chargé de surveiller les pouvoirs d'exécution, et son ingérence universelle est devenue très vite régulière. « Quant au Conseil, écrit un pamphlétaire vers 421 (Aθ. πολιτ. de [Xénophon], ch. III), il est sans cesse occupé : par la guerre, par les finances, par la législation, par les incidents divers de la politique, par les alliés, par les tributs, par les arsenaux et les temples. Comment veut-on qu'au milieu de cet encombrement d'affaires ils donnent réponse à tout le monde ? On me dira qu'il est facile d'obtenir une réponse à Athènes, pourvu qu'on aborde le Conseil ou le Peuple l'argent à la main ; je sais qu'on fait beaucoup à Athènes avec de l'argent et qu'on ferait davantage encore s'il y avait plus de gens en état de payer. Mais on ne saurait obtenir que les Athéniens donnent une solution à toutes les affaires

pendantes, même si on leur apportait tout l'or et l'argent du monde. »

5° *Affaires d'empire*. — Remarquons qu'au milieu du v^e siècle l'autorité du Conseil n'est pas restreinte à Athènes. Il intervient dans les affaires des cités alliées, même par des sentences judiciaires. Dans le serment prêté à la ville de Chalcis en 445, le Conseil et les héliastes jurent de ne prononcer aucune peine contre un Chalcidien sans l'aveu de l'Assemblée, et il est probable que certains procès (de *médisme* p. ex.) ressortissaient au Conseil.

Enfin, c'est le Conseil qui, tous les quatre ans, revise le tarif du tribut. Ainsi une assemblée composée d'hommes pris au hasard à l'âge de 30 ans passés, et renouvelée tous les ans, se trouve chargée d'administrer, non pas une petite ville, mais une des premières puissances de l'époque, et un empire qui comprend toutes les rives de l'Archipel !

IV

La βουλή et les démagogues.

Dans la pratique, le besoin d'un gouvernement plus concentré se fit tout de suite sentir et on sait par quel détour il fut satisfait ; si le Conseil des 500 ne pouvait tenir lieu d'aristocratie, en revanche le démagogue pouvait faire figure de monarque. Il est important de voir ce que devient, sous le régime des démagogues, la βουλή : c'est dans l'ordre financier que le rapport est le plus caractéristique, parce que, là, le pouvoir politique et le pouvoir administratif se rencontraient constamment.

1° *Périclès*. — Périclès avait commencé à paraître en public vers 465, mais c'est en 453 qu'il est stratège pour la première fois, et c'est seulement après la mort de Cimon, en 449, que son influence, au moins dans la politique extérieure, devient prépondérante. Enfin à partir de l'ostracisme de Thucydide en 443, il est renommé stratège chaque année ; à partir de ce moment, on peut vraiment dire qu'il a gouverné l'empire athénien.

Il est manifeste qu'il a, dans une large mesure, reçu du peuple athénien une sorte de blanc-seing pour le maniement des finances de cet empire. Mais, d'autre part, il est non moins certain que le Conseil a exercé constamment son contrôle sur les détails des opérations. En 433, quand on décide de rembourser les dieux de l'Attique, le Conseil est chargé de réunir la commission des 30 *logistes* chargée de vérifier les dettes de l'Etat. Ce qui a rendu Périclès maître de la gestion financière, c'est surtout que,

renommé tous les ans et par là *dispensé, en fait, de rendre ses comptes*, il échappait au contrôle. Quand il tomba en 430, ce fut le Conseil qui eut à examiner cette longue gestion et qui se prononça le premier contre lui.

2° *Cléon*. — Cléon semble avoir au contraire cherché son point d'appui dans la βουλή. En 428-7, il en fit une première fois partie, et ce fut lui probablement qui proposa l'établissement de l'*eisphora* (impôt sur le capital). En 425-4 il y siégeait de nouveau, et c'est alors qu'il fit, d'une part augmenter l'indemnité des jurés, d'autre part doubler le chiffre du tribut. On se fera une idée approchée du genre d'ascendant qu'il exerçait sur cette assemblée par la caricature d'Aristophane (*Chevaliers*, 624 sqq. : je traduis très librement, voulant seulement reproduire l'allure générale du passage) :

[Le concurrent de Cléon s'adresse au chœur.]

« Ecoutez : la chose en vaut la peine.

« J'arrive au Conseil sur les talons de mon Cléon. Déjà il était là, tonnant, aboyant aux chevaliers, débitant des énormités, parlant de complot, ma foi ! comme s'il y croyait. Les soupçons poussaient comme la mauvaise herbe : le Conseil regardait de travers, fronçait le sourcil. Quand je les vis près d'être convaincus : « A moi, implorai-je, génies des drôles, dieux des pouilleux, agora où s'est passée mon enfance, à moi l'aplomb, la langue, le coup de gueule. »... Là-dessus, je fais sauter la barrière d'un effort de derrière : « Conseillers, je veux entrer en matière par une bonne nouvelle. Depuis le début de la guerre, jamais le poisson n'a été si bon marché. » Les figures se rassérènent ; on me vote une couronne. Aussitôt je leur donne une recette pour avoir des poissons à une obole le tas : c'est d'accaparer les plats.

« Le Conseil commençait à pencher de mon côté. Le Paphlagonien est inquiet, mais il sait comment on parle à une assemblée : « Conseillers, pour ces bonnes nouvelles, si on votait 100 bœufs à la déesse ? » Cette bouse allait me submerger ; mais je surenchéris : « 200 bœufs ! et 1.000 chèvres à Artémis Agrotère si les sardines sont à 1 obole le tas. » Le Conseil me revient. Cléon a compris ; il se trouble... il est perdu. Les prytanes et les archers l'empoignent. Cependant on discutait avec fracas sur les sardines : « Un instant ! gémissait notre homme. Attendez au moins le héraut, le héraut de Sparte. Il vient pour la paix ! » Mais eux, comme un seul homme : « La paix ? C'est qu'ils ont su que le poisson était bon marché. Nous n'avons plus que faire de paix. Va pour la guerre. »

« On demande aux prytanes de lever la séance, on saute par-

dessus la barrière. Moi je cours acheter tout ce que l'agora contient de coriandre et de poireaux, et je le leur donne gratis, pour assaisonner leur poisson. Pluie de compliments et de remerciements... Et me voilà, pour 1 obole de coriandre, avec le Conseil dans ma poche. »

Malgré tout, Cléon était encore en état d'embrasser d'un coup d'œil les besoins de l'empire, de dresser un budget, et de faire sentir son action à l'assemblée chargée du contrôle financier.

3° Mais après lui, ni Nicias ni Alcibiade n'eurent une situation comparable. Le Conseil resta livré à lui-même. Il fut seul chargé de la grande opération financière qui suivit la paix de 421 : la reconstitution des trésors sacrés ; et cette opération en resta aux premiers commencements. Il fut chargé également de l'instruction de l'affaire des Hermès en 415-4, et l'affaire ne fut jamais tirée au clair. Manifestement, il était inférieur à la tâche que lui seul pourtant était légalement qualifié pour accomplir.

V

La βουλή et les oligarques.

Aussi le Conseil était-il un des principaux points de mire de la critique réactionnaire. Nous avons vu comment en parle, d'une part l'auteur de l'*Ἀθηναίων πολιτεία* xénophontique, d'autre part Aristophane. Le désastre de Sicile déclencha le courant (413). Déjà la création des poristes, spécialement chargés de créer à l'Etat de nouvelles ressources, constituait peut-être une atteinte aux attributions financières des 500. L'institution des *proboules* (413-12) leur enleva leur plus importante prérogative : l'étude préalable des projets soumis au Peuple. Enfin, en 411, les conspirateurs oligarchiques renvoyaient purement et simplement les 500, non sans leur distribuer ironiquement le reste de leur indemnité de l'année.

Le gouvernement plus mesuré qui succéda aux auteurs du coup d'Etat rétablit certainement un Conseil, mais sans lui rendre l'indemnité. C'est seulement après la bataille de Cyzique, en 410, que le vieux « Conseil de la fève » reprit sa place ; cependant la formule du serment fut changée (1), ce qui paraît impliquer, dès ce moment, certaines modifications. Le Conseil

(1) Je remarque, en passant, que ce fait, attesté par Philochore (F. H. G. I, 403) est en contradiction avec Aristote (*A. π.*, 22.)

démocratique traversa encore une crise en 404 ; mais les Trente, au lieu de le supprimer, le recrutèrent dans la minorité aisée, et s'en firent un instrument docile. Enfin, en 403-2, il fut réorganisé définitivement par la démocratie restaurée. Mais il est sorti de la crise réactionnaire de la fin du v^e siècle modifié assez profondément, au moins sur deux points.

1^o Il y eut, comme par le passé, 10 prytanes ; seulement, la tribu prytane n'exerça plus la plénitude d'autorité qu'elle avait eue jadis. L'épistate des prytanes présidait au v^e siècle le Conseil et l'Assemblée, et il exerçait ainsi sur l'ordre du jour une action qui pouvait être importante. En 415, un prytane anti-impérialiste avait remis en délibération la décision tragique prise par le Peuple au sujet de la Sicile. En 406, un autre prytane, qui était Socrate, avait essayé de sauver les stratèges des Arginuses. Une réforme de la procédure divisa les attributions prytaniques.

Désormais, l'épistate des prytanes eut seulement pendant 24 heures la garde du sceau public. Mais il dut désigner, dans les tribus non prytanes, 9 assesseurs, les *proèdres*, qui présidèrent le Conseil et l'Assemblée du peuple.

Cette réforme semble avoir été inspirée par certains précédents de l'oligarchie mesurée de 411-0 (Cf. Ed. Meyer, *Forschungen* II, 530) ; elle se place probablement peu après 403-2, mais nous ne la constatons dans les documents qu'en 378.

2^o Le Conseil avait eu, jusqu'en 403, des pouvoirs judiciaires étendus quand l'intérêt de l'Etat était en jeu ; en 402 encore, pour sanctionner l'amnistie jurée par le peuple, il prononçait une sentence de mort. Aristote raconte ainsi (sans donner la date) l'incident qui mit fin à ce régime (*Αθ. πολ.*, 45) :

Un jour qu'un certain Lysimaque avait été livré au bourreau par les conseillers, et était sur le point de mourir, Eumélidès d'Alopèce l'arracha au supplice, et en appela au tribunal. Lysimaque fut acquitté, et le Conseil dépouillé du droit de prononcer une peine capitale. Une loi décida que toutes ses sentences seraient déferées par les Thesmothètes au jury, qui prononcerait souverainement.

Il est impossible de ne pas voir dans ces réformes l'expression de la méfiance laissée par les révolutions contre tout pouvoir indépendant du Peuple. Par contre, il est certain que les attributions purement administratives du Conseil ont été étendues. Le contrôle financier surtout devint plus général, par la disparition de caisses comme celles des *côlacrètes*, des *hellénotames*, etc. ; nous verrons tout à l'heure l'organisation qui en résulta. Il y eut enfin un *secrétaire* spécialement chargé de la besogne d'en-

registrement et de classement des pièces d'archives, de plus en plus nombreuses.

VI

Le Conseil des 500 au IV^e siècle.

Il nous reste à parler de la βουλή du IV^e siècle, quoique à vrai dire son histoire n'apparaisse pas très importante. Je ne vois guère qu'un incident donnant l'impression qu'à certains moments il était de quelque importance pour un homme politique d'appartenir à cette assemblée : Démosthène, en 347, sollicita le sort (nous allons voir comment) pour devenir bouleute, et ce, parce que les négociations avec Philippe allaient s'ouvrir.

Un coup d'œil jeté sur la composition et les attributions du Conseil à cette époque nous expliquera peut-être cet effacement.

Composition. — Le Conseil se recrutait toujours par le tirage au sort, dans tous les dèmes. Mais, en général, les candidats n'affluaient pas. En 347, Démosthène voulait être désigné dans son dème de Péania supérieur. Or ils étaient deux à se présenter pour l'unique siège dévolu à ce dème : Démosthène acheta son concurrent (Sundwall, *op. cit.*, p. 58).

En général, les bouleutes sont des citoyens aisés. On a calculé (Sundwall, *Epigraph. Beitr.*, p. 18) que les noms conservés indiqueraient une proportion de 375 bouleutes appartenant aux classes aisées. Sur 73 proèdres connus, 23 sont riches. Evidemment, l'indemnité de 5 ou 6 oboles, au IV^e siècle, n'était plus assez haute pour attirer les pauvres.

On se demande d'ailleurs pourquoi, à cette date, la bourgeoisie athénienne recherche encore ces fonctions. Est-ce simple vanité ? Je croirais plutôt que l'action administrative permettait aux citoyens riches ou aisés d'amortir, dans la pratique, le contre-coup de certaines mesures démagogiques ; on sait que dans les tribunaux, au contraire, l'élément populaire dominait.

Attributions. — Il ne faudrait d'ailleurs pas se représenter, pour cela, Athènes comme une république timocratique. Un examen du rôle du Conseil, au temps d'Aristote, remet les choses au point (*Ἀθην. πολιτ.*, 43 sqq.). Certes, au premier coup d'œil, ses attributions paraissent immenses : étude préalable des projets de lois, réception des ambassadeurs, examen de la cavalerie, surveillance des constructions navales, contrôle financier, etc.,

etc. Mais partout où il y a une décision grave à prendre, elle est remise maintenant à l'Assemblée ou au Jury.

Les seules de ces attributions multiples qui permettraient au Conseil d'exercer une action réelle, ce sont les attributions financières. Il est chargé, en somme, de dresser le budget de l'année, à la 9^e prytanie (au printemps). Les *pôlètes*, qui ont affermé les revenus de l'Etat, ont remis au Conseil le tableau des échéances. A la 9^e prytanie, on va chercher ce registre, et les *apodectes* inscrivent les sommes rentrées, et celles qui restent en souffrance. Le lendemain, ils répartissent, sous l'œil du Conseil, les fonds entre les agents payeurs. Les *logistes* sont maintenant pris dans le Conseil. Mais les deux caisses principales, celle du *théorikon* (fonds des fêtes) et celle des affaires militaires, échappent à son contrôle : et ainsi pourra se constituer une administration financière très importante, confiée à des hommes spéciaux comme Eubule et Lycurgue.

On résumerait assez exactement le rôle du Conseil au iv^e siècle, en disant qu'il est chargé « d'expédier les affaires courantes » de la cité athénienne.

En somme, la βουλή a déjà pris l'aspect d'un conseil municipal de petite ville. La conquête macédonienne, en réduisant Athènes au rang de municipe provincial, l'a trouvée toute préparée pour le rôle modeste qui lui est désormais dévolu.

On sait que, dès le v^e siècle, beaucoup de villes maritimes avaient adopté les institutions athéniennes : leur βουλή était imitée de celle d'Athènes (1). Au iv^e siècle, l'imitation se propagea : en Arcadie, par exemple, en 371, etc. De sorte que c'est sur le modèle de la βουλή attique qu'ont été organisés la plupart des Conseils municipaux qui, dans les villes du iii^e siècle, assuraient correctement les services d'édilité, d'hygiène, et les réjouissances, sous le contrôle des grandes monarchies hellénistiques.

Mais il est peu probable que Rome fût devenue la maîtresse du monde, si le Sénat romain avait ressemblé à la βουλή d'Athènes.

E. CAVAIGNAC,

*Ancien membre de l'Ecole d'Athènes,
docteur ès lettres.*

(1) Voir, par exemple, le traité passé avec Erythres vers 460 (I. G., I, 9).

Sujets de compositions.

UNIVERSITÉ DE RENNES

Dissertation anglaise.

1. Bunyan and Puritanism.
2. Human nature in Fielding.
3. Thackeray as a prose-witter.

Pédagogie.

Analyse et critique du système pédagogique de Montaigne.

Histoire de la philosophie.

1. La théorie platonicienne de la justice.
2. La critique de la causalité par Hume.
3. La morale épicurienne.

Grammaire historique du français.

PREMIER SUJET.

1. Morphologie et syntaxe du démonstratif issu de *ecce + illum, illam*.
2. Traduire en français moderne le texte suivant, en faisant les remarques que comportent les mots soulignés :

Ensi *avint*, et bien *puet* estre,
Que par devant une fenestre
Qui en une despense *fu*
Vola uns *cors*, si a veü
5 *Formages* qui devant estoient
Et *sour* une cloie gisoient.
Un en a pris, atout s'en va.
Uns *volpiz* vint, si l'encontra,
Au fromage *ot* grand desirier,
10 Qu'il en peüst un peu mangier :
Par *engien* voudra asaier
Se le corp porra *enginier* :
« E ! Diex, sire, fait li *volpiz*,
Com *par* est cis oisiaus *gentiz* !

15 *Ou monde n'a si noble oisel ;
Ainc de mes iex ne vi si bel.
Fust teus ses chans com est ses cors,
I vauroit mout miex que fins ors. »*
(Marie de France.)

3. Vieillesse et usure des mots ; leurs causes. Archaïsmes et provincialismes.

DEUXIÈME SUJET

1. Influences étrangères et savantes au xvi^e siècle et au début du xvii^e siècle. Lutte engagée, à la même époque, au nom de la pureté de la langue.

2. *Rabelais*, III, XLVIII : « Pere tres debonnaire, respondit Pantagruel, encore n'y avois-je pensé : de tout ce negoce je me deportais sus vostre bonne volonté et paternel commandement. Plus tost prie Dieu estre à vos pieds veu roide mort en vostre desplaisir que, sans vostre plaisir, estre veu vif marié. Je n'ay jamais entendu que, par loy aucune, fust sacre, prophane et barbare, ait en arbitre des enfans soy marier, non consentans, voulans et promovans leurs peres, meres et parens prochains. Tous legislateurs ont es enfans ceste liberté tollue, es parens l'ont reservee. »

Faires les remarques que comporte ce texte (en laissant de côté les remarques de pure orthographe).

3. Décliner en ancien français (sans explication) les mots *baron*, *comté*, *traître*, *félon*, *majeur*, *neveu*, *prêtre*.

TROISIÈME SUJET

1. Historique de la conjugaison du verbe *faire*.

2. Traduire en français moderne le passage suivant :

Si comme li Mareschals vint
Cele part, eisi li avint
Qu'il li prist talent de dormir
Par force l'estut endormir.
Eüstace remest o lui
De Berteimont, sans plus nului ;
E cil qui al dormir s'aveie
Descendi dejoste la vie
E coucha dormir en la place,
E ces escuiers Eüstace
Abati des chevaux les freins,

Sis laissa paistre par les plains
 Si com li Mareschals dormeit,
 Es vos uns hom qui beals esteit
 E granz, e une femme bele,
 Ne sai s'ert dame o damie,
 Sor deus palefreis beals e granz,
 Gras et refez et bien emblanz,
 Si ambloent granz ambleüres
 E avaient granz trosseüres,
 Deus chapes de brun afublees
 De Flandres molt bien acesmees.

3. Expliquer les étymologies des mots : *avenir*, *ainé*, *chenet*, *factice*, *idole*, *maugréer*, *nenni*, *porche*, *ramage*, *sanglier*, *semondre* ; de la formule : *Dieu vous gard* !

Thème anglais.

Camille était restée debout entre les genoux de sa mère. On venait de la voir aller de côté et d'autre ; on s'attendait à quelque chose d'étrange, ou tout au moins de curieux ; elle n'avait rien fait que de dire bonsoir aux gens avec une grande révérence, donner un petit shakehand à des demoiselles anglaises, envoyer des baisers aux mères de ses petites amies, le tout peut-être appris par cœur, mais fait avec grâce et naïveté. Revenue tranquillement à sa place, on commença à l'admirer. Rien, en effet, n'était plus beau que cette enveloppe dont ne pouvait sortir cette pauvre âme. Sa taille, son visage, ses longs cheveux bouclés, ses yeux surtout, d'un éclat incomparable, surprenaient tout le monde. En même temps que ses regards essayaient de tout deviner et ses gestes de tout dire, son air réfléchi et mélancolique prêtait à ses moindres mouvements, à ses allures d'enfant et à ses poses un certain aspect d'un air de grandeur ; un peintre ou un sculpteur en eût été frappé. On s'approcha de M^{me} des Arcis, on l'entoura, on fit mille questions par gestes à Camille ; à l'étonnement et à la répugnance avaient succédé une bienveillance sincère, une franche sympathie.

A. DE MUSSET.

Thème latin.

Que sert aux hommes d'avoir des lois, s'ils n'ont pas de magistrats ? Que leur sert d'avoir réuni leurs forces, si le commun dépositaire n'en sait pas faire usage ? Que leur sert d'être bons, s'ils

sont livrés aux méchants ? C'est dans ces tristes occasions qu'on se rappelle cette réponse noble et juste d'une femme qui demandait le troupeau qu'on lui avait enlevé pendant son sommeil. « Vous dormiez donc bien profondément ? » lui dit le magistrat. « Oui », répond cette femme intrépide, « parce que je croyais que vous veilliez pour moi. » Ces deux mots sont la plus énergique leçon de l'indispensable devoir de la vigilance. Mais gardons-nous bien de confondre avec la vigilance ces dangereuses inquisitions sur les pensées des hommes, ou sur des actions indifférentes par leur nature. Il vaudrait mieux qu'on fût assuré de trouver le magistrat au besoin que de le voir réellement partout. Mais, surtout, sa présence ne doit pas être toujours suivie du châtiment et de la terreur ; il est plus doux d'annoncer la protection et la paix, et l'œil de la justice n'est point celui du cyclope qui ne s'ouvrait que pour choisir des victimes.

(SERVAN, *Discours sur l'administration de la Justice criminelle, prononcé au Parlement de Grenoble en 1766.*)

*
**

LICENCE ÈS LETTRES

NOUVEAU RÉGIME

Composition française.

Dans la tragédie de *Bajazet* (acte I, scène I), Acomat vient de dire à son confident Osmin que Bajazet et Roxane lui ont promis la main d'Atalide. — Quoi ! vous l'aimez, seigneur ? s'écrie Osmin ; et Acomat lui répond :

Voudrais-tu qu'à mon âge
Je fisse de l'amour le vil apprentissage ?
Qu'un cœur, qu'ont endurci la fatigue et les ans,
Suivit d'un vain plaisir les conseils imprudents ?
C'est par d'autres attraits qu'elle plaît à ma vue :
J'aime en elle le sang dont elle est descendue.
Par elle, Bajazet, en m'approchant de lui,
Me va contre lui-même assurer un appui.
Un vizir aux Sultans fait toujours quelque ombrage ;
A peine ils l'ont choisi qu'ils craignent leur ouvrage.
Sa dépouille est un bien qu'ils veulent recueillir,
Et jamais leurs chagrins ne nous laissent vieillir.

Bajazet, aujourd'hui, m'honore et me caresse ;
 Ses périls tous les jours réveillent sa tendresse ;
 Ce même Bajazet, sur le trône affermi,
 Méconnaîtra peut-être un inutile ami.

Etudier ce morceau aux quatre points de vue suivants :

- 1° les données utiles à la marche de l'action ;
- 2° le caractère d'Acomat ;
- 3° la couleur locale ;
- 4° les détails les plus intéressants de la langue et du style.

Version latine.

Panaetius igitur, qui sine controversia de officiis accuratissime disputavit, quemque nos, correctione quadam adhibita, potissimum secuti sumus, tribus generibus propositis, in quibus deliberare homines et consultare de officio solerent, uno, cum dubitarent, honestumne id esset de quo ageretur an turpe, altero utilene esset an inutile, tertio, si id quod speciem haberet honeste pugnaret cum eo quod utile videretur, quo modo ea discerni oporteret, de duobus generibus primis tribus libris explicavit, de tertio autem genere deinceps se scripsit dicturum, nec exsolvit id quod promiserat. Quod eo magis miror quia scriptum a discipulo ejus Posidonio est triginta annis vixisse Panaetium postquam illos libros edidisset. Quem locum miror a Posidonio breviter esse tactum in quibusdam commentariis, praesertim cum scribat nullum esse locum in tota philosophia tam necessarium. Minime vero assentior iis qui negant eum locum a Panaetio praetermissum, sed consulto relictum, nec omnino scribendum fuisse, quia nunquam posset utilitas cum honestate pugnare. De quo alterum potest habere dubitationem, adhibendumne fuerit hoc genus, quod in divisione Panaeti tertium est, an plane omitendum, alterum dubitari non potest, quin a Panaetio susceptum sit sed relictum.

Dissertation philosophique.

Philosophie générale.

Caractère de la matière et de l'esprit.

Psychologie.

Les sensations de la peau ; leur rôle dans la perception des objets extérieurs.

Morale.

La notion de solidarité est-elle une notion proprement morale, ou peut-elle du moins être prise pour fondement de la morale ?

Logique.

Du rôle et de la portée de la *méthode comparative* dans les sciences (Psychologie comparée — Philologie comparée, etc.).

Composition française

(*langues vivantes*).

Etudier et commenter le passage suivant des *Lettres anglaises* :

« Les Anglais avaient déjà un théâtre aussi bien que les Espagnols, quand les Français n'avaient encore que des tréteaux. Shakespeare, que les Anglais prennent pour un Sophocle, florissait à peu près dans le temps de Lope de Véga ; il créa le théâtre ; il avait un génie plein de force et de fécondité, de naturel et de sublime, sans la moindre étincelle de bon goût et sans la moindre connaissance des règles. Je vais vous dire une chose hasardée, mais vraie : c'est que le mérite de cet auteur a perdu le théâtre anglais. Il y a de si belles scènes, des morceaux si grands et si terribles, répandus dans ses forces monstrueuses, que ses pièces ont toujours été jouées avec un grand succès. Le temps, qui fait seul la réputation des hommes, rend à la fin leurs défauts respectables. La plupart des idées bizarres et gigantesques de cet auteur ont acquis, au bout de deux cents ans, le droit de passer pour sublimes. Les auteurs modernes l'ont presque tous copié ; mais ce qui réussissait dans Shakespeare est sifflé chez eux : et vous croyez bien que la vénération qu'on a pour cet ancien augmente à mesure que l'on méprise les modernes. On ne fait pas réflexion qu'il ne faudrait pas l'imiter, et le mauvais succès de ces copistes fait seulement qu'on le croit inimitable.

(*Lettre XVIII.*)

Version allemande.*Seefahrt (1)*

Lange Tag' und Nächte stand mein Schiff befrachtet ;
Gunst'ger Winde harrend sass mit treuen Freunden

(1) Am 11 september 1776 gedichtet.

Mir Geduld und guten muth erzechend
Ich im Hafen.

Und sie waren doppelt ungeduldig :
Gerne gönnen wir die schnellste Reise,
Gern die hohe Fahrt Dir ; Güterfülle
Wartet drüben in den Welten Deiner,
Wird Rück kehrendem in unsern Armen
Lieb'und Preis Dir.

Und am frühen Morgen ward's Getümmel,
Und dem Schlaf entjauchzt uns der Matrose,
Alles wimmelt, alles lebet, webet,
Mit dem ersten Segenshauch zu schiffen.

Und die Segel, blähen in dem Hauche,
Und die Sonne lockt mit Feuerliebe ;
Ziehn die Segel, ziehn die hohen Wolken

.

Doch er stehet männlich an dem Steuer ;
Mit dem Schiffe spielen Wind und Wellen,
Wind und Wellen nicht mit seinem Herzen ;
Herrschend blickt er auf die grimme Tiefe
Und vertraues scheiternd oder landend
Seinen Göttern.

GOETHE.

Thème allemand.

Parmi les écrivains de la nouvelle école, Tieck est celui qui a le plus le sentiment de la plaisanterie ; ce n'est pas qu'il ait fait aucune comédie qui puisse se jouer et que celles qu'il a écrites soient bien ordonnées, mais on y voit des traces brillantes d'une gaieté très originale. D'abord il saisit, d'une façon qui rappelle La Fontaine, les plaisanteries auxquelles les animaux peuvent donner lieu. Il a fait une comédie, intitulée *Le Chat botté*, qui est admirable en ce genre. Je ne sais quel effet produiraient sur la scène des animaux parlants ; peut-être est-il plus amusant de se les figurer que de les voir ; mais, toutefois, ces animaux personnifiés et agissant à la manière des hommes, semblent la vraie comédie donnée par la nature. Tous les rôles comiques, c'est-à-dire égoïstes et sensuels, tiennent toujours en quelque chose de l'animal. Peu importe donc si, dans la comédie, c'est l'animal qui imite l'homme, ou l'homme qui imite l'animal.

Tieck intéresse aussi par la direction qu'il sait donner à son talent de moquerie : il le tourne tout entier contre l'esprit calculateur et prosaïque ; et, comme la plupart des plaisanteries de société ont pour but de jeter le ridicule sur l'enthousiasme, on aime l'auteur qui ose prendre corps à corps la prudence, l'égoïsme, toutes ces choses prétendues raisonnables, derrière lesquelles les gens médiocres se croient en sûreté, pour lancer des traits contre les caractères ou les talents supérieurs. Ils s'appuient sur ce qu'ils appellent une juste mesure, pour blâmer tout ce qui se distingue ; et, tandis que l'élégance consiste dans l'abondance superflue des objets de luxe extérieur, on dirait que cette même élégance interdit le luxe dans l'esprit, l'exaltation dans les sentiments, enfin tout ce qui ne sert pas immédiatement à faire prospérer les affaires de ce monde. L'égoïsme moderne a l'art de louer toujours, dans chaque chose, la réserve et la modération, afin de se masquer en sagesse, et ce n'est qu'à la longue qu'on s'est aperçu que de telles opinions pourraient bien anéantir le génie des beaux-arts, la générosité, l'amour et la religion : que resterait-il après, qui valût la peine de vivre ?

Version anglaise

And while he waited in the castle court,
The voice of Enid, Yniol's daughter, rang
Clear thro' the open casement of the hall,
Singing ; and as the sweet voice of a bird,
Heard by the lander in a lonely isle,
Moves him to think what kind of bird it is
That sings so delicately clear, and make
Conjecture of the plumage and the form ;
So the sweet voice of Enid moved Geraint ;
And made him like a man abroad at morn
When first the liquid note beloved of men
Comes flying over many a windy wave
To Britain, and in April suddenly
Breaks from a coppice gemmed with green and red,
And he suspends his converse with a friend,
Or it may be the labour of his hands,
To think or say, « There is the nightingale » ;
So fared it with Geraint, who thought and said.
« Here, by God's grace, is the one voice for me. »

It chanced the song that Enid sang was one
Of Fortune and her wheel, and Enid sang :

« Turn, Fortune, turn thy wheel and lower the proud ;
Turn thy wild wheel thro' sunshine, storm, and cloud ;
Thy wheel and thee we neither love nor hate.

« Turn, Fortune, turn thy wheel with smile or frown ;
with that wild wheel we go not up or down ;
Our hoard is little, but our hearts are great.

« Smile and we smile, the lords of many lands ;
Frown and we smile, the lords of our own hands ;
For man is man and master of his fate.

« Turn, turn thy wheel above the staring crowd ;
The wheel and thou are shadows in the cloud ;
Thy wheel and the we neither love nor hate. »

TENNYSON.

Le gérant : E. FROMANTIN.

POITIERS. — SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE

REVUE HEBDOMADAIRE
DES
COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

Origines françaises du romantisme.

Cours de M. ÉMILE FAGUET,

Professeur à l'Université de Paris.

La littérature confidentielle : l'égotisme de Jean-Jacques
Rousseau (suite).

Je commençais, la dernière fois, à vous définir la littérature confidentielle que l'on trouve dans Jean-Jacques Rousseau. Je ne dis pas, littérature personnelle ; car toute littérature est toujours personnelle, est toujours l'expression de ce qu'il y a de plus fort dans la personnalité d'un homme, à moins d'être une vulgaire imitation, un simple plagiat. L'auteur, dans ce genre, nous fait les témoins et les confidents de ce qu'il a ressenti comme homme, comme homme sensible surtout ; et il y avait eu de cela des exemples éclatants avant Jean-Jacques. Néanmoins, Rousseau est le représentant le plus déclaré, je n'ose dire, le plus cynique de l'égotisme littéraire.

Il faut donc indiquer les caractères particuliers que cette littérature de confidences présente dans Rousseau. Le premier et le plus essentiel, c'est, comme je vous l'ai dit, l'orgueil. Rousseau a la presque absolue conviction que l'homme qui écrit les *Confessions* est un homme vertueux, exceptionnel, non pas peut-être comme génie, mais comme moraliste ; il se croit un homme d'une rare valeur de cœur et de conscience. Avant tout, il y a dans Rousseau un homme si orgueilleux, qu'il est profondément per-

suadé que tout ce qu'il a fait, vu, senti, que tous les événements par lui traversés sont également intéressants pour le public et pour la postérité.

Ce premier caractère est bien apparent, dans le volume des *Confessions*. Quand on les lit, on se dit que Rousseau a bien fait de nous rapporter telle scène. Je songe, par exemple, à l'épisode de la cueillette des cerises avec M^{lle} Graffenried. Rousseau a eu raison, parce que ces passages sont charmants, parce que ce sont des traits de mœurs agréables ; et, notez-le en passant, voilà bien l'essentiel du genre des mémoires — et les *Confessions* sont des mémoires : — le mémorialiste doit nous peindre les hommes dans une condition privée, dans telle région ; c'est là une œuvre utile et souvent délicate. — Les mémoires de grands hommes ont une autre physionomie. — D'autres fois, au contraire, nous nous demandons pourquoi, en vérité, Rousseau nous raconte telle ou telle aventure assez répugnante, quelles relations il eut avec un homme assez louche : détails qui d'abord nous répugnent et surtout n'ont absolument aucun intérêt ni pour l'histoire des mœurs ni pour la connaissance du caractère de Jean-Jacques Rousseau.

Ailleurs, nous tombons sur des anecdotes qui sont du vrai remplissage, anecdotes délayées en un demi petit volume, mettons sans exagérer dix ou douze pages, et nous n'en pouvons rien tirer pour Rousseau ni pour ses contemporains. Mais, lorsque nous arrivons aux événements qui eurent une influence sur sa vie, à sa longue liaison, par exemple, nous ne lui en voulons plus d'avoir accumulé les détails les plus minutieux, souvent si tristes. Il est dans son rôle d'homme qui se fait connaître à la postérité, qui lui explique pourquoi son caractère s'est modifié vers la quarantaine, pourquoi il fut ce qu'il fut. Nous avons, alors, le plaisir amer du penseur qui se penche sur le pauvre cœur humain ; nous découvrons un document sur une âme !

Les deux tiers des *Confessions*, en fin de compte, sont remplis de détails parfaitement insignifiants et oiseux ; ils ne conservent un intérêt que grâce au style merveilleux que Rousseau a employé. Qu'est-ce que cela prouve ? Que Rousseau n'admet pas qu'une chose qui lui est arrivée n'intéresse pas prodigieusement ses semblables, tant est grand son orgueil !

Quand nous rencontrons une pareille attitude dans Chateaubriand, d'où vient que nous éprouvons un peu sans doute le même sentiment d'étonnement et d'agacement, mais pourtant d'une manière bien différente ? C'est que nous nous rendons compte que l'homme sait très bien lui-même que les événements

personnels dont il nous entretient n'ont pas une grande valeur documentaire, mais qu'il voit en eux une matière d'art ; dans l'écrivain domine alors l'artiste : si vous voulez, l'orgueil de Chateaubriand est un orgueil d'artiste.

Il y a autre chose dans Rousseau, dont l'orgueil plébéien ne laisse pas d'être plus violent et plus entier que l'aristocratique arrogance du vicomte de Chateaubriand. J'allais dire que c'est celui d'un parvenu ; non, d'un homme arrivé, qui, parti de très bas, est monté très haut et occupe dans la société une place qui est mal définie. Quand Jean-Jacques signe ses ouvrages : « Rousseau, citoyen de Genève », soyez sûrs qu'il le fait parce qu'il trouve intéressant d'écrire ainsi à Paris. Cette signature dévoile toute la vanité de l'homme qui se dit que, dans une monarchie, il est le représentant d'une république libre. Quand il se promène déguisé en Arménien, il nous déclare qu'il y a des raisons hygiéniques à l'adoption de ce costume. Je veux bien l'en croire sur parole ; mais je suis convaincu que ce bizarre accoutrement était encore pour lui une manière de montrer qu'il n'était pas un homme comme tous les autres, et qu'il ne se trouvait pas dans les conditions ordinaires.

Un second caractère, et très singulier, c'est que Rousseau fait de la littérature confidentielle, sans être un excellent analyste de soi-même, sans se bien connaître, sans prendre conscience de soi. Ce trait ne lui est pas particulier ; et, certainement, des hommes comme Chateaubriand, des hommes comme Musset, comme Lamartine, à différents degrés, n'ont pas su se rendre compte de leur propre caractère beaucoup mieux que Rousseau. Le vrai psychologue, le plus pénétrant, c'est Sénancour. En général, les lointains disciples de Rousseau témoignent autant que leur maître de la même ignorance de soi. Je dois dire, pour être exact, que ceux qui parlent le plus d'eux sont ceux qui se connaissent le moins, et c'est une règle universelle : on brûle de parler de ce qu'on ignore le plus.

Rousseau donc a très peu cherché à se comprendre. Dans ce livre si abondant des *Confessions*, il fait très peu d'analyses de son moi.

Je préviens une objection : quelquefois, au moins une fois, pour préciser, il y a un essai d'analyse ; le voici : j'extrais la page du troisième livre des *Confessions* : « Deux choses presque inaliénables s'unissent en moi, sans que j'en puisse concevoir la manière : un tempérament très ardent, des passions vives, impétueuses, et des idées lentes à naître, embarrassées, et qui ne se présentent jamais qu'après coup. On dirait que mon cœur

« et mon esprit n'appartiennent pas au même individu. Le senti-
 « ment, plus prompt que l'éclair, vient remplir mon âme ; mais,
 « au lieu de m'éclairer, il me brûle et m'éblouit. Je sens tout et je
 « ne vois rien. Je suis emporté, mais stupide ; il faut que je sois
 « de sang-froid pour penser. Ce qu'il y a d'étonnant est que j'ai
 « cependant le tact assez sûr, de la pénétration, de la finesse même
 « pourvu qu'on m'attende : je fais d'excellents impromptus à loisir,
 « mais sur le temps je n'ai jamais rien fait ni dit qui vaille. Je
 « ferais une fort jolie conversation par la poste, comme on dit que
 « les Espagnols jouent aux échecs. Quand je lus le trait d'un duc
 « de Savoie qui se retourna, faisant route, pour crier : *A votre*
 « *gorge, marchand de Paris* (1), je dis : Me voilà ». — C'est ce que
 nous appelons avoir l'esprit de l'escalier.

Rousseau continue : « Cette lenteur de pensée jointe à cette
 « vivacité de sentir, je ne l'ai pas seulement dans la conversation,
 « je l'ai même seul et quand je travaille. Mes idées s'arrangent
 « dans ma tête avec la plus incroyable difficulté ; elles y circulent
 « sourdement ; elles y fermentent jusqu'à m'émouvoir, m'échauf-
 « fer, me donner des palpitations ; et, au milieu de toute cette
 « émotion, je ne vois rien nettement, je ne saurais écrire un seul
 « mot ; il faut que j'attende. Insensiblement, ce grand mouve-
 « ment s'apaise... »

Voilà une très bonne analyse d'une opposition, d'ailleurs toute naturelle, qui se trouvait dans la mentalité de Rousseau : il sentait vivement, il pensait très lentement.

Ces deux facultés, ces deux opérations de notre être, sont précisément en sens inverse l'une de l'autre. L'homme qui sent très vivement n'a pas la libre disposition de son intellect ; d'autre part, celui qui pense ne peut pas penser au moment précis où il subit l'émotion : et c'est justement pourquoi les plus beaux poèmes d'émotion sont ceux qui ont été écrits après coup : c'est la cendre, encore chaude, d'une flamme éteinte. L'analyse que renferme cette page de Rousseau ne manque pas de finesse ni d'esprit : on veut s'imaginer qu'il n'en a point, parce qu'il est très éloquent : malheur aux gens éloquents : ils passent pour n'avoir pas d'esprit !

Pour en revenir à ce que je vous disais, je ne crois pas que vous trouviez, dans toutes les *Confessions*, une autre analyse. Rousseau ne pénètre jamais en lui-même : il y en a un exemple tout à fait remarquable. Jean-Jacques avait en lui bien d'autres contrariétés que celle qu'il a bien voulu nous décrire : il était

(1) En italique dans le texte.

l'homme indépendant par excellence, le plus incapable de supporter un joug, le plus récalcitrant ; comme dit Horace de Mécène : *recalcitrat undique totus* ! Cependant il n'a fait que supporter des jougs, et en rechercher même.

Je passerai vite sur son joug domestique. Comment peut-on l'expliquer ? Je n'aime pas beaucoup faire, après tant d'autres, ce genre d'enquête : d'un mot, je pense qu'il y eut, en cette affaire, des raisons d'ordre peut-être physiologique. Mais, indépendamment de cela, Rousseau a toujours subi le joug des protecteurs mondains qui le recevaient et qui l'hébergeaient ; il en a souffert infiniment, toute sa vie, jusqu'à sa mort. Or nous pouvons bien comprendre que Rousseau ait fait une première expérience ; mais les autres ? Il devait se rendre compte qu'elles finiraient par des mésaventures. C'est la réflexion qu'on se fait, à mesure que l'on avance dans la lecture des *Confessions*. La première fois nous le plaignons, les autres fois nous ne comprenons plus. Il se livre d'abord à M^{me} d'Epinaï, dont le joug fleuri ne laisse pas de lui être agréable ; il s'en détache, d'une manière d'ailleurs assez déplaisante. Puis, il se laisse aller à d'autres protecteurs, il subit d'autres jougs ; il en souffre, il en souffre, au point de devenir enragé, et il recommence. On se demande si, au milieu de ses multiples récriminations, il ne va pas se reprocher sa conduite inconsidérée, et avouer sa faiblesse. L'idée ne lui en est jamais venue, et d'abord par orgueil : il aurait fallu se reprocher quelque chose, dire quelque chose contre le vertueux citoyen de Genève, et le citoyen de Genève veut garder intact son prestige. Puis, je dois dire que Rousseau vit comme dans un perpétuel aveuglement : il ne se voit pas. En voulez-vous un exemple assez pertinent ? Je vais vous lire une page, où il fait défiler devant nos yeux les grandes dames et les grands seigneurs qu'il a fréquentés vers l'année 1760 : c'est une peinture fort amusante d'un monde brillant ; vous allez voir d'intéressantes silhouettes, finement dessinées, et vous remarquerez aussi la lacune.

Au livre onzième des *Confessions*, voici ce que nous lisons :
« Une de mes chances — il en a eu beaucoup — était d'avoir tous
« jours dans mes liaisons des femmes auteurs. Je croyais au
« moins, parmi les grands, éviter cette chance. Point du tout :
« elle m'y suivit encore. M^{me} de Luxembourg ne fut jamais pour-
« tant, que je sache, atteinte de cette manie ; mais M^{me} la com-
« tesse de Boufflers le fut. Elle fit une tragédie en prose, qui fut
« d'abord lue, promenée et prônée dans la société de M. le prince
« de Conti, et sur laquelle, non contente de tant d'éloges, elle
« voulut aussi me consulter pour avoir le mien. Elle l'eut, mais

« modéré, tel que le méritait l'ouvrage. Elle eut, de plus, l'avertis-
 « sement, que je crus lui devoir, que sa pièce intitulée l'*Esclave*
 « *généreux*, avait un très grand rapport à une pièce anglaise, assez
 « peu connue, mais pourtant traduite, intitulée *Oroonoko*. M^{me} de
 « Boufflers me remercia de l'avis, en m'assurant toutefois que sa
 « pièce ne ressemblait point du tout à l'autre. Je n'ai jamais parlé
 « de ce plagiat à personne au monde qu'à elle seule, et cela pour
 « remplir un devoir qu'elle m'avait imposé ; cela ne m'a pas em-
 « pêché de me rappeler souvent, depuis lors, le sort de celui que
 « remplit Gil Blas près de l'archevêque prédicateur. » — Cette der-
 « nière phrase est assez mal écrite ; mais le rapprochement est
 juste.

« Outre l'abbé de Boufflers, qui ne m'aimait pas, outre M^{me} de
 « Boufflers, auprès de laquelle j'avais des torts que jamais les
 « femmes ni les auteurs ne pardonnent, tous les autres amis de
 « M^{me} la Maréchale m'ont toujours paru peu disposés à être des
 « miens, entre autres M. le président Hénault, lequel, enrôlé
 « parmi les auteurs, n'était pas exempt de leurs défauts ; entre
 « autres aussi M^{me} du Deffand et M^{lle} de Lespinasse, toutes deux
 « en grande liaison avec Voltaire, et intimes amies de d'Alem-
 « bert, avec lequel la dernière a même fini par vivre, s'entend en
 « tout bien et en tout honneur ; et cela ne peut même s'en-
 « tendre autrement. » — Il est méchant comme la gale : vous ne
 comprenez pas tous, certes ; mais, croyez-moi, c'est atroce.

« J'avais d'abord commencé par m'intéresser fort à M^{me} du
 « Deffand, que la perte de ses yeux faisait aux miens un objet de
 « commisération : mais sa manière de vivre, si contraire à la mienne
 « que l'heure du lever de l'un était presque celle du coucher de
 « l'autre ; sa passion sans bornes pour le petit bel esprit ; l'importun-
 « tance qu'elle donnait soit en bien, soit en mal, aux moindres...
 « chiffons (je remplace le mot, qui est un peu rude !) qui parais-
 « saient ; le despotisme et l'emportement de ses oracles ; son
 « engouement outré pour ou contre toutes choses, qui ne lui per-
 « mettait de parler de rien qu'avec des convulsions ; ses préjugés
 « incroyables, son invincible obstination, l'enthousiasme de dé-
 « raison où la portait l'opiniâtreté de ses jugements passionnés :
 « tout cela me rebuta bientôt des soins que je voulais lui rendre.
 « Je la négligeai, elle s'en aperçut : c'en fut assez pour la mettre
 « en fureur ; et, quoique je sentisse assez combien une femme de
 « ce caractère pouvait être à craindre, j'aimai mieux encore
 « m'exposer au fléau de sa haine qu'à celui de son amitié. » —
 Quelle eau-forte, ce portrait !

« Ce n'était pas assez d'avoir si peu d'amis dans la société de

« M^{me} de Luxembourg, si je n'avais des ennemis dans sa famille.
 « Je n'en eus qu'un, mais qui, par la position où je me trouve
 « aujourd'hui, en vaut cent. Ce n'était assurément pas M. le duc
 « de Villeroy, son frère; car, non seulement il m'était venu voir,
 « mais il m'avait invité plusieurs fois d'aller à Villeroy; et comme
 « j'avais répondu à cette invitation avec autant de respect et
 « d'honnêteté qu'il m'avait été possible, partant de cette réponse
 « vague comme d'un consentement, il avait arrangé avec M. et
 « M^{me} de Luxembourg un voyage d'une quinzaine de jours dont je
 « devais être... Son neveu et son héritier, le jeune marquis de
 « Villeroy, ne participa pas à la bienveillance dont m'honorait
 « son oncle, ni aussi, je l'avoue, au respect que j'avais pour lui.
 « Ses airs éventés me le rendirent insupportable et mon air froid
 « m'attira son aversion. Il fit même, un soir, à table, une incar-
 « tade dont je me tirai mal parce que je suis bête, sans aucune
 « présence d'esprit et que la colère, au lieu d'aiguiser le peu que
 « j'en ai, me l'ôte... » Suit une histoire assez drôle.

Cette page que je vous ai lue est une de celles comme on en voudrait voir beaucoup dans les *Confessions*. Mais je vous ferai remarquer que Rousseau ne se rend pas compte du principal. Il trouve tous ces gens insupportables. Pourquoi donc les a-t-il fréquentés toute sa vie durant? Il est possédé d'un étrange dérèglement d'esprit, qui lui fait rechercher tout ce qui lui déplaît. De cela, il ne s'en aperçoit pas; et ne pas se connaître, ne pas savoir s'analyser, voilà un bien grave défaut pour un mémorialiste: c'est un des caractères les plus frappants de Jean-Jacques.

Cette particularité a de grandes conséquences: si, comme dit le proverbe, il y a un peu d'indulgence pour le péché qui s'avoue, de même y en a-t-il pour le défaut que l'on se reconnaît. Or précisément, si beaucoup de lecteurs sont aigris contre Rousseau, c'est que les *Confessions* ne sont pas des confessions.

Il aurait pu intituler son livre: *Histoire de ma vie*, ou *Histoire anecdotique de ma vie*. Mais le mot *Confessions* promet, comporte une part d'humilité, un examen de conscience, cette chose infiniment utile, recommandée par toutes les philosophies et toutes les religions: c'est cette partie que vous cherchiez vainement.

J'arrive à un troisième caractère assez important: Rousseau est tellement convaincu que tout ce qu'il a fait est également intéressant pour le public, que, sans s'examiner lui-même, il s' imagine que tout cela est bien fait, vertueux, marqué de grandeur d'âme ou tout au moins de douceur d'âme. Il est, tout au long de son livre, trop fidèle à son début, il est toujours autant persuadé d'être l'homme le meilleur de l'histoire universelle. Le dire une

fois pouvait passer pour une bouffée d'orgueil ou pour une réponse à des calomniateurs ; et il ne faudrait pas se montrer trop blessé de la première page de l'œuvre. Mais cette page n'est pas suivie d'autres qui démentent cette attitude. Dans toutes les histoires souvent désobligeantes qu'il nous raconte, il s'assure d'avoir agi selon les principes de la vertu naturelle, d'avoir agi correctement : il se croit un inspiré de la vertu. Notez que c'est là le confluent de ses deux défauts : l'orgueil et l'incapacité de se connaître. A quoi cela peut-il aboutir, sinon à une apologie perpétuelle, à un enthousiasme continu de soi ?

D'autres, aussi orgueilleux peut-être, n'auront pas la même admiration de soi : celle de Chateaubriand est sereine, est celle d'un artiste ; celle de Lamartine, un peu puérile, n'est pas aussi lyrique. Voilà ce qui aura des conséquences extraordinaires sur les romantiques. Si le premier d'entre nous, ont-ils pu se dire, a parlé de lui comme il a fait, nous sommes couverts, nous pouvons aller très loin, sans crainte d'offenser la modestie.

Rousseau n'a-t-il donc jamais eu de remords ? Si, en deux circonstances. Dans une vie, je ne dis pas remplie de fautes, mais semée d'erreurs graves, il n'a relevé que deux faits, qu'il déclare être à sa charge : un vol et l'abandon de ses enfants. Quand il était domestique chez M^{me} de Vercellis, il déroba un ruban et accusa une jeune servante de le lui avoir donné : tel est le premier fait qu'il se reproche très amèrement.

Le second est un crime répété. Je ne veux pas le charger ; mais je m'étonne qu'il n'ait pas cherché d'excuse à la première faute, et qu'il ait passé sa vie à en chercher à l'autre. Il a donné cinq ou six explications différentes, dont quelques-unes vont jusqu'à être une justification. Il était, comme je l'ai dit, si convaincu d'être le meilleur des hommes qu'en face d'un crime commis par lui il ne peut pas admettre qu'il n'y ait pas quelque raison profonde et supérieure qui l'absolve. C'est de la plus grave faute qu'il veut s'excuser ; l'autre n'a pas eu de conséquence : il la laisse alors retomber de tout son poids sur lui, réservant son effort pour diminuer l'horreur de la plus importante.

Il y a bien là une certaine conscience du méfait commis, mais trouble, sophistique, offusquée par l'orgueil, dont La Rochefoucauld a dit qu'il était à la fois le plus grand des tyrans et des consolateurs.

Il faut que je dise un dernier mot de cette littérature confidentielle : elle est infiniment chargée de faiblesse vaniteuse ; mais elle n'est pas dogmatique. Rousseau, d'après notre attente, devrait se donner comme un exemple : c'est ce qu'il n'a, je crois, jamais

fait. Il n'a jamais dit : faites comme moi. Se donner comme le meilleur des hommes, c'est beaucoup ; mais, enfin, ce n'est pas se donner en modèle ; il y a une nuance.

Pour trouver un Rousseau dogmatique, il faut sortir des *Confessions* et prendre l'*Emile*. Là, Rousseau recommande ses idées personnelles ; mais enfin ce ne sont pas des confidences. Je tiens à cette différence : Rousseau, quand il a professé des idées, est formellement didactique ; quand il parle de lui, il le fait avec orgueil, avec vanité, avec aveuglement, mais jamais dogmatiquement.

Voilà ce qu'il était nécessaire de dire pour compléter et pour caractériser la physionomie de Rousseau.

M. W.

La Morale.

Cours de M. VICTOR EGGER,

Professeur à la Faculté des Lettres de Paris.

La définition du bien moral et la sanction ; problème de leur accord.

Dans la première leçon de ce cours de morale, j'ai dit que les concepts nouveaux et leurs rapports étaient fournis par l'analyse psychologique ; c'est cet ensemble de concepts et de rapports qui constitue ce que j'ai appelé plus tard le système logique des idées morales ; mais, ajoutais-je dans cette première leçon, la définition du bien moral est fournie par l'opinion commune des hommes unis en sociétés ; elle est donc d'ordre social, d'origine sociale, et l'analyse psychologique faite sur l'individu ne la donne pas.

Le moment est venu de mettre cette double thèse à l'épreuve, de la vérifier. Jusqu'à l'obligation et à l'acte bon, tout, dans notre exposé, est psychologique. Si l'individu adopte comme fin un autre bien que le bien social, rien n'est changé aux concepts ni à leurs rapports. L'épicurien se sent obligé à certains actes, conditions du bonheur, qui est sa fin, et se croit obligé d'atteindre cette fin ; de même celui qui a adopté comme fin le vrai, ou le beau, ou la perfection, ou la liberté de la personne.

Mais l'idée du mérite est beaucoup plus vague dans ces doctrines qu'elle n'a été pour nous. Dira-t-on que l'épicurien, qui a renoncé aux plaisirs violents, forts, mérite le bonheur ? Ce serait abuser ; ce serait étendre à l'excès le sens du mot *mérite*. D'une manière générale, on peut dire que l'homme qui a poursuivi laborieusement, avec constance, une fin quelconque, mérite de l'atteindre, mérite le succès ; en ce sens qu'échouer serait pour lui une déception cruelle, un malheur, et qu'un tel malheur est antisouhaité par nous à lui. Mais reconnaissons-nous là cette valeur personnelle et ce droit au bonheur que nous avons décrits ?

Nous les trouvons davantage dans les deux cas suivants.

Si, dans l'activité de l'individu, on trouve le premier élément de la moralité, le sacrifice, le renoncement, le non-bonheur voulu, s'il s'est sacrifié à la vérité ou à l'art, alors on peut dire qu'il est

une âme noble, qu'il mérite non pas seulement le succès, — c'est-à-dire la réussite, le fait d'atteindre la fin visée, d'achever l'œuvre entreprise et d'obtenir l'assentiment des hommes compétents à la vérité conquise, à la beauté réalisée, — mais aussi la récompense due au sacrifice, au désintéressement, l'admiration publique, l'éloge, et leurs signes extérieurs, les honneurs.

Si le travail persévérant, l'effort énergique et soutenu, est considéré comme un sacrifice, un héroïsme, une variété du courage, alors le travail, l'effort est considéré comme une vertu et le succès comme sa récompense, même si la fin visée était d'ordre eudémonique, même si le sacrifice était provisoire. L'artisan de sa fortune, l'homme qui a gagné l'aisance ou même la richesse à la sueur de son front, inspire un certain respect ; on pense qu'il méritait sa fortune, qu'il a la récompense due à sa vaillance, — ne disons pas : à son désintéressement, puisque son désintéressement n'a été que provisoire, qu'il a été, en somme, intéressé ; toute idée de mérite s'évanouirait alors.

Je crois que nous y voyons clair maintenant. Si l'effort est médiocre et court, si la récompense est proche, si, surtout, elle est visée pendant l'effort et le sacrifice, le mérite est faible ; l'idée de mérite paraît s'appliquer mal à un pareil cas. L'épicurien qui renonce à un plaisir pour avoir la santé, l'enfant qui refuse un gâteau pour la même raison et pour cette seule raison, épicurien précoce et sans le savoir, n'ont pas de mérite, à vrai dire. Au contraire, si le sacrifice est grand, complet, prolongé, systématique, et si la récompense est lointaine et douteuse, si, en conséquence, la récompense n'est pas visée de loin et escomptée comme une fin complémentaire de la fin directement visée par l'activité, alors le mérite est incontestable. Et le mérite est alors exactement tel que nous l'avons défini : il est la valeur de la personne ; il est aussi le droit théorique à un bonheur dont la réalisation importe peu, n'importe pas, à un bonheur qui n'est pas une fin, qui sera ou ne sera pas, le droit abstrait à un bonheur dédaigné ; ce bonheur est dédaigné, puisqu'on n'y pense pas.

Je ne dirai donc pas que l'idée du mérite et l'idée connexe de la récompense, l'idée du démérite et l'idée connexe de la punition, que ces quatre idées dérivent de la définition sociale du bien moral, et sont étrangères aux autres systèmes de morale ; ce serait les refuser à l'analyse psychologique ; je dirai seulement qu'elles n'ont leur force et leur originalité qu'associées à la définition sociale du bien, à la suite de cette définition et si l'on a interprété le devoir d'après cette définition, ou tout au moins dans les doctrines morales de désintéressement, qui peuvent être rat-

tachées à la morale du bien social, comme s'accordant partiellement avec elle par l'idée du non-bonheur voulu qui leur est commune avec elle.

Ainsi le mérite et le démérite, la récompense et la punition, voilà la part minimum que doit faire à l'eudémonisme toute morale qui ne se met pas en opposition avec le sens commun. L'axiome du mérite est comme la réfutation par l'absurde des morales qui excluent systématiquement l'idée du bonheur. Une morale de désintéressement, qui définit le bien par le vrai, le beau, la perfection ou la liberté, est contrainte de reconnaître, avant de se clore, que, dans certains cas, le bonheur est bien, et aussi son contraire, le malheur ; elle est donc forcée de faire une part à l'eudémonisme, tardivement et contrairement à ses principes. De même la doctrine morale qui refuse de donner une matière au bien moral est contrainte de reconnaître qu'il a pour matière, en partie et dans certains cas, le bonheur ou le malheur. — Qu'est-ce, en effet, que le souverain bien, dans cette doctrine ? C'est l'accord de la vertu et du bonheur, le bonheur venant récompenser la vertu.

Si j'avais provisoirement laissé sans définition, sans matière, le bien moral, le bien obligatoire, ajournant cette définition après l'achèvement de la morale formelle, c'est-à-dire du système logique des concepts moraux, je serais contraint, en ce moment, de définir une partie du bien moral par le bonheur et le malheur ; j'aurais pu suivre cet ordre ; mais ne voit-on pas combien il eût été bizarre de dire que le bien moral et le mal moral pouvaient rester indéterminés, ne pas recevoir de définition, et, ensuite, de rencontrer une définition partielle qui s'impose à l'esprit, pour les cas où ce bien et ce mal s'appellent l'un sanction et l'autre antisancion ? J'aurais pu, si j'avais voulu, faire une morale purement formelle sur la base unique de l'analyse psychologique ; j'aurais pu dire que l'individu vise toujours une fin, mais qu'il peut choisir entre plusieurs fins ; qu'il peut adopter le beau, le vrai, la perfection, la liberté, et j'aurais pu ne pas dire quelle fin, en définitive, il doit adopter, ajournant ce problème après l'étude complète des concepts moraux. Mais, une fois arrivé aux idées de récompense et de punition, j'aurais constaté alors que l'individu qui a adopté une fin, quelle que soit cette fin, est contraint par sa propre pensée individuelle à considérer le bonheur, quand il est mérité, comme moralement bon, le malheur mérité, de même, comme moralement bon, le bonheur et le malheur antimérités comme moralement mauvais. Donc il y aurait désaccord entre cette partie finale de la morale et la partie antérieure ; une sorte

de bizarrerie en résulterait, difficile à réparer par une tardive définition du bien moral et du mal moral considérés en général. C'est pour cela qu'après avoir suivi l'ordre des concepts moraux, tels qu'on les trouve dans le tableau que j'ai tracé récemment, depuis la fin jusqu'à l'obligation et à l'acte bon, j'ai interrompu cette étude psychologique et logique pour poser et commenter la définition sociale du bien ; depuis lors, je continue à étudier les concepts moraux tels qu'ils existent dans la conscience, en allant des moins compréhensifs aux plus compréhensifs ; mais, désormais, les idées d'obligation, d'acte bon, de mérite, etc., sont comme imprégnées par la définition du bien donnée auparavant, de telle sorte que ces idées sont plus vivantes et n'ont plus ce caractère purement formel qu'elles auraient gardé, si j'avais suivi l'autre méthode.

En résumé, les morales qui ne définissent pas le bien par le bonheur, comme fait notre théorie, s'accordent très difficilement avec les idées de mérite et de sanction auxquelles elles doivent pourtant faire une place pour être complètes. Notre théorie a déjà placé le bonheur au centre de la morale en définissant le bien moral ; aussi aura-t-elle, sans doute, moins de peine à faire l'accord entre ses différents éléments.

Cet accord est pourtant, même pour nous, un problème.

L'axiome du mérite : tout bonheur consécutif à une bonne action est moralement bon, axiome que l'on peut appeler axiome du souverain bien, et les trois axiomes qui le complètent, ou, plus simplement, les idées de mérite, de démerite, de sanction, d'antisanction, qui sont le couronnement, l'achèvement de la morale humaine, nous présentent la réconciliation du bonheur et du bien moral, du malheur et du mal moral, qui étaient précédemment opposés. La récompense est un bonheur qui est bien ; l'antirécompense est un malheur qui est mal ; et, en même temps, les mêmes axiomes et les mêmes idées nous montrent l'irréductible originalité des idées morales, considérées dans leur ensemble, si on les compare à l'eudémonisme ; car, dans certains cas, le malheur est moralement bon, et le bonheur est moralement mauvais, la punition étant un malheur qui est bien, l'antipunition étant un bonheur qui est mal.

Rappelons, d'autre part, que le bien moral a été défini, d'abord et sommairement, par le bonheur, ensuite, avec plus de précision, par le bonheur refusé pour soi, voulu pour autrui ; le mal moral à son tour a été défini par le malheur considéré en autrui, et là, condamné, détesté, antivoulu. Dès lors, la morale consiste en un système de rapports très spéciaux entre des termes relati-

vement simples, et ces termes se réduisent à deux : 1° l'état de bonheur ou de malheur des agents moraux ; 2° les volontés, c'est-à-dire les intentions actives des agents moraux. — Après les termes, fixons les rapports : 1° il y a bien ou mal dans les actes des agents, selon que les volontés des agents se portent vers le bonheur personnel des agents eux-mêmes ou vers le bonheur des autres agents : tel est le point de départ, la définition du bien et du mal ; 2° le bonheur ou le malheur des personnes mêmes qui ont agi dans un sens ou dans l'autre est bien ou mal ; c'est l'idée nouvelle : sanction, antisanction.

Il faut établir l'accord entre les deux thèses ainsi formulées.

La vie et les œuvres de Molière.

Cours de M. ABEL LEFRANC,

Professeur au Collège de France.

« *Amphitryon* ».

Avant d'aborder l'étude d'*Amphitryon*, je vous ai montré, dans ma dernière leçon, qu'il fallait définitivement abandonner la vieille tradition suivant laquelle Molière aurait composé sa comédie d'*Amphitryon* dans une vue favorable aux amours de Louis XIV et de M^{me} de Montespan.

Aux raisons que je vous donnais pour appuyer mon opinion, j'en ajoute une autre, dont aucun critique, à ma connaissance, n'a encore marqué toute l'importance : c'est la concordance frappante entre un passage de la scène I du *Sicilien* (« Sotte condition que celle d'un esclave... » etc.) et des passages analogues du Prologue de Plaute conservés dans la première scène de l'*Amphitryon* de Molière :

Sosie, à quelle servitude
Tes jours sont-ils assujettis ? etc... (1).

On peut conclure de là que, dès l'époque où il écrivait *Le Sicilien*, Molière songeait à *Amphitryon*, lisait la pièce de Plaute, et, par suite, était bien loin, en prenant des notes pour sa prochaine pièce, de songer à une glorification quelconque de l'adultère royal, puisque cet adultère est postérieur en date à la représentation du *Sicilien*.

La vérité est que Molière, en choisissant ce sujet d'*Amphitryon*, a voulu traiter un thème que Rotrou avait traité lui-même avec succès dans *Les Sosies*, joués en 1636. La pièce de Rotrou, nous l'avons vu, était encore représentée en 1650 au théâtre du Marais, avec un grand luxe de machines, sous le titre de la *Naissance*

(1) Sosie, dans Plaute, disait :

*Opulento homini hoc servitus dura est ;
Hoc magis miser est divitis servos, etc.*

d'*Hercule*. Nous sommes donc autorisés à penser que l'*Amphitryon* de Molière, — comme le *Festin de Pierre* du même auteur, — doit sa naissance à la rivalité entre le Palais-Royal et une autre des troupes alors en faveur dans la capitale.

La fable qui fait le sujet d'*Amphitryon* est, d'ailleurs, très ancienne, et elle s'est perpétuée à travers toutes les littératures.

On la trouve déjà dans l'antiquité indienne. L'histoire du héros grec, fils d'Alcée et rival de Jupiter, fut traitée aussi par Euripide et Archippus, dont les drames sont perdus.

Il faut en venir tout de suite à la comédie de Plaute, qui est le seul monument que nous a transmis l'antiquité gréco-latine à ce sujet, et qui a été la source de toutes les œuvres modernes.

Examinons un peu, en détail, cette œuvre très agréable du comique latin. Vous la trouverez d'abord dans les œuvres de Plaute, bien entendu, mais aussi, et plus commodément, à la suite de l'*Amphitryon* de Molière, dans l'édition Moland.

La pièce, comme c'est l'habitude chez Plaute, commence par un long prologue : vous savez que ces prologues, chez les comiques latins, ont un double but ; d'abord ils laissent à la foule toujours agitée des spectateurs le temps de se calmer et de faire silence, et, d'autre part, le poète explique en détail le sujet de l'ouvrage, pour que, en cas de tumulte, on ne perde pas de vue la suite et l'ensemble de l'action.

Dans l'*Amphitruo*, c'est Mercure qui récite le prologue. Ces vers, pleins de vives saillies et de boutades plaisantes, sollicitent et amusent le public ; ils n'ont rien fourni au prologue de la comédie de Molière.

Lorsque Mercure a achevé de parler, l'esclave Sosie entre en scène, une lanterne à la main. — Notez que, chez Plaute, Sosie n'est pas marié ; tandis qu'il l'est chez Molière, qui a fait de Cléanthis la femme de Sosie et la suivante d'Alcmène. — Sosie, dans son monologue, admire son audace d'aller ainsi seul la nuit ; il se plaint de la dure condition que les esclaves ont auprès des grands, puis il commence le long récit de la bataille remportée par Amphitryon. Au moment où il s'étonne de la prodigieuse durée de la nuit, il aperçoit Mercure ; après bien des jeux de mots et des quolibets lancés en aparté par chacun d'eux, Mercure enfin interpelle Sosie, le bat, se prétend Sosie, au point que le vrai Sosie se retire en disant (et Molière s'est souvenu de ce passage) : « Que suis-je devenu ? Où m'a-t-on changé ? Comment ai-je perdu ma figure ? Est-ce que je me serais laissé là-bas par mégarde ? »

Jupiter, sous la figure d'Amphitryon, sort de la maison avec

Alcmène, qui le prend pour son mari et qui lui reproche tendrement de partir si tôt. Jupiter la quitte, et lui donne en présent la coupe du roi Pterélas, qu'Amphitryon a reçue pour prix de sa valeur. Puis il disparaît, en permettant enfin à la nuit de faire place au jour.

Le véritable Amphitryon arrive avec Sosie ; Sosie se lance dans des explications très amusantes sur ses deux « moi », à tel point que son maître croit que Sosie est devenu fou. Alcmène sort de la maison et s'étonne de voir son mari si vite de retour. Amphitryon la salue ; elle, étonnée : « Par Castor, te moques-tu de m'aborder ainsi, comme si tu ne m'avais pas vue il n'y a qu'un moment ? Il semblerait à tes discours que tu me rencontres pour la première fois depuis ton retour de la guerre, et qu'il y a longtemps que nous ne nous sommes vus. — *Amphitryon* : « Sans doute, je te vois aujourd'hui, en ce moment, pour la première fois ». — *Alcmène* : « Pourquoi dire cela ? » — *Amphitryon* : « Parce que je ne sais dire que la vérité ». — Le dialogue, très bien conduit et très amusant, se poursuit ainsi longuement. Alcmène redit à Amphitryon tout ce qu'elle a appris de Jupiter, et lui fait représenter la coupe d'or que son mari croyait lui apporter et qui ne se trouve plus dans le coffret que porte Sosie.

Alcmène, très noble et très digne, déclare fièrement : « Il est une dot que je me flatte d'avoir apportée, non pas celle qu'on entend ordinairement par ce mot, mais la chasteté, la modestie, la sage tempérance, la crainte des dieux, l'affection à mes parents, et un esprit de concorde à l'égard de ma famille ; envers toi, la soumission, et, pour les autres, une âme généreuse et bienveillante selon leurs mérites. »

C'est l'idéal noble de la femme antique. Dans Molière, Alcmène sera, non plus une matrone, mais une jeune femme amoureuse ; chacune des deux Alcmènes a ses avantages : celle de Molière nous charme, celle de Plaute ne manque pas d'une vraie grandeur ; — il serait, d'ailleurs, ridicule de décider entre elles, de donner à l'une la supériorité sur l'autre, puisqu'elles répondent à deux conceptions différentes.

Amphitryon finit par menacer sa femme du divorce, et Alcmène répond : « Si je suis coupable, rien de plus juste. » C'est ensuite au tour de Jupiter de venir calmer la colère d'Alcmène. Il n'y réussit pas sans peine. Enfin la paix est conclue, et Jupiter envoie Sosie inviter à dîner Blépharon, le pilote. Sosie est remplacé par Mercure, qui couvre d'outrages le véritable Amphitryon et lui ferme la porte au nez.

Le véritable Sosie arrive avec Blépharon ; il est battu par son

maître. Jupiter étant sorti de la maison, Sosie se met aussitôt du parti du nouveau venu, tandis que le pilote demeure confondu de cette aventure. Jupiter va même jusqu'à prendre Amphitryon à la gorge. Blépharon les sépare, les interroge, et, ne comprenant pas davantage, les quitte pour retourner, dit-il, à ses affaires. — Notez, d'ailleurs, que, pour ces trois dernières scènes, le texte est interpolé.

Jupiter rentre dans la maison pour assister Alcmène, qui vient d'être prise par les douleurs de l'enfantement. Amphitryon veut l'y suivre ; mais le tonnerre gronde, et il tombe évanoui.

Il est ranimé par la servante Bromia, qui lui raconte la merveilleuse délivrance d'Alcmène : l'un des deux enfants qu'elle a mis au jour est fils de Jupiter, et il a étouffé des serpents qui s'élançaient vers son berceau ; l'autre enfant a été engendré par Amphitryon. On voit alors Amphitryon se réjouir : « Par Pollux, dit-il, je ne regrette pas d'être commun en biens avec Jupiter. » Le roi de l'Olympe paraît dans les nuages, apporte la confirmation entière du récit, et annonce les exploits futurs de celui de ces enfants qu'on nommera Hercule.

Telle était cette comédie représentée environ 200 ans avant Jésus-Christ, et qu'on jouait encore aux fêtes consacrées à Jupiter, du temps des empereurs.

Avant Molière et après Plaute, l'histoire d'Amphitryon se retrouve dans notre littérature du Moyen Age : c'est ainsi que, dans le *Roman de Merlin*, elle sert à expliquer non plus la naissance du demi-dieu Hercule, mais celle du grand roi Artus.

La comédie de Plaute reparut au x^v^e siècle, dans sa langue originale, sur certaines scènes italiennes. En 1560, Lodovico Dolce en fit une imitation sous le titre de *Il Marito*. Il y a aussi un *Amphitryon* espagnol et un Portugais (ce dernier de Camoëns, l'auteur des *Lusiades*).

Au x^{vii}^e siècle, avant Molière, je vous ai cité *Les Sosies* de Rotrou (1636), devenus en 1650 une grande pièce à machines, la *Naissance d'Hercule*.

En 1653, on représenta à la cour le grand *Ballet de la Nuit*, composé par Benserade et machiné par Torelli.

Enfin, quinze ans après le *Ballet de la Nuit*, Molière, à son tour, s'empara de ce sujet et en fit les trois actes charmants qui sont une des merveilles de notre poésie.

*
* *

Nous n'avons pas à rechercher si Molière l'a emporté sur P'aute, et à renouveler ici la querelle des anciens et des modernes.

Ce genre de disputes nous paraît, aujourd'hui, assez peu intéressant. Replaçons et laissons chacun des deux chefs-d'œuvre dans le milieu où il a paru, et admirons-les l'un et l'autre, en tenant compte de la différence des croyances, des mœurs et des temps, qui donnent à chacune de ces pièces son caractère distinct.

L'*Amphitryon* de Molière s'ouvre par un prologue, dont les vers sont admirables de grâce, de variété et de douceur.

On voit d'abord apparaître Mercure, sur un nuage, et La Nuit, dans un char traîné par deux chevaux :

MERCURE.

Tout beau ! charmante Nuit, daignez vous arrêter.
Il est certain secours que de vous on désire ;
Et j'ai deux mots à vous dire
De la part de Jupiter.

LA NUIT.

Ah ! ah ! c'est vous, seigneur Mercure !
Qui vous eût deviné là, dans cette posture ?

MERCURE.

Ma foi, me trouvant las, pour ne pouvoir fournir
Aux différents emplois où Jupiter m'engage,
Je me suis doucement assis sur ce nuage,
Pour vous attendre venir.

LA NUIT.

Vous vous moquez, Mercure, et vous n'y songez pas ;
Sied-il bien à des dieux de dire qu'ils sont las ?

MERCURE.

Les dieux sont-ils de fer ?

LA NUIT.

Non ; mais il faut sans cesse
Garder le *decorum* de la divinité.
Il est de certains mots dont l'usage rabaisse
Cette sublime qualité ;
Et que, pour leur indignité,
Il est bon qu'aux hommes on laisse.

Je voudrais pouvoir vous lire tous ces vers, qui ont encore leur charme et leur fraîcheur première : c'est un véritable enchantement ; il semble que Molière n'ait jamais donné rien de plus délicieux et de plus accompli.

Vous connaissez tous la première scène : Sosie faisant à sa

lanterne — c'est-à-dire à Alcmène — le récit de la bataille. Ce dialogue entre Sosie et son interlocutrice imaginaire est vraiment d'une vie et d'un entrain admirables. Molière me paraît avoir atteint la perfection de son art dans ces pièces trop souvent négligées, que la gloire des grands chefs-d'œuvre a rejetées au second plan. Ne l'oublions pas : l'auteur du *Misanthrope* est aussi celui de l'*Amour médecin*, du *Sicilien*, d'*Amphitryon* ; et ces petits chefs-d'œuvre, tout comme les grands, sont écrits de génie.

Je n'insisterai pas davantage sur la scène II : vous savez comment Mercure, sortant de la maison d'Amphitryon sous la forme de Sosie, en arrive à battre le vrai Sosie, et à lui prouver, par l'histoire des diamants, du jambon et de la bouteille, que le vrai Sosie n'est pas Sosie. Le malheureux Sosie est obligé de s'avouer vaincu :

Je ne saurais nier, aux preuves qu'on m'expose,
Que tu ne sois Sosie, et j'y donne ma voix.
Mais, si tu l'es, dis-moi qui tu veux que je sois ?
Car, enfin, faut-il bien que je sois quelque chose.

La scène III est un dialogue exquis, plein de passion et de tendresse, entre Jupiter, sous la forme d'Amphitryon, et Alcmène. Je vous y renvoie, car je ne puis tout citer.

A la scène IV, nous assistons aux reproches très vifs adressés par Cléanthis à Mercure, qu'elle prend pour son mari Sosie :

CLÉANTHIS, *arrétant Mercure.*

Quoi ! c'est ainsi que l'on me quitte !

MERCURE.

Et comment donc ? Ne veux-tu pas
Que de mon devoir je m'acquitte,
Et que d'Amphitryon j'aie suivi les pas ?

CLÉANTHIS.

Mais avec cette brusquerie,
Traître, de moi te séparer !

MERCURE.

Le beau sujet de fâcherie !
Nous avons tant de temps ensemble à demeurer !

CLÉANTHIS.

Mais quoi ! partir ainsi d'une façon brutale,
Sans me dire un seul mot de douceur pour régle !

MERCURE.

Diantre ! où veux-tu que mon esprit
 T'aille chercher des fariboles ?
 Quinze ans de mariage épuisent les paroles ;
 Et, depuis un long temps, nous nous sommes tout dit.

CLÉANTHIS.

Regarde, traître, Amphitryon ;
 Vois combien, pour Alcmène, il étale de flamme ;
 Et rougis, là-dessus, du peu de passion
 Que tu témoignes pour ta femme.

Et Cléanthis, après le départ de Mercure-Sosie, nous déclare tout net qu'elle « enrage d'être une honnête femme ».

Nous voici au second acte. Amphitryon accable d'injures et de reproches son malheureux valet, aux discours duquel il ne comprend rien. Le dialogue est étincelant, et je n'essaierai pas de vous le résumer.

A la scène II, nous voyons Alcmène se rendre au temple avec Cléanthis, lorsqu'elle rencontre Amphitryon. « Quoi ! de retour si tôt ? » s'écrie-t-elle. On conçoit qu'un tel accueil paraisse froid au mari d'Alcmène. Une dispute s'engage entre les deux époux. Alcmène prétend avoir déjà vu Amphitryon depuis son retour et avoir reçu de lui le nœud de diamants qu'il lui destinait. On vérifie : le coffret est vide, en effet.

SOSIE.

Ma foi, la place est vide.
 Il faut que, par magie, on ait su le tirer,
 Ou bien que de lui-même il soit venu, sans guide,
 Vers celle qu'il a su qu'on en voulait parer.

AMPHITRYON, *à part*.

O dieux, dont le pouvoir sur les choses préside,
 Quelle est cette aventure, et qu'en puis-je augurer
 Dont mon amour ne s'intimide ?

.
 O ciel ! quel étrange embarras !
 Je vois des incidents qui passent la nature ;
 Et mon honneur redoute une aventure
 Que mon esprit ne comprend pas.

La scène III, qui s'oppose plaisamment à celle-ci, met en relief la vertu forcée de Cléanthis, qui a toujours sur le cœur le départ précipité de celui qu'elle croyait son mari.

A la scène IV, voici Jupiter qui vient « rapaiser » Alcmène. Il entre dans la maison ; et la scène V entre Cléanthis et Sosie n'a

pas d'autre but que de donner à Jupiter le temps de reparaitre avec Alcmène. Les deux soi-disant époux se réconcilient (scène V), et (scène VII) Sosie, de son côté, essaie de faire sa paix avec Cléanthis. Mais la chose est impossible, et Cléanthis finit par déclarer :

On se lasse parfois d'être femme de bien.

L'acte III s'ouvre par un monologue d'Amphitryon : il est las, dit-il, de sa destinée ; cependant, il pense que tout s'explique par la démence de sa femme.

La scène II est un dialogue étincelant et inextricable entre Mercure, sur le balcon, et Amphitryon, dans la rue. Mercure, qu'Amphitryon prend pour Sosie, refuse d'ouvrir la porte, et lui apprend qu'Amphitryon

Est auprès de la belle Alcmène
A jouir des douceurs d'un aimable entretien.

La fureur du véritable Amphitryon est à son comble (scène III), et il médite de noirs projets de vengeance.

Là-dessus survient, avec deux capitaines thébains, le vrai Sosie (scène IV). Amphitryon veut le tuer ; mais l'arrivée de Jupiter (scène V) le sauve, et porte à son comble l'anxiété d'Amphitryon. Les deux capitaines se joignent à Jupiter, qu'ils croient le véritable Amphitryon. Jupiter les invite à dîner, et Sosie proclame bien haut que

Le véritable Amphitryon
Est l'Amphitryon où l'on dîne.

Mais, tandis que Jupiter et les deux capitaines entrent dans la maison (scène VI), Mercure prend de nouveau à partie le malheureux Sosie (scène VII) et le met dehors. La scène est très amusante et fait éclater la pleutrerie du personnage de Sosie.

Amphitryon arrive là-dessus (scène VIII) avec quelques officiers ; il est décidé à éclaircir tout ce mystère. Stupeur de Cléanthis en apercevant Amphitryon : « Las ! vous êtes là-haut, et je vous vois ici ! » s'écrie-t-elle (scène IX). Le dénouement approche : Mercure l'annonce dans la scène X, et, dans la scène XI et dernière, Jupiter lui-même paraît « dans une nue, sur son aigle, armé de son foudre, au bruit du tonnerre et des éclairs » :

Regarde, Amphitryon, quel est ton imposteur ;
Et, sous tes propres traits, vois Jupiter paraître.

A ces marques, tu peux aisément le connaître ;
Et c'est assez, je crois, pour remettre ton cœur
Dans l'état auquel il doit être,
Et rétablir chez toi la paix et la douceur.
Mon nom, qu'incessamment toute la terre adore,
Etouffe ici les bruits qui pouvaient éclater.
Un partage avec Jupiter
N'a rien du tout qui déshonore.....

Les explications de Jupiter arrachent à Sosie cette réflexion plaisante :

Le seigneur Jupiter sait dorer la pilule.

Et le même Sosie dégage à sa façon la morale de la pièce, en concluant :

Et que chacun chez soi doucement se retire.
Sur telles affaires, toujours
Le meilleur est de ne rien dire.

★
* *

Entre les mains de Molière, ce sujet, vous le voyez, est devenu quelque chose de très français.

Tandis que, chez Plaute, il y a beaucoup de gravité dans le langage de Jupiter, d'Amphitryon et d'Alcmène, et que l'auteur, traitant ce thème mythologique, propose, pour cette œuvre mélangée et, par certains côtés, religieuse, le nom de *tragi-comédie* ; — tandis que Rotrou, un peu trop asservi à l'imitation de la comédie latine, a laissé à la pièce son caractère mixte, en y ajoutant à peine quelques traits nouveaux que Molière utilisera, — Molière, lui, a bien compris ce qu'un tel sujet devait être pour demeurer amusant sur notre théâtre : il en a tiré une pièce franchement comique, il a fait une satire irrévérencieuse des divinités mythologiques, sans toutefois tomber dans la parodie facile et vulgaire. Si, parfois, il fait songer à l'*Enéide travestie* et s'il annonce même la *Belle Hélène*, reconnaissons que sa satire vaut surtout par le goût, l'esprit, la juste mesure dans la malice ; et ce sont là des qualités très françaises, déployées dans un genre toujours cher aux Français.

De plus, la pièce de Molière est écrite en vers libres et en rimes croisées. Sous ce rapport, *Amphitryon* est un modèle incomparable de ce mètre appliqué à la comédie. Dans un petit travail qui fait partie des *Mélanges de Philologie* offerts à M. Brunot par ses élèves et ses amis (1904), M. H. Châtelain a étudié le vers

libre employé par Molière dans *Amphitryon*. Il cherche à démontrer que Molière ne s'est pas appliqué à donner à la versification d'*Amphitryon* la forme des stances libres ; et que si, malgré cela, les groupes de rimes complets ressemblent encore très souvent à des stances, c'est parce que, dans une œuvre dramatique, le poète recherche et trouve d'instinct, pour sa période poétique, une forme d'un contour net et d'un dessin bien arrêté.

Tel est ce chef-d'œuvre étincelant de grâce, de malice, de verve, d'ingéniosité. Avec *Amphitryon*, Molière montrait magnifiquement combien son génie savait se renouveler et demeurer original jusque dans l'imitation. Nous avons une preuve de plus de cette heureuse souplesse d'esprit dans la comédie de *Georges Dandin*, que nous examinerons dans notre prochaine leçon.

Histoire intérieure de la France depuis 1870.

Cours de M. CHARLES SEIGNOBOS,

Professeur à l'Université de Paris.

Premier effort de réorganisation. — Constitution provisoire (mai-août 1871).

Nous avons vu comment s'étaient constitués en France deux gouvernements rivaux, l'un légal à Versailles, l'autre insurrectionnel à Paris, comment toutes les tentatives de conciliation avaient échoué, comment la guerre civile avait éclaté et pris la forme d'un siège de Paris par les troupes du gouvernement légal, comment enfin le gouvernement insurrectionnel avait été écrasé par l'entrée de l'armée à Paris. Le gouvernement de Thiers et de l'Assemblée reste seul maître.

Le programme, annoncé par Thiers à Bordeaux, à deux reprises, en prenant le pouvoir et avant de partir pour Paris, consistait à réorganiser le pays avant de prendre une décision sur le régime définitif de la France, à décider les mesures pratiques de détail sur lesquelles la majorité et le gouvernement étaient d'accord, avant de discuter la constitution sur laquelle on ne s'entendait pas. La réorganisation du pays a été faite d'abord, en 1871 et 1872; la constitution n'a été votée que beaucoup plus tard, en 1875. Mais on ne pouvait pas opérer sans un gouvernement ayant au moins une apparence régulière : c'est ainsi que s'est établie une constitution provisoire. Nous allons voir aujourd'hui :

1° Comment le travail de réorganisation annoncé à Bordeaux et à peu près complètement arrêté pendant la guerre civile commence par des mesures urgentes.

2° Comment la question du régime définitif de la France, tenue en suspens par le pacte de Bordeaux, a été posée par une tentative de restauration monarchique, qui aboutit à un nouveau classement des partis.

3° Comment l'échec de cette tentative conduit à l'établissement d'une constitution provisoire.

Pour cette période qui va d'avril à septembre 1871, les docu-

ments principaux sont : l'*Officiel* et les *Annales de l'Assemblée*. Un recueil commode est la *Collection des lois* de Duvergier de Hauranne, où se trouvent en note des discussions sur les points principaux. Il y a en outre les journaux, les revues, dont nous avons déjà parlé et les souvenirs. Les plus importants sont ceux de Jules Simon : le *Gouvernement de M. Thiers*, du côté républicain ; et, du côté de la droite, ceux de de Falloux, d'E. Daudet, du duc d'Aumale, de Meaux. Parmi les travaux écrits, on peut consulter ceux de Denis, de Hanotaux (très sommaire pour cette partie), de Zévort (très faible pour cette période) et l'ouvrage de M. Debidour sur l'Eglise catholique et l'État.

I. — La réorganisation porte sur les organes nécessaires à la vie pratique : les conseils municipaux et généraux, la presse, l'armée, les finances. Elle se fait par une série de mesures qui se répartissent sur une durée de près d'un an et demi. Il y a un grand inconvénient à les présenter en un exposé d'ensemble : on ne voit pas comment elles ont été influencées par les conditions du moment.

A) D'avril à juin sont prises plusieurs mesures, rendues nécessaires par les circonstances.

En premier lieu, l'Assemblée vote la loi municipale. Cette loi est réclamée à Paris et imposée à l'attention par l'insurrection communaliste. L'Assemblée, d'autre part, ne veut pas prendre une décision ne concernant que Paris. En outre, dans les départements, un certain nombre de conseils municipaux, élus sous l'Empire, ont été dissous et remplacés par Gambetta par des commissions municipales républicaines : les conservateurs tiennent à faire cesser, le plus vite possible, cet état de choses. C'est pourquoi l'article 1^{er} de la loi municipale ordonne la suppression immédiate de toutes les commissions municipales et le départ des maires choisis en dehors du conseil municipal. L'initiative de la loi est prise par les membres de l'Assemblée. Deux projets sont déposés, l'un le 3, l'autre le 7 mars. La discussion a lieu en avril. La loi est promulguée le 16 avril. Presque tous les partis sont d'accord : la loi municipale avait été un terrain d'opposition commun à tous les ennemis de l'Empire. Tous avaient protesté contre la nomination des maires par le pouvoir central. Aussi, malgré le gouvernement et la commission, par 279 voix contre 269, l'Assemblée vote un amendement décidant que tous les maires sans exception seront élus par les conseils municipaux. Mais Thiers réclame et déclare à l'Assemblée : « Vous me demandez de rétablir l'ordre et vous m'en ôtez les moyens. » Finalement, on adopte un amendement transactionnel : les maires seront nom-

més par décret dans les villes de plus de 20.000 habitants et dans tous les chefs-lieux de département et d'arrondissement. Ce régime est présenté comme provisoire, en attendant une loi organique, et est établi pour trois ans. On institue pour Paris un régime exceptionnel. Paris nomme 80 conseillers municipaux (un par quartier), qui élisent, chaque session, un président du conseil municipal. Dans chaque arrondissement, le pouvoir central nomme un maire et des adjoints. C'est le régime actuel.

B) En ce qui concerne la presse, le régime impérial disparaît. Le cautionnement est supprimé. Une loi du 15 avril rend au jury le jugement des délits de presse. Cependant une loi du 11 juillet rétablit le cautionnement. Le gouvernement propose le retour au régime antérieur, institué par le décret de 1852. Mais la commission diminue les chiffres et restreint l'application du maximum (24.000 francs) au département de la Seine. On exige un cautionnement des journaux non politiques paraissant plus d'une fois par semaine. En somme, c'est un retour au régime libéral monarchique de 1849.

C) L'armée avait été désorganisée par la guerre. Thiers la réorganise conformément à la loi de 1869. Le 29 juin, il la passe en revue (120.000 hommes, dont 15.000 cavaliers). Ce fut une grande cérémonie patriotique à laquelle assistèrent les membres de l'Assemblée. Lorsque, après la revue, le maréchal de Mac-Mahon vint saluer Thiers, celui-ci éclata en sanglots.

D) Les finances sont également désorganisées. Dans les départements envahis, l'impôt est perçu par les Allemands. Le déficit du budget, évalué d'abord pour 1870 à 649 millions et pour 1871 à 987, fut, en réalité, pour 1870 de 1.481 millions et pour 1871 de 1.090. Jusque-là le gouvernement s'est procuré l'argent par des emprunts à la Banque (jusque fin juin, le gouvernement a ainsi emprunté 1.485 millions) et fait un petit emprunt à l'étranger.

D'autre part, le traité oblige la France à payer 5 milliards qualifiés d'indemnité, et qui, en fait, constituent une rançon payée pour obtenir l'évacuation des départements de l'Est ; c'est ce qui explique que l'opération se soit toujours appelée libération du territoire. Il y avait avantage à payer vite pour hâter la libération (le paiement de l'indemnité était partagé en termes, et à chaque paiement correspondait l'évacuation d'une partie du territoire). L'opération était donc urgente et le gouvernement résolut de se procurer d'abord deux milliards.

Pour le faire, divers systèmes étaient proposés. L'idée d'une souscription nationale était née à Nancy. Autorisée, elle produisit 6.850.000 francs. De Carayon-Latour et Philippoteaux proposent

un impôt de 3,50 à 5 p. 100 sur le capital. Le gouvernement se décide à faire un emprunt. On écarte l'idée d'une émission d'obligations du type des obligations de chemins de fer remboursables en quatre-vingt-dix-neuf ans ou d'obligations avec primes et lots remboursables en trente-deux ans. Thiers, d'accord avec les financiers (il croyait ne pas pouvoir réussir sans leur appui), demande, le 5 juin, à l'Assemblée l'autorisation d'émettre un emprunt perpétuel. Les conditions furent très onéreuses : l'émission eut lieu à 82,50 avec un rapport de 5 p. 100. C'était une prime énorme offerte aux souscripteurs. Aussi le succès fut très grand. Il y eut 4 milliards 497 millions de souscrits. Le résultat fut regardé comme un très grand succès ; car il donnait la preuve que la France avait toujours du crédit.

II. — Pendant qu'on prend ces mesures urgentes se pose la question du régime définitif de la France.

A) L'initiative est prise par le parti royaliste. Il a la majorité dans l'Assemblée et le régime provisoire de gouvernement lui est défavorable. Il est mécontent du titre de chef du pouvoir exécutif de la République française donné à Thiers ; il est inquiet des promesses faites par Thiers, pendant la Commune, aux délégations républicaines des villes. Ces promesses sont révélées par un journal de province. Le 10 mai, Mortimer-Ternaux l'interpelle à ce sujet ; Thiers se fâche et refuse de répondre.

Les royalistes, débarrassés de la Commune, essaient de trancher la question en suspens. Ils avaient attendu la défaite de la Commune et la conclusion de la paix, ne voulant pas faire prendre au roi la responsabilité de la paix. Ils croient l'occasion favorable pour rétablir la monarchie. La tentative est faite à la fois par les royalistes de l'Assemblée et les chefs naturels du parti : les princes de la maison de Bourbon. Mais la maison royale est divisée en deux fractions hostiles : les d'Orléans, représentants de la branche cadette d'un côté, et le comte de Chambord, représentant de la branche aînée de l'autre. Tous, d'ailleurs, sont dans une situation d'exception, le comte de Chambord étant banni par la loi de 1832, les d'Orléans par la loi de 1848. Il faut donc effectuer deux séries d'opérations, d'abord pour abroger les lois d'exil, ensuite pour amener une entente nécessaire à une action commune.

Ce sont les princes d'Orléans qui agissent les premiers. Le duc d'Aumale et le prince de Joinville, oncles du comte de Paris, prétendant, avaient été élus le 8 février, le premier dans l'Oise, le second dans la Haute-Marne et dans la Manche ; où ils avaient des domaines. Le 15 février, ils débarquent en France. Mais Thiers déclare à Decazes que les lois d'exil ne sont pas abrogées et que

les princes s'exposent à se faire arrêter. Ceux-ci s'en vont à Biarritz. Dès lors, ils négocient pour obtenir l'abrogation des lois d'exil. D'une part, pour avoir la majorité à l'Assemblée, ils négocient avec la droite légitimiste. Le général Ducrot arrive à Biarritz avec un programme d'entente : les lois d'exil seront abrogées, le comte de Paris fera au comte de Chambord une visite à Genève. D'Aumale accepte, mais veut que la visite ait lieu après l'abrogation. Il remet à Estancelin pour Dupanloup une déclaration écrite, dans laquelle il affirme que ni lui ni aucun prince d'Orléans « ne feront obstacle au rétablissement de la monarchie légitime ». A Dreux, l'entente parlementaire se fait définitivement (fin de mars) : le comte de Paris fera une visite au comte de Chambord ; les légitimistes voteront l'abrogation des lois d'exil. Mais, d'un autre côté, il fallait négocier aussi avec Thiers. Des tentatives sont faites auprès de lui, au moment où il est encore à Bordeaux. Il ne veut faire qu'une concession de principe : il consentira à ce qu'on valide l'élection des princes, et même à ce qu'on abroge les lois d'exil, mais à la condition que les princes donnent leur démission de députés. Dans une conversation qu'il a vers le milieu de mai avec d'Haussonville, délégué des princes, il déclare qu'il faut ménager les républicains : « Les républicains ne sont pas les plus nombreux, dit-il ; mais ce sont les plus décidés et les plus énergiques. Ils dominent de plus en plus dans les villes. Il faut donc aller à la République, au moins provisoirement. » En outre, il est personnellement hostile à une entente avec le comte de Chambord (le 8 juin, il dira en parlant des princes d'Orléans : « Leur dignité, c'est de ne point abdiquer »).

Ainsi les princes d'Orléans sont pris entre deux politiques inconciliables, l'entente avec Thiers et la fusion. De son côté, d'ailleurs, Thiers ne veut pas aider les princes et prendre l'initiative d'une mesure qui risque de rompre l'équilibre existant au profit d'une des trois fractions qui se disputent le trône (légitimistes, orléanistes, impérialistes). Ce sont les membres de l'Assemblée qui vont en prendre l'initiative. Le 2 juin, est déposé un projet de loi demandant l'abrogation des lois d'exil dirigées contre les princes de la maison de Bourbon : on faisait donc disparaître les mesures dirigées en même temps contre la branche cadette et la branche aînée ; c'était le commencement de la fusion. Thiers cherche à gagner du temps ; il invoque des raisons d'opportunité. Mais il est obligé de céder, et, le 8 juin, la loi est votée à une énorme majorité, qui comprend même des républicains.

La conséquence immédiate de ce vote, c'est que les princes rentrent en France. Les d'Orléans se rendent ouvertement à

Versailles. Thiers les reçoit le 12 juin. Le 1^{er} juillet, ils assistent à un grand dîner donné chez Thiers ; ils y sont considérés comme des princes. Ils annoncent la fusion. Thiers paraît résigné.

B) La fusion est acceptée par la majorité et les d'Orléans. Le 30 juin, le comte de Paris écrit au comte de Chambord et déclare qu'il est prêt à se rendre auprès du chef de sa maison. Le succès ne dépend plus que du chef de la branche aînée. Mais le comte de Chambord est, lui aussi, rentré en France secrètement pour se rendre à Chambord. En passant à Paris, il a vu les chefs du comité légitimiste de Paris, notamment le président, le marquis de la Ferté. Il a dit son intention de publier un manifeste et de maintenir le drapeau blanc. Cette question du drapeau était un obstacle aux essais de fusion depuis 1850. En 1857, une lettre du comte de Chambord où il disait : « Ce n'est pas loin de la France et sans la France qu'on peut disposer d'elle, » avait semblé ajourner la décision sur ce point jusqu'après le rétablissement. De la Ferté a insisté auprès du comte pour le faire revenir sur sa décision ; puis, devant son obstination, il a donné sa démission. Mais tout cela a été fait en secret.

Les royalistes apprennent, en même temps, la présence du comte de Chambord en France et ses intentions. Le 2 juillet, en quittant Chambord, celui-ci répond au comte de Paris. Sur un ton impersonnel et froid, il lui écrit qu'il ne peut pas encore recevoir sa visite et qu'il va « s'expliquer sur certaines questions réservées ». Le comte de Paris prévient les royalistes qui ont négocié ; de la Ferté raconte ce qui s'est passé. On décide d'empêcher la publication du manifeste. La droite se réunit, élit trois délégués, auxquels on adjoint l'évêque-député Mgr Dupanloup. La délégation se rend auprès du comte de Chambord, lui explique le danger ; mais il reste inébranlable (5 juillet).

Le lendemain paraît le manifeste daté du 5 juillet. Le comte de Chambord y expose son programme général de gouvernement et se prononce pour une monarchie constitutionnelle, libérale, décentralisatrice ; mais il maintient le drapeau blanc. L'impression produite fut très grande. Elle remplit les républicains de joie et les royalistes de douleur. Ceux-ci se concertent : la grande majorité décide de faire paraître une proclamation. Les royalistes y déclarent que « les hommes attachés au principe de la monarchie héréditaire et représentative, parce qu'ils y voient une garantie de salut pour le pays, restent dévoués aux intérêts de la France et de ses libertés. Pleins de déférence pour ses volontés, ils ne se séparent pas du drapeau qu'elle s'est donnée ».

C) La tentative de restauration par la fusion acceptée des orléanistes a donc avorté par la volonté du chef de la branche aînée. En même temps, les royalistes ont pris l'offensive sur les deux terrains de la politique intérieure et de la politique extérieure.

Pour ce qui est de la politique intérieure, le chef des orléanistes fusionnistes, le duc d'Audiffret-Pasquier, a réclamé que l'on fixe à une date prochaine les élections aux 113 sièges vacants à l'Assemblée. Comme les élections à l'Assemblée avaient lieu au scrutin de liste, 46 départements allaient avoir à voter et les royalistes espéraient que ces élections seraient une grande manifestation contre les radicaux.

En ce qui concerne la politique extérieure, les royalistes se montrent partisans du pouvoir temporel de la papauté. Mécontent de la loi de garantie, le Pape pousse les évêques de France à agir sur le gouvernement. Ceux-ci présentent des pétitions, où ils demandent à l'Assemblée « d'inviter le gouvernement à se concerter avec les puissances étrangères, afin de rétablir le Souverain Pontife dans les conditions nécessaires au libre gouvernement de l'Eglise ». De son côté, le comte de Chambord se déclare partisan du rétablissement du pouvoir temporel du Pape.

Les élections demandées par les royalistes sont fixées au 2 juillet. Elles sont préparées par des comités. A Paris, il y a 21 députés à élire par suite des démissions. Comme sous l'Empire, ce sont les rédacteurs de journaux qui prennent l'initiative de la campagne. Après une première réunion, ils se scindent. La majorité conservatrice forme le comité de l'*Union parisienne de la presse*, auquel adhèrent 20 journaux ; les républicains forment un *Comité républicain*. Entre les deux se fonde le Comité Renouard avec le *Temps*. De l'ancien parti radical, il reste la *Ligue des droits de Paris*, fondée en avril pour arriver à une conciliation entre le gouvernement et la Commune. Après avoir essayé de s'entendre avec le Comité républicain, elle fait paraître, à elle seule, une liste radicale.

Le résultat des élections est tout l'opposé de celui qu'attendaient les royalistes. A cela, il y a deux causes : en premier lieu, la majorité du pays tient au gouvernement de Thiers ; en second lieu, l'opinion est inquiète de l'intervention des évêques qui risque d'amener un conflit avec l'Italie. A Paris, sont élus 5 radicaux et 16 candidats de l'*Union parisienne de la presse*, la plupart ralliés au gouvernement de Thiers ; 39 départements donnent la majorité aux républicains (parmi ces départements

22 avaient élu Thiers, le 8 février) ; 7 départements seulement élisent 12 royalistes. Ce résultat fut regardé comme un désaveu de l'Assemblée par le pays, comme une manifestation pour le maintien de la République et surtout du gouvernement de Thiers.

D) Le résultat des élections coïncide avec l'échec de la fusion. La conséquence de ces deux faits est d'amener un classement définitif des partis. La masse des députés, encore hésitants, se divise en groupes, qui deviennent l'organisation permanente des partis. Il n'y avait d'abord que deux groupes républicains : la Gauche (J. Grévy, J. Simon, J. Favre), qui comprenait les républicains modérés, et l'Union républicaine (Gambetta), formée de radicaux ; en tout, avant les élections du 2 juillet, ils étaient environ 250. Les royalistes se groupaient en deux masses : le Centre droit et la Droite, qui tenaient parfois des réunions communes à l'hôtel des Réservoirs. Restaient un certain nombre de députés flottants, qui hésitaient soit à entrer dans un groupe, soit même à prendre nettement parti au point de vue politique : c'étaient pour la plupart d'anciens orléanistes, amis de Thiers, qui répugnaient à la fusion, et des catholiques libéraux mécontents de la proclamation de l'infailibilité. En somme, comme royalistes décidés, il n'y avait que les légitimistes de la Droite et les orléanistes fusionnistes, comme le duc d'Audiffret-Pasquier.

La constitution des partis se fait à propos de deux questions : la question du drapeau et la question du ralliement à la République. La question du drapeau coupe en deux la Droite légitimiste. La scission se produit à propos de la déclaration que les royalistes font paraître, aussitôt après la publication du manifeste du comte de Chambord. Le gros du parti reste avec la Droite. Mais il se détache une Extrême droite (les cheveu-légers) formée par des députés comme de la Rochette, de Carayon-Latour, tout dévoués au comte de Chambord. Sur la question du ralliement à la République se détachent du Centre droit des orléanistes, qui forment la *Réunion des républicains conservateurs*. Des amis de Thiers se joignent à eux, et ainsi est fondé le Centre gauche, qui comprend des hommes comme Christophle, Casimir-Périer. Enfin un certain nombre de royalistes se réunissent autour de Changarnier et forment le groupe Changarnier.

Presque tous les députés sont, dès lors, encadrés dans des groupes, qui forment une série continue et qui sont, de la droite à la gauche : l'Extrême droite (qui comprend environ 80 membres), la Droite (120 membres), le Centre droit, le groupe Chan-

garnier, le Centre gauche, la Gauche et l'Union républicaine. Ainsi s'organise la division en partis, formant une série continue qui va rester un des traits caractéristiques de la vie politique en France.

III. — Les royalistes sont mécontents de la politique de Thiers et de l'échec de la fusion. Dès lors se manifeste un désaccord entre le gouvernement et la majorité. Thiers, renforcé par le succès des républicains aux élections du 2 juillet, travaille à obtenir un pouvoir régulier en obligeant l'Assemblée à accepter une constitution provisoire. La période de conflit, qui s'ouvre ainsi, comprend les mois de juillet et d'août.

A) Le désaccord porte non seulement sur la forme du gouvernement, mais encore sur la question du personnel administratif et ministériel, sur la politique envers le Pape et sur les réformes pratiques.

Les préfets et les sous-préfets de l'Empire ont été remplacés par Gambetta par des républicains. Picard en a conservé plusieurs. Il nomme les candidats de Thiers. La majorité voudrait des royalistes. D'autre part, la majorité voudrait, suivant la théorie parlementaire, que tous les ministres fussent pris parmi ses membres. Thiers, au contraire, emploie un système de compromis et de bascule. Il a gardé trois républicains (l'Assemblée d'ailleurs en fait partir deux : Picard et J. Favre). En outre, il collabore très étroitement avec ses ministres et ne leur laisse presque aucune initiative, sauf cependant à Dufaure et à Jules Simon.

La question de la politique à suivre à l'égard du Pape est posée par la pétition des évêques. L'Assemblée avait nommé une commission, qui concluait au renvoi « pour un examen attentif et bienveillant » au ministre des affaires étrangères. Thiers demandait l'ordre du jour pur et simple. Le 22 juillet, il prononce un discours, où il déclare qu'il fera de son mieux pour sauvegarder l'indépendance du Pape sans compromettre les rapports de la France avec l'Italie. Mgr Dupanloup lui demande « de ne pas marchander à la religion la place qui lui revient dans la régénération de la société ». Gambetta, qui avait démissionné et qui vient d'être réélu le 2 juillet, déclare qu'il votera l'ordre du jour de Marcel Barthe, qui disait : « L'Assemblée, confiante dans le patriotisme et la prudence du pouvoir exécutif, passe à l'ordre du jour. » Aussitôt Keller vient déclarer au nom des catholiques que, puisque Gambetta l'accepte, lui le repousse. L'Assemblée adopte finalement, d'accord avec Thiers, un compromis : « L'Assemblée, confiante dans... la prudence du gouvernement... renvoie la pétition au

ministre des affaires étrangères ». Mais les catholiques extrêmes sont très irrités.

B) Le désaccord se manifeste sur deux questions pratiques, que l'Assemblée prend l'initiative de faire régler.

La première est la question de la dissolution des gardes nationales. La proposition est faite par 164 membres de l'Assemblée. Le général Chanzy, rapporteur, se déclare partisan de la dissolution. Thiers, qui avait au fond encore la mentalité d'un bourgeois du temps de Louis-Philippe, proteste, déclare que la garde nationale n'est pas une mauvaise institution et que son désarmement immédiat serait dangereux et impraticable. Il menace de donner sa démission. L'Assemblée, émue, accepte un compromis : les gardes nationales seront dissoutes dans toutes les communes, à mesure que les progrès de la réorganisation de l'armée le permettront. L'opération sera effectuée par le gouvernement sous sa responsabilité.

La seconde question est celle des conseils généraux. Une loi a été demandée dès le mois de mars. C'était une des réformes favorites de l'opposition libérale sous Napoléon III. Les idées de décentralisation sont très en faveur. On propose d'introduire le régime belge, de créer dans chaque département une commission départementale toute-puissante en face du préfet. Le gouvernement est mal disposé. Thiers refuse d'affaiblir les préfets et se montre très hostile au projet de commission départementale. La discussion est très vive. Finalement, on aboutit à un compromis : la commission départementale, délégation permanente du conseil général, composée de quatre à sept membres, n'aura pas, comme le voulait l'Assemblée, la tutelle des communes, qui reste aux préfets. Son rôle se réduit à contrôler le préfet. On discute pour savoir si elle sera présidée par le préfet ou si elle élira son président : sur ce point encore, on aboutit à un compromis, en décidant qu'elle sera présidée par son doyen d'âge. Il y a une différence capitale entre ce régime et le régime belge. Les membres de la commission départementale ne sont pas payés. Aussi ne considèrent-ils pas leurs fonctions comme une occupation véritable. Le conseil général reste organisé comme il l'était par la loi de 1866, avec les mêmes attributions. Mais on essaie de lui donner plus de prestige. Le rapport l'appelle une « Assemblée supérieure ». Il a le droit d'élire son bureau, de vérifier les pouvoirs de ses membres (qui lui a été retiré depuis), de présenter des vœux non politiques, de s'associer à d'autres conseils pour délibérer sur des intérêts communs. Il tient deux sessions par an ; ses séances sont publiques, et un compte-rendu en est fourni

aux journaux. Enfin il ne peut pas être dissous par une mesure générale. En somme, cette loi n'introduit, pour ainsi dire, pas de changements ayant une réelle importance politique, et cela grâce à Thiers et malgré la majorité de l'Assemblée.

C) En ce qui concerne l'établissement d'une constitution provisoire, ce sont les amis de Thiers qui en prennent l'initiative. Le 12 août, l'urgence est demandée pour le projet Rivet. Le Centre droit n'ose pas s'y opposer directement. Il fait simplement déposer un contre-projet. Les deux sont renvoyés à une commission en majorité hostile au projet Rivet. Celui-ci est remanié. Le rapport, rédigé par Vitet (d'où le nom de loi Rivet-Vitet), est déposé le 28 août ; la discussion s'ouvre le 30.

Pour décider les royalistes à voter, on lie le vote du projet à la solution d'une question de principe, qui intéresse les royalistes : l'Assemblée a-t-elle le pouvoir constituant ? Pour le prouver, on lui propose de voter une constitution provisoire. Le centre droit est mécontent : Lavergne énumère les sujets de désaccord entre Thiers et la majorité. Néanmoins, ce sont les centres qui votent le projet de loi ; l'extrême droite et la droite le repoussent par hostilité contre la République, les républicains pour ne pas reconnaître à l'Assemblée le pouvoir constituant (31 août).

La constitution provisoire ne fait que confirmer le régime existant. Mais elle précise le caractère en donnant à Thiers le titre nouveau de Président de la République française. Elle consolide aussi les pouvoirs de Thiers en décidant qu'ils dureront autant que les travaux de l'Assemblée. Elle lui donne les pouvoirs d'un roi constitutionnel. Il nomme et révoque les ministres. Il est, cependant, dans une situation exceptionnelle. Il est responsable devant l'Assemblée et peut être entendu par elle.

Ainsi le pacte précaire de Bordeaux est remplacé par une constitution provisoire. Thiers souligne le sens de ce vote par un message, où il dit : « L'honneur que l'Assemblée m'a fait en me décernant la première magistrature de la République... »

E. M.

Sujets de devoirs.

I

UNIVERSITÉ DE PARIS

AGRÉGATION.

Histoire et Géographie.

- I. — La question italienne des Gracques à la mort de Sylla.
- II. — La Prusse de 1802 à 1805.
- III. — Les grands ports de l'Italie.

*
**

ALLEMAND

Thème.

G. FLAUBERT, *Salammbô* (Ed. May, p. 55), depuis : « La lune se levait... », jusqu'à : «... au bas des remparts ».

Version.

STEFAN GEORGE, *der Teppich des Lebens*, Vorspiel : sonnets 1 et 2.

Dissertation française.

La révolution de la poésie lyrique d'après Arno Holz.

Dissertation allemande.

« Ich sollte es der Welt missgönnen, dass man sie mehr aufzuklären suche ? » (LESSING, an seinem Bruder, 2. II, 1774.)

*
* *

ANGLAIS.

Thème.

Taine, *Littérature anglaise*, vol III, depuis : « Trois ans après le retour du roi... », jusqu'à : « ... la prolonge pendant dix vers encore » (Pp. 13-16).

Version.

Hudibras, part. I, canto I, jusqu'à : « In mood and figure, he would do ».

Dissertation française.

Rechercher quelle a pu être l'influence de l'antiquité sur le théâtre anglais du xvi^e siècle.

Dissertation anglaise.

Account for the immediate success of *Hudibras*.

*
* *

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DES JEUNES FILLES.

Psychologie et morale.

Herder prétendait qu'à l'aide des rêves des hommes d'une époque, on parviendrait à reconstituer assez fidèlement cette époque : la relation entre l'état de veille et l'état de sommeil vous paraît-elle aussi étroite ?

Morale et pédagogie.

« Le péché n'est qu'une erreur » pour Malebranche, et Pascal disait : « Travaillons donc à bien penser, voilà le principe de la morale ». Que pensez-vous de cette théorie ?

Littérature.

Appréciez cette pensée de Joubert : « Il y a dans le style de Bernardin de Saint-Pierre un prisme qui lasse les yeux. Quand on

l'a lu longtemps, on est charmé de voir la verdure et les arbres moins colorés dans la campagne qu'ils ne le sont dans ses écrits ».

Morale, et pédagogie.

D'après un auteur contemporain : « Le mal est un mal, non pour le monde dont il ne détruit pas l'indestructible harmonie, mais pour le méchant qui le fait et qui pouvait ne pas le faire. » Discutez cette théorie.

Littérature.

La comédie des *Plaideurs* de Racine vous semble-t-elle aussi légère qu'on le dit communément ? En quoi vous paraît-elle différer de la comédie, telle que l'a conçue Molière ?

*
* *

ALLEMAND.

Thème.

J. HURET, *Rhin et Westphalie*, p. 318, depuis : « Il est vrai que nous n'avons pas de goût... », jusqu'à : « ...vous pouvez reconnaître notre réalisme », p. 320.

Version.

C. A. BERNOULLI, *Franz Overbeck und Friedrich Nietzsche*, I Band (Iena, Diederichs, 1908), p. 133, depuis : « Nietzsche hat stets. . », jusqu'à : « ...mir ist schon Nietzsche. »

Dissertation française.

Analyser le *Dialogue sur des poésies* de H. v. Hofmannsthal.

Dissertation.

« Jedes Wort hat seinen Geruch : es giebt eine Harmonie und Disharmonie der Gerüche und also der Worte. »

*
* *

ANGLAIS.

Version.

TENNYSON, *Dream of Fair Women*, jusqu'à : « And hush'd sera-glio. »

Thème.

BOSSUET, *Histoire universelle*. 3^e partie, ch. vi, depuis : « Malgré cette grandeur du nom romain... », jusqu'à : « ... ne recevoir de loi que de lui-même. »

Composition française.

Place de George Eliot dans le roman anglais.

Rédaction.

The relations of art and modern manufactures.

HISTOIRE ET GÉOGRAPHIE.

- I. — L'administration de Dioclétien.
- II. — Le royaume de Jérusalem.
- III. — Les cyclones.
- IV. — L'administration des finances athéniennes au v^e siècle.
- V. — Les Etats-Unis politiques et économiques, de la fin de la guerre de l'Indépendance à la fin de la présidence de Monroë.
- VI. — La Guyane française.

*
* *

ANGLAIS.

Version.

THACKERAY, *Book of Snobs*, XI, depuis : « And I know this », jusqu'à : « ... whops the schoolmaster. »

Thème.

TAINE, *Littérature anglaise*, vol. V (pp. 109-110), depuis : « Reposons-nous à contempler le gentilhomme de campagne... », jusqu'à : «... tant il s'y intéresse. »

Composition française.

The Book of Snobs.

Rédaction.

Chief elements of english versification.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DES JEUNES FILLES.

Morale et pédagogie.

Appréciez cette maxime bouddhiste : « Fais vœu du devoir. »

Littérature.

La littérature du xix^e siècle avait ouvert la porte du roman aux femmes, pour y conter la seule chose dont elles parussent vraiment capables : l'histoire de leur cœur ; la littérature du xx^e siècle paraît admettre que, par le lent retrait des hommes vers des travaux plus scientifiques ou plus utilitaires, la femme sera le romancier de l'avenir.

Quelles qualités de l'esprit féminin et quelle évolution sociale vous paraissent donner raison à ce pronostic ?

Morale et pédagogie.

On a déclaré « le plaisir de la révolte, le plus vif et le plus sensible de tous ». Quelles raisons peuvent le faire paraître tel, et ne peut-on lui opposer « la joie de l'obéissance » ?

Littérature.

Voltaire, créateur du type de « l'homme de lettres ». Montrez comment il en a poussé au plus haut point la vanité et la dignité.

*
* *

AGRÉGATION DE PHILOSOPHIE.

Dissertation philosophique.

- I. — L'usage des passions en morale selon Descartes.
- II. — Unité et identité de la personne humaine.
- III. — Rapports de la métaphysique de Leibnitz à la religion.

*
* *

AGRÉGATION DES LETTRES.

Composition française.

La bourgeoisie et le peuple chez Molière, particulièrement dans *Don Juan* et dans *Tartuffe*.

Thème latin.

MONTESQUIEU, *Lettres persanes*, lettre 50 (*Extraits*, éd. Jullian, p. 279): « J'ai vu des gens chez qui la vertu était si naturelle... », jusqu'à : « ... ne compromet point son mérite avec l'orgueil des autres. »

Version latine.

CICÉRON, *Orator*, ch. XXXII : « Esse igitur perfecte eloquentis puto... »

Thème grec.

LA BRUYÈRE, *Des Esprits forts*, depuis : « Voulez-vous un autre système, et qui ne diminue rien du merveilleux ?... », jusqu'à : « Qu'est-ce que la règle ? »

Version grecque.

PLATON, *Gorgias*, LXII.

Composition française.

La méthode de composition dramatique dans les *Burgraves* et comment Victor Hugo s'y est pris pour transformer, suivant ses

expressions, une abstraction philosophique en une réalité dramatique.

*
* *

ALLEMAND.

Version.

STEFAN GEORGE, *Teppich des Lebens* ; *Jean-Paul*, p. 59.

Dissertation française.

« Les arts sont de célestes messagers ; dans leurs yeux éternellement jeunes, il y a de l'espérance et d'infailibles promesses. »
(CHERBULIEZ.)

Dissertation allemande.

« Die spielende Erlernung einer andern als der Muttersprache ist überhaupt niemals Sache tief veranlagter, auf den Grund gehender Naturen : es ist nicht zufällig, dass Kinder und Oberkellner in dieser Leichtigkeit hervorstechen. »

Thème latin.

Lettres du XVII^e siècle (éd. Lanson) : Le chevalier de Meré, lettre I, depuis : « Et prenez garde qu'il ne faut pas être fort habile... », jusqu'à la fin.

Version latine.

Lucrèce, V, v. 381-416.

Thème grec.

Diderot, *De la Poésie dramatique*, XXII, depuis : « Dans un même homme... », jusqu'à : « ... ce que j'étais dans un autre. »

Version grecque.

Eschyle, *Agamemnon*, v. 636-680.

Composition française.

L'idéalisme et le réalisme dans la *Petite Fadette*.

Thème latin.

Bossuet, *Lettre à Louis XIV* (Lettres du xvii^e siècle, éd. Lanson, p. 404), depuis : « Il est arrivé souvent... », jusqu'à : « ... le plus important de tous. »

Version latine.

Quintilien, *Inst. Orator.*, lib. II, 12, depuis : « Ne hoc quidem negaverim... », jusqu'à : « ... quod litteræ perpolierunt, quo melius »

Thème grec.

Voltaire, *Dict. philos. : Rire*, depuis : « Que le rire soit le signe de la joie... », jusqu'à : « ... au péché mortel de l'orgueil. »

*
**

AGRÉGATION DE GRAMMAIRE.**Composition française.**

I. — La langue et la versification dans *Tartuffe*.

II. — Victor Hugo a écrit, dans une note de la *Préface de Cromwell* : « On est étonné de lire dans M. Goethe les lignes suivantes : « Il n'y a point, à proprement parler, de personnages historiques en poésie ; seulement, quand le poète veut représenter le monde qu'il a conçu, il fait à certains individus qu'il rencontre dans l'histoire l'honneur de leur emprunter leurs noms pour les appliquer aux êtres de sa création. » On sent où mènerait cette doctrine, prise au sérieux : droit au faux et au fantastique. »

Ne semblerait-il pas que, au moment où il a composé les *Burgraves*, Victor Hugo s'est rapproché de la théorie de Goethe ?

Thème latin.

Voltaire, *Traité de la Tolérance*, XXIII, depuis : « Ce n'est plus aux hommes que je m'adresse... », jusqu'à : « ... ni de quoi s'enorgueillir. »

Version latine.

Velleius Paterculus, I, ch. xvi-xvii, depuis : « Cum hæc particula operis... », jusqu'à : « ... temporum claustris circumdatum. »

Thème grec.

La Bruyère, *De l'Homme*, depuis : « Les enfants ont déjà de leur âme l'imagination et la mémoire... », jusqu'à : « Il n'y a nuls vices extérieurs. »

AGRÉGATION D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE.

- I. — Les légions romaines sous l'Empire.
- II. — Les croisades de saint Louis.
- III. — Le régime électoral en France au xix^e siècle.
- IV. — La défense militaire des Alpes françaises.

*
* *

ALLEMAND.**Thème.**

ROMAIN ROLLAND, *Jean Christophe à Paris (Cahiers de la Quinzaine)*, dans le dialogue de l'auteur avec son ombre depuis p. xxiii : « Tu es un étranger... », jusqu'à p. xxv : « Non, nous ne nous séparerons point... »

Version.

Hugo von Hofmannsthal, la poésie *Erlebnis*.

Dissertation française.

Étudier la langue, le style et le rythme de *Stefan George* et de HUGO VON HOFMANNSTHAL.

*
* *

ANGLAIS.

Version.

MILTON, *Comus*, depuis : « I mean that too, but yet a hilden strength », jusqu'à : « Till all be made immortal » (v. 418-463).

Thème.

LA FONTAINE, *Fables*, le Héron (VII, 4).

Composition française.

La philosophie de G. Eliot.

Rédaction anglaise.

General characteristics of Tennyson's poetry.

*
* *

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DES JEUNES FILLES.

Morale et éducation.

Renan, tout en se réjouissant du repos plus équitable qui devenait le partage des travailleurs, regrettait la lente suppression des vieilles fêtes d'antan. Que pensez-vous de la valeur morale, pédagogique et sociale des fêtes ?

Littérature.

Goethe disait : « Tout ce que j'ai fait, c'est la vie réelle qui l'a fait naître ». — Ses œuvres vous paraissent-elles justifier son assertion ?

Morale et éducation.

Sur cette pensée d'Alfred de Vigny : « Qu'est-ce qu'une grande vie ? C'est un rêve de jeunesse réalisé par l'âge mûr. »

Littérature.

M^{me}. du Deffand écrivait à Voltaire : « Il me prend un désir auquel je ne puis résister : c'est de vous demander, à mains jointes, de faire un éloge, un discours (comme vous voudrez l'appeler, dans la tournure que vous voudrez lui donner) sur notre Molière. » — Si ce vœu avait été réalisé, quels sont les dons de Molière qui auraient été, à votre avis, les plus vantés par Voltaire ?

*
* *

AGRÉGATION DE PHILOSOPHIE.**Dissertation philosophique.**

Descartes et le stoïcisme.

AGRÉGATION DES LETTRES.**Composition française.**

Quelle importance faut-il attribuer à cette déclaration de Rousseau dans les *Confessions* (I, IV, éd. Garnier, p. 151) : « Ma mauvaise tête ne peut s'assujettir aux choses. Elle ne saurait embellir : elle veut créer. Les objets réels s'y peignent tout au plus tels qu'ils sont : elle ne sait parer que les objets imaginaires. Si je veux peindre le printemps, il faut que je sois en hiver ; si je veux décrire un beau paysage, il faut que je sois dans des murs... »

Thème latin.

MONTESQUIEU, *Esprit des Lois*, XI, 11 (*Extraits*, éd. Jullian, I, p. 120) : Diverses significations données au mot liberté. (Tout le morceau.)

Version latine.

TITE-LIVE, XXXV, ch. XLII depuis : « Intentis in apparatus novi belli... », jusqu'à : « ... et accipientem prægravatura. »

Thème grec.

TURGOT, *Discours sur le progrès de l'esprit humain*, extrait, dans Marion et Dereux, des *Pages et Pensées morales*, p. 217, depuis : « Les phénomènes... », jusqu'à : « ... son enfance et ses progrès. »

Version grecque.

ARISTOTE, *Rhétorique*, ch. XIII : Distinction de l'équité et de la justice.

*
* *

UNIVERSITÉ DE RENNES**Thème anglais.**

Celle qui souffrait sans distraction du mauvais état de mes affaires, c'était ma pauvre maman. Et je dois avouer qu'elle ne trouvait en moi que bien peu de consolations. Comme tout enfant unique et gâté, j'étais volontaire, dur même, irritable. A la moindre contradiction je me mettais en colère. Je cherchais des prétextes à la désobéissance et j'affligeais jusqu'aux larmes celle qui n'était déjà que trop accablée du poids de nos malheurs. Bientôt j'étais touché de sa peine, mais j'étais trop fier pour revenir et j'accumulais ainsi des torts graves, qui me laisseront toujours les plus cuisants remords.

Quand je l'ai connue, elle était déjà bien triste de nos épreuves ; mais ses admirables qualités restaient tout entières. Elles faisaient équilibre à la jeunesse un peu légère de mon père, à ses crédules espérances, à sa sécurité dangereuse.

Au bout de douze ans, les chagrins et les privations avaient aigri son caractère. Elle attribuait tous nos malheurs à la négligence de son mari, à ses opérations légèrement entreprises.

Chaque soir, il rapportait les nouvelles du dehors ; ma mère les commentait. J'entrevois bien à ses tristesses qu'il ne la rassurerait pas. Alors, craignant d'en avoir trop dit, il eût voulu se reprendre et feindre la sécurité. Avec un certain rire qu'il affectait précisément lorsqu'il avait un souci à cacher, il jetait ce mot optimiste qui lui était familier : « Oh ! n'importe, on s'en tirera. »

(MICHELET.)

Histoire de la philosophie.

La théorie de la connaissance chez Malebranche.

Version grecque.

Thucydide, VII, 65 : « Δεινὸν οὖν — τι πάθωσι ».

Le gérant : E. FROMANTIN.

POITIERS. — SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE

REVUE HEBDOMADAIRE

DES

COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

La vie et les œuvres de Molière

Cours de M. ABEL LEFRANC,

Professeur au Collège de France.

« George Dandin ».

La comédie de *George Dandin* fut composée à l'occasion des fêtes que Louis XIV donna dans les jardins de Versailles, pour célébrer la conquête de la Franche-Comté et la paix d'Aix-la-Chapelle (signée le 2 mai 1668), qui assurait à la France la possession de la Flandre.

Cette comédie, qui est la vingtième pièce de Molière, avait pour titre *George Dandin, ou le Mari confondu*, pièce en trois actes et en prose. Elle fut représentée, le 15 ou le 18 juillet 1668, dans le parc de Versailles, sur un superbe théâtre, dressé dans une vaste salle de verdure.

George Dandin — j'attire votre attention sur ce point — n'a pas été représenté à part, comme une pièce détachée. « Cette comédie, nous dit la *Gazette* du 21 juillet 1668, était mêlée, dans les entr'actes, d'une espèce d'autre comédie en musique et de ballets », à laquelle succéda une collation de fruits et de confitures en pyramides, servie aux deux côtés du théâtre et présentée aux souverains par les seigneurs qui étaient placés dessus : ce qui, « étant accompagné de quantité de jets d'eau, fut trouvé tout à fait galant par l'assistance de près de trois mille personnes, entre lesquelles étaient le nonce du pape, les ambassadeurs et les cardinaux de Vendôme et de Retz. »

D'un passage de Robinet il ressort que les paroles chantées entre les actes de la comédie étaient aussi de Molière :

En ce beau rendez-vous des jeux,
Un théâtre auguste et pompeux,
D'une manière singulière,
S'y voyait dressé pour Molière,
Le *Mome* cher et glorieux
Du bas Olympe de nos Dieux.

Lui-même donc, avec sa troupe,
Laquelle avait les Ris en croupe,
Fit là le début des ébats
De notre Cour, pleine d'appas,
Par un sujet archi-comique
Auquel rirait le plus stoïque
Vraiment, mal gré bon gré ses dents,
Tant sont plaisants les incidents.

Cette petite comédie
Du cru de son rare génie,
Et je dis tout disant cela,
Était aussi, par-ci par-là
De beaux pas de ballet mêlée,
Qui plurent fort à l'assemblée,
Ainsi que de divins concerts,
Et des plus mélodieux airs,
Le tout du sieur *Lulli-Baptiste*.

.....
D'ailleurs, de ces airs bien chantés,
Dont les sens étaient enchantés,
Molière avait fait les paroles,
Qui valaient beaucoup de pistoles ;
Car, en un mot, jusqu'en ce jour,
Soit pour Bacchus, soit pour l'Amour,
On n'en avait point fait de telles,
C'est comme dire d'aussi belles...

Donc, je le répète, ne séparons jamais cette comédie du cadre dans lequel elle parut pour la première fois : replaçons-la au milieu de ces scènes pastorales et aussi au milieu des pompes des jardins de Versailles, qui furent elles-mêmes un autre cadre plus merveilleux, hors duquel la pièce perdrait son vrai caractère historique.

L'ouverture du théâtre, dit une relation de ces divertissements, est faite par quatre Bergers, déguisés en valets de fêtes, qui, accompagnés de quatre autres Bergers jouant de la flûte, font une danse qui interrompt les rêveries du paysan mal marié et l'oblige à se retirer après quelque contrainte. — Climène et Cloris, deux Bergères amies, entendant le son des flûtes, viennent joindre leurs voix à ces instruments, et chantent. Tircis et Philène, amants

de ces deux bergères, les abordent pour les entretenir de leur passion, et font avec elles une scène en musique. Repoussés, les deux bergers s'en vont désespérés ; après quoi commence le premier acte de la comédie en prose.

Le Paysan marié y reçoit des mortifications de son mariage, et, sur la fin de l'acte, dans un chagrin assez puissant, il est interrompu par une Bergère, qui vient lui faire le récit du désespoir des deux Bergers ; il la quitte en colère, et fait place à Cloris, qui vient faire une plainte en musique sur la mort de son amant. Puis on passe au second acte de la comédie en prose.

C'est une suite des déplaisirs du Paysan marié, et la même Bergère ne manque pas de venir l'interrompre dans sa douleur. Elle lui raconte que Tircis et Philène ne sont point morts, qu'ils ont été sauvés par six Bateliers. Le Paysan, importuné, se retire, et les Bateliers, ravis de la récompense qu'ils ont reçue, dansent avec leurs crocs et se jouent ensemble. Après quoi, on représente le troisième acte de la comédie en prose.

Le Paysan est porté au comble de la douleur par les mauvais traitements de sa femme. Enfin un de ses amis lui conseille de noyer dans le vin toutes ses inquiétudes, et part avec lui pour joindre sa troupe, voyant venir toute la foule des Bergers amoureux, qui commence à célébrer par des chants et des danses le pouvoir de l'amour.

Plusieurs Bergers et Bergères mêlent leurs pas à tout cela, et occupent les yeux, tandis que la musique occupe les oreilles. Après ces chants et danses, toute la troupe de Bacchus arrive ; une lutte poétique s'engage entre les partisans de Bacchus et les partisans de l'Amour, et la pièce se termine par une danse générale.

Voilà le tableau qu'il faut essayer de se remettre sous les yeux, lorsqu'on étudie l'histoire des représentations de *George Dandin*.

Je passe sur la description du souper magnifique qui suivit la comédie. Vous trouverez beaucoup de détails à ce sujet dans l'édition Despois et Mesnard.

George Dandin fut joué encore à la cour au mois de novembre 1668 (quatre fois). Puis la pièce fut donnée au public à Paris, sur le théâtre du Palais-Royal, le 9 novembre de cette même année. Du vivant de Molière, elle ne fut pas souvent représentée (trente-neuf fois à la ville seulement). Depuis, comme le succès était loin de diminuer, il y eut, au temps de Louis XIV, quinze représentations à la cour, et trois cent quinze à la ville, et sous Louis XV, six à la cour, deux cent soixante-dix-sept à la ville. Il en a donc été de *George Dandin* comme de beaucoup d'autres pièces de Molière : le

succès n'est pas venu immédiatement. En revanche, après la mort de l'auteur, et jusqu'à nos jours, les traductions et adaptations littéraires ou musicales qui ont été faites de cette comédie, sont innombrables.

Disons, maintenant, quelques mots de l'état d'esprit des contemporains de Molière, premiers spectateurs de cette pièce.

Aujourd'hui, la situation du malheureux George Dandin nous paraît digne de pitié et plus près de la tragédie que de la comédie. Lorsque nous voyons George Dandin, à genoux et chandelle en main, forcé par les Sotenville de faire amende honorable, cette humiliation du pauvre roturier nous contriste dans nos sentiments d'égalité.

Mais les contemporains n'en ont pas jugé ainsi, comme vous pouvez le penser, et il importe de ne pas oublier que, pour les premiers spectateurs de *George Dandin*, la pièce, selon l'expression même de Robinet, a été « archi-comique ». Le sujet de la comédie de George Dandin, disent les témoignages contemporains, est « un Paysan qui s'est marié à la fille d'un gentilhomme, et qui, dans tout le cours de la comédie, se trouve puni de son ambition » ; ou bien, le sujet « est qu'un riche Paysan s'étant marié à la fille d'un gentilhomme de campagne, ne reçoit que du mépris de sa femme aussi bien que de son beau-père et de sa belle-mère, qui ne l'avaient pris pour leur gendre qu'à cause de ses grands biens. » Et, comme Molière a représenté avec « des couleurs naturelles » le caractère des personnes qu'il introduit, comme il a dépeint « l'humeur et la manière de faire de certains nobles campagnards » par des traits fort ressemblants, la cour a trouvé ce tableau tout à fait plaisant dans son exactitude. Nous ne pouvons nous défaire, nous, de nos sentiments d'humanitarisme, et la vue des malheurs de George Dandin nous émeut ; mais, ne l'oublions pas, les contemporains de Louis XIV n'ont vu dans les infortunes du « mari confondu » qu'une juste et amusante punition de sa sottise, et dans les roueries d'Angélique qu'une série de bons tours joués à un ambitieux qui les méritait bien. Dandin le prétentieux a été puni : tant pis pour lui.

D'autre part, au point de vue moral, nos idées ont changé aussi, et *George Dandin* est une des pièces de Molière qui ont le plus prêté le flanc à la discussion. Ceux qui ont parlé d'immoralité à propos de cette pièce n'ont peut-être pas assez remarqué qu'*Amphitryon* est bien plus immoral — si immoralité il y a — que *George Dandin* ; et ils n'ont pas songé non plus que la Dorimène du *Mariage forcé* est encore moins excusable et moins défendable qu'Angélique, au point de vue moral. Ces réserves

faites, il faut convenir que l'effronterie d'Angélique a quelque chose de blessant, et qu'un enseignement moral est loin d'être donné décemment dans cette pièce : seulement le public de 1668 n'a pas eu nos délicatesses, et rien ne nous apprend qu'il ait protesté contre la hardiesse des peintures de Molière. Aujourd'hui, nous sommes bien plus blasés que les moralistes du XVIII^e siècle qui ont critiqué *George Dandin*, et l'adultère s'étale sur toutes les scènes, où le public le tolère parfaitement.

La comédie de *George Dandin* a pour nous un grand intérêt, parce qu'elle est d'une part la satire des mariages mal assortis, d'autre part la satire de la petite noblesse provinciale, bouffie d'orgueil et de prétention.

Vous savez la grande place que la satire des mésalliances tient dans notre littérature : Molière n'a pas épuisé le sujet, et il me suffit de vous citer l'*Ecole des Vieillards* de Casimir Delavigne, les romans de George Sand, *Madame Bovary* de Flaubert, *Un mariage d'amour* d'Ancelet, *Catherine* de Lavedan.

Remarquons aussi un fait singulier et caractéristique : c'est que, dans Molière, les paysans regimbent plus à être trompés par leurs femmes que les bourgeois et surtout que les grands seigneurs : souvenez-vous de *Don Juan* et du *Médecin malgré lui*. Cela semblerait donc prouver que la société prenait de la moralité en s'éloignant de Versailles. Mais, ne l'oublions pas, *George Dandin*, si fâcheuse que soit sa mésaventure, doit rester comiquement ridicule. M. Rigal l'a très bien dit : « Le comique de Molière, comme celui de ses contemporains, est volontiers cruel, mais il reste *comique*. » Il ne faut pas que *George Dandin* se fasse assez prendre au sérieux pour exciter la compassion, au lieu du rire.

Venons, maintenant, à l'analyse de la pièce. Vous connaissez la situation : *George Dandin*, riche paysan, a épousé Angélique, fille de M. de Sotenville, gentilhomme campagnard. Il a tout lieu de s'en repentir.

Du moins, c'est ce qu'il nous expose lui-même dans un monologue précis et saisissant, qui forme la première scène :

« Ah ! qu'une femme demoiselle (1) est une étrange affaire, et que mon mariage est une leçon bien parlante à tous les paysans qui veulent s'élever au-dessus de leur condition, et s'allier, comme j'ai fait, à la maison d'un gentilhomme ! La noblesse de soi est bonne, c'est une chose considérable assurément ; mais elle est accompagnée de tant de mauvaises circonstances, qu'il est très bon de ne s'y point frotter. Je suis devenu là-dessus savant à mes

(1) C'est-à-dire noble de naissance.

dépens, et connais le style des nobles, lorsqu'ils nous font, nous autres, entrer dans leur famille. L'alliance qu'ils font est petite avec nos personnes : c'est notre bien seul qu'ils épousent, et j'aurais bien mieux fait, tout riche que je suis, de m'allier en bonne et franche paysannerie, que de prendre une femme qui se tient au-dessus de moi, s'offense de porter mon nom, et pense qu'avec tout mon bien je n'ai pas assez acheté la qualité de son mari. George Dandin, George Dandin, vous avez fait une sottise la plus grande du monde. Ma maison m'est effroyable maintenant, et je n'y rentre point sans y trouver quelque chagrin. »

Durant tout ce monologue, George Dandin se tient devant la porte de sa maison. Il voit, tout à coup, un homme sortir de chez lui : c'est un paysan, Lubin, qui vient de parler à la maîtresse du logis, « de la part d'un certain Monsieur qui lui fait les doux yeux ». Avec une bêtise incomparable et fort amusante, Lubin supplie George Dandin, qu'il ne connaît pas, de garder le secret sur tout ceci ; car le mari, dit-il, « est un jaloux qui ne veut pas qu'on fasse l'amour à sa femme, et il ferait le diable à quatre, si cela venait à ses oreilles ». George Dandin apprend ainsi d'une façon certaine que l'amoureux d'Angélique s'appelle Clitandre, et que Claudine, la suivante d'Angélique, n'a pas fait la moindre difficulté pour ménager à Lubin un entretien avec Angélique.

George Dandin se lamente en un curieux monologue, qui forme la scène III. « Voilà ce que c'est d'avoir voulu épouser une demoiselle : on vous accommode de toutes pièces, sans que vous puissiez vous venger, et la gentilhommerie vous tient les bras liés. L'égalité de condition laisse du moins à l'honneur d'un mari liberté de ressentiment ; et, si c'était une paysanne, vous auriez maintenant toutes vos coudées franches à vous en faire la justice à bons coups de bâton. »

Et il s'en va de ce pas faire ses plaintes à M. et à M^{me} de Sotenville ; mais les voici eux-mêmes, qui arrivent fort à propos :

M. DE SOTENVILLE.

« Qu'est-ce, mon gendre ? Vous me paraissez tout troublé !

GEORGE DANDIN.

« Aussi en ai-je du sujet, et...

M^{me} DE SOTENVILLE.

« Mon Dieu ! notre gendre, que vous avez peu de civilité de ne pas saluer les gens quand vous les approchez !

GEORGE DANDIN.

« Ma foi ! ma belle-mère, c'est que j'ai d'autres choses en tête, et...

M^{me} DE SOTENVILLE.

« Encore ! Est-il possible, notre gendre, que vous sachiez si peu votre monde, et qu'il n'y ait pas moyen de vous instruire de la manière qu'il faut vivre parmi les personnes de qualité.

GEORGE DANDIN.

« Comment ?

M^{me} DE SOTENVILLE.

« Ne vous déferez-vous jamais avec moi de la familiarité de ce mot de « ma belle-mère », et ne sauriez-vous vous accoutumer à me dire « Madame » ?

La scène se poursuit pleine d'observations piquantes sur la prétention des gentilshommes campagnards. George Dandin peut enfin crier tout haut qu'il est « mal satisfait » de son mariage, ce qui exaspère M^{me} de Solenville : « Quoi ? dit-elle, parler ainsi d'une chose dont vous avez tiré de si grands avantages ? » — « Et quels avantages, Madame, puisque Madame y a ? » répond Dandin. L'aventure n'a pas été mauvaise pour vous ; car sans moi vos affaires, avec votre permission, étaient fort délabrées, et mon argent a servi à reboucher d'assez bons trous ; mais moi, de quoi y ai-je profité, je vous prie, que d'un allongement de nom, et, au lieu de George Dandin, d'avoir reçu par vous le titre de « Monsieur de la Dandinière ? »

M. DE SOTENVILLE.

« Ne comptez-vous rien, mon gendre, l'avantage d'être allié à la maison de Solenville ?

M^{me} DE SOTENVILLE.

« Et à celle de la Prudoterie, dont j'ai l'honneur d'être issue, maison où le ventre anoblit, et qui, par ce beau privilège, rendra vos enfants gentilshommes ?

GEORGE DANDIN.

« Oui, voilà qui est bien : mes enfants seront gentilshommes ; mais je serai cocu, moi, si l'on n'y met ordre. »

Stupeur des parents devant une telle déclaration : dans la maison de la Prudoterie aussi bien que dans celle de Sotenville, affirment-ils, jamais femme n'a fait parler d'elle. Mais George Dandin est sûr de son fait, et il désigne même l'homme qui lui ravit sa femme et son honneur.

Clitandre arrive sur ces entrefaites : interpellé par M. de Sotenville, qui lui énumère complaisamment ses titres et les exploits de ses ancêtres, Clitandre se déclare incapable « d'une action aussi lâche » que d'« aimer une jeune et belle personne, qui a l'honneur d'être la fille de M. le baron de Sotenville ». Cela suffit à convaincre le beau-père de George Dandin, mais non George Dandin lui-même, qui persiste dans ses affirmations.

M^{me} de Sotenville paraît, accompagnée de sa fille, qu'elle est allée chercher « pour éclaircir l'affaire en présence de tout le monde ». Cette rouée d'Angélique proteste de son innocence avec une indignation habilement feinte ; mais — selon un procédé cher à Molière — elle le fait en termes à double entente, si bien qu'à la barbe de son mari et de ses parents, elle a ainsi avec Clitandre une véritable conversation amoureuse, qui est pour celui-ci le plus clair des encouragements. George Dandin maintient ses accusations ; mais Claudine, elle-même, l'accable et déclare qu'elle n'a pas introduit de courrier auprès de sa maîtresse. Tout se retourne contre le malheureux George Dandin, qui se voit forcé par ses beaux-parents de présenter ses excuses à Clitandre, « à un homme qui le veut faire cocu ». Voilà le « mari confondu » une première fois.

D'où la scène VIII et dernière du premier acte : « Ah ! que je... Vous l'avez voulu, vous l'avez voulu, George Dandin, vous l'avez voulu, cela vous sied fort bien, et vous voilà ajusté comme il faut ; vous avez justement ce que vous méritez. Allons, il s'agit seulement de désabuser le père et la mère, et je pourrais trouver peut-être quelque moyen d'y réussir. »

Au début du second acte, nous voici en face de Claudine et de Lubin. Celui-ci déclare à la suivante qu'elle est jolie et lui propose de devenir sa femme. Claudine répond qu'elle hait les maris soupçonneux, à quoi Lubin ajoute aussitôt qu'il lui donnera la liberté de faire tout ce qu'elle voudra. Cela n'empêche point Claudine de refuser un baiser au trop amoureux Lubin ; mais elle promet de remettre à Angélique le billet de Clitandre, que Lubin vient d'apporter.

Surviennent George Dandin et sa femme. Le pauvre Dandin accable sa femme de reproches, cependant que celle-ci adresse des signes d'intelligence à Clitandre qui rôde autour d'eux, et

que Dandin ne voit pas. Lorsque Dandin aperçoit enfin l'amoureux d'Angélique, Clitandre se retire en faisant une grande révérence à George Dandin. La colère du mari est à son comble, et il déclare que « les Dandins ne sont point accoutumés à cette mode-là ». A quoi sa femme répond tranquillement : « Mon dessein n'est pas de renoncer au monde, et de m'enterrer toute vive dans un mari. » Et elle ajoute que George Dandin lui a arraché sa foi, mais qu'elle ne l'a point donnée de bon cœur : « M'avez-vous, avant le mariage, demandé mon consentement, et si je voulais bien de vous ? Vous n'avez consulté pour cela que mon père et ma mère ; ce sont eux proprement qui vous ont épousé... Pour moi, qui ne vous ai point dit de vous marier avec moi, et que vous avez prise sans consulter mes sentiments, je prétends n'être point obligée à me soumettre en esclave à vos volontés ; et je veux jouir, s'il vous plaît, de quelque nombre de beaux jours que m'offre la jeunesse, prendre les douces libertés que l'âge me permet, voir un peu le beau monde, et goûter le plaisir de m'ouïr dire des douceurs. Préparez-vous-y, pour votre punition, et rendez grâces au Ciel de ce que je ne suis pas capable de quelque chose de pis. »

Cette explication est nette, et elle a le mérite de rendre Angélique un peu moins odieuse à nos yeux. La dernière phrase a donné lieu à diverses interprétations : on y a vu notamment une allusion à la fameuse série des empoisonnements par l'arsenic conçus et perpétrés par des femmes dégoûtées de leurs époux. Nous n'avons pas à nous occuper ici de l'« affaire des poisons », qu'a étudiée M. Funck-Brentano ; car le sens de la phrase me paraît être plutôt celui-ci : « Rendez grâces au Ciel de ce que je ne suis pas capable de consommer ma faute. »

Toujours est-il que George Dandin est exaspéré par les menaces de sa femme : il s'en va, car il se sent tenté « d'accommoder tout son visage à la compote ».

Claudine remet alors le poulet à sa maîtresse, qui rentre pour faire la réponse. Au même moment arrivent Clitandre et Lubin. L'amoureux Clitandre est introduit par la suivante auprès de la belle Angélique, — non sans lui avoir, comme on dit, graissé la patte. Lubin reste seul en scène ; et, George Dandin ayant reparu, ce benêt de Lubin se laisse tirer les vers du nez. Il dit à Dandin que Claudine vient de conduire le vicomte chez Angélique. Dans un monologue, qui correspond à celui du premier acte (après la première révélation faite par Lubin), George Dandin cherche le moyen de faire constater la chose *de visu* par ses beaux-parents en personne.

Les voici justement qui arrivent. George Dandin se plaint de

sa femme en termes amers. M. et M^{me} de Sotenville se refusent à croire un mot de ce qu'il dit. Sur ces entrefaites, Angélique et Clitandre, suivis de Claudine, sortent sans voir qu'ils sont observés. Angélique promet à Clitandre de le recevoir cette nuit ; puis, apercevant son mari et ses parents, elle change subitement de ton et feint d'être fort irritée de l'audace de Clitandre : « Quoi ? vous osez en user de la sorte, après l'affaire de tantôt ; et c'est ainsi que vous dissimulez vos sentiments ?... Comme si j'étais femme à violer la foi que j'ai donnée à un mari, et m'éloigner jamais de la vertu que mes parents m'ont enseignée... » C'est plus qu'il n'en faut pour que M. et M^{me} de Sotenville soient convaincus, une fois de plus, de l'innocence de leur fille. Ils pleurent de joie, ils l'embrassent, cependant que l'infortuné Georges Dandin gémit sur sa disgrâce : « O ciel, s'écrie-t-il, seconde mes desseins, et m'accorde la grâce de faire voir aux gens que l'on me déshonore. »

A l'acte III, nous voici à la nuit. Clitandre, suivi de Lubin, vient au rendez-vous fixé. Angélique et Claudine arrivent aussi. Comme la nuit est fort noire, une confusion se produit : Clitandre prend Claudine pour sa maîtresse et Lubin prend Angélique pour Claudine. On finit pourtant par se reconnaître, et les deux amoureux vont s'asseoir au fond du théâtre, comptant profiter du sommeil de Dandin pour s'entretenir tout à leur aise.

Mais George Dandin a entendu descendre sa femme ; il s'habille et descend derrière elle. Devant la maison, il rencontre Lubin, qui le prend pour Claudine, et voilà aussitôt George Dandin informé, comme vous pensez, des faits et gestes de sa femme. Lubin va même jusqu'à baiser « la menotte » de celui qu'il prend pour Claudine. Mais Dandin lui pousse rudement sa main au visage ; Lubin fuit, et George Dandin appelle son valet Colin, qu'il envoie chez M. et M^{me} de Sotenville pour les informer de ce qui se passe.

Au même moment, Clitandre et Angélique reparaissent, et échangent quelques douces paroles avant de se quitter. George Dandin, que les deux amoureux arrangent de belle façon, entend, sans être vu, toutes les aménités que Clitandre et Angélique débitent sur lui et sur les maris en général. Il rentre et ferme la porte en dedans.

Lorsque les deux amoureux se sont séparés, Angélique et Claudine veulent rentrer à leur tour. Impossible d'ouvrir. Elles appellent Colin ; mais c'est George Dandin qui met la tête à la fenêtre. Angélique le supplie, l'appelle « mon pauvre petit mari », avoue qu'elle a failli, lui demande pardon de tout son cœur, promet de « renoncer désormais à toutes les galanteries ». George Dandin se montre inexorable. Il veut que la confusion d'Angélique

éclate aux yeux de ses parents. Angélique a recours aux grands moyens : elle menace son mari de se tuer. George Dandin reste sceptique et ne bouge pas. Angélique fait alors le geste de se poignarder, pousse un dernier cri, qui est une menace, et se tait. Notre homme commence à être sérieusement troublé. Il sort avec un bout de chandelle, pour aller voir ; aussitôt les deux femmes entrent sans être aperçues, et ferment la porte.

George Dandin, ne voyant personne, croit qu'elles sont parties et se dispose à rentrer. La porte est close. Il appelle quelqu'un : c'est Angélique qui paraît à la fenêtre et qui lui reproche à son tous ses déportements.

Là-dessus arrivent M. et M^{me} de Sotenville, « en habits de nuit » ; Angélique accuse son mari devant eux de se livrer à toutes sortes de débauches, de s'enivrer et de perdre la tête par suite de sa sottise jalouse. George Dandin a beau protester : « Retirez-vous, lui crie M. de Sotenville : vous puez le vin à pleine bouche. » — « Fi ! ne m'approchez pas, crie à son tour M^{me} de Sotenville : votre haleine est empestée. » Le malheureux mari, qui n'en peut mais, est finalement obligé de demander pardon à sa femme, et il lui promet de « mieux vivre à l'avenir ».

Désormais, George Dandin renonce à avoir raison, et il ne voit plus de remède à sa disgrâce : « Lorsqu'on a, comme moi, dit-il, épousé une méchante femme, le meilleur parti qu'on puisse prendre, c'est de s'aller jeter dans l'eau la tête la première. »

La vie et les œuvres de Sénèque

Cours de M. JULES MARTHA,

Professeur à l'Université de Paris.

Le traité « De la Vie heureuse ».

Nous avons à étudier, aujourd'hui, un petit traité de Sénèque intitulé *De la Vie heureuse, de Vita beata*. Il est impossible d'en fixer la date avec certitude ; car il ne renferme aucune indication chronologique, même lointaine, qui puisse servir à établir l'époque de sa composition. Il est adressé au frère de Sénèque, désigné sous le nom de Gallion. Cela prouve qu'au moment où fut écrit le traité *De la Vie heureuse*, le frère de Sénèque avait déjà pris le nom de son père adoptif, le rhéteur Gallion ; ce détail indique, par suite, une date assez tardive. De plus, on trouve dans ce petit ouvrage des allusions à l'opulence de Sénèque et à la jalousie qu'elle inspire à beaucoup de gens. Cela laisse supposer que le livre fut écrit à un moment où Sénèque jouissait dans l'État d'une situation importante, était un des personnages les plus influents de l'empire, c'est-à-dire vraisemblablement vers le début du règne de Néron.

Comme tous les traités de Sénèque que nous avons déjà examinés, le traité *De la Vie heureuse* est difficile à analyser. Il ne faut pas songer à en donner un résumé suivi : d'abord parce qu'il est incomplet ; de plus, les idées n'y sont pas très nettement composées. Jamais on ne trouve, dans les ouvrages de Sénèque, cet ordre méthodique auquel nous avons été habitués par la lecture des traités moraux de Cicéron. Dans le traité qui nous occupe en particulier, Sénèque attache très peu de prix à la composition serrée et ordonnée. Il multiplie les interruptions, les dialogues supposés, les croisements d'idées, toutes choses qui rendent plus piquante et plus attrayante la lecture de l'ouvrage, mais empêchent d'en donner un résumé suivi. Je n'essaierai donc pas d'analyser le traité *De la Vie heureuse* ; mais je procéderai suivant la méthode que j'ai suivie jusqu'ici. Les idées développées par Sénèque étant de celles auxquelles il attribue le plus d'importance, et qui touchent le fond même de sa morale, il est nécessaire de les examiner avec attention, et, pour cela, de les dégager du désordre capricieux qui empêche parfois d'en voir nettement la suite logique.

L'ouvrage de Sénèque sur la vie heureuse comprend trois parties : théorie du bonheur, discussion sur la question de la volupté, apologie de la richesse.

Tous les hommes veulent vivre heureux ; mais, quand il s'agit de trouver le chemin qui conduit au bonheur, ils commencent à s'égarer. C'est que la route la meilleure n'est pas celle qui est suivie par le plus grand nombre de personnes. Il ne faut pas se régler sur l'opinion ordinaire, et suivre aveuglément le sentier où se précipite le troupeau commun. La foule se règle sur des préjugés et non sur la raison ; elle s' imagine que le bonheur, c'est la santé, la richesse, la beauté, le pouvoir, le talent. Mais écoutons les confidences des gens qui sont en possession de ces biens, et nous verrons bien que ce ne sont que des misères. Les gens au pouvoir regrettent d'avoir poussé leur ambition du côté des honneurs ; les avocats illustres se plaignent de l'éloquence ; les riches se trouvent malheureux au milieu de leur opulence. Laissons donc la foule se ruer sottement à la conquête de ces prétendus biens. Le sage doit se régler sur la raison, non sur les préjugés et les erreurs du vulgaire.

La foule étant un mauvais guide, à qui faut-il s'adresser ? Le meilleur des guides sera celui qui sera le plus éloigné de la foule. Or il y a une secte qui répond à cette condition : c'est le stoïcisme. Tel est le point essentiel établi par Sénèque dans les premières pages de son traité.

Or le principe du stoïcisme est le suivant : pour être heureux, il faut vivre conformément à la nature. Qu'est-ce que cela veut dire ? Toutes les sectes philosophiques disent que l'homme doit vivre conformément à la nature ; il faut donc préciser ce que le stoïcisme entend par là. Pour le stoïcien, vivre conformément à la nature, c'est vivre en suivant les tendances propres de notre être. Mais, encore, quelles sont ces tendances propres de notre être ? Ce sont celles qui n'appartiennent qu'à nous. Certaines choses nous sont, en effet, communes avec les animaux : tels sont par exemple les sens, la perception, avec les appétits qui s'y rapportent. Une seule qualité n'appartient qu'à l'homme, à l'exclusion de tous les autres êtres : c'est la raison. Par conséquent, le stoïcisme déclare que, vivre conformément à la nature, c'est vivre conformément à la raison.

Il faut faire de notre raison quelque chose de libre et d'indépendant. Il faut l'affranchir de l'empire des passions, de sorte qu'elle n'ait plus d'ambition, plus d'amour, plus de cupidité, en un mot qu'elle ne désire plus ce que désire le commun des hommes. Toutes ces passions ne peuvent que faire du mal ; les prétendus

biens qu'elles apportent n'en sont pas, en réalité ; ils sont pour celui qui les poursuit et pour celui qui les possède une source perpétuelle de déboires et de malheurs. Le sage dégagera sa raison de tous les biens extérieurs, tels que santé, richesse, amitié, famille, toutes choses qui ne dépendent pas de nous. Il ne dépend pas de nous de nous bien porter, ni d'avoir de l'argent, ni d'être éloquent, ni d'être influent dans l'État. Ce sont là autant d'avantages trompeurs, auxquels le sage ne s'attachera pas. Nous devons nous faire une âme telle, qu'elle soit dégagée de toutes les choses extérieures, qu'elle soit indépendante des passions, et qu'elle n'ait rien à craindre des hasards de la fortune.

La raison, ainsi prémunie contre les passions et les biens qui ne dépendent pas de nous, doit être ferme. Il faut que nous sachions où nous allons. Il n'y a qu'une seule chose bonne, c'est ce qui est honnête ; il n'y a qu'une seule chose mauvaise, c'est ce qui n'est pas honnête. En dehors de cela, rien n'existe. Non seulement la raison doit être libre et indépendante ; mais encore elle doit être intrépide. Il faut que rien ne puisse la faire changer. Ni l'adversité, ni les coups du sort, ni les deuils, ni les chagrins, ni la douleur physique ni la crainte de la mort ne doivent l'ébranler. Maîtresse d'elle-même en toute circonstance, elle doit poursuivre l'honnête au prix de la santé, de la famille, des amitiés, de la vie. Le résultat, c'est que le sage jouit d'une paix profonde. Son âme est complètement maîtresse d'elle-même ; elle n'a plus d'hésitations ni d'inquiétudes. Elle est vaillante et ferme ; elle sait où elle va, et jamais elle ne regrette ce qu'elle a fait. Comme le dit Sénèque avec une expression énergique, il n'y a dans les desseins du sage pas même l'ombre d'une rature, *nulla litura* (ch. VII). En possession de cette maîtrise de soi-même, de cette harmonie intérieure, le sage jouit admirablement de la vie. Il jouit du spectacle de sa sagesse, de sa sérénité, il jouit des autres biens qu'il peut avoir. Il ne faut pas croire, en effet, qu'on soit obligé d'en faire fi. Le sage peut en jouir, pourvu qu'ils ne le tiennent pas, et qu'il n'en ait pas de regrets, s'il lui arrive de les perdre. Il en jouit en usufruitier vigilant, non inquiet. Il sait que ce sont des choses fugitives, que la fortune peut lui redemander demain comme elle les lui a prêtées la veille. Il possède ces avantages extérieurs, il n'en est pas possédé.

L'homme, qui s'est fait à lui-même cette raison ferme et intrépide, est parfaitement heureux. Telle est, d'après les stoïciens, la véritable théorie du bonheur... C'est celle qui est exposée par Sénèque dans les premiers chapitres du traité *De la Vie heureuse*,
Chemin faisant, Sénèque rencontre la question de la volupté.

En effet, il dépeint le sage comme un homme qui est en état de résister aux assauts de la bonne comme de la mauvaise fortune, et aux séductions de la volupté. C'est en vain que la volupté lancera contre lui ses attraits les plus flatteurs. Il ne se laissera pas tenter, car il sait bien que la volupté n'a d'influence que sur les sens. Alors Sénèque introduit un philosophe épicurien, qui lui fait cette objection : « Mais le plaisir n'est pas quelque chose qui soit exclusivement physique ; l'âme aussi a ses voluptés ». A cela Sénèque répond catégoriquement : Non, il n'est pas possible qu'il y ait des voluptés de l'âme. Analysez-vous, et vous découvrirez facilement que ces prétendues voluptés de l'âme ne sont pas autre chose, en réalité, que l'impression cérébrale, morale, de choses physiques. Votre volupté de l'âme, ce sera l'âme contemplant avec joie le plaisir présent, se rappelant le plaisir passé, ou prévoyant le plaisir futur. Il y a donc toujours dans la volupté quelque chose de physique ; il n'y a pas de volupté de l'âme ; il ne peut pas y en avoir.

La volupté, étant essentiellement physique, a toujours quelque chose de bas. Vous-mêmes, épicuriens, sentez que votre volupté est vile. Alors, pour essayer de la relever, pour la rehausser à vos propres yeux, vous avez imaginé d'associer intimement la volupté et la vertu. La volupté sans la vertu n'existe pas, dit Epicure. Il n'y a d'agréable que ce qui est honnête, il n'y a d'honnête que ce qui est agréable. Voilà la théorie du plaisir et de la vertu, telle que la donne Epicure. C'est cette théorie assez noble de la volupté que Sénèque entreprend de combattre.

Il est impossible, dit-il, qu'il y ait confusion entre le plaisir et la vertu. Si vous les confondez, vous arrivez à quelque chose de faux, à quelque chose de dangereux. En fait, le plaisir et la vertu, loin d'être inséparables, comme le prétendent les épicuriens, sont choses entièrement distinctes. Regardez autour de vous : vous verrez que les choses honnêtes et les choses agréables sont détachées et contraires. Il y a des choses agréables qui ne sont pas honnêtes, et inversement, il y a des choses honnêtes qui sont douloureuses. C'est là un fait des plus fréquents et qu'on ne saurait nier.

Cela n'est, d'ailleurs, nullement étonnant : en effet, le plaisir et la vertu sont d'essence différente. Pourquoi vouloir réunir des choses dissemblables, ou plutôt contradictoires ? La vertu est quelque chose de grand, de noble, de sublime, d'invincible ; le plaisir est quelque chose de bas, de servile, de périssable, d'impuissant. La vertu aime le grand jour et l'action : on la voit

dans les temples, sur le forum, à la curie, sur les champs de bataille; elle a le visage hâlé et les mains calleuses; la volupté cherche l'ombre et le secret; on la trouve dans les tavernes et les mauvais lieux; elle est énervée, humectée de vin et de parfums, souillée de fards. La vertu est quelque chose de durable, d'impérissable; quand un homme possède la vertu, c'est un avantage qui lui reste malgré tous les revers. La volupté, au contraire, n'est pas durable: c'est quelque chose de passager, de fragile, de périssable. Le moment où la volupté se satisfait est aussi celui où elle périt. Il y a donc incompatibilité d'essence entre la volupté et la vertu.

Mais si on ne peut les confondre, peut-être est-il possible néanmoins de les associer, d'en faire deux choses allant de pair? Pas davantage: la vertu et la volupté ne peuvent marcher de front précisément à cause de ces différences d'essence. Pour les associer, il faudrait subordonner l'une à l'autre. Mais laquelle des deux subordonnera-t-on à l'autre? Subordonnera-t-on la vertu à la volupté? Pourquoi? pour la guider dans le chemin sans doute. — Elle est bonne, répond Sénèque, votre volupté, qui a besoin d'être guidée comme un aveugle. Voilà une belle règle de conduite à proposer à l'humanité! Vous voulez vous laisser guider par un principe qui a besoin lui-même d'un guide: c'est imprévoyance et folie. Ce n'est pas tout: en agissant ainsi, vous imposez une sujétion à la vertu; vous en faites en quelque sorte l'esclave du plaisir. La vertu n'existe donc plus, puisque son caractère essentiel est l'indépendance. Alors il faut donc subordonner la volupté à la vertu. Pourquoi? C'est, dit-on, pour lui donner plus d'attraits, et enlever à la vertu des stoïciens ce qu'elle a d'austère. Mais Sénèque répond: la vertu plaît par elle-même. Elle n'a pas besoin d'être accompagnée de plaisir pour être la vertu. Le sage fait ce qui est honnête, parce que c'est honnête; il peut se faire accessoirement qu'il en retire du plaisir, mais ce n'est pas dans ce but qu'il agit. De même, dans un champ qui a été labouré pour la moisson, des fleurs naissent au milieu des épis; leurs brillantes couleurs réjouissent la vue de l'agriculteur; mais ce n'est pas pour cela qu'il a pris tant de peine. Il voulait faire pousser les céréales; les fleurs sont venues par surcroît. De même le plaisir n'est pas le but de la bonne conduite; c'est un accessoire qui vient parfois s'y surajouter. Ce qu'on poursuit dans la vertu, ce n'est pas autre chose que la vertu elle-même. Il n'y a rien de meilleur que la vertu; elle est à elle-même sa propre récompense.

Il faut renoncer à cette alliance de la volupté et de la

vertu, parce qu'elle est dangereuse. En effet, un certain nombre de gens vicieux, débauchés, vautrés dans les plus vils plaisirs, se trompent sur le sens que les épicuriens attribuent au mot de volupté ; ils lui attribuent un sens méprisable, qu'Epicure était loin de vouloir y mettre. Ils apprennent alors qu'il y a des philosophes qui identifient l'agréable et l'honnête. Bonne affaire, se disent-ils, nous voilà par surcroît devenus des sages et des gens vertueux. Ils se jettent alors dans cette doctrine qui paraît fournir un voile à leurs turpitudes et les parer du prestige de la vertu. Ils entendent dire que le plaisir ne peut être séparé de la vertu ; sachant qu'ils vivent avec le plaisir, ils croient du même coup vivre avec la vertu ; ils donnent à leurs vices le titre de sagesse et mettent en vue ce qu'ils devraient cacher. Ils croient trouver dans le système d'Epicure un patronage à leurs orgies, et perdent ainsi le seul bien qu'ils avaient gardé au milieu de leurs débauches, la honte de leurs mauvaises actions.

Ici, Sénèque revient au fondateur de la doctrine, à Epicure, et fait quelques remarques sur sa doctrine à l'adresse de son frère et du public : il tient à rendre justice à Epicure. La doctrine d'Epicure, dit-il, a un mauvais renom : elle est diffamée, et passe pour une école de scandale : elle ne le mérite pas. Epicure était une belle âme, et s'était fait de la vertu une haute et noble idée. Il suffit de se rappeler de quelle manière simple et digne il a vécu, pour comprendre qu'il n'avait pas de la volupté la conception vile que lui prêtent à tort les débauchés. Il vécut comme un stoïcien ; affligé de toutes sortes de maladies et de disgrâces, il garda la paix de l'âme. Il fit preuve, durant son existence, d'autant de résistance morale que le plus intrépide des stoïciens. Ses préceptes sont pleins de sainteté, d'honnêteté. Son plaisir est sobre et tempéré ; mais il a eu le malheur d'employer un mot équivoque, qui a servi de drapeau à une foule de gens sans honneur. Ceux qui nomment bonheur une lâche oisiveté et les jouissances les plus viles de la gourmandise et de la luxure, cherchent un bon garant pour une mauvaise cause ; dès qu'ils commencent à croire leurs vices conformes aux préceptes de la sagesse, ils s'y abandonnent, non plus en cachette et avec timidité, mais à visage découvert. L'apparence du système d'Epicure donne lieu aux mauvais bruits qui circulent sur son compte, et invite à de coupables espérances.

La conclusion de cette discussion sur la volupté est la même que celle de la première partie du traité *De la Vie heureuse* : il n'y a qu'un seul bien, une seule source de bonheur, c'est la

vertu. La volupté d'Epicure, même entendue au sens élevé que lui donnait ce philosophe, doit être rejetée. Le sage vivra conformément aux préceptes de la raison. La vertu rend l'homme inébranlable aux attaques de la fortune ; elle fait de lui un être véritablement libre et indépendant, à l'abri de tout dommage. Celui qui a rassemblé tous ses biens en lui-même n'a pas besoin de ce qui est extérieur, et la vertu suffit à lui donner le bonheur.

La troisième partie du traité *De la Vie heureuse* est, nous l'avons dit, consacrée à l'apologie des richesses. Comment Sénèque est-il amené à traiter ce sujet ? Quand un orateur comme Sénèque parle de belles idées comme le désintéressement et la vertu, il est inévitable qu'il fasse de belles phrases. Sénèque ne manque pas de développer avec enthousiasme ces lieux communs de morale où il prêche le renoncement ; il se laisse aller à faire de la rhétorique, à écrire des morceaux de bravoure. Il exagère les sentiments comme les mots. Lui-même finit par s'en rendre compte, et il se suppose interrompu par un de ceux qui, selon son énergique expression, aboient contre la philosophie, *istis qui philosophiam conlatrant*. Pourquoi, disent ces esprits chagrins, tes discours sont-ils meilleurs que ta conduite ? pourquoi baisses-tu le ton devant un supérieur ? pourquoi regardes-tu l'argent comme une ressource indispensable ? pourquoi te laisses-tu toucher par une perte ? pleures-tu en apprenant la mort d'une épouse ou d'un ami ? tiens-tu compte des propos d'autrui, et es-tu touché par les calomnies ? pourquoi as-tu une maison de campagne plus ornée que ne l'exige l'usage voulu par la nature ? pourquoi ne règles-tu pas tes repas d'après tes préceptes ? pourquoi as-tu un mobilier si luxueux ? pourquoi boit-on à ta table du vin plus vieux que toi ? pourquoi ta maison est-elle si bien disposée ? à quoi bon ces arbres qui ne produisent rien, sinon leur ombre ? pourquoi ta femme porte-t-elle à ses oreilles le revenu d'une famille riche ? pourquoi tes esclaves ont-ils des vêtements précieux ? pourquoi est-ce un art de servir à ta table ? A ces critiques, Sénèque répond : Ce sont là des discours inspirés par la jalousie. Ces mécontents, parce que les philosophes sont plus sages qu'eux, voient dans leur conduite une censure de leur propre vie. C'est la méchanceté et l'envie qui les font parler. Il n'y a pas à tenir compte de leur mauvaise humeur.

Cela n'empêche pas que Sénèque emploie la fin de son traité, une dizaine de pages, à se défendre, tout en disant que ces attaques ne le touchent pas. Il déclare d'abord, pour justifier la richesse au milieu de laquelle il vit, qu'il n'est ni un philosophe :

ni un sage. Je ne suis, écrit-il, qu'un candidat à la sagesse ; j'essaie d'atteindre cet idéal pour la conquête duquel il me reste encore à faire bien des efforts ; je ne l'ai pas encore atteint ; j'ai mes faiblesses, je le reconnais ; vous ne pouvez pas m'en vouloir de mes contradictions, puisque je les avoue moi-même ouvertement. Autre chose est le vrai philosophe, en possession de la sagesse parfaite, autre chose l'amateur qui tâche de faire des progrès dans la voie de la vertu. Ce que j'exige donc de moi, ce n'est pas d'être égal aux hommes les meilleurs, mais simplement d'être meilleur que les mauvais. « Tu parles d'une manière, dites-vous, tu vis d'une autre ». Cette objection a été faite à Platon, à Epicure, à Zénon. Car tous disaient, non comment ils vivaient eux-mêmes, mais comment il fallait vivre. Si les philosophes ne font pas toujours ce qu'ils disent, c'est déjà une grande chose que de dire ce qu'il faudrait faire et d'essayer de surpasser les autres.

Il y a encore une autre manière de justifier les richesses, et Sénèque ne manque pas de la développer avec sa subtilité habituelle : les richesses ne sont pas inutiles au sage. Le sage, en possession d'un certain nombre de méthodes, doit travailler toute sa vie pour arriver à la vertu. Il n'est pas mauvais qu'il soit dans de bonnes conditions pour l'exercice de sa raison. Vous ôtez avec la richesse la possibilité pour le sage d'éprouver sa constance. Il y a encore des vertus dont l'exercice n'est possible qu'avec la richesse. Dans la pauvreté, le sage ne peut que s'habituer à ne pas plier sous le poids de l'adversité. Dans les richesses, au contraire, la tempérance, la libéralité, le discernement, l'économie, la magnificence, ont toutes une carrière ouverte. Le philosophe sait mieux que les autres user de la richesse ; il sait en faire un emploi raisonnable ; il donne avec discernement, avec fruit. La richesse est donc mieux placée entre ses mains qu'entre celles de toute autre personne.

A côté de ces raisons, il y en a d'autres plus sérieuses, qui tiennent au fond même de la doctrine stoïcienne. Pour le stoïcien une seule chose compte, c'est la vertu, l'honnête. Le reste, santé ou maladie, beauté ou laideur, richesse ou pauvreté, ce sont des choses indifférentes, ἀδιάφορα. Mais, dans ces choses indifférentes, il y a des choses qu'il vaut mieux avoir que leurs contraires, qui sont préférables, προηγμένα. Il est entendu que la santé ou la maladie ne font rien ; mais, pourtant, le sage préfère encore avoir la santé. Le sage ne se mépriserait pas, quand même il serait de la plus petite taille ; il voudrait cependant être grand. Bien que certains accessoires soient si peu importants, relativement à l'ensemble, qu'on pourrait les retrancher sans détruire

le bien principal, la vertu, ils ajoutent cependant quelque chose à cette joie continuelle qui naît de la vertu. La supériorité du sage sur le vulgaire, c'est que, s'il vient à perdre ces avantages secondaires, il n'en sera pas malheureux. Le sage ne s'estime pas davantage pour vivre dans la maison la plus opulente ; il ne se croit pas abaissé, s'il est réduit à la condition la plus infime et forcé de mendier sur le pont Sublicius. Cela ne l'empêche pas de préférer un palais au pont Sublicius.

Telle est la théorie stoïcienne avec ce qu'elle comporte de finesse et de casuistique. Le traité se termine par une apostrophe de Socrate, où sont résumées les principales idées développées par Sénèque dans les chapitres qui précèdent.

M. G.

Formation et développement de l'esprit philosophique au XVIII^e siècle.

Cours de M. GUSTAVE LANSON,

Professeur à l'Université de Paris.

Les premiers réformateurs : Jurieu, Grotius et Pufendorf ; Boisguilbert, Boulainvilliers, Vauban, Fougierolles, etc.

Fénelon, tout chrétien qu'il était, a pu avoir, au xviii^e siècle, la réputation d'un philosophe. Il l'a due, comme je l'ai montré la dernière fois, à cette liberté généreuse de sentiments, à cette raison indépendante, qu'il apportait dans toutes les études auxquelles il appliquait l'activité de son esprit. Il l'a due surtout à cet esprit de réformes politiques, à ces aspirations vers une justice et une humanité plus grandes dans les institutions de la France et dans les rapports entre les nations.

A ce dernier point de vue, il n'était pas isolé ; il y eut alors tout un mouvement. — Comme je m'occupe ici de littérature, et non d'histoire, je laisserai de côté la plupart des faits historiques de la fin du règne de Louis XIV et du commencement de la Régence. On trouve cette question traitée dans l'ouvrage de Rocquain sur *l'Esprit révolutionnaire avant la Révolution*. — Je m'occuperai surtout de ceux qui ont eu des vues sur les réformes auxquelles il était nécessaire de travailler. Nous avons là-dessus la brochure de Denis : *Politiques : Fleuri, Saint-Simon, Boulainvilliers, Duquet*, parue à Caen en 1871. — De Vauban, nous possédons le *Projet d'une dîme royale*, paru en 1707. Je citerai d'après l'édition de G. Michel, paru chez Guillaumin, sans date ; elle contient, à la fin, une bibliographie. En outre, Vauban avait écrit un assez grand nombre de choses pour occuper ses loisirs. Les cahiers qui les contiennent sont intitulés *Mes Oisivetés* et ont été publiés de 1843 à 1846.

Sur *Vauban économiste*, nous avons les ouvrages de Michel et Liesse en 1891, et de L. Dreyfus en 1892. — Le *Détail de la France*, de Boisguilbert, parut en 1695 et fut réimprimé en 1707. Je citerai d'après l'édition de 1851, chez Guillaumin, dans le recueil intitulé : *Economistes financiers du XVIII^e siècle*. —

Cf. aussi l'*Etat de la France* de Boulainvilliers, 1727, 3 vol. in-f°. On trouve une étude sur Boulainvilliers dans la publication que M. J. Colonna d'Istria a faite de sa traduction inédite de l'*Ethique* de Spinoza (Colin, 1907). — L'abbé de Saint-Pierre : *Projet de paix perpétuelle* (1715-1717) ; *Mémoire pour l'établissement d'une taille proportionnelle* (1717) ; *Projet d'une taille tarifée* (1718) ; *Discours sur la Polysynodie* (1718) ; *Mémoire pour augmenter le revenu des bénéfices* (1725) ; *Annales politiques* (posthume (1757).

De 1738 à 1741, on a recueilli, sous le titre d'*Ouvrages de politique et de morale*, une bonne partie des études qu'il avait publiées séparément. Sur l'abbé de Saint-Pierre, nous avons les études de Goumy (1859), de Molinari, de Siegler-Pascal (1900), de Robillard de Beaurepaire (Rouen, 1902), de Christian Paultre (1703), de Dingier (en allemand, Karlsruhe, 1905). Je parlerai moins de lui que des autres, car nous le retrouverons avec le club de l'Entresol.

*
* *

La première réaction contre Louis XIV, au milieu des adorations serviles et du silence respectueux, vint des protestants après la révocation de l'édit de Nantes. Quand, par leur refus d'obéir à la loi que le roi leur dictait, ils eurent été amenés à s'expatrier, beaucoup s'intéressèrent à leur patrie nouvelle, au point même de combattre pour elle : ils sentirent alors le besoin de se justifier aux yeux de l'Europe et de la France, et aussi à leurs propres yeux. C'est ainsi qu'ils examinèrent les fondements et les conditions de l'obéissance due au souverain. L'écrit le plus intéressant et le plus important de ceux que publièrent les protestants, ce furent les *Lettres pastorales adressées aux fidèles de France qui gémissent sous la captivité de Babylone* par Jurieu, du 1^{er} septembre 1686 au 1^{er} juillet 1689. Jurieu fit paraître ainsi 69 lettres ; c'est au tome III que se trouvent les lettres ayant plus particulièrement trait à la politique, où il discute contre Bossuet la question de savoir si on peut défendre sa religion par les armes, la question des droits respectifs des souverains et des peuples (1). Il y proclame le droit à l'insurrection. La souveraineté, dit-il, découle du peuple :

« Les peuples font les rois et leur donnent leur puissance. Or la cause doit être, en quelque sorte, plus noble que l'effet : les rois

(1) Cf. notamment les lettres XV, XVI, XVII, du 3^e vol.

assurément sont au-dessus des peuples ; mais aussi les peuples, à certains égards, sont au-dessus des rois. C'est précisément ce que les théologiens de l'Eglise gallicane disent du Pape : il est au-dessus de toute l'Eglise, il en est le chef ; cependant toute l'Eglise est au-dessus de lui. Il est certain du moins que personne ne donne ce qu'il n'a pas et ne peut avoir. Le peuple fait les souverains et donne la souveraineté (1). »

Il y a, entre les souverains et le peuple, un pacte mutuel : « Il n'y a point de relation au monde qui ne soit fondée sur un pacte mutuel, ou exprès, ou tacite. »

Il insiste aussi sur l'idée que les droits des peuples ne se prescrivent pas : « Les droits des peuples ne se prescrivent pas, non plus que ceux de l'Eglise dans le droit canon (2). »

« La violence ne sauroit prescrire contre les droits fondez sur la nature (3). »

Quand le souverain devient oppresseur, se fait l'ennemi d'une partie de son peuple, celui-ci est délié de son obéissance envers lui et ne doit plus se croire tenu par des obligations envers la patrie dont ce souverain est le chef.

Même parmi les protestants, — par exemple dans l'*Avis aux réfugiés*, dont Bayle est au moins le collaborateur, en tout cas l'éditeur, — on trouve que Jurieu exagère. Ce n'est que dans la seconde moitié du XVIII^e siècle que l'état des esprits permettra la reprise de ces idées. Il faudra arriver au *Contrat social* pour retrouver les doctrines que contiennent les *Lettres pastorales* de Jurieu. Elles étaient écrites hors de France, et on n'était pas porté à écouter les paroles des protestants réfugiés.

*
* *

Il y eut aussi une infiltration de la pensée étrangère. Si le gouvernement se montrait défiant et ombrageux envers tout ce qui ressemblait à une doctrine politique capable d'éloigner les sujets d'une obéissance stricte et complète, on ne pouvait cependant fermer la France aux ouvrages étrangers. Le *Journal des Savants* analyse des ouvrages écrits en latin ou en langue moderne par des Suisses, des Allemands, des Flamands, des Anglais, et qui donnent des théories politiques. Deux ou trois indications suffisent à donner une idée de l'importance de cette publicité attribuée

(1) Lettre XVI, p. 367.

(2) *Ibid.*, p. 375.

(3) Lettre XVII, p. 392.

à des écrits politiques. En 1702, ce sont les *Essais sur la balance du pouvoir, le droit de faire la guerre, la paix et des alliances*, ouvrage anglais, qu'analyse le *Journal des Savants*. En 1701, c'est la *Dissertatio de jure summi imperii et lege regia* de Gerard Noodt, qui avait paru en 1699 ; à propos d'une question de droit romain, c'est une théorie politique universelle. Noodt se prononce contre le pouvoir absolu des rois, déclare qu'historiquement la *lex regia* ne mettait pas les empereurs romains au-dessus des lois. « Le discours est du goût du pays où on l'a écrit », dit seulement le *Journal des Savants* ; c'est une esquisse de réfutation. En 1707, le *Journal des Savants* mentionne le *Compendium juris universi*, de Kestner, paru en 1706, et le *Schediasma morale de principio justii*, de Jentzhen (in-4°, 1707). Ajoutons les traités contenant les doctrines politiques en vertu desquelles se fit ou se justifia la révolution anglaise de 1688, comme l'*Essai sur le gouvernement civil* de Locke.

A côté de ces ouvrages anglais, deux hommes ont eu une importance considérable : Grotius et Pufendorf. Le *De jure belli et pacis*, de Grotius, qui parut en 1624, n'est traduit en français qu'en 1687, par de Courtin (2 vol. in-4°) ; une réimpression a lieu en 1703 ; Barbeyrac le traduit à nouveau en 1724, et cette traduction sera réimprimée en 1729, 1746, 1759. — La grande idée de Grotius, c'est la reconnaissance d'un droit naturel, qui subsiste dans la société. La société établit une loi civile par laquelle le recours de l'individu à la force est suspendu. Les injures dont sont victimes les individus, c'est la force publique qui leur en procure réparation. Grotius indique les exceptions qu'il faut admettre à cette prohibition des violences : c'est quand les biens, l'honneur, la vie, sont menacés, sans qu'on puisse attendre le recours de la justice ; autrement dit, c'est le droit de légitime défense. — Politiquement, la violence peut-elle se légitimer ? Il indique les cas : contre un tyran, en cas de partage d'autorité, etc. Grotius veut aussi modérer l'emploi de la violence dans les relations internationales. Les États en sont restés au droit de nature. Il fait un effort, qui a eu une grande influence, pour établir un code de guerre, limiter les violences. D'abord il définit les cas où la guerre est juste : c'est quand un peuple en est réduit à défendre son existence, quand il a à défendre ses biens ou à venger son honneur. Même quand la guerre est juste, il y a des règles à observer. Il se représente volontiers la guerre comme quelque chose d'analogue à ce qu'est le duel entre particuliers : de même que tous les moyens de combattre ne sont pas admis dans un duel, de même tous les procédés ne sont pas bons pour se faire la guerre

entre nations. Enfin il indique l'utilité de l'arbitrage ; il engage les neutres à apporter leur médiation le plus tôt possible. — Ces idées n'ont, aujourd'hui, rien de hardi ni d'original. Mais, à cette époque et même à la fin du XVIII^e siècle, elles avaient une très grande nouveauté. Rien de tout cela ne s'était encore établi dans la pratique : on le voit bien par les abominations de la guerre de Trente ans et les ravages du Palatinat. En outre, peu de consciences avaient conçu avec cette lucidité, cette précision rationnelle, comment les sentiments d'humanité peuvent s'appliquer dans les relations des États entre eux.

A côté de Grotius se place Pufendorf, qui publia, en 1672, le *De jure naturæ et gentium* et, en 1673, le *De Officio hominis ac civis*, qui est un abrégé de l'ouvrage précédent. Le *De jure naturæ et gentium* fut traduit par Barbeyrac en 1706. Le principe de ce livre est la soumission à la loi sous ses deux formes, de loi naturelle qui parle aux consciences, et de loi civile, qui est l'expression de la loi naturelle. Le bien et l'honnête, c'est l'obéissance à la loi. Il marque aussi le principe de l'égalité naturelle des hommes, d'où il fait découler leur besoin de se prêter assistance mutuelle. Le point de vue qui domine, c'est le point de vue opposé à celui qui a inspiré la théorie du *struggle for life*, le principe d'assistance mutuelle : il faut que chacun reçoive assistance des autres hommes, et la leur donne en retour. Le devoir suprême du citoyen est de contribuer au bien de la société à laquelle il appartient. Il y a une liaison entre la recherche du bonheur individuel et celle du bonheur collectif.

Ces idées étaient exprimées et souvent expliquées avec beaucoup de clarté par le traducteur. Barbeyrac est un esprit fort distingué, un traducteur du genre de Coste. Quand on cherchera l'influence de Locke et de Pufendorf sur le XVIII^e siècle, on s'apercevra souvent que c'est le traducteur, non l'auteur, qui a fourni à l'imitateur. Les notes de Barbeyrac, par exemple, ont été souvent suggestives pour J.-J. Rousseau.

En tête de sa traduction du *Droit de la nature et des gens*, Barbeyrac a mis une préface qui contient des idées fécondes. Une vérité neuve, et qui fera vite son chemin, est l'affirmation que l'intérêt public est du ressort de tous les hommes, qu'il n'y a pas à s'en désintéresser, qu'en réalité tout homme a assez de bon sens pour s'occuper de ces matières.

« Je ne suis pas surpris (dit-il, au début même de sa préface) de voir que tout le monde n'est pas capable de s'appliquer avec succès aux sciences spéculatives, et que bien des gens même ne sauraient en comprendre les premiers éléments. Les hommes ne

sont pas nez pour employer leur temps à mesurer des lignes, à examiner les rapports des angles, à considérer les divers mouvements de la matière. Leur esprit est trop grand, leur vie trop courte, leur temps trop précieux, pour l'occuper à de si petits objets... Mais il y auroit grand sujet de s'étonner, si la science des mœurs ne pouvoit pas être acquise, jusqu'à un certain degré, pour tous ceux qui veulent faire usage de leur raison, dans quelque état qu'ils se trouvent. » — Barbeyrac fait remarquer que, par science des mœurs, il entend : science de la manière dont il faut vivre en société, science sociale, plutôt que morale.

*
* *

Au moment où se répandent les traductions de Grotius et de Pufendorf, il y a en France un mouvement qui déjà oblige beaucoup d'esprits à rechercher les applications des grands principes de la raison et de l'humanité dans nos institutions. Les échecs, les abus, les misères du gouvernement de Louis XIV, dès les dernières années du xvii^e siècle, sont assez sensibles à certains esprits pour les amener à réfléchir sur l'organisation sociale. Le mouvement, d'où sort l'esprit philosophique du xviii^e siècle vis-à-vis des institutions, s'élabore de 1695 à 1720 ou 1725. En 1695, meurt La Bruyère, qui n'était pas encore un philosophe, mais qui avait indiqué déjà quelques-unes des misères de la France. C'est le moment où passe au deuxième plan, et disparaît en grande partie, la génération des écrivains enthousiastes de Louis XIV, qui s'étaient bouché les yeux pour ne reporter que sur les « traitants » ou les courtisans la responsabilité des misères et des injustices qu'ils voyaient. Moins nombreux sont les écrivains qui disaient, comme Boileau et Racine : « Sans doute, il est ennuyeux que le roi fasse tant de guerres ; mais, après tout, ce n'est pas notre affaire. » C'est le moment où Boisguilbert publie son *Détail de la France*, et où Fénelon écrit sa fameuse lettre anonyme dans laquelle il fait, avec tant de chaleur et de passion, le procès du gouvernement personnel de Louis XIV. Des hommes de plus en plus nombreux s'intéressent à la chose publique.

Je suivrai ce mouvement jusqu'aux environs de 1722 : c'est l'année de la mort de Boulainvilliers, celle qui suit la publication des *Lettres persanes*, et précède la publication de la *Henriade*, où commencent les réunions du Club de l'Entresol, et où s'annonce une génération plus polémique, plus philosophique. — Le progrès

est inégal. Nombreux encore sont ceux qui se désintéressent des affaires publiques, nombreux les courtisans qui ne regardent que leur intérêt personnel, nombreux les bourgeois du modèle de Mathieu Marais, volontiers frondeurs à huis clos, mais se gardant bien d'élever la voix : ils craignent de choquer les puissances ; ils font la critique des institutions, mais sans travailler à amener des réformes.

D'autre part, on saisit le développement d'un patriotisme ardent, d'un esprit social actif. Le sentiment du lien qui existe entre l'intérêt public et les intérêts privés prend une grande acuité dans un certain nombre de consciences. Boisguilbert écrit, dans le *Traité des Grains* :

« Il est aisé de voir que, pendant que chaque homme privé travaille à son utilité particulière, il ne doit pas perdre l'attention de l'équité et du bien général, puisque c'est de cela qu'il doit avoir sa subsistance ; et qu'en les détruisant un moment à l'égard d'un commerçant avec qui il trafique, quoique par l'erreur commune et la corruption du cœur, il croit avoir tout gagné, il doit au contraire s'attendre, si cette conduite devenait générale, comme il arrive quelquefois, à en payer la folle enchère par sa propre destruction (1). »

On commence à appeler « patriotes », « citoyens », ceux qui critiquent les institutions et le gouvernement. Dans l'*Extrait de Mézerai*, de Boulainvilliers, Mézerai est appelé citoyen. Ce devoir envers la patrie prime le devoir envers le roi : une distinction s'établit entre le roi et la nation. Sans doute, cette opposition n'est pas nette dans l'esprit des Vauban, des Boisguilbert, des Boulainvilliers : ils désirent l'accord de la grandeur du roi et de la prospérité de la nation ; mais ils constatent qu'en fait le gouvernement royal les sépare :

« Dans les moyens, tant ordinaires qu'extraordinaires, que l'on emploie pour faire trouver de l'argent au roi, on considère la France à l'égard du prince comme un pays ennemi (2). »

On ne saurait trouver de plus dure condamnation des procédés financiers du gouvernement de Louis XIV. — On voit la responsabilité du roi : cessant de s'attaquer seulement aux courtisans et aux traitants, on s'en prend aux agents directs du gouvernement royal, intendants et ministres, quelquefois au roi lui-même. Fénelon, dans sa lettre anonyme, Saint-Simon, dans une autre

(1) Collection des *Economistes financiers du XVIII^e siècle*, chez Guillaumin, t. I, 1851, p. 327.

(2) *Ibid.*, p. 221, 3^e partie, chap. VII du *Détail de la France* de Boisguilbert.

lettre anonyme qu'il écrira quelques années plus tard, disent à Louis XIV sa part de responsabilité dans les malheurs de la France. De ce sentiment que le gouvernement du roi a recours à de mauvais moyens, il résulte que les particuliers, qui se sentent un devoir envers la nation, se croient tenus de faire connaître au roi et au public leur opinion sur les affaires. Ce qui indignait tant Colbert devient chose courante : des particuliers sans mission mettent les doigts sur les plaies du royaume, les indiquent au roi, et, de peur que le roi n'entende pas, les révèlent à tout le public, font appel à l'opinion. Voici comment Vauban se justifie de prendre ainsi la parole sans mission :

« Je ne suis ni lettré ni homme de finances, et j'aurais mauvaise grâce de chercher de la gloire et des avantages par des choses qui ne sont pas de ma profession. Mais je suis Français, très affectonné à ma patrie et très reconnaissant des grâces et des bontez, avec lesquelles il a plu au Roy de me distinguer depuis si long-temps... C'est donc cet esprit de devoir et de reconnaissance qui m'anime, et me donne une attention très-vive pour tout ce qui peut avoir rapport à luy et au bien de son Etat...

« Les causes de la misère des peuples de cet Etat sont assez connues ; je ne laisse pas néanmoins d'en représenter en gros les principales ; mais il importe beaucoup de chercher un moyen solide qui arrête ce desordre, pendant que nous jouissons d'une Paix, dont les apparences nous promettent une longue durée.

« Bien que je n'aye aucune mission pour chercher ce moyen, et que je sois peut-être l'homme du Royaume le moins pourvu des qualitez nécessaires à le trouver, je n'ay pas laissé d'y travailler, persuadé qu'il n'y a rien dont une vive et longue application ne puisse venir à bout (1). »

C'est du même sentiment que s'autorise Boulainvilliers, dans la préface de l'*Etat de la France* :

« Mes idées sur le bien public, sur l'engagement dans lequel naissent tous les particuliers d'y contribuer de toutes leurs forces, et sur l'amour presque surnaturel qu'ils doivent à leur patrie me firent imaginer, car je ne sçai encore s'il est bien vrai, et il n'y a que le succès qui me le puisse apprendre, que du détail de ces Mémoires on pourroit tirer une idée du produit général de toutes les provinces, tant de celui qu'on peut regarder comme don gracieux de la nature que de celui qui est dû à la prudence humaine et qui est le fruit des arts : je pensois encore que, de ce même détail, on pourroit recueillir les moyens de perfectionner et l'Art

(1) Préface de la *Dixme Royale*, éd. 1707, pp. 2, 3, 4, 5.

et la Nature pour porter le bonheur des Peuples bien plus loin qu'il n'a été possible de le faire aller dans les siècles passez (1). »

Il a résumé, dans ces 3 volumes in-f^o, les 42 volumes que formaient les mémoires adressés par les intendants pour l'instruction du duc de Bourgogne. Mais ce n'est pas seulement un abrégé : Boulainvilliers vulgarise, en les exposant ainsi au public, toutes les misères et tous les abus, tels que les intendants eux-mêmes les avaient reconnus.

Voici donc, de tous côtés, une bonne volonté patriotique. Chez ceux mêmes à qui leur situation offre le moins de moyens de donner un plan de réformes, on constate cependant cette bonne volonté, qui se manifeste parfois d'une façon naïve et touchante. Tel est l'abbé des Billettes, de l'Académie des Sciences, qui s'occupait de généalogie, d'histoire naturelle et d'autres sciences de peu d'utilité pratique. Voici ce qu'il avait trouvé :

« Le bien public, l'ordre ou plutôt tous les différents établissements particuliers d'ordre que la société demande, toujours sacrifiez sans scrupule, étoient pour lui les sujets d'une passion vive et délicate. Il la portoit à tel point que, quand il passoit sur les marches du Pont-Neuf, il en prenoit les bouts qui étoient moins usés, afin que le milieu qui l'est toujours davantage ne devînt pas trop tôt un glacis. Mais une si petite attention s'ennoblissait par son principe ; et combien ne seroit-il pas à souhaiter que le bien public fût toujours aimé avec autant de superstition (2) ? »

Cette forme touchante du sentiment social se manifeste de même chez beaucoup de ses contemporains. — Mais, pour aboutir à des résultats positifs, il fallait que cette bonne volonté existât chez des hommes en mesure d'être renseignés.

Les hommes dont je m'occupe aujourd'hui réunissent ces deux caractères : ils ont ce patriotisme attentif et ardent — patriotisme signifiant ici souci de l'intérêt de la nation — et en même temps, par leur situation sociale, ils sont à la source des renseignements sur l'état réel du royaume. Ils voient les faits, et par là ont des idées précises sur les remèdes à apporter. Boisguilbert est lieutenant général au bailliage de Rouen, et allié de Vauban ; Vauban a couru 25 ans de province en province pour visiter, réparer, construire des forteresses. Fénelon, précepteur du duc de Bourgogne, a à sa disposition tous les renseignements qui sont à la portée des princes ; l'abbé de Fleury est sous-précepteur du

(1) Ed. 1727, préface, p. 3.

(2) Fontenelle, *Eloges*, tome III des *Œuvres diverses*, éd. 1724, p. 577.

même prince ; Saint-Simon est un courtisan, ami du duc de Bourgogne, lié à certains ministres, comme Pontchartrain ; l'abbé de Saint-Pierre est un grand seigneur, aumônier de Madame. Des hommes plus obscurs présentent aussi ce double caractère : par exemple ce Fougerolles, dont Boulainvilliers a inséré un mémoire très intéressant au tome III de son *Etat de la France*, a administré un certain nombre d'affaires.

Peu importe qu'on trouve chez eux des idées rétrogrades, que Boulainvilliers soit un esprit féodal, comme Fénelon, que Saint-Simon rêve une réaction encore plus forte au profit de sa caste, que Vauban et Duguet, ainsi que Fénelon, aient des idées naïvement morales en économie politique, proscrivent le luxe, ruinant ainsi l'industrie d'une partie de la France. Vauban veut des impôts « sur le luxe et la dorure des habits, dont l'éclat surpasse la qualité, et le plus souvent les moyens de ceux qui les portent ; sur ceux qui remplissent les rues de carrosses à n'y plus pouvoir marcher, lesquels n'étant point de condition à avoir de tels équipages, mériteraient bien d'en acheter la permission un peu chèrement, que celle de porter l'épée à ceux qui ainsi, n'étant ni gentilshommes ni gens de guerre, n'ont aucun droit de la porter ; sur la magnificence outrée des meubles ; sur les dorures des carrosses ; sur les grandes et ridicules perruques, et tous autres droits de pareille nature, qui, judicieusement imposez, en punition des excès et desordres causés par la mauvaise conduite d'un grand nombre de gens peuvent faire beaucoup de bien, et peu de mal.

« En voicy un autre, dont je ne fait point de compte, mais qui pourrait être pratiqué avec une très-grande utilité. Il y a dans le Royaume environ trente-six mil paroisses, et de ce nombre de paroisses, il n'y a pas moins de quarante mil cabarets, dans chacun desquels il se pourroit débiter année commune, quinze muids de vin, de cidre, ou de bière, selon les païs, à ceux qui y vont boire, s'il arrivoit un temps plus favorable au peuple. Supposant donc les aydes supprimées, ce ne seroit pas leur faire tort, que d'imposer trois livres dix sols sur chaque muid de vin bû dans le cabaret, et non autrement ; et sur le cidre et la bière à proportion ; cela ne reviendrait qu'à un liard la pinte, et pourroit, en produisant un revenu considérable, qui iroit à plus de deux millions, contenir un peu les païsans, qui les jours de dimanches et de fêtes, ne désemplissent point les cabarets (1). »

Il y a ainsi chez eux un mélange d'idées justes, qui sont par-

(1) *Dixme Royale*, éd. 1707, pp. 93-94.

fois celles des économistes de notre temps, et de préoccupations morales auxquelles la législation d'aujourd'hui reste souvent étrangère. Mais le principal emporte l'accessoire ; chez les plus réactionnaires même, nous voyons un tel désir d'échapper aux misères, aux abus, qu'il faut leur pardonner de s'être trompés sur les moyens : l'essentiel était de comprendre qu'un changement était nécessaire, et d'aspirer à ce changement. Il faut faire une exception pour Saint-Simon, qui est avant tout « duc et pair », ce qui paralyse souvent ses excellentes qualités. Les autres sont moins rétrogrades ; ils proposent des mesures libérales, qui contiennent en germe l'avenir et par lesquelles, en réalité, s'est fait peu à peu le passage de la France despotique de Louis XIV à la France moderne.

Voici les principaux points sur lesquels la plupart sont d'accord, et qui peuvent résumer les aspirations de la conscience sociale à la mort de Louis XIV. D'abord un immense désir de paix. Les mémoires des intendants montrent qu'en cela ces hommes sont l'écho des vœux de la nation tout entière. Le plus vif dans ses écrits en faveur de la paix est le bon abbé de Saint-Pierre. Son *Discours sur la Polysynodie* sera si dur pour Louis XIV, qu'il le fera exclure de l'Académie (1718). Dans ses *Annales politiques*, qui sont comme le résumé de son œuvre, il se montre également très sévère pour Louis XIV. On ne veut pas du gouvernement despotique : Louis XIV l'a discrédité pour longtemps. Même des hommes de sentiments politiques très modérés estiment que le gouvernement despotique est une mauvaise chose. Nous avons vu, l'an dernier, que Bayle, qui, à vrai dire, n'a pas de doctrine sociale, est très net sur ce point. L'abbé Levassor, un oratorien que ses idées ont obligé de passer en Angleterre, mais qui est un homme très modéré, écrit à Bayle, en 1697 :

« Je suis bien persuadé que ce qu'on appelle pouvoir absolu ou arbitraire est la plus grande peste du genre humain (1). »

Ainsi il ne faudra pas s'étonner de voir la plupart des écrivains nouveaux demander l'abolition du despotisme. Les uns, comme l'abbé de Saint-Pierre dans sa *Polysynodie*, Saint-Simon dans ses *Projets de gouvernement* concertés avec le duc de Bourgogne, demandent la suppression des secrétaires d'Etat ; d'autres demandent la suppression des intendants ; Boulainvilliers, dans sa préface de *l'Etat de la France*, ne trouve pas assez de termes pour flétrir ces « oppresseurs de leur patrie », « séducteurs » et

(1) Choix de la correspondance inédite de Bayle, Emile Gigas, Copenhague, 1890, p. 507.

« corrupteurs ». Il énumère tout ce qu'ils ont fait de mal, leur reproche d'avoir manqué d'humanité. Boulainvilliers se montre très dur pour ce règne despotique de Louis XIV. Il insiste sur la nécessité de remettre à des Etats généraux l'administration et l'établissement des impôts. Il revient, en divers endroits de son ouvrage et notamment au tome III, sur cette nécessité de rétablir les Etats généraux, et de leur donner une part du pouvoir.

Saint-Simon rêve une nouvelle division de la France en douze provinces, ayant chacune ses Etats particuliers, répartissant et recevant les impôts ; il rêve des Etats généraux assignant à chaque province sa quote-part ; sans doute, il leur donne seulement un droit de remontrance envers le pouvoir central, ce qui est peu, mais, en ces matières, le commencement est tout.

Outre la réforme générale qu'ils demandent, certains points précis sont nettement indiqués par les réformateurs : ce sera l'objet de notre prochaine leçon.

Histoire intérieure de la France depuis 1870.

Cours de M. CHARLES SEIGNOBOS,

Professeur à l'Université de Paris.

Réorganisation de la France. — Rupture entre Thiers et les royalistes (septembre 1871-juillet 1872).

Nous avons vu comment le régime provisoire du pacte de Bordeaux a été remplacé, le 31 août 1871, par une constitution, d'ailleurs provisoire elle aussi, qui donne au Président une durée de pouvoir égale à celle de l'Assemblée, qui institue un régime de forme parlementaire, mais avec une anomalie : le Président restant responsable devant l'Assemblée et ayant le droit de prendre part aux délibérations. Nous avons vu aussi comment l'œuvre de réorganisation a commencé par le vote de mesures urgentes concernant les conseils municipaux, la presse, les emprunts, les conseils généraux.

Nous allons voir aujourd'hui :

1^o Comment, sous le régime de la constitution provisoire, se sont faites la réorganisation et la liquidation nécessitées par la guerre.

2^o Comment l'équilibre entre les partis établis par cette constitution a disparu par suite de la rupture entre Thiers et la majorité.

Les documents, pour cette période, sont les mêmes que pour la période précédente. Ce sont surtout les comptes rendus des débats parlementaires, les journaux et les souvenirs (ceux de J. Simon, de Falloux, de Meaux, de Delpit, de Dampierre). Les exposés sont les mêmes : Denis, Hanotaux, Zévort. Pour les finances, il faut ajouter : L. Say, *Dictionnaire des finances* ; M. Bodet, les *Finances françaises de 1870 à 1878*.

I. — La réorganisation porte sur deux points principaux : l'armée et les finances. Il faut cependant signaler une loi votée le 15 février 1872 et destinée à augmenter l'influence politique des conseils généraux. Elle donne à ces conseils, dans le cas où le gouvernement serait, par suite d'une révolution ou d'un coup

d'Etat, mis dans l'impossibilité de fonctionner, le droit de s'assembler et de nommer chacun deux délégués pour former une assemblée qui s'emparera momentanément des pouvoirs exécutif et législatif. Cette loi n'a naturellement jamais été appliquée ; en fait, ce ne fut qu'une manifestation.

A) Nous avons déjà vu comment la réorganisation de la force armée a commencé par une mesure politique : la dissolution des gardes nationales. En attendant la refonte du régime militaire de la France, Thiers réorganise d'abord l'armée suivant l'ancienne loi. Dans son message du 7 décembre 1871 à l'Assemblée nationale, il déclare : « Quand l'œuvre sera achevée, nous aurons 150 régiments d'infanterie, nombre que nous n'avons jamais atteint, et qui permettra d'incorporer la force considérable de 600.000 hommes d'infanterie dans des régiments de 3.000 hommes en campagne et 1.000 au dépôt. »

Cependant une commission, dont le marquis de Chasseloup-Laubat est le rapporteur, prépare une réforme du régime militaire. La discussion de la loi militaire commence le 27 mai 1872. Sur ce point encore se manifeste un désaccord fondamental entre Thiers et l'Assemblée. La grande majorité des députés, sans distinction de partis, admet que la guerre de 1870 a démontré la nécessité de renoncer à l'armée de soldats de profession et d'adopter le système prussien du service universel. Le rapport de Chasseloup-Laubat est favorable à cette solution : « On peut regretter, disait-il, pour la civilisation, que l'Europe en soit venue à cette nécessité de maintenir des milliers d'hommes prêts à prendre les armes... Lorsqu'à côté de nous une puissance s'est formée qui, laborieuse, instruite, disciplinée, peut jeter de nombreuses armées sur nos frontières dégarnies, nous n'avons pas à hésiter. » Mais Thiers est resté partisan de l'armée de profession ; il voudrait garder le service de sept ans avec le remplacement ; il est grand admirateur de la loi de 1832 et aussi de l'école de Saint-Cyr. Après des discussions très vives à la commission et en séance, il est obligé de céder sur le principe. L'article 1^{er} déclare que tout Français doit le service militaire personnel. Le service militaire est divisé en quatre séries, comme en Prusse : armée active, réserve de l'armée active, armée territoriale, réserve de l'armée territoriale.

Mais, pour l'application, on est obligé d'aboutir à deux compromis. Le premier et le plus important porte sur la durée du service actif. Sur ce point, il y avait deux questions pratiques à régler : d'abord celle du temps jugé nécessaire à la formation d'un soldat, ensuite celle des dépenses qui ne devaient pas dépasser une certaine limite. Thiers aurait voulu que la durée du

service actif restât fixée à sept ans ; la majorité de l'Assemblée demandait le service de trois ans. Thiers obtient que cette durée soit fixée à cinq ans. Mais, avec ce chiffre, il est impossible d'incorporer et de garder tout le contingent. La dépense aurait été énorme (environ 850 millions). On est obligé d'avoir recours à un expédient. Le contingent sera divisé en deux portions par le vieux procédé du tirage au sort. Légalement les classes sont divisées en deux portions, dont l'une fait cinq ans et l'autre un an. Mais la loi laisse au ministre de la guerre le droit de renvoyer les soldats avant l'expiration de leur temps de service. On essaie de faire appliquer cette mesure à la portion la plus chargée du contingent et de réduire ainsi la durée du service à quatre ans. Mais Thiers refuse et offre sa démission. En fait, on laisse au ministre le droit de renvoyer la deuxième portion après 6 mois de service, et c'est le régime qui s'est établi. Thiers, qui avait de grandes prétentions militaires, déclarait qu'il lui était indifférent de renvoyer les soldats après 6 mois ou après un an de service, attendu que, ni dans un cas ni dans l'autre, on ne pouvait former un soldat. — Le deuxième compromis porte sur le service des jeunes gens de la bourgeoisie. On adopte pour eux le régime prussien, mais modifié, du volontariat d'un an. Les jeunes gens bacheliers ou ayant satisfait à un examen qu'on crée exprès peuvent s'engager d'avance pour un an à condition de s'équiper à leurs frais (plus tard, on fixa à 1.500 francs le chiffre de la somme à verser). Enfin, on dispense de tout service les membres de l'enseignement et du clergé.

En somme, cette loi institue un régime de service universel et inégal.

B) La réorganisation des finances commence par une liquidation des déficits produits par la guerre : dépenses pour les armées, déficit des départements envahis, déficit produit par l'arrêt de la vie normale. On y joint les pertes privées résultant des ravages ou des réquisitions. On n'a pas voulu reconnaître pour ces pertes le droit à l'indemnité, mais l'Assemblée a voté un « dédommagement large et immédiat » (sept. 1871). Ces secours sont répartis par départements.

La surcharge annuelle à inscrire au budget, évaluée d'abord à 556 millions, est en réalité de 750 millions. Le budget, qui, en 1830, s'élevait à 981 millions et, en 1846, à 1.446 millions, monte à 2.500 millions.

Comment se procurer les sommes nécessaires à l'équilibre du budget ? Pour payer les 5 milliards dus à l'Allemagne, on décide d'avoir recours à un emprunt. Pour le service des intérêts, on

créera des impôts nouveaux. Mais, encore une fois, un désaccord se manifeste sur la nature de ces impôts entre l'Assemblée et les commissions d'une part et Thiers de l'autre.

Le régime fiscal de la France a consisté, jusque-là, à maintenir les anciennes contributions directes créées par la Révolution au nombre de quatre, et à se procurer les recettes nouvelles par deux procédés : 1° par un expédient temporaire, qui consiste à ajouter des centimes additionnels aux contributions existantes (on employa ce procédé en 1815, en 1831 et en 1848) ; 2° surtout par des impôts de consommation indirects. Comme personne ne veut se risquer à ajouter aux impôts directs existants des centimes additionnels généraux, qui seraient très impopulaires (on se souvient de 1848), il ne reste que deux solutions : ou bien augmenter l'impôt direct en essayant d'atteindre le revenu des valeurs mobilières (c'est la solution de l'Assemblée : elle implique une réforme réelle du régime fiscal, la création d'un impôt sur le revenu), ou bien maintenir le système des impôts directs existants et créer de nouveaux impôts indirects, charger la consommation et épargner les fortunes acquises : c'est le système de Thiers. Le 26 décembre 1871, il déclare à l'Assemblée que le système en vigueur donne à la France « la répartition de l'impôt la plus équitable de beaucoup qu'il y ait dans toutes les sociétés européennes ». — « C'est un système fiscal ingénieux, savant, bien combiné, dit-il, qui donne le moyen de frapper tous les revenus et qu'on peut améliorer encore. Ne le gâtons pas en y introduisant une institution qui en troublerait toute l'économie, qui ferait double emploi et dont l'application serait souvent injuste et quelquefois même dangereuse pour la sécurité des contribuables. » Ce que Thiers demande, par conséquent, c'est la conservation de l'ancien régime ; il veut même profiter des circonstances pour faire une petite réaction et revenir sur l'essai de libre-échange tenté par Napoléon III, en rétablissant le protectionnisme sous la forme détournée d'une élévation de tarifs sur les matières premières nécessaires à l'industrie et sur les fils (cette assimilation inattendue des fils aux matières premières était due à ce que le ministre des finances, Pouyer-Quertier, était un filateur normand).

Le conflit est d'abord retardé. Tout le monde est d'accord sur une partie des impôts indirects à créer, et, le 16 septembre 1871, l'Assemblée en vote une première série : impôts sur le tabac, les allumettes, le papier, les quittances, les cercles, les billards, la circulation des voyageurs et des marchandises ; surtaxes sur le sucre, le café, l'alcool ; accroissement des droits de timbre et

d'enregistrement. Mais, ces mesures une fois prises, il reste un déficit de près de 200 millions.

La discussion sur les impôts à créer pour combler ce déficit fut très longue et très vive. La résistance de l'assemblée étant très forte, tous les partis étant d'accord pour désirer une réforme, Thiers fut obligé d'en arriver à une manifestation éclatante et de donner sa démission. La discussion commence fin décembre 1871 ; elle est interrompue, puis reprise et dure jusqu'en juillet 1872. On discute d'abord le projet d'impôt sur le revenu. Il est soutenu par les économistes et par le centre. Le système proposé est analogue au système anglais : c'est un impôt par cédules (la rente n'est pas frappée) ; pour les revenus du commerce et de l'industrie, on propose le système de la déclaration et de la taxation. Thiers le combat, lui reproche d'être vexatoire et de faire double emploi avec les impôts existants. Il indique à ses amis la tactique qu'il entend suivre : faire repousser à l'Assemblée tous les impôts proposés, pour ensuite l'obliger à voter l'impôt sur les matières premières. Mais l'Assemblée ne l'entend pas ainsi et, le 19 janvier, au cours de la discussion de l'impôt sur les matières premières, elle prend en considération le projet de Lucien Brun qui propose de créer un impôt sur le chiffre des affaires, et, par 367 voix contre 297, elle décide malgré Thiers de nommer une commission chargée de l'examiner. Le résultat est une crise générale : les ministres et Thiers donnent leur démission. La gauche et la droite envoient aussitôt des délégués auprès de lui. Le lendemain matin, les groupes se réunissent. Enfin l'Assemblée vote l'ordre du jour Batbie : « Considérant... que son vote ne peut être... regardé comme un acte de défiance... l'Assemblée fait un nouvel appel au patriotisme de M. le Président de la République et déclare ne pas accepter sa démission. » Thiers consent à revenir sur sa décision.

Cependant le conflit n'est pas tranché ; il se résout par un compromis. De l'impôt sur le revenu, il reste des débris. En juillet 1872, l'Assemblée adopte une taxe de 3 C/0 sur le revenu des valeurs mobilières (la rente française et les valeurs d'Etat étrangères étaient exemptées) et une taxe de 2 0/0 sur l'intérêt des créances hypothécaires, à laquelle d'ailleurs on dut bientôt renoncer. L'Assemblée se résigne, enfin, à adopter le projet de Thiers sur les matières premières, mais réduit. Le gouvernement avait proposé des droits de 10 à 20 0/0 remboursables à l'exportation ; la commission propose des droits de 3 0/0 sans remboursements. Mais l'existence de traités de commerce avec certains pays (Italie, Suisse, Espagne, etc.) empêche le retour complet au régime

protecteur. On discute sur la difficulté qu'il y aura à empêcher le passage des matières brutes par ces pays, sur la possibilité de compenser le tort fait aux industries qui emploient des matières taxées. Toutes ces discussions aboutissent au vote de la loi du 26 juillet 1872 : certains articles sont assujettis à de faibles droits non restituables à l'exportation, d'autres sont soumis à des taxes plus élevées ; mais on rend, à la sortie des produits fabriqués, la taxe perçue à l'entrée sur la matière brute. Comme l'évaluation est très difficile à faire et comme, en fait, on compte dans la somme remboursée des droits non perçus (frais de courtage), en réalité cette loi institue une vraie prime à l'exportation.

Pour acquitter le reste des 5 milliards dus à l'Allemagne, le gouvernement obtient de l'Assemblée (juillet 1872) l'autorisation de faire un deuxième emprunt. Le système employé fut le même qui avait été employé en juin 1871. On refusa même d'accorder l'irréductibilité aux souscripteurs qui verseraient intégralement la somme souscrite. Les titres de rente à 5 francs furent émis au taux de 84 fr. 50. Ce fut une énorme opération de spéculation. Il y eut 43 milliards souscrits ; l'impression produite fut considérable.

C) En même temps que l'Assemblée prenait ces mesures de réorganisation matérielle, il y avait des tentatives de réformes. Deux surtout sont importantes.

Il y eut d'abord un projet de réforme de l'enseignement primaire ; tout le monde était d'accord pour admirer le régime allemand et attribuer les victoires prussiennes à l'instruction. Mais il n'y a pas entente sur les procédés à employer pour faire la réforme. Jules Simon, ministre, propose d'établir l'instruction obligatoire en forçant les communes à l'organiser : l'instruction ne serait pas gratuite, mais seulement pour des raisons pratiques. La commission chargée de l'examen du projet, en majorité catholique, oppose un contre-projet : les écoles seraient données à des associations (en fait à des congrégations). Dès lors, J. Simon se désintéresse de la loi, qui naturellement n'aboutit pas.

Un autre projet est également déposé pour établir la liberté d'association. Mais on vote seulement la loi d'exception contre l'Internationale, et on ne parvient pas à définir l'association licite. Le projet n'aboutit pas.

Dans l'ensemble, la réorganisation est incomplète. Elle ne porte guère que sur les forces matérielles, ne change pas les institutions, sauf en ce qui concerne le régime de la presse, les conseils municipaux et un peu les conseils généraux. Elle est tout à fait conforme au caractère politique de Thiers : c'est une réorgani-

sation conservatrice. Elle conserve le régime antérieur ; elle augmente les charges fiscales, sans réformer le système et les charges militaires, en concédant seulement le principe du service universel imité de la Prusse.

II. — Pendant que le gouvernement et l'Assemblée travaillent à la réorganisation, un accord, précaire d'ailleurs, est maintenu entre le gouvernement et la majorité ; mais la rupture se prépare.

A) Voyons, d'abord, dans quelles conditions se fait le travail parlementaire. L'Assemblée siège à Versailles dans la salle d'opéra du château. Des loges, le public assiste aux séances. Les commissions travaillent dans les salles du château. Les groupes tiennent des réunions fréquentes. Thiers habite à Versailles ; mais, durant les vacances, il va à Paris et il reçoit à l'Elysée. Beaucoup de députés logent à Paris. Il y a, entre Paris et Versailles, un va-et-vient continu de députés (trains parlementaires), de journalistes, de fonctionnaires, de solliciteurs.

Les partis se sont groupés dans le vote de la constitution provisoire. Le gouvernement a été soutenu par les groupes du Centre : c'est ce qu'on appelle la *conjonction des Centres*. Les deux Extrêmes ont voté contre le projet : Extrême droite et une partie de la Droite d'un côté, Union républicaine et une partie de la Gauche de l'autre. Le gouvernement essaie de gouverner contre les deux Extrêmes à la fois, contre les républicains qui ne veulent pas reconnaître à l'Assemblée le pouvoir constituant, et contre les légitimistes qui n'acceptent pas le mot de République, et de s'appuyer sur les Centres. C'est le premier essai fait sous la République du gouvernement par les Centres. La politique de Thiers est exprimée par la formule de République conservatrice. Il accepte la forme républicaine pour garder le fond antérieur, c'est-à-dire les institutions de la monarchie et de l'Empire. C'est le maintien du *statu quo* avec la pratique parlementaire : tous les membres de l'Assemblée ont été élevés, en effet, dans l'horreur de la dictature, et c'est un principe sur lequel tous sont d'accord, que le gouvernement doit marcher avec la majorité. Le désaccord porte sur la façon de former la majorité. C'est, d'ailleurs, une difficulté permanente de la vie politique française, parce que l'existence d'un deuxième tour de scrutin permet d'avoir plus de deux partis.

Le vote de la constitution provisoire est suivi d'une période d'entente entre Thiers et la droite. Les considérants de la loi Rivet, en effet, où il était dit que « les droits souverains de l'Assemblée ne souffraient pas la moindre atteinte par l'essai loyal

que l'on faisait des institutions républicaines », avaient réservé la question du régime définitif. Dans son message du 13 septembre 1871, Thiers revient encore sur cette idée et déclare : « Ce pays... sera-t-il république ou monarchie?... Quel problème plus grand fut jamais posé devant une nation, dans les termes où il se pose maintenant devant nous ? » En partant pour les vacances, l'Assemblée laisse une commission permanente.

Pendant les vacances, le 8 octobre, ont lieu les élections des conseils généraux. Les bureaux restent en majorité conservateurs ; mais le pays apparaît comme républicain. Survient la mort du ministre de l'Intérieur ; Thiers le remplace par le président du Centre gauche, Casimir Périer, qui envoie aux préfets une circulaire où il reconnaît la République. D'Audiffret est mécontent ; mais, à la rentrée, Thiers maintient la trêve par son message du 7 décembre, où il ne parle pas de la République : « Il manque au repos du pays quelque chose, dit-il... un avenir clairement défini... Quant à nous... notre unique, mais impérieux, devoir, c'est de réorganiser le pays. »

B) Mais l'équilibre par les Centres est instable. Des deux côtés le Centre est entraîné à s'appuyer sur les groupes extrêmes les plus voisins. Les conflits commencent et remplissent l'année 1872. Ils se compliquent des conflits qui surviennent entre Thiers et l'Assemblée à propos de questions matérielles, comme l'impôt et l'armée.

Ce sont les royalistes qui prennent l'offensive. Les princes d'Orléans veulent siéger. Ils font poser la question à l'Assemblée. Casimir Périer vient déclarer, au nom de Thiers, que l'engagement pris par les princes a été pris à l'égard de l'Assemblée. Celle-ci cependant se refuse à inviter les princes à venir siéger. Elle se borne à voter l'ordre du jour suivant : « L'Assemblée nationale, considérant qu'elle n'a ni responsabilité à prendre ni avis à donner sur des engagements auxquels elle n'a pas participé, passe à l'ordre du jour. » Dès le 19 décembre, les princes viennent siéger au Centre droit.

Thiers irrité profite, le 26 décembre 1871, de la discussion de l'impôt sur le revenu pour faire une déclaration républicaine : « Vous qui voulez faire un essai loyal de la République, et vous avez raison, il faut le faire loyal... Je m'adresse tout spécialement à ceux qui se font de la République un souci continuel, et je suis du nombre. » Aussitôt se produit un premier conflit qui se manifeste par l'opposition de Bocher, l'ami des princes, au projet de loi autorisant la Banque de France à augmenter de 400 millions l'émission de ses billets.

Les royalistes reprennent leurs projets de restauration : c'est de Falloux qui en prend l'initiative. Il s'agit d'élaborer un projet d'attente, de réaliser, en attendant la fusion des princes, la « fusion parlementaire » de leurs partisans. On élabore un programme. Thiers serait renversé, le pouvoir exécutif déclaré vacant, le duc d'Aumale nommé lieutenant général. Mais il fallait l'adhésion de l'Extrême droite et, par suite, celle du comte de Chambord. C'est le général Ducrot qui va soumettre le programme au comte. Il est mal reçu, et le comte de Chambord dit en parlant du duc d'Aumale : « Je n'admets pas qu'un prince du sang soit en dehors de l'entourage de son roi. » Les royalistes gardaient secrètement l'espoir que, puisque le roi ne voulait pas renoncer au drapeau blanc, il abdiquerait. Mais, le 23 janvier, il lance un nouveau manifeste où il déclare : « Je n'abdiquerai jamais ». Et il ajoute : « Personne... n'obtiendra de moi que je consente à devenir le roi légitime de la révolution. » Cependant les royalistes de la droite ne désespèrent pas et rédigent un programme qu'ils envoient au roi avec 159 signatures. Le comte de Chambord ne répond pas. Ainsi, en février 1872, la fusion échoue comme en 1871, par la volonté du chef de la branche aînée.

La division entre royalistes encourage les partisans de l'Empire. Rouher est élu député en Corse, le 11 février 1872. Rentré à Paris dès la fin de l'année 1871, il réorganise le parti bonapartiste, fait de la propagande, crée des journaux : *l'Ordre*, le *Petit Caporal*, *l'Armée* ; s'assure le concours du cardinal de Bonnechose. Thiers annonce qu'il va prendre des mesures contre les bonapartistes. Rouher, de son côté, crée à l'Assemblée le *groupe de l'appel au peuple*, qui reste en dehors du groupement des partis et qui est à la fois hostile à la République et à une Restauration.

Entre temps avait eu lieu un débat sur la proposition Duchâtel-Humbert relative au retour de l'Assemblée à Paris (2 février). Casimir Périer, ministre de l'intérieur, s'en était déclaré partisan. Battu, il donne sa démission. Thiers le remplace par V. Lefranc, de la Gauche républicaine, ministre du commerce et de l'agriculture. De Goulard, du Centre droit, entre au ministère.

Pendant les vacances de Pâques, les républicains prendront l'offensive. Gambetta fait, dans les départements, une campagne de banquets et de discours. La politique de Gambetta consiste à coaliser tous ceux qui acceptent la République, à ne demander aucune réforme, à faire porter tout son effort sur la question de la forme républicaine. Cela lui permet d'opérer d'accord avec les républicains conservateurs du Centre gauche et à se présenter

comme un ami de Thiers. Par contre, il attaque violemment l'Assemblée, lui dénie le pouvoir constituant et en réclame la dissolution. En même temps, un grand nombre de conseils généraux, réunis hors séance, envoient à Thiers des adresses, où ils le remercient « du soin qu'il met à conserver la forme du gouvernement établi ». Enfin, à son tour, après la rentrée, le Centre gauche prend position. Le 12 mai, le général Chanzy, élu président du groupe, déclare : « Nous acceptons dans le fond et dans la forme la République, puisqu'elle existe de fait. »

La tactique de Gambetta met Thiers dans une situation fausse. Il ne peut pas accepter la dissolution ; car il veut obliger l'Assemblée, dont il n'est d'ailleurs que le mandataire, à consolider le régime existant en faisant des lois constitutionnelles. D'autre part, il ne veut pas rompre avec les républicains.

Peu à peu la situation devient très nette. Le 17 juin, d'Haussonville fait paraître aux *Débats* une lettre où il dit : « Dans le cas où M. Thiers, se refusant à nos prières, voudrait continuer sa politique actuelle..., l'épreuve sera rude. De la crise même sortira peut-être le salut. » En même temps, le Centre droit essaie de négocier avec le Centre gauche pour imposer à Thiers une politique conservatrice. Mais le général Chanzy met comme condition préalable à toute entente l'acceptation de la République. Enfin, irrités, les royalistes envoient, le 20 juin, 8 délégués, auxquels se joint le général Changarnier, faire une démarche décisive auprès de Thiers. Ils lui exposent leurs griefs ; Thiers refuse de s'engager : ce fut cette démarche que l'on surnomma la « manifestation des bonnets à poil ».

Dès lors, le Centre droit, qui a soutenu, jusqu'à ce moment, le gouvernement d'accord avec le Centre gauche, se détache de lui. Au moment où la réorganisation du pays s'achève, le système du gouvernement par les Centres est devenu impossible. La rupture entre Thiers et la majorité royaliste de l'Assemblée est, on peut le dire, dès ce moment, un fait accompli (juillet 1872).

• E. M.

Sujets de devoirs.

UNIVERSITÉ DE PARIS

AGRÉGATION DE PHILOSOPHIE.

Dissertation.

I. — Place de la morale dans l'ensemble de la philosophie de Descartes.

II. — La moralité dans l'art.

III. — Notion du donné dans Locke, Berkeley et Hume.

★
★ ★

AGRÉGATION DES LETTRES.

Composition française.

Le sentiment de la nature dans Rousseau et dans George Sand.

Thème latin.

J.-J. ROUSSEAU, *Lettre à Christophe de Beaumont* (conclusion), depuis : « Vous me traitez d'impie... », jusqu'à : «... on nous accuse encore de vous manquer de respect. »

Version latine.

CICÉRON, *Brutus*, XLIX, depuis : « Recte requiris, Attice... », jusqu'à : « Quum multi essent oratores... »

Thème grec.

BUFFON, *Les Époques de la Nature*, VII^e Époque, conclusion, depuis : « Dans les animaux, la plupart des qualités qui paraissent individuelles... », jusqu'à : «... les trésors de son inépuisable fécondité. »

Version grecque.

ESCHYLE, *Prométhée*, v. 452 à 487.

AGRÉGATION D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE.

- I. — Le rôle politique de Cicéron jusqu'à la mort de César.
- II. — Colbert et le système protecteur.
- III. — Formation et répartition des dunes littorales.

ALLEMAND.

Thème.

SAINT-BEUVE, *Lundis* III, sur *Frédéric II*, depuis : « Au point de vue du goût... », jusqu'à : « ... de très mauvais ».

Version.

STEFAN GEORGE, *Der Teppich des Lebens, Vorspiel*, pages 16 et 17.

Dissertation française.

Le sentiment de la nature dans le *Sturm und Drang* et la poésie lyrique contemporaine (en prenant comme texte les auteurs du programme).

Dissertation allemande.

Herder und Goethe.

ANGLAIS.

Version.

BUNYAN, *Grace Abounding*, depuis : « One thing I may not omit... », jusqu'à : « ... precious to me in those days. » (Ed. Cassel, p. 28-30.)

Thème.

TAINE, *Litt. angl.*, vol. V (pp. 334-335), depuis : « Vous êtes bien Français... », jusqu'à : « ... que vous appelez Londres et Manchester. »

Dissertation anglaise.

What is your idea of a good translation ?

Dissertation française.

Apprécier le mot de Carlyle sur Shakespeare : « His art is not artifice. » (*Heroes*, III.)

AGRÉGATION DES LETTRES.

Composition française.

Examiner, à propos des *Destinées*, ce jugement de Brunetière : « Si la composition est, sans doute, l'un des mérites éminents du poète, comme de tout artiste, et qu'elle fasse défaut à la plupart de nos romantiques, et qu'au contraire elle se « sente » chez Vigny, on ne saurait trop le louer d'en avoir réintégré la notion parmi nous. »

Thème latin.

M^{me} de Staël, *De la Littérature, Discours préliminaire : De la Littérature dans ses rapports avec la gloire*, depuis : « Il n'est pas vrai qu'un grand homme ait plus d'éclat, en étant seul célèbre... », jusqu'à : « ... par les fureurs jalouses dont la gloire du moins était encore l'objet. »

Version latine.

Cicéron, *De Oratore*, II, 48-49.

Thème grec.

Bossuet, *Sur le silence, Sermons choisis*, éd. Rébelliau, p. 514, depuis : « Ah ! mes chères filles, bannissez... » et p. 515.

Composition française.

Les *Epîtres* de La Fontaine et celles de Voltaire.

Thème latin.

CONSTANT MARTHA, *Les moralistes sous l'Empire romain : la Prédication morale populaire*, depuis : « Comment n'auraient-ils point perdu l'esprit, ces enfants gâtés de la mode... », jusqu'à : « ... couvraient l'orateur. »

Version latine.

Quintilien, *Instit. Orat.*, VI, ch. II, depuis : « Per totam causam... », jusqu'à : « ...animus est in affectibus. »

Thème grec.

BOSSUET, *Panegyrique de saint Bernard* (éd. Rébelliau, p. 59), depuis : « Bernard, Bernard, disait-il, cette verte jeunesse... », jusqu'à : « ... qui n'avez pas considéré la suite qui ne passe pas. »

AGRÉGATION DE GRAMMAIRE.

Composition française.

Examiner, à propos des pièces inscrites au programme, cette opinion de Sainte-Beuve sur Térence : « Térence est le contraire de bien des choses, et c'est surtout de la dureté, de l'inhumanité, de la brutalité, de ce qu'on court risque, à mesure qu'on avance dans les littératures, d'ériger insensiblement en beauté et de prendre pour la marque première du talent. » (*Nouv. Lundis*, V.)

Composition française.

Commenter cette phrase de Taine : « Le bon style est de se faire écouter et de se faire entendre ; cet art varie, quand l'auditoire varie... Il y a donc une infinité de bons styles. »

Thème latin.

M^{me} de Staël, *De la Littérature*, 1^{re} Partie, ch. II (Des tragédies grecques), depuis : « Tout, chez les Grecs, a le charme et l'avantage de la jeunesse... », jusqu'à : « ...sans que les lois de perspective y soient observées. »

Version latine.

Quintilien, *Inst. Orat.*, lib. II, 3, depuis : « Ne illorum quidem... », jusqu'à : « ...curare non poterit præstantissimus medicus. »

Thème grec.

Bossuet, *Hist. univ.*, III^e partie, ch. V, depuis : « La Grèce était pleine de ces sentiments... », jusqu'à : « Il ne restait à la Perse... »

AGRÉGATION D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE.

I. — Le Grand Schisme.

II. — Formation des *Trade-Unions* et mouvement ouvrier en Angleterre (1824-1836).

III. — Principales conditions de l'établissement et de la croissance des villes.

ALLEMAND.

Version.

LENAU, *Einsamkeit*.

Thème.

HAMP, *Dix Contes écrits dans le Nord* : « Un brave homme », la 1^{re} page.

Dissertation allemande.

« Die Abhandlung über naive und sentimentalische Dichtung ist eine Auseinandersetzung sowohl mit den Griechen als mit Goethe. » (HETTNER.)

Dissertation française.

Les origines de l'hellénisme dans la littérature allemande au XVIII^e siècle.

ANGLAIS.

Version.

BEAUMONT AND FLETCHER, *Knight of the Burning Pestle*, a. I, sc. 1, jusqu'à : « No more your fathers. »

Thème.

TAINE, *Litt. angl.*, II, pp. 435-6, depuis : « J'ai sous les yeux le redoutable volume... », jusqu'à : « ...reconstruits par Cuvier. »

Dissertation anglaise.

Sources of the English vocabulary.

Dissertation française.

Quels sont les caractères principaux des drames de Marlowe ?

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DES JEUNES FILLES.

Psychologie, Pédagogie.

Appréciez cette parole d'un moraliste : « Le maître doit être, non le directeur, mais l'évocateur de la conscience de son élève. »

Littérature.

Etudiez les raisons pour lesquelles l'œuvre littéraire d'Edgar Quinet reste inférieure à son œuvre sociale.

ALLEMAND.**Dissertation allemande.**

« Kaum hat das kalte Fieber der Gallomanie uns verlassen, bricht in der Gräkomane gar noch ein hitziges aus. » SCHILLER (*Xénie*).

Dissertation française.

« Goethe et Schiller, à mesure qu'ils avancent en âge et en sagesse, se détournent, avec une sorte de dégoût, de la réalité vivante. » (VICTOR BASCH, *L'Individualisme anarchique*.)

Le Gérant : E. FROMANTIN.

POITIERS. — SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE.

REVUE HEBDOMADAIRE
DES
COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

La révolution turque

Conférence aux officiers de Clermont-Ferrand
par M. G. DESDEVISES DU DEZERT,

Doyen de la Faculté des Lettres de Clermont-Ferrand.

Le Parlementarisme n'est pas un système irréprochable — tant s'en faut — il n'en constitue pas moins, pour les peuples qui l'ont adopté, une somme de garanties telles qu'aucun autre régime connu jusqu'ici ne leur en a pas présenté de semblables.

Il faut bien, d'ailleurs, qu'ils y trouvent leur intérêt ; car le mode parlementaire, issu d'Angleterre, a peu à peu fait la conquête de l'Europe et de l'Amérique et est en passe de faire la conquête du monde.

C'est en 1688 qu'est né le système parlementaire anglais. La seconde nation parlementaire, les Etats-Unis, ne s'est organisée qu'en 1776. La France n'a pris son vol qu'en 1789, et 1815 n'a laissé subsister que les trois constitutions : américaine, anglaise, et française.

Mais le Nouveau-Monde tout entier s'est émancipé dans les quelques années qui ont suivi les grandes guerres européennes ; et, tandis que l'Europe vivait les beaux jours de la Sainte Alliance les deux Amériques faisaient le long et dur apprentissage de la liberté.

En Europe, les peuples restaient inquiets et fiévreux ; à chaque instant, les symptômes les plus graves révélaient chez eux la per-

manence du virus constitutionnel. L'Espagne, l'Italie, la Pologne se soulevaient tour à tour. La vie devenait intenable pour les souverains absolus; 1848 sonnait l'hallali des vieux despotismes. En 1867, l'Autriche elle-même accordait des constitutions à ses sujets allemands et hongrois. En 1871, Bismark introduisait le suffrage universel dans l'Empire restauré par son brutal génie. Dès cette époque, à peine un demi-siècle après les traités de 1815, toute l'Europe, moins la Russie et la Turquie, était parlementaire.

Mais personne ne pensait que le parlementarisme pût s'appliquer jamais à d'autres civilisations que la civilisation chrétienne, à d'autres races que la race européenne. Le régime représentatif était un instrument fragile et délicat, qu'on ne pouvait songer à mettre en des mains barbares. Il fallait, pour le manier élégamment, être anglais ou yankee, tout au moins français, au pis-aller européen.

Les nègres d'Haïti avaient voulu se donner une constitution; ils avaient eu Toussaint Louverture et Soulouque, des coups d'Etat tous les six mois, de grotesques armées où tout soldat était général; ils n'avaient su dessiner qu'une caricature des institutions européennes.

En 1876, les Turcs se donnèrent à leur tour le luxe d'une constitution: Chambre des députés élue au scrutin secret, Sénat nommé par le sultan, responsabilité ministérielle, conseils généraux et municipaux, liberté de la presse et de l'enseignement, droit d'association, inamovibilité de la magistrature, égalité de tous devant la loi, égale admissibilité de tous aux charges et emplois publics, égale répartition des impôts, la corvée, la torture, la confiscation abolies... Un grand Conseil national de 240 fonctionnaires fut convoqué par le sultan pour rejeter les propositions des puissances européennes; puis, quand les dociles députés, les « oui-seigneur » comme on les appelait, eurent joué leur petit rôle, on les congédia, et le sultan mit tranquillement la constitution dans sa poche. Les Turcs parurent à peine s'en apercevoir.

En 1881, Arabi-Pacha, une sorte de Soulouque Fellah, qui fit un moment illusion à l'Europe, dota l'Egypte d'un Parlement. Les députés égyptiens dépassèrent encore les « oui-seigneur » de Turquie par leur docilité et leur servilisme, et disparurent dès l'année suivante, emportés dans la débâcle d'Arabi.

Après ces deux expériences, il sembla démontré que le parlementarisme n'était pas fait pour les Orientaux, peuples du livre et du sabre, destinés à osciller à tout jamais entre l'esclavage et l'anarchie.

Les Anglais, qui avaient depuis longtemps assumé la tutelle de l'Inde, eurent la générosité de se charger de celle de l'Égypte.

Les Russes s'infiltrèrent peu à peu en Perse et finirent par être les vrais maîtres du pays.

En Turquie, le sultan s'enferma dans son palais, sous la garde de 20.000 Albanais, les seuls soldats vêtus, nourris et payés de l'Empire. Esclave de la peur, il vécut comme le tyran antique en perpétuelle crainte de meurtre ; il fit bâtir, en face d'Yildiz Kiosk, une mosquée spéciale pour y aller chaque semaine faire la prière du Vendredi, et végéta dans son fort, au milieu de ses généraux pillards, de ses pachas concussionnaires, de ses espions, de ses eunuques et de ses femmes, attentif à percevoir ses revenus et à se garder des conspirateurs. Un jour, une de ses filles, une enfant, toucha à une arme sur son bureau ; il se crut menacé, et la tua d'un coup de revolver.

Certaines personnes considèrent Abd-ul-Hamid comme fort intelligent, et lui prêtent même — fort gratuitement, à notre estime — de grands desseins politiques. Ce souverain couard et cruel, indifférent à la ruine de son Empire, mort, en apparence, à tout sentiment généreux, serait un nationaliste ottoman, désireux d'assurer à l'élément osmanli une prépondérance indiscutable et définitive.

Il aurait supprimé la constitution de 1876 dans l'intérêt même du peuple ottoman, « pour permettre à la population d'arriver au « degré d'avancement voulu, par la propagation de l'instruction « publique ». (Discours du trône, 17 décembre 1908.)

Il aurait lié partie avec l'empereur d'Allemagne pour garantir l'intégrité de son empire, menacé par les convoitises russes, autrichiennes et anglaises.

Il aurait massacré méthodiquement, de sang-froid, à son loisir, 200.000 Arméniens pour prévenir la croissance trop rapide d'une race gênante et trop féconde.

Il aurait enfin, par la construction récente du chemin de fer de la Mecque, accentué sa politique panislamique et préparé les futures revanches de l'Islam sous l'hégémonie d'un « Commandeur des croyants » belliqueux, issu de la race d'Osman.

C'est faire beaucoup d'honneur au Sultan rouge que de le croire capable de si grands desseins et de si vastes pensées. Abd-ul-Hamid n'est pas un patriote ottoman ; c'est purement et simplement un despote, et l'un des plus misérables dont l'atroce histoire de Turquie fasse mention.

Un de nos anciens camarades, qui fut pendant longtemps consul de France en Orient, nous a longuement parlé des maux

de l'Empire turc. Rien ne peut donner à un Européen l'idée de la misère et de l'anarchie qui désolent la Syrie, l'Anatolie, les vallées de l'Euphrate et du Tigre, qui comptent cependant parmi les terres les plus fertiles du monde. Les fonctionnaires impériaux sont, en général, d'une improbité et d'une impéritie inouïes, et nulle différence, à cet égard, entre le Vieux-Turc et le Jeune-Turc. Le Vieux-Turc est têtue, ignorant, fanatique, débauché, pillard et cruel, mais ne s'enivre pas. Le Jeune-Turc est têtue, ignorant, présomptueux, débauché, pillard, cruel — et ivrogne. D'aucuns le disent pire que l'autre. Ces singuliers administrateurs sont plus redoutés de leurs administrés que ne le sont les brigands eux-mêmes. L'arrivée du collecteur d'impôts dans un village met en fuite toute la population. Ce qui n'a pas été volé par le préfet ou par le percepteur, l'est par le chef du village. S'il reste quelque chose, c'est pour le Kurde ou le Bédouin. Toute trace de civilisation cesse à trois ou quatre journées de marche de la Méditerranée. Hors des villes, il n'est aucune sûreté, et dans les villes, les attaques, les pillages, les assassinats, sont faits-divers quotidiens. Les autorités n'entretiennent ni routes, ni chaussées, ni ponts, ni caravansérails, ni postes de police. Quand le génie officiel se mêle d'exécuter quelque travail, c'est toujours en pure perte, et parfois au grand péril du pays. Les ingénieurs turcs ont failli, il y a quelques années, égarer l'Euphrate dans le désert, perdre le grand fleuve, l'engager tout entier dans un chemin sans issue. Au lieu d'amorcer leur canal de dérivation à angle aigu avec le fleuve, ils avaient établi leur prise d'eau dans le sens du courant, et le fleuve tout entier se précipitait à travers la terre meuble dans la voie qui lui était ouverte, et menaçait d'aller se perdre dans les sables. Heureusement, les cantons menacés de submersion totale appartenaient à la liste civile ; ordre fut donné de remettre, coûte que coûte, l'Euphrate dans sa voie. Une digue, qui a coûté des sommes énormes, a rejeté l'Euphrate dans son lit normal ; mais, comme les Turcs ne réparent jamais rien, la digue est destinée à crouler, et tôt ou tard le fleuve reprendra la voie des sables.

Un prélat syrien, que nous avons rencontré dans une de nos villégiatures, nous a confirmé tout ce que nous avait dit notre ami le consul. Sujet ottoman, il était tenu à plus de réserve que le Français ; son impression générale n'était pas meilleure. Il se rappelait avoir connu dans sa vie *un* pacha très distingué. Il déplorait qu'un pays aussi admirable fût tombé en mains si barbares. Il regrettait que l'Europe parût s'en désintéresser... « Si la France avait osé, disait-il, lors de l'expédition de Syrie, elle eût fait tout

ce qu'elle eût voulu... Maintenant, on espère en l'Angleterre ou en l'Allemagne... l'Angleterre, qui a tiré si bon parti de l'Égypte, est plus connue, plus populaire... L'Allemagne s'est fait concéder beaucoup de privilèges par le sultan : elle veut faire le chemin de fer de Bagdad, qui ne traverse que des pays ruinés, et qui pendant cent ans au moins ne rapportera pas une piastre ; elle le sait, mais compte le faire avec l'argent de la France ; vos banquiers lui permettront d'asseoir sa domination en Turquie d'Asie. Penser que le remède aux maux actuels peut venir des Ottomans eux-mêmes, c'est ne pas les connaître, — c'est folie. »

Le spectacle que présentait la Turquie d'Europe n'était guère moins lamentable. Un de nos collègues des lycées de Paris, qui connaît mieux que personne les affaires serbes, est allé, voilà deux ans, passer une vacance en Macédoine. Une escorte de quatre gendarmes ne l'a pas quitté une minute, et partout il a trouvé le pays frémissant. Dans les cabarets, on mange le fusil posé sur les genoux, ou le revolver sur la table. Un jour, dans une salle d'auberge, un fusil suspendu au mur se détacha, le coup partit, et en un clin d'œil tous les hommes furent debout, le fusil à la main, le doigt sur la gâchette, et prêts à faire feu.

« Nous avons vu à Barcelone un Arménien échappé aux massacres de Constantinople. Instruit, distingué, parlant le français avec une extrême pureté, cet effendi nous racontait la chasse à l'homme organisée à Stamboul même, par ordre du sultan. Les maisons arméniennes étaient envahies par les massacreurs ; les habitants criblés de balles ou lardés de coups de couteau, jetés par les fenêtres, traînés par les rues jusqu'à la Corne d'or. Et tout cela se passait au su de l'Europe, qui tournait le dos pour ne pas le voir... C'étaient là choses d'Orient...

Quiconque hasardait un murmure, marquait ombre de pitié ou d'indignation, était sûr d'être dénoncé et signalé lui-même aux massacreurs ou aux policiers ; 20.000 espions, analogues aux *curiosi* de la Rome impériale, surveillaient, dénonçaient, traquaient tous les adversaires de l'abominable régime. Et le régime durait toujours, maintenu par la force et la terreur. La peur avait rendu le sultan féroce, et à la peur impériale répondait la peur populaire, et chacun restait à sa place, les pieds dans le sang, l'horreur dans les yeux.

Puis voilà que — tout d'un coup — s'est rompue l'instable cohésion qui maintenait depuis trente ans ces forces en équilibre et, comme par un coup de théâtre, tout le décor oriental est venu en bas, pour faire place à une révolution du style le plus européen.

Le point de départ de cette révolution a été si mince que les

espions n'ont pas su l'apercevoir. L'armée turque était habituée à ne recevoir ni solde ni uniformes et acceptait son dénuement comme chose normale, contre laquelle il n'y avait rien à faire. *Moslim* ne veut-il pas dire *résigné* ?

Cependant, les troupes de Macédoine voyaient à côté d'elles la gendarmerie organisée en 1903 sous le commandement d'officiers européens. Les officiers touchaient régulièrement leur solde ; les soldats étaient bien vêtus, bien nourris, logés dans de bonnes casernes et bien payés. Il n'était donc pas vrai que le Padischah ne pouvait pas vêtir ni solder ses troupes ; dès lors, pourquoi les troupes régulières impériales n'étaient-elles pas aussi bien traitées que la milice à demi étrangère commandée par des infidèles ? On commença de murmurer dans les rangs des armées de Macédoine et d'Albanie, et le parti réformiste saisit l'occasion de commencer une campagne vigoureuse contre l'absolutisme du sultan.

Deux officiers, Niazi-Bey et Enver-Bey, soulevèrent les troupes. Le sultan appela contre les rebelles l'armée d'Anatolie ; mais cette armée avait été gagnée, elle aussi, par l'esprit moderne : elle voulait des uniformes, elle voulait de l'argent, elle refusa de marcher contre les régiments révoltés.

La Révolution, à peine née, trouva un gouvernement. Les Jeunes-Turcs, très au courant de notre histoire révolutionnaire, constituèrent, sous le nom de « Comité de l'union et du progrès », un véritable Comité de Salut public, qui imprima au mouvement une puissance irrésistible.

Menacé de se voir pris entre deux feux, peu sûr de sa capitale et même de sa garde, Abd-ul-Hamid réfléchit quelques heures aux ennuis de sa situation. Ses fidèles croyaient qu'il se ferait tuer, ou, qu'à tout le moins, il abdiquerait. Il trompa tous les calculs. Avec l'extraordinaire désinvolture que donne à certains politiques l'absence de toute idée morale et de tout scrupule, il tira tout simplement de l'armoire sa constitution de 1876, et resta sultan.

Tel est encore à Constantinople le prestige de la dynastie, que le peuple parut prendre au sérieux cette conversion et salua Abd-ul-Hamid de ses applaudissements et de ses vivats, la première fois qu'il se hasarda dans les rues de la ville.

La comédie politique ajouta quelques excellents numéros à tous ceux que l'on connaissait déjà.

Les ministres, choisis par le Comité « Union et progrès », conservèrent vis-à-vis du sultan tous les dehors du respect et de l'adulation ; mais ils épurèrent toutes les administrations, mirent l'intégrité et l'économie à l'ordre du jour et touchèrent même à

la liste civile. Le palais, qui engloutissait avant la révolution le tiers des revenus publics, fut réformé. Le sultan dut restreindre ses dépenses et congédier sa troupe d'opéra italien. Quand il manifestait quelque velléité de résistance, un croiseur cuirassé venait tranquillement s'embosser en face d'Yildiz Kiosk, et les ministres — toujours très respectueux — faisaient comprendre au Khalife que les canons n'attendaient qu'un ordre pour tirer. Abd-ul-Hamid signait en souriant, et le croiseur regagnait son mouillage. Les hommes les plus en vue du parti jeune-turc vinrent au palais présenter leurs hommages au maître nominal de l'empire. Très gracieusement accueillis par Sa Hautesse, ils montraient en sortant à leurs amis le revolver d'ordonnance qu'ils avaient à la main sous leur manteau pendant la cérémonie.

Quand les princes hindous veulent faire honneur à quelque visiteur de marque, ils lui exhibent un tigre, tenu en respect par une dizaine d'hommes, à l'aide de deux barres de fer scellées à son collier. Le sultan, prisonnier de sa constitution et gardé par ses ministres, nous fait penser au tigre captif des rajahs de l'Inde.

Le 17 décembre dernier, a eu lieu l'ouverture solennelle du Parlement ottoman. De vrais députés, non plus choisis par le sultan sur la liste des fonctionnaires impériaux, mais élus par la nation, se sont rassemblés à Constantinople, au ministère de la justice, sur la grande place de Sainte-Sophie. Là sont venus des Turcs corrects, en stambouline noire et fez rouge, des Albanais, des Arméniens, des Grecs, des Juifs, représentant tous les degrés d'européanisation, des gens de Diarbékir, de Mossoul et de Bagdad, des Syriens aux cafetans bleus, des Arabes en blanc burnous, des Maronites aux vestes brodées, des Druses au profil d'aigle, aux yeux farouches, des représentants de toutes les races, de toutes les langues, de tous les cultes de l'empire.

Le sultan est venu présider, en personne, la première séance du Parlement ottoman. Il a quitté pour quelques heures les jardins clos d'Yildiz-Kiosk, il est descendu vers la Corne d'Or par les rues bruyantes de Péra et de Galata, il a passé le pont de bois, il a gravi les rues tortueuses et montantes du vieux Stamboul. À ses côtés, dans son carrosse découvert, était assis le prince Bourhan Ed Dyn, son fils, héritier présomptif du trône. En face de lui le grand vizir, jadis le premier de ses esclaves, et aujourd'hui son maître. Derrière le carrosse impérial, d'autres voitures amenaient les princes, les hauts fonctionnaires, les ministres. Les dames du harem, escortées de leurs eunuques, suivaient le cortège dans douze magnifiques équipages. Toutes les maisons étaient

pavoisées ; des centaines de milliers d'hommes remplissaient les rues, joyeux mais calmes. D'enragés gamins vendaient les cartes postales, au goût du jour, avec le portrait du sultan, de Kiamil Pacha, de Nazim Bey, de Niazi Bey, les cartes symboliques à la Liberté, à la Justice, à l'Union et au Progrès. Aux fenêtres, aux balcons, jusque sur les toits, des milliers de femmes, sans voile, heureuses de respirer librement, saluaient le cortège de jolis gestes d'enfants. A l'ombre des mosquées hautaines, des maisons branlantes, des prisons sinistres, des palais scélérats, la Turquie officielle marchait vers la liberté et la justice ; un étranger eût pu prendre Abd-ul-Hamid pour le meilleur, le plus juste et le plus aimé des princes, mais nul n'aurait su lire dans ses yeux ce qui put se passer, ce jour-là, dans l'âme du grand comédien.

Voilà donc la révolution turque terminée. L'empire ottoman est désormais une monarchie constitutionnelle, et comme cette invraisemblable métamorphose s'est accomplie en cinq mois, sans combat, sans effusion de sang, sans proscriptions en masse, beaucoup de gens croient tout fini, vantent « l'élégance du procédé » et disent qu'il n'est personne comme les « buveurs d'eau » pour faire une révolution.

En réalité, les difficultés ne font que commencer ; elles sont formidables, et si les Jeunes-Turcs parviennent à les surmonter, ils feront preuve d'une habileté qu'il est peut-être bien imprudent de leur supposer *à priori*.

La plus grosse de ces difficultés vient aujourd'hui du dehors.

Toute la « question d'Orient », qui occupe l'Europe depuis un siècle, revient à ceci. — Au quinzième siècle s'est établie sur le territoire européen une nation étrangère à l'Europe par son sang, sa religion, sa langue et ses mœurs. Cette nation est restée jusqu'à hier étrangère à la civilisation, à la culture, à la philosophie et à la sociologie européennes ; elle a constitué un corps étranger introduit violemment dans l'organisme européen, et l'organisme européen a naturellement fait tous ses efforts pour l'expulser. Le mouvement d'élimination, commencé à la fin du dix-septième siècle, a réduit à deux provinces le territoire européen de l'empire turc. L'Autriche a chassé les Turcs de la Hongrie et de la Transylvanie. La Russie les a chassés de la Crimée et de la mer Noire. A la place des principautés vassales de Valachie et de Moldavie s'est constitué le royaume indépendant de Roumanie. A la place du vilayet de Belgrade, s'est reformé le royaume indépendant de Serbie. Le Monténégro, indépendant de fait depuis le Moyen Age, est devenu une principauté souveraine. La Grèce, affranchie dès 1828, et augmentée de la Thessalie, a porté un moment

sa frontière jusqu'à l'Olympe. Le traité de San Stefano, révisé au congrès de Berlin, et amendé par les Rouméliotes, a porté la frontière de la principauté vassale de Bulgarie jusqu'aux environs d'Andrinople ; il a attribué à l'Autriche l'administration de la Bosnie et de l'Herzégovine, provinces serbes, qui ne s'étaient pas soulevées contre la Turquie pour devenir autrichiennes, et qui le sont devenues, tout en restant serbes, et sans cesser d'être turques ; ce qui est incompréhensible et n'offre aucun sens, mais ce qui est parfaitement diplomatique. Par le même traité, l'Angleterre est devenue maîtresse de l'île de Chypre. Depuis le traité, la Crète s'est à peu près complètement détachée de la Turquie, et il n'est pas jusqu'à l'île de Samos qui n'ait obtenu l'autonomie et une constitution.

Les Européens comptaient bien finir de manger l'artichaut, mais ne savaient pas si ce serait à la sauce albanaise, à la grecque ou à la macédonienne, ni si la cuisinière s'appellerait l'Autriche ou s'appellerait la Russie.

La Révolution, qui mettait la Turquie en liesse, ne leur a point coupé l'appétit. Au contraire, toute cette joie les a mis en bonne humeur, et deux événements tout à fait inattendus ont prouvé aux patriotes ottomans que la Révolution n'avait point arrêté le danger européen.

Le grand vizir ayant négligé d'inviter à un dîner diplomatique le ministre de la principauté de Bulgarie, le prince Ferdinand a coupé les liens de vassalité qui l'attachaient encore à la Turquie et s'est proclamé tsar des Bulgares. Le lendemain, l'empereur d'Autriche, fatigué du casse-tête bosniaque-herzégovinien, a simplifié la question en réunissant purement et simplement la Bosnie et l'Herzégovine à l'Empire austro-hongrois.

Au fond, rien de tout cela n'est bien grave ; car la Bulgarie était de fait perdue pour les Turcs depuis trente ans, et la Bosnie et l'Herzégovine étaient si bien territoire austro-hongrois, que l'empereur-roi y avait tout un corps d'armée, et que si le sultan y eût voulu envoyer des troupes, elles eussent été reçues à coups de fusil. L'acte du tsar Ferdinand et de l'empereur François Joseph n'a donc fait que traduire en langage clair et intelligible le mensonge diplomatique du traité de Berlin.

Mais cela s'est fait si vite, que les diplomates n'ont pas eu le temps de s'habituer à l'écroulement de leur château de cartes, et ont ressenti devant ces brutales façons toute la colère d'enfants auxquels un camarade vigoureux et hardi enlève subitement leur jouet favori. La Russie, qui n'a jamais soutenu le dogme de l'intégrité ottomane, s'est contentée de sourire et de marquer les

coups. La France et l'Angleterre ont fait remarquer tout ce que le procédé austro-bulgare a d'irrégulier et d'incorrect. La Serbie, qui espérait contre toute espérance absorber un jour la Bosnie et l'Herzégovine, a crié comme une victime, fait alliance avec le Monténégro, mobilisé ses troupes, armé ses populations et jusqu'à ses femmes. L'Autriche enfin conquérante — pour la première fois depuis quarante ans — et appuyée en arrière par l'Allemagne, a répondu par de brutales menaces aux cris d'indignation de la Serbie : « L'heure vient de sonner, dit la *Danzer's Armée Zeitung*. La guerre est inévitable. Il n'y en a jamais eu de plus juste et jamais notre confiance dans une issue victorieuse n'a été plus justifiée. Nous serons forcés d'entrer en guerre. La Russie nous y force, l'Italie nous y force, et la Serbie, et le Monténégro, et la Turquie. Nous avons pris possession de la Bosnie, qui était à nous depuis longtemps déjà. Forcés par les circonstances, nous allons mettre la main aussi sur la Serbie et offrir à ce pays la possibilité de renaître sous notre protectorat et de mûrir pour l'idée de la grande Serbie, — une grande Serbie sous le sceptre des Habsbourg. Après la rectification des frontières du Monténégro, nous restituerons ce pays à la Turquie, si celle-ci reste tranquille, et la principauté pourra alors jouir des douceurs de l'empire rajeuni. » (*Danzer's Armée Zeitung*, 7 janvier 1909.) — On voit que Bismark a laissé des disciples derrière lui.

L'Italie n'est pas plus contente que la Serbie. La péninsule des Balkans est, pour elle aussi, un terrain d'expansion future. On parle italien à Pola, à Trieste, à Cattaro, à Antivari, à Dulcigno. Toutes les côtes de l'Adriatique ont jadis appartenu à la République de Venise, et l'Italie parle avec tendresse et amertume de l'*Italia irredenta*, qui gémit encore sous le joug du vieux *Cecco*, l'empereur d'Autriche, presque aussi détesté qu'aux jours déjà lointains de Novare, de Custozza ou de Lissa. L'Autriche ne fait rien pour calmer les susceptibilités italiennes. Le même journal, dont nous citons tout à l'heure un article si belliqueux, conclut par cette injure à l'adresse de l'Italie : « La catastrophe de Mes-
« sine réveille nos sentiments humanitaires ; mais la politique
« est un métier brutal, et du tremblement de terre nous devons
« tirer notre parti. »

Il faut espérer que la guerre pourra être conjurée. La Russie, la France et l'Angleterre s'y emploient consciencieusement. La Turquie a obtenu de l'Autriche la restitution du sandjak de Novi-Bazar ; elle tirera de la Bulgarie un peu d'or. La Serbie n'osera bouger. L'Italie aura peut-être une Université italienne à Trieste ; — et, tout heureux d'avoir trouvé un nouveau *modus vivendi*, les

diplomates reprendront leurs palabres, leurs intrigues, leurs niaiseries...

Croit-on que la paix en sera plus assurée ?

Est-ce que les Grecs, les Albanais, les Serbes et les Bulgares vont accepter le *statu quo* ? Est-ce que la Macédoine ne reste pas le champ de bataille des nationalités et des religions ? Est-ce que l'Autriche cessera de guigner Salonique et la Russie Constantinople ? — Le dernier mot de toutes ces luttes n'est certes pas dit.

La situation intérieure de l'Empire turc est plus grave encore et plus critique.

En fait, le despotisme du sultan a fait place à une dictature, au gouvernement occulte du Comité Union et Progrès, qui vient de procéder en secret à son renouvellement. La Chambre des députés reste dominée et gouvernée par un Comité de Salut public : c'est notre régime de 1793.

Il est fort possible que cette dictature ait sa raison d'être ; nous croirions même qu'elle est actuellement indispensable ; mais, pour que la Révolution constitue un progrès et non un simple changement, il faut que les nouveaux maîtres soient plus intelligents, plus justes, plus intègres, plus patriotes, que ne l'était le maître d'hier. Si le parti au pouvoir ne songe qu'à faire ses affaires, comme Abd-ul-Hamid ne songeait qu'à faire les siennes, ce n'était vraiment pas la peine de changer les institutions de l'Empire, en face de l'Europe ironique et défiante ou nettement hostile.

C'est déjà une chose très grave et très dangereuse que cette nécessité d'un gouvernement occulte et dictatorial ; car, enfin, ce gouvernement est un mensonge et une menace. C'est un mensonge, puisque la constitution a l'air de fonctionner et ne fonctionne pas, le mouvement lui venant d'un organe extraconstitutionnel. C'est une menace, parce que la nation se trouve poussée dans une voie qu'elle ne connaît point, qu'elle n'aurait peut-être pas choisie, et qui la mène... nul ne sait où.

Les hommes qui sont à la tête du parti jeune-turc ont ainsi assumé devant leur pays une tâche écrasante et une formidable responsabilité.

Sont-ils de taille à remplir leur mission ?... *politici certant...*

A en croire leurs amis, les Jeunes-Turcs sont un parti admirable, un parti comme on n'en a jamais vu, un parti sans esprit de parti, tout pénétré de l'intérêt public, tout courage, tout activité, tout désintéressement.

D'autres semblent beaucoup moins enthousiastes.

Voici comment le journal musulman *Albania* jugeait, il y a dix

ans, le parti jeune turc : « Il se compose *comme races* : 1° de Turcs constantinopolitains ; 2° de Circassiens et de Syriens, c'est-à-dire d'individus appartenant à des nationalités tellement ruinées, que leur destinées sont communes avec celles des Turcs et que leur seule chance de vie est la fusion totale avec ces derniers. — Comme intellectualité ; 1° d'un grand nombre de jeunes dandys efféminés, répandus un peu partout en Europe, surtout à Paris, portant monocle et chapeau haut de forme, redingote à la dernière mode, assez ignorants, dont l'idéal ne va pas plus haut que la création de chemins de fer et une certaine liberté de la presse, mais qui sont animés de l'esprit de parade et meurent d'envie de jouer, un jour, eux aussi, la grande comédie parlementaire ; 2° de quelques hommes sérieux, convaincus, presque instruits, mais totalement ignorants en ce qui concerne l'histoire passée, l'état actuel, le mouvement et la force des diverses nationalités de l'empire ottoman, nationalités dont ils sentent seulement, sans songer à l'analyser, la formidable poussée. — Quel est le programme du parti jeune-turc ? Pour le moment, monarchie constitutionnelle, avec un régime modérément parlementaire ; au fond, mais plus tard, le régime républicain. Quel est l'avenir du parti jeune-turc ? Le parti est un parti d'effendis ; il n'a pas seulement un soupçon de racine dans le peuple, et ce n'est pas le monocle ni la redingote, mais les peuples, qui sont les ouvriers des révolutions. » (25 avril 1897.)

Un auteur tout récent parle des Jeunes-Turcs presque dans les mêmes termes. Beaucoup ont fait leurs études à Londres et à Paris ; beaucoup ont vécu longtemps en Angleterre, en Suisse et à Paris. Beaucoup se sont affiliés à la franc-maçonnerie, ou ont étudié l'histoire de la Révolution française. Ce sont des intellectuels européens et des nationalistes ottomans. (*Correspondant.*)

A l'Europe, ils veulent emprunter la forme extérieure du gouvernement et quelques principes généraux d'administration.

Aux traditions ottomanes, ils demanderont le secret de l'unité et de la force de l'Empire. Le journal le *Tanin* posait ainsi la question, le 12 novembre dernier : « Les Turcs, qui ont conquis ce pays au prix de grands sacrifices, ont prouvé qu'à l'égard de la situation des autres éléments, ils sont guidés par les sentiments d'égalité, de justice et de liberté ; mais ils ne toléreront pas la formation d'un Etat dans l'Etat. Nos compatriotes non musulmans doivent examiner avec calme leurs cœurs et leurs consciences. Qu'ils aient le courage d'arracher de leurs cœurs (s'ils en ont de ce genre) toutes les idées qui sont préjudiciables aux intérêts du

gouvernement turc, et qu'ils se jettent sans crainte dans nos bras. Ils n'ont rien à craindre de nous ; tout ce que nous leur demandons, c'est de nous faire croire à leur sincérité. Mais, quoi qu'on puisse dire, dans ce pays, ce sont les Turcs qui composent et qui composeront toujours l'élément dominant. » (12 novembre 1908.)

Le parti jeune-turc est donc, d'après son propre aveu, un parti ottoman ; il est *jeune*, et c'est ce qui fait sa force, c'est ce qui permet d'espérer en lui ; mais il est *turc*, et c'est ce qui causera peut-être sa perte, c'est ce qui nous empêche d'avoir confiance en son avenir.

Nous admettons volontiers qu'il y a en lui d'excellents éléments. Le missionnaire W. Reid raconte dans la revue londonienne *North Africa* la proclamation de la constitution ottomane à Tripoli : « Les indigènes instruits se réjouirent de cette nouvelle ; mais les Jeunes-Turcs sautèrent et pleurèrent de joie : « Mon père, disait l'un d'eux, est mort pour la cause de la liberté, ma mère gît aux portes de la mort, depuis des mois, à cause de mon père et de moi. J'ai enduré le cachot et tous les tourments, et maintenant, enfin, la liberté est venue et je puis retourner vers ma mère ! C'est de joie que je pleure » — « Hier, disait un autre, nous étions enfermés dans des sacs et jetés au Bosphore, aujourd'hui l'Empire tout entier regarde vers nous pour son salut. » Les Jeunes-Turcs expliquaient aux gens du peuple le sens de la révolution qui venait des'accomplir : « Hier le sultan était notre maître absolu, aujourd'hui il est notre père... ; hier on nous traitait comme des chiens, à l'avenir on nous traitera en hommes. » C'est là un noble langage ; mais la plupart des gens du peuple l'entendaient sans le comprendre et pensaient que la constitution serait tout simplement un retour à la *Chra*, la vieille loi musulmane, issue du Koran et de la tradition, et qui rend « œil pour œil et dent pour dent. »

Et là se révèle un nouveau danger.

Les Jeunes-Turcs sont des patriotes ottomans, mais ne sont pas de fervents musulmans. « Beaucoup ont jeté la religion par-dessus bord. Ils ne croient plus au prophète ; ils se servent du Koran, quand ils y trouvent un passage qui les aide à persuader des musulmans plus religieux. Chez la plupart, la raison a pris la place de la révélation, et Stuart Mill tient la place de Mahomet. »

Sans action sur le peuple, dont leur instruction et leur mentalité européenne les sépare, suspects aux Européens et aux races non ottomanes de l'Empire par leur nationalisme turc, suspects aux Turcs orthodoxes par leur rationalisme, on ne voit

pas sur quel élément solide ils pourront s'appuyer, à moins qu'ils ne parviennent à s'inféoder l'armée, ce qui placera aussitôt l'Empire turc dans la situation où s'est trouvée l'Espagne pendant presque tout le xix^e siècle.

Admettons cependant que le parti jeune-turc soit merveilleusement instruit et apte à remplir la mission qu'il se donne ; concédons-lui la sagesse la plus consommée, l'unité de vues la plus complète, donnons-lui toute l'expérience qui lui manque. Il n'en aura pas moins, en travers de sa route, deux obstacles formidables : le manque de ressources, et la diversité prodigieuse des races et des intérêts au sein de l'Empire.

La Turquie, endettée par ses guerres et la mauvaise administration de ses chefs, a un passif de 2 milliards 800 millions pour un revenu net de 450 millions, une dette flottante énorme, et un crédit à peu près nul. Dès leur entrée aux affaires, les Jeunes-Turcs ont emprunté à Londres 1.500.000 livres sterling (45 millions de francs). Le Parlement doit voter un emprunt de 4 millions de livres sterling (100 millions de francs) et les impôts ordinaires ne rentrent même plus. Dans un grand nombre de provinces la révolution a été saluée au cri de : « A bas la corvée ! et pas de nouveaux impôts ! » Les Jeunes-Turcs intransigeants parlent de remercier tous les étrangers employés dans les finances, et s'aliéneraient ainsi les financiers anglais et français, leur seule ressource aujourd'hui. Ils parlent de régler, en une fois, l'indemnité de guerre que la Turquie doit encore à la Russie, 450 millions... toute une année du budget de l'Empire. Ils négocient avec la Bulgarie pour obtenir une centaine de millions comptant, — qu'ils n'obtiendront probablement point.

Et, en face des maigres disponibilités du trésor, s'ouvre le gouffre sans fond des dépenses indispensables et urgentes.

L'armée a appuyé le mouvement révolutionnaire et assuré sa victoire. Si l'absolutisme a subsisté en Russie, c'est que l'armée russe est restée en immense majorité fidèle au Czar ; si le despotisme a disparu à Constantinople, c'est que l'armée est passée du côté de la révolution. Il est donc impossible de lui refuser les vêtements, les vivres, la solde qu'elle réclame si justement, et les dangers de l'Empire obligent le trésor à compléter l'armement des troupes, à constituer des réserves de munitions, à porter une partie de l'armée sur le pied de guerre.

La flotte exige des dépenses encore plus considérables pour être remise en état de naviguer. La marine est un de ces services qu'on ne peut négliger dix ans, sans avoir 200 millions à payer.

Le premier besoin des peuples est le rétablissement de la paix publique, la sécurité des routes, la protection des personnes et des biens, et l'administration d'une véritable justice. Tout cela exigera beaucoup d'efforts, de patience et d'énergie, — et beaucoup d'argent.

On parle d'améliorer les ports, de créer des chemins de fer, de fomentier le commerce et l'industrie, d'encourager l'agriculture. — C'est parfait ; mais, sans argent, quels résultats obtiendra-t-on ?

On veut aussi développer l'instruction à tous les degrés. Comme nos partis européens, le parti jeune-turc veut s'emparer de la jeunesse, la modeler à sa fantaisie, se créer pour l'avenir une armée fidèle et dévouée. Habile et sage politique ! — impraticable sans grosses dépenses.

La question financière domine ainsi toutes les autres et menace d'arrêter tous les progrès.

Supposons, enfin, que le parti jeune-turc soit parvenu à résoudre cette première et formidable question : il n'en restera pas moins en face d'une véritable Babel de peuples, qu'il sera bien malaisé — pour ne pas dire impossible — d'intéresser à la même œuvre et de faire concourir au même but.

On ne peut s'imaginer l'extraordinaire diversité des populations de l'Empire. L'Albanie, qui est une des provinces les plus homogènes, comprend des Albanais catholiques, des Albanais orthodoxes, des Albanais protestants et des Albanais musulmans.

La Macédoine renferme des Turcs, des Bulgares, des Serbes, des Grecs, des Albanais, des Valaques, des Juifs et d'autres races encore. Il est même impossible de savoir quelle est l'importance relative de chacune de ces races. Là où le statisticien serbe compte 2 millions de Serbes, le statisticien bulgare n'en comptera en tout et pour tout que 700. Là où le Bulgare verra 1.200.000 Bulgares, le Serbe n'en verra plus que 57.000. Chaque élément ethnique aspire à se développer aux dépens des autres et se croit appelé à les étouffer.

En Anatolie, on trouve des Grecs sur les côtes, des Circassiens et des Arméniens dans l'intérieur, des Cosaques, des Yuruk, des Turcomans, des Kizilbach, des Kurdes, des Zeibeck, des Afchar, des Nègres. On parle le turc, le romain, la langue franque, le spaniole, le français, l'italien, l'arabe et cent autres dialectes. Tous ces peuples se méprisent, se jaloussent, se volent, se tuent, sitôt qu'ils en trouvent l'occasion.

La Syrie est peuplée de Syriens, d'Arabes, de Juifs, de Druses, de Maronites, d'Ansarieh, de Metouali, d'Ismaïliens, de Turco-

mans, de Grecs, et même de Turcs. Il y a des musulmans orthodoxes et des musulmans schiites. Les Druses sont unitaires, manichéens et monogames. Les Juifs se divisent en Sephardim ou anciens immigrés, et Achkinazim ou nouveaux arrivants. Les Syriens sont musulmans ou chrétiens orthodoxes, ou uniates. Les Maronites sont catholiques. Les Ansarieh ont une religion hybride, mélange de sabéisme et de christianisme ; chaque peuplade a ses croyances, ses préjugés, ses mœurs. La femme druse est considérée comme l'égale de l'homme. Les Ansarieh la tiennent pour le plus vil des êtres : « Dieu, disent-ils, a créé les diables avec les péchés de l'homme et la femme avec les péchés des diables. »

La plaine du Tigre et de l'Euphrate se partage entre Chaldéens, Syriens, Turcs, Arabes, Kurdes et Turcomans montagnards. On y trouve des chrétiens jacobites et nestoriens, des Schiites, des Wahabites, des Babis, des disciples de l'Akhound, des Senousya, des représentants de toutes les superstitions.

Soumettre au compas et à l'équerre tous ces matériaux disparates et en faire un solide édifice a été, de tout temps, le rêve des conquérants.

Les Perses et les Séleucides n'y sont pas parvenus. Les Romains n'y ont réussi qu'en apparence, et parce qu'ils ont respecté tous les particularismes. Les Arabes, les Franks et les Turcs n'ont fait qu'éterniser les luttes et rendre les éléments nationaux irréductibles.

Si les Jeunes-Turcs réussissent là où tant d'autres ont échoué, leur succès tiendra du miracle. — Nous croyons que la diversité et l'antagonisme des races empêchera, à tout jamais, la restauration de l'Empire ottoman, et il peut bien se faire que les tentatives faites pour le sauver précipitent sa ruine. Une constitution et de justes lois sont des armes précieuses aux mains des peuples qui possèdent un véritable esprit public et une vraie valeur morale. Là où n'existent ni patriotisme, ni activité, ni sentiment de la liberté, lois et constitutions ne sont que des textes vides de sens et des chiffons de papier.

Rien de moins assuré que le succès de la Révolution ottomane. Quelles que soient ses destinées, le vieux despotisme des sultans est frappé à mort et ne se relèvera plus. L'Empire se dissoudra peut-être ; mais, à sa place, fleuriront, comme aux temps antiques, de puissantes et libres cités grecques ou syriennes, de nouveaux royaumes d'Arménie, du Pont, de Lydie et de Pergame, des émirats d'Alep, de Damas et de Bagdad, des royaumes d'Israël et de Juda, des principautés d'Antioche et du Liban. C'est l'auto-

nomie cantonale qui sera le régime naturel de cette contrée, ravagée par mille ans de guerres inexpiables, et qui n'attend, pour se couvrir de moissons, de vignes, d'oliviers, de jasmins et de roses, qu'un peu de paix et de justice.

G. DESDEVISES DU DEZERT.

La vie et les œuvres de Molière.

Cours de M. ABEL LEFRANC,

Professeur au Collège de France.

« George Dandin » (*fin*). — « L'Avare ».

Avant d'examiner les principales questions que nous devons nous poser à propos de l'*Avare*, permettez-moi de vous dire quelques mots de la genèse de *George Dandin*, dont nous avons fait l'analyse dans notre dernière leçon.

George Dandin paraît être, d'abord, une sorte de développement et d'agrandissement de la *Jalousie du Barbouillé*, farce de la jeunesse de Molière dont nous avons eu l'occasion de parler. Et cette farce elle-même, est-il besoin de vous le dire, venait du Moyen Age, qui l'avait mise en œuvre sous les formes les plus diverses. Molière l'avait connue soit par le *Décameron* de Boccace, soit par les farces françaises, qui étaient encore très en faveur et très répandues au xvii^e siècle, grâce à la tradition orale. C'est un fait dont les critiques n'ont peut-être pas suffisamment tenu compte jusqu'ici.

A ces indications sur les sources de *George Dandin*, quelques autres sont venues s'ajouter depuis peu, qui doivent être signalées ici.

Dans la *Revue d'histoire littéraire de la France* de 1903, à la page 637, M. Paul d'Estrée a appelé l'attention sur un événement qui se passa en Bretagne, en avril 1648, et qui passionna toute la province. — Or Molière, ne l'oublions pas, est allé à Nantes avec sa troupe en 1648. — Il s'agit d'un crime effroyable, alors récemment découvert, et où se trouvaient impliquées « deux femmes de la première qualité » : d'une part, Françoise de Talhouet, veuve de son troisième mari, Charles de Quinquempoix, marquis de Bussy et comte de Vignory en Champagne ; d'autre part, sa fille, Jeanne-Marie de Bussy, née le 15 mars 1632 de ce troisième lit. Elles étaient accusées d'avoir fait assassiner leur gendre et mari, un certain Palerme, sorti d'une famille de financiers lyonnais et originaire de Moulins. — Jean Vallier et Tallemant des Réaux ont parlé de cette affaire. Molière a pu se

souvenir de ces événements, lorsqu'il a écrit *George Dandin*, et M. Paul d'Estrée a eu raison de faire ce rapprochement.

Quant aux passages du *Décameron*, dont je vous parlais tout à l'heure et qui ont pu fournir à Molière des éléments pour la mise en œuvre de sa pièce, vous les trouverez dans la *Nouvelle IV* de la *Septième Journée*, et aussi dans la *Nouvelle VIII* de la même *Journée*. Il y a là l'histoire du mari que sa femme enivrait tous les soirs pour le tromper plus aisément, et qui est surprise un soir où son mari a contrefait l'ivrogne ; il y a l'histoire du mari, d'humble origine, qui songe à se mettre dans la gentilhommerie en épousant une jeune demoiselle noble qui le trompe par le stratagème du fil ; le mari découvre la ruse, tend un piège à sa femme, mais celle-ci, très fine, y fait prendre sa servante et parvient à se justifier. Beaucoup de ces détails vous sont connus par les *Contes* de La Fontaine.

Je ne parle pas des anecdotes analogues, que l'on retrouverait jusque dans les littératures de l'Inde ; il est probable que Molière n'est pas remonté plus haut que les canevas italiens, et a surtout utilisé, comme je l'ai dit, la tradition populaire.

La pièce de *George Dandin* a soulevé beaucoup de commentaires dès son apparition, et la dispute s'est prolongée jusqu'au XVIII^e et même au XIX^e siècle.

Pour ne citer que des noms connus, je vous rappellerai que Bourdaloue, notamment, a critiqué cette pièce avec infiniment de violence dans le *Sermon sur l'Impureté*, en mars 1682.

Au siècle suivant, Riccoboni, dont je vous ai souvent parlé au cours de ces leçons, classait *George Dandin* parmi les pièces à rejeter.

Rousseau l'attaquait également, avec l'impétuosité passionnée que vous lui connaissez, dans un passage célèbre de la *Lettre sur les Spectacles* : « Quel est le plus blâmable, dit-il, d'un bourgeois sans esprit et vain, qui fait sottement le gentilhomme, ou du gentilhomme fripon qui le dupe ?... Quel est le plus criminel d'un paysan assez fou pour épouser une demoiselle, ou d'une femme qui cherche à déshonorer son époux ? Que penser d'une pièce où le parterre applaudit à l'infidélité, au mensonge, à l'impudence de celle-ci, et rit de la bêtise du manant puni ? » — Suit une critique de l'*Avare*, que je vous lis tout de suite, puisque nous allons retrouver cette pièce tout à l'heure : « C'est un grand vice d'être avare, dit Rousseau, et de prêter à usure ; mais n'en est-ce pas un plus grand encore à un fils de voler son père, de lui manquer de respect, de lui faire mille insultants reproches, et, quand ce père irrité lui donne sa malédiction, de répondre d'un air goguenard

qu'il n'a que faire de ses dons ? Si la plaisanterie est excellente, en est-elle moins punissable, et la pièce où l'on fait aimer le fils insolent qui l'a faite, en est-elle moins une école de mauvaises mœurs ? » — D'ores et déjà, je réponds à Rousseau, et c'est ce qu'on lui a répondu déjà de son temps : « Là où les vieillards sont sans honte, il est bien forcé que les jeunes gens soient effrontés. » — Mais nous reviendrons sur ce point.

Marmontel a essayé de justifier la comédie de *George Dandin*. « C'est pour rendre sa pièce morale, dit-il, que Molière a peint de mauvaises mœurs. La bienséance y est violée comme dans *Théodore* ; mais ni l'une ni l'autre pièce n'est une leçon de mauvaises mœurs. » Et il se lance dans une violente diatribe contre les pièces, bien plus immorales, prétend-il, que composent et font jouer ses contemporains. Que dirait-il, s'il voyait nos spectacles actuels ?

Parmi les critiques modernes, les uns estiment que *George Dandin* est une pièce chagrine et morose, les autres s'élèvent avec force contre cette interprétation. Je me rangerais volontiers à l'avis d'un des critiques les plus fins de notre temps, M. Jules Lemaitre.

Selon lui, *George Dandin* n'est en aucune manière une pièce « rosse », pour employer une expression aujourd'hui admise. Elle est, au contraire, le plus salubre des enseignements et le plus suggestif des exemples pour l'imprudent qui rêve une alliance disproportionnée. « Cette leçon, dit-il, résulte des monologues mêmes du malheureux Dandin et des plaintes amères que lui arrache l'indignité de sa femme, tandis que les pièces « rosses » de notre siècle sont autant d'apologies cyniques de toutes les bassesses, de toutes les turpitudes, de toutes les infamies, grandes et petites, pratiquées effrontément et même avec ostentation, par des personnages dont la malfaisance semble être pour leur créateur la clef de voûte de notre édifice social. » On ne saurait mieux dire.

Ce jugement est confirmé par les tableaux dressés dans *La Galanterie au théâtre* de Ludovic Celler, en 1875. Ludovic Celler a classé les pièces, dans cet ouvrage, en pièces où l'adultère est condamné ; pièces où il est justifié ; pièces où il est excusé ; et pièces licencieuses. Où a-t-il placé *George Dandin* ? Dans la première catégorie. « L'adultère, dans cette comédie, n'est pas puni, dit-il ; au contraire, il triomphe ; mais le malheur qu'il laisse entrevoir en constitue la condamnation positive. »

Notez, d'ailleurs, que, *George Dandin* ayant été écrit en vue d'un divertissement à la cour, tout le cadre adoucissait et corrigeait la portée de la pièce.

« Pour nous, a observé justement M. Edouard Fournier, George Dandin n'est qu'un mari trompé et confondu ; pour ce public de gentilshommes, qui eurent la primeur de son comique, il fut, avant tout, un paysan qui s'est fourvoyé en voulant sortir de sa condition, un parvenu de campagne qui s'est payé de la noblesse en épousant à beaux deniers une fille noble, une *demoiselle*, et que cette *demoiselle* punit de son audace en le trompant sans vergogne ni remords, comme un mari qu'elle n'a jamais cru digne d'elle. »

Ç'a été, en effet, une des plaies du temps, chez les bourgeois et les campagnards, que cette prétention à la noblesse. « Ils la voyaient, d'en bas, si bien fêtée en haut, que, pour peu qu'ils fussent riches, ils n'avaient qu'un désir : y monter, en payant bien. La France était pleine alors de ces marchandeurs de titres, de ces acheteurs de blasons, qui, portés par leur gros avoir, se faufilaient en de nobles mais pauvres alliances, et, donnant l'argent d'une main, prenaient la gentilhommerie de l'autre. »

Or, comme les nobles jouissaient d'un grand nombre de privilèges, et notamment de l'exemption des impôts, l'accroissement et l'extension de la noblesse tournait au détriment du Trésor. Il fallut prendre des mesures ; il fallut rechercher les nobles authentiques et les nobles nouveaux. *George Dandin*, en 1668, et le *Bourgeois gentilhomme*, en 1670, répondent à cet ordre de préoccupations. Ce sont des pièces d'actualité.

La pensée de Molière, à cette époque, est souvent ramenée vers ces idées. On voit qu'il a été frappé, comme beaucoup de ses contemporains, des ravages que produisait cette prétention des humbles à la noblesse. Et l'on en trouve la trace, en dehors de *George Dandin*, dans des pièces de la même période, l'*Avare*, par exemple, où nous lisons ceci : « Le seigneur Anselme est un parti considérable, c'est un gentilhomme... qui est noble. » Et ailleurs : « Le monde, aujourd'hui, n'est plein que de ces larrons de noblesse, que de ces imposteurs, qui tirent avantage de leur obscurité, et s'habillent insolemment du premier nom illustre qu'ils s'avisent de prendre. »

Vous voyez toute l'importance de ces remarques pour l'exacte compréhension de pièces comme *George Dandin* et le *Bourgeois gentilhomme*.

Encore un mot, et j'en ai fini avec *George Dandin*. Je tiens, en effet, à vous faire observer que, dans cette pièce comme dans toutes les autres de Molière, selon une remarque générale que nous avons déjà faite plusieurs fois, les droits de la nature et de la passion vraie sont respectés par Molière. Nous avons tort, nous, d'y mêler le sentiment. En réalité, ce qui souffre, chez George

Dandin, c'est la vanité et c'est aussi la bourse, mais non point le cœur. Ici encore, je ne puis que souscrire aux observations très exactes que nous présente M. Fournier sur ce malheureux Dandin : « Dit-il une seule fois qu'il aime sa femme, qu'il l'a épousée par amour, et qu'en le trompant, c'est cet amour qu'elle blesse ? Parle-t-il du bonheur qu'il rêvait en l'épousant ? Non, mais seulement du gros bien qu'il a apporté pour avoir « la qualité de son mari », et qu'il regrette fort, à voir ce que cette « qualité » lui rapporte ! Ce n'est qu'un vaniteux, pris au piège qu'il a cherché, un sot, dupe de sa sottise, et dont Molière, en le posant ainsi, pour que son ridicule servît d'exemple, a voulu qu'on se moquât, sans indiquer qu'il fallût, un seul instant, le plaindre. »

*
* *

Reprenons, maintenant, l'histoire de Molière et de son théâtre et conduisons-la jusqu'à l'*Avare*.

Le 18 juillet 1668, la troupe joue *George Dandin* à Versailles. Le 31 août, prêt de 8.000 livres à Poquelin père par le célèbre physicien Rohault, prête-nom de Molière, moyennant une rente perpétuelle de 400 livres. — Le 24 décembre, il y aura un nouveau prêt de 2.000 livres, moyennant une rente de 100 livres. — On a essayé de tirer de là quelques indications concernant l'*Avare* : j'y reviendrai tout à l'heure.

Le 9 septembre 1668, a lieu la première de l'*Avare*, comédie en 5 actes et en prose, sur le théâtre du Palais-Royal.

Le 2 novembre, la troupe est à Saint-Germain pour cinq jours. Elle y joue l'*Avare*, et reçoit pour cette visite, outre sa nourriture, la somme de 3.000 livres.

Le 9 novembre, Molière rouvre son théâtre par la première représentation (à la ville) de *George Dandin* (sans la pastorale).

Le 11 décembre, meurt M^{lle} du Parc.

Demandons-nous, maintenant, si l'*Avare* a été un succès pour Molière, je veux dire un succès d'argent. Vous allez voir que, comme la plupart des pièces de Molière, celle-ci n'a pas donné tout ce que l'on en pouvait attendre. Les recettes, en effet, tombent rapidement à des chiffres presque dérisoires : de 1.069 livres, elles passent à 495, et flottent ensuite entre 434, 664, 477, 271, 143, 255. Molière avait, évidemment, le droit d'être découragé par un tel résultat.

A la reprise de l'*Avare*, en décembre 1668, les recettes sont meilleures, sans être extraordinaires.

Molière n'avait pas encore le succès d'argent qu'il poursuivait

depuis de longues années et auquel il pouvait légitimement prétendre. C'est *Tartuffe*, enfin autorisé par le roi, qui va le lui donner.

Le 5 février 1669, *Tartuffe* est représenté avec un succès immense. Tandis que, le 3 février, la troupe n'avait fait que 759 livres de recette, le 5 février, elle obtient 2.860 livres et se maintient à ce chiffre, ou à peu près, pendant plusieurs semaines.

Le 15 novembre 1669, *M. de Pourceaugnac*, joué à la ville, est mieux accueilli que *l'Avare*.

Le 4 février 1670, à Saint-Germain, Molière joue les *Amants magnifiques*, puis, le 13 octobre, à Chambord, le *Bourgeois gentilhomme*.

Revenons, maintenant, à *l'Avare* et indiquons les principales questions qui se posent à propos de cette pièce.

*
* *

L'Avare est placé très haut aujourd'hui parmi les pièces de Molière, au moins si nous en jugeons par le nombre des représentations. D'après une statistique récente, *l'Avare* est une des pièces qui ont été le plus souvent représentées : jusqu'en 1906, cette comédie a été jouée 1.680 fois, *Tartuffe* 2.111 fois, le *Médecin malgré lui* 1.625 fois, puis les autres pièces varient entre 1.220 et 1.230 représentations.

Quel jugement devons-nous porter sur cette pièce et quelle impression a-t-elle fait sur les contemporains ?

L'Avare, je vous le rappelle, est en cinq actes et en prose. Il semble bien que la prose de Molière ait déconcerté quelques-uns des premiers spectateurs. Pourtant *l'Avare* n'était pas la première comédie en prose qui eût paru jusque-là sur le théâtre. Mais les autres pièces en prose, antérieures à *l'Avare*, n'avaient pas plus de trois actes et tenaient plutôt de la farce. Depuis le *Pédant joué* de Cyrano (1654), on n'avait guère vu de comédie en cinq actes qui ne fût en vers. — *Don Juan* est une comédie à part, et d'ailleurs c'est sous la forme « versifiée » par Thomas Corneille que la pièce était surtout connue. — En réalité, c'est l'opinion de Boileau et aussi celle de son temps, le vers seul paraissait convenir à la grande comédie régulière. Il faudra que Lesage, Marivaux, Diderot et Beaumarchais aient produit leurs chefs-d'œuvre, pour que la comédie en prose soit acceptée du public.

Déjà Fénelon, vous vous en souvenez, ne partage pas le préjugé du xvii^e siècle contre la prose : dans le passage célèbre de sa *Lettre à l'Académie* où il reproche à Molière ses phrases forcées, et ses

métaphores approchant du galimatias, il ajoute : « J'aime bien mieux sa prose que ses vers. Par exemple, l'*Avare* est moins mal écrit que les pièces qui sont en vers. » Nous n'avons pas à discuter, pour le moment, ce jugement de Fénelon : constatons seulement qu'il est plutôt hostile à la versification dramatique.

Mais, si Molière a écrit l'*Avare* en prose, comment expliquer l'abondance des vers blancs que l'on trouve dans cette pièce ? Ne faut-il pas plutôt voir là l'indice d'un premier dessein que Molière n'a pas exécuté ? Ou bien doit-on penser que, trouvant le sujet de l'*Avare* trop familier pour le vers, Molière a cherché une forme intermédiaire entre le vers et la prose ? Telles sont les questions que l'on a souvent posées.

Il est très vrai, en effet, que les vers blancs abondent dans certaines parties de la pièce, notamment dans la première scène :

Et vous repentez-vous de cet engagement...
 Soupçonnez-moi de tout, Elise,
 Plutôt que de manquer à ce que je vous dois...
 Ah ! Valère, chacun tient les mêmes discours...
 Attendez donc, au moins, à juger de mon cœur...
 Hélas ! qu'avec facilité
 On se laisse persuader
 Par les personnes que l'on aime...
 Je crois que vous m'aimez d'un véritable amour.... etc.

On trouve des vers blancs analogues et de différentes mesures dans toutes les comédies en prose de Molière : dans le *Sicilien*, dans *Don Juan*, et jusque dans le *Bourgeois gentilhomme* et le *Malade imaginaire*. Qu'est-ce à dire ? Tout simplement que la facilité de Molière est telle, qu'il écrit naturellement en vers et que les vers blancs semés dans sa prose y sont venus d'eux-mêmes, sans être cherchés. Il n'y a pas d'autre explication à donner de ce mystère.

Cherchons maintenant et indiquons très brièvement les origines de l'*Avare* de Molière.

On a parlé de l'avarice du père de notre poète : Molière, paraît-il, n'ayant pu obtenir de lui toute sa « légitime », se serait souvenu de ce fait en écrivant sa comédie. Cela ne cadre guère avec ce que nous savons de la droiture et de la générosité du caractère de Molière. M. Larroumet a fait justice de cette légende. Je vous renvoie à ses explications.

Pour la scène II du second acte, les vrais originaux, si l'on en croit Tallemant des Réaux, ont été le président de Bercy et son fils, l'un plus avare que l'autre. Le président rencontra, un jour, chez un notaire son fils, qui cherchait de l'argent à gros intérêts.

Le père lui cria : « Ah ! débauché, c'est toi ! — Ah ! vieux usurier, c'est vous ! » dit le fils. Boisrobert s'était inspiré de cette scène dans sa *Belle Plaideuse*, imprimée en 1655. Molière a évidemment tiré parti de la pièce de son prédécesseur.

Molière a pu se souvenir aussi du couple sordide des Tardieu, dont l'avarice légendaire est décrite dans un passage célèbre de la dixième *Satire* de Boileau. (Tardieu et sa femme avaient été assassinés dans leur maison du quai des Orfèvres, le 24 août 1665.)

En réalité, nous n'avons pas beaucoup de textes sur l'avarice au XVII^e siècle : à peine peut-on glaner çà et là quelques détails, quelques allusions chez La Bruyère. Les prédicateurs ont tonné contre l'avarice, mais ne nous apportent pas beaucoup de faits (1).

Cependant l'avarice est une passion beaucoup plus répandue qu'on ne croit. L'avare classique n'est peut-être pas très commun ; mais c'est là précisément l'erreur courante des critiques qui veulent des passions logiques et, en quelque sorte, rectilignes. L'avarice présente des variétés infinies, des nuances nombreuses ; elle ne se manifeste pas dans un seul domaine, et, par suite, il ne faut pas s'étonner, si l'on trouve dans le caractère d'Harpagon des contradictions apparentes.

Molière a donné la quintessence de ce caractère ; il a créé l'avare idéal, l'avare type, et, après lui, on ne pourrait plus tirer de grands effets de l'étude de ce personnage au théâtre. Le roman seul, disposant de moyens plus étendus et plus variés, a pu renouveler le type de l'avare. Je vous renvoie à l'*Eugénie Grandet* de Balzac.

On a beaucoup discuté sur la moralité de l'*Avare* depuis son apparition. M. Jeannel, dans son ouvrage sur la *Morale de Molière* (1867), qui est, vous le savez, un véritable réquisitoire dressé contre notre poète, reproche à Molière de n'avoir jamais mis sur son théâtre « l'exemple d'une famille qui ne fût odieuse ou ridicule. » — « C'est que la famille ne vit que par le père, et Molière semble avoir absolument ignoré ce que c'est, ce que vaut le père. » Il était cependant difficile à Molière, voulant nous montrer les ravages de l'avarice dans une famille, de peindre Harpagon de façon à nous le rendre sympathique.

Saint-Marc Girardin, recherchant s'il est vrai que Molière ait voulu, comme l'en accuse Jean-Jacques Rousseau, ébranler l'autorité paternelle, remarque d'abord que les pères, les maris, les vieillards que Molière raille gaiement ne sont pas ridicules par

(1) On trouvera quelques détails utiles sur le luxe et l'avarice des femmes dans l'*Honneste Femme* du R. P. Du Bosc, cordelier. (1665).

leur caractère de père, de mari et de vieillard, mais par les passions qui déshonorent en eux ce caractère même. « C'est ainsi qu'Harpagon nous amuse, non comme père, mais comme avare, et si son fils lui manque de respect, c'est que, dans ce moment, l'avare, l'usurier et le vieillard amoureux, les trois vices ou les trois ridicules d'Harpagon, cachent et dérobent le père. »

Les véritables points sur lesquels la pièce est attaquable ne sont donc pas ceux-là.

J'en verrais d'autres, pour ma part, que l'on n'a peut-être pas assez signalés.

D'abord *la pièce est trop longue*. Elle traîne pendant cinq actes, alors que trois actes auraient été suffisants et auraient permis à l'auteur d'éviter bien des hors-d'œuvre qui déparent sa comédie.

Puis — et cela a été bien marqué par M. Jules Lemaître — le personnage d'Harpagon est un peu énigmatique : « Il y a en lui de l'Euclyon et du riche bourgeois du XVII^e siècle. Au fait, est-il bourgeois, est-il gentilhomme ?... Qu'est-ce qu'un homme qui fait des prêts comme un usurier consommé et qui, en même temps, enterre une cassette comme un personnage de la comédie antique ? » C'est, en effet, une des plus fortes objections que l'on puisse faire contre le personnage d'Harpagon, tel que Molière l'a réalisé.

J'aurais voulu vous faire l'analyse de la pièce de Plaute dont Molière s'est inspiré, l'*Aulularia*. Le temps ne me le permet pas. Je vous renvoie au texte ou aux traductions de Plaute, que vous vous procurerez facilement. Vous remarquerez cependant que, chez Plaute, Euclyon est un homme du peuple, enrichi par hasard ; tandis que l'Harpagon de Molière est un riche bourgeois, un usurier moderne qui fait travailler son argent : de plus, Molière a mis l'avarice aux prises avec l'amour, avec la famille ; il nous a montré la perversion des affections paternelle et filiale par ce vice odieux, et tout cela, notez-le bien, ne se trouvait pas dans Plaute.

Je n'ai pas le loisir de faire avec vous l'examen détaillé de la pièce de Molière. Je me contenterai donc, puisque le temps me presse, de vous donner quelques indications sur plusieurs points.

La scène qui ouvre le premier acte, entre Valère et Elise, est une jolie scène de tendresse, très remarquable, et qui, quoi qu'on en ait dit, présente un intérêt réel ; l'avarice d'Harpagon y est indiquée avec tact par Valère, qui s'est introduit chez Harpagon en qualité d'intendant.

La scène II, où Cléante informe sa sœur Elise de son amour pour Marianne, n'est pas négligeable non plus. Cléante aime ;

mais « il sait qu'il dépend d'un père et que le nom de fils le soumet à ses volontés ». M. Jeannel et ses imitateurs ont un peu trop systématiquement laissé de côté des déclarations de ce genre, dont vous sentez tout le prix. Les doléances de Cléante, à propos de l'avarice d'Harpagon, n'ont rien non plus de suspect ni de choquant : il est naturel que ce jeune homme tienne à s'habiller décemment.

La scène III, où Harpagon chasse son valet, est prise dans l'*Aulularia*. Elle est vivement conduite par Molière, mais je crois qu'il est difficile de justifier le fameux : « Montre-moi tes mains. — Les autres ? » Plaute avait dit : « La troisième. » Bien que Molière ait pris un tour plus vague et moins mathématique, il me semble que le trait est tout de même un peu trop invraisemblable et assez peu justifiable.

Je n'ai que des éloges à adresser aux scènes qui suivent. Vous connaissez tous le fameux *sans dot*. Je n'insiste pas. D'une manière générale, le premier acte de cette pièce me paraît être le plus remarquable. Cette *dualité* du caractère d'Harpagon, dont je vous parlais tout à l'heure, ne s'y fait pas trop sentir.

En revanche, j'aurais bien des réserves à faire sur les actes suivants.

Pour ne citer qu'un exemple, la scène V du second acte me paraît un peu trop longue : c'est celle où l'entremetteuse Frosine vient flatter Harpagon, lui vante Marianne et son économie, et lui garantit qu'elle n'aime que les vieillards ; Harpagon, charmé, l'écoute volontiers, mais il retrouve toute sa clairvoyance dès qu'elle fait la plus petite allusion à une demande d'argent. Etant données les dimensions de cette scène, elle finit par faire quelque peu l'effet d'un hors-d'œuvre. Molière eût pu l'abréger, sans que l'économie de la pièce eût à en souffrir.

Le célèbre monologue d'Harpagon, au quatrième acte, après le vol de la cassette, accentue au plus haut point cette dualité du caractère de l'avare, que je critiquais tout à l'heure. Il est pris en très grande partie à Plaute, et est vraiment trop près de l'original latin : le désespoir de l'avare volé s'exprime d'une manière un peu trop criarde et avec un peu trop de gesticulation, en traits de farce, énormes et invraisemblables.

Je n'insiste pas sur les autres critiques du même genre, que l'on pourrait adresser à Molière : il vous sera aisé de les faire vous-mêmes à la lecture.

Je n'insiste pas non plus sur les sources de l'*Avare*, autres que celles que j'ai déjà citées : vous les trouverez indiquées dans l'édition Despois ou bien dans la petite édition de M. Lanson

chez Hachette. Cette dernière édition donne, en outre, une utile analyse de la comédie des *Esprijs* de Larrivey, et tient compte des indications fournies par M. Roy soit dans des articles de la *Revue d'histoire littéraire*, soit dans sa thèse sur *Charles Sorel*. C'est l'édition la plus récente, la plus au courant et la plus commode à manier.

C.

La Morale

Cours de M. VICTOR EGGER,

Professeur à l'Université de Paris.

La punition et la récompense.

Pour résoudre le problème que nous avons posé, le problème de l'accord de la définition du bien avec l'idée de sanction, il faut faire l'analyse des faits compris sous les noms de récompense et de punition. Je commencerai par la punition.

Je crois être d'accord avec l'opinion commune en disant que la vraie punition, la seule qui soit sérieuse, efficace, réparatrice, est celle qu'on s'inflige à soi-même : *on n'est puni que par soi-même* ; tout le monde pense ainsi.

La punition naît, apparaît dans l'agent : c'est le *remords*, la tristesse d'avoir mal agi. Le remords est fatal d'abord ; il commence en nous malgré nous. Mais il peut être écarté par légèreté morale, par amour-propre surtout. Une bonne conscience, au contraire, le prolonge, l'entretient, l'affermi, le cultive. Le remords est plus volontaire que fatal ; et alors, alors seulement, il devient punition, expiation, réparation, si nous le voulons. Par des actes, on peut le confirmer et le fixer dans le souvenir ; se priver d'un plaisir innocent, se faire du mal, c'est compléter et prolonger la tristesse par l'absence de plaisir ou par la douleur.

Se punir par une privation de plaisir, c'est se punir par du non-bonheur voulu. La définition du bien contenait déjà cette idée ; se punir par de la douleur, c'est se punir par du malheur voulu : cela est contraire à nos principes. Il y a donc là une exception, un amendement, à notre définition générale du bien. Cet amendement est, d'ailleurs, très motivé. Le mal n'est pas une fin, ni le mal moral, ni le mal physique. Il s'agit de rentrer dans la voie du bien, qui est la fin ; le mal physique est employé comme moyen du bien ; de même, le mal psychologique ; la tristesse volontaire et la douleur volontaire sont associées comme des auxiliaires à la méditation morale, à la réflexion morale, à la recherche des moyens de retrouver l'état de bonne intention et de s'y fixer, aux bonnes résolutions.

Ainsi le malheur voulu est réparateur ; il est fait pour effacer, corriger, réparer, redresser, pour supprimer non seulement le mal moral, mais ses causes, et créer corrélativement des causes de bien moral. L'état de conscience s'appelle alors *repentir* et non plus seulement remords.

Le malheur ainsi entendu doit donner des forces pour bien faire ; il ne doit pas être déprimant, débilitant ; il deviendrait non pas gratuit, mais absurde ; non pas gratuit, car il a toujours une raison, un motif : il est là pour effacer. Mais il ne suffit pas que le mal soit effacé : le non-mal doit être le moyen du bien.

C'est ainsi que l'on se punit soi-même, et que l'on est véritablement puni.

Examinons, maintenant, les cas où l'on est puni par non-soi. Il y a bien des manières d'être puni autrement que par soi. On peut être puni par les lois de la nature : sanction naturelle ; — par le hasard : châtiment providentiel ; — par ses éducateurs : punition familiale ou scolaire ; — par les représentants de la loi : sanction légale ; — enfin par l'opinion, par les jugements d'autrui, par le mépris ou le blâme exprimés au moyen de paroles ou autrement ; c'est la sanction sociale proprement dite. Lorsque la punition vient du dehors, de deux choses l'une : ou bien elle reste extérieure au coupable, et alors elle est vaine, inefficace, et le coupable n'est pas vraiment puni ; — ou bien le coupable s'associe à cette punition, s'en empare, la fait sienne, en y ajoutant de lui-même, ou sans y ajouter autre chose que sa conscience, trouvant là une occasion ou un prétexte à remords et à repentir. J'écarte ici toute considération intéressée, eudémonique : si l'agent se dit : « Je vois que je me suis trompé sur mes véritables intérêts », sa pensée n'est pas morale ; mais, s'il se dit : « Je comprends que j'ai mal fait », alors sa conscience est réveillée par le châtiment reçu. Même si les éducateurs ou n'importe qui fait valoir ces considérations eudémoniques, je veux supposer que l'agent voit les choses au point de vue moral. Et, alors, nous rentrons dans le premier cas : l'agent se punit lui-même.

D'ailleurs, il y a des cas où la société agit contre le coupable sans prétendre le punir. *Mettre hors d'état de nuire* n'est pas punir : c'est empêcher le méfait futur par prévoyance. La *réparation du préjudice causé*, qu'elle consiste en des dommages-intérêts ou en une restitution forcée, n'est pas davantage une punition ; elle remet les choses en l'état, comme quand on paie une dette ; elle contraint le coupable à un acte qui efface les effets de la faute, non la faute elle-même. Punir, c'est faire mal au coupable ; or le mettre hors d'état de nuire, lui faire réparer le préjudice

causé, ce n'est pas lui faire mal ; du moins, ce n'est pas cela qu'on veut directement.

Quand autrui prétend *punir* véritablement, — que ce soient les éducateurs, la justice sociale organisée ou l'opinion publique, — la punition est infligée par autrui avec l'idée que le coupable s'y associera. Mais, si le coupable se montre réfractaire, rebelle, révolté, on punit quand même ; pourquoi ? *Pour le principe*, dit-on parfois. Cette réponse ne paraît pas satisfaisante ou du moins suffisante, nous l'avons déjà remarqué ; car elle semble dédaigner les conséquences sociales du châtement infligé. *Pour l'exemple*, dit-on aussi ; cette réponse est beaucoup plus satisfaisante, car la punition apparaît alors comme une affirmation de la moralité collective.

Dans tous les cas, la punition infligée par autrui consiste en non-bonheur et en malheur. L'amende, c'est la privation d'un moyen de bonheur ; la prison, c'est la privation de la liberté, autre moyen de bonheur ; de plus, cette servitude engendre la tristesse et nuit à la santé, donc fait du malheur. Quant aux peines corporelles, que nos mœurs réprouvent de plus en plus, leur caractère est évident. Or faire à autrui du non-bonheur et du malheur, nuire à autrui, c'est une infraction ou une exception à nos principes.

Parlons maintenant de la récompense. Celle que l'on se donne à soi-même ne compte pas ; elle est fausse : *on n'est récompensé que par non-soi*. Tout le monde pense ainsi ; c'est l'opinion commune. Celui qui se récompense lui-même se rend heureux. Il agit comme un homme intéressé, comme un égoïste. La récompense qu'il se donne, c'est du bonheur voulu et, pour cela, elle ne compte pas. Que devient son mérite ? Il l'annule.

La récompense, comme la punition, naît spontanément dans l'agent. C'est la satisfaction morale, la joie d'avoir bien agi, d'avoir fait son devoir, sentiment fatal qui apparaît en nous malgré nous. S'y complaire, l'entretenir, le prolonger, le cultiver, triompher du succès moral, est-ce d'une bonne conscience ? Nullement. Avoir bonne opinion de soi, se louer soi-même, si cela devient habitude, trait de caractère, cela s'appelle vanité, ou même orgueil. Or ce sont là des vices, selon l'opinion morale commune, qui loue l'état d'âme contraire, la modestie. Qu'on se rappelle la prière du pharisien et la maxime de l'Évangile : « Celui qui s'élève sera abaissé et celui qui s'abaisse sera élevé », ou, selon la traduction plus énergique de Bossuet : « Celui qui s'exalte sera humilié, et celui qui s'humilie sera exalté. » L'opinion morale commune élève les modestes en les louant, rabaisse les orgueilleux en les blâ-

ment. La modestie est, de l'avis de tous, l'achèvement de la vertu ; elle l'embellit ; elle est comme la fleur. La louange la plus haute, la plus complète, va au courage modeste. Cela est exprimé à merveille dans la ballade de Schiller intitulée : *Le brave Homme*.

« C'est le printemps. Le vent du dégel souffle du sud... Le fleuve grossit de plus en plus... Sur le fleuve est un pont aux lourdes arches... Au milieu de ce pont se dresse une petite maison : là demeure le péager avec sa femme et ses enfants. O péager ! ô péager ! sauve-toi promptement ! Un bruit sourd se fait entendre : le pont s'ébranle et menace ruine... Le fleuve rompt et entraîne les uns après les autres les piliers et les arches... Au loin, sur une hauteur, était la foule béante ; chacun criait et joignait les mains ; mais personne ne songeait à sauver les malheureux. Le péager, tremblant avec sa femme et ses enfants, criait au secours d'une voix déchirante... La ruine approche du pont... Un comte, un noble comte, arrive au galop sur son cheval. Il tient dans sa main une bourse bien pleine, bien arrondie. « Deux cents pistoles de récompense à celui qui tentera de sauver l'infortuné ! » Quel est le brave homme ? est-ce le comte ?... Le comte était homme de cœur ; mais j'en connais un bien plus brave... Un paysan s'avance... Il écoute les paroles du comte, et voit le désastre prochain. Il s'élance hardiment dans le premier bateau qu'il trouve à sa portée. En dépit du courant, des tourbillons et de la tempête, il arrive heureusement ; mais, hélas ! la barque est trop petite pour sauver toute la famille à la fois. Trois fois il pousse son bateau à travers le vent, les tourbillons et les vagues menaçantes, et trois fois il arrive heureusement : toute le monde est sauvé !... Quel est le brave homme ? Dis-le, dis-le, ma belle chanson !... Le paysan exposa sa vie ; mais il le fit peut-être par amour du gain ? Car, si le comte n'avait pas fait sonner son or, le paysan eût-il risqué sa tête ? « Tiens, mon brave, voilà la récompense », s'écrie le comte. N'est-ce point agir généreusement ? Certes, le comte avait des sentiments élevés ; mais plus noble encore était le cœur qui battait sous la blouse du paysan. « Ma vie n'est point à vendre. Je suis pauvre, il est vrai, mais j'ai du pain à manger. Donnez cet or au péager, qui a tout perdu ! » Voilà ce que dit le paysan avec des accents sortis du cœur, et il s'éloigna.

« Chanson du brave homme, tu retentis aussi haut que le son de l'orgue et le tintement de la cloche ! Ce n'est point avec de l'or, mais avec des chants de louange qu'un courage aussi sublime peut être récompensé. »

Il y a là une leçon de morale parfaitement exacte. Le comte était

un homme de cœur, et la chanson le loue ; il a fait ce qu'il a pu, n'étant pas marinier ; il a eu l'initiative de l'appel au courage de ceux qui pouvaient tenter l'aventure, et il a sacrifié ce qu'il avait, son or. Mais, bien au-dessus de lui, est glorifié celui qui, après s'être dévoué, après avoir risqué sa vie, a refusé la récompense et modestement s'est éloigné sans même dire son nom. Enfin, si le brave homme a refusé la récompense matérielle, il y a une récompense plus belle qu'il aura malgré lui, à laquelle il ne pourra échapper : c'est la chanson qui le célèbre et qui court sur les lèvres des hommes, symbole de l'opinion sociale, symbole de cette sanction immatérielle qui est plus éclatante et plus pure que toutes les autres.

Revenons maintenant à l'état d'âme intérieur de l'homme qui a du mérite. Il peut se récompenser lui-même par l'orgueil. Comme le remords, l'orgueil est plus volontaire que fatal. S'il commence en nous malgré nous, on peut l'étouffer dès sa naissance ou peu après. On est orgueilleux ou modeste par volonté intérieure. C'est par cette volonté morale dont la conscience est l'objet que l'agent se refuse la récompense, accepte la punition, garde son mérite comme un trésor, anéantit son démerite comme une souillure dont il se lave. Une conscience délicate, scrupuleuse, garde ses créances sans les présenter à l'échéance, l'or de son mérite sans le dépenser, sans le transformer en bonheur : c'est une avare. Elle refuse le bonheur, elle ne veut que le droit au bonheur.

Faut-il donc anéantir la satisfaction morale ? Ce serait trop : elle est bonne à quelque chose. Elle résulte du succès de l'effort moral vers l'acte bon et le bien réalisé ; elle en est le signe. Si j'ai réussi une fois, cela m'encourage à de nouveaux efforts ; j'irai vers le bien avec confiance, avec allégresse. La satisfaction morale, alors, est employée ; elle devient une force. Ce n'est plus la vertu se repliant sur elle-même, pour se contempler et s'admirer dans l'inaction et se perdant par sa complaisance pour elle-même. Rien n'est plus normal que cette utilisation de la satisfaction morale, car elle résulte d'une loi psychologique ; le plaisir est un excitant ; tout naturellement, il se dépense en action. Tandis que le remords est réparateur et rénovateur au prix d'une réflexion intense, à la suite d'un travail laborieux, complexe, de la conscience morale repliée sur elle-même, la satisfaction morale nous incite à agir comme nous avons agi, sans réflexion, sans y toucher, pour ainsi dire, sans appuyer ; on n'a qu'à la laisser faire : elle se perdra dans de nouvelles actions bonnes, dont elle sera la source et qui l'entretiendront.

Ainsi la fausse récompense est la récompense voulue pour soi

et par soi ; elle est un cas particulier du bonheur voulu, et, par suite, condamnée au même titre que le bonheur voulu. La vraie récompense est la récompense non voulue, qui est un cas particulier du bonheur non voulu. Ses variétés sont les mêmes que celles de la punition par non-soi. On est récompensé ainsi par les lois de la nature, — par le hasard, qui ressemble alors à la Providence, — par les éducateurs, dans la famille et à l'école, — par les pouvoirs publics, qui disposent des honneurs et des grades, — enfin, par l'opinion, par les jugements des hommes, leur estime, leurs éloges, exprimés sous forme de discours ou autrement.

Ecartons, d'abord, toute considération eudémonique ; écartons le point de vue de l'intérêt personnel, même si l'éducateur le fait valoir, présentant la récompense sous ses différentes formes : santé, livres de prix, etc., comme le second terme d'une loi naturelle. Supposons que l'agent voit les faits au point de vue moral.

Si l'agent méritant a réclamé sa récompense, s'il a fait, pour l'obtenir, « les démarches nécessaires », selon l'heureuse expression d'un satirique, alors il a contribué à cette récompense ; il y a collaboré ; c'est comme s'il s'était récompensé lui-même. On l'en raillera avec justice, car une telle récompense ne compte pas.

Si l'agent s'associe à la récompense une fois acquise en s'en glorifiant, alors encore il se récompense lui-même. On raille avec raison le glorieux, bouffi, gonflé, le *miles gloriosus*. L'orgueil est ridicule, quand il n'est pas odieux.

Etre modeste, c'est accepter la récompense sans y ajouter soi-même. Est-ce assez ? Ne devrait-on pas la refuser, comme le *brave homme* de Schiller ? Mais, nous l'avons remarqué, s'il refuse le salaire de son héroïsme, il ne refuse pas l'éloge public, la célébrité, la chanson ; il ne peut pas. Le brave homme réel, celui de notre civilisation, ne demande pas l'honneur mérité ; il l'accepte de ses semblables, car le refuser serait offenser le justicier et la justice. La récompense est morale ; la refuser de la société qui, bien informée et juste, fait son devoir en la donnant, serait anti-social, immoral ; accepter est un acte de solidarité morale. L'acte d'une bonne conscience, délicate, scrupuleuse, consiste en pareil cas à se laisser faire, pour le principe et surtout pour l'exemple, c'est-à-dire pour collaborer à la morale sociale. Car la récompense acceptée est, par cela même, connue par le milieu social où l'on vit ; elle est publique ; elle prouve que le mérite n'est pas toujours méconnu ; elle est donc de bon exemple ; elle est un encou-

agement pour autrui. En l'acceptant : 1° on se montre reconnaissant à ceux qui l'ont donnée, on les remercie ; 2° on inspire de l'émulation aux témoins qui peuvent acquérir un mérite analogue à celui qui a reçu sa récompense ; 3° on encourage non seulement les émules possibles du mérite récompensé, mais aussi le justicier, qu'un refus pourrait détourner de reconnaître désormais le vrai mérite. On se montre donc solidaire de la moralité sociale de trois façons et dans deux directions.

En résumé, une bonne conscience ne s'associera à la récompense reçue et ne la fera sienne que par sentiment social, non par sentiment personnel ; par devoir, non par égoïsme.

Voyons, maintenant, si le parallèle de la récompense et de la punition peut être complété. Retrouvons-nous, ici, tout ce que nous avons remarqué en traitant de la punition ? Essayons.

A mettre hors d'état de nuire correspond : mettre un homme en état de faire du bien à la société, d'être utile, au moyen de grades, d'avancement, s'il s'agit d'un fonctionnaire. C'est mettre l'homme à la place pour laquelle il semble fait. On récompense de cette manière l'intelligence, l'activité, le talent, la capacité, surtout la capacité dans un domaine spécial, bien plus que le mérite et la vertu ; c'est donc moins récompenser qu'utiliser.

A la réparation du préjudice causé par le coupable correspond la réparation du préjudice que l'agent moral s'est fait à lui-même en se dévouant à une bonne cause, en faisant courageusement son devoir. C'est un fait très exceptionnel, qui pourtant a lieu quelquefois : cela s'appelle d'ordinaire la réparation d'une disgrâce injuste ; c'est *remettre les choses en état*, effacer une antirécompense : ce n'est pas récompense.

Nous avons dit que la punition était infligée avec l'idée que le coupable la ferait sienne. Pouvons-nous dire, au contraire, que la récompense est conférée avec l'idée que l'agent récompensé restera modeste ? Mais certainement. Récompense-t-on celui qui « a fait les démarches nécessaires » ? Oui, parfois, mais quoiqu'il les ait faites et en haussant les épaules. Est-ce pour le principe ? Peut-être ; on se dit : il avait du mérite, il en a moins, il en a encore. Mais on pourrait penser qu'il n'en a plus. Est-ce pour l'exemple ? L'exemple est bon en un sens, mauvais en un autre sens. On pourrait penser qu'il est purement et simplement mauvais. On donne la récompense ; mais on n'est pas fier en pareil cas, ni pour soi, ni pour l'élu : on a honte de soi et de lui. Cela prouve qu'on espérait sa réserve, sa délicatesse morale, sa modestie, et qu'on est déçu. En définitive, le justicier qui récompense un autre homme par devoir pense toujours que la récompense qui est son

œuvre n'est pas faite pour éteindre ou effacer le mérite, mais que le mérite récompensé demeurera intact, sauvé par la modestie.

Au terme de cette analyse, nous pouvons constater que tous les faits sont venus confirmer notre double thèse : *On n'est puni que par soi ; on n'est récompensé que par non-soi.*

Histoire intérieure de la France depuis 1870

Cours de M. CHARLES SEIGNOBOS,

Professeur à l'Université de Paris.

La chute de Thiers.

Nous nous sommes arrêtés à la fin du travail de réorganisation, au milieu de l'année 1872. Cette réorganisation, nous l'avons vu, a été une réorganisation limitée et conservatrice ; elle a été faite sous la direction personnelle de Thiers, qui est resté très attaché au régime antérieur à 1848 et très hostile aux demandes des républicains. Pour comprendre les conflits qui vont aboutir à la grande crise du 24 mai 1873 et à la chute de Thiers, il faut bien connaître la position de la question et se représenter les principes fondamentaux de la vie politique de la France, ainsi que les conceptions opposées des partis. Une analyse critique de l'organisation de la France a été faite par Courcelle-Seneuil dans l'*Héritage de la Révolution* (1872) et dans son *Etude sur le mandarinat français* (*Journal des Economistes*, fin 1872).

Le régime de la France n'a nullement été établi, comme on se le figure souvent, par la Révolution, mais par Napoléon. Le pouvoir réel est exercé en France par l'administration, qui se compose de plusieurs groupes de fonctionnaires formant des services organisés chacun suivant une hiérarchie centralisée et ayant à sa tête un ministre. Ces fonctionnaires dépendent uniquement du pouvoir central ; pour eux, les citoyens ne sont que des administrés et n'ont aucun moyen d'action sur les administrateurs. A cette organisation, le régime censitaire avait ajouté le pouvoir financier de la bourgeoisie riche, qui votait le budget, décidait du régime douanier et avait organisé la protection économique. Le pouvoir administratif est, en définitive, exercé par un personnel recruté suivant ses règles propres, en dehors de toute action des citoyens.

Le sentiment dominant de la bourgeoisie a toujours été le désir de conserver ce régime et ce personnel, nécessaires à ses yeux pour maintenir « l'ordre » ; c'est là l'idée essentielle du parti conservateur, du « parti de l'ordre ». Le parti républicain, lui, est fondé sur un sentiment de mécontentement démocratique ; son idée maîtresse, exprimée d'ailleurs confusément, est de revenir au régime révolutionnaire, par suite, de changer les institutions, surtout les institutions financières et le personnel. C'est pourquoi les idées républicaines, les idées radicales, apparaissent aux conservateurs comme incompatibles avec « l'ordre », subversives, monstrueuses. Aussi leur apparaît-il comme nécessaire non seulement de maintenir l'ordre légal, mais encore de rétablir « l'ordre moral », c'est-à-dire d'extirper de la pensée du peuple l'idée même d'une transformation possible. Une première tentative faite dans ce sens a déjà réussi, en 1850, avec l'alliance de Napoléon.

Depuis la proclamation de la République, une nouvelle question se pose : quelle sera la forme définitive du gouvernement ? Les républicains, partisans d'une transformation, ont été empêchés de la réaliser par la guerre ; puis ils ont été évincés par les élections faites sur la question de la guerre ou de la paix ; le pouvoir appartient à Thiers, ancien membre du parti de l'ordre et royaliste, qui s'entoure de conservateurs ; la majorité de l'Assemblée est aussi formée de conservateurs. Tout le personnel conservateur a été d'accord sur les principes de la réorganisation. Celle-ci a été conservatrice ; on a maintenu toute l'administration et tout le personnel administratif conservateur. Les innovations se réduisent à un accroissement d'impôts, qui a été réalisé sans qu'on ait touché aux principes établis de l'organisation financière existante, à l'imitation du service militaire prussien qui augmente simplement les pouvoirs du haut personnel militaire existant, en plaçant, pendant un certain temps, tous les Français sous ses ordres, et aussi à l'imitation partielle du régime belge en ce qui concerne l'organisation des conseils locaux.

Il n'y a donc de changé que le titre du gouvernement, qui porte le nom de République ; encore cette étiquette n'est-elle que provisoire. Mais cette question de titre prend une importance décisive dans la vie politique ; elle devient la question sur laquelle se formeront les partis et qui bouleversera leur classement. Thiers et ses amis conservateurs se séparent sur ce point de la masse conservatrice, qui veut restaurer la monarchie. Pour des raisons pratiques (impossibilité de s'entendre sur le choix d'une dynastie), ils acceptent le mot de République, auquel

ils ajoutent l'épithète de conservatrice ; ils veulent la République « sans les républicains ». Ils veulent le maintien du régime et du personnel existant, avec un simple changement de titre. Le résultat de cette attitude, c'est que la masse reste monarchique, rompt avec Thiers et finit par le renverser. Mais ils rencontrent dans l'exécution de leur plan des difficultés pratiques, qui résident surtout dans ce fait, qu'il est très difficile de faire coopérer pour une action commune toutes les fractions monarchiques. C'est pourquoi le plan formé dès le milieu de 1872 n'aboutit que le 24 mai 1873. Entre ces deux dates (juillet 1872-mai 1873) se place une période d'intrigues et de complications, très difficiles à démêler et à exposer. Nous nous bornerons à indiquer les grandes lignes et les épisodes qui nous apparaissent comme décisifs.

Comme pour la période précédente, les documents sont surtout les comptes rendus des débats parlementaires, les journaux, les souvenirs (de Falloux, de Meaux, de Broglie, d'Haussonville, de Dampierre, Simon, Thiers, Delpit, E. Daudet, Pessard, Fidus) et les *Discours* de Gambetta (vol. II et III). Les exposés se trouvent encore dans les livres de Denis, Zévort, Hanotaux et Debidour.

Nous allons voir aujourd'hui :

1^o Comment la crise est précédée d'une période de préparatifs et d'agitation ;

2^o Comment elle éclate en novembre 1872 et reste quelque temps en suspens par suite de tentatives de transaction ;

3^o Comment elle aboutit, en mai 1873, à la chute de Thiers.

I. — Le fait qui domine toutes les opérations politiques, c'est la formation d'une coalition décidée à forcer Thiers à changer de politique ou à se retirer.

A) La coalition s'est formée en juin 1872 : un chef, qui lui avait manqué jusque-là, lui est arrivé : c'est le duc de Broglie, qui a donné sa démission d'ambassadeur de France à Londres pour venir prendre la direction du parti conservateur. Il a commencé par essayer de s'allier avec le Centre gauche et de faire avec lui la politique de la conjonction des Centres, dans un sens conservateur. Le général Chanzy, président du groupe, qui avait déjà fait, le 12 mai, une déclaration d'adhésion à la République, a répondu à d'Audiffret-Pasquier, chargé de la négociation : « Si le Centre droit est résolu sans arrière-pensée à soutenir le gouvernement de la République et à travailler à son affermissement dans le pays, le Centre gauche ne demandera pas mieux que de donner son concours à une campagne conservatrice contre les radicaux. Si, au contraire, les espérances monar-

chiques ne sont pas définitivement abandonnées, il ne faut pas compter sur notre appui. » Ainsi la question de la République empêche tout accord.

Alors le Centre droit s'unit aux Droites. Une délégation de toute la Droite, « le Conseil des Neuf », fait une démarche, le 20 juin, auprès de Thiers ; l'entente ne peut se faire, la rupture est accomplie. Dès lors, la Droite entame des conciliabules avec les impérialistes et forme le projet de renverser Thiers. Dès les premiers jours de juillet, le bruit court d'un complot ourdi par le Centre droit pour faire démissionner Thiers à propos de l'impôt sur les matières premières, et élire Mac-Mahon (de Broglie serait chef du ministère et Ladmirault gouverneur de Paris). Une délégation des groupes de Gauche se rend chez Thiers pour l'inviter à ne pas poser la question de confiance. Thiers, irrité, se rapproche des républicains. De son côté, la coalition, aux élections des conseillers d'Etat, a la majorité.

B) L'Assemblée est en vacances pendant les mois d'août, septembre et octobre ; elle a laissé une commission de permanence, où la majorité appartient à la coalition conservatrice. Pendant les vacances, les partis extrêmes se livrent à des manifestations pour gagner l'opinion et exercer une pression sur l'Assemblée.

Les radicaux font une campagne très active ; mais ils ne peuvent pas manifester par la presse ou par des réunions : l'état de siège existe encore dans la plupart des grandes villes, et le gouvernement a le droit de suspendre les journaux et d'interdire les réunions. Gambetta continue la tournée de banquets commencée pendant les vacances de Pâques. Le 14 juillet, il a déjà prononcé un discours à la Ferté-sous-Jouarre. En septembre, il est en Savoie et dans le Dauphiné. Ses discours sont prononcés devant des invités et répandus ensuite par les journaux, surtout par la *République française*, fondée à la fin de 1871. Ils sont généralement très longs ; mais on y recueille quelques formules, qui sont restées fameuses. Le programme que Gambetta expose se réduit à quelques points. Selon lui, le parti radical doit changer de tactique. On a contre la République exploité, jusqu'à ce moment, le sentiment de la peur. Aussi la première chose à faire est-elle de rassurer les populations ; pour cela, il faut se montrer prudent et se borner à demander la République : « Le mot radical, dit-il, n'est pas un mot définitif ; il est même très probable que, dans dix ou quinze ans d'ici, peut-être moins, nos successeurs auront oublié ce mot. » Il préconise une tactique d'attente : « Nous n'avons qu'à laisser s'écouler les heures, » et il montre comment de

la monarchie avec fusion on est passé à la monarchie tempérée sans fusion, puis à l'essai loyal de la République, mais sans les républicains, et enfin à la République conservatrice. Pourtant il réclame aussi des réformes, qu'il regarde comme indispensables : l'organisation de l'instruction laïque et la séparation des Eglises et de l'Etat. Dans le discours qu'il prononce à Grenoble, le 26 septembre, il annonce l'avènement d'un personnel politique nouveau, celui que les conservateurs tiennent avant tout à maintenir en dehors de la direction des affaires : « N'a-t-on pas vu, dit-il, apparaître sur toute la surface du pays... un nouveau personnel politique électoral, un nouveau personnel du suffrage universel ? N'a-t-on pas vu les travailleurs des villes et des campagnes, ce monde du travail à qui appartient l'avenir, faire son entrée dans la vie politique ?... Oui, je pressens, je sens, j'annonce la venue et la présence, dans la politique, d'une couche sociale nouvelle, qui est aux affaires depuis bientôt dix-huit mois et qui est loin, à coup sûr, d'être inférieure à ses devancières. » Comme mesure urgente, il demande la dissolution de l'Assemblée : « La dissolution, dit-il, voilà la première réforme qu'il faut poursuivre. Je n'attends rien de l'Assemblée de Versailles. » Ainsi, au cours de cette campagne, il touche aux trois points auxquels la majorité conservatrice de l'Assemblée est le plus sensible : en demandant qu'on organise l'instruction primaire et qu'on sépare l'Eglise de l'Etat, il manifeste son désir de voir diminuer l'influence du clergé ; en annonçant l'avènement politique des nouvelles couches sociales, il parle de diminuer l'influence de la haute bourgeoisie ; enfin, il demande la suppression de l'Assemblée elle-même.

De leur côté, les catholiques organisent une campagne de pèlerinages à Lourdes. On crée un Comité général des pèlerinages. Le 6 octobre a lieu, à Lourdes, une grande manifestation en faveur du pouvoir temporel. Au retour, à Nantes, la foule manifeste contre les pèlerins.

En même temps, les prétendants s'agitent. Le prince Jérôme Napoléon vient en Seine-et-Marne. Thiers le fait expulser (12 octobre). De son côté, le comte de Chambord fait publier, le 15 octobre, une lettre contre la République.

Mais, en même temps aussi, le pays manifeste le désir de voir maintenir le régime républicain. Plusieurs conseils généraux et municipaux envoient des adresses républicaines. Des élections ont lieu le 26 octobre : sur 7 élus, 6 sont des républicains.

C) La commission de permanence conservatrice est irritée. Elle réclame des mesures contre les insulteurs des pèlerins à Nantes

et présente des observations à propos du discours du Gambetta à Grenoble (10 octobre).

Dans les journaux, les hommes du Centre gauche proposent des combinaisons pour organiser le régime : élection d'un président pour quatre ans, renouvellement partiel de l'Assemblée, suffrage universel à 25 ans.

II. — La crise se produit, quand Thiers se décide à demander à l'Assemblée d'organiser le gouvernement, c'est-à-dire de consolider la République.

A) Il ouvre lui-même la crise, dès la rentrée, par son message du 13 novembre : « La République existe, déclare-t-il : elle est le gouvernement légal du pays ; vouloir autre chose serait une nouvelle révolution et la plus redoutable de toutes. Ne perdons pas notre temps à la proclamer ; mais employons-le à lui imprimer ses caractères désirables et nécessaires... La République sera conservatrice ou elle ne sera pas... Tous les esprits vous attendent, tous se demandent quel jour, quelle forme, vous choisirez pour donner à la République cette force conservatrice dont elle ne peut se passer... Le pays, en vous donnant ses pouvoirs, vous a donné la mission évidente de le sauver, en lui procurant la paix d'abord ; après la paix, l'ordre... et, enfin, un gouvernement régulier. » Thiers a lui-même expliqué dans ses *Notes et souvenirs* les motifs qui l'ont poussé à faire cette déclaration : « La pensée qui m'occupait, dit-il, était la plus conservatrice du monde... Je désirais que l'Assemblée, pendant cette session qui serait probablement la dernière, votât les mesures conservatrices que nous n'obtiendrions peut-être pas d'une nouvelle Assemblée. »

La majorité est très surprise de l'attitude et de la demande de Thiers. Elle y réplique par une innovation : elle élit une commission chargée de rédiger une réponse au message. Sur quinze membres qui composent cette commission, la coalition monarchiste en fait élire neuf : c'est le conflit.

Le 18 novembre, Changarnier interpelle le gouvernement sur le discours de Grenoble. La coalition veut obliger Thiers à faire une déclaration qui amènera sa rupture avec la Gauche : il refuse. Elle propose un ordre du jour dans le but de compromettre Thiers : « L'Assemblée, réprouvant les doctrines professées au banquet de Grenoble et s'associant au blâme que leur inflige M. le Président de la République... » Thiers obtient un compromis ; mais l'ordre du jour qu'il accepte n'est voté que par 265 voix contre 416 ; il y a 277 abstentions.

De son côté, la commission des quinze indique quel est son but. Le 22 novembre, elle demande des explications à Thiers sur le

discours de Grenoble, le pacte de Bordeaux et la manière dont il entend établir de nouvelles institutions. Thiers répond en se maintenant sur le terrain du message : « Pourquoi ne pas avouer immédiatement, déclare-t-il, que l'esprit général du message avait déplu à une partie de l'Assemblée, qu'on lui reprochait d'être trop républicain ? J'ai trouvé la République faite... Ma conviction est que la monarchie est impossible, puisqu'il y a trois dynasties pour un seul trône... Je me suis borné à dire à l'Assemblée : si vous croyez le moment venu de faire des réformes constitutionnelles, agissez dans un esprit conservateur et libéral. » En présence de l'attitude de Thiers, la commission se décide à prendre l'offensive en proposant de prendre des mesures pour obliger Thiers à obéir à la majorité.

La question est présentée sous la forme d'une demande d'application stricte du régime parlementaire. En somme, c'est toujours la vieille question du personnel qui reparait : on veut obliger Thiers à prendre tous ses ministres dans la coalition conservatrice et à changer les préfets. Les idées de la commission sont exposées dans le rapport du 26 novembre rédigé par Batbie, professeur de droit. C'est un document capital, où est expliquée toute la doctrine du parti conservateur. La position de la question est la même qu'en 1849 : « Il existe, dans notre malheureux pays, une armée du désordre plus nombreuse et plus puissante qu'ailleurs. En 1848, ses soldats s'appelaient socialistes... aujourd'hui, on les nomme plus ordinairement radicaux. » Ce qui est spécialement signalé comme dangereux, c'est la politique laïque : « Les penseurs du radicalisme ne croient pas en Dieu... Les hommes politiques du parti soutiennent que la religion doit être bannie des écoles... Sous prétexte de séparer l'Eglise de l'Etat, ils demandent que la nation française refuse de payer aux ministres du culte ce qu'elle leur doit en vertu des lois de 1792. On dirait que leur désir est d'étouffer la grande voix de la religion. » Le parti radical, dont la victoire amènerait l'arrivée au pouvoir de la petite bourgeoisie, n'est pas un parti : Batbie l'appelle « la ligue de la destruction ». Il ne mérite aucun ménagement : « Si le radicalisme méritait le nom de parti, qu'on lui donne abusivement, nous ne demanderions pas au gouvernement de rompre la neutralité qu'il a promise à toutes les opinions politiques... Mais, loin d'être un parti, le radicalisme est l'adversaire de tous les partis respectables. » Contre lui, il faut organiser la répression : « Nous avons ajouté que... il nous paraissait indispensable de lui opposer un gouvernement de combat, qui réunirait toutes les forces conservatrices, à l'effet d'éclairer les populations sur les desseins de

l'ennemi. » En attendant, et sous prétexte d'organiser la responsabilité ministérielle, la commission propose d'enlever à Thiers les moyens d'agir directement sur l'Assemblée : « La majorité croit que le malaise tient à l'intervention personnelle du chef du pouvoir exécutif dans nos débats... En sa présence, nous n'avons pas moralement une liberté entière, le chef du pouvoir exécutif pouvant à tout instant couvrir les ministres interpellés et transformer une question de ministère en question générale. »

B) Dès lors, pendant trois mois et demi, la politique est dominée par la lutte entre la coalition et Thiers sur la question de la « responsabilité ministérielle », c'est-à-dire, en fait, de la procédure que suivra le Président de la République pour parler à l'Assemblée.

Elle est engagée par le débat sur le rapport Batbie. Le 29 novembre, Thiers vient faire à l'Assemblée une déclaration très grave : pendant la Commune, il a pris des engagements envers les délégués des villes républicains. Il a personnellement promis le maintien de la République et il la regarde encore comme la seule forme de gouvernement possible. Il est en désaccord avec les républicains sur tous les points : « Non, dit-il, ni sur l'impôt, ni sur l'armée, ni sur l'organisation sociale, ni sur l'organisation politique, ni sur l'organisation de la République, je ne pense comme eux ». Mais il ajoute : « Il n'y a aujourd'hui, pour la France, d'autre gouvernement possible que la République conservatrice. » Sa manière de penser sur ce point suffit à faire de lui l'allié des Gauches et l'adversaire des Droites. La coalition n'est pas encore assez forte pour renverser Thiers : il reste des indécis. Dufaure, vice-président du conseil, les gagne par sa politique d'équilibre, en attaquant Gambetta. Il propose un compromis, en demandant qu'on lie la demande de la Droite sur la responsabilité ministérielle à celle de Thiers sur les lois constitutionnelles ; on établira une deuxième Chambre et on votera une loi électorale ; pour préparer les projets, le gouvernement demande l'élection d'une commission de trente membres. Le projet de Dufaure est voté par 372 voix contre 335 : c'est un succès pour Thiers. Mais la coalition des Droites garde la majorité. Sur les 30 membres de la commission, elle en fait élire 19. En même temps, elle se rapproche des bonapartistes. Ernoul, dans un discours prononcé au cours de la discussion, a traité Napoléon III de « César de rencontre ». Le lendemain, les mots ne figurent pas à l'*Officiel*. Le lendemain même du vote, elle adresse un blâme au ministre de l'intérieur, Victor Lefranc, qui démissionne, pour avoir laissé les conseils municipaux envoyer des adresses républicaines à Thiers. Thiers cède et donne le portefeuille de l'intérieur à de Goulard et celui des

travaux publics à de Fourtou, du Centre droit. De son côté, la commission des trente nomme deux sous-commissions.

C) Alors, pour agir sur l'Assemblée, les républicains organisent une manifestation. Il semble hors de doute que, en cette circonstance, ils aient agi d'accord avec Thiers. Le député Leblond, directeur du *Siècle*, qui prit l'initiative du mouvement, était l'ami personnel de Thiers. Les républicains organisent un vaste pétitionnement pour demander la dissolution de l'Assemblée. La Gauche républicaine et l'Union républicaine manifestent pour la dissolution ; mais le résultat produit est l'inverse du résultat attendu : au lieu d'intimider les députés hésitants, ce mouvement les inquiète. Thiers aussi s'est trompé sur les dispositions des hésitants à son égard et sur l'impossibilité de former une majorité durable contre lui. Le 14 décembre, les pétitions sont discutées à l'Assemblée et le gouvernement doit se prononcer très nettement contre la dissolution.

Les catholiques restent toujours très partisans du pouvoir temporel. Or, en janvier 1873, Thiers prescrit aux officiers de l'*Orénoque*, frégate française qui stationne à Civita-Vecchia à la disposition du pape, de rendre visite à la fois au pape et au roi d'Italie. Le pape proteste et l'ambassadeur français au Vatican démissionne. Aussitôt le général du Temple et de Belcastel demandent à interpellier. Le 11 janvier, la Droite décide d'envoyer une délégation à Thiers : Thiers répond qu'il est personnellement toujours partisan du pouvoir temporel, mais qu'il ne fera rien, ne dira rien, qui pourrait amener un conflit. Le 12 janvier, le conflit est réglé par la nomination d'un nouvel ambassadeur, de Courcelles.

En même temps les impérialistes formaient un projet de restauration. Napoléon III devait rentrer en France par la Savoie, marcher sur Annecy, Lyon, et de là gagner Paris. Mais il est obligé de se faire opérer pour pouvoir monter à cheval et meurt des suites de l'opération, le 9 janvier 1873. Cette mort, en écartant tout espoir de restauration immédiate, facilite l'accord du groupe impérialiste de l'Assemblée avec la coalition.

D) La solution de la crise est retardée par des complications de politique extérieure. Le gouvernement allemand s'est déjà inquiété de la politique intérieure de la France. Il est intervenu d'abord à propos de la loi militaire, puis à propos de Gambetta qu'il craint de voir arriver au pouvoir. Il s'occupe enfin du conflit de Thiers avec l'Assemblée ; un confident de l'empereur Guillaume déclare à de Gontaut-Biron, en mission à Berlin : « Il faut que l'entente se fasse avec la Droite. » De Gontaut-Biron,

royaliste, écrit aux deux partis que l'hostilité qui règne entre Thiers et l'Assemblée produit une très mauvaise impression à Berlin et entrave les négociations engagées pour obtenir la libération du territoire en 1873 au lieu de 1875. Dans ces conditions, de Broglie, qui dirige la Commission des trente, accepte un compromis : on décide de voter tout de suite la réforme de la procédure employée par le président de la République pour s'adresser à l'Assemblée (quand Thiers voudra être entendu, il devra en faire la demande par message et la séance sera levée après son discours) ; mais on introduit dans le projet de loi un article par lequel l'Assemblée s'engage à ne pas se séparer, sans avoir statué sur l'organisation des pouvoirs législatif et exécutif, sur la création et l'organisation d'une seconde Chambre et sur la loi électorale. Thiers a cédé après avoir protesté contre ces « chinoiseries » ; mais, en fait, il sent bien qu'on lui a enlevé son plus puissant moyen d'action sur l'Assemblée. En échange, la commission n'a donné que des promesses ; la constitution votée ne sera même pas définitive (19 février 1873).

Le compromis intervenu entre Thiers et la Commission des trente est accepté par l'Assemblée. Mais il est voté par une majorité d'exception : c'est la dernière conjonction des Centres (13 mars). Le 15 mars, la convention avec l'Allemagne stipulant l'évacuation complète du territoire est signée : la chute de Thiers est désormais possible.

III. — L'attaque décisive contre Thiers tenue en suspens est, en effet, bientôt reprise.

A) Le 30 mars vient en discussion la pétition du prince Napoléon, à propos de son expulsion en octobre 1872. La Droite agit d'accord avec les impérialistes. L'ordre du jour pur et simple n'est voté que par 334 voix contre 298.

A Lyon, le gouvernement est en conflit avec le conseil municipal. Il fait voter une loi qui divise Lyon en arrondissements, ayant chacun un conseil et un maire. Au cours de la discussion, le président de l'Assemblée, J. Grévy, républicain, se querelle avec la Droite et donne sa démission. A sa place est élu un membre de la coalition, Buffet (4 avril). Cette élection a une importance pratique très grande. L'assemblée était très nombreuse, en effet, et la coalition n'y disposait que d'une très faible majorité. Pour faire aboutir la discussion qui devait amener la chute de Thiers, il fallait un président favorable.

Dans le parti républicain, d'autre part, on se décide à faire une manifestation pour protester contre toute tentative de retour à une politique conservatrice et avertir Thiers. Une élection doit

avoir lieu à Paris. Les Gauches repoussent le candidat de Thiers et présentent Barodet, ancien maire de Lyon. Il est élu, le 27 avril, contre le candidat de Thiers, de Rémusat. L'impression produite est très grande. Thiers apparaît comme impuissant à contenir les radicaux.

Enfin la coalition se convainc qu'il est impossible de décider Thiers à gouverner dans son sens. Un conflit ayant éclaté à l'intérieur du ministère entre de Goulard et J. Simon, tous deux démissionnent. Thiers les remplace par deux membres du Centre gauche (19 mai).

B) La coalition achève de s'organiser. Il lui faut effectuer deux opérations : d'abord, réunir une majorité pour voter un ordre du jour hostile à Thiers et l'obliger à se retirer ; en second lieu, lui trouver un successeur.

La majorité est assurée par la coalition avec les impérialistes et l'entente avec un petit groupe de 15 députés, le groupe Target, que l'on détache du Centre gauche.

En ce qui concerne le successeur, on hésite quelque temps. Le 18 mai, une réunion a lieu chez de Broglie. Les orléanistes proposent le duc d'Aumale. Les légitimistes protestent. L'accord se fait sur le nom de Mac-Mahon, dont on a déjà l'assentiment.

C) L'attaque se produit aussitôt après le retour des vacances de Pâques : c'est de Broglie qui la dirige. Une demande d'interpellation est faite par la Droite. La discussion commence le 23 mai. Pour paralyser Thiers, on emploie la procédure nouvelle. Le 24, il prend la parole à la séance du matin. La séance est levée aussitôt après son discours. A deux heures, la séance est reprise hors la présence du président de la République : Casimir Périer prononce un discours. Ernoul dépose un ordre du jour : « L'Assemblée nationale, considérant... que, dès aujourd'hui, il importe de rassurer le pays en faisant prévaloir dans le gouvernement une politique résolument conservatrice, regrette que les récentes modifications ministérielles n'aient pas donné aux intérêts conservateurs la satisfaction qu'ils avaient le droit d'attendre. » Target vient lire une déclaration, par laquelle il adopte l'ordre du jour Ernoul, tout en se disant résolu à maintenir la République. L'ordre du jour pur et simple est repoussé par 14 voix de majorité ; l'ordre du jour Ernoul est adopté par 16 voix. On décide de tenir une troisième séance, le soir, à huit heures.

Les ministres donnent leur démission. Thiers n'est pas forcé de se retirer. Mais il s'est engagé personnellement dans la discussion ; peut-être aussi est-il découragé. Probablement, il s'est trompé sur la durée possible d'une coalition, qu'il croyait devoir être très

courte. Il donne sa démission ; elle est acceptée. Mac-Mahon est aussitôt élu par 390 voix (721 membres assistaient à la séance).

Le 24 mai n'a donc nullement été une surprise : c'est la réalisation d'un plan concerté dès le mois de juillet 1872 et dont l'exécution avait été suspendue par des difficultés temporaires.

E. M.

Le gérant : E. FROMANTIN.

POITIERS. — SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE

REVUE HEBDOMADAIRE
DES
COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

La question bulgare au Moyen Age

Conférence de M. L. BRÉHIER,

Professeur à l'Université de Clermont-Ferrand.

Lorsqu'au mois de septembre dernier le prince Ferdinand de Bulgarie a voulu en finir avec la fiction diplomatique qui rattachait encore ses États à l'autorité du sultan, il s'est rendu à Tirnovo, dans la vieille capitale historique, et y a été proclamé « tsar des Bulgares ». Ce n'est pas la première fois que ce titre apparaît dans l'histoire, et ceux qui l'ont ressuscité n'ont fait que rattacher la jeune nation bulgare à la très ancienne tradition dont elle est la légitime héritière. Les Bulgares du xx^e siècle se déclarent ainsi les continuateurs des Bulgares du Moyen Age, et, par un singulier retour, la question bulgare, qui semblait tranchée depuis de longs siècles, se réveille aujourd'hui plus irritante, plus menaçante que jamais pour la paix européenne. Je sais bien qu'en ce moment ce ne sont pas les Bulgares, mais les Serbes qui sont au premier plan de nos préoccupations ; la Turquie et la Bulgarie paraissent s'être entendues ; les diplomates ont découvert une de ces ingénieuses combinaisons qu'ils appellent dans leur langue un *modus vivendi*. Ce ne sont là que des palliatifs, des expédients provisoires. Ce n'est pas à l'aide de subtilités qu'on peut lutter contre les forces historiques, et un jour viendra, plus ou moins reculé, où les Bulgares, poussés par la logique de leurs traditions, revendiqueront les possessions qui ont appartenu autrefois à leurs an-

cêtres et réclameront comme eux, dans la péninsule des Balkans, la prépondérance à laquelle ils se croient destinés par une véritable vocation historique. Ce jour-là la question bulgare se posera de nouveau comme elle s'est posée déjà au ^x^e et au ^{xii}^e siècle. En fait, on peut dire que cette question, qui apparaît dans l'histoire avec les Bulgares, n'a jamais reçu de solution définitive ; après bien des siècles, nous la retrouvons encore pendante, et nul ne peut prévoir l'avenir qui lui est réservé. A la fin du ^x^e siècle, les empereurs byzantins avaient cru résoudre cette question par la conquête totale de la Bulgarie ; deux siècles plus tard, les Bulgares se révoltaient, créaient un état indépendant et menaçaient de nouveau Constantinople. Au ^{xiv}^e siècle les Bulgares, comme tous les peuples slaves, furent écrasés par la supériorité des armées turques ; pendant 500 ans, il n'y eut plus de Bulgarie, et voilà qu'au ^{xix}^e siècle la nation que l'on croyait abolie s'est réveillée de son long sommeil ; au début du ^{xx}^e siècle, elle manifeste sa vitalité en réclamant la place qui lui est due au milieu des nations indépendantes de l'Europe.

Qu'est-ce donc que cette nationalité indomptable qui ressuscita deux fois dans le cours de l'histoire et résista avec la même énergie à la propagande pacifique de l'hellénisme ainsi qu'aux horribles boucheries de 1875 par lesquelles les Turcs tentèrent d'en venir à bout ? Comment la nation bulgare s'est-elle constituée, à quel moment apparaît-elle, quelles furent les conséquences historiques de son établissement dans la péninsule des Balkans : telles sont les questions que je voudrais brièvement examiner avec vous. L'étude de cette histoire si reculée n'est pas, comme vous le voyez, une simple curiosité de dilettante, et c'est peut-être en essayant de connaître ce passé bulgare que nous arriverons à mieux comprendre la portée des événements qui se déroulent sous nos yeux.

I

A la fin de l'antiquité, après les conquêtes de l'empereur Trajan, la péninsule des Balkans était unifiée sous la domination romaine, qui s'était étendue sur la rive gauche du Danube dans la Dacie Trajane, véritable bastion défendu par les Carpathes et le massif de Transylvanie. Les peuples d'origine si diverse qui habitaient la péninsule depuis une longue période historique, les Grecs, les Macédoniens, les Thraces, les Péoniens, les Triballes, les Dalmates, les Daces, avaient fini par perdre sous la domination romaine leur existence nationale et jusqu'à leur nom. Deux gran-

des nationalités étaient en voie de formation et semblaient destinées à se partager la péninsule :

a) L'antique Hellade, la Thessalie, l'Epire, la Macédoine orientale, la Thrace, formaient le domaine incontesté de l'hellénisme ; loin de combattre son influence, les Romains avaient favorisé plutôt sa renaissance, et la langue grecque était depuis Auguste une des deux langues officielles de la chancellerie impériale.

b) Tout au contraire les territoires qui n'avaient jamais connu l'hellénisme, la Macédoine occidentale, la Mésie, la Dalmatie, la Dacie Trajane, furent couverts de colonies romaines et adoptèrent la langue latine. Les cadres d'une grande nation romane se dessinaient vers le début du III^e siècle ; les inscriptions et les monuments nous montrent l'importance de cette expansion de la culture latine, mais nous en avons encore un témoignage plus direct : la nation roumaine a pu échapper, pendant tout le Moyen Age aux cataclysmes qui ont bouleversé la péninsule ; réfractaire à la conquête ou à l'assimilation, elle a vécu obscurément pendant des siècles ; elle a gardé ses traditions latines et sa langue nationale jusqu'au jour où les circonstances lui ont permis de reparaitre à la lumière de l'histoire. Elle reste le témoin vivant de l'œuvre que les Romains ont accomplie dans la péninsule des Balkans.

Mais à cet âge d'or trop court de la « paix romaine » succéda au III^e siècle la longue période des invasions barbares. A la suite d'événements restés obscurs, la grande nation germanique des Goths se déplaça vers le sud et atteignit la mer Noire. Pendant que les hordes de barbares ravageaient la Dacie Trajane, franchissaient le Danube et les Balkans, pénétraient jusqu'à Thessalonique en 253, d'autres bandes improvisaient des flottes de pirates sur la mer Noire, passaient les détroits sans être arrêtés et venaient ravager les côtes de la Grèce. En 267, le sol de l'Attique fut à son tour foulé par les barbares. En 270, l'empereur Aurélien prenait le parti d'évacuer la Dacie Trajane, devenue trop difficile à défendre.

La péninsule des Balkans eût été définitivement perdue pour l'empire, si l'empereur Constantin n'avait pas eu une véritable inspiration de génie en transportant à Byzance le siège du gouvernement impérial et en y concentrant toutes les forces de son empire.

Située dans une position admirable et facile à défendre, à l'extrémité de la riche plaine de Thrace, au carrefour des deux grandes routes de l'ancien continent, dotée par la nature d'un port naturel, la Corne d'Or, entourée de montagnes, dont les carrières fournissaient les marbres précieux et les plus beaux matériaux de

construction, la nouvelle ville de Constantinople, dont la création avait été décidée en 324, après la chute de Licinius, était prête, six ans plus tard, en 330, à recevoir la cour impériale et toutes les grandes administrations de l'empire.

Désormais le sort de l'empire romain était fixé. Tandis que l'Occident livré à lui-même allait devenir la proie des Barbares, les forces de l'Orient groupées autour de Constantinople devaient suffire à perpétuer jusqu'à l'aurore des temps modernes le dépôt de la culture antique et les traditions du pouvoir impérial. Transporté en Orient, le gouvernement romain acheva de s'helléniser. Les institutions de l'empire byzantin furent un mélange complexe où l'on trouve à la fois les principes de despotisme des monarchies orientales, l'esprit d'ordre et de clarté dû à la tradition romaine, et aussi cette force d'allure toute moderne, mais due à l'esprit grec et qu'on appelle la puissance de l'opinion publique. Pendant les dix siècles qu'a vécu l'empire byzantin, Constantinople a ressemblé à une place de guerre perpétuellement assiégée. Rien n'est plus dramatique que l'histoire de ces empereurs, dont l'existence n'est qu'une lutte continuelle, qui doivent faire face aux nuées de Barbares venues des quatre points cardinaux, parfois resserrés dans leurs murailles inexpugnables dont l'enceinte constitue alors tout leur empire, parfois au contraire capables de tenter d'audacieuses sorties qui les mènent fort loin de leur capitale, jusque dans l'Italie méridionale ou en Mésopotamie.

Il a été longtemps de mode de voir, dans cette civilisation byzantine, un des exemplaires les plus notables de bassesse, de corruption et de lâcheté que présente l'histoire humaine. Il y a aux origines de cette légende pas mal de mauvaise foi, beaucoup de rhétorique et un peu de sottise. Les travaux de l'école historique moderne en ont fait justice, et il n'y a plus guère que quelques journaux attardés qui aient conservé encore au mot « byzantin » son sens défavorable. Depuis Constantin, en réalité, les empereurs byzantins entreprirent avec une ténacité et un esprit de suite admirable un travail de géant, dont seules les grandes entreprises coloniales des temps modernes peuvent nous donner une idée. Dignes continuateurs de la tradition romaine, ils ne virent qu'un moyen de venir à bout des Barbares qui menaçaient l'empire : ils résolurent de les assimiler, d'en faire des chrétiens et des Romains, capables de devenir un jour les plus fermes appuis de ce même empire dont ils avaient rêvé la conquête. Cette œuvre d'éducation, Byzance la poursuivit avec une persévérance remarquable pendant dix siècles, et son meilleur instrument fut l'armée impériale. Des Turcs, des Slaves, des Arméniens venaient s'engager sous la ban-

nière de l'empire ; on commençait par les baptiser, on leur apprenait le grec ; arrivés aux grades supérieurs, ils se mariaient et faisaient souche ; leurs enfants étaient élevés dans les collèges de l'Université impériale, et, au bout de deux générations, il était impossible de reconnaître l'origine barbare de ces patrices ou de ces préfets devenus de purs Byzantins. La plupart des empereurs eux-mêmes et presque tous les hauts fonctionnaires descendaient ainsi de Barbares établis dans l'empire. Grâce à cette méthode, de nouveaux venus se trouvaient toujours prêts à combler les vides et à défendre la civilisation.

Mais cette propagande ne s'adressait pas seulement aux Barbares établis individuellement dans l'empire ; elle s'étendait au delà des frontières et, par l'intermédiaire des missionnaires chrétiens, elle pénétrait au cœur même de la barbarie. Ce fut grâce à Byzance et à l'hellénisme que les Slaves du Sud et la grande nation russe entrèrent dans le cercle de l'Europe chrétienne.

Ce double travail de défense et d'assimilation progressive eut, pendant plusieurs siècles, les résultats les plus heureux. Au ^v^e siècle, l'empire byzantin, par sa diplomatie, échappa au danger des Huns et détourna sur l'Occident les peuples gothiques. Au ^{vi}^e siècle, Justinien reprit aux Barbares l'Afrique, l'Italie, une partie de l'Espagne ; mais les attaques des Perses et l'arrivée sur le Danube de nouveaux envahisseurs arrêtaient cet essai de reconstitution de l'empire romain. La crise du ^{vii}^e siècle faillit emporter l'empire ; en 626, les Perses campaient à Chalcédoine, tandis que les Avars paraissaient sous les murs de Byzance ; puis l'incendie allumé par la propagande musulmane dévora, en quelques années, les provinces orientales de l'empire. La population de la péninsule des Balkans était épuisée par les guerres et les invasions continuelles ; mais, à mesure qu'elle diminuait, les vides étaient comblés par des envahisseurs qui, depuis déjà deux siècles, saisisaient toutes les occasions de s'établir sur le territoire de l'empire. Les peuples slaves chassés des régions du Danube par les Avars se dirigeaient continuellement vers le Sud et allaient former des groupes compacts en Macédoine, en Thessalie et dans le Péloponèse. Au même moment, deux grandes nations slaves, les Serbes et les Croates, s'établissaient en Illyrie. A la fin du ^{vii}^e siècle, il semblait que toute la péninsule des Balkans était devenue la terre des Slaves : seules les grandes villes, Constantinople, Andrinople, Salonique, Spalato, Raguse, étaient capables de résister aux Barbares, encore peu savants dans l'art des sièges. Et pourtant, malgré ces désastres, malgré la situation précaire de Constantinople sans cesse assiégée, la partie n'était pas encore

perdue pour l'empire. Les solides remparts de Byzance étaient une digue inébranlable, contre laquelle venaient se briser les flots des invasions. Dans les provinces, la propagande religieuse transformait les Slaves en chrétiens hellénisés. Les Serbes et les Croates devenaient les auxiliaires les plus dévoués de l'empire contre les Avars. L'hellénisme semblait assez puissant pour absorber les tribus slaves, dépourvues d'organisation politique, masse inorganique et malléable, toute prête à abandonner, pour participer à une culture supérieure, son paganisme, ses traditions nationales et jusqu'à sa langue. A la fin du VII^e siècle, en un mot, les empereurs byzantins allaient résoudre la question des Slaves au profit de l'hellénisme, lorsque l'arrivée soudaine des Bulgares vint introduire dans la péninsule des Balkans un nouvel élément de danger ; l'œuvre laborieusement commencée fut interrompue et gravement compromise.

II

Les Bulgares n'étaient pas des Slaves, mais faisaient partie des tribus d'origine mongolique établies depuis le V^e siècle sur la rive droite du Volga, où se trouvait Bolgary, la résidence de leur chef. En 679, ils s'avancèrent vers l'Ouest sous la conduite d'Asparuch, franchirent le Danube à son embouchure et vinrent s'établir dans la presqu'île de la Dobroudja. L'empereur Constantin IV essaya de les en déloger, mais ils se retranchèrent derrière des marécages inaccessibles ; puis, quand l'armée impériale eut commencé son mouvement de retraite, ils tombèrent sur elle, firent un grand massacre, s'emparèrent de la ville de Varna et soumirent sept tribus slaves qu'ils incorporèrent à leur armée. Telle fut l'entrée des Bulgares dans l'histoire. Leur intervention inattendue devait exercer une action décisive sur les destinées de la race slave et de la péninsule des Balkans.

Avant leur venue, en effet, les tribus slaves vivaient éparses dans les plaines de Mésie, en lutte les unes contre les autres, incapables de créer un organisme politique et de concentrer leurs forces pour une action commune. Cette cohésion qui leur manquait, les Bulgares la leur apportèrent. La puissance bulgare, installée en Mésie, au cœur du territoire slave, devint, en quelque sorte, un noyau autour duquel vinrent se cristalliser toutes les forces de la race slave et aussi les descendants des colons latins du Danube, les tribus de Valaques qui avaient conservé leur langue et leur nationalité malgré les invasions. Il est remarquable que les principales nations slaves doivent ainsi leur naissance à des immi-

grants étrangers : un Franc, contemporain de Dagobert, Samo, organisa les tribus tchèques et moraves ; plus tard, au ix^e siècle, Rourik et ses Scandinaves fondèrent l'état russe ; les Bulgares eurent le même rôle dans la péninsule des Balkans. C'est grâce à eux que les Slaves du Sud ont pu se grouper en une nation ; c'est à ce peuple de race mongolique qu'ils doivent de n'avoir pas été absorbés par l'hellénisme.

Les Bulgares, en effet, avaient à leur tête un *Khagan* entouré d'une puissante aristocratie militaire, les *boliades* ; or plusieurs chefs de tribus slaves furent traités par les boliades sur un pied d'égalité et prirent ainsi place parmi la noblesse bulgare. Au contact de ces Slaves, les conquérants, qui paraissent d'ailleurs avoir été peu nombreux, ne tardèrent pas à oublier leur langue et leurs traditions nationales ; ils finirent par se laisser absorber par leurs vassaux ; ils renoncèrent à leurs turbans, à leur costume oriental, à leurs étendards à queue de cheval ; leur Khagan prit le titre de *Knèse* ou de *tsar*. Mais, dans cette alliance ethnique, l'apport des nouveaux venus fut considérable : non seulement ils imposèrent leur nom au nouvel État ; mais ce fut grâce à eux que les Slaves, galvanisés pour ainsi dire au contact de leurs qualités guerrières, purent reprendre l'offensive contre Byzance. Devenus les champions du slavisme dans la péninsule des Balkans, les Bulgares commencèrent à poursuivre les deux buts dont ils se sont approchés souvent sans jamais pouvoir les atteindre : *Tsari-grad* et *Solun*, Constantinople et Salonique.

Pendant plus d'un siècle, cependant, les empereurs byzantins parvinrent à tenir en respect les nouveaux envahisseurs et répondirent à leurs incursions en allant les châtier sur leur propre territoire. Pour lutter contre l'influence bulgare, Constantin V transporta en Thrace des populations entières d'Asie Mineure. Mais, au début du ix^e siècle, un chef audacieux et de sinistre mémoire, le fameux Croumn, faillit s'emparer de Constantinople. En 811, une armée commandée par l'empereur Nicéphore fut cernée par les Bulgares et massacrée tout entière ; l'empereur fut trouvé au nombre des morts. « Croumn, dit la chronique de Théophanes, fit couper la tête de Nicéphore et la fit placer pendant quelques jours au bout d'une perche ; puis il la prit, mit à nu le crâne, et après l'avoir entourée d'argent à l'extérieur, il fit boire dedans par vanité les chefs des Slaves. » Deux ans plus tard, le successeur de Nicéphore, Michel Rhangabé, subit à son tour une sanglante défaite près d'Andrinople et n'eut que le temps de se réfugier à Constantinople devant les premiers coureurs bulgares. Croumn l'y suivit bientôt, et, par manière de bravade,

vint faire des sacrifices humains devant la Porte d'Or ; mais, au bout de quelques semaines, il renonçait à continuer ses attaques. Après avoir mis le feu aux palais impériaux de la banlieue, après avoir enfoncé sa lance dans la Porte d'Or, il dévasta cruellement les campagnes de Thrace et revint sur le Danube avec un butin immense et un troupeau de 50.000 prisonniers. Il se préparait à recommencer une expédition si fructueuse, lorsqu'il mourut en 814. Son successeur Omortag signa une trêve de trente ans avec l'empereur Léon l'Arménien ; mais le basileus dut se soumettre à l'humiliation de jurer l'observation de ce traité d'après les rites païens des Bulgares, après avoir sacrifié des chiens.

Déjà, cependant, le christianisme commençait à s'introduire parmi les Bulgares. En 853, le tsar Boris se faisait baptiser par un missionnaire grec et devenait le filleul de l'empereur Michel. De gré ou de force, tous les Bulgares durent recevoir le baptême. Mais, en acceptant la foi des Grecs, ils n'entendaient pas tomber sous leur dépendance ; le premier souci du royal néophyte fut d'avoir, en Bulgarie, un évêque autonome qui eût les pouvoirs nécessaires pour sacrer les tsars de Bulgarie. Repoussé par le patriarche Photius, il s'adressa à Rome, et, en 866, le pape lui envoya deux évêques latins ; puis la cour de Rome ayant différé de nommer un archevêque de Bulgarie, Boris l'abandonna, et, en 870, il obtenait du patriarche de Constantinople Ignace l'archevêque qu'il désirait. Quelques années plus tard, deux disciples de saint Cyrille et de saint Méthodius vinrent organiser l'Eglise bulgare ; ils apportaient avec eux l'alphabet cyrillique et la traduction des livres saints en langue slavonne. En face du patriarcat hellénique de Constantinople, une grande église slave se constituait, et si les Bulgares venaient augmenter le nombre des peuples chrétiens, la constitution de leur église autonome n'en est pas moins un des échecs les plus graves que l'hellénisme ait jamais subi dans la péninsule des Balkans.

Les tsars chrétiens de Bulgarie ne devaient pas, d'ailleurs, se montrer pour Constantinople des voisins plus commodes que leurs prédécesseurs païens. En 889, le tsar Siméon, fils de Boris, rompit la paix qui régnait depuis 74 ans entre la Bulgarie et l'empire. L'empereur Léon VI tenta de les arrêter en lançant sur eux un nouveau peuple barbare, les Hongrois ; mais, en 912, on retrouve le tsar Siméon menaçant au pied des remparts de la ville impériale. Elevé à Constantinople où il avait été otage dans sa jeunesse, Siméon se croyait appelé à recueillir l'héritage des empereurs byzantins. Il affectait de parler le grec ; ses flatteurs l'appelaient le nouveau Ptolémée ; il s'était décerné à lui-même

le titre d'empereur autocrate et se faisait acclamer en grec par ses soldats. Un siècle plus tôt, un autre barbare, un Franc, avait bien reçu à Saint-Pierre de Rome la couronne des empereurs d'Occident ; pourquoi un tsar des Bulgares ne pourrait-il pas à son tour chausser les bottines de pourpre, ceindre le diadème des basiliens et se présenter aux acclamations de la foule au haut du grand ambon de Sainte-Sophie ? Ce rêve a été celui de Siméon ; mais, au moment où il paraissait le plus près de le réaliser, ce demi-civilisé, qui avait parfois d'effrayants retours de barbarie, se trouva arrêté par une barrière morale, par une sorte de respect superstitieux pour la majesté byzantine, comme s'il avait craint, en prenant la couronne impériale, de commettre un sacrilège.

En 924, en effet, pour la quatrième fois, Siméon parut devant Constantinople. L'empire semblait perdu : toutes les provinces d'Europe étaient au pouvoir des Slaves ; l'empereur Romain Lécapène n'avait plus de communications qu'avec les thèmes d'Asie. La marche de Siméon à travers la Thrace fut une promenade triomphale, et, partout sur son passage, il forçait les Grecs épouvantés à crier : « Longue vie à l'*autocrator* ! » Puis, lorsqu'il fut en face des puissants remparts de Théodose, il semble que son courage ait fléchi subitement. Au lieu de donner l'assaut, il négocia ; on lui envoya des ambassadeurs, mais il exigea que l'empereur vînt le trouver en personne. Le jour de l'entrevue, il ne négligea rien pour aggraver l'humiliation à laquelle se soumettait le basileus. Au moment où Romain Lécapène, portant sur sa poitrine le « maphorion » miraculeux de la Panagia, franchissait la Porte d'Or avec une résignation mystique, au lieu d'aller à sa rencontre, Siméon affecta de parader à cheval sur le front de son armée et de se faire acclamer par les Barbares. Enfin, satisfait de cette mise en scène, il descendit de cheval et s'avança vers l'empereur. Romain lui adressa une harangue dans laquelle il proclamait la supériorité de la religion chrétienne et de la puissance byzantine sur la barbarie. Ce discours et la dignité courageuse de l'orateur produisirent sur l'esprit mobile du barbare une profonde impression. De retour auprès des siens, il ne cessait d'exalter la sagesse et l'humilité chrétienne de l'empereur. Vaincu par la force morale, il s'éloigna de Constantinople comme autrefois Attila avait quitté Rome devant le pape Léon. L'occasion perdue ainsi ne devait plus se retrouver : les Bulgares n'avaient pu résoudre à leur profit la question de la prépondérance dans la péninsule des Balkans ; leur puissance allait désormais décliner devant le réveil de l'activité byzantine.

III

C'est sous le règne du tsar Siméon (892-927) que l'État bulgare a atteint son maximum d'extension. L'autorité de Siméon embrassait non seulement la Mésie entre le Danube et les Balkans, mais s'étendait sur la rive droite du Danube, dans la Valachie et la Hongrie actuelle. Au Sud, sa domination empiétait sur la Thrace : Mesembria et Philippopoli étaient des villes bulgares. Toute la Macédoine, sauf Salonique et la Chalcidique, était tombée au pouvoir des Bulgares. Dans cette région, Ochrida, siège d'un évêché, était devenue le principal centre de leur puissance. En outre, les joupans des tribus serbes et croates avaient dû reconnaître la suzeraineté des tsars de Bulgarie.

Avant ces dernières années, on ne connaissait guère ces Bulgares du Moyen Age que par le témoignage des chroniqueurs. En 1899, l'Institut archéologique de Russie a entrepris, sous la direction de M. Ouspenkij des fouilles importantes au village d'Aboba-Pliska, situé dans la plaine de Choumla, non loin du chemin de fer de Varna à Roustchouk, au sud des ruines de Preslav, ancienne capitale du tsar Siméon. Deux campagnes de fouilles, en 1899 et 1900, ont amené la découverte de ruines considérables, qui nous permettent de nous faire une idée de ce qu'était un « aoul », une résidence d'un chef bulgare aux ix^e et x^e siècles.

Au viii^e siècle, il y avait déjà dans cette plaine une vaste enceinte faite de remparts de terre avec des fossés. Au xi^e siècle, Omortag éleva au milieu de cette enceinte une sorte de château-fort en pierre avec des tours et des portes.

Voici d'abord l'enceinte en pierre avec ses courtines puissantes, flanquée de tours, une tour circulaire, complètement détachée du rempart à l'angle, alternant avec une grosse tour de forme pentagonale. Le palais royal, dont la façade était dirigée vers la porte orientale de la forteresse, a la forme d'un rectangle de 52 mètres sur 26. L'épaisseur de ses murs varie entre 2 m. 06 et 1 m. 80. A l'intérieur, il est divisé en deux parties inégales et complètement séparées par un mur transversal. La partie nord, la plus considérable, comprend deux longues salles, séparées des murs extérieurs du palais par des corridors. Sur le corridor septentrional s'ouvre une abside en hémicycle, accostée de deux chambres rectangulaires. Les salles aussi bien que les corridors étaient couverts de voûtes dont on a découvert des restes notables ; la partie orientale a conservé encore deux rangs de piliers qui servaient à les soutenir.

A côté du palais se trouvaient des bâtiments destinés aux serviteurs et une église chrétienne, qui paraît bien être le plus ancien monument religieux de la nation bulgare. C'est une petite église divisée en trois nefs terminées par trois absides ; dans celle du milieu, on remarque une galerie tournante ou déambulatoire.

Quelques fragments sculptés nous permettent de voir que des panneaux de marbre en décoraient les murs, comme dans les églises byzantines. En outre, on a retrouvé un certain nombre d'objets religieux et notamment des crucifix de bronze de caractère très archaïque ; la manière dont le Christ est représenté sur la croix, vêtu du long colobium, est bien conforme aux usages du VIII^e siècle. (Cf. le crucifix peint de *Sancta Maria Antiqua* à Rome.)

Plus tard, sous le tsar Simon, une autre basilique, beaucoup plus vaste, fut élevée à l'intérieur de l'enceinte de terre. Elle témoigne d'un art beaucoup plus perfectionné, et il ne faut pas douter que sa construction ne soit due à des architectes byzantins.

Comme les basiliques du Mont Athos, elle comprend plusieurs vestibules et trois nefs terminées par des absides en hémicycle à l'intérieur, polygonales à l'extérieur. Les nefs étaient séparées par des piliers barlongs, qui alternaient avec des colonnes cylindriques. La grande abside montre des traces non équivoques d'un déambulatoire. Le sol de l'église était pavé de larges dalles dont on a retrouvé de nombreux fragments. L'ornementation consistait en panneaux de marbre et en chapiteaux à feuilles d'acanthé. Des mosaïques qui devaient couvrir les murs, aucun vestige n'a été retrouvé.

Enfin l'on savait par les chroniques que les conquérants bulgares avaient fait graver sur des colonnes commémoratives les noms des villes de l'empire dont ils s'étaient emparés. Les fûts des colonnes que l'on a trouvées dans la basilique du tsar Siméon portent, en effet, des inscriptions de ce genre et l'on a découvert une colonne gravée ainsi à l'époque d'Omortag.

Les monnaies et les bulles de plomb que l'on a trouvées au cours des fouilles montrent que cette résidence d'Aboba a dû être, à la fin, abandonnée du X^e siècle, après la conquête byzantine. Malgré leur état de délabrement, ces quelques pans de mur nous permettent de nous faire une idée du degré de culture auquel étaient parvenus, au IX^e et au X^e siècle, ces terribles conquérants bulgares qui faisaient trembler les empereurs dans Constantinople. Les ruines d'Aboba nous montrent le progrès des influences byzantines au temps du tsar Siméon ; la culture de Constantinople est, en effet, pour les Bulgares un idéal ; c'est le prestige qu'elle exerce sur eux qui les attire sans cesse vers Constantinople et qui les fait reculer aussi au moment même où ils vont réussir.

Nous voudrions savoir plus encore et nous regrettons que quelques-uns des sarcophages découverts à Aboba ne nous aient pas conservé le costume de ceux qui y étaient ensevelis. Nous pouvons du moins nous faire une idée de l'extérieur de ces Bulgares par la description qu'en donne un contemporain de Léon VI, l'architrclin Philotée ; il nous montre leurs ambassadeurs admis aux festins impériaux vêtus de leur costume national, avec des casaques de fourrure, de larges pantalons à l'orientale, une chaîne d'airain passée autour du corps et la tête entièrement rasée. Les manières un peu frustes de ces « amis bulgares » choquaient parfois la délicatesse des Byzantins ; un jour, l'un d'eux s'étant laissé aller à des vanteries de mauvais ton, l'empereur Michel III, pour rabattre sa jactance, fit venir un de ses écuyers qui lui proposa de lutter avec lui et l'étendit sur le pavé, à la grande joie des assistants.

Cet habile lutteur était le futur empereur Basile I^{er}, le fondateur de la dynastie macédonienne, dont les représentants devaient venir à bout de l'indépendance bulgare. La tentative de Siméon, en 924, est en effet la dernière menace des Bulgares contre Byzance. Désormais, ce sont les empereurs qui vont prendre l'offensive. Le fils de Siméon, le tsar Pierre, épouse une princesse impériale et tombe entièrement sous l'influence byzantine. Pendant un demi-siècle, les Bulgares sont les alliés de l'empire, jusqu'au moment où l'empereur Nicéphore Phocas les juge suffisamment affaiblis pour entreprendre la conquête de leur pays, en 967. Mais cette guerre bulgare était une entreprise formidable, que l'on a pu comparer avec raison à la lutte de Charlemagne contre les Saxons. Il fallut cinquante ans aux empereurs byzantins pour achever la conquête de la Bulgarie et supprimer les dernières traces de son indépendance. Les Russes, qui firent à ce moment leur première apparition sur le Danube, contribuèrent à retarder les succès des empereurs et leur disputèrent avec succès cette riche proie. La Bulgarie danubienne conquise, il se reforma autour d'Ochrida un nouvel empire bulgare qui parvint à tenir tête à Basile II, le Tueur de Bulgares, jusqu'en 1018.

Lorsqu'à cette époque l'empereur vint en Macédoine recevoir la soumission des derniers chefs bulgares, il put croire qu'il avait résolu pour toujours la question de la prépondérance territoriale dans la péninsule des Balkans. La Bulgarie vaincue devenait une province de l'empire byzantin ; mais les Bulgares conservaient l'usage de leur langue, leur Église autonome, leurs coutumes nationales. En fait, après comme avant la conquête, ils restèrent inassimilables à l'hellénisme, et, avec cette longue patience dont sont seuls capables les Orientaux, ils attendirent une occasion

favorable qui se présenta seulement à la fin du ^{xii}^e siècle. Ce fut alors que la famille des Aſen, profitant de l'affaiblissement de l'empire, revendiqua l'indépendance des Bulgares.

Ainsi la question bulgare s'est posée du jour où un peuple de race jaune est venu organiser les Slaves incapables de résister par leurs seules forces à la conquête byzantine. Les Bulgares ont créé dans la péninsule des Balkans un groupement réfractaire à l'hellénisme, qui devait être une menace perpétuelle pour les maîtres de Constantinople. Ils n'ont pu, il est vrai, accomplir la mission historique à laquelle ils se croyaient destinés : Constantinople et Salonique leurs sont restées inaccessibles. D'autre part, les souverains de Constantinople, basileis byzantins ou sultans des Turcs, n'ont pu anéantir cette nationalité si vivante qui, après bien des siècles d'asservissement, se dresse devant eux plus forte que jamais. L'histoire de la question bulgare ne comporte donc qu'une conclusion provisoire ; les deux partis sont en présence, comme au temps des empereurs byzantins. Tout ce que nous pouvons faire, c'est de chercher à comprendre par l'étude du passé la force morale que le culte de ses traditions historiques apporte au peuple bulgare. Il n'est pas de spectacle plus réconfortant que de voir une nation résister ainsi, pendant des siècles, à toutes les forces destructives et se réveiller après un long sommeil pour affirmer à la face de tous les peuples sa volonté de vivre indépendante.

LOUIS BRÉHIER.

Origines françaises du romantisme

Cours de M. ÉMILE FAGUET,

Professeur à l'Université de Paris.

La folie de Jean-Jacques Rousseau.

Je vais vous entretenir, aujourd'hui, d'un sujet assez triste : la folie de Rousseau. Vous me demanderez peut-être pourquoi, étudiant Rousseau comme initiateur du romantisme, je crois utile de parler de cet incident biographique ; mais vous vous rendrez compte que ce fait eut son influence sur le romantisme.

J'étudierai Rousseau comme pourrait le faire un médecin, au point de vue pathologique, avec les renseignements nombreux et discordants que nous possédons sur sa maladie mentale. Sans doute, il fut très sain d'esprit jusqu'aux environs de 1756 ; mais, après cette date, Rousseau est un malade. Je distinguerai dans sa vie, au point de vue qui nous occupe, trois périodes : l'une va de 1712 à 1756 ; l'autre de 1756 à 1760 ; la dernière de 1760 à sa mort.

Dans la première, je ne remarque rien de morbide ; je ne vois même rien qui puisse faire prévoir un futur état maladif. A la vérité, Rousseau eut une enfance rêveuse, mais en même temps très joyeuse, amusée des moindres choses. Dans son adolescence, il commet bien des erreurs et bien des fautes, mais dont aucune ne décèle un caractère pathologique : la chimère, oui, voilà ce qui hante son cerveau. Il ne peut pas passer devant un château, sans s'y voir sous les espèces d'un conquérant des cœurs. A vingt ans, il refait mille fois le roman de la *Nouvelle Héloïse* : une belle existence, a-t-on dit, consiste à réaliser dans la maturité une chimère de jeunesse. Au début de cette vie, il y a, si vous voulez, la préface d'un poète, d'un grand romancier : je n'y trouve pas l'introduction à l'état morbide qui sera plus tard le sien.

Tout au plus remarquerai-je une certaine exaltation un peu anormale, quand il a la révélation de sa première idée philosophique. Un jour, ayant lu le sujet d'un discours, proposé par l'Académie de Dijon, sur la question de savoir si les lettres et les arts avaient contribué au progrès de l'humanité, il se met en route pour aller voir son ami Diderot enfermé à Vincennes. En

chemin, tandis qu'il rêve à la question posée, il est frappé d'une idée : il prouvera que les lettres et les arts ont fait le malheur de l'humanité. Cette idée le bouleversa, le plongea dans une crise nerveuse ; il se sentit comme accablé du poids d'une révélation : le chemin de Vincennes avait été son chemin de Damas.

Il y a, dans cette aventure, quelque chose de fébrile et d'un peu inquiétant ; je le veux bien. J'accorde qu'on aperçoit l'influence de la jeunesse vagabonde de Rousseau dans cet état d'esprit hasardeux, où le sens nerveux prédomine sur la régularité ; et j'accorde quelque disproportion entre le fait survenu et l'impression produite. Cependant il faut reconnaître que Rousseau arrive à un moment critique ; il va quitter sa vie de plébéien ou de petit bourgeois pour la vie littéraire. Jusque-là, il a été intendant de M^{me} de Warens, maître de musique ; tout à coup, de nouveaux horizons s'ouvrent à sa vue ; il entrevoit une nouvelle carrière : tout cela peut irriter ses nerfs, sans toutefois l'incliner vers la folie.

Je ferai observer d'ailleurs que cette aventure n'est peut-être pas vraie. Rousseau nous la raconte dans les *Confessions*, vingt ans après qu'elle lui est arrivée. Et Diderot écrit exactement le contraire : Rousseau paraît très tranquille, et fait part à son ami de son projet de réponse : il fera l'éloge des arts, instituteurs du genre humain. — C'est le pont aux ânes, riposte Diderot : prouvez plutôt le contraire !

Nous ne saurons jamais la vérité : il est possible qu'elle soit des deux côtés à la fois. Rousseau put avoir l'idée d'une réponse négative, et n'avoir pas osé, par timidité, l'exposer à Diderot : celui-ci, qui n'en était pas à un paradoxe près, put l'engager à développer ce qu'il avait déjà dans l'esprit. Il reste alors que Rousseau n'eut pas cette longue crise nerveuse dont il nous parle, et qu'il avait exagéré ce qui n'avait été qu'un rapide sursaut, une crise intellectuelle, où rien ne peut faire prévoir la folie.

J'aborde la seconde période, celle de l'Ermitage ou d'Epinay. M^{me} d'Epinay raffolait de lui, aimant le philosophe qu'il était, et l'homme de commerce agréable et tendrement sentimental. Elle le prit au mot, un jour que, passant devant une maisonnette voisine de la Chevrette, il s'écria : « Qu'on serait heureux dans cet ermitage ! » Elle y appela Rousseau, et Rousseau, qui avait la terreur et le désir d'être l'hôte des grands seigneurs, accepta. C'est à ce moment de sa vie que je placerai la période d'incubation de sa maladie. Rousseau, qui n'avait pas prévu que la protection des grands a ses revers et qu'en l'acceptant il faut en accepter le joug, éprouva beaucoup d'ennuis. Il ressentit celui

d'être trop protégé par une femme très aimable, mais qui avait ses caprices et qui arrachait Rousseau à sa solitude, à son cabinet de travail, à ces cabinets d'étude qu'étaient pour lui tous les coins de la nature.

A ce moment interviennent des événements assez obscurs et quelque peu ridicules : Diderot, qui était le meilleur homme du monde, mais de ces gens excellents qui sont à la fois divins et insupportables, aimait beaucoup Rousseau ; mais Diderot avait une manière tyrannique d'aimer ses amis : il voulait être leur directeur de conscience, et Rousseau ne fut pas le seul à souffrir de ce travers. Pour des raisons que l'on entrevoit et qu'il serait trop long de développer, Diderot trouvait mauvais que Rousseau menât sa vie d'ermite et fût l'hôte de l'Ermitage. Il le lui écrivit, lui remontrant qu'il avait tort de ne point rentrer à Paris, que les pauvres des remparts, à Paris, attendaient son aumône, qu'il était mauvais de confiner dans une solitude malsaine sa femme et sa belle-mère, une femme de quatre-vingts ans ! Ce n'étaient que des commérages, mais qui atteignirent la raison de Rousseau. Celui-ci, très ombrageux, regimba, assez vivement. Quelque temps après, Diderot, dans un de ses ouvrages, laissa échapper cette exclamation : « Le méchant vit seul ! » Rousseau prit pour lui ce mot, qui ne lui était nullement destiné, et s'en irrita àprement !

La seconde partie de son séjour à l'Ermitage nous montre une nouvelle raison de déséquilibre dans l'esprit de Jean-Jacques. M^{me} d'Epainay avait projeté un voyage à Genève pour consulter sur sa santé le fameux médecin Tronchin. Elle voulut, je ne sais pourquoi, être accompagnée de Rousseau, qui, à demi malade, refusa. Ici nous retrouvons Diderot, qui, avec Grimm, fit à Rousseau de sanglants reproches sur son refus. L'histoire est bizarre : au fond, M^{me} d'Epainay pouvait se faire accompagner par Grimm, dont c'était peut-être le rôle, et, au besoin, par son mari. Elle prit aussi à parti Rousseau, après d'ailleurs certaines vivacités peut-être regrettables de la part de ce dernier : l'irritabilité de notre philosophe s'en augmenta.

Enfin je parlerai de ses relations avec M^{me} d'Houdetot, cousine de M^{me} d'Epainay, femme aimable et spirituelle, dont Rousseau devint amoureux. Elle se moqua de lui, cela est visible, sans le railler, mais en le bernant. Elle était heureuse que Rousseau fût le compagnon de ses promenades, lui romançant la nature et lui poétisant la botanique ; mais son cœur était occupé ailleurs. Et c'est précisément de ce côté que vinrent certaines lettres anonymes, vraisemblablement de la main de la femme de

Rousseau. Saint-Lambert ne fît qu'en rire ; mais Rousseau en conçut de l'inquiétude, et surtout du dépit et de la honte. Tout cela contribua à le mettre dans un état nerveux des plus facilement excitable : il n'est plus maître de lui, et ses lettres de cette époque sont d'un homme qui commence à perdre l'esprit. Enfin il se décida à quitter l'Ermitage, revint à Paris, et s'abrita sous la protection du maréchal et de M^{me} de Luxembourg ; il fut heureux quelque temps, et il y eut une accalmie dans sa vie.

Mais, à partir de 1762, nous assistons à une recrudescence de sa maladie nerveuse, de sa folie ; il le reconnaît, pour ainsi dire, lui-même : il a la folie de la persécution. Vous avez remarqué que c'était déjà de cela que se plaignait Rousseau à l'Ermitage : il était et se sentait déjà sinon persécuté, du moins un peu molesté. En 1762, inconsciemment ou non, il nous l'avoue. C'est au livre XII des *Confessions* : « Ici, commence l'œuvre de ténèbres dans
« lequel, depuis huit ans, je me trouve enseveli, sans que, de
« quelque façon que je m'y sois pu prendre, il m'ait été possible
« d'en percer l'effroyable obscurité. Dans l'abîme de maux où je
« suis submergé, je sens les atteintes des coups qui me sont
« portés ; j'en aperçois l'instrument immédiat ; mais je ne puis
« voir ni la main qui les dirige, ni les moyens qu'elle met en
« œuvre. L'opprobre et les malheurs tombent sur moi comme
« d'eux-mêmes, et sans qu'il y paraisse. Quand mon cœur déchiré
« laisse échapper des gémissements, j'ai l'air d'un homme qui se
« plaint sans sujet ; et les auteurs de ma ruine ont trouvé l'art
« inconcevable de rendre le public complice de leur complot,
« sans qu'il s'en doute lui-même et sans qu'il en aperçoive l'effet.
« En narrant donc les événements qui me regardent, les traite-
« ments que j'ai soufferts et tout ce qui m'est arrivé, je suis
« hors d'état de remonter à la main motrice, et d'assigner les
« causes en disant les faits. Ces causes primitives sont toutes mar-
« quées dans les trois précédents livres ; tous les intérêts relatifs
« à moi, tous les motifs secrets, y sont exposés. Mais dire en quoi
« ces diverses causes se combinent pour opérer les étranges évé-
« nements de ma vie, voilà ce qu'il m'est impossible d'expliquer,
« même par conjecture. » — Voici la traduction de cette page :
Je suis de plus en plus en proie au délire de la persécution, je vois des ennemis partout et je ne puis comprendre leur acharnement contre moi.

Que s'était-il donc passé ? Après l'apparition de l'*Emile*, Rousseau avait été décrété de prise de corps et s'était réfugié en Suisse, sans méditer cette profonde parole que nul n'est prophète dans son pays ; en Suisse, il avait été persécuté, en ce sens que le séjour

de Genève lui avait été interdit, qu'il avait dû même se démettre du titre et des privilèges attachés au titre de citoyen de Genève ; il s'était alors retiré à Motiers, dans un autre canton : là, il avait été poursuivi par la haine d'un ministre protestant, et la population s'était irritée contre lui, peut-être soulevée à l'instigation de sa femme qui trouvait le séjour désagréable. Il cherche refuge dans l'île de Saint-Pierre ; dans cette solitude, il est heureux pendant quelques mois. Puis le voilà de nouveau inquiet ou seulement inquiet, et il accepte l'hospitalité que lui offre, en Angleterre, l'illustre écrivain philosophe David Hume. Rousseau est d'ailleurs autorisé à traverser la France et se rend à Wootton.

Mais, cette fois, le coup était porté et la blessure presque incurable ou en tout cas fort profonde. Les cris de colère qu'il avait pu pousser avec quelque ombre de raison à Motiers, pour ce qu'il appelle sa « lapidation », il les pousse maintenant au milieu de l'hospitalité la plus franche et la plus désintéressée. Il s'imaginait que Hume en voulait à sa vie ; qu'un vaste complot avait été formé entre Hume et ses ennemis de France et que, par un raffinement d'habileté et de cruauté, ceux-ci se servaient de cet étranger pour l'accabler plus sûrement, lui Rousseau. Il se met cela dans l'esprit, et, dès lors, toute sa logique s'emploie à construire et à organiser savamment cette machine qu'il croit que l'on a montée contre lui ; et, dans cette construction, il a un esprit de suite effrayant. C'est à sa correspondance que nous allons avoir recours, les *Confessions* s'arrêtant au moment du départ pour l'Angleterre.

Rousseau a découvert un complot ; mille indices le lui révèlent, et voici ce qu'il écrit, à la date du 10 juillet 1766 ; il a surpris de la part de Hume des regards inquiétants : « Ces faits, combinés
« entre eux et avec une certaine apparence générale, me donnent
« insensiblement une inquiétude que je repousse avec horreur.
« Cependant les lettres que j'écris n'arrivent pas : j'en reçois qui
« ont été ouvertes, et toutes ont passé par les mains de M. Hume.
« Si quelqu'une lui échappe, il ne peut cacher l'ardente avidité de
« la voir. Un soir, je vois encore chez lui une manœuvre de lettre
« dont je suis frappé. Après le souper, gardant tous deux le silence
« au coin de son feu, je m'aperçois qu'il me fixe comme il lui arrive
« souvent, et d'une manière dont l'idée est difficile à rendre.
« Pour cette fois, son regard sec, ardent, moqueur et prolongé,
« devint plus qu'inquiétant. Pour m'en débarrasser, j'essayais de
« le fixer à mon tour ; mais, en arrêtant mes yeux sur les siens, je
« sens un frémissement inexplicable, et bientôt je suis forcé de
« les baisser. La physionomie et le ton du bon David sont d'un bon

« homme ; mais où, grand Dieu ! ce bon homme emprunte-t-il
« les yeux dont il fixe ses amis ?

« L'impression de ce regard me reste et m'agite ; mon trouble
« augmente jusqu'au saisissement : si l'épanchement n'eût succédé,
« j'étouffais. Bientôt un violent remords me gagne ; je m'indigne de
« moi-même ; enfin, dans un transport que je me rappelle encore
« avec délices, je m'élançai à son cou, je le serre étroitement ;
« suffoqué de sanglots, inondé de larmes, je m'écrie d'une voix
« entrecoupée : Non, non, David Hume n'est pas un traître ; s'il
« n'était le meilleur des hommes, il faudrait qu'il en fût le plus
« noir. David Hume me rend poliment mes embrassements et,
« tout en me frappant de petits coups sur le dos, me répète plu-
« sieurs fois d'un ton tranquille : « Quoi ! mon cher Monsieur ! Eh !
« mon cher Monsieur ! Quoi donc, mon cher Monsieur ! » Il ne
« me dit rien de plus ; je sens que mon cœur se resserre ; nous
« allons nous coucher, et je pars, le lendemain, pour la pro-
« vince. »

S'inquiéter d'un regard, d'une parole un peu froide, voilà l'état mental de Jean-Jacques Rousseau.

« Je tiens Jean-Jacques Rousseau » : il répète ce mot de Hume vingt fois à ses correspondants ; l'idée s'imprime dans son âme et l'ulcère. Il dut se décider à quitter Hume et l'Angleterre, et revint vivre à Paris. Mais le mal est fait, le délire s'étend : jusqu'alors, il avait cru n'être persécuté que par les philosophes ; dès lors, il croit l'être un peu par tout le monde ou pense que les philosophes ont mis dans leurs intérêts une foule de gens. Il se croit toujours suivi et poursuivi ; il s' imagine que tous ceux à qui il parle dans la rue ont été sollicités contre lui.

Je vais emprunter deux citations, à la suite des *Confessions*, à ces admirables et attristantes *Rêveries d'un promeneur solitaire* :
« Il y a deux ans que, m'étant allé promener du côté de la Nou-
« velle-France, je poussai plus loin ; puis, tirant à gauche
« et voulant tourner autour de Montmartre, je traversai le village
« de Clignancourt : je marchais distrait et rêvant, sans regarder
« autour de moi, quand tout à coup je me sentissais les genoux.
« Je regarde et je vois un petit enfant de cinq à six ans, qui ser-
« rait mes genoux de toute sa force, en me regardant d'un air si
« familier et si caressant que mes entrailles s'émurent ; je
« me disais : C'est ainsi que j'aurais été traité des miens. Je pris
« l'enfant dans mes bras ; je le baisai plusieurs fois dans une
« espèce de transport, et puis je continuai mon chemin. Je
« sentais, en marchant, qu'il me manquait quelque chose : un
« besoin naissant me ramenait sur mes pas ; je me reprochais

« d'avoir quitté si brusquement cet enfant ; je croyais voir
« dans son action, sans cause apparente, une sorte d'inspira-
« tion qu'il ne fallait pas dédaigner. Enfin, cédant à la tenta-
« tion, je reviens sur mes pas ; je cours à l'enfant ; je l'em-
« brasse de nouveau et je lui donne de quoi acheter des petits
« pains de Nanterre, dont le marchand passait là par hasard, et
« je commençai à le faire jaser. Je lui demandai qui était son
« père : il me le montra qui reliait des tonneaux. J'étais prêt à quit-
« ter l'enfant pour aller lui parler, quand je vis que j'avais été
« prévenu par un homme de mauvaise mine, qui me parut être
« une de ces mouches qu'on tient sans cesse à mes trousses : tandis
« que cet homme lui parlait à l'oreille, je vis les regards du ton-
« nelier se fixer attentivement sur moi d'un air qui n'avait rien
« d'amical. Cet objet me resserra le cœur, et je quittai le père
« et l'enfant avec plus de promptitude encore que je n'en avais
« mis à revenir sur mes pas, mais dans un trouble moins agréa-
« ble qui changea toutes mes dispositions.

« Je les ai pourtant senties renaître souvent depuis lors ; je
« suis repassé plusieurs fois par Clignancourt, dans l'espérance
« d'y revoir cet enfant ; mais je n'ai plus revu ni lui ni son père, et
« il ne m'est plus resté de cette rencontre qu'un souvenir assez
« vif, mêlé toujours de douceur et de tristesse, comme toutes
« les émotions qui pénètrent encore quelquefois jusqu'à mon
« cœur ! » Quelle page admirable ! Voilà, comme dit Henri
Heine, les lourds et tristes rêves qui accompagnent toujours
Rousseau. Un mauvais regard qui a pu n'être pas amical, et
Rousseau voit aussitôt la conspiration ourdie contre lui.
Pareillement, il se croit l'objet de l'animadversion des vieux
invalides de l'Ecole militaire ; tout à la fin de sa vie, il écrit :
« Une de mes promenades favorites était autour de l'Ecole mili-
« taire, et je rencontrais avec plaisir çà et là quelques invalides
« qui, ayant conservé l'ancienne honnêteté militaire, me saluaient
« en passant. Ce salut, que mon cœur leur rendait au centuple,
« me flattait et augmentait le plaisir que j'avais à les voir. Comme
« je ne sais rien cacher de ce qui me touche, je parlais souvent des
« invalides et de la façon dont leur aspect m'affectait. Il n'en
« fallut pas davantage. Au bout de quelque temps, je m'aperçus
« que je n'étais plus un inconnu pour eux, ou plutôt que je le leur
« étais bien davantage, puisqu'ils me regardaient du même œil
« que fait le public. Plus d'honnêteté, plus de salutations. Un air
« repoussant, un regard farouche avaient succédé à leur première-

(1) Neuvième promenade.

« urbanité... Depuis lors, je me promène avec moins de plaisir du côté des Invalides...

« Quand, par hasard, j'en rencontre quelqu'un qui a échappé
« aux instructions communes, ou qui, ne connaissant point ma
« figure, ne me montre aucune aversion, l'honnête salutation de
« ce seul-là me dédommage du maintien rébarbatif des autres...
« J'eus encore ce plaisir l'année dernière, en passant l'eau pour
« m'aller promener à l'île aux Cygnes. Un pauvre vieux invalide,
« dans un bateau, attendait compagnie pour traverser. Je me
« présentai ; je dis au batelier de partir. L'eau était forte et la
« traversée fut longue. Je n'osais presque pas adresser la parole
« à l'invalide, de peur d'être rudoyé et rebuté, comme à l'ordinaire ; mais son air honnête me rassura. Nous causâmes. Il me
« parut homme de sens et de mœurs. Je fus surpris et charmé
« de son ton ouvert et affable. Je n'étais pas accoutumé à tant
« de faveur. Ma surprise cessa, quand j'appris qu'il arrivait tout
« nouvellement de province. Je compris qu'on ne lui avait pas
« encore montré ma figure et donné ses instructions. Je profitai
« de cet incognito pour converser quelques moments avec un
« homme, et je sentis, à la douceur que j'y trouvais, combien
« la rareté des plaisirs les plus communs est capable d'en augmenter le prix. » — Rousseau est véritablement en proie au délire. Remarquez aussi cette logique effrayante de l'aliéné : Tous les invalides, pense-t-il, sont animés contre moi ; j'en trouve un qui ne l'est pas : c'est donc qu'il n'a pas encore reçu ses instructions !

Je vous préviens qu'il ne faut pas croire ceux qui ont inféré de cet état pathologique que Rousseau s'est donné la mort : le témoignage de Houdon, appelé pour prendre un masque du défunt, est formel : la tête ne portait aucune trace de balle de pistolet ; en un endroit, la peau présentait une dépression qui s'explique par ce fait que Rousseau, frappé d'apoplexie, tomba contre l'angle de la cheminée. Au reste, les derniers mois de sa vie s'écoulèrent dans un certain apaisement.

Si je vous ai entretenu de la folie de Rousseau, c'est que les romantiques me semblent avoir eu, plus ou moins consciemment, un certain délire de la persécution qui procède de Rousseau.

C'est à partir de celui-ci que se répand chez les artistes cette idée que l'artiste, homme de lettres, poète, est un maudit, un être prédestiné au malheur. Ainsi pensent Senancour, Chateaubriand, Vigny, Hugo même un peu. Je dois, d'ailleurs, faire une distinction : ils n'ont pas le délire de la persécution personnelle ; ils disent seulement que, du fait de leur supériorité, les hommes

de génie sont voués à l'infortune. C'est Vigny qui soutient la théorie avec le plus de magnificence ; mais Hugo dira aussi :

... raillé par les forçats humains,
J'ai porté mon chaînon de la chaîne éternelle (1) :

et, plus tard, parlera des hommes de génie qui sont des Mages et que les autres hommes chassent à coups de pierres sur les chemins.

D'autre part, cette idée de la persécution excitée contre le génie se présente sous deux formes.

Tantôt les romantiques soutiennent que l'homme supérieur est persécuté par la société, par la conspiration des médiocres : voyez Moïse, Chatterton, Stello. Tantôt ils montrent toute la nature acharnée contre l'homme, lui en voulant d'être un animal supérieur. Ce pessimisme est comme un renouvellement de l'idée grecque de la Némésis : les Dieux jalourent l'homme d'être heureux. Ici, la nature hait l'homme, parce qu'elle le voit intelligent et qu'elle se sait comprise et scrutée par lui. Rappelez-vous le mot de Pascal : « L'homme est un roseau, le plus faible de la nature ; mais c'est un roseau pensant. » Les romantiques l'ont repris à leur manière : la nature hait l'homme, parce qu'il pense.

Ainsi le délire de la persécution a, pour ainsi dire, circulé à travers tout le romantisme, et probablement à cause de Jean-Jacques Rousseau : c'est pourquoi j'ai cru nécessaire de consacrer une leçon à l'état pathologique de Rousseau.

M. W.

1. Les Contemplations : *Veni, Vidi Vixi.*

La vie et les œuvres de Molière.

Cours de M. ABEL LEFRANC,

Professeur au Collège de France.

« Monsieur de Pourceaugnac. »

Ainsi que nous le disions dans une précédente leçon, nous assistons, en ce moment, à un réveil évident du culte et des études moliéresques. Depuis le *Moliériste*, nous n'avions jamais connu une pareille recrudescence de la production littéraire en ce qui touche notre poète. Nous avons nommé déjà, parmi les Français, MM. Alliez, Wilmotte, Rigal, Lintilhac, Mantzius, Couët ; nous avons indiqué les travaux anglais de Curtis Hidden Page, de Chatfield-Taylor. Pour l'Espagne, c'est le *Molière et Moratin* de Vezinet, dans la *Revue d'histoire littéraire de la France* ; dans la même revue, M. Léger nous a parlé de Molière à Raguse ; nous avons vu Molière en Pologne et nous avons dit, pour finir, qu'il y avait, en ce moment, une grande quantité de travaux en préparation. Nous avons consacré une troisième partie à des considérations nouvelles sur les tendances actuelles de l'histoire littéraire. J'ai montré dans quel esprit étaient faites les études récentes sur Montaigne, du Bellay, Montesquieu, Lamartine, Hugo, Pascal. J'ai montré aussi combien, parfois, dans ces recherches des sources, il était délicat de conclure. — Avant le *Centaure* de Maurice de Guérin, Alphonse Rabbe avait déjà fait un *Centaure* : Maurice de Guérin l'a-t-il connu, s'en est-il inspiré ? J'ai soumis ce problème à deux critiques, et la divergence de leurs opinions est tout à fait significative : l'un croit à l'influence de A. Rabbe sur de Guérin ; l'autre la nie. La continuelle difficulté, dans cet ordre de recherches, est de savoir au juste s'il n'y a qu'une simple rencontre ou si l'on se trouve vraiment en présence d'une source.

Je voudrais vous donner quelques renseignements complémentaires sur cette recherche des sources, en particulier sur la recherche des éléments régionaux. J'ai eu l'occasion de faire de telles recherches en Normandie sur Barbey d'Aurevilly. Tous ses romans se rattachent, en effet, à cette partie de la terre normande qu'est le Cotentin : ils nous donnent des descriptions de Saint-

Sauveur, de Valognes, de Lessay, de Blanchelande, d'Ollonde, de Barneville, etc. Je me suis livré, dans le pays même, à cette intéressante recherche : étudier l'aspect terrien pour ainsi dire de l'œuvre de Barbey, et j'ai pu constater, en relisant l'*Ensorcelée*, que cet homme, qui était de Saint-Sauveur-le-Vicomte et qui avait un véritable culte pour son pays d'origine, avait obéi au singulier besoin de déformation qu'ont certains écrivains en ce qui touche les détails géographiques. Ainsi la description de la lande qui ouvre le roman contient quelques erreurs, sans doute parfaitement voulues. Barbey d'Aurevilly fait abstraction du pays de Lessay, pour donner une valeur particulière à l'abbaye de Blanchelande, autour de laquelle il suppose un village qui n'existe pas et n'a jamais existé. Certainement, il connaissait à merveille ce pays ; mais son instinct littéraire a déformé la réalité pour produire l'effet artistique. Tels sont les résultats très curieux de ce genre d'enquête littéraire ; d'ailleurs, on en constate de fort différents en passant d'un écrivain à l'autre. Ainsi Rabelais déforme très rarement les données réelles. Barbey, lui, a éprouvé le besoin de romancer les choses, pour ainsi dire, d'altérer la vérité géographique pour insister sur certains éléments, le caractère sauvage de la lande, etc. ; il en ressort néanmoins une impression très vive de ce pays du Cotentin et on peut la contrôler par le *Journal du sieur de Gouberville*, qui nous donne les renseignements les plus positifs, les plus précis sur la vie campagnarde au xvi^e siècle. On peut aussi imaginer ce qu'aurait fait le réalisme exact d'un Balzac en face d'une même donnée. Voilà donc des résultats du plus haut intérêt, auxquels mène cette recherche des éléments réels. — Chateaubriand a été étudié, en 1908, en ce qui touche son séjour en Angleterre : c'est le livre de Baldensperger sur *Chateaubriand et l'émigration française à Londres* : c'est l'étude de E. Dick dans la *Revue d'Histoire littéraire* sur le séjour de Chateaubriand en Suffolk ; c'est l'étude de Le Braz dans la *Revue de Paris*. Cette enquête vous aide à mieux comprendre les premiers ouvrages de Chateaubriand : l'*Essai sur la Révolution*, le *Génie*, *Atala*, *René*. Nous pénétrons ainsi plus avant dans l'œuvre, en connaissant mieux la vie de l'auteur à ce moment, son projet de mariage, les gens chez qui il fréquentait, etc. Ce sont là des problèmes et des solutions qu'on ne soupçonnait même pas, il y a vingt ans.

Arrivons, maintenant, à *Monsieur de Pourceaugnac*. Une reprise récente aux Français, en mars 1908, a fait que la critique dramatique s'est occupée de nouveau de la pièce ; et nous allons traiter un sujet qui, à certains égards, est un sujet d'actualité.

Nous allons commencer à préciser quelques dates et nous y serons aidés par l'excellente chronologie moliéresque de Monval. L'*Avare* fut représenté le 9 septembre 1668 ; puis joué devant le roi à Saint-Germain-en-Laye au mois de novembre. Le 11 décembre mourait M^{lle} du Parc, environnée des regrets ou de la tendresse de tous les poètes et de tous les écrivains du temps. Le 5 février 1669 vit la première représentation du *Tartuffe*. Le 25 du même mois, c'était la mort du père de Molière ; en mars, c'était l'impression du *Tartuffe* ; du même moment date le poème de Molière, *Gloire du Dôme du Val-de-Grâce*. Molière fit alors plusieurs séjours à Saint-Germain, en août ; puis la cour, le 19 août, arriva à Chambord et y fit venir la troupe du grand comique : elle joua 15 comédies, qui lui rapportèrent 6.263 livres. Le lundi 7 octobre (le 6 d'après la *Gazette* et *Robinet*, date adoptée par Mesnard) eut lieu, au château, la première représentation de *Monsieur de Pourceaugnac*, vingt-troisième pièce de Molière. Celui-ci quitta Chambord le 20, après y être resté 5 semaines. Le *Registre de la Grange* porte : « Mardi 17 (septembre). La Troupe est partie pour aller à Chambord. On y a joué, entre plusieurs comédies, le *Pourceaugnac* pour la première fois. Le retour a été le dimanche 20 octobre. »

L'édition de 1682 donne ce titre : « *Monsieur de Pourceaugnac*, comédie-ballet, faite à Chambord, pour le divertissement du roi, au mois de septembre 1669 et représentée en public à Paris, pour la première fois, sur le théâtre du Palais-Royal, le 15^e novembre de la même année 1669, par la troupe du roi. »

C'est donc une farce, en prose, faite pour l'amusement de la cour. Une fois encore, Molière a

Quitté pour le bouffon l'agréable et le fin.

La pièce, à Paris, eut un très grand succès, à cause de la magnificence de la mise en scène, du ballet et de la musique de Lulli ; dépouillée de tout cela, quand, aujourd'hui, elle est représentée devant nous, la pièce perd beaucoup de son intérêt. Robinet nous présente à ce sujet Lulli

Et le sieur Molière, intendants,
Malgré tous autres prétendants,
Des spectacles de notre Sire.

Il ajoute :

Les actrices et les acteurs
Ravirent leurs grands spectateurs,

**Et cette merveilleuse troupe
N'eut jamais tant le vent en poupe.**

Le rôle de Molière à la cour devenait de plus en plus chargé. C'est ainsi qu'à Chambord, en septembre, il écrivit cette pièce dont Lulli composa la musique. Elle lui valut un regain de faveur auprès du public parisien : 18 représentations en furent données, depuis le 15 novembre jusqu'à la fin de l'année. Molière et sa troupe reçurent les éloges les plus vifs de la part de Robinet.

Enfin j'ai vu *semel et bis*
La perle et la fleur des marquis
De la façon du sieur Molière
Si plaisante et si singulière.
Tout est, dans ce sujet follet
De comédie et de ballet,
Digne de son rare génie
Qu'il tourne certe et qu'il manie
Comme il lui plaît, incessamment,
Avec un nouvel agrément.

Comme il tourne aussi sa personne,
Ce qui pas moins ne nous étonne,
Selon ses sujets, comme il veut;
Il joue autant bien qu'il se peut
Ce marquis de nouvelle fonte
Dont par hasard, à ce qu'on conte,
L'original est à Paris ;
Et colère autant que surpris
De s'y voir dépeint de la sorte,
Il jure, tempête et s'emporte
Et veut faire ajourner l'auteur
En réparation d'honneur,
Tant pour lui que pour sa famille,
Laquelle en Pourceau-gnac fourmille,
Peut-être est-ce quelque rieur
Qui de ce conte est l'inventeur.

Quoi qu'il en soit, voyez la pièce,
Vous tous, citoyens de Lutèce :
Vous avouerez de bonne foi
Que c'est un vrai plaisir de roi.

De très bonne heure, une légende est née à propos de cette satire des gentilshommes campagnards. Grimarest a été le vrai créateur de cette légende, qui commençait déjà à se former dans les vers de Robinet. « On dit que le Pourceaugnac fut fait à l'occasion d'un gentilhomme limousin, qui, un jour de spectacle et dans une querelle qu'il eut sur le théâtre avec les comédiens, étala une partie du ridicule dont il était chargé. Il ne le porta pas loin : Molière, pour se venger de ce campagnard, le mit en son

jour sur le théâtre et en fit un divertissement au goût du peuple, qui se réjouit fort à cette pièce, laquelle fut jouée à Chambord. »

De fait, Louis XIV et sa cour avaient un goût très vif pour la farce : ils aimaient le théâtre pour y trouver une distraction et une détente ; des farces comme *M. de Pourceaugnac*, satisfaisaient à merveille ce désir de divertissement.

Il y avait eu déjà, dans l'œuvre de Molière, des gentilhommes campagnards, tel M. de Sottenville ; plus tard, nous trouverons encore la comtesse d'Escarbagnas.

Les personnages de la présente pièce sont les suivants :

M. de Pourceaugnac ;

Oronte ;

Julie, fille d'Oronte ;

Nérine, femme d'intrigue ;

Lucette, feinte Gasconne ;

Eraste, amant de Julie ;

Sbrigani, Napolitain, homme d'intrigue ;

Premier médecin ;

Second médecin ;

L'apothicaire ;

Un paysan ;

Une paysanne ;

Premier musicien, etc...

La scène est à Paris, dans un carrefour.

Après une ouverture, où l'on entend de la musique et des chants, la première scène met en présence : Julie, Eraste et Nérine. Nous apprenons que Julie est sur le point d'être mariée contre son gré à un fâcheux avocat de Limoges, très riche, M. de Pourceaugnac, alors qu'elle n'aime qu'Eraste. L'ingénieuse Nérine et l'adroit Sbrigani se sont engagés à empêcher cette union par leurs stratagèmes. Dès cette scène, Molière met dans la bouche de Nérine de plaisants quolibets contre les Limousins :

« S'il a envie de se marier, que ne prend-il une Limousine et ne laisse-t-il en repos les chrétiens ? Le seul nom de M. de Pourceaugnac m'a mis dans une colère effroyable. J'enrage de M. de Pourceaugnac. Quand il n'y aurait que ce nom-là, M. de Pourceaugnac, j'y brûlerai mes livres ou je romprai ce mariage ; et vous ne serez point M^{me} de Pourceaugnac. Pourceaugnac, cela se peut-il souffrir !... »

Quelle est l'origine de cette satire contre les Limousins, dont toute la pièce porte l'empreinte et qui est restée si célèbre ? La question est fort controversée. Il a paru là-dessus, à Limoges, en 1884, un travail estimable de M. René Fage : *Molière et les Limou-*

sins. L'auteur ne croit pas à une tradition ancienne de ridicule à l'égard des Limousins. Il ne croit pas davantage à une satire voulue de la part de Molière contre les habitants de cette province. « Il nous paraît impossible, dit-il, d'admettre avec la tradition que *Monsieur de Pourceaugnac* soit une œuvre de dépit, une satire intentionnellement dirigée contre les Limousins. Nous sommes convaincus qu'ici la tradition se trompe, et nous fondons notre opinion sur la date de *Monsieur de Pourceaugnac*, sur les circonstances dans lesquelles cette comédie fut faite et sur les événements qui se produisirent entre le passage de Molière à Limoges et l'époque où il écrivit sa pièce. »

Ce passage, d'après M. Fage, se placerait dans un voyage de Molière de Fontenay-le-Comte à Poitiers, en passant par Niort, et de Poitiers à Limoges : c'était une des rares lignes du Nord-Ouest vers le Centre et le Midi. Quittant Fontenay, au commencement de juillet 1648, pour se rendre à Toulouse, où il arrivait en mai 1649, Molière a dû passer par Limoges.

Or, maintenant, il se trouve que tout cela est un peu modifié : le séjour à Fontenay est douteux et contestable. J'ai montré pourquoi, à l'occasion de la pièce supposée par B. Fillon. Quoi qu'il en soit, il est certain que Molière a séjourné à Limoges, qui était une station nécessaire sur sa route. Le fait est, d'ailleurs, attesté par les allusions si précises et complaisamment étalées de la pièce que nous étudions. Mais d'où vient cette satire mordante et cruelle à l'égard des Limousins ?

Généralement, on en fait remonter l'origine à Rabelais, qui aurait ainsi constitué fortuitement la légende de toutes pièces par son écolier limousin.

M. Fage et presque tous les critiques le croient : « Rabelais, nous dit-il, par une inspiration dont il est difficile aujourd'hui de découvrir les sources, a naturalisé limousin son écolier ridicule. »

Or, c'est là une erreur : l'histoire de l'écolier qui parlait un langage farci de latin est plus ancienne que Rabelais : elle se trouve déjà dans le *Champfleury* de Geoffroy Tory, ainsi que je vous l'ai montré précédemment. Mais, si Rabelais a choisi un Limousin, c'est que déjà il existait des plaisanteries traditionnelles contre cette province, comme un peu contre les autres provinces du Centre : ainsi l'Auvergne. Ce qui s'explique par l'éloignement, une vie et un climat plus rudes, des mœurs plus simples, en ces pays de montagnes, où l'on se nourrit de châtaignes et d'où la pauvreté fait émigrer les habitants. « Tu es Limosin pour tout potage et tu veux ici contrefaire le Parisien. » Plus loin, il ajoute : « Au diable soit le mascherabe ! » c'est-à-dire le « mangeur de

râves », ce qui appelle la comparaison avec le Raphanophagus dans le *Matago de Matagonibus*. Naturellement, la réputation ainsi faite à cette province est absolument injuste. Comme les autres, elle a eu et elle a sa culture. L'art lui doit des émaux, des faïences, des porcelaines, etc. Mais la légende est plus forte : dès le ^{xiii}^e siècle, des proverbes la répandent : « Les plus rogneux (c'est-à-dire les plus galeux) en Limousin » ; — « Manger du pain comme un Limousin. » — A ce dernier font allusion les mots de Sbrigani à M. de Pourceaugnac (acte I, scène v) : « Je vous ai vu ce matin, Monsieur, avec le coche, lorsque vous avez déjeuné, et la grâce avec laquelle vous mangiez votre pain m'a fait naître d'abord de l'amitié pour vous. » D'ailleurs, si elles ne constituaient pas déjà une tradition ancienne, on ne s'expliquerait pas où est le sel des plaisanteries de Rabelais.

On comprend donc le choix de Molière ; voulant railler un gentilhomme provincial, il est allé le chercher dans une province éloignée, un peu perdue. Si nous consultons le *Dictionnaire de Joanne*, publié chez Hachette, nous voyons que le Limousin y est toujours donné comme un pays rude et pauvre, où les gens sont entêtés de leurs superstitions, où les chênes en abondance favorisent l'élevage des porcs : ce qui a pu inspirer à notre comique le nom grotesque de son personnage.

Maintenant y aurait-il un motif secret ? Je croirais volontiers à une rancune. Il y a trop de violence dans la moquerie, les coups sont assénés trop cruellement, pour qu'il n'y ait point eu, chez Molière, un ressentiment profond qui a cherché à s'assouvir. Un personnage en l'air excite-t-il une telle moquerie ? On sent, comme dans *Don Juan*, qu'il frappe sur quelqu'un, qu'il satisfait une vieille rancune. Elle avait peut-être pour cause un mauvais accueil, un refus de jouer, comme celui qu'il essuya à Poitiers ; peut-être des mauvais traitements de quelque notable ou gentilhomme limousin, infligés à Molière au cours de ses pérégrinations.

A la scène II, arrive Sbrigani. Il a vu Pourceaugnac à la dernière étape du coche qui l'amène à Paris : il le connaît déjà par cœur : c'est un esprit des plus épais, il donnera dans tous les panneaux. Là se place un éloge de Sbrigani par Nérine et de Nérine par Sbrigani, il est fait de déclarations qui sont parmi les plus osées qu'on trouve dans le théâtre de Molière, déclarations d'une ironie formidable, qui révèlent un désenchantement, un pessimisme total. Quel éloge d'une coquine que celui-ci : « Principalement sur la gloire que vous acquêtes, lorsque, avec tant d'honnêteté, vous pipâtes au jeu pour douze mille écus ce jeune seigneur

étranger que l'on mena chez vous, lorsque vous fîtes galamment ce faux contrat qui ruina toute une famille ; lorsqu'avec tant de grandeur d'âme vous sûtes nier le dépôt qu'on vous avait confié et que si généreusement on vous vit prêter votre témoignage à faire pendre ces deux personnes qui ne l'avaient pas mérité » ! On chercherait vainement, je crois, dans le théâtre français antérieur, quelque chose d'aussi violent, d'aussi cynique à la fois. — Il y a une origine possible dans l'*Asinaire* de Plaute, à la scène des deux esclaves (acte III, sc. II.)

Après une conversation entre Julie et Eraste, qui trouve son amante un peu froide, un peu trop raisonnable, c'est la célèbre arrivée de Pourceaugnac escorté de gamins et de badauds. Sbrigani prend hypocritement sa défense et l'accable de protestations d'amitié. La vanité du gentilhomme éclate à une question du Napolitain :

SBRIGANI.

N'irez-vous pas au Louvre ?

M. DE POURCEAUGNAC.

Il faudra bien aller faire ma cour.

SBRIGANI.

Le roi sera ravi de vous voir.

M. DE POURCEAUGNAC.

Je le crois...

Tout le dialogue est d'un naturel étonnant, composé de traits saisissants et choisis entre mille comme les plus justes : c'est une de ces condensations énergiques et frappantes de la réalité, où le génie de Molière sait exceller.

La scène IV est la scène immortelle avec Eraste. Elle est conduite avec un art incomparable. Eraste soutire à Pourceaugnac tous les renseignements personnels qui font croire à ce dernier qu'en effet il l'a connu jadis à Limoges. Cette scène renferme des données très précises sur la ville. Molière pourtant ne prodigue pas d'ordinaire ces traits réels ; beaucoup moins que les autres auteurs de comédies du temps. C'est ainsi que nous entendons parler du traiteur Petit-Jean, de l'église Saint-Etienne, du Cimetière des Arènes. Ce Cimetière des Arènes était une promenade en

dehors des fortifications, sur l'emplacement qu'occupe aujourd'hui une partie du champ de foire, bordée à l'Ouest par la place des Arènes, où se remarquaient des pans de murs de l'ancien amphithéâtre romain. Ce cimetière et cette place étaient des lieux de rendez-vous, de réunions, d'assemblées, qui se tenaient ainsi au milieu des tombeaux. L'enclos était réservé à la fois aux réjouissances populaires, aux exécutions capitales et aux funérailles. On retrouve dans *M. de Pourceaugnac* le souvenir de cette singularité locale. — Pourceaugnac accepte de loger chez Eraste.

La scène v, entre Eraste et l'Apothicaire, est une nouvelle satire contre les médecins ; mais celle-ci diffère des autres : elle ne contient pas de charges excessives, pas d'exagérations, pas de sottises, pas d'absurdités ; elle ne recherche même pas les ridicules saillants. Comme nous l'avons dit, c'est un tableau complet, fidèle et nullement forcé d'une consultation au xvii^e siècle. Des traits de mœurs très exacts nous attestent que Molière n'a point cherché à forcer la note : ainsi le respect de l'ancien qu'a le deuxième médecin à l'égard de son aîné était un principe essentiel dans la médecine d'alors. On peut même remarquer que les médecins ne citent à faux ni Hippocrate, ni Galien. Ils exposent des symptômes, des phénomènes véritables. « De ceux-ci, comme l'a remarqué un commentateur, ils tirent des conséquences assez justes, soit pour l'explication des causes, soit pour l'application des remèdes ; enfin, sauf un peu de galimatias et de pédanterie, sauf quelques opinions chimériques et quelques pratiques superstitieuses, ce qu'ils disent est assez bon, ce qu'ils prescrivent n'est pas mauvais ; tout le malheur, c'est que Pourceaugnac n'a pas la maladie dont ils lui trouvent tous les symptômes. Leur capacité, leur doctrine, ne font que donner du relief à leur bêtise. » Les leçons précédentes nous ont appris que Gui Patin et La Brosse eux-mêmes ne parlaient pas autrement que les médecins de Pourceaugnac. Voici les explications que Valot a données de la scarlatine et des vapeurs du roi : « Le roi était sujet aux vapeurs depuis sept à huit années, mais beaucoup moins qu'il ne l'avait été auparavant, vapeurs élevées de la rate et de l'humeur mélancolique dont elles portent les livrées par le chagrin qu'elles impriment et la solitude qu'elles font désirer. Elles se glissent par les artères au cœur et au poumon, où elles excitent des palpitations, des inquiétudes, des nonchalances et des étouffements considérables ; de là, s'élevant jusqu'au cerveau, elles y causent en agitant les esprits dans les nerfs optiques, des vertiges et des tournoiements de tête et, frappant ailleurs le principe des nerfs, affaiblissent les jambes de

manière qu'il est nécessaire de secours pour se soutenir et pour marcher, accident très fâcheux à tout le monde, mais particulièrement au roi, qui a grand besoin de sa tête pour s'appliquer à toutes ses affaires. Son tempérament penchant assez à la mélancolie, sa vie sédentaire pour la plupart du temps est passée dans les conseils, sa voracité naturelle qui le fait beaucoup manger, ont fourni l'occasion à cette maladie par les obstructions fortes et invétérées que les crudités ont excitées dans les veines, qui, retenant l'humeur mélancolique l'empêchent de s'écouler par les voies naturelles et lui donnent occasion par leur séjour de s'échauffer et de fermenter, et d'exciter toute cette tempête. » Fagon raisonne à peu près dans les mêmes termes sur le tempérament de Louis XIV.

Toutefois la première scène médicale, si l'on peut dire, de *Monsieur de Pourceaugnac*, la scène v, renferme des satires analogues aux précédentes : elles rappellent celles de *l'Amour médecin* par leur âpreté extraordinaire :

L'APOTHICAIRE.

Ma foi, ma foi ! vous ne pouviez pas vous adresser à un médecin plus habile : c'est un homme qui sait la médecine à fond, comme je sais ma croix de par Dieu, et qui, quand on devrait crever, ne démordrait pas d'un iota des règles des anciens. Oui, il suit toujours le grand chemin, et ne va point chercher midi à quatorze heures ; et, pour tout l'or du monde, il ne voudrait pas avoir guéri une personne avec d'autres remèdes que ceux que la Faculté permet.

ERASTE.

Il fait fort bien : un malade ne doit point vouloir guérir que la Faculté n'y consente.

L'APOTHICAIRE.

Ce n'est pas parce que nous sommes grands amis que j'en parle ; mais il y a plaisir d'être son malade, et j'aimerais mieux mourir de ses remèdes que de guérir de ceux d'un autre ; car, quoi qu'il puisse arriver, on est assuré que les choses sont toujours dans l'ordre ; et, quand on meurt sous sa conduite, vos héritiers n'ont rien à se reprocher.

ERASTE.

C'est une grande consolation pour un défunt.

L'APOTHIKAIRE.

Assurément ; on est bien aise au moins d'être mort méthodiquement. Au reste, il n'est pas de ces médecins qui marchandent les maladies : c'est un homme expéditif, qui aime à dépêcher ses malades ; et, quand on a à mourir, cela se fait avec lui le plus vite du monde.

ERASTE.

En effet, il n'est rien de tel que de sortir promptement d'affaire.

L'APOTHIKAIRE.

Cela est vrai : à quoi bon tant barguigner et tant tourner autour du pot ? Il faut savoir vite le court ou le long d'une maladie.

ERASTE.

Vous avez raison.

L'APOTHIKAIRE.

Voilà déjà trois de mes enfants dont il m'a fait l'honneur de conduire la maladie, qui sont morts en moins de quatre jours et qui, entre les mains d'un autre, auraient languì plus de trois mois.

ERASTE.

Il est bon d'avoir des amis comme cela.

L'APOTHIKAIRE.

Sans doute. Il ne me reste plus que deux enfants dont il prend soin comme des siens ; il les traite et gouverne à sa fantaisie, sans que je me mêle de rien ; et, le plus souvent, quand je reviens de la ville, je suis tout étonné que je les trouve saignés ou purgés par son ordre.

A la scène vi, nous voyons le premier médecin, un paysan, une paysanne, Eraste, l'Apothicaire. La scène est d'un naturel parfait. Ce n'est point une charge, quand la paysanne vient déclarer que son père a été saigné quinze fois en vingt jours.

LE MÉDECIN.

Et il ne guérit point ?

LA PAYSANNE.

Non.

LE MÉDECIN.

C'est signe que la maladie n'est pas dans le sang. Nous le ferons purger autant de fois pour voir si elle n'est pas dans les humeurs ; et, si rien ne nous réussit, nous l'enverrons aux bains.

Monsieur de Pourceaugnac, en réalité, n'est qu'une farce ; cependant on y trouve plus de mesure que dans les précédentes satires contre les médecins.

A la scène VII, M. de Pourceaugnac est livré par Eraste au premier médecin ; le second arrive. A la scène VIII, le malheureux gentilhomme se débat entre les deux. L'interrogatoire est réel, les raisonnements logiques et vrais. Il y a là une nuance plus exacte et plus mesurée qu'on n'avait point encore vue chez Molière. C'est si vrai que, je l'ai remarqué pour ma part, cette admirable consultation ne produit pas sur le public l'effet des autres charges de l'*Amour médecin*, du *Médecin malgré lui*, etc...

M. de Pourceaugnac relève le galimatias et les sottises de ses deux médecins.

M. DE POURCEAUGNAC.

Parbleu ! je ne suis pas malade.....

Je vous dis que je me porte bien.....

Si vous êtes médecin, je n'ai que faire de vous ; et je me moque de la médecine...

Mon père et ma mère n'ont jamais voulu de remèdes, et ils sont morts tous deux sans l'assistance des médecins.

Pourceaugnac, dans cette scène, n'est pas si ridicule. D'ailleurs, dans toute la pièce, il est nigaud et digne. Il nous touche parfois. Il ne manque pas non plus de finauserie : il est loin d'être ignorant et antipathique ; sa crédulité est presque sans ridicule.

Mais les médecins, eux, le trouvent plus fou qu'ils ne pensaient. Nous retrouvons là une vieille tradition, celle des malades traités à tort : les fableaux et les contes nous représentent souvent des prêtres, des médecins, voulant guérir de leur folie, de leur fré-

nésie, des gens qui n'en souffrent nullement. Déjà Plaute avait mis sur la scène le vieux beau-père de Ménechme d'Epidamme qui, croyant son gendre fou, le met entre les mains d'un médecin qui lui fait subir un interrogatoire analogue à celui de Pourceaugnac. Il y a de même beaucoup d'analogies entre les épisodes de *Pourceaugnac* et *l'Histoire générale des larrons*, 1628, par le sieur d'Aubricourt, et aussi avec *Scarron*, la pièce italienne des *Disgrâces d'Arlequin*, la comédie de Chevalier intitulée la *Désolation des filous sur la défense des armes ou les malades qui se portent bien*. Ce sont là autant de réminiscences que dut avoir Molière. Il vivait au milieu d'un ensemble de traditions qui se présentaient tout naturellement à son esprit, et il y puisait sans scrupules.

On s'est demandé aussi si Molière n'avait pas fait sa propre description dans ce passage : « Vous n'avez qu'à considérer ce grand sérieux que vous voyez, cette tristesse..., ces yeux rouges et hagards..., cette habitude du corps menue... » C'est fort possible. Dans *l'Elomire hypocondre*, Le Boulanger de Chalussay (1670) raille la mélancolie hypocondriaque de Molière, sa maigreur, sa pâleur :

. . . . L'effet de cette peine extrême.
En ces yeux enfoncés, en ce visage blême,
En ce corps qui n'a plus presque rien de vivant
Et qui n'est presque plus qu'un squelette mouvant.

Après la scène x, où nous voyons deux musiciens italiens en médecins grotesques, paraît l'Apothicaire et son remède, et c'est alors la course folle de Pourceaugnac, poursuivi par le donneur de clystères. Cizéron-Rival raconte même que Lulli, pour rentrer en grâce auprès de Louis XIV, sauta dans l'orchestre au cours de cette poursuite, tomba sur le clavecin et le mit en pièces. La scène, aujourd'hui, nous paraît chargée : c'est la première apparition du clystère sur le théâtre. Au xvii^e siècle, on ne voyait là rien qui soit choquant, comme en témoigne la célèbre anecdote de Saint-Simon sur la duchesse de Bourgogne, recevant un clystère de la main de sa camériste Nanon :

« Nanon, qui avait une main comme dans sa poche, passa derrière et se mit comme à genoux. Le roi, qui en était le plus proche, s'en aperçut et leur demanda ce qu'elles faisaient là. La princesse se mit à rire et répondit qu'elle faisait ce qu'il lui arrivait souvent de faire les jours de comédie. Le roi insista : Voulez-vous le savoir, reprit-elle, puisque vous ne l'avez point encore remarqué ? C'est que je prends un lavement d'eau. — Comment, s'écria le roi, mourant de rire, actuellement, là, vous prenez un lavement ? —

Et vraiment oui, dit-elle ! — Et comment faites-vous cela ? Et les voilà tous les quatre à rire de tout leur cœur. Nanon apportait la seringue, toute prête, sous ses jupes, troussait celles de la princesse qui les tenait comme se chauffant, et Nanon lui glissait le clystère. Les jupes retombaient et Nanon remportait sa seringue sous les siennes ; il n'y paraissait pas. On n'y avait pas pris garde ou on avait cru que Nanon rajustait quelque chose à l'habillement. La surprise fut extrême... Depuis la découverte, elle ne s'en contraignit pas plus qu'auparavant..... »

Nous signalerons, à ce sujet, la plaisante brochure suivante : *l'Instrument de Molière*, traduction du traité *de Clysteribus* de Regnier de Graaf, 1668 ; c'est une charmante édition (Paris, 1878).

Donc, le premier acte peut être appelé l'acte des médecins. Au deuxième, nous voyons d'abord Sbrigani et le premier médecin, qui, très sérieux, veut absolument guérir son malade et surtout ne pas perdre les cinquante pistoles qu'il lui vaut. A la scène II, il se trouve en présence d'Oronte qui, mis en éveil par ses confidences, lui demande aussitôt : « Est-ce quelque mal ? » Mais le médecin invoque alors le secret professionnel et observe scrupuleusement le silence, au moment où il a déjà dit tout ce qu'il savait et n'a plus rien à confesser. Le trait est délicieux et Oronte se trouve subitement désaffectionné de son gendre.

Scène III. Sbrigani arrive, en marchand flamand, pour parler à Oronte. C'est toujours le système des calomnies, le moyen ordinaire qu'emploient les gens pour empêcher les mariages qui leur déplaisent.

Il raconte que Pourceaugnac a des dettes criantes et qu'il veut se marier pour les payer. Le bourgeois Oronte est pris ainsi par ses deux endroits sensibles : sa postérité et sa bourse.

La scène IV entre Pourceaugnac et Sbrigani est la contre-partie de la précédente. Le Napolitain fait au Limousin des révélations à mots couverts sur les galanteries de sa fiancée. Cette double scène est d'une vérité piquante. Peut-être Molière avait-il assisté à des exemples réels de double calomnie.

Lorsque Pourceaugnac se trouve en présence de sa fiancée, celle-ci lui fait des avances cyniques, destinées à le confirmer dans son erreur sur son compte et sur sa moralité. Il s'ensuit une rupture comique entre Oronte et le gentilhomme limousin, qui apprend alors les révélations fausses du médecin : « Le médecin en a menti ; je suis gentilhomme et je le veux voir l'épée à la main. » L'attitude de Pourceaugnac, on est obligé de le reconnaître, ne manque pas de quelque dignité.

A la scène VII paraît la languedocienne Lucette, de Pézenas.

Nous avons déjà vu quel était le rôle des patois et des dialectes dans le théâtre comique du xvii^e siècle ; nous l'avons étudié à propos du *Pédant joué*, de *don Juan*, etc... Lucette se déclare la femme légitime de Pourceaugnac ; elle affirme avoir été mariée avec lui à Pézenas, dans un exposé plein de vérité et de naturel. Nérine arrive et lui lance les mêmes accusations : cette fois, c'est une Picarde de Saint-Quentin qui s'exprime dans ce dialecte employé aussi par La Fontaine et qui devait être assez familier aux Parisiens en raison de la proximité de la province où on le parlait.

Scène x. Ce pauvre Pourceaugnac confie ses peines à Sbrigani. Celui-ci lui fait un tableau terrible des châtiments qui l'attendent comme bigame. Il y a, dans cette scène, des remarques de Pourceaugnac pleines de justesse au point de vue juridique. Pourceaugnac n'est point un sot. Il veut aller consulter des avocats.

Scène xi. Paraissent deux avocats, dont l'un parle fort lentement et l'autre fort vite, accompagnés de deux procureurs et de deux sergents.

Nous arrivons au troisième acte. Sbrigani entretient dans une terreur salutaire le gentilhomme limousin, qui s'est déguisé pour échapper à la justice :

SBRIGANI.

Oui, je vous l'ai déjà dit : ils commencent ici par faire pendre un homme et puis ils lui font son procès.

POURCEAUGNAC.

Qu'est-ce que les Limousins leur ont fait ?

SBRIGANI.

Ce sont des brutaux, ennemis de la gentillesse et du mérite des autres villes. Pour moi, je vous avoue que je suis pour vous dans une peur épouvantable et que je ne me consolerais de ma vie si vous veniez à être pendu.

Il y a là certainement une critique de la dureté, de la sévérité de la procédure criminelle d'alors, sous le régime de l'ordonnance de 1539, modifié en 1670.

Le caractère de grosse farce va s'accroître de plus en plus. Pourceaugnac se lamente, parce qu'il est fâché pour un gen-

tilhomme d'être pendu et qu'une épreuve comme celle-là ferait tort à ses titres de noblesse.

A la scène III, viennent deux Suisses qui veulent avoir de bonnes places pour regarder pendre le malheureux Limousin. Dans sa bouffonnerie, cette scène est une vraie scène de Guignol.

Dans les deux scènes suivantes, Pourceaugnac est reconnu et arrêté ; mais il rachète à prix d'or sa liberté à l'exempt.

D'autre part (scène VI), Sbrigani fait croire à Oronte que le Limousin lui enlève sa fille. La fin de la pièce est traînante. Eraste et Julie reviennent (scène VII), le premier feignant d'avoir tiré de force la seconde des mains de Pourceaugnac avec qui elle s'enfuyait. Il laisse supposer à Oronte qu'il y a une brouille entre sa fille et lui-même, et il gagne ainsi les bonnes grâces du bourgeois, qui, malgré les fausses lamentations de Julie, soi-disant éprise de Pourceaugnac, veut maintenant conclure le mariage des deux jeunes gens.

La pièce se termine par un divertissement. On y voit « plusieurs masques de toutes les manières, dont les uns occupent plusieurs balcons, et les autres sont dans la place qui, par plusieurs chansons et diverses danses et jeux, cherchent à donner des plaisirs innocents. »

Le premier acte est donc incontestablement le meilleur. Il offre une satire déjà faite, déjà entendue plusieurs fois, celle des médecins, mais avec, ici, un aspect nouveau, toute en nuances précises et fines. Le deuxième acte représente les intrigues pour détourner Oronte et Pourceaugnac du mariage qui allait se faire. Le troisième acte est le plus faible : il n'y a que du gros comique. Le dénouement est traînant, l'intérêt y languit un peu.

En résumé, cette pièce offre des épisodes très remarquables ; mais, même considérée comme farce, elle est inégale. Sa composition en a été trop louée par des critiques trop portés à éliminer toutes les réserves. En réalité, elle est loin de valoir l'*Amour médecin*, le *Médecin malgré lui*, le *Sicilien*, l'*Avare*. La satire y est trop forte, et ce n'est pas une satire générale et profonde. Pourceaugnac est un type sans une réelle signification, sans consistance. Il n'est pas la personnification d'une classe ; ce n'est qu'une individualité sans grande portée : c'est un provincial crédule, épais, sans élégance, et voilà tout. Son caractère n'offre aucune nuance ; nulle part, des épisodes qui nous montrent d'autres aspects de son caractère. On le berne injustement, sans qu'il ait seulement provoqué toutes ces machinations par ses erreurs, par ses fautes, par sa grossièreté. Son seul défaut est sa trop grande crédulité ; il y a contre lui une conspiration injuste, qui ne provient

pas de la force des choses ; les injures qu'il reçoit sont des injures gratuites.

De là, sans doute, Mesdames et Messieurs, le malaise que certains d'entre vous éprouvaient, encore tout récemment, à la reprise de la pièce par la Comédie-Française. Elle, vous apparaissait, à certains moments, comme une bouffonnerie extérieure, qui ne va pas au delà des événements, des manifestations apparentes du caractère du principal personnage. Nous avons un peu la sensation d'un placage, comme dans *Don Juan*. Et, de fait, toutes proportions gardées, le faire, la manière de procéder me paraît la même dans les deux pièces. Nous trouvons dans *Pourceaugnac* une succession d'épisodes, dont plusieurs sont très remarquables, immortels même (comme la scène sur Limoges) ; mais nous n'y trouvons pas un caractère vrai. Pourceaugnac n'est pas le gentilhomme campagnard de 1670, qui est un personnage plus complexe, plus intéressant. Ce beau sujet, Molière ne l'a pas traité, probablement par faute de temps et en raison des exigences imposées par les divertissements de la Cour.

La Morale.

Cours de M. VICTOR EGGER,

Professeur à la Faculté des Lettres de Paris.

L'antisanction. — Accord de l'idée de sanction avec la définition du bien moral.

J'ai épuisé l'étude de la récompense et de la punition ; il me reste à parler de l'antisanction.

Sous ses deux formes, elle est moralement un mal, comme la sanction sous ses deux formes est moralement un bien. L'antisanction a droit au nom de souverain mal.

Voyons quelles sont ses conséquences. L'antirécompense, malheur consécutif au mérite, d'abord invite l'agent qui méritait à se récompenser lui-même, à se faire justice, comme il dira peut-être ; elle encourage son égoïsme ; elle le pousse à la révolte, à l'orgueil ; — ensuite, elle risque de dépraver l'agent injustement traité, si sa moralité est peu solide, repose sur des bases fragiles, avait besoin d'encouragement ; — enfin, elle est de mauvais exemple : elle risque, en effet, de dépraver les autres agents.

D'autre part, l'antipunition, bonheur consécutif au démérite, encourage la méchanceté de l'agent et déprave les autres agents par le mauvais exemple.

Ainsi l'antisanction est logiquement une absurdité morale ; et, par ses conséquences, elle est un trouble social. Si quelqu'un est tenté de la faire, si quelqu'un est tenté de rendre heureux un méchant, malheureux un bon (remarquons que la première tentation est la plus naturelle, par affection élective, esprit de famille, esprit de corps, patriotisme malentendu), qu'il songe aux autres hommes ; il n'y en a pas que deux en question, lui et l'autre, ni qu'un groupe restreint. L'humanité tout entière est intéressée à ce que l'antisanction ne soit pas faite ; l'antisanction est antisociale.

*
**

Passons à l'examen de cette question : pourquoi punit-on ? Au cours des dernières leçons, nous avons constaté trois raisons

de punir, et trois raisons également de récompenser. Il est inutile, en les formulant, de distinguer l'agent agissant sur lui-même pour sanctionner ses actes et l'agent recevant d'autrui la sanction.

On punit : 1° pour le principe, pour effacer, pour purifier, pour l'expiation ; 2° pour l'amendement de l'agent coupable, pour le corriger, l'améliorer, le convertir ; 3° pour l'exemple, pour autrui.

De même, on récompense : 1° pour le principe, pour le souverain bien ; 2° pour l'encouragement de l'agent ; 3° pour l'exemple, pour encourager autrui.

Constatons la correspondance exacte des trois raisons de punir et des trois raisons de récompenser.

D'autre part, l'antipunition : 1° est un souverain mal, 2° déprave l'agent, 3° est de mauvais exemple. De même, l'antirécompense : 1° est un souverain mal, 2° décourage, déprime, déprave l'agent, 3° est de mauvais exemple. Par conséquent, les raisons de faire la sanction sous ses deux formes et les raisons de ne pas faire l'antisancion sous ses deux formes se correspondent exactement.

Laissons maintenant le point de vue des conséquences : il a été suffisamment développé ; il avait son intérêt, parce qu'il montrait la solidarité morale des individus, élément essentiel de la morale, et aussi la solidarité psychologique des différentes étapes de la vie individuelle. Examinons la sanction et l'antisancion au point de vue de la logique des idées morales, comme bien moral obligatoire et comme mal moral défendu, en les rattachant au bien moral obligatoire, au mal moral défendu, tels que nous les avons définis, quand nous les considérons au point de vue général et avant d'avoir abordé la question spéciale de la sanction. Nous verrons l'accord s'établir sans grande difficulté entre l'idée fondamentale du bien et du mal et l'idée complémentaire de la sanction et de l'antisancion. Nous verrons aussi que les idées de souverain bien, d'expiration, de souverain mal, ne sont nullement métaphysiques, comme on le prétend parfois, qu'elles n'ont rien de mystérieux, qu'elles ont un caractère purement humain.

Egoïste et injuste, — injuste, c'est-à-dire méchant, — j'ai fait mon bonheur et le malheur d'autrui. Par la punition, on supprime mon bonheur, c'est-à-dire le résultat de mon intention ; j'en suis donc pour mes frais. Je vois devant moi la morale active, humaine, sociale, qui, au nom de l'obligation morale, m'a ôté mon bonheur. Je suis invité ainsi à me punir moi-même [et à m'amender.

Désintéressé et bon, j'ai fait mon non-bonheur et le bonheur

d'autrui. La récompense consiste à me donner mon bonheur, pour lequel je suis fait, comme tout être conscient. Je ne l'avais pas voulu et je ne le veux pas pour moi. On le veut pour moi.

Egoïste et injuste, on me fait du bonheur, par exemple des cadeaux, des flatteries, des éloges, etc... A mon bonheur, qui est mon œuvre, on ajoute inutilement ; je m'en étais chargé : c'est, comme dit le proverbe, porter de l'eau à la rivière.

Désintéressé et bon, on me fait du malheur. Or je m'étais déjà privé du bonheur que j'aurais pu me donner. Il en résulte donc du malheur sur du malheur, ou tout au moins du malheur sur du non-bonheur. On accumule ; la même réflexion que précédemment doit être faite ici.

Cette analyse montre clairement quelle est la logique de la morale des hommes, en ce qui concerne la sanction et l'antisanc-tion. La sanction compense ou efface ; elle combine, mettant malheur sur bonheur ou bonheur sur malheur. Telle est sa signification ; telle est sa valeur morale. L'antisanc-tion, au contraire, accumule, mettant malheur sur malheur, ou bonheur sur bonheur. C'est pour cette raison qu'elle scandalise la conscience morale, à laquelle elle apparaît comme la suprême injustice.

Cela ne suffit pas ; profitons des analyses déjà faites, et examinons tous les cas. Nous avons, d'une part, les termes qui ont servi à définir le bien moral et le mal moral ; ce sont différents modes du bonheur, du malheur et de leurs négations ; nous avons, d'autre part, les différentes variétés de la sanction et de l'anti-sanction. Tantôt ce que les définitions générales du bien moral et du mal moral approuvaient ou condamnaient se trouvera encore approuvé ou condamné dans le cas spécial de la sanction et de son contraire, et l'accord cherché se manifestera alors en toute évidence ; tantôt ce que les définitions générales approuvaient sera condamné dans le cas spécial, ce qu'elles condamnaient sera loué dans le cas spécial ; nous constaterons alors un désaccord, et nous devons établir ensuite que ce désaccord est plus apparent que réel.

Je me récompense par le bonheur voulu, — condamné déjà, condamné de nouveau.

Je suis récompensé par le bonheur non voulu, — loué déjà, loué de nouveau.

Je me punis par le non-bonheur voulu, — loué déjà, loué *a fortiori* dans ce cas ; et par le malheur voulu, — condamné autrefois, loué cette fois.

Je suis puni par le non-bonheur non voulu, et par le malheur non voulu, — condamnés autrefois, loués cette fois.

Je suis antirécompensé par le non-bonheur non voulu et par le malheur non voulu, — condamnés déjà, condamnés de nouveau.

Je suis antipuni, par le non-malheur non voulu et par le bonheur non voulu, — loués autrefois, condamnés cette fois.

En résumé, récompenser autrui, cela est bien et bien, deux fois bien ; antirécompenser autrui est deux fois mal ; punir soi-même ou autrui est faire mal et faire bien, faire bien en faisant mal ; antipunir est faire bien et faire mal, faire mal en faisant bien. Donc les idées de la récompense et de l'antirécompense viennent confirmer nos idées antérieures sur le bien et sur le mal ; les idées de la punition et de l'antipunition viennent les contredire : si je me punis moi-même, le malheur volontaire devient bien ; si l'on me punit, le malheur involontaire devient bien ; si l'on me fait du bonheur quand je démérite, le bonheur involontaire devient mal.

Voilà, sous une forme logique, la contradiction partielle qui existe entre les idées de sanction et d'antisancion, et les idées du bien et du mal telles que je les ai étudiées précédemment. Je vais montrer qu'il n'y a pas là une contradiction, mais, à parler exactement, un amendement à l'idée fondamentale, une exception justifiée. Je l'ai déjà dit sommairement ; la punition efface, pour redresser ; elle est un fait provisoire, un moyen. Ajoutons aujourd'hui : l'antipunition fait tout le contraire ; elle endurecit, elle affermit le coupable ; elle est un moyen du mal futur. Mais ce sont là des idées qui peuvent recevoir un commentaire. Il n'est pas difficile de les rattacher à des faits moraux déjà constatés et formulés ; partant de vues déjà exposées, je retomberai sur ces idées nouvelles ; ce sera grandement atténuer leur nouveauté.

Si je me fais du mal sans conséquence, un mal *innocent*, je suis absurde, car j'agis sans raison. Si je me fais mal de manière à me priver d'une partie de mes forces pour le bien, je fais mal. Mais, si je me fais un mal qui me donne des forces pour le bien, je fais bien ; car la fin qualifie les moyens. Et ce mal, n'étant pas fait à autrui, n'est pas mauvais moralement. Tel est le caractère du fait de se punir soi-même.

Si je fais mal à autrui pour le bien d'autrui, la fin justifie le moyen : c'est ce qu'on fait, quand on punit autrui. Il y a là pourtant un cas de conscience, car on peut abuser du principe et l'appliquer à faux. D'où les scrupules du moraliste dans la répression pénale : il doit peser comparativement le mal fait au coupable, le bien fait aux autres hommes et au coupable lui-même par le fait du châtiment.

Si, en faisant mal à autrui, je risque de le rendre mauvais pour autrui et de rendre d'autres hommes méchants par le mauvais exemple, — c'est le cas de l'antirécompense, — je fais mal, et ce mal est un moyen de mal.

Les mêmes distinctions doivent être faites pour le plaisir. Si je me donne un plaisir sans conséquence, c'est moralement indifférent. Si je me donne un plaisir qui, d'une façon quelconque, par ses conséquences immédiates ou éloignées, fait de moi un égoïste ou un méchant, je fais mal ; c'est ce qui arrive à celui qui transforme la satisfaction morale en vanité ou en orgueil ; le vaniteux est un égoïste ; l'orgueil est, non primitivement, mais en se développant et par ses conséquences, malfaisant. Si je me donne ou si j'accepte, ce qui revient au même, un plaisir qui me donne des forces pour le bien, je fais bien ; ce principe reçoit son application dans le fait de ne pas anéantir la satisfaction morale, mais de l'employer aussitôt comme un encouragement à continuer à bien faire.

Si je pervertis autrui par mes bienfaits, je fais mal : c'est l'anti-punition.

Si je moralise autrui par mes bienfaits, je fais bien : c'est la récompense considérée dans ses conséquences ; c'est aussi quand le bienfait est réduit au minimum ou à une simple absence du contraire, l'indulgence, le pardon, lorsqu'on a des raisons de les considérer comme plus moralisateurs, c'est-à-dire comme plus bienfaisants, que le châtiment strictement juste ; n'oublions pas, en effet, que le non-mal paraît un bien par contraste ; pour celui qui s'attend à un châtiment, l'indulgence ou le pardon seront, en conséquence, des bienfaits.

On voit par ces considérations qu'il serait inexact de dire que la sanction n'apporte rien de nouveau dans le système des idées morales. Elle n'est pas simplement déduite des principes fondamentaux à la façon d'un corollaire. Tout d'abord, nous constatons qu'elle apporte quelque chose de nouveau, la compensation, au point de vue formel des rapports entre le bonheur et le malheur d'une part, et la volonté des individus ou leur intention d'autre part, qui avaient été dissociés dans les définitions du bien et du mal : tu n'as pas voulu ton bonheur, je te le donne ; tu as voulu ton bonheur, je te l'ôte. Ensuite, au point de vue de la matière du bien, la sanction introduit l'idée nouvelle du malheur moral, malheur qui est bien moralement. Et c'est l'idée de compensation qui motive cette nouveauté, laquelle n'est qu'une exception apparente.

Quant à l'antisancion, les nouveautés qu'elle apporte sont,

au point de vue formel, le contraire de la compensation, cette confirmation du bonheur par le bonheur, du malheur par le malheur, qui apparaît à la conscience comme le souverain mal, et, au point de vue de la matière du mal, l'idée du bonheur immoral.

Mais, s'il y a du nouveau dans le système désormais agrandi des idées morales, du moins l'accord peut être maintenu entre les divers éléments de ce système, et il restera cohérent.

Celui qui s'est privé pour la société trouve devant lui le devoir de la société de lui donner ce dont il s'est privé, de lui compenser son sacrifice : c'est un malheureux privilégié ; la société doit à tous, elle doit surtout à ceux qui se sont oubliés eux-mêmes. La nature même du devoir social étant de donner le bonheur à autrui, il est logique de donner le bonheur tout spécialement à ceux qui s'en sont privés pour le donner aux autres ; le devoir social existe donc surtout à l'égard de ceux qui ont le mieux senti et pratiqué le devoir social. Et ce devoir spécial, la société l'a non seulement envers son bienfaiteur, mais envers tous ses membres ; car elle récompense pour l'exemple, et récompenser pour l'exemple, c'est proclamer et affermir la solidarité dans le devoir.

Au contraire, l'individu qui a été antisocial (je pense ici au cas le plus fréquent : celui où le criminel puni se montre rebelle devant la punition) est excepté du devoir social, et la société proclame le devoir social en le punissant pour l'exemple. Mais l'homme antisocial est *dénaturé*, puisque l'homme est par nature social ; punir est aussi et surtout *ramener* ; il faut atteindre les âmes, effacer l'intention mauvaise, réformer, amender, rendre à la société l'individu *égaré*, celui qui est sorti du groupe social. Le châtiment bien compris montre aux hommes que le coupable est non social et froidement, systématiquement, traité comme tel, et aussi qu'un tel traitement est, ou très exceptionnel, s'il est définitif et irréparable, comme la peine de mort, ou passager, transitoire, comme sont les autres châtiments, qui impliquent toujours l'espoir d'un amendement au moins partiel du coupable, grâce auquel il sera permis de le faire rentrer dans la société et de le traiter désormais en homme.

En définitive, l'idée de sanction revient à ceci : les hommes sont inégaux en valeur morale et le devoir envers chaque homme est proportionnel à la valeur morale de cet homme. Plus tu as été homme dans ta conduite, plus je devrai me conduire en homme envers toi ; et moins tu as été homme, moins je devrai me conduire en homme envers toi. Cela posé, je ne trouve aucune difficulté pour la récompense ; tandis que la punition me met

en présence d'une antinomie. Tu as agi en non-homme ; mon devoir étant d'agir en homme envers les hommes, ton action t'exclut de mon devoir ; je te le montrerai en agissant, non pour ton bonheur, mais contre ton bonheur et pour ton malheur. Agissant ainsi moi-même, je n'agirai pas en homme, puisque je ferai mal à un homme. Donc j'hésite.

Mais ta nature est celle d'un homme ; tu es un égaré ; j'agis donc ainsi pour te rappeler ta nature d'homme et te ramener à agir selon ta nature. C'est froidement, logiquement, systématiquement, avec décision, réflexion, mesure, que je te fais mal.

Je n'agis pas contre toi comme j'agirais sur un animal mal-faisant ou utile, ni comme j'agirais sur un ennemi ou un rival de mon égoïsme ; je suis sans passion contre toi.

Je ne daigne pas punir l'animal nuisible ou nécessaire à ma nourriture, et je ne lutte pas contre toi pour le bonheur de ma vie. J'agis en homme à ton égard et pour te rendre ta dignité d'homme.

Te faire mal n'a pour moi qu'une valeur symbolique, c'est-à-dire une valeur d'exemple, ou bien c'est un moyen de réveiller ta conscience d'homme.

Si je puis y réussir sans te faire mal, je le préfère ; j'aurai recours alors à la charité, à l'indulgence, au pardon, à l'amnistie ; si ces moyens peuvent être efficaces, je les adopte.

Donc punir est un devoir ; mais punir n'est qu'un pis-aller. Il est impossible d'effacer l'antinomie que contient l'idée de punition ; on l'atténue seulement en considérant la punition comme un passage, comme un moyen, comme la transition indispensable entre le mal qui a été et le bien qui doit être ; c'est pour cela que l'amendement du coupable et celui des témoins fixent la mesure du *devoir de punir*.

C'est ainsi et c'est dans cette mesure que les idées de sanction et d'antisanction peuvent être conciliées avec les idées fondamentales du bien, du mal et du devoir.

Sujets de devoirs.

UNIVERSITÉ DE NANCY

LICENCE.

Nouveau régime.

Composition française.

STENDHAL, *Racine et Shakespeare* (2^e partie, lettre VIII), depuis : « On nous dit : le vers est le beau idéal de l'expression... », jusqu'à : « ... au mot que nous entendons prononcer dans la scène actuelle. »

LICENCES.

Nouveau Régime.

Composition française.

J.-J. ROUSSEAU. *Lettre à d'Alembert sur les spectacles*, depuis : « Examinez le comique de Molière ; partout vous trouverez... », jusqu'à « ... et la pièce qui fait aimer le fils insolent qui l'a faite en est-elle moins une étude de mauvaises mœurs ? »

Traduction et commentaire d'un texte grec.

Traduire et commenter (commentaire grammatical, littéraire et historique) le plaidoyer que le ΔΙΚΑΙΟΣ ΛΟΓΟΣ prononce, dans les *Nuées* d'Aristophane, en faveur du « Bon vieux temps ». Depuis le vers 961, jusqu'au vers 983.

II

UNIVERSITÉ DE GRENOBLE

Histoire ancienne.

Galba, Othon, Vitellius.

Histoire du Moyen Age.

La dynastie saxonne : Henri I^{er}, Othon le Grand, 919-973.

Géographie physique générale.

Le climat et la végétation de l'Inde

Bibliographie

La Nation armée, 1 vol. in-8° de la *Bibliothèque générale des Sciences sociales*, cartonné à l'anglaise, 6 fr. (Félix Alcan, éditeur.)

Les conférences réunies dans ce volume ont été faites à l'Ecole des Hautes Etudes sociales par des officiers et par des professeurs. Une même idée fondamentale et un même sentiment relient les travaux de tous les collaborateurs. Pour tous, l'objet essentiel est d'assurer à la France démocratique d'aujourd'hui les forces morales et matérielles qui lui sont indispensables pour préserver son indépendance. La démocratie est un fait contre lequel il serait puéril de se révolter ; le problème est de savoir comment il convient de concilier ce fait, qui s'impose nécessairement, avec les exigences non moins impérieuses de la défense nationale, pour la grandeur de la patrie.

Nous ne pouvons mieux faire que de donner ci-après le contenu de la table de l'ouvrage, pour montrer son puissant intérêt :

I. *L'Ecole et le Patriotisme*. — A. CROSET, l'Idée de Patrie. — F. RAUH, le Patriotisme à l'Ecole primaire. — G. LANSON, le Lycée et l'Education militaire. — C. BOUGLÉ, les Universités et l'Armée.

II. *L'Armée et la Nation*. — E. BOUTROUX, Démocratie et Armée. — Capitaine BOURGUET, la Préparation au Devoir militaire. — Capitaine POTEZ, la Préparation à la Guerre avant et après le Service militaire. — E. BOURGEOIS, l'Education morale dans l'Armée. — G. DEMENY, l'Education physique.

III. *Questions diverses*. — Général BAZAINE-HAYTER, l'Armée-Ecole et la Démocratie française. — L. PINEAU, l'Education sociale et les Hautes Ecoles du peuple dans les Pays Scandinaves.

Le gérant : E. FROMANTIN.

POITIERS. — SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE

REVUE HEBDOMADAIRE
DES
COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

**Formation et développement de l'esprit
philosophique au XVIII^e siècle.**

Cours de M. GUSTAVE LANSON,

Professeur à l'Université de Paris.

**Les premiers réformateurs : Boisguilbert, Boulainvilliers,
Fougerolle, Vauban, etc.**

La demi-douzaine d'hommes de bien dont je vous parlais dans ma dernière leçon, et qui, durant les dernières années du règne de Louis XIV, proposaient des plans de réformes politiques et sociales, ont commencé par manifester un vif désir de gouvernement pacifique ; ils s'accordaient aussi à condamner le gouvernement despotique. Ces deux sentiments ne sont pas fondés sur un vague humanitarisme ou sur une vue abstraite, spéculative, du meilleur régime politique. Les guerres successives de Louis XIV avaient ruiné le despotisme, en permettant aux agents du gouvernement de pressurer le peuple, pour fournir au roi les moyens de soutenir ces entreprises de conquêtes. C'est le spectacle des misères ainsi provoquées qui a excité des gens comme Fénelon, Vauban, Boisguilbert, Boulainvilliers, l'abbé de Saint-Pierre, contre la guerre et le despotisme. Leurs écrits sont pleins, non pas de plaintes, de doléances, — ce n'est pas leur manière, et cette sensiblerie n'apparaîtra que plus tard, — mais de constatations de la misère du peuple, faites avec une émotion contenue. Boulain-

villiers, insistant sur la nécessité des Etats généraux, leur donne comme raison d'être qu'il faut ranimer l'idée du bien public : « Dans le fait, on estime que, de manière ou d'autre, le plus certain de tous les moyens sera celui d'une assemblée d'Etats généraux, seul capable de ranimer l'idée du bien public (1). »

Vauban, si respectueux, si bon sujet qu'il ait voulu être, emploie cependant des expressions très fortes : « Si, de l'heure que j'écris ceci, il plaisait à Sa Majesté d'envoyer nombre de gens de bien affidés dans les provinces pour en faire une visite exacte jusque aux coins les plus reculés et les moins fréquentés, avec ordre de lui en rendre compte sans déguisement, Sa Majesté serait très surprise d'apprendre que, hors le fer et le feu, qui, Dieu merci, n'ont point encore été employés aux contraintes de ses peuples, il n'y a rien qu'on ne mette en usage et que tous les pays qui composent ce royaume sont universellement ruinés (2). »

Pour Vauban, les traitants et les sous-traitants sont des « sangsues d'Etat, dont le nombre serait suffisant pour remplir les galères (3) ». Dans la préface de cette même *Dîme royale*, il insiste sur les raisons de la misère du peuple, sur le respect qu'on lui doit, car il est la classe la plus utile :

« Je me sens encore obligé d'honneur et de conscience de représenter à Sa Majesté qu'il m'a paru que, de tout temps, on n'avait pas eu assez d'égard en France pour le menu peuple, et qu'on en avait fait trop peu de cas ; aussi c'est la partie la plus ruinée et la plus misérable du royaume ; c'est elle, cependant, qui est la plus considérable par son nombre et par les services réels et effectifs qu'elle lui rend (4). »

Puis, après une page atteignant à l'éloquence, il continue : « Voilà en quoi consiste cette partie du peuple si utile et si méprisée, qui a tant souffert et qui souffre tant de l'heure que j'écris ceci. »

Voltaire écrit dans ses *Lettres anglaises* (c'est un passage où le rapprochement entre la France et l'Angleterre est, comme presque toujours, sous-entendu) :

« Tandis que les barons, les évêques, les papes, déchiraient tous ainsi l'Angleterre, où tous voulaient commander, le peuple, la plus nombreuse, la plus utile et même la plus vertueuse partie

(1) *Etat de la France*, t. III, p. 504.

(2) *Dîme royale*, II^e partie, ch. v, p. 130 de l'éd. publiée chez Guillaumin, par G. Michel, s. l. n. d. (1888).

(3) *Ibid.*, p. 197.

(4) *Ibid.*, p. 15.

des hommes, composée de ceux qui étudient les lois et les sciences, des négociants, des artisans, des laboureurs enfin, qui exercent la première et la plus méprisée des professions ; le peuple, dis-je, était regardé par eux comme des animaux au-dessous de l'homme (1). »

C'est le même sentiment, le même état réel qui a produit les mêmes expressions.

Le peuple est misérable, ruiné, surtout à cause du régime fiscal que les besoins d'argent de Louis XIV ont établi ou alourdi. On dénonce l'injustice de ce régime. Boisguilbert déclare qu'« on a surpris MM. les ministres, en obtenant des édits également dommageables au roi et au peuple (2) ». Et il explique pourquoi : « La consommation a cessé, écrit-il, parce qu'elle est devenue absolument défendue et absolument impossible. Elle est défendue par l'incertitude de la taille, qui, étant entièrement arbitraire, n'a point de tarif plus certain que d'être payée plus haut ; plus on est pauvre, et plus on fait valoir des fonds appartenant à des personnes indéfendues ; et, plus bas, plus on est riche, et plus on a de recettes considérables, qui portent avec elles le pouvoir de faire payer sa taille aux malheureux (3) ». Ainsi, les riches déchargent sur les pauvres de ce qu'ils devraient payer. Au chapitre suivant, il fait un tableau pitoyable de la façon dont les impôts sont répartis et perçus. Voyez aussi les chapitres xi à xiv, consacrés aux aides, et xv à xvii, consacrés aux douanes. Il veut établir un principe de justice, qui est « que les riches payent comme riches, et les pauvres comme pauvres (4) ».

Fougerolle s'exprime avec énergie, presque avec violence :

« L'imposition arbitraire de la taille cause des maux infinis. La taille réelle en cause véritablement beaucoup ; mais ils sont moindres sans comparaison et, par conséquent, plus supportables : ce qui fait qu'en comparant les effets de l'une et de l'autre, on désire généralement que le ministre se détermine à établir partout une taille qui fût réglée sur la proportion de la valeur des fonds, et non sur l'opinion des facultés du contribuable. Jamais il n'y a eu d'Etat où l'on n'ait envisagé l'égalité dans la distribution des impôts ; et il n'est aucun exemple de gouvernement qui ait établi le pouvoir arbitraire jusqu'au point de réduire tous les peuples qui lui sont soumis à la condition d'une ville em-

(1) 9^e lettre.

(2) *Détail de la France*, I^{re} partie, chap. III, p. 169 du t. I de la Collection des Economistes, chez Guillaumin, 1851.

(3) *Ibid.*, II^e partie, chap. II, p. 172.

(4) P. 209.

portée de force, en laquelle le vainqueur exige de chaque citoyen ce qui lui plaît (1). »

Il faut par égalité entendre une juste proportion : que les impôts soient proportionnés aux facultés de chacun. Les moyens proposés sont différents ; mais ils sont tous inspirés de ce même principe. Quand Boisguilbert demande qu'on répartisse la taille équitablement, il entend par là une proportion : il veut qu'on remplace les douanes et les aides par une capitation d'un douzième. Vauban supprime les impôts existants et les remplace par sa dîme royale, qui sera payée par tous, sans exception pour la noblesse ni le clergé ; il la fixe à un quinzième du revenu, que le paysan pourra payer en nature. Il explique son principe dans la préface : « Ces moyens (de remédier à l'état de choses existant) sont tout trouvés : ce sera la « dîme royale », si le roi l'a pour agréable, prise proportionnellement sur tout ce qui porte revenu (2). » Il essaie de se retrancher derrière les autorités : il recourt à la plus haute, l'Écriture sainte : « Le système n'est pas nouveau : il y a plus de trois mille ans que l'Écriture sainte en a parlé, et l'histoire profane nous apprend que les plus grands Etats s'en sont heureusement servis. » — Boulainvilliers veut amoindrir l'impôt odieux de la gabelle, remplacer les aides par un impôt sur les cabarets, établir une taille proportionnelle, dont la répartition sera réglée par les Etats généraux, avec une proportion exacte selon les facultés de chacun. L'abbé de Saint-Pierre viendra déposer en faveur de la taille proportionnelle.

Il ne suffit pas d'établir un concours équitable des citoyens aux charges publiques ; il faut leur permettre d'arriver à une aisance suffisante pour prendre part à ces charges, favoriser la production des richesses. Il se produit un vif mouvement en faveur du commerce et de l'industrie. Dès la fin du xvii^e siècle, on proteste contre l'injuste mépris où ils sont tenus par l'orgueil de caste du clergé et de la noblesse.

En 1675, Savary publie le *Parfait Négociant*, qui aura au moins douze éditions jusqu'en 1800, et sera le manuel du commerçant au xviii^e siècle. C'est un premier essai pour introduire dans le commerce de l'art au lieu de la routine. Le premier livre est consacré à montrer l'importance du commerce pour la prospérité des états. Mais ce n'est pas un ouvrage d'un intérêt général ; il ne sort pas de la classe des commerçants, n'agit pas sur l'opinion publique.

(1) Extrait d'un Mémoire de M. de Fougérolle présenté en 1711, inséré au tome III de l'*Etat de la France*, p. 570.

(2) P. 8.

Voyez, à ce sujet, le huitième volume de l'*Histoire de France*, publiée sous la direction de M. Lavissee, pp. 216 sqq. Les députés au Conseil du commerce insistent sur la nécessité de donner à cette profession la part à laquelle elle a droit dans l'estime publique :

« Il suffit, dit le député de Dunkerque, d'être négociant pour être regardé avec mépris. Les commis des fermiers abusent de leur autorité, et les gens de justice revêtus d'une charge de 8.000 livres traitent le négociant avec tant de mépris que, pour s'en mettre à l'abri, il quitte son commerce pour se retirer à la campagne, ou achète une charge pour lui-même pour sortir de cet esclavage (1). »

Ainsi les députés du commerce se plaignent de la désertion des professions productives. Aussi nos réformateurs insistent-ils sur la nécessité de donner au commerce le rang auquel il a droit dans l'estime publique.

Boulainvilliers remarque que la pratique commune pour s'enrichir, c'est la voie financière, déshonnête de la part de ceux qui l'emploient, désastreuse pour le public. « On ne peut, dit-il, acquérir de richesses légitimes que par les arts, l'agriculture et le commerce (2). » Il lie le commerce à la prospérité de l'Etat : « Plus le commerce fleurit, plus un Etat est riche, puissant et invincible ; et, au contraire, plus les financiers y prennent d'empire, plus l'usure s'y introduit, et plus cet Etat est près de sa décadence (3). »

Comment faire fleurir le commerce ? La pratique de Colbert, le protectionnisme, a produit de désastreux effets. On est en pleine réaction contre le colbertisme. Dans les pages que je vous ai indiquées de l'*Histoire* de M. Lavissee, on trouve à ce sujet des plaintes des députés du commerce. Les députés de Bordeaux, de Bayonne, de La Rochelle, de Dunkerque, condamnent ce régime. Le député de Nantes élève la voix en faveur du libre commerce des vins :

« On doit la regarder (la vigne) comme la mère nourricière du royaume. Elle fait le principal revenu des provinces de Guyenne, Languedoc, Provence, Bourgogne, Champagne, Anjou, Poitou, d'une partie de la Bretagne, de la Saintonge, de l'Auvergne, du Roussillon, du pays d'Aunis et de tout le pays de la Loire. Il n'y a que l'étranger qui puisse décharger le royaume de l'excédent de ces denrées (4). »

(1) P. 126.

(2) Mémoires, t. III, p. 505.

(3) *Ibid.*

(4) *Histoire de France*, publiée sous la direction de M. Lavissee, p. 217.

« Il faut revenir, dit le député de Languedoc, de la maxime de M. de Colbert, qui prétendait que la France pouvait se passer de tout le monde et qui voulait encore obliger les étrangers de recourir à nous. C'était aller contre la nature (1). »

Nos réformateurs abondent, pour la plupart, dans ce sens. Dans l'*Extrait du Mémoire de la Province d'Auvergne* dressé par le Fevre d'Ormesson, Boulainvilliers écrit : « Il (l'auteur de ce mémoire) ne s'aperçoit pas que la liberté est l'âme du commerce et que les étrangers ne prendront jamais nos marchandises, ou du moins qu'ils s'efforceront toujours de s'en passer, quand nous ferons le semblable des leurs (2). »

Mais il faut beaucoup de mal pour se défaire des habitudes établies par Colbert. On a beau dire que la liberté est l'âme du commerce, qu'il faut laisser faire la nature ; malgré tout, on reste attaché à l'idée protectionniste. Boulainvilliers forme le projet d'une Compagnie générale de commerce, qui « puisse réunir dans un même esprit tous les négociants du Royaume (3). »

Fougerolle rêvait un régime mixte entre la liberté et la protection. Il voulait qu'on ne créât ni privilèges ni compagnies, sauf quand les affaires ne prospéraient pas, et toujours à temps.

Mais, si l'on hésite sur le régime à suivre pour encourager le commerce, tous sont d'accord pour reconnaître la dignité du commerce, son importance primordiale dans l'Etat : ils en tirent une conséquence en émettant le vœu que la noblesse puisse faire du commerce sans déroger. De même, pour favoriser le commerce, le rendre plus actif, et pour développer l'industrie, sans laquelle le commerce lui-même ne serait pas une source de prospérité suffisante, on commence à voir qu'il serait utile d'encourager les dépenses des particuliers, le mouvement de l'argent, le luxe. — Vous vous rappelez le chapitre de La Bruyère où il déplore les dépenses que les bourgeois consacrent au luxe ; nos réformateurs commencent à remarquer que ce luxe a du bon, qu'il fait aller les affaires :

« L'on convient que la richesse d'un Etat consiste dans l'or et l'argent qui s'y trouvent ; mais cette richesse devient inutile, si elle n'est en mouvement. Comparable aux eaux qui fertilisent les prairies, il faut qu'elle se répande, sinon en pareille quantité partout, du moins à certaine suffisance. Ainsi il n'est pas vrai de dire qu'il est indifférent en quelles bourses se trouvent l'or et

(1) *Histoire de France*, publiée sous la direction de M. Lavissee, p. 217.

(2) *Etat de la France*, t. II, p. 267.

(3) *Ibid.*, t. III, p. 506.

l'argent du royaume ; car, s'il n'est pas à propos que tous en possèdent égale quantité, il faut du moins prévenir la langueur et l'inaction de celui qui manque, lequel, ne pouvant s'aider d'aucune façon, devient à charge à lui-même et inutile à l'Etat. Ainsi rien n'est si important que d'empêcher l'accumulation des richesses dans les coffres des financiers (1). »

Cette idée jouera un rôle important dans les doctrines de Voltaire. Fougerolle faisait une réserve sur les limites de l'utilité du luxe. Pour lui, ce n'est pas un remède suffisant contre les financiers : ils ne rendent gorge ainsi qu'en apparence :

« Il est vrai que la cupidité fait souvent l'effet que la charité devrait opérer. Le luxe et la dépense de plusieurs de ces riches financiers renvoyant aux peuples une partie de ce qu'ils en ont tiré, le mal est que c'est toujours fait sans rapport aux lieux où ils ont commis ces désordres, celui qui a pillé et désolé une province à l'extrémité du royaume faisant cette dépense à Paris (2). »

La province, elle, reste ruinée. — Les réformateurs conçoivent aussi comme moyen nécessaire l'amélioration du service national des ponts et chaussées, de tous les moyens de communication :

« Le moyen le plus assuré de faire fleurir le commerce et les arts, — après néanmoins la réparation de la misère générale, sans quoi il n'y a rien à espérer, puisque, comme l'auteur le dit fort bien, l'aise et la commodité sont le père et mère des arts —, le plus digne objet de l'attention d'un grand prince est l'entretien des chemins, des ponts et autres ouvrages publics (3).

« *Le plus digne objet de l'attention d'un grand prince* », c'est-à-dire que la grandeur du prince n'est plus dans les dépenses militaires, les conquêtes, les bâtiments fastueux, mais dans les dépenses qui favorisent l'activité économique ; c'est le même esprit qui animera le *Siècle de Louis XIV* de Voltaire et les lettres qu'il écrira au moment où il le composera.

On s'est préoccupé de l'injustice de la répartition des charges publiques, indigné de voir la noblesse échapper à l'impôt, irrité contre les financiers ; mais la plainte peut-être la plus universelle est celle qui s'élève contre le clergé. De plus en plus, il apparaît comme un parasite qui ne contribue pas aux charges publiques, tire à lui, par sa cupidité, la substance du peuple. « Trop pauvre curé, trop riche évêque (4) », écrit Fougerolle. La partie du clergé

(1) *Etat de la France*, t. III, p. 568 (Mémoire de M. de Fougerolle).

(2) *Ibid.* pp. 568-569.

(3) *Ibid.*, t. II, p. 239.

(4) *Ibid.*, t. III, p. 566.

dont la richesse est pour tous un motif de scandale, c'est le clergé régulier, les ordres monastiques. Fougerolle, dès cette année de 1711 où il écrit son *Mémoire*, trouve déjà des accents à la Voltaire :

« De ce grand nombre de prêtres de monastères, qui remplissent les villes, presque rien ne se répand à la campagne. On n'y entend parler d'eux, quoiqu'elle les nourrisse, qu'à l'occasion des procès qu'ils y suscitent, et rarement pour l'édification et la charité, puisque l'on ne saurait compter combien il meurt de pauvres paysans à la porte des plus riches bénéficiers, sans secours spirituel ni temporel, faute d'une faible nourriture, ou du plus simple remède (1). »

Non seulement des laïques, comme Fougerolle et Saint-Simon, mais les ecclésiastiques les plus pieux s'accordent à désirer la diminution des ordres monastiques : Fénelon et Fleury, par exemple. Fénelon n'en voudrait conserver qu'un petit nombre, et les réduire à une stricte observance des règles, ce qui rendrait la profession moins tentante. L'abbé de Saint-Pierre ira jusqu'à mettre en question le célibat des prêtres. — On voit donc la nécessité pour le clergé de se réformer, non que l'on soit déjà philosophe, mais en considération des richesses trop grandes du clergé, du fait qu'il ne contribue pas aux charges publiques, se dérobe à ses devoirs envers l'État.

Vous voyez comment ces idées se relient à celles de Colbert et des intendants, dont je vous ai parlé l'an dernier. Ce que Colbert et ses intendants avaient essayé, et regretté de ne pouvoir faire, reparaît ici en plans de réforme, modifié et accru avec l'état plus grave du royaume, le despotisme plus grand de Louis XIV, l'indignation que l'on éprouve à voir que le gouvernement n'arrive pas à faire ce qui serait nécessaire.

D'autre part, ces réformes, ce sont les principaux points sur lesquels les philosophes élèveront aussi la voix. Entre Colbert et Voltaire, les Fénelon, les Vauban, les Boisguilbert, les Boulainvilliers forment la chaîne. — Pour bien voir le rapport qui les unit au XVIII^e siècle, dont ils se séparent à tant d'égards, il faut considérer que chez eux les idées philosophiques, les maximes générales, commencent à apparaître. En énumérant les réformes, ils les attachent à certaines maximes générales, leurs sentiments de patriotisme, de pitié, d'humanité, leur font trouver des principes rationnels autorisant les réformes qu'ils réclament. Voyez les manuels de gouvernement et de politique : jusque-là ils se

(1) *Etat de la France*, t. III, pp. 566-567.

préoccupaient surtout de politique étrangère ; on y développait l'art de se défendre contre ses voisins, d'agrandir son royaume. Si l'on avait songé au gouvernement intérieur, c'était surtout pour servir à la *Direction de la conscience des rois*. Ce titre d'un ouvrage de Fénelon pourrait être donné à beaucoup d'autres. Maintenant on fait un pas de plus : on ne s'adresse plus seulement au prince ; en faisant imprimer des livres, on s'adresse aussi au public. — Les maximes développées sont des maximes de raison universelle, par exemple, cette maxime de Boulainvilliers : « Nul gouvernement ne peut être longtemps heureux, s'il est mené sans règle et sans théorie, au hazard des événements (1) ». C'est l'idée d'une politique rationnelle, d'une science de l'administration, que nous retrouverons dans le Mémoire de Fougerolle, l'idée d'une politique qui tiendra compte des faits. Fougerolle est un réaliste : pour lui, la raison consiste à regarder les faits et à prendre les mesures qu'ils réclament : « La corruption des peuples et l'inattention du roi viennent tous deux du même principe, savoir le mauvais usage de la raison (2) ». — Vauban écrit, dans sa *Dîme Royale* : « Bien que l'utilité de ce système se puisse prouver aussi démonstrativement qu'une proposition de géométrie (3)... » Les maximes de gouvernement sont donc des objets de raison, de science, non de routine et de caprice. — On émet alors un certain nombre de maximes, dont la raison et la justesse en font les premiers axiomes de la politique. Ainsi Boulainvilliers écrit :

« Les hommes veulent être commandés ; mais ils veulent trouver leur bien sous l'autorité qui les domine » (4). Aujourd'hui, c'est une vérité de la Palisse : alors le gouvernement de Louis XIV en faisait une vérité neuve. C'est une maxime à la fois idéaliste et réaliste ; idéaliste, en ce qu'elle pose qu'il est équitable que le roi se propose pour but le bien de ses sujets, réaliste en ce qu'elle avertit le gouvernement du péril : quand on viole cette maxime, la culbute est au bout. — Vauban aura de même des maximes générales : il place des « maximes fondamentales » au début de sa *Dîme royale*. Après avoir rétabli l'obligation, pour tous les sujets, de contribuer aux besoins de l'Etat, il ajoute : « De cette nécessité, il résulte :

« Premièrement, une obligation naturelle aux sujets de toutes conditions, de contribuer à proportion de leur revenu ou de leur

(1) *Etat de la France*, t. III, p. 502.

(2) *Ibid.* p. 566.

(3) P. 109.

(4) *Etat de la France*, t. III, p. 502.

industrie, sans qu'aucun d'eux s'en puisse raisonnablement dispenser ;

« Deuxièmement, qu'il suffit, pour autoriser ce droit, d'être sujet de l'Etat ;

« Troisièmement, que tout privilège qui tend à l'exemption de contribution, est injuste et abusif, et ne peut ni ne doit prévaloir au préjudice du public (1). »

Vauban énonce aussi le principe de la liberté de conscience. Ce n'est cependant pas un philosophe comme Bayle ; mais voici comment il est arrivé à des conclusions philosophiques : on le voit dans le *Mémoire à M^{me} de Maintenon sur les mauvais effets de la révocation de l'Edit de Nantes*. Il énumère les mauvais effets qu'il a remarqués : émigrations, pertes subies par le commerce et l'industrie, diminution des effectifs de l'armée et de la marine, etc... Il se demande alors sur quoi est fondée cette révocation, si désastreuse par ses conséquences, et il s'aperçoit que c'est sur une erreur : que les rois ont tort de croire qu'ils ont le droit d'imposer leurs opinions.

(1) P. 20.

La vie et les œuvres de Sénèque

Cours de M. JULES MARTHA,

Professeur à l'Université de Paris.

Le traité « de la Retraite du sage ».

Nous avons déjà étudié un certain nombre de traités de morale de Sénèque ; je ne dirai pas que nous les avons analysés, car leur disposition même est rebelle à ce procédé. En effet, les ouvrages de Sénèque, avec leur agréable variété, sont une poussière, poussière brillante certes, mais poussière impossible à condenser. Nous avons donc substitué à l'analyse suivie des ouvrages moraux de Sénèque un aperçu aussi précis que possible des principales questions qui y sont traitées et des idées capitales qui forment la trame du développement. Ce que j'ai fait déjà pour le traité de la Colère, le traité de la Brièveté de la vie, le traité de la Tranquillité de l'âme, le traité de la Constance du sage et le traité de la Vie heureuse, je veux le reprendre pour un opuscule très court, intitulé *de Otio*, c'est-à-dire sur le loisir, ou plus exactement sur la retraite. *Otium* est, en effet, le contraire de *negotium*, mot qui désigne les occupations de tout genre, les affaires domestiques et en particulier la vie publique.

Cet ouvrage est souvent donné comme étant dédié à Serenus, à qui Sénèque avait adressé déjà, nous l'avons vu, le *de Tranquillitate animi* et le *de Constantia sapientis*. Il y a là une petite inexactitude ; on n'est pas absolument certain, en effet, que le *de Otio* ait été réellement composé pour l'ami de Sénèque ; il n'y a là qu'une présomption. Dans le meilleur manuscrit, on a effacé le nom de Serenus. D'autre part, l'ouvrage tel que nous le possédons ne contient pas de vocatif. On ne sait pas davantage à quelle époque il fut composé ; car on n'y trouve aucune indication chronologique. On a pensé, avec assez de vraisemblance, que, comme il y est question de la retraite, le traité doit être postérieur à la date où Sénèque quitta la cour de Néron ; mais c'est une simple hypothèse. Ce qui augmente l'incertitude, c'est que le *de Otio* est gravement mutilé : il manque tout le commencement et toute la fin ; seules nous sont parvenues sept ou huit pages. Mais nous savons que Sénèque a souvent repris les mêmes idées. Beaucoup d'idées qui se trouvaient développées dans le traité de la Retraite sont traitées certainement dans d'autres ouvrages

de Sénèque. C'est pourquoi, tout en nous en tenant aux quelques pages qui nous ont été conservées, nous pourrions les éclairer et les compléter en prenant dans d'autres passages les idées de Sénèque qui se rapportent à ce même sujet de la retraite.

Sur le début du traité, il n'y a aucun doute. Dès la première page, on trouve cette phrase : « A défaut de tout autre moyen de salut, la retraite sera donc profitable par elle-même ». Cela indique que, dans les chapitres qui précédaient, Sénèque, avec sa fécondité habituelle d'arguments, faisait un plaidoyer en faveur de la retraite. Nous pouvons essayer de reconstituer ce plaidoyer avec des idées empruntées à Sénèque lui-même, notamment à l'aide des *Lettres à Lucilius*, qui renferment des passages, d'ailleurs assez peu nombreux, sur la retraite. Nous pourrions ainsi arriver avec quelque vraisemblance à déterminer quel était à peu près le contenu des pages que nous avons perdues.

Pour bien comprendre ce plaidoyer de Sénèque en faveur de la retraite, il faut se rappeler certaines idées souvent exprimées par le philosophe : la condition du bonheur, c'est la vertu et la pratique de la philosophie ; Seule, la philosophie donne à l'âme cette assiette sans laquelle il n'y a pas de bonheur possible : elle dégage le sage des passions, elle le délivre des faux biens dus à la fortune, tels que les honneurs, la santé, la gloire, la richesse. Si on se détache de ces choses éphémères et périssables, on a une âme ferme, constante, capable de résister courageusement aux assauts du malheur et à ceux, plus redoutables encore, de la prospérité ; le sage n'a peur ni du mépris, ni de la pauvreté, ni de la mort. Alors, affranchi de toute crainte et de tout désir, il est en possession du bonheur.

Comment arrive-t-on à cette philosophie ? Par un traitement moral approprié. Nous avons déjà eu souvent l'occasion de parler de cette comparaison chère à Sénèque : la vertu est un traitement avec un régime, le sage est le médecin de l'âme. Pour suivre le régime qui conduit à la philosophie et au bonheur, il y a une condition indispensable, c'est la solitude, la retraite. Sans cela, il est impossible de s'habituer à la sagesse ; pour suivre l'entraînement spécial qui conduit à la philosophie, il faut s'écarter de la foule, il faut se replier sur soi-même. On doit le faire sans apparat, sans vaine ostentation ; mais on doit fuir la foule. Quelles sont les raisons qui justifient cette retraite ? C'est qu'il y a incompatibilité entre la foule et la sagesse ; ce sont deux éléments d'essence contradictoire. La foule est légère et inconstante ; elle change d'idées par caprice ; elle est inconstante jusque dans ses plaisirs et dans ses vices. Sénèque fait le portrait de ces hommes qui n'ont même

pas de continuité dans leurs vices. Qu'est-ce, au contraire, que la sagesse, la vertu ? C'est précisément cette fermeté, cette constance, cette solidité, cette assiette, qui font que l'âme reste toujours à l'endroit où elle a, une fois, décidé de rester. « Qu'est-ce que la sagesse ? écrit Sénèque dans la *Lettre XX à Lucilius*. — Elle consiste à toujours vouloir la même chose et à toujours ne pas vouloir la même chose. » La sagesse est donc quelque chose de fixe et d'immobile, tandis que la foule est quelque chose de léger, quelque chose d'inconsistant, quelque chose de vacillant. Il est donc impossible de mettre ensemble la foule et la sagesse.

Elles sont encore incompatibles pour une autre raison : la foule ne raisonne pas, elle se laisse entraîner par le caprice, par l'imitation, le préjugé. Elle suit dans son aveuglement le chemin où elle voit s'engager le plus de gens, sans se préoccuper de savoir si ce chemin est le bon. La foule voit des traces de pas sur une route, cela lui suffit ; elle s'y engage comme un troupeau stupide. Le sage au contraire réfléchit ; il ne se dit pas que le chemin le plus fréquenté est le meilleur. Au contraire, il sait que le plus désert a bien des chances d'être le bon.

Enfin il y a une dernière raison plus grave encore : la foule est esclave de préjugés. Elle attache une grande importance aux biens qui ne dépendent pas de nous ; elle croit que ce sont eux qui font le bonheur, et elle se trouve malheureuse quand ces biens viennent à lui échapper. Elle ne songe pas, un instant, qu'il est stupide de s'attacher ainsi à des avantages qui ne dépendent pas de nous et qui peuvent, à chaque moment, nous être ravis par cette même fortune qui nous les a donnés. Elle les regarde comme des choses extrêmement précieuses et s'y attache avec aveuglement. En même temps qu'elle estime et recherche de faux biens, la foule a peur de maux qui n'en sont pas, la pauvreté, le mépris, l'esclavage, la mort. Ajoutez à cela qu'elle méprise les philosophes et la philosophie, et qu'elle dit volontiers : « La vertu, la philosophie, la justice, c'est un cliquetis de mots vides de sens ; il n'y a de bonheur que de bien vivre : manger, boire, jouir de son bien, voilà qui s'appelle vivre et se souvenir de sa condition d'être mortel (*Lettres à Lucilius*, CXXIII). — *Virtus et philosophia et justitia verborum inanum crepitus est : una felicitas est bene vitae facere : esse, bibere, frui patrimonio, hoc est vivere, hoc est se mortalem esse meminisse.* » Cela n'est pas précisément le point de vue de la philosophie. Le sage est détaché des préjugés et des biens qui plaisent au populaire, attaché au contraire à ce que celui-ci regarde comme des mots vides de sens. Il y a donc incompatibilité entre la foule et le philosophe.

Voilà pourquoi Sénèque répète sur tous les tons à Lucilius : laisse les affaires, les choses du monde qui gaspillent un temps précieux, rentre en toi-même, fuis la foule. La foule est si mauvaise que non seulement elle empêche l'apprenti philosophe de suivre le régime qui doit le conduire à la vertu, mais encore elle est périlleuse pour ceux-là même qui sont déjà en possession de la sagesse. Ainsi Sénèque lui-même, habitué au régime qu'il suit déjà depuis de longues années, familier avec la philosophie et l'application de ses préceptes, avoue néanmoins à Lucilius (*lettre VII*) que le contact de la foule agit sur lui de la façon la plus fâcheuse, et qu'il ne peut aller dans la société des hommes sans compromettre sa sagesse. Chaque fois que je vais dans le monde, écrit-il, jamais je ne rentre chez moi tel que j'en étais sorti ; toujours quelqu'un des désirs que j'avais soumis s'est révolté, quelque'une des passions que j'avais bannies est revenue. Il en est de même pour un malade qui vient à sortir après une longue indisposition et retombe dans sa maladie. Je reviens plus avide, plus ambitieux, plus débauché, même plus cruel et plus inhumain, pour avoir été parmi les hommes. Sénèque, dans ce même passage, s'élève surtout contre les jeux et les combats de gladiateurs, qui endurcissent l'âme par le spectacle de la douleur et de la mort.

Des idées analogues devaient être développées au début du *de Otio* ; car la première phrase que nous avons conservée fait précisément allusion, comme la *Lettre VII*, aux jeux du cirque : « Les cirques, dit Sénèque, sont une école de vices. » Ce détail montre nettement qu'on peut reconstituer la suite des idées du traité de la Retraite, à l'aide de passages d'autres œuvres consacrés au même sujet.

Le début du traité prêchait donc la retraite. Ensuite Sénèque aborde une question particulièrement délicate et controversée : dans quelle mesure la retraite complète est-elle permise ? Dans quelle mesure le sage a-t-il le droit de se tenir à l'écart de la vie en société, c'est-à-dire en somme de la vie publique et des affaires politiques ? L'abstention civique, l'abstention politique est-elle permise au philosophe ? Si le philosophe prend part aux affaires de l'État, il se trouvera en contact avec cette foule envieuse, aveugle, méchante, dépravée, dont la fréquentation est si pernicieuse pour la sagesse. Il sera froissé dans ses sentiments intimes, il sera combattu, contrarié dans ses projets. On ira même jusqu'à le chasser, à le persécuter, à lui verser du poison : l'exemple de Socrate est là pour le prouver. Mais, si le sage ne se préoccupe pas des affaires de l'État, ne se rend-il pas coupable d'une

véritable désertion ? Remplit-il bien la mission que la nature lui a donnée en le mettant au monde ?

La question a été agitée par les Grecs, et les différentes écoles de philosophie se sont appliquées à la résoudre. Les premières écoles ont répondu : oui, le sage doit s'occuper de politique. Les philosophes appartenant à ces écoles ont mis le précepte en pratique. Socrate, par exemple, a fait de la politique ; Platon a fait des utopies politiques dans sa *République* et dans ses *Lois* ; Aristote a fait la philosophie des différentes formes de gouvernement. Au contraire, la plupart des écoles postérieures à Alexandre, alors que le monde grec était soumis à la domination macédonienne, et qu'il n'y avait plus d'intérêts publics locaux, ont prêché l'abstention. L'idéal du sage, disent ces philosophes, c'est le repos, l'absence de passion, de désir, de trouble moral ; or y a-t-il rien de plus troublé que la politique ? Je m'en tiens à Epicure : « Le sage, pose-t-il comme règle, ne s'approchera pas des affaires politiques. » Mais, comme à tous les principes généraux, une correction s'imposait. Epicure en introduit une, qui n'est pas de mince importance : « A moins, ajoute-t-il, que quelque circonstance ne l'y oblige. » Là-dessus surviennent les stoïciens, qui représentent en quelque sorte le milieu entre ces deux tendances opposées de la philosophie. En effet, par certains côtés, ils dérivent de Platon et d'Aristote, et d'autre part ils sont de leur temps. Les stoïciens s'en tirent aussi par une formule : « Le sage fera de la politique, dit Zénon, à moins qu'il n'en soit empêché. » Par exemple, s'il vit dans une république si corrompue qu'il n'y ait pas place pour un honnête homme, que tous ses efforts soient vains, le sage ne s'épuisera pas en labeurs superflus. Si le gouvernement exige des qualités oratoires et si le sage n'a pas des poumons assez robustes, il s'abstiendra également de prendre part aux affaires.

Cette théorie stoïcienne est exposée dans le *de Otio* : jusqu'au dernier terme de la vie, dit Sénèque, nous entendons que le sage doit être agissant. Mais alors, dira-t-on, cela est contradictoire avec la théorie de la retraite. Sénèque s'en tire par un biais : il dit que la politique est conciliable avec la retraite. Comme il est habile à jongler avec les mots, il arrive à démontrer qu'on peut se mêler à la vie de la cité tout en vivant dans la plus complète retraite.

L'homme est né pour vivre en société : il y a des vertus, comme la justice, l'amitié, la charité, qui ne peuvent trouver à s'exercer si chacun vit isolé et replié sur lui-même. La vie commune est une chose nécessaire et voulue par la nature. Il est donc certain

qu'il faut s'occuper de la société, de la *respublica*, de la cité. C'est ici que la subtilité dialectique intervient dans le raisonnement de Sénèque. Que faut-il entendre par ce mot de cité ? S'agit-il de la petite ou de la grande ? Il y a, en effet, deux cités distinctes : l'une, la petite, est ce coin de terre sur lequel le hasard nous a fait naître ; c'est Carthage, c'est Athènes ou toute autre ville. Cette cité a un espace défini, c'est un point sur la carte de la terre. Mais il y a encore la grande cité, qui n'est pas un simple coin de terre, mais l'univers ; qui ne se borne pas à la terre, mais qui embrasse le monde entier, les astres, les dieux et les hommes. Cela aussi c'est la cité, cela aussi c'est la république. Entre les deux, il est possible de choisir : les uns travaillent pour la petite, les autres pour la grande, certains travaillent à la fois pour la petite et pour la grande. Tous suivent la voie de la nature, agissent en conformité avec les instincts qui nous sont propres.

Cela posé, comment peut-on travailler pour la grande cité ? On peut travailler aux progrès de la collectivité en étudiant les grands problèmes qui se posent aux hommes. Ces problèmes sont de deux sortes : il y a des problèmes moraux et des problèmes physiques. Comme Sénèque a développé en d'autres ouvrages certaines de ces questions, il se borne ici à en énumérer quelques-unes à titre d'exemples. Le sage, dit-il, se posera les questions suivantes : Qu'est-ce que la vertu ? Y en a-t-il une seule ou plusieurs ? Est-ce la nature ou l'art qui fait les gens honnêtes ? La substance qui embrasse la terre et la mer est-elle unique, ou Dieu a-t-il multiplié beaucoup de corps semblables ? La matière est-elle continue et pleine, ou bien admet-elle le vide ? Dieu contemple-t-il son œuvre dans le repos ou agit-il sur elle ? Est-il distinct du monde ou se confond-il avec lui ? Le monde est-il immortel, ou faut-il le ranger au nombre des choses périssables ?

En étudiant ces problèmes moraux et physiques, on travaille pour la collectivité, parce qu'on remplit un devoir, on suit l'instinct humain, on ne vit pas pour soi, on participe à la vie de l'univers. Voilà en quel sens la retraite du sage est conciliable avec la vie de la cité. Il faut prendre le mot de cité au sens de grande cité, c'est-à-dire d'univers.

Cependant une difficulté se présente : est-ce là vraiment de l'action ? Les stoïciens disent qu'il faut agir. Ce que Sénèque recommande ne serait-il pas une douce rêverie, une contemplation agréable pour le philosophe ? En quoi satisfait-il les instincts de l'homme, en quoi travaille-t-il conformément aux intentions de la nature ? Il semble qu'il y ait dans la conduite que Sénèque recommande au sage plus de contemplation que d'action.

Sénèque ne renonce pas à justifier la contemplation. Elle est, dit-il, conforme aux intentions manifestes de la nature. En effet, elle a mis en nous un instinct de curiosité. L'inconnu nous attire, et nous supportons les fatigues des courses les plus longues pour connaître une chose cachée et lointaine. La nature a mis en nous cet instinct, parce qu'elle a conscience de sa beauté et qu'elle a voulu avoir en nous des spectateurs éclairés ; la nature veut être admirée ; elle aurait perdu tout le fruit de son œuvre, si ces merveilles n'étaient pas faites pour être contemplées. Du moment que Dieu ou la nature a fait les astres, les êtres vivants, c'est pour qu'on les observe et qu'on les admire. La nature a mis en nous un besoin de regarder qui répond au besoin qu'elle a d'être admirée. Donc, quand nous contemplons la nature, ce n'est pas une rêverie molle ; nous agissons dans le sens de l'instinct.

En outre, pourquoi le sage étudie-t-il ? C'est pour arriver à la science et à la vertu, c'est pour se faire des idées telles qu'il fasse pour lui et pour les autres une règle de conduite. Quoiqu'il n'ait pas l'air, au moment où il s'occupe des problèmes moraux et physiques, de se soucier de la répercussion que ces questions peuvent avoir sur la vie pratique, il développe en réalité la sagesse non seulement de ses contemporains, mais encore des âges à venir. Il développe la moralité de l'humanité. Dans un passage éloquent, Sénèque expose cette idée : « Dans quel esprit, écrit-il, le sage se retire-t-il dans le repos ? C'est qu'il sait que, seul avec lui-même, il fera des actes utiles à la postérité. Oui, nous sommes d'avis que Zénon et Chrysippe ont fait de plus grandes choses que s'ils avaient conduit des armées, exercé des honneurs et fait des lois. Ils en ont fait non pour une seule cité, mais pour le genre humain tout entier. Qu'est-ce donc qui pourrait rendre indigne d'un homme de bien cette retraite, qui lui sert à donner des lois aux siècles futurs, et à porter la parole non à une poignée d'auditeurs, mais à tous les hommes de toutes les nations, à ceux qui sont et à ceux qui seront ? En somme, je le demande, n'est-ce pas d'après leurs préceptes que vécurent Cléanthe, Chrysippe et Zénon ? Certes, tu répondras qu'ils vécurent comme ils avaient dit qu'il fallait vivre ; et pourtant aucun d'eux n'administra la république. — « Ils n'eurent, dis-tu, ni la fortune ni le rang de ceux qui s'approchent d'ordinaire des affaires publiques ». Néanmoins, ils n'ont pas mené une vie paresseuse ; il ont trouvé le moyen de rendre leur repos plus utile aux hommes que les démarches et la sueur des autres. Aussi n'en ont-ils pas moins passé pour avoir beaucoup fait, bien qu'ils n'eussent rien fait dans la république. » — Ainsi cette retraite que Sénèque recom-

mande au sage n'est pas une nonchalante oisiveté : c'est une action efficace, une action morale à portée lointaine.

La fin du traité sur la Retraite est mutilée ; les derniers chapitres nous manquent entièrement. Mais nous pouvons savoir de quoi il s'agissait. En effet, Sénèque annonce au début de son ouvrage les sujets qu'il se propose de traiter : « Maintenant, dit-il, je te prouverai que je ne déserte pas plus les préceptes des stoïciens qu'eux-mêmes, qui en sont les auteurs, ne les ont désertés ; et pourtant je serais très excusable, si je suivais, non leurs leçons, mais leurs exemples. Je diviserai mon discours en deux parties : je montrerai d'abord qu'on peut, même dans la première jeunesse, se livrer tout entier à la contemplation de la vérité, chercher une règle de conduite, et la pratiquer en restant à l'écart de la société ; ensuite, qu'après avoir fini son temps de service et déjà dans le déclin de l'âge, l'homme est plus que jamais en droit d'agir ainsi, et d'appliquer son âme à des œuvres nouvelles ; semblable à ces vierges consacrées à Vesta, qui, partageant leurs années entre diverses fonctions, apprennent à célébrer les cérémonies, puis enseignent à d'autres ce qu'elles ont appris. »

Ainsi, dans la deuxième partie de son ouvrage, Sénèque montrait que la retraite et la contemplation conviennent surtout à la vieillesse ; cette partie est perdue pour nous. C'était probablement un plaidoyer personnel de Sénèque en sa faveur : il voulait se justifier de son semblant de désertion. En effet, il avait sans doute alors demandé à Néron la permission d'abandonner sa situation et de quitter la cour pour rentrer dans la vie privée. Cette retraite avait dû faire jaser. Sénèque a voulu la couvrir du prétexte de la philosophie.

M. G.

La vie et les œuvres de Molière.

Cours de M. ABEL LEFRANC

Professeur au Collège de France.

« Monsieur de Pourceaugnac »

(Suite)

Je vous demande la permission de revenir pour quelques instants au *Misanthrope*. On s'est demandé quelle était l'origine du nom de Célimène. On a pu la voir dans une comédie de Rotrou, de 1633, et intitulée la *Célimène*, pièce qui fut reprise par Tristan sous le nom d'*Amaryllis*. La pièce est médiocre ; cette pastorale n'est qu'un vulgaire imbroglio. Mais il y a une source beaucoup plus intéressante : comme, ces jours-ci, je travaillais sur des livres du XVII^e siècle, je fis rencontre de l'ouvrage suivant : *Conseils d'Ariste à Célimène sur les moyens de conserver sa réputation*, Paris, Pépuigne, 1666, in-16. L'achevé d'imprimer est du 1^{er} mars 1666. Or le *Misanthrope* est du 4 juin. Il y a donc un rapport évident entre ce petit livre et la grande comédie de Molière.

Cet ouvrage, dont l'auteur est d'Aubignac, est adressé à une jeune fille qui pourrait bien être M^{lle} de Rambouillet ; car sa mère est désignée sous le nom d'Arthénice. Ce n'est pas un livre d'ascétisme ; il n'y faut pas chercher des leçons de vertu chrétienne : on n'y trouve que des leçons de prudence mondaine, des conseils pour rester vertueuse et aimable. C'est un petit traité pratique de la vertu à l'usage des gens du monde.

L'auteur sait que la vertu des femmes ne sauve pas toujours leur réputation, et que cependant leur vertu se passe difficilement de leur réputation ; il en connaît qui ne sont tombées que parce qu'on les croyait déjà déchues, victimes de la calomnie plus que de leurs passions et pour avoir la joie du crime dont elles avaient la honte. Il sait, en outre, que le monde met tous ses soins à perdre les femmes et que, par une cruelle contradiction, il ne leur pardonne pas de s'être laissées perdre ; que l'amour est confusément mêlé aux relations mondaines, qu'il inspire les louanges des hommes, les tient inclinés sous un servage attentif et em-

pressé, et qu'en même temps il soulève autour de leurs idoles toutes sortes de rancunes et de méchants propos. L'amour, voilà l'ennemi qui attend Célimène et contre lequel elle doit se défendre avec énergie, mais avec habileté ; car, enfin, il faut décourager la passion, non la sympathie, se méfier des hommes, non les rebutter. Comment sortir de cette difficulté ?

Il y aurait un moyen : ne pas vivre dans le monde ; mais c'est impossible. Célimène doit « être élevée sur le théâtre du monde », condamnée à recevoir « toute sorte d'hommes, de jeunes coureurs », des « insolents » présomptueux et dangereux.

Le problème ne peut pas être éludé. Comment doit donc se conduire une femme, mondaine par état et par devoir, qui veut être aimable et ne pas faire dire qu'elle aime ou qu'elle est aimée ?

L'auteur entreprend de résoudre cette question dans une série de chapitres très piquants, pleins d'originalité et aussi de finesse. Ainsi, à propos des visites, il conseille de se montrer difficile dans le choix de ses relations, et, une fois qu'on a reconnu sous son masque d'élégance et d'hypocrisie un homme vicieux, de l'éloigner de soi prudemment, mais impitoyablement. Sous aucun prétexte, il ne faut souffrir d'assiduité, même de la part du plus vertueux : « Employez, Célimène, toute l'adresse de votre esprit pour l'éloigner : supposez une affaire précipitée, une visite d'obligation, etc. Il n'importe qu'il découvre après que ces excuses ne sont pas véritables ; pourvu qu'il n'en voie pas d'autre mieux traité que lui, il sera tranquille et ne médiera pas de vous ». D'Aubignac traite aussi des Entretiens malhonnêtes ; il examine comment il faut parler de son mari, comment il faut parler des femmes, des hommes, comment il faut écouter les hommes. Il est d'avis qu'il faut éviter le tête-à-tête, le mot à l'oreille ; il expose la manière dont il faut se gouverner avec ses valets, comment il faut paraître dans les promenades, dans les jeux, dans les festins, quand on reçoit des cadeaux, quand on vous donne des sérénades, quand on reçoit des lettres galantes ou que l'on doit en écrire ; il parle des airs chagrins, des déclarations ; il traite la question de savoir si une femme peut faire une belle amitié avec un homme et même celle de savoir comment il faut se servir du carrosse d'autrui.

Remplacez carrosse par automobile, et vous verrez que ce chapitre est tout entier d'une piquante actualité.

Telle est la substance de ce petit volume, qui fut fort bien accueilli. Cette œuvre « précieuse » eut plusieurs éditions : en 1666, 1667, 1685. Le *Journal des Savants* du 5 avril 1666 en parle fort élogieusement : « Ce petit livre a cela de singulier que, sans

perdre de temps pour traiter les maximes qui sont de la connaissance de tout le monde et qui se trouvent tant de fois rebattues dans les auteurs qui ont écrit de la morale, il s'attache aux particularités qui concernent la conduite d'une jeune femme et règle ses conseils sur les circonstances de la vie commune et sur les actions ordinaires du beau monde. Ces règles sont fondées sur l'honnêteté et sont écrites d'un style agréable. Si les esprits libres se plaignent qu'elles ne tendent qu'à ruiner la galanterie, les sages reconnaissent qu'elles retranchent seulement de la société les choses que la modestie n'y peut souffrir. On ne connaît pas bien encore le nom de l'auteur : mais il est facile de voir que cet ouvrage sort de la main d'un homme qui s'est acquis l'intelligence des bons livres et qui connaît parfaitement la vie de cour.»

Molière a certainement connu ce petit livre et il y a songé pour son héroïne, qui court les dangers que signale d'Aubignac, sans savoir les éviter avec la prudence qu'il conseille. Il y a, vous le voyez donc, beaucoup de découvertes à faire, quand on recherche quelles sont les sources de nos chefs-d'œuvre. J'ajoute qu'ainsi des études récentes sur Lamartine ont montré que son *Raphaël* contenait des éléments réels qui n'avaient presque pas été modifiés.

Revenons maintenant à *M^r de Pourceaugnac*. Nous en avons fait l'histoire et l'analyse. Nous avons conclu en disant que le héros de la pièce était une individualité sans grande portée et non un type général, représentant une classe sociale, une catégorie humaine. Cela est si vrai que nous possédons sur ce même sujet, que Molière n'a pas traité, d'autres comédies antérieures ou postérieures à lui, où, certes, ne se rencontrent pas la marque, la griffe de son génie, mais qui nous donnent une peinture infiniment plus complète, plus exacte et plus variée, de la vie, des habitudes, des manies et du caractère en général des gentilshommes campagnards contemporains du grand comique.

Nous citerons : d'abord, *Le Campagnard* de Gillet de la Tessonnerie, en 1657 ; — *Le Baron de la Crasse*, 1662, en vers ; — en 1665, le Palais-Royal donna la *Réception faite par un gentilhomme de campagne à une compagnie choisie à sa mode qui le vient visiter* (voir Fournel, II, 565-572) ; — en 1670, Montfleury donna *Le Gentilhomme de Beauce*, en vers ; — en 1670, de Visé donna *Le Gentilhomme guespin*, en vers également ; — en 1678, *Les Nobles de Province* de Hauteroche, 5 actes en vers.

Molière lui-même, ne l'oublions pas, nous a présenté Sottenville, M. de Pourceaugnac, la comtesse d'Escarbagnas.

Après lui, le sujet continua d'être exploité : citons Regnard,

Dancourt, Picard, Scribe, Labiche (*La Cagnotte* et *Le Chapeau de paille d'Italie*.)

Mais il n'est point nécessaire d'avoir lu, comme je l'ai fait, toutes ces pièces, ni de connaître à fond la société du xvii^e siècle et surtout celle de la cour vers 1667-1668, par exemple, pour deviner tout ce qui s'amasse chez les courtisans de Louis XIV de dispositions satiriques à l'égard des nobles de campagne, des hobereaux. C'était à la fois contre eux du dédain et de la jalousie, un mécontentement irrité, une hostilité sourde contre ces campagnards qui donnaient le mauvais exemple, qui faisaient preuve d'indépendance en ne venant pas à la cour. Remarquez, d'ailleurs, que nous avons gardé nous-mêmes un peu de cette attitude, dans beaucoup de milieux, à l'égard des provinciaux.

Les plus acharnés détracteurs des hobereaux étaient les marquis, pleins de mépris pour ceux qui ne venaient pas comme eux parader à la cour. Dans *Les Précieuses ridicules*, Mascarille, pour mieux jouer son rôle de marquis, ne manque pas de dire que, « hors de Paris, il n'y a pas de salut pour les honnêtes gens » (sc. X). Ces railleries sont fréquentes dans les satires et les comédies du temps ; elles étaient aisées d'ailleurs.

La situation des nobles de campagne était très difficile, très arriérée. Les moyens de communication manquaient : les voyages étaient longs et compliqués. Aussi les provinces étaient-elles de beaucoup en retard sur la capitale et restaient-elles dans leur isolement peu civilisé. Il y avait ainsi un réel antagonisme entre ces deux classes de nobles : les nobles de campagne et les nobles de la cour. Fournel l'a expliqué en fort bons termes : « Il y avait entre les hobereaux et les nobles de cour une hostilité décidée, reposant sur l'orgueil de leurs prétentions réciproques et sur la prééminence que chaque parti voulait s'attribuer. Le gentilhomme de campagne mettait sa noblesse bien au-dessus de celle du gentilhomme de cour : son manoir, ses terres, le domaine seigneurial qu'il habitait et dont il portait le nom étaient des garanties par eux-mêmes et prouvaient par quartiers ; tandis que l'autre, souvent anobli de la veille, ayant conquis son titre dans les antichambres et sans fief patrimonial, ne pouvait se parer que d'un blason suspect et de fraîche date. » « Ce qui me met hors de moi, dit la comtesse d'Escarbagnas (sc. XI), c'est qu'un gentilhomme de ville de deux jours ou de deux cents ans aura l'effronterie de dire qu'il est aussi bien gentilhomme que feu monsieur mon mari, qui demeurait à la campagne, qui avait meute de chiens courants et qui prenait la qualité de comte dans tous les contrats qu'il passait. »

Les gentilshommes de ville se moquaient continuellement de la grossièreté de manières, de l'esprit épais, du manque de délicatesse, de la rusticité, de la pauvreté, de l'avarice de leurs rivaux de campagne. Il faut reconnaître que c'étaient là des défauts réels chez les hobereaux qui souffraient de l'ennui, à qui l'oisiveté était lourde, surtout à ceux qui ne s'intéressaient pas à la vie des champs. Aussi étaient-ils grands lecteurs de romans : leurs femmes passaient leur temps à ces ouvrages que l'on appelle encore « ouvrages de dames » ; parfois ils cherchaient des distractions moins paisibles dans les querelles, les duels, les procès. Enfin ce vide et cet ennui de leur existence faisaient courir de grands risques au bonheur conjugal ; les plaisanteries sur les mariages des nobles campagnards sont innombrables. Il serait d'un très grand intérêt de décrire leur vie intime, leurs divertissements, leurs habitudes, de voir les misères de leurs ménages et comment souvent ils devenaient ce que Sganarelle ne voulait pas être.

L'*Amant indiscret* de Quinault (1654, IV, 8) nous donne la définition du provincial :

Pour tout dire en un mot, elle est provinciale,
C'est-à-dire grossière, étourdie, inégale,
Qui se laisse duper sans s'en apercevoir,
Qui prend le vrai pour faux et le blanc pour le noir,
Et qui croit raffiner quand elle prend le change.

« Se laisser duper sans s'en apercevoir » ! Voilà le grand mot : c'est ce que toujours on reproche aux Pourceaugnac.

Cette âpreté des comiques à cribler de railleries les nobles campagnards est prouvée par les noms dont ils les affublent. Ce ne sont que MM. de la Cochonnière, de la Garennière, de Chantepie, de Cochonvilain, de Chante-Oye, de Loisonnière, de Bouc-Lourdault, de Bois-Sec, de Moulin-Preux, de Rond-Chemin, de la Casanière, de Bestenville, de Cochonzac, de Branche-Morte. Vous vous expliquez, maintenant, les noms de Sotenville et de Pourceaugnac.

Il n'y a pas que le théâtre où l'on trouve de pareilles satires : les romans en contiennent aussi ; nous nous contenterons de rappeler le roman de *Francion*.

Si nous continuons notre enquête à travers la littérature, le plus ancien document que nous rencontrons date de 1612 : *Pour le ballet des gentilshommes champestres habillez à l'antique*. — En 1624, ce sont les satires de du Lorens. — Dans Courval-Sonnet, dans Garaby de la Luzerne, nous voyons des gentilhommières, des manoirs ruinés, dont les carreaux sont remplacés par des papiers

huilés ou des bouchons de paille. Nous citerons encore le seigneur de la Vesprière, Maucroix, Fléchier dans les *Grands Jours d'Auvergne*. Bussy-Rabutin (sur qui une thèse qui rendra de grands services est en préparation) traduit l'opinion commune, lorsqu'il dit : « Il n'y a pas de salut pour un honnête homme en dehors de la cour et de Versailles. » Nous trouverons encore des documents dans le *Chevroieana*, dans Tallemant, dans le *Menteur* de Corneille, I, 1, dans le *Roman comique* de Scarron, I, 8, II, 17. La lettre de M^{me} de Sévigné à Coulanges sur le mariage de Mademoiselle avec Lauzun contient un passage caractéristique : « Devinez qui ? Je vous le donne en cent. — C'est donc M^{lle} de Retz ? — Point du tout, vous êtes bien provinciale. — Vraiment, nous sommes bien bêtes, dites-vous ». — Le *Théophraste moderne* (1699) est une diatribe continue contre les campagnards. — La Bruyère fournit des témoignages particulièrement importants :

« L'on va quelquefois à la cour pour en revenir et se faire respecter du noble de sa province ou de son diocésain ».

(Chapitre de la Cour.)

« Les provinciaux et les sots sont toujours prêts à se fâcher et à croire qu'on se moque d'eux ou qu'on les méprise : il ne faut jamais hasarder la plaisanterie, même la plus douce et la plus permise, qu'avec des gens polis ou qui ont de l'esprit.

(Chapitre de la Société et de la Conversation.)

« Le noble de province, inutile à sa patrie, à sa famille et à lui-même, souvent sans toit, sans habit et sans aucun mérite, répète dix fois le jour qu'il est gentilhomme, traite les fourrures et les mortiers de bourgeoisie, occupe toute sa vie de ses parchemins et de ses lettres qu'il ne changerait pas contre les masses d'un chancelier.

(Chapitre de l'Homme.)

La Bruyère relève avec une vigueur et une clairvoyance extrêmes quatre griefs principaux, qui, en somme, « parmi tant de fuites accusations, sont formulés d'ordinaire le plus âprement contre les gentilshommes de province, c'est-à-dire : leur indifférence au bien de l'Etat et leur peu de zèle à servir le prince ; leur pauvreté, qu'on leur reproche volontiers comme une honte, car elle n'est, dit-on, la plupart du temps, imputable qu'à leur paresse et à leur négligence ; leur morgue et leurs prétentions, qui vis-à-vis des paysans les transforment en véritables petits tyrans ; leur vie enfin toute de désœuvrement, d'ivrognerie et de débauche ».

Finissons en citant le *Voyage à Falaise* de Lenoble, né à Troyes en 1643.

Il s'agit là d'une grosse question, d'une question sociale. On a exagéré les défauts des campagnards, et il y a de l'injustice dans ce dénigrement systématique que notre littérature a appliqué à tant de choses et que nous appliquons encore tous les jours, ce dénigrement qui consiste à prendre l'exception pour la règle et à transformer un cas isolé en loi générale ; c'est un phénomène de déformation littéraire : *La Terre* de Zola nous en donne un exemple. Les gentilshommes campagnards en ont été victimes ; on a calomnié ces hobereaux dont on définit le caractère par le mot opprobre, — et certes le mot n'est pas trop fort pour marquer le caractère particulier, le caractère moral, que prit bientôt le divorce qui s'opérait dans le sein de l'aristocratie.

Sur cette question, il y a deux thèses différentes : celle de M. Lavisse et celle de M. de Vaissière.

M. Pierre de Vaissière, dans son ouvrage *Gentilshommes campagnards*, est remonté aux origines mêmes de la crise qui a divisé la noblesse française. Pour lui, la première partie du xvi^e siècle est l'âge d'or de la noblesse française ; c'est à la fin du xvi^e siècle que commence à se produire le déracinement de cette noblesse : ce fut un des effets fâcheux de la centralisation à outrance. De même, aujourd'hui, beaucoup de bons esprits ont entrepris la lutte contre le déracinement des paysans. Le résultat fut la division de la noblesse en noblesse de cour et en noblesse de campagne. M. de Vaissière nous montre que cette scission fut aggravée encore par les attaques que le théâtre et la satire prodiguèrent aux hobereaux, par l'injustice de ces railleries qui ridiculisaient leurs réceptions, leurs festins, leur présence à la ville et à la cour, leurs travers aussi, comme leur prétention nobiliaire. La littérature a donc aggravé ce divorce entre les deux noblesses ; nous voyons ici la conséquence sociale d'un phénomène littéraire : les mœurs ont agi sur la littérature et la littérature a agi sur les mœurs.

Mais, si Molière a raillé les gentilshommes provinciaux dans *George Dandin*, M. de Pourceaugnac et la comtesse d'Escarbagnas, il a raillé aussi la noblesse de cour, les marquis. Sa satire s'est donc attaquée à toute la noblesse.

En dépit de ces moqueries, M. de Vaissière nous dépeint les gentilshommes campagnards aux xvii^e et xviii^e siècles, et il pense que la façon dont on les juge encore est injuste, injustes les reproches qu'on leur adresse.

1^o Ce ne furent pas des inutiles ; rien n'est plus facile que de prouver le dévouement de la noblesse campagnarde au roi et à

la monarchie, et les durs sacrifices qu'elle s'imposa pour servir.

2° Sa pauvreté ne peut faire tomber dans le mépris la noblesse rurale. Les causes de cette pauvreté ne furent que le régime général de l'exploitation, la crise de la culture, les impôts et les dîmes, les charges de famille, le droit successoral.

3° Ces seigneurs locaux ne furent pas tous des tyrans, comme on s'en aperçoit en étudiant de près les rapports des seigneurs et des paysans sous l'ancien régime.

4° Ils ne furent pas tous des ivrognes et des débauchés ; rien n'est plus digne que la vie des gentilshommes campagnards de la dernière époque. Le livre se clôt par cette réhabilitation tardive des gentilshommes ruraux à la veille de 1789.

Pour M. Lavis, cette question de la noblesse se rattache aux origines de la Révolution et des changements politiques modernes. Il l'aborde au chapitre III du livre V, tome VII. La noblesse s'est ruinée au service du roi : d'où sa pauvreté presque générale. Les nobles en sont réduits à des artifices pour cacher leurs misères ; et, comme le travail leur est interdit, ils vivent d'expédients. C'est le roi qui est obligé de les nourrir sur le fonds de l'Eglise, et cette coutume a pour conséquence qu'une partie de la noblesse s'éteint dans le célibat d'Eglise. La noblesse est nourrie par la cour : c'est un effet de la centralisation excessive. La cour fut un des lieux les plus brillants du monde, mais aussi un des plus funestes. La noblesse est nourrie par la guerre : c'est pourquoi elle la demande ; les gentilshommes en guettent toutes les occasions. Aussi les guerres furent-elles incessantes et très meurtrières, surtout pour la petite noblesse.

En somme, ce fut une caste laissée sans emploi, et c'est un des malheurs de notre histoire que cette réduction à l'inutilité de la noblesse. La royauté, après qu'elle eut vaincu sa concurrente et qu'elle l'eut dépouillée de l'autorité publique, ne pouvait-elle l'employer au service de l'Etat ? C'est indéniable : la noblesse pouvait être éduquée et employée. Il y eut là une étrange contradiction : le roi gentilhomme qui abaisse la noblesse à n'être plus qu'un cortège et un décor ; une noblesse « bras droit du roi », mais dont le roi se sert le moins qu'il peut ; une noblesse privilégiée, mais inutile, onéreuse, chère à nourrir, condamnée à devenir odieuse de plus en plus.

Je vous parlerai, maintenant, de cette pièce que Gillet de la Tessonnerie composa en 1657 sous ce titre : *Le Campagnard*. « Après *Le Déniaisé*, il fit, nous dit M. Lintilhac, un effort plus grand d'originalité, et, poussant droit à ce comique de sentiment et de mœurs qui avait tant de mal à se dégager de l'amusette tradi-

tionnelle à l'espagnole ou à l'italienne, il écrivit *Le Campagnard*. Aucune pièce antérieure aux *Précieuses Ridicules* n'a aussi délibérément orienté la naissante comédie de mœurs et de caractères vers son double but, ne l'a mieux visé, n'a été plus près de l'atteindre ». Et l'excellent auteur de l'*Histoire générale du théâtre en France* fait tant de cas de cette pièce, qu'il l'étudie immédiatement avant de parler de Molière, comme préparant tout naturellement l'avènement du théâtre du grand comique.

Certes, on peut reprocher à Gillet de manquer parfois de goût : son style est assez souvent faible, l'intrigue traînante, ralentie par des incidents inutiles et des hors-d'œuvre, rappelant celle d'une revue de nos jours. Mais, justement, ces situations, qui se succèdent sans grand apprêt, contribuent à mettre en belle et forte lumière les côtés ridicules du gentilhomme campagnard. Dans cette série de tableaux, les ridicules du personnage apparaissent merveilleusement en saillie : ce sont ces ridicules qui amènent les péripéties naturellement ; il n'y a pas de placage comme dans Molière. Le campagnard vit et déploie son caractère ; le comique jaillit de deux contrastes, « dont l'un est entre les prétentions du hobereau et la médiocrité de son esprit, l'autre entre ses manières de rustaud précieux et celle du milieu affiné et malveillant où il évolue ». C'est, comme on le voit, tout autre chose que *M. de Pourceaugnac*.

Il y a eu une récente réédition de la pièce — avec quelques suppressions — dans les *Contemporains de Molière* de Victor Fournel, tome III, Théâtre du Marais, p. 109-166. Les personnages sont les suivants :

Bazile, vieillard, oncle de Phénice et de Philis ;

Le Campagnard, baron de la campagne, peu fait à la cour, affectant le proverbe et la pointe, qui, à Paris, est descendu dans une maison garnie ;

Léandre, gentilhomme adroit, passant pour un marchand de tableaux ;

Cliton, parisien de la connaissance du Campagnard ;

Seigneur Anselme, fourbe et faux astrologue, ayant toujours accompagné Léandre dans ses courses et dans ses débauches ;

Un page de Bazile ;

Phénice, nièce aînée de Bazile, qui avait toujours demeuré à Paris jusqu'à la mort de sa tante, chez qui elle était. Quand la pièce commence, elle arrive de Lyon, et son mariage est projeté avec le Campagnard ;

Philis, nièce de Bazile, la plus jeune ;

Lise, fille de chambre de Phénice ;

Jodelet, valet du Campagnard, valet dont le type est fort remarquable et peut être mis à côté des valets de Molière.

La scène, qui se passe à Paris, nous présente un gentilhomme venu de province pour se marier : c'est exactement comme dans *M. de Pourceaugnac*, et la situation est identique. Molière a certainement songé à la pièce de Gillet. Cependant Mesnard n'en parle même pas.

A la première scène, nous voyons le Campagnard et son valet Jodelet, qui, comme Sancho, est grand ami des sentences et des proverbes. Ce début est remarquable, plein de verve et de mouvement.

Nous ne pouvons résister au plaisir de le citer :

LE CAMPAGNARD.

Tu ne la trouves pas plus belle que cela ?

JODELET.

Elle n'est pas tant sotte.

LE CAMPAGNARD.

Elle est...

JODELET.

Elle est là, là.

LE CAMPAGNARD.

Encore !

JODELET.

Point de quartier.

LE CAMPAGNARD.

Maraut, si je t'attrape !

JODELET.

Ma foy, sa beauté n'a que l'épée et la cape.

LE CAMPAGNARD.

Ne finiras-tu point ces discours impudents ?

JODELET.

Mentirez-vous toujours ? En arracheur de dents,
C'est parler librement.

LE CAMPAGNARD.

Ta liberté me choque.

JODELET.

Vous vous en offensez ? touchez là, je m'en moque.
Quoy, Monsieur, avec moy faire du réservé !
Estre libre au pays et froid sur le pavé !
Est-ce de la façon que l'on vivra ensemble ?
Parlez quand il vous plaist et moy quand bon me semble.
Ne me défendez point d'estre de votre écot
Et ne me baillez point icy du quiproquo
Si ma fidélité vous fait quelques outrages,
Séparons nous tous deux, et payez-moi mes gages.
Avecque le secours de mon petit magot,
Malgré vous, dans Paris, je puis vivre à gogo ;
Et quand j'auray besoin de maître ou de maîtresse,
Je sçais bien le Palais et le bureau d'adresse.
Je suis valet d'honneur et ne redoute rien ;
Si je parle un peu trop, je sers aussi fort bien.
Quand, avec la parole, on fait quelques offenses,
Coup de langue est alors pire que coup de lances ;
Mais, quand par la parole on dit fidèlement
Au maistre que l'ont sert quel est son sentiment,
Et que la parole est honneste, et belle, et bonne,
Que diable peut-on dire au valet qui raisonne ?
J'enrage et, si j'étais à quelque raisonneur,
Je ferais ma fortune avecque plus d'honneur.
Au diable de bon cœur, la noblesse champestre
Et maudit tout valet qui ne l'envoira paistre !

LE CAMPAGNARD.

Jodelet !

JODELET.

Pour avoir des plumes au chapeau,
L'éguillette à la mode et le ruban nouveau,
Pour estre chaque jour brave comme au dimanche
Et me faire crayer ici la botte blanche,
Faut-il trancher du prince avec un vieil valet,
Qui vous a veu soudrille et petit argouillet,
Qui mange avecque vous le lard à la campagne
Et qui, pour lard manger, y mange ce qu'il gagne ?

LE CAMPAGNARD.

Parle bas, Jodelet.

JODELET.

Moi, Monsieur, parler bas !
Pestez, jurez, criez, je ne le feray pas...
Tout valet que je suis...

Il s'agit de savoir, pour le baron, s'il est aimé de Phénice et s'il pourra l'épouser malgré son rival Cliton. Sa bêtise ne tarde pas à éclater et mieux peut-être que dans Molière, où, en somme, elle n'apparaît que dans sa crédulité, dans sa bonne foi simple. — A la scène suivante, sa belle paraît, avec Bazile, Cliton, Philis ; et aussitôt le Campagnard se répand en compliments amphigouriques, d'une préciosité ridicule. La scène est burlesque et bien présentée :

LE CAMPAGNARD.

Madame, je ne veux qu'amour et que simplesse ;
Jamais je n'eus dessein d'estre controversant
Ny mon cœur de pousser un penser offensant :
Cet amour captif, d'une ardeur singulière
Adore ses liens, sa geôle et sa geôlière,
Ou, pour mieux en parler, dans son feu sans pareil,
Il ressemble à ces fleurs qui suivent le soleil
Et se trouve attiré par un secret mérite
Comme la paille court vers l'ambre qui l'excite...

Scène III : Léandre fait le portrait de Phénice ; il y a une analogie frappante avec *Le Sicilien* où *l'Amour Peintre*. On va chercher en Espagne et en Italie les sources de la comédie de Molière : on pourrait avec avantage regarder du côté de la France. Cette scène renferme un trait de mœurs intéressant : Phénice, qui est une jeune fille, va faire une visite ; c'était alors un usage récent. A la fin, le Campagnard exprime le désir de faire faire son portrait — Avec la scène IV commencent les tours et les moqueries machinées contre le Campagnard. Celui-ci montre sa vanité :

Picquart ne t'a-t-il pas été voir tout à l'heure... ?

Suit l'énumération d'une série de serviteurs imaginaires... Léandre lui révèle que Phénice aime Cliton ; nous retrouverons cette scène au II^e acte de *Pourceaugnac*. Enfin, le Campagnard a une querelle avec son valet, et l'on regrette, à ce propos, qu'il n'y ait point de valet dans *Pourceaugnac* ; il y eût été un personnage utile et naturel plus qu'ailleurs, puisque le gentilhomme est en voyage. La scène V nous met au courant d'une nouvelle machination contre notre campagnard. Anselme s'est introduit comme astrologue ou devin dans la familiarité du vieux Bazile ; il servira ainsi les intérêts de Léandre amoureux.

A l'acte II, le campagnard déclare à Jodelet :

Il faut que de Cliton j'aye le sang et l'âme !

Jodelet, lui, est un poltron insigne ; c'est assez le type de Panurge. L'histoire du duel est pleine de vivacité et fort amusante. Jodelet sera le second dans cette affaire d'honneur. — A la scène II, Alcipe s'offre comme second, et Cliton envoie un billet provocateur. A la scène suivante, nous entendons le Campagnard raconter un siège imaginaire pour séduire la belle Phénice. Le récit est plein de détails savoureux.

LE CAMPAGNARD.

Sitost que l'on eut fait sonner l'arrière-ban,
 Etant déjà pourvu d'armes et de bagage,
 Je fais de trois mulets grossir mon équipage
 Tire de mon fermier quatre chevaux de basts,
 Habille six valets du haut jusques en bas,
 Et vais, quoyque d'amour j'eusse l'âme troublée,
 Monté comme un Saint-George au lieu de l'assemblée...

C'est un tableau vrai, en somme, de la vie des gentilshommes volontaires, en même temps qu'une satire de ce ridicule des hobereaux qui n'ont jamais quitté leurs provinces et qui racontent des exploits extraordinaires où ils se sont montrés des héros. — La scène suivante avec le peintre est d'un grand intérêt. Elle nous renseigne sur les tableaux que les contemporains appréciaient le plus : elle nous révèle le goût du temps, dont les amateurs feront bien d'aller chercher aussi des témoignages dans le *Livre des peintres et graveurs* de l'abbé de Marolles et dans la *Ville de Paris en vers burlesques* de Berthod (1650), où l'on consultera le chapitre intitulé le « Vendeur d'images ». Le pauvre rural se couvre de ridicule. Rien de plus risible que les confusions de noms, les bévues qu'il commet : par exemple, il prend « Moderne » pour un nom de pays. Il est berné, et finement. Les détails piquants abondent. Le Campagnard, voyant un tableau qui représente Persée délivrant Andromède, admire le cheval ailé et s'écrie :

. Le cheval est bien pris !
 C'est mon barbe tout fait, n'était qu'il a des ailes !

Voilà des traits plaisants, vrais, et qui étalent la sottise du personnage. Les tours qu'on lui joue, ensuite, nous paraissent tout naturels :

JODELET.

Me deussiez-vous berner pour mon trop de caquet,
 Je ne puis avouer que votre bourriquet
 Ressemble à ce cheval...

LE CAMPAGNARD.

Ce fou n'a jamais vu mon cheval de bataille !

On comprend que les mésaventures qui atteignent ce vantard, ce hableur, paraissent plus légitimes que celles de Pourceaugnac.

Scène vi. — Le duel va avoir lieu ; le baron lance un nouvel appel à ses valets.

L'acte III renferme des longueurs. Après une conversation entre Léandre et Anselme, nous assistons à une scène d'horoscope, très amusante, pleine de vérité et de vie : c'est un tableau complet, qui devait faire beaucoup d'effet sur le théâtre. Anselme détourne, par son horoscope, le Campagnard de convoler avec Phénice.

... Je ne sais point mal qui ne vous arrive,
Si vous n'abandonnez l'objet qui vous captive :
Des meurtres, un déluge et des embrasements,
Des prisons, des douleurs et des bannissements,
Des pertes, des affronts et des têtes coupées,
Des coups de pistolet, de poignards et d'épées
Et des valets pendus.

Un incident de cette scène est imité par Molière :

LE CAMPAGNARD.

Encore un coup, Monsieur, parlez-moi franchement,
Et veuillez de ma part prendre ce diamant.

Or, dans *M. de Pourceaugnac* (acte II, scène iv), Pourceaugnac, s'adressant à Sbrigani, lui dit :

« Afin de vous obliger à m'ouvrir votre cœur, voilà une petite bague que je vous prie de garder pour l'amour de moi. »

Ainsi l'imitation est avérée ; l'ensemble de l'intrigue et les détails le prouvent.

A la scène III, nous trouvons des comparaisons empruntées de Rabelais :

Vous tueriez volontiers un mercier pour un peigne.

Le gentilhomme demande conseil à son valet : c'est une imitation curieuse de la réponse de Pantagruel à Panurge. D'ailleurs, l'influence de Rabelais a été énorme au XVII^e siècle ; elle n'est du reste pas étudiée.

Ainsi le sujet est, en somme, le même que dans *M. de Pourceaugnac*, et aucun critique n'a encore insisté sur ce fait important.

La Morale

Cours de M. VICTOR EGGER,

Professeur à l'Université de Paris.

Le mérite, terme de la moralité. — Doctrines complémentaires de la doctrine du bien. — La doctrine de l'intention.

J'ai achevé l'étude des idées de mérite et de démerite, de sanction et d'antisanction. Avant de passer à des considérations nouvelles, je dois dégager une conclusion importante.

Refuser la récompense dans la mesure que j'ai dite, c'est sauver le mérite, la dignité, la valeur de la personne morale, donc la personnalité morale elle-même. La moralité proprement dite ou positive, celle de l'homme de bien, s'arrête au mérite et refuse d'aller plus loin : elle ne vise pas la récompense ; elle ne l'espère pas ; elle n'y compte pas. Elle ne vise aucune récompense, pas même la récompense céleste, dont la matière est si peu imaginable qu'on peut soutenir que c'est encore être désintéressé que de compter sur cet inconnu, surtout de l'espérer seulement.

Il y a, en effet, plus de désintéressement — je l'accorde à la croyance, à l'opinion, que je viens de rappeler — à compter sur une récompense que l'on ne peut se représenter que sur une récompense dont on peut se représenter exactement la nature, comme sont les récompenses terrestres. Cependant la récompense céleste est analogue à la récompense terrestre en ce qu'elle est, elle aussi, du bonheur. Être certain que l'activité désintéressée aura sa récompense dans un bonheur mystérieux, c'est encore être intéressé, donc être égoïste. Mais on peut avoir l'idée de la récompense céleste sans y compter. Si on ne fait que l'espérer, on est plus proche du désintéressement véritable, et pourtant l'espérance entraîne déjà un état d'esprit qui n'est pas du désintéressement absolu. Mais j'ai parlé d'une opinion très logiquement fondée, selon laquelle il ne serait pas légitime de nier la récompense céleste, ce qui serait proclamer l'immoralité des choses ; un doute plane sur ce qui est au delà du monde observable ; il est impossible de prouver que ce monde soit toute la

réalité. Dans une telle croyance, on ne compte pas sur la récompense, on ne l'espère pas comme une chose probable ; on croit seulement qu'elle n'est pas impossible, c'est-à-dire qu'elle est possible. Cette croyance est compatible avec le désintéressement véritable. Je me résumerai ainsi : une récompense terrestre est moins compatible avec le désintéressement qu'une récompense céleste ; celle-ci, considérée comme certaine, est moins compatible avec le désintéressement que la même récompense seulement espérée ; enfin, celle que l'on considère seulement comme possible est tout à fait compatible avec le désintéressement.

Donc la moralité ne vise pas la récompense, mais la considère seulement comme pouvant arriver. Elle n'a pour objet la récompense d'aucune manière, même en espérance. Elle l'accepte quand elle vient, à cause d'autrui, par devoir envers autrui ; c'est dire qu'elle s'y résigne, qu'elle la supporte. Elle reste ainsi désintéressée en face de toutes les récompenses reçues, imaginables ou concevables. On peut donc dire que le mérite est la fin dernière de l'activité morale, et non la récompense.

Mais une correction doit être faite à cette formule. Peut-être vaut-il mieux dire que le mérite est le *terme* dernier, et non la fin, de l'activité morale, ou alors prendre le mot *fin* dans le sens de terme. Car j'ai toujours entendu la fin comme quelque chose que l'on vise et vers quoi l'on tend, comme un synonyme de but. Mais vouloir son propre mérite, c'est se vouloir soi-même ; or l'objet ou la matière du devoir n'est pas soi-même, mais autrui.

Ainsi ce que je dois, autrement dit la matière de mon devoir, subsiste sans changement. Dans l'agent obligé, dans la personne, le mérite est le dernier terme ou le résultat dernier de la moralité ; elle ne va pas au delà. Bien plus, elle ne vise pas le mérite, elle l'obtient : le mérite n'est que le résultat de l'activité morale. L'objet de l'obligation, c'est-à-dire sa fin, étant hors de moi, le mérite est ce dont je dois me contenter pour moi-même.

Soutenir cela, c'est obéir aux exigences rigoureuses de la logique en matière morale. Nous avons constaté, en effet, que la récompense annule le mérite. Ceux donc qui s'arrêtent à l'idée de mérite, soutenant qu'après la valeur personnelle il n'y a rien qu'une conscience doive accepter pour elle-même ou vouloir pour une autre conscience, sont les moralistes les plus rigoureux, les plus logiques, ceux qui écartent le mieux la contradiction de leur conception de la moralité.

Je viens de parler de vouloir pour autrui le mérite seul ; je dois m'expliquer. Le devoir consiste à faire du bien aux autres hommes ; mais c'est indirectement faire du bien aux autres

hommes qu'être éducateur et faire des honnêtes gens. La moralité doit être non seulement exécutée, mais répandue ; il faut que la contagion morale existe, et c'est précisément là l'œuvre de l'éducation. Or, que doit-on vouloir pour une conscience dont on veut faire une conscience morale ? Que doit-on vouloir pour un homme que l'on veut rendre honnête homme ? On doit vouloir qu'il soit honnête foncièrement, continuellement, et que, pratiquant le bien, il acquière un mérite toujours croissant ; on veut en même temps qu'il ne se récompense pas lui-même, et qu'il se contente d'accepter, c'est-à-dire de subir la récompense qui peut lui venir. Bref, on sera aussi exigeant pour la moralité d'autrui que pour la sienne propre.

Du côté du mal, il en est tout autrement. J'ai toujours mis en parallèle le bien et le mal ; à plusieurs reprises, j'ai tracé des tableaux, où ce parallélisme des concepts de bien et des concepts de mal était mis en évidence. Cette méthode était utile et même nécessaire pour voir les idées morales dans leur ensemble, sans en omettre aucune ; mais elle ne doit pas nous égarer. Ce qui est vrai, ici, pour le bien n'est pas vrai pour le mal. La morale de la personne commence avec le devoir : je puis, donc je dois. Elle s'arrête, d'une part, au mérite, de l'autre, à l'expiation, au châtiement volontaire, à la purification ; et même s'arrête-t-elle là ? Non : la personne qui est entachée de démerite, une fois qu'elle est purifiée, ne peut pas, ne doit pas se fixer dans cet état de neutralité, de ni bien ni mal ; si l'expiation est une fin, c'est une fin provisoire ; c'est, à vrai dire, un moyen.

La moralité négative (au sens mathématique du mot), c'est-à-dire l'immoralité de la personne morale, capable de moralité positive, ne s'arrête pas au démerite ; car il n'y a pas lieu de sauver le démerite, bien au contraire ; elle le dépasse, elle va au delà, jusqu'à l'expiation, et ne s'arrête pas là, puisque l'expiation est un passage.

Nos tableaux logiques étaient, à cet égard, trompeurs, inexacts. Je crois avoir montré qu'il est indispensable d'être logique dans les questions que nous traitons ; le parallélisme du bien et du mal satisfait l'esprit logique : il a donc sa valeur ; mais il ne satisfait pas le sens moral. Il met en bon ordre les faits, ce qui est ; il dissimule ce qui doit être. Car le bien seul est la fin. S'arrêter quelque part dans le mal est illogique au point de vue du bien. La marche logique de la conduite morale, si l'on part du mal, est la suivante : aller jusqu'à la punition volontaire, jusqu'à l'expiation — n'omettons rien : jusqu'au châtiement volontaire de l'anti-sanction, si on l'a faite ; — la conscience morale, une fois purifiée,

redressée, passer du côté du bien, du côté des concepts qui remplissent l'autre colonne de nos tableaux ; concevoir le bien comme fin, comme devant être, comme devant être fait ; le faire, reconquérir le mérite, enfin se fixer dans cet état, terme de l'activité morale.

*
* *

Passons, maintenant, à un autre ordre de considérations.

Le système des idées morales que j'ai exposé formule les principales idées de l'opinion morale commune ; mais avons-nous épuisé toutes les idées de l'humanité sur les questions morales ? Il ne peut être évidemment question, ici, des idées qui ne sont pas communes à tous, qui sont seulement des opinions d'un groupe restreint. Il s'agit, je le répète, de l'opinion commune. De cette opinion, ce que j'ai exposé, c'est le principal ; appelons-le la *doctrine du bien*. Mais on rencontre aussi, dans l'opinion morale commune, certaines thèses que l'on peut appeler des doctrines, elles aussi. Ces doctrines spéciales, opposées en apparence à la doctrine du bien, ne sont, en réalité, que des branches qui se rattachent au tronc commun. Ces doctrines complémentaires, si on les examine de près, on s'aperçoit qu'elles sont logiquement tirées de la doctrine principale ; ce sont des conséquences : leur indépendance n'est qu'apparente.

Pour bien faire comprendre ma pensée, je commencerai par rappeler qu'il y a certaines thèses de ce genre que nous avons rencontrées au cours de notre exposé de la doctrine du bien ; il nous a alors paru indispensable de les expliquer, chemin faisant. Telle est la thèse optimiste ou libérale : le libre arbitre, et aussi la liberté sous toutes ses formes, ce sont des moyens de bien ou de mal, indifféremment ; mais, si l'on est optimiste, on croit que ce moyen servira plus au bien qu'au mal ; et la doctrine libérale consiste à ne pas empêcher ce qu'on croit devoir faire plus de bien que de mal ; on considère ainsi comme moyen de bien tout spécialement et presque uniquement, moyen de mal par pur accident, par exception, tout ce qui peut être appelé liberté, que ce soit la liberté psychologique et morale ou une liberté sociale. Quand nous avons rencontré cette opinion, nous aurions pu l'ajourner ; il nous a semblé préférable de l'examiner aussitôt. De même ~~pour la morale de la sanction~~, nous aurions pu la ~~mettre à part~~ ; mais nous avons pensé que la sanction devait être considérée comme faisant partie intégrante du système des idées morales.

Ces deux exemples suffisent. Nous avons pensé qu'il valait mieux ne pas mettre ces considérations à part comme des compléments de la doctrine principale, et que, en les incorporant à celle-ci, nous en montrerions mieux l'unité, l'harmonie, la cohérence.

En revanche, il y a d'autres doctrines qui, introduites dans la doctrine principale, en auraient troublé l'ordonnance, y auraient introduit avec elles une complexité excessive, un désordre apparent, des contradictions apparentes, et auraient empêché d'en montrer l'unité. Il y a avantage, dès lors, à traiter ces parties isolément ; d'autant plus qu'elles ont été considérées parfois comme le tout ou la partie principale de la morale. Telles sont les théories de l'égalité des hommes, de l'intention suffisante, du respect des promesses et des contrats. Donc le nom de *doctrines*, que je donne à ces thèses, est légitime. Mais, en réalité, les doctrines caractérisées par ces idées maîtresses ne sont qu'accessoires, dérivées, ne sont justifiées que si elles sont rattachées à la doctrine morale fondamentale, celle que j'ai dégagée et formulée, que j'appelle la *doctrine du bien*. Rattacher ces doctrines à la doctrine du bien sera leur faire leur juste part, en leur interdisant de supplanter, en tout ou en partie, la doctrine fondamentale.

Assurément, avec le système que nous avons exposé, avec la doctrine du bien, ainsi nommée parce qu'elle repose sur les idées fondamentales de bien et de mal, après l'analyse de ces idées et de celles qui s'y rattachent immédiatement, après la détermination de leurs rapports logiques, nous pouvons dire que notre tâche principale est achevée. Pourtant bien des questions encore restent à résoudre. Nous n'avons pas réduit en formules tous les jugements moraux des hommes, toutes les opinions morales courantes, tout le sens commun moral. Il nous reste à expliquer :

1° Pourquoi le non-mal paraît pratiquement préférable au bien, quoique le bien soit notre idée maîtresse et première ;

2° Comment le bien, d'où qu'il vienne, étant moralement approuvé, l'intention passe pour être la seule chose bonne ; c'est là une opinion de philosophes et aussi une opinion très répandue parmi les honnêtes gens. Notre morale n'habite pas assez dans les consciences ; il faut l'y faire redescendre. Le mot *conscience* a été prononcé incidemment. Le bien est dans les phénomènes possibles, en l'air, pour ainsi dire, non en nous. Il faut dire comment il s'incarne en nous, ce que c'est qu'une conscience, une bonne conscience, une conscience scrupuleuse ; pourquoi ce que les hommes approuvent le plus c'est cela ; pourquoi, en fait, la bonne conscience est le principal bien moral ;

3° Le respect des promesses ;

4° et 5° Les déviations apportées à la morale par les nécessités de son enseignement d'homme à homme et de sa formulation en maximes.

Voilà autant de doctrines accessoires, complémentaires, qu'on peut isoler dans l'exposition, mais qu'on aurait tort de séparer de la doctrine principale qui les fonde et les limite, de laquelle il est aisé de les déduire. Ainsi la morale philosophique, malgré sa complexité, aura son unité et sera un système complet, adéquat à son objet : l'opinion de l'homme sur l'homme, tel qu'il est et tel qu'il doit être.

Je commencerai par la *doctrine de l'intention*.

Dans une leçon déjà ancienne, j'ai parlé de l'intention. Il faut y revenir ; car l'intention a été considérée quelquefois comme le tout de la moralité. N'admettant pas cette théorie, je dois dire quelle est au juste la part de l'intention dans la moralité.

La doctrine de l'intention doit être dégagée, pour être bien comprise, des doctrines voisines. Certaines doctrines philosophiques, superficiellement interprétées, ont paru fonder la morale sur la bonne intention, comme la doctrine de Kant et la doctrine stoïcienne. D'ailleurs, en général, toute doctrine qui fait du bien une chose purement psychologique, interne, de conscience, — et c'est le cas de beaucoup, — est une doctrine de l'intention ou une doctrine voisine. Nous trouvons donc devant nous le problème de la morale intérieure, personnelle, posé par ces doctrines et par l'adhésion qu'elles ont rencontrée.

Distinguons d'abord la doctrine de l'autonomie, selon laquelle la conscience individuelle dit le devoir, donc le bien. Ce bien est interne ou extérieur. La conscience pourra commander des œuvres de philanthropie, dessécher des marais, construire des hôpitaux, etc. Alors le devoir est ce que nous avons dit qu'il était dans sa matière. Le désaccord porte seulement sur l'origine, l'essence du devoir. C'est là une question réglée. Mais, si l'objet du devoir est interne comme sa source, c'est une question nouvelle qui surgit : que vaut la matière du devoir, quand elle est considérée comme purement interne ?

Voici une première forme possible de cette conception de la moralité intérieure. On peut soutenir que le devoir consiste en ceci : fais effort sur toi ou hors de toi ; acquiers du mérite ; le mérite, voilà le bien ; les âmes valent plus ou moins ; la bonté

d'une âme est le degré de son mérite. — Je viens d'établir que le mérite n'est pas une fin, mais un terme ; s'il n'est pas une fin, il ne saurait être le bien moral. Cette forme de la morale intérieure ne doit donc pas nous retenir plus longtemps.

Il y a une autre matière intérieure de la moralité. La conscience pourra commander de combattre les passions, sauf celles qui ont des fins idéales ; commander de développer la résignation, la modestie, la force d'âme, de sculpter, de façonner l'âme d'après un certain type idéal, — soit le type passif : supporter, se résigner, s'abstenir, — soit le type actif, l'activité étant purement interne. Dans cette théorie, le vrai bien est le bien de l'âme, ou la beauté de l'âme, la beauté morale ; c'est un mélange d'esthétique et de morale.

Nous sommes en présence de la morale esthétique, à laquelle nous avons déjà consacré quelques passages de ces leçons, le beau ayant dû être considéré comme une fin ; examinons-la. Elle se confond à certains égards avec la morale de l'intention, celle-ci en étant une variété que nous séparerons pour l'examiner à part.

Il n'est pas douteux que l'on puisse considérer l'âme comme susceptible d'un travail tel, sur elle-même, qu'elle devienne analogue à une œuvre d'art. Une belle âme peut être objet d'admiration et d'émulation pour ceux qui la contemplent, tout comme une œuvre d'art matérielle. Mais quelle est la praticabilité, pour ainsi parler, d'une telle conception ? Jusqu'à quel point le devoir attaché à une telle fin peut-il être répandu ? En fait, par suite de la condition humaine, presque tous les hommes sont des hommes d'action. Les contemplatifs sont le petit nombre. Quels sont les hommes qui vivent repliés sur eux-mêmes et qui ont le temps de *se faire une âme* ? Les savants, les philosophes et les moines, — même pas les curés, qui sont toujours, bon gré mal gré, des hommes d'action. L'idéal dont nous parlons est donc un idéal aristocratique. Dans nos sociétés modernes, les penseurs eux-mêmes ne peuvent être de purs spéculatifs. Presque tous sont professeurs ; ils sont forcés d'agir à leur manière, en répandant leur pensée autour d'eux ; donc le nombre des hommes inactifs est encore plus restreint que dans les civilisations anciennes.

Pour bien comprendre l'entreprise esthétique qui a l'âme pour objet, il faut avouer qu'en fait, *se faire une âme*, cela ressemble trop à ce que les artistes appellent « *se faire une tête* ». Bien plus, les deux entreprises vont généralement ensemble. Exemple : cet homme de 1848 (que je ne nommerai pas), dont son biographe raconte qu'il s'était fait une tête et fixé deux costumes, un pour

l'intérieur, un autre pour paraître en public, et qu'il s'était fait un caractère ; sa tenue était sévère et distinguée, la dignité de sa vie absolue, la fermeté de ses idées inébranlable ; il se savait une « intelligence de cinquième ordre », comme il disait lui-même, mais il voulait montrer qu'on peut être quelqu'un dans tous les sens du mot malgré cela. De même, si l'on recherchait comment vivaient les cyniques et les stoïciens de l'antiquité, on verrait que leur extérieur était arrangé comme leurs âmes, d'après certains principes. Et de même qu'on peut réussir à se faire une belle tête, ou échouer et n'être qu'un grotesque, on peut réussir à se faire une belle âme, ou merveilleusement calme et pondérée, ou superbement excentrique ; on peut aussi échouer et devenir ridicule, odieux, méprisable.

Mais ce qui prouve que la moralité n'est pas là, c'est qu'on peut se faire des âmes bien différentes, de types très divers : il y a l'âme de l'indifférent, celle du résigné, celle du révolté, celle du dédaigneux, l'âme enfin de celui qui est complaisant pour sa nature intime : c'est là l'égotisme, variété récente de l'idéal esthétique. Peut-être y a-t-il un idéal esthétique qui se confond avec l'idéal moral ; on peut sculpter son âme, et en même temps cette âme peut être conforme à l'idéal moral. Il n'y a qu'une façon d'être moral ; mais telle définition d'une belle âme peut coïncider avec l'unique façon d'être un très honnête homme. Voilà ce qui nous reste à dégager. La morale de l'intention devant nous occuper encore toute une leçon, je n'ai fait aujourd'hui qu'amorcer la question.

Sujets de devoirs.

I

UNIVERSITÉ DE BESANÇON

LICENCE.

Composition française.

1° Etudiez votre esprit, et rendez-en compte.

2° Décrivez un site vu et regardé pendant les vacances de Pâques.

3° Rendez compte d'une œuvre littéraire contemporaine lue pendant les vacances, poème ou poésie, pièce de théâtre, roman.

Philosophie.

Egoïsme et altruisme ; leur conciliation dans l'idée du devoir.

Histoire ancienne.

Les lois liciniennes.

Histoire du Moyen Age.

Giotto ; son influence sur l'art du xiv^e siècle italien.

Histoire moderne.

Guerre de la Succession d'Espagne.

Géographie.

France, frontière du Nord.

Dissertation latine.

Cur veteres quidam grammatici Æneida potius gesta Populi Romani inscribi voluerint.

Version latine.

Horace, II, 14 : « Eheu, fugaces... »

Thème latin.

Bossuet, *Discours sur l'Histoire universelle*, III, 3 : « Parmi de si bonnes lois... »

GREC.*Ancien régime.***Thème grec.**

La Fontaine, liv. XI, fable VII : « Rien ne suffit aux gens qui nous viennent de Rome... mille longueurs. »

Grammaire.

Emplois principaux des modes en grec ; signification fondamentale de chacun d'eux.

*Nouveau régime.***Version grecque.**

Hérodote, II, 2.

- a) Traduire ce passage.
- b) Le reproduire en prose attique, avec les explications nécessaires.
- c) Donner une courte appréciation sur le fond et sur la forme.

LICENCE**Composition française.**

Le poème de la Révolution, dans les *Quatre Vents de l'Esprit*.

Dissertation latine.

« Non satis est pulchra esse poemata, dulcia sunt ». Horace, *Art poétique*, 99.

Thème latin.

Corneille (3^e discours sur les Unités) : « Beaucoup déclament contre cette règle... »

Version latine.

Philosophie.

Sénèque (*Lettres à Lucilius*, 90,22) : « Deinde non est contentus his artibus... »

Lettres et Histoire.

Tite-Live (IV, 2) : « Negabant consules... ultra ferri posse furores tribunicios. »

Dissertation philosophique.

Nature de la volonté.

Histoire ancienne.

Le caractère et l'œuvre politique de Sylla.

Histoire du Moyen Age.

La politique religieuse de Frédéric II.

Histoire moderne.

Politique extérieure sous la Régence.

Thème grec.

Licence, ancien régime.

Montesquieu, *Grandeur et Décadence* (vi, vers la fin) : « Il y a des choses que tout le monde dit... leurs richesses et les siennes. »

Grammaire.

Ancien régime.

1) Emplois généraux de l'indicatif et du subjonctif en latin.
(Etude la plus synthétique possible.)

2) *Hécube* (271-285.)

- a) Etudier la syntaxe de ce passage.
- b) Le traduire avec soin.
- c) Scander ces vers.

II

UNIVERSITÉ DE RENNES

Histoire de la philosophie.

1. Le parallèle de l'homme et de l'animal chez Montaigne. (*Apolo-
logie de Raymond Sebond*).
2. Le pyrrhonisme de Montaigne (*ibid.*).

Thème grec.

1. Pascal, *Provinciales*, treizième lettre : « Quand vous avez entrepris de décider les cas de conscience — pour vous mettre par là à couvert du côté des juges. »
2. Racine, Préface d'*Iphigénie* : « Voici les principales choses qui sont les véritables effets de la tragédie. »

Version grecque.

1. *Odyssée*, IX, 250-280.
2. Aristophane, *Grenouilles*, 716-737.

Géographie.

1. Vents et courants marins dans l'océan Pacifique.
2. La zone d'effondrement comprise entre les Vosges et la Forêt-Noire. Etude physique et économique.
3. Structure de la mer Méditerranée et de la mer Noire.

Composition française.*Nouveau régime.*

Etudier, dans les *Burgraves* (3^e partie, scène III), le passage qui commence ainsi : « Jamais je ne pourrai lever la main sur toi... », jusqu'à : « ... et la robe de lin d'un ange du Seigneur. »

1^o La situation dramatique en elle-même ; moment où en est arrivée l'action.

2^o Situation respective d'Othbert et de Job ; état moral des deux personnages.

3^o Commentaire sur le style ; quelques remarques de versification.

Littérature latine.*Dissertation.*

Horatio amicus quidam scribit : « Plautinos et numeros et laudans sales. »

Version.

Ter., *Phormio*, 97-125 : « Ea sita erat exaduorsum... consilium quod dicam dedit ».

Thème.

Sainte-Beuve, *Etude sur Virgile*, depuis : « En mourant jeune, ou du moins avant la vieillesse... », jusqu'à : « ... donne l'idée de vertus qui n'étaient déjà plus depuis longtemps des vertus romaines. »

Dissertation

De fabulis apud Horatium et La Fontaine comparandis.

Version.

Senèque, *Lettres* 26 : « Modo dicebam tibi... aliquid subtrahunt viribus. »

Thème.

Victor Hugo, Préface de *Cromwell*, depuis : « Homère, en effet, domine la société antique... », jusqu'à : « Or qu'est-ce que le « chœur, que ce bizarre personnage placé entre le spectacle et « le spectateur, sinon le poète complétant son épopée ? »

Littérature anglaise.*1. Version.*

E. B. Browning, *Aurora Leigh*. Bk. VI, 1-37.

Dissertation.*Agrégation.*

John Barbour and his Works.

Certificat.

Wordsworth et la diction poétique du XVIII^e siècle.

Licence.

Commentaire de la version, au point de vue de la versification.

Thème.

M^{me} de Sévigné, *Lettres*, A M^{me} de Coulanges, 31 décembre 1670 (éd. Monmerqué, vol. II, 34), jusqu'à : « Elle m'embrassa fort. »

Dissertation.*Agrégation.*

Mrs E. B. Browning.

Certificat.

B. Shaw.

Licence.

Commentaire grammatical de *Vanity Fair*, ch. 1, quarante premières lignes.

Thèmes allemands.

ROCROI.

1. Le duc d'Enghien avait reçu, avec la nouvelle de la mort de Louis XIII, l'ordre de ne point hasarder la bataille. Le maréchal de L'Hospital, qui lui avait été donné pour le conseiller et pour le conduire, secondait par sa circonspection ces ordres timides. Le prince ne crut ni le maréchal ni la cour ; il ne confia son dessein qu'à Gassion, maréchal de camp, digne d'être consulté par lui ; ils forcèrent le maréchal à trouver la bataille nécessaire.

On remarque que le prince, ayant tout réglé le soir, veille de la bataille, s'endormit si profondément qu'il fallut le réveiller pour combattre. On conte la même chose d'Alexandre. Il est naturel qu'un jeune homme épuisé des fatigues que demande l'arrangement d'un si grand jour, tombe ensuite dans un sommeil plein ; il l'est aussi qu'un génie fait pour la guerre, agissant sans inquiétude, laisse au corps assez de calme pour dormir. Le prince gagna

la bataille par lui-même, par un coup d'œil qui voyait à la fois le danger et la ressource, par son activité exempte de trouble, qui le portait à propos à tous les endroits. Ce fut lui qui, avec de la cavalerie, attaqua cette infanterie espagnole jusque-là invincible, aussi forte, aussi serrée que la phalange ancienne si estimée, et qui s'ouvrait avec une agilité que la phalange n'avait pas, pour laisser partir la décharge de dix-huit canons qu'elle renfermait au milieu d'elle. Le prince l'entoura et l'attaqua trois fois. A peine victorieux, il arrêta le carnage. Les officiers espagnols se jetaient à ses genoux, pour trouver un asile auprès de lui contre la fureur du soldat vainqueur. Le duc d'Enghien eut autant de soin de les épargner qu'il en avait pris pour les vaincre.

VOLTAIRE.

2. Molière, *Critique de l'Ecole des Femmes*, scène vi, depuis : « Après cela, il n'y a plus rien à dire... », jusqu'à : « ... ni complaisance affectée, ni délicatesse ridicule. »

Versions allemandes.

1. Goethe, *Vermischte Gedichte* : « An Schwager Kronos. »

2. Lessing, *Laokoon* : Vorrede, depuis : « Der Erste, welcher die Malerei... », jusqu'à : « ... sowohl in den Gegenständen als in der Art ihrer Nachahmung... verschieden wären. »

Bibliographie

La littérature française par la dissertation, par M. ROUSTAN, agrégé des lettres, professeur de première supérieure au lycée de Lyon, librairie P. Delaplane, Paris, 1909 ; 1 vol. in-12, br., 4 fr.

*
* *

Le Problème de l'Education, *Essai de solution par la critique des doctrines pédagogiques*, par L. DUGAS, maître de conférences à l'Université de Rennes, 1 vol. in-8° de la *Bibliothèque de Philosophie contemporaine*, 5 fr. (Félix Alcan, éditeur.)

L'éducation est conçue comme *positive* ou *négative*, selon qu'on étend ou limite son pouvoir, qu'on la croit capable de créer, de

susciter des sentiments, des idées, de transformer les *âmes*, ou qu'on la réduit à être un appel à la nature, et qu'on ne lui demande que d'aider ou même que de ne pas entraver l'éclosion, le développement spontané de l'esprit et des connaissances, du caractère et des sentiments.

L'éducation, d'autre part, est dite *matérielle* ou *formelle*, selon qu'elle vise, dans l'ordre intellectuel, l'acquisition des connaissances ou le développement de l'esprit, l'instruction ou la culture, et, dans l'ordre de la volonté, l'acquisition des habitudes ou la formation du caractère.

Développer ces conceptions, ces points de vue opposés ou divers, les suivre jusqu'au bout, en déduire les conséquences, les comparer, en rechercher la valeur relative, les combiner et les concilier quand il se peut, tel a été le but de l'auteur : c'est du choc et de l'opposition des doctrines qu'il a essayé de faire jaillir, de dégager la vérité.

M. Dugas a mentionné et discuté *tous les points de vue*, il a abordé *toutes les questions* de l'éducation : celles qui ont trait à la volonté aussi bien que celles qui regardent l'intelligence, l'éducation proprement dite aussi bien que l'instruction. Il a indiqué aussi quel rôle jouent les sentiments, du moins comme moyen d'éducation. Il ne croit pas, en effet, qu'on puisse ni qu'on doive isoler les questions de l'éducation ; elles forment corps, elles se tiennent. C'est ce qu'on exprime en disant que l'éducation est et ne peut être qu'*intégrale*. Le problème de l'éducation est *un* : de là le titre de ce livre. La pédagogie est moins une application de la psychologie qu'une contribution à l'étude de la psychologie ; elle est interprétée en ce sens.

Le gérant : E. FROMANTIN.

POITIERS. — SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE

REVUE HEBDOMADAIRE

DES

COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

Origines françaises du romantisme

Cours de M. ÉMILE FAGUET,

Professeur à l'Université de Paris.

Le sentiment de la nature chez J.-J. Rousseau.

Après l'égotisme, un trait remarquable du caractère de Jean-Jacques Rousseau, c'est son profond sentiment de la nature. Ce sentiment, certes, il ne l'invente pas : Rousseau a simplement aimé la nature plus vivement que ses prédécesseurs ; c'est, avant tout, un homme qui se plaît dans le sein de la nature d'une façon durable et permanente.

Les anciens avaient surtout pour la nature de l'admiration ; ce sentiment, chez Homère par exemple, se marque assez souvent de deux manières : d'abord par des épithètes esthétiques, la montagne au sommet élevé, la plaine étendue et large, la mer violette, épithètes qui montrent que le poète « voit » les choses ; et, d'autre part, au moyen de descriptions, qui sont toutes pittoresques et n'ont rien de sentimental ; très larges, amples, vastes, avec beaucoup de relief, elles sont encore plus d'un sculpteur que d'un peintre : ce sont de vrais bas-reliefs, et, si je puis dire, c'est toujours le bouclier d'Achille qu'Homère — ou les Homérides — refait dans ses descriptions de la nature.

Si nous passons à Hésiode, nous avons affaire à un poète qui aime la nature, mais comme bonne à cultiver ; pour lui, ce n'est pas une mère, mais une matière féconde, difficile, presque hostile, à qui il faut arracher de force ses trésors. Rien, ici, qui ressemble au sentiment de la nature, comme nous l'entendons ; rien

qui soit de l'admiration : nous avons là simplement la sensation de quelque chose d'éternel et de puissant.

Chez les Latins, nous ne trouvons rien qui soit sensiblement différent ; il y a peut-être un sentiment nouveau cependant. Horace montre pour la nature une admiration discrète et sobre ; dans ses œuvres, nous rencontrons çà et là des descriptions simples, mais suggestives, un petit tableau rapide et vif dans un cadre restreint : tantôt c'est Tibur, retentissant du bruit des cascades ; tantôt c'est la petite propriété de la Sabine, un cours d'eau limpide, un peu de forêt : voilà le coin de terre, *angulus*, qui remplit ses vœux. Quelquefois, l'artiste est frappé d'une belle ligne ou d'une belle couleur ; mais, le plus souvent, nous voyons Horace exprimer l'idée du bien-être qu'apporte la campagne. Il aime la nature avec cette joie du petit propriétaire qui se plaît à mesurer du regard l'horizon de son domaine.

Virgile nous offre un léger changement : ce poète idéaliste aime d'un amour de rural, de campagnard, la petite propriété qu'il a failli perdre. Parfois aussi, il ne laisse pas de supposer à la nature des sentiments ou des pensées : c'est ainsi qu'il prête de la tristesse à l'arbre émondé de ses branches ; au poirier greffé, un étonnement de voir des fruits qui lui sont inconnus, des enfants dont il n'est pas le père, ainsi que Delille traduit ces mots du poète : *non sua poma miratur*.

Dans l'âme de Virgile, il y a quelque chose de plus qu'un simple sentiment esthétique ou qu'un vulgaire sentiment de bien-être ; dans sa poésie, il y a de la nature idéalisée et spiritualisée. Virgile est le premier des poètes idéalistes et sentimentaux.

Au seizième et au dix-septième siècle, le sentiment de la nature apparaît sous des espèces qui ne sont pas très différentes de ce qu'il était dans l'antiquité. Chez Ronsard et chez du Bellay, le sentiment de la nature sera, en général, purement esthétique ; mais, comme ces poètes sont aussi bien les élèves de Virgile que ceux d'Homère, et comme d'autre part ce sont des Français, c'est-à-dire, pour employer le mot de Napoléon, des « machines nerveuses », des machines spiritualistes, ils développeront leur sens esthétique dans une voie sentimentale : ainsi fera Ronsard, quand il s'agira, par exemple, de la destruction, je dirai même de l'assassinat des choses de la nature. Je pense et vous pensez aussi à l'élégie sur les arbres de la forêt de Gâtine : elle est le fait d'un homme qui se sent un peu le frère de ces arbres que l'on abat, et qui fléchit sous le coup qui les frappe. Le sentiment, sans être d'une entière nouveauté, prend chez Ronsard une marque plus forte que chez ses contemporains.

Au dix-septième siècle, nous pouvons faire quelques observations intéressantes. Je rappelle d'abord Saint-Amant, ce bohème dont le caractère ne semble pas faire prévoir un sentiment de la nature très délicat : cependant, on trouve chez lui l'expression intense du plaisir que lui procure la solitude. En plusieurs endroits, nous trouvons chez Saint-Amant des marines, des sensations de mer, où résonne bien l'accent d'un homme qui aime vraiment à s'isoler dans la vaste solitude, entre la mer immense et les grèves nues et désertes.

Quand nous arrivons aux classiques, nous sommes en face de gens qui ne s'inquiètent guère de la nature. Cependant, le plus classique d'entre eux, et le plus urbain, cet affreux bourgeois de Paris, comme l'appellent les romantiques, Boileau, a un certain goût pour la campagne. Il aime à s'y réfugier, écrit-il à Lamignon, pour fuir les chagrins de la ville. Il nous dit aussi, et c'est ce qui est intéressant pour nous, avec quelle disposition d'esprit il s'y promène, apportant dans ses courses les sentiments d'un rêveur un peu, d'un rimeur surtout, qui ne veut pas s'égarer :

J'occupe mon esprit d'utiles rêveries.

Boileau semble nous prévenir, si j'ose dire, qu'il n'a rien d'un romantique. Il ne rêve pas pour le plaisir de rêver, pour se laisser aller à la pente de la rêverie, ainsi que l'écrit Victor Hugo. Boileau rêve utilement : le bourgeois, dans le poète, ne perd jamais ses droits. Par « utile rêverie », entendez le poème à faire, l'ode à composer. Combien nous serons loin de cette conception étroitement utilitaire, quand Rousseau, nous donnant, comme par opposition, la définition de la rêverie romantique, s'écriera : « Mes « rêveries dans l'île de Saint-Pierre, si elles étaient stupides, n'en « étaient pas moins douces ». Boileau n'en est pas encore là ; quand il va se promener, il a un but :

Je trouve au coin d'un bois le mot qui m'avait fui...

— Il erre pour trouver une rime...

Et les arbres penchaient leur vieux feuillage austère,
D'où tombaient autrefois des rimes pour Boileau...

c'est Victor Hugo qui l'a dit, avec autant d'esprit que de raison.

Il y a, cependant, dans le siècle classique, un illustre représentant du sentiment de la nature : j'ai nommé La Fontaine. Il possède ce sentiment à un degré beaucoup plus grand que tous ceux qui l'entourent ; son sentiment n'est pas de la même nature

que le leur : c'est un rustique qui veut l'être et le rester. Et c'est à propos de lui, sur le point qui nous occupe, que je vérifierai la justesse d'une de mes premières formules : entre les romantiques et certains de leurs prédécesseurs, il n'y a que des différences de degré. La Fontaine a eu l'âme de Rousseau et, comme Rousseau, il a profondément senti la nature, trouvant en elle une amie, l'amie qui berce, apaise et console. Chateaubriand a dit que le marin aime la mer comme une maîtresse orageuse et infidèle. Inversement et de la même manière à la fois, La Fontaine aime la nature comme une maîtresse assez rarement orageuse et toujours fidèle ; elle l'a consolé de ses infortunes, qui ne furent pas très grandes, et de ses erreurs, qui le furent davantage. C'est elle qui, sur le tard, lui faisait dire que :

L'innocente beauté des jardins et du jour

allait faire désormais tout le charme de sa vie, et qui, enfin, lui apparaissait comme une tendre confidente.

Avec La Fontaine, nous sommes tout près du sentiment de la nature à la Jean-Jacques ; il y a pourtant une nuance à indiquer. La Fontaine, poète des choses naturelles, les chante et les aime avec ce trait particulier que, si la nature le console de certains déboires, elle ne le sépare jamais des hommes. Il n'éprouve pas, à la fréquenter, le bonheur d'être isolé du reste des humains. La Fontaine, c'est Polyphile, qui peut chérir la nature, sans que ce soit aux dépens de quelqu'un ; il aime aussi les livres, la musique, la société et ses amis. Quant à la nature, s'il a pour elle une vraie tendresse, il ne l'aime pas pathétiquement ou tragiquement, comme fera l'homme désespéré de tout qu'est Rousseau.

Rousseau ne se trouve chez lui que dans le sein de la nature. Ce que dit Ruy Blas à son ami :

Oui, je suis déguisé quand je suis autrement,

je l'appliquerai à Jean-Jacques. Il se sent déguisé, quand il n'est pas l'enfant de la nature ; il est dépaysé, quand il n'est point avec elle. Et lorsqu'il la retrouve, c'est avec un « frémissement » d'allégresse et de volupté. Le passage fameux des *Confessions* (1), que vous prévoyez, vous donnera l'idée même de ce qu'éprouvait Rousseau dans ces moments de transport. Pour beaucoup de gens, une

(1) Livre IV.

« nuit passée à la belle étoile est un accident de la pauvreté ; pour
« Jean-Jacques, c'est une bonne fortune : « Le souvenir des extré-
« mités où j'y fus réduit — à Lyon — ne contribue pas non plus
« à m'en rappeler agréablement la mémoire. Si j'avais été fait
« comme un autre, que j'eusse eu le talent d'emprunter et de
« m'endetter à mon cabaret, je me serais aisément tiré d'affaire :
« mais c'est à quoi mon inaptitude égalait ma répugnance ; et,
« pour imaginer à quel point vont l'une et l'autre, il suffit de
« savoir qu'après avoir passé presque toute ma vie dans le mal-
« être, et souvent prêt à manquer de pain, il ne m'est jamais
« arrivé, une seule fois, de me faire demander de l'argent par un
« créancier sans lui en donner à l'instant même. Je n'ai jamais
« su faire de dettes criardes, et j'ai toujours mieux aimé souffrir
« que devoir.

« C'était souffrir assurément que d'être réduit à passer la
« nuit dans la rue, et c'est ce qui m'est arrivé plusieurs fois à
« Lyon. J'aimais mieux employer quelques sous qui me restaient
« à payer mon pain que mon gîte, parce qu'après tout je risquais
« moins de mourir de sommeil que de faim...

« Je me souviens d'avoir passé une nuit délicieuse hors de la
« ville, dans un chemin qui côtoyait le Rhône ou la Saône,
« car je ne me rappelle pas lequel des deux. » — Aux mots qui
« suivent, je reconnais la Saône. — « Des jardins élevés en terrasse
« bordaient le chemin du côté opposé. Il avait fait très chaud
« ce jour-là ; la soirée était charmante ; la rosée humectait
« l'herbe flétrie ; point de vent, une nuit tranquille ; l'air était
« frais sans être froid ; le soleil, après son coucher, avait laissé
« dans le ciel des vapeurs rouges, dont la réflexion rendait l'eau
« couleur de rose ; les arbres des terrasses étaient chargés de
« rossignols qui se répondaient l'un à l'autre. Je me promenais
« dans une sorte d'extase, livrant mes sens et mon cœur à la
« jouissance de tout cela, et soupirant seulement un peu du
« regret d'en jouir seul. Absorbé dans ma douce rêverie, je
« prolongeai fort avant dans la nuit ma promenade, sans
« m'apercevoir que j'étais las. Je m'en aperçus enfin. Je me
« couchai voluptueusement sur la tablette d'une espèce de niche
« ou de fausse porte enfoncée dans un mur de terrasse ; le ciel
« de mon lit était formé par les têtes des arbres ; un rossignol
« était précisément au-dessus de moi ; je m'endormis à son
« chant ; mon sommeil fut doux, mon réveil le fut davantage.
« Il était grand jour : mes yeux, en s'ouvrant, virent l'eau, la
« verdure, un paysage admirable. Je me levai, me secouai : la
« faim me prit ; je m'acheminai gaiement vers la ville, résolu de

« mettre à un bon déjeuner deux pièces de six blancs qui me
 « restaient encore. J'étais de si bonne humeur, que j'allais
 « chantant tout le long du chemin ; et je me souviens même que
 « je chantais une cantate de Batistin intitulée les *Bains de*
 « *Thomery*, que je savais par cœur. Que béni soit le bon Batistin
 « et sa bonne cantate, qui m'a valu un meilleur déjeuner que
 « celui sur lequel je comptais ! »

Vous voyez les divers sentiments de Rousseau durant cette merveilleuse nuit d'été : ce sont ceux de l'artiste qui admire les vapeurs rouges du ciel, les arbres chargés de rossignols ; ce sont ceux du solitaire qui jouit profondément de la maternité de la nature, la bonne nature des temps d'été. Nous avons là l'homme qui, sur la fin de sa première jeunesse, retrouve les sensations de l'enfant qui quittait Genève pour aller à la recherche de la vie.

Tel est le sentiment de la nature dans sa complexité et dans sa généralité : il y a d'autres passages où ce sentiment est analysé et où les éléments qui le constituent sont décrits plus précisément. Ce que Rousseau fait valoir, c'est que la nature lui procure une sensation d'apaisement et d'adoucissement ; c'est la paix ou, tout au moins, une trêve aux soucis, un peu de répit dans la bataille qu'il livre contre la destinée et contre lui-même. Voici comment il s'explique là-dessus : c'est Saint-Preux qui parle ; mais nous savons assez que Saint-Preux, c'est Rousseau. Après un commencement de passion fougueuse, il est allé faire une excursion à travers les Alpes, et il décrit son état d'âme : « J'at-
 « tribuai, durant la première journée, aux agréments de cette
 « variété le calme que je sentais renaître en moi : j'admirais
 « l'empire qu'ont sur nos passions les plus vives les êtres les
 « plus insensibles, et je méprisais la philosophie de ne pouvoir
 « pas même autant sur l'âme qu'une suite d'objets inani-
 « més. »

Remarquez ce passage où se montre une grande partie de la philosophie de Rousseau : il est persuadé que, plus on se rapproche de la nature, moins on s'écarte de la vérité et de la paix. D'autre part, il voit une sorte d'opposition entre la nature qui ne se trompe jamais et l'esprit de l'homme qui erre fréquemment. Aussi la philosophie, faite de raisonnements sur la nature, erre-t-elle par définition : c'est la nature, la réalité universelle, qui seule ne se trompe pas. En fait, la philosophie est impuissante à donner le secours que l'on va chercher en elle : après une grande crise, au contraire, c'est dans la nature que vous trouverez la source de l'apaisement. — « Mais, cet état paisible

« ayant duré la nuit et augmenté le lendemain, je ne tardai pas
« de juger qu'il avait encore quelque autre cause qui ne m'était
« pas connue. J'arrivai, ce jour-là, sur des montagnes les moins
« élevées, et, parcourant ensuite leurs inégalités, sur celles des
« plus hautes qui étaient à ma portée. Après m'être promené
« dans les nuages, j'atteignais un séjour plus serein, d'où l'on
« voit dans la saison le tonnerre et l'orage se former au-dessous
« de soi ; image trop vaine de l'âme du sage, dont l'exemple
« n'exista jamais, ou n'existe qu'aux mêmes lieux d'où l'on en
« a tiré l'emblème. »

— Cette phrase est un peu obscure, je le reconnais ; mais voyez comme elle achève bien la pensée de tout à l'heure : dans les montagnes, on arrive à des sommets tels que la tempête s'élabore au-dessous de soi ; ce sont les sublimités de la nature qui nous peuvent rasséréner, et non pas la philosophie : le sage dont l'âme est au-dessus des orages de la vie a donc son symbole dans la montagne, et c'est elle aussi qui peut contribuer à faire de lui un sage...

« Ce fut là que je démêlai sensiblement, dans la pureté de
« l'air où je me trouvais, la véritable cause du changement de
« mon humeur et du retour de cette paix intérieure que j'avais
« perdue depuis si longtemps. En effet, c'est une impression générale qu'éprouvent tous les hommes, quoiqu'ils ne l'observent
« pas tous, que, sur les hautes montagnes, où l'air est pur et
« subtil, on se sent plus de facilité dans la respiration, plus de
« légèreté dans le corps, plus de sérénité dans l'esprit ; les plaisirs y sont moins ardents, les passions plus modérées. Les
« méditations y prennent je ne sais quel caractère grand et
« sublime, proportionné aux objets qui nous frappent, je ne sais
« quelle volupté tranquille qui n'a rien d'âcre et de sensuel. Il
« semble qu'en s'élevant au-dessus du séjour des hommes, on y
« laisse tous les sentiments bas et terrestres, et qu'à mesure
« qu'on approche des régions éthérées, l'âme contracte quelque
« chose de leur inaltérable pureté. On y est grave sans mélancolie, paisible sans indolence, content d'être et de penser :
« tous les désirs trop vifs s'émoussent ; ils perdent cette pointe
« aiguë qui les rend douloureux, ils ne laissent au fond du cœur
« qu'une émotion légère et douce ; et c'est ainsi qu'un heureux
« climat fait servir à la félicité de l'homme les passions qui font
« ailleurs son tourment. Je doute qu'aucune agitation violente,
« aucune maladie de vapeurs pût tenir contre un pareil séjour
« prolongé, et je suis surpris que des bains de l'air salubre
« et bienfaisant des montagnes ne soient pas un des grands

« remèdes de la médecine et de la morale (1). » — Rousseau pressentait les cures d'air et d'altitude !

J'appelle votre attention sur cette idée, que la nature a la faculté de verser en nous la sérénité : elle nous laisse nos passions ; mais en les subtilisant et en les « sérénisant » : elle laisse le plaisir sans l'amertume. Aristote dit que la tragédie nous apporte une κάθαρσις, l'épuration de nos passions, pour traduire avec le contresens qu'a commis tout le xvii^e siècle. Ce qu'Aristote attribue à la tragédie, Rousseau l'attribue à l'influence de la nature : dans son sein, on est « grave sans mélancolie » ; les passions perdent leur pointe aiguë. Remarquez bien que Rousseau est tout le contraire d'un stoïcien : il ne juge pas qu'il faille déraciner, extirper de l'âme les passions. Il croit que l'on n'y réussirait pas, et surtout que les passions sont bonnes, à condition d'être adoucies, de perdre leur pointe ou leur âcreté. C'est un peu ce qu'ont dit les Epicuriens, et c'est ce qu'a dit Descartes, convaincu que toutes les passions ont leur bon et leur mauvais aspect.

Mais une question se pose : par quel moyen adoucir les passions ? Chaque philosophie apporte son remède, et Rousseau a le sien : le moyen, c'est la nature.

Plonge-toi dans son sein qu'elle t'ouvre toujours, comme a dit Lamartine, et tu garderas tes passions, mais pénétrées de sérénité.

Si la nature apaise Rousseau, elle est aussi pour lui une sorte d'affranchissement, de libération momentanée, mais singulièrement douce. C'est ce qu'il nous dit dans les *Confessions* (2), quand il nous entretient de son séjour dans l'île de Saint-Pierre : « Pour
« les après-dînées, je les livrais totalement à mon humeur
« oiseuse et nonchalante, et à suivre sans règle l'impulsion du
« moment. Souvent, quand l'air était calme, j'allais immédiate-
« ment en sortant de table me jeter seul dans un petit bateau,
« que le receveur m'avait appris à mener avec une seule rame ;
« je m'avançais en pleine eau. Le moment où je dérivais me
« donnait une joie qui allait jusqu'au tressaillement, et dont il
« m'est impossible de dire ni de bien comprendre la cause, si ce
« n'était peut-être une félicitation secrète d'être en cet état hors
« de l'atteinte des méchants. » Voilà ce qui est nouveau et particulier : avant Rousseau on ne voit point dans la nature, et pas plus La Fontaine que Boileau, une évasion loin des hommes et des méchants : chez Rousseau, au contraire, dont l'âme est ulcérée

(1) *La Nouvelle Héloïse*, première partie, lettre 23.

(2) Livre XII.

et craintive, cette sensation est très vive et s'exprime en des termes qui ne laissent aucun doute. — « J'errais ensuite seul
« dans ce lac, approchant quelquefois du rivage, mais n'y abor-
« dant jamais. Souvent, laissant aller mon bateau à la merci de
« l'air et de l'eau, je me livrais à des rêveries sans objet et qui,
« pour être stupides, n'en étaient pas moins douces. Je m'écriais
« parfois avec attendrissement : O nature ! ô ma mère ! me voici
« sous ta seule garde ; il n'y a point ici d'homme adroit et fourbe
« qui s'interpose entre toi et moi. Je m'éloignais ainsi jusqu'à
« demi-lieue de terre ; j'aurais voulu que ce lac eût été l'Océan.
« Cependant, pour complaire à mon pauvre chien, qui n'aimait
« pas autant que moi de si longues stations sur l'eau, je suivais
« d'ordinaire un but de promenade : c'était d'aller débarquer à la
« petite île, de m'y promener une heure ou deux, ou de m'étendre
« au sommet du tertre sur le gazon, pour m'assouvir du plaisir
« d'admirer ce lac et ses environs, pour examiner et disséquer
« toutes les herbes qui se trouvaient à ma portée, et pour me
« bâtir, comme un autre Robinson, une demeure imaginaire dans
« cette petite île. » — Ainsi telle est la rêverie de Rousseau : être
seul dans une île, vivre comme Robinson, avec son chien, vivre
loin des hommes, affranchi de la vie, pour ainsi dire.

Il termine ainsi son récit : « Je m'affectionnai fortement à cette
« butte. Quand j'y pouvais mener promener Thérèse, avec la
« receveuse et ses sœurs, comme j'étais fier d'être leur pilote et
« leur guide ! Nous y portâmes en pompe des lapins pour la
« peupler... Cette peuplade me rendit la petite île encore plus
« intéressante. J'y allais plus souvent et avec plus de plaisir,
« depuis ce temps-là, pour rechercher des traces du progrès des
« nouveaux habitants. » Voilà ce qui suffit à Jean-Jacques,
heureux quand il est séparé du commerce des hommes.

Ces passages nous montrent Rousseau tout entier : aussi bien
en homme sensuel et sensible qu'en philosophe, il est profondé-
ment attaché à la nature ; il trouve en elle l'apaisement et
l'affranchissement ; il y trouve surtout la vérité. Il valait la peine
d'analyser le sentiment de la nature chez un homme qui le
possède à un aussi haut degré de développement.

M. W.

La Morale.

Cours de M. VICTOR EGGER,

Professeur à la Faculté des Lettres de Paris.

Doctrines de l'intention (suite et fin.)

Je vais terminer, aujourd'hui, l'examen de la doctrine de l'intention. J'ai expliqué que, d'après la morale esthétique, on pouvait se faire des âmes de types différents, parmi lesquels un certain type correspond au type qu'exige la morale ; la morale n'a qu'un idéal, l'esthétique en a plusieurs ; l'esthétique de l'âme peut proposer plusieurs types de perfection, dont un seul coïncide avec la perfection morale. J'ajoute, aujourd'hui, ceci : dès qu'un homme a créé un type d'âme, il a des imitateurs ; quand on suit une morale esthétique, on copie toujours quelqu'un : l'égotiste copie Alcibiade et quelques modernes, qu'on appelle des fats, les marquis de Molière par exemple ; les stoïciens se copiaient les uns les autres ; les premiers stoïciens copiaient les cyniques, qui eux-mêmes prenaient pour modèle Hercule ; les pyrrhoniens copiaient les gymnosophistes ; etc. — Le héros de Stendhal, Julien Sorel, veut se faire une âme ; il prétend copier deux modèles, Tartuffe et Napoléon ; il se donne ainsi quelques vices nouveaux, et il cultive quelques passions qu'il avait déjà ; il échoue dans son dessein, et l'événement le prouve, puisqu'il meurt jeune et tragiquement ; s'il avait réussi un mélange de Tartuffe et de Napoléon, cela n'eût pu faire qu'un beau monstre ; nous sommes loin de la morale.

Il faut conclure de là que ce que l'on a appelé la morale esthétique diffère absolument de la morale. L'art a une variété, une liberté que n'a pas la morale. L'âme se prête comme le corps aux tentatives de l'art, car elle possède la même plasticité. On peut, jusqu'à un certain point, sculpter son âme d'après un certain type idéal ou réel, mais ce n'est pas du tout faire son devoir ou faire le bien ; ce n'est pas même s'y préparer. La morale esthétique a un nombre indéfini d'idéals ; la morale vraie n'en a qu'un. S'il y a plusieurs façons de faire son devoir, elles se ramènent toutes à une seule et même théorie ; l'art a autant de doctrines qu'il a d'idéals différents. La morale esthétique donne des monstres, de

purs égoïstes raffinés, des vertus exclusives, des héros : c'est l'anarchie. Comment faire avec cela une société, l'harmonie sociale, l'union des âmes ? Comment faire de l'humanité un seul corps et une seule âme ?

Ces effets si variés de la morale esthétique, nous les jugerons en nous plaçant au point de vue du sens commun. Avec Don Juan, le Critias du *Gorgias*, Julien Sorel, on est à l'opposé de la morale ; avec les indifférents, les dédaigneux, les égotistes, c'est l'absence de zèle pour le devoir ; ceux qui se résignent ou qui protestent contre le cours des événements se contentent de pratiquer des devoirs négatifs ; ils cultivent des vertus négatives ; dans d'autres cas, on peut cultiver la moralité elle-même, la plus complète et la plus haute ; c'est ce qui arrive, si l'on se fait une âme désintéressée, si l'on poursuit l'abandon de soi, le don de soi aux autres hommes, à l'humanité, comme les mystiques se donnent à Dieu.

Mais, alors, on ne se prend pas pour fin, on se prend comme moyen, on se fait moyen. Or qu'est cela, sinon créer en soi de bonnes intentions et s'y absorber ? De bonnes intentions, dis-je ; à vrai dire, il n'y en a que deux : 1° l'intention de ne pas faire le mal et de ne pas empêcher le bien, par irréflexion, maladresse, calcul jaloux ou égoïste ; 2° l'intention d'empêcher tout mal auquel on peut mettre obstacle et de faire tout bien qui dépend de nous, qu'il est en notre pouvoir d'accomplir. Lorsque ces deux intentions sont permanentes, l'âme est bonne intention, bonne volonté.

L'âme désintéressée est telle soit par nature, par instinct primitif, soit à la suite d'efforts, volontés, luttas, combats. Entre ces deux origines, il y a toutes sortes de nuances intermédiaires : l'égoïsme est trop naturel pour qu'on n'ait jamais eu à le combattre, et les sentiments sympathiques sont trop naturels, eux aussi, pour qu'on ait jamais à créer de toutes pièces son propre désintéressement. Puis, entre l'instinct et l'effort personnel, il y a l'éducation ; il y a l'exemple présenté à l'imitation, exemple des éducateurs, des amis, des rivaux, des grandes âmes, dont on entend raconter l'histoire ou dont lit la vie. Le désintéressement est donc en partie naturel, en partie factice ; il est toujours un mélange de nature et d'art volontaire associés en des proportions diverses. Toujours est-il qu'on peut faire œuvre d'artiste, être créateur de soi-même à un degré ou à un autre, en développant en soi, en fortifiant le désintéressement, dont le germe est en nous dès la naissance. Ce qu'il y a de vraiment moral dans l'esthétique de l'âme ou esthétique morale se ramène donc au désintéressement intérieur, intime, à la bonne volonté, volonté permanente du bien, à la bonne intention. Et une âme ainsi faite, désintéressée sponta-

nément pour une part, volontairement, par effort, par art, pour une autre part, c'est ce qu'on appelle vulgairement une bonne conscience, ou encore, tout simplement, un brave homme.

Qu'est-ce donc qu'un brave homme ? C'est un homme qui, sans grande supériorité intellectuelle, sans grande réflexion, sans raffinement d'aucune sorte, est toujours disposé à la justice et à la charité, à ne pas faire le mal, à s'en écarter, s'il est tenté de le faire, à empêcher le mal, s'il en a le pouvoir, à faire le bien s'il en a l'occasion et les moyens. C'est un homme que le vice offense, que le malheur d'autrui attriste, qui se réjouit du bonheur des autres — « le bonheur d'autrui n'offense pas mes yeux », dit Théophile Gautier, — qui a de bonnes et franches paroles pour encourager la vertu, pour blâmer les fautes. Il n'est pas sévère, il n'a rien d'un censeur morose ; mais il n'a pas non plus d'indulgence, par faiblesse, pour les défaillances morales dont il est le témoin et dont il est ainsi le juge, juge plus ou moins autorisé selon les circonstances.

Qu'on le remarque : dans cette définition, que tout autre que celui qui parle ici aurait faite identique, il est question d'autrui tout le temps ; la bonté, la droiture, la moralité du brave homme ne sont pas intérieures. Isolez-le : que restera-t-il du brave homme que nous avons décrit ? Comment pourra-t-il mériter d'être ainsi qualifié ? Robinson, avant Vendredi, est-il un brave homme ? Non ; c'est un héros, une sorte de stoïcien. Un misanthrope, même inoffensif, n'est pas un brave homme ; Diogène le Cynique n'était pas un brave homme.

Une bonne conscience, c'est quelque chose de plus. Ici interviennent la réflexion, les scrupules, les finesses, les raffinements de l'intelligence à la recherche des moyens du bien dans les cas difficiles, du vrai bien et du vrai devoir dans les cas douteux. Une bonne conscience est raffinée et pourtant droite, rebelle aux séductions de tel ou tel sophisme, inaccessible aux compromis entre l'intérêt personnel et le devoir. Le premier venu, l'homme médiocre, peut être un brave homme, mais non pas une bonne conscience. Pourtant, nous devons faire la même remarque que dans le premier cas : tous les problèmes subtils que se pose, discute et résout la bonne conscience, ce sont des problèmes d'action ; il s'agit toujours d'influence sur autrui. Isolez la meilleure des consciences, imposez-lui une retraite, que pourra-t-elle ? Rien, sinon se maintenir et se préparer pour le temps où elle rentrera dans la société des hommes. Vous le voyez une fois de plus : il me paraît impossible d'être de l'avis de Kant, pour qui toute conscience est une fin.

La conséquence de la morale intérieure serait de réduire la morale particulière à des devoirs envers nous-mêmes et à des devoirs négatifs envers autrui ; la charité ne ferait plus partie des devoirs, car déduire la charité de tels principes est logiquement impossible. Je fais, au contraire, de la charité le terme, la fin, l'objet propre de la morale, le devoir par excellence, dont tous les autres sont des préparatifs ou des moyens. J'ai déjà montré que la justice, c'est-à-dire le devoir d'abstention, est l'antécédent logique et l'antécédent de fait de la charité, c'est-à-dire du devoir d'action. Aujourd'hui, je pense établir que le devoir envers nous-mêmes a un caractère et un rôle analogues, les vertus intérieures étant les moyens des vertus sociales.

Toutes, en effet, se ramènent à l'intention de bien faire, à l'intention de faire le bien, donc, avant tout, de ne pas faire le mal ou de l'empêcher : être prêt à la justice et à la charité en toute circonstance, voilà la vertu intérieure et voilà la bonne intention. Le brave homme et la bonne conscience, ce sont deux degrés de la bonne intention.

Faut-il donc renoncer à modeler les âmes, à l'esthétique morale ? Non, mais il faut la bien entendre ; au lieu de subordonner la morale à l'esthétique, ce qui serait fausser et trahir la morale, il faut subordonner l'esthétique à la morale. La véritable esthétique morale façonne l'âme, la pétrit, la forme, la sculpte, en ayant pour modèle, pour type, pour idéal, l'idéal moral, le désintéressement, le sacrifice, la vie pour autrui, l'union de l'individu à l'humanité conçue comme l'accord d'une partie avec le tout et d'un moyen avec sa fin. On s'occupe de soi, on médite sur soi-même, pour faire de soi une chose bonne à autrui, un parfait instrument du bonheur de nos semblables. Si l'on fait ainsi, on n'a pas le choix, comme l'artiste, entre plusieurs idéals également souhaitables, également désirables ; on n'en a qu'un : le désintéressement, le détachement de soi, combiné avec l'action sociale bienfaisante, l'état d'une âme riche de puissances et tout entière tournée vers autrui.

L'homme désintéressé, lorsqu'il agit, lorsqu'il se dévoue, n'est pas, dans son action, étranger à la culture savante des âmes, car une de ses œuvres, et non la moindre, est de former des âmes, des consciences, celles des autres. Faire de bonnes consciences par l'éducation, les avis, les conseils, les jugements, l'exemple, sculpter les âmes sur lesquelles on a de l'influence, les sculpter d'après l'idéal moral, c'est une action naturelle ou légitime selon les cas, et agir ainsi, c'est travailler indirectement au bonheur d'autrui ; ce procédé indirect, cette action indirecte est peut-être

la plus efficace : guérir les plaies morales, moraliser les enfants mal élevés ou abandonnés, qui ont mal commencé, mal débuté dans la vie, redresser les déviés, cela vaut mieux que de saisir et d'arrêter la main qui va voler ou frapper ; cela vaut mieux surtout que de s'emparer des coupables, le crime une fois accompli, puis de les juger et de les punir ; car alors le mal est fait, fait sur la victime et fait dans l'âme du criminel, qui s'est perverti en achevant ou en commençant son acte ; il est bien tard pour réparer le mal, et c'est bien plus difficile : *Venturo occurrere morbo* ; préviens le mal avant qu'il ait germé.

Ainsi la moralité intérieure a sa valeur ; mais elle ne vaut pas par elle-même. Elle a son charme spécial ; la voir, la percevoir fait du bien ; elle est apaisante et contagieuse : « On ne jouit que des âmes », disait Vauvenargues. Mais, alors même qu'elle est un objet perçu et qui retient l'attention par son attrait, elle n'est qu'une jouissance, elle n'est pas un acte, quelque chose d'achevé, une fin, la fin morale, le bien. Contempler des stoïciens, des résignés, des simples délicieusement innocents, à quoi bon ? C'est un dilettantisme vide, un eudémonisme raffiné. Il s'agit bien, dans cette vie, de jouir ! Jouir des âmes ou jouir des corps, c'est toujours jouir. Mais se fortifier soi-même par la vue des bonnes volontés ambiantes, des intentions fermes et agissantes qui sont des principes féconds d'action bienfaisante, à la bonne heure ! C'est s'inspirer à la source, prendre le mot d'ordre, étudier le bon exemple, le modèle à suivre. Voilà une jouissance légitime, morale, pourvu qu'on ne la prenne pas pour fin, pourvu qu'elle soit un accident, un épisode, un surcroît de la vie vertueuse, de la vie intérieure toujours préoccupée du bien et de ses moyens.

La conséquence ne se comprend qu'à la lumière du principe qui la fonde : étant donné que le bien, c'est le bonheur qui vient du hasard ou d'autrui et que le devoir de l'homme a pour matière le bonheur d'autrui, il en résulte que la bonne intention ou bonne volonté est un bien, par application du principe formel des déductions morales : la fin qualifie les moyens. Le moyen général du bien moral, c'est l'âme de l'agent, l'état de sa conscience, l'état de bonne intention. L'intention bonne consiste dans un désir constant du bien et dans l'habitude de penser au bien et d'en chercher les moyens ; il ne suffit pas de concevoir simplement le bien et de l'aimer, d'en découvrir les moyens et de poursuivre activement la fin par les moyens, car le bien n'est pas toujours aisé à concevoir ; chercher ce qui est le bien ou comment on peut le faire sans faire le mal en même temps, ce sont là les scrupules de la conscience ; toute bonne conscience est scrupuleuse. Il y a des

consciences qui vont droit devant elles et qui ne s'arrêtent pas aux difficultés ; d'autres abandonnent les problèmes qui les embarrassent et renoncent aux biens trop difficiles. D'autres, au contraire, sont attirées par la difficulté ; si un bien est difficile, il faut quand même, pour certaines consciences, le réaliser ; et, si les moyens en sont douteux, elles en cherchent d'autres. Toute bonne conscience est audacieuse, laborieuse et scrupuleuse.

L'intention est donc le moyen par excellence de faire le bien ou le mal, et l'intention bonne est l'ensemble des idées, des sentiments, des habitudes, des principes, c'est-à-dire des motifs et des mobiles, qui sont pour un individu donné les principes d'une conduite désintéressée, c'est-à-dire morale. Il en résulte que la culture de l'intention est aussi importante que la poursuite directe des fins bonnes, et qu'il est aussi bon de travailler à la moralité de nos semblables qu'à leur bonheur. Dès lors, la qualification morale se détourne peu à peu des véritables fins pour se porter sur ce moyen et s'y arrêter : les bonnes intentions finissent par être estimées plus précieuses que les fins. De là vient que certains philosophes ont soutenu que l'intention était le bien moral essentiel ou même tout le bien moral, une fin privilégiée ou la fin unique. A notre avis, ils ont pris pour la fin le moyen le plus excellent, le plus efficace, le moyen privilégié, qui n'est pourtant qu'un moyen.

Pour justifier leur thèse, ils ont soutenu que l'intention est seule morale, parce que, seule, elle est en notre pouvoir. Cela est faux : il y a des fatalités dans l'âme comme dans la nature ; il y a les passions, les impulsions, les influences inévitables du milieu. Nous sommes maîtres de nous ni plus ni moins que de la partie de l'univers et de la société qui est notre milieu immédiat. Ce qui est vrai, c'est que nous ne pouvons vaincre les fatalités extérieures qui s'opposent à notre action morale sans avoir tout d'abord vaincu les fatalités intérieures qui s'opposent à la constance et à la pureté de notre moralité intérieure. Il faut être bonne intention avant tout, pour pouvoir être homme de bien dans la pratique, dans l'action.

Qui veut la fin veut les moyens ; qui doit la fin doit les moyens ; la fin qualifie les moyens. Telle est la source de cette doctrine. L'intention, la bonne volonté, le bon désir, voilà le moyen par excellence du bien. C'est une réserve de forces pour le bien, et elle implique une tension constante. La volonté est intermittente dans son action extérieure, parce que les occasions d'agir sont intermittentes ; l'amour du bien peut être un état d'âme constant. Le bien, qui dépend de nos volontés, dépend avant

tout de notre état d'âme. De là vient l'importance attribuée à l'intention, au sentiment, à l'amour, dans les morales religieuses, dans certaines morales philosophiques, dans certaines manifestations, plus spontanées que réfléchies, de l'opinion commune ; de là aussi l'idée, excessive et fausse, que toute la moralité, tout le bien moral, consiste dans l'intention. Mais le sens commun n'est pas indifférent aux résultats ; s'il aime les intentions, c'est à titre de moyens : à son avis, la sensiblerie, les âmes sensibles, cela ne suffit pas : il faut les actes ; l'arc est tendu pour lancer la flèche. Rappelons-nous le vers de Racine : « La foi qui n'agit pas, est-ce une foi sincère ? » ; il a servi, plus d'une fois, à exprimer l'opinion commune.

Certes, le sens commun loue les intentions qui n'ont pas été suivies d'effet ; alors on a du moins « le mérite de l'intention », comme on dit communément. L'intention suffit, faute de mieux ; elle suffit pour faire du mérite. Mais le sens commun loue aussi des actes faits sans intention bonne, si le résultat en a été bon. Donc, s'il loue l'intention, c'est à titre de moyen. Il loue davantage l'intention pure, inefficace, que l'acte efficace et son résultat non inspirés par une intention bonne. Mais pourquoi ? Parce que l'acte qui fait le bien, s'il dérive d'une source non morale, fait le bien par hasard, comme il ferait le mal ; il n'y a pas là de promesse pour l'avenir. L'intention, au contraire, est une promesse pour l'avenir, alors même que, par chance mauvaise ou maladresse, elle n'atteint pas le but qu'elle visait ; on pense qu'elle l'atteindra une autre fois ; si le monde est peuplé de bonnes intentions, l'avenir est assuré ; on peut être tranquille ; le bien se fera. Les intentions sont des capitaux, des réserves. Le moyen prend par là une telle importance, une telle valeur, qu'il masque le but ; mieux vaut, semble-t-il, chercher le moyen que la fin, faire de braves gens ou de bonnes consciences que faire le bien ; mieux vaut faire des intentions que des actes, et mieux vaut se faire soi-même bonne intention qu'essayer d'agir.

En définitive, la doctrine de l'intention pose une morale purement intérieure, qui a pour seul objet la culture des âmes ; il s'agit seulement de faire de belles âmes : peu important les actes, les œuvres, les résultats. Elle est tout entière dans cette formule : *le moyen vaut mieux que la fin*. Mais la formuler ainsi, c'est la juger. L'intention, si on l'entend bien, l'intention parfaite ou complète, c'est l'intention qui donne naissance à l'acte, qui se continue en lui et qui subsiste à travers les moyens jusqu'au succès. Une conscience vraiment bonne est celle qui a des intentions pour bien agir et en agissant bien, celle qui montre la

même constance dans l'action qu'avant l'action ; ce n'est pas une conscience repliée sur elle-même, qui se prend elle-même pour objet et pour fin : c'est une conscience tournée vers l'humanité, qui prend les autres hommes pour objet et pour fin, se considérant elle-même comme un simple moyen. D'ailleurs, sans l'existence de tels moyens, le bien ne peut être fait, et, plus il y aura de bonnes consciences, plus le bien sera fait. Donc il faut former des consciences. On voit qu'il y a dans la doctrine de l'intention une part de vérité, mais aussi une part d'excès et d'erreur. En la rattachant à la doctrine du bien, j'ai montré qu'elle n'a de valeur que comme addition ou complément à cette doctrine.

La vie et les œuvres de Molière.

Cours de M. ABEL LEFRANC,

Professeur au Collège de France.

« **Monsieur de Pourceaugnac** » (*fin*). — « **Les Amants magnifiques** ».

Dans la dernière leçon, nous avons cherché à savoir quelle est l'origine du nom de Célimène. Nous avons vu qu'au moment où Molière écrivit son *Misanthrope*, le nom de Célimène était en quelque sorte dans l'air à cause de ce curieux ouvrage de l'abbé d'Aubignac, *Conseils d'Ariste à Célimène*. — Nous avons ensuite donné une appréciation du *Pourceaugnac*, qui n'est pas celle qu'on trouve un peu partout. Certes, nous avons admiré des épisodes très remarquables ; mais nous avons aussi fait des réserves formelles. Pourceaugnac est un type sans vie propre, sans consistance, sans une réelle signification ; il n'est pas la personnification d'une classe. Il n'y a rien d'autre dans la pièce qu'une bouffonnerie sans profondeur. On n'y voit pas le portrait du gentilhomme campagnard de 1670 ; Molière n'a pas eu le temps de le peindre. En tout cas, ce sujet a été traité ailleurs par lui ; ailleurs, nous avons une satire générale de la noblesse : bientôt, en effet, nous ferons connaissance avec le personnage de Dorante. — D'autre part, j'ai cité une série d'autres pièces qui donnent de ce type négligé par notre grand comique une peinture plus complète, plus exacte et plus variée : c'est le *Campagnard*, de Gillet de la Tessonnerie, 1657 ; c'est le *Baron de la Crasse*, de Raymond Poisson, en 1662 ; c'est le *Gentilhomme de Beauce*, de Montfleury, en 1670 : toutes les trois en vers. C'est encore le *Ballet* de 1665, qui nous offre le tableau d'une réception à la campagne ; c'est le *Gentilhomme Guespin*, de de Visé, en 1670 ; les *Nobles de Province*, de Hauteroche, en 1678. — Plus tard, le sujet a encore tenté Regnard, Daucourt, Picard, Scribe, Labiche, etc.

Nous avons alors étudié la position des hobereaux dans la société du *xvii^e* siècle, quelle était à leur égard l'attitude des courtisans, celle de Louis XIV ; nous avons vu quelle conception on se faisait alors à Paris de la province et du provincial. J'ai montré les perpétuelles railleries qu'offrent les satires et les

comédies du temps, l'hostilité qui divise les gentilshommes de campagne et ceux de ville, à plus forte raison ceux de cour ; les reproches adressés par les seconds aux premiers. J'ai décrit la vie de ces gentilshommes ruraux, vie d'ennui et d'oisiveté pour certains, qui passent leur temps à lire des romans ; Quinault, en 1654, nous a donné la définition du provincial ; nous avons vu leurs noms grotesques dans la littérature de l'époque. Nous avons passé en revue tous les textes qui pouvaient nous servir de documents depuis 1612. Ils sont nombreux et curieux, et nous avons terminé par La Bruyère, qui a résumé les principaux griefs contre les nobles campagnards. En réalité, il y avait là une très grosse question, une question sociale, comme nous disons aujourd'hui : nous pouvons y voir un exemple de ce dénigrement systématique que notre littérature a appliqué à tant de choses et que nous appliquons tous les jours. Il y a une vingtaine d'années, un roman a versé l'opprobre sur nos ruraux : on pourrait faire des allusions plus récentes ; nous venons de voir, encore une fois, des écrivains user de cet injuste procédé, qui consiste à prendre pour règle des cas exceptionnels.

Sur cette question de la noblesse de campagne au xvii^e siècle, nous avons trouvé deux thèses récentes et différentes en présence. C'est, d'abord, celle de M. Pierre de Vaissière : la première partie du xvi^e siècle a été l'âge d'or de la noblesse française ; puis, à la fin de ce même siècle, se produit le déracinement de la noblesse, pour des causes que nous avons énoncées. M. Pierre de Vaissière répond aux reproches adressés aux hobereaux ; il défend qu'on les déclare inutiles : leur pauvreté fut honorable ; ils ne furent pas tous des tyrans : ils ne furent pas tous des ivrognes, ni des débauchés. Ils eurent, d'ailleurs, en 1780, une réhabilitation tardive. — L'autre thèse était celle de M. Lavis, dans le tome VII de son *Histoire de France*. Cette étude d'ensemble montre quel fut le tort de la monarchie en réduisant à l'inutilité cette noblesse de campagne, une belle classe cependant, qui aurait pu être éduquée et employée.

Examinant, enfin, la pièce de Gillet de la Tessonnerie, nous avons vu qu'elle oriente la comédie de mœurs et de caractère vers son double but, qu'elle annonce et prépare immédiatement Molière. J'ai fait valoir l'originalité du *Campagnard*, cette série pittoresque de tableaux, sans placage, où le campagnard vit et déploie son caractère. J'ai montré les ressemblances avec *Pourceaugnac*, et il est permis de dire qu'elles ne sont pas fortuites, car la situation générale est la même : le campagnard vient à Paris pour se marier et il s'en retournera honteux et dupé. J'ai montré aussi

des ressemblances plus précises, des analogies de détail. Molière, très certainement, a connu l'œuvre de Gillet et s'en est inspiré.

L'examen de ces pièces nous a amenés à conclure qu'il était possible de les ranger en deux catégories. La première comprend celles qui nous représentent un voyage du noble campagnard à Paris ou à la cour, et ce qui surtout y est raillé, c'est la vantardise de ce malheureux candidat au poste de mari trompé. Les pièces de l'autre série représentent, au contraire, une réception en province des gentilshommes de la cour par les hobereaux, et la satire s'en prend surtout à leur avarice et à leur pauvreté. — *Le Baron de la Crasse*, de 1662, nous offre les deux aspects.

Pour revenir un peu à la comédie de Gillet de la Tessonnerie, nous remarquerons que l'énumération des peintres qu'on y trouve permet de tirer une petite conclusion intéressante pour l'histoire de l'art : Rembrandt, en effet, y est cité ; ce qui prouve qu'en 1657, près de vingt ans avant sa mort, il était déjà si célèbre qu'on pouvait parler de lui dans une comédie destinée au grand public. Je rappellerai aussi l'analogie avec le *Sicilien* ou *l'Amour peintre*, et je ne saurais trop insister sur la critique des horoscopes et des astrologues que contient *le Campagnard*. C'est que, dans *les Amants magnifiques*, la pièce qui suit immédiatement le *Pourceaugnac*, nous trouvons de même une satire de l'astrologie. Ce rapprochement, qui n'a jamais été fait, confirme victorieusement l'hypothèse d'une influence exercée alors sur Molière par Gillet de la Tessonnerie.

Nous ne quitterons point ce dernier, sans citer encore ce tableau très séduisant de la vie rurale que fait le Campagnard à sa belle :

Je crois que trois châteaux avec trois métairies,
Huit cents arpents de terre et quatre bergeries,
Deux haras bien peuplés et quatre ou cinq moulins,
Trois granges en bon ordre et trois celliers tout pleins,
Plus de trente coureurs dedans mes écuries,
Des étangs à foison, des bois et des prairies,
Quatre meutes de chiens, bassets, moyens et grands,
Epagneux, levriers, mâtins et chiens courants,
Dix oiseaux excellents, une assez bonne table,
Quelque rente foncière et du bien raisonnable
Parmi deux cents voisins d'honneur et de vertu
Vous mettront à notre aise.

Le Campagnard baise les mains de Philis et s'attire une nouvelle affaire d'honneur avec Cliton. L'attitude de Jodelet, qui ne peut tirer son épée du fourreau, est imitée encore de Panurge.

A l'acte V, une tirade de Jodelet sur l'amour rappelle assez celle de Gros-René sur les femmes dans *le Dépit amoureux* (II, 2).

Phénice est enlevée par Cliton. Léandre a une explosion de fureur peinte. Il épousera Philis. Mais le pauvre Campagnard s'écrie : « A cheval », et veut courir sus au ravisseur.

A la fin, Jodelet formule ainsi la moralité de la pièce :

Et moi qui te connais quoi que tu puisses faire,
Je te tiens un grand sot, et par devant notaire.
Et vous, beaux campagnards, accordés ou maris,
Gardez-vous d'amener vos femmes à Paris,
Pour y voir le Pont-Neuf et la Samaritaine.
Plus de mille cocus s'y font chaque semaine,
Et les godelureaux y sont si fréquemment
Qu'une femme de bien s'y trouve rarement.
Prenez-y donc exemple et, devenant plus sages,
Faites-leur voir Paris au fond de vos villages.
Parmy vos partisans, faites-les Cupidons,
Et demeurez toujours les rois de vos dindons.

Cette pièce remarquable fut imprimée en 1657. L'auteur était né en 1620 ; il débuta de très bonne heure, dès 1640. Il écrivit le *Triomphe des cinq passions*, la *Comédie de Francion le Déniaisé*, et disparut vers 1660.

Raymond Poisson (1633-1690) est l'auteur du *Baron de la Crasse* représenté en 1662 ; c'est une comédie en un acte, en vers. Les personnages en sont : le baron de la Crasse, de Pézenas ; le Marquis ; le Chevalier ; le Comédien ; Marin, valet du baron. La scène est dans le château du baron, en Languedoc.

Le Marquis et le Chevalier tombent en hôtes dans le château : c'est là une situation fréquemment utilisée dans le roman, la nouvelle et au théâtre. On va berner (le mot y est) le gentilhomme provincial : c'est toujours cette même préoccupation que nous avons vue dans *Pourceaugnac*.

Ce titre de baron était alors très rare à la cour, où l'on ne voyait que comtes et que marquis ; il était donné de préférence aux gentilshommes campagnards. On trouve très peu de barons dans Saint-Simon et dans Dangeau. Ce titre est donc choisi intentionnellement par Poisson. D'ailleurs, d'autres pièces ont des titres analogues : ainsi le *Baron d'Albrérac* de Thomas Corneille, qui a fait aussi le *Baron des Fondrières*, non représenté, les *Barons* ou les *Copieux Fléchois*, le *baron d'Asnon* par D. Varennes, etc.

Le Marquis nous présente en ces termes le baron :

C'est un baron, te dis-je, à souffrir la nasarde.
Il n'est, depuis dix ans, sorti de son château
Que l'autre jour qu'il fut jusqu'à Fontainebleau,

Où son malheur le fit berner d'une manière
Fort plaisante, dit-on, et fort particulière.

Puis nous assistons à une scène de la vie de campagne : nous entendons des compliments outrés, particularité commune encore aujourd'hui en province. Des comédiens sont annoncés, comédiens rencontrés par les deux voyageurs dans une hôtellerie. C'était la grande distraction des châtelains provinciaux. La conversation se poursuit :

LE MARQUIS

Enfin toujours constant

Dedans votre château ?

LE BARON.

Monsieur, j'y vis content.
Tout m'y rit, tout m'y plaît, tout m'y paraît aimable.
Le plus affreux hiver, je l'y trouve agréable.

LE MARQUIS (*tentateur*).

Le beau règne où l'on est, la douceur de la paix,
Et la cour, à présent, plus belle que jamais,
Avec tous ses appâts, ne vous fait nulle envie ?

C'est l'opposition des deux vies. Le Baron raconte alors son récent voyage à Fontainebleau et comment... il ne vit pas le roi :

Aussitôt que j'eus dit : « Le Baron de la Crasse »,
Tous ceux de devant moi font d'abord volte-face,
L'un à droite, l'autre à gauche, et tous si prestement
Qu'il sembla que mon nom fût un commandement.
« Un Baron, dit l'huissier, un Baron, place, place
A Monsieur le Baron ! Que l'on s'ouvre, de grâce !
L'on croyait à la cour les Barons trépassés ;
Mais, pour la rareté du fait, dit-il, passez. »
Je passe et cet huissier crie encor : « Place, place,
Messieurs, de main en main, au Baron de la Crasse ! »
J'enrageais, quand je vis cent hommes me gausser,
Et que j'avais encore une porte à passer,
Car chacun m'entourait pour me couvrir de honte,
Comme l'on fait un ours quand un enfant le monte ;
Mais comme je me vis près la chambre du roi
(Car l'on m'avait fait jour en se moquant de moi),
Ennuyé de me voir bafoué de la sorte
Je cherchai le marteau pour frapper à la porte,
Mais je fus obligé (car je n'en trouvai point)
De donner seulement deux ou trois coups de poing.

L'huissier ouvre aussitôt, criant d'une voix forte :
— Qui diable est l'insolent qui frappe de la sorte ?
— Je n'ai pas frappé fort, lui dis-je, excusez-moi ;
C'est le désir ardent qu'on a de voir le roi.
— Mais d'où diable êtes-vous, pour être si novice ?
Dit-il. — De Pézenas, dis-je, à votre service.
— Hé bien, apprenez-donc, Monsieur de Pézenas,
Qu'on gratte à cette porte et qu'on n'y heurte pas.
Vous voulez voir le roi ? Vous attendrez qu'il sorte,
Dit-il, et repoussa fort rudement sa porte.
Comme j'étais fort près, je fus si malheureux
Qu'en fermant, il m'enferme un côté de cheveux.
Je ne le cèle point, ma peur fut sans pareille,
Car la porte les prit rasibus de l'oreille.
J'eus beau pour les ravoir me rendre ingénieux,
Jamais, pour mon malheur, porte ne joignit mieux ;
Mais comme je fus pris la tête un peu penchée,
Mon oreille à la porte était comme attachée :
Ainsi donc, malgré moi, je feignais d'écouter,
Et ma feinte empêchait que l'on s'en pût douter.
La porte par hasard ou l'huissier par malice
Étaient les instruments de ce nouveau supplice.

SCÈNE III

MARIN.

Monsieur, Jean dit combien on tuera de poulets ?

LE BARON.

Veux-tu parler bas. Deux... Peste soit les valets !

LE CHEVALIER.

A-t-on jamais parlé d'un rencontre semblable ?

LE BARON.

Le mal que je souffrais était inconcevable.
Encor si c'eût été des cheveux de la cour,
J'aurais fort bien quitté la perruque et le tour,
Sans être ainsi gêné j'aurais levé la crête ;
Mais, par malheur, c'étaient des cheveux de ma tête,
Fort épais et fort longs, et que, pour mes péchés,
Madame la nature avait trop attachés.
Mais comme ma douleur nuisait fort à ma feinte
Et que mon action paraissait fort contrainte,
Tous ceux qui m'observaient jugèrent bien, je crois,
Qu'étant ainsi gêné, j'étais là malgré moi :
Aussi vis-je d'un œil (car j'étais pris de sorte
Que l'autre ne pouvait regarder que la porte)
Qu'un certain fanfaron riait dans son mouchoir
Et me marquait du doigt pour mieux me faire voir.

Le Comédien arrive et fait son boniment ; c'était une habitude à laquelle se conformèrent souvent Molière ou ses compagnons. Le compliment avant les représentations était chose fort importante, et Molière y excellait. Le Comédien de Poisson harangue fort bien le Baron et lui donne à choisir dans son répertoire :

LE BARON.

L'Agesilan de Colchos, l'avez-vous ?

LE COMÉDIEN.

Non, nous n'avons qu'Eudoxe et l'Hospital des Fous,
Messieurs, le Dom Quichot, l'Illusion comique,
Argenis, Ibrahim et l'Amour tyrannique.
La Belle Esclave, Orphée, Esther, Alcimédon,
Gustaphe, Sanche-Panse, Erigone, Didon,
Alcionée, Osman, les Captifs, Zénobie,
Le Prince déguisé, Clorise, la Silvie,
Sophonisbe, Andromire, Agis, Coriolan,
Cléopâtre, Quiseaire, Eurimedon, Sejan,
L'Inconstance d'Hylas, Clarimonde, Penthée,
Téléphonte, Arbiran, Laure persécutée,
L'Aveugle clairvoyant, Mirame, Darius,
Le Prince fugitif, Roxane, Arminius,
Roland le Furieux, Palème, Mithridate,
Dom Sanche d'Aragon, Mélite, Tyridate.

Le Campagnard fait des confusions ridicules et montre, comme le veut son nom, une ignorance crasse, notamment sur le Cid, sur Don Sanche. Après un impayable compliment du Comédien, comme on ne peut jouer la tragédie, on décide que l'on jouera une farce.

Le Gentilhomme de Beauce a cinq actes en vers. La situation est toujours la même. La suivante Béatrice l'expose aux spectateurs, en s'adressant en ces termes à sa maîtresse Climène :

Quoi ! vous épouseriez ce cousin ? Ce magot
Supplanterait Léandre et vous ne diriez mot ?
Ce pied plat, qui se plaint habits, souliers et chausses,
En un mot, ce bourru gentilhomme de Beauce,
Parce qu'il a du bien, croit ce cœur destiné
Au seigneur campagnard d'un hameau ruiné ?
Qu'à le suivre en province une fille s'engage ?
Ma foi, c'est pour son nez ! Qu'il aille en son village
Compter ses poulets d'Inde et qu'il nous laisse en paix.

Le Gentilhomme Guespin, de de Visé, est de 1670. Ce gentilhomme s'est retiré aux champs pour mettre sa femme à l'abri des entre-

prises galantes. Mais ses voisins, hobereaux ridicules, lui donnent du fil à retordre.

M. DE CORNANVILLE (*au vicomte, apercevant Lucrèce*).

Monsieur... Mais que d'appas ! O Dieu, la belle femme !
Ah ! permettez, Monsieur, que j'embrasse Madame,

LE VICOMTE.

Il appuie un peu fort.

LISETTE (*suivante de Lucrèce*).

Je plains peu le jaloux.

LE VICOMTE (*à part*).

Il n'est que pour baiser, je crois, venu chez nous.

(*A M. de Cornanville.*)

Les femmes de Paris craignent d'être baisées,
Et pour cette vertu sont dessus tout prisées.

M. DE CORNANVILLE.

Pour la première fois, je sais ce que je dois ;
Et vous auriez sujet de vous plaindre de moi.

LE VICOMTE.

Point.

M. DE CORNANVILLE (*se retournant et baisant Clarice*).
Mais...

LE VICOMTE.

Il s'accommode ici tout à son aise.

LISETTE (*comme Cornanville vient à elle pour la baiser*).

Je ne suis pas, Monsieur, de celles que l'on baise.

M. DE CORNANVILLE (*l'embrassant*).

Ah ! Madame.

LISETTE.

Ma foi, je suis d'un rang plus bas.
Foin, il m'a fait baiser aussi ses cheveux gras.

LE VICOMTE (*à part*).

Puisque, pour la servante, il a de la tendresse
Il s'accommoderait aussi de la maîtresse.

De même, dans *le Gentilhomme Guespin*, MM. de Chantepie et de Cochonvilain, arrivant chez le vicomte de la Sablonnière, s'empres- sent de « baiser » sa femme, sa sœur et la servante même, qui s'exclame :

Qu'ils sentent le fumier !

Nous parlerons, pour finir, du *Voyage à Falaise*, d'Eustache Lenoble, qui parut au XVIII^e siècle, mais qui fut certainement écrit à la fin du XVII^e. Il s'agit d'un noble qui, avec un de ses amis, Cléante, fait un voyage à Falaise; ils rencontrent en route un gentilhomme poète, la Bourimière, et sont reçus chez M. d'Argiville, gentilhomme campagnard, parent de Cléante, dont voici le portrait :

« C'était une de ces espèces de gentilshommes redoutables au gibier du pays par leur fusil, aux paysans par leur chicane et à leur curé par leur correspondance avec un official de tems en tems régale d'un lièvre ou de quelque perdrix. Il était d'une taille médiocre ; grand parleur, dévot à outrance, louche et toujours vêtu moitié ville et moitié campagne. Sa femme, grosse et rousse, était orgueilleuse comme une dame de village qui n'a jamais rien vu de plus relevé que son procureur fiscal ; et toute son occupation se réduisait à la multiplication des individus dont sa basse-cour était peuplée et à faire valoir sa grange et son grenier, donnant cependant les noms de baron, de chevalier et d'abbé à trois marmouzets qu'on aurait plutôt pris, à leur décoration, pour ceux qui gardaient les brebis et les cochons que pour ses enfants. »

Tous les détails de la réception sont extrêmement savoureux :

« En avançant, nous vîmes de loin un petit garçon vêtu de treillis, qui, à l'aspect de notre équipage, entra et reparut aussitôt vêtu d'un juste-au-corps fait de la dépouille d'un vieux billard ; et, se trouvant à notre descente, il nous dit, *comme cela*, que monsieur était à la chasse, au bout du clos, et madame au moulin, et qu'il allait sonner la cloche pour les avertir de notre arrivée... »

« Les compliments furent copieux de la part de nos hôtes ; car c'est la chose dont on manque le moins en province. — « Je ne sais, dit M. d'Argiville, de quoi je pourrai vous régaler à souper : j'avais, il y a huit jours, les meilleurs perdreaux du monde et six bouteilles d'un vin qui ne se pouvait payer ; mais vous nous prenez dans un moment fâcheux... »

De fait, le Campagnard offre à ses hôtes un repas ridicule. — « Nous trouvâmes que, d'un côté, la table était couverte d'un plat d'étain fort ténébreux, sur lequel étaient juchés deux poulets choisis entre les plus décharnés de la basse-cour, au milieu des-

quels présidait la moitié postérieure d'un vieux lièvre rôti; et toutes ces trois pièces étaient piquées à gros traits d'un lard aussi jaune qu'il était odorant; et vis-à-vis, par fort mauvaise symétrie, on avait servi de l'autre côté, dans une terrine, le devant du même lièvre en civet, dont la fumée vous portait au nez les vapeurs mêlées de l'ail et des navets qui en relevaient l'assaisonnement ».

Enfin les voyageurs peuvent s'échapper de la gentilhommière : « Le gentilhomme fut ensuite remercié au delà des mérites de son régal, et M^{me} d'Argville, qui descendit en cornette sale, corset de buffle, jupe à guipure et pantoufles de roussi eut sa part des complimens et trois baisers par dessus. Le curé eut aussi ses remerciemens avec plus de justice, et il s'en fallut peu que notre poète ne le suffoquât à force de l'embrasser, non seulement pour le payer de son vin, mais des louanges outrées qu'il avait données à son sonnet, dont il voulut retenir copie pour le montrer à tous les curés du voisinage. »

Nous voyons là, à merveille, le côté satirique de toutes ces descriptions; mais il faut se garder, en partant de ces témoignages littéraires, de généraliser abusivement; il ne faut pas juger les gentilshommes campagnards sur ces modèles satiriques. Les historiens ont trop souvent une fâcheuse tendance à se servir de tels documents qui les induisent en erreur; le pessimisme d'un de nos plus grands historiens du xix^e siècle tient précisément à un pareil vice de méthode.

Nous allons étudier, maintenant, les *Amants magnifiques*.

*
**

Après *Pourceaugnac*, la troupe de Molière séjourna à Saint-Germain du 4 au 8 novembre. C'est de décembre que date le privilège d'*Elomire hypocondre*, qui fut mis en vente en janvier. Molière demeurait alors rue Saint-Honoré. Le 9 janvier mourait Marie Hervé, à l'âge de 73 ans, la mère de Madeleine Béjart. Le 30 janvier, par ordre du roi, la troupe de Molière se rendait à Saint-Germain-en-Laye pour vingt jours : le 4 février, elle donnait au Vieux-Château la première représentation des *Amants magnifiques*, la vingt-quatrième pièce de Molière. Le registre de La Grange donne ce renseignement : « Jeudi 30 janvier, la troupe est allée à Saint-Germain pour le Roi. Le retour a été le mardi 18 février. Pour lequel voyage et celui de Chambord, le Roi l'a gratifiée de la somme de douze mille livres, qui ont été partagées en douze parts, en comptant une part pour l'auteur. »

La pièce fut donnée successivement les 4, 13, 17 février, les

4 et 8 mars : le 4 mars assistaient à la représentation, outre le roi, le Dauphin, Monsieur et Madame, Mademoiselle, Mademoiselle d'Orléans (la grande Mademoiselle) et le prince de Condé.

La pièce ne fut pas imprimée du vivant de Molière, mais seulement en 1682. Elle ne fut pas non plus jouée par lui sur le théâtre du Palais-Royal. Après sa mort, elle fut reprise une première fois en 1688 ; puis une seconde fois, en 1704, elle eut 17 représentations rue Guénégaud, avec un prologue et des intermèdes nouveaux de Dancourt. A partir de 1704, elle disparaît.

Le ballet fut publié, dès 1670, sous le titre de *Divertissement magnifique*. Il fut attribué à Benserade, dont c'était la fonction ordinaire que de composer de tels divertissements. Robinet partagea l'erreur générale ; mais il ne tarda pas à la rectifier. Benserade, d'ailleurs, avait annoncé sa retraite dans le *Rondeau aux Dames*, qu'il mit en 1669 à la tête de son *Ballet royal de Flore* :

Je suis trop las de jouer ce rôle.
Depuis longtemps, je travaille au ballet :
L'office n'est envié de personne ;
Et ce n'est pas office de couronne,
Quelque talent que pour couronne il ait.
Je ne suis plus si gai ni si follet ;

Un noir chagrin me saisit au collet,
Et je n'ai plus que la volonté bonne :
Je suis trop las.

Malgré tout, s'il faut en croire Grimarest, la cour crut le divertissement de Benserade, qui accepta les compliments.

Avec les *Amants magnifiques* cessent les danses de Louis XIV. Le *Divertissement royal* comprend des vers de Molière pour le roi, qui devait figurer et danser sous deux costumes, celui d'Apollon et celui de Neptune. Le roi dut danser le 4 février 1670, d'après le témoignage formel de Robinet et de la *Gazette*. Celle-ci dit, en effet : « Une danse qui est suivie de celle du dieu Neptune représenté par le Roi avec cette grâce et cette majesté qui brillent dans toutes ses actions.... » — « Et dans le dernier, Apollon, encore représenté par le Roi, paraît au bruit des trompettes et des violons ». Remarquons que la *Gazette* ne nomme pas Molière ; elle fait une simple allusion à sa comédie, et cependant le *livre* ou *livret* est de notre poète, en entier.

Puis Robinet se rétracta et démentit sa première affirmation :

Mais c'est tout ce que j'en puis dire,
Sinon que notre auguste Sire

Fait danser et n'y danse point,
M'étant trompé dessus ce point,
Quand, sur un livre, j'allai mettre
Le contraire en mon autre lettre.

La *Gazette*, elle, se contenta de parler de la seconde représentation autrement qu'elle ne l'avait fait de la première : « Le comte d'Armagnac et le marquis de Villeroy, observe-t-elle, le 15 février, représentent Neptune et Apollon en la place du Roi qui n'y danse pas. » Ce qu'il y a de sûr, c'est que, le 13 et le 17, il ne dansa point. Mais que fit-il le 4 ? Il règne là-dessus une incertitude. La rectification de Robinet ne serait-elle point une rectification par ordre ?

Cet ordre est venu sans doute après la première représentation de *Britannicus*, le 13 décembre 1669. Le roi put y voir une allusion aux rôles qu'il jouait dans les divertissements de cour ; il put avoir une critique dans ces paroles que Narcisse adresse à Néron en lui dénonçant ses ennemis :

Quoi donc ? Ignorez-vous tout ce qu'ils osent dire ?
Néron, s'ils en sont crus, n'est pas né pour l'empire...
Pour toute ambition, pour vertu singulière,
Il excelle à conduire un char dans la carrière,
A disputer des prix indignes de ses mains,
A se donner lui-même en spectacle aux Romains,
A venir prodiguer sa voix sur un théâtre,
A réciter des chants qu'il veut qu'on idolâtre,
Tandis que ses soldats, de moments en moments,
Vont arracher pour lui des applaudissements.
Ah ! ne voulez-vous pas les forcer à se taire ?

Comme on l'a dit, au lieu de forcer les médisants à se taire, le Roi-Soleil s'inclina devant la critique que semblait lui adresser Racine : bel effet d'une critique formulée sur la scène. Qu'on dise, après cela, que le théâtre est impuissant à réformer les mœurs !

Cette comédie-ballet est une fort agréable pièce de demi-teinte avec des développements pleins de charme : on y trouve une analyse fine et charmante de la passion. Molière s'y révèle l'ancêtre des Regnard, des Lesage, des Marivaux, des Beaumarchais. Déjà, dans la *Princesse d'Elide*, nous avons trouvé du marivaudage avant la lettre. Ici encore, le poète a de nouveau pressenti la manière de son successeur. Il a imaginé une situation analogue à celle des *Fausse Confidences* : il faut forcer deux amours discrets à se trahir. Notre comique a su déployer, pour amener ce résultat, la finesse et la subtilité charmante dont

Marivaux s'est servi, à son tour, avec tant d'habileté, qu'il semble en avoir conservé le monopole. Rapprocher ces deux pauvres cœurs qui s'aiment et n'osent aimer, ne peut être que « le jeu de l'amour et du hasard ». Cela seul suffirait à donner aux *Amants* trop dédaignés une place à part dans le théâtre de Molière. On pourrait appeler la *Princesse d'Elide* et les *Amants* la *Surprise de l'Amour*.

Molière, un peu malgré lui dans le domaine de la galanterie romanesque, a su en tirer un parti fort heureux. Le sujet, en effet, n'est point de son invention ; l'avant-propos nous l'apprend : « Le Roi, qui ne veut que des choses extraordinaires, dans tout ce qu'il entreprend, s'est proposé de donner à sa cour un divertissement qui fût composé de tous ceux que le théâtre peut fournir ; et, pour embrasser cette vaste idée et enchaîner ensemble tant de choses diverses, Sa Majesté a choisi pour sujet deux princes rivaux, qui, dans le champêtre séjour de la vallée de Tempé, où l'on doit célébrer la fête des Jeux Pythiens, régulent à l'envi, une jeune princesse et sa mère de toutes les galanteries dont ils se peuvent aviser. » Mais il est bien probable que ce fut Molière qui imagina de donner aux deux princes un rival qui les évince et est agréé comme le mari de la princesse Eriphile, bien que d'un rang inférieur, puisqu'il n'est pas de sang royal, n'ayant que la qualité de général.

La première entrée de ballet avait lieu dans un décor superbe, représentant le bord de la mer. Dans cette évocation mythologique paraissent Eole, Neptune (le Roi), des Dieux marins. Faut-il voir une parodie de Benserade dans les vers placés dans la bouche du roi ? La *Vie de Benserade* en témoigne ; mais cela est bien surprenant.

Les personnages de la pièce sont les suivants : Aristione, princesse, mère d'Eriphile ; Eriphile, fille de la princesse ; Iphicrate, prince, amant d'Eriphile ; Timoclès, id. ; Sostrate, général d'armée, amant d'Eriphile ; Cléonice, confidente d'Eriphile ; Anaxarque, astrologue ; Cléon, son fils ; Clitidas, plaisant de cour, de la suite d'Eriphile.

La scène est en Thessalie, dans la délicieuse vallée de Tempé, où l'on va célébrer les Jeux Pythiens.

La première scène est une scène tout à fait vécue, familière, du temps, d'un caractère absolument naturel. — Clitidas veut arracher à l'amant mystérieux, à Sostrate, le secret de sa flamme :

CLITIDAS.

« Mais vous, plutôt, que faites-vous ici ? et quelle secrète mélan-

colie, quelle humeur sombre, s'il vous plaît, vous peut retenir dans ces bois, tandis que tout le monde a couru en foule à la magnificence de la fête dont l'amour du prince Iphicrate vient de régaler sur la mer la promenade des princesses ; tandis qu'elles y ont reçu des cadeaux merveilleux de musique et de danse et qu'on a vu les rochers et les ondes se parer de divinités pour faire honneur à leurs attraits ?

SOSTRATE.

Je me figure assez, sans la voir, cette magnificence ; et tant de gens, d'ordinaire, s'empressent à porter de la confusion à ces sortes de fêtes, que j'ai cru à propos de ne pas augmenter le nombre des importuns.....

CLITIDAS.

Quoi que vous puissiez dire, on ne demeure point tout seul, pendant une fête, à rêver parmi les arbres, comme vous faites, à moins d'avoir en tête quelque chose qui embarrasse.

SOSTRATE.

Que voudrais-tu que j'y pusse avoir ?

CLITIDAS.

Ouais ! Je ne sais d'où cela vient ; mais il sent ici l'amour. Ce n'est pas moi. Ah ! par ma foi, c'est vous.

SOSTRATE.

Que tu es fou, Clitidas !

CLITIDAS.

Je ne suis point fou. Vous êtes amoureux : j'ai le nez délicat et j'ai senti cela d'abord... »

Clitidas force ainsi le général à avouer sa passion. Toute cette conversation est extrêmement vraisemblable, et j'ai été frappé du ton naturel sur lequel elle se poursuit. Le rôle de Clitidas est des plus intéressants, ce Clitidas qu'un critique a appelé « l'ironique et délicat bouffon dont, par instants, le sourire est presque celui de Fantasio ». Dans la *Princesse d'Elide*, il y avait déjà un rôle de bouffon, celui de Moron, que jouait Molière,

et qui n'est point sans faire songer à Panurge. S'il faut voir dans ces deux créations des éléments réels, Moron rappelle l'Angeli et Clitidas rappelle le fameux Bautru, de la jeunesse de Louis XIV. En tout cas, le bouffon des *Amants* est plus fin, d'une nature plus raffinée, moins vulgaire ; il se hausse jusqu'au ton satirique. Il semble que Molière ait pris volontiers ce Clitidas comme son porte-parole. Plein d'adresse narquoise, il est chargé, comme Moron, de conseiller l'amoureux trop timide et, plus tard, d'amener la princesse trop fière à se piquer au jeu. Ayant la liberté de tout dire, il s'en sert avec habileté. Il affecte parfois un peu la poltronnerie, mais beaucoup moins que Moron :

SOSTRATE.

« Ah ! Clitidas, je tremble avec raison, et tous les Gaulois du monde ensemble sont bien moins redoutables que deux beaux yeux pleins de charme.

CLITIDAS.

Je ne suis pas de cet avis ; et je sais bien, pour moi, qu'un seul Gaulois l'épée à la main me ferait beaucoup plus trembler que cinquante beaux yeux ensemble les plus charmants du monde... »

— Remarquons la très fine notation faite par lui. Quand Sostrate s'imagine que sa passion est restée cachée à la princesse : il y a là un joli trait, où l'on retrouve bien Molière.

CLITIDAS.

Et, sérieusement parlant, si, dans vos actions, j'ai bien pu connaître, depuis un temps, la passion que vous voulez tenir secrète, pensez-vous que la princesse Eriphile puisse avoir manqué de lumière pour s'en apercevoir ? Les belles, croyez-moi, sont toujours les plus clairvoyantes à découvrir les ardeurs qu'elles causent ; et le langage des yeux et des soupirs se fait entendre, mieux qu'à tout autre, à celle à qui il s'adresse. »

— Il donne ainsi de l'espoir au craintif Sostrate que décourage la bassesse de sa fortune. Clitidas va travailler pour lui.

— Scène 2. Aristione complimente Iphicrate du spectacle incomparable qu'il vient de donner. Elle célèbre aussi le cadre ; elle s'étonne que Sostrate ait manqué la fête :

ARISTIONE.

« Et Clitidas a-t-il vu cela ?

CLITIDAS.

Oui, Madame, mais du rivage.

ARISTIONE.

Et pourquoi du rivage ?

CLITIDAS.

Ma foi, Madame, j'ai craint quelqu'un des accidents qui arrivent d'ordinaire dans ces confusions. Cette nuit, j'ai songé de poisson mort et d'œufs cassés ; et j'ai appris du seigneur Anaxarque que les œufs cassés et le poisson mort signifient malencontre.

ANAXARQUE.

Je remarque une chose : que Clitidas n'aurait rien à dire, s'il ne parlait de moi.

CLITIDAS.

C'est qu'il y a tant de choses à dire de vous, qu'on n'en saurait assez parler... »

C'est que l'astrologie était toujours très en faveur à la cour. A la naissance de Louis XIV, un astrologue était dans le cabinet voisin de la chambre où Anne d'Autriche le mettait au monde, pour tirer l'horoscope de l'enfant royal. — Le fameux Morin, qui occupa la chaire de mathématiques au Collège de France, fut célèbre comme astrologue : on songea pour lui à une charge d'astrologue de Cour. — Cf. *Mémoires de Mademoiselle*, IV, 125. Entretien de 1670. — Il avait prédit la mort de Gassendi, son collègue ; mais il se trompa de cinq années. Gassendi s'acharna à lui donner un démenti, comme pour fournir un argument de plus contre une science dont il avait été longtemps l'antagoniste. Cette foi dans l'astrologie nous est attestée encore par les railleries de La Fontaine dans plusieurs de ses fables, par exemple dans : *l'Astrologue qui se laisse tomber dans un puits*, où il se moque

Des gens qui veulent au compas
Tracer le cours de notre vie...

l'Horoscope, Les Devineries. — La Bruyère écrit, en 1689 : « L'on souffre dans la république les chiromanciens et les devins, ceux

qui font l'horoscope et qui tirent la figure. » — ~~Fénelon~~ touche aussi à ce sujet dans ses *Dialogues des Morts*.

Aristione a ensuite un entretien avec Timoclès et Iphicrate : elle veut savoir leur progrès dans le cœur de la princesse. Il y a très piquante opposition dans la manière des deux amoureux.

Timoclès est empressé auprès de la princesse Eriphile et fait sa cour dans les règles ; tandis qu'Iphicrate flatte la mère et tente de la gagner par des compliments :

ARISTIONE (à Iphicrate).

« Prince, le compliment est d'un amant adroit, et vous avez entendu dire qu'il fallait cajoler les mères pour obtenir les filles ; mais ici, par malheur, tout cela devient inutile, et je me suis engagée à laisser le choix tout entier à l'inclination de ma fille... »

C'est là de l'excellente psychologie. La princesse envoie alors Sostrate près d'Eriphile, qu'il aime et dont il est aimé avec un secret réciproque, pour savoir d'elle quel est celui des deux princes, ses rivaux, qu'elle acceptera pour époux. Sostrate fait d'abord quelque résistance, puis il s'incline et accepte cette situation peu banale.

Dans la scène 3, chacun des deux rivaux cherche à se concilier Sostrate, puis Clitidas.

Lorsqu'Eriphile paraît (scène 6), elle a un court entretien avec sa confidente Cléonice. Celle-ci lui propose comme distraction des pantomimes : « Je tremble à vous dire ce mot, et il y a des gens dans votre cour qui ne me le pardonneraient pas. » — C'est là une allusion évidente aux rigoristes, qui se montraient scandalisés des divertissements de la Cour.

On fait venir les pantomimes. Ici se place le deuxième intermède, qui est presque un ballet-pantomime. Disons, pour finir, que, si le ballet-pantomime est aujourd'hui triomphant, on le doit surtout à la duchesse du Maine (1708).

Histoire intérieure de la France depuis 1870

Cours de M. CHARLES SEIGNOBOS,

Professeur à l'Université de Paris.

Le gouvernement du duc de Broglie (1873-74).

Nous avons vu comment après la réorganisation, conservatrice d'ailleurs, des finances, de l'armée, de l'administration locale et l'évacuation du territoire, la coalition des groupes royalistes a voulu forcer Thiers à prendre des mesures contre les républicains, et l'a renversé. La majorité n'est plus formée par la conjonction des Centres ; elle est, au contraire, formée tout entière par une extrémité, c'est-à-dire par la coalition des quatre groupes royalistes : Extrême-Droite, Droite, Centre droit et groupe Chagnier, par le groupe de l'Appel au peuple (impérialistes) et aussi par quelques membres flottants détachés du Centre gauche. Elle applique strictement le régime parlementaire, devenu un principe commun à tous les hommes de cette génération. Elle a élu Mac-Mahon président de la République : c'est un militaire, étranger au monde politique, indifférent aux partis, d'origine légitimiste, mais qui a servi successivement les deux monarchies révolutionnaires : monarchie de Juillet et Empire. Le véritable chef du gouvernement est l'organisateur de la coalition, le duc de Broglie, vice-président du Conseil, qui dirige le ministère suivant le principe parlementaire, au nom du président de la République. Lui-même est orléaniste ; on peut considérer cette période comme le gouvernement des orléanistes avec l'aide des autres partis monarchiques.

Constitué le 25 mai 1873, ce gouvernement tombe le 16 mai 1874, par la dislocation de la coalition, après un essai de restauration de la monarchie, suivi d'un arrangement provisoire pour se perpétuer au pouvoir. Nous allons voir :

1° Comment ce gouvernement s'organise (mai-juillet 1873) ;

2° Comment il fait une tentative de restauration (août-octobre 1873) ;

3° Comment il établit un système provisoire : le septennat, (novembre-décembre) ;

4° Comment la coalition qui le soutient se disloque, ce qui amène sa chute.

Les documents, pour l'étude de cette période, sont, outre les débats de l'Assemblée, les lois et les journaux, des récits nombreux, des récits confidentiels, surtout sur la tentative de restauration. — M. Hanotaux les a utilisés dans le deuxième volume de son *Histoire de la France contemporaine*, où cette partie est très développée ; c'est, d'ailleurs, la meilleure de tout l'ouvrage. — Les principaux sont ceux des légitimistes de l'entourage du comte de Chambord : de Vansay, de Dreux, de Dampierre, comtesse de la Ferronnays, ceux des négociateurs légitimistes : Merveilleux du Vignaux et Chesnelong, députés, de Meaux, Aubry, E. Daudet ; ceux des orléanistes : d'Haussonville, confident du comte de Paris, A. Léon ; il faut citer, enfin, les Souvenirs du général du Barail et les Mémoires inédits de Mac-Mahon, que M. Hanotaux a consultés. — Cette période est une de celles de l'histoire contemporaine pour laquelle nous connaissons le plus de détails secrets et pouvons le mieux démêler les véritables mobiles qui font agir les personnages.

Le meilleur exposé est celui de M. Hanotaux ; celui de Denis est fait à un point de vue royaliste ; celui de Zévort est faible. Avec le 24 mai commence l'*Année politique*, 1874, de Daniel (pseudonyme d'A. Lebon).

I. — La coalition a pris le pouvoir, le 24 mai au soir, par l'élection de Mac-Mahon comme président de la République.

A) Le gouvernement s'organise, le 25, par la formation d'un ministère dont le chef est le duc de Broglie. Le ministère comprend surtout des orléanistes ; il y rentre aussi deux légitimistes : Ernoul (Justice), de la Boullerie (Commerce), et un impérialiste : Magne, ancien ministre de Napoléon III, qui a le portefeuille des Finances. Comme Thiers, Mac-Mahon préside le Conseil des ministres.

Le gouvernement annonce sa politique par plusieurs déclarations officielles. Une lettre de Mac-Mahon, le 25 mai, déclare : « J'obéis à la volonté de l'Assemblée dépositaire de la souveraineté nationale en acceptant la charge de Président... Avec l'aide de Dieu et le dévouement de l'armée..., nous continuerons l'œuvre de la libération du territoire et du rétablissement de l'ordre moral dans notre pays. Nous maintiendrons la paix intérieure et les principes sur lesquels repose la société. » Le 26, de Broglie lit un message du président. Le chef du pouvoir exécutif n'est qu'un

« délégué » de l'Assemblée. « J'ai fait choix d'un ministère dont tous les membres sont sortis de vos rangs », dit-il à la majorité. La politique suivie sera conservatrice : « Le gouvernement qui vous représente doit donc être et sera énergiquement conservateur ». Le personnel administratif sera tout entier conservateur : « Imprimer à l'administration entière l'unité, la cohésion, l'esprit de suite, faire respecter partout et à tout instant la loi, en lui donnant à tous les degrés des organes qui la respectent et se respectent eux-mêmes, c'est un devoir étroit... Le gouvernement n'y faillira pas. » Enfin, le président s'engage personnellement contre les républicains qui demandent la dissolution : « Je considère le poste où vous m'avez placé comme celui d'une sentinelle qui veille au maintien de l'intégrité de votre pouvoir souverain. »

La même politique est exposée dans la circulaire adressée par de Broglie, qui avait pris le Ministère des Affaires étrangères, aux agents diplomatiques : « C'est sur la politique intérieure, uniquement, que le président et l'Assemblée sont entrés en dissentiment. La majorité de l'Assemblée a pensé qu'une résistance énergique devait être opposée aux progrès de l'esprit révolutionnaire, attestés par les derniers résultats électoraux... Le nouveau gouvernement... suivra donc une politique résolument conservatrice, c'est-à-dire pacifique au dehors et modérée au dedans... Aucune réaction n'est méditée contre les institutions existantes ; les lois constitutionnelles présentées par nos prédécesseurs restent soumises au jugement de l'Assemblée, qui tranchera seule, quand elle le jugera convenable, la question suprême de la forme définitive du gouvernement. » Nous retrouvons les mêmes idées dans la circulaire du ministre de l'Intérieur, Beulé, aux préfets.

On voit donc quelle est la doctrine officielle du gouvernement. Il n'y a aucun changement dans la forme ; la République n'est pas en cause. Il n'y a de changement que dans la politique intérieure : l'Assemblée est souveraine ; comme la majorité de l'Assemblée, la politique suivie sera conservatrice ; le gouvernement s'appuiera sur le clergé et sur l'armée ; il maintiendra l'ordre matériel et rétablira l'ordre moral. C'est la formule de 1849 qui reparaît ; elle avait été oubliée et elle a étonné la nouvelle génération. Ce qu'on veut, en un mot, c'est rendre aux populations le respect des institutions et du personnel conservateurs, le respect de la religion, du clergé, de la noblesse, de la haute bourgeoisie, des fonctionnaires ; par suite, le gouvernement réprimera les manifestations laïques et démocratiques et combattra la faction révolutionnaire, c'est-à-dire les radicaux, partisans de « la République avec les républicains ». La question, on

le voit, est posée exactement dans les mêmes termes qu'en 1849.

Le gouvernement prend des mesures pour imposer le respect de sa doctrine. Il destitue les préfets républicains et les remplace par des royalistes et des impérialistes. Il essaie de gagner les journaux. Une circulaire confidentielle est envoyée aux préfets pour leur recommander d'agir sur les journaux, « en étudiant leur situation financière et en faisant connaître au ministre le prix qu'ils pourraient attacher au concours bienveillant de l'Administration ». Cette circulaire est donnée par un préfet à Thiers, qui la communique à Gambetta. Le 10 juin, le ministre de l'Intérieur est interpellé, et, au cours de la discussion, il prononce la phrase célèbre : « L'Assemblée nationale que le pays a choisie dans un jour de malheur... », accueillie par les applaudissements ironiques de la Gauche. L'Assemblée n'ose pas approuver la circulaire ; mais le gouvernement garde contre la presse des moyens d'action très puissants : la plupart des grandes villes sont encore sous le régime de l'état de siège et le gouvernement peut suspendre les journaux et en interdire la vente sur la voie publique.

Outre ces mesures pratiques, le gouvernement prend aussi des mesures symboliques, notamment contre les enterrements civils. A l'enterrement civil de Brousse, député de l'Aude, le ministre de la Guerre, le général du Barail, ordonne au détachement de cuirassiers de ne pas accompagner le cortège. A Lyon, le préfet, Ducros, prend, le 18 juin, un arrêté ordonnant que les enterrements civils soient faits à 6 heures du matin en été et à 7 heures en hiver. Interpellé, le gouvernement soutient le préfet de Lyon et est approuvé par 413 voix contre 251.

Sur la question fondamentale du régime définitif de la France, le gouvernement soutient la solution opposée à celle de Thiers ; pour lui, la République n'est que provisoire. Trois projets de lois constitutionnelles étaient déposés : sur la loi électorale, l'organisation et la transmission des pouvoirs législatif et exécutif, la création d'une seconde Chambre. Dufaure propose de les mettre à l'ordre du jour. Le gouvernement demande un ajournement, qui est voté. Le 23 juillet, la gauche interpelle le gouvernement sur la politique générale ; l'ordre du jour de confiance est voté par 388 voix contre 263. L'opposition républicaine est disloquée, le Centre gauche s'est coupé en deux : une partie se rallie à la politique de de Broglie.

B) Pendant que le gouvernement accroît sa majorité du côté du Centre, les extrêmes font des manifestations, L'Extrême-gauche organise des enterrements civils, surtout à Lyon. La Droite fait des pèlerinages ; un comité central, constitué à Paris, les orga-

nise et les transforme en manifestations en faveur du pouvoir temporel et de la restauration de la monarchie. Ces pèlerinages se font avec l'appui du pape, qui donne lui-même la croix rouge des zouaves pontificaux comme insigne. On adopte, fait significatif, le symbole des Jésuites, le Sacré-Cœur de Jésus. Les principaux pèlerinages ont lieu à Chartres (27 et 28 mai) et à Paray-le-Monial (20 juin).

Ce qui donne à ces manifestations un caractère politique, c'est la présence de membres de l'Assemblée. A Paray-le-Monial, de Belcastel et un groupe de députés légitimistes prononcent un vœu solennel. Pour bien marquer que ce mouvement est approuvé par l'Assemblée, on lui fait voter une loi déclarant d'utilité publique la construction d'une église à Montmartre, l'église du Sacré-Cœur. L'Extrême-droite avait ajouté des considérants religieux, approuvés par le comte de Chambord. On les supprime. Les membres de l'Extrême-droite envoient deux adresses au pape (30 juin et 21 août).

Le sens de ces manifestations est que l'Extrême-droite regarde le gouvernement de Mac-Mahon comme une préparation au retour du roi légitime et de la religion d'Etat en France et au rétablissement du pouvoir temporel du pape en Italie. Elle a déclaré la guerre à la Révolution, c'est-à-dire au régime laïque.

II. — L'Assemblée est en vacances du 29 juillet au 5 novembre. Pendant ces vacances, la majorité veut employer son pouvoir à restaurer la monarchie. L'initiative est prise par quelques membres. La question a été déjà étudiée avant le 24 mai ; l'assentiment du duc d'Aumale a été obtenu.

Dans une réunion tenue le 29 juillet, chez le marquis de Dampierre, on constate que, pour réussir, il faut accomplir trois opérations :

a) Réaliser l'union des deux branches de la famille royale, faire la fusion ; le comte de Chambord dit réconciliation ;

b) Obtenir la majorité à l'Assemblée, et, pour cela, rassurer les orléanistes sur la question du régime ;

c) Avoir l'assentiment du gouvernement et de l'armée et par suite régler la question du drapeau.

La tentative a consisté à effectuer ces trois opérations.

A) C'est le comte de Paris qui prend l'initiative de la réconciliation. Il part secrètement et arrive à Vienne, le 2 août 1873. Il écrit à Frohsdorf, résidence du comte de Chambord, au gentilhomme de service pour demander une audience. Le comte de Chambord est défiant, son entourage n'aime pas les princes d'Orléans, lui-même a ordonné de les tenir à l'écart. Il est surpris de la démarche et

pose ses conditions par écrit, avant de recevoir le comte de Paris : « Les intérêts les plus chers de la France exigeant... que la visite faite... ne puisse donner lieu à aucune interprétation erronée, Monsieur le comte de Chambord demande que Monsieur le comte de Paris, en l'abordant, déclare qu'il ne vient pas seulement saluer le chef de la maison de Bourbon, mais bien reconnaître le principe dont Monsieur le comte de Chambord est le représentant, avec l'intention de reprendre sa place dans la famille. » Le comte de Paris accepte, mais est mécontent de la note. Il rédige lui-même une contre-note, où, d'une manière indirecte, il réserve les droits de la souveraineté populaire : « Il est prêt... à déclarer que son intention n'est pas seulement de saluer le chef de la maison de Bourbon, mais bien de reconnaître le principe dont Monsieur le comte de Chambord est le représentant. *Il souhaite que la France cherche son salut dans le retour à ce principe.* »

Le comte de Chambord le reçoit avec cordialité : la réconciliation est faite. Mais les deux princes n'ont pas posé la question exactement de la même façon. Le comte de Paris considère comme admise la monarchie constitutionnelle selon le système orléaniste. Le 18 août, il écrit dans une lettre privée au marquis de Dampierre : « Aujourd'hui, la monarchie à la fois traditionnelle et constitutionnelle, définie d'une manière si ferme et si claire dans le manifeste de la Droite de février 1872, peut être le programme commun de tous les conservateurs, à quelque nuance qu'ils appartiennent. » Or le manifeste de février 1872, compromis entre les principes légitimistes et orléanistes, n'avait jamais été approuvé par le comte de Chambord.

B) L'union des princes réalisée, il reste à rassurer les orléanistes sur l'organisation du régime futur et à régler la question du drapeau. Les deux questions sont intimement liées. Une première période se passe en négociations. Le gouvernement se tient à l'écart, mais laisse faire. Mac-Mahon se considère comme élu pour laisser faire la monarchie. Quant à de Broglie, il n'est pas enthousiaste ; il est trop engagé comme orléaniste, il court le risque d'être écarté par le roi. Il ne croit pas au succès. Déjà il prépare une « ligne de retraite », et, le 24 août, dans un discours au banquet du conseil général de l'Eure, il laisse entrevoir le moment où Mac-Mahon sera le dernier recours des conservateurs. Buffet, lui, ne croit pas à la restauration légitimiste et ne la souhaite pas. Dans un dîner chez le député des Vosges, Aubry, il déclare qu'il ne suffit pas de décider la restauration d'un gouvernement, qu'il faut que ce gouvernement soit acceptable et durable, et que ce n'est

pas le cas du système politique représenté par un prince exilé depuis quarante ans.

L'initiative est prise par les groupes monarchistes de l'Assemblée et un ministre légitimiste, Ernoul. La commission de permanence est amenée par ses fonctions à se réunir le 25 août. Là, on décide de rassembler les groupes pour négocier avec le roi. L'opération est dirigée par d'Audiffret, le président du Centre droit, un orléaniste, et un de ceux qui ont le plus besoin de prendre des garanties avant la restauration. Dans une réunion préparatoire tenue après la séance de la commission de permanence, il dit « qu'il est nécessaire que le comte de Chambord fasse connaître ses intentions, afin qu'on sache, avant l'ouverture de la prochaine session, si la restauration monarchique est possible ou ne l'est pas. »

Il ya deux questions à résoudre : celle du régime et celle du drapeau. La question du symbole est la plus délicate, parce qu'elle est liée à celle du principe légitimiste. Le comte de Chambord est engagé par ses déclarations antérieures ; il fait de cette question une question d'honneur. On essaie de le décider à céder. On en charge deux évêques, Mgr Dupanloup et Mgr Pie. Le premier est un orléaniste, habitué à la vie politique, il engage le comte à accepter le drapeau tricolore ; mais le second est le plus influent et il est défavorable : « Le drapeau tricolore, dit-il, est irrémédiablement révolutionnaire. Il signifie la souveraineté populaire ou il ne signifie rien » ; et encore : « C'est trop demander au sauveteur qu'il veuille bien s'attacher au cou la pierre qui a entraîné les meilleurs nageurs au fond de l'eau ». On envoie auprès du comte de Chambord deux légitimistes, de Sugny et Merveilleux du Vignaud. Mais, quand il les reçoit, le 15 et le 16 septembre, il a déjà envoyé à Ernoul une note où il expose ses idées sur la question du drapeau : « M. le comte de Chambord, à son entrée en France, se réserve de la traiter lui-même, directement, avec l'armée. Il se fait fort d'obtenir une solution compatible avec son honneur et ne croit pas devoir recourir, dans cette circonstance, à aucun intermédiaire. » Cette note est communiquée aux envoyés. Le comte discute avec eux et déclare : « Si le drapeau blanc était repoussé, je reviendrais ici. » A une observation sur sa lettre de 1857, il répond : « Je n'avais pas écrit alors mon manifeste ». Le comte de Chambord paraît irréductible sur la question du drapeau.

Les orléanistes s'inquiètent. Le 25 septembre a lieu une réunion sous la présidence de d'Audiffret-Pasquier. Il demande qu'on s'explique et exige la « monarchie tricolore » : « C'est celle que vous devez faire accepter du prince », dit-il. Mac-Mahon lui-même envoie, fin septembre, un aide de camp dire à de Blacas

qu'avec le drapeau tricolore il ne fera pas d'obstacle, mais que sa suppression entraînerait la désunion dans l'armée. Le comte de Chambord va donc se trouver devant un ultimatum et contraint de régler la question du drapeau tricolore avant la restauration.

C) Après avoir négocié, les monarchistes décident d'agir. Le 4 octobre a lieu une réunion des quatre groupes monarchistes : Extrême-droite, Droite, Centre droit, groupe Changarnier. Changarnier préside. Malgré l'Extrême-droite, on nomme une commission de neuf membres. A ce moment, des catholiques légitimistes cherchent un compromis ; dans un dîner présidé par de Falloux, on s'arrête à la formule suivante : « Le drapeau tricolore est maintenu. Il ne pourra être modifié *que par l'accord du roi et de l'Assemblée*. Le 6 octobre, réunion de la commission des neuf : on constate que l'accord reste à faire sur la question du drapeau ; d'Audiffret-Pasquier déclare, au nom de Mac-Mahon, que le drapeau tricolore doit être maintenu. Les véritables chefs de l'Extrême-droite, confidents du comte de Chambord, savent qu'il n'acceptera pas ; mais ils se tiennent à l'écart. Alors un légitimiste bourgeois, sans rapport avec la cour, offre d'aller porter la proposition de compromis arrêtée avec de Falloux ; c'est Chesnelong, ancien commerçant en drap, député des Basses-Pyrénées. On le charge d'aller en Autriche (il a raconté lui-même ses démarches dans un livre intitulé *La Campagne monarchique*). En réalité, il n'a aucune influence personnelle : c'est l'homme de paille des légitimistes modérés. Bien mieux, il porte en même temps des propositions rédigées par d'Audiffret, orléaniste et parlementaire : 1° les lois constitutionnelles reposeraient sur les bases suivantes : le pouvoir exécutif appartiendrait au roi, le pouvoir législatif au roi et aux Chambres, le roi serait inviolable et les ministres responsables ; 2° les libertés civiles et religieuses seraient maintenues. Il lui transmet en temps une déclaration de Mac-Mahon : « Je ne répudierai jamais le drapeau tricolore. L'armée est dans les mêmes dispositions que moi ». De son côté, le duc de Broglie lui déclare que la formule de la commission des neuf est « strictement et rigoureusement acceptable ». — « Tâchez de la faire agréer par le roi, dit-il à Chesnelong. Sinon l'entreprise serait vouée à un insuccès fatal. Le maréchal ne s'y prêterait pas, *ni moi non plus*. »

L'entrevue entre Chesnelong et le comte de Chambord a lieu le 14 octobre. Chesnelong explique que la restauration est impossible sans le drapeau tricolore. Le comte l'écoute en silence. Chesnelong propose alors des combinaisons : addition des symboles légitimistes (fleurs de lys) au drapeau tricolore, coexistence des deux drapeaux. Le comte de Chambord refuse. Il ex-

pose sa solution : « Je parlerai, dit-il, au moment de ma rentrée en France. Je présenterai alors au pays une solution sur le drapeau compatible avec mon honneur, et je me fais fort de l'obtenir de lui par ses représentants. » Il espérait, évidemment, faire accepter le drapeau blanc par l'Assemblée. Il finit par demander quelles déclarations la majorité réclame de lui. Il en accepte deux, où il était dit que le comte de Chambord ne demandait aucun changement au drapeau avant sa prise de possession du pouvoir et s'engageait à présenter alors une solution à l'Assemblée. Mais, après avoir fait une première réponse évasive, il refuse la troisième, qui déclarait que la question serait résolue par l'accord du roi et de l'Assemblée.

En définitive, la mission de Chesnelong a échoué ; mais il ne s'en rend pas compte. Avant de partir, il demande au comte de Chambord de ne pas interdire à l'Extrême-droite de voter l'article que présentera la commission des neuf : « Le drapeau tricolore est maintenu. Il ne pourra être modifié que par l'accord du roi et de l'Assemblée ». Le comte lui répond : « Je n'ai pas à intervenir. Nos amis useront de leur liberté sous leur propre responsabilité ; la mienne n'est pas engagée ». Chesnelong considère cette réponse comme un acquiescement.

L'échec se produit, quand le malentendu s'éclaircit. Chesnelong ne répète pas à la commission des neuf une phrase que le comte de Chambord a prononcée au cours de l'entretien : « Jamais je n'accepterai le drapeau tricolore », et laisse entrevoir l'espoir de régler la question. On prépare le projet de loi qui restaure la monarchie et on fait déjà les préparatifs de la rentrée du roi. Le 22 octobre, la Droite et le Centre droit tiennent deux réunions séparées, écoutent les déclarations de Chesnelong et rédigent chacune un procès-verbal. Celui du Centre droit déclare que le comte de Chambord « aurait dit que... si les troupes venaient le saluer à son entrée en France, *il saluerait avec bonheur le drapeau teint du sang de nos soldats* ». Le malentendu est éclairci grâce à l'offensive des impérialistes. *La Liberté* s'est procuré des renseignements dans l'entourage de Chambord. Le 25 octobre, elle fait paraître une note déclarant que le roi n'accepte pas le drapeau tricolore.

Le 29, enfin, arrive une lettre du comte de Chambord, datée du 27 et adressée à Chesnelong. Il repousse définitivement le drapeau tricolore ; c'est l'échec définitif de la restauration. Il ne faudrait pas croire qu'en agissant ainsi le comte de Chambord ait préféré son drapeau à la couronne ; mais il a cru possible de revenir avec son principe et son drapeau.

III. — Le gouvernement s'attendait à l'échec. De Broglie a préparé un projet, une « ligne de retraite ». Il s'agit de proroger les pouvoirs de Mac-Mahon pendant dix ans, afin de « le rendre indépendant des parlements futurs » et assurer aux royalistes la conservation du pouvoir. On aurait ainsi le temps d'écraser les républicains et d'attendre l'occasion de restaurer la monarchie, c'est-à-dire d'attendre la mort du comte de Chambord.

A) L'opération est menée rapidement. Le jour même de la rentrée (5 novembre), le duc de Broglie lit un message où sont annoncées des mesures de combat et l'intention de donner au pays un pouvoir exécutif « durable et fort ». Aussitôt le général Changarnier lit une proposition signée de 237 députés confiant le pouvoir exécutif pour dix ans au maréchal de Mac-Mahon et instituant une commission de trente membres pour l'examen des lois constitutionnelles. Il faut remarquer que cette durée de dix ans est exactement celle des pouvoirs pris par les deux Napoléon. Ce que la Droite veut, c'est une dictature parlementaire. Dufaure demande la discussion des projets de Thiers.

Le 7 novembre, on élit une commission selon la procédure ordinaire pour examiner la proposition. Quelques légitimistes s'abstiennent. Sur 15 membres, 8 républicains sont élus. Le Centre gauche propose une solution : les pouvoirs de Mac-Mahon seront prorogés ; mais cette prorogation sera liée à la prompt organisation des pouvoirs publics. Le rapporteur, Laboulaye, transforme la proposition en une véritable loi constitutionnelle et réduit la durée des pouvoirs de Mac-Mahon à cinq ans, à partir de la réunion de la prochaine législature.

Le comte de Chambord, inquiet de la prorogation des pouvoirs de Mac-Mahon, arrive secrètement à Versailles. Il envoie demander à Mac-Mahon de venir le trouver. Mac-Mahon refuse. Il est engagé envers l'Assemblée, dit-il, où les partisans du comte de Chambord ne sont plus qu'une minorité. Le comte de Chambord est désespéré ; mais il attend un coup de la Providence et reste à Versailles jusqu'au vote de la proposition.

La majorité de la commission n'est pas la majorité de la Chambre. Pour détacher quelques indécis, elle fait des concessions et reprend le projet Changarnier : les pouvoirs de Mac-Mahon seront prorogés pour sept ans à partir de la promulgation de la loi. On rétablit le titre de Président de la République, qui ne figurait pas dans le projet Changarnier. Une commission de trente membres sera nommée dans les trois jours qui suivront la promulgation, pour l'examen des lois constitutionnelles.

De Broglie insiste pour le vote immédiat. Le 19 novembre, dans une séance de nuit, le projet est voté. Tout le reste de l'organisation politique reste en suspens ; mais la loi votée n'est plus une simple loi : c'est en réalité la première loi constitutionnelle, et elle dure encore. Elle est l'œuvre d'une majorité monarchiste, ce qui explique la durée des pouvoirs du Président, qui est plus longue que dans aucun autre pays.

B) Aussitôt après le vote du septennat, le parti orléaniste consolidé réorganise le ministère. De Broglie se décide à y faire entrer un des chefs du parti orléaniste, Decazes, ambassadeur à Londres. Decazes pose ses conditions : on se débarrassera des ministres d'Extrême droite compromis dans la tentative de restauration et on résistera aux manifestations en faveur du pouvoir temporel. De Broglie profite du remaniement pour se débarrasser de deux ministres encombrants : Beulé et Batbie, et des deux légitimistes de la Bouillerie et Ernoul. Parmi les quatre nouveaux ministres, on ne compte qu'un légitimiste modéré, Depeyre ; les trois autres sont le duc Decazes, de Larcy et de Fourtou. Il renforce ainsi l'élément orléaniste : de Broglie prend le ministère de l'Intérieur. Le nouveau ministère est constitué le 26 novembre. On peut trouver son programme dans la circulaire datée du 25 et envoyée aux agents diplomatiques : « La France attend... une politique ferme et modérée, qui fasse respecter l'autorité et les lois, contienne l'esprit révolutionnaire, protège les intérêts conservateurs... »

La théorie adoptée est que le pouvoir septennal de Mac-Mahon est désormais un principe constitutionnel, qu'il est interdit de discuter ; mais ce pouvoir est personnel. Que Mac-Mahon se retire ou vienne à mourir, l'Assemblée reprend le droit d'établir le régime qu'elle veut, même la monarchie. En définitive, on a fondé une république de sept ans.

La commission des trente, chargée de l'examen des lois constitutionnelles, est élue en séance très lentement. Il faut dix tours de scrutin. Sur trente membres, elle compte vingt-cinq royalistes. La tactique de la majorité est de faire traîner les choses en longueur. Elle charge deux de ses membres d'étudier les constitutions d'Europe et d'Amérique.

Pour lutter contre les républicains, le gouvernement dépose, le 28 novembre, un projet de loi pour enlever l'élection des maires aux conseils municipaux. Il propose de revenir au régime de l'Empire. La Gauche reproche aux monarchistes d'abandonner leurs principes libéraux et de vouloir faire uniquement une loi

de pression électorale. La loi est votée le 20 janvier 1874. Tous les maires, dans les chefs-lieux de département, d'arrondissement et de canton, seront nommés par le gouvernement ; dans les autres communes, ils seront nommés par le préfet.

Enfin, pour équilibrer le budget de 1874, le ministre des Finances Magne, propose de nouveaux impôts indirects. L'Assemblée en vote une partie : droits d'enregistrement, droits sur les sucres, sur les huiles, les savons, etc.

IV. — Le gouvernement a eu, jusque-là, une majorité en obtenant le vote des cheveau-légers. Mais il les a mécontents par le vote du septennat, qui est un ajournement de la monarchie.

A) Le mécontentement devient un conflit par suite de la politique de Decazes. C'est le moment aigu du Kulturkampf et de la lutte du clergé contre les vieux catholiques et le gouvernement en Suisse. Quelques évêques publient des lettres pastorales, où se trouvent des attaques très violentes contre les gouvernements persécuteurs. L'évêque de Nîmes écrit notamment : « Quoi de plus abject que cette haine des césars-pontifes pour tous les prélats et les ecclésiastiques honnêtes... L'Allemagne de Bismarck a voulu continuer cette tradition de bassesse et d'immoralité. » Le gouvernement répond d'abord par une circulaire, rédigée sur un ton très doux, mais qui engage les évêques à s'abstenir d'attaquer les gouvernements étrangers. Puis, *l'Univers* ayant publié un mandement de l'évêque de Périgueux, le gouverneur de Paris prend un arrêté qui le suspend pour deux mois. Le 20 janvier, Decazes lit une déclaration pour empêcher une interpellation sur la politique italienne : « La France ... entretiendra, sans arrière-pensée, avec l'Italie, telle que les circonstances l'ont faite..., des relations pacifiques et amicales... »

En même temps, les journaux légitimistes, comme *l'Union*, organe du comte de Chambord, attaquent le septennat et contestent l'interprétation donnée par le gouvernement et le Centre droit. Ils en donnent une interprétation opposée : il n'est que la préface de la monarchie.

De Broglie répond par une circulaire aux préfets (23 janvier) : « L'Assemblée a confié pour sept ans le pouvoir exécutif à M. le maréchal de Mac-Mahon, qu'elle avait désigné, le 25 mai, comme président de la République. Le pouvoir qu'elle lui a remis... est, dès à présent, ... élevé au-dessus de toute discussion ». Puis il fait faire par Mac-Mahon des déclarations. Ainsi, le 4 février, dans une visite au Tribunal de commerce, le président dit : « L'As-

semblée m'a remis le pouvoir pour sept ans. *Mon premier devoir est de veiller à l'exécution de cette décision souveraine...* Pendant sept ans, je saurai faire respecter de tous l'ordre de choses légalement établi. »

Le parti impérialiste soutient encore le ministère.

B) La rupture se produit avec la question des lois constitutionnelles. La commission des Trente a décidé de présenter d'abord la loi électorale : on veut affaiblir le parti républicain. Plusieurs projets sont présentés. La majorité revient à peu près au régime de 1850. Pour être électeur, il faudra être âgé de 25 ans et avoir trois ans de domicile constatés par l'inscription au rôle des contributions. De Broglie dépose aussi un autre projet relatif à l'organisation d'une Chambre haute ou « Grand-Conseil », comprenant des membres élus par les départements (seraient électeurs les députés, les conseillers généraux, l'évêque, les curés, les généraux en retraite, etc.), des membres de droit et des membres nommés à vie par décret du président de la République.

L'Extrême-droite ne peut pas combattre ouvertement le projet de loi électorale ; mais le conflit s'engage sur une question de priorité. De Broglie demande la priorité pour la loi électorale, la Gauche pour la loi municipale qui attend également. L'Extrême-droite, pour amener le gouvernement à poser la question de confiance, déclare ne pas attacher d'importance au vote. De Broglie s'engage. La priorité est repoussée par 381 voix contre 317.

La majorité comprend la Gauche, les bonapartistes et les cheveau-légers. Le ministère démissionne : c'est la fin du gouvernement du duc de Broglie ; c'est aussi la fin du gouvernement par la majorité de Droite.

Mais, du passage de ce gouvernement au pouvoir, il reste le septennat du président de la République : c'est la première pièce de la constitution actuelle.

E. M.

Sujets de devoirs

UNIVERSITÉ D'AIX

Traduction et commentaire d'un texte latin.

Dans le style il faut se garder de tout excès. — Consuetudo regulam civitatis, quæ nunquam in eodem diu stetit, versat. Multi ex alieno seculo petunt verba : Duodecim Tabulas loquuntur. Gracchus illis et Crassus et Curio nimis culti et recentes sunt : ad Appium usque et ad Coruncanium redeunt. Quidam contra, dum nihil nisi tritum et usitatum volunt, in sordes incidunt. Utrumque diverso genere corruptum est, tam mehercules quam nolle nisi splendidis uti ac sonantibus et poeticis, necessaria atque in usu posita vitare. Tam hunc dicam peccare quam illum : alter se plus justo colit, alter plus justo neglegit. Ille et crura, hic ne alas quidem vellit.

Ad compositionem transeamus : - quot genera tibi in hoc dabo, quibus peccetur ? Quidam præfractam et asperam probant : disturbant de industria, *si quid placidius effluxit* ; nolunt sine salebra esse juncturam ; virilem putant et fortem quæ aurem inæqualitate percutiat. Quorumdam non est compositio, modulatio est : adeo blanditur et molliter labitur. Quid de illa loquar, in qua verba differuntur et diu expectata vix ad clausulas redeunt ? Quid illa in exitu lenta, qualis Ciceronis est, devexa et molliter desinens nec aliter quam solet ad morem suum pedemque respondens ?

(SÉNÈQUE, *ad Lucilium*, 114, 13.)

Composition de philosophie.

L'accommodation à la coutume ou l'assujettissement à la loi, incarnation ou formule de l'instinct collectif ou de la raison sociale, sont-ils compatibles ou inconciliables avec l'autonomie de l'action morale personnelle ?

Histoire moderne.

1. La Hollande au xvii^e siècle jusqu'à la guerre de 1612.
2. Marie-Thérèse d'Autriche.

Le gérant : E. FROMANTIN.

POITIERS. — SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE

REVUE HEBDOMADAIRE
DES
COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

La vie et les œuvres de Molière.

Cours de M. ABEL LEFRANC,

Professeur au Collège de France.

Les « Amants magnifiques » (suite). — Le « Bourgeois Gentilhomme ».

Nous avons dit quelques mots, dans notre dernière leçon, sur le pessimisme que révèlent certaines œuvres historiques, et surtout de nombreux romans et de nombreuses pièces de théâtre. Cette question a un intérêt tout actuel : il n'y a, pour s'en convaincre, qu'à lire les derniers feuilletons dramatiques du *Temps*, où M. A. Brisson pose la même question et l'étudie. Quelles sont les causes de ce pessimisme ? Il semblerait qu'elles doivent toujours aller en diminuant de nombre et d'importance dans une société où la vie devient chaque jour plus aisée, plus commode, plus facile, où la civilisation accroît sans cesse le bonheur de vivre ; mais il n'en est rien. Je me souviens d'une conférence que fit Brunetière au Cercle Saint-Simon, vers 1887-88, sur le pessimisme contemporain et son origine. Cette origine, pour lui, était la désillusion, le désenchantement, qui avaient envahi les hommes pendant les années de l'Empire et de la Restauration : les générations d'alors souffrirent de ce que la Révolution n'avait pas tenu ses promesses et n'avait pas comblé leurs espérances. Je crois, pour ma part, que le pessimisme contemporain a des causes plus profondes, plus générales, plus près de la nature humaine. Un de mes

auditeurs, après la dernière leçon, m'a écrit une lettre où il m'a fait remarquer que cette tendance pessimiste existait déjà chez certains économistes anglais : « Il se trouve, dans le célèbre ouvrage d'Adam Smith sur la *Richesse des Nations* (1776), un passage peu connu, où le fondateur de la science économique constate le fait que, depuis des siècles, il ne s'est pas écoulé dix ans sans qu'un auteur de valeur ait prédit la ruine imminente de l'Angleterre. — Le même Adam Smith, lorsqu'on lui prédit la décadence de l'Angleterre à l'occasion de la perte des colonies américaines, répondit : « Il y a beaucoup à ruiner dans une grande nation. »

Parole d'un optimisme très profond et bien différent de cet optimisme historique, qui consiste à voir, à toute force, dans le passé un âge d'or, comme on l'observe par exemple dans les ouvrages sur la famille en France : à ne consulter que les livres de famille, on arrive très facilement à conclure que toutes les familles françaises, sans exception, étaient dignes d'estime et de respect, unies et fortes. On ne prend pas garde que ces sortes d'histoires n'étaient écrites que par les gens qui étaient amis de l'ordre et du bien, appartenant par conséquent à des familles austères et portées aussi à ne point mentionner, par scrupule, les aventures qui pouvaient arriver à leurs parents ou à leurs amis. Cet optimisme historique vient donc de la même méthode vicieuse qui donne naissance au pessimisme : prendre seulement quelques documents et en tirer des lois générales. — Quoi qu'il en soit, ce n'est point d'un excès d'optimisme que souffre la littérature contemporaine.

Nous avons aussi analysé la dernière partie du *Campagnard*, examiné ce petit chef-d'œuvre qu'est le *Baron de la Crasse*. Après avoir mentionné le *Gentilhomme de Beauce*, le *Gentilhomme guespin*, nous avons cité quelques passages de ce divertissant opuscule de Lenoble : le *Voyage à Falaise*. Nous avons, ensuite, abordé l'étude des *Amants magnifiques*.

Après avoir parlé des circonstances de leur composition, de l'anecdote de Benserade, des danses de Louis XIV, nous avons loué l'analyse charmante de la passion qu'on trouve dans cette pièce, ce que l'on peut appeler le marivaudage avant la lettre, élément déjà rencontré dans la *Princesse d'Elide* ; nous avons fait valoir la magnificence des décors et des intermèdes, et j'ajouterai aujourd'hui quelques renseignements complémentaires sur les fêtes à l'époque de Louis XIV.

Si un concert était alors donné chez un particulier, tout le monde pouvait y assister : c'étaient là des mœurs bien diffé-

rentes des nôtres. Il y avait alors, dans cette société, sous l'apparente rigidité des cadres, une bien plus grande liberté, une bien plus large hospitalité que chez nous ; ce qui n'allait point, d'ailleurs, sans inconvénients : les romans de Sorel, par exemple, sont là pour l'attester.

J'ajouterai aussi cette remarque, que presque toutes les pièces que donna Molière vers la fin de sa carrière sont des pièces à grand spectacle, avec des divertissements et des ballets : ainsi *Pourceaugnac* ; ainsi les *Amants magnifiques* ; ainsi le *Bourgeois Gentilhomme* ; *Psyché*, qui est une tragédie-ballet ; la *Comtesse d'Escarbagnas*, le *Malade imaginaire*. Il n'en faut excepter que les *Fourberies de Scapin* et les *Femmes savantes*.

Pour en revenir aux *Amants magnifiques*, la première scène de l'acte II est exquise : le marivaudage y atteint à la perfection. Molière est là le créateur d'un genre et il s'en révèle le maître. Cette scène, entre Clitidas et Eriphile, est le pendant de la première. Clitidas parle de Sostrate :

« Il m'a demandé si vous aviez témoigné grande joie au magnifique régal que l'on vous a donné, m'a parlé de votre personne avec des transports les plus grands du monde, vous a mise au-dessus du ciel et vous a donné toutes les louanges qu'on peut donner à la princesse la plus accomplie de la terre, entremêlant tout cela de plusieurs soupirs qui disaient plus qu'il ne voulait. Enfin, à force de le tourner de tous côtés et de le presser sur la cause de cette profonde mélancolie dont toute la cour s'apercevait, il a été contraint de m'avouer qu'il était amoureux.

ERIPHILE.

« Comment, amoureux ! quelle témérité est la sienne ? C'est un extravagant que je ne verrai de ma vie.

CLITIDAS.

« De quoi vous plaignez-vous, Madame ?

ERIPHILE.

« Avoir l'audace de m'aimer ! et, de plus, avoir l'audace de le dire !

CLITIDAS.

« Ce n'est pas vous, Madame, dont il est amoureux.

ERIPHILE.

« Ce n'est pas moi ? »

CLITIDAS.

« Non, Madame ; il vous respecte trop pour cela et est trop sage pour y penser. »

ERIPHILE.

« Et de qui donc, Clitidas ? »

CLITIDAS.

« D'une de vos filles, la jeune Arsinoé. »

ERIPHILE.

« A-t-elle tant d'appas qu'il n'ait trouvé qu'elle digne de son amour ? »

CLITIDAS.

« Il l'aime éperdument et vous conjure d'honorer sa flamme de votre protection. »

ERIPHILE.

« Moi ? »

CLITIDAS.

« Non, non, Madame. Je vois que la chose ne vous plaît pas. Votre colère m'a obligé à prendre ce détour ; et, pour vous dire la vérité, c'est vous qu'il aime éperdument. »

ERIPHILE.

« Vous êtes un insolent de venir ainsi surprendre mes sentiments. Allons, sortez d'ici, vous vous mêlez de vouloir lire dans les âmes, de vouloir pénétrer dans les secrets du cœur d'une princesse ! Otez-vous de mes yeux, et que je ne vous voie jamais, Clitidas. »

Il y a presque là le ton de la tragédie. Clitidas sera pardonné, à la condition qu'il gardera le secret le plus absolu.

Dans la scène iv, le charme continue. Sostrate remplit sa mission, qui est de découvrir auquel des deux princes s'adressent les sentiments d'Eriphile. Celle-ci lui dit :

« Croyez-vous que je ne vous estime pas assez pour vous ouvrir mon cœur, et vous donner toutes les lumières que vous pourrez désirer de moi sur le sujet de ces deux princes ?

SOSTRATE.

« Je ne désire rien pour moi, là-dessus, Madame ; et je ne vous demande que ce que vous croirez devoir donner aux ordres qui m'amènent.

ERIPHILE.

« Jusqu'ici, je me suis défendue de m'expliquer, et la princesse ma mère a eu la bonté de souffrir que j'aie reculé toujours ce choix qui me doit engager ; mais je serai bien aise de témoigner à tout le monde que je veux faire quelque chose pour l'amour de vous ; et, si vous m'en pressez, je rendrai cet arrêt qu'on attend depuis si longtemps... »

Plus loin, la princesse interroge :

« Pour qui, Sostrate, pencheriez-vous des deux ? Quel est celui, dites-moi, que vous souhaiteriez que j'épousasse ?

SOSTRATE.

« Ah ! Madame, ce ne sont pas mes souhaits, mais votre inclination qui décidera de la chose.

ERIPHILE.

« Mais si je me conseillais à vous pour ce choix ?

SOSTRATE.

« Si vous vous conseilliez à moi, je serais fort embarrassé.

Que de naturel ! Tout cela est véritablement très beau. Chez la jeune princesse parlent tour à tour la tendresse, l'orgueil, la ruse.

Le troisième intermède est une pastorale. Le théâtre représente une forêt, où la princesse se promène. Une nymphe de la vallée de Tempé lui en fait les honneurs en chantant, et, pour la divertir, joue une petite comédie en musique, dont voici le sujet :

Un berger se plaint à deux bergers, ses amis, des froideurs de celle qu'il aime ; les deux amis le consolent, et cependant arrive la bergère aimée ; tous trois alors se retirent pour l'observer.

Après une plainte amoureuse, elle se repose sur le gazon et s'endort ; l'amant fait approcher ses amis pour contempler les grâces de sa bergère. Celle-ci s'éveille, fait entendre des reproches, puis s'adoucit et accorde son amour au berger. Deux satyres arrivent, se plaignent de son changement et, affligés de cette disgrâce, cherchent leur consolation dans le vin.

Dans ce troisième intermède, Molière avait écrit :

Et tracez sur les herbettes
L'image de vos chansons.

Benserade, par vengeance, fit courir cette correction satirique :

Et tracez sur les herbettes
L'image de vos chaussons.

Molière se vengea par les couplets du premier intermède « pour le roi représentant Neptune », qui étaient une parodie de son rival. Ils se terminent par ce vers :

Et, chez moi, la vertu ne fait jamais naufrage.

Il y a là des dessous ignorés ; mais on peut se demander si Molière pouvait se permettre cette audace, de faire prononcer par le roi une parodie de Benserade pour se venger de ce dernier.

Puis vient la première entrée de ballet. « En même temps, six Dryades et six Faunes sortent de leurs demeures et font ensemble une danse agréable qui, s'ouvrant tout d'un coup, laisse voir un berger et une bergère, qui font en musique une petite scène d'un dépit amoureux. »

PHILINTE.

Quand je plaisais à tes yeux
J'étais content de ma vie
Et ne voyais roi ni dieux
Dont le sort me fit envie.

CLIMÈNE.

Lorsqu'à toute autre personne
Me préférait ton ardeur
J'aurais quitté la couronne
Pour régner dessus ton cœur.

PHILINTE.

Une autre a guéri mon âme
Des feux que j'avais pour toi.

CLIMÈNE.

Un autre a vengé ma flamme
Des faiblesses de ta foi.

PHILINTE.

Chloris, qu'on vante si fort,
M'aime d'une ardeur fidèle ;
Si ses yeux voulaient ma mort
Je mourrais content pour elle.

CLIMÈNE.

Myrtil, si digne d'envie,
Me chérit plus que le jour,
Et moi je perdrais la vie
Pour lui montrer mon amour.

PHILINTE.

Mais si d'une douce ardeur
Quelque renaissante trace
Chassait Chloris de mon cœur,
Pour te remettre en sa place ?

CLIMÈNE.

Bien qu'avec pleine tendresse
Myrtil me puisse chérir,
Avec toi, je le confesse,
Je voudrais vivre et mourir.

Ces jolis vers font songer à l'odelette d'Horace : *Donec gratus eram tibi*. — Le dépit amoureux a souvent été analysé par Molière : dans la pièce qui porte ce nom, dans le *Tartuffe*, dans le *Bourgeois gentilhomme*.

ACTE III. — Aristione s'émerveille de ces fêtes somptueuses ; Eriphile la contredit, les traite de bagatelles. Sa mère veut qu'elle se décide à choisir un époux : elle refuse et veut que Sostrate décide pour elle. Celui-ci se récuse, et, comme les deux rivaux l'y engagent, il fait cette belle déclaration :

« Peut-être ai-je un ami qui brûle, sans oser le dire, d'une flamme respectueuse pour les charmes divins dont vous êtes épris. »

Iphicrate se doute de quelque chose ; c'est alors que se place l'intervention de l'astrologue, qui a une discussion piquante avec Eriphile. Elle lui dit :

« On trouve donc écrit dans le ciel non seulement ce qui doit arriver, mais aussi ce qui ne doit pas arriver. »

Et il s'engage une conversation générale sur l'astrologie. Chacun donne son avis. Tandis que Timoclès et Iphicrate sont absolument crédules, Sostrate fait un réquisitoire en règle contre cette fausse science : « Quel rapport, quel commerce, quelle correspondance peut-il y avoir entre nous et des globes éloignés de notre terre d'une distance si effroyable ? et d'où cette belle science, enfin, peut-elle être venue aux hommes ? Quel dieu l'a révélée ? ou quelle expérience l'a pu former de l'observation de ce grand nombre d'astres qu'on n'a pu voir encore deux fois dans la même disposition ? »

Ces propos dépassent peut-être leur objet ; mais il serait téméraire d'en conclure à une pensée profonde que Molière n'a probablement pas eue.

A la fin de l'acte se place le quatrième intermède : nous voyons une grotte, où les princesses vont se promener. « Huit statues sortent de leurs niches, chacune un flambeau à la main, font une danse variée, prennent plusieurs belles attitudes. » Il est permis de se demander, à ce propos, si les peintres et les sculpteurs de l'époque n'ont pas été frappés par ces « belles attitudes », ces beaux tableaux mythologiques que l'on voyait sur la scène ? M. Mâle a montré comment la sculpture des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles s'était inspirée des mystères. De même, il est très probable que ces intermèdes, ces scènes antiques, mythologiques et pastorales, ont influé sur l'imagination des artistes du temps.

A l'acte IV, il y a une nouvelle querelle entre Aristione et Eriphile, qui s'obstine à ne pas se prononcer et à ne rien laisser deviner. Puis c'est l'apparition d'une Vénus, accompagnée de quatre petits amours : c'est un stratagème de l'astrologue. La déesse fait cette prophétie à Aristione :

« Et pense à donner ta fille
A qui sauvera tes jours. »

A la scène IV, on a le secret : Anaxarque s'est laissé acheter par Iphicrate. Molière a vu là un ingénieux expédient pour faire paraître sur la scène une de ces belles machines que la cour aimait si fort.

La scène entre Eriphile et Soscrate est d'un grand accent. La princesse fait un noble effort : elle déclare à Sostrate qu'elle l'aime, mais qu'elle juge contraire à son devoir de l'épouser. Elle s'abandonne, la mort dans l'âme, à la volonté des dieux ; c'est avec répugnance qu'elle suivra l'arrêt du ciel :

« Si ce n'était le rang où le ciel m'a fait naître, je puis vous dire que cette passion n'aurait pas été malheureuse et que, cent

fois, je lui ai souhaité l'appui d'une fortune qui pût mettre pour elle en pleine liberté les secrets sentiments de mon âme. Ce n'est pas, Sostrate, que le mérite seul n'ait à mes yeux tout le prix qu'il doit avoir et que, dans mon cœur, je ne préfère les vertus qui sont en vous à tous les titres magnifiques dont les autres sont revêtus... Mais il est des états, Sostrate, où il n'est pas honnête de vouloir tout ce qu'on peut faire... Soyez sûr, Sostrate, que c'est avec toute la répugnance du monde que je m'abandonne à cet hyménée ; et que, si j'avais pu être maîtresse de moi, ou j'aurais été à vous ou je n'aurais été à personne. Voilà, Sostrate, ce que j'avais à vous dire ; voilà ce que j'ai cru devoir à votre mérite et la consolation que toute ma tendresse peut donner à votre flamme.

SOSTRATE.

« Ah ! Madame, c'en est trop pour un malheureux ! Je ne m'étais pas préparé à mourir avec tant de gloire ; et je cesse, dans ce moment, de me plaindre des destinées... Si je puis encore souhaiter quelque chose, ce sont deux grâces, Madame, que je prends la hardiesse de vous demander à genoux : de vouloir souffrir ma présence jusqu'à cet heureux hyménée qui doit mettre fin à ma vie ; et, parmi cette grande gloire et ces longues prospérités que le ciel promet à votre union, de vous souvenir quelquefois de l'amoureux Sostrate. »

A l'acte V, on apprend que Sostrate a sauvé Aristione d'un danger de mort : un sanglier furieux se précipitait sur elle. C'est donc le général qui obtiendra la main d'Eriphile. Nous assistons à la fureur des deux princes évincés. Molière, qui était un bourgeois, sans doute a été heureux de les mettre en fâcheuse posture. Mais, s'il est permis de voir là un effet de ses sentiments personnels sur la bourgeoise, il ne faudrait pas exagérer et lui prêter une hardiesse de pensée qui peut-être lui a été étrangère. D'ailleurs, les deux princes ont à la fin quelques mots prophétiques, qui marquent leur puissance et sont destinés à atténuer l'effet de cette satire.

« Peut-être, Madame, qu'on ne goûtera pas longtemps la joie du mépris que l'on fait de nous. »

Le sixième intermède représente la solennité des Jeux Pythiens. Dans le ballet, le Roi devait représenter Apollon. Un extraordinaire de la *Gazette de France* du 21 février 1670 nous décrit « les magnificences du divertissement ; de cette sorte se terminait la solennité des Jeux Pythiens, ainsi que tout le divertissement appelé royal avec beaucoup de raison, puisque, outre qu'il était

destiné pour Nos Majestés, il n'y avait rien qui ne fût d'une magnificence extraordinaire et propre seulement à l'illustre monarque qui le donnait. »

On a établi un rapprochement entre les *Amants magnifiques* et la passion de la Grande Mademoiselle, à l'âge de quarante ans, pour Lauzun. On sait qu'elle avait manqué épouser Louis XIV et qu'elle était restée fille, lorsqu'elle eut cette passion célèbre, dont M^{me} de Sévigné nous a parlé. Nous rappelons qu'il faut lire sur elle les deux excellents volumes d'Arvède Barine parus chez Hachette, et aussi les *Mémoires de la Grande Mademoiselle*.

Il y a, certes, des ressemblances frappantes entre la pièce dont nous nous occupons et ce roman vécu. Auger les a relevées dans son parallèle ; mais il a commis des erreurs de chronologie. Ce fut le 4 mars 1670 que Mademoiselle consulta Lauzun sur les propositions de mariage qu'on lui faisait, disant : « Je ne veux plus rien faire sans votre avis ». Le fait est donc postérieur d'un mois à la pièce de Molière. C'est regrettable d'ailleurs ; car le parallélisme était étonnant, sauf peut-être pour le type de Lauzun, qui est loin d'avoir la hauteur morale de celui de Sostrate.

La question est discutée dans l'édition de Molière par Mesnard (Collection des Grands Écrivains). Mesnard conclut négativement sur tous les points ; il écarte successivement l'hypothèse d'une intervention de Louis XIV, de Mademoiselle, celle d'une initiative de Molière : Molière, dit-il, n'étant pas le confident de Mademoiselle, n'était en aucune façon Clitidas. D'ailleurs, ajoute-t-il, une situation analogue se trouve dans une pièce très antérieure, dans *Don Sanche* de 1650 : « Dans les deux comédies, une grande princesse, dont la main est disputée par des rivaux à qui leur naissance permet d'y aspirer et dont le cœur est en secret épris d'un jeune guerrier couvert de gloire, mais d'une condition obscure, qui l'adore en secret lui-même, s'en remet à cet amant du soin de choisir pour elle entre ses prétendants. »

Remarquons, toutefois, qu'il y a des différences : Don Sanche, qui est cru d'abord fils d'un pêcheur, est reconnu au dénouement fils d'un roi ; Sostrate, lui, devient époux sans changer d'état et demeure ce qu'il était, le premier de sa race et le fils de ses propres œuvres. Ajoutons aussi que le sujet de la *Princesse d'Elide* est analogue.

Malgré les négations de Mesnard, l'énigme subsiste très attrayante. La passion de Mademoiselle pour Lauzun était née à la fin de 1669 ; elle en fit confidence au roi à la fin de 1670. Le roi donna d'abord son consentement au mariage, puis le retira. Mais,

dès l'hiver de 1669, Mademoiselle laissait deviner à Lauzun, par des attentions très marquées, la particulière estime qu'elle avait pour lui. Or il est impossible que, dans cette cour qui était très cancanière, très potinière, le fait ait passé inaperçu : ce dut être, au contraire, un prodigieux sujet de conversation, outre que Lauzun était peu propre à garder de grands secrets.

Dans ces conditions, il est possible que la pièce de Molière ait eu une influence sur Mademoiselle, qui fut sollicitée par elle à se déclarer plus ouvertement et à parler au roi. Mademoiselle cite dans ses *Mémoires* un vers de Corneille de la *Suite du Menteur*, qu'elle prit comme maxime : elle ne cite rien des *Amants*. Ce silence est peut-être encore plus éloquent.

Ou bien qui sait ? C'est là une hypothèse qui n'a pas encore été faite : Louis XIV, qui n'aimait pas la grande Mademoiselle, n'aurait-il pas indiqué ce sujet à Molière par esprit d'ironie, de plaisanterie, pour se divertir en jouant un tour à une parente pour qui il n'avait pas une très grande sympathie. Il ne faut point juger cela impossible, en arguant de la gravité royale et de la dignité de la cour. Il est fort possible que le roi ait eu, en donnant cette matière à son poète comique, une idée de derrière la tête ; car il est impossible d'imaginer que la passion de Mademoiselle soit restée mystérieuse et n'ait pas servi de sujet aux commentaires et aux boutades.

En tout cas, la question est très intéressante et elle n'est pas close encore.

*
* *

Avant d'aborder l'étude du *Bourgeois Gentilhomme*, nous allons préciser quelques faits de la vie de Molière.

Le 23 mars 1670, eut lieu la clôture annuelle du théâtre. Les théâtres chômaient ainsi toujours quelques semaines avant Pâques. C'est à ce moment que, par délibération de toute la troupe, Louis Béjart est mis à la pension de 1.000 livres et sort de la troupe ; le contrat de pension est signé le 16 avril. Ce même mois eut lieu le voyage du roi en Flandre.

En mai, Madame partit pour l'Angleterre près de son frère Charles II ; le 25, elle arrivait à Douvres, où vinrent la rejoindre la reine d'Angleterre et la duchesse d'York. Le 29, on représenta devant elles une comédie anglaise imitée de Molière et précédée d'une harangue à la louange de Molière. Enfin, le 12 juin, Madame retournait de Douvres à Calais.

Le 24 juin, à l'occasion de la Saint-Jean-Baptiste, Bour-

don aurait offert à Molière une *Sainte Famille* de 18 pouces sur 15. Le 29, c'était la mort subite de Madame, Henriette d'Angleterre, au château de Saint-Cloud, à l'âge de 26 ans, dans des conditions très mystérieuses qui rendirent l'événement suspect aux contemporains et qu'aujourd'hui encore on n'a pas réussi à éclaircir, malgré des enquêtes de médecins et des ouvrages comme celui de M. Funk-Brentano, dont la valeur est d'ailleurs fort discutée.

Molière séjournait à Auteuil avec Baron, lorsque, le 31 juillet, les Beauval entrèrent dans la troupe. Le 17 août eurent lieu en grande solennité les obsèques de Madame. Ce fut à Auteuil, à la fin d'août, que notre poète eut plusieurs entrevues avec le chevalier d'Arvieux et le tailleur Baraillon pour la préparation du *Bourgeois Gentilhomme*, qui ne fut donc pas composé à Chambord.

Le 13 septembre, on représentait à Versailles le *Gentilhomme de Beauce* devant le duc de Buckingham. Le 3 octobre, la troupe, interrompant ses représentations à Paris, où elle fit relâche du 1^{er} octobre au 2 novembre, partait pour Chambord, où le roi et la cour arrivent le 9, avec Monsieur et Mademoiselle d'Orléans. Le 11 était imprimé le brevet du *Bourgeois*, livret qu'on distribuait aux spectateurs, comme je l'ai indiqué l'an dernier. Enfin, le 14 octobre, avait lieu devant la cour la première représentation du *Bourgeois Gentilhomme*, 25^e pièce de Molière. En huit jours, la troupe donna quatre représentations ; le 28, elle quittait Chambord, chaque acteur ayant reçu 600 livres 10 sous pour sa nourriture et sa gratification.

Le 23 novembre, le *Bourgeois Gentilhomme* était représenté à la ville, où il eut un grand succès : le public et la critique lui firent un excellent accueil. Le chiffre des recettes suffit à le prouver : la première représentation, le dimanche 23, donne 1.397 livres ; la seconde, le mardi 25, 1.260 livres 10 sous. La pièce fut jouée six fois en décembre et le succès continua. En 1671, elle fut donnée vingt fois ; en 1672, huit fois.

Il est permis de révoquer en doute l'anecdote de Grimarest, d'après laquelle le Roi, après la première représentation, aurait observé le silence le plus froid. Molière aurait caché son dépit, irrité encore du mépris que lui témoignaient les courtisans prenant modèle sur le roi. Mais, après cinq jours, à la deuxième représentation, le roi, s'adressant au poète, aurait dit : « En vérité, vous n'avez encore rien fait qui m'ait plus divertì et votre pièce est excellente. » Sur quoi les courtisans, prompts à suivre les avis du maître, se seraient répandus en éloges. Grimarest a d'ailleurs

l'habitude de rapporter telles ou telles anecdotes controuvées ou inexactes.

Nous possédons sur le *Bourgeois* un curieux document : c'est « l'Estat de la dépense faite pour la comédie ballet intitulée le *Bourgeois Gentilhomme*, dansé à Chambord au mois d'octobre dernier et pour la réception faite à Saint-Germain, au mois de novembre ensuivant, auquel estat est joint la depense de quelques comedies, représentées à Versailles pendant ledit mois de novembre 1670 ».

Le total est de 49. 404 livres 18 sous ; 5.000 livres en moyenne pour chaque représentation (10) ; mais la plus grande partie des frais affectés au *Bourgeois Gentilhomme* est portée sur un autre état publié par Campardon : *Nouvelles pièces sur Molière*, 1876.

Ce document nous apprend que le tailleur Baraillon reçut la somme de 5.108 livres.

Avant d'aborder l'étude du *Bourgeois*, nous signalerons les comparaisons inutiles et les rapprochements vraiment bizarres, auxquels parfois il a donné lieu : c'est ainsi que l'on a comparé M^{me} Jourdain à Sancho Pança. Pour nous, nous éviterons soigneusement le danger de telles exagérations. On peut prétendre, certes, que tout est dans tout ; mais nous préférons nous garder d'une telle méthode de critique. De même, on a voulu voir une ressemblance entre les rites burlesques qui accompagnent la réception du Mamamouchi et la cérémonie de consécration des évêques catholiques. Rien n'autorise à le croire, et nous n'avons aucunement le droit de prêter à Molière une intention que, très certainement, il n'a pas eue. Nous verrons, dans la prochaine leçon, les renseignements que possédait Molière sur la vie et les habitudes des Turcs.

La Morale

Cours de M. VICTOR EGGER,

Professeur à l'Université de Paris.

La doctrine du non-mal.

Je vais continuer l'examen des doctrines morales complémentaires, qui existent dans l'opinion morale commune et pourtant ne font pas partie de l'opinion principale des hommes sur le bien et le mal, de ce que j'ai appelé la doctrine du bien ; ces doctrines, je le rappelle, s'y rattachent néanmoins et n'ont pas de valeur indépendante. J'ai tout d'abord exposé et examiné la doctrine de l'intention, et je l'ai rattachée à la doctrine du bien.

Aujourd'hui, j'examinerai une doctrine un peu plus subtile. Le nom vulgaire de cette doctrine est doctrine égalitaire ; son nom logique est doctrine du non-mal. Elle consiste d'abord dans une opinion du sens commun, puis dans une extension abusive de cette opinion. Je dis qu'elle consiste d'abord dans une opinion du sens commun, opinion fondée, universelle, indiscutée. Aussi se dégagera-t-elle sans peine de la solution donnée par tout le monde dans des cas qu'on ose à peine nommer des cas de conscience.

Voici un premier exemple. — Supposons un rentier, brave homme, philanthrope, habitant une petite ville, et qui a en réserve une somme de cinq mille francs pour une bonne œuvre. Ce rentier a deux voisins, deux petits commerçants, qui viennent le trouver presque en même temps. Le premier lui dit que, jusqu'à présent, il a fait ses affaires correctement, mais qu'il a toujours vécu tout juste ; il vient de faire une invention heureuse, il lui faudrait cinq mille francs pour la lancer. L'autre négociant raconte que, jusqu'ici, il a toujours vécu modestement, mais que, depuis quelque temps, ses affaires ont mal tourné ; il va être acculé à la faillite, s'il ne trouve pas à emprunter cinq mille francs. Quel est le devoir du philanthrope ? Nous supposons qu'il concevra son devoir de façon à être approuvé par tout le monde ; dès lors, il n'a pas à hésiter : c'est au deuxième de ses voisins qu'il donnera ou prêtera les cinq mille francs ; s'il les avait donnés ou prêtés

au premier, il serait blâmé par tous. Telle est la solution que tout honnête homme donnera à cette question.

Autre exemple. — Une crise commerciale se produit dans une grande ville ; deux banques s'effondrent et ferment leurs guichets. L'une avait pour clients des riches, l'autre recevait les économies des petites gens. Sur qui tombe la colère de l'opinion ? Si l'État ou un syndicat de grands banquiers peut en sauver une, mais non deux, l'opinion demandera à grands cris qu'on sauve la banque des petits. Si cela a lieu, le résultat sera de rapprocher au point de vue de la fortune les clients des deux banques ; les riches seront moins riches, mais les pauvres ne seront pas plus pauvres ; l'égalité, voilà ce que semble désirer l'opinion commune, la fortune étant considérée par elle comme l'équivalent du bonheur, parce qu'elle passe pour en être le moyen. De même, dans notre premier exemple, en agissant comme nous l'avons supposé, le philanthrope fera en sorte que ses deux solliciteurs restent de petits commerçants gênés ; il maintiendra leur égalité.

Voici un troisième exemple. — Quand un enfant est malade, les parents négligent l'éducation et même l'hygiène de ses frères et sœurs ; à un enfant délicat, difficile à élever, on sacrifie plus ou moins les autres. Il en résulte que les enfants seront à peu près égaux ; ceux qui avaient beaucoup de force physique et intellectuelle, étant mal soignés, ne feront pas dans la vie tout ce qu'ils auraient pu faire s'ils avaient été comblés de soins ; et celui qui était débile, ayant été très bien soigné, atteindra le niveau des autres.

Un dernier exemple confirmera les précédents. — Si, à la suite d'un accident, un chirurgien se trouve en présence de plusieurs blessés, il s'occupe d'abord de ceux qui sont le plus gravement atteints ; supposons que, grâce à des soins immédiats, il les sauve, et que les autres, soignés plus tard, ont eu leur état aggravé par l'attente : le résultat sera que tous les blessés resteront infirmes, tandis que, si le chirurgien avait procédé dans l'ordre inverse, les plus gravement blessés seraient morts, les moins atteints auraient pu être parfaitement guéris ; mais le devoir du chirurgien, l'opinion morale commune, est de s'occuper d'abord des plus gravement atteints, au risque de rendre à la société des hommes également infirmes et pas un valide.

Telle est l'opinion commune sur ces sortes de cas. Dans tous les jugements de ce genre, l'opinion commune est dirigée par un principe, dont la formule logique est : *le non-mal vaut mieux que le bien*. Ce principe s'applique rigoureusement aux cas précédents. Quand on soigne un enfant malade, on travaille pour le

non-mal ; si, au contraire, on s'occupe d'un enfant bien portant pour le rendre encore plus fort ou pour faire son éducation, on travaille pour le bien. Mais ce principe, *le non-mal vaut mieux que le bien*, est faux, théoriquement ; car il est absurde : il est évident que le bien est moralement supérieur au non-mal, donc vaut mieux.

Corrigeons cette formule ; une fois rectifiée, elle s'adaptera aux faits et ne choquera plus la logique. Ce qui est vrai, c'est que le non-mal est préférable au bien, s'ils se présentent l'un et l'autre à une volonté comme des concurrents immédiats, pour un avenir tout proche, si donc il faut choisir entre eux. Ce n'est pas que le non-mal vaille mieux ; mais il faut commencer par lui. Ainsi le non-mal est pratiquement préférable au bien, lorsqu'ils sont en conflit. Il faut commencer par le non-mal ; le bien viendra ensuite, s'il se peut.

Que l'on prenne ce parti, conformément au sens commun moral, ou qu'on adopte l'autre conduite, celle que le sens commun moral condamne, la somme de bien réalisée sera la même ; dans notre premier exemple, le philanthrope avait le choix entre la médiocrité de ses deux voisins ou la prospérité de l'un et l'effondrement de l'autre ; au point de vue de l'arithmétique des biens et des maux, les deux solutions se valent, et la même remarque pourrait être faite sur les autres exemples que j'ai donnés. Un moraliste ami du paradoxe pourrait même insister en disant que l'inventeur, s'il est favorisé par le philanthrope, pourra, devenu riche, relever le malheureux failli et l'associer à ses affaires, et que le philanthrope pourrait lui en faire prendre l'engagement. Pour le sens commun moral, ce sont là des sophismes. S'il s'agit du passé ou du présent, on peut faire le calcul des biens et des maux qui sont actuels, et remarquer que, ici ou là, de grands biens et de grands maux s'entremêlent et se compensent. Mais, dans les cas qui nous occupent, il s'agit de l'avenir, puisqu'il s'agit du devoir. Dans le commandement moral, il n'y a pas seulement le bien à faire, lequel a, théoriquement, plus ou moins de valeur, plus ou moins de bonté intrinsèque ; il y a aussi un certain ordre temporel des moyens et des fins, en vertu duquel les devoirs sont séries à l'avance dans l'avenir. Cet ordre est l'ordre pratique des devoirs : le changer, c'est violer cette logique spéciale, qui est propre à la morale, et qui, intérieure à la morale, ne peut en être séparée. Selon cette logique, il faut travailler d'abord au non-mal, ensuite au bien. Avant tout, détruis ou empêche le mal, si tu en es capable ; après quoi, s'il te reste de l'argent, des loisirs et des forces, tu feras le bien ; sauver le bien qui est, voilà le premier devoir dans l'ordre du temps, dans l'ordre pratique ; faire

mieux que ce qui est, faire le bien qui n'est pas, voilà le second.

Ce principe, le bon sens de tous les pays et de toutes les époques, en matière morale, l'a appliqué et continue à l'appliquer. La première chose à faire, pense-t-on, c'est de sauver ceux qui se noient, c'est de tirer de l'abîme ceux qui y sont tombés. Après une guerre malheureuse, on « panse les plaies » du pays, c'est l'expression consacrée ; on refait les ponts, les routes, etc. ; on guérit les maux ; ensuite, on songe au progrès, à l'expansion dans tous les sens de la nation restaurée. Les bons conseillers de l'agriculture disent au paysan : d'abord arrache les mauvaises herbes, et détruis-les par le feu ; écrase les vers blancs et les hannetons ; contre les maladies de la vigne emploie les insecticides qui sont efficaces. Voici des recettes ; ensuite tu feras bien de fumer ta terre, et de tailler ta vigne selon les règles de l'art, ensuite seulement.

Hercule a mérité l'Olympe en détruisant les monstres ; Prométhée, Triptolème, Cadmus, ne sont pas devenus des dieux ; c'est qu'en effet il importe, avant tout, qu'il n'y ait pas de fléaux ; car, avant tout, il faut vivre. A la rigueur, on peut vivre sans écriture et même sans pain et sans feu ; pour l'homme primitif, ce sont là des luxes, puisque ce sont des biens. Dira-t-on que je joue avec la mythologie grecque ? Le xix^e siècle a connu un grand artisan du non-mal, un destructeur des fléaux, Pasteur ; il eût pu employer son génie à inventer ce que nous appelons des progrès, c'est-à-dire de nouveaux moyens de bonheur (téléphone, automobile, applications diverses de l'électricité) ; aucune invention de ce genre ne lui eût valu l'incomparable gloire qui entoure son nom.

L'Europe moderne pense donc, comme les Grecs d'autrefois, que le non-mal vaut mieux que le bien ou, plutôt, que les vainqueurs du mal ont fait ce qui doit être fait avant tout.

Dans tous ces faits, nous trouvons une application de la théorie des quatre impératifs : 1^o n'agis pas pour le mal ; 2^o n'agis pas pour le non-bien, contre le bien ; 3^o agis pour le non-mal, contre le mal ; 4^o agis pour le bien. Ils ont une double hiérarchie ; des deux impératifs d'action, l'un commande ce qu'il faut faire *avant tout*, l'autre dit ce qu'il faut faire *surtout*. On doit donc dire : Agis pour le non-mal avant tout, agis pour le bien surtout. Le bien est la fin. Le non-mal est la condition logique et la condition réelle ou pratique, donc le moyen du bien. Ces deux impératifs d'action ne peuvent être isolés des impératifs négatifs ou d'abstention : les quatre forment un système ; ils se complètent, ils se corrigent au besoin les uns par les autres : n'agis pas pour le mal, ni contre le bien, autrement dit pour le non-bien ;

respecte donc le bien qui est. Si la fin est le bien, le bien qui est, c'est la fin déjà conquise, donc à maintenir ou à laisser être. *N'agis pas*, pour une conscience, pour un agent, est la condition logique et réelle d'*agis* ; car un agent, c'est une conscience, et une conscience, c'est une intention ; l'action de l'agent, intérieure, puis extérieure, sera bonne, si elle est dirigée tout entière dans le même sens, contre le mal, vers le bien ; elle sera mauvaise, si elle est dirigée dans le sens contraire, vers le mal, contre le bien. Pour qu'elle soit bonne, il faut d'abord qu'elle ne soit pas mauvaise.

Mais, dira-t-on, il y a une incompatibilité pratique entre le second impératif et le troisième ; pour faire le non-mal, pour en posséder les moyens matériels, il faut avoir à sa disposition le bien qui est, il faut s'en emparer ; prenons donc le bien où il est, car mieux vaut le non-mal que le bien.

Ainsi entendue, par abus, par excès, la doctrine du non-mal devient la doctrine égalitaire. En effet, appliquez ce raisonnement sans scrupules : pour supprimer la pauvreté, c'est-à-dire le malheur, on supprimera la richesse, moyen présumé du bonheur ; ce sera la médiocrité universelle ; la fin sociale est l'égalité des conditions, signe présumé de l'égalité dans la répartition du bonheur ou du non-malheur. Cette égalité, c'est la justice ; la justice exige la charité, une charité qui a pour fondement, pour règle et pour fin, la justice. Le droit, c'est l'égalité ; le droit, c'est-à-dire le bien. Telle est la doctrine.

Il est évident que le bien ainsi entendu, ce bien fait du non-bien des uns et du non-mal des autres, c'est le ni bien ni mal de tous. Ainsi, dans cette doctrine, le bien c'est le ni bien ni mal. Mais, s'il n'y a rien de meilleur que le ni bien ni mal, on renonce au bien ; c'est donc là une doctrine à la fois pessimiste et paresseuse ; pessimiste, car c'est proclamer que le bonheur d'autrui est impossible ; paresseuse, car borner le devoir humain au devoir du ni bien ni mal, c'est dire à la volonté humaine : contente-toi de faire le non-mal ; ainsi le meilleur possible sera.

Faut-il donc renoncer au bien ? N'y a-t-il pas moyen de faire le bien qui n'est pas, en maintenant le bien qui est ? Si je voulais examiner à fond les théories égalitaires, je devrais les suivre dans leur conception du devoir de l'Etat, car c'est à lui qu'elles confient le soin de détruire le bien qui est, pour avoir les moyens de détruire le mal qui est. On peut soutenir que l'Etat comprend mieux sa mission si, tout en protégeant le bien qui est, il réussit à le faire servir à diminuer le mal qui est à côté et à créer le bien qui n'est pas. Mais je ne puis aborder, aujourd'hui, cet ordre de

questions ; mon but est purement logique ; je veux montrer le rapport exact des idées égalitaires avec la doctrine du bien, dans quelle mesure elles s'y rattachent ou s'en écartent.

Je disais donc : faut-il renoncer au bien, détruire le bien ? Mais détruire le bien qui est, faire le non-bien, c'est faire le mal ou faire mal, ce qui est défendu, selon la morale vulgaire. Ainsi la morale commune condamne la haine du bien qui est. Questionnons encore le sens commun moral. Là il y a des thèses, choses de l'intelligence, mais aussi des sentiments qui sont intimement mêlés à ces thèses ; la morale est, en effet, pleine de sentiments qu'on ne peut séparer des théories. Or le sens commun distingue les égalitaires par envie et les égalitaires par charité. Les premiers procèdent par la spoliation ; les seconds se donnent et donnent ce qu'ils ont. Les premiers disent : pourquoi y a-t-il des riches, des heureux ? Les seconds : pourquoi y a-t-il des pauvres, des malheureux ? Ceux-là veulent diminuer le nombre des heureux ou le bonheur des heureux ; ceux-ci veulent diminuer le nombre des malheureux ou le malheur des malheureux. L'envie, la pitié, ce ne sont que des sentiments ; mais comment supprimer le sentiment en morale, surtout quand il s'agit, en définitive, de bonheur et de malheur ?

L'envie est une souffrance ; l'envieux qui réussit n'est jamais heureux ; il songe toujours au mal qu'il a fait, au mal qu'il pouvait faire encore ; son état d'âme, son intention se continue, n'est jamais satisfaite ; c'est ainsi que l'on décrit les âmes des conquérants, des tyrans d'autrefois ; cela change de nom à notre époque ; mais l'âme humaine ne change pas ; si le spolié est malheureux, le spoliateur l'est aussi.

Tout différents sont les effets de l'autre sentiment, qu'on l'appelle pitié, charité ou amour. Celui qui se prive est heureux du bonheur donné, reconnaissant de voir qu'il a fait des heureux, récompensé par le simple succès de son intention. Ainsi l'homme généreux est heureux ; l'individu obligé, secouru, est heureux également ; le jeu normal de la reconnaissance entretient et multiplie avec l'affection mutuelle des joies dont l'expansion contagieuse est indéfinie. Dès lors, le bien qui est ne disparaît pas et le bien qui n'est pas est créé.

Il en était tout autrement dans le premier cas : le bien qui était est détruit ; il n'est même pas déplacé, et nous n'apercevons que des maux comme dernier résultat. Or la question est de savoir quels sont les mobiles et quels sont les actes qui accroîtront le plus la somme du bien, c'est-à-dire du bonheur, dans l'humanité. Une doctrine égalitaire qui, hostile au bien qui est, fait du

mal le moyen indispensable du bien, porte en elle sa condamnation. S'il faut faire le bien, il faut s'efforcer de faire le bien par le bien seul ; or cela n'est pas impossible.

Il appartient aux économistes de dire comment la richesse totale d'une société peut être augmentée et comment peut se produire sa diffusion la plus large ; il appartient à la science politique de dire quel est le devoir de l'Etat à l'égard des faits économiques, comment il peut et comment il doit les surveiller, les favoriser et les utiliser pour les fins sociales. Au moraliste psychologue il appartient de mettre en lumière les faits qui sont de son domaine, et tout d'abord que le bonheur a d'autres causes que la richesse, vérité banale qu'il faut rappeler, sur laquelle il est inutile d'insister ; ensuite que, dans les actes humains qui tendent à l'égalité, le mobile a une grande importance ; l'envie et la haine entretiennent et multiplient le malheur ; la pitié et l'amour sont, au contraire, une source inépuisable de joies pour ceux qui donnent et pour ceux qui reçoivent. Ces sentiments sont les sentiments moraux, car les impératifs ne font que les traduire en langage rationnel. Les théories égalitaires, si elles sont soucieuses de leur fin, qui est celle de la morale, ont tout à gagner à s'inspirer de telles considérations.

Il faut conclure. Quand on a le choix entre deux partis, entre deux actions, le non-mal est préférable au bien, donc vaut mieux que le bien, pratiquement ; précisons : mieux vaut d'abord faire le non-mal ; il faut commencer par le non-mal. La théorie égalitaire fait de cette vérité pratique une vérité théorique : le non-mal vaut mieux que le bien ; le ni bien ni mal, par conséquent, vaut mieux que le bien. C'est un sophisme ; de ce qui est dû *avant tout*, comme condition logique et réelle, c'est-à-dire, au point de vue pratique, cette théorie fait ce qui est dû *surtout* ou même uniquement. De cette erreur, on peut donner une preuve par l'absurde : *le non-mal vaut mieux que le bien*, n'est-ce pas la formule de l'envie ? Si on l'entend bien, cette opinion du sens commun, que j'appelle doctrine du non-mal, n'est ni une objection ni même un amendement à la doctrine fondamentale : c'est une théorie ou doctrine accessoire, logiquement reliée à la principale, et qui s'en déduit ; c'est donc un simple corollaire, qui ne doit pas être érigé en théorie indépendante.

Formation et développement de l'esprit philosophique au XVIII^e siècle.

Cours de M. GUSTAVE LANSON,

Professeur à l'Université de Paris.

Les premiers réformateurs (*suite*). — Diffusion de l'esprit de réformes.

Nous avons constaté comment s'ébauchait, sous la pression des faits, une philosophie doctrinale. Vous voyez maintenant combien est inexacte l'explication, souvent donnée depuis Taine, des origines de la philosophie du XVIII^e siècle. Il est faux de dire que la guerre aux préjugés, la lutte contre les vieilles institutions, sont les produits de la raison abstraite, de la réflexion philosophique. Ce ne sont pas les effets de spéculations logiques, ce ne sont pas davantage les résultats de la jalousie du tiers envers la noblesse. Mais il y a un royaume ruiné, il y a des faits vus, constatés, par Vauban et les intendants, compris par Vauban, Fénelon, Boisguilbert, Boulainvilliers, Fougère ; là-dessus leur patriotisme s'est alarmé ; leur humanité — nullement aveugle ni sottement sentimentale, mais simplement raisonnable — s'est affligée de cette misère. Alors leur raison a travaillé ; ils se sont demandé si cette misère était dans l'ordre, si les préjugés du pouvoir absolu, des privilèges financiers de la noblesse et du clergé, étaient légitimes. Ils sont arrivés peu à peu, sous la pression des faits, dans leur désir de remédier aux maux du royaume, à se dire qu'il n'y avait pas de raison pour que le roi eût une autorité despotique, absolue, pour qu'il fût dispensé de travailler au bien général, et que, par suite, quand il oubliait ses devoirs, on avait le droit de les lui rappeler. Ils se sont dit aussi qu'il n'y avait pas de raison pour que la noblesse échappât aux impôts : comme tous les riches devenaient nobles, ils trouvaient injuste que le fait d'avoir de l'argent dispensât d'en donner.

Voilà comment a commencé la critique des institutions qui aboutira à la Révolution. Ce n'est donc pas par des théories en l'air qu'on a procédé. C'est en cherchant peu à peu à concilier

des réformes particulières avec la conscience et la raison publiques qu'on a élaboré une doctrine. Rien de moins révolutionnaire au début, comme l'indiquent clairement les noms de ces réformateurs : Vauban, un maréchal de France ; Fénelon, un archevêque ; de grands seigneurs, comme Boulainvilliers et l'abbé de Saint-Pierre.

Voltaire et les encyclopédistes ont repris ces idées avec un ton plus ardent, une critique plus amère, une ironie plus âpre et plus dissolvante : c'est parce que les premiers qui avaient élevé la voix n'avaient pas été écoutés ; parce qu'un quart de siècle, puis un demi-siècle, puis trois quarts de siècle, puis un siècle, s'étaient écoulés sans qu'on apportât de remèdes ; les esprits s'étaient aigris.

Boisguilbert, après avoir écrit son *Détail de la France*, son *Factum de la France*, est exilé ; Vauban a été réduit à imprimer clandestinement à Rouen sa *Dîme royale*, par suite du refus d'un privilège, et a été obligé de l'introduire secrètement à Paris, en feuilles séparées qu'il a mises dans son carrosse. Le succès fut immense : on parla alors de l'enfermer à la Bastille, comme un Voltaire. On ne l'enferma pas ; mais son livre fut mis au pilori, le 14 février 1707.

Le chancelier de Pontchartrain écrit au premier président du Parlement de Normandie : « Je vous envoie un décret de prise de corps contre le nommé Jaure, libraire, établi à Rouen. C'est un malheureux qui a déjà été banni de Paris, et qui a été surpris depuis 10 ou 12 jours envoyant à Emery, libraire de Paris, un ballot de mauvais livres par le carrosse de Rouen sous le nom et étiquettes de confitures » (1).

Voilà le traitement qu'ont reçu ces gens modérés, très peu révolutionnaires. Cela explique comment, pour être entendus, les philosophes ont pris un accent plus violent.

D'ailleurs, la force des choses avait amené ces réformateurs aux méthodes des philosophes. Du moment que, de simples particuliers proposaient des réformes, ils étaient conduits, si peu littérateurs qu'ils fussent, à trouver des méthodes qu'emploieront les philosophes pour frapper l'imagination publique.

Boisguilbert proclame, dans son *Factum de la France*, la souveraineté du sens commun : « Tout le monde, pourvu qu'il ait le sens commun, est juge compétent, et ne peut s'abstenir de pro-

(1) Depping, *Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV*, 4. v. in-4°, 1850-55, t. II, p. 336. — Cf. dans le même sens *ibid.*, pp. 797, 848, 849, 860, 862.

noncer sans mauvaise foi, sous prétexte de son manque de lumière (1). »

Pour rendre ses idées plus accessibles, il inventera des apologues, comme les philosophes. Pour montrer que les impôts doivent être réglés selon la fortune, il dira : « Il est certain et public que les qualités et dignités ne dénotent non plus les facultés d'un homme que sa taille ou la couleur de ses cheveux. Il est donc du même ridicule d'avoir établi qu'un avocat ou marchand, ou un seigneur de paroisse et un officier payeront la même somme, qu'il le serait de régler que tous les boiteux contribueraient pour la même part, et que ceux qui marcheraient droit en fourniraient une autre (2). » C'est la réduction à l'absurde de ce qui se fait : procédé commun des philosophes.

Boisguilbert recourt encore à ce procédé dans un apologue de sa *Dissertation sur la nature des richesses* ; il montre le mauvais état du royaume sous le régime des douanes intérieures et des aides : « C'est, dit-il, comme si un souverain, pour tourmenter et faire périr divers sujets d'une façon grotesque, en faisait enchaîner dix ou douze à cent pas les uns des autres, et que l'un étant tout nu, quoiqu'il fît grand froid, il eût une quantité effroyable de viande et de pain auprès de lui... qu'un autre, pendant enchaîné dans l'éloignement marqué, aurait une vingtaine d'habits autour de lui... sans aucuns aliments pour soutenir sa vie, et défense de lui en fournir... » Et il conclut : « Ne jugerait-on pas aussitôt que l'on voudrait ajouter l'injure et la raillerie à la persécution (3) ? »

Quelquefois une éloquence âpre, ardente, succède aux apologues et aux comparaisons.

*
* *

Les idées et les sentiments dont je vous ai entretenus ne sont pas restés confinés chez quelques individus, comme ceux dont j'ai parlé. Ils ont commencé à avoir une certaine diffusion dans les classes supérieures. Tandis qu'auparavant les libertins, par exemple, mouraient sans être arrivés à se faire même l'esquisse d'une philosophie sociale, parmi les libertins plus jeunes, les écrivains des dernières années du règne de Louis XIV, un certain nombre commencent à indiquer dans leurs écrits un plan de réformes sociales. Voici un écrivain très oublié et qui, littéraire-

(1) Collection des *Économistes*, t. I, p. 251.

(2) *Ibid.*, p. 308.

(3) *Ibid.*, pp. 405-406.

ment, mérite de l'être, un gentilhomme breton, Pierre de Lesconvel, qui publia, en 1703, *l'Idée d'un règne heureux, ou relation du voyage du prince de Montberaud dans l'isle de Naudely*, ouvrage évidemment inspiré du *Télémaque*. Après une dédicace au duc de Bourgogne, il indique dans sa préface qu'il a l'intention d'expliquer « toutes les maximes dont un prince peut se servir pour rendre heureux ses peuples ».

Pour se rendre compte de la différence qui sépare les écrivains actuels des écrivains antérieurs, il suffit de s'en rapporter à des passages comme celui-ci : « On ne parlera jamais d'aucun abus, qu'on ne propose aussitôt les moyens de le réformer : si bien qu'en découvrant le mal, on fera voir de quelle manière on le pourrait guérir (1). »

Il expose aussi, dans sa préface, qu'on n'est tenu à épargner ni les grands ni le clergé.

Je laisse de côté la fable, qui est peu importante. Ce qu'il reproche au clergé, ce sont ses richesses. Dans l'île de Nandely, il n'y aura pas d'organisation ecclésiastique comme celle d'Europe ; il supprime les abbayes en commende : les abbés sont astreints à la règle. Les évêques iront à pied, et résideront. La noblesse ne sera pas héréditaire, et ne pourra pas s'acheter. On acquerra le grade de noble, à peu près comme on acquiert aujourd'hui le grade de docteur dans les universités. A partir de 25 ans, la noblesse sera ouverte aux écrivains, aux philosophes, aux mathématiciens éminents et aussi aux artisans : elle ne sera pas réservée aux seules capacités intellectuelles, pas plus qu'aux commerçants enrichis.

Lesconvel a aussi des idées économiques. Il veut développer le commerce, d'abord en lui donnant la liberté. Mais la liberté ne suffit pas : il faut aussi une organisation qui ne laisse pas l'individu sans soutien, livré aux risques des opérations commerciales. Il établira une solidarité des marchands pour supporter les naufrages, les pertes : ce sera une assurance mutuelle. D'autre part, les commerçants ont besoin de crédit. Mais Lesconvel est opposé à l'usure : il tourne la difficulté en établissant pour les commerçants une caisse de prêts gratuits, alimentée par l'État. En outre, il veut le développement des voies de communication.

Parmi ses idées économiques, certaines sont rétrogrades ; il insiste sur les maux que cause le luxe, sur la confusion qui en résulte en Europe : c'est l'idée du *Télémaque*. Comme Fénelon,

(1) Préface, p. xii.

il veut des lois somptuaires ; c'est une idée rétrograde qui va être abandonnée par les philosophes.

Son horreur des financiers l'amène à une idée par laquelle il va bien plus loin que les écrivains du XVIII^e siècle, et annonce certaines idées socialistes de la fin de la Révolution et du XIX^e siècle ; il voudrait limiter la propriété, ne permettre à aucun propriétaire de posséder plus de deux fois la quantité de terre nécessaire à sa subsistance et à celle de sa famille. Je ne m'arrête pas à discuter le fond des choses ; je veux montrer seulement qu'à cette époque un homme qui pense se préoccupe d'améliorer la société.

Nous trouvons une direction et des tendances analogues chez un ami plus jeune de Saint-Evremond et de Ninon de Lenclos : le marquis de Lassay. Sainte-Beuve a écrit sur ce personnage deux articles très intéressants. De Lassay estimait qu'il n'y avait aucune condition où il pût espérer de se distinguer. Il en passait quelques-unes en revue, et devant les difficultés qu'il y avait à les bien remplir, il s'en déclarait incapable. Il faisait cependant une exception pour la condition de roi : là, disait-il, il se sentait capable d'égaler les meilleurs artisans de la profession. Dans sa *Relation de Félicie*, il nous propose la fiction d'un royaume fondé jadis dans l'Afrique australe par Lélius, l'ami de Scipion.

Ici, encore, nous retrouvons dans l'organisation de ce royaume l'influence du *Télémaque* et du mouvement d'idées dans lequel il se classe. Pas d'organisation militaire, car on ne veut pas de conquêtes ; on admet seulement les guerres défensives, et pour cela les milices provinciales suffisent. Les prêtres sont dépouillés de leurs privilèges. La noblesse subsiste, mais elle est vouée professionnellement à l'état militaire. Les hommes de toutes conditions sont admis à tous les emplois. La monarchie est héréditaire sans être absolue. On y trouve aussi l'idée, d'ailleurs commune, de réunir des Etats généraux : il y a deux chambres convoquées tous les six ans. Il propose toute une organisation du gouvernement avec un conseil d'Etat, un conseil souverain ; le roi nommera les intendants, mais sur la proposition des Etats, qui répartiront aussi les impôts. Les réformes partielles sont nombreuses. Dans la procédure, les procès seront abrégés, la sévérité des peines diminuée. Les vœux perpétuels seront abolis, le mariage sera réformé par le divorce. Il n'y aura pas de lois somptuaires ; nous trouvons ici le passage aux idées nouvelles : de Lassay fait la remarque que le luxe est utile. Il demande l'uniformité des poids et mesures, le développement des voies de communication, la bonne tenue des villes. Pour améliorer le commerce, il supprime

les monopoles, les maîtrises, les douanes intérieures et extérieures. Il demande une assistance publique.

Il est frappant de voir la ressemblance de beaucoup des articles de Lassay avec le programme de Voltaire. Non qu'il ait influé sur lui ; mais ils appartiennent tous les deux à un même mouvement d'idées, qui se continue parce qu'il s'inspire de la réalité des maux de la France.

On s'aperçoit du chemin accompli à la mort de Louis XIV. Une réaction féodale se produit, inspirée des idées de Fénelon, Boulainvilliers, Saint-Simon ; les corps privilégiés, noblesse, parlement, lèvent la tête. On entreprend une limitation du despotisme par la restauration des anciennes institutions. Ainsi la noblesse, par les conseils, se substitue aux secrétaires d'État. Le Parlement reprend le droit de remontrance. Le mouvement parlementaire se fortifie par la lutte religieuse. Depuis la bulle *Unigenitus* (1713), les parlementaires sont entrés en lutte non seulement contre le pouvoir épiscopal, mais aussi contre le gouvernement lui-même. Les parlements, où dominant les jansénistes, sont les instruments, de la résistance janséniste, à l'autorité royale. En 1719, paraissent des pamphlets jansénistes, où l'on proclame que la souveraineté n'appartient pas au roi, mais réside dans les Etats généraux. Vous les trouverez signalés au début du livre de Rocquin, que je vous ai indiqué. Le Parlement, se croyant compromis, condamne ces pamphlets. Sans doute, il y a, dans ce mouvement, beaucoup d'égoïsme de la part des privilégiés. Les jansénistes même, dans l'admirable résistance, que leur inspire l'élévation de leur conscience, ne songent pas tant au triomphe de la liberté de conscience, de la tolérance, qu'à la défense de la vérité. Ils ne prétendent pas étendre les droits qu'ils revendiquent à tout ce que d'autres croient être la vérité. De plus, dans cette lutte, on perd de vue la réforme des institutions : le bien général est relégué, sacrifié, soit à des intérêts de classe, soit à des intérêts moraux, très respectables, mais qui ne concernent qu'un petit nombre d'hommes.

Cependant il faut reconnaître que, de la part des parlements et des jansénistes, il y eut un effort pratique contre le gouvernement, effort qui se manifesta dans le domaine de l'action par la résistance des parlements au despotisme ministériel. Ce fut un apprentissage de liberté, un exercice de résistance. C'est bien comme cela que le public le prend ; et c'est pourquoi — sauf naturellement le public moliniste — il entoure de sa faveur ces résistances. Ce qui relève et décore les passions égoïstes, embellit les passions sectaires, c'est qu'il y a une part réelle de pa-

triotisme sincère, de désir du bien public ; il est rare que les consciences n'introduisent pas une idée de résistance patriotique dans leur guerre contre les ministres.

Je vous ai montré la formation et la croissance vigoureuse de la conscience sociale. Il est nécessaire d'indiquer, en terminant, qu'il se fait parallèlement un développement de la conscience cosmopolite. On considère les deux notions comme liées, sans chercher à les opposer. Déjà Nicole, dans ses *Essais de Morale*, indiquait que l'homme était citoyen de trois villes : le monde, — voilà donc le point de vue cosmopolite, — la patrie et l'individu. Bossuet cherche à établir une société de l'ensemble des hommes, qui ne détruirait pas la division en cités nationales. Fénelon, dans le *Dialogue de Socrate et d'Alcibiade* et dans le livre IX du *Télémaque*, marque aussi le point de vue cosmopolite. — Il est curieux de voir, dans un arrêt du Parlement de Toulouse (1707), alléguer en même temps l'idée patriotique et l'idée cosmopolite. L'affaire est racontée dans les *Mémoires pour servir à l'histoire des hommes illustres*, du P. Niceron (1) (1730). Saverien, dans son *Histoire des philosophes modernes*, reproduit ce passage de Niceron (2). Dans son testament, Bayle instituait comme son héritier un de ses cousins, M. de Brugnière. Plusieurs héritiers naturels, plus proches parents de Bayle que M. de Brugnière, et que déshéritait ce testament, prétendirent qu'un fugitif ne pouvait tester ; qu'il était mort civilement, dès qu'il avait quitté la France. Cependant, le Parlement de Toulouse déclara le testament valable. L'avocat général, en faisant son réquisitoire, soutint les dernières volontés de Bayle :

« Les savants sont de tous les pays. Il ne faut point regarder comme fugitif celui que l'amour des belles-lettres a appelé dans le pays étranger ; et il est indigne de déclarer comme étranger celui que la France se glorifie d'avoir produit. Eh ! comment Bayle serait-il mort civilement, puisque, pendant tout le cours de cette mort civile, son nom a éclaté dans toute l'Europe ? »

Comment se fait-il que ces hommes, qui avaient l'habitude d'analyser leurs sentiments, de faire jouer le principe de contradiction, n'aient pas vu d'opposition entre le cosmopolitisme et le patriotisme ? C'est qu'alors, en France, il n'y avait de haine nationale contre aucun peuple étranger. Les misères de la fin du règne de Louis XIV n'avaient développé aucune de ces haines : on était unanime à en faire remonter la responsabilité au gouvernement,

(1) T. X, p. 169-170.

(2) P. 83 de l'édition de 1760, in-4°.

à la politique de grandeur de Louis XIV. Les sacrifices douloureux de la France au traité d'Utrecht étaient regardés comme des sacrifices d'amour-propre, non comme des pertes nationales ; on n'avait pas le sentiment qu'un des territoires rendus fût une parcelle de la France, en sorte qu'on oublia vite ces concessions. De plus, le point de vue de la conscience commune des Français d'alors n'était pas le point de vue de la grandeur militaire, mais de la prospérité économique. Or, tandis que l'idée de grandeur militaire oppose les peuples, l'idée de prospérité économique, à cette date, tendait à les rapprocher ; la concurrence entre les nations ne paraissait pas pouvoir prendre un caractère assez aigu pour les diviser. On a l'idée d'une solidarité économique, de la nécessité pour un peuple de se débarrasser de son superflu, et de prendre en retour chez les autres ce qu'il n'a pas. On ignore encore le point de vue que nous appelons impérialiste. Les deux idées de patriotisme et d'humanitarisme n'avaient pas encore été accaparées par des partis pour se combattre mutuellement ; on en faisait des notions complémentaires, et non pas opposées. Même si le patriotisme était conçu comme se fondant dans le cœur humain sur l'amour naturel du sol natal, si on y voyait une affection innée, quand on cherchait à fonder en raison cette affection, le seul point de vue rationnel que l'on trouvât, c'était la solidarité humaine, restreinte, dans le patriotisme, à un groupe précis, au lieu de s'étendre, comme dans l'humanitarisme, à tous les hommes. Le patriotisme apparaît comme une application étroite et restreinte du sentiment de l'humanité. Mais, par cela même qu'il est plus étroit, le patriotisme est un sentiment plus intime ; on est en contact permanent avec les hommes de sa patrie ; si le cosmopolitisme n'impose que des obligations, assez vagues intermittentes, le patriotisme impose des obligations incessantes. C'est ainsi que Bossuet, à la fin de sa *Politique tirée de l'Ecriture sainte* (1), s'appuie sur un texte de saint Augustin pour montrer que le patriotisme est une application de cette loi d'humanité, mais que nous devons regarder surtout les hommes avec lesquels nous sommes liés par des rapports permanents et multiples.

(1) Livre I, fin de l'art. V.

Histoire intérieure de la France depuis 1870.

Cours de M. CHARLES SEIGNOBOS,

Professeur à l'Université de Paris.

La crise de la constitution (1874-75).

Nous avons vu comment la coalition des groupes monarchistes, qui a pris le pouvoir le 24 mai en élisant Mac-Mahon président de la République, a échoué dans l'essai de restauration de la monarchie, a été réduite à organiser un régime provisoire et s'est disloquée finalement par la séparation de l'Extrême droite légitimiste qui n'accepte même pas le septennat.

Nous sommes arrivés, maintenant, à la crise décisive dans l'histoire de la France contemporaine, crise d'où est sortie la République définitive avec la constitution qui est encore aujourd'hui celle de la France.

Les documents essentiels qui nous font connaître cette période sont les publications parlementaires et les journaux, surtout les organes officiels des partis. Ce sont : pour le parti légitimiste, *l'Union* (organe du comte de Chambord) ; pour le parti catholique, *l'Univers* ; pour le Centre droit, *le Français* (journal du duc de Broglie) et le *Journal de Paris* ; pour le Centre gauche, le *Journal des Débats* et le *Temps* ; pour la Gauche, le *Siècle*, et l'Extrême gauche, la *République française*. Enfin les journaux du parti impérialiste sont le *Pays* et l'*Ordre*. On trouvera un résumé dans l'*Année politique* de Daniel, pseudonyme d'A. Lebon, et des renseignements confidentiels dans les *Souvenirs* de de Meaux, les *Souvenirs de la présidence de Mac-Mahon* d'E. Daudet et dans la *Revue des Deux Mondes* sous la signature de de Broglie (1894).

Les ouvrages à consulter sont celui de Denis et surtout celui de Hanotaux.

I. — La crise décisive est précédée d'une série de tentatives avortées, faites par la Droite. La coalition, n'ayant pu aboutir à la restauration de la monarchie, essaie de maintenir la France dans un régime provisoire, qui permettra d'attendre une occasion d'éta-

blir un régime monarchique. C'est l'intérêt commun des trois fractions monarchistes : légitimiste, orléaniste, impérialiste. Elles forment la majorité de l'Assemblée, mais seulement une majorité négative pour empêcher l'établissement d'un régime définitif. Mais elles sont incapables de suivre une politique commune et même de former un ministère. Ce qui caractérise cette période, c'est la présence au pouvoir d'un ministère sans majorité et soutenu seulement par le président de la République.

A) La majorité s'est disloquée par la rupture de l'Extrême droite avec le reste de la coalition. Elle a voté avec les trois groupes de Gauche contre le ministère du duc de Broglie, qui, mis en minorité, a démissionné. C'est la fin du gouvernement par les Droites. Mais le Centre droit orléaniste garde une situation prépondérante ; ses chefs, de Broglie, Decazes, d'Audiffret-Pasquier, ont une grande influence sur Mac-Mahon ; ils sont ses conseillers. D'autre part, bien que tout le monde soit d'accord pour demander l'application stricte du régime parlementaire, le président garde un pouvoir personnel très grand. Comme il n'y a pas de majorité stable, c'est lui qui choisit entre les différentes combinaisons possibles pour former la majorité.

La première chose à faire, c'est de former un ministère. De Goulard négocie avec Decazes et d'Audiffret-Pasquier. Mais, dès lors, apparaît dans le groupe dominant, le Centre droit, un désaccord irréductible sur la politique à suivre. Les uns, comme d'Audiffret, se déclarent les ennemis irréconciliables de l'empire, veulent rompre avec les bonapartistes et chercher l'appoint de la majorité du côté du Centre gauche. Les autres, comme de Broglie, sont avant tout les ennemis des républicains et acceptent l'alliance avec les impérialistes ; cette politique est, d'ailleurs, aussi celle des Droites. Le 21 mai, cependant, le ministère est formé ; il comprend, avec deux membres de la Droite : Tailhand et de Cumont, des membres du Centre gauche : Cézanne, Waddington. Mais les deux membres de la Droite, après s'être entendus avec leurs amis, refusent (ils ne veulent pas accepter Waddington, qui a voté contre de Broglie). Le lendemain, brusquement, Mac-Mahon refuse une politique de conjonction des Centres et forme avec les débris de la combinaison de Goulard-d'Audiffret un ministère d'affaires, dont il donne la présidence au général de Cissey. C'est un ministère de Droite, où Decazes garde les Affaires étrangères et où entrent deux bonapartistes : Magne (Finances) et de Fourtoul qui devient ministre de l'Intérieur. Les républicains sont écartés ; on se propose de continuer la politique suivie par de Broglie, une politique de combat.

Le Centre droit donne son approbation. Le 2 juin, il vote une déclaration : « La France veut un gouvernement stable... Le maréchal président ne pourrait remplir cette tâche difficile, s'il ne s'appuyait, après la séparation de l'Assemblée, sur un ensemble d'institutions sagement pondérées... Le sentiment du pays est de laisser intacte la trêve de sept années... Ce n'est qu'à l'expiration de ce terme que la forme du gouvernement pourra être de nouveau agitée sans péril. Le Centre droit est décidé à maintenir le titre donné au chef du pouvoir exécutif par les lois existantes et à repousser toute proposition qui tendrait à empêcher, retarder ou affaiblir le vote des lois constitutionnelles. » Le Centre droit se solidarise ainsi avec Mac-Mahon et adopte la théorie du « septennat impersonnel » (l'institution du septennat est indépendante de la personne de Mac-Mahon). Le Centre gauche répond : « Il continue à penser que l'adoption de l'article premier de la loi déposée le 19 mai 1873 (1) serait pour la France un gage certain de stabilité, en faisant de M. le Maréchal non pas le président d'une république de sept ans, mais pour sept ans le président de la République. »

Le ministère de Cisse y emploie les mêmes procédés de gouvernement que le duc de Broglie. Il maintient l'état de siège dans 40 départements, ce qui met la presse à la discrétion de l'autorité. En novembre, *le Siècle* calcule que, pendant les 26 mois du gouvernement de Thiers, il n'a été pris que 52 mesures contre la presse et que, pendant les 17 premiers mois de la présidence de Mac-Mahon, il en a été pris 211, dont 192 contre les républicains (les 211 mesures se décomposent ainsi : 28 suppressions, 30 suspensions et 163 interdictions de vendre sur la voie publique). Il nomme des maires hostiles aux républicains, suspend les maires républicains, remplace les conseils municipaux républicains par des commissions municipales. Il garde les préfets de combat, nomme d'anciens préfets et sous-préfets de l'empire, rétablit le personnel impérial.

B) En même temps le parti impérialiste s'organise et se présente ouvertement, comme un parti prêt à prendre le pouvoir. Le 4 mai, dans la Nièvre, un impérialiste, ancien écuyer de l'empereur, vient d'être élu. Cette élection produit une grande impression ; la Nièvre passe pour un département républicain. L'élection est violemment discutée. On a découvert une circulaire égarée, qui prouve que le parti bonapartiste est organisé avec un comité central et

(1) Il était ainsi conçu : « Le gouvernement de la République française se compose de deux Chambres et d'un président. »

cherche à recruter les anciens officiers et les fonctionnaires en leur promettant des faveurs. Des ministres paraissent compromis. L'Assemblée décide une enquête, Rouher « déclare sur l'honneur » qu'il ignore l'existence du comité. L'enquête aboutit à un rapport démontrant qu'il existe un comité de comptabilité chargé de se procurer des fonds et en relation avec des comités départementaux; que l'on répand à profusion des portraits du prince impérial et des images impérialistes, et que Rouher dirige toute cette campagne.

La lutte contre le parti impérialiste et la crainte d'une restauration de l'empire dominant un moment la vie politique. Des scènes violentes se produisent à l'Assemblée. C'est ainsi que, le 9 juin, au cours de la discussion de l'élection de la Nièvre, Gambetta traite les impérialistes de « misérables qui ont perdu la France ». Le président demandant à Gambetta de retirer sa phrase, il reprend : « Il est certain que l'expression que j'ai employée contient plus qu'un outrage : c'est une flétrissure, et je la maintiens. » A la gare Saint-Lazare, où s'embarquent les députés, des rixes se produisent entre républicains et bonapartistes. Gambetta est insulté ; la police défend mollement les députés. Le 12 juin, Paul de Cassagnac fait paraître dans *le Pays* un article très violent, où il reproche aux agents d'avoir hésité et les invite « à empoigner... ces élus de la radicaillie, ces hommes sinistres, fils des émeutiers de juin..., ces lâches hurleurs, ces poltrons de la Défense nationale ».

Ces incidents émeuvent quelques députés du Centre droit, qui forment un petit groupe se rattachant à l'ancien groupe Farget, qui a décidé de la chute de Thiers et dont le chef est Léonce de Lavergne. Ils inclinent à prendre des mesures pour empêcher le retour de l'Empire et sont favorables à la conjonction des Centres. Or le ministère comprend deux ministres favorables aux impérialistes : le ministre des Finances, Magne, et le ministre de l'Intérieur, de Fourtou. Celui-ci répond, le 12 juin, à l'interpellation sur les violences de la gare Saint-Lazare, sans prendre parti entre bonapartistes et républicains. Ils se heurtent tous deux, à l'intérieur du ministère, à l'hostilité de Decazes, qui ne veut plus de l'alliance avec les impérialistes.

C) Le Centre gauche profite de l'impression produite pour essayer de sortir du provisoire, qui ne sert qu'à l'idée bonapartiste. Il est soutenu par les démonstrations des commerçants et des industriels, qui déclarent que l'absence de régime définitif et l'incertitude de l'avenir arrêtent les affaires (le monde de la Bourse, il est vrai, est plutôt anti républicain).

Il demande à l'Assemblée de reprendre le projet déposé par le dernier ministre de Thiers, Dufaure. Le 15 juin, Casimir-Périer dépose une motion demandant que la commission des Trente prenne pour base de ses travaux :

1° L'article premier du projet de loi déposé le 19 mai 1873 ;

2° La loi du 20 novembre 1873 (loi du septennat) ;

3° La consécration du droit de revision partielle ou totale de la constitution.

Les autres partis présentent aussitôt chacun une motion. Celle du Centre gauche est acceptée par les trois groupes de Gauche ; l'Extrême-gauche se résigne à abandonner son principe et à reconnaître à l'Assemblée le pouvoir constituant. Lambert de Sainte-Croix dépose une motion pour le Centre droit orléaniste : Mac-Mahon continuera à exercer le pouvoir exécutif conformément à la loi du 20 novembre 1873 ; le pouvoir législatif sera confié à deux assemblées ; le Président pourra dissoudre la Chambre d'accord avec la Chambre haute ; la décision sur le régime définitif ne sera prise qu'à l'expiration des pouvoirs du maréchal. La motion de la Droite légitimiste, déposée par de Kerdel, demande que l'on n'organise rien, afin de laisser la porte ouverte à la monarchie. Raoul Duval demande, au nom du parti impérialiste, l'appel au pays. On vote sur l'urgence en faveur de la proposition Casimir-Périer ; elle est adoptée par 345 voix contre 341. A ce moment, le duc de la Rochefoucauld-Bisaccia vient déposer à son tour, au nom des légitimistes d'Extrême droite, une motion déclarant : « Le gouvernement de la France est la monarchie. Le trône appartient au chef de la maison de France. » L'Assemblée refuse le renvoi à la commission des lois constitutionnelles.

Dès ce moment, il n'y a plus de majorité : c'est une période de confusion, qui dure un mois et demi, depuis le 15 juin jusqu'à la fin de juillet. La commission des Trente, pour cacher les hésitations du Centre droit, décide de ne plus communiquer à la presse de comptes rendus. La discussion de la loi sur l'électorat municipal montre cette absence de majorité positive. La Commission veut écarter les républicains et propose de reculer l'âge électoral à 25 ans et d'exiger trois ans de domicile ; ses innovations sont rejetées, les amendements des républicains aussi. On maintient le régime existant ; l'Assemblée proroge pour deux ans le droit donné au gouvernement de nommer les maires.

Les deux Centres luttent sur des questions de priorité, chacun cherchant à faire passer le premier le projet de l'adversaire, sûr qu'il sera rejeté. Les légitimistes, de leur côté, font une déclaration

dans laquelle ils disent n'accepter aucun projet qui sera directement ou indirectement la négation de la monarchie. C'est empêcher la formation d'une majorité non seulement pour le vote de la République, mais aussi pour l'organisation du septennat que voudraient les orléanistes du Centre droit.

La lutte s'engage d'abord dans la commission des Trente. Le Centre droit profite de l'avantage que lui donne la possession de la majorité. Elle rejette, le 28 juin, la proposition Casimir-Périer et nomme une sous-commission de trois membres chargée de formuler en quelques articles les points essentiels des lois organiques. Pour ne pas préjuger des tendances, on écarte les auteurs de tous les projets.

Le véritable but est d'empêcher toute organisation définitive et de garder le pouvoir en gardant le ministère avec l'appui personnel de Mac-Mahon ; mais il faut garder la majorité, donc maintenir l'accord avec tous les groupes monarchiques, même l'Extrême-droite et les impérialistes. Mais il est impossible de maintenir l'accord avec les légitimistes sur la question de la constitution. Ils reprochent aux orléanistes de faire du septennat un obstacle à la restauration monarchique. De son côté, le comte de Chambord fait paraître, le 2 juillet, un manifeste adressé aux Français, où il demande le rétablissement de la monarchie : « Vous avez demandé le salut de notre patrie à des solutions temporaires et vous semblez à la veille de vous jeter dans de nouveaux hasards... La France a besoin de la royauté ; ma naissance m'a fait votre roi. » Le manifeste paraît dans l'*Union*. Le ministère suspend le journal pour quinze jours. Lucien Brun, au nom des légitimistes, pose, le 4 juillet, une question à ce sujet au ministre de l'Intérieur, de Fourtou, qui répond : « La mesure a été prise en raison de la polémique persistante de ce journal..., et en raison aussi, dans une certaine mesure, de la publication du document. Les pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon sont, pendant sept ans, au-dessus de tous les partis, et nous ne souffrirons pas qu'il y soit porté atteinte de la part d'aucun d'eux. » Le 8, Lucien Brun interpelle. La rupture de l'Extrême droite avec le gouvernement devient définitive. Elle ne veut cependant pas opérer de concert avec les républicains et présente un ordre du jour inacceptable pour eux, qui ne réunit que 79 voix. Mais il est impossible également de trouver une majorité pour l'ordre du jour du Centre droit, qui déclare réserver l'examen des lois constitutionnelles et qui est repoussé par 368 voix contre 330. Le ministère ne peut obtenir que le vote de l'ordre du jour pur et simple.

Mac-Mahon refuse la démission que les ministres lui présentent

et affirme sa politique par un message (9 juillet) : « Les pouvoirs dont vous m'avez investi ont une durée fixe. Votre confiance les a rendus irrévocables..... Mais la loi du 20 novembre doit être complétée. Le pays appelle de ses vœux l'organisation des pouvoirs publics, qui sera pour lui un gage de stabilité... Je charge mes ministres de faire connaître sans retard à la commission des lois constitutionnelles les points sur lesquels jecrois essentiel d'insister. » Le 10, de Fourtou se rend à la Commission des Trente et demande, au nom du président : l'établissement du scrutin d'arrondissement ; le droit de dissolution ; le droit de nommer « pour une large part » les membres de la Chambre haute. En somme, ce que demande Mac-Mahon, c'est l'organisation du septennat et une organisation telle que le président est le véritable maître de la politique et possède tous les pouvoirs d'un roi. Le moment venu, il suffira de changer le titre. En attendant, le duc d'Aumale pourra prendre la succession du maréchal.

La sous-commission nommée par la commission des Trente charge de Ventavon de présenter un rapport. Il paraît le 15 juillet. Il propose le rejet de la proposition Casimir-Périer et présente à la place un projet très court surnommé le Ventavonat : les pouvoirs de Mac-Mahon restent réglés par la loi du 20 novembre ; deux Chambres seront instituées, l'une élue au suffrage universel, l'autre, le Sénat, se composant de membres élus et de membres nommés ; le maréchal aura le droit de dissoudre la Chambre ; à l'expiration des pouvoirs du maréchal, les deux Chambres réunies en Congrès statueront sur les résolutions à prendre. Le projet est mal accueilli par les Gauches et même par le groupe Lavergne, et ainsi apparaît la division dans le sein du Centre droit.

Dans le cabinet même, un conflit éclate entre Decazes et de Fourtou sur l'attitude à prendre à l'égard des bonapartistes. Decazes leur est nettement hostile. Magne, impérialiste, ministre des Finances, est mis en minorité, le 15 juillet, sur une question budgétaire. Il se retire. De Fourtou se retire en même temps que lui. Mac-Mahon voudrait donner à de Broglie le ministère de l'Intérieur ; mais de Broglie, qui sait qu'il a contre lui l'Extrême-droite, refuse. Decazes devient, en fait, chef du gouvernement. Il voudrait rester neutre et en dehors des discussions sur l'organisation des pouvoirs. Mais Mac-Mahon décide, très probablement sur le conseil de de Broglie, de prendre parti contre la proposition Casimir-Périer. Le 29 juillet, après la discussion, de Cisse, vient lire, au nom du gouvernement, une déclaration hostile à la proclamation de la République. Cette intervention décide le petit groupe des hésitants à abandonner le projet, qui est rejeté par

374 voix contre 333. L'Assemblée paraît impuissante à voter une résolution positive. La Droite et le groupe Changarnier lui demandent de s'ajourner. L'ajournement est voté pour quatre mois jusqu'au 30 novembre.

D) Pendant les vacances, le gouvernement essaie de fortifier la popularité de Mac-Mahon en lui faisant faire une tournée de visites en province. Il choisit pour cela les régions les plus conservatrices : l'Ouest et le Nord. Mais ceux qui le reçoivent lui font des discours républicains. Lui-même, répondant aux deux députés républicains du Nord, parle d'un accord avec les hommes modérés de tous les partis.

Le ministère continue à employer son système de répression à l'égard des journaux et des maires républicains. Il pratique également la candidature officielle. Des réclamations ayant eu lieu à la commission de permanence, le ministre de la Justice répond en soutenant que le gouvernement a le droit de désigner les candidats qui lui sont agréables.

Le 4 octobre, ont lieu les élections pour le renouvellement partiel des conseils généraux ; le 22 novembre, celles des conseils municipaux. Les résultats sont douteux. Il semble cependant que les républicains aient gagné une soixantaine de sièges de conseillers généraux. Mais ce qui frappe le plus les esprits, ce sont les élections à l'Assemblée. On fait le total depuis le 24 mai ; 28 élections ont eu lieu : 22 républicains et 6 impérialistes ont été élus ; pas un seul monarchiste, même dans les départements les plus conservateurs, comme le Maine-et-Loire. La raison de ces échecs répétés réside, semble-t-il, dans ce fait, que ne votaient guère aux élections complémentaires que les gens qui tenaient à manifester, les mécontents.

Les journaux d'Extrême droite continuent à se montrer hostiles au gouvernement. Les bonapartistes, au contraire, acceptent le septennat ; *le Pays* imprime, le 26 septembre : « Nous ne demandons que quelques années pour laisser reposer la France pendant que notre prince grandit. » A la fin des vacances, l'*Union* publie une note inspirée par le comte de Chambord, qui rend la rupture définitive entre les légitimistes et le Centre droit septennaliste : défense aux députés d'Extrême droite de voter toute mesure qui puisse « empêcher ou retarder le retour de la monarchie ».

II. — L'établissement du régime définitif se produit grâce à une crise, qui disloque la majorité et oblige à créer une majorité nouvelle avec les Gauches.

A) La crise commence après la rentrée de l'Assemblée par un conflit sur le vote des lois d'organisation. Deux projets avaient

été déposés avant les vacances : l'un sur l'organisation et la transmission des pouvoirs publics, l'autre sur le Sénat. Les Gauches veulent qu'on vote d'abord la loi d'organisation, qui décidera de la forme du gouvernement. Le Centre droit veut que l'on vote d'abord la loi sur le Sénat, qui sera une arme aux mains de Mac-Mahon contre la prochaine Chambre.

Dans ce conflit, le Centre droit se sert de Mac-Mahon et le fait intervenir pour essayer d'imposer à la majorité le régime que de Broglie préfère, le septennat, régime provisoire de durée fixe avec un pouvoir exécutif prépondérant. Mais il faut maintenir la majorité et éviter de rompre avec les légitimistes. Dans ce but, le message du président, déjà rédigé, est remanié et rendu plus vague.

Pendant le mois de décembre, l'Assemblée discute la loi sur l'enseignement supérieur. La crise décisive éclate à la rentrée de janvier. Les membres des petits groupes flottants du Centre sont inquiets des progrès des bonapartistes et décident de revenir à la conjonction des Centres. On décide Mac-Mahon à une entente. Entre la session de décembre et celle de janvier, il réunit trois conférences auxquelles prennent part des représentants du Centre gauche et même un impérialiste. Le Centre gauche pose ses conditions : il faut voter tout de suite la loi sur l'organisation des pouvoirs et faire la République en introduisant dans la constitution une clause pour la revision. Les orléanistes se divisent. Les adversaires irréductibles de l'Empire, comme Decaze, proposent un compromis : on discutera ensemble les deux projets sur le Sénat et l'organisation des pouvoirs.

A la troisième conférence, le rapprochement se fait ; mais de Broglie tient, au contraire, à maintenir l'accord avec la Droite. Il emploie son influence auprès de Mac-Mahon. Le 5 janvier, jour de la rentrée, le ministre du commerce lit un message du Président ; c'est de Broglie qui a gain de cause : « Je charge mon gouvernement, dit Mac-Mahon, de vous demander, pour l'une de vos prochaines séances, la mise à l'ordre du jour de la loi qui établit une deuxième Chambre. C'est là... l'institution que paraissent le plus impérieusement réclamer les intérêts conservateurs, dont vous m'avez confié la garde et dont je ne désorais jamais la défense. » La Commission des Trente demande la priorité pour la loi sur le Sénat.

Le 6 janvier, la demande de la Commission et du gouvernement est repoussée. Toutes les Gauches ont voté contre ; l'Extrême droite a voté avec elles. Ainsi, avec les mécontents, la Gauche a une majorité négative et est en mesure d'empêcher le Centre droit de réaliser son plan. Le ministère démissionne. De Broglie

essaie de trouver une majorité et n'y parvient pas. On propose Dufaure, qui appartient au Centre gauche. Mac-Mahon refuse et conserve le ministère de Cisse.

B) La crise est résolue par la dislocation définitive de la majorité conservatrice. La Droite et le Centre droit tiennent une conférence. D'Audiffret déclare qu'il est impossible de reconstituer la majorité du 24 mai 1873, qu'il faut se rapprocher des Gauches et organiser les pouvoirs jusqu'en 1880. La Droite refuse. Il se détache, enfin, du Centre droit un groupe, qui se résigne à opérer avec les Gauches : c'est le groupe Lavergne. Mais il est peu nombreux, et la majorité de Gauche est infime et précaire.

Le projet sur l'organisation des pouvoirs arrive en discussion sous la forme du projet Ventavon. Il propose l'organisation du septennat avec la création de deux Chambres. Le projet vient une première fois en discussion, les 21 et 22 janvier. Le 28, seconde délibération. A la rédaction de la Commission, le Centre gauche oppose un amendement : « Le gouvernement de la République se compose de deux Chambres et d'un président. » Laboulaye défend l'amendement. Ce qu'il demande, c'est qu'on consacre la République avec le droit de revision : « Nous vous offrons, dit-il, une République, avec deux Chambres, avec un président, c'est-à-dire avec des institutions que vous connaissez, que vous pratiquez. Où sera donc la différence entre ce gouvernement et la monarchie parlementaire ? — Dans l'existence d'un roi constitutionnel ; mais vous n'en avez pas ! » Le 29, par 359 voix contre 336, l'amendement Laboulaye est repoussé.

Mais, aussitôt, la proposition rejetée est reprise sous une forme détournée, c'est l'amendement Wallon : « Le président de la République est élu à la pluralité des suffrages par le Sénat et la Chambre des députés réunis en Assemblée nationale. Il est nommé pour sept ans et est rééligible. » L'amendement vient en discussion le lendemain 30 janvier. La Commission des Trente déclare repousser l'amendement. Wallon s'explique : « Je ne proclame rien. Je prends les choses telles qu'elles sont... Constituez le gouvernement qui se trouve maintenant établi... Je ne vous demande pas de le déclarer définitif... Mais ne le déclarez pas non plus provisoire. Faites un gouvernement qui ait en lui les moyens... de se transformer, non pas à une date fixe comme le 20 novembre 1880, mais alors que le besoin du pays le demandera. » Finalement, l'amendement légèrement modifié en cours de séance : « Le président de la République est élu à la majorité absolue des suffrages, etc. » est voté à 4 voix de majorité par 353 voix contre 352.

C'est une grande victoire pour la Gauche. La Commission des Trente continue cependant à lutter, et demande de donner au Président seul le droit de dissolution de la Chambre. C'est rendre maître de la Chambre élue Mac-Mahon, c'est-à-dire ses conseillers. Wallon présente encore un amendement : « Il (le président de la République) peut, en outre, *sur l'avis conforme du Sénat*, dissoudre la Chambre des députés. » La Commission refuse ; elle est encore battue. Par 425 voix contre 243, l'amendement Wallon est adopté.

La Commission vaincue substitue elle-même dans la rédaction des articles suivants les mots « Président de la République » au mot « Maréchal de Mac-Mahon ». On vote, enfin, les dispositions relatives à la revision et au siège du gouvernement : Versailles.

Le résultat de ces votes est de créer une nouvelle majorité, qui comprend les trois groupes de Gauche et le groupe Lavergne, qui entraîne le Centre droit. Cette majorité dispose du sort de la loi sur le Sénat.

Tout le monde est d'accord pour repousser le projet du duc de Broglie ; mais il y a désaccord sur le mode d'élection des sénateurs. Le Centre gauche déclare ne vouloir qu'un projet acceptable par toutes les Gauches. Pascal Duprat dépose un amendement : « Le Sénat est électif. Il est nommé par les mêmes électeurs que la Chambre des députés. » C'est le suffrage universel. Par 322 voix contre 310, l'amendement est adopté, grâce aux votes des bonapartistes et à l'abstention de l'Extrême droite. Tout est remis en question ; car la loi sur l'organisation des pouvoirs publics ne doit être promulguée qu'après le vote de la loi sur le Sénat. L'Assemblée vote les autres articles sans débat. Mais, finalement, par 368 voix contre 345, l'Assemblée décide qu'elle ne passera pas à une troisième délibération. Tout paraît abandonné.

Tout est arrangé par un compromis fait par les Centres. Des conférences ont lieu entre le Centre droit et le Centre gauche. On se met d'accord sur le projet suivant : 225 sénateurs seront élus par le collège des conseillers généraux et d'arrondissement avec des délégués des communes, un par conseil municipal ; 75 sénateurs inamovibles seront nommés par l'Assemblée. Mac-Mahon accepte ; on vote l'urgence. Le 24 février, l'ensemble de la loi sur le Sénat est adopté. Le lendemain, en troisième délibération, la loi sur l'organisation des pouvoirs est adoptée définitivement par 425 voix contre 254.

C) La conséquence de cette crise est l'établissement de la République comme régime définitif de la France avec un prési-

dent élu pour sept ans, un Sénat élu par un régime mixte et le droit de dissolution au président d'accord avec le Sénat. L'organisation définitive a été obtenue grâce au désaccord des groupes monarchistes, qui n'ont pu former une majorité positive, et par la conjonction des Centres ou plutôt par l'union d'une fraction du Centre droit avec les Gauches unies.

E. M.

Sujets de devoirs.

I

UNIVERSITÉ DE PARIS

AGRÉGATION D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE

- I. — Le gouvernement des Trente à Athènes.
- II. — Le différend entre Boniface VIII et Philippe le Bel.
- III. — *Home-Rule* et agitation irlandaise depuis 1870.

AGRÉGATION DES LANGUES VIVANTES.

Allemand.

Version.

VISCHER, *Kritische Gänge*, I, Band, p. 221, depuis : « Die elementarische Natur », jusqu'à p. 222 : « ... daher ».

Thème.

ROMAIN ROLLAND, *Jean-Christophe à Paris, Dans la Maison*, (2), p. 222, depuis : « Mais il était impossible... », jusqu'à p. 223 : « .. mais ils y pensaient toujours. »

Dissertation française.

L'influence de la Révolution française sur Schiller.

Dissertation allemande.

« Auch in Entwerfen der Handlung ist Wagner vor allem Schauspieler. »

NIETZSCHE, VIII, 29 (*der Fall Wagner*).

Anglais.

Version.

SHAKESPEARE, *Henry V*, A. I, sc. 2, depuis « Thus then, in few... », jusqu'à : « ... that shall fly with them ».

Thème.

BOSSUET, *Histoire universelle*, III, ch. vi, depuis : « Cependant, dans ce grand amour de la pauvreté... », jusqu'à : « ... si exacte obéissance. »

Dissertation française.

La peinture des mœurs contemporaines dans le théâtre de Beaumont et Fletcher.

Dissertation anglaise.

Thackeray said of Goldsmith that « he was the most beloved of English writers. » What do you think of the statement ?

AGRÉGATION DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DES JEUNES FILLES.

Morale, pédagogie.

Le philosophe allemand Schopenhauer a dit : « La vertu ne s'enseigne pas, non plus que le génie ; l'idée que l'on se fait de la vertu est stérile, et ne peut servir que d'instrument, comme les choses techniques en matière d'art. Espérer que nos systèmes de morale et nos éthiques puissent faire des gens vertueux, nobles et saints, est aussi insensé que d'imaginer que nos traités d'esthétique puissent produire des poètes, des sculpteurs, des peintres et des musiciens. » — Tout vous paraît-il vérité dans cette assertion, ne croyez-vous pas que la vertu puisse s'apprendre et s'enseigner ?

Littérature.

On a prétendu que, malgré les inégalités de son inspiration et de sa forme, Diderot a été le génie le plus vigoureux et le plus fécond du parti des philosophes ; le pensez-vous ?

ALLEMAND.

Version.

VISCHER, *Kritische Gänge*. I. Bd. p. 239, depuis : « Grosse... », jusqu'à p. 240 « Aber... ».

Thème.

ROMAIN ROLLAND, *Jean-Christophe à Paris, Dans la maison*, 2, p. 208, depuis : « Un soir d'été... », jusqu'à p. 209 « ... de notre mort. »

Dissertation française.

« La vérité, dit Olivier, c'est que, s'il y a des frontières en art, ce sont moins des frontières de races que des barrières de classes. »

ROMAIN ROLLAND.

Dissertation allemande.

« Die Deutschen sagen Goethe und Schiller » — ich fürchte, sie sagen, « Schiller und Goethe ».

NIETZSCHE, VIII, 129.

ANGLAIS.

Version.

FIELDING, *Tom Jones*, VII, ch. 1, depuis : « The brevity of life... », jusqu'à : « ... at the Theatre-Royal ».

Thème.

PASCAL, *Pensées*, I, VII, jusqu'à : « ... de se voir et d'être avec soi ».

Composition française.

Le sentiment patriotique dans Shakespeare.

Rédaction anglaise.

Chief characteristics of Fielding's novels.

ANGLAIS.

Version.

GOLDSMITH, *Vicar of Wakefield*, VIII, depuis : « In my opinion, cried my son... », jusqu'à : « Nor wants that little long. »

Thème.

TAINE, *Littérature anglaise*, II, pp. 235-6, depuis : « Le Coriolan de Plutarque... », jusqu'à : « ... de la destruction. »

Dissertation anglaise.

Chief elements of English versification.

Dissertation française.

Falstaff.

Version.

FIELDING, *Tom Jones*, Bk. 7, ch. xiv, depuis : « The clock had now struck twelve... », jusqu'à : « flat on his face. »

Thème.

LA FONTAINE, *Fables*, le Lièvre et la Perdrix (V, xvii).

Composition française.

Le caractère de Henri V dans Shakespeare.

Rédaction anglaise.

J. E. Lowell's prose style.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DES JEUNES FILLES.

Pédagogie, morale.

La morale stoïcienne, a-t-on prétendu, comme la morale chrétienne, prépare à une belle mort, mais à une vie égoïste. — Êtes-vous de cet avis ? La morale stoïcienne ne vous paraît-elle pas d'une très grande valeur sociale ?

Littérature.

La littérature romantique a été considérée comme un réveil de la sensibilité et de l'imagination chez nous. Lequel de ces deux éléments vous paraît y avoir joué un rôle prépondérant ?

Pédagogie, littérature.

On a dit de M^{me} de Maintenon qu'elle fut avant tout et admirablement « une institutrice ». Son caractère et son œuvre vous paraissent-ils avoir bien mérité cet éloge ?

Morale, pédagogie.

Discutez cette théorie d'un moraliste contemporain : « Nos idées ne sont jamais que la projection abstraite de notre sensibilité propre ; et elles valent en profondeur, en étendue et en générosité ce que nous valons tout au fond de nous-mêmes, dans l'intimité de la vie quotidienne, dans la spontanéité vivante de nos démarches intérieures, loin des systèmes, des constructions et des livres. »

Littérature.

Prévost-Paradol disait de Taine : « C'est la passion qui a la raison pour vêtement ». Un autre ami du grand historien, Emile Boutmy, prétendait que Taine avait « une imagination germanique, administrée et exploitée par une raison latine ». Ces deux jugements vous paraissent-ils donner une vue juste et complète du génie de Taine ?

Morale, pédagogie.

Le célèbre poète anglais Keats prétendait que : « Les hommes de génie n'ont point d'individualité, point de caractère propre... Le poète n'est pas lui-même, il n'a point de « moi », il est tout et il n'est rien ; il jouit de la lumière et de l'ombre ; il vit par bouffées... » — Quels avantages et quels dangers peut présenter une conception aussi objective de la poésie ?

Littérature.

Le rôle de l'argent dans le théâtre du XVIII^e siècle.

*
* *

AGRÉGATION DE PHILOSOPHIE.**Dissertation.**

- I. — L'idée du droit.
- II. — L'hypothèse scientifique, ses règles.

AGRÉGATION DES LETTRES.**Composition française.**

Le décor antique et la mythologie dans *Iphigénie* et dans *Phèdre*.

Thème latin.

FUSTEL DE COULANGES, *la Cité antique*, liv. III, ch. x, depuis : « Le caractère sacerdotal qui s'attachait au magistrat... », jusqu'à : « La cité croyait ainsi recevoir ses magistrats des dieux. »

Version latine.

SÉNÈQUE, *Epist. ad Lucilium*, XVI, depuis : « Liquere tibi hoc... », jusqu'à : « ... quod est impetus. »

Thème grec.

FÉNELON, *Lettre à l'Académie, Projet de Rhétorique*, depuis : « La parole n'a aucun pouvoir semblable chez nous... » jusqu'à : « ... et de remuer les cœurs de tout un peuple. »

Composition française.

Etudier, en prenant les exemples dans les *Destinées*, la composition dans les poèmes d'Alfred de Vigny.

Thème latin.

LA BRUYÈRE, *De l'Homme*, depuis : « Qui oserait se promettre de contenter les hommes? », jusqu'à : « ... jusque dans le courtisan. »

Version latine.

AMMIEN MARCELLIN, XXV, III, 15-20, depuis : « Advenit, o socii... », jusqu'à : « ... post me reperiri rectorem. »

Thème grec.

PRÉVOST-PARADOL, *Etudes sur les Moralistes français : De l'Ambition*, depuis : « C'est donc le libre assentiment des volontés qui donne au commandement toute sa douceur... », jusqu'à : « ... une si belle récompense à leurs serviteurs. »

Version grecque.

ARISTOPHANE, *Plutus*, v. 500-534.

AGRÉGATION D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE.

I. — L'administration financière romaine sous l'Empire.

II. — Les réformes électorales en Angleterre au XIX^e siècle et leurs conséquences politiques et sociales.

III. — Voies de communication entre la mer Noire et la mer du Nord.

ALLEMAND.**Version.**

STRAUSS, *Streitschriften*, II, 164, depuis : « Aber... », jusqu'à p. 165 « ... behandelt wird. »

Thème.

SÉAILLES, *Renan*, p. 3, depuis : « Tréguier... », jusqu'à 4 : « ... à chaque pas. »

Dissertation allemande.

« Nur vermöge der Flucht aus der Gegenwart in die Vergangenheit des hellenischen Lebens gelingt unsern beiden grossen Dichtern die Darstellung des vollendet Schönen. » (HAYM, *Hegel und seine Zeit*, p. 91.)

Dissertation française.

Le rôle du théâtre d'après Schiller.

ANGLAIS.**Version.**

CRABBE, *Tales of the Hall, Smugglers and Poachers*, depuis : « There were two lads... », jusqu'à : « Not that the hero cared what people knew. » (Cambridge classics, vol. III, pp. 162-163.)

Thème.

MOLIÈRE, *Bourgeois gentilhomme*, acte II, sc. III.

Dissertation anglaise.

How far was Crabbe a follower of Pope?

Dissertation française.

Place de Smollet dans le roman anglais du XVIII^e siècle.

Composition française.

La représentation d'une pièce de Shakespeare au théâtre du Globe.

Rédaction anglaise.

Lyrical metres in Keats.

II

UNIVERSITÉ D'AIX

Histoire contemporaine.

Histoire de la Prusse de 1800 à 1815.

Composition de philosophie.

I. Enoncer aussi précisément que possible les questions qui, selon vous, constituent le problème fondamental de la connaissance humaine.

II. Y a-t-il une relation contestable et explicable entre le caractère précis et instructif des perceptions de nos sens et la mobilité spontanée ou volontaire de leurs organes ?

Bibliographie

Charles Le Brun, par PIERRE MARCEL. — La belle collection des *Maîtres de l'Art* vient de s'enrichir d'une nouvelle monographie due à la plume autorisée de M. Pierre Marcel et consacrée au peintre ordinaire de Louis XIV, à Charles Le Brun. De cette étude serrée et lumineuse, la physionomie de l'auteur des *Batailles d'Alexandre* se dégage avec une netteté surprenante, exprimant, sans doute, une sensibilité médiocre, mais rachetée par des qualités supérieures d'homme d'action. Le Brun, à la faveur de ces subtiles déductions, de cet exposé substantiel et abondamment documenté, apparaît décidément comme un décorateur, avant tout, dont les conceptions s'adaptèrent de façon merveilleuse « à la grandeur et à la beauté des synthèses du siècle du Roi-Soleil ». Il fut aussi un administrateur de premier ordre et, rien que pour ses créations des Gobelins, il mériterait de voir durer son nom. L'art français lui dut, avec le triomphe provisoire de l'académisme, une impulsion qui permit, un peu contre son vœu, l'évolution des tempéraments. Rien de plus mélancolique que les effets de la malheureuse rivalité du maître avec Mignard et le déclin de sa gloire après la mort de son protecteur Colbert. M. Pierre Marcel a rappelé cette triste fin de carrière en termes sobres, avec la scrupuleuse exactitude qui met son travail à un rang si honorable.

Un volume in-8°. Prix : 3 fr. 50. — Librairie Plon-Nourrit et C^{ie}, 8, rue Garancière, Paris. — 6^e.

Le gérant : E. FROMANTIN.

POITIERS. — SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE

REVUE HEBDOMADAIRE
DES
COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

Origines françaises du romantisme

Cours de M. ÉMILE FAGUET,

Professeur à l'Université de Paris.

Le sentiment de la nature chez J.-J. Rousseau
(suite).

Je continue l'examen de Jean-Jacques Rousseau au point de vue du sentiment de la nature. Je vous ai montré comment le contact avec la nature affranchit l'âme de Rousseau et la met en possession d'elle-même. Or la possession de soi-même est, surtout pour un nerveux, le souverain bien, et, par ce mot, il faut entendre quelque chose que l'on atteint difficilement, jamais complètement : tel est le cas pour Rousseau, quand il est au sein de la nature, ou, plus bourgeoisement, quand il se promène à la campagne.

Aux textes que j'ai déjà lus, il importe d'en ajouter un autre, que j'emprunte à la troisième lettre à M. de Malesherbes. Cette lettre est à la fois la confession la plus réfléchie et la moins apprêtée de Rousseau. Dans les *Confessions*, on ne saurait dire qu'il prenne une attitude ; mais, enfin, la complaisance qu'il a pour lui-même l'accompagne là plus que partout ailleurs. Dans la lettre à M. de Malesherbes, nous trouvons un Rousseau plus réfléchi, qui se scrute avec plus de sûreté, et qui surtout ne laisse pas éclater d'orgueil ; aussi a-t-il un accent de sincérité tout particulier :

« Quels temps croiriez-vous, Monsieur, que je me rappelle le

« plus souvent et le plus volontiers dans mes rêves ? Ce ne sont
 « point les plaisirs de ma jeunesse : ils furent trop rares, trop
 « mêlés d'amertume, et sont déjà trop loin de moi. Ce sont ceux
 « de ma retraite ; ce sont mes promenades solitaires ; ce sont ces
 « jours rapides, mais délicieux, que j'ai passés tout entiers avec
 « moi seul, avec ma bonne et simple gouvernante, avec mon
 « chien bien-aimé, ma vieille chatte, avec les oiseaux de la
 « campagne et les biches de la forêt, avec la nature entière et
 « son inconcevable auteur. En me levant avant le soleil pour
 « aller voir, contempler, son lever dans mon jardin, quand je
 « voyais commencer une belle journée, mon premier souhait
 « était que ni lettres ni visites n'en vinssent troubler le charme.
 « Après avoir donné la matinée à divers soins que je remplissais
 « tous avec plaisir, parce que je pouvais les remettre à un autre
 « temps, je me hâtais de dîner pour échapper aux importuns, et
 « me ménager un plus long après-midi. Avant une heure, même
 « les jours les plus ardents, je partais par le grand soleil avec le
 « fidèle Achate, prenant le pas, dans la crainte que quelqu'un ne
 « vînt s'emparer de moi avant que j'eusse pu m'esquiver ; mais,
 « quand une fois j'avais pu doubler un certain coin, avec que
 « battement de cœur, avec quel pétilllement de joie je commen-
 « çais à respirer en me sentant sauvé, en me disant : « Me voilà
 « maître de moi pour le reste de ce jour !... »

— Rousseau s'échappe dans la campagne, il veut dépasser un certain coin, le point qui le séparera du monde et le rendra à sa vraie nature, disons le mot, à sa nature de sauvage : sauvage très civilisé, sans doute, mais cependant sauvage, par son farouche amour de la solitude...

« J'allais alors d'un pas plus tranquille chercher quelque lieu
 « sauvage dans la forêt, quelque lieu désert, où rien, en me mon-
 « trant la main des hommes, n'annonçât la servitude et la domi-
 « nation ; quelque asile où je pusse croire avoir pénétré le
 « premier et où nul tiers importun ne vînt s'interposer entre la
 « nature et moi... »

— La nature et moi ! Comme le mot est frappant : c'est la devise de la moitié de la vie de Jean-Jacques Rousseau...

« C'était là qu'elle semblait déployer à mes yeux une magnifi-
 « cence toujours nouvelle. L'or des genêts et la pourpre des
 « bruyères frappaient mes yeux d'un luxe qui touchait mon
 « cœur... »

— Remarquez le mot « luxe » : il a été médité. Rousseau veut opposer la nature, la simple nature, au monde civilisé et corrompu par les arts, à la vie somptueuse et luxueuse : et c'est

précisément cette idée de luxe qu'il applique à la nature ; il y a un bon luxe, le luxe des choses naturelles...

« La majesté des arbres qui me couvraient de leur ombre,
« la délicatesse des arbustes qui m'environnaient, l'étonnante
« variété des herbes et des fleurs que je foulais sous mes pieds,
« tenaient mon esprit dans une alternative continuelle d'obser-
« vation et d'admiration : le concours de tant d'objets intéressants
« qui se disputaient mon attention, m'attirant sans cesse de l'une
« à l'autre, favorisait mon humeur rêveuse et paresseuse, et me
« faisait souvent redire en moi-même : Non, Salomon dans toute
« sa gloire ne fut jamais vêtu comme l'un d'eux... »

— Ici, nous avons un Rousseau biblique, et biblique patriarcal. Cette admiration des spectacles de la nature n'est pas très fréquente dans la Bible, quoique les poètes de la Bible soient véritablement lyriques : pour une fois où ils ont laissé éclater leur enthousiasme, Rousseau, emporté par son goût et sa passion de la nature, ne manque pas de leur emprunter leur ferveur...

« Mon imagination ne laissait pas longtemps déserte la terre
« ainsi parée. Je la peuplais bientôt d'êtres selon mon cœur, et,
« chassant bien loin l'opinion, les préjugés, toutes les passions
« factices, je transportais dans les asiles de la nature des hommes
« dignes de les habiter... »

— Voilà l'affranchissement, la libération, dont Rousseau est si avide : et voilà aussi l'explication profonde du discours sur les sciences et les arts et du discours sur l'inégalité des conditions. Si Rousseau éprouve une telle défiance de la civilisation et de ce qu'elle a inventé et surtout de tout ce qu'elle a inventé de factice, c'est qu'il est sensible aux choses qui, précisément, laissent indifférents les gens du dix-huitième siècle, aux choses de la nature. Rousseau aime trop la nature pour ne pas haïr la société et la civilisation...

« Je m'en formais une société charmante, dont je ne me
« sentais pas indigne ; je me faisais un siècle d'or à ma fantaisie,
« et, remplissant ces beaux jours de toutes les scènes de ma vie
« qui m'avaient laissé de doux souvenirs, et de toutes celles que
« mon cœur pouvait désirer, je m'attendrissais jusqu'aux larmes
« sur les vrais plaisirs si délicieux, si purs, et qui sont désormais
« si loin des hommes. »

« Un siècle d'or », Rousseau a laissé échapper le mot. Il a rêvé de l'âge d'or à sa manière, qui n'est pas celle de son temps. D'une façon générale, tous les hommes en rêvent, pour cette raison qu'ils ne le possèdent pas ; mais on en peut rêver soit dans l'avenir, en avant, soit en arrière, dans le passé. Rousseau est de ceux

qui croient que cet âge est derrière nous, qu'il y eut une époque de première et élémentaire civilisation, où les hommes, quelques siècles après la naissance de l'humanité, ont trouvé le bonheur. Les villes et la vie de société n'existaient point encore : précédant le siècle industriel, il régnait un siècle rural, l'âge d'or.

Cette conception de Rousseau est la forme de son optimisme : il pense qu'on peut revenir à cet âge passé. Il ne sait pas nous dire exactement comment s'opérera ce retour ; car il sent bien qu'il est difficile de remonter le courant de l'humanité : aussi ne fait-il plutôt qu'indiquer des palliatifs au mal dont nous souffrons.

« Oh ! si, dans ces moments, continue Rousseau, quelque idée
« de Paris, de mon siècle et de ma petite gloriole d'auteur venait
« troubler mes rêveries, avec quel dédain je la chassais à l'instant
« pour me livrer sans distraction aux sentiments exquis dont
« mon âme était pleine ! » — Ainsi Rousseau se sent libéré de tout ce qui l'entoure immédiatement, des fâcheux toujours importuns et des visites fatigantes, enfin de l'âge même où il vit. Il s' imagine revenu à l'âge d'or primitif : il s'évade du présent dans un passé somptueux et prestigieux.

Cet amour de la nature, que nous venons d'examiner, ne va pas seul chez Rousseau et s'accompagne assez souvent de plusieurs autres éléments. J'en remarque deux principaux : l'amour de la patrie et l'amour de Dieu. Il est très curieux de constater combien l'amour du pays se trouve confondu, dans le cœur de Jean-Jacques, avec l'amour de la nature. On rencontre dans ses œuvres des passages où il est difficile de dire pour quoi il se passionne, passages d'ailleurs intéressants par leur complexité et la synthèse de sentiments qu'ils renferment. Voici ce que Saint-Preux écrit, quand, après un long voyage autour du monde, il revient au pays où il est né, où il a aimé et a été aimé :

« Plus j'approchais de la Suisse, plus je me sentais ému. L'instant où, des hauteurs du Jura, je découvris le lac de Genève,
« fut un instant d'extase et de ravissement. La vue de mon pays,
« de ce pays si chéri, où des torrents de plaisir avaient inondé
« mon cœur ; l'air des Alpes, si salubre et si pur ; le doux air de
« la patrie, plus suave que les parfums de l'Orient — le voilà
« encore une fois biblique — ; cette terre riche et fertile, ce passage unique, le plus beau dont l'œil humain fut jamais frappé,
« ce séjour charmant, auquel je n'avais rien trouvé d'égal dans
« le tour du monde ; l'aspect d'un peuple heureux et libre, la
« douceur de la saison, la sérénité du climat, mille souvenirs délicieux qui réveillaient tous les sentiments que j'avais goûtés ;

« tout cela me jetait dans des transports que je ne puis décrire et
« semblait me rendre, à la fois, la jouissance de ma vie entière. »

Ce passage est tout à fait instructif : au début de la lettre, nous apprenons que Saint-Preux se rapproche de sa bien-aimée et que son cœur tressaille d'émotion. Mais, bientôt, voici que Rousseau se dégage de Saint-Preux et déclame ce couplet lyrique, où il n'est plus du tout question de Saint-Preux : c'est Rousseau qui déborde d'enthousiasme, amoureux à la fois de la nature et de sa patrie. Il n'y a peut-être pas d'endroit où ces deux sentiments se mêlent plus intimement : air salubre et pur, doux air de la patrie, paysage unique et séjour charmant, rien d'égal dans le tour du monde.

Pour Rousseau, né dans un pays d'admirables montagnes, l'idée de la patrie ne se sépare pas de l'idée d'une belle nature, et, comme la patrie lui fait aimer la nature, réciproquement la nature lui fait aimer la patrie. Sa pensée secrète est sûrement qu'on n'a pas de patrie, quand on est né dans une grande ville, où la civilisation cache la nature. Comment le sentiment patriotique aurait-il ce caractère voluptueux au milieu d'immenses constructions de pierres ou de briques ? On ne peut aimer sa patrie, on ne peut se sentir de patrie, qu'au sein d'une belle nature. Telle est la vraie idée de Rousseau.

Ce que Saint-Preux ajoute ensuite est intéressant à un autre point de vue : « En descendant vers la côte, je sentis une impres-
« sion nouvelle, dont je n'avais aucune idée ; c'était un certain
« mouvement d'effroi qui me resserrait le cœur et me troublait
« malgré moi. Cet effroi, dont je ne pouvais démêler la cause,
« croissait à mesure que j'approchais de la ville : il ralentissait
« mon empressement d'arriver, et fit enfin de tels progrès, que
« je m'inquiétais autant de ma diligence que j'avais fait jusque-
« là de ma lenteur (1). » Nous avons affaire, ici, à un Rousseau nerveux et neurasthénique, chez qui les impressions de bonheur ne peuvent pas ne pas se mêler d'émoi, de crainte et de terreur.

C'est là un fait d'ordre pathologique : le nerveux est incapable de supporter une émotion forte dans son intégrité. Mais nous nous écartons de notre sujet, et, pour y revenir, je vous citerai un autre passage où, avec une nuance particulière, le même mélange des deux sentiments se retrouve.

« Je suis vraiment bien aise, Monsieur le prince, d'avoir votre
« estime et votre confiance. Les cœurs droits se sentent et se
« répondent, et j'ai dit, en relisant votre lettre de Genève : peu

(1) *Nouvelle Héloïse*, quatrième partie, lettre 6.

« d'hommes m'en inspireront autant. Vous plaignez mes anciens
 « compatriotes de n'avoir pas pris ma défense, quand leurs mi-
 «nistres assassinaient, pour ainsi dire, mon âme. Les lâches !
 « je leur pardonne les injustices ; c'est à la postérité peut-être à
 « m'en venger.

« A l'heure qu'il est, je suis plus à plaindre qu'eux : ils ont
 « perdu, dites-vous, un citoyen qui faisait leur gloire ; mais
 « qu'est-ce que la perte de ce brillant fantôme, en comparaison
 « de celle qu'ils m'ont forcé de faire ? Je pleure, quand je pense
 « que je n'ai plus ni parents, ni amis, ni patrie libre et florissante.

« O lac, sur les bords duquel j'ai passé les douces heures de mon
 « enfance ! Charmants paysages, où j'ai vu pour la première fois
 « le majestueux et touchant lever du soleil, où j'ai senti les pre-
 « mières émotions du cœur, les premiers élans d'un génie devenu
 « depuis trop impérieux et trop célèbre : hélas ! je ne vous verra
 « plus. Ces clochers qui s'élèvent au milieu des chênes et des
 « sapins, ces troupeaux bêlants, ces ateliers, ces fabriques, bizar-
 « rement épars sur des torrents, dans des précipices, au haut des
 « rochers ; ces arbres vénérables, ces sources, ces prairies, ces
 « montagnes qui m'ont vu naître, elles ne me reverront plus (1). »

Ne croirait-on pas entendre les plaintes des Hébreux pleurant leur patrie auprès des fleuves de Babylone *super flumina Baby-
 lonis* ?

Ici, encore, au sentiment de la nature se mêle le sentiment de la patrie, mais de la patrie perdue : c'est pour remplacer un peu cette patrie ingrate qu'il veut, par le souvenir, se replonger dans la nature qui l'entourait, et c'est dans cet amour qu'il cherche à puiser une consolation. Les romantiques, eux aussi, quand ils n'éprouveront point l'amour de la patrie, auront celui de la nature considérée comme étant leur patrie à eux.

Le sentiment de la nature s'accompagne également chez Rousseau du sentiment religieux. Vous connaissez l'admirable mot de Kant : « Il y a deux choses qui prouvent Dieu : le spectacle du ciel étoilé sur nos têtes et la présence de la conscience dans le cœur de l'homme. » De ces deux preuves ou de ces deux suggestions, c'est la première qui fait la plus forte impression sur Rousseau : il est allé directement de la nature à Dieu.

Je ne prétends pas qu'il ait inventé la preuve de l'existence de Dieu par le spectacle de la nature ; elle traînait dans tous les traités de philosophie religieuse : *Cæli enarrant gloriam Dei*. Mais, quand les hommes du seizième ou du dix-septième siècle

(1) Correspondance, A M. le Prince de Beloselski, 27 mai 1775.

faisaient usage de cette preuve, il ne leur manquait qu'une chose : c'était d'avoir eu ce spectacle.

Excepté Fénelon, ils ne regardaient pas la nature, et leur preuve était une preuve de pure logique, déduite *in abstracto*. Cela se voit à la pâleur de leurs descriptions. Jamais ils ne nous disent qu'ils sont allés contempler Dieu dans son temple ; et c'est au contraire ce que nous répète sans cesse Rousseau, chez qui la suggestion a été directe.

Il s'est élevé de la nature à Dieu d'un élan instinctif et spontané :

« Cependant — je vous lis la suite de la lettre à M. de
« Malesherbes que je citais en commençant — au milieu de tout
« cela, je l'avoue, le néant de mes chimères venait quelquefois
« me contrister tout à coup. Quand tous mes rêves se seraient
« tournés en réalités, ils ne m'auraient pas suffi, j'aurais ima-
« giné, rêvé, désiré encore. Je trouvais en moi un vide inexplic-
« cable que rien n'aurait pu remplir, un certain élanement de
« cœur vers une autre sorte de jouissance dont je n'avais pas
« d'idée et dont pourtant je sentais le besoin. Eh ! bien, Monsieur,
« cela même était une jouissance, puisque j'en étais pénétré d'un
« sentiment très vif et d'une tristesse attirante que je n'aurais
« pas voulu ne pas avoir.

« Bientôt, de la surface de la terre, j'élevais mes idées à tous les
« êtres de la nature, au système universel des choses, à l'être
« incompréhensible qui embrasse tout. Alors, l'esprit perdu dans
« cette immensité, je ne pensais pas, je ne raisonnais pas, je ne
« philosophais pas : je me sentais, avec une sorte de volupté,
« accablé du poids de cet univers ; je me livrais avec ravisse-
« ment à la confusion de ces grandes idées ; j'aimais à me perdre
« en imagination dans l'espace ; mon cœur, resserré dans les
« bornes des êtres, s'y trouvait trop à l'étroit ; j'étouffais dans
« l'univers ; j'aurais voulu m'élancer dans l'infini. »

Il n'y a rien dans Emerson qui dépasse ce lyrique enthousiasme. Confondre dans une même adoration la nature et Dieu, non seulement adhérer au système universel, mais vouloir vivre de la vie de cet être universel et en accepter toutes les inspirations, tel est le sentiment religieux d'Emerson, et c'est aussi celui qu'exprime M. Zyromski dans son livre sur l'*Orgueil humain*. Or c'est dans Rousseau que nous trouvons la source de ce sentiment religieux naturaliste, que, pour ma part, je crois dangereux, mais qui est, je le reconnais, éminemment poétique.

« Je crois que, si j'eusse dévoilé les mystères de la nature, je
« me serais senti dans une situation moins délicate que cette
« étourdissante extase à laquelle mon esprit se livrait sans rete-

« nue, et qui, dans l'agitation de mes transports, me faisait écrire quelquefois : « O grand Être ! ô grand Être ! », sans pouvoir dire ni penser rien de plus. »

Nous sommes, ici, en pleine poésie biblique. Le sentiment de l'infini n'a jamais été aussi profondément ressenti, ni aussi puissamment exprimé que par les prophètes hébreux : je place, à cet égard, Rousseau immédiatement après eux.

J'étudierai plus tard la religion de Rousseau : le sentiment qui nous apparaît ici se sera alors changé en idée. Pour le moment, je veux retenir seulement que le sentiment de la nature est, pour Rousseau, un genre de foi qui lui révèle Dieu.

Après vous avoir montré comment la nature apporte à Rousseau l'apaisement et l'affranchissement, comment l'amour qu'il a pour elle se confond avec l'amour de la patrie, comment enfin ce sentiment se mêle au sentiment religieux ou plutôt le produit, il me reste à vous faire voir de quelle manière Rousseau a décrit la nature.

On a d'abord proclamé qu'il était le premier à l'avoir décrite avec richesse et somptuosité. Puis, comme les générations littéraires vivent de contradictions, on a contesté son génie descriptif : il ne peint, dit-on, que par les termes les plus généraux, comme tous ses contemporains et comme Buffon ; il emploie des épithètes communes et banales : il n'entre ni dans le détail des choses ni dans leur physionomie.

Je reconnais que Rousseau se garde assez souvent de la minutie fatigante, surtout en prose, dans laquelle tomberont les poètes romantiques. Il n'y a pas grand rapport, en effet, entre le talent de Rousseau et celui de Lamartine dans son *Voyage en Orient*. Cependant la vérité est que Rousseau a uni les deux méthodes. Il nous parlait plus haut d'une « alternative continue d'observation et d'admiration ». Quand il admire, c'est dans les termes les plus généraux ; et comment pourrait-il en être autrement, puisque l'admiration est un sentiment synthétique ? L'« air pur », la « majesté des montagnes », on ne peut rendre ces impressions-là que par des termes généraux. Mais, quand l'observateur intervient, il entre alors dans le détail des choses ; et vous allez juger s'il reproduit exactement la physionomie des lieux. Dans la *Nouvelle Héloïse*, Saint-Preux, qui a quitté Julie, et voyage à travers la Suisse et la Savoie, lui écrit ses impressions de route :

« J'étais parti, triste de mes peines et consolé de votre joie ; ce qui me tenait dans un état de langueur, qui n'est pas sans charme pour un cœur sensible. Je gravissais lentement et à

« pied des sentiers assez rudes, conduit par un homme que j'a-
« vais pris pour être mon guide, et dans lequel, durant toute la
« route, j'ai trouvé plutôt un ami qu'un mercenaire. Je voulais
« rêver, et j'en étais toujours détourné par quelque spectacle
« inattendu. Tantôt d'immenses rochers pendaient en ruines
« au-dessus de ma tête. Tantôt de hautes et bruyantes cascades
« m'inondaient de leur épais brouillard. Tantôt un torrent éter-
« nel ouvrait, à mes côtés, un abîme dont les yeux n'osaient son-
« der la profondeur... »

— Cette dernière phrase n'est, sans doute, qu'une peinture assez générale ; mais les rochers en ruines, l'épais brouillard des cascades, ne sont-ce pas des détails pittoresques ?...

« Quelquefois, je me perdais dans l'obscurité d'un bois touffu.
« Quelquefois, en sortant d'un gouffre, une agréable prairie
« réjouissait tout à coup mes regards. Un mélange étonnant
« de la nature sauvage et de la nature cultivée montrait partout
« la main des hommes, où l'on eût cru qu'ils n'avaient jamais
« pénétré : à côté d'une caverne, on trouvait des maisons ; on
« voyait des pampres secs où l'on n'eût cherché que des ronces,
« des vignes dans des terres éboulées, d'excellents fruits sur des
« rochers et des champs dans des précipices... »

— C'est la physionomie même du pays, avec ce mélange continu des conquêtes de l'homme et des revanches de la nature...

« Ce n'était pas seulement le travail des hommes qui rendait
« ces pays étranges si bizarrement contrastés ; la nature semblait
« encore prendre plaisir à s'y mettre en opposition avec elle-
« même, tant on la trouvait différente en un même lieu sous divers
« aspects. Au levant les fleurs du printemps, au midi les fruits de
« l'automne, au nord les glaces de l'hiver : elle réunissait toutes
« les saisons dans le même instant, tous les climats dans le même
« lieu, des terrains contraires sur le même sol, et formait l'accord
« inconnu partout ailleurs des productions des plaines et de celles
« des Alpes. »

Rousseau a repris l'idée qu'il exprimait tout à l'heure : le contraste de la nature avec elle-même.

C'est bien là entrer absolument dans la réalité changeante, dans l'âme diverse et multiple de la montagne. Chez aucun des contemporains de Rousseau nous ne trouverions une pareille intimité de l'explorateur avec la nature explorée. Ici, aucune généralité : tout est peint d'un mouvement vif, avec des détails caractéristiques,

(1) *Nouvelle Héloïse*, première partie, lettre 23.

répondant à des sensations précises ; nous pouvons donc bien affirmer que, lorsque Rousseau décrit la nature, il sait en exprimer toute la physionomie.

M. W.

La Morale.

Cours de M. VICTOR EGGER,

Professeur à la Faculté des Lettres de Paris.

Doctrines complémentaires de la doctrine du bien (suite et fin) : doctrines du contrat, de la maximation, du souverain bien.

J'ai encore à vous parler des trois dernières doctrines complémentaires de la morale générale. L'examen de ces trois thèses n'offrant pas de difficulté dialectique spéciale, une seule leçon suffira pour montrer les rapports et les différences qui existent entre elles et la doctrine du bien.

Examinons, d'abord, la doctrine du contrat : elle est très différente des précédentes ; elle est même étrangère en principe à la morale, c'est-à-dire à la doctrine du bien ; et, pourtant, elle s'y rattache, mais d'une manière qui lui est spéciale.

Il s'agit, ici, d'un fait nouveau pour nous : vouloir pour l'avenir, non pas prochain, comme quand on se dispose à obéir à l'obligation, mais éloigné et durable.

De ce fait examinons, d'abord, un premier mode : le fait de s'engager envers soi-même. Y est-on tenu moralement ? Non. Se fait-on du bien à soi-même en tenant sa promesse à soi-même, son serment à soi-même ? Oui, généralement ; car on met de l'unité dans sa vie. L'idée de l'honneur est, pour une grande part, l'idée d'un serment qu'on s'est fait à soi-même et qu'il faut tenir. De même, ceux qu'on appelle les caractères fermes, tout d'une pièce, les hommes à principes, sont presque toujours des hommes qui sont fidèles à eux-mêmes, c'est-à-dire fidèles aux maximes de conduite qu'ils se sont promis d'exécuter. Il n'y a que des avantages à être ainsi : cela simplifie l'existence, et cela supprime beaucoup de cas de conscience. En revanche, se fait-on du mal à soi-même en ne tenant pas sa promesse à soi-même ? Oui, généralement. Mais si les circonstances changent et nous invitent à de nouvelles réflexions ? Alors tout est changé ; on se ferait du mal en restant fidèle à soi-même, à ses principes ; en y renonçant, on se fait du bien. Il y a danger à être tout d'une pièce ; on ne

s'adapte pas aux circonstances. En résumé, il est de notre intérêt d'être fidèles à nous-mêmes, et il est aussi de notre intérêt d'associer une certaine souplesse à la fermeté du caractère. Dans tout cela, il n'est pas question de moralité. Posons nettement la question : est-on moralement obligé à se faire du bien et à ne pas se nuire ? Non. Donc le serment à soi-même relatif à soi-même n'est qu'un procédé d'esthétique morale.

Mais, si l'on se promet de bien faire, alors c'est un procédé de moralisation personnelle, puissant et très efficace. Nous retrouvons ici une vérité que nous avons constatée : l'esthétique morale peut être d'accord avec la morale, ou étrangère à la morale, ou même opposée à la morale. Le serment à soi-même peut donc être un serment de ni bien ni mal, moralement indifférent, un serment de moralité, de bien, un serment d'immoralité, de mal.

S'il s'agit d'une promesse à autrui, le cas est tout différent. « Je te promets » signifie : j'agirai selon ma promesse, tu agiras selon ma promesse. Si je viole ma promesse, tu agiras comme si je la tenais, visant une fin dont ma loyauté, c'est-à-dire la réalisation par moi de ma promesse, est un moyen ; donc je te fais manquer ta fin, je te nuis, je te fais mal. Ma conduite est incohérente, cela me regarde ; la tienne l'est aussi, mais par ma faute ; je suis coupable.

On voit, par là, que toute promesse est implicitement un contrat. « Le contrat est une convention par laquelle une ou plusieurs personnes s'engagent envers une ou plusieurs autres à donner, à faire ou à ne pas faire quelque chose. » Telle est la définition du Code civil. *S'engager* ne signifie pas autre chose que promettre avec quelque solennité. Cette définition confirme notre thèse : toute promesse est implicitement un contrat. Le contrat, en effet, tel qu'on l'entend généralement, est une double promesse, une promesse réciproque, bi-latérale. Mais, si je te promets quelque chose, tu me promets implicitement d'agir selon ma promesse. Donc promesse vaut contrat.

Il y a cependant un cas où cette équivalence est douteuse : je te promets, tu ne me crois pas, tu ne comptes pas sur la réalisation de ma promesse, me connaissant versatile, oublieux, déloyal, sachant que je ne suis pas homme de parole. Mais distinguons : si tu me le dis, c'est comme si tu me dégageais ; si tu ne me le dis pas, à toi de prendre tes précautions, mais rien ne prouve que tu me dégages ; enfin, tu me dis ta défiance, et j'insiste ; nous ne nous mettons pas d'accord : « Nous verrons bien, — tu verras » ; je ne suis lié qu'envers moi-même ; mais l'opinion d'autrui m'importe ; et puis, si je ne trahis pas, je mens.

En définitive, toute promesse à autrui est un contrat, et de là vient son caractère moral. C'est pourquoi nous appellerons d'un seul mot cette doctrine complémentaire : *doctrine du contrat*.

Qu'est-ce que le contrat proprement dit ? Une promesse double et réciproque. — Pierre, qui est copiste, s'engage à apporter un manuscrit copié tel jour à Paul, qui s'engage à lui payer, ce jour-là, telle somme, en échange de la copie. Voilà un exemple, un type de contrat, ou, comme on dit encore, de traité.

Rappelons, en passant, les usages consacrés pour rendre plus stricts, plus obligatoires, les contrats ou traités, ou plus simplement pour leur donner une solennité qui les grave dans la mémoire : le plus répandu est l'acte de prêter serment en levant la main droite ; souvent, en vue des mêmes fins et pour laisser une preuve durable de la convention, les contractants signent un écrit ; c'est une application du principe connu : *verba volant, scripta manent*. Ces formes traditionnelles ou légales n'ajoutent rien d'essentiel au fait élémentaire de la promesse unilatérale ou bilatérale.

Revenons à notre exemple. — Pierre manque à sa parole ; il rapporte le manuscrit non copié. Moi, Paul, puis-je dire : nous sommes quittes ? Non, je garde mon argent ; mais j'aimais mieux ma copie que mon argent. Les deux contractants sont lésés ; mais le mal que se fait Pierre n'efface pas le mal qu'il a fait à Paul.

Regardons plus loin. — Les contractants sont deux au moins ; ils peuvent être plus nombreux ; le fait du contrat fait d'eux une société restreinte, pour un temps plus ou moins long. Ils peuvent se promettre un concours mutuel, une action commune au détriment des autres hommes, tout aussi bien qu'une action concertée qui ne profitera qu'à eux contractants, ou une action concertée favorable aux autres hommes.

Il y a donc trois sortes de contrats : 1° le contrat de bien ; 2° le contrat indifférent quant à sa matière ; 3° le contrat de mal. Le contrat indifférent doit être exécuté pour la raison qui vient d'être expliquée ; le contrat de bien doit être exécuté pour deux raisons : pour la même que le contrat indifférent, et aussi parce que sa fin, son objet, sa matière, est morale. Enfin le contrat de mal pose un cas de conscience, mais vite résolu par le sens commun : contrat de mal, contrat nul. La loi écrite est de cet avis ; certains engagements ne sont pas valables, parce qu'ils sont immoraux.

L'existence des contrats indifférents et des contrats de mal prouve ce que j'affirmais en commençant, à savoir que le contrat est, en principe, étranger à la morale. La nullité des contrats de mal prouve que la doctrine du bien domine le fait du contrat,

s'impose à lui, et ne lui permet pas de la contredire dans les faits.

Mais le contrat indifférent, bien qu'étranger, comme son nom l'indique, à la doctrine du bien, engendre par son exécution du bien ou du non-mal, par sa non-exécution du mal. Ainsi, du fait social du contrat résulte une petite morale, subordonnée à la grande, et une extension du domaine de celle-ci, de la doctrine du bien.

D'ailleurs, le devoir d'exécuter ce qu'on a promis se rattache à la justice plutôt qu'à la charité ; car violer une promesse, c'est faire du tort, alors même que la promesse serait d'action. L'homme déloyal, comme tel, est considéré comme sans droiture, non juste, injuste. En définitive, l'existence du contrat et sa fréquence ont pour résultat une extension considérable de la justice dans la vie sociale : *neminem lædere*, voilà la conception élémentaire de la justice, conception purement négative. Pour les anciens et pour beaucoup de modernes, l'idée de justice est double : elle comprend, outre *neminem lædere*, *suum cuique reddere*, idée positive en apparence ; mais, si on l'interprète par l'idée de contrat, contrat explicite ou tacite, ce caractère positif disparaît. Payer une dette, exécuter une convention, ne pas manquer à sa parole : c'est de la droiture, rien de plus ; c'est ne pas nuire à autrui. On voit que le résultat de l'action exprimée par *suum cuique reddere* est *neminem lædere*.

L'application du mot *justice* à ces deux ordres de faits vient évidemment de ce que les tribunaux, une fois institués, ont eu à juger les infractions à ces deux formules, c'est-à-dire deux ordres de faits qui ont un caractère commun.

Quant à savoir lequel de nos quatre impératifs ordonne le respect des contrats, c'est un petit problème un peu subtil à résoudre.

En voici la solution : *Tiens ta promesse* revient à : Abstiens-toi d'une abstention nuisible à autrui ; abstiens-toi d'une abstention qui est un moyen de mal, donc qui est mauvaise ; — abstiens-toi d'une abstention, donc agis ; agis pour un ni bien ni mal, dont la privation serait cause ou moyen d'un mal, dont la réalisation sera un non-mal. C'est là un cas spécial de : Agis pour le non-mal, agis contre le mal. Ainsi s'explique le fait universellement admis que le respect des contrats est un devoir d'action et n'est pourtant qu'un devoir de justice.

Le très grand nombre des applications de la doctrine du contrat provient de ce que la vie humaine, la vie sociale, est sans cesse dirigée par l'intelligence, par la raison, par des idées géné-

rales, qui portent sur l'avenir et l'engagent, qui sont dans la mémoire, redeviennent présentes à toute occasion et servent à prévoir et vouloir l'avenir. Les caprices et habitudes règnent sur l'existence de l'animal, règnent aussi sur l'existence de l'enfant ; mais on exerce l'enfant à vouloir, et il s'y exerce de lui-même ; à vouloir, c'est-à-dire à diriger sa conduite d'après des idées générales et permanentes, ou du moins revenant à la conscience à toute occasion ; les occasions, ce sont les circonstances où ces idées peuvent s'appliquer. Si une maxime générale règle l'action du moment, étant générale, elle doit régler aussi l'action suivante ; une maxime générale, une fois qu'elle est adoptée comme vraie au point de vue pratique, c'est-à-dire comme bonne à suivre, implique une résolution durable, un engagement pour l'avenir. Ma conduite étant réglée ou voulant l'être, il est naturel d'en informer autrui, surtout s'il s'agit des actions qui n'intéressent pas que moi seul, mais aussi d'autres que moi, et c'est le plus grand nombre ; agir ouvertement d'une façon constante, selon une règle, c'est donc promettre ; et mon semblable, étant mon semblable à cet égard, a fait comme moi et fait comme moi ; il combine ses volontés, ses projets avec les nôtres, comme je combine mes volontés et mes projets avec les siens. La vie sociale est un tissu serré de contrats innombrables, infiniment variés en nature et en importance, les uns explicites, les autres, et ce sont de beaucoup les plus nombreux, implicites et non formulés.

La fidélité à soi-même, la constance, l'unité intérieure, deviennent ainsi indirectement l'un des deux termes d'un contrat imprécis, mais incontestable, qui lie chaque individu à ses semblables. Chacun compte que l'individu avec lequel il fait société restera fidèle à lui-même, que son caractère, tel qu'on croit le connaître, se maintiendra. Se démentir, c'est tromper, c'est trahir la confiance d'autrui. Par ce détour, la promesse à soi-même, qui n'a rien de moral, devient promesse à autrui, et participe du caractère moral de celle-ci ; c'est que l'homme, il ne faut jamais l'oublier, est un être essentiellement social, et qu'on ne peut le considérer comme isolé, si l'on veut le considérer dans sa pleine et complète réalité.

Si nous jetons nos regards sur la vie courante, nous constaterons que les contrats y interviennent à chaque instant. On commande ses repas, on invite des amis à dîner, à un bal ; un professeur affiche les heures de son cours : voilà autant de contrats. Une foule d'usages sociaux, par exemple le salut échangé, résultent de contrats latents, implicites ; vous attendez ceci de moi ; j'at-

tends cela de vous. Le mariage est un contrat. Le travail salarié est l'exécution d'un contrat.

On a expliqué les nations, les États, par un contrat social, évidemment implicite, ou un quasi-contrat : c'est qu'il est impossible de les expliquer autrement. La théorie du contrat explicite est une chimère, un roman ; mais la conception d'un contrat implicite s'impose comme la seule explication raisonnable de l'existence des nations et des États.

En résumé, promettre n'est ni bien ni mal ; tenir sa promesse, c'est faire un non-mal ; violer sa promesse, c'est faire du mal. Les contrats de mal sont nuls ; les tenir est mal ; les violer n'est pas mal. Aux contrats de ni bien ni mal, indifférents par leur fin, s'applique la théorie ci-dessus, la morale du contrat. Mais la valeur morale du contrat et sa force apparaissent surtout dans les contrats de bien, quand le contrat est au service de la moralité conçue selon la doctrine du bien. Exécuter des contrats de bien, c'est à la fois faire du non-mal et faire du bien. Ils constituent un très puissant ressort de la réalisation du bien ; ils arrachent la moralité au règne des caprices, des sentiments passagers, même au règne des habitudes, à tout ce qui, dans notre activité, est irréfléchi ; par eux, la moralité est subordonnée à la volonté raisonnable qui pense le général et le permanent ; ils rattachent l'avenir au présent et au passé ; ils mettent de l'unité, de la constance, de l'harmonie dans la vie morale, à la fois individuelle et sociale.

*
* *

Sous les titres de *doctrine de la maximation* et de *doctrine du souverain bien*, j'étudierai enfin un ordre de considérations et des doctrines morales complémentaires d'un nouveau genre.

Tout précepte moral est absolu, toute défense et toute obligation sont posées pour tous et pour toujours sans aucune réserve : voilà la maximation.

L'obéissance au devoir, sous toutes ses formes, est inséparable du bonheur. L'eudémonisme bien entendu et la moralité ne font qu'un ; l'opposition du bonheur et de la vertu est purement apparente : c'est une illusion. En enseignant la morale, on enseigne l'art d'être heureux ; en pratiquant la morale, on se rend heureux : voilà la doctrine du souverain bien.

La doctrine du bien ne contenait pas ces thèses, et même elle ne leur est pas favorable. Et pourtant la morale, telle qu'elle est dite, enseignée, répandue, les contient.

Nous devons expliquer pourquoi l'enseignement de la morale

diffère de la morale telle que nous l'exposons, telle que nous l'avons trouvée dans les jugements des hommes et dans les consciences, pourquoi les maximes ou les préceptes usuels sont fréquemment en désaccord avec les opinions, avec les consciences ; pourquoi les démonstrations vulgaires, philosophiques ou théologiques des devoirs sont si souvent utilitaires, associant la morale à ce qui n'est pas elle. Ces procédés d'enseignement sont d'usage commun, donc d'opinion commune, de sens commun ; on les croit *bons*. Ils ont donc, dans les préjugés, une valeur morale, alors que nous les trouvons en désaccord avec la vraie et pure morale.

Dans ces deux cadres, maximation et souverain bien, rentrent tous les développements adventices de la morale au cours de sa propagation : les lois écrites, les institutions, surtout les procédés d'enseignement et d'éducation, qui la corrompent, qui l'abaissent, et qui pourtant sont destinés à assurer le triomphe du bien, déviations de la morale en vue de l'exécution de ce qu'elle prescrit. Les législateurs et les éducateurs veulent le bien, et, pour l'obtenir, ils le font pratiquer par tous les moyens efficaces. Peu leur importe que l'intention soit pure ou même bonne ; si le bien est fait par une intention nullement morale, il est fait : c'est l'important, car c'est ce qu'il faut.

Il s'agit là des déviations qu'imposent à la morale les nécessités de son existence, on pourrait dire son intérêt. Pour se répandre, elle est obligée de s'adultérer. Elle ne peut être répandue, vulgarisée, pratiquée et réalisée, telle qu'elle est, dans sa pureté, telle que nous l'avons décrite. Ces inexactitudes ou adultérations sont de plusieurs sortes : deux seulement sont universellement répandues ; je les dégage sous le nom de *doctrines*.

C'est dans les œuvres des législateurs et des réformateurs, dans le *Décatalogue* surtout, qu'apparaît la maximation. Les devoirs sont présentés en une liste, sans lien logique, sans qu'on les dérive d'un principe commun ; on ne donne pas une définition du bien, matière commune des devoirs, objet général du devoir. Le principe rationnel est remplacé par la volonté divine, ou par rien. Dans le premier cas, les devoirs sont des commandements de Dieu à l'homme, sa créature, qui lui doit obéissance comme un enfant à son père, comme un inférieur à son supérieur. Cette volonté de Dieu est arbitraire ; entre la nature de Dieu et l'ordre de Dieu, il n'y a aucun lien. On pose une sorte d'autonomie du devoir ou plutôt de chaque devoir dans la pensée divine. Et, en conséquence, tous les devoirs sont présentés comme absolus, sans restriction ni exception.

L'opinion morale commune, à notre avis, entend le devoir tout autrement : un devoir n'est devoir, pour une conscience personnelle éclairée et active, que dans la plupart des cas ; mentir, dérober, tuer, sont permis dans certains cas spéciaux, rares ou exceptionnels.

Mais il y a danger, pense-t-on, à présenter les devoirs comme relatifs aux individus et aux circonstances, à permettre l'examen et la discussion. L'homme peut mal juger le cas qu'il examine librement. A un esclave, à un domestique, à un portier, à un soldat, on donne une consigne ; elle est absolue, et on ne la démontre pas. Le Décalogue et les Catéchismes font de même, par défiance de la nature humaine, faillible ; et beaucoup d'éducateurs laïques font de même, sans rattacher les préceptes à la volonté divine.

C'est fausser la morale dans l'intérêt de la morale, pour que le bien soit fait, le plus de bien possible. La morale ainsi entendue supprime les cas de conscience, la conscience active et scrupuleuse, l'examen de conscience, la bonne conscience sûre d'elle-même. C'est en cela qu'elle est imparfaite. Mais il faut reconnaître que la maximation, du point de vue d'une morale qui n'est pas purement formelle, a sa raison d'être, ou tout au moins des excuses très respectables. Les législateurs religieux et leurs imitateurs sont dominés par cette idée, que le bien doit être fait, n'importe comment, n'importe par quels motifs ; — si c'est par bonne intention, par moralité intérieure, tant mieux ; — si c'est par soumission ou par suggestion, par obéissance passive, tant pis ; — si c'est par intérêt (je pense ici à la doctrine du souverain bien, souvent associée en fait à la maximation), cela vaut toujours mieux que faire le mal. Ils pensent que le bien vaut par lui-même, vaut plus que tout, vaut mieux que l'intention, simple moyen, qui peut être remplacé par un autre. Eux-mêmes, quand ils présentent le devoir sous l'aspect d'un commandement mystérieux, arbitraire et absolu, ils font cela à bonne intention, dans l'intention du bien, dans l'intérêt du bien. Ils se réservent la bonne intention : c'est leur monopole ; ils ont de bonnes intentions pour tout le monde, ce qui dispense le vulgaire d'en avoir.

La maximation nous apparaît ainsi comme le contraire de la morale de l'intention ; ce sont deux doctrines opposées, déduites ou dérivées l'une et l'autre de la doctrine du bien, et qui toutes deux la complètent, chacune à sa manière. Peut-on les accorder dans la pratique ? La solution de ce problème est fournie par les considérations qui précèdent : à l'élite des consciences, aux

consciences adultes et achevées, convient l'intention ; au vulgaire et aux enfants, la maximation ; mais celle-ci n'est qu'une forme ~~inférieure et~~ provisoire de la morale, destinée à disparaître, à mesure que l'éducation et la civilisation assurent le progrès des individus et des groupes sociaux.

Passons à la doctrine du souverain bien. J'entends ici par souverain bien l'accord du bien moral ou de la vertu et du bonheur.

Les religions ne se font pas faute d'associer l'idée de la sanction, surtout de la sanction religieuse ultra-terrestre, à la maximation. Dieu punit ou punira, dans ce monde ou dans l'autre, la désobéissance à ses commandements. Les professeurs de morale, les manuels ou catéchismes laïques, sentencieux, dialogués, narratifs, vont plus loin encore dans cette voie. Associer la morale et l'eudémonisme, enseigner l'accord de la vertu et du bonheur, c'est un usage, une tradition. Pour faire des idées morales quelque chose de vraiment intellectuel, une chose de l'intelligence active, discursive, le procédé vulgaire des éducateurs est le recours à la doctrine du souverain bien ; ils évitent la maximation, c'est-à-dire le précepte pur et simple, donné sans preuve, sans raisons à l'appui, en établissant des associations d'idées entre bien agir et être heureux, entre les préceptes et les sanctions. Ils font appel à la sanction naturelle, montrant l'imprudence et la gourmandise punies par leurs conséquences ; — à la sanction familiale : les parents ont de la joie, si les enfants ont les vertus de leur âge, de la tristesse dans le cas contraire ; — à la sanction de l'opinion : le mauvais camarade est abandonné par les autres écoliers, qui le laissent seul et l'écartent de leurs jeux ; l'estime publique récompense l'honnêteté ou le courage ; — à la sanction sociale : on fait apparaître le gendarme, la prison, la justice, on parle des honneurs publics ; — on invoque quelquefois une chose subtile et sans nom propre, qui est intermédiaire entre les sanctions précédentes et celle de la conscience, étant l'éveil du remords ou de la satisfaction morale par les sanctions extérieures : les pleurs de la mère font pleurer l'enfant ; ses fautes refoulent la sympathie ; l'union des cœurs est ainsi rompue ; mais, s'il répare ses fautes, elle est vite rétablie, et la sympathie revient à lui ; — on n'omet pas de parler de la sanction intérieure, regret d'avoir mal agi, joie d'avoir bien agi ; — enfin, on a parfois recours à la sanction religieuse, dernière ressource : on montre le ciel et l'enfer, sanction de tout ce que la terre ne récompense pas et ne punit pas.

Autant de sanctions, autant d'arguments différents. Si l'on faisait choix d'une seule, à l'exclusion des autres, ce parti pris sys-

tématique aurait de graves inconvénients ; telle sanction développerait à l'excès la sentimentalité, telle autre la crainte, telle autre la vanité, etc. On le sent bien, et c'est pourquoi les éducateurs mêlent tous les arguments de ce genre et souvent aussi les associent à l'idée du commandement divin, au serment à soi-même ou à ses maîtres ; ils embrouillent tout, qu'on me passe le mot ; ils reconnaissent ainsi à leur manière la supériorité des principes moraux, dont ces procédés de persuasion et d'exécution ne sont que les serviteurs sans valeur propre.

Une vérité générale, qui a son importance, est, pourtant impliquée dans ces usages pédagogiques, et nous devons la dégager. C'est un fait certain : l'enseignement de la morale par les éducateurs et par les professeurs de morale pratique ou élémentaire consiste principalement dans la création d'associations d'idées entre bien agir et être heureux. En associant ainsi à la morale un eudémonisme non systématique, une certaine sagesse utilitaire, on aplanit le chemin de la vertu, on entretient les esprits dans une douce confiance à l'égard des préceptes moraux et de leur exécution ; on montre qu'entre le bonheur et la vertu il n'y a pas d'opposition irréductible. On fausse la morale dans l'intérêt de la morale, sans aucun doute ; mais, à cela, il n'y a pas grand inconvénient : au contraire, l'inspiration générale de ces procédés d'éducation est juste ; il n'est pas bon d'attrister les âmes au nom de la morale, car la vie morale ne doit pas être triste ; il faut avoir plaisir à faire son devoir, à faire le bien ; il faut qu'en le faisant on se sente en sympathie avec ses semblables, en accord d'âme avec son milieu. La joie à faire son devoir doit être obtenue par un moyen quelconque ; le meilleur est celui qui fausse le moins la générosité de l'acte conforme au devoir. On n'enseigne pas l'eudémonisme pur, nous l'avons vu ; si on le faisait, il en résulterait un malaise, une révolte. Est-il, d'ailleurs, si difficile de trouver un critérium du bonheur qui est moral ? C'est celui qui n'est pas pris pour fin, dans lequel on ne se complaît pas, comme on ferait d'une fin obtenue. Même la récompense doit être prise ainsi pour être morale.

Le plaisir est un accessoire, un complément de l'acte, selon la définition d'Aristote, et un encouragement à l'acte en général et à l'acte spécial dont il était l'accompagnement. C'est cette joie-là que les bons éducateurs cherchent à associer à la vertu, joie entièrement différente de celle des hédoniques et des utilitaires. Ils ont raison de ne pas suivre sur ce point Kant et les stoïciens ; le devoir triste, morose, purement austère de ces philosophes est une erreur. Le devoir proprement dit, c'est le devoir d'action ;

or, sans gaieté, sans allégresse, l'action est toujours mal faite. Pour les théoriciens du devoir sans joie, la moralité est purement intérieure : elle consiste dans l'intention ; l'état d'âme peut être austère, morose, triste, si l'on ne doit que se maintenir et s'abstenir ; il est même difficile qu'il soit différent, quand on se concentre en soi-même, quand on se refuse la vie sociale et l'action, si naturelle à l'âme, si nécessaire à la santé de l'âme. Mais une morale d'action est une morale d'allégresse.

L'éducateur vulgaire a donc raison ; mais ce n'est pas là l'éducation idéale. La tâche de l'éducateur est plus haute, s'il l'entend bien : qu'il utilise la maximation et le souverain bien, et aussi le contrat, soit ; mais qu'il n'abuse d'aucun de ces secours. Malgré toutes les difficultés, il faut arriver à former des consciences c'est-à-dire des hommes, qui sachent le devoir et sachent trouver leur devoir en toute circonstance et le faire sans se contraindre. Pour cela, il faut d'abord des principes généraux simples, reliés entre eux, formant un système ; il faut ensuite une dialectique immanente, toujours prête à s'appliquer aux circonstances, précise et souple ; enfin le devoir doit être présenté par les uns, compris, accepté, adopté par les autres dans sa pureté ; il doit être dégagé des associations, des compromissions ; il doit être associé seulement à une joie non voulue et quasi abstraite, non raisonnée, non prise pour fin, la joie d'agir noblement et d'agir en homme.

Ces considérations achèvent l'étude des doctrines complémentaires et l'exposé de la morale générale.

La vie et les œuvres de Molière.

Cours de M. ABEL LEFRANC,

Professeur au Collège de France.

Le « Bourgeois Gentilhomme » (suite).

Je vous demande, d'abord, la permission de revenir un peu sur les origines de l'*Avare*.

On cite communément, comme le plus ancien prototype de cette pièce, l'*Aululaire* de Plaute. Or il vient de paraître dans les *Mélanges de Philologie et de Linguistique*, offerts à M. Louis Havet à l'occasion du 60^e anniversaire de sa naissance, un mémoire de M. Max Bonnet, intitulé *Smikrinès-Euclion-Harpagon*. Il y montre qu'Euclion n'est en aucune façon un avare, mais un pauvre homme qu'une circonstance imprévue a enrichi et qui tremble de perdre son trésor ; il ne peut donc pas être considéré comme un ancêtre direct d'Harpagon. Une seule scène de l'*Aululaire* peut faire taxer Euclion d'avarice : c'est celle où l'esclave Strobile tourne son maître en ridicule :

« On tirerait de l'huile d'un vieux mur plutôt que de l'argent de ce pingre-là ! Il invoque dieux et hommes, dès qu'il voit un peu de fumée s'échapper de chez lui. Quand il va se coucher, il s'attache un ballon au nez pour que son haleine ne se perde pas pendant son sommeil ; quand il se baigne, il pleure l'eau qu'il répand. Jamais il ne te prêterait rien, fût-ce la famine. Un jour que le coiffeur lui avait coupé les ongles, il en ramassa toutes les rognures et les emporta. Un milan lui avait volé un morceau de viande : il se présenta devant le prêteur en pleurant, demandant qu'il lui fût permis d'assigner le milan. »

C'est cette scène, en somme, « presque seule qui, dès l'antiquité et jusqu'à nos jours, a fait passer Euclion pour avare »...

« On voit à quoi se réduit, dans l'*Aululaire*, la peinture de l'*Avare* : une trentaine de vers, presque tous contenus dans une seule scène et qu'on retrancherait sans nuire le moins du monde à l'action, bien au contraire. Ce trait nouveau imprimé au caractère d'Euclion y fait tache... » Il rend le personnage incohérent et le dénouement invraisemblable.

A qui revient cette faute ? « Quel est le coupable ? » Quel est

l'interpolateur qui a rendu le dénouement intolérable ? Mais d'abord quel est le poète grec dont Plaute a, cette fois, suivi la trace ? »

Et M. Max Bonnet arrive à penser que ce disparate est dû à une « contamination ». L'*Aululaire* aurait été imitée à la fois de l'*Υδρία* de Ménandre et des *Ἐπιτρέποντες* du même Ménandre. « Quant au véritable Euclion, conclut l'auteur, celui du poète grec et de Plaute lui-même dans la plupart des scènes, ne le comparons même plus à Harpagon, avec qui il n'a, pour ainsi dire, rien de commun. Sachons voir en lui non plus ce que nous y mettons, mais ce qu'y a mis l'inventeur, et qui est bien assez intéressant. »

La thèse est habilement défendue ; mais elle est moins originale que M. Max Bonnet le croit. Qu'Euclion ne soit pas un avare, à proprement parler, qu'il n'y ait chez lui qu'un sentiment de circonstance, créé par la découverte d'une marmite remplie d'or, c'est ce que l'on savait depuis fort longtemps. Il y a un quart de siècle, l'édition de l'*Avare* de Ch.-L. Livet insistait déjà sur ce point, et, depuis, beaucoup de critiques y ont ajouté le poids de leur autorité. L'opinion de M. Bonnet, pour intéressante et solidement prouvée qu'elle soit, n'a donc point le mérite d'une entière nouveauté. Cela dit, revenons au *Bourgeois Gentilhomme*.

*
* *

La dernière fois, nous avons parlé de l'envahissement de la littérature par le pessimisme, et nous avons reconnu là une tendance très générale qu'on retrouve dans tous les pays et à tous les temps. Puis nous avons remarqué l'importance des divertissements dans les dernières pièces de Molière, et nous avons étudié les *Amants magnifiques* ; vous vous souvenez que nous y avons admiré des scènes très belles, très délicates, d'une psychologie amoureuse ingénieuse et fine ; nous avons continué en examinant s'il y avait un rapport entre cette comédie et la passion de la grande Mademoiselle pour Lauzun. M. Mesnard écarte tout rapprochement et ne veut en voir un qu'avec le *Don Sanche* de Corneille ; pour nous, nous nous sommes arrêtés à l'hypothèse que Louis XIV a fort bien pu penser malignement aux amours de sa parente, en indiquant à Molière le sujet des *Amants*. Enfin, après avoir précisé quelques points de la biographie de notre comique, nous avons abordé l'étude proprement dite du *Bourgeois Gentilhomme*.

Le point de départ de la composition de la pièce est la cérémonie turque, où l'on a eu le tort, disions-nous, de voir parfois une parodie sacrilège. En réalité, le roi demanda à Molière une petite

pièce qui pût servir de prétexte à des intermèdes bouffons, à la cérémonie turque. Le poète, d'ailleurs, pouvait amener cette dernière comme il l'entendrait :

Tout indique que la pièce fut faite en vue d'introduire ce thème. Il est probable, cependant, que Molière pensait à mettre, quelque jour, le personnage du Bourgeois Gentilhomme sur la scène, et voici la genèse de cette idée du Roi.

Nous la trouvons dans les *Mémoires* du chevalier d'Arvieux, publiés par le P. Labat, en 1735, IV, 252 :

« Le Roi, ayant voulu faire un voyage à Chambord pour y prendre le divertissement de la chasse, voulut donner à sa cour celui d'un ballet ; et, comme l'idée des Turcs qu'on venait de voir à Paris était encore toute récente, il crut qu'il serait bon de les faire paraître sur la scène. »

Voici à quoi ce texte fait allusion :

Le 1^{er} novembre 1669, était arrivé à la cour de France un envoyé de la Porte ; ç'avait été un grand événement. Les Français ont toujours été avides de spectacles exotiques, et ils s'étonnent toujours un peu de l'existence de ces peuples lointains. C'est là un des traits les plus constants de notre caractère national, que Montesquieu a exprimé, lorsqu'il a fait dire à ses Parisiens le fameux : « Comment peut-on être Persan ? »

Nous avons sur ce fait diplomatique des textes de Gui Patin, de La Fontaine, qui dit dans son épître de juillet 1669 à la princesse de Bavière, sœur du duc de Bouillon :

Nous attendons du Grand Seigneur
Un bel et bon ambassadeur ;
Il vient avec grande cohorte.

D'après les relations, cet ambassadeur était Soliman, *muta ferraca*. *Muta ferraca*, ou *mule ferriquat*, était le nom du cavalier qui accompagnait le sultan dans ses voyages : c'était donc un très mince personnage, occupant un rang modeste dans la domesticité de la cour. Mais, d'après M. Schefer, d'après d'Arvieux, cet ambassadeur avait une situation équivalente à celle des gentilshommes ordinaires de la Maison du Roi. J'inclinerais plutôt vers cette seconde hypothèse.

Depuis quelque temps, on parlait beaucoup des Turcs à la cour et en France. De nombreux voyageurs, en publiant leurs relations, avaient fait connaître chez nous la Turquie.

Depuis Pierre Belon, l'Orient, la Perse et l'Inde, étaient devenus populaires. Krumbacher a dressé, en Allemagne, une bibliographie des récits de ces voyageurs, qui s'appelaient de la

Haye, Bernier, Thévenot, Tavernier (Joret), Laniez, le chevalier d'Arvieux, De Cezy, Nointel, plus tard Bonneval.

Même on connaissait l'Orient autrement que par la littérature. En 1664, 6.000 gentilshommes français avaient pris part au combat de Raab, en Hongrie, contre Méhémet IV. En 1669, ce fut la longue défense de Candie contre les Turcs, à laquelle prirent également part de nombreux gentilshommes français : beaucoup y périrent. Ceux qui en revinrent firent des récits, comme le duc de Roannez, le chevalier de Montausier, etc. La Turquie devint à la mode : ce qui le prouve, ce sont des titres de tragédies comme les *Soliman*, les *Ibrahim*, les *Osman*, les *Sélim*, les *Bajazet*, les *Roxane* ; ce sont des romans comme ceux de Scudéry, *Ibrahim ou l'illustre Bassa*, *Almahide ou l'Esclave Reine*.

Livet avait déjà fait remarquer, dans son édition, qu'il y avait là une question fort attrayante à traiter. Cela est si vrai qu'elle a fait depuis le sujet d'une thèse récente, celle de M. Pierre Martino : *L'Orient dans la Littérature française au XVII^e et au XVIII^e Siècle*, Hachette, 1906 in-8°.

Cet ouvrage est divisé en deux parties. Une introduction nous entretient de l'incuriosité du Moyen Age, incuriosité qui devient plus grande encore après les Croisades. L'Orient semble disparaître de la littérature française. Il y a là beaucoup d'exagération. Il y a quelque vingt ans, quand j'ai fait des recherches sur l'histoire du Collège de France, je pus constater des tentatives très intéressantes pour l'enseignement de la langue arabe dans notre pays, au xvi^e siècle. Une grande curiosité à l'égard des Orientaux se manifeste alors. Citons les noms de Baron, de Philippe de Mézières, de Dubois. Il est choquant que, dans une thèse qui traite un tel sujet, Pierre Belon ne soit même pas mentionné, lui qui a écrit une véritable encyclopédie des choses orientales.

Dans la première partie de sa thèse, M. Martino traite de la connaissance de l'Orient. Elle se fit par les voyages, les relations commerciales, coloniales, politiques, diplomatiques. Des ambassades étaient reçues en France : il y en eut une ou deux dans la première moitié du xvii^e siècle. En 1669, il y eut celle dont nous nous occupons. En 1684, six Siamois vinrent en France ; en 1715, ce furent des Persans ; au xviii^e siècle, des Chinois. Les missions religieuses contribuèrent aussi à nous faire connaître ces pays éloignés. Il y eut plusieurs étapes dans le progrès de l'orientalisme en France : à partir de 1660, c'est la Turquie qui domine ; à partir de 1700, c'est la Chine qui passe au

premier rang. Je me contente de rappeler quel fut l'engouement du **xviii^e** siècle pour les « chinoiseries ». Enfin, à partir de 1760, on s'intéresse surtout à l'Inde.

Dans la deuxième partie, il s'agit de l'Orient dans la littérature. Au théâtre, c'est Mairet avec son *Soliman* ; Tristan l'Hermite et sa *Mort d'Osman* ; c'est Racine avec son *Bajazet*, le 5 janvier 1672 ; puis, au **xviii^e** siècle, c'est *Zaïre*, *Mahomet*, *l'Orphelin de la Chine*. Deux comédies témoignent de la même mode littéraire : la première est le *Bourgeois-Gentilhomme*, la seconde *Les Chinois* de Regnard.

M. Martino étudie successivement l'Orient et le roman, l'Orient et la satire, l'Orient et la philosophie ; il cherche aussi son influence dans la mode et dans les arts.

Mais revenons à notre envoyé de la Porte. On lit dans Gui Patin : « On commence à parler de l'arrivée prochaine d'un chaoux, capigi ou bacha du Grand Seigneur, qui vient de la part de son maître saluer le Roi, en tant qu'il est le plus grand et le plus puissant roi de la chrétienté. » Les deux gouvernements étaient, en effet, en négociations. Les troupes de Candie n'étaient pas revenues. Le maréchal de Bellefonds s'apprêtait à conduire un renfort, qui partit quand Candie était déjà prise et quand les Turcs étaient déjà établis solidement dans cette île.

Il se posait alors la question du rachat de quelques prisonniers, entre autres du fameux roi des Halles, du duc de Beaufort.

L'envoyé turc alla d'abord à Fontainebleau, puis à Issy, chez M. de la Basinière, ancien trésorier de l'épargne.

Il attendit longtemps une audience, que le Roi ne voulait pas lui donner avant d'avoir reçu des nouvelles de Constantinople. L'ambassadeur, M. de la Haye Ventelet, avait quitté Constantinople en avril 1669 ; et c'est justement le motif de son départ que le Grand Turc désirait connaître de Louis XIV.

L'ambassadeur, cependant, fut reçu deux fois à Suresnes par le ministre de Lionne. Ces deux réceptions furent réglées d'une manière peu honorable pour le Turc. Le ministre, lui, se diminua, se représenta à l'envoyé comme un petit secrétaire : il n'était pas grand vizir, et il ajouta : « Notre empereur, ne voulant souffrir aucune différence entre ses ambassadeurs et ceux de votre maître, m'a commandé de m'asseoir sur un lit de repos, ne vous donner qu'un placet (tabouret) et ne m'avancer point pour vous recevoir et pour vous accompagner... Je ne sais si l'empereur, mon maître, vous recevra en qualité d'ambassadeur, si vous ne lui apportez des présents comme il a coutume d'en envoyer à votre maître par ses ambassadeurs. »

Cette scène se poursuivit avec d'autres traits non moins piquants. Les deux personnages restèrent deux heures ensemble « avec les interprètes Dervieux et Lafontaine, après lesquelles le ~~sieur de Lionne~~ fit apporter du café et du sorbet qu'on lui présenta à genoux, ~~et ensuite~~ debout au ministre turc, lequel témoigna être fort content de cette audience. »

Cette satisfaction nous paraît fort douteuse, d'autant que nous savons par le journal d'Olivier d'Ormesson quelle fut la réponse du Turc. Elle fut sèche et raide : « Il n'avait point à faire de savoir s'il y avait un grand vizir en France, ni quel en était le gouvernement ; il était venu pour donner une lettre de l'empereur son maître à l'empereur de France ; il était prêt à la présenter, si l'on voulait la recevoir ; si l'on ne voulait point, on n'avait qu'à le lui dire, et il s'en retournerait. »

Vingt jours plus tard, le 5 décembre, eut lieu la grande audience du Roi, attendue depuis la fin d'octobre. « Pour recevoir Soliman avec plus de magnificence, le Roi s'était fait faire un habit tout couvert de diamants, et l'on disait qu'il y en avait pour quatorze millions. Je vis de près son chapeau où étaient les plus gros diamants. Monsieur était aussi vêtu et paré de pierrieres et de perles, et M. le duc de diamants seulement. Pour recevoir le Turc, on avait préparé un trône au bout de la galerie du château neuf. »

La galerie était magnifiquement décorée, et il y avait un grand déploiement de gardes et de troupes.

Soliman arriva à trois heures, à cheval, précédé de vingt Turcs vêtus de robes de serge avec des turbans fort sales ; lui-même avait une robe de camelot, sans or ni soie, et il était suivi de sept ou huit autres à cheval, semblables. Il ne fit nulle attention aux troupes de garde : il entra, fier, avec un sac de toile où était sa lettre ; « il fit trois révérences, baissant seulement la tête : après avoir remis sa lettre, il demanda qu'elle fût lue ; mais le Roi, la trouvant longue, répondit dédaigneusement qu'il la verrait plus tard et y ferait réponse. L'ambassadeur, outré de dépit, se plaignit au Roi lui-même de ce que Sa Majesté ne s'était pas levée pour recevoir sa lettre et dit qu'on le traitait mal. Le Roi répliqua qu'il en usait comme il avait accoutumé, et le Turc se retira mal content. »

De son côté, Louis XIV eut un grand désappointement d'avoir fait aussi peu d'impression sur l'étranger. Aussi, l'année suivante, le nouvel ambassadeur, M. de Nointel, reçut-il beaucoup moins que son prédécesseur. La cour, pour flatter les sentiments du roi, ne manqua pas de cribler de railleries et d'épigrammes une

ambassade aussi piteuse. De là l'idée de la cérémonie turque avec ses puissantes bouffonneries.

De fait le *Bourgeois* est une pièce unique : on y trouve à la fois du comique de mœurs et de la farce ; Molière y égale Aristophane pour les exagérations et la fantaisie. Dans la récente étude de M. Rigal, il y a une fine appréciation littéraire de cette pièce. Mais ne prononçons point trop vite et sans réserve le mot d'exagération. Quand on y songe, la folie ou le ridicule sont partout dans la vie et dans la société humaine. Certes, parfois, les mots ne correspondent pas aux choses : c'est fréquent chez les grands railleurs, comme Erasme, Rabelais, Cervantès, Swift, Voltaire. Mais qu'on n'oublie pas qu'il y a un grossissement nécessaire ; sans cela, dans bien des cas, le ridicule resterait inaperçu.

Il y a eu un changement dans la disposition ou plutôt dans la division du *Bourgeois Gentilhomme*. Le livret de 1670 n'indique que trois actes dans la pièce : c'est que le premier acte comprend les deux premiers actes actuels. En réalité, il n'y a pas d'entr'actes, mais des intermèdes.

Ce qui est plus important à considérer que cette division matérielle, ce sont les trois éléments que l'on peut distinguer dans cette comédie. C'est d'abord du comique de mœurs avec de la satire sociale. Ce comique se mêle à la farce ; et, enfin, il s'élève même au comique de caractère, comme dans *Monsieur de Pourceaugnac* ; mais il a, ici, une tout autre importance et une tout autre portée.

S'il est vrai qu'il y a de la farce dans le *Bourgeois*, nous nous garderons d'y tout prendre au sérieux ; mais nous ne nous détournerons point de l'essentiel. Il consiste dans cette vérité que peut nous apprendre l'observation journalière : le bourgeois qui veut sortir de sa classe par simple vanité est ridicule ; il est à la merci du noble peu scrupuleux qui l'exploitera. Molière avait observé ce défaut chez des marchands, des petits bourgeois ; mais l'influence de la cour a été pour beaucoup dans le grossissement de ce type, sur le modèle duquel il ne faudrait point juger l'ensemble de notre vieille bourgeoisie française du XVII^e siècle, si bien équilibrée, avec sa raison droite et ferme. Le bourgeois de Molière est en proie à une marotte, qui abolit chez lui tout sentiment humain, qui le conduit à une sorte de folie. Le mot n'est pas trop fort : M. Jourdain est sous le coup d'une démente particulière, la manie des grandeurs.

La littérature française nous offre ailleurs de pareils types, qui sont tout près de la maladie mentale. Nous en voyons dans les *Fabliaux*, dans les romans de Sorel, comme *Francion*, comme le

Berger extravagant, où un bourgeois passionné de pastorales se croit un véritable berger. Des Yveteaux s'éprit lui aussi de pastorales et voulut vivre en berger. Même on pourrait dire que de tels détraquements ne sont pas si éloignés des folies mystiques qu'a connues le Moyen Age. Quoi qu'il en soit, le thème ne s'est point perdu dans la littérature moderne : nous citerons, pour le témoigner, les *Beaux Messieurs de Bois-Doré* et la *Vie amoureuse de François Barbazanges*, qui reprennent des sujets analogues à celui qu'avait traité le vieux Furetière, lorsqu'il raillait les adorateurs de l'*Astrée* et les excès de leur culte.

Quant à la composition du *Bourgeois Gentilhomme*, M. Rigal fait une observation ingénieuse, même subtile. Le *Bourgeois Gentilhomme*, on l'a dit (et c'est M. Aimé Martin), est en réalité une pièce en un acte. M. Rigal va plus loin et affirme encore plus fortement la continuité de l'action :

« Dumas fils prétend, dit-il, que le dénouement est le principe générateur de toute l'œuvre... Ainsi, de la nécessité de terminer le spectacle par le *Ballet des Nations*, a découlé pour Molière la nécessité de faire préparer par M. Jourdain un ballet pour Dorimène, d'inviter chez M. Jourdain la belle marquise, et de la faire revenir, malgré l'affront reçu, au cinquième acte. De la nécessité de faire aboutir toute la comédie à la cérémonie turque a découlé la conception même de l'œuvre. »

Quant à l'original de la pièce, Grimarest nous dit ceci : « Il y a des gens de ce temps-ci qui prétendent que Molière ait pris l'idée du *Bourgeois* dans la personne de Gaudouin, chapelier, qui avait consommé cinquante mille écus avec une femme que Molière connaissait et à qui ce Gaudouin donna une belle maison qu'il avait à Meudon. Quand cet homme fut abîmé, dit-on, il voulut plaider pour rentrer en possession de son bien. Son neveu, qui était procureur et de meilleur sens que lui, n'ayant pas voulu entrer dans son sentiment, cet oncle furieux lui donna un coup de couteau, dont pourtant il ne mourut pas ; mais on fit enfermer ce fou à Charenton, d'où il se sauva par-dessus les murs. » Nous ne nous arrêterons pas à cette anecdote sans portée.

Nous abordons la pièce elle-même. Nous sommes à Paris. La première scène met en présence le maître de musique, le maître à danser, trois musiciens, deux violons, quatre danseurs. La conversation s'engage entre les deux maîtres. Très naturelle, elle fait une excellente exposition.

Les deux maîtres sont très occupés depuis qu'ils ont comme élève M. Jourdain, « avec les visions de noblesse et de galanterie qu'il est allé se mettre en tête ». Chacun fait ses déclarations.

Celles du maître à danser sont empreintes d'idéalisme : « L'intérêt, dit-il, est quelque chose de si bas qu'il ne faut jamais qu'un honnête homme montre pour lui de l'attachement ». Il est fier de son art, et de fait la danse, dans cette société mondaine et brillante, était en grande considération.

Le maître de musique, au contraire, est pratique, intéressé. C'est un homme d'argent, et il ne le tait pas. Il y a là un piquant contraste ; la scène est très amusante et très vraie : nous entendons tous, les jours, beaucoup de propos analogues.

A la deuxième scène, M. Jourdain apparaît :

« Hé ! bien, Messieurs ? qu'est-ce ? Me ferez-vous voir votre petite drôlerie ? »

LE MAÎTRE À DANSER.

« Comment ? quelle petite drôlerie ? »

MONSIEUR JOURDAIN.

« Eh ! là... Comment appelez-vous cela ? Votre prologue ou dialogue de chansons et de danse. »

Nous savons aussitôt à qui nous avons affaire.

M. Jourdain annonce ensuite à ses professeurs qu'il se fait habiller comme les gens de qualité ; il leur fait admirer son indienne, les livrées de ses laquais, son déshabillé.

A la sérénade du maître de musique, qui lui « semble un peu lugubre », il préfère la chanson de Janneton :

Je croyais Janneton
Aussi douce que belle...

Il se décide, cependant, à apprendre la musique et la danse.

Dans toutes ces scènes, nous discernons chez M. Jourdain les mêmes traits que chez Pourceaugnac : c'est d'abord l'épaisse vanité ; c'est ensuite la naïveté, la crédulité, la jobardise. Mais tout cela est aggravé chez M. Jourdain. Si M. de Pourceaugnac nous restait à moitié sympathique, nous n'éprouvons rien de semblable pour le Bourgeois gentilhomme. Il manque totalement de grandeur d'âme ; c'est un imbécile et un niais, sans rien qui ra-

chète ses défauts. Nous n'aurons que plaisir à le voir prendre comme tête de Turc, si l'on peut dire en l'occurrence. C'est un sot, qui n'excite à aucun degré la pitié ; en sa présence, le rire est naturel, légitime, franc.

Histoire intérieure de la France depuis 1870

Cours de M. CHARLES SEIGNOBOS,

Professeur à l'Université de Paris.

L'organisation du régime républicain.

Nous sommes arrivés au moment où la crise décisive de la vie politique, sous l'Assemblée, s'est terminée par le vote d'un régime définitif. On a réglé les points essentiels : le régime de la France sera la République ; il y aura un Président élu pour sept ans, une Chambre des députés et un Sénat également élus. Il reste à régler l'application pratique. La crise a disloqué définitivement la coalition des Droites, qui gouverne depuis le 24 mai 1873 ; elle a amené la conjonction des Centres ; il reste à former un ministère conforme aux tendances de cette nouvelle majorité, ministère qui acceptera la République et gouvernera jusqu'à la séparation définitive de l'Assemblée.

Nous allons voir :

1^o Comment s'est formé un ministère s'appuyant sur la coalition des Centres ;

2^o Comment s'est organisé le régime ;

3^o La nature de ce régime.

Les documents pour l'étude de cette période sont, avant tout, les documents parlementaires, les journaux et les souvenirs, notamment ceux de Meaux, de Dreux-Brézé, de Louis Blanc, de G. Michel, de L. Say, d'E. Daudet.

Les travaux à consulter sont : l'*Année politique* de Daniel, l'*Histoire de la France contemporaine* de G. Hanotaux (vol. III), très détaillée, et l'ouvrage de Denis, plus sommaire.

I. — Le ministère de Cissey, qui représentait au pouvoir la coalition des Droites, avait pris parti contre le vote de la République. Déjà il avait démissionné plusieurs fois ; mais Mac-Mahon n'avait pas accepté sa démission. Il se retire, enfin, aussitôt après le vote des lois constitutionnelles. Mac-Mahon est obligé de former un ministère.

A) Il choisit comme vice-président du Conseil le président de l'Assemblée, Buffet, orléaniste rallié à l'Empire en 1870 ; il est absent ; d'avance paraît à l'*Officiel* une note sur le caractère du futur ministère : « Le Président est fermement résolu à maintenir les principes conservateurs, qui ont fait la base de sa politique. » Mac-Mahon se regarde toujours comme placé à un poste de défense par l'ancienne majorité ; il garde pour conseillers les conservateurs. Les membres du Centre droit qui ont voté contre la République, font une démarche auprès de lui. La coalition des droites sera maintenue ; on prendra seulement quelques membres dans l'opposition. Le ministère ne sera donc pas l'expression de la majorité de l'Assemblée ; il sera un compromis entre la majorité d'une part et Mac-Mahon et ses conseillers royalistes d'autre part. On négocie : Buffet accepte qu'un membre de la Droite fasse partie du ministère. Mac-Mahon propose son chef, Audren de Kerdrel. Buffet refuse ; il accepte de Meaux. Des difficultés se produisent pour la nomination du ministre de l'Intérieur, celui qui dirige les préfets et les maires. On pense aux chefs de la fraction orléaniste anti-impérialiste, la mieux vue des Gauches. D'Audiffret refuse, puis finit par accepter. Le cabinet est constitué ; mais, subitement, il est modifié, sans doute à la suite d'intrigues bonapartistes.

Enfin, le 10 mars, le ministère est définitivement formé : Buffet prend le ministère de l'Intérieur. Le cabinet comprend deux membres du Centre gauche : Dufaure et L. Say, et un membre du Centre droit républicain, Wallon. D'Audiffret recevra comme compensation la présidence de l'Assemblée.

Dès l'origine, apparaît le désaccord qui séparera jusqu'au bout Buffet de ses collègues du Centre gauche. Il porte sur la politique pratique : Buffet veut maintenir la coalition des conservateurs royalistes contre les républicains et garder tout le personnel administratif ; il refuse tout changement de préfets. Il marque sa politique par son attitude et ses paroles hostiles pour les Gauches et par des déclarations publiques ; tout d'abord, par la déclaration ministérielle très nettement conservatrice : « La population honnête, paisible, laborieuse, attachée à l'ordre, y déclare-t-il, peut compter sur nous pour la protéger contre les attaques des passions subversives. » Le ministère demandera des modifications à la loi sur la presse pour « assurer, d'une manière normale, la répression efficace d'excès qui finissent par discréditer dans l'esprit des hommes les plus modérés l'usage légitime de la libre discussion. » L'état de siège sera maintenu ; le gouvernement conservera la nomination des maires.

Les partisans de la conjonction des Centres répondent par des déclarations libérales. D'Audiffret-Pasquier, élu président de l'Assemblée par les Gauches (il y a 130 bulletins blancs), fait l'éloge du régime parlementaire et de la liberté. Laboulaye, élu président du Centre gauche, demande « qu'on en finisse au plus tôt avec les lois d'exception et que l'administration se montre sincèrement républicaine ». Dans sa circulaire aux fonctionnaires de la justice, Dufaure déclare : « L'Assemblée a établi en France le gouvernement républicain... Un régime défini et légal a remplacé l'état provisoire. Ce nouveau régime demande l'obéissance de tous. » Wallon et même de Meaux font des discours dans le même sens, tandis que Gambetta déclare accepter même le Sénat.

Mais Buffet ne veut pas de conciliation avec les Gauches. Plus ses collègues manifestent leur volonté de rester en accord avec la Gauche, plus il montre ses intentions de maintenir l'union des conservateurs. Seize préfets refusent d'inscrire en tête des actes officiels la mention : « République française ». Buffet reçoit des plaintes à la commission de permanence, à ce sujet, pendant les vacances de Pâques. Il répond qu'il couvre « de sa responsabilité les fonctionnaires de son administration ».

A ce moment se produit une complication de politique extérieure, dont on trouvera l'exposé très détaillé dans le troisième volume de l'ouvrage de Hanotaux. Le gouvernement allemand s'inquiète de la nouvelle loi des cadres, votée le 13 mars, qui décidait pour chaque régiment la création d'un quatrième bataillon. Il demande des explications ; un article d'un journal officieux, la *Post*, publié le 9 avril, laisse croire à un danger de guerre. Mais les gouvernements des autres Etats se prononcent pour le maintien de la paix. L'empereur Guillaume fait des déclarations rassurantes. L'alarme est calmée. Cet incident n'a pas de conséquences immédiates. Il a pu cependant préparer l'opinion à l'alliance avec la Russie qui avait pris parti pour la France.

B) La politique et l'attitude de Buffet rendent impossible un accord véritable entre les fractions de la majorité officielle. Les conflits deviennent apparents sur trois questions :

1° Il faut préparer les lois d'organisation, qui régleront les rapports des pouvoirs publics, l'élection du Sénat et l'élection de la Chambre des députés. Quelle est la commission qui doit les préparer ? Ce devrait être l'ancienne Commission des Trente ; mais la majorité décide de nommer une nouvelle commission de trente membres. L'élection donne un résultat diamétralement opposé à celui de 1873 : le groupe Lavergne vote avec la Gauche, et

cette coalition fait élire 26 membres. La Droite et le Centre droit ne peuvent en faire élire 4. Le résultat, c'est que le Centre droit se disloque : ceux qui penchent vers la Droite vont au groupe Du Clercq ; ceux qui penchent vers la Gauche au Centre constitutionnel. De Lavergne est nommé président de la nouvelle Commission des Trente.

2° Il faut voter définitivement la loi sur l'enseignement supérieur. Elle est demandée par les catholiques. Un premier conflit éclate avec la Gauche sur les conditions exigées pour ouvrir un établissement d'enseignement supérieur : les catholiques exigent que ce soit une faculté complète ; c'est réserver l'usage de la liberté de l'enseignement supérieur aux organisations très riches, en fait à l'Église, (en effet, il ne se crée que des facultés catholiques). Le conflit éclate de nouveau sur le système d'examens ; les catholiques voudraient que les facultés libres aient, comme en Belgique, le droit de conférer tous les grades et de faire des avocats, des médecins ; les Gauches veulent réserver ce droit à l'Etat. On s'arrête à un compromis : les grades seront conférés par des jurys mixtes, présidés par un professeur de l'Etat (juin-juillet 1875).

3° L'enquête sur l'organisation des comités impérialistes a abouti à un rapport hostile. Il est discuté le 13 juillet ; c'est une occasion pour Buffet de se rapprocher des impérialistes et de rompre avec la Gauche : « L'organisation du parti bonapartiste, déclare-t-il, n'est pas la seule organisation occulte et redoutable qui se soit constituée en France. Le parti de la révolution sociale et cosmopolite, je tiens à vous le répéter, a aussi sa direction, ses cadres et sa propagande ». Gambetta répond ; mais Buffet obtient contre la Gauche un ordre du jour de confiance voté par 444 voix contre 2.

II. — Le ministère a refusé de se prononcer sur le moment où l'Assemblée se dissoudra. Il reste à organiser le régime dont on n'a voté que les principes.

A) En premier lieu, il faut voter la loi sur les rapports des pouvoirs publics et la loi relative à l'élection des sénateurs. Sur la première, il n'y a pour ainsi dire pas, dans l'Assemblée même, de désaccord ; mais Buffet réclame pour le président le droit de clôturer et d'ajourner les sessions parlementaires. La Commission accepte un compromis : on renonce à l'institution d'une commission de permanence pendant les vacances ; le président restera seul ; il aura, en outre, le droit de proroger les Chambres pendant un mois et de prononcer la clôture.

Le rapporteur est un membre du Centre gauche : Laboulaye. Il s'exprime ainsi : « Les dispositions du projet de loi donnent à la

République les garanties de la monarchie constitutionnelle, telle que nous l'avons pratiquée... Le pays, après avoir traversé l'Empire, a besoin de reprendre l'habitude d'un gouvernement constitutionnel. » Et il ajoute, en parlant de la constitution : « Celle que nous avons votée est loin d'être parfaite ; mais, en somme, elle assure au pays les garanties d'un gouvernement libre. » Buffet, lui, profite de la discussion pour faire une déclaration conservatrice : « Le programme dont j'ai donné lecture le 12 mars, dit-il, ne sera pas changé... Je déclare que l'administration sera énergiquement défendue, soutenue, appuyée, par le gouvernement dont elle mérite la confiance. » Les Gauches refusent d'entrer en conflit. Le 28 juin, elles font paraître une note, où elles déclarent ne pas vouloir embarrasser « la discussion par des amendements, qui ne serviraient qu'à retarder la solution ». La loi est votée sans discussion (21 juin-16 juillet).

La loi électorale du Sénat est votée également presque sans discussion (16 juillet-2 août) ; mais elle fournit encore à Buffet l'occasion de faire une déclaration hostile à la Gauche : « Je n'étais pas votre allié avant d'être au pouvoir, dit-il à Christophe : je ne le deviendrai pas quand je l'aurai quitté. »

B) La question pratique est alors celle de l'ajournement. La Gauche voudrait obliger l'Assemblée à se dissoudre. Mais la majorité de Droite décide de s'ajourner pour trois mois (4 août-4 novembre).

Pendant les vacances, les chefs de parti manifestent par des discours. R. Duval, bonapartiste, attaque la constitution dans l'Eure (6 septembre). Rouher, en Corse, prononce un discours, où il déclare que le droit de révision laisse au parti toutes ses espérances. L'Extrême gauche manifeste en deux sens opposés ; les irréconciliables comme Naquet demandent la révision de la constitution et une assemblée unique. Gambetta, au contraire, proteste de son respect pour les hommes du Centre gauche. Au nom du Centre gauche, Thiers parle, le 17 octobre, à Arcachon en faveur de l'application loyale du régime républicain. De Broglie lui-même, le 20 septembre, à Evreux, reconnaît qu'avec les institutions nouvelles, la France pourra vivre et échapper aux horreurs de l'anarchie et aux aventures du pouvoir absolu. »

Les manifestations les plus importantes, au point de vue pratique, sont celles des deux ministres qui représentent les tendances en lutte dans le cabinet même, parce qu'elles font éclater publiquement le désaccord dans l'intérieur du gouvernement. Buffet prend l'offensive. Le 19 septembre, il déclare : « Le vote des lois constitutionnelles n'implique, dans aucune mesure,

l'abandon d'une politique nettement conservatrice, ni même l'adoption d'une politique qui, sans être encore la politique révolutionnaire, lui frayerait la voie... Servir de transition entre ce que l'on considère comme le bien et ce que l'on tient pour le mal, c'est le plus déplorable des rôles ». Le mal, c'est le gouvernement par les républicains. Il veut reformer la coalition des Droites et fait appel à la majorité du 24 mai 1873 : « La grande tâche du gouvernement actuel... consiste à reformer le faisceau de toutes les forces conservatrices... C'est à la seule condition que cette union de tous les hommes d'ordre se rétablira... que la défense de la société sera assurée. » Les termes employés sont les mêmes que ceux qu'on employait en 1849 ; ce que Buffet préconise, c'est le retour à la politique de l'Assemblée législative. Léon Say répond en faisant appel à la majorité nouvelle : « Le 25 février, dit-il dans un discours, l'ancienne majorité de l'Assemblée s'est heureusement dissoute, et une nouvelle majorité s'est formée pour nous sortir enfin d'un provisoire dont le pays était fatigué... Il n'y a en France de gouvernement durable que celui qui rallie autour de lui le parti libéral. » Les deux systèmes sont ainsi en conflit avoué. Buffet empêche d'abord la publication du discours à l'*Officiel*. Il le laisse enfin publier, le 2 octobre, avec de légères modifications ; mais c'est L. Say qui garde l'avantage. Le caractère de la situation est souligné par une note des *Débats*, inspirée peut-être par Léon Say, qui précise le caractère de la coalition d'où est né le ministère, le désaccord qui sépare ses membres et l'impuissance de Buffet à imposer sa politique.

C) A la rentrée, le conflit renaît : suivant quel régime électoral sera élue la Chambre des députés ? Le débat a été déjà engagé avant les vacances à la Commission entre la majorité et le gouvernement, la majorité demandant le scrutin de liste, Buffet exigeant le scrutin d'arrondissement. Buffet fait intervenir le président et le bruit court que, si le scrutin de liste est voté, Mac-Mahon prendra un gouvernement de combat de Broglie-de Fourtou.

Le rapport présente le suffrage universel comme un dogme au-dessus de la discussion. Le débat porte seulement sur le mode de scrutin. La Commission propose le scrutin de liste. Le cabinet tout entier demande le scrutin d'arrondissement, proposé sous forme d'amendement par Lefèvre-Pontalis. Dans la discussion, les motifs sont présentés, des deux parts, de manière à attirer les adversaires. Ricard, rapporteur, présente le scrutin de liste comme un scrutin conservateur. Dufaure soutient que le scrutin d'arrondissement respecte les droits des électeurs. Le scrutin d'arrondissement est voté par 357 voix contre 326. Au cours de

la discussion en troisième lecture, Gambetta fait à la tribune une déclaration très modérée et présente le scrutin de liste comme un scrutin de conciliation, qui permettra à tous les partisans de la constitution de s'unir pour une politique d'apaisement et de patriotisme (26 novembre). Buffet lui répond que l'accord est impossible entre conservateurs et républicains. L'amendement Gozon, qui proposait le scrutin de liste avec cinq noms au maximum, défendu par Gambetta, est repoussé. La loi électorale est définitivement votée, le 30 novembre. Elle établit le scrutin uninominal : tout arrondissement, dont la population est supérieure à 100.000 habitants, est coupé en deux circonscriptions. Pour Paris et Lyon, on décida que chacun des arrondissements municipaux n'aurait qu'un député. La Gauche ne peut même pas obtenir le vote d'un amendement interdisant aux fonctionnaires de désigner un candidat aux électeurs par des affiches ou des circulaires.

Le Centre droit demande la révision de la loi municipale de 1874 ; mais le gouvernement fait ajourner le débat et garde les maires nommés par de Broglie en dehors des conseils municipaux.

D) Reste à résoudre la question pratique la plus importante, celle de l'élection des 75 sénateurs à vie, qui feront sûrement la majorité du futur Sénat. Le Centre droit compte y dominer, se perpétuer ainsi au pouvoir et dominer la majorité en tenant la Chambre sous la menace de la dissolution. C'est tout ce qui reste de l'ancien plan de Broglie pour maintenir la possibilité du retour des princes d'Orléans. — Grévy appelle le Sénat une machine de guerre orléaniste.

On décide de commencer l'élection le jeudi 9 décembre. Les compétitions sont, dès le début, très ardentes. Il s'agit, en effet, d'un siège à vie, c'est-à-dire de la certitude de rester jusqu'au bout dans la vie publique. Le Centre gauche propose au Centre droit de dresser une liste proportionnelle : 33 sénateurs appartiendraient à la Gauche, tout le reste aux Droites. Le Centre droit refuse, s'entend avec la plus grande partie du groupe Lavergne et dresse une liste de 62 noms appartenant tous à la Droite ; il ne laissait au Centre gauche que 13 sièges. Les trois Gauches dressent, de leur côté, une liste qui n'a aucune chance de passer. Mais les Droites ne s'entendent pas ; on raye des noms. Le premier jour, il n'y a que deux sénateurs élus : d'Audiffret-Pasquier et Martel, et à une très faible majorité (9 décembre).

Ici, se place une péripétie oubliée aujourd'hui et qui est pourtant un des faits décisifs de l'histoire de la troisième République. Il y a deux petits groupes restés hostiles au plan des orléanistes : le principal, c'est le groupe de l'Appel au peuple. R. Duval, bona-

partiste, déclare à un député de la Gauche que les impérialistes sont prêts à voter contre les orléanistes avec la Gauche ; le propos est rapporté à Gambetta. Mais il manque quelques voix pour faire la majorité ; Raoul Duval dit qu'on les trouvera chez les cheveau-légers. Le soir du 9 décembre, une entrevue a lieu chez J. Simon. On décide de voter pour une liste comprenant des membres de la Gauche et 17 cheveau-légers : tous ceux qui adhèrent au pacte sont sur la liste ; les impérialistes ne réclament rien. Pour de la Rochette, président de l'Extrême droite, c'est une manœuvre politique inspirée par la haine des orléanistes. Il s'explique dans une lettre à l'*Union* : « Les chefs du Centre droit ont fait la République contre le roi et contre les royalistes. Maintenant que la République est faite, ils veulent la gouverner, toujours contre le roi et contre les républicains... Le Centre droit veut refaire 1830... J'aime mieux des ennemis découverts que des ennemis cachés. » Sa conduite fut, plus tard, approuvée par le comte de Chambord. Quant aux autres membres de l'Extrême droite, qui ont accepté de figurer sur la liste des Gauches, ils ont fait un marché individuel. Mon père, député à l'Assemblée, entendit l'un d'eux répondre à un membre du Centre droit qui lui reprochait sa trahison : « Dans un mois, je serai sénateur, et vous, vous ne serez plus rien. » Le lendemain, la liste de la coalition est affichée à la buvette. Elle provoque une explosion de colère de la part de la Droite. Le duc de Broglie déclare : « Il n'y a qu'une chose à faire, c'est de les huer. » Devant l'indignation de la Droite, plusieurs légitimistes se retirent ; mais il en reste 11. Ce chiffre suffit pour faire la majorité ; mais il n'y a pas de discipline. Le vote se prolonge. Le sixième jour du vote, on installe une surveillance au pied de la tribune. Quand il ne reste plus que cinq sénateurs à élire, le Centre gauche propose de laisser ces sièges aux Droites. Gambetta refuse ; mais la coalition se disloque. Enfin l'opération est terminée le 21 décembre.

Le résultat est que la grande majorité des élus appartient aux trois groupes de Gauche. Les 75 sénateurs élus se répartissent ainsi : gauches, 55 ; légitimistes, 10 ; groupe Lavergne, 7 ; centre droit, 3 ; c'est l'écrasement des orléanistes. Le Sénat, sur lequel ils avaient compté pour tenir en échec la Chambre élue républicaine, est d'avance garni de républicains. Cette circonstance va être décisive au cours du conflit entre le Président et la Chambre ; Mac-Mahon ne pourra pas compter absolument sur le Sénat.

E) Avant de se séparer, l'Assemblée a encore à trancher la question de l'état de siège. Etabli en 1871, il a été maintenu pendant toute la durée de l'Assemblée dans la moitié de la France, dans

tous les départements comptant une grande ville. Il permettait au gouvernement de supprimer les libertés politiques et de disposer d'un pouvoir discrétionnaire pour empêcher les réunions, les banquets, les manifestations, et suspendre les journaux.

Les Gauches ont demandé la levée de l'état de siège. Buffet déclare qu'il refuse, à moins que l'Assemblée ne vote une loi sur la presse, qui lui donnera des pouvoirs plus forts. La commission chargée de l'examen du projet proteste contre cette façon de poser la question, qui fait de la loi sur la presse une « rançon » de la levée de l'état de siège. Mais l'Assemblée accepte cette anomalie d'une loi qui est à la fois une loi sur la presse et l'état de siège. La loi est, d'ailleurs, présentée comme provisoire ; mais elle laisse entendre que l'état de siège pourra être prolongé.

Comme la loi punit les attaques contre les lois constitutionnelles et le gouvernement, la Gauche essaie d'en profiter pour empêcher les attaques contre la République et fait ajouter aux mots de « gouvernement » les mots « de la République ». Mais Buffet refuse de s'engager ; il veut ménager les conservateurs impérialistes et légitimistes, et il invoque le droit de révision. La loi maintient le jugement des délits de presse par le jury, mais avec un grand nombre d'exceptions : tous les délits qui n'ont pas un caractère exclusivement politique sont renvoyés à la correctionnelle. La commission se plaint et déclare qu'il « eût mieux valu demander nettement la suppression du jury que d'en proclamer le principe pour le reprendre aussitôt par voie d'exceptions ».

Moyennant ce régime d'entraves aux journaux, le gouvernement laisse lever l'état de siège, mais en exceptant Paris, Lyon et Marseille. Cette exception soulève des discussions violentes. Challemel-Lacour vient déclarer à la tribune : « Quel gouvernement êtes-vous, puisque vous n'avez pas la force de traverser la période électorale sous le régime du droit commun ? » Cependant la Gauche cède, pour avoir la levée de l'état de siège dans les autres départements (29 décembre).

L'Assemblée liquide en deux jours les projets qui restent, puis elle s'ajourne au 8 mars 1875, après les élections du Sénat et de la Chambre (31 décembre).

III. — Pour comprendre l'importance de cette période dans l'histoire de France, les conflits qui vont s'ouvrir et le mécanisme même de la vie politique actuelle, il faut se rendre compte des conditions dans lesquelles l'Assemblée a fait son œuvre, la constitution et les caractères du régime qu'elle a fondé.

A) L'Assemblée a pris possession du pouvoir sans concurrence ni restrictions. Elle a exercé un pouvoir absolu. Le gouvernement

n'a jamais été qu'une délégation de la majorité. Il a eu lui-même un pouvoir absolu vis-à-vis des particuliers ; il a opéré sous le régime de l'état de siège, c'est-à-dire à un moment où toutes les garanties de liberté étaient suspendues.

L'Assemblée avait à effectuer deux opérations : réorganiser la France, lui donner une constitution.

L'œuvre de réorganisation a été effectuée pendant la présidence de Thiers, sous le régime de la conjonction des Centres, sous la direction du Centre gauche républicain ; la constitution a été votée pendant la présidence de Mac-Mahon, sous le régime de la coalition des Droites monarchiques et sous la direction du Centre droit orléaniste. Mais le Centre droit n'a pas pu établir le régime qui était son idéal, la monarchie parlementaire ; il en a été empêché par le conflit avec le chef de la maison de France, le comte de Chambord, dont il avait besoin. Il a gardé le gouvernement et la part principale dans le ministère ; mais il a eu besoin de ménager les deux autres partis monarchistes, les légitimistes en évitant de donner au gouvernement une forme définitive, les impérialistes en reprenant le personnel administratif du second Empire. Mais ces ménagements n'ont pas suffi pour maintenir l'accord. De Broglie, qui le désirait, a été gêné par les deux autres chefs du Centre droit. Sous l'action de Decazes, entré dans le second ministère de Broglie (novembre 1873), il a rompu avec les légitimistes ; de son côté d'Audiffret a provoqué la rupture avec les bonapartistes, au moment de la dislocation du ministère de Cisse (juillet 1874). Mais les deux partis se sont vengés : les légitimistes ont renversé de Broglie, le 16 mai 1874 ; les impérialistes ont démoli le projet du Sénat orléaniste.

Le parti orléaniste a été, par sa rupture avec les autres groupes monarchistes, obligé d'accepter la solution du Centre gauche et de revenir à la conjonction des Centres.

B) Ces conditions précaires expliquent l'anomalie d'une constitution républicaine (1), établie par une Assemblée en majorité monarchiste et sous un gouvernement de coalition monarchiste. Aucun parti n'a été assez fort pour établir le régime de son choix. Il a fallu se résigner à un régime de transaction. Sans doute, il y avait des principes communs à tous ; mais il y en avait d'autres qui, acceptés par les uns, étaient repoussés par les autres et sur lesquels la solution s'est faite par une majorité de coalition.

(1) On trouvera des exposés d'ensemble de cette constitution dans : Esmein, *Éléments de Droit constitutionnel* ; Hanotaux, *Histoire de la France contemporaine* (vol. III), et Seignobos, *Histoire de l'Europe contemporaine* (chap. VII).

On est d'accord pour établir un régime représentatif avec des Chambres élues. Le principe des deux Chambres est accepté même par l'Extrême gauche, sauf par le petit groupe des intransigeants. On est également d'accord pour établir un régime parlementaire (il faut cependant faire une exception pour les impérialistes); la théorie parlementaire est une doctrine commune aux orléanistes et aux républicains. Le régime parlementaire est conçu sous sa forme classique, anglaise, celle qui était pratiquée sous Louis-Philippe. Les ministres sont responsables solidairement : ce point n'est même pas discuté, et il s'agit bien de la responsabilité au sens nouveau, c'est-à-dire que les ministres sont obligés de se retirer devant un blâme des représentants. Cependant, dans la rédaction constitutionnelle, on emploie l'expression « responsables devant les Chambres » ; ce pluriel est équivoque, pouvant s'appliquer à la fois au cas où les ministres sont poursuivis par la Chambre basse devant la Chambre haute (responsabilité au sens ancien) et au cas où ils sont simplement mis en minorité (responsabilité au sens nouveau). Enfin, on est encore d'accord pour établir le suffrage universel. Ce n'est pas la tradition des royalistes qui étaient parvenus à s'en débarrasser indirectement par la loi du 31 mai 1850, une première fois ; la même tentative a été faite de nouveau à la Commission des Trente. Mais elle n'a pas été suivie par les orléanistes du Centre droit et a été combattue par les impérialistes. Le suffrage universel est, en effet, un principe commun aux républicains et aux impérialistes. Très nettement, il est posé comme un fondement essentiel du régime. Le rapport sur la loi électorale s'exprime ainsi : « La souveraineté nationale, indiscutable et incontestée à l'égal du dogme antique de la royauté, s'exerce par une délégation à laquelle tout citoyen doit participer. Le droit de vote est donc un droit véritable, non une fonction. »

Sur la question des pouvoirs publics, les républicains ont obtenu que le pouvoir exécutif fût confié à un Président, ne fût pas héréditaire; mais, sur le reste, ils ont encore été battus. L'Assemblée a accordé aux pouvoirs du Président une durée exorbitante de sept ans. Le Président a tous les pouvoirs d'un roi constitutionnel; il a le droit de grâce, de prorogation des assemblées, de dissolution. Les assemblées ne sont pas permanentes; le Président peut être, s'il le veut, un véritable souverain sept mois par an.

Le Sénat a été élu en partie par l'Assemblée nationale et les membres à vie, ainsi nommés, doivent être dans la suite remplacés par le Sénat lui-même. Les trois quarts du Sénat sont, en outre,

élus par un corps d'électeurs formé de la manière la plus irrationnelle qui soit, puisque toutes les communes ont le même nombre de délégués sénatoriaux. Or ce Sénat est supérieur à la Chambre, puisqu'il a les mêmes pouvoirs qu'elle, et qu'il a, en outre, concurremment avec le Président, le droit de la dissoudre.

La République n'est même pas établie sans conditions. La révision rend toujours possible sa suppression, et il n'est nullement interdit de la discuter et de la combattre (c'est, du moins, l'interprétation du gouvernement).

Mais, surtout, ce qui reste en suspens, c'est l'interprétation même des lois constitutionnelles. Quels sont les pouvoirs réels de la Chambre élue et du Président sur les ministres ? Le Président a-t-il un pouvoir personnel et le droit de les choisir à son gré, ou bien est-il lié à la volonté de la Chambre comme un roi parlementaire. C'est sur cette question que va s'engager le conflit.

E. M.

Sujets de devoirs.

UNIVERSITÉ DE PARIS

AGRÉGATION DES LETTRES.

Composition française.

Par quoi le roman de la *Princesse de Clèves* était-il une nouveauté ? Par quoi se rattache-t-il aux romans antérieurs ?

Thème latin.

ROUSSEAU, *Contrat social*, I, vi, depuis : « Je suppose les hommes parvenus à ce point où les obstacles qui nuisent à leur conservation dans l'état de nature... », jusqu'à : « ... en perdant la liberté conventionnelle pour laquelle il y renonça. »

Version latine.

QUINTILIEN, *Inst. Orator*, lib. VI, II, depuis : « Per totam, ut diximus, causam locus est affectibus... », jusqu'à : « ... animus est in affectibus. »

Thème grec.

LA FONTAINE, *Psyché* (conversation sur la tragédie et la comédie), depuis : « La pitié est un mouvement charitable et généreux... », jusqu'à : « Elles enlèvent l'âme et se font sentir à tout le monde avec la soudaineté des éclairs. » (*Œuvres diverses*, éd. Hémon, p. 258.)

Version grecque.

ARISTOPHANE, *Les Acharniens*, v. 628-658.

LICENCE ET CERTIFICAT D'ALLEMAND.

Version.

ERNST V. WILDENBRUCH, *Windstille*.

Thème.

GEORGE SAND, *la Petite Fadette*, p. 95, depuis : « Pour toutes ces raisons... », jusqu'à, p. 96 : « Elle avait un an. »

Dissertation française.

Les idées de Lessing, d'après *Minna von Barnhelm*.

Dissertation allemande.

Treitschkes Entwicklung.

•
• •

LICENCE ET CERTIFICAT D'ANGLAIS.

Version.

SHAKESPEARE, *Henry V*, a. III, Sc. I.

Thème.

MOLIÈRE, *Bourgeois Gentilhomme*, a. III, sc. ix, jusqu'à : « ... tous les défauts que tu peux voir en elle ».

Composition française.

Caractères communs des « chronicle-plays ».

Rédaction anglaise.

The influence of the French language on English Grammar.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DES JEUNES FILLES.

Psychologie, pédagogie.

Comment comprenez-vous cette affirmation de Berthelot : « Celui qui abaisse son idéal ne tarde pas à perdre le génie nécessaire pour le poursuivre ? »

Littérature.

L'école des Parnassiens au xix^e siècle. En étudiant l'un d'entre eux à votre choix, dites quelles ont été ses tendances et son influence sur notre poésie.

Psychologie, pédagogie.

Appréciez cette pensée de Tolstoï : « Le soleil ne donne la vie qu'à ceux en qui elle a déjà germé. »

Littérature.

L'imagination dans Théophile Gautier et dans Sully-Prudhomme.

Morale, pédagogie.

Spinoza disait que : « L'intelligence est l'âme de la liberté. » Appréciez cette théorie.

Littérature.

Etudiez le moraliste et le réformateur politique de Montesquieu et montrez l'étroite union qui existe entre les deux.

Psychologie.

L'un des plus grands dangers de l'éducation féminine, pour M^{me} de Maintenon, était de former « des discoureuses, présomptueuses, curieuses, hardies et vaines de leur esprit ».

Par ce que vous connaissez de l'Institut Royal de Saint-Cyr et du caractère féminin, expliquez ce jugement.

Littérature.

M^{me} de Staël prétendait que « voyager est, quoi qu'on en dise, un des plus tristes plaisirs de la vie... » Comment vous expliquez-vous cette opinion ? Êtes-vous de son avis ?

Morale.

Comment comprenez-vous la maxime stoïcienne : « Abstiens-toi et supporte ? » Croyez-vous qu'elle vous prêche l'apathie et la lâcheté ?

Littérature.

Avez-vous la curiosité de lire un peu pendant les vacances, en dehors de tout travail scolaire obligatoire ? Quels livres ? Quelle impression avez-vous reçue de votre lecture ?

Morale.

« Celui qui se fait ver peut-il se plaindre d'être écrasé ? » disait Kant. Montrez comment l'esclavage moral a toujours été le lot inévitable des faibles et des lâches ?

Psychologie.

Un spirituel moraliste disait : « Chacun veut avoir un ami ; mais on ne s'occupe guère d'en être un. » Est-ce vrai ?

Littérature.

Les pères dans les tragédies de Racine et particulièrement dans *Iphigénie* et *Mithridate*.

Psychologie.

Appréciez cette boutade d'A. Karr : « Chaque homme a trois caractères : celui qu'il montre, celui qu'il a et celui qu'il croit avoir. »

Littérature.

Dire, d'après la tragédie des *Perses*, l'idée que vous vous faites du patriotisme athénien.

Morale.

Développez cette pensée de Vauvenargues : « Ce n'est point un grand avantage d'avoir l'esprit vif, si on ne l'a juste ; la perfection d'une pendule n'est pas d'aller vite, mais d'être réglée. »

Littérature.

Faites le bilan de l'année qui finit ; dites ce qu'elle vous a apporté en bien et en mal, tant au point de vue de votre propre nature que de votre vie extérieure, et cherchez à déterminer la part de responsabilité qui vous revient dans ce bien et dans ce mal.

Le gérant : E. FROMANTIN.

POITIERS. — SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE

REVUE HEBDOMADAIRE
DES
COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

La vie et les œuvres de Molière.

Cours de M. ABEL LEFRANC,

Professeur au Collège de France.

Le « Bourgeois Gentilhomme » (suite).

Dans une de nos précédentes leçons, où nous parlions de la place que tiennent parfois les éléments réels dans l'œuvre littéraire, je donnais l'exemple de Barbey d'Aurevilly. Dans son roman de l'*Ensorcelée*, j'avais relevé plusieurs inexactitudes topographiques : pour avoir moi-même parcouru récemment la Normandie, je m'étais rendu compte que la fameuse description de la lande de Lessay était fausse sur plusieurs points. Déformation bien singulière de la réalité, car Barbey parlait là de son pays, qu'il connaissait aussi bien qu'il l'aimait ; et, d'ailleurs, Barbey habituellement est exact. Je viens d'avoir, ces jours derniers, le mot de l'énigme : il m'a été donné par la correspondance de Barbey avec Trébutien, (2 vol. chez Blaisot). On y peut voir trois ou quatre lettres relatives à la description de la lande de Lessay. Barbey y avoue qu'il ne connaît point cette lande et il charge Trébutien de la lui décrire par lettre. Trébutien, sans doute, ne lui donna que des détails insuffisants ; ou peut-être furent-ils mal interprétés par l'auteur de l'*Ensorcelée*. Quoi qu'il en soit, ce qu'il ne faut jamais oublier, c'est l'infériorité matérielle de tous les auteurs d'autrefois vis-à-vis de nous. Aujourd'hui, nous avons pour toutes les contrées de la France des cartes fort bien faites ; les chemins de fer, les automobiles, rendent faciles des excursions

qui jadis étaient fort pénibles. L'ignorance, donc, de Barbey est beaucoup plus excusable qu'elle ne le serait maintenant. On ne saurait trop croire combien ces facteurs matériels intéressent la composition littéraire.

Je me permettrai, si vous le voulez bien, une autre digression. Vous savez que l'on vient de reprendre aux Français la *Parisienne*, la pièce d'Henri Becque. Elle date de 1885 ; mais toute la critique contemporaine a jugé qu'elle n'était pas le moins du monde démodée, que, loin de là, elle était exempte de toute caducité. A vrai dire, « elle doit cette miraculeuse jeunesse, écrit M. Brisson dans le *Temps*, à ce don mystérieux que Becque a défini, en analysant, dans une conférence sur l'*Ecole des Femmes*, les procédés de Molière :

« Molière jette sur la scène des caractères, et ce sont des caractères qui s'expliquent eux-mêmes devant vous. Comment ? En vivant... Molière n'est pas un philosophe : le philosophe, c'est Descartes ; Molière n'est pas un penseur : le penseur, c'est Pascal ; Molière n'est pas un démolisseur, comme Voltaire, ni un réformateur, comme Rousseau. Qu'est-ce donc que Molière ? C'est un auteur dramatique ; c'est un homme dont l'instinct, dont le génie, dont la fonction est de représenter ses semblables. Ne lui demandez pas des idées ; les idées, il ne les voit qu'à travers les caractères, au moment où elles deviennent excessives et où il va les ridiculiser. Ne lui demandez pas une leçon de morale. Ne lui demandez pas un conseil pratique : il sait très bien qu'il ne corrigera pas des gens qui ont existé de tout temps et existeront toujours. Sa besogne, à lui, est de leur donner une seconde vie, la vie littéraire. Sa besogne est de fixer dans le monde de l'art des caractères qui, sans lui, resteraient disséminés et épars dans la nature. » Et M. Brisson établit un parallèle entre l'*Ecole des Femmes* et la *Parisienne* : même simplicité dans le sujet ; même caractère de femme, pratique, bourgeoise, conjugale, sensée, un peu vicieuse. Puis le critique du *Temps* se demande, à propos de la pièce de Becque : « Se maintiendra-t-elle au répertoire de la Comédie ? Je ne sais. Elle est belle, mais pénible, empreinte d'une ironie corrosive, analogue à celle qui s'exhale de *Georges Dandin*. Or il est à remarquer que ce chef-d'œuvre n'a jamais pu s'imposer d'une façon durable aux applaudissements de la foule... Que voulez-vous ? Le spectacle continu de la laideur lui répugne. Elle sent qu'on lui donne des raisons d'aimer et non de haïr la vie. Molière connaissait ce besoin d'optimisme : il le contentait ; dans la *Parisienne*, il n'y a pas une lueur d'espérance, pas un rayon de soleil. »

Voilà donc exprimée, une fois de plus, cette tendance pessimiste que nous avons rencontrée partout dans la littérature moderne. Mais ce pessimisme, qui est au fond de la *Parisienne* comme de tant d'autres œuvres, à la fin, nous révolte. Nous sentons bien qu'il y a en nous des instincts plus hauts, plus relevés, plus désintéressés, des instincts de délicatesse et de noblesse. Pourquoi sommes-nous alors si profondément pessimistes ? C'est que nous sommes devenus des esprits trop clairvoyants, trop critiques ; nous découvrons toutes les imperfections de la vie et toutes les laideurs de l'humanité. Nous souffrons de ce regard trop averti et trop aigu que nous jetons sur les choses.

Vous vous souvenez que, il y a huit jours, après une petite digression sur l'*Avare*, nous avons abordé l'étude du *Bourgeois Gentilhomme*. Nous avons vu quel avait été le point de départ de la composition : la cérémonie turque ; nous avons rapporté les faits historiques qui avaient mis les turqueries à la mode. Nous avons ensuite porté un jugement sur l'œuvre, où l'on discerne du comique de mœurs avec une satire sociale, mêlé à une farce et s'élevant par moment jusqu'à la comédie de caractère.

M. Jourdain nous est apparu : 1° comme le bourgeois vaniteux qui veut sortir de sa classe ; 2° comme le bourgeois exploité par le noble peu scrupuleux, personnage qui confine à la folie, qui nous offre presque un exemple de ces substitutions de personnalités qu'ont décrites des aliénistes modernes. Puis nous avons passé à l'examen de la pièce elle-même.

Lorsque, à la fin du premier acte, le maître de musique annonce un musicien et une musicienne et dit :

— « Il faut vous figurer qu'ils sont habillés en bergers », M. Jourdain s'écrie :

— « Pourquoi toujours des bergers ? On ne voit que cela partout. »

A quoi le maître à danser répond :

— « Lorsqu'on a des personnes à faire parler en musique, il faut bien que, pour la vraisemblance, on donne dans la bergerie. Le chant a été de tout temps affecté aux bergers ; et il n'est guère naturel en dialogue que des princes ou des bourgeois chantent leurs passions. »

L'ironie de Molière s'exerce, ici, contre ces abus vraiment excessifs de la bergerie au xvii^e siècle.

L'acte deuxième est analogue au premier. L'exposition continue. Le maître de musique ayant dit que les gens de qualité ont un concert tous les mercredis ou tous les jeudis, M. Jourdain en aura un ; mais il veut qu'il y entre une trompette marine,

c'est-à-dire, ne nous y trompons pas, un instrument monocorde, une sorte de grande mandoline, d'une extrême monotonie. Tout aussi ridicule est M. Jourdain, lorsqu'il s'écrie :

— « Ah ! les menuets sont ma danse, et je veux que vous me les voyiez danser. Allons, mon maître. »

Car le menuet est la danse qui demande le plus de grâce naturelle. Puis le Bourgeois s'essaie à faire une révérence pour saluer une marquise. L'ironie de Molière se prend là à quelque chose de réel : il existait alors des codes de la civilité, où les plus petites démonstrations de politesse étaient minutieusement traitées. Ainsi je lis dans un petit traité de 1672, intitulé *Nouveau traité de la civilité qui se pratique en France parmi les honnêtes gens* : « S'il s'agit de saluer une personne de qualité comme venant de la campagne, il faut le faire en se courbant humblement, ôtant son gant et portant la main jusqu'à terre ; mais, surtout, il faut faire ce salut sans précipitation ni embarras, ne se relevant que doucement, de peur que la personne que l'on salue venant aussi à s'incliner, et peut-être par honnêteté à embrasser celui qui le salue, on ne lui donne quelque coup de tête...

« Que si c'est une dame de haute qualité, il faut par respect ne la pas baiser, si elle-même par honnêteté ne tend la joue ; et, alors même, il faut seulement faire semblant de la baiser et approcher le visage de ses coiffes ; et, de quelque façon qu'on la salue, soit qu'on la baise ou non, il faut que toutes les révérences se fassent avec de très profondes inclinations de corps. »

A la scène 2, survient le maître d'armes, qui donne à M. Jourdain une leçon d'escrime et fait la théorie de son art. La bassesse d'âme, la vilénie foncière du Bourgeois, se révèlent à ce mot :

« De cette façon donc un homme, sans avoir du cœur, est sûr de tuer son homme et de n'être point tué ?

LE MAÎTRE D'ARMES.

« Sans doute. N'en vîtes-vous pas la démonstration ?

MONSIEUR JOURDAIN.

« Oui. »

Cette fois, c'est son immense crédulité qu'il laisse voir.

Une discussion très vive s'engage aussitôt entre le maître d'armes et le maître à danser. Ils en viennent aux injures et aux violences. Là-dessus arrive le maître de philosophie.

— « Holà ! s'écrie M. Jourdain, Monsieur le philosophe, vous

arrivez tout à propos avec votre philosophie. Venez un peu mettre la paix entre ces personnes-ci. »

Le philosophe donne ses conseils, empreints d'une admirable sagesse. Cette scène immortelle est à rapprocher de celles des médecins. Le scepticisme serait bien évident chez Molière si l'on ne tenait compte du grossissement scénique.

Les trois maîtres se ruent sur le philosophe, le chargent de coups et sortent en se battant. Celui-ci revient en scène : il a oublié toute la modération et la patience, dont il donnait de si admirables leçons il n'y a qu'un instant. Quelle vérité puissante d'une application universelle ! C'est par ces côtés profondément humains que Molière, comme La Fontaine, sera toujours jeune.

L'éducation de M. Jourdain va commencer. Il ne veut point apprendre la logique, car les mots en sont rébarbatifs ; ni la morale, car elle traite de la félicité et enseigne aux hommes à modérer leurs passions : « Non, laissons cela, dit le Bourgeois, je suis bilieux comme tous les diables, et il n'y a morale qui tienne ; je veux me mettre en colère tout mon saoul, quand il m'en prend envie. » Dans la physique, il y a « trop de tintamarre, trop de brouillamini ».

LE MAÎTRE DE PHILOSOPHIE.

« Que voulez-vous donc que je vous apprenne ?

MONSIEUR JOURDAIN.

« Apprenez-moi l'orthographe... Après, vous m'apprendrez l'almanach, pour savoir quand il y a de la lune et quand il n'y en a point. »

Puis vient le fameux épisode des lettres, des voyelles et des consonnes, de la prose, du billet d'amour à la belle marquise.

A propos de cette scène, on a émis l'hypothèse que Molière aurait voulu représenter, dans la personne du philosophe, le physicien Rohault : c'est Grimarest qui est l'auteur de cette supposition, qui est, d'ailleurs, tout à fait fausse. Rohault était l'ami intime de Molière, et jamais ce dernier n'aurait songé à le ridiculiser sur la scène.

Quant à la leçon de grammaire, le *Moliériste* (I, p. 281) signale que la théorie du philosophe est fidèlement reproduite dans un ouvrage de 1687, dont l'auteur est Jean Hindret. Mais ce qu'il y a de curieux, c'est que l'auteur prévoit que l'on pourra comparer son livre à la scène du *Bourgeois Gentilhomme*, et il essaie de se garder

de ce ridicule : « Il est vrai que Molière, qui a trouvé l'art de tourner en ridicule les choses les plus sérieuses, en a fait une scène même assez plaisante dans le *Bourgeois Gentilhomme*. Il est vrai encore que les Français nés dans le cœur du royaume, accoutumés dès leur nourrice à bien articuler naturellement les lettres, semblent n'avoir aucun besoin de ces leçons ; mais, comme nous avons dessein d'approfondir cette matière et de la rendre sensible, même aux étrangers, je ne sais point de moyen plus prompt pour leur apprendre à bien prononcer le français que celui dont ils se servent eux-mêmes pour apprendre aux Français à bien prononcer les langues étrangères... Ainsi vous ne devez non plus abandonner cette pratique parce que Molière l'a tournée en ridicule, que les malades doivent abandonner les médecins parce que ce même auteur comique a joué la médecine avec applaudissements dans plusieurs de ses pièces. »

Dans un article paru dans la *Revue internationale de l'Enseignement* de 1904, M. Gazier pense que Molière a utilisé, pour cette scène de sa comédie, ses souvenirs d'écolier, du temps où il fréquentait le collège Louis-le-Grand. C'est aller, pensons-nous, un peu loin. Rien n'autorise à voir ici des impressions personnelles de Molière, recueillies du temps de sa jeunesse. Ajoutons, d'ailleurs, qu'il n'a pas appris à lire au collège Louis-le-Grand.

M. Jourdain, à la fin de la scène, s'empporte contre le tailleur en retard et se répand en imprécations.

Aussitôt après, il a son revirement célèbre ; le tailleur entre : « J'allais me mettre en colère contre vous. » Nous connaissons tous cela.

Le Bourgeois se révolte contre les affirmations du tailleur sur ses bas de soie et sur ses souliers déjà livrés. Mais sa crédulité ne tarde pas à reparaitre sur ce qui est de convention : il accepte très bien ce que lui dit son tailleur, à savoir que les personnes de qualité portent les fleurs de leur habit en bas. Que de justesse et de naturel dans tous ces propos de M. Jourdain !

Des garçons tailleurs entrent ; ils lui enlèvent ses vêtements d'exercice et lui mettent son habit neuf. M. Jourdain se promène entre eux, « le tout à la cadence de toute la symphonie ».

L'acte se termine par la scène bien connue, construite en *crescendo*, et où M. Jourdain, à qui l'on donne du gentilhomme, vide toute sa bourse dans les mains du garçon tailleur.

Quand commence l'acte III, l'action n'est pas encore engagée. Il y a là, vous vous en souvenez, une analogie avec le *Tartuffe*. Enfin, nous allons faire connaissance avec la famille de M. Jourdain. Il est dans son nouveau costume et s'apprête à sortir, lors-

qu'arrive Nicole la servante ; elle est prise d'un rire inextinguible devant l'accoutrement de son maître. Et nous apprenons finalement que la maison est envahie « par des compagnies », qui y font beaucoup de désordre.

M^{me} Jourdain arrive ; elle s'indigne de voir son mari harnaché de la sorte ; car elle a au plus haut point ce qui manque totalement à celui-ci, du bon sens et du jugement. Femme sensée, que rien n'égare, elle est un type admirable qui fait songer à la femme de César Birotteau, type si fréquent chez les Françaises : c'est la femme de claire intelligence, de promptة décision, de volonté ferme, qui sait conduire au besoin une maison de commerce ou une entreprise industrielle avec l'habileté et l'énergie d'un homme. Elle est scandalisée de la vie nouvelle de son mari.

Nicole se joint à elle, et M. Jourdain doit subir leur double assaut. Les reproches et les critiques alternent, venant de l'une et de l'autre : ce sont ces prodigalités, ces prétentions à la noblesse, la maison bouleversée.

Le Bourgeois fait une diversion comique. Il y a là une trouvaille de génie. M^{me} Jourdain et Nicole apprennent toutes deux que, depuis leur naissance, elles font de la prose sans le savoir !

Puis M. Jourdain se bat au fleuret avec Nicole et, du premier coup, il perd pied. Il y a là, partout, une formidable ironie, telle que l'on n'en trouve une semblable que dans l'*Eloge de la Folie*, dans Rabelais et dans les contes de Voltaire. Jamais les inconsciences des hommes n'ont été dégagées avec plus de puissance et de simplicité.

Une querelle de ménage s'élève à propos du comte Dorante :

M. JOURDAIN.

« Lorsque je hante la noblesse, je fais paraître mon jugement et cela est plus beau que de hanter notre bourgeoisie.

M^{me} JOURDAIN.

« Ça non, vraiment ! Il y a fort à gagner à fréquenter vos nobles et vous avez bien opéré avec ce beau M. le comte, dont vous vous êtes embéguiné.

M. JOURDAIN.

« ... C'est une personne d'importance, plus que vous ne pensez, un seigneur que l'on considère à la cour et qui parle au roi tout comme je vous parle. »

M. Jourdain laisse, encore une fois, paraître sa crédulité inépuisable : il croit à l'honnêteté de Dorante.

Scène 4. — Ce dernier paraît en scène, et Molière, après avoir fait la satire de la noblesse campagnarde, va nous faire la satire de la noblesse de cour.

DORANTE.

« Mon cher ami, Monsieur Jourdain, comment vous portez-vous ? »

Mais M^{me} Jourdain lui fait un accueil fort rogue. Toute la scène est très exacte, très véritable : une psychologie profonde se discerne au milieu des bouffonneries. M. Jourdain et Dorante font leur compte.

DORANTE.

« Je veux sortir d'affaire avec vous : et je viens ici pour faire nos comptes ensemble. »

M. Jourdain rappelle tout ce qui lui est dû :

DORANTE.

« Tout cela est véritable. Qu'est-ce que cela fait ?

M. JOURDAIN.

« Somme totale, quinze mille huit cents livres. »

DORANTE.

« Somme totale est juste. Quinze mille huit cents livres. Mettez encore deux cents pistoles, que vous m'allez donner : cela fera justement dix-huit mille francs, que je vous paierai au premier jour. »

Il s'ensuit une altercation entre le mari et la femme ; et M. Jourdain fait encore entendre son *leit-motiv* :

« Voulez-vous que je refuse un homme de cette condition-là, qui a parlé de moi ce matin dans la chambre du Roi ?

M^{me} JOURDAIN.

« Allez, vous êtes une vraie dupe. »

A la scène suivante, il y a un entretien très vif entre Dorante et M^{me} Jourdain.

A la scène 6, son mari apporte au comte les deux cents louis. Dorante lui annonce qu'il a remis à la « belle marquise » le diamant que le Bourgeois l'avait chargé de lui offrir, et que Dorimène, cette belle marquise, viendra assister au repas et au ballet, pendant que M^{me} Jourdain ira dîner chez la sœur de son mari, ce qui est une invraisemblance assez forte.

Il y avait quelque témérité de la part de Molière à mettre sur le théâtre ce personnage du comte et de la marquise, à risquer cette perpétuelle évocation de Dorante parlant au roi, à fustiger ainsi publiquement la noblesse de cour. C'est que Dorante et Dorimène sont un vrai comte et une vraie marquise : l'un et l'autre, sans qu'il reste de doute, sont des gens du monde, des gens de cour. Dans *Turcaret*, les nobles qui paraîtront ne seront que des aventuriers. Molière, dans le *Bourgeois Gentilhomme*, est plus audacieux que Le Sage. Et c'est un bel éloge pour notre grand comique, qu'il n'ait jamais flatté le Roi ni les courtisans, qu'il ait toujours su réserver la dignité et l'indépendance de sa vie.

Nicole a deviné quelque chose de ce qui va se passer ; elle avertit M^{me} Jourdain, qui nous apprend qu'elle veut marier sa fille et qui envoie chercher Cléonte.

La scène 8 est, au milieu du III^e acte, une scène de dépit amoureux, qui n'est préparée par rien ; car, il faut le remarquer, dans cette comédie singulière, rien n'est préparé : on la dirait composée de plusieurs morceaux soudés tant bien que mal pour la circonstance. Et cependant elle produit une impression prodigieuse.

Nous apprenons que Lucile est aimée de Cléonte. Celui-ci se désespère (sc. 9) : il est resté deux jours sans voir Lucile ; il l'accuse de le fuir avec mépris, il exprime la jalousie que lui donne l'assiduité du comte auprès d'elle. La scène se termine par l'éloge célèbre de celle qu'il aime : ce beau portrait est probablement celui d'Armande Béjart, la séduisante actrice, femme de Molière.

Scène 10. — L'explication a lieu, et aussi le raccommodement. Cette fois, les deux scènes du *Dépit amoureux* sont ramenées à une seule. Au lieu de duos successifs, on a un quatuor. Nicole répétant ce qu'a dit Lucile, comme Covielle ce qu'a dit Cléonte, leurs paroles s'entrelacent exactement à la manière des morceaux lyriques dans lesquels quatre personnes dialoguent entre elles. Ajoutons à cela que les mouvements, les changements d'humeur et de résolution des deux hommes sont répétés par les deux femmes, et réciproquement ; c'est-à-dire que l'un de ces deux couples tient rigueur quand l'autre supplie, et que ce der-

nier tient rigueur à son tour lorsque le premier s'adoucit : d'où résultent, sur le théâtre même, plusieurs marches et contre-marches, qu'on croirait avoir été dessinées par un maître de ballet.

M^{me} Jourdain l'ayant prescrit à Cléonte, celui-ci fait sa demande à M. Jourdain, pour obtenir la main de sa fille.

M. JOURDAIN.

« Avant que de vous rendre réponse, Monsieur, je vous prie de me dire si vous êtes gentilhomme.

CLÉONTE.

« Monsieur, la plupart des gens, sur cette question, n'hésitent pas beaucoup. On tranche le mot aisément. Ce nom ne fait aucun scrupule à prendre; et l'usage aujourd'hui semble en autoriser le vol. Pour moi, je vous l'avoue, j'ai les sentiments sur cette matière un peu plus délicate. Je trouve que toute imposture est indigne d'un honnête homme et qu'il y a de la lâcheté à déguiser ce que le Ciel nous a fait naître ; à se parer aux yeux du monde d'un titre dérobé ; à se vouloir donner pour ce qu'on n'est pas... et je vous dirai franchement que je ne suis point gentilhomme. »

Quelle dignité, quelle franchise bien française ! C'est la moelle de notre race !

M. JOURDAIN.

« Touchez là, Monsieur. Ma fille n'est pas pour vous. »

Nicole et M^{me} Jourdain tentent de faire revenir le Bourgeois sur sa décision ; c'est alors que Nicole a ce mot satirique contre la noblesse :

« Nous avons le fils du gentilhomme de notre village qui est le plus grand malitorne et le plus sot dadais que j'aie jamais vu. »

La scène 13 nous fait assister aux reproches de Covielle à Cléonte :

« Ne voyez-vous pas qu'il est fou et vous coûtait-il quelque chose de vous accommoder à ses chimères ? »

C'est alors que la mascarade est projetée. M. Jourdain est décidément trop bête. Tout est justifié par avance de ce que l'on emploiera pour triompher de sa sottise.

Après une brève scène où M. Jourdain affirme une fois de plus ses prétentions : — « Ils n'ont rien que les grands seigneurs à me reprocher, et moi je ne vois rien de si beau que de hanter les grands seigneurs... » — Dorimène arrive avec Dorante; elle est

en contraste absolu avec M^{me} Jourdain, mais tout aussi vraie que celle-ci : c'est une veuve, de moralité indécise, qui appartient à toutes les époques.

L'histoire de la passion de Dorante pour Dorimène, dans la bouche de celle-ci, est un joli morceau de psychologie. Sur ces entrefaites, M. Jourdain arrive ; révérences, compliments :

DORANTE (*bas à Dorimène*).

« C'est un bon bourgeois assez ridicule, comme vous voyez, dans toutes ses manières. »

Mais il ne faut point que la marquise parle du diamant ; car Dorante, en le lui donnant, n'a point nommé M. Jourdain, et Dorimène croit que c'est un cadeau que, gracieusement, lui a fait le comte. — On trouve une situation analogue dans la *Farce du gros Guillaume et de Turlupin* (Frères Parfait, *Histoire du Théâtre français*, IV, 260-263). Turlupin, à qui Horace a remis une chaîne pour Florentine et Florentine un anneau pour Horace, garde l'un et l'autre objet. Turlupin recommande bien à Horace de ne point parler de la chaîne à Florentine ; car il aurait l'air de lui reprocher ce qu'il lui donne. Turlupin recommande à Florentine de ne point parler de l'anneau à Horace, par discrétion. C'est un bon tour de fripon, que le comte Dorante ne dédaigne pas de s'approprier.

A l'acte IV, Dorante, Dorimène et M. Jourdain se mettent à table. Dorante, comme il le dit, fait les honneurs de la maison. Au début de la scène, nous entendons la description d'un repas idéal, organisé par un gourmet à la mode ; puis, après l'incident du diamant, nous entendons deux chansons à boire, chantées par les musiciens.

Comme M. Jourdain, très entreprenant, s'efforce de séduire la marquise, coup de théâtre : M^{me} Jourdain survient.

Dorante, alors, prend tout sur lui. Il régale Dorimène dans la maison de son ami. Mais M^{me} Jourdain ne se laisse pas tromper et fait entendre des plaintes touchantes ; il y a de l'âme dans tout cela :

DORANTE.

« Prenez, Madame Jourdain, prenez de meilleures lunettes.

M^{me} JOURDAIN.

« Je n'ai que faire de lunettes, Monsieur, et je vois assez clair ; il y a longtemps que je sens les choses et je ne suis pas une bête. Cela est fort vilain à vous, pour un grand seigneur, de prêter la

main, comme vous faites, aux sottises de mon mari. Et vous, Madame, pour une grande dame, cela n'est ni beau, ni honnête à vous, de mettre la dissension dans un ménage et de souffrir que mon mari soit amoureux de vous. »

M. Jourdain intervient avec violence :

« Vous me venez faire des affronts devant tout le monde et vous chassez de chez moi des personnes de qualité.

M^{me} JOURDAIN.

« Je me moque de leur qualité.

M. JOURDAIN.

« Je ne sais qui me tient, maudite, que je ne vous fende la tête avec les pièces du repas que vous êtes venue troubler. »

On ôte la table, et M^{me} Jourdain sort sur ces mots :

« Je me moque de cela. Ce sont mes droits que je défends, et j'aurai pour moi toutes les femmes. »

La scène se termine par les regrets de M. Jourdain, qui ne s'était jamais senti tant d'esprit.

A la scène 3, arrive Covielle déguisé : c'est le même thème que dans *Pourceaugnac*. D'ailleurs, il y a une similitude dans la conception générale de chacune de ces deux pièces. La cérémonie turque est le pendant de la consultation. Covielle a connu, soi-disant, le père de M. Jourdain :

« C'était un fort honnête gentilhomme.

M. JOURDAIN.

« Comment dites-vous ?

COVIELLE.

« Je dis que c'était un fort honnête gentilhomme...

M. JOURDAIN.

« Il y a de sottes gens qui me veulent dire qu'il a été marchand.

COVIELLE.

« Lui, marchand ! C'est pure médisance : il ne l'a jamais été. Tout ce qu'il faisait, c'est qu'il était fort obligeant, fort officieux ; et, comme il se connaissait fort bien en étoffes, il en allait choisir

de tous les côtés, les faisait apporter chez lui et en donnait à ses amis pour de l'argent. »

Toute cette seconde partie de l'acte IV offre une grande ressemblance avec *Francion*, le roman de Sorel; nous y voyons, en effet, le pédant Hortensius ayant un amour ridicule pour Frémonde. Introduit chez elle par Francion, il fait des compliments et des discours hyperboliques, comme ceux du Bourgeois. Il y a chez Hortensius une collation, qui est le pendant du dîner que nous venons de voir. Il y a aussi, dans le même roman, le pendant de la mascarade. En effet, le pédant Hortensius est fait roi de Pologne, de la même façon que M. Jourdain est fait Mamamouchi.

Ce n'est pas là une simple rencontre, étant données toutes les autres ressemblances avec Sorel. Mesnard a tort de douter de ces emprunts, en disant : « Peut-être Molière s'est-il souvenu de *Francion*, peut-être n'avons-nous affaire qu'à une rencontre, dont il n'y aurait pas lieu de s'étonner. De telles mystifications ont pu être imaginées plus d'une fois. L'invention n'en est pas d'un mérite assez rare pour donner lieu à une réclamation de droits d'auteur. » Molière, nous pouvons l'affirmer, s'est servi de Sorel. « Les contemporains, dit Roy, n'en doutaient pas : au lendemain de la représentation du *Bourgeois Gentilhomme*, ce roman de *Francion* eut un regain de réputation, et le graveur populaire Laigniet se hâta de mettre en vente une suite d'estampes représentant le couronnement d'Hortensius. La dernière porte cette mention : « Le livre de *Francion* vous en dira davantage. »

*
* *

Avant de continuer l'analyse du *Bourgeois Gentilhomme*, je voudrais insister sur quelques points particuliers et fort curieux.

Au III^e acte, M^{me} Jourdain dit, en s'adressant à son mari pour le détourner de donner sa fille à un comte : « Ses deux grands-pères vendaient du drap auprès de la porte Saint-Innocent. » Or, en réalité, il n'y a jamais eu de porte Saint-Innocent; on est tombé d'accord pour penser qu'il s'agissait là du cimetière des Saints-Innocents, qui se trouvait dans le quartier des Halles. Molière est un enfant de ce quartier, qui était peuplé de commerçants. Nous avons là un souvenir d'enfance de notre grand comique.

J'ai cité plus haut une opinion de M. Gazier sur la source de la leçon de grammaire du *Bourgeois Gentilhomme*. Pour M. Gazier, Molière, en écrivant cette scène immortelle, se serait souvenu d'un de ses anciens professeurs au collège de Clermont. Nous

avons écarté cette opinion : il y a un autre texte, dont Molière plus certainement a voulu faire la critique ; il s'agit d'un petit ouvrage de De Cordemoy paru en 1668, chez Florentin Lambert, et intitulé *Discours physique de la parole*. A la page 70 de ce petit traité, nous lisons ce qui suit :

« Si on ouvre la bouche autant qu'on la peut ouvrir en criant, on ne saurait former qu'une voix en A. Et, à cause de cela, le caractère qui dans l'écriture désigne cette voix ou terminaison de son est appelé A.

« Que si l'on ouvre un peu moins la bouche, en avançant la mâchoire d'en bas vers celle d'en haut, on formera une autre voix terminée en E.

« Et si l'on approche encore un peu davantage les mâchoires l'une de l'autre, sans toutefois que les dents se touchent, on formera une troisième voix en I.

« Mais si, au contraire, on vient à ouvrir les mâchoires et à rapprocher en même temps les lèvres par les deux coins, le haut et le bas, sans néanmoins les fermer tout à fait, on formera une voix en D.

« Enfin, si on rapproche les dents sans les joindre entièrement, et si, au même instant, on allonge les deux lèvres en les rapprochant sans les joindre tout à fait, on formera une voix en U. »

Comme ce livre est très prétentieux, que les notions les plus simples y sont présentées comme de véritables découvertes, il est tout naturel de penser que la satire de Molière soit allée avec plaisir se prendre à lui.

Quant aux repas, aux réceptions, aux fêtes pendant le xvii^e siècle, il peut être intéressant de recourir aussi aux traités spéciaux. Je vous en recommanderai un spécialement : il donne des détails précieux sur la tenue d'une maison, la façon de recevoir, les recettes culinaires. Il est de 1674 et a paru chez Léonard, sous ce titre : *L'art de bien traiter. Ouvrage nouveau, curieux et fort galant, utile à toutes personnes et conditions*, etc. L'auteur entre dans les détails les plus menus et ne dédaigne pas les moindres prescriptions. Si c'est en été, par exemple, que l'on donne un dîner, « dans un poste le plus commode et le plus éclairé, dit l'auteur, on posera une table qui sera toujours plus longue que large, ce que l'on nomme vulgairement le buffet, sur laquelle ayant déployé et étendu une grande nappe qui la couvre de toutes parts, et qui se répande même jusque sur le plancher, vous mettrez au moins deux bassins d'argent ovales ou ronds, deux aiguières, un sucrier et un vinaigrier, deux piles d'assiettes aux deux bouts, et, sur la dernière de chacune pile, on laissera

deux serviettes fort proprement ployées en cas de survenants, outre lesquelles il y en aura deux autres encore destinées à essuyer les mains, et icelles posées sur les aiguères, dans la distance des bassins, et de leurs espaces, on rangera les verres bien rincés et quelque peu d'eau que l'on y laissera pour en entretenir la fraîcheur et la netteté ; pour une plus grande politesse, il sera mieux de les renverser sur des grandes soucoupes d'argent ou de cristal, car, en matière de buffet, tout doit être, si faire se peut, d'argent, à l'exception si vous voulez des assiettes, etc... »

Ce livre est très amusant : il commence par une préface satirique, où l'auteur flagelle certains modes de réceptions et certaines doctrines culinaires. Il renferme des pages très attrayantes sur les collations, les parties de campagne. Grâce à lui, nous savons comment étaient réglés les dîners et les cérémonies mondaines que nous admirons dans les tableaux de Watteau. Et je crois qu'on peut noter, à ce propos, un phénomène très remarquable, c'est qu'au fond, depuis le xvii^e siècle, il s'est produit un grand changement : la cuisine ne tient presque plus de place dans nos préoccupations ; nous mangeons n'importe quoi. Il n'y a plus de règles rigoureuses pour nos repas ; nos pères étaient beaucoup plus difficiles que nous pour les grands dîners. Et, de même, la littérature a cessé de prêter attention aux secrets de la cuisine ou aux lois de la table.

J'ai reçu, depuis ma dernière conférence, une lettre de M. Monval, l'éminent moliériste, qui m'indique une source jusqu'alors ignorée de la scène douzième du troisième acte du *Bourgeois*. Vous vous souvenez que M^{me} Jourdain dit à son mari, à propos du mariage de leur fille :

« Les alliances avec plus grand que soi sont sujettes toujours à de fâcheux inconvénients. Je ne veux point qu'un gendre puisse à ma fille reprocher ses parents et qu'elle ait des enfants qui aient honte de m'appeler leur grand'maman. S'il fallait qu'elle me vînt visiter en équipage de grand'dame et qu'elle manquât par mégarde à saluer quelqu'un du quartier, on ne manquerait pas aussitôt de dire cent sottises. « Voyez-vous, dirait-on, cette Madame la Marquise qui fait tant la glorieuse ? C'est la fille de M. Jourdain, qui était trop heureuse, étant petite, de jouer à la Madame avec nous : elle n'a pas toujours été si relevée que la voilà ; et ses deux grands-pères vendaient du drap auprès de la porte Saint-Innocent. Ils ont amassé du bien à leurs enfants, qu'ils payent maintenant, peut-être, bien cher en l'autre monde, et l'on ne devient guère si riches à être honnêtes gens. » Je ne

veux point de ces caquets et je veux un homme, en un mot, qui m'ait obligation de ma fille, et à qui je puisse dire : « Mettez-vous là, mon gendre, et dînez avec moi. »

MONSIEUR JOURDAIN.

« Voilà bien les sentiments d'un petit esprit, de vouloir demeurer toujours dans la bassesse. Ne me répliquez pas davantage : ma fille sera marquise en dépit de tout le monde ; et, si vous me mettez en colère, je la ferai duchesse. »

Eh ! bien, cette scène, dans sa substance, est empruntée à une comédie antérieure. Vous vous souvenez, sans doute, du chapitre v de la deuxième partie du *Don Quichotte* de Cervantès. Sancho s'entretient avec sa femme Thérèse du futur mariage de leur fille. Thérèse dit à son mari :

« Je commence à soupçonner que votre fille ne désire pas moins d'avoir un mari que vous de trouver votre gouvernement ; et, au bout du compte, mieux vaut encore voir sa fille avec un mauvais mari qu'avec un bon amoureux. — Sur ma foi, répondit Sancho, si Dieu m'envoie quelque chose qui ressemble à un gouvernement, je veux, ma femme, marier notre Marie Sancho en si haut lieu, qu'on ne puisse atteindre jusqu'à elle à moins de l'appeler Votre Seigneurie. — Oh ! pour cela non, Sancho, répondit Thérèse ; mariez-la avec son égal, c'est le plus sûr. Si vous la faites passer des sabots aux escarpins, de la jaquette de laine brune aux vertugadins et aux robes de soie ; si, d'une Mariette qu'on tutoie, vous faites une belle dame qu'on traite de doña et de seigneurie, la pauvre enfant ne s'y reconnaîtra plus, et, à chaque pas, elle fera mille sottises qui montreront la trame de sa toile grossière... Non, je ne veux pas donner à jaser à ceux qui me verraient passer vêtue en comtesse ou en femme de gouverneur ; ils diraient tout de suite : « Voyez comme elle fait la renchérie, cette gardeuse de cochons ! Hier, elle suait à étirer une quenouille d'étoupes, elle allait à la messe la tête couverte d'un pan de sa jupe en guise de mantille, et, aujourd'hui, elle va avec un vertugadin et des agrafes et en grand équipage, comme si nous ne la connaissions pas !... » — Enfin, dit Sancho, nous demeurons d'accord que notre fille sera comtesse. — Le jour où je la verrai comtesse, répondit Thérèse, il me semblera que je la porte en terre ; mais, je vous le répète, faites ce qu'il vous plaira : notre devoir, en naissant, à nous autres femmes, c'est d'obéir à nos mari, quand même ils ne seraient que des imbéciles... »

L'ouvrage de Cervantès a eu une influence considérable sur la

littérature française. Le xvii^e siècle vit sur la scène toute une série d'imitations de l'œuvre du maître. Or la scène du *Bourgeois Gentilhomme* qui nous occupe rappelle très exactement une scène d'un *Don Quichotte* en deux parties de Guérin de Bouscal, originaire du Languedoc. Cette pièce est de 1640, et c'est là une source certaine. Qu'on écoute la scène 5 de l'acte I^{er} de la 2^e partie :

THÉRÈSE.

Hé ! bien, tu vas partir ?
Tu vas donc me quitter ! Y peux-tu consentir !
Que ferai-je sans toi ! Comment pourrai-je vivre ?
Ah ! ne pars point, mon Sanche, ou laisse-moi te suivre.

SANCHE.

Apaise tes douleurs.

THÉRÈSE.

Ah ! Sancho !

SANCHE.

Laisse-moi.

THÉRÈSE.

Où veux-tu donc aller ?

SANCHE.

Je vais me faire roi !
Nous l'avons résolu : la chose est bien certaine...

THÉRÈSE.

Mais quand reviendrez-vous ?

SANCHE.

Sur la fin de l'année.

THÉRÈSE.

Songez, au moins, à moi ; songez à vos enfants.
Votre fille Sanchique aura bientôt vingt ans :
Il faut la marier.

SANCHE.

Puisque rien ne vous presse,
Je veux attendre encor pour la faire comtesse.

THÉRÈSE.

Comtesse, ah ! Dieu.

SANCHE.

Comtesse.

THÉRÈSE.

Ah ! gardez-vous-en bien !

SANCHE.

Et pour quelle raison ?

THÉRÈSE.

Pour notre commun bien.

SANCHE.

Quel mal peut procéder d'une belle alliance,
D'avoir des petits-fils qu'on traite d'Excellence,
D'Altesse, de Grandeur, et de voir, tous les jours,
Sanchique avec un comte et parmy le velours ?

THÉRÈSE.

Les maux que je prévois de ce grand mariage
Sont un tas de discours qu'en fera le village.
« Voyez, dira quelqu'un, cette comtesse-ci,
Ce n'est que de trois jours qu'elle s'habille ainsi ;
Je l'ai vu se parer d'une toile grossière ;
Son père est bûcheron, sa mère lavandière ;
Un méchant toit de chaume et deux ânes fort vieux
Composent tous les biens qu'ils ont de leurs aïeux.
Ah ! mon Sanche, évitons un si sanglant reproche,
Donnons plutôt Sanchique au jeune Lope Toche,
C'est un bon gros garçon, qui lui fait les yeux doux.
Son père est bûcheron et paysan comme vous.
Pensez-y, mon ami : c'est dans cette famille
Qu'il faut que nous tâchions à loger notre fille,
Non pas dans des palais et parmi le tracas,
Où, la moitié du temps, on ne l'entendrait pas ;
Où le comte, sans doute, à la moindre colère,
Lui mettrait sur le nez sa maison et son père,
L'appellerait paysanne et de mille autres noms
Qui peuvent convenir aux fils des bûcherons.

SANCHE.

N'as-tu plus rien à dire, impertinente femme ?
En quoi ne vois-tu pas que ce sujet de blâme
Que le comte mon fils peut avoir contre moi

Cesse, dès aussitôt qu'on me couronne Roy ?
N'en parlons plus, suffit : elle sera comtesse
Et, si vous me fâchez, je la ferai princesse...

THÉRÈSE.

Tous mes empêchements sont ici superflus !
Il faut, pauvre Sanchique, ô comble de tristesse !
Il faut, pour mon malheur, que vous soyez comtesse.
Nos maris peuvent tout sur nous et sur nos biens :
Il leur faut obéir, quand ils seraient des chiens.

Ce qui permet, outre la similitude des situations et même des expressions, de dire qu'on est ici en présence d'une source certaine, c'est que le *Don Quichotte* de Guérin de Bouscal fut accommodé par Madeleine Béjart pour la troupe de Molière. Elle y jouait vraisemblablement le rôle de Thérèse, et nous savons, par une anecdote de Grimarest, que Molière y tenait celui de Sancho. C'est donc là un point acquis dans l'histoire de la composition du *Bourgeois Gentilhomme*.

J'ai dit aussi un mot sur les rapprochements très intéressants que l'on peut faire entre le roman de Ch. Sorel, la *Vraie Histoire comique de Francion*, et la comédie de Molière. Je vais montrer que, sur cinq points, les rapports sont certains entre les deux œuvres.

C'est, d'abord, cet amour ridicule du pédant Hortensius pour Frémonde. Cet Hortensius est le type parfait du cuistre, et Francion fait ainsi le portrait de son maître d'études : « Au reste, jamais l'on ne nous présentait de raves, de salade, de moutarde ni de vinaigre, craignant que nous n'eussions trop d'appétit. Hortensius était de ceux qui aimaient les sentences que l'on trouvait écrites au temple d'Apollon ; et, principalement, il estimait celle-ci : *Ne quid nimis*, laquelle il avait écrite au-dessus de la porte de sa cuisine, pour faire voir qu'il n'entendait pas que l'on mît rien de trop aux banquets que l'on y apprêterait... Il faisait toujours à table un petit sermon sur l'abstinence, qui s'adressait particulièrement à moi ; il alléguait Cicéron, qui dit qu'il ne faut manger que pour vivre et non pas vivre pour manger ». — Vous voyez d'où vient le célèbre mot d'Harpagon. Ce pédant est introduit par Francion chez Frémonde. Il tient à celle-ci des discours hyperboliques ; il lui adresse des compliments, qui rappellent ceux que M. Jourdain emploie pour séduire Dorimène. De même, il y a une collation chez Hortensius, où l'on use de sa maison et de son bien comme fait Dorante de la maison et du bien de M. Jourdain. Le cousin de Frémonde raille la prétendue noblesse d'Hortensius de la même façon que Covielle celle de M. Jourdain : « Eh ! bien, mon ami, dit le cousin de Frémonde au villageois, il est question de savoir si le père de M. Hortensius était noble. Que

m'en direz-vous ? — Je sais fort bien qu'il l'était, répondit le villageois. — Et son grand-père ? reprit l'avocat. — Il l'était tout de même, dit le villageois. — En avez-vous des lettres, Monsieur ? dit l'avocat, en s'adressant à Hortensius. — Non, répondit-il ; car, lorsque notre race a commencé à s'élever en vertu, il ne fallait point de patentes du roi : les actions généreuses de mes aïeux, qui se montraient à tout le monde sans discontinuation, faisaient même confesser leur noblesse à l'envie ; et si quand ils auraient eu en ce temps-là des lettres, elles seraient maintenant pourries ou mangées des rats. » — Mais le paysan se laisse prendre, et l'avocat conclut : « Nous apprenons que le père de Monsieur gardait les moutons et était réduit à travailler de ses mains pour se subvenir. Mais il n'en doit pas être honteux, poursuivit-il en souriant ; car lui, qui a grandement lu, sait bien qu'autrefois les princes étaient bergers, et qu'encore maintenant l'innocence et la tranquillité de cette condition est beaucoup estimée. » — Enfin, on joue à Hortensius le même tour qu'au Bourgeois : on lui fait croire qu'il vient d'être élu roi de Pologne ; c'est la source de l'épisode du Mamamouchi, et ce n'est point là une simple rencontre, étant données toutes les autres ressemblances avec Sorel.

L'importance de ces constatations est évidente : elles peuvent expliquer beaucoup de traits de la pièce et l'intrigue en partie. Louis XIV donne à Molière l'idée de la cérémonie turque. Molière songe à la scène analogue de Sorel, son auteur de prédilection ; et cela l'amène à s'inspirer des autres éléments de *Françion*.

Donc Covielle vient apprendre à M. Jourdain que le fils du Grand Turc désire être son gendre et veut le faire lui-même Mamamouchi. A la scène 4 arrivent Cléonte et Covielle en Turcs ; ils saluent dans leur langue M. Jourdain. Molière, dans cette scène, s'est certainement souvenu de la *Sœur* de Rotrou. Cette pièce est de 1645. L'exposition en est fort remarquable, digne de Molière ; mais elle est très compliquée de trame. La scène 4 du III^e acte met en présence Horace qui ne parle que le turc, le valet Ergaste tout dévoué à son maître, Lélie qui feint de savoir le turc pour tromper Anselme, le père de Lélie. Nous trouvons dans cette scène plusieurs mots de pseudo-turc que Molière a repris. D'ailleurs, tout n'est pas fantaisie pure dans ce jargon qu'affecte Covielle. Molière l'avait déjà employé dans le *Sicilien*, au premier vers du refrain qui accompagne les couplets français chantés par Hali. Quelques-uns des mots employés par le Muphti ou les Turcs de l'intermède semblent se rapprocher de mots turcs ou arabes défigurés par une très

vicieuse orthographe. Ainsi *yoc*, qui signifie non ; *Allah*, Dieu ; *gidelum* pour *guidelum*, allons-nous-en ; *Salamalequi* pour *salam alèiqui*, que le salut soit sur ta tête ; *Bilmen* pour *belmen*, je ne sais pas. — Avant de quitter ce sujet, je rappellerai que la *Sœur* a été composée d'après un original italien, découvert par M. Stiefel. Je ferai aussi observer que le même procédé comique a été exploité dans l'*Anglais tel qu'on le parle*, la petite pièce si spirituelle que vous connaissez tous.

La scène 5 met en présence Dorante et Covielle. Ce dernier a un mot très dur sur M. Jourdain :

— « Je sais, Monsieur, que la bête vous est connue. »

Le Bourgeois, comme M. de Pourceaugnac, devient une cible générale. Il incarne la bêtise humaine sous sa forme la plus grave : la vanité.

A l'acte V, M. Jourdain, tout fier de sa nouvelle dignité de Mamamouchi, danse sur la scène devant sa femme, en répétant ces paroles de la cérémonie ; et sa femme de s'écrier :

— « Hélas ! mon Dieu, mon mari est devenu fou. »

De fait, M. Jourdain est un fou caractérisé. Il n'est point seulement possédé par le délire des grandeurs : une nouvelle personnalité en lui a remplacé l'ancienne ; c'est un malade comme Don Quichotte, comme tous ceux dont la littérature nous offre d'innombrables représentants.

Arrivent Dorante et aussi Dorimène, qu'a quelque étonnement à voir revenir, après l'avanie qu'elle a reçue de M. Jourdain. Dorante lui dit :

« Oui, Madame, vous verrez la plus plaisante chose qu'on puisse voir ; et je ne crois pas que, dans tout le monde, il soit possible de trouver encore un homme aussi fou que celui-là. Et puis, Madame, il faut tâcher de servir l'amour de Cléonte et d'appuyer toute sa mascarade. C'est un fort galant homme et qui mérite que l'on s'intéresse à lui. »

Dorante annonce ainsi le ballet qui terminera la pièce.

Dorimène décide son mariage avec le comte, pour arrêter les profusions et les dépenses de son soupirant. On a beaucoup discuté sur ce personnage de la marquise. Il ne faut peut-être pas trop scruter ces personnages et chercher à en extraire la quintessence.

A la scène 3, M. Jourdain entre et, avec une révérence à la turque, en s'adressant à Dorimène :

« Je vous souhaite la force des serpents et la prudence des lions. »

Tous se moquent de lui plus que jamais.

Le mariage de Lucile est conclu. Son père met sa main dans celle de Cléonte, qu'il prend pour le fils du Grand Turc. Madame Jourdain arrive, croit que sa fille épouse un Turc. Lorsque tout se découvre, elle s'apaise. Le même notaire unira Lucile et Cléonte, Dorimène et Dorante.

— « Et Nicole ? » demande M^{me} Jourdain.

— « Je la donne au truchement, répond son mari, et ma femme à qui la voudra.

COVIELLE.

« Monsieur, je vous remercie. Si l'on en peut voir un plus fou, je l'irai dire à Rome. »

La comédie finit par un petit ballet, où défilent successivement des Gascons, des Suisses, des Espagnols, des Italiens : c'est le ballet des Nations.

La vie et les œuvres de Sénèque

Cours de M. JULES MARTHA,

Professeur à l'Université de Paris.

Le traité « de la Providence ».

Je me propose d'étudier, aujourd'hui, un petit traité de Sénèque intitulé « de la Providence », *de Providentia*. Il est adressé au meilleur ami de Sénèque, à ce même Lucilius à qui il enverra plus tard les *Lettres* morales. Bien que ce petit ouvrage ne renferme pas d'indication chronologique précise, il est certain qu'il est antérieur aux *Lettres à Lucilius*. Celles-ci datant au plus tôt de 62 après Jésus-Christ, il faut faire remonter probablement en 61 ou en 60 la composition du traité *de la Providence*.

La question de la Providence est une des questions les plus obscures et les plus compliquées que la philosophie ait à se proposer : *obscurissima et implicatissima quæstio*, suivant l'expression de Cicéron. Comment va le monde ? Est-il abandonné au mouvement du hasard, sans qu'aucune force réfléchie ou raisonnable intervienne pour le gouverner ? Est-il, au contraire, administré par une volonté intelligente, qui le surveille dans ses mouvements, du début à la fin, et le conduit à un but déterminé ? Les différentes écoles de philosophie ont examiné ces questions ; et leur ont donné diverses solutions.

Je me bornerai à indiquer les deux opinions extrêmes, sans énumérer toutes celles qui ont été émises par les philosophes de l'antiquité. La solution qui prétend que le monde est entièrement livré au hasard est la solution épicurienne. Tout dans l'univers, déclarent Epicure et ses disciples, s'est fait par la rencontre fortuite des atomes. Les atomes tourbillonnaient à l'origine dans le vide, comme les grains de poussière dans un rayon de soleil ; c'est en se rapprochant, en s'agglomérant les uns aux autres, que les atomes produisirent les choses et les êtres.

La théorie de la Providence directrice est, au contraire, une théorie stoïcienne. Peu importe, du reste, le nom qu'on donne à cette volonté directrice du monde : destin, âme universelle, raison suprême, Dieu, dieux, nature. En tout cas, les différentes

écelos sont d'accord pour admettre un architecte de l'univers, un magistrat suprême, un pilote qui dirige le monde vers un but raisonnable.

Sénèque ne s'était pas désintéressé de la question, et il avait les opinions que professait sa secte. Il laisse entendre, au début, qu'il suffit de contempler le monde pour se convaincre qu'il y a un architecte intelligent qui préside à ses mouvements. La course réglée des astres ne vient pas d'une impulsion fortuite ; c'est une loi éternelle qui maintient en équilibre la terre, pendant que les cieux et les étoiles tournent autour d'elle, et qui fait sortir des plus petites semences les plus grands arbres ; c'est elle qui distribue également la foudre et les éclairs, la pluie et la neige, et tous les autres phénomènes célestes. Peut-on admettre que c'est le hasard qui pousse les flots de la mer tantôt à envahir les rivages, tantôt à fuir vers le large ? Toutes ces manifestations d'une cause intelligente montrent clairement à tout homme de sens qu'il y a une volonté consciente dans l'univers ; c'est elle qui a organisé le monde à l'origine des siècles, et qui continue à l'ordonner moment par moment, après l'avoir créé.

Sénèque s'est si peu désintéressé de cette question, si passionnante pour la philosophie antique, qu'il se proposait de traiter à fond et dans le détail tout ce qui se rapporte à la Providence. Il annonce à Lucilius, au début du *de Providentia*, son intention de développer dans un grand ouvrage l'ensemble de ces problèmes ; il fait encore allusion à son dessein dans les *Lettres à Lucilius*. Cet ouvrage, en tout cas, nous est inconnu, et nous n'avons gardé qu'un petit traité, qui n'envisage pas le problème sous toutes ses faces, mais traite une question très étroitement liée à la Providence, si étroitement qu'elle n'a pas cessé de s'y rattacher jusque dans la philosophie moderne : le problème du mal.

Qui dit Providence dit intelligence suprême, raison souveraine, bonté parfaite. Pourquoi donc cette Providence laisserait-elle le mal se produire dans le monde ? Le mal va directement à l'encontre des desseins de la Providence. Si cette Providence gouverne et surveille le mal, il semble qu'elle ferait mieux de l'empêcher. Mais il y a mieux : regardons autour de nous, voyons quelles sont les victimes du mal, de la pauvreté, des supplices, de l'esclavage. Ce sont le plus souvent les bons, les vertueux, les sages, ceux qui se rapprochent le plus de la Divinité, ceux qui suivent le mieux les ordres de la Providence. Voilà quels sont les gens que le sort se plaît à éprouver particulièrement. Il y a là une difficulté, que les adversaires de la Providence ne manquent pas de faire valoir contre elle. L'objection est extrêmement grave.

C'est donc cette question du mal, liée à la question de la Providence, que va étudier Sénèque dans le traité *de la Providence*, qui porte comme sous-titre : *quare aliqua incommoda bonis viris accidunt cum Providentia sit* : pourquoi certains maux frappent-ils les gens de bien, puisqu'il y a une Providence ?

Suivant notre habitude, nous ne ferons pas de ce traité une analyse suivie. Comme toujours, Sénèque annonce des divisions qu'il ne traite pas, ou n'aborde qu'en quelques mots ; il développe amplement des points secondaires, en abrège d'autres plus importants. Bref, on retrouve dans le *de Providentia* les mêmes défauts de composition que nous avons déjà signalés à propos des précédents traités de morale. Je me contenterai donc de choisir dans l'ouvrage de Sénèque les idées essentielles, pour montrer les étapes du raisonnement.

Sénèque va essayer d'expliquer que, s'il y a des épreuves infligées aux hommes vertueux, c'est pour trois raisons : d'abord dans leur intérêt personnel, puis dans l'intérêt général, enfin ces épreuves sont exigées par une nécessité fatale.

En premier lieu, Sénèque dit que les maux qui arrivent aux gens de bien leur sont envoyés dans leur propre intérêt, *pro ipsis*, pour eux-mêmes. Voilà, dira-t-on, un bizarre paradoxe. Comment croire qu'il soit avantageux à l'homme vertueux d'être affligé de la pauvreté, de la maladie, de l'exil, des autres calamités que la mauvaise fortune leur inflige ? Pour comprendre l'affirmation de Sénèque, il faut partir de cette idée, que toute force physique ou morale qui ne s'exerce pas est une force qui se perd. Prenez, par exemple, les animaux ; laissez-les s'engourdir dans l'inaction. Ils engraisseront, ils deviendront paresseux et sans énergie. Cela est si vrai que les athlètes, dont c'est le métier d'être toujours en bonne forme, s'entretiennent perpétuellement. Ils font des exercices, parce qu'ils savent que, s'ils ne se livrent pas à un entraînement régulier, ils n'auront plus d'énergie, et, le jour du combat venu, le moindre choc les désarmera et les terrassera. Il faut donc qu'ils s'exercent, et cela dans les meilleures conditions possibles ; ils ne se mesurent pas avec des adversaires moins robustes qu'eux, ils veulent des rivaux qui soient au moins aussi forts qu'eux-mêmes, et qui, loin de les ménager, déploient contre eux toute leur vigueur : c'est ainsi que les athlètes arrivent à entretenir et à développer leur vigueur physique. Voyons encore le père de famille ; laissons de côté, en effet, dit Sénèque, la mère, qui est trop douce et trop indulgente. Le père veut que son fils s'habitue aux difficultés de la vie. Il le fait éveiller de bon matin, pour qu'il se livre à l'étude ; même les jours

de fête, il ne le laisse pas oisif. Il fait couler sa sueur, quelquefois même ses larmes. Il le soumet ainsi à la peine, parce qu'il veut tremper son corps et son caractère ; il veut le tenir en haleine, l'entretenir par la pratique du travail, de façon que, lorsqu'il entrera dans la vie, il soit en état de supporter les fatigues des fonctions civiles ou des charges militaires. De même, dit Sénèque, la Providence a pour les gens de bien un cœur paternel ; elle les aime sans faiblesse. « Qu'ils soient, dit-elle, exposés aux fatigues, aux douleurs, aux infortunes, afin de gagner la force morale. De même que le père de famille traite avec rigueur son fils dans l'intérêt même de celui-ci, de même la Providence agit dans l'intérêt de l'homme vertueux en lui envoyant des épreuves de toute sorte. Si elle n'entretenait pas ainsi sa force d'âme, si elle ne lui donnait pas des occasions de faire l'essai de son énergie morale en luttant avec succès contre l'adversité, le sage risquerait de perdre dans l'inaction cette énergie qui constitue la sagesse et la vertu. C'est donc pour entretenir sa force d'âme que la Providence lui envoie des épreuves, l'exil, la pauvreté, les tortures, les deuils : c'est une escrime nécessaire dans l'intérêt des gens de bien, *pro ipsis*.

La Providence multiplie ces épreuves, parce qu'il y a intérêt à varier les exercices où se développe la constance. En effet, plus les athlètes multiplient les assauts, plus ils deviennent résistants et vigoureux ; de même, plus la Providence envoie au sage de tourments variés, plus son âme se trempe et s'aguerrit contre l'infortune.

Il y a encore une autre raison, qui justifie et qui explique ce qu'on pourrait prendre pour un acharnement du sort : c'est qu'il y a là pour la Divinité un spectacle intéressant. La Providence se plaît à voir ses favoris s'exercer à l'endurance ; il y a intérêt à voir de grands hommes aux prises avec de grands malheurs. Nous prenons bien plaisir à voir, au cirque, un homme courageux et bien découplé, qui reçoit sur son épieu une bête féroce lancée contre lui et soutient sans trembler l'attaque furieuse d'un lion ; et le spectacle est d'autant plus agréable que le combattant est plus illustre. Ces jeux puérils ne sont pas dignes d'attirer les regards de la Divinité ; mais il y a un spectacle digne de l'attention de la Providence : c'est de voir l'homme fort aux prises avec la mauvaise fortune. Tel est, par exemple, le duel de Caton d'Utique avec le sort : il se met courageusement à la traverse des desseins de César, et, fort de sa sagesse, il défend la cause de la liberté. Rien ne lui est épargné ; la fortune semble s'acharner à sa perte, et il tient ferme contre les attaques répétées du malheur.

Puis, quand il voit qu'il n'y a rien à faire, que la fortune favorise son rival, il échappe par une mort volontaire à l'oppression et à la défaite, il se donne à lui-même la liberté par le suicide. « Non, s'écrie Sénèque, je ne sache pas que Jupiter puisse rien voir de plus beau sur la terre, s'il daigne y abaisser ses regards, que de contempler Caton, après les désastres répétés de son parti, debout et inébranlable au milieu des ruines publiques. » C'est là un spectacle magnifique, et on conçoit que la Providence, sachant d'ailleurs qu'elle agit dans l'intérêt des gens de bien, se plaise à les mettre ainsi en lutte avec le malheur.

Quelquefois même, il arrive aux dieux de faire ce qu'ils ont fait pour Caton : ce n'était pas assez de contempler Caton une fois seulement. Voilà, sans doute, pourquoi le coup fatal fut impuisant et mal assuré. Sa vertu fut redemandée, comme les spectateurs rappellent au théâtre un acteur illustre. Caton dut se produire dans un rôle plus difficile. Quand on eut mis un appareil sur sa blessure, il l'arracha. Il y avait là plus de courage que de se donner la mort dans un mouvement de colère et d'affolement. Les dieux virent dans cet acte de courage un raffinement dans l'intérêt du spectacle.

La Providence veut en outre, par ces exemples, montrer aux hommes qu'il y a un certain nombre de biens périssables, auxquels il ne faut pas s'attacher : tels sont les honneurs, la richesse, la famille, la liberté, la santé, l'amitié, la vie. Ce sont des avantages passagers, qui ne dépendent pas de nous : c'est le hasard qui les distribue, c'est aussi le hasard qui les enlève. Si les hommes ne se pénétraient pas de cette idée, il n'y aurait pas de sagesse possible. Pour montrer clairement que ces biens peuvent être enlevés d'un moment à l'autre à ceux qui les détiennent par un caprice du sort, il faut que la Providence choisisse des gens à qui elle donne certains avantages extérieurs pour les leur enlever ensuite. Mais, dira-t-on, est-ce un profit que d'être relégué en exil, de voir réduire ses enfants à la misère, de porter sa femme au tombeau, d'être noté d'infamie, d'être mutilé ? Certes, il y a profit pour le sage à cette sorte de mutilation morale ; de même qu'il y a avantage pour un malade à être traité par le fer et le feu, par la faim et la soif. Si on réfléchit que, comme remède à certaines maladies, on enlève des os, on coupe des veines, on ampute des membres, on se laissera facilement convaincre que certains maux sont profitables à ceux qui les souffrent, et qu'inversement certaines choses qu'on vante et qu'on recherche sont aussi nuisibles à l'âme que l'ivresse, l'indigestion et les autres excès le sont au corps.

Mais il ne suffit pas de montrer que les biens extérieurs sont périssables, pour amener les hommes à la sagesse. Or amener les hommes à la sagesse est justement le but que se propose la Providence. Pour cela, il faut faire voir clairement qu'il y a quelque chose contre quoi la fortune ne peut prévaloir ; il faut montrer, en quelque sorte, l'invincibilité de la sagesse : c'est pourquoi la Providence choisit de préférence les sages pour les priver des biens de la fortune. L'exemple de leur constance dans le dénuement prouve que la vertu est invincible et se suffit à elle-même. Ainsi l'homme vertueux sert d'exemple et de leçon à l'humanité.

Peut-être dira-t-on : alors, il n'est pas très consolant d'être sage, si c'est là une raison d'être choisi comme victime. Mais, au contraire, il y a là pour le sage un grand honneur. Il est heureux et fier d'avoir été choisi ; c'est un privilégié des dieux. Ainsi un général a des soldats d'élite, qui, lorsqu'il y a un coup difficile à faire, sont choisis de préférence à tous autres pour marcher au premier rang : c'est pour eux un honneur ; quand ils sont ainsi commandés, ils ne réclament pas, ils sont enchantés, au contraire, que leur courage ait été distingué. Les mécontents sont ceux qui n'ont pas été choisis, et les soldats désignés par le général se regardent à bon droit comme ses favoris.

Les gens de bien sont aussi les favoris de la Providence, qui les envoie en quelque sorte en service, commandé pour servir de leçon à tous les hommes présents et à venir. La fortune choisit les plus braves champions et passe avec dédain devant les autres ; elle attaque les plus fiers et les plus solides, contre qui elle puisse déployer toutes ses forces : elle essaie le feu contre Mucius, la pauvreté contre Fabricius, l'exil contre Rutilius, la torture contre Regulus, le poison contre Socrate, la mort contre Caton. Tous ces grands personnages ont été choisis pour montrer aux hommes à quel point la fortune, usant de toutes ses forces, échoue contre la résistance du sage. Faut-il les plaindre ? Nullement, car ils restent dans l'histoire comme des modèles de vertu et de patience. Eux-mêmes auraient choisi les épreuves, si on leur avait proposé de renoncer à la gloire en renonçant aux épreuves. Les sages ne sont donc pas à plaindre ; ils ne sont pas des victimes : bien au contraire, ils sont les favoris de la Providence ; ce sont les soldats d'élite choisis par les dieux pour servir d'exemple glorieux aux autres hommes.

On dira encore : comment se fait-il que leur tour revienne si souvent ? Mais il en est d'eux comme des soldats d'élite dont nous avons parlé ; chaque fois que des circonstances péril-

leuses se reproduisent, le général recourt à ces hommes courageux. De même la Providence a besoin d'exemples à chaque instant ; les privilégiés qu'elle désigne pour cela ne se plaignent jamais d'être choisis trop souvent : ils se félicitent que les dieux les estiment assez pour les juger dignes de servir d'exemple à l'humanité. Si leur tour revient souvent, c'est que la Providence sait qu'elle peut leur demander beaucoup, parce qu'ils peuvent donner beaucoup ; c'est aussi parce qu'à la longue leur peau finit par devenir moins sensible. L'accoutumance les aide à supporter l'adversité. C'est ainsi que les Germains, habitués au froid et aux privations, ne souffrent pas dans une situation à laquelle d'autres moins endurcis ne pourraient longtemps résister. En somme, les sages ne sont donc pas si à plaindre que le croit le vulgaire, et, en leur envoyant des épreuves, la Providence agit dans leur intérêt.

D'ailleurs, même s'il n'y avait pas dans ces malheurs un grand profit pour les sages qui endurent les coups du sort, ce ne serait pas une raison pour que la Providence renonçât à ses épreuves. C'est qu'à côté de l'intérêt individuel, il y a l'intérêt général, et que l'humanité prime l'individu. Or l'intérêt général veut que les sages soient éprouvés, et voici pourquoi. Supposons que tous les biens de ce monde soient du côté des honnêtes gens, et tous les maux du côté des méchants, l'humanité penserait que ces biens sont dignes d'être recherchés, puisqu'ils accompagnent toujours la vertu. Or la Providence veut que nous méprisions ces biens ; il faut donc, pour leur faire perdre leur valeur, les dispenser indifféremment aux bons et aux méchants. La cécité serait une chose affreuse, si elle n'affligeait que des méchants ; or des hommes très bons, Appius Claudius, Metellus, sont aveugles. Les richesses paraîtraient un grand avantage, si elles n'étaient le partage que des gens de bien ; or un infâme comme Ellius est riche. La Providence ne pouvait mieux avilir les objets de la cupidité qu'en les ôtant aux honnêtes gens pour les donner à des personnes notées d'infamie. Voilà ce qui fait que certains maux frappent les gens honorables, tandis que certains avantages arrivent aux gens pervers ; c'est dans l'intérêt de l'humanité que la Providence fait des sages des exemples vivants chargés d'instruire le reste du monde. C'est ainsi que les sentinelles veillent aux portes du camp, pendant que les autres soldats se reposent, que les Vestales entretiennent, la nuit, le feu sacré, pendant que les autres femmes — qui souvent sont loin d'être des Vestales — dorment d'un profond sommeil ; que les sénateurs consacrent des journées entières aux affaires de l'État, pendant que les plus vils citoyens

s'amusent au Champ de Mars ou boivent dans les tavernes. Il faut de même qu'il y ait, dans la république humaine, des sages pour servir aux autres d'exemples et de leçons. Voilà de quelle façon les gens de bien éprouvés par le malheur rendent service à l'humanité. Les désagréments que leur envoie la Providence servent non seulement à eux-mêmes, mais encore à tous les hommes.

Nous arrivons, maintenant, au troisième point annoncé par Sénèque. Les maux sont déterminés par une nécessité fatale. Pour bien comprendre cet argument, il faut avoir une idée de la théorie stoïcienne du destin ; elle est fort compliquée, et beaucoup de gens n'y ont rien compris. C'est la question, qu'on a agitée dans tous les temps sous les noms de problème de la destinée, de la liberté, de la grâce, et que les philosophes n'ont jamais pu bien tirer à jour. Voici en gros de quelle façon les stoïciens entendaient la résoudre. Le monde a été créé par un dieu, puisqu'il y a dans l'univers la preuve d'une Providence raisonnable. Dieu est l'auteur et le moteur de la création. Quand il a fait l'univers, il lui a donné des lois : ce sont ces lois qui forment ce qu'on appelle le destin, ensemble de règles immuables et fixées une fois pour toutes. Dieu ne peut plus changer ces lois, qu'il a établies au début des temps. Ainsi cette Providence, qui régit le monde, ne le régit pas : elle est intervenue à l'origine des choses, et elle est dans la suite soumise aux lois qu'elle a faites une fois pour toutes. Dieu a créé la matière avec des éléments essentiellement différents les uns des autres, sans quoi on ne verrait pas dans le monde la diversité qui s'y trouve. Il s'est servi d'éléments paresseux, inertes, et d'éléments vigoureux et actifs. Qu'arrive-t-il donc ? Le jour où un être est formé d'éléments inertes par la Providence, il vient au monde une créature paresseuse et sans énergie. Cela est fatal, puisque la Providence avait déterminé qu'il y aurait dans le monde des atomes inertes. Supposons, au contraire, que Dieu pétrisse des atomes actifs : il formera un être entreprenant. Les sages sont justement ces êtres entreprenants. Ils ont besoin d'aller de l'avant ; ils ne s'avancent pas sur une route unie : ils doivent monter, descendre ; être ballottés par les flots, et diriger leur marche contre le souffle de la fortune. Ils trouveront sur leur route plus d'un passage rude et dangereux, dont il faudra triompher. De même que le feu éprouve l'or, de même le malheur éprouve les hommes courageux. Semblables à Phaéton, dont Sénèque évoque le souvenir légendaire, les sages cherchent dans les durs travaux et les audacieuses entreprises la voie de

la gloire et de la vertu. Ils ne se contentent pas de suivre le chemin terre à terre où piétine le vulgaire : à eux conviennent les nobles ardeurs et les ambitions toujours inassouvies. L'homme de bien est donc fatalement destiné aux travaux pénibles, parce que la fatalité l'a pétri d'atomes actifs et vigoureux. Agissant davantage, il est donc aussi, plus que tout autre, exposé aux mésaventures et aux déceptions ; car ceux qui se donnent de la peine subissent forcément le contre-coup de leur activité. Par conséquent, les épreuves que subit le sage sont la suite inévitable de la façon dont Dieu a créé le monde.

Il ne faut donc pas se larguer de cet argument, que le malheur arrive au sage pour nier la Providence : l'argument ne vaut pas. Ces épreuves infligées à la vertu sont conciliables avec l'idée de la Providence, et s'expliquent très bien par elle. Est-ce une raison pour plaindre les sages ? Pas du tout, répond Sénèque. Si jamais il venait à l'esprit d'un sage — et cela ne s'est pas encore vu — de se plaindre des épreuves qu'il doit subir, voici ce que la Providence lui dirait : « Quelle raison avez-vous de vous plaindre de moi, vous qui aimez la vertu ? J'ai entouré les autres de faux biens ; j'ai trompé leurs esprits frivoles par les longues illusions d'un songe ; je les ai parés d'or, d'argent et d'ivoire ; mais, au dedans, ils n'ont pas un seul bien. Ces gens, que tu prends pour des heureux, juge-les, non par ce qu'ils montrent, mais par ce qu'ils cachent : ce sont des malheureux, aussi souillés et ignobles que les murailles de leur palais, qui, comme eux, n'ont de brillant qu'à la surface. Ce n'est pas là le bonheur solide et véritable ; ce n'en est que l'écorce, et elle est bien mince. Tant qu'ils sont debout et qu'ils peuvent en imposer, ils paraissent brillants ; mais, qu'il survienne quelque chose qui les trouble et les démasque, on voit alors combien il se cachait de souillures réelles et profondes sous cet éclat emprunté. C'est à vous que j'ai donné des biens assurés et durables ; plus vous les examinerez, plus vous les retournerez sous toutes leurs faces, plus vous les trouverez grands et précieux. Je vous ai accordé de mépriser ce qu'on redoute, de dédaigner ce qu'on désire ; votre éclat n'est pas extérieur, tous vos biens sont au fond de l'âme ; votre bonheur, c'est de n'avoir pas besoin de bonheur. Comme je ne pouvais vous soustraire aux épreuves, j'ai armé vos cœurs contre toutes les attaques. Souffrez avec courage : c'est ainsi que vous pouvez dépasser Dieu : s'il est hors des atteintes du mal, vous êtes au-dessus de ses atteintes. Méprisez la pauvreté : nul ne vit aussi pauvre qu'il est né. Méprisez la douleur : elle finira, ou vous finirez. Méprisez le sort : je ne lui ai donné aucun trait qui puisse atteindre

une âme bien trempée. Méprisez la mort, ce n'est qu'une fin ou un changement d'être. J'ai pris soin, avant tout, que nul ne pût vous retenir contre votre gré : l'issue vous est ouverte. S'il ne vous plaît pas de lutter, vous pouvez fuir. »

C'est sur cette éloquente apostrophe, dont plusieurs traits font songer à Bossuet, que se termine le traité de la Providence. Ainsi que nous l'avions dit au début de cette leçon, il n'épuise pas toutes les questions relatives à ce vaste problème ; la matière serait trop riche pour tenir dans les quelques pages de cet opuscule. Sénèque a voulu simplement examiner un des aspects de la question, l'un des plus frappants et des plus utiles pour la conduite de la vie pratique : le problème du mal et des malheurs infligés aux gens de bien.

M. G.

Formation et développement de l'esprit philosophique au XVIII^e siècle.

Cours de M. GUSTAVE LANSON,

Professeur à l'Université de Paris.

La transformation des idées morales. — Malebranche, Nicole.

Je vais étudier, aujourd'hui, la transformation des idées morales et montrer comment s'esquisse, tout au début du xviii^e siècle, une morale rationnelle et indépendante.

Vous trouverez sur ce sujet des réflexions intéressantes dans la *Littérature française au XVIII^e siècle*, de Vinet (2 vol.) ; elle renferme un tableau général et des notices particulières. — Vous pourrez aussi consulter au moins l'introduction de l'*Histoire des idées morales et politiques en France aux XVII^e et XVIII^e siècles* de Barni (1). Au lieu d'essayer de faire une histoire des idées morales, il la représente par quelques études consacrées à des écrivains : la première traite de l'abbé de Saint-Pierre. — Ce sont encore des vues générales que l'on trouve dans les premiers chapitres du livre de Ducros sur les *Encyclopédistes* (2). — Ce problème de la transformation des idées morales au xviii^e siècle a fait l'objet d'articles intéressants de M. Pellisson. J'indique seulement ceux qui se rapportent à la première partie du xviii^e siècle. Ce sont : dans la *Révolution française* de novembre 1903, un article sur la sécularisation de la morale au xviii^e siècle ; dans la *Grande Revue* de 1906, une étude des opinions sur le bonheur au xviii^e siècle ; dans la *Revue politique et parlementaire* du 10 octobre 1904, un article intitulé *Un philosophe amateur sous la Régence, le marquis de Lassay*. — Je serai obligé, pour montrer cette évolution des idées morales, de rassembler un certain nombre de faits déjà indiqués, l'an dernier ou cette année, à propos de tel ou tel écrivain.

On avait essayé, depuis longtemps, de constituer une morale

(1) 2 vol. in-12, 1865-67.

(2) 1900, in-8°.

indépendante et rationnelle. Dès la Renaissance, il y avait eu des efforts individuels pour établir une règle rationnelle de conduite, donner un critérium des valeurs morales : c'est ce qu'on trouve sous les facéties de Rabelais, comme à travers les doutes et sous la méthode ondoyante de Montaigne. De tous côtés, à l'époque de la Renaissance, s'introduisent dans la conscience humaine des éléments antiques, des idées et des sentiments que la morale traditionnelle du christianisme n'utilisait pas, ou même combattait : par exemple, le sentiment de la gloire. Ces sentiments, une fois réintégrés dans les consciences, ne disparaîtront plus. — On voit aussi des efforts successifs pour restaurer les philosophies ou plutôt les morales antiques : on reprend le platonisme d'abord, le stoïcisme ensuite, enfin l'épicurisme.

A part Rabelais et Montaigne, la plupart des hommes qui participent à ces tentatives donnent, les uns par prudence, les autres par persuasion sincère, une façade chrétienne et orthodoxe à leurs constructions morales. Quelques-uns essayent de mêler la philosophie antique et le christianisme, d'imprégner de christianisme les éléments antiques. D'ailleurs, dans la pratique, on adopte à peu près sans restriction la morale chrétienne. Souvent, aussi, on superpose aux inventions humaines la morale de l'Église ; la plupart font profession, au moins en public, de ne reconnaître qu'une morale vraie, la morale religieuse. — Sans doute, il y a les libertins ; mais les uns se déguisent, témoignent une déférence apparente aux solutions religieuses ; d'autres rompent avec la morale chrétienne. Mais ce qu'ils lui opposent, ce n'est pas une morale rationnelle ; c'est le plus souvent une absence de morale. Si bien que, vers la fin du ^{xvii}^e siècle, nous trouvons une seule morale vraie, la morale chrétienne. Sincèrement ou par politique, on s'incline devant elle.

Cependant, durant tout le courant du ^{xvii}^e siècle, le progrès du rationalisme conduit des hommes — souvent des chrétiens, des catholiques ardents — à essayer de construire rationnellement une morale. Sans doute, ces constructions sont d'accord avec la morale de l'Église ; mais elles ne sont pas fondées sur le dogme chrétien : ils croient pouvoir établir un idéal moral, sans mettre à la base les dogmes de la chute, de la rédemption, de la grâce.

La morale la plus caractéristique est celle de Malebranche. Dans son *Traité de Morale* (1684), c'est par l'ordre qu'il rend compte de la morale : « L'amour de l'ordre n'est pas seulement la principale des vertus morales : c'est l'unique vertu, la vertu mère, fondamentale, universelle, vertu qui seule rend vertueuses les habitudes ou les dispositions des es-

prits (1). » Sans doute, il rattache cette morale à la religion en identifiant l'ordre avec la Providence : l'ordre, c'est la loi divine. Obéir à l'ordre, obéir à Dieu, c'est la même chose. Mais, si cette morale se rattache ainsi par le sommet à la religion, elle peut subsister indépendamment de cette identification. Définissant l'ordre rationnellement, comme il le fait : « La vérité et l'ordre ne consistent que dans les rapports de grandeur et de perfection que les choses ont entre elles » (2), il aboutit à une morale rationnelle, qui n'implique pas le Dieu des chrétiens, ni, à la rigueur, le Dieu des déistes.

Puis, exposant qu'on peut avoir l'ordre par le sentiment, il indique qu'on peut l'avoir aussi par la lumière de l'esprit :

« L'ordre pris spéculativement et précisément, en tant qu'il renferme les rapports de perfection, éclaire l'esprit sans l'ébranler ; et l'ordre considéré comme la loi de Dieu, comme la loi de tous les esprits, considéré précisément en tant qu'il a force de loi, car Dieu aime et veut invinciblement qu'on aime l'ordre, ou toutes choses à proportion qu'elles sont aimables, l'ordre, dis-je, comme principe et règle naturelle et nécessaire de tous les mouvements de l'âme, touche, pénètre, convainc l'esprit sans l'éclairer. Ainsi on peut avoir l'ordre par idée claire, mais on le connaît aussi par idée claire (3). »

Il se rend compte qu'on ne peut distinguer par le sentiment seul, si on suit la loi de Dieu : « Rien n'est donc plus sûr que la lumière : on ne peut trop s'arrêter aux idées claires ; et, quoiqu'on puisse se laisser animer par le sentiment, il ne faut jamais s'y laisser conduire (4). » Voici donc la morale rationnelle préférée à la morale du cœur, de la foi. Ainsi Malebranche est assez près de Spinoza. En un mot, nous pouvons défaire cette identité : Dieu, c'est l'ordre, éliminer Dieu, et toute sa morale subsistera.

Un pas de plus sera fait, quand des chrétiens s'apercevront qu'on peut fonder une morale humaine identique à la morale religieuse dans la pratique, et aussi dans ses principes. C'est ce que fait, par exemple, le protestant Abbadie. — Sans nous arrêter à lui, voyons quelles sont les concessions de Nicole à ce point de vue, dans ses *Essais de Morale*. Il a été très frappé par la lecture de Hobbes. En sorte qu'il suppose, avec une extrême naïveté, qu'après tout, pour l'usage de la vie et de la société, une morale fondée sur l'amour-propre peut rendre autant de services que

(1) Ch. II, p. 20, éd. de 1684.

(2) Ch. V, p. 87.

(3) Ch. V, p. 91.

(4) Ch. II.

la morale chrétienne. Dans son *Traité de la charité et de l'amour-propre*, il dira par exemple :

« Les uns tâchent de se rendre utiles à ses intérêts (de l'amour-propre), les autres emploient la flatterie pour le gagner. On donne pour obtenir. C'est la source et le fondement de tout le commerce qui se pratique entre les hommes, et qui se diversifie en mille manières. Car on ne fait pas seulement trafic de marchandises qu'on donne pour d'autres marchandises, ou pour de l'argent, mais on fait aussi trafic de travaux, de services, d'assiduités, de civilités ; et on échange tout cela, ou contre des choses de même nature, ou contre des biens plus réels, comme quand, par de vaines complaisances, on obtient des commodités effectives.

« C'est ainsi que, par le moyen de ce commerce, tous les besoins de la vie sont en quelque sorte remplis, sans que la charité s'en mêle. De sorte que, dans les états où elle n'a point d'entrée, parce que la vraie religion en est bannie, on ne laisse pas de vivre avec autant de prix, de sûreté et de commodité, que si l'on était dans une république de saints (1). »

Et un peu plus loin :

« Il n'est pas besoin d'entrer plus avant dans la description particulière des démarches de l'amour-propre, pour faire comprendre combien il imite de près la charité. Il suffit de dire que l'amour-propre, nous empêchant par la crainte du châtement de violer les lois, nous éloigne par là de l'extérieur de tous les crimes, et nous rend ainsi semblables au dehors à ceux qui les évitent par charité. Que comme la charité soulage les nécessités des autres dans la vue de Dieu, qui veut que nous reconnaissons ses bienfaits en servant le prochain, de même l'amour-propre se soulage dans la vue de son propre intérêt : et qu'enfin il n'y a guère d'actions où nous soyons portés par la charité qui veut plaire à Dieu, où l'amour-propre ne nous puisse engager pour plaire aux hommes (2). »

C'est un point de vue qui l'a tellement séduit, qu'il l'exprimera dans beaucoup de traités. Dans le *Traité des moyens de conserver la paix avec les hommes*, il exprime l'idée de la solidarité, de la fraternité de tous les hommes, qui résulte du besoin réciproque qu'ils ont les uns des autres. Il écrit, dans le *Traité de la charité et de l'amour-propre* :

« On peut conclure de tout ce que l'on a dit, que, pour réformer entièrement le monde, c'est-à-dire pour en bannir tous les vices

(1) Ed. de 1733, III, ch. II, p. 136-137.

(2) *Ibid.*, ch. IV, p. 143.

et tous les désordres grossiers, et pour rendre les hommes heureux dès cette vie même, il ne faudroit, au défaut de la charité, que leur donner à tous un amour-propre éclairé, qui pût discerner ses vrais intérêts, et y tendre par les voies que la droite raison lui découvrirait. Quelque corrompue que cette société fût au dedans et aux yeux de Dieu, il n'y aurait rien au dehors de mieux réglé, de plus civil, de plus juste, de plus pacifique, de plus honnête, de plus généreux, et ce qui serait le plus admirable, c'est que, n'étant animée et remuée que par l'amour-propre, l'amour-propre n'y parût point; et qu'étant entièrement avide de charité, on ne verroit partout que la forme et les caractères de la charité.

« Peut-être il ne seroit pas inutile que ceux qui sont chargés de l'éducation des grands, eussent cela gravé dans l'esprit, afin que, s'ils ne pouvoient leur inspirer les sentimens de charité qu'ils voudroient bien, ils tâchassent au moins de former leur amour-propre (1). »

Il faisoit même des concessions plus graves : il reconnaissait qu'il y avait des choses dont la charité étoit incapable, et que pouvoit l'amour-propre :

« Il faut considérer que les hommes étant avides de charité par le dérèglement du péché, demeurent néanmoins pleins de besoins, et sont dépendans les uns des autres dans une infinité de choses. La cupidité a donc pris la place de la charité pour remplir ces besoins, et elle le fait d'une manière que l'on n'admire pas assez, et où la charité commune ne peut atteindre. On trouve, par exemple, presque partout, en allant à la campagne, des gens qui sont prêts de servir ceux qui passent, et qui ont des logis tout préparés à les recevoir. On en dispose comme on veut. On leur commande, et ils obéissent. Ils croient qu'on leur fait plaisir d'accepter leur service. Ils ne s'excusent jamais de rendre les assistances qu'on leur demande. Qu'y auroit-il de plus admirable que ces gens, s'ils étoient animés de l'esprit de charité ? C'est la cupidité qui les fait agir, et qui le fait de si bonne grâce, qu'elle veut bien qu'on lui impute comme une faveur de l'avoir employée à nous rendre ces services.

« Quelle charité seroit-ce que de bâtir une maison tout entière pour un autre, de la tapisser, de la lui rendre la clef à la main ? La cupidité le fera gaiement. Quelle charité d'aller querir des remèdes aux Indes, de s'abaisser aux plus vils ministères et de rendre aux autres les services les plus bas et les plus pénibles ? La cupidité fait tout cela sans s'en plaindre.

(1).-Ed. de 1733, III, ch. XI, p. 176-177.

« Il n'y a donc rien dont on tire de plus grands services que de la cupidité même des hommes (1). »

Aussi veut-il qu'on ne juge pas les hommes uniquement sur la conscience religieuse :

« Il n'est donc pas inutile aux hommes, dans l'état de faiblesse où ils sont, d'être éloignés des vices non seulement par la charité, mais aussi par cette force d'amour-propre qu'on appelle honnêteté, afin que, dans les langueurs de la charité, cette honnêteté puisse soutenir l'esprit, et l'empêcher de tomber dans des excès dangereux. Et c'est ce qui fait qu'on voit souvent d'étranges renversemens dans ceux qui, étant peu sensibles aux jugemens des hommes, et se souciant peu de leur plaire ou de leur déplaire, sont quelquefois touchés de quelques mouvemens passagers de pitié. Car, lorsque ces mouvemens viennent à leur manquer, n'ayant plus alors de frein qui les arrête, ils sont capables de se laisser emporter à toutes sortes de bizarreries et de caprices. Ainsi, quand il s'agit de se fier aux gens, il est bon de considérer si, outre la conscience qui les éloigne du mal, ils ont encore une certaine honnêteté qui leur fasse appréhender de faire des choses qui soient condamnées par les personnes sages et sensées (2). »

Ainsi, quand on dit que toutes les vertus humaines sont fausses, c'est une vue spéculative. Nicole admet l'efficacité de l'amour-propre, plus grande en certains cas que celle de la charité ; il admet que, pour juger un homme, il faut tenir compte parfois de ce qui fait l'honnête homme, et non seulement le dévot.

Vous voyez combien cela est grave : il a beau dire que c'est une fausse morale, quand on verra que la fausse morale est aussi efficace que la vraie, on se demandera si la fausse ne serait pas la vraie.

Lorsque l'on voit des croyants comme Nicole et Malebranche, pour lesquels la morale chrétienne a gardé toute sa valeur, est la seule vraie, ne pas se contenter cependant des fondemens que le christianisme assigne à la morale, s'efforcer de relier à la morale chrétienne une morale toute rationnelle ; lorsqu'on les voit confesser, comme Nicole, que pratiquement, dans l'ordre social, la seconde peut produire tous les bons effets de la première, — quelquefois même d'une façon plus efficace, — il ne faut pas s'étonner de trouver parmi les déistes, les sceptiques, des

(1) Ed. de 1733, t. II, *De la Grandeur*, 1^{re} partie, ch. VI, p. 170-171.

(2) *De la charité et de l'amour-propre*, ch. XIII, p. 185-186.

hommes qui croient n'avoir pas besoin de la morale révélée. On ne s'étonnera plus de voir Jacques du Rondel dire (1) que la morale n'a pas besoin de l'idée de Providence ; qu'il n'est pas besoin que Dieu ait une existence réelle : il suffit que l'on ait un certain idéal, que l'on peut appeler Dieu, et le désir de se rapprocher de cet idéal. Sa pensée est que l'idéal accepté dans une société, par l'attraction qu'il exerce, suffit pour porter les individus à réaliser des actes vertueux. On ne s'étonnera pas non plus de voir Bayle soutenir qu'une société d'athées pourrait être vertueuse. Des hommes comme le P. Lamy, de l'Oratoire, dans ses *Entretiens sur la science* (2) et dans sa *Démonstration de la vérité et de la sainteté de la morale chrétienne* (3), et Levassor, dans son *Traité de la véritable religion* (4), ont beau s'inquiéter, rappeler qu'il n'y a pas de morale sans révélation, sans dogme, ils ne peuvent empêcher qu'à côté d'eux, des hommes également chrétiens ne s'appliquent à lui chercher d'autres bases. — On peut même constater, chez des chrétiens, certains points de vue favorables à une morale laïque.

Voici, par exemple, la notion d'utilité : les jansénistes, qui sont les rigoristes de la morale chrétienne, attachent une haute valeur à cette notion. Voici, par exemple, le *Traité sur la manière d'étudier chrétiennement*, de Nicole. Il examine les objets auxquels il est permis de s'appliquer, et ceux qui ne font que servir de pâture à cette vaine curiosité, qui est une forme de la concupiscence. Le critérium est l'utilité. L'étude a Dieu pour principe : « Or, elle a ce principe, quand nous étudions pour satisfaire à la pénitence générale du travail que Dieu a imposée à tous les hommes, et que nous choisissons entre les études celles qui nous peuvent servir pour nous acquitter de nos devoirs.

Car, si nous nous appliquons à des études inutiles, il est clair que la volonté de Dieu et le désir de lui plaire n'est pas ce qui nous fait étudier, puisque cette volonté est juste, raisonnable, et non fantasque et capricieuse.

« Un juge qui étudie les choses de son métier peut dire qu'il étudie par la volonté de Dieu ; mais, s'il s'amuse à apprendre la langue des Indiens ou des Chinois, il serait bien difficile qu'il pût répondre sincèrement à Dieu, s'il lui demandait pour qui il fait

(1) Correspondance avec Bayle. Cf. p. 329 de la publication des lettres de Bayle par Gigas.

(2) 1683, in-12.

(3) 1687, in-12. Une 2^e édit., en 5 vol., est donnée de 1706 à 1711, sous le titre de *Démonstration ou preuves évidentes de la vérité*, etc.

(4) 1688.

ces sortes d'études : « Seigneur, c'est pour vous que je les fais (1). »

Vous voyez comment le moraliste chrétien se transforme ici, pratiquement, en un moraliste étroitement utilitaire. Avec ce principe, quand un homme comme Sully Prud'homme est chef de bureau dans une administration, on lui permettra d'étudier les questions ayant trait à sa fonction, de faire des rapports ou des statistiques, mais il lui sera défendu d'étudier la versification. — Ailleurs, ce janséniste austère arrive à se faire l'apologiste de la civilisation moderne, de ses raffinements ; il vante les commodités de la vie privée, que l'industrie et le commerce mettent à la disposition de tout le monde.

En lisant les Mémoires pour servir à l'histoire de Port-Royal, on voit, dans les relations dont la Mère Angélique a été l'objet, comment l'idéal chrétien était conçu à Port-Royal. Toute commodité est sévèrement proscrite ; c'est un mérite de mal se vêtir, de manger de la viande gâtée, des œufs qui ne sont pas frais, pour combattre la concupiscence, l'empire des sens. Nicole, bon janséniste aussi, arrivera à écrire :

« L'ordre politique est donc une invention admirable, que les hommes ont trouvée pour procurer à tous les particuliers les commodités dont les plus grands rois ne sauraient jouir, quelque nombre d'officiers qu'ils aient, et quelque richesse qu'ils possèdent. Si cet ordre était détruit, combien faudrait-il qu'un homme sans cette invention eût de richesses et de serviteurs pour se procurer simplement les avantages dont un bourgeois de Paris jouit avec quatre mille livres de rente ? Combien faudrait-il qu'il eût de vaisseaux pour en envoyer en toutes les parties du monde, afin que les uns lui apportassent des remèdes, les autres des étoffes, les autres des curiosités et des ouvrages de ces peuples éloignés ? Combien faudrait-il qu'il eût de gens pour avoir des nouvelles réglément (2) tous les huit jours de tous les endroits de l'Europe ? Quelles richesses suffiraient à l'entretien de tant de courriers qui lui seraient nécessaires pour envoyer à tous ces lieux différents, de tant de postes pour leur fournir de chevaux, de tant d'hôtelleries pour les loger ? Combien faudrait-il de soldats pour leur assurer les chemins, et les garantir des voleurs ? Combien faudrait-il qu'il eût d'artisans pour son vivre, pour son logement, pour ses habits ?

(1) *Œuvres choisies de Nicole*, par Jourdain, 1845, p. 429.

(2) Le texte porte : « pour avoir des nouveaux règlements » ; mais il s'agit ici des gazettes et des postes.

« Tous les arts étant enchainés, et ayant besoin les uns des autres, il se trouverait qu'il aurait besoin de tous, et qu'il ne lui suffirait pas d'en avoir pour lui ; il lui en faudrait pour tous ses officiers, et pour tous ceux qui travailleraient pour lui, ce qui va à l'infini. Un simple bourgeois à tout cela, et il l'a sans peines, sans tracas, sans inquiétude. On lui va querir tout ce dont il a besoin, à la Chine, au Pérou, en Egypte, en Perse, et généralement par toute la terre. On l'exempte de la peine de préparer les vaisseaux. On le décharge des risques et de tous les mauvais succès de ces voyages. On lui rend les chemins libres par toute l'Europe. On lui dispose des courriers pour en faire avoir des nouvelles. Il y a des gens qui passent toute leur vie à l'étude de la nature pour le guérir dans ses maladies, et qui sont aussi prêts de le servir que s'il les entretenait à ses gages. Il peut dire avec vérité qu'il a un million d'hommes qui travaillent pour lui dans le royaume. Il peut compter au nombre de ses officiers tous les artisans de France, et même ceux des Etats voisins, puisqu'ils sont tous disposés à lui rendre service, et qu'il n'a qu'à leur commander, en y ajoutant une certaine récompense établie, qui sont les moindres gages que l'on puisse donner à des officiers...

« Qui peut assez estimer ces avantages, qui égalent ainsi les conditions des particuliers à celle des rois, et qui, les dispensant des inquiétudes des grandes richesses, leur en procurent toutes les commodités (1) ? »

La conclusion de ce tableau est une exhortation à développer en nous le sentiment de la solidarité, le sentiment social. Il veut nous porter à être dans la société de bons associés. Mais cette conclusion ne subsistera pas, si on condamne ces avantages de la société. Si on se désintéressait des nouvelles du monde, aurait-on besoin de recevoir des lettres ? Si on se contentait, comme la mère Angélique, des meubles les plus simples, de la nourriture la plus grossière, aurions-nous besoin que l'on nous apporte de l'étranger des meubles et des produits utiles à la consommation ? Si, dans la maladie, on ne songe qu'à Dieu, on n'appréciera pas le quinquina. Ainsi Nicole tient ici le langage d'un laïque, d'un profane. A y regarder de près, nous verrons, quand on attaquera Voltaire pour son *Mondain*, qu'il n'aurait eu qu'à produire cette page de Nicole pour se justifier. Le langage seul diffère : la pensée est la même.

Nous trouvons un autre exemple dans une controverse sur le jeu, qui eut lieu entre Barbeyrac et Frain du Tremblai.

(1) *Traité de la Grandeur*, éd. 1733, t. II, p. 172 sqq.

L'origine de cette controverse fut le *Traité du Jeu* de Barbeyrac (1709) (1). L'un et l'autre s'appuient sur des considérations d'utilité publique. La thèse de Frain du Tremblai est qu'on ne doit pas reconnaître les dettes de jeu, parce que la convention sur laquelle on se fonde est nuisible à l'État et aux particuliers. Barbeyrac admet que le jeu est nuisible aux particuliers et à l'État; mais il maintient le caractère obligatoire des dettes de jeu, en se fondant sur l'utilité : c'est, dit-il, un principe fondamental de science sociale que les conventions soient tenues pour valables, sauf dans les cas d'extrême nécessité. Ainsi, aussi bien l'un que l'autre, ils ne veulent décider de la question que par l'utilité.

(1) Frain du Tremblai écrivit la *Lettre aux journalistes de Trévoux, le Traité du jeu par Barbeyrac*, (*Journal de Trévoux*, avril 1770). — Barbeyrac écrivit à son tour une lettre, qui fut suivie de la *Réponse à la lettre de Barbeyrac* (*Mémoires de Trévoux*, juillet 1713).

Chateaubriand

Cours de M. EMMANUEL DES ESSARTS

Professeur à l'Université de Clermont-Ferrand.

Les origines.

La renommée de Chateaubriand avait pâli pendant une douzaine d'années, de 1848 à 1870. Remise en lumière à la fin du second Empire, elle est aujourd'hui à son plus haut point de splendeur. On ne la conteste pas plus que l'urgence et, pour ainsi dire, la fatalité de la Renaissance romantique, dont Chateaubriand fut le promoteur. Une révolution littéraire, au commencement du xix^e siècle, était la conséquence et le corollaire de la révolution politique d'où est née la France moderne.

Cette révolution inséparable de son aînée, Chateaubriand ne l'a pas faite à lui seul ; mais il l'a entreprise et, pour ainsi dire, lancée. En effet, fils du passé par sa naissance, écrivain du xviii^e siècle par son éducation, c'est lui qui en a pris l'initiative, lui qui rompit avec la routine pseudo-classique du siècle précédent, et, par un franc retour au xvii^e siècle mal compris, comme à l'antiquité méconnue, créa une littérature émancipée du présent, mais fortement appuyée sur le passé, fondée sur la tradition nationale et destinée à s'ouvrir largement à toutes les directions de l'avenir !

Le grand novateur, à la veille de ses audaces, était un homme obscur, un pauvre émigré perdu dans les brumes de Londres. Mais sa vocation avait été servie, pour ainsi dire, et conduite par les événements. Sa destinée fut comme arrangée et composée, mêlée d'imprévu, relevée de souffrance, pour faire de lui un de ces êtres singuliers, qui passent en emportant le cœur des générations conquises. Tout vint en aide à sa création, tout se concerta pour la faire s'épanouir à son heure de parfaite maturité. Telle fut l'histoire des premières années de Chateaubriand. Rien ne pouvait être plus aisément refoulé que ses inclinations naissantes. L'adage a beau dire : « On naît poète ». L'adage n'a raison qu'à moitié. On naît poète, soit ; mais on ne peut être grand poète, si les circonstances n'y conspirent pas. Autrement, il en est comme du grain sur la pierre dans la parabole évangélique : « Inutile au sol, il est enlevé par les oiseaux du ciel. »

Ici les circonstances, ces alliées ou ces ennemies des ambitions humaines, furent d'une merveilleuse complaisance pour le futur génie. Celui qui devait être le poète d'*Atala* eut pour pays natal un coin sauvage de la Bretagne et fut, dans son berceau, visité par les fées du Rêve. Il nous dit lui-même qu'il était venu au monde par une morne journée d'automne, au bruit des vagues mugissantes soulevées par une bourrasque, lugubre avant-courrière de l'équinoxe. Ce fut dans cette tristesse universelle que commença la vie de ce maître des tristes. Son existence ne pouvait mieux s'ouvrir. Entre ce deuil de la mer désolée et cette âme marquée pour la désolation, il y avait comme le pressentiment d'une entente ultérieure. Un lien semblait unir tout ce qui est sombre et plaintif dans la création et la créature.

Enfant chétif d'une famille aux origines féodales, mais appauvrie dans l'éloignement de la cour, fils de François-René de Chateaubriand et de Pauline de Bédé, François-René naquit à Saint-Malo, le 4 septembre 1768. Il se trouvait le dernier, né d'une famille de dix enfants, dont six vécurent, et, comme les cadets de Bretagne, il était destiné, dès sa naissance, à entrer dans la marine royale.

Il grandit dans les conditions les plus propres à réprimer l'ambition, mais en même temps à susciter l'essor poétique. La vie trop active des familles urbaines eût fait échec à sa vocation. Un père taciturne, menaçant, parfois farouche, une mère chimérique, grande conteuse et ne sachant que soupirer, des sœurs telles que Julie de Farcy et Lucie de Caux, furent de précieuses auxiliaires pour sa préparation à la poésie. Il fallait à ce poète novateur une nature abrupte, excellente inspiratrice d'un génie qui fut orageux. Chateaubriand n'a-t-il pas lui-même proclamé « qu'il devait beaucoup au rocher natal » ? Ce rocher de Saint-Malo, tant de fois foulé par ses pas adolescents, fut comme le trépied d'où son imagination prit son premier élan. C'était sur ces falaises, parmi ces forts et ces îlots, à travers la chaussée du Sillon, sur la butte sinistre de la Hoguette, sur les sommets de la Couchée, du Grand-Bé, aujourd'hui consacré par son tombeau, que René, tout enfant, s'initiait au charme grave d'un paysage sévère et à cette sombre grandeur plus tard si particulière à son pinceau fiévreux. A neuf ans, il s'occupait à voir voler les goélands et les mouettes, à contempler « les lointains bleuâtres », jeux étranges pour cet âge, mais où circulait une sève de poésie cachée. Plus tard, le donjon de Combourg, pour lequel il échangea avec sa famille le séjour de Saint-Malo, dut exercer sur son âme la même influence pénétrante. Cette vision d'un château de jadis

suggéra sans doute à cet esprit, où tout se gravait, la curiosité des ruines et le goût du passé. L'isolement presque absolu où coulèrent ses années d'enfance développa par sa concentration solitaire ce qu'il y avait de méditatif et de rêveur chez François-René. Sa sensibilité ne devait ainsi, dans l'avenir, que déborder plus brûlante et plus contagieuse. Contempler, rêver, réfléchir, c'est là que réside la Poésie !

Sainte-Beuve a, de plus, démêlé trois éléments dans ce génie en éclosion : l'ennui, que Chateaubriand s'attribuait comme une seconde nature et qui a produit le mal de René, ce mal toujours renaissant dans les générations successives devant la disproportion du rêve et de la réalité ; — l'illusion romanesque, s'attachant jusqu'au bout à la jeunesse fugitive ; — l'honneur, qui le soutint dans les vicissitudes de son existence littéraire et politique. Cette triple observation est de la plus grande exactitude. Il y eut toujours chez l'auteur des *Martyrs* un mélancolique, un amoureux, un chevalier.

Sa politique, parfois contestable, n'a jamais été mesquine et perfide, comme presque toutes les politiques de parti. Chateaubriand, ainsi que Lamartine, échappa par le sentiment de l'honneur à des passions dont les meilleurs hommes d'Etat n'ont pas été toujours exempts au dix-neuvième siècle.

E. DES ESSARTS.

Sujets de devoirs.

UNIVERSITÉ DE BESANÇON

Composition française.

Sur le passage de la deuxième partie du *Poème de la Révolution*, qui va de : « Puissant Germain Pilon... », à « Tu fis le peuple, toi ! »

Dissertation philosophique.

Déterminer la loi du progrès social.

Dissertation latine.

Inter se conferantur conciones quas in historiis suis Sallustius et Tacitus scripserunt.

Histoire ancienne.

La Basilique Constantinienne.

Histoire du Moyen-Age.

Le servage au Moyen-Age.

Histoire moderne.

Les lettres de cachet sous l'ancien régime.

Thème latin.

Fénelon, *Lettre à l'Académie* : « Je suis très éloigné de vouloir préférer... »

Version latine.

a) Philosophie.

Cicéron, *De Natura Deorum*, II, 54 : « Facilius intelligetur a diis... »

b) *Lettres.*

Tite-Live, XXXIV, 2 : « Si in sua quisque nostrum... »

c) *Histoire.*

Tacite, *Agricola*, 30 : « Sed multa jam ultra gens... »

Thème grec.

Télèmaque, XIII (édit. Chassang, p. 223) : « Phalante, en toute occasion... si on ne les eût arrêtés ! »

Version grecque.

Platon, *République*, 401, B-D.

Bibliographie

Chardin (*les Maîtres de l'Art*), par M. E. PILON. — Un volume in-8° (20×13), avec 24 gravures hors texte. 180 pages, broché, 3 fr. 50 ; cartonné, 4 fr. 50

Il y a beau temps que les vrais connaisseurs ont vengé Chardin de l'injuste discrédit où l'avait relégué le triomphe de David. En faisant entrer dans la collection des *Maîtres de l'Art* la figure douce et narquoise du bonhomme qui sut « créer au moyen des fruits et des fleurs, des enfants et des femmes, des objets de sa maison, d'impérissables œuvres de tiédeur aimante, d'observation tendre et de vérité », M. Edmond Pilon a réussi à le caractériser en traits définitifs. Tout le monde souscrira au probe jugement qui résume le livre et classe Chardin comme « le grand historien intimiste » de notre race en ce qu'elle eut de plus ordonné et de meilleur.

*
* *

Le Problème de l'Action, *la pratique morale*, par G. RODRIGUES, docteur ès lettres, agrégé de philosophie. — Un volume in-8° de la *Bibliothèque de Philosophie contemporaine*, 3 fr. 75. (Félix Alcan, éditeur.)

Le point de vue de l'auteur est celui de la conscience à l'instant précis où elle se décide. Dans quels termes le problème moral se pose-t-il pour elle ? Dans quel esprit doit-elle chercher à le résoudre ? Nos morales sont des métaphysiques construites après coup pour justifier les solutions de fait que la pratique impose. C'est à cette *pratique* seule que M. Rodrigues s'intéresse, c'est à elle seule qu'il a voulu s'attacher. La conscience, au sens le plus strict de ce mot, est le *juge intérieur*. Sa fonction est de trancher les conflits moraux, comme celle du juge est d'arbitrer les conflits juridiques. Il n'y a qu'un problème moral : le problème de l'action, celui qui consiste à nous situer par rapport à autrui. Comment y parvenir ? C'est la seule question que l'auteur s'est posée. Il indique une direction, une méthode. Son livre contribue à éclaircir la nature à la fois concrète et agissante de la réflexion morale.

Le gérant : E. FROMANTIN.

POITIERS. — SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE

REVUE HEBDOMADAIRE

DES

COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

Origines françaises du romantisme

Cours de M. ÉMILE FAGUET,

Professeur à l'Université de Paris.

Le sentiment de la nature chez J.-J. Rousseau (suite).

Je vais achever l'étude que j'avais entreprise sur le sentiment de la nature chez Rousseau.

Je vous montrais qu'il avait sa manière à lui de peindre les choses naturelles, manière qui peut être encore classique, mais qui ne laisse pas d'annoncer la manière romantique. Pour préciser ma pensée, je dirai qu'il a les qualités des classiques, sans en avoir les défauts ; il marque donc un progrès, et, en un mot, il fait la transition entre les classiques et les romantiques. En se plaçant au point de vue moderne, on lui reproche d'employer dans ses descriptions un trop grand nombre de termes généraux et de ne pas faire ressortir assez vivement la physionomie des lieux qu'il décrit : vous avez vu combien il fallait rectifier cette assertion et que Rousseau a véritablement le don d'entrer dans l'intimité de la nature et de ses différents aspects. J'insiste sur ce qu'il y a de nouveau dans cette manière de peindre ; je vous ai déjà donné des exemples, en voici un de plus.

Vous savez que Rousseau aimait se livrer à la botanique et qu'il est presque devenu botaniste, par suite du goût passionné qu'il avait à se trouver seul, à la campagne, en face des beautés de la nature. Personne, avant lui, n'avait donc cultivé la botanique ?

Certes si, beaucoup plus et beaucoup mieux que lui ; mais personne ne l'avait fait aussi amoureusement.

Il herborise, parce qu'il éprouve une joie d'amant à se pencher et à se courber sur les aspects modestes que prend la nature dans les plantes, les feuilles et les fleurs ; botaniste romanesque, comme le sera plus tard Michelet dans l'*Insecte* et dans l'*Oiseau*. Il ne considère pas les plantes abstraitement, scientifiquement, pour les classer par genres ou par familles : il les étudie comme des êtres vivants, avec lesquels il est en communication, et sans les détacher de leur cadre et de leur milieu. Eh ! bien, le fait même qu'il devient botaniste par amour du détail particulier de la nature nous est un sûr garant qu'il ne s'en tiendra pas à des peintures vagues ou générales. Voici comment il raconte une de ses promenades d'herborisation :

« Des dispositions bien différentes ont fait, pour moi, de la botanique une espèce de passion qui remplit le vide de toutes celles que je n'ai plus. Je gravis les rochers, les montagnes ; je m'enfonce dans les vallons, dans les bois, pour me dérober, autant qu'il est possible, au souvenir des hommes et aux atteintes des méchants. Il me semble que, sous les ombrages d'une forêt, je suis oublié, libre et paisible, comme si je n'avais plus d'ennemis, ou que le feuillage des bois dût me garantir de leurs atteintes, comme il les éloigne de mon souvenir, et je m'imagine dans ma bêtise qu'en ne pensant point à eux, ils ne penseront point à moi. Je trouve une si grande douceur dans cette illusion, que je m'y livrerais tout entier, si ma situation, ma faiblesse et mes besoins me le permettaient. Plus la solitude où je vis alors est profonde, plus il faut que quelque objet en remplisse le vide, et ceux que mon imagination me refuse ou que ma mémoire repousse sont suppléés par les productions spontanées que la terre, non forcée par les hommes, offre à mes yeux de toutes parts. »

Je m'arrête ici, pour vous faire remarquer, en passant, à quel point Jean-Jacques est l'homme de la nature et de la liberté. Parmi les productions de la nature, il distingue nettement celles qui sont dues au travail et à la collaboration des hommes de celles qui naissent spontanément du sein de la terre : et ce sont ces derniers produits qui lui semblent touchants, qui intéressent sa sensibilité et retiennent son attention. Rousseau ne recherche pas seulement la liberté et l'individualisme de l'homme et de la société : il veut l'affranchissement partout ; il voudrait se faire le libérateur de la nature, s'il le pouvait, de la terre que les hommes asservissent à leurs besoins.

« Le plaisir d'aller dans un désert chercher de nouvelles
 « plantes couvre celui d'échapper à mes persécuteurs — nous
 « avons déjà signalé ce point — et, parvenu dans des lieux où
 « je ne vois nulles traces d'hommes, je respire plus à mon aise,
 comme dans un asile où leur haine ne me poursuit plus.

« Je me rappellerai, toute ma vie, une herborisation que je fis,
 « un jour, du côté de la Robaila, montagne du justicier Clerc... »
 — Vous allez voir si Rousseau va se contenter de traits généraux
 et s'il ne nous fait pas saisir la physionomie du paysage : « J'étais
 « seul, je m'enfonçai dans les anfractuosités de la montagne, et,
 « de bois en bois, de roche en roche, je parvins à un réduit si
 « caché que je n'ai vu de ma vie un aspect plus sauvage. De noirs
 « sapins entremêlés de hêtres prodigieux, dont plusieurs, tombés
 « de vieillesse et entrelacés les uns dans les autres, fermaient ce
 « réduit de barrières impénétrables ; quelques intervalles, que
 « laissait cette sombre enceinte, n'offraient au delà que des ro-
 « ches coupées à pic et d'horribles précipices, que je n'osais
 « regarder qu'en me couchant sur le ventre... »

Les noirs sapins, les vieux hêtres, les rochers escarpés, sont
 des détails assez précis, je pense, et caractérisent admirablement
 le coin sauvage où s'est réfugié Jean-Jacques. Et maintenant,
 pour préciser davantage, quels sont les hôtes de cette retraite
 inaccessible ?

« Le duc, la chevêche et l'orfraie faisaient entendre leurs cris
 « dans les fentes de la montagne ; quelques petits oiseaux rares,
 « mais familiers, tempéraient cependant l'horreur de cette soli-
 « tude. Là je trouvai la dentaire *heptaphyllos*, le cyclamen, le
 « *nidus avis*, le grand *laserpitium* et quelques autres plantes, qui
 « me charmèrent et m'amusèrent longtemps. Mais, insensible-
 « ment dominé par la forte impression des objets, j'oubliai la
 « botanique et les plantes ; je m'assis sur des oreillers de *lycopo-*
 « *dium* et de mousses, et je me mis à rêver plus à mon aise, en
 « pensant que j'étais là dans un refuge ignoré de tout l'univers
 « où les persécuteurs ne me déterreraient pas. »

Comparons, un instant, Rousseau et Lamartine : nous verrions
 bien Lamartine, couché sur des tapis de lycopodes, qu'il ne
 saurait d'ailleurs pas nommer : et lui-même, à ce détail près, nous
 décrirait la scène ; mais la première partie est toute du Rousseau,
 et Lamartine ne l'aurait pas écrite ; il n'est pas capable d'une
 pareille observation scientifique et amoureuse. Ainsi Rousseau,
 considéré comme peintre, est un particulariste, non seulement
 par rapport à ceux qui le précèdent ou l'entourent, mais encore
 par rapport à ceux qui le suivent.

« Un mouvement d'orgueil se mêla bientôt à cette rêverie. Je
 « me comparais à ces grands voyageurs qui découvrirent une
 « île déserte et je me disais avec complaisance : sans doute, je
 « suis le premier mortel qui ait pénétré jusqu'ici. Je me regar-
 « dais presque comme un autre Colomb. Tandis que je me pa-
 « vanais dans cette idée — comme il sait se moquer de lui avec
 « mesure ! — j'entendais peu loin de moi un certain cliquetis
 « que je crus reconnaître ; j'écoute : le même bruit se répète et
 « se multiplie. Surpris et curieux, je me lève, je perce à travers
 « un fourré de broussailles du côté d'où venait le bruit, et dans
 « une combe, à vingt pas du lieu même où je croyais être par-
 « venu le premier, j'aperçois une manufacture de bas ! » (1).

Rousseau poète avait oublié que, où il y a un ravin, il y a un torrent, et que, où il y a un torrent, il y a une manufacture !

Si Rousseau se fait le peintre enthousiaste, et de la manière que nous avons vue, de la nature farouche et sauvage, il ne repousse pas tout à fait la nature domestiquée par l'homme, à condition toutefois qu'elle n'efface pas complètement l'illusion de l'autre, la seule vraie. C'est pour marquer ce sentiment qu'il a fait, dans la *Nouvelle-Héloïse*, la longue description du jardin de Julie.

Vous comprendrez pourquoi Rousseau s'est tant étendu, en songeant à ce que fut, au dix-huitième siècle, la question des jardins. Tout comme il y a eu la querelle des anciens et des modernes, la querelle des Glückistes et des Piccinistes, il y a eu la querelle des jardins. Le grand point était de savoir si le jardin français devait céder la place au jardin anglais. Quant aux représentants des deux opinions, les partisans du jardin français étaient des traditionalistes, les partisans de l'autre des novateurs. Comme les premiers étaient bien dans la tradition ! C'étaient tous les souvenirs du passé qu'ils voulaient retenir. Quel est, en effet, le type le plus complet du jardin français ? C'est le jardin de Versailles. Il est d'un temps où la vie de société était dans sa période de perfection. A cette époque, où la conversation est le plus noble des délassements, le jardin ne peut être considéré que comme la suite du salon. On a dit spirituellement que le jardin de Versailles, c'était le château de Versailles couché par terre : ce sont les grandes salles du palais, les majestueuses galeries prolongées au dehors.

Comme le salon, le jardin doit être un lieu où l'on puisse causer : il y faut donc de longues et larges allées, où l'on marche à l'aise ;

(1) *Réveries d'un promeneur solitaire*, septième promenade.

des allées rectilignes, comme est rectiligne la conversation du dix-septième siècle.

Au contraire, le jardin anglais, qui nous vient des Anglais disent les uns, des Chinois disent les autres, fut inventé en tout cas par des gens qui causent moins que nous : et ce pourrait bien être les Anglais, ces insulaires dont on a dit plaisamment et justement que, comme leur pays, chacun d'eux était une île. Il faut alors que le jardin permette au promeneur qui médite de suivre les méandres de sa rêverie ; trop d'uniformité lui conviendrait mal.

Sans la moindre anglomanie, Rousseau a été partisan d'un jardin qui fût le plus possible semblable à la nature. Un jardin, ce doit être la nature avec tout juste ce qu'il faut de commodités, pour qu'on puisse y promener sa rêverie, sans se déchirer aux ronces ; les allées ne ressembleront pas à ces avenues droites, qui limitent la nature entre des lignes nettes ; ce seront des sentiers sinueux, où l'on se promène seul, à deux peut-être, qui détruisent la perspective plus qu'ils ne l'accusent, qui donnent la sensation qu'ils n'aboutissent nulle part ou qu'ils vont finir brusquement.

Et cela, remarquez-le, n'est pas exactement la conception du jardin anglais, avec ses sinuosités, ses rocailles, ses grottes, ses cascades et ses ruines factices, accidents bien artificiels dans leur prétention au naturel.

Rousseau aime un jardin qui serait un parc, un endroit où la nature serait, le moins qu'il se peut, touchée par la main des hommes. Rappelez-vous le passage, que j'ai lu autrefois, où La Fontaine, pendant un voyage en Limousin, décrit à sa femme un jardin qui lui a plu : ce jardin, c'était un bois, un parc aux arbres séculaires, à peine civilisé. Il n'y a pas eu deux autres hommes se ressemblant autant que La Fontaine et Rousseau.

Le jardin de Julie est bien un parc : « Je me mis à parcourir
« avec extase ce verger ainsi métamorphosé ; et si je ne trouvai
« point de plantes exotiques et de productions des Indes, je trouvai
« celles du pays disposées et réunies de manière à produire un
« effet plus riant et plus agréable. Le gazon verdoyant, épais, mais
« court et serré, était mêlé de serpolet, de baume, de thym, de mar-
« jolaine et d'autres herbes odorantes. On y voyait briller mille
« fleurs des champs, parmi lesquelles l'œil en démêlait avec sur-
« prise quelques-unes de jardin, qui semblaient croître naturel-
« lement avec les autres. — Voilà la mesure où la nature peut être
« civilisée, dans un jardin. — Je rencontrais de temps en temps des
« touffes obscures, impénétrables aux rayons du soleil, comme
« dans la plus épaisse forêt ; ces touffes étaient formées des
« arbres du bois le plus flexible, dont on avait fait recourber les

« branches, pendre en terre, et prendre racine, par un art semblable à ce que font naturellement les mangles en Amérique. Dans les lieux plus découverts, je voyais çà et là, sans ordre et sans symétrie, des broussailles de roses, de framboisiers, de groseilliers, des fourrés de lilas, de noisetier, de sureau, de seringa, de genêt, de trifolium, qui paraient la terre en lui donnant l'air d'être en friche. Je suivais des allées tortueuses et irrégulières bordées de ces bocages fleuris, et couvertes de mille guirlandes de vigne de Judée, de vigne vierge, de houblon, de liseron, de couleuvrée, de clématite et d'autres plantes de cette espèce, parmi lesquelles le chèvrefeuille et le jasmin daignaient se confondre. Ces guirlandes semblaient jetées négligemment d'un arbre à l'autre, comme j'en avais remarqué quelquefois dans les forêts, et formaient sur nous des espèces de draperies qui nous garantissaient du soleil, tandis que nous avions sous nos pieds un marcher doux, commode et sec, sur une mousse fine, sans sable, sans herbe et sans rejetons raboteux. Alors seulement je découvris, non sans surprise, que ces ombrages verts et touffus, qui m'en avaient tant imposé de loin, n'étaient formés que de ces plantes rampantes et parasites, qui, guidées le long des arbres, environnaient leur tête du plus épais feuillage, et leur pied d'ombre et de fraîcheur. J'observai même qu'au moyen d'une industrie assez simple on avait fait prendre racine sur les troncs des arbres à plusieurs de ces plantes, de sorte qu'elles s'étendaient davantage en faisant moins de chemin. Vous concevez bien que les fruits ne s'en trouvent pas mieux de toutes ces additions ; mais, dans ce lieu seul, on a sacrifié l'utile à l'agréable, et, dans le reste des terres, on a pris un tel soin des plants et des arbres, qu'avec ce verger de moins la récolte en fruits ne laisse pas d'être plus forte qu'auparavant (1). »

Tel est le jardin propice aux rêveries de Rousseau, le jardin qui ne s'éloigne pas et n'éloigne pas le promeneur de la nature. En cette matière comme en toute autre, il dirait volontiers : imitez la nature et faites que l'imitation soit fidèle, que la nature soit proche de vous, et qu'il ne faille pas trop d'effort pour la chercher. Si nous n'avons pas la faculté d'aller faire de la botanique en plein air, ayons des jardins ; mais que ces jardins soient des morceaux de la nature.

Nous avons vu comment Rousseau, amant de la nature, la goûte, la décrit, la rêve. Ce sentiment de la nature est le centre

(1) *Nouvelle Héloïse*, quatrième partie, lettre 11.

même de sa personnalité et de sa philosophie. On a dit que le centre de Rousseau était le moi, ombrageux, intransigeant : je n'y contredis point absolument. On peut construire Rousseau autour de cette idée ; mais j'aimerais mieux, pour ma part, le construire autour du sentiment que j'indique, car toutes ses idées s'y ramènent.

Il a rêvé l'homme de la nature, c'est-à-dire l'homme qui n'est pas déraciné du sol où il est né. De nos jours, on a entendu sous ce nom l'homme qui a coupé toutes les attaches qui, par quelque point, le renaient à sa petite patrie locale. Rousseau considère qu'il y a d'autres liens plus puissants et qu'il y a un enracinement plus profond, qui attache l'homme à la nature. Quand il parle de l'homme à l'état de nature, en demandant qu'on revienne à cet état, il songe à l'homme, vrai ou supposé, qui n'a perdu aucun de ses instincts primitifs et qui, d'une certaine manière, touche encore à la terre et en subit toujours l'influence bienfaisante.

Il a encore rêvé la cité de la nature. Les hommes, pense-t-il, peuvent se réunir en villes, à la condition que ces villes soient voisines des champs, qu'elles soient bâties au milieu de paysages rustiques, pour que la nature puisse exercer sur l'âme son action secrète, sinon toujours, du moins périodiquement : combien de fois Rousseau est-il revenu sur les fêtes champêtres de Genève, que facilitait la situation de la petite république ! Cette vision de la cité champêtre, si les deux mots peuvent être associés, est une idée favorite de Jean-Jacques. Ce qu'il reproche à la civilisation, c'est d'avoir dépravé le cœur humain, d'avoir jeté dans l'âme des idées mauvaises et d'avoir construit les villes qui éloignent l'homme de son berceau naturel.

Enfin Rousseau a fait le rêve d'une religion naturelle, que, pour son compte, il a pratiquée. Je n'insiste pas sur ce sujet, car j'aurai l'occasion d'y revenir ; mais, dès maintenant, je dois vous indiquer qu'elle est un prolongement de la pensée ou du sentiment dominant de Rousseau. Dans son intimité avec la nature, il y trouvera une religion qui ne sera pas abstraite, qui n'aura été ni subtilisée par la réflexion ni transformée en idée. M^{me} de Sévigné, dans un de ses moments de bon sens robuste, disait à propos de ses amis de Port-Royal : « Epaississez-moi un peu votre religion ; j'ai peur qu'au milieu de tant de subtilités elle ne s'évapore. » Rousseau, de même, veut une religion qui parle plus à l'âme ou au cœur qu'à l'esprit ; il a imaginé que la religion des hommes primitifs était plus cordiale, plus profonde et plus solide que celle de ses contemporains, parce qu'elle n'était pas encore une idée,

mais qu'elle se contentait d'être un sentiment, presque une sensation, la sensation de la force et de la bonté de la nature : de ces deux sensations naissaient deux sentiments, un sentiment de crainte salutaire et un sentiment d'admiration : c'est par là que l'homme était conduit à l'adoration du Dieu créateur. N'allez pas plus loin, dit Rousseau : ne philosophiez pas ; sinon la religion aura une influence sur les esprits, mais n'en exercera aucune sur les cœurs. Ce qui serait solide et vraiment indéracinable, ce serait une religion qui, à peine idée, serait surtout sensation et sentiment.

Maintenant que je vous ai montré ce qu'était le sentiment de la nature chez Jean-Jacques Rousseau, il me reste à vous indiquer ce qu'il est devenu chez ses successeurs et ses héritiers.

Il est curieux de constater que l'influence de Rousseau s'est exercée sur les mœurs, avant de se faire sentir dans la littérature. Le goût des jardins s'est développé avant la venue de Bernardin de Saint-Pierre ; il a donc précédé les premiers disciples de Rousseau. En même temps que ce goût, celui des voyages s'est répandu jusqu'à être une sorte de nécessité mondaine. Avant Jean-Jacques, le Parisien va bien à la campagne, à sa maison des champs ou au château, où il cherche le repos des agitations de la ville ; mais le voyage vers les sites et les curiosités naturelles est presque inconnu jusqu'à Rousseau. La Fontaine et Chapelle voyagent et décrivent ce qu'ils ont vu ; mais ils observent surtout les villes, les particularités curieuses, les habitants et leurs mœurs. Les relations de voyages antérieures à Rousseau ressemblent à celles de Stendahl (1), qui appartient par son tempérament au XVIII^e siècle : c'est un flâneur qui aime à se promener dans les rues, faire causer ses voisins et remarquer les traits d'originalité psychologique des gens.

On avait bien, avant Rousseau, le goût de la mer ; cependant on allait surtout à la mer pour des motifs hygiéniques : l'air marin guérissait des vapeurs. Quant à la montagne, on la considérait comme un lieu d'horreur : c'est Rousseau qui l'a découverte.

Son action sur les mœurs fut suivie bientôt d'une action sur la littérature : parmi ses disciples, Bernardin de Saint-Pierre a inauguré, et plus que Rousseau même, le paysage maritime. Il est, à cet égard, un véritable initiateur : c'est dans la mer qu'il trouve l'apaisement et l'affranchissement que Rousseau demande à la montagne. Sénancour revient à la montagne, par une habitude d'enfance : il y rencontre l'oubli des hommes, mais un

(1) *Voyage d'un Touriste.*

oubli irrité, qui n'est pas le calme. Pour Chateaubriand, vous le savez, ce sont tous les aspects de la nature qu'il a décrits : la montagne, la mer, la forêt, la forêt immense, sauvage, la forêt d'Amérique, où des silences succèdent à des silences, Rousseau n'avait pas eu l'occasion de la peindre : Chateaubriand l'a décrite avec un luxe incomparable.

Lamartine recherchera deux choses différentes : la grâce délicate et humble d'une nature très proche de nous, et l'effrayante beauté des grands horizons. Il aimera les Charmettes et les Alpes, je veux dire Saint-Point, Milly, les demi-vallées et demi-montagnes du Mâconnais d'une part, et, d'autre part, les hauts sommets du Liban, aux vastes forêts de cèdres, qui sont, au souffle du vent, comme la harpe de Dieu sur les montagnes.

Alfred de Vigny introduit un changement. En effet, une force mystérieuse semble nous ramener sur nos pas, quand nous avons poussé assez loin dans un sens, et c'est ainsi qu'une idée finit par aboutir à une idée contraire. Le goût de la nature, avec Vigny, en est devenu l'horreur. Il s'aperçoit que la nature n'est pas si consolante et apaisante que ses devanciers l'ont cru ; elle lui semble même tellement indifférente, qu'elle arrive à lui paraître hostile et cruelle.

Leconte de Lisle n'en reste pas à ce sentiment de terreur : il considère la nature comme impassible, mais comme capable aussi de verser au cœur de l'homme l'impassibilité, sinon la joie. De nos jours, on juge que la nature n'est ni bonne ni mauvaise, ni mère ni ennemie, mais qu'elle est simplement belle, et que le seul sentiment qu'elle doive nous inspirer, c'est un sentiment esthétique.

Nous voilà sans doute loin de Rousseau, et il est temps d'y revenir : aussi bien, si nous nous sommes éloignés de lui, je vous ai montré par là-même que ce grand amant de la nature avait eu une assez longue postérité.

M. W.

La vie et les œuvres de Sénèque

Cours de M. JULES MARTHA,

Professeur à l'Université de Paris.

Le traité « des Bienfaits ».

Nous ne pouvons guère attribuer une date précise au traité de Sénèque *sur les Bienfaits, de Beneficiis*, car il ne contient pas d'indication chronologique très nette. Toutefois, d'après certaines allusions qu'y fait Sénèque à la captivité dorée où le maintient Néron, il semble qu'au moment où il composa cet ouvrage, il n'avait pas encore quitté la cour de l'empereur ; par suite, ce traité serait antérieur à l'année 62 ap. J.-C.

Sénèque le dédie à un de ses amis, Æbutius Liberalis. Nous ne savons rien de bien précis sur la vie et le caractère de ce personnage. C'est, sans doute, le même dont parle Sénèque dans la *Lettre 91 à Lucilius*, où il l'appelle « mon cher » : *liberalis noster*. Il était né à Lyon, nous dit Sénèque ; et, lors d'un incendie qui fit beaucoup de ravages dans sa ville natale, Æbutius montra beaucoup d'affliction. On voit que nous savons fort peu de chose, en somme, sur cet ami de Sénèque.

Le traité *des Bienfaits* diffère des autres traités de morale dus à Sénèque que nous avons étudiés jusqu'à présent. Tandis que ceux-ci ne comptent, le plus souvent, que quelques chapitres, le *de Beneficiis* est beaucoup plus étendu, puisqu'il comprend sept livres. Les autres ouvrages analogues de Sénèque ne dépassent pas dix ou vingt pages, sauf les traités *de la Colère* et *de la Clémence*, qui ont une cinquantaine de pages. Le *de Beneficiis* a plus de deux cents pages : c'est donc une partie importante dans l'œuvre morale de Sénèque.

La question qui y est longuement développée est, en effet, une de celles qui ont beaucoup intéressé les stoïciens. Cette école préfère, en général, aux théories de haute philosophie l'étude de certains problèmes qui intéressent directement la vie pratique. Les stoïciens attachent beaucoup d'importance à la pratique de certaines vertus, comme l'amitié, la justice, etc. Or ces vertus ne trouvent leur application que dans la vie en société. Pour

qu'elles puissent s'y développer, il faut que les hommes vivent entre eux en bonne intelligence. La question de la bienfaisance se rattache à ces conditions, qui entretiennent la concorde et l'entente parmi les hommes.

Les stoïciens s'étaient préoccupés, avant Sénèque, de ce problème des bienfaits. Chrysippe, un des fondateurs de la doctrine, un de ceux qui ont laissé le plus d'ouvrages sur la philosophie théorique et pratique, avait fait un ouvrage sur les bienfaits. Mal composé, comme toutes les œuvres de Chrysippe, qui était connu pour sa facilité et aussi pour sa négligence, il a dû passer sous les yeux de Sénèque, qui le cite et le critique quelquefois : c'est ainsi, par exemple, qu'il lui reproche de s'attarder à des digressions et à des futilités (*de Beneficiis*, I, III, 8). Un autre stoïcien, disciple de Panætius, contemporain de Scipion Emilien, avait fait aussi un *de Beneficiis*. Les stoïciens, qu'on a comparés non sans raison aux jansénistes, avaient coutume d'émettre des préceptes très rigides, mais qui n'étaient pas applicables dans la pratique de la vie. Il fallait donc, à côté des déductions théoriques, établir une sorte de casuistique morale. On retrouve dans l'ouvrage de Sénèque ce mélange de règles étroites et de casuistique. Quantité de cas douteux se présentent à l'esprit de Sénèque, et il emploie toutes les ressources de sa subtilité pour leur trouver une solution.

Le sujet est très étendu chez les prédécesseurs de Sénèque et chez Sénèque lui-même. Il ne nous sera donc pas possible de donner, en une seule leçon, une analyse claire du *de Beneficiis*. Nous commencerons par l'étude des deux premiers livres.

Trois questions sont traitées dans ces deux livres :

- 1° Qu'est-ce que la bienfaisance ? Définition du bienfait.
- 2° Sur quoi porte la bienfaisance ? Qu'est-ce qu'il faut donner pour accomplir un bienfait ?
- 3° Comment s'exerce la bienfaisance ? De quelle façon faut-il donner ?

Il s'agit, en premier lieu, de formuler une définition exacte du bienfait. L'idée qui se présente tout d'abord à l'esprit, quand on se pose cette question, c'est que le bienfait est quelque chose de matériel ; c'est un présent, c'est un cadeau, c'est de l'argent que l'on nous donne. Mais, dit Sénèque, on se trompe en croyant cela ; le bienfait appartient à la catégorie des choses à double face : il y a une partie qu'on voit, et une partie qu'on ne voit pas. Par exemple, on remet à quelqu'un une distinction honorifique ; qu'est-ce ? une médaille, une pièce d'or, un bout de ruban ; c'est quelque chose de matériel. Mais ce qui fait, en

réalité, la valeur de la distinction, ce n'est pas la quantité de matière qu'on offre, c'est l'honneur dont l'objet matériel n'est que le symbole. Le costume d'un magistrat n'est que le symbole de l'autorité qui lui est dévolue. Un chef d'armée donne un collier, une couronne civique ; qu'a donc cette couronne de précieux en soi ? Que sont le prétexte, les faisceaux, le char de triomphe ? Rien de tout cela n'est l'honneur, ce n'en est que la marque. De même, ce qui tombe sous les sens, ce n'est pas le bienfait, mais le signe et le symbole. Le bienfait est de ces choses qui, en elles-mêmes, ne sont rien et qui ne valent que par ce qu'il y a derrière. Ce qui constitue, par exemple, un bienfait, ce n'est pas l'acte de donner de l'argent ou de l'avancement ; le bienfait est un sentiment : il réside tout entier dans l'âme du bienfaiteur, non dans l'objet qui est offert. Le bienfait est un acte de bienveillance, qui procure de la joie à celui qui en est l'objet et à celui qui en est l'auteur. Ce qui importe, ce n'est pas ce qui est donné, c'est l'intention.

Ce qui prouve que l'acte matériel et l'intention morale sont choses bien distinctes, c'est que le bienfait survit, en certains cas, à l'acte matériel qui l'accompagne. Je rachète un ami des mains des pirates ; l'acte matériel consiste à lui donner la liberté. Cet ami est jeté en prison par d'autres ennemis. La liberté lui est donc à nouveau ravie, et cependant le bienfait n'est pas détruit par là. L'acte, qui a une valeur morale, reste toujours en dépit de la disparition du symbole matériel. J'arrache des enfants au naufrage ou à l'incendie ; plus tard, ils sont victimes de la maladie ou de quelque fâcheux hasard ; cependant ce que j'ai fait pour eux subsiste. Il y a donc, dans tout bienfait, un acte moral, qui est distinct de l'acte matériel et qui peut lui survivre : c'est l'acte moral qui seul importe.

Une autre preuve montre encore qu'il y a deux choses à distinguer dans le bienfait. Un acte moral d'une très grande valeur peut être accompagné d'un acte matériel très minime, et, inversement, il peut y avoir un acte moral très faible bien que l'acte matériel ait une importance considérable. Voici, par exemple, un pauvre dénué de ressources, qui a toutes les peines du monde à vivre. Il voit un plus pauvre que lui et lui donne de bon cœur ce qu'il a ; c'est bien peu, et cependant la valeur morale du bienfait est immense. Au contraire, un riche, qui ne sait que faire de ses revenus, jette avec arrogance et dédain à un malheureux sa bourse pleine d'or. Le présent est fort grand ; mais le mérite moral est très faible. Donc le bienfait est essentiellement un acte moral, non un cadeau matériel.

Cette distinction se retrouve dans les rapports des hommes et des dieux. Un richard au cœur dépravé peut arroser l'autel du sang des victimes, faire des hécatombes, amener une foule de victimes parées d'or, sans être agréable aux dieux. Une simple offrande, un gâteau de froment, marquent mieux la religion de l'homme de bien ; car la piété n'est pas dans la graisse des victimes ou dans l'or dont on les charge, mais dans la droiture et la pureté du cœur. L'idée développée par Sénèque est exactement celle du vers connu :

La façon de donner vaut mieux que ce qu'on donne.

Il s'agira donc d'étudier la façon de donner ; mais, auparavant, une question se pose : il faut savoir ce que l'on peut donner aux personnes à qui l'on veut faire du bien.

D'abord, dit Sénèque, on doit donner les choses nécessaires. Tout cela a l'air banal ; mais, pour l'antiquité, c'étaient autant de nouveautés. Les philosophes stoïciens, avec leur habituelle subtilité, distinguaient trois catégories de choses nécessaires :

1° Les choses sans lesquelles on ne peut vivre : par exemple, quand le cas se présente, si une personne se voit menacée de tomber entre les mains des ennemis, d'encourir la colère d'un tyran ou la proscription, ou se trouve exposée à d'autres dangers, — la première de toutes les nécessités est de lui sauver la vie.

2° Il y a ensuite les choses sans lesquelles, à la rigueur, la vie est possible, mais bien peu souhaitable : ainsi on peut vivre, mais d'une vie pire que la mort, sans la liberté, l'honneur, la bonne conscience. Le cas échéant, ce sera donc un grand bienfait que de sauver la liberté de quelqu'un. Pourtant les esclaves vivent ; mais ce sort est peu enviable. Il faudra aussi sauver la pudeur, quoiqu'on puisse vivre sans pudeur.

3° Enfin viennent les choses sans lesquelles certaines personnes peuvent vivre, mais que certaines autres trouvent indispensables : ainsi il y a beaucoup de gens qui se passent parfaitement de femme et d'enfants. Pour d'autres, une femme et des enfants sont des biens nécessaires, que l'usage et une longue habitude ont rendu si chers, qu'ils ne sauraient en être séparés sans que la vie leur devienne pire que la mort. Ce sera donc un bienfait que de sauver la femme, les enfants, la famille d'autrui.

Les choses nécessaires sont les premières qu'il convient de donner. En second lieu, viennent les choses qui sont simplement utiles : c'est ainsi qu'il faut prendre garde de donner d'abord aux

gens des choses dont ils puissent se servir. Par exemple, ce serait une sottise que d'envoyer un équipage de chasse à une femme ou à un vieillard, une bibliothèque à un illettré, des ustensiles de pêche à un homme d'étude et de lettres. Ce n'est pas accorder un bienfait à quelqu'un que de lui donner des objets dont il ne puisse se servir. Le bienfait ne peut porter que sur des choses utiles ; par exemple, on donnera de l'argent, de l'avancement, du crédit.

Il faut que le bienfait soit non seulement utile, mais agréable. Il est clair que, si vous donnez à quelqu'un quelque chose qui ne lui plaise pas, vous ne lui avez pas rendu service. On doit donc tenir compte des goûts de la personne à qui l'on se propose de faire un cadeau. Mais, sous prétexte de faire plaisir, n'allez pas, dit Sénèque, abonder par trop dans les penchants des gens. Si vous donnez, par exemple, du vin à une personne un peu portée à la boisson, vous avez l'air de lui dire que vous la soupçonnez de s'enivrer. De même envoyer des médicaments à un malade imaginaire, c'est lui reprocher sa manie. Il convient donc d'apporter beaucoup de discernement dans le choix des cadeaux agréables ; sans quoi le bienfait se transforme en ironie déplacée et en allusion satirique.

Si nous avons le choix, donnons de préférence des choses durables. Si nous faisons des cadeaux qui ne restent pas, le souvenir du bienfait risque de disparaître avec l'objet qui en est le signe. Aussi vaut-il mieux, par exemple, donner de l'argenterie que de l'argent ; car l'argent part vite, tandis que l'argenterie reste. Il n'est guère de personnes assez reconnaissantes pour songer à ce qu'elles ont reçu, quand elles ne le voient plus ; tant que le présent est sous les yeux, il ne se laisse pas oublier, mais rappelle sans cesse le souvenir du bienfaiteur. Ainsi, au lieu de vêtements qui s'usent, il vaut mieux offrir une statue.

La conclusion de ces remarques, c'est qu'il faut que le présent ait en soi quelque chose de rare. Cela ne veut pas dire que ce soit forcément quelque chose de très précieux. Ainsi un paysan sera très agréable à un richard en lui apportant des fruits à une saison où ce sont encore des primeurs. Il faut que l'objet donné n'ait pas l'air vulgaire et banal ; il doit être, au contraire, personnel à celui qui donne et à celui qui reçoit. Un cadeau vulgaire, que tout le monde peut avoir, ne flatte pas celui qui le reçoit. Quand Alexandre était au comble de sa puissance, les Corinthiens lui envoyèrent des députés pour le féliciter et lui offrir le droit de cité. D'abord il haussa les épaules devant la médiocrité du présent. Les députés lui dirent alors : « Sache que,

chez nous, le droit de cité ne s'accorde jamais. » Ainsi ce privilège, accordé dans une république si faible en face du tout-puissant Alexandre, devenait un présent très précieux, parce qu'il était unique. Au contraire, les présents qu'on offre à tout venant n'ont plus aucune valeur. Le sourire d'un hôtelier n'a pas de valeur, parce qu'on sait qu'il s'adresse à tous ses hôtes de passage. L'habileté consiste à relever des cadeaux de peu de valeur en soi, en les présentant comme quelque chose de rare : c'est ainsi que les marchands s'attirent la sympathie de leurs clients en leur faisant croire qu'ils réservent à chacun les occasions les plus avantageuses et les prix les plus modiques ; c'est ainsi qu'une coquette qui se donne à plusieurs amants sait faire croire à chacun d'eux qu'il est le préféré.

Avec le deuxième livre commence l'examen de la troisième question annoncée par Sénèque : comment faut-il donner ?

Sénèque insiste davantage sur ce point et divise le sujet, d'après une comparaison empruntée à Chrysippe. Ce philosophe comparait le bienfaiteur et l'obligé à deux partenaires du jeu de paume : l'un des joueurs lance la balle, l'autre la reçoit. Pour que le jeu marche bien, il faut que tous deux la lancent et la reçoivent habilement. Il en est de même pour la bienfaisance : elle ne produit d'heureux effets que si le bienfaiteur sait donner et si l'obligé sait recevoir convenablement le bienfait. Il faut donc distinguer deux questions : comment faut-il donner ? Comment faut-il recevoir ?

Dès le début, Sénèque pose une règle générale : donnons comme nous voudrions qu'on nous donnât ; mais cela demande à être précisé. Sénèque fait beaucoup de distinctions, qu'on peut ramener à trois principales : il faut donner avec empressement, avec délicatesse, avec discernement.

On doit montrer de l'empressement à accorder ce qu'une personne nous demande. Il ne faut pas laisser paraître une trace d'hésitation, de délibération : immédiatement, il faut entrer dans l'idée du solliciteur. Le mieux est de prévenir la prière, et de deviner à la figure du solliciteur les raisons de sa démarche, et, avec un empressement charmant, de ne pas lui laisser le temps de formuler sa requête : c'est là, dit Sénèque, l'idéal de la bienfaisance. C'est un supplice, en effet, que d'être obligé de demander ; épargnons cet ennui à qui nous sollicite, cela augmentera le prix du bienfait et la reconnaissance de l'obligé. Il convient aussi d'ajouter des paroles aimables et affectueuses, qui soulignent encore l'empressement. Il faut reprocher doucement au solliciteur de s'être adressé à des tiers, d'avoir hésité, d'avoir tardé. Ces phrases

calines font que l'on n'est plus embarrassé pour formuler sa demande. La première chose est l'empressement à promettre ; la seconde, l'empressement à tenir sa promesse. Ce qui gâte souvent les rapports des sollicitateurs et des gens en place, c'est que ceux-ci oublient parfois de donner ce qu'ils ont promis. Non pas qu'ils n'aient pas l'intention de rendre service : c'est, la plupart du temps, par négligence qu'ils perdent le souvenir de bienfaits qu'ils se sont engagés à faire, et qu'ils tardent ainsi à s'acquitter. Quelquefois, cependant, c'est par calcul qu'on vexe ainsi les sollicitateurs en les faisant attendre. Si, en effet, les gens en place donnaient dès l'abord ce qu'on vient leur demander, au bout de huit jours il n'y aurait plus personne dans leur antichambre. Or leur vanité veut avoir un cercle de sollicitateurs. Mais cela est très mal : il ne faut pas tenir ainsi en suspens les sollicitateurs. De même qu'il y a de la cruauté à faire attendre trop longtemps le supplice à un condamné à mort, de même il est mal de forcer les gens à vivre dans l'attente perpétuelle d'un bienfait qu'on leur a promis. Ce qu'il faut surtout éviter, c'est de forcer le malheureux solliciteur à renouveler sa demande ; car il est encore plus pénible de rappeler une promesse que de demander une faveur. Le bienfait doit se payer comptant.

Il faut ensuite donner avec délicatesse et se garder d'humilier ceux à qui l'on rend service. Il y a des gens qui consentent à donner, mais qui enveloppent leur acquiescement de phrases si peu aimables, que le solliciteur ne sait plus où se mettre. C'est dans ce travers que tomba, une fois, l'empereur Tibère. Un de ses amis lui demanda de payer ses dettes ; Tibère lui ordonna de présenter la liste de ses créanciers. Quand l'empereur eut les noms, il écrivit à son ami qu'il avait donné l'ordre de payer ; mais il lui adressa en même temps des réprimandes injurieuses. Ainsi les dettes furent payées, sans que ce fût un bienfait.

C'est pour éviter d'humilier les gens qu'il faut parfois cacher le bienfait. Quelquefois il y a des distinctions qu'il vaut mieux, au contraire, accorder en public : ce sont celles qu'il y a gloire à obtenir, comme les décorations militaires, les honneurs, l'avancement. Mais ce qui ne procure ni honneur ni considération, ce qui s'accorde à l'indigence, à l'infirmité, à la pauvreté honteuse, doit être donné en secret et n'être connu que de ceux qui en profitent. Dans certains cas même, il faut tromper ceux qu'on secourt, de façon qu'ils ignorent de quelle main leur vient le bienfait. Arcésilas avait un ami pauvre et qui dissimulait sa pauvreté. Malade, il ne voulait pas avouer qu'il ne pouvait se procurer les choses les plus nécessaires ; il prit donc la résolution de l'aider en cachette,

et plaça à son insu un sac d'argent sous son oreiller. Quand le pauvre trouva cet argent, il ne put que s'en étonner, et ne découvrit jamais d'où lui était venue cette aubaine.

Une autre marque de délicatesse consiste à ne pas être toujours sur le dos de son obligé, pour lui rappeler son bienfait sur tous les tons. On s'écrierait volontiers, comme cet homme sauvé par un des amis de César de la proscription des triumvirs et qui, ne pouvant plus supporter son arrogance, lui dit : « Rends-moi à César. Jusqu'à quand répèteras-tu : « C'est moi qui t'ai arraché à la mort ? » Jusqu'à quand me traîneras-tu partout ? Jusqu'à quand m'empêcheras-tu d'oublier mon malheur ? » — Il ne faut pas insister sur un bienfait, il ne faut pas en provoquer le souvenir. On ne doit pas même en parler aux autres : c'est reprendre un bienfait que de le reprocher sans cesse. Loin donc de raconter à tout le monde les services qu'on a rendus, il faut, si quelqu'un en parle, répondre avec un air modeste : « Certes cet ami est digne qu'on fasse davantage pour lui ; mais moi, jusqu'ici, j'ai plutôt eu l'intention de le servir que je ne l'ai servi en effet. »

On montrera encore de la délicatesse en évitant de faire sentir les distances. Sénèque insiste sur ce point, lui qui a été dans les grandeurs et qui sait avec quelle arrogance sont reçus parfois les sollicitateurs. Il ne faut pas faire comme Caligula. Cet empereur fit grâce de la vie à Pompeius Pénus ; et, comme celui-ci le remerciait de sa clémence, Caligula lui présenta à baiser son pied gauche. Certains prétendent que ce n'était pas par insolence, mais simplement pour montrer sa sandale ornée d'or et de perles. C'était, en tout cas, une malhonnêteté et un manque de tact des plus choquants, que de présenter le pied à un vieillard, sénateur et consulaire. Une telle indécatesse change un bienfait en affront.

Le comble de la délicatesse, c'est de savoir accepter les remerciements ; il faut laisser l'obligé remercier et lui montrer qu'on accepte avec plaisir l'expression de sa gratitude. Ce serait faire preuve de grossièreté, que de prendre un ton de supériorité dédaigneuse et de repousser les remerciements, comme une chose à laquelle on n'attache pas le moindre prix.

Nous arrivons maintenant, avec Sénèque, à la troisième qualité du bienfaiteur : il faut donner avec discernement ; c'est-à-dire qu'il faut savoir dans quels cas on doit donner et à quelles personnes il faut donner. On nous sollicite ; si l'on nous demande quelque chose de funeste et qui doive faire plus de mal que de bien, il faut refuser. C'est un bienfait que de ne pas céder à une telle prière ; on cause un préjudice en accordant un don nuisible. Il faut éviter de donner à quelqu'un ce qui peut le perdre ou le

déshonorer. On doit refuser de l'eau froide à un malade, une épée à un homme qui veut se suicider. C'est une bonté cruelle que de se laisser fléchir par les prières que les gens nous font à leur détriment. C'est, au contraire, un bienfait que de sauver quelqu'un malgré lui.

Il faut encore montrer du discernement en mesurant la condition de la personne à qui l'on veut faire un cadeau. Alexandre voulut, un jour, donner une ville à quelqu'un ; on lui fit observer que le cadeau était hors de proportion avec la situation de celui à qui il l'accordait. « Je ne cherche pas, dit Alexandre à cette personne, ce qu'il te convient de prendre, mais ce qu'il me convient de donner. » Cette réponse était insensée : ce n'est pas rendre service que de donner à quelqu'un une chose dont il est incapable d'user. N'imitons pas non plus la conduite d'Antigone. Comme un cynique lui demandait un talent, il répondit : « C'est trop pour un cynique. » L'autre alors demanda un denier : « C'est trop peu pour un roi, répliqua Antigone. » Ainsi, par cette honteuse subtilité, il trouva moyen de ne rien donner du tout. Il est vrai, dit Sénèque, que le cynique avait tort de demander de l'argent, puisque sa secte faisait profession de le mépriser.

Sénèque passe ensuite à l'examen de l'autre question : comment faut-il recevoir ? Il faut se garder de faire comme certaines gens, qui non seulement donnent, mais encore reçoivent avec hauteur. On doit, au contraire, paraître heureux du cadeau ; la joie de l'obligé est la première marque de sa reconnaissance et la première récompense du bienfaiteur.

De quelles personnes faut-il accepter des bienfaits ? Il est évident qu'on ne doit pas en accepter, indifféremment, de tout le monde. Il faut choisir avec plus de précaution encore ceux à qui nous devons que ceux à qui nous donnerons. Ce serait un cruel supplice que de devoir de la reconnaissance à quelqu'un qu'on méprise. Il y aurait faute à accepter un bienfait d'une personne qui ne serait pas estimable. Si un fils volait de l'argent à son père pour nous l'offrir, nous ne devrions pas l'accepter.

Ces cas sont assez simples ; mais il peut s'en présenter d'autres qui soient plus embarrassants. Je tombe au pouvoir de pirates ; une personne m'offre de racheter ma liberté. Dois-je refuser, parce que ses mœurs sont décriées ? Non, ce serait pousser le scrupule trop loin. Il faut accepter, mais en regardant le bienfait comme un simple prêt et en se réservant de rembourser, dès qu'on le pourra, la somme payée en rançon. On a posé la question de savoir si Brutus devait recevoir la vie de César, lorsqu'il avait le projet de le tuer. Il semble qu'il devait accepter ce bienfait, sans pour

cela regarder César comme un père, puisqu'il n'avait acquis le pouvoir de lui faire cette grâce que par la violation du droit.

Il y a encore des cas où notre liberté est enchaînée. Il n'est pas toujours possible de dire : « Je ne veux pas ». Un tyran cruel me fait un présent ; si je dédaigne son présent, il prendra mon refus pour un outrage. Alors il faut se résigner à accepter, et prendre le bienfait, non comme une faveur, mais comme une condamnation.

Il semble bien qu'il y ait, dans ce dernier exemple, un retour de Sénèque sur lui-même, obligé d'accepter des mains de Néron les dépouilles de Britannicus et d'Agrippine. On retrouve, encore une fois, le mélange fréquent, chez Sénèque, des considérations de philosophie générale et des allusions à sa situation personnelle auprès de l'empereur. C'est un souvenir des cas de conscience qui se sont présentés à lui dans sa position poignante.

M. G.

La vie et les œuvres de Molière.

Cours de M. ABEL LEFRANC,

Professeur au Collège de France.

Le « Bourgeois gentilhomme » (*fin*).

Je commencerai par vous signaler deux travaux tout récents : c'est le *Molière* de M. Lafenestre, dont je vous parlerai dans ma prochaine leçon ; c'est ensuite un travail du docteur Cabanès sur les sources médicales de Molière, lu à la dernière séance de l'Académie de Médecine, mais qui ne contient rien que je ne vous aie exposé, l'an dernier, lorsque j'ai traité devant vous cette question.

Nous avons vu, à la fin de notre dernière leçon, la folie du Bourgeois arriver à son paroxysme. M. Jourdain, avons-nous dit, est vraiment dément, et c'est ce qui nous permet de repousser le reproche qu'on a fait à Molière d'avoir bafoué l'autorité paternelle dans la personne de son Bourgeois. Celui-ci n'est qu'un fantoche, qui ne représente en rien la dignité et la gravité d'un père conscient de ses droits. N'accusons pas Molière à la légère ni fausement.

Pour revenir un peu sur la question des sources de notre comédie, je vous engage à lire le récit que nous a fait Laurent d'Arvieux, l'interprète de Soliman, d'une audience de décembre 1669 à Saint-Germain, dans laquelle il fit au roi une relation de ses voyages. On l'interrogea sur les manières des Turcs : « Comme mes réponses, dit-il, étaient fort gaies, ils y prenaient beaucoup de plaisir. Le Roi en riait modérément, ainsi que M^{me} de la Vallière ; mais M. et M^{me} de Montespan faisaient des éclats de rire qu'on aurait entendus de deux cents pas. » D'Arvieux raconte sa collaboration avec Molière, Lulli et Baraillon, et, ce faisant, il commet une étrange erreur. Ecoutez-le plutôt : il parle du « Bourgeois gentilhomme, qui se fait Turc pour épouser la fille du grand Turc ». Il semble que l'ancien ambassadeur n'ait conservé qu'un souvenir très imparfait d'une pièce qu'il avait, par ses souvenirs, aidé à composer.

A la représentation du 23 décembre 1670, assistaient Don Matheo Lopez, ambassadeur du roi d'Arda en Guinée, avec trois

de ses fils, tous nègres. A l'audience du 19 décembre, cet ambassadeur avait monté trois degrés, s'était prosterné trois fois le ventre contre terre, avait mis les doigts sur ses yeux et s'était tourné de côté, comme indigne de regarder Sa Majesté en face : c'était encore une ambassade ridicule. Il y en eut d'ailleurs d'autres, comme celle de 1725, envoyée par la Porte, et la réception de Saïd-Méhémet en 1741, que nous a racontée Saint-Simon.

On a pensé que la cérémonie turque avait été peut-être copiée par Molière sur la cérémonie des Mewlewys (noviciat des Derviches). Molière en aurait eu connaissance par les souvenirs de d'Arvieux ou par quelque récit. Signalons encore sur ce sujet, dans la *Revue d'Art dramatique* du 15 juillet 1888, une conférence de M. Albert Vandal sur *Molière et le cérémonial turc à la cour de Louis XIV, d'après les Archives des Affaires étrangères et les mémoires du chevalier d'Arvieux*.

On peut trouver quelque rapport entre les premières scènes du *Bourgeois* et certains épisodes des *Nuées* d'Aristophane, notamment avec le suivant :

SOCRATE. — « Que veux-tu apprendre d'abord ? Sera-ce la mesure, le rythme ou les vers ? »

STREPSIADE. — « La mesure ; car l'autre jour un marchand de farine m'a trompé de deux chénices. »

Nous avons, dans notre dernière leçon, montré les rapports évidents qu'offre le *Bourgeois* avec la *Sœur de Rotrou*. Mais ce qui est plus intéressant que de faire des rapprochements littéraires, c'est de voir que la réalité, si l'on peut dire, a imité notre comique. « L'abbé de Saint-Martin, dit Moland, qui employa une partie de sa fortune à orner la ville de Caen de plusieurs monuments utiles et entre autres de fort belles fontaines, porta la crédulité aussi loin que M. Jourdain, puisqu'il s'imagina que le roi de Siam, ayant lu ses ouvrages, l'avait élevé à la dignité de mandarin, et qu'il fut reçu avec des cérémonies plus bizarres encore que celles du *Bourgeois Gentilhomme*. Le crédule abbé resta toute sa vie persuadé qu'il était mandarin de Siam et marquis de Mishou à la Nouvelle-France ; il ne manquait jamais de joindre tous ces titres à sa signature. Cette grande réception se fit à Caen, en 1686, c'est-à-dire seize ans après la première représentation du *Bourgeois*. »

Hauteroche, dans le *Feint Polonais*, a introduit un amant et son valet, qui se travestissent et jargonnet comme Cléonte et Co-vielle. Un personnage de la pièce à qui l'on explique en beaucoup de paroles quelques mots non de turc, mais de polonais, n'est pas moins étonné que M. Jourdain et dit à peu près comme lui : « Cette langue est admirable : elle dit vingt choses en trois paroles. »

Pour tout ce qui concerne l'épisode du diamant, je vous ai renvoyé, dans une précédente leçon, à la *Farce de Gros-Guillaume et de Turlupin* (Frères Parfait, *Histoire du Théâtre français*, IV, 260-263).

Une anecdote rapportée par l'abbé de la Roche, *Notes sur les Maximes de La Rochefoucauld*, 1754, p. 115, nous rend explicable l'admiration respectueuse de M. Jourdain pour Dorante, qui voit le Roi et qui lui parle : c'est que les caresses du Roi et de ses ministres valaient une fortune. « Un jour, un gentilhomme ruiné demanda au cardinal de Richelieu de lui frapper sur l'épaule en public et de l'honorer d'un air de protection. Ce que le ministre n'ayant pu lui refuser, plusieurs traitants témoins de cette faveur espérèrent de trouver par lui accès auprès du ministre, le mirent d'une part dans leurs traités ; et, bientôt, ses affaires furent en meilleur état. »

La comédie du *Bourgeois Gentilhomme* est la comédie de la vanité. Ce défaut a toujours joué un rôle énorme dans toutes les civilisations, dans toutes les classes. Mais ce rôle fut particulièrement considérable au XVII^e siècle, à cause des préséances, de la rigoureuse étiquette, de la cour et de son rayonnement, de la hiérarchie des classes. Aussi la diffusion de ce défaut fut-elle énorme. Gardons-nous, d'ailleurs, d'en accuser le seul grand siècle : il se manifeste dans notre société actuelle, sous d'autres formes, mais presque aussi répandu ; c'est à lui qu'il faut rapporter l'amour du faux luxe, cette importance souvent exclusive donnée aux brillants dehors, à tout ce qui concerne la vie extérieure, aux dépens de la vie intérieure qui se trouve presque supprimée. Et pourtant elle est la seule qui puisse donner le bonheur, qui puisse donner aux âmes la force de se rendre indépendantes de la vanité.

Essayons, avant tout, de déterminer avec précision quelles furent les intentions de Molière. A-t-il voulu faire une satire en général de cette classe sociale qu'est la bourgeoisie ? Nous ne le croyons pas. Remarquons que Molière n'attaque nulle part les bourgeois en tant que bourgeois, au contraire. Sa satire s'en prend presque toujours aux nobles. On alléguera George Dandin ; mais Dandin n'est qu'une victime : ce sont les autres personnages qui sont pervers ou ridicules. Et il est très remarquable que, la seule fois que Molière attaque un bourgeois en tant que bourgeois, c'en est un qui veut sortir de sa classe, donc qui ne l'est plus ou prétend ne plus l'être. M. Jourdain n'est d'ailleurs qu'un fantoche sans consistance, un imbécile ; c'est, de plus, un type exceptionnel. Donc Molière n'a pas eu, en écrivant le *Bourgeois*, d'intentions hostiles contre la bourgeoisie ; tandis qu'il y a fait,

comme partout ailleurs, une violente satire de la noblesse, une satire sérieuse et profonde, car Dorante raisonne ; ce n'est pas un fou, un déséquilibré : il est de sang-froid, il incarne la classe à laquelle il appartient. Et c'est ainsi qu'il est permis de dire que Molière a contribué à créer dans la nation l'idéal égalitaire et qu'il a préparé à sa manière la Révolution française, mais certes sans s'en douter le moins du monde.

D'autres œuvres, avant ou après Molière, s'attaquèrent à la vanité bourgeoise ; citons seulement la comédie de Claveret (1590-1666) : *Contre les Faux Nobles* et les *Bourgeoises de qualité*, 5 actes en vers de 1690, mélange à la fois du *Bourgeois gentilhomme* et des *Précieuses ridicules*, qui contient d'excellents détails et des scènes plaisantes (Cf. Fournel, II, p. 93). Dancourt en a fait une pièce qui porte le même titre et qui en est une évidente imitation, bien supérieure toutefois à l'original. Mais ce sont surtout les romans qui offrent des analogies avec l'œuvre de Molière : ceux de Sorel d'abord, *Francion*, *Polyandre*, le *Berger extravagant*, l'histoire du *Menuisier gentilhomme*, qui est celle d'un caporal de la milice bourgeoise qui se fait peindre sous les armes, botté, éperonné, le chef ombragé d'un vaste panache et qui s'attire par sa vanité la plus sottise des mésaventures.

Si ces ressemblances sont assez lointaines, elles deviennent plus précises, quand on passe au *Roman bourgeois* de Furetière (1666). Voici le portrait d'un petit avocat qui veut passer pour un marquis : « A cette solennité se trouva un homme amphibie, qui était le matin avocat et le soir courtisan ; il portait, le matin, la robe au Palais pour plaider ou pour écouter, et, le soir, il portait les grands canons et les galants d'or pour aller cajoler les dames. C'était un de ces jeunes bourgeois qui, malgré leur naissance et leur éducation, veulent passer pour des gens du bel air et qui croient, quand ils sont vêtus à la mode et qu'ils méprisent ou raillent leur parenté, qu'ils ont acquis un grand degré d'élévation au-dessus de leurs semblables. Celui-ci n'était pas reconnaissable, quand il avait changé d'habit. Les cheveux assez courts qu'on lui voyait, le matin, au Palais étaient couverts, le soir, d'une belle perruque blonde, très fréquemment visitée par un peigne qu'il avait plus souvent à la main que dans sa poche. Son chapeau avait pour elle un si grand respect qu'il n'osait presque jamais lui toucher... Enfin il était ajusté de manière qu'un provincial n'aurait jamais manqué de le prendre pour modèle pour se bien mettre. Mais j'ai eu tort de dire qu'il n'était pas reconnaissable : sa mise, son geste, sa contenance et son entretien le faisaient assez connaître ; car il est bien plus difficile d'en changer

que de vêtement, et toutes ses grimaces et affectations faisaient voir qu'il n'imitait les gens de la cour qu'en ce qu'ils avaient de défectueux et de ridicule... »

Furetière décrit très finement les sentiments bourgeois, par exemple, « le défaut ordinaire des filles de cette condition, qui veulent qu'un homme soit amoureux d'elles, sitôt qu'il leur a dit une petite douceur, et que, sitôt qu'il en est amoureux, il aille chez des notaires ou devant un curé pour rendre les témoignages de sa passion plus assurés ». C'est que « la peur qu'elles ont de demeurer filles les fait aussitôt aller au solide et prendre aveuglément celui qui a le premier conclu. C'est aussi la cause de cette grande différence qui est entre les gens de cour et la bourgeoisie ; car la noblesse, faisant une profession ouverte de galanterie et s'accoutumant à voir les dames, dès la plus tendre jeunesse, se forme certaine habitude de civilité et de politesse qui dure toute la vie. Au lieu que les gens du commun ne peuvent jamais attraper ce bel air, parce qu'ils n'étudient point cet art de plaire qui ne s'apprend qu'auprès des dames et qu'après être touché de quelque belle passion... » M^{lle} Javotte use ainsi de la plus habile prudence à l'égard de son amant Nicodème : « Nonobstant cette grande amitié qui donnait désormais une libre entrée à Nicodème dans la maison, elle ne lui servait de rien pour entretenir Javotte ; car ou elle se retirait dans une autre chambre en le voyant venir, ou, si elle y demeurait, elle ne lui disait pas un mot, tant elle avait de retenue en présence de sa mère, qui était toujours auprès d'elle. Il fallut donc qu'à la fin il devînt amant déclaré, pour lui pouvoir parler à son aise. Ce qui le porta encore plutôt à la demander en mariage, ce fut cette considération que c'est toujours un parti sortable pour un avocat que la fille d'un procureur. »

Ce qui permet de mesurer, en quelque sorte, cette vanité de la bourgeoisie, ce sont les nombreux anoblissements qui se firent au xvii^e siècle, anoblissements par les offices, par les achats de charges, etc. Il se produisit même des abus, qui rendirent nécessaires des contrôles : on nomma des commissions, des juges de noblesse, pour faire des enquêtes sur tous ces faux nobles, qui étaient si nombreux qu'on pourrait dire, pense M. Lavis, que la noblesse se recrutait surtout par l'usurpation. Le roi ordonna, en 1661, 1666, 1668, des recherches de faux nobles : elles excitèrent tant de mécontentement qu'en 1670, 1674, on fut obligé de les suspendre. Ces abus étaient très préjudiciables à la véritable noblesse et au fisc ; à cause de ces fournées de nobles, on en arriva à imposer la noblesse, ce qui ne rendait pas d'ailleurs les roturiers moins récalcitrants.

M. Ch. Normand a publié, l'an dernier, un volume intitulé : *La Bourgeoisie française au XVII^e siècle, la vie publique, les idées et les actions politiques* (1604-1661), étude sociale, chez Alcan, in-8°. L'auteur distingue la haute bourgeoisie, classe à part qui est l'origine de la noblesse de robe, laquelle est plutôt une noblesse d'argent ; car elle est en proie à la folie des offices. A côté d'elle, le monde bourgeois de la finance, les partisans et les traitants, groupes qui se livrent à l'exploitation financière de la France. Puis il y a la moyenne et la petite bourgeoisie, qui sont la réserve de l'avenir.

M. Normand montre, avec quelque pessimisme, quels furent les résultats de la vénalité des offices, de la paulette ou impôt prélevé annuellement sur les charges de judicature et montant au soixantième du prix de l'office, moyennant quoi les titulaires transmettaient leurs droits à leurs héritiers, sans encourir la déchéance qui atteignait les résignataires morts, dans les 40 jours de la résignation.

La vanité de ces nouveaux nobles devint vite insupportable. « Faux ou vrais d'ailleurs, le nombre des nobles s'accrut, au XVII^e siècle, dans des proportions invraisemblables. Ce qui se passe aujourd'hui, où les titres de baron et de marquis courbent encore jusqu'à terre les fournisseurs hypnotisés, ne donne qu'une faible idée de l'ardeur malade avec laquelle les bourgeois du XVII^e siècle aspiraient aux distinctions nobiliaires. Un bout de pré, une grange branlante, un nid à corbeaux et à hiboux, tout leur était bon pour s'élever au-dessus des autres et se parer d'un titre dont leurs modestes aïeux auraient été grandement ébahis. » Cette vanité excita l'indignation des honnêtes gens et le rire des philosophes. Saint-Amand dit dans une préface (éd. Jannet, II, 355) : « Si je ne me suis pu résoudre à me *monsieuriser* moi-même dans les titres de tous mes ouvrages, je te prie de croire que ce n'est pas par une modestie affectée ou injurieuse à ceux qui en ont usé de la sorte dans les leurs, et que, quand on m'aura bien prouvé que j'ai mal fait, je ne me *monsieuriserai* pas seulement, je me *messiriserai* et me *chevalieriserai* à tour de bras pour moins avec autant de raison que la plupart de nos galants d'aujourd'hui en ont à prendre la qualité de comte ou de marquis. »

L'abbé de Marolles se répand en lamentations « sur l'avilissement de la noblesse, dont la vanité bourgeoise est la véritable cause. Touchant l'abus qui se glisse dans l'ordre de la noblesse, on dit qu'il serait à souhaiter qu'il y eût des officiers dans les provinces, qui tinssent registre de ceux qui ont l'honneur d'en être véritablement et qui prissent garde à tant de gens qui en

usurpent le titre injustement ; que c'est une chose pitoyable que des charges médiocres ou des lettres du prince obtenues pour de l'argent la constituent à la postérité sans l'avoir mérité par des services signalés ; que chacun se fait des armoiries et qu'il prend telle qualité qu'il lui plaît, sans qu'on y trouve rien à redire... ; que la qualité de chevalier est tellement avilie qu'on ne la demande plus et que celle d'écuyer est prostituée de telle sorte, que les gens de fortune n'en font plus d'état et l'abandonnent à leurs valets et à leurs cuisiniers, parce que ceux qui avaient anciennement l'intendance de la cuisine du roi, étant véritablement gentilshommes, portaient ce titre d'écuyers ; que les femmes des uns et des autres sont également appelées *Madame*.... ; que presque tous les privilèges de la noblesse s'abolissent tous les jours ; que, depuis qu'on a vendu les charges et les offices, ils ne sont plus entre les mains des nobles que par un grand hasard et que le soin des alliances s'est perdu, ce qui a fait déchoir merveilleusement la dignité de cet ordre. »

Un autre contemporain a défini avec une remarquable clairvoyance les conséquences sociales très curieuses de ce renouvellement continu de la noblesse. Comme on l'a dit, « cette fureur des bourgeois français à se muer en gens d'épée entretenait dans la société du temps une circulation vitale, qu'une hiérarchie plus sévère aurait paralysée. La pénétration des classes l'une par l'autre permettait ainsi, bien avant 1789, le renouvellement de l'organisme, et il y avait incessamment, d'un bout à l'autre du corps social, expulsion des déchets et apport d'éléments nouveaux ou transformés. C'est ce qu'a très bien montré Vigneul-Marville dans ses *Mélanges d'histoire et de littérature*, t. II, p. 263, éd. 1701. »

M. Normand distingue plusieurs degrés dans cette noblesse issue de la bourgeoisie et dans la bourgeoisie elle-même : c'est d'abord la grande robe ; puis la robe moyenne, qui comprend les juridictions inférieures de provinces, bailliages, sénéchaussées, élections, prévôtés, greniers à sel, justices de village ; la petite, enfin, avec les avocats, notaires, greffiers, etc. De même on peut distinguer la bourgeoisie échevinale, la bourgeoisie financière, la petite bourgeoisie. C'est entre ces deux dates, 1604 et 1667, que la bourgeoisie exerça surtout son action politique ; mais la petite bourgeoisie ne se mêla que rarement à la vie publique. Elle était composée des médecins (dont le type parfait est Guy Patin), des chirurgiens, des apothicaires, des marchands comme M. Jourdain. Ses répugnances étaient grandes pour les jésuites, les capucins et les autres ordres religieux. Quoique pieuse, vivait en elle le vieux fonds satirique français ; mais elle était dévorée de vanité.

M. Normand dit à ce sujet : « Ce que nous trouvons dans la petite bourgeoisie, c'est avant tout le vif désir de ne pas y rester. Les petits bourgeois, qui avaient gagné de l'argent, n'aimaient pas que leurs enfants s'attardassent dans l'humble condition où eux-mêmes avaient vécu. Je n'ai pas le courage de les en blâmer. Mais là où la vanité leur était mauvaise conseillère, c'est quand elle les engageait dans la même erreur sociale que les bourgeois opulents placés au-dessus d'eux. Les petits bourgeois enrichis avaient, eux aussi, la rage d'acheter à leurs enfants des charges petites ou grandes, suivant leurs moyens. Ils auraient pu étendre leurs affaires, passer du détail au gros, fabriquer eux-mêmes... Mais la robe les hypnotisait : dire à son fils *Monsieur le Conseiller*, *Monsieur le Président*, quel rêve pour une mère ! Dans la troisième journée des *Caquets de l'Accouchée*, une des commères dit que Messieurs les apothicaires baptisent leurs drogues et leurs herbes de noms bizarres pour les vendre plus cher : « Vramy, Madame, dit une autre, il ne faut pas s'en étonner ; car, s'ils ne faisaient ainsi, ils n'enrichiraient pas leurs enfants comme ils font. Ne savez-vous pas qu'à Saint-Germain, un apothicaire a laissé des moyens suffisamment à son fils pour avoir un office de payeur qui vaut 8.000 écus et plus ? Mais qui vous dirait qu'ils font aujourd'hui leurs enfants conseillers de la cour, dont il y a eu un grand bruit entre MM. du Parlement, qui ne les veulent recevoir à cause de la qualité. Mais il y a un bon remède à cela, c'est qu'ils se font recevoir au Parlement de Bretagne le plus proprement du monde. » Cette résistance de la haute bourgeoisie est piquante, puisqu'elle est appuyée uniquement sur des préjugés empruntés à la noblesse.

En réalité, l'argent confondait déjà, à cette époque, toutes les classes de la bourgeoisie, depuis le premier président jusqu'à l'humble marchand de vins. « Plusieurs montent aujourd'hui de la cave à la première chambre », dit un *Caquet de l'Accouchée*. Traditionnellement, la bourgeoisie est encore en proie à une sorte de hiérarchie très compliquée et très étroite. En fait, depuis qu'on ne tient plus compte pour les charges de la naissance ou des mérites, mais de l'argent, tous les chemins lui sont ouverts. Si l'argent a été un dissolvant, il a été aussi, à sa manière, un reconstituant. Il semble avoir été, alors, l'agent démocratique le plus efficace et le plus sérieux.

La Bruyère, auquel il faut toujours recourir, quand on étudie la vie et les mœurs du grand siècle, nous fournit quelques textes caractéristiques. Je lis dans le chapitre *De la Ville* : « Je dirais volontiers aux Sannions : Votre folie est prématurée : attendez

du moins que le siècle s'achève sur votre race ; ceux qui ont vu votre grand-père, qui lui ont parlé, sont vieux et ne sauraient plus vivre longtemps. Qui pourra dire comme eux : « Là il étalait et vendait très cher. » Vous vous souvenez que M^{me} Jourdain prévoyait ce ridicule. — Le chapitre *De la Société et de la Conversation* renferme le passage suivant : « Il a régné pendant quelque temps une sorte de conversation fade et puérile, qui roulait toute sur des questions frivoles, qui avaient relation au cœur et à ce qu'on appelle passion ou tendresse. La lecture de quelques romans les avait introduites parmi les plus honnêtes gens de la ville et de la cour ; ils s'en sont défaits, et la bourgeoisie les a reçues, avec les pointes et les équivoques. » La distinction est bien marquée entre les plus honnêtes gens de la ville et la bourgeoisie. Ailleurs, il mettra sur le même rang la province et la bourgeoisie en matière de goût. Pour La Bruyère et pour ses contemporains, les honnêtes gens sont les gens que leur condition, leur situation ou leur éducation élève au-dessus du commun. — Dans le chapitre *Des Femmes*, il dit quelque part : « Le rebut de la cour est reçu à la ville dans une ruelle où il défait le magistrat, même en cravate et en habit gris ainsi que le bourgeois en baudrier, les écarte et devient maître de la place ; il est écouté, il est aimé : on ne tient guère plus d'un moment contre une écharpe d'or et une plume blanche, contre un homme qui parle au roi et voit les ministres. Il fait des jaloux et des jalouses ; on l'admire ; il fait envie ; à quatre lieues de là, il fait pitié. » Certainement La Bruyère a songé à Molière en composant une page semblable : c'est le personnage de Dorante qui lui a fait écrire les mots : « Un homme qui parle au roi et voit les ministres... » — Je vous signalerai encore, dans le chapitre *De la Ville*, le passage des Crispins et des Sannions : « Quel est l'égarement, etc... » — et tout le début du chapitre *De quelques Usages*.

Si, pour conclure, nous cherchons maintenant à donner une impression d'ensemble sur le *Bourgeois Gentilhomme*, nous dirons que c'est une pièce extraordinaire, d'une fantaisie prodigieuse, où la vérité, quoique grossie énormément, est cependant saisissante. C'est, comme disait Corneille de l'*Illusion comique*, « un étrange monstre ». Cependant l'admiration des hommes lui restera, sans doute, encore fidèle pendant bien des siècles.

Histoire intérieure de la France depuis 1870

Cours de M. CHARLES SEIGNOBOS,

Professeur à l'Université de Paris.

Tentatives de compromis (février 1876-mai 1877).

Nous avons vu comment l'Assemblée, élue pour faire la paix, avait gardé le pouvoir cinq ans et fini par établir une constitution définitive dont le caractère essentiel était d'être un compromis. Cette constitution crée trois pouvoirs : un Président, établi depuis le mois de mai 1873, un Sénat et une Chambre des députés. Les ministres sont responsables ; le Président ne l'est pas ; elle a donc institué un régime parlementaire, et le Président, semble-t-il, doit obéir aux volontés de la majorité. Mais le Président a des pouvoirs considérables ; il a été installé avant les Chambres ; il est le mandataire d'un parti et il se regarde comme engagé à maintenir le personnel et la politique de ce parti, qui veut défendre la société contre les tentatives de destruction des républicains. Il aura donc une politique personnelle. Il se trouve dans la même situation que Louis-Napoléon en 1849. Le chef du pouvoir exécutif a le droit de choisir les ministres, d'imposer son personnel ou du moins un gouvernement de concessions mutuelles. La question, ainsi posée, n'est pas résolue par les lois constitutionnelles et va se trancher par un conflit aigu, précédé d'une période d'essais de gouvernement par compromis, qui va de février 1876 à mai 1877 et que nous allons étudier.

Les documents pour l'étude de cette période sont, avant tout, les documents parlementaires, les journaux et les abrégés, comme l'*Année politique* de Daniel et le *Répertoire politique* annuel de Valframbert. En outre, on peut consulter deux recueils de discours : ceux de Gambetta (publiés par Reinach) et ceux de Jules Ferry. Enfin on trouve des renseignements dans les souvenirs d'hommes politiques : ceux de Meaux et de Mac-Mahon (inédits mais que M. Hanotaux a consultés) du côté conservateur ; du côté des républicains, ceux de Michel, Léon Say, de Marcère (*le Seize Mai*), Jules Simon (*le Soir de ma journée*), Jules Picot (*M. Dufaure, sa vie et ses discours*).

On trouvera un exposé détaillé dans Hanotaux : *Histoire de la France contemporaine*, et un autre plus sommaire dans Zévort : *Histoire de la troisième République*.

I. — Le fait capital, qui modifie les conditions du gouvernement, est un changement de personnel politique, résultat des élections. Ces élections ont lieu, celle du Sénat, le 30 janvier 1876, celle de la Chambre, le 20 février. Elles doivent amener forcément un personnel nouveau : l'Assemblée, en effet, très nombreuse cependant, ne comptait au total que 750 membres. Le nouveau personnel doit comprendre 835 personnalités politiques (300 sénateurs, 535 députés). Déjà 75 membres de l'Assemblée ont pris place au Sénat.

A) L'élection des 225 sénateurs se fait sans agitation. Il n'y a presque pas d'organisation électorale. Seuls, les conservateurs ont créé des comités, le *Comité de l'Union conservatrice* et le *Comité national conservateur*. Les délégués élus comprennent surtout des maires et des adjoints. Les professions de foi des candidats sont vagues : on parle de paix, de maintien de la constitution et des pouvoirs du maréchal ; des monarchistes se présentent comme conservateurs ; dans quelques départements se forme une coalition des royalistes et des impérialistes.

La majorité est faite par les délégués des petites communes. Aussi les résultats sont-ils favorables aux conservateurs : sur 225 sénateurs élus, 92 sont républicains (52 appartiennent au Centre gauche, 33 à la Gauche, 7 à l'Extrême gauche). Les « conservateurs » ont 76 élus, l'Extrême droite 2, les bonapartistes 40, les constitutionnels 15. Au total, le Sénat est ainsi composé :

Centre gauche.	84
Gauche républicaine.	50
Extrême gauche	15
Constitutionnels	17
« Conservateurs »	81
Extrême droite.	13
Bonapartistes.	40

Il est donc coupé en deux parties à peu près égales ; mais ce qui domine, c'est le Centre gauche et les républicains conservateurs. Presque tous les sénateurs élus sont d'anciens membres de l'Assemblée ; il y a parmi eux très peu d'hommes nouveaux. Le Sénat a servi à caser les principaux membres du personnel politique. Beaucoup de ceux qui ont été élus, l'ont été pour des motifs personnels : ce sont des hommes influents dans leur pays. Pourtant la répartition n'est pas indifférente suivant les régions ;

elle est à peu près régionale. Dans l'ensemble, tout l'Est est républicain ; le Nord, l'Ouest et le Sud-Ouest, au contraire, ont élu des conservateurs.

Le résultat le plus net des élections du 30 janvier, c'est que les conservateurs ont eu la majorité des élus. On voit maintenant l'importance que prend l'accident de l'élection des inamovibles en décembre 1875 : la coalition des ennemis des orléanistes a fait, à ce moment, élire des républicains ; aussi le Sénat est-il maintenant divisé en deux camps à peu près égaux. La balance est faite par les constitutionnels, qui sont des royalistes ralliés. Les conservateurs, malgré leur succès, ne sont pas cependant complètement satisfaits : Buffet a été battu dans les Vosges.

B) Pour les élections à la Chambre, la préparation s'est faite par des comités et quelques comités généraux, surtout conservateurs. Ce sont, outre le *Comité de l'Union conservatrice* et le *Comité national conservateur*, dont nous avons parlé, un *Comité électoral légitimiste* et un *Comité électoral catholique*. Ces comités eurent peu d'action. Il y eut aussi des comités locaux ; mais leur histoire, qui serait très importante pour la connaissance de l'évolution politique de la troisième République, n'est pas faite. Il faut tenir compte aussi des manifestes de candidats connus. Gambetta vise surtout à rassurer les électeurs ; il veut « une République vraiment française, c'est-à-dire une République ordonnée, recueillie, pacifique, libérale, ayant renoncé absolument au prosélytisme et au cosmopolitisme ». Mais, à côté de lui, apparaît le groupe des « intransigeants », qui se réclament du programme radical abandonné par Gambetta. Dès 1875, Naquet a entamé contre lui une campagne très vive et il est son concurrent à Marseille : « Gambetta et ses amis sont dans l'ornière constitutionnelle, dit-il, qu'ils y restent puisqu'ils le jugent utile ; qu'ils représentent l'élément républicain conservateur. Mais il faut constituer, en dehors d'eux, un groupe d'avant-garde, de combat démocratique. » Appartiennent à ce groupe le président du conseil municipal de Paris, G. Clemenceau, candidat dans le XVIII^e ; Bonnet-Duverdier, candidat dans le III^e, qui déclare : « Pour nous, la République est un instrument pour arriver à la solution de la question sociale. »

La campagne électorale est très calme ; il n'y a aucun désordre. On fait surtout des campagnes individuelles. Les candidats sont les anciens membres de l'Assemblée, les notables des différents partis, les anciens candidats officiels de l'Empire qui reparaissent et, du côté des républicains, des médecins et des avocats. La plupart font des professions de foi vagues et modérées ; il y a peu de pro-

grammes précis ; les républicains parlent surtout de défendre et d'organiser la République ; beaucoup affirment leur respect pour le maréchal. — C'est pourquoi Mac-Mahon put croire que bon nombre d'entre eux avaient été élus grâce à son nom et qu'ils ne seraient pas réélus, s'il leur retirait son appui.

Les conservateurs comptent opérer comme sous l'Empire et se faire élire grâce à l'influence des fonctionnaires et des maires maintenus au pouvoir. On a maintenu, en outre, le régime d'exception ; l'état de siège subsiste à Paris, Lyon et Marseille ; le gouvernement a la nomination des maires ; il dispose, en outre, de la dernière loi sur la presse ; enfin Buffet, interprétant la loi sur le colportage, impose à tout vendeur de journaux un catalogue et lui défend d'avoir des écrits « contraires à l'ordre, à la morale, à la religion, à la paix publique, à la société », en fait tous les écrits ou journaux républicains.

Aussi le résultat du vote est-il une grosse surprise pour les conservateurs. Dès le premier tour de scrutin, en effet, une très grosse majorité républicaine est assurée. Sur 530 sièges à pourvoir environ, dès le 20 février les républicains sont élus dans 309 circonscriptions (40 du Centre gauche, 180 de la Gauche, 80 de l'Extrême gauche, parmi lesquels une douzaine d'intransigeants) ; les constitutionnels obtiennent 20 sièges ; les monarchistes, 65 ; les bonapartistes, 50 ; il y a 105 ballottages. En outre, Buffet, candidat dans quatre circonscriptions, est battu dans les quatre, tandis que Gambetta est élu à la fois à Paris, Marseille, Lille et Bordeaux.

Buffet démissionne sans attendre le second tour. Il refuse même une candidature dans la Gironde, où son élection semble assurée. La rente baisse. De son côté, Gambetta fait des déclarations modérées.

Après le scrutin de ballottage, sans tenir compte des élections multiples, sont élus 340 républicains (98 d'Extrême gauche, 194 de Gauche, 48 du Centre gauche), 22 constitutionnels, 55 membres de la Droite et du Centre droit, 24 légitimistes, 75 bonapartistes.

Lorsqu'on examine les résultats, un premier fait apparaît : il n'y eut pas beaucoup de votants. Il y eut plus de 25 0/0 d'abstentions. En général (les élections suivantes le montreront), il semble que les non-votants, les indifférents, aient été surtout des conservateurs. Les républicains n'ont pas la majorité sur l'ensemble des électeurs inscrits (4 millions environ sur 9.800.000). Un deuxième fait est le grand nombre des sortants réélus. Peu ont échoué. La plus grande partie du personnel sortant est parvenue à se replacer soit au Sénat, soit à la Chambre. Parmi les républicains, 47 seulement ont été battus (33 ne se sont pas représentés). Toutefois

123 légitimistes ou orléanistes ont été battus et 75 ne se sont pas représentés : ce sont eux les plus éprouvés. Les partis qui comptent le plus de députés nouveaux sont les bonapartistes et surtout les républicains. Le groupe le plus nombreux est celui de la Gauche ; c'est là que seront pris tous les futurs présidents ; Grévy, Carnot, Casimir Périer, Félix Faure (qui a été battu), Loubet, Fallières. La majorité passe du Centre gauche à la Gauche.

La répartition par régions est très nette. Tout l'Est est républicain, sauf quelques circonscriptions isolées, dans les régions montagneuses (Alpes) : Le Nord-Ouest est royaliste. Le Sud-Ouest est impérialiste. Le Nord est presque entièrement conservateur, sauf quelques centres industriels. Le centre est partagé : les régions industrielles, comme le Limousin, sont plutôt républicaines ; les conservateurs dominant dans la bordure sud et est du massif, pays de montagnes, arriérés, où les paysans sont habitués à obéir à l'administration et surtout au clergé. Paris est tout entier républicain, sauf le VIII^e (beaucoup de conservateurs n'ont pas voté). L'Algérie et les colonies n'ont élu que des républicains.

II. — Le résultat immédiat des élections est de rendre impossible le gouvernement par un ministère Centre droit ; mais il a aussi pour effet de mettre en présence la Chambre, qui a une forte majorité républicaine d'un côté, le Président conservateur et un Sénat indécis, mais penchant du côté du Président.

A) Avant tout, il faut former un ministère. Mac-Mahon demande conseil à ses amis conservateurs. Deux opinions sont en présence. Buffet et de Meaux veulent résister immédiatement. De Broglie, lui, conseille de céder pour le moment ; il veut mettre la majorité républicaine de la Chambre en conflit avec les deux autres pouvoirs, la déconsidérer, l'affaiblir. Mac-Mahon se résigne donc à faire appel au Centre gauche, mais il veut poser des conditions. Ainsi il propose l'intérieur à Casimir Périer, mais il lui demande de garder l'ancien personnel ; il n'obtient qu'un refus. Il garde Dufaure, le plus sympathique à la droite des membres du Centre gauche, ancien orléaniste, très conservateur, catholique. Dufaure prend le titre de président du conseil (jusque-là le chef du cabinet n'avait pris que celui de vice-président, le Président de la République étant aussi président du conseil). Les autres ministres sont pris dans le Centre gauche. Trois ministères restent en dehors des changements politiques : la Guerre, la Marine, les Affaires étrangères.

Le ministère est formé avant le deuxième tour de scrutin. La Chambre, en se réunissant, trouve la question tranchée et est mise en présence d'un ministère pris non pas dans la majorité, mais

dans le groupe le plus conservateur des gauches. Les républicains sont mécontents. La *République française* déclare d'abord le ministère « inacceptable ». Thiers appelle le maintien de Decazes aux Affaires étrangères « un scandale ». Le 12 mars, Gambetta attaque le cabinet : « En face d'actes politiques... aussi incorrects... il est impossible que la majorité reste impassible..... : donc pas de défiance, mais pas de confiance ». La politique tentée est une politique de transaction, à mi-chemin des deux pouvoirs opposés : la Chambre et le Président. Elle est indiquée dans la déclaration du ministère. Le cabinet accepte la théorie de Mac-Mahon pour la nomination des ministres : « Choisis par le Président de la République pour exercer en son nom les pouvoirs que la constitution lui confère... » ; mais il promet en même temps de soutenir la République.

Le cabinet se partage entre deux nuances. Dufaure, ministre de la justice, veut maintenir l'accord avec le Président et maintenir le *statu quo*. Ricard, ministre de l'Intérieur, veut satisfaire la Chambre : il effectue des changements de préfets et de sous-préfets et donne des instructions républicaines aux préfets ; il envoie deux circulaires, l'une pour permettre à tous les journaux la vente sur la voie publique, l'autre pour recommander de se prononcer pour la République : « Vous devez déclarer nettement qui vous êtes. Vous êtes le représentant de la République dans votre département. » A côté du cabinet, Mac-Mahon garde son cabinet particulier conservateur. L'Elysée est un centre mondain, où se réunit tout le monde conservateur du faubourg Saint-Germain et que les ministres ne fréquentent pas.

B) Pour agir sur le gouvernement, la majorité républicaine s'organise ; mais elle se divise, quand il s'agit de régler cette organisation. Il y a un conflit personnel entre Gambetta et les autres chefs : Grévy, Ferry et, derrière eux, Thiers ; c'est une ancienne rivalité qui reparaît. Gambetta propose de s'organiser en une masse unique ; étant données ses qualités d'orateur, il en serait le chef et pourrait s'imposer à Mac-Mahon. Il fait convoquer une réunion plénière des gauches des deux Chambres (12 mars). Il y vient 300 députés ou sénateurs. Gambetta y prend la parole. On fait paraître une déclaration : « La réunion, composée indistinctement de membres formant la majorité républicaine des deux Assemblées, déclare que l'appui de cette majorité ne sera acquis qu'à un cabinet homogène, résolu à administrer le pays dans un sens républicain, conformément à l'esprit de la constitution et à la volonté de la nation. » Mais Gambetta ne parvient pas à fondre tout le parti républicain en une masse unique. Grévy et Ferry

préfèrent des groupes séparés. Le *Centre gauche* est déjà constitué et a une politique définie. La *Gauche républicaine* se reconstitue et élit comme président Jules Ferry, qui fait une déclaration sur la tactique à suivre : « Pour rester unis...., le vrai moyen est de rester distincts. Ce n'est pas là diviser le parti, c'est le fortifier en le classant. La discipline..... ne s'apprend et ne se consolide que dans les groupes séparés, limités. » Le plan de Gambetta a donc avorté. Ses partisans attendent, puis enfin se décident à reformer un groupe distinct, et reconstituent l'*Union républicaine* (30 juin). Mais il s'en détache un groupe, qui n'accepte pas la tactique prudente de Gambetta et maintient les principes du parti radical ; c'est l'*Extrême gauche*, qui, à la fin de la session, fait paraître un manifeste : « Le fait dominant de la situation, c'est l'effort fait par le cléricalisme pour s'imposer à la société moderne... Le cléricalisme..... peut susciter à la République mille obstacles..... parce qu'il sert à rapprocher dans une action commune les trois partis que nous combattons. Aux bonapartistes, aux orléanistes, aux légitimistes, il fournit contre la République un point de ralliement et un mot d'ordre... Les républicains ont raison de dire : *le cléricalisme, voilà l'ennemi*. » L'*Extrême gauche* montre ainsi le conflit pratique non entre les principes, mais entre les personnes, et indique ce qui forme le lien entre les partis conservateurs divisés sur la question de la monarchie à rétablir.

Entre la coalition des républicains et la coalition des conservateurs, la lutte va porter, non sur la forme du gouvernement, mais sur l'attitude que doit prendre le gouvernement envers le clergé. Les républicains ont la majorité, mais entre eux reparaissent les anciennes divisions de la fin de l'Empire ; ils forment quatre groupes : le *Centre gauche*, libéral, conservateur, qui a absorbé une partie des orléanistes ; la *Gauche* (Grévy, Ferry) ; l'*Union républicaine* (Gambetta), et l'*Extrême gauche* formée par les intransigeants. La division est accentuée par la nouvelle tactique de Gambetta qui préconise la « politique des résultats ». Dès lors, on lui reproche de sacrifier les principes et on l'accuse d'opportunisme. Il répond à Belleville, le 27 octobre. Il définit la politique opportuniste : « Elle consiste à ne s'engager jusqu'au bout dans une question que lorsqu'on est sûr d'avoir sans conteste la majorité du pays avec soi. Mais, quand il y a des hésitations... quelle que soit alors l'ardeur qui nous pousse, je résiste et je résisterai toujours. » Il fait encore appel à l'union des républicains : « En présence de la recrudescence inouïe des passions réactionnaires, je trouve que jamais la prudence, la

circonspection, l'union, la cohésion de toutes les nuances du parti républicain n'ont été plus nécessaires. »

C) Entre la majorité de la Chambre et le Président, le conflit est déjà apparent. Il porte sur le principe du gouvernement ; le Président se croit un pouvoir indépendant ; la majorité déclare qu'il doit prendre son ministère dans la majorité et former un ministère homogène. Cette opposition de principes se traduit par un conflit de personnes. En premier lieu, Mac-Mahon prétend choisir ses ministres ou, tout au moins, se réserver la nomination à certains ministères (Guerre, Marine, Affaires étrangères) ; d'autre part, en ce qui concerne les fonctionnaires d'administration, la Chambre veut des républicains et désire écarter les anciens ; Mac-Mahon veut les maintenir. Le cabinet, gouvernement de transaction, accepte une transaction ; par les décrets du 22 mars, du 15 et du 16 avril, 25 préfets sont éliminés (quatre d'entre eux sont admis à la retraite et un élu sénateur) ; mais on ne prend pas une mesure radicale ; un certain nombre d'autres sont seulement déplacés. Les fonctionnaires révoqués viennent à l'Elysée se plaindre d'avoir été sacrifiés.

Le conflit entre le Président et la Chambre reste latent ; la Chambre hésite à le rendre aigu. Il s'accompagne d'un conflit entre la Chambre et le Sénat, celui-là forcément apparent ; car il s'agit de mesures législatives, sur lesquelles il faut voter. Le conflit est engagé à la fois sur plusieurs questions ; on peut les grouper en trois séries. La Chambre veut supprimer le régime d'exception et de compression, et revenir au droit commun ; le Sénat veut le conserver ; d'où conflit sur l'élection des maires, la loi sur la presse, la suppression des conseils de guerre. La chambre s'en prend à la situation privilégiée du clergé ou du catholicisme : nouvelle série de conflits sur la question de la collation des grades, des aumôniers militaires, des honneurs funèbres. Enfin se produit un conflit de pouvoir sur le vote du budget.

Le conflit commence sur la question de la collation des grades. Le ministère dépose lui-même un projet de loi pour la rendre à l'Etat. La Chambre le vote (7 juin 1876). Le Sénat répond d'abord en élisant Buffet sénateur inamovible par 144 voix contre 141 (16 juin), puis il rejette le projet. Au cours de la discussion, de Broglie formule la théorie du conflit : « Ou je ne comprends absolument pas, dit-il, le rôle du Sénat... ou je crois qu'il a été institué pour empêcher qu'à propos d'un renouvellement électoral... amenant dans la Chambre populaire une majorité qui peut être... l'expression d'une opinion accidentelle... on bouleverse les lois existantes. » Il annonce, en même temps, la politique anticléricale : « Le parti

avancé... essaie d'apprivoiser les intérêts matériels. Ceux-là, on les ménagera ; mais on livrera à ceux qui s'impatientent les intérêts religieux. »

En juillet, conflit sur la loi municipale. Le cabinet a déposé un projet transactionnel : le gouvernement gardera la nomination des maires dans tous les chefs-lieux de canton. La majorité de la Chambre et la commission veulent une loi plus libérale. Le nouveau ministre de l'intérieur, de Marcère, décide la gauche à céder pour ne pas entrer en conflit ouvert avec le Président. Le Sénat vote le projet (août 1876).

Sur le budget, nouveau désaccord entre la Chambre et le Sénat. Le ministre des Finances, L. Say, a présenté un budget en équilibre avec 2.737 millions de recettes et à peu près le même chiffre de dépenses. Mais il demande qu'on renonce à toute réforme. Il maintient le système de l'Assemblée avec des impôts indirects énormes. Un autre caractère saillant est que presque tout le budget est absorbé par des dépenses improductives : intérêts de la dette, guerre et marine (ces trois budgets en absorbent, à eux seuls, plus de la moitié). A la commission, la gauche a une très grosse majorité. Gambetta se fait élire président, pour montrer qu'il veut s'occuper d'affaires pratiques. Il attaque le régime financier et propose une grande réforme : l'impôt sur le revenu ; mais il renonce à la formule radicale de l'impôt progressif et demande seulement un impôt proportionnel par cédules, à l'anglaise. Ce n'est là, d'ailleurs, qu'une manifestation ; le rapporteur déclare toute réforme impossible. La Chambre se borne à supprimer quelques crédits, notamment dans le budget des cultes, pour faire une manifestation anticléricale. Elle entre là-dessus en conflit avec le Sénat. Ce conflit porte sur une question de principe et de pouvoir. L'article 8 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875 stipule que les lois de finances doivent être votées, en premier lieu, par la Chambre. Le Sénat rétablit les crédits supprimés : en a-t-il le droit ?

Un autre conflit éclate sur la question des honneurs militaires dus aux obsèques des membres de la Légion d'honneur. Le ministre de la Guerre interdit de les rendre aux enterrements civils. Le piquet d'honneur se retire à l'enterrement civil du peintre Félicien David. La Chambre réclame l'application de la loi. Le cabinet essaie une transaction et dépose un projet de loi ne conservant les honneurs que pour les militaires. La Chambre est irritée.

C'est à ce moment que Dufaure démissionne. L'Extrême gauche avait demandé l'amnistie pour tous les condamnés et accusés de la

Commune. Le cabinet la refuse et ne veut accorder que des grâces (mai 1876). La question traîne en longueur. Enfin, au début du mois de novembre, la Chambre vote, à deux voix de majorité, une loi retirant aux conseils de guerre les affaires relatives à la Commune et les donnant aux cours d'assises. Dufaure a combattu le projet à la chambre. Il le soutient néanmoins devant le Sénat. Le Sénat le repousse. Ce nouveau conflit entre les deux Chambres entraîne la démission de Dufaure (2 décembre). Aussitôt les républicains formulent leur volonté : le *Centre gauche* demande « un cabinet résolu à mettre le personnel administratif et judiciaire en harmonie avec l'esprit de la majorité ». Ferry insiste : « Il s'agit de faire comprendre au Président de la République que, depuis neuf mois, il sort de son rôle en disputant pied à pied sa signature aux propositions de son ministère, en opposant au ministère *constitutionnel et responsable* l'action occulte d'un cabinet marron qui perpétue, au travers de l'action régulière des institutions parlementaires, les hommes et les tendances du 24 mai. » (3 décembre 1876.)

III. — Alors commence une tentative de transaction avec un ministère de gauche, le ministère J. Simon.

A) Les négociations sont longues et secrètes. Mac-Mahon fait d'abord appeler les présidents de la Chambre et du Sénat et crée ainsi un précédent qui a depuis toujours été suivi. Il essaie de garder Dufaure et de faire une concession à la majorité en prenant un ministre républicain dans la *Gauche*, mais hostile à Gambetta : Jules Simon deviendrait ministre de l'intérieur ; Dufaure serait président du conseil sans portefeuille. La combinaison échoue. Mac-Mahon réunit le conseil (9 décembre) et expose sa pensée. Nous connaissons ses paroles par une note qu'il dicta à son secrétaire, le vicomte d'Harcourt, après le conseil. Elle montre très bien ses idées dominantes (1). Il ne veut céder qu'une partie des choix des ministres et se réserver notamment celui du ministère de la Guerre ; il se réserve même d'écarter les radicaux de ceux qu'il abandonne, et il veut en outre imposer ses conditions : « Je reconnais, dit-il, le talent, la modération actuelle de M. Jules Simon et je l'accepte des mains de M. Dufaure, mais à certaines conditions ... Il faut qu'il repousse les doctrines de M. Gambetta sur l'omnipotence de la Chambre, qu'il reconnaisse l'indépendance du Président de la République dans les limites tracées par la constitution. Il faut, enfin, qu'il nous promette de ne

(1) Cette note a été publiée par M. Hanotaux, *Histoire de la France contemporaine*, vol. III, p. 643-647.

pas faire aux fonctionnaires de procès de tendances et de ne frapper que ceux qui auront manqué à leurs devoirs professionnels ou au respect qu'ils doivent à la constitution ». Il repousse l'idée d'une entente avec Gambetta : « Voulez-vous me conseiller de prendre un ministère des mains de M. Gambetta, un ministère dont il serait le patron, le président occulte ? Pour moi, je ne le peux pas. »

La conclusion, c'est que le ministère est offert à J. Simon par l'intermédiaire d'un chef de la droite, camarade de J. Simon, de Kerdrel. Simon demande une combinaison acceptable à la majorité et réclame la présidence du conseil et le choix du ministre de la Justice. Il semble que Mac-Mahon ait agi, en cette circonstance, conseillé par de Broglie. On ignore dans quelle mesure J. Simon s'est engagé envers Mac-Mahon à subir ses conditions.

En apparence, c'est une victoire de la gauche. Le ministère est plus à gauche que le précédent. Pour la première fois, on a obligé le Président à prendre un vieux républicain comme président du conseil. Mais le gouvernement de J. Simon est en équilibre instable : il est pris entre le Président défiant et la gauche mécontente. Mac-Mahon continue à prendre avis de ses conseillers conservateurs. Dans le cabinet même les ministres conservateurs, surtout Decaze, se tiennent à l'écart. *L'Union républicaine* se défie et veut obliger le cabinet à se prononcer pour le compromettre.

B) La politique d'équilibre se manifeste dès la déclaration : « Je suis, vous le savez, *profondément républicain... et profondément conservateur* (à la Chambre, il insiste sur les mots « profondément républicain » ; au Sénat, sur les mots « profondément conservateur »), dévoué par toutes mes convictions, par toutes les études de ma vie, au principe de la liberté de conscience, animé pour la religion d'un respect sincère. Le cabinet que vous avez devant vous est et veut rester *un cabinet parlementaire*. Nous n'avons, Messieurs, qu'à suivre, en cela, *l'exemple qui nous est donné par le premier magistrat de la république*, qui, en toute occasion, s'applique à suivre de la façon la plus exacte les principes d'un gouvernement constitutionnel Il ne suffit pas que les fonctionnaires . . . exécutent ponctuellement les ordres qu'ils reçoivent . . . ; ils doivent en outre . . . donner l'exemple du respect pour le gouvernement dont ils sont les organes. Nous avons, Messieurs, la résolution inébranlable d'y tenir la main. » Cette déclaration à formules doubles est faite pour contenter les deux Chambres.

La même politique reparaît dans le conflit sur les crédits budgétaires supprimés par la Chambre. J. Simon prend parti contre

Gambetta, président de la commission du budget, qui nie le droit du Sénat de rétablir les crédits supprimés ; il défend les droits du Sénat à voter des crédits. La Chambre se résout à une transaction, adopte une partie des amendements du Sénat et en rejette la plupart. Le précédent ainsi établi a une grande importance. La Chambre ne peut pas empêcher désormais le Sénat de rétablir des crédits. La question ne peut se régler que par un compromis. En fait, le Sénat a depuis empêché la Chambre de supprimer les crédits nécessaires pour faire fonctionner une institution tant qu'une loi ne l'a pas supprimée.

Pour satisfaire la Chambre, J. Simon change des préfets : le 5 janvier, 8 préfets sont révoqués ; le 21 février, un nouveau mouvement porte sur 153 fonctionnaires (secrétaires généraux, sous-préfets, conseillers de préfecture). Mais les gauches sont divisées. En janvier, on essaie même d'enlever à Gambetta la présidence de la commission du budget ; mais la tentative échoue, il est vrai, et l'union n'est pas rompue.

Le Sénat, lui, reste hostile. Il élit systématiquement comme sénateurs à vie des conservateurs ; il s'établit même l'usage d'élire à tour de rôle un homme des trois partis monarchistes : orléaniste, légitimiste, impérialiste.

C) Le gouvernement par un ministère de gauche n'a été accepté par Mac-Mahon que comme un expédient provisoire. Il avait espéré disloquer la gauche. N'y ayant pas réussi, il décide de mettre fin à l'expérience. La révolution est annoncée par le journal de Mgr Dupanloup, *la Défense*, qui déclare « l'expérience terminée » (mars 1877).

Surtout on ne veut pas laisser les républicains au gouvernement, au moment des élections qui doivent décider du prochain renouvellement du Sénat : élections des conseillers généraux et des conseillers d'arrondissement en novembre 1877, élections des conseils municipaux en décembre 1877. La crise a été aussi hâtée par une campagne d'origine ecclésiastique. La Chambre italienne vient de voter une loi sur les abus du clergé. Le pape proteste et engage les évêques de tous les pays à agir auprès de leurs gouvernements ; les évêques font signer des pétitions et demandent une intervention. Les républicains croient ou feignent de croire à un danger de guerre.

C'est sur cette question que va s'engager le conflit d'où naîtra la crise (mai 1877).

E. M.

Formation et développement de l'esprit philosophique au XVIII^e siècle.

Cours de M. GUSTAVE LANSON,

Professeur à l'Université de Paris.

La transformation des idées morales (suite).

A l'époque où nous en sommes, l'idée que le but de la morale est le bonheur est admise universellement. A vrai dire, sous cette forme, l'idée est ancienne. Elle a été soutenue par les plus orthodoxes défenseurs de l'Eglise, par Pascal, qui en faisait la recherche naturelle de tous les hommes, et par Bossuet. Avec eux, nous assistons à la défaite de ces chrétiens mystiques, qui voudraient détourner l'homme de la recherche du salut, le contraindre à aimer Dieu sans idée d'intérêt. Il est vrai que Bossuet et Pascal, s'ils prennent l'idée du bonheur comme la réalité sur laquelle il faut fonder la morale, placent le bonheur en Dieu, démontrent qu'il n'y a pas de comparaison entre le bonheur terrestre et le bonheur éternel ; ils essaient, par l'argument du pari par exemple, d'intéresser l'homme à ce bonheur éternel. En ce sens, il n'y a rien de bien nouveau à donner pour but à la morale le bonheur au lieu de la vertu. — Mais voici la nouveauté : la morale philosophique, en s'attaquant à l'idée de bonheur, la résolvait dans l'idée de plaisir. Il n'y avait là rien d'étonnant, tant qu'il s'agissait d'épicuriens comme Saint-Evremond, comme la Valterrie qui écrit : « Toutes nos actions n'ont de véritable objet que le plaisir ; sans lui, les plus laborieux demeureraient languissants et oisifs. C'est lui seul qui nous fait agir ; c'est lui qui remue tous les corps ; c'est lui qui donne le mouvement à tout l'univers (1). » Il est, d'ailleurs, désavoué par Saint-Evremond. De même il ne faut pas s'étonner qu'un commentateur des fables d'Esopé, en 1703, résume ainsi sa morale dans un quatrain :

Chacun, selon son goût, se forme des plaisirs.
Quel droit a-t-on d'y trouver à redire ?

(1) Opuscule inséré dans les *Mélanges curieux* de Saint-Evremond, *Œuvres*, 1711, t. VI, p. 65.

Comme notre penchant règle seul nos désirs,
Lorsqu'ils sont satisfaits, cela nous doit suffire (1).

Ce qui provoque cette réflexion du *Journal des Savants* : « Il faut avouer qu'on n'aperçoit pas, du premier coup d'œil, l'utilité que la jeunesse peut tirer de cette maxime. » Mais des chrétiens tiendront le même langage. Le P. Bernard Lamy dira, dans sa *Démonstration de la vérité et de la sainteté de la morale chrétienne*, que c'est le plaisir qui est le centre et le but de tous les mouvements des hommes (2). Le protestant Abbadie, dans l'*Art de se connaître soi-même* ou *Recherches des sources de la morale* (1694), ramènera la vertu à l'intérêt ou au plaisir.

Ainsi, pour ces moralistes, les mobiles de nos actions se réduisent à l'amour-propre, qui recherche toujours son contentement, c'est-à-dire son plaisir. C'est surtout à Malebranche qu'a appartenu l'idée de soutenir l'identité du bonheur et du plaisir. Il n'exclut même pas de cette analyse les plaisirs des sens, « qui rendent heureux ceux qui en jouissent ». C'est peut-être une illusion, ajoute-t-il ; mais, quand ils ont ce sentiment, même illusoire, du plaisir, les hommes sont heureux. Arnault était scandalisé : il en résulta entre ces deux hommes une vive polémique, après le *Traité de Morale* de Malebranche (1684). Après la mort d'Arnault, on publia de lui des œuvres posthumes se rapportant à cette question. Naturellement, Bayle applaudit à Malebranche. Il suit de très près cette polémique, dans les *Nouvelles de la République des lettres*, et appuie dans le sens de Malebranche. A propos de l'opinion de Malebranche sur les plaisirs des sens, il fait remarquer que tous les plaisirs « sont réellement et proprement spirituels » (3) : la sensation est un fait spirituel. Il remarque qu'après tout ce n'est qu'une question de plus ou de moins ; que si l'on doute de la réalité des plaisirs des sens, c'est que ces plaisirs ne sont pas durables. On ne peut pas en nier la qualité : tout est dans la durée ; c'est parce que l'homme n'en jouit pas assez qu'il n'est pas satisfait ; un homme qui en jouirait dans l'éternité serait aussi heureux qu'il est possible de l'être.

On voit ici la gravité de l'idée de Malebranche et de quelques autres catholiques. Les mots ont une force d'évocation qui dépend des associations ordinaires où ils entrent, du plus ou moins de

(1) *Les fables d'Esopé Phrigien avec celles de Philelphe*, 2 vol. in-12, t. II, p. 163.

(2) P. 22.

(3) *Nouvelles de la République des lettres*, addition au numéro de décembre 1685, *Œuvres*, 1^{er} vol., 1727, p. 454.

clarté des définitions. Le mot de bonheur est vague, indéterminé, enferme une infinité de sens. Aussi, quand les moralistes chrétiens disent qu'il n'est pas possible de trouver le bonheur en ce monde, et quand, au lieu de bonheur, Malebranche dit plaisir, on répond : « Nous savons ce qu'est le plaisir, et nous savons qu'on peut en jouir en ce monde. » C'est ainsi que La Valterie écrit : « Nos plaisirs sont courts, il est vrai ; ils ne sont pas même exempts d'amertume ; mais ce sont toujours des plaisirs, et ils valent beaucoup mieux que des misères ; et c'est un des plus grands usages de la vie que de les ménager avec adresse (1). »

Le moraliste se désarme donc lui-même en réduisant le bonheur au plaisir. Quand il demande de sacrifier le bonheur terrestre au bonheur éternel, on lui répond que nous savons en quoi consiste ce bonheur terrestre, réductible au plaisir, et qu'il est en notre pouvoir de nous le procurer. En effet, quand on a établi l'identité du bonheur et du plaisir, la question ne se pose plus de savoir si l'on peut être heureux en ce monde : il est sûr qu'on peut avoir des plaisirs. Alors on discutera sur la valeur, la légitimité des plaisirs ; mais cette position n'est pas très favorable aux moralistes chrétiens. Ici, ils se heurtent aux faits, aux mœurs, à l'état de la société. De plus en plus, l'écart s'est accusé entre ce que l'Église reconnaît comme la vertu, et ce que le monde reconnaît comme l'honnête. Ce que l'Église appelle péché n'est plus ce que le monde appelle vice. Les casuistes avaient vu le danger ; ils l'avaient évité en laissant aller le monde. Il en était résulté un relâchement. Les jansénistes voulurent réagir, et entamèrent une lutte dont les *Provinciales* sont un épisode. Le monde a applaudi à Pascal, non pas seulement pour sa valeur littéraire, mais parce qu'il n'aime pas les voies obliques et tortueuses ; ses préférences vont à la netteté, à la droite logique : de tout temps, le public a aimé les moralistes intransigeants. Mais ce public n'était pas disposé pour cela à accepter la règle janséniste, à s'interdire tout ce que les casuistes permettaient. Quand l'homme du monde s'était moqué, avec Pascal, des maximes sur le duel, il n'en allait pas moins sur le terrain.

Dans la polémique à laquelle les casuistes donnèrent lieu, les gens du monde prirent une conscience plus nette de l'incompatibilité de leur manière de vivre avec la vraie morale chrétienne. En même temps qu'ils éprouvaient de l'aversion pour les subtilités, les tortuosités des casuistes, ils se sentaient incapables de pratiquer la morale janséniste. Leur bon sens légitimait à

(1) *Op. cit.*, p. 26.

leurs yeux leur manière de vivre. Chacun s'y affermissait en jetant les yeux autour de soi ; car, pour les gens du monde, l'opinion du monde est la règle qui a le plus d'autorité. Ainsi se formait la notion d'une morale des honnêtes gens, qui s'écartait très fortement de la morale chrétienne : d'abord parce qu'elle était beaucoup plus indulgente que celle-ci ; en second lieu, elle n'avait pas son fondement dans une religion plutôt que dans une autre. Le résultat est qu'il se dégage cette idée que, sous les différences de religions, il y a une morale commune. Ainsi ce n'est pas une profession de foi religieuse qui fait l'honnête homme.

Les morales asiatiques vinrent développer ce point de vue. Quand on vit que, là-bas aussi, il y avait des gens pour qui traiter autrui comme soi-même était la grande maxime de morale, alors l'idée qu'il y a une morale des honnêtes gens se transforma dans l'idée qu'il y a une morale naturelle. En même temps, par l'analyse de certains hommes, notamment de Bayle, s'exprime clairement l'idée que la morale relève de la conscience individuelle. Si bien que les actes ne sont pas bons ou mauvais suivant qu'ils sont accomplis dans la Bible par des hommes approuvés ou réprouvés par Dieu, mais selon que la conscience les approuve ou les désapprouve.

Reconnaître une loi morale naturelle, admettre le critérium de la conscience individuelle, cela conduit à exercer la raison pour mieux comprendre la conscience individuelle, pour l'éclairer. Voilà comment on étend à la morale les principes cartésiens de l'examen, de l'évidence : le premier acte moral sera de passer en revue ses préjugés moraux. On commencera à trouver de part et d'autre des formules très vives, dans lesquelles, au point de vue moral, la guerre aux préjugés sera déclarée. Dans les *Mélanges curieux de Saint-Evremond*, au tome VII, on trouve des stances irrégulières *Sur l'origine des préjugés*, faites par Duval. Dans ces vers, Duval paraphrase quatre vers de Dryden dans une de ses tragédies, qui seront repris par Voltaire dans sa dix-huitième lettre anglaise (éd. 1742, Genève). Duval déclare que les enfants sont bourrés de préjugés dès leur naissance, et que ces préjugés persistent chez l'homme mûr.

La nourrice commence et s'oppose au progrès
De cette divine lumière,
Et des hommes gagés exprès
L'étouffent enfin tout entière.
Ainsi l'on devient homme fait
Que l'erreur n'en est que plus forte.

On l'a sucée avec le lait,
L'âge n'en détruit point l'effet,
Et l'enfant sur l'homme l'emporte.

L'homme qui n'a pas exercé sa raison n'est qu'un enfant robuste, pour appliquer la définition qui sera donnée du méchant. L'homme éclairé examinera les choses, et là où sa connaissance ne tombera pas d'accord avec ce que la morale religieuse enseigne, il n'hésitera pas à la contredire. Il arrive un moment où il paraît scandaleux à l'homme raisonnable que des païens vertueux, comme Socrate ou Marc-Aurèle, aient été damnés. On voit de plus en plus clairement l'écart qui existe entre les nécessités de la civilisation et les préceptes de l'Église. Les hommes raisonnables ont besoin de sincérité, de vérité ; ils veulent mettre d'accord leur vie et leurs maximes. Voilà pourquoi ils n'admettent plus de vivre selon le monde et de laisser cependant subsister des principes moraux condamnant la vie du monde. Il en résulte que, sur les différents points où les mœurs sont en désaccord avec la morale chrétienne, une controverse s'engage : par exemple, sur la question de l'usure. Les théoriciens catholiques, comme Bossuet, font tous leurs efforts pour maintenir la condamnation de l'usure, du prêt à intérêt. Il se trouve même des théologiens pour leur résister. Un magistrat de Bretagne, René de la Bigotière, dans son *Commentaire sur la coutume de Bretagne* (1688), accepte le prêt à intérêt. La conscience sociale répugne à considérer comme des usuriers les gens qui prêtent de l'argent et en retirent des bénéfices. — Une évolution analogue se produit pour l'idée du luxe. De l'éloge de la frugalité individuelle on passe à la considération du bien qui résulte pour la société des besoins individuels du luxe.

La conscience sociale s'insurge donc contre les décrets de la morale chrétienne. Sur la question de la chasteté, par exemple, je vous indiquais, à propos des débats sur les études monastiques que même des ecclésiastiques étaient embarrassés pour dire à quoi servaient les moines. On se rend compte de la difficulté de justifier le célibat. Nous avons vu que certains hommes, au nom de l'intérêt social qui veut que la population augmente, se plaignaient du grand nombre des moines. — Même la chasteté, en général, est attaquée. Ainsi un protestant, qui plus tard deviendra catholique, Jacques Chauffé, sieur de la Ferrière, dans son *Traité de la nécessité de l'existence du mariage* (1685), conteste que le célibat soit un état supérieur à l'état de mariage. Le célibat est pour lui *une espèce de vice*, parce qu'il n'a pas d'utilité sociale.

Nous sommes ainsi conduits à la critique du principe général de la morale chrétienne, qui repose sur le dogme de la chute : la vertu ne peut s'atteindre que par la lutte contre les tendances de l'homme, par l'effort pour remonter le courant de la nature. — Ces hommes ont de la peine à se placer à ce point de vue. Ceux qui sont simplement déistes, qui n'ajoutent pas à l'idée de Dieu la croyance au péché originel, n'admettent pas que Dieu ait fait les biens de la terre pour qu'on n'en jouisse pas, qu'il ait mis dans l'âme de l'homme toutes les inclinations pour qu'elles soient combattues. Les plaisirs de la table, par exemple, pour des vieillards comme Saint-Evremond, sont des plaisirs réels, les seuls presque qui soient à leur portée : pourquoi s'en priveraient-ils, s'ils en usent avec modération ? Une morale qui défend de boire de bon vin, de manger un bon plat, les révolte ; ils ne se sentent pas pécheurs pour la violer. Un homme qui a des sentiments délicats ne se croit pas coupable pour n'avoir pas vécu dans la chasteté d'un anachorète. Ils sentent qu'ils estiment des gens qui accomplissent tous les jours des actes que la religion considère comme des péchés, et qu'eux-mêmes ont péché pour des actes qui devraient être indifférents ou licites.

A mesure que les passions dépouillent la brutalité dans leurs manifestations, la nécessité d'une morale ascétique apparaît moins. Quand un honnête homme apporte dans l'administration de ses plaisirs de la délicatesse, de la décence, il ne peut plus avoir de scrupules sur leur usage. Il trouve la morale ascétique excessive et sa pratique innocente.

Voilà comment s'introduit insensiblement la notion que les passions sont bonnes. — Je laisse de côté les premières tentatives pour poursuivre la voie où Descartes est entré d'une façon magistrale, en considérant les passions comme des effets de l'organisation physique. Il y a là des efforts qui nous semblent aujourd'hui ridicules.

Par exemple Besse, docteur en médecine, publie en 1702 le traité *Des passions de l'homme*. Il y soutient, entre autres choses, que l'amour sert à la digestion, et forme dans l'estomac un bon chyle ou *chyle louable*. Le rédacteur du *Journal des Savants* qui rend compte de ce livre s'égaie beaucoup de la formule : souvenons-nous qu'il n'y a pas longtemps, Claude Bernard considérait physiologiquement l'amour comme une conséquence de la nutrition.

Mais laissons de côté ces tentatives avortées. — Dans le domaine moral, nombreux sont ceux qui trouvent que les passions sont les ressorts de l'âme. C'est ce que dira le Genevois Lesage, l'auteur du *Mécanisme de l'esprit* (1700) et de la *Religion d'un*

philosophe (1709), qui paraît avoir été un des premiers disciples des déistes anglais. Il donne en 1732 un *Cours abrégé de physique*, qui est un recueil de cours faits antérieurement. C'est là que sont ses doctrines sur la passion. Il ne demande même pas de la modérer ; il estime que la philosophie ne doit pas la détruire, mais la diriger. Pour lui, les passions sont les ressorts de l'activité humaine, les instruments du bonheur : c'est par elles que nous satisfaisons nos besoins. Elles sont aussi les instruments de l'harmonie sociale. Si elles sont parfois des causes de luttes, en se multipliant, elles ont pour effet que les hommes ont besoin les uns des autres. — Dans les *Mélanges curieux* de Saint-Evremond, on trouve ce passage : « Pour se rendre heureux avec moins de peine, et pour l'être avec sûreté, sans craindre d'être troublé dans son bonheur, il faut faire en sorte, Mylord, que les autres le soient avec nous (1). » Ainsi le bonheur d'autrui devient une partie intégrante, un moyen de notre propre bonheur.

Voilà comment la vertu n'apparaît plus comme une lutte contre la nature, mais comme l'épanouissement de la nature ; et voilà comment se développe la grande maxime du XVIII^e siècle, qui est que la nature humaine est bonne : c'est une maxime facile à combattre aujourd'hui. Mais prenons-la dans son sens relatif par rapport à la maxime chrétienne : la nature est corrompue. C'est la négation de la chute, l'affirmation que la vertu est naturelle, que, loin d'être un effort contre la nature, elle lui est conforme. Pour la pratiquer, il n'est pas besoin de la grâce, mais seulement de l'usage de la raison.

En même temps que cette conception s'affirmait et se précisait, le crédit des sanctions d'outre-tombe s'affaiblissait. Pour des gens dont la foi était tiède ou nulle, elles n'avaient aucune prise. Pour eux, ou bien l'immortalité d'outre-tombe était une illusion, — c'est le point de vue qu'exprime le comte de Boulainvilliers, dans son *Analyse de Spinoza* dont je vous parlais l'an dernier ; — ou bien, quand on en faisait la critique, on concevait cet espoir d'immortalité comme l'avidité d'une récompense infinie : ce qui rendait l'activité vertueuse plus intéressée encore que le désir du bonheur fragile d'ici-bas. Boulainvilliers remarquait aussi que ce désir des sanctions supra-terrestres est contraire à l'amour parfait, désintéressé, de la Divinité. En sorte que l'on concevait, par rapport à soi-même, les promesses de l'autre monde comme un appât illusoire, et que, dans la controverse avec autrui, on les représentait comme un marché grossier. Fontenelle faisait remar-

(1) T. VII, *Portrait de l'honnête homme*, au duc d'Ormond, p. 141.

quer que cette croyance rendait plus heureux ici-bas, en détachant d'un certain nombre de choses.

Ajoutez, simultanément à ce mouvement, la pénétration des idées anglaises qui commence. Sans revenir sur cette question, notons la diffusion d'un esprit analogue à celui des Anglais, d'un bon sens réaliste qui estime fortement les intérêts positifs de cette vie.

Avec cet état d'esprit, il se fait d'abord, dans un certain nombre de consciences, une séparation plus nette de la religion et de la morale. Je trouve cette séparation dans une demi-page de l'abbé Gély, qui voudrait que, dans l'éducation, on ne fit pas nécessairement reposer la morale sur la religion. Le passage se trouve dans ses *Œuvres diverses*, publiées en 1745 ; mais le texte est bien antérieur à cette époque :

« Les maîtres ne souffrent dans ces maisons (dans les collèges) ni vices ni mauvais exemples, en quoi ils sont infiniment louables. Aussi je me contenterai de hasarder deux réflexions : l'une, qu'ils font, ce me semble, trop dépendre les mœurs de la religion. Quelque soin qu'on prenne d'inspirer des sentiments de religion aux enfants, il vient un âge où la fougue des passions, le goût des plaisirs, les transports d'une jeunesse bouillante, étouffent ces sentiments. Alors un jeune homme, je parle surtout de ceux qui ont à vivre dans le grand monde, un jeune homme se croit tout permis ; il devient un composé de tous les vices, sans presque aucun mélange de vertu. Il n'a pour tout mérite au plus que de l'esprit avec cette politesse aimable que l'on prend à la cour, et qui, dénuée et prohibée, n'est, pour la bien définir, qu'un beau masque. Si on lui avait bien dit que les mœurs sont de tout pays et de toute religion, que l'on entend par ce mot ces vertus morales que la nature a gravées dans le fond de nos cœurs, la justice, la vérité, la bonne foi, l'humanité, la bonté, la décence ; que ces qualités sont aussi essentielles à l'homme que la raison même, dont elles sont une émanation, ce jeune homme, en secouant le joug de la religion, ou en s'en faisant une à sa mode, conserverait au moins ces vertus morales qui, dans la suite, pourraient le rapprocher des vertus chrétiennes (1). » C'est le point de vue auquel se plaçait Nicole quand il disait qu'à défaut de la morale chrétienne, il faudrait enseigner aux princes la morale de l'amour-propre ; mais Gély précise davantage.

(1) P. 47, 48, 49.

Le gérant : E. FROMANTIN.

POITIERS. — SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE

REVUE HEBDOMADAIRE.
DES
COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

Origines françaises du romantisme

Cours de M. ÉMILE FAGUET,

Professeur à l'Université de Paris.

Le sentiment de la solitude chez J.-J. Rousseau.

Le sentiment de la solitude, chez Rousseau, est en relation étroite avec son sentiment de la nature, et j'aurai sans doute à faire encore usage de textes que je vous ai déjà cités.

Cependant je dois marquer, tout de suite, une différence considérable : en étudiant le sentiment de la nature chez Rousseau, nous étions pour ainsi dire en présence de deux objets : la nature d'une part, Rousseau d'autre part, avec une communication et presque une influence réciproques.

Car, si l'on reçoit de la nature des inspirations, on peut aussi, d'une certaine manière, la transformer. Amiel a dit qu'un paysage était un état d'âme : l'un est une caresse, une grâce, l'autre une horreur, une terreur ; alors l'âme de la nature se communique à l'observateur. Mais il est vrai, aussi, que, selon notre état d'âme, c'est nous qui prêtons à la nature tel ou tel sentiment : voilà en quoi il y a « influence réciproque ». Mais, désormais, la nature ne va plus être pour Rousseau que l'occasion d'un certain état d'esprit : Rousseau se plonge dans la nature pour être seul ; la contemplation des beaux sites n'est plus son seul but : il y cherche la solitude.

La solitude, nous l'avons vu déjà, est pour lui un affranchissement. Au premier regard, ce sentiment n'est pas autre chose qu'une forme de l'aversion qu'il ressent pour la société, et lui-même nous a expliqué sa conception de misanthrope : « J'avoue
« qu'il a tenu à peu que je ne me sois trouvé rengagé dans le
« monde et que je n'aie abandonné une solitude non par dégoût
« pour elle, mais par un goût non moins vif que j'ai failli lui pré-
« férer. Il faudrait, Monsieur, que vous connussiez l'état de délais-
« sement et d'abandon de tous mes amis où je me trouvais et la
« profonde douleur dont mon âme en était affectée, lorsque
« M. et M^{me} de Luxembourg désirèrent de me connaître, pour
« juger de l'impression que firent sur mon cœur affligé leurs
« avances et leurs caresses. J'étais mourant ; sans eux, je serais
« infailliblement mort de tristesse ; ils m'ont rendu la vie, il est
« bien juste que je l'emploie à les aimer... »

— Nous entrons maintenant dans l'analyse du sentiment...

« J'ai un cœur très aimant, mais qui peut se suffire à lui-même.
« J'aime trop les hommes pour avoir besoin de choix parmi eux ;
« je les aime tous ; et c'est parce que je les aime, que je hais l'in-
« justice ; c'est parce que je les aime, que je les fuis ; je souffre
« moins de leurs maux, quand je ne les vois pas ; cet intérêt pour
« l'espèce suffit pour nourrir mon cœur ; je n'ai pas besoin d'amis
« particuliers ; mais, quand j'en ai, j'ai grand besoin de ne pas les
« perdre ; car, quand ils se détachent, ils me déchirent, en cela
« d'autant plus coupables, que je ne leur demande que de l'ami-
« tié et que, pourvu qu'ils m'aiment et que je le sache, je n'ai
« même pas besoin de les voir. Mais ils ont toujours voulu mettre
« à la place du sentiment des soins et des services que le public
« voyait, et dont je n'avais que faire : quand je les aimais, ils ont
« voulu paraître m'aimer (1). »

Très éloquente profession de foi d'égotisme : avec un profond amour des hommes, Rousseau possède une égale aptitude à se passer de leur compagnie. Il a voulu même les fuir, et il a recherché la solitude de la nature pour cette raison.

Je devais vous indiquer ce point ; mais je crois que Rousseau se trompe dans l'interprétation de ses sentiments, et lui-même a donné de son amour de la solitude une triple analyse, en dehors de toute misanthropie. Remarquez d'abord la nouveauté : il analyse. Avant lui, nous trouvons bien des hommes épris de la solitude : Virgile qui aime à promener sa rêverie sur les bords du Mincio ; Horace, qui va goûter le repos dans son petit domaine de

(1) Quatrième lettre à M. de Malesherbes.

Sabine ; La Fontaine, que charme la douceur secrète des bois : mais ils n'ont fait que nous dire et nous donner l'impression de leur désir de solitude. Rousseau analyse ; il considère la solitude comme un isolement occupé de mille menus soins : c'est la flânerie dans la solitude ; puis comme peuplée de tout un monde de pensées : c'est la pensée dans la solitude ; enfin comme absolument vide, absolument pure : c'est l'extase dans la solitude.

Suivons cet ordre. Il nous donne une première définition de ce que peut être la solitude pour les gens qui ont besoin d'activité ; c'est un loisir qu'on occupe à sa guise : « Je prenais en quelque sorte congé de mon siècle et de mes contemporains, et je faisais mes adieux au monde en me confinant dans cette île pour le reste de mes jours ; car telle était ma résolution, et c'était là que je comptais exécuter enfin le grand projet de cette vie oiseuse, auquel j'avais inutilement consacré jusqu'alors tout le peu d'activité que le ciel m'avait départie. Cette île allait devenir pour moi celle de Papimanie, ce bienheureux pays où l'on dort :

On y fait plus, on n'y fait nulle chose.

« Ce plus était tout pour moi, car j'ai toujours peu regretté le sommeil ; l'oisiveté me suffit, et, pourvu que je ne fasse rien, j'aime encore mieux rêver éveillé qu'en songe. L'âge des projets romanesques étant passé, et la fumée de la gloriole m'ayant plus étourdi que flatté, il ne me restait pour dernière espérance que celle de vivre sans gêne, dans un loisir éternel. C'est la vie des bienheureux dans l'autre monde, et j'en faisais désormais mon bonheur suprême dans celui-ci. »

On aurait pu faire à Rousseau cette objection, qu'il est possible de vivre oisif dans les villes et qu'il est inutile de s'enfuir à la campagne ; il y répond par avance : « Ceux qui me reprochent tant de contradictions ne manqueront pas ici de m'en reprocher encore une. J'ai dit que l'oisiveté des cercles me les rendait insupportables, et me voilà recherchant la solitude uniquement pour m'y livrer à l'oisiveté. C'est pourtant ainsi que je suis ; s'il y a là de la contradiction, elle est du fait de la nature et non pas du mien ; mais il y en a si peu que c'est par là précisément que je suis toujours moi. L'oisiveté des cercles est tuante, parce qu'elle est de nécessité ; celle de la solitude est charmante, parce qu'elle est libre et de volonté. Dans une compagnie, il m'est cruel de ne rien faire, parce que j'y suis forcé. Il faut que je reste là cloué sur une chaise ou debout, planté comme un piquet, sans

« remuer ni pied ni patte, n'osant ni courir, ni sauter, ni chanter, « ni crier, ni gesticuler quand j'en ai envie, n'osant pas même rê-
« ver ; ayant à la fois tout l'ennui de l'oisiveté et tout le tourment
« de la contrainte ; obligé d'être attentif à toutes les sottises qui se
« disent et à tous les compliments qui se font, et de fatiguer in-
« cessamment ma Minerve, pour ne pas manquer de placer à
« mon tour mon rébus et mon mensonge. Et vous appelez cela de
« l'oisiveté ! C'est un travail de forçat. »

Rousseau se donne le plaisir d'écrire une page satirique, satire à la Boileau, un peu lourde. Après cette boutade, il analyse plus finement le charme qu'il trouve à l'oisiveté et la nature de cette oisiveté : « L'oisiveté que j'aime n'est pas celle d'un fainéant qui
« reste là, les bras croisés, dans une inaction totale, et ne pense
« pas plus qu'il n'agit. C'est à la fois celle d'un enfant qui est
« sans cesse en mouvement pour ne rien faire et celle d'un rado-
« teur qui bat la campagne, tandis que ses bras sont en repos. »
— Remarquez le mot enfant : il exprime le rêve constant de Rousseau, le retour de l'humanité à l'enfance, à sa primitive jeunesse. — « J'aime à m'occuper à faire des riens, à commencer
« cent choses et n'en achever aucune, à aller et venir comme la
« tête me chante, à changer à chaque instant de projet, à suivre
« une mouche dans toutes ses allures, à vouloir déraciner un
« rocher pour voir ce qui est dessous, à entreprendre avec ardeur
« un travail de dix ans et à l'abandonner sans regret au bout de
« dix minutes, à muséer enfin toute la journée sans ordre et sans
« suite, à ne suivre en toute chose que le caprice du moment (1). »
Töpffer, humoriste agréable, originaire du même pays que Rousseau, a écrit cinq ou six pages délicieuses sur la flânerie, manière admirable de travailler tout en perdant son temps, et qu'il trouve féconde. Jean-Jacques n'est pas tombé dans cette petite erreur : il nous dit simplement que, dans la solitude, il aime l'oisiveté, oisiveté pleine de liberté et de caprice, si occupée qu'elle puisse être.

Rousseau a connu une seconde sorte de solitude, plus importante à considérer et d'un caractère plus sérieux : nous voyons alors que, si elle peut ramener à l'enfance, elle peut conduire à être vraiment un homme. Rousseau rapporte cette manière de comprendre la solitude à ce que j'appellerai sa seconde jeunesse, au moment où il allait par les routes, les chemins, les sentiers, soit du côté de Lyon, soit du côté de Paris, peut-être vers la gloire, et surtout vers le rêve. C'est pendant cette solitude

(1) *Confessions*, partie II, livre XII.

qu'il a trouvé ses grandes idées, dont, dit-il, il a laissé perdre un grand nombre : « La chose que je regrette le plus, dans les détails
« de ma vie dont j'ai perdula mémoire, est de n'avoir pas fait des
« journaux de mes voyages. Jamais je n'ai tant pensé, tant existé,
« tant vécu, tant été moi, si j'ose ainsi dire, que dans ceux que
« j'ai faits seul et à pied. La marche a quelque chose qui anime et
« avive mes idées ; je ne puis presque penser, quand je reste en
« place ; il faut que mon corps soit en branle pour y mettre mon
« esprit. La vue de la campagne, la succession des aspects agréables, le grand air, le grand appétit, la bonne santé que je
« gagne en marchant, la liberté du cabaret, l'éloignement de tout
« ce qui me fait sentir ma dépendance, de tout ce qui me rappelle
« à ma situation, tout cela dégage mon âme, me donne une plus
« grande audace de penser, me jette en quelque sorte dans l'immensité des êtres pour les combiner, les choisir, me les approprier à mon gré, sans gêne et sans crainte. Je dispose en maître
« de la nature entière ; mon cœur, errant d'objet en objet, s'unit, s'identifie à ceux qui le flattent, s'entoure d'images charmantes, s'enivre de sentiments délicieux. Si, pour les fixer, je m'amuse
« à les décrire en moi-même, quelle vigueur de pinceau, quelle fraîcheur de coloris, quelle énergie d'expression je leur donne ! On a, dit-on, trouvé de tout cela dans mes
« ouvrages, quoique écrits vers le déclin de mes ans. Oh ! si l'on eût vu ceux de ma première jeunesse, ceux que j'ai
« faits durant mes voyages, ceux que j'ai composés et que je n'ai
« jamais écrits !... »

Lamartine a dit la même chose : c'est peut-être là une illusion : nous trouvons beaux entre tous ces ouvrages restés en nous, parce qu'ils sont enveloppés du nimbe du rêve et de la demi-lumière d'une réalité imaginaire. D'ailleurs, il est certain que les excitations de la rêverie sont très propres à produire des ébauches de grandes idées...

« Pourquoi, direz-vous, ne les pas écrire ? Et pourquoi les écrire ? vous répondrai-je : pour m'ôter le charme actuel de la
« jouissance, pour dire à d'autres que j'avais joui ? Que m'importaient des lecteurs, un public et toute la terre, tandis que
« je planais dans le ciel ? D'ailleurs, portais-je avec moi du papier, des plumes ? Si j'avais pensé à tout cela, rien ne me
« serait venu. Je ne prévoyais pas que j'aurais des idées ; elles viennent quand il leur plaît, non quand il me plaît. Elles
« ne viennent point, ou elles viennent en foule ; elles m'accablent de leur nombre et de leur force. Dix volumes par jour
« n'auraient pas suffi. Où prendre du temps pour les écrire ? En

« arrivant, je ne songeais qu'à bien dîner ; en partant, je ne songeais qu'à bien marcher. Je sentais qu'un nouveau paradis m'attendait à la porte ; je ne songeais qu'à l'aller chercher (1). »

Voilà le charme des longs voyages à pied, quand ils sont faits par un penseur. Cette beauté des voyages pedestres, à ne la prendre que sous ce seul rapport, avait déjà été exprimée d'une façon originale, moins mêlée même d'un léger commencement de déclamation, par un homme que peut-être vous allez trouver étrange que je donne comme prédécesseur à Jean-Jacques Rousseau ; cependant il me semble important de montrer que cette belle veine de la poésie de la nature n'était pas inconnue en France, et il me semble curieux de vous indiquer qui l'avait découverte : c'est ce bohème de d'Assouci. Figurez-vous un chemineau qui aurait conscience de la beauté de son état : ainsi nous apparaît d'Assouci dans certaines pages. Voici ce qu'un jour il a écrit :

« Quand je fais un voyage à pied, ce n'est pas pour épargner le
« louage d'un cheval. Au lieu d'avoir, tout le jour, les fers aux
« pieds et les entraves aux jambes et les deux mains occupées,
« l'une à la bride et l'autre à enfoncer son chapeau, quel plaisir
« d'aller les bras pendants avec une bonne paire de souliers
« plats, et sans craindre de se rompre le cou ou de se crever les
« yeux à quelque branche d'arbre ; de se promener dans une
« campagne comme un philosophe qui fait un tour d'allée dans
« son jardin ; de marcher tantôt sur le velours vert d'un tapis
« herbu, et tantôt, côtoyant un petit ruisseau, de fouler aux pieds
« les mêmes traces que les Fées dansant en rond ont laissées em-
« preintes dans l'émail d'une prairie. Quel plaisir, au lieu d'être
« tiré, comme un chat qu'on traîne par la queue, à la suite d'un
« importun messenger, de rester tant qu'on veut et de contempler
« tant qu'il vous plaît chaque objet qui vous paraît agréable, de
« cueillir l'aubépine ou la rose-muscade sur un buisson ; si vous
« êtes altéré, d'étancher votre soif sous la feuillade d'un cabaret
« ou dans le cristal d'une fontaine, et, si vous êtes las, vous reposer
« sur le bord d'un étang, d'un ruisseau ou de quelque petite ri-
« vière, d'en voir couler les ondes et nager les petits poissons, de
« passer le chaud du jour tantôt à la fraîcheur des eaux, tan-
« tôt à l'ombre de quelque grand arbre touffu et, sans craindre
« qu'on vous ferme les portes d'une ville, s'endormir au doux
« murmure des Zéphyrs ou à la musique des oiseaux... »

— Comme il a le vif sentiment de la solitude et, pour le traduire, le nombre d'une phrase harmonieuse !

(1) *Confessions*, partie I, liv. IV.

— « Quel délice, après avoir fait ainsi trois lieues à pied, « de se trouver inopinément sur le haut d'un tertre, y voir son « gîte, et pour le contempler avec plus d'aise et de loisir, s'as- « seoir sur le thym et le serpolet, tandis que, pour y flatter « votre lassitude, un charitable valet vous frotte le gras des « jambes pendant cet extatique ravissement ? » — Le valet est de « trop : c'est un contre-sens. — « Est-il rien de plus agréable que « de voir d'un côté le soleil entrer dans son lit d'or et d'écar- « late, en assurant le monde par son teint de pourpre de la séré- « nité du lendemain, et, de l'autre, ayant les mâchoires affilées et « l'appétit aiguisé, découvrir dans un fond le clocher du village, « destiné à votre repas et à votre repos ! Quel délice, ayant le « ventre creux, de voir fumer les cheminées, et de cette fumée « qui est le symbole de l'espérance se repaître par avance de « l'angélique apparition d'un succulent et proche repas, pour « lequel attraper n'ayant plus qu'à descendre dans votre hôtel- « lerie sans avoir quasi plus besoin ni des pieds ni des jambes, y « glisser avec la même facilité qu'une pièce de vin qui, par son « propre poids, descend de soi-même au fond d'une cave. C'est « dans ce bienheureux centre que le ventre affamé qui n'a point « d'oreilles, si du moins il pouvait parler, il dirait bien, n'en « déplaise aux puissances de la terre, que Messieurs les charre- « tiers savourent des plaisirs dont les rois et les princes ne sont « point capables. »

Dans cette belle langue du ^{xvii}^e siècle, qu'il rend plus nombreuse qu'à l'ordinaire pour relever d'autant la simplicité des plaisirs qu'il célèbre, d'Assouci nous donne un avant-propos des plus belles pages de Rousseau ; mais il lui manque ce sentiment, que de grandes pensées peuvent pour le rêveur sortir du sein de la solitude.

Enfin Rousseau considère une troisième manière de jouir de la solitude : ce n'est plus l'oisiveté occupée de menus soins ou excitatrice du cerveau ; c'est la solitude pure, qui procure à l'âme non plus la pensée, mais l'extase.

Nous sommes ici arrivés au dernier terme, et peut-être sommes-nous même un peu trop loin. La solitude qui donne l'immobilité au corps et au cerveau, l'immobilité du fakir indien, est sans doute dangereuse : elle risque d'anéantir trop complètement notre énergie. Je noterai, d'ailleurs, que cette conception est de la vieillesse de Rousseau : « Tout est dans un flux continu sur la terre. Rien « n'y garde une forme constante et arrêtée, et nos affections qui « s'attachent aux choses extérieures, passent et changent né- « cessairement comme elles. Toujours en avant ou en arrière

« de nous, elles rappellent le passé qui n'est plus, ou prévien-
 « nent l'avenir qui souvent ne doit point être, il n'y a rien là de
 « solide à quoi le cœur se puisse attacher. Aussi n'a-t-on guère
 « ici-bas que du plaisir qui passe ; pour le bonheur qui dure, je
 « doute qu'il y soit connu. Mais, s'il est un état où l'âme trouve
 « une assiette assez solide pour s'y reposer tout entière, et ras-
 « sembler là tout son être sans avoir besoin de rappeler le passé
 « ni d'enjamber sur l'avenir, où le temps ne soit rien pour elle,
 « où le présent dure toujours, sans néanmoins marquer sa durée
 « et sans aucune trace de succession, sans aucun autre sentiment
 « de privation, ni de jouissance, de plaisir ni de peine, de désir ni
 « de crainte, que celui seul de notre existence, et que ce senti-
 « ment seul puisse la remplir tout entière ; tant que cet état dure,
 « celui qui s'y trouve peut s'appeler heureux, non d'un bonheur
 « imparfait, pauvre et relatif, tel que celui qu'on trouve dans les
 « plaisirs de la vie, mais d'un bonheur suffisant, parfait et plein,
 « qui ne laisse dans l'âme aucun vide qu'elle sente le besoin de
 « remplir. Tel est l'état où je me suis trouvé souvent à l'île de
 « Saint-Pierre, dans mes rêveries solitaires, soit couché dans
 « mon bateau que je laissais dériver au gré de l'eau, soit assis sur
 « les rives du lac agité, soit ailleurs, au bord d'une belle rivière
 « ou d'un ruisseau murmurant sur le gravier. »

Résumons, avant de poursuivre, la pensée de Rousseau : il n'y a pas de bonheur qui dure ici-bas ; il en est un peut-être qui, s'il n'est pas éternel, est du moins très durable : c'est le sentiment de la pleine possession de soi dans la solitude. Nous allons voir comment il analyse ce sentiment. Vous verrez là comme une de ces antinomies chères à Hegel, une identité des contradictoires : on ne se possède d'une façon durable que lorsqu'on se disperse dans la nature : « De quoi jouit-on dans une pareille situation ?
 « De rien d'extérieur à soi, de rien sinon de soi-même et de sa
 « propre existence ; tant que cet état dure, on se suffit à soi-
 « même comme Dieu. Le sentiment de l'existence dépouillé de
 « toute autre affection est par lui-même un sentiment précieux
 « de contentement et de paix qui suffirait seul pour rendre cette
 « existence chère et douce à qui saurait écarter de soi toutes
 « les impressions sensuelles et terrestres qui viennent sans cesse
 « nous en distraire et en troubler ici-bas la douceur. » Qu'est-ce à dire ? qu'il faudrait pouvoir sentir sans sensations ; car la sensation passe, et c'est ce passage continu qui nous tourmente. Tâchons donc de supprimer pour ainsi dire le temps et l'espace, dans lesquels les sensations se produisent et se succèdent : il ne restera que le moi pur. Mais le moi n'est pas la suite

de ces sensations : on le supprime, en même temps qu'elles. Justement, dit Rousseau, c'est cette suppression du moi qui en est la pleine possession : c'est l'état extatique.

« Mais la plupart des hommes agités de passions continuelles
« connaissent peu cet état, et, ne l'ayant goûté qu'imparfaitement,
« durant peu d'instant, n'en conservent qu'une idée obscure et
« confuse qui ne leur en fait pas sentir le charme. Il ne serait
« pas même bon dans la présente constitution des choses,
« qu'avidés de douces extases ils s'y dégoûtassent de la vie
« active dont leurs besoins toujours renaissants leur prescrivent
« le devoir. Mais un infortuné qu'on a retranché de la société
« humaine et qui ne peut plus rien faire ici-bas d'utile et de bon
« pour autrui ni pour soi, peut trouver dans cet état à toutes les
« félicités humaines des dédommagements que la fortune et les
« hommes ne lui sauraient ôter (1). »

Ces dernières lignes sont de la plus grande importance : il semblait par instants que nous étions en face d'un Oriental, fakir indien ou moine d'Egypte, cherchant à annihiler sa personnalité pour en mieux jouir. Mais nous ne nous en tenons pas là, même avec Rousseau : il a beau avoir une tendance très marquée à l'extase, c'est un Occidental ; il comprend parfaitement les dangers de ce troisième aspect de la solitude, destructrice de toute activité, et il s'empresse de nous dire : ceci ne doit être permis qu'à moi ; j'ai été si malheureux que j'ai droit à ce suicide de moi.

Telles sont les trois analyses que Rousseau nous a données du sentiment de la solitude : et j'aime à voir qu'il a compris, lui, l'homme des promenades solitaires, que, sous sa dernière forme, la solitude était sans doute la chose la plus enivrante, mais aussi la plus dangereuse pour la vie.

M. W.

(1) *Les Réveries d'un promeneur solitaire*, 5^e promenade.

La vie et les œuvres de Sénèque

Cours de M. JULES MARTHA,

Professeur à l'Université de Paris.

Le traité « des Bienfaits » (suite).

Nous avons vu, dans la dernière leçon, que Sénèque se plaçait d'abord au point de vue particulier du bienfaiteur et examinait quelles conditions sont nécessaires pour qu'un bienfait soit accordé comme il faut. A la fin du deuxième et dans le courant du troisième livre du *de Beneficiis*, Sénèque se place au point de vue de l'obligé et étudie l'art de recevoir. Certaines questions se rattachent à l'art de recevoir, entre autres la reconnaissance, et surtout l'absence de reconnaissance, c'est-à-dire l'ingratitude.

Les questions relatives à l'ingratitude sont au nombre de trois :

1° Quelles sont les causes de l'ingratitude et les moyens d'y remédier ?

2° Peut-il y avoir une sanction pénale de l'ingratitude ?

3° Existe-il des personnes à l'égard desquelles l'ingratitude soit justifiée ?

La première cause de l'ingratitude réside dans la présomption. Nous avons de nous-mêmes une estime exagérée ; nous croyons que nos talents sont rares. Nous sommes pleins d'amour-propre. Alors, quand on nous rend un service, nous constatons qu'on n'a pas rendu hommage à nos qualités ; nous ne nous croyons pas appréciés à notre juste valeur. « Il m'a donné cela, dit-on, mais après combien de temps, après combien d'efforts ? J'aurais eu bien davantage, si j'avais eu recours à un tel ou à un tel, ou même à moi seul. Je ne m'attendais pas à cela ; j'ai été confondu dans la foule ; puisqu'il m'a jugé digne de si peu, il aurait agi plus honnêtement en n'oubliant. » L'augure Lentulus, qui était dans la plus grande opulence, devait toutes ses richesses à Auguste. Devenu le premier de la ville par sa fortune et son crédit, il se plaignait d'Auguste, en disant : « Il m'a arraché à mes études ; tous les biens qu'il a accumulés sur ma tête n'égalent pas ce que j'ai

perdu en renonçant à l'éloquence. » Et pourtant, c'était, de la part d'Auguste, une faveur de plus que de l'avoir sauvé du ridicule et d'un travail inutile. Ainsi tout homme est pour lui-même un juge trop indulgent ; de là vient qu'il pense avoir tout mérité, et ne recevoir que ce qui lui est dû, sinon moins que ce qui lui est dû. Il ne se croit jamais estimé à sa juste valeur, et s'estime dispensé de toute reconnaissance.

Une autre raison, la plus puissante de toutes peut-être, c'est que les hommes ne sont jamais satisfaits. Toujours tourmentés par de nouveaux désirs, nous ne regardons pas ce que nous avons, mais ce que nous voudrions avoir. Car tout ce que nous possédons perd son prix dès que nous l'avons en notre pouvoir. Ainsi, lorsque le bienfait que nous avons reçu s'est affaibli par le désir d'une faveur nouvelle, nous oublions de témoigner de la reconnaissance au bienfaiteur. Il en est de même pour l'argent. Si on gagne une somme, on veut en avoir une plus grande. Les hommes sont des ambitieux. Si vous leur rendez service, ils ne sont pas contents : ils veulent l'honneur ou le grade supérieur à celui qu'on leur a donné. Plus on obtient, plus on désire. Personne ne se contente du tribunat ; on se plaint de n'être pas arrivé à la préture, puis on se trouve bien à plaindre si l'on n'obtient pas le consulat.

Un mal encore plus violent que l'avidité insatiable des hommes, c'est la jalousie. Quand il nous arrive quelque chose de bon, nous nous comparons au voisin : « Il m'a donné ; mais il a donné plus à celui-ci, et plus tôt à celui-là. » Si les bienfaits sont pareils, l'envie a tôt fait d'y démêler des nuances. On reprochera au bienfaiteur d'avoir donné à un autre avec un sourire plus aimable, un empressement plus flatteur. Nous apprécions les bienfaits des hommes avec la même injustice que les dons des dieux. Nous ne sommes pas contents de ce que les dieux ont fait pour nous. Nous nous plaignons qu'ils ne nous aient pas donné la taille de l'éléphant, l'agilité du cerf, la légèreté de l'oiseau, la vigueur du taureau ; il faudrait que notre peau eût l'élégance de celle du daim, la souplesse de celle du castor, l'épaisseur de celle de l'ours ; nous trouvons injuste d'être dépassés par le chien pour la finesse de l'odorat, par l'aigle pour la force du regard, par le corbeau pour la durée de la vie. On n'oublie qu'une chose, c'est que les dieux nous ont rendus supérieurs à tous les animaux en nous donnant une âme raisonnable, Ils nous ont ainsi traités en enfants gâtés, en favoris de la nature. Et pourtant nous ne sommes pas reconnaissants ; nous passons notre temps à accuser la divinité.

Une autre cause d'ingratitude, c'est que, lorsqu'on nous accorde un bienfait, notre premier sentiment est qu'il va falloir s'acquitter. Alors, si un riche nous a donné de l'argent, nous nous disons : « Je ne pourrai jamais rendre ce qu'on m'a donné. Mon bienfaiteur est riche ; cela lui a peu coûté de me rendre service. Mais je suis pauvre, et je ne pourrai arriver à être quitte avec lui. » Alors on ne songe plus à s'acquitter, croyant la tâche impossible.

Quels sont les moyens de remédier à ces causes d'ingratitude ? On ne peut guère changer l'insatiabilité et la jalousie, qui sont des défauts de caractère. Mais on peut porter remède à la cause la plus commune de l'ingratitude, le découragement, le sentiment qu'on est impuissant à payer sa dette. On se trompe, quand on croit que la distance empêche d'être reconnaissants. C'est la chose la plus simple et la plus aisée. Elle est à la portée de tout le monde, même des plus dénués de ressources. Sénèque se propose de démontrer que la reconnaissance est à la portée, non de toutes les bourses, mais de toutes les âmes. La démonstration est assez subtile, et touche à certaines idées stoïciennes un peu paradoxales. Nous essaierons de suivre, dans les grands lignes, le raisonnement de Sénèque.

Le bienfait, Sénèque l'a montré dans le premier livre du *de Beneficiis*, se compose de deux choses parfaitement distinctes : un acte moral et un acte matériel. Le mot de bienfait désigne à la fois ces deux choses, parce que la langue n'est pas assez riche pour les distinguer. C'est ainsi qu'un seul mot, celui de courage, désigne la vertu de celui qui supporte avec force les épreuves ou qui se lance dans les dangers. Le mot d'économie, d'épargne, désigne à la fois la qualité de celui qui ne gaspille pas son patrimoine, et la lésinerie de celui qui ne dépense pas assez. Dans le bienfait une seule chose importe, c'est l'intention, l'acte moral. Une comparaison employée par Sénèque éclaire la pensée. Phidias fait une statue ; la récompense de l'artiste est d'avoir fait ce qu'il voulait. Même, s'il ne vend pas son œuvre, il a sa récompense, qui réside dans sa satisfaction intérieure. L'acte matériel est représenté par le profit ou la renommée qu'il peut retirer de son ouvrage. De même la première récompense du bienfait est dans la conscience. La seconde dans la renommée et dans les choses qu'on peut se donner de l'un à l'autre.

Le bienfaiteur cherche une chose : faire plaisir à celui qu'il oblige. Celui-ci, en recevant le bienfait, s'épanouit de joie. L'acte est accompli. Si on se dit ensuite : « Il faut rendre », c'est fort bien ; mais ce n'est qu'accessoire. L'essentiel est de répondre à l'acte moral par un autre acte moral, à l'intention par l'inten-

tion. Est-ce à dire que l'obligé soit dispensé de toute obligation à l'égard de son bienfaiteur ? Pas du tout : il a toujours envers lui une dette morale, sinon une dette matérielle. Il ne s'agit pas de rendre politesse pour politesse, mais intention pour intention. On peut donc se montrer reconnaissant sans richesse, sans crédit, sans appui. On peut rendre par une sorte de restitution morale : le souvenir. Pendant des années, montrez que vous n'avez pas oublié le service qu'on vous a rendu ; il suffit pour cela de petites attentions. La restitution matérielle ne dépend pas de vous : la restitution morale est à la portée de tout le monde. Votre rôle n'est pas celui d'un débiteur, c'est quelque chose de beaucoup plus relevé. Souvenir égale paiement. La reconnaissance est donc à la portée de tous. Par suite, du moment que tout le monde peut rendre, personne n'est excusable de ne pas le faire, et de tous les vices l'ingratitude est le plus odieux.

Y a-t-il contre elle une sanction légale ? On cite bien, dans les lois fictives qu'on invoque dans les écoles, un texte contre les ingrats. Ne pourrait-on pas introduire effectivement cette loi dans la cité ? A cela Sénèque répond nettement : non, c'est impossible ; il ne peut y avoir de loi qui punisse l'ingratitude.

Et cela d'abord pour une raison morale : si vous créez une sanction pénale de l'ingratitude, vous détruirez du même coup tout ce qui fait la noblesse du bienfait. Le bienfait n'est plus un don gratuit, c'est un fermage. Ce n'est plus un élan généreux du cœur, c'est un calcul d'intérêt. Or ce qu'il y a de beau dans le bienfait, c'est de donner même au risque de perdre, et de tout laisser à la discrétion de l'obligé. Si je l'appelle devant le juge, le bienfait n'est plus un bienfait, mais une créance.

Ensuite la reconnaissance perd toute sa valeur, si elle est forcée. Il n'y aura pas plus de mérite à être reconnaissant qu'à rendre un dépôt ou à payer une dette. Ainsi nous gâterons à la fois les deux plus belles choses qu'il y ait dans la vie humaine, le bienfait et la reconnaissance.

Ajoutez à cela que tous les tribunaux suffiraient à peine à l'application de cette seule loi. Tous les hommes, en effet, grandissent leurs actions, tous exagèrent les moindres choses qu'ils font pour autrui.

En outre, toute chose destinée à être jugée doit être bien définie : tels sont le meurtre, le vol, le faux ; mais l'ingratitude est impossible à définir. Deux personnes donnent la même chose ; la valeur du bienfait est-elle la même ? Deux personnes qui n'auront pas rendu un bienfait sont-elles ingrates ? Souvent celui qui a rendu ce qu'il a reçu est ingrat ; celui qui n'a pas rendu est re-

connaissant. Un homme a donné beaucoup d'argent ; mais il était riche et ne devait pas se ressentir de cette générosité. Un autre en a donné autant ; mais c'était tout son patrimoine. La somme est la même ; le bienfait n'est pas le même. — Voici encore un autre exemple : l'un a payé pour délivrer un débiteur de la contrainte par corps ; mais il avait l'argent chez lui. L'autre a donné la même somme ; mais il a été obligé de l'emprunter. Mettra-t-on les bienfaits sur la même ligne ? — L'à-propos donne à certains bienfaits un prix inestimable : c'est un bienfait que de donner à quelqu'un une propriété fertile ; c'est un bienfait qu'un seul pain dans la famine. C'est un bienfait que de donner des terres qu'arrosent des fleuves nombreux ; c'est un bienfait d'indiquer une source à un homme mourant de soif. Qui pourrait comparer ces choses entre elles ? Qui pourra les peser ? Il est difficile de se prononcer, lorsqu'il ne s'agit pas de la chose, mais du mérite de la chose.

Les objets, même quand ils sont les mêmes, n'ont pas le même poids quand ils sont donnés autrement. Cet homme m'a donné, mais à regret, mais il s'est plaint de donner, mais il m'a regardé avec arrogance, mais il a tardé à me donner. Comment le juge fera-t-il son estimation ? D'ailleurs, il y a des actes qui paraissent insignifiants, parce qu'on ne les désire pas avec beaucoup d'ardeur, et qui sont cependant de grands bienfaits. C'est un service important que de donner de bons conseils, de détourner du crime, d'arracher l'épée à un homme prêt à se tuer, de consoler la douleur, de veiller un malade. Qui appréciera toutes ces choses ? Qui pourra ordonner de compenser ces bienfaits par des bienfaits d'une autre nature ? Celui-là t'a donné une maison ; mais, moi, je t'ai averti que la tienne allait tomber sur toi. Il t'a donné un patrimoine, mais moi une planche dans le naufrage.

Puis, pour la restitution d'un bienfait, on ne fixe pas un jour d'échéance, comme pour le paiement d'une dette. Ainsi celui qui n'a pas encore rendu peut rendre. Il y a aussi des cas où le bienfait est caché. L'obligation ne pourra donc se prouver. Ordonnerons-nous qu'on ne puisse faire le bien que devant témoins ? Il est impossible d'estimer à quel taux un bienfait doit être remboursé. On m'a donné la vie, la dignité, la santé : que rendrai-je en échange de ces biens inestimables ?

C'est donc tuer la dignité du bienfait que d'en faire une marchandise. Il ne faut pas exciter les hommes aux querelles et aux discordes ; ils y sont déjà assez portés sans cela. Donc il est impossible d'apporter une sanction légale à l'ingratitude.

Et qu'on ne croie pas qu'une telle sanction, si elle était insti-

tuée, diminuerait le nombre des ingrats : au contraire, elle ne ferait que l'augmenter ; car, en l'absence d'un recours légal, on met plus de discernement dans les bienfaits. Au contraire, du jour où les bienfaiteurs se sauront soutenus par une loi, ils donneront à tort et à travers.

En outre, quand il y aura des procès d'ingratitude, le nombre des ingrats pourra se compter ; et on aura moins de honte à être ingrat, quand on verra que tant de gens le sont. C'est ce qui est arrivé pour les divorces. Quelle femme, aujourd'hui, rougit d'être répudiée, depuis qu'il y a des matrones nobles et illustres qui comptent les années, non par le nombre des consuls, mais par celui de leurs maris ? On a redouté ce scandale, tant qu'il a été rare ; mais, depuis que les divorces sont si nombreux, on a appris à en user.

L'ingratitude sera-t-elle donc impunie ? Mais que direz-vous de la méchanceté, de l'avarice, de la colère ? Y a-t-il un châtement plus rigoureux que la haine et le mépris publics ? L'ingrat sera tourmenté par le remords. Il redoutera les dieux ; la conscience du bienfait qu'il aura dérobé le rongera. Mais celui qui est reconnaissant jouira de la paix du cœur, et mènera une vie tranquille et estimée.

Sénèque aborde alors la troisième question relative à l'ingratitude : y a-t-il des personnes à l'égard desquelles on soit dispensé d'être reconnaissant ? D'après certaines théories qui avaient cours dans l'antiquité, on n'avait pas à témoigner de gratitude à deux catégories de personnes : à ses enfants et à ses esclaves.

Un esclave, demande Hécaton, peut-il être le bienfaiteur de son maître ? Certaines choses sont des bienfaits, d'autres des devoirs, d'autres des fonctions. Il y a bienfait dans le don reçu d'un étranger, car il peut s'abstenir sans en être blâmé. Le devoir appartient à l'épouse, aux enfants et à tous ceux que la parenté force à s'entr'aider. Pour l'esclave, c'est sa fonction ; il ne peut donc faire valoir auprès de son maître rien de ce qu'il fait pour lui. Car tout ce qu'il fait peut être considéré comme un service commandé.

On demande aussi si les enfants peuvent accorder à leurs parents des bienfaits plus grands que ceux qu'ils ont reçus. En effet, dit-on, quelque chose que le fils donne au père, il reste toujours au-dessous, parce que c'est au père qu'il doit le moyen de le donner. Le père est toujours en avance sur son fils, parce qu'il lui a donné le plus grand des biens, en lui donnant la vie : c'est un bienfait que rien ne peut primer.

Mais Sénèque essaie de montrer que ces théories ne sont pas

justes. L'esclave peut rendre service à son maître et mériter sa reconnaissance, parce qu'il y a des choses qui dépassent l'acte d'obéissance dû au maître. Voici un esclave qui combat pour la vie de son maître, et qui, tout percé de blessures, permet par sa mort la fuite de son maître : niera-t-on qu'il soit son bienfaiteur parce qu'il est son esclave ? En voici un autre à qui l'on veut arracher les secrets de son maître et que ni les promesses, ni les menaces d'un tyran, ni les tortures les plus épouvantables, ne peuvent vaincre : niera-t-on qu'il soit le bienfaiteur de son maître ?

Cette opinion que le maître ne doit pas de reconnaissance à son esclave vient de ce qu'on regarde celui-ci comme une simple mécanique ; mais l'esclave est, en réalité, un homme comme nous. La servitude ne frappe que son corps ; la plus noble partie de lui-même en est exempte. L'âme de l'esclave s'appartient à elle-même. — C'était une idée nouvelle que de revendiquer ainsi, pour l'esclave, une âme capable de beaux mouvements et de pensées généreuses. — Tant qu'on n'obtient de l'esclave que ce qu'on a coutume d'exiger de lui, c'est une fonction ; dès qu'il donne plus que le devoir ne commande, c'est un bienfait.

Le fils peut également avoir des droits à la reconnaissance du père. Vous dites : le père lui a donné la vie. D'accord, mais la vie toute simple est-elle un bien si précieux, puisque nous la partageons avec les derniers des vermicieux ? N'y a-t-il pas des services qui dépassent ce bienfait ? Les fils peuvent être de beaucoup supérieurs à leurs pères, comme ces grands arbres sortis d'une petite graine ou ces fleuves gigantesques qui ont leur origine dans le mince filet d'eau d'une humble fontaine. Qui connaît Ariston et Gryllus, sans leurs fils Xénophon et Platon ? N'est-ce pas un bienfait inestimable que de répandre la gloire des lettres ou des armes sur sa famille ? Le nom de Sophronisque est devenu immortel, grâce à celui de Socrate. Qui apporta le plus grand bienfait ? Est-ce Agrippa à son père ou celui-ci à Agrippa ? Auguste a plus donné à son père qu'il n'avait reçu de lui.

Scipion sauva son père dans un combat. Alors qu'il portait encore la robe prétexte, il poussa son cheval au milieu des ennemis. Plus tard, il fit rejaillir sur lui la gloire de ses honneurs et de ses victoires. N'a-t-il pas ainsi dépassé le bienfait que son père lui avait fait en l'engendrant ?

Ce présent que fait le père au fils, est-il si précieux qu'on veut bien le dire ? La mère y est de moitié. Et puis le père était-il vraiment désintéressé ? Ne considérerait-il pas les lois de son pays,

les récompenses accordées à la paternité, la gloire de perpétuer son rang et sa famille, plutôt que l'intérêt de celui à qui il donnait la vie ?

On dira : aucun bienfait ne peut dépasser le bienfait du père, parce qu'il a donné la vie. Alors on niera qu'il soit possible à l'élève de dépasser son maître dans les sciences, parce qu'il doit au maître les éléments sans lesquels le progrès est impossible. Il y a une distinction à faire entre les premières choses et les choses les plus grandes ; et, de ce que les plus grandes ne peuvent exister sans les premières, les premières ne sont pas, pour cela, au niveau des plus grandes.

Même il y a quelque chose au-dessus de la vie ; le père peut donc être surpassé, puisqu'il a accordé un bienfait au-dessus duquel il y a quelque chose. Celui qui a donné la vie, s'il a été lui-même plusieurs fois délivré du péril de la mort, a reçu plus qu'il n'a donné. Le bienfait est d'autant plus grand que celui qui le reçoit en a plus besoin. Or celui qui vit déjà a plus besoin de la vie que celui qui n'est pas encore né, et qui ne peut même avoir aucune espèce de besoin. Donc le père qui reçoit la vie de son fils, reçoit un plus grand bienfait que le fils ne le reçoit du père en naissant.

D'après le raisonnement des philosophes, qui prétendent que le fils ne peut accorder à son père un bienfait capable de surpasser celui qu'il en a reçu, on ne pourrait surpasser le bienfait du médecin, car il donne aussi la vie, ni celui du matelot qui nous a sauvés du naufrage. Cependant il est possible de rendre à l'un et à l'autre plus qu'ils ne nous ont donné.

L'exemple est là, d'ailleurs, pour attester les mérites qu'un fils peut avoir à l'égard de son père. Enée a vaincu son père en libéralité, en le portant sur ses épaules au milieu des bataillons ennemis et des ruines de sa patrie. Les jeunes Siciliens vainquirent, lorsqu'au milieu des tremblements de terre et des torrents de flammes ils arrachèrent leurs parents à la mort. Titus Manlius vainquit en arrachant son père à une grave accusation.

Ainsi il n'y a personne envers qui la reconnaissance cesse d'être le plus sacré et le plus nécessaire des devoirs. Les enfants et les esclaves peuvent se rendre dignes de la gratitude de leurs parents et de leurs maîtres.

M. G.

Le théâtre de Shakespeare

Cours de M. EMILE LEGOUIS,

Professeur à l'Université de Paris.

La « Nuit des Rois ».

La pièce intitulée la *Nuit des Rois* est la dernière en date de ce glorieux trio des comédies du milieu de la carrière de Shakespeare, dont nous avons vu les deux premiers représentants, *Beaucoup de bruit pour rien* et *Comme il vous plaira* ; elle est de 1601 probablement. Son titre est une pure fantaisie et ne semble s'expliquer que par la date possible de la première représentation, qui aurait eu lieu à la fête des Rois. En réalité, la pièce est imitée de plusieurs originaux italiens. Une comédie italienne, *Gli Ingamati* (les Mystifiés) avait été jouée à Sienne, en 1537, et un récit semblable avait été fait par le nouvelliste Bandello, dans ses *Novelle*, part. II, nov. 36. Une histoire analogue avait été contée en anglais sous le nom d'*Apollonius et Silla* par Barnabé Riche, en 1581. On ne sait pas, au juste, à laquelle de ces deux sources Shakespeare a puisé. Peut-être, l'histoire étant alors en circulation, s'est-il servi d'un autre intermédiaire que nous n'avons plus. Quoi qu'il en soit, la donnée est la plus romanesque qu'on puisse imaginer : l'intrigue d'*As you like it* peut passer pour simple et vraisemblable à côté de celle-ci.

Valentin et Viola sont frère et sœur, de noble famille ; jumeaux, ils sont si identiques de traits qu'on peut facilement les confondre. Pendant qu'ils voyageaient sur mer, la tempête a fracassé leur navire. Viola est jetée sur la côte d'Illyrie et croit son frère noyé. Dans son abandon, la jeune fille revêt un vêtement de page et trouve un emploi auprès du duc d'Illyrie Orsino. Le nouveau page, qui a pris pour nom Césario, est bientôt en grande faveur : le duc le charge de porter ses requêtes à une riche dame, Olivia, dont il se croit épris. Mais Olivia, affligée par la mort de son frère, est dans le deuil et rejette toutes les avances du duc : elle a juré de ne voir personne pendant sept ans. Toutefois, le jeune page ayant réussi à s'introduire auprès d'elle ; elle s'éprend de lui et lui déclare son amour. De son côté,

Viola éprouve pour le duc un sentiment très tendre, un amour plein d'abnégation. Elle essaie courageusement de le servir, bien que son succès auprès d'Olivia doive la torturer. L'intrigue se dénoue par l'arrivée du frère de Viola, Valentin, qui a été sauvé du naufrage. Olivia, le rencontrant, croit avoir affaire au page d'Orsino, et, comme Valentin ne lui oppose, lui, aucune résistance, elle s'engage à lui par des vœux solennels. Après un temps de quiproquos, Viola fait reconnaître son sexe, et le duc, privé d'Olivia, va chercher consolation et joie dans l'amour du faux page, qu'il épouse pour finir.

Telle est l'intrigue, à la fois, des originaux italiens et de la pièce de Shakespeare. Les sources ont donc fourni le personnage de Viola, la jeune fille déguisée en page au service de l'homme qu'elle aime et employée par lui comme messagère auprès de la dame à qui il fait la cour. Mais le caractère a été profondément modifié, voire même transformé par Shakespeare. La Viola de la nouvelle ou de la comédie italienne a un plan arrêté dès le début ; elle a connu le duc antrefois, et c'est pour arriver auprès d'un amant infidèle qu'elle s'est déguisée en page. Elle le sert en apparence dans son amour ; mais, en réalité, elle ne sert qu'elle-même et sa propre passion. Elle est heureuse des déclarations que lui adresse Olivia et du refus de celle-ci de rien céder à son maître. Elle n'a aucune pitié pour la pauvre femme abusée et la laisse mordre à l'appât. Enfin elle arrange tout en vue de son propre mariage avec l'oublieux amant. Tout autre est la Viola de Shakespeare : c'est pour défendre son honneur qu'elle est entrée au service d'Orsino, qu'elle ne connaissait que de nom. Elle s'éprend de lui sans l'avoir voulu, et rien dans son rôle n'est prémédité. Elle souffre d'être sa messagère auprès d'Olivia ; mais elle fait taire ses désirs et ses souffrances pour être un agent efficace. Elle cherche le bonheur du duc, non le sien. La découverte de l'amour d'Olivia pour elle la remplit de confusion et de remords. Elle se reproche l'intrigue où elle a été forcée d'entrer : elle plaint la rivale qui en est victime. C'est seulement à la vue du duc malheureux, qu'elle prononce des paroles où perce son amour pour lui. Ces demi-aveux lui échappent par surprise et malgré elle ; elle est donc sans égoïsme et ardente au sacrifice. C'est une âme très pure et très noble, faite d'abnégation et acceptant pour elle la souffrance. Non, certes, qu'elle soit surhumaine et ne révèle des faiblesses qui la font plus touchante et plus vraie. Très féminin est le désir qu'elle éprouve de voir cette rivale, sans songer d'ailleurs à la supplanter. D'autre part, ce n'est pas une héroïne qui aurait revêtu avec le costume de page la

hardiesse virile : elle est capable de mourir pour son maître ; mais elle ne peut pas supporter l'idée de manier une épée. Elle tremble de tout son corps, et elle l'avoue, à la pensée d'un duel où elle est contrainte. Sans doute, il survit en elle un peu de cette fantaisie, de cette verve de langage, qui avaient marqué tour à tour Béatrice et Rosalinde. Elle montre quelque crânerie, et un certain enjouement dans ses entretiens avec Olivia ; mais le sentiment domine partout, et les paroles qui restent d'elle sont celles qui expriment la passion tendre et profonde, voilée de poésie. La voici, par exemple, déclarant à Olivia que, si elle était le duc, elle la forcerait bien à consentir et n'accepterait aucun refus :

OLIVIA.

« Que feriez-vous donc ?

VIOLA.

« Je me ferais une cabane de saule à votre porte, et j'appellerais de là mon âme logée dans cette maison ; j'écrirais des stances fidèles sur mon amour dédaigné et les chanterais à haute voix au cœur même de la nuit ; je crierais votre nom aux collines réverbérantes et ferais répéter à la babillarde de l'air le cri d'Olivia. Oh ! vous n'auriez pas de repos entre les éléments de l'air et la terre, tant que vous ne prendriez pas compassion de moi. »

Ces plaintes, bien que la traduction leur enlève la beauté du rythme et du vers anglais, marquent combien le ton est différent, combien nous sommes loin ici du sarcasme ou de l'enjouement de Béatrice et Rosalinde. Voici un autre entretien de Viola avec le duc, entretien qui est empreint du même caractère. Orsino veut l'envoyer, une seconde fois en messenger auprès d'Olivia, en lui déclarant qu'il n'admet pas que la dame lui réponde non :

VIOLA.

« Mais si elle ne peut pas vous aimer, messire ?

LE DUC.

« Je ne puis admettre pareille réponse

VIOLA.

« Mais il le faut bien. Supposez qu'une dame, comme il en est peut-être, ait pour votre amour une angoisse de cœur, comme

celle que vous éprouvez pour Olivia. Vous ne pensez pas l'aimer ; vous le lui dites : ne faut-il pas qu'elle accepte cette réponse ?

LE DUC.

« Il n'est pas de poitrine de femme qui puisse supporter battements de passion aussi forts que ceux que l'amour donne à mont cœur ; nul cœur de femme n'est assez grand pour tant contenir ; il manque de place. Hélas ! on peut appeler leur amour un appétit, une émotion non du cœur, mais du palais ; il connaît le rassasiement, le dégoût et la révolte ; mais le mien est tout aussi affamé que la mer, et capable d'engloutir autant : ne fais pas de comparaison entre l'amour qu'une femme peut sentir pour moi et celui que j'ai pour Olivia.

VIOLA.

« Pourtant je sais...

LE DUC.

« Que sais-tu ?

VIOLA.

« Je sais trop bien quel amour les femmes peuvent avoir pour les hommes. Par ma foi ! elles sont aussi fidèles de cœur que nous. Mon père avait une fille qui aimait un homme, comme il se pourrait — qui sait ? — que, si j'étais femme, j'aimasse Votre Seigneurie.

LE DUC.

« Quelle est son histoire ?

VIOLA.

« Une page blanche, Monseigneur. Jamais elle ne dit son amour et laissa le secret, comme le ver dans un bouton de fleur, se repaître des roses de sa joue. Elle languit en pensée et, en proie à la verte et jaune mélancolie, elle demeura assise, comme la Patience sur un monument, souriant au chagrin. N'était-ce pas là de l'amour, en vérité ? Nous autres hommes, nous pouvons en dire plus, jurer davantage ; mais, à dire vrai, nos protestations

sont plus grandes que nos désirs ; car nous montrons toujours force foi dans nos serments, mais peu dans notre amour.

LE DUC.

« Mais est-ce que ta sœur est morte de cet amour, mon enfant ?

: VIOLA.

« Je suis toutes les filles de la maison de mon père, et tous les frères aussi — et pourtant je ne sais pas... Messire, dois-je aller auprès de cette dame ?

LE DUC (*comme rappelé à lui-même*).

« Oui, c'est ce dont il s'agit. Va chez elle en hâte, donne-lui ce joyau ; dis-lui que mon amour ne peut céder le pas à rien, supporter nul délai. »

Mais la situation la plus piquante où Viola se trouve, c'est sûrement lorsqu'elle reçoit les déclarations d'Olivia. Il semble difficile que la scène ne prenne pas un tour comique. Toutefois le poète a réussi à la maintenir touchante par la forte peinture qu'il fait d'une part de la passion d'Olivia pour Viola, d'autre part de la sincérité de cœur de la pauvre Viola, qui supporte avec peine le mensonge où la contraint son déguisement, — parce qu'il y a de douloureux aussi dans la lutte qui se livre en elle entre sa fidélité au duc et son espoir irrépressible d'amoureuse. La scène a lieu dans le jardin. Après quelques paroles de bienvenue, Olivia ordonne qu'on la laisse seule avec Viola.

OLIVIA.

« Donnez-moi votre main, Messire.

VIOLA (*la refusant*).

« Mon devoir, Madame, et mon très humble service.

OLIVIA.

« Quel est votre nom ?

VIOLA.

« Césario est le nom de votre serviteur, belle princesse.

OLIVIA.

« Mon serviteur, Monsieur ! Ce monde a perdu sa joie depuis que la feinte humilité s'y est appelée compliment. Vous êtes le serviteur du comte Orsino, jeune homme ?

VIOLA.

« Et lui le vôtre, donc son serviteur est le vôtre de toute nécessité. Le serviteur de votre serviteur est votre serviteur, Madame.

OLIVIA.

« Quant à lui, je ne pense pas à lui ; quant à sa passion, je voudrais que ce fût une feuille blanche, plutôt que d'être remplie de moi.

VIOLA.

« Madame, je viens aiguïser vos tendres pensées en sa faveur.

OLIVIA.

« Oh ! avec votre permission, je vous prie, je vous ai dit de ne jamais me reparler de lui. Mais, si vous vouliez entreprendre une autre cour, j'aimerais mieux entendre vos sollicitations que la musique des sphères.

VIOLA

« Chère Madame...

OLIVIA.

« Permettez, je vous en conjure. J'ai envoyé, après le dernier enchantement que vous avez opéré ici, une bague à votre poursuite : ainsi ai-je abusé moi-même, mon serviteur, et je le crains, vous aussi. Vous devez me juger bien sévèrement, pour avoir voulu vous faire prendre de force, par un artifice éhonté, ce que vous saviez n'être pas à vous. (*Il s'agit d'une bague qu'Olivie lui a envoyée comme ayant été oubliée par le page.*) Qu'avez-vous pu penser ? N'avez-vous pas attaché mon honneur au poteau pour l'y harceler de toutes les pensées démuselées que peut convoir un cœur tyrannique ? A un esprit aussi avisé, c'est en

montrer assez. C'est un crêpe et non un sein qui voile mon cœur. A présent, je veux vous entendre parler.

VIOLA.

« J'ai pitié de vous.

OLIVIA.

« La pitié est un degré vers l'amour.

VIOLA.

« Non, pas même un pas ; car, la preuve en est quotidienne, nous avons très souvent de la pitié pour nos ennemis.

OLIVIA (*essayant de réagir contre sa passion*).

« Eh ! bien, alors, il me semble qu'il est temps de revenir au sourire. Oh ! monde, que les pauvres sont donc portés à être fiers ! S'il faut servir de proie, combien il vaut mieux tomber devant le loup que devant le lion ! (*L'horloge sonne.*) — Cette horloge me reproche de gaspiller le temps. N'ayez pas peur, bon jeune homme ; je ne veux pas de vous. Et pourtant, quand votre esprit et votre jeunesse seront prêts pour la moisson, votre femme aura chance de récolter un homme enviable. Voilà votre chemin, droit vers l'ouest.

VIOLA.

« C'est l'ouest donc ! que la grâce et les bonnes dispositions soient avec Votre Seigneurie ! Vous ne voulez rien faire dire, Madame, à Monseigneur par moi ?

OLIVIA.

« Reste, je t'en prie, dis-moi ce que tu penses de moi.

VIOLA.

« Que vous croyez être ce que vous n'êtes pas.

OLIVIA.

« Si je crois cela, je le crois aussi de vous.

VIOLA.

« Alors vous croyez juste : je ne suis pas ce que je suis.

OLIVIA (*avec tendresse*).

« Je voudrais que vous fussiez comme je vous voudrais être.

VIOLA (*avec irritation*).

« Serait-ce mieux, Madame, que ce que je suis ? Je souhaiterais que ce fût possible ; car, en ce moment, je suis votre jouet.

OLIVIA.

« Oh ! quel mépris ! et qu'il paraît beau, avec le dédain et la colère de sa lèvre ! Le crime du meurtrier ne se découvre pas plus tôt que l'amour qui se voudrait cacher. La nuit de l'amour est le plein midi. Césario, par les roses du printemps, par la virginité, l'honneur, la foi et toute chose, je t'aime tant que, malgré tout ton orgueil, ni l'esprit ni la raison ne peuvent céler ma passion. Ne tire pas de cet aveu des arguments contre moi ; de ce que je te courtise ne conclus pas que tu n'en doives rien faire. Mais plutôt argumente ainsi contre cet argument : l'amour qu'on recherche est bon ; mais celui qui se donne sans qu'on le cherche est meilleur.

VIOLA.

« Par mon innocence, je jure, et par ma jeunesse, que je n'ai qu'un cœur et qu'une foi, et qu'ils ne sont à aucune femme, et que jamais aucune ne sera ma maîtresse, sauf moi seul. Et ainsi adieu, bonne Madame ; jamais plus je ne viendrai près de vous déplorer les larmes de mon maître.

OLIVIA

« Reviens encore pourtant ; car, peut-être, pourras-tu émouvoir ce cœur, qui maintenant l'abhorre, à agréer son amour. »

On en a assez dit, par ces citations, pour montrer le caractère de Viola et du même coup celui d'Olivia, la grande dame restée jusque-là si froide, et chez laquelle l'embrasement de l'amour est si soudain et si violent. Les personnages masculins ne sont d'ailleurs pas sacrifiés. Le duc Orsino est un amoureux peu banal,

riche, raffiné, mélomane, légèrement neurasthénique, dirions-nous aujourd'hui, avec de soudains enthousiasmes et de non moins soudaines lassitudes. Il est un représentant distingué de cette mélancolie du musicien que le Jacques d'*As you like it* déclarait *fantastical*, fantasque, et dont il disait qu'elle n'était pas la sienne. Le duc n'appelle pas l'amour *love*, mais *fancy*. Il est très épris, et cependant nous sentons quelque chose d'irréel dans sa passion pour Olivia. En somme, c'est un grand seigneur de la Renaissance que Shakespeare a placé sur le trône d'Illyrie, mais que nous concevons plutôt comme un prince de quelque cité italienne, lassé par trop d'art et un excès de culture. En réalité, Shakespeare en a trouvé l'original en Angleterre, parmi ces lords italianisés, dont le portrait a été plus d'une fois tracé par les satiristes de l'époque.

Le poète met souvent de beaux vers dans sa bouche. Ainsi au début, dans un passage ayant trait à la musique qu'il aime tant :

LE DUC.

(*La pièce s'ouvre par un air de musique.*)

« Si la musique est l'aliment de l'amour, jouez encore. Donnez-m'en à l'excès, pour que, repu, mon appétit défaille et puis meure. Répétez ce morceau ! Il a une chute mourante. Oh ! il m'est venu caresser l'oreille comme la brise suave qui souffle sur un talus de violettes, dérochant et distribuant les parfums. — Assez ! pas davantage. Ce n'est plus aussi exquis qu'auparavant. — (*Et il entre en méditation*) Oh ! esprit d'amour, que tu es vivant et frais ! Car, nonobstant que ta capacité reçoive comme la mer, rien n'y entre, de quelque prix et de quelque valeur que ce soit, qu'il n'y tombe à rabais et à bas prix en moins d'une minute. Si plein de vision est l'amour (*fancy*) que seul il est hautement imaginaire. » — C'est-à-dire que l'amour est si vaste et varié, qu'il ne rassasie jamais : on peut se lasser de la musique, non de l'amour.

Au 4^e acte, nous avons un autre aspect du mélomane. Le duc y marque sa préférence sur les goûts musicaux du jour pour les thèmes plus simples du passé. Le passage rappelle celui où Alceste préfère la vieille chanson fruste au sonnet d'Oronte. Mais ce qui est bon sens pur chez Alceste est plutôt lassitude de dilettante chez le duc Orsino.

LE DUC.

« Qu'on me fasse un peu de musique. Ça, bonjour, mes amis. Voyons, bon Césario, rien que ce bout de chanson, cette vieille

chanson d'autrefois que nous avons entendue hier soir. Il m'a semblé qu'elle soulageait fort ma peine d'amour, plus que les airs légers et les roulades (?) de notre temps au pas vif et précipité. Voyons, rien qu'un couplet... »

— Et, pendant qu'on va chercher le fou Feste, qui doit chanter cette chanson, le duc demande aux musiciens de jouer un air, et se tourne vers Viola-Césario :

« Viens ici, mon page ; si jamais tu dois aimer, dans les douces angoisses de l'amour souviens-toi de moi. Car ainsi que moi sont tous les vrais amants, capricieux et changeants dans toutes leurs autres émotions, sauf en la constante image de la créature qui est aimée. Comment trouves-tu cet air ?

VIOLA.

« Il éveille un écho dans le sanctuaire même où l'amour a son trône.

LE DUC.

« Tu parles en connaisseur. (*Entre le clown Feste*). O mon ami, viens, la chanson que nous avons eue hier soir ! — Ecoute bien, Césario, elle est vieille et simple ; celles qui filent et qui tricotent au soleil, et les gaies fillettes qui enroulent leurs fils sur des bobines d'os aiment à la chanter ; elle est sincère et naïve, et l'amour s'y joue dans son innocence, comme dans le vieux temps. »

Et le clown chante une romance sentimentale : un jeune homme se meurt d'amour et il demande qu'on porte sur sa tombe non des fleurs, mais des rameaux d'if. Le duc paie le clown pour le plaisir qu'il lui a fait, et le clown lui dit, traçant sur le vif le portrait du seigneur :

« Que le Dieu mélancolique te protège, et que le tailleur fasse ton pourpoint de taffetas chatoyant, car ton esprit est une véritable opale. Je voudrais qu'hommes de pareille constance fussent envoyés sur la mer, pour que leur emploi pût être n'importe quoi et leur direction n'importe où. »

Tel est ce personnage étrange, au rôle si singulier, surtout en 1600, mais qui, à vrai dire, n'occupe, qu'un petit espace de la pièce. L'amour même, le romanesque dont Viola est le centre, et qui emplissent encore les personnages d'Olivia et du duc, ne sont aussi qu'une moitié de la pièce : c'est une comédie, et non un drame. Il semble que les contemporains et beaucoup d'Anglais, depuis, aient appelé *Twelfth Night* dans leur pensée non la pièce

de Viola, mais celle de Malvolio. Ici, se trouve le coin de réalisme comique, qui fait du roman primitif une œuvre dramatique vraiment anglaise. Le rattachement des deux parties est, d'ailleurs, parmi les plus ingénieux et les plus simples dont Shakespeare se soit avisé.

La belle Olivia, cette riche demoiselle qui pleure son frère mort comme une veuve son époux et entend porter sept années son deuil, a, dans sa princière demeure, un majordome dont l'air de gravité pédante convient bien à la tenue austère qu'Olivia veut donner à sa maison. Mais, avec les sentiments de famille vigoureux qu'on lui sait, elle a recueilli sous son toit un sien oncle, Sir Toby Belch, qui compromet singulièrement cette digne résidence; car c'est un ivrogne déterminé, aimant le bruit, les chansons et les farces. Dénudé de tout scrupule, il attire chez sa mère un niais, Sir Andrew Aguecheek, qui est très riche et dont il fait sa dupe, lui extorquant de l'argent sous prétexte de l'aider à obtenir la main de la belle Olivia. Dans ce parti est entrée peu à peu la servante d'Olivia, Maria, une fine mouche, à la répartie prompte, qui amorce l'oncle et ne désespère pas de se faire épouser par lui pour devenir Madame à son tour. Entre cette bande effrontée, à laquelle s'associe le fou de la riche dame, le clown Feste, et l'austère Malvolio d'autre part, on devine sans peine que la sympathie est médiocre. Malvolio est sincèrement scandalisé par la vie débauchée de Sir Toby; c'est un puritain, nous dit-on, et, bien que sa vertu doive révéler des défaillances, celles-ci tiendront à sa confiance en soi et à sa vanité; — il n'en aura pas le soupçon, étant plein d'estime pour lui-même. Il se croit en toute candeur meilleur que les autres hommes; il n'a que du mépris pour leur frivolité. C'est une des plus directes attaques contre le puritanisme que nous ayons dans Shakespeare, et il semble que ce soit, en date, la première.

Il est curieux de montrer en présence Malvolio et son antithèse, le clown Feste. Celui-ci, qui a vraiment de l'esprit et qui, en fou bien intentionné, essaie de divertir Olivia, sa maîtresse, vient de la plaisanter avec la liberté accordée à sa fonction. Il prouve à Olivia que la folie n'est pas tant son cas à lui qu'à elle :

CLOWN.

« Bonne Madame, sur quoi pleures-tu ? »

OLIVIA.

« Bon fou, sur la mort de mon frère. »

CLOWN.

« Je crois que son âme est en enfer, Madame.

OLIVIA.

« Je crois que son âme est au ciel, fou.

CLOWN.

« D'autant plus folle, Madame, de pleurer, parce que l'âme de votre frère est au ciel.

OLIVIA.

« Que pensez-vous du fou, Malvolio ? Est-ce qu'il ne fait pas de progrès ?

MALVOLIO.

« Oui, et il continuera jusqu'à ce que les affres de la mort le secouent ; les infirmités qui font décliner les sages ne manquent jamais de renforcer les fous.

CLOWN (*à Malvolio*).

« Dieu vous envoie en toute hâte quelque infirmité, Monsieur, pour mieux renforcer votre folie ! Sir Toby jurerait que je ne suis pas un renard ; mais il ne donnerait pas sa parole pour deux sous que vous n'êtes pas un fou.

OLIVIA.

« Que dites-vous à cela, Malvolio ?

MALVOLIO.

« Je m'étonne que Votre Seigneurie prenne plaisir à cet insipide coquin : je l'ai vu mettre au pied du mur, l'autre jour, par un fou ordinaire, qui n'a pas plus de cervelle qu'une pierre. Voyez-le en ce moment, il est déjà hors de ses gardes ; si on ne rit pas et si on ne lui fournit pas une occasion, il est baïllonné. Je déclare que je tiens les sages qui chantent comme des coqs, en oyant ces fous de profession, pour ne pas valoir mieux que les bouffons eux-mêmes.

OLIVIA.

« Oh ! vous êtes malade d'amour-propre, Malvolio, et votre palais acide donne mauvais goût aux aliments. Toute personne généreuse, innocente et de disposition enjouée prend pour des flèches à moineaux ce que vous prenez pour des boulets de canon ; il n'y a pas scandale dans les propos d'un fou de profession, lors même qu'il ne fait que débiter des drôleries, et il n'y a pas la moindre drôlerie non plus chez certain personnage vertueux, bien qu'il ne fasse rien que blâmer... »

Et le fou remercie sa maîtresse de cette intervention ; car l'austérité de Malvolio lui avait fait perdre contenance.

Mais cela n'est qu'une escarmouche. Nous allons voir les adversaires aux prises dans des circonstances plus intéressantes. Nous assistons d'abord à une soirée d'orgie de la bande joyeuse. Il est minuit passé et, dans une salle du château, Sir Toby boit et plaisante avec Sir Andrew. Le fou se joint à eux et, sur leurs instances, il chante une chanson d'amour anacréontique. Après quoi Sir Toby propose de « réveiller le hibou » par un *canon* (une chanson alternée comme notre *Frère Jacques*). Et les voilà tous trois qui entonnent à tue-tête un canon, qui commence assez singulièrement par : *Tais-toi, chenapan*. Le bruit est tel que Maria accourt s'informer de la cause du charivari, et les prévenir que dame Olivia a appelé son majordome et lui a enjoint de les mettre à la porte. Mais les ivrognes lui répondent en chantant plus fort. C'est à ce moment qu'arrive Malvolio, très digne, en noir, la chaîne de son office sur la poitrine :

MALVOLIO.

« Mes maîtres, est-ce que vous êtes fous, ou quoi alors ? N'avez-vous ni esprit, ni mœurs, ni honnêteté, que vous hurlez comme des chaudronniers ambulants, à cette heure de la nuit ? Faites-vous un cabaret de la demeure de Madame, pour crier vos canons de savetier sans la moindre componction et sans adoucir l'éclat de votre voix ? N'y a-t-il chez vous nul égard pour le lieu et les personnes, nul sens de la mesure ?

SIR TOBY (*d'une voix avinée*).

« Ah ! ça, est-ce que nous n'observions pas la mesure dans notre canon ? Va le faire pendre.

MALVOLIO.

« Sir Toby, il faut que je sois franc avec vous. Madame m'a dit de vous informer que, si elle vous donne l'hospitalité comme à son parent, elle n'est nullement apparentée à vos désordres. Si vous pouvez-vous séparer de votre inconduite, vous êtes le bienvenu sous son toit ; sinon, s'il vous plaît de prendre congé d'elle, elle est toute consentante à vous dire adieu. »

Dignes paroles, et courtoises en somme, mais qui tombent au milieu de gens trop avancés dans l'ivresse pour les faire rentrer dans l'ordre. Sir Toby répond en chantant à tue-tête le premier vers d'une romance : *Adieu, cher cœur, puisqu'il me faut partir*, et le clown lui donne la réplique en adaptant la chanson à la circonstance. Impossible de faire entendre la voix de la sagesse. Et, le chant fini, Sir Toby, avec l'insistance de l'ivrogne, revient à la charge, puis, et du même coup, exprime sa philosophie.

SIR TOBY.

« Pas en mesure, Monsieur ? Vous mentez. Est-ce que tu es plus qu'un majordome ? *Est-ce que tu crois, parce que tu es vertueux, qu'il n'y aura plus de gâteaux ni de bière ?*

CLOWN.

« Oui-dà, par sainte Anne, et le gingembre chauffera toujours la bouche.

SIR TOBY.

« Tu es dans le vrai. (A *Malvolio*) Allez, Monsieur, frotter votre chaîne avec de la mie de pain. — Un flacon de vin, Maria.

MALVOLIO (à *Maria*, qui apporte le flacon).

« Madame Maria, si vous prisiez la faveur de Madame un rien au-dessus du mépris, vous ne fourniriez pas d'aliment à cette conduite désordonnée. Elle le saura, par cette main ! » (*Il sort.*)

Il est remarquable que le meilleur argument portatif contre le puritanisme sorte des lèvres de Sir Toby : « Est-ce que tu crois, parce que tu es vertueux, qu'il n'y aura plus de gâteaux et de bière ? » Les puritains protestaient contre ces réjouissances, où l'on mangeait et buvait sous prétexte de fêtes religieuses. Ils regardaient d'un œil indigne ces joyeusetés. Sir Toby affirme avec force la persistance de la gourmandise humaine, malgré

tous les sermons et toutes les contraintes. Il se dégage de lui, à travers les vapeurs de l'ivresse, une vigoureuse philosophie rabelaisienne.

Malvolio parti, les quatre compères exhalent leur colère contre ce trouble-fête. Maria, la plus fine, s'engage à les venger, en bafouant Malvolio : « Laissez-moi faire, dit-elle. Si je ne fais pas de lui une dupe et de son nom un signal de rire, dites que je n'ai pas assez d'esprit pour m'étendre droite dans mon lit. » Elle fera sortir le châtement de la nature même de Malvolio. « Du diable s'il est puritain, dit-elle, ou quoi que ce soit d'une façon constante, si ce n'est un serviteur de la mode, un âne prétentieux, qui apprend par cœur les rôles nobles et les débile sans livre, par grandes tranches ; l'homme qui a de soi la meilleure opinion, si bourré de perfections, pense-t-il, que c'est le fondement de sa foi que tous ceux qui le regardent l'aiment ; et c'est en m'appuyant sur ce vice que ma vengeance trouvera belle occasion de se mettre à l'œuvre. »

Sans doute, on ne peut pas attendre de Maria, si fine qu'elle soit, une définition très équitable de Malvolio. Il est évident que le portrait qu'elle fait de lui n'est pas tout à fait conforme à celui qu'en avait fait Olivia, ni à ce que Malvolio se montre dans l'ensemble de la pièce, où il apparaît comme très sincère dans son austérité. On peut se demander si le caractère ne subit pas ici une légère déviation pour les besoins de l'intrigue comique où il va entrer, et s'il n'en résulte pas une sorte de dualité, qui rend le personnage plus difficile à saisir sans d'ailleurs rien ôter à la drôlerie du rôle.

Le plan de Maria, fondé sur la fatuité de Malvolio, est de lui insinuer d'abord qu'Olivia a un faible pour lui, puis d'écrire une lettre où elle imitera l'écriture de sa maîtresse et qu'elle s'arrangera pour faire trouver par Malvolio. Cette lettre sera rédigée de telle façon, que Malvolio y verra la preuve que sa maîtresse est amoureuse de lui. Ainsi dit, ainsi fait : on s'adjoint encore un complice, un certain Fabian, serviteur d'Olivia, qui en veut à Malvolio pour l'avoir desservi auprès de la dame à cause d'un certain combat d'ours et de chiens qu'il aurait organisé, divertissement odieux aux puritains.

La scène se passe dans le jardin. Les complices sont cachés derrière un buis. Malvolio arrive rêvant à Olivia.

MALVOLIO (*retroussant sa moustache*).

« Ce n'est que la fortune ; tout est fortune. Maria m'a dit, une fois, que Madame avait du penchant pour moi, et je l'ai entendue

elle-même aller jusqu'à dire que, si elle avait un caprice, ce serait pour une personne de ma complexion. En outre, elle me traite avec de plus hauts égards qu'aucun de sa suite. Qu'en dois-je conclure ? »

Pendant qu'il médite ainsi, Sir Toby et ses compagnons, mal retenus par les efforts de Maria, laissent échapper leur indignation devant une présomption pareille. Ils entendent Malvolio faire le rêve de Perrette : « Etre le comte Malvolio ! » Il trouve à cela un précédent : le mariage de Lady Stracley avec le valet de la garde-robe. Il poursuit. Il se voit déjà en possession de la dame :

« Marié avec elle depuis trois mois, siégeant en apparat, appelant mes officiers près de moi, en ma robe de velours à ramage, sortant du lit où je viens de laisser Olivia endormie, je prends l'air de ma dignité ; et, après avoir gravement promené mes regards, je dis à mes gens que je connais mon rang, comme je voudrais qu'ils connussent le leur ; je fais venir mon parent Toby...

SIR TOBY.

« Des verrous, des chaînes !

MALVOLIO.

« Sept de mes officiers, bondissant pour m'obéir, courent le chercher. Cependant je fronce le sourcil, et peut-être je remonte ma montre, ou je joue avec un riche joyau. Toby s'approche, me fait la révérence.

SIR TOBY.

« Laisserons-nous cet impudent vivre ?

MALVOLIO.

« J'étends ma main vers lui, comme ceci, éteignant mon sourire familier sous un austère regard de supérieur.

SIR TOBY.

« Est-ce que Sir Toby ne vous donne pas du poing sur la bouche, alors ?

MALVOLIO.

« Je lui dis : cousin Toby, ma fortune, m'ayant donné à votre nièce, m'octroie la prérogative de vous dire ceci.

SIR TOBY.

« Quoi, quoi ?

MALVOLIO.

« Il vous faut vous corriger de votre ivrognerie.

SIR TOBY.

« Assez, pustule !

MALVOLIO.

« En outre, vous perdez votre précieux temps avec un chevalier imbécile.

SIR ANDREW.

« C'est moi, je vous le jure.

MALVOLIO.

« Un certain Sir Andrew.

SIR ANDREW.

« Je savais bien que c'était moi. Il y en a beaucoup qui m'appellent imbécile. »

A ce moment, Malvolio ramasse la lettre perfide et il la commente, à notre plus grand amusement. D'abord ce sont les caractères, reconnaissant les C, les O, les T de sa dame. « C'est ainsi qu'elle fait ses P majuscules, dit-il par exemple. » Il lit l'adresse : *Au bien-aimé inconnu*, etc. Il baise (avec permission) le cachet ; il lit des vers :

Jupiter sait que j'aime,
Mais qui ?
Lèvres, restez closes,
Nul ne le doit savoir...

Il poursuit tout ému, tressaillant d'espoir :

Je puis commander où j'adore,
Mais le silence, comme le couteau dont se frappe Lucrèce,
Perce mon cœur d'un coup sans fer.
M. O. A. règne sur ma vie.

Alors, derrière le buis, c'est l'extase. Malvolio est si comique avec ses yeux au ciel, que Sir Toby n'y tient plus et embrasse Maria, l'admirable fille qui a imaginé la farce. Mot par mot, lettre par lettre, Malvolio épluche les vers pour établir l'identité entre lui et l'inconnu. Une lettre en prose suit :

« Si ceci te tombe entre les mains, médite. Mon étoile me met au-dessus de toi, mais n'aie pas peur de la grandeur. Il en est qui naissent grands, d'autres qui acquièrent la grandeur par leurs exploits, d'autres à qui la grandeur est imposée par le hasard. La destinée te tend la main. Que ton sang et ton ambition la saisisent. Et, pour t'habituer à ce que tu vas être, dépouille ton humble vêtement et fais peau neuve. Sois contrariant avec un parent, rébarbatif avec les serviteurs ; que ta langue résonne d'argumentations politiques ; développe en toi un air de singularité ; ainsi te conseille celle qui soupire après toi. Qu'il te souvienne qu'elle a loué tes bas jaunes et exprimé le désir que tu portasses tes jarretières en croix. Qu'il t'en souvienne, dis-je. Va, ta fortune est faite, si tu le veux, sinon, je veux te voir toujours majordome, compagnon des domestiques et indigne de toucher les doigts de la fortune. Adieu. — Celle qui voudrait changer de service avec toi, la malheureuse Fortunée. »

« C'est plus clair que le grand jour en plaine, s'écrie Malvolio ; c'est lumineux. Je vais être fier, je vais lire les auteurs politiques, je vais bafouer Sir Toby, je vais me laver de mes relations grossières, je vais être à la lettre l'homme qu'elle réclame. Je ne me dupe pas à présent, laissant l'imagination me jouer des tours ; car toutes les raisons conspirent à me convaincre que ma dame m'aime. Elle a loué mes bas jaunes récemment ; elle a approuvé mes jarretières, mises en croix ; et, en cela, elle se manifeste à mon amour, et, par une sorte d'injonction, me pousse à ces façons qui lui plaisent. Je remercie mes étoiles de mon bonheur. Je vais être fantasque, fier, en bas jaunes, avec jarretières en croix, et tout cela dans le temps de les mettre. Jupiter et mes étoiles soient loués ! Mais il y a encore un *post-scriptum* :

« Tu ne peux manquer de comprendre qui je suis. Si tu accueilles bien mon amour, que cela paraisse à ton sourire ; tes souri-

res te vont bien ; donc, en ma présence, souris toujours, cher doux ami, je t'en prie. »

« Jupiter, merci, je sourirai ; je ferai tout ce que tu veux que je fasse ! » (*Il sort.*)

Et nos coquins se tiennent les côtes. Sir Toby déclare qu'il épouserait bien Maria pour son ingénieuse invention. Reste à voir comment Malvolio se comporte, après cela, devant Olivia. A quelque temps de là, Malvolio arrive devant sa maîtresse dans l'attirail demandé, frisant sa moustache et un sourire figé sur les lèvres. Justement Olivia est dans l'embarras et veut faire appel à la sagesse grave de son majordome.

OLIVIA.

« Qu'y a-t-il, Malvolio ? »

MALVOLIO (*souriant*).

« Douce dame, ha ! ha ! »

OLIVIA.

« Souris-tu ? Je t'ai envoyé chercher dans une grave circonstance.

MALVOLIO.

« Grave, Madame ! je pourrais être grave : cela vous arrête le cours du sang, cette jarretière en croix ; mais qu'importe ! Si cela plaît à certains yeux, il en est pour moi comme dans la chanson : « Plaire à une, c'est plaire à toutes ! »

OLIVIA.

« Mais qu'est-ce que tu as, l'ami ? qu'est-ce qui se passe ? »

MALVOLIO.

« Je n'ai pas l'esprit noir, si j'ai la jambe jaune. La chose lui est venue aux mains, et les ordres seront exécutés. Je crois que nous connaissons bien les chers caractères romains.

OLIVIA.

« Tu ferais bien d'aller au lit, Malvolio.

MALVOLIO.

« Au lit, oui, bien-aimée, et j'irai à toi.

OLIVIA.

« Dieu te bénisse ! Pourquoi souris-tu ainsi et baisses-tu ta main si souvent ?

MALVOLIO.

« N'aie pas peur de la grandeur » : c'était écrit ainsi.

OLIVIA.

« Que veux-tu dire par là, Malvolio ?

Et Malvolio continue, avec force sourires et baisers, à répéter devant Olivia ébahie les termes de la fameuse lettre. Celle-ci est persuadée qu'il y a là un coup de folie caniculaire. Elle est affligée, car elle tient à son majordome. Elle fait appeler Sir Toby pour le charger de veiller sur lui. Et Malvolio, resté seul, considère que toute cette agitation de la dame, l'appel fait à son oncle Sir Toby et non à un vulgaire serviteur pour le soigner, tout concorde avec les termes de la lettre. Il se promet de parler de haut à Sir Toby, quand il viendra. Celui-ci arrive escorté de Maria et traite Malvolio avec les ménagements qu'on doit à un homme dont le cerveau est dérangé. En vain, Malvolio les congédie d'un revers de main, voulant rester seul à savourer sa félicité. Voyant que les autres s'obstinent à rester, il part lui-même : « Allez tous vous faire pendre, vous êtes de pauvres êtres sans consistance. Je ne suis pas de votre élément. Vous en saurez plus dans la suite. » Eux, cependant, décident de l'enfermer dans une certaine chambre noire. A quelque temps de là, nous nous trouvons devant la porte de cette chambre où il est enfermé. Le clown joue le rôle de prêtre venu pour exorciser le malin caché dans le corps de Malvolio ; et un dialogue bouffon s'engage entre le clown qui dit des balourdises d'un ton sentencieux et l'invisible Malvolio qui proteste de sa parfaite santé d'esprit, qui implore plume et papier pour écrire à sa maîtresse. Le clown le rabroue soit en son rôle prétendu de curé, soit en son langage naturel de clown, — car il joue tour à tour, et pour le plus grand amusement du parterre, les deux personnages.

Malvolio ne reparaît plus qu'à la fin devant Olivia, se plaignant de l'injure qu'elle lui a faite, et lui apprenant l'existence de la

fausse lettre. Olivia est prise de pitié en découvrant la farce et la fatuité de Malvolio : « Hélas ! pauvre fou, comme ils t'ont bafoué ! » Mais Malvolio ne se laisse pas amadouer, et, sous les quolibets du clown, il sort en colère, avec cette menace : « Je me vengerai de toute cette meute ! »

On a pu rire de cette menace en 1601 ; mais elle n'était rien moins que vaine. Criblés de sarcasmes par les auteurs dramatiques elizabéthains, les puritains, momentanément tenus en bride par les Stuarts, ne devaient-ils pas reparaître, quarante ans plus tard, et se venger terriblement de la meute railleuse des courtisans et des beaux esprits ?

R. A.

Chateaubriand

Cours de M. EMMANUEL DES ESSARTS,

Professeur à l'Université de Clermont-Ferrand.

Années de jeunesse.

Au sortir du collège de Dol, où il avait lu les tendresses de Virgile et de Tibulle avec le *Télémaque* et les sermons de Massillon ; puis du collège de Rennes, où, pour condisciples, il avait eu Moreau, le futur vainqueur de Hohenlinden, et le Limoëlan de la machine infernale, François-René se disposait à partir pour les grandes Indes. Il reçut un brevet de sous-lieutenant au régiment de Navarre : on l'envoyait à Cambrai. Ce fut de là que, à la faveur d'un congé, sur l'appel d'un frère, marié à Paris, il put se risquer et se produire dans le monde des lettres.

Les impressions qu'il y recueillit sont énoncées d'une manière souvent contradictoire dans son premier ouvrage, l'*Essai sur les Révolution*, et dans ses *Mémoires d'outre-tombe*.

Paris et Chateaubriand sont d'abord antipathiques l'un à l'autre. Il ne pouvait en être autrement, car la société parisienne reposait sur une civilisation brillante et une littérature factice ; et Chateaubriand s'était formé dans la nature.

On ne peut, du reste, lui reprocher, comme Sainte-Beuve, les contradictions de jugements sur le monde du XVIII^e siècle.

Il eût été juste de reconnaître que, depuis la venue de Chateaubriand à Paris, la Terreur avait passé comme un fleuve qui, dans son courant, emporta les illusions philosophiques du jeune enthousiaste, adepte de Jean-Jacques. Il l'appelait alors « le grand Rousseau ». Jean-Jacques n'a pas cessé d'être grand par son génie ; mais, dans l'intervalle, les jacobins avaient démontré, même aux esprits les plus libéraux, les paradoxes du *Contrat social*. On pouvait, même à distance, juger l'optimisme révolutionnaire de Champfort et de Ginguené d'une autre façon qu'en 1788.

Quoi qu'il en soit, le sous-lieutenant amateur visait à se faire connaître. La cour l'éloignait ; la littérature seule l'attirait. Le débutant fit insérer une idylle très banale dans l'*Almanach des Muses*.

Il consultait La Harpe, qui l'encourageait ; il allait voir Parny,

qu'il qualifiait de Tibulle français ; il se liait avec Fontaines qui, sans doute, avait l'étoffe d'un poète, mais qui n'a donné que de beaux vers disséminés dans des poèmes monotones ; il confondait, comme tous les jeunes gens, la notoriété médiocre avec le vrai talent : il préconisait le versificateur Flins comme un second Voltaire et le philosophe Delisle de Sales comme un émule de Buffon. Il voyait fréquemment même Ginguené, qui lui avait fait connaître Champfort, le moraliste amer pour les grands et trop complaisant pour la foule. Il cultivait Le Brun, le guide et l'ami d'un autre novateur, non moins fécond pour l'avenir des lettres, jeune officier dans un régiment de Strasbourg, qui s'appelait André Chénier. Dans un autre ordre d'idées, Chateaubriand avait été mis en relations avec un ministre de la veille, réformateur et patriote, M. de Malesherbes, dont son frère aîné était le petit gendre. Ce fut sous ses auspices et avec ses lettres d'introduction qu'il partit pour l'Amérique, après avoir assisté, dans le public, aux premières tourmentes de la Révolution. Le goût des grands voyages était venu logiquement à cette nature inquiète et instable. Il lui prit la fantaisie d'aller en Amérique, sous prétexte d'exploration, mais en réalité pour y chercher un monde de sensations, et d'images, un infini de nouveautés. Imbu d'ailleurs, alors, des données de Rousseau, de Diderot, de Marmontel, de Saint-Lambert, des philosophes du siècle, sur la vie sauvage, il croyait trouver dans les déserts un idéal inconnu. Il y voyait surtout la perspective d'une épopée américaine, telle qu'en avait ébauché de son côté le fertile André Chénier ; c'était son poème à venir des *Natchez*. Ce fut au printemps de 1791 qu'à Saint-Malo notre Chateaubriand s'embarqua pour les Etats-Unis. Il en revint après y avoir passé huit mois bien remplis. Dans ses *Mémoires d'outre-tombe*, il nous dit l'itinéraire qu'il a suivi, sa traversée, son débarquement à Baltimore, son séjour à Philadelphie, sa rencontre avec Washington, dont il a compris la grandeur simple, ses courses à New-York, puis à Boston, à Lexington, sur les champs de bataille de la liberté, enfin son introduction dans la vie des sauvages et ses rapports avec eux ; c'est, du reste, une partie fort sèche des admirables *Mémoires*. Chateaubriand a tout dit ailleurs.

En Amérique, la nature, sa première conseillère, s'était à lui montrée et transfigurée. Cet éveil que provoqua cette puissante nature, le malheur le hâta.

Rappelé des États-Unis par les nouvelles de France, comme l'arrestation de Louis XVI à Varennes, croyant de bonne foi, ainsi que tant d'autres gentilshommes, que l'émigration pouvait servir les intérêts de la royauté, le jeune Breton revint chercher

spontanément l'exil, la ruine, la misère. Heureux choix pour la postérité !

François-René n'avait pas encore assez souffert pour exprimer la souffrance qui devait être le grand besoin du siècle prochain. La destinée qu'il allait accepter lui fit épuiser, en peu d'années, toutes les amertumes ; elle soumit sa vocation poétique au rude noviciat du malheur.

A peine arrivé en France et presque à la veille d'en repartir, Chateaubriand fut marié, comme par surprise, sur les instances de sa mère et de sa sœur Lucile.

Il épousa une jeune fille accomplie, qui devait être une sainte femme et pour laquelle il fut toujours à la fois respectueux et indifférent. Il a pourtant, dans ses *Mémoires*, rendu un légitime hommage aux vertus de cette digne épouse. Marié à la fin de mars 1792, après un court séjour à Paris dont il a retracé la physionomie révolutionnaire, il quitta cette ville le 15 juillet et passa la frontière. Il nous a raconté magistralement, toujours dans ses *Mémoires*, cette brève campagne, en y mêlant des observations judicieuses sur le monde de l'émigration, sur ses convictions respectables et ses illusions parfois puériles. Il y prit part au siège de Thionville, à des stériles fatigues. Il charmait ses rares loisirs par la lecture d'Homère et la révision d'*Atala*, qu'il portait dans son sac. Il voyait déjà se dessiner la figure d'Eudore, « exilé » des paysages éclatants de la Grèce sous un ciel sans lumière, « qui semble nous écraser de sa voûte baissée ». Ce récit d'Eudore aux avant-postes de l'armée romaine mérite être détaché des *Martyrs* (livre VI).

L'armée des Princes fut promptement licenciée. Ainsi Chateaubriand, découragé, malade, revint à Bruxelles, où il fit ses adieux à son frère retournant en France et qu'il ne devait plus revoir. Il fit une station à Jersey, dans cette île qui devait recevoir le second fondateur du romantisme. Il passa directement de Jersey à Londres. Il y retrouva la détresse de l'émigration et aussi sa frivolité, dont il nous a fourni de curieux témoignages. Aux difficultés de la vie, à son indigence parfois cruelle, vint s'ajouter la tristesse réelle et pénétrante de l'exil. François-René, par une dure expérience, apprit à chanter l'une des plus grandes douleurs de son siècle ; nul ne l'a mieux comprise, mieux dépeinte que lui dans ses œuvres, où il a dispersé tout une poésie de l'exil. Qui devait retracer l'existence du banni ?

Les « Natchez ».

Ce fut à Londres également, dans les journées où le travail soulageait la misère et trompait quelquefois la faim, que Chateaubriand écrivit son premier ouvrage à visées épiques, les *Natchez*, qu'il portait dans sa tête depuis son retour d'Amérique.

Les *Natchez* ne devaient être publiés que sous la Restauration.

Ils n'ont, pour nous, que l'intérêt des préludes. On doit songer pourtant que, de cet amas un peu confus, Chateaubriand a tiré des chefs-d'œuvre, *Atala*, *René*, quelques morceaux du *Génie du Christianisme* ; mais on a peine à lire des centaines de pages, où tous les sujets sont « confondus » selon l'aveu de l'auteur, dont le premier volume vise à l'épopée, tandis que le second redescend au ton du récit.

Cependant, outre les beautés de détail dont est nécessairement pourvue une œuvre de Chateaubriand, même imparfaite ; il est curieux d'y découvrir la première application de ses théories sur le merveilleux chrétien ; il n'est pas moins intéressant d'y surprendre une abondance de métaphores homériques et virgiliennes, qui font pressentir le poète des *Martyrs*. Ainsi, dans le premier chapitre, Chateaubriand invoque la Muse, « la fille de Mnémosyne » à la longue mémoire, « âme poétique des trépieds de Delphes et « des colombes de Dodone ».

Il faut lire les *Natchez*, pour en éviter les défauts et pour y discerner les commencements du poète. René et Chactas en sont les héros. Dans le personnage de René, Chateaubriand mêle l'invention à l'autobiographie ; il se personnifie en partie dans ce voyageur toujours instable et toujours inassouvi, que poursuivent l'impatience du mieux et le dégoût du présent. René, conduit par un guide, arrive au village hospitalier des Natchez, en pleine Louisiane. Il est reçu par un vieillard aveugle, Chactas, qui, dans sa jeunesse, a fait un voyage en France. — « Plein de sagesse et de douceur, il ressemblait à ces vieux « chênes où les abeilles ont caché leur miel. » Chactas fait admettre René dans la tribu. Cependant, à quelque distance, une garnison française habite le fort de Rosalie : l'auteur nous le décrit avec d'heureux coups

de pinceau, mais non sans un certain abus de périphrases. Au deuxième livre, Satan intervient ; il se propose d'unir contre les chrétiens tous les Indiens idolâtres, tandis que René se laisse prendre au charme d'une jeune Indienne, Céluta, nièce de Chactas. Le troisième livre nous fait assister au conseil des Français. Il nous dit la jalousie des sauvages contre l'étranger René ; puis il se termine par une admirable comparaison d'ordre homérique de ce même René avec un pêcher ; « enveloppé par le vent, « mais reparaissant avec toutes ses grâces, quand le tourbillon « a passé ». Le quatrième livre, moins heureux d'ailleurs, nous transporte dans le ciel. Au cinquième René se voit adopté par les sauvages et c'est alors que Chactas commence à lui raconter son voyage en France qui se continue au sixième. Il y rencontra tous les grands hommes du siècle de Louis XIV. Les beautés du style, quoi qu'on en ait dit, compensent les étrangetés d'invention. Il est à remarquer que le langage de Chactas ne cesse pas d'être poétique, c'est-à-dire en situation conforme à l'origine des personnages, et cet épisode semble plus vraisemblable que la rencontre de Corneille et de Milton dans le *Cinq-Mars* d'Alfred de Vigny. Le livre septième mène Chactas à Versailles, et lui fait traverser la France. Le huitième le ramène chez les Natchez, après une véritable odyssée. Les livres neuvième et dixième nous permettent d'assister aux combats entre les Français et les Natchez, entre ces mêmes Natchez et les Illinois, leurs rivaux. Dans cette dernière lutte, René se trouve prisonnier et destiné au supplice des flammes, quand les Natchez le délivrent. Il est enfin sauvé par l'Indienne Céluta, dont Chateaubriand a fort bien tracé l'héroïque et douce figure.

Ici se conclut la partie épique, le véritable poème. Une « suite » l'accompagne, narration inférieure. Ce n'est plus alors qu'un roman, comme ceux de Fénimore Cooper, qui n'offre plus le même prestige.

Les douze chants des *Natchez* ne sont pas, comme on l'a prétendu trop souvent, une imitation des *Incas* de Marmontel. L'emphase n'en est pas absente ; mais, par contre, une imagination originale et neuve se trahit par la diversité des métaphores, l'imprévu des alliances de mots, les réminiscences antiques, pour tout dire, par la création du style qui renouvellera la langue française, ce qui ne s'était plus vu depuis le *Télémaque* de Fénelon, en un mot une œuvre d'art.

On pourrait citer de préférence tel admirable morceau sur l'étude des sciences, tel tableau d'une nuit d'été, tel bonheur de phrase : « La clarté de la lune dormait sur les gazons ». Nous

ajouterons que les premiers chants des *Natchez* présentent des qualités épiques et que les caractères y sont bien conçus et bien soutenus. A notre avis, malgré d'indéniables défauts, le génie du maître réside en germe dans le brillant essai des *Natchez*.

Sujets de devoirs

UNIVERSITÉ DE PARIS

ALLEMAND.

Version.

STRAUSS, *J. Kerner*, (p. 138), depuis : « Nach... », jusqu'à : « ... mischt », p. 139.

Thème.

ERCKMANN-CHATRIAN, *Les deux Frères*, p. 131, depuis : « Mais le commerce... », jusqu'à : « ... damnés », p. 132.

Dissertation allemande.

« Das eigentliche Theatertalent der Deutschen war Kotzebue. »
(NIETZSCHE, II, 88.)

Dissertation française.

« Comme tout poème digne d'être traduit, le chef-d'œuvre de Goethe est intraduisible. » (STAPFER.)

ANGLAIS.

Version.

KEATS, *Lamia*, depuis : « Her throat was serpent, but the words she spake... », jusqu'à : « ... among the blossoms blown. »

Thème.

LA FONTAINE, *Fables*, X, 1, jusqu'à : « Sans passion... »

Rédaction anglaise.

Study the metaphors in *Henry V*, a. I, sc. 2.

Composition française.

Caractères du talent descriptif de Keats.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DES JEUNES FILLES

Morale.

Jusqu'à quel point est-il permis de croire, avec Prévost-Paradol, que : « Nos joies et nos tristesses sont bien plus réglées par les événements de notre vie et par le tour de nos caractères que par la logique de nos croyances » ?

Littérature.

La femme dans l'œuvre de J.-J. Rousseau.

Morale.

La docilité a été reconnue à peu près par tous les psychologues comme faisant le fond de la nature féminine, et tour à tour regardée par eux comme une vertu ou une infériorité tant morale qu'intellectuelle. A quoi vous paraît attribuable cette docilité ? Constitue-t-elle un bon appoint ou un désavantage en matière pédagogique ? De quelle manière et dans quelle mesure doit-on s'en servir ?

Littérature.

En prenant pour exemple soit un grand poète contemporain comme A. de Vigny, Leconte de Lisle, soit un grand romancier comme Flaubert, essayez d'établir ce qu'il y a de sincère et de fécond, de factice et de dangereux, dans le pessimisme intellectuel.

ALLEMAND.

Dissertation allemande.

Die politischen Ansichten am Weimarer Hofe.

Dissertation française.

L'idéal classique de Humboldt.

ANGLAIS.

Version.

GOLDSMITH, *Vicar of Wakefield*, ch. v, depuis : « It was about the beginning of Autumn... », jusqu'à : « Song of Dryden's. »

Thème.

MONTESQUIEU, *Grandeur et Décadence des Romains*, ch. ix, jusqu'à : « ... c'est à la perpétuité de son état. »

Dissertation anglaise.

Smollett as a humourist.

Dissertation française.

L'éloquence parlementaire en Angleterre dans la seconde moitié du XVIII^e siècle.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DES JEUNES FILLES

Morale.

« Pénètre dans l'âme des autres ; laisse les autres pénétrer dans ton âme », disait Marc-Aurèle. Montrez la fécondité de ce principe en matière pédagogique.

Littérature.

Quelle valeur éducative peut-on attribuer aux grands poètes du xix^e siècle ? Vous paraissent-ils, à ce point de vue, supérieurs ou inférieurs aux grands poètes du xvii^e siècle ?

ALLEMAND.**Version.**

STRAUSS, *J. Kerner* (Ges. Schriften, I, p. 138), depuis : « Nach... », jusqu'à « mischt », p. 139.

Le gérant : E. FROMANTIN.

POITIERS. — SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE

REVUE HEBDOMADAIRE
DES
COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

La vie et les œuvres d'Euripide

Cours de M. PUECH,

Professeur à l'Université de Paris.

Psychologie et pathologie de la passion.

A partir de maintenant, nous cesserons d'étudier une à une les œuvres d'Euripide, et nous examinerons les différents caractères de son talent. A l'aide d'exemples choisis dans l'ensemble de son œuvre, nous essaierons de dégager ce qu'il a apporté de nouveau et d'original. Comme la *Médée* nous offre une introduction toute naturelle, nous étudierons d'abord chez Euripide ce qu'on peut appeler la psychologie et la pathologie de la passion. Nous avons vu déjà combien il était un observateur original de la passion, avec quelle prédilection il l'étudiait chez les femmes. C'est là le caractère le plus nouveau du théâtre d'Euripide, et c'est celui qui a frappé le plus vivement ses contemporains. Aristophane lui reproche d'avoir pris des femmes pour protagonistes. Cette prépondérance accordée aux rôles de femmes attira à Euripide des admirateurs ; mais elle fit aussi scandale. C'était là quelque chose de véritablement nouveau ; dans Eschyle et Sophocle, les femmes n'avaient ordinairement que des rôles secondaires. Quand, par hasard, elles étaient mises au premier rang, ce n'était pas ce qu'il y a de personnel dans le caractère féminin qui apparaissait. La

Olymnestre d'Eschyle personnifie la vengeance. Les vierges de Sophocle sont des héroïnes viriles. Ce n'est que dans des personnages de second ordre, Chrysothémis, Ismène, que Sophocle a donné une psychologie délicate de l'âme féminine. Ses autres héroïnes doivent beaucoup à Euripide. Déjanire, dans les *Trachiniennes*, est une de celles qui ne se comprendraient pas sans l'influence d'Euripide.

C'est surtout pendant le deuxième tiers de sa carrière dramatique qu'Euripide a traité cette catégorie de sujets, et qu'il se différencie par le choix des thèmes de Sophocle et d'Eschyle. La plus grande partie de ces pièces a été perdue ; mais il nous reste une des plus remarquables, *Hippolyte*. C'est surtout à l'aide de cette tragédie que nous ferons notre étude ; mais nous dirons aussi quelques mots des drames perdus. Il n'est pas toujours possible de les reconstituer avec certitude : pour certains, nous connaissons quelques scènes ; pour d'autres, le sujet.

Quelque arbitraires que fussent les critiques d'Aristophane, Euripide s'y est exposé, étant donné le caractère délicat de certains sujets. Il s'est exposé à provoquer l'étonnement et le scandale ; c'est ce que les novateurs n'évitent presque jamais. En particulier, sa tragédie d'*Eole* a fait scandale. On y trouvait ce vers : « Qu'y a-t-il de honteux, sinon par l'opinion ? » Evidemment, Euripide ne prenait pas à son compte cette affirmation ; mais le sujet même d'*Eole* était assez scabreux, puisqu'il reposait sur l'inceste. Le sujet d'une autre pièce, les *Crétois*, était peut-être plus facile à accepter, parce que la légende était plus connue et tellement populaire que ce qu'elle avait de scandaleux s'émoussait. Cette pièce est curieuse par le rôle qu'y jouent Minos et le chœur des prêtres de Zeus Idéen. Euripide a fait de Minos et de ces prêtres les représentants d'un culte mystique, mêlé de prescriptions végétariennes. La pièce est curieuse également par le rôle de Pasiphaé. Minos a refusé de sacrifier à Poseidon un taureau miraculeux, qui est venu par mer en Crète. Il refuse pour des motifs religieux, ses pratiques mystiques lui interdisant les sacrifices sanglants. Pour le punir, Poseidon frappe Pasiphaé d'un délire érotique, sur les conséquences duquel il n'est pas nécessaire d'insister. On a trouvé, il y a quelque temps, et publié dans la Collection des textes classiques du Musée de Berlin un fragment des *Crétois* provenant d'un parchemin égyptien. Pasiphaé y plaide l'irresponsabilité et se représente comme la victime de la vengeance des dieux et de Minos lui-même.

« Si je m'étais livrée à un amant, dit-elle, si j'avais recherché un amour secret, on aurait raison de me faire des reproches. Mais

je suis une victime d'un délire envoyé par les dieux, et ce que j'ai fait est involontaire... Et toi, dit-elle à Minos, tu vas proclamer devant tout le monde ce qu'a fait ta femme ; c'est de toi que vient tout le mal. Si tu veux me jeter dans les flots de la mer, fais-le ; si tu veux te nourrir de ma chair crue, n'hésite pas devant ce festin. » — Ces dernières paroles, si bizarres, font allusion au rite de l'*omophagie*, recommandé par certains cultes mystiques, par exemple celui de Dionysos : les Bacchantes dévoraient toute crue la chair des animaux qu'elles déchiraient de leurs mains.

Quoique nous ayons des fragments des principales scènes, nous ne voyons pas nettement quelles intentions ont dicté à Euripide cette pièce des *Crétois*. Peut-être voulait-il attaquer Minos et ce culte mythique, dont les prêtres de Zeus Idéen sont les représentants. Nous examinerons cette question de plus près, quand nous traiterons des idées religieuses d'Euripide.

Le type de femme passionnée le plus souvent cité à côté de Phèdre est Sthénébée. Nous connaissons assez bien la marche du drame dont elle est l'héroïne, grâce à un grammairien, Grégoire de Corinthe. Quelles ressemblances et quelles différences y a-t-il entre cette pièce et *Hippolyte*? Sthénébée est la femme de Proetus, roi de Tirynthe. Bellérophon vient à Tirynthe pour se faire purifier d'un meurtre ; Sthénébée s'éprend de lui, mais le héros refuse de répondre à son amour. Sthénébée le calomnie alors auprès de son mari, en disant qu'il a voulu lui faire violence. Proetus envoie Bellérophon combattre la Chimère ; mais, contre son attente, le héros revient vainqueur. Pour se venger de Sthénébée, il feint de céder à ses sollicitations et l'enlève sur Pégase. En traversant la mer Egée, quand il est au-dessus des Cyclades, il précipite Sthénébée sur l'île de Mélos où elle vient se briser. Des pêcheurs ramassent son cadavre et le portent à Tirynthe. On voit que ce drame renferme des analogies avec *Hippolyte* ; mais c'est seulement l'armature, l'intrigue, qui permet d'établir un rapprochement. Pour voir les différences qui existent dans le détail, il faut étudier *Hippolyte*.

Hippolyte est surtout intéressant par le rôle de Phèdre, quoique celui d'Hippolyte soit aussi très curieux. Ici, nous n'avons à nous occuper que de Phèdre.

Le deuxième *Hippolyte* est de 428 : il est donc postérieur de dix ans à *Alceste*. Cette fois, Euripide remporta un grand succès : il fut classé premier. Ce n'est pas du premier coup qu'il arriva à ce résultat. Il reprenait un sujet qu'il avait déjà traité sans succès. Le premier *Hippolyte*, ou *Hippolyte voilé*, tandis que le second s'appelle *Hippolyte porte-couronne*, est perdu, et il n'en reste que

quelques fragments. Nous voudrions mieux le connaître. Heureusement, il a exercé une grande influence dans l'antiquité. Il a été imité par Ovide dans une de ses *Héroïdes*, et par Sénèque, ce qui nous donne une idée de ce qu'était le premier *Hippolyte* d'Euripide. Le rôle de Phèdre présentait dans les deux pièces de notables différences. La première Phèdre n'avait pas les scrupules de la seconde. Semblable à Sthénébée, elle ne résistait pas à sa passion criminelle ; elle déclarait elle-même sa passion à Hippolyte dans une tirade, dont un trait nous a été conservé :

« J'ai un maître d'audace plein de ressources dans les situations difficiles : c'est l'Amour, le plus irrésistible de tous les dieux. »

Phèdre calomniait Hippolyte non par une manœuvre posthume, mais directement devant Thésée, et elle attendait pour mourir que sa vengeance fût accomplie. Cette Phèdre impudente nous choque ; mais elle a sa beauté. La preuve, c'est que Sénèque choisit pour l'imiter le premier *Hippolyte* et que Racine combina les deux ; il emprunta au second les scrupules de Phèdre et au premier la déclaration. Racine a eu ainsi l'habileté de fondre heureusement et harmonieusement les deux pièces. Dans Euripide, il y a eu aussi une fusion, mais moins habile : nous le verrons bientôt par un détail.

La Phèdre du deuxième *Hippolyte* est bien différente de celle du premier. Comme Médée, c'est une femme très intelligente ; et la passion, loin de l'aveugler, rend au contraire sa clairvoyance plus aiguë. Phèdre n'a pas la même force de volonté que Médée, mais elle a autant d'intelligence ; elle médite beaucoup sur sa situation. Euripide l'a représentée comme une victime d'Aphrodite, de même que Sthénébée. Elle est l'enjeu de la lutte engagée entre Aphrodite et Artémis ; cela ajoute à la beauté de la situation. Mais, quoique l'intrigue dépende de cette rivalité divine, Euripide étudie la passion sans faire appel à autre chose qu'à des observations morales et psychologiques, comme si la passion de Phèdre était quelque chose de spontané. Il en note les phases et les symptômes avec habileté. A l'opposé de la théorie socratique, il ne croit pas qu'il suffise de connaître le bien pour le faire. Car nous avons vu que, si Euripide a certains rapports avec Socrate, il s'éloigne de lui sur bien des points, et notamment sur la question de la responsabilité et du libre arbitre. Il est convaincu qu'il nous arrive souvent de voir le bien sans avoir la force de le pratiquer ; c'est ce que dit Phèdre. Elle a remarqué que l'intelligence est une des choses qui sont le mieux réparties entre les hommes, et que cependant il y en a qui commettent des fautes.

Quand Phèdre a découvert sa passion, elle essaie de lutter

contre elle ; mais elle n'en a pas la force. Elle songe alors à mourir, et n'a pas la force de se tuer ; elle n'a la force que de souffrir, de rêver, de garder son secret. Et encore elle en est oppressée ; ce secret l'étouffe. Dès la première scène avec la nourrice, nous sentons qu'il va lui échapper ; c'est la scène que nous admirons dans Racine. Tous les jalons qui marquent les étapes de la pensée de Phèdre, qui avance, puis recule, ce n'est pas Racine qui les a inventés, c'est Euripide. L'allusion à la famille de Phèdre, à Ariane et à Pasiphaé, le « C'est toi qui l'as nommé », tout cela se trouve dans l'*Hippolyte* d'Euripide.

La même précision se retrouve dans tout le rôle de Phèdre. C'est ici cependant qu'il faut faire la réserve à laquelle nous avons fait allusion. Après le refus d'Hippolyte et la manière outrageante dont sa déclaration a été accueillie, Phèdre ne pense qu'à se venger. On le comprend ; car non seulement Hippolyte l'a repoussée, mais il l'a repoussée avec mépris : la vengeance de Phèdre est donc naturelle. Peut-être est-elle annoncée trop rapidement. En deux vers, Phèdre déclare ses intentions. On peut voir là, semble-t-il, l'influence du premier *Hippolyte*. De la part de la Phèdre audacieuse et impudente, nous comprenons ce sentiment. Nous sommes, au contraire, surpris de la rapidité de la décision, quand elle est devenue la Phèdre scrupuleuse et passionnée malgré elle. Ce n'est pas sans raison que Racine a modifié l'intrigue sur ce point. Il explique, dans sa préface, la raison de ce changement :

« J'ai même pris soin de la rendre un peu moins odieuse qu'elle n'est dans les tragédies des anciens, où elle se résout d'elle-même à accuser Hippolyte. J'ai cru que la calomnie avait quelque chose de trop bas et de trop noir pour la mettre dans la bouche d'une princesse qui a, d'ailleurs, des sentiments si nobles et si vertueux. Cette bassesse m'a paru plus convenable à une nourrice, qui pouvait avoir des inclinations plus serviles, et qui néanmoins n'entreprend cette fausse accusation que pour sauver la vie et l'honneur de sa maîtresse. »

Cette idée de la différence des qualités morales, correspondant à la différence des classes sociales, est bien du xvii^e siècle ; mais on comprend quelle intention a eue Racine et quels scrupules l'ont déterminé à modifier ainsi l'intrigue.

« Phèdre, poursuit-il, n'y prête les mains que parce qu'elle est dans une agitation d'esprit qui la met hors d'elle-même, et elle vient, un moment après, dans le dessein de justifier l'innocence et de déclarer la vérité. »

Là, Racine a eu un sentiment juste. Dans Euripide, l'entrée de

Phèdre est admirable ; Racine n'a pu que la reproduire. Peut-être même les anapestes conviennent-ils mieux à ce qu'il y a d'ému et de douloureux dans cette scène, que les hexamètres de Racine, quelle que soit leur beauté :

Que ces vains ornements, que ces voiles me pèsent !
Dieux ! que ne suis-je assise à l'ombre des forêts !

Il ne faut pas oublier, quand on applaudit ces beaux vers et bien d'autres, que ce sont les Athéniens de 428 qui les ont entendus pour la première fois. Cette scène de Phèdre reproduit la scène de l'apparition d'Alceste, mais avec quelle nouveauté Euripide a su traiter ce sujet !

Dans l'observation de cette passion de Phèdre, Euripide, du premier coup, est allé non seulement aussi loin que le xvii^e siècle, mais même plus loin. La passion, telle qu'elle est dans Phèdre, n'est pas seulement la passion qui ronge l'âme, c'est aussi le mal qui ronge le corps. Le mot de νόσος qu'on trouve chez tous les poètes n'est pas chez Euripide, comme on pourrait le croire, une simple métaphore. Le poète lui donne toute sa signification : Phèdre est une malade. La lassitude, la fièvre, le dégoût de la vie, le silence, l'hallucination sont pour Euripide les symptômes de l'état pathologique de Phèdre. Il prête aux femmes de Trézène et à la nourrice des propos qui soulignent son dessein. Elles font des hypothèses pour expliquer le mal dont souffre Phèdre ; toutes leurs explications supposent un état maladif. Quoique ces explications soient fausses, c'est pour attirer l'attention sur ce caractère pathologique qu'Euripide multiplie ces développements.

Si on consulte la littérature médicale contemporaine d'Euripide, et si on note quels sont les faits qu'elle a observés, on peut établir des rapprochements frappants et curieux.* Voyons, par exemple, dans le *Corpus* des écrits hippocratiques le *Traité du mal sacré*. L'auteur combat la croyance populaire qui attribue à l'épilepsie une origine divine ; il observe que les malades bondissent de leur couche, ont des visions, veulent tantôt rester à la maison, tantôt aller au dehors. Le recueil des *Épidémies* raconte la maladie qui affligea une femme à la suite d'un chagrin. Cette femme pourrait s'appeler Phèdre ; quand Phèdre est au grand air, elle demande qu'on lui enlève ses voiles, puis qu'on les lui rende. Tantôt elle garde un silence obstiné ; tantôt elle fait la confidence de ses hallucinations et de ses rêves.

Ces rapprochements ont déjà été faits dans deux dissertations allemandes, et repris par MM. de Wilamowitz-Moellendorff et Nestle. Il ne s'agit pas de dire qu'Euripide a lu ces traités pour y

puiser des documents. Mais il est vraisemblable qu'il a fait place dans sa bibliothèque à ces traités hippocratiques, qui étaient alors très en vogue ; il est probable aussi qu'il connaissait des médecins. Outre ce qu'il y a dans *Phèdre* d'observations directes, il y a aussi le profit tiré par Euripide des observations de la science médicale contemporaine.

Le cas de *Phèdre* n'est pas isolé dans le théâtre d'Euripide. C'est chez la femme surtout qu'il a étudié ces contre-coups du moral sur le physique, mais il les a aussi étudiés parfois chez l'homme. On peut le voir, par exemple, dans les rôles d'Oreste et d'Héraclès. Dans certaines grandes crises morales, le dénouement est la folie. Déjà, avant Euripide, la peinture de la folie tenait une place dans le théâtre de Sophocle et d'Eschyle ; mais cette peinture était très différente. Chez Eschyle, en particulier, il y a deux rôles auxquels nous devons penser : celui d'Oreste dans les *Choéphores* et celui d'Io dans *Prométhée*.

La scène finale des *Choéphores*, quand Oreste sent monter en lui la folie, et la scène de début des *Euménides*, quand Oreste se réveille auprès du temple de Delphes, produisent certes une impression tragique ; mais Oreste n'est pas représenté comme un visionnaire. Réellement les Furies le poursuivent et font planer au-dessus de sa tête ce chant lugubre des Erinnyes qui rend fou. Le rôle d'Io, qui cependant se rapproche plus de la peinture de la démence, ne contient qu'une description conventionnelle. Quand Prométhée lui a révélé les courses errantes qu'elle aura à accomplir, elle sent venir l'accès de folie. La peinture de cet accès est différente de ce qu'elle est dans les *Choéphores* et dans les *Euménides*. Io ne se sert que d'une métaphore, quand elle parle du taon qui la poursuit. Quand elle sent que le délire la reprend, elle l'annonce en ces termes à Prométhée :

« Hélas ! hélas ! me voici encore transportée par les convulsions et le délire, et l'aiguillon invisible du taon me poursuit ; mes yeux s'égarent ; le souffle insensé de la folie m'entraîne au hasard ; ma bouche laisse échapper des paroles incohérentes. »

Ce morceau est un modèle curieux de l'audace lyrique d'Eschyle ; mais il est conventionnel de faire décrire l'état de démence par la personne même qui en est atteinte. Nous trouvons qu'il y a trop de conscience dans Io.

Chez Sophocle, il y a, au début de l'*Ajax*, une description de la folie qui frappe le héros. Sophocle ne montre pas le délire d'Ajax, il le fait connaître par un récit. Quand Ajax paraît, la crise est terminée. C'est que Sophocle aime les intelligences lucides et les volontés fermes.

Euripide s'intéresse, au contraire, à l'homme dans ces crises de folie. L'étude de la démence, précise, réaliste et scientifique, se retrouve dans plusieurs pièces d'Euripide. Oreste paraît deux fois dans son théâtre. Une fois, son délire a un rôle épisodique ; c'est au début de l'*Iphigénie en Tauride*, quand le bouvier annonce à Iphigénie que deux Grecs viennent d'être capturés, et décrit l'accès de folie qui a tout à coup saisi Oreste. Il insiste sur le caractère hallucinatoire de cette folie, en disant qu'Oreste croyait voir les Furies, mais que, en réalité, elles n'étaient pas là, et que ce qu'il prenait pour leurs cris, c'étaient les mugissements des troupeaux et les aboiements des chiens. Il insiste ainsi sur ce que cette vision a d'irréel.

Dans une pièce postérieure, une de celles qui appartiennent aux dernières années d'Euripide, dans *Oreste*, joué en 408, la folie d'Oreste est au premier plan. Oreste est un des drames les plus curieux d'Euripide. Dans la deuxième partie, ce n'est guère qu'un mélodrame compliqué et noir. Mais le début, les trois ou quatre cents premiers vers sont une création des plus originales. La scène se passe quelques jours après le meurtre de Clytemnestre. Oreste est étendu sur un lit ; Electre veille auprès de lui. Le chœur s'approche, et Electre l'invite à marcher doucement, de peur d'éveiller le malheureux Oreste. Quand celui-ci s'éveille, il a un accès de folie : son regard se trouble, sa bouche écume. Il croit voir les Furies. Il prend pour elles le chœur et Electre. Electre le saisit pour le forcer à rester sur son lit ; il s' imagine que c'est une Furie qui veut le précipiter dans le Tartare. Quand l'accès est passé, il comprend son erreur, il sait qu'il a eu une crise, que les Erinnyes n'existent pas réellement. Quand Ménélas arrive, Oreste, rentré dans son bon sens, analyse son état et décrit avec vraisemblance l'origine du mal. Quand, seul avec Pylade, son complice, il veillait devant le bûcher de Clytemnestre, il a tout à coup senti le délire s'emparer de lui, et il a cru voir trois Furies.

J'insisterai davantage sur l'*Héraklès*, qu'on appelle d'habitude l'*Héraklès furieux* ; ce titre indique quel en est le sujet. Ce drame est antérieur à Oreste ; il doit avoir été composé vers 420. Comme Oreste, il est très inégal, il est médiocre dans certaines parties, mais renferme des scènes admirables, notamment le début et le réveil d'Héraklès.

Héraklès, absent de Thèbes, accomplit le dernier de ses travaux, sa descente aux Enfers. Sa femme Mégara, ses trois fils et son père putatif, Amphitryon, sont menacés par le tyran Lycos, qui s'est emparé du pouvoir. Ils se sont réfugiés sur un autel dans le palais ; Lycos les fait saisir et veut les faire périr sur un bûcher.

Il n'accorde qu'une faveur à Mégara : elle aura un délai pour parer ses enfants d'ornements funèbres. Héraklès revient pendant ce temps, tue Lycos, mais est alors saisi d'un délire envoyé par Héra. Ce qu'il y a de tragique dans la situation, c'est qu'Héraklès, au moment même où il semble arrivé au terme de ses luttes, va être frappé encore plus cruellement. Cette fois, Euripide n'a pas dépeint l'origine du délire d'Héraklès sans faire appel à une intervention miraculeuse. Iris et Lyssa interviennent pour lui inspirer cette démence, Euripide l'a fait pour montrer ce qu'il y a d'odieux dans les fables. Mais, ce point de départ posé, il en est du rôle de Lyssa et d'Iris dans Héraklès comme de celui d'Aphrodite dans Phèdre ; l'action suit un cours naturel. Brusquement, les yeux d'Héraklès sont égarés et farouches ; il exhale un souffle bruyant ; il pousse des cris terribles ; puis il écume, il éclate d'un rire insensé. Il voit l'image d'Eurysthée, et veut se venger de celui qui l'a si longtemps persécuté. Il se figure qu'il fait atteler un char et qu'il y monte. Il parcourt ainsi les salles du palais ; il s'arrête, croyant être arrivé à Mégare, pour prendre un peu de nourriture et de repos. Puis il se figure qu'il est à Mycènes. Il prend ses enfants et sa femme pour les enfants et la femme d'Eurysthée. Il les massacre. Il allait tuer Amphitryon, quand Pallas le frappa d'un rocher à la poitrine ; ce dernier détail a été emprunté par Euripide à la tradition courante. Héraklès s'abat, et tombe dans un lourd sommeil. A son réveil, il s'aperçoit qu'il est attaché à une colonne, à laquelle Amphitryon l'a fait lier solidement, de peur qu'il ne recommence à céder à son délire furieux. Il a le sentiment qu'il lui est arrivé quelque chose de terrible. Il interroge Amphitryon, qui ose à peine tout d'abord s'approcher de lui, et il finit par apprendre la vérité. Il songe à se suicider ; c'est alors que survient Thésée. Cette intervention du prince athénien, qui représente ce qu'il y a de plus tendre et de plus humain dans l'âme d'Euripide, sauve le malheureux Héraklès. L'arrivée de Thésée n'est pas très bien motivée ; mais la scène est si belle, que nous oublions son invraisemblance. Thésée a fait rompre à Héraklès son silence ; car, par suite d'une croyance très répandue, il a peur, étant un meurtrier, de souiller Thésée son ami. Celui-ci le décide à renoncer à se tuer. Héraklès finit par se laisser convaincre. « Je me résignerai à la vie », dit-il, dans un vers corrompu, qui a été restitué par M. de Wilamowitz-Moellendorff. Héraklès a peine à soutenir ses pas, et il marche soutenu par Thésée. Il ira avec lui se retirer à Athènes, refuge des malheureux.

On pourrait faire sur ces scènes une étude analogue à celle qui

a été faite à propos de Phèdre. Si nous reprenions le *Corpus* des traités hippocratiques, nous y trouverions nombre d'observations dont Euripide a tiré parti : par exemple, le rire brusque qui saisit le malade au début de sa crise. Dans cette étude de la passion soit chez l'homme, soit surtout chez la femme, Euripide a été très loin, plus loin que les poètes du xvii^e siècle. Il faut louer la sûreté de son analyse morale, à laquelle il a joint la précision de l'observation scientifique. Cette idée, que le mal moral peut être en même temps un mal physique, est un des traits par lesquels Euripide est le plus moderne.

M. G.

La vie et les œuvres de Molière.

Cours de M. ABEL LEFRANC,

Professeur au Collège de France.

« Psyché ».

Nous allons étudier, maintenant, ce pur chef-d'œuvre qui s'appelle *Psyché*, et, tout d'abord, je vous dirai au milieu de quelles circonstances de la vie de notre poète il fut composé.

Le 28 octobre 1670, la troupe de Molière revenait de Chambord. Chaque acteur avait reçu 600 livres. En novembre, Molière resta neuf jours à Saint-Germain ; le 15 de ce mois, il fut parrain de la petite Beauval. C'est vers ce moment que Molière soupa plusieurs fois, le samedi, avec Palaprat, Dominique et d'autres comédiens italiens chez le peintre flamand Vario ou Berrio.

Le 21 novembre, avait lieu à l'Hôtel de Bourgogne la première représentation de la *Bérénice* de Racine ; le 23, la première représentation à Paris du *Bourgeois Gentilhomme* avec ses accessoires. La recette s'éleva à 1.397 livres, et il y eut quarante-huit représentations, ce qui était un succès considérable. Le 28, avait lieu au Palais-Royal la première représentation de *Tite et Bérénice* de Corneille. Le poète reçut 2.000 livres environ. La Thorellière jouait Titus ; Baron, Domitian ; dans la pièce paraissaient aussi M^{lles} Molière, Beauval et de Brie.

Le 14 décembre, Molière prêtait à Lulli 11.000 livres, ce qui correspondait à une rente de 550 livres, qui fut rachetée le 5 août 1673. C'est grâce à cet argent que Lulli put faire construire ce bel hôtel que nous admirons encore au n° 45 de la rue des Petits-Champs. Lulli y habita jusqu'en 1683.

C'est à ce moment que parut, à Francfort, chez Schiele, une traduction de Molière qui comprenait les *Précieuses*, le *Cocu*, les *Médecins*, l'*Avare*, *George Dandin*. A ce moment, *Tartuffe* était traduit en anglais. Molière habitait alors avec sa femme sur la place du Palais-Royal.

La pension de la troupe du Roi fut élevée à 7.000 livres. Cepen-

dant Pascal écrivait ses *Pensées*, et l'on posait la première pierre des Invalides.

Au début de 1761 parut le *grand Ballet de Psyché*, livret programme in-4°, et, le samedi 17 janvier, aux Tuileries, dans la grande salle des Machines, avait lieu la première représentation de *Psyché*, la vingt-sixième œuvre de Molière. La pièce avait été écrite avec la collaboration de Corneille et de Quinault, et Lulli en avait composé la musique. Le 19, c'était la deuxième représentation de *Psyché* devant le nonce du Pape et l'ambassadeur de Venise. Le 2 février, Molière donnait encore *Psyché* aux Tuileries. Après quelques jours d'interruption, le 6, il faisait sa réouverture avec le *Bourgeois Gentilhomme*, qui rapportait 1.415 livres.

C'est Molière qui a dressé le plan de la pièce, composé les vers du prologue, ceux de tout le premier acte, de la première scène du second, de la première, aussi du troisième. Corneille écrivit le reste, d'après les indications du plan de Molière. Quinault fit le ballet et Lulli composa la musique.

La première représentation de *Psyché* à la ville eut lieu le vendredi 24 juillet. Depuis avril, mai, juin, on travaillait à organiser cette représentation pour lui donner tout l'éclat désirable. La troupe fit de grosses dépenses pour ce « pompeux arroi » ; ce fut une période très lourde pour le théâtre de Molière. Nous lisons dans le *Registre de La Grange* : « Il a été conclu de refaire tout le théâtre, particulièrement la charpente, et de le rendre propre pour des machines ; de raccommoder toutes les loges et amphithéâtre, bancs et balcons, tant pour ce qui regarde les ouvrages de menuiserie que de tapisseries et ornements et commodités, plus de faire un grand plafond qui règne par toute la salle, qui, jusqu'audit jour 15^e mars, n'avait été couverte que d'une grande toile bleue suspendue avec des cordages... »

« Tous lesdits frais et dépenses pour la préparation de *Psyché*, en charpenterie, menuiserie, bois, serrurerie, peintures, toiles, cordages, contrepoids, machines, ustensiles, bas de soie pour les danseurs et musiciens, vin des répétitions, plaque de fer-blanc, ouvriers, fils de fer et laiton et généralement toutes choses, se sont montés à la somme de quatre mil trois cent soixante-neuf livres, un sol. »

La mise en scène fut admirable à la cour ; elle comportait de fort beaux décors, beaucoup de machines compliquées. Robinet s'exprime ainsi à ce sujet :

La scène au reste, incessamment,
Comme par enchantement,

En différents objets se change ;
Et, par une surprise étrange,
On y voit tantôt des palais
De marbre, en un tourne-main faits ;
Puis, en moins de rien, à leur place,
Sans qu'il en reste nulle trace,
Des mers, des jardins, des déserts,
Enfin les cieux et les enfers.

Nous trouvons une description de la salle magnifique, où la pièce fut d'abord représentée, dans l'*Idée des spectacles anciens et modernes*, de l'abbé de Pure.

A la ville, *Psyché* eut un succès considérable. En 1671, du 24 juillet au 25 octobre, il y eut 38 représentations, et le total des recettes s'éleva à 33.011 livres. La première représentation donna 1.022 livres 10 sous, la deuxième 1.072 livres ; les deux dernières, qui furent consécutives, respectivement 1.119 livres 10 sous et 1.398 livres 15 sous. — En 1672, du 15 janvier au 6 mars, il y eut 13 représentations, qui produisirent 13.867 livres ; du 11 novembre à la fin de l'année, 21 représentations, qui rapportèrent à la troupe 20.259 livres. — En janvier 1673, 10 représentations donnèrent 9.979 livres. Les 89 représentations de l'année entière donnèrent 77.119 livres. En somme, ce fut un succès considérable. Même il dura après la mort de Molière : *Psyché* fut reprise très brillamment sous le second Empire.

L'origine de la légende de *Psyché* remonte à l'antiquité grecque. Cette légende, que M. Collignon a étudiée dans sa thèse, a fait souvent l'objet de peintures, de gravures, de vitraux (Ecouen, Chantilly, Rome). *Psyché* est la fille de Cupidon ou de l'amour ; elle est la personnification de l'âme humaine.

Le mythe paraît être d'origine platonicienne ; il symbolise la destinée de l'âme déchue, qui, après bien des épreuves, s'unit pour toujours à l'amour divin. Les néo-platoniciens y virent la promesse d'une renaissance, d'une vie future, d'un bonheur éternel. *Psyché*, qui est souvent représentée avec des ailes de papillon, avait en effet pour symbole le papillon ($\psi\chi\chi$ = papillon), qui semble immortel à cause de ses transformations.

Nous trouvons le récit de ce mythe dans Apulée, qui nous fait connaître l'interprétation populaire de cette allégorie. Dans les *Métamorphoses* ou l'*Ane d'or* d'Apulée de Madaure, nous voyons en effet une vieille femme « radoteuse », qui raconte cette histoire à une jeune prisonnière pour la distraire des chagrins de sa captivité :

Un roi et une reine avaient trois filles toutes trois fort belles.

La cadette surtout était d'une perfection rare et si merveilleuse que les habitants du pays l'adoraient avec un respect religieux, comme si c'eût été Vénus elle-même. Vénus s'irrite de ces hommages rendus à une mortelle et elle charge son fils Cupidon de la venger. Cupidon, au lieu de servir le courroux de sa mère, se laisse toucher par les attraits de Psyché. Il écarte tous ses rivaux et il fait rendre par Apollon un oracle qui enjoint au roi d'exposer sa fille sur un rocher où elle deviendra l'épouse et la victime d'un affreux dragon.

Psyché est conduite sur la montagne fatale ; mais, tout à coup, le souffle de Zéphir gonfle les plis de sa robe et la transporte doucement sur une prairie émaillée de fleurs. Elle entre dans un palais merveilleux ; son époux vient l'y trouver, la nuit, et il se retire avant l'aube.

Les sœurs de Psyché sont jalouses de voir qu'elle habite dans ce délicieux séjour. Elles lui persuadent d'acheter une lampe, de la cacher derrière un épais rideau, de s'armer d'un poignard, puis, au milieu de la nuit, de dévoiler la lumière et de frapper le monstre ; car cet époux, qui veut rester invisible, ne peut être que le monstre prédit par Apollon.

Ainsi fait Psyché. Elle découvre la lampe. Au lieu d'un affreux dragon, elle voit, endormi, le plus brillant des dieux ; elle se penche pour admirer cette tête radieuse. Une goutte d'huile bouillante tombe sur l'épaule de Cupidon. Celui-ci se réveille, s'envole dans les airs et disparaît.

« O Psyché, dit Cousin, o Psyché, respecte ton bonheur, n'en sonde pas trop le mystère... Au premier rayon de la lampe fatale, l'Amour s'éveille et s'envole. Image charmante de ce qui se passe dans l'âme, lorsqu'à la sereine et insouciant confidence du sentiment succède la réflexion avec son triste cortège. »

Psyché, abandonnée, désespérée, erre à travers le monde. Elle retrouve ses sœurs. Celles-ci, pour prendre la place de leur sœur, vont au rocher. Elles s'élancent ; mais elles se brisent dans leur chute.

Vénus, cependant, impose à Psyché un rude esclavage et de fatigants travaux : elle lui ordonne de séparer des graines de froment, d'orge, de millet, toutes mêlées ensemble. Mais les fourmis viennent en aide à la malheureuse Psyché. Après bien d'autres épreuves, Vénus l'envoie présenter une boîte à Proserpine au fond des Enfers et lui demander un peu du trésor de beauté dont font usage les déesses. A son retour, Psyché cède à la tentation d'ouvrir la boîte ; il s'en échappe des vapeurs léthargiques et Psyché tombe inanimée.

Mais Cupidon captif s'échappe ; il réveille Psyché ; il va implorer Jupiter, qui apaise Vénus. Psyché est mise au nombre des divinités de l'Olympe et, au bout de neuf mois, naît d'elle une fille qui s'appelle la Volupté.

On a retrouvé ce mythe jusque dans les contes de l'Inde. Au Moyen Age, Denys Piramus renouvela le sujet dans son roman de *Partenopeus de Blois*, qui narre les épreuves de l'amour chevaleresque. Calderon composa sur ce sujet un *auto sacramentale*, petit drame mystique où Eros figure le Christ, Psyché l'âme du fidèle qui aspire incessamment vers lui, et où l'hyménée final des deux amants dans l'Olympe symbolise l'union de l'homme et de Dieu dans l'Eucharistie.

Raphaël emprunta à cette fable le sujet des peintures dont il décora la Farnésine, le sujet de dessins gravés par Marc-Antoine et ses élèves. Enfin, au ^{xvii}^e siècle, Marini s'en inspira dans le 4^e chant de son poème l'*Adone*.

Le 17 janvier 1656, Benserade avait fait paraître le *Ballet royal de Psyché ou de la Puissance de l'Amour*. En 1669, ç'avait été le roman de La Fontaine, ce roman qui se termine par le célèbre hymne à la Volupté :

Volupté, Volupté, qui fus jadis maîtresse
Du plus bel esprit de la Grèce,
Ne me dédaigne pas ; viens-t'en loger chez moi :
Tu n'y seras pas sans emploi.
J'aime le jeu, l'amour, les livres, la musique,
La ville et la campagne, enfin tout ; il n'est rien
Qui ne me soit souverain bien,
Jusqu'aux sombres plaisirs d'un cœur mélancolique.

C'est Polyphile — entendez La Fontaine lui-même — qui fait cette profession de foi épicurienne. Le roman met encore en scène le tendre Acante qui est Racine, le sérieux Ariste qui est Boileau, Gélaste qui est Molière. C'est là une chose certaine : nous l'avons prouvé précédemment ; et le lien est ainsi rendu plus étroit entre la *Psyché* de Molière et celle de La Fontaine.

Cette opinion n'est point celle qui est généralement admise. Walkenaer voit Boileau dans Acante, Racine dans Ariste, Molière dans Gélaste. Saint-Marc-Girardin d'abord voit Racine dans Acante, Molière dans Ariste, Boileau dans Gélaste ; puis il formule l'opinion que c'est Racine que représente Acante, Boileau Ariste, Molière Gélaste. Moland se range d'abord à son avis, puis s'en écarte définitivement.

Quelle psychologie rudimentaire a pu faire écarter l'identification de Gélaste et de Molière ! Quelques passages pourtant

des propos mis dans la bouche de Gélaste indiquent avec la plus complète évidence ce qu'il faut conclure. Gélaste plaide la cause de la comédie, qu'il préfère à la tragédie : « Et vraiment, puisque vous voulez que je discoure de la comédie et du rire en philosophe platonicien, j'y consens : faites-moi seulement la grâce de m'écouter. Le plaisir dont nous devons faire le plus de cas est toujours celui qui convient le mieux à notre nature ; car c'est s'unir à soi-même que de le goûter. Or y a-t-il rien qui nous convienne mieux que le rire ? Il n'est pas moins naturel à l'homme que la raison : il lui est même particulier ; vous ne trouverez aucun animal qui rit et en rencontrerez quelques-uns qui pleurent ». — Voilà bien le langage de l'auteur de ces comédies, qui excitent depuis trois siècles ou presque un rire intarissable. Et remarquez bien ces mots « raison, nature » : ils équivalent à la signature de Molière.

On a repoussé cette interprétation, parce qu'à la fin du livre un soupir, arraché à Acante par un passage trop tendre de la lecture, éveille chez Gélaste un sourire railleur ! On a dit : Molière n'était jamais gai ; toute sa vie il fut pessimiste : ce sourire ne peut lui appartenir. Mais qui ne voit que cette façon d'unifier à l'excès le tempérament de nos grands auteurs est le fait d'une psychologie par trop élémentaire ? Parce que Molière a été appelé le contemplateur, on veut qu'il n'ait jamais été gai. Pour nous, nous considérons que l'identification de notre grand comique et de Gélaste est absolument fondée.

Psyché est peut-être la pièce de Molière la plus parfaite au point de vue dramatique. Le plan est un des plus hardis qu'il ait conçus, dit Moland. La grande scène du II^e acte, où le roi conduit à la fois les fiançailles et le deuil de sa fille, peut être regardé comme ce qu'il a écrit de plus touchant dans le genre élevé. Molière a-t-il fait résonner dans ses plaintes un écho d'un deuil personnel ? Il serait, sans doute, téméraire de l'affirmer.

Au moment où il collabora à *Psyché*, Corneille avait 65 ans ; il mit 15 jours à composer les scènes qui sont de lui. La déclaration de l'Amour à Psyché, remarque Voltaire, passe encore pour être un des morceaux les plus tendres et les plus naturels qui soient au théâtre. Il y a, dans toutes les scènes que l'on doit au vieux poète tragique, une délicatesse, une suavité, une mollesse de style qu'il n'avait jamais possédées à un pareil degré, même au temps de sa jeunesse. La langue dont il use est noble, souple, harmonieuse. Des trois collaborateurs, Corneille est certainement le plus lyrique : il est vrai toutefois de dire que les parties qu'il traita comportaient aussi plus de lyrisme. Malgré tout, comment

expliquer pareil rajeunissement ? Poursuivons l'histoire de la pièce ; nous en trouverons la raison.

Ce qui revient à Quinault, ce sont les paroles qui se chantent en musique : le début du prologue et les intermèdes. Tout cela est sans originalité. Lulli, lui, composa la plainte italienne du 1^{er} intermède.

A cette représentation splendide, le rôle de Psyché était tenu par M^{lle} Molière. Le succès de l'œuvre revint, pour une grande part, à Armande ; c'est ce que témoigne Robinet :

Pour Psyché, la belle Psyché
Par qui maint cœur est alléché,
C'est Mademoiselle Molière,
Dont l'air, la grâce, la manière,
L'esprit et maints autres attraits
Sont de vrais séraphiques traits,
Et qui d'ailleurs, je vous l'avoue,
Divinement son rôle joue.

Psyché fut le point de départ de beaucoup d'accusations contre Armande. Le libelle intitulé *la Fameuse Comédienne* répandit la légende de la liaison de la femme de Molière avec Baron, qui tenait le rôle de l'Amour et qui eut un grand succès. Robinet et Titon du Tillet contribuèrent à accréditer ce bruit des complaisances d'Armande à l'amour qu'on lui aurait témoigné. La conclusion est très difficile à prendre et il vaut mieux douter, tant qu'on n'a aucune raison précise de croire à ces accusations.

Un inventaire de 1673 décrit les costumes de M^{lle} Molière dans *Psyché* : « Une jupe de voile d'or garnie de trois dentelles d'argent, avec un corps en broderie et garni d'un tonnelet et manches d'or et d'argent fin ; une autre jupe de voile d'argent, dont le devant garni de plusieurs dentelles d'argent fin, avec une mante de crêpe garnie de pareille dentelle et une autre jupe de moire vert et argent garnie de dentelle fausse, avec le corps en broderie ; le tonnelet et les manches garnis d'or et d'argent fin ; une autre jupe de taffetas d'Angleterre bleu garni de quatre dentelles d'argent fin : prisé le tout ensemble 250 livres. Trois bouquets de plumes, etc. »

Par là, nous revenons à Corneille : le grand poète sexagénaire a collaboré à *Psyché* par complaisance pour Molière qui le jouait, alors que Racine faisait applaudir ses tragédies à l'Hôtel de Bourgogne, en même temps que par tendresse admirative pour sa femme. Ce sentiment de Corneille pour M^{lle} Molière nous est attesté par deux textes contemporains :

En 1672, le grand Corneille fit représenter *Pulchérie*. Or Fonte-

nelle, neveu de Corneille, affirme que le poète « s'est dépeint lui-même avec bien de la force, dans Martian, qui est un vieillard amoureux ». Ce rôle de Martian, vieux sénateur, ministre d'Etat sous Théodose le jeune, est un rôle très beau où la passion s'exprime avec une touchante éloquence :

MARTIAN.

Pour ne prétendre rien on n'est pas moins jaloux,
Et ces désirs, qu'éteint le déclin de la vie,
N'empêchent pas de voir avec un œil d'envie,
Quand on est d'un mérite à pouvoir faire honneur
Et qu'il faut qu'un autre âge emporte le bonheur.
Que le moindre retour vers nos belles années
Jette alors d'amertume en nos âmes gênées ! etc.

(Acte II, scène II.)

Et, plus loin, Martian s'adressant à Pulchérie :

C'est donc à moi, Madame, à confesser mon crime.
L'amour naît aisément du zèle et de l'estime,
Et l'assiduité près d'un charmant objet
N'attend point notre aveu pour faire son effet.

Il m'est honteux d'aimer, il vous l'est d'être aimée
D'un homme dont la vie est déjà consumée,
Qui ne vit qu'à regret depuis qu'il a pu voir
Jusqu'où ses yeux charmés ont trahi son devoir.
Mon cœur, qu'un si long âge, mettait hors d'alarmes
S'est vu livré par eux à ces dangereux charmes :
En vain, Madame, en vain je m'en suis défendu ;
En vain, j'ai su me taire après m'être rendu :
On m'a forcé d'aimer, on me force à le dire.
Depuis plus de dix ans, je languis, je soupire
Sans que, de tout l'excès d'un si long déplaisir,
Vous ayez pu surprendre une larme, un soupir ;
Mais, enfin, la langueur qu'on voit sur mon visage
Est encor plus l'effet de l'amour que de l'âge...

(Acte V, sc. 3.)

Le second texte est de Robinet : *Lettre en vers à Monsieur*, du 26 novembre 1672, écrite le lendemain de la première représentation de *Pulchérie* :

... L'auteur a fait ce poème
Par l'effet d'une estime extrême
Pour la merveilleuse Psyché,
Par qui chacun est alléché
Ou Mademoiselle Molière,
Qui, de façon si singulière
Et bref avecque tant d'appas
Qui font courir les gens à tas,

Encor maintenant représente
Ladite Psyché si charmante.

Cette passion, très vraisemblable, est omise par beaucoup d'historiens, notamment par mon éminent collègue, M. Emile Faguet, dans son piquant volume *Amours d'hommes de lettres*, où un chapitre est consacré à Corneille amoureux. Et cependant le fait semble bien authentique. Il est bien difficile de comprendre la chose autrement : Corneille destinait à M^{lle} Molière le rôle de Pulchérie, charmé de son succès dans Psyché. Mais elle ne joua pas ce rôle, car la pièce fut donnée au Marais.

Corneille avait déjà utilisé des contes gracieux pour des pièces à spectacles, telle *Andromède* (1650) et la *Toison d'or* (1660), féeries pompeuses, admirablement « coupées pour la scène ». Corneille fut certainement tenté par la fable de Psyché. « Il y a mis, a dit M. Jules Lemaître, tout son été de la Saint-Martin ». La déclaration de Psyché, la réponse de l'Amour, l'effusion de Psyché délaissée :

Source de tous les biens, inépuisable et pure,
Maître des hommes et des dieux,

tout cela est d'un lyrisme délicat et charmant.

Plus loin, quand Psyché interroge Cléomène pour savoir où Cupidon demeure, celui-ci répond :

Dans les bois toujours verts, où d'amour on respire,
Aussitôt qu'on est mort d'amour ;
D'amour on y revit, d'amour on y soupire...

« A certains moments et sans qu'il y ait peut-être songé, Cupidon devient le grand Eros, par qui l'Univers se meut et la vie se propage ; nous nous rappelons soudain que la petite princesse Psyché, c'est l'âme humaine, et, à travers la féerie galante semée de ballets, la grandeur du mythe primitif apparaît comme un éclair. Ecoutez, c'est Eros qui parle :

J'ai pleuré, j'ai prié ; je soupire et menace,
Et perds menaces et soupirs.
Elle ne veut pas voir que de mes déplaisirs
Dépend du monde entier l'heureuse ou triste face,
Et que, si Psyché perd le jour,
Si Psyché n'est à moi, je ne suis plus l'Amour.
Oui, je romprai mon arc, je briserai mes flèches,
J'éteindrai jusqu'à mon flambeau,
Je laisserai languir la Nature au tombeau.

« Et c'est juste au moment, observe le même pénétrant critique, où Corneille rencontrait ces accents nouveaux, où son génie s'attendrissait, s'élargissait et semblait rajeuni, que Corneille se retira définitivement du théâtre. » — Et, de fait, quelle variété infinie, quelle souplesse merveilleuse, quelle perpétuelle jeunesse dans le génie du grand Corneille !

M. Faguet (*Amours d'hommes de lettres*, p. 75 et suivantes) observe qu'après sa passion pour la Du Parc, Corneille ose faire une chose que personne peut-être avant lui n'avait tentée : il ose mettre à la scène, dans des tragédies et dans des rôles sympathiques, des vieillards amoureux et quelquefois aimés. Jusque-là, le vieillard amoureux avait été un personnage de comédie, ridicule et burlesque. Déjà dans *Sertorius* (1662), Corneille avait montré par le personnage de Viriate, reine de Lusitanie, comment une jeune femme peut aimer un vieillard, à la condition qu'il soit illustre. Je rappelle que c'est le thème aussi des fameuses *Stances à la Marquise*. En 1663, dans *Sophonisbe*, Syphax n'est pas aimé ; mais il est terriblement amoureux et il peint son amour malheureux à Lælius en termes touchants, qui sentent la littérature personnelle. Dans la même pièce, Massinissa, d'âge mûr, plaide, lui aussi, pour le droit à l'amour chez les hommes âgés. Dans *Psyché*, enfin, il n'y a pas de vieillard amoureux ; mais il y a des vers d'amour exquis.

Pulchérie fut très bien accueillie. La pièce d'ailleurs contient des beautés remarquables. Il suffit de citer la scène première de l'acte II. Jamais le devoir n'a parlé un plus noble langage. La grandeur d'âme du vieux Martian, qui se sacrifie, va même jusqu'à faire entendre que ce dévouement et cet héroïsme sont les meilleures garanties du bonheur. L'optimisme naît précisément de cet effort douloureux que réclame le devoir à accomplir.

La vie et les œuvres de Sénèque

Cours de M. JULES MARTHA,

Professeur à l'Université de Paris.

Le traité « des Bienfaits » (suite).

Nous avons vu que Sénèque, dans les trois premiers livres du traité *des Bienfaits*, examinait ce que c'est que le bienfait, quelles sont les circonstances dans lesquelles il faut donner, comment il faut donner et recevoir, à qui il faut donner, ce que c'est que l'ingratitude et quels sont les moyens de l'éviter. Le quatrième livre, que nous devons étudier aujourd'hui, traite de questions très importantes : faut-il être bienfaisant et reconnaissant uniquement parce que ces actions doivent être recherchés pour elles-mêmes, ou au contraire parce qu'on espère en retirer quelque profit ? Faut-il donner à tout le monde, et notamment à l'ingrat ? Doit-on toujours se montrer reconnaissant envers toutes sortes de personnes ?

La première de ces questions est celle que Sénèque développe le plus longuement. De toutes les questions que nous avons examinées, écrit-il, il n'en est pas qui doive être traitée avec plus de soin, il n'en est pas de plus importante : la bienfaisance et la reconnaissance doivent-elles être recherchées seulement pour elles-mêmes ? La question se pose, parce que les philosophes ne voient que l'utile dans l'honnête, et ne distinguent pas le profit de la vertu. La vertu sans profit n'a pas de charme pour eux ; tandis que Sénèque trouve qu'elle n'a plus de prix, s'il y a en elle quelque chose d'intéressé et de vénal. Pour les stoïciens, loin de séduire par l'attrait du bénéfice, la vertu ordonne qu'on fasse pour elle des sacrifices. Elle veut qu'on foule aux pieds toute considération étrangère pour la suivre partout fidèlement. En certains cas, il peut toutefois arriver que la pratique de la vertu s'allie avec un avantage immédiat. Ce ne sont pas choses absolument inconciliables ; mais le sage sait que le profit n'est qu'un accessoire. La récompense des choses honnêtes réside en elles-mêmes, non dans l'avantage qu'elles peuvent parfois amener avec elles. Donc, puisque la bienfaisance est une vertu, et que la vertu doit être

recherchée pour elle-même, il ne faut pas qu'à la bienfaisance se mêlent des considérations d'intérêt et de plaisir.

Ici, dit Sénèque, nous avons à combattre les épicuriens, qui font de la sagesse au milieu des festins. Ils voient dans la vertu l'instrument du plaisir. Elle leur obéit et se place au-dessous d'eux. Mais, répond Sénèque, il y a là plus qu'une vaine question de préséance. L'essence même de la vertu est menacée, si on la met au second rang. C'est, en effet, à elle qu'il appartient de commander et de se tenir à la place d'honneur. Non seulement la vertu ne doit pas être subordonnée au plaisir, mais même elle ne doit pas en être rapprochée. Car, loin de s'associer au plaisir, la vertu semble suivre de préférence le travail, la douleur et les épreuves.

Par conséquent, le bienfait étant une vertu, il est mal de donner pour autre chose que pour donner. Ainsi on commettra une faute, si on accomplit un acte de bienfaisance dans l'espoir de recouvrer un autre bienfait. Car alors on donnera, non au plus digne, mais au plus riche ; tandis que la sagesse conseille de préférer le pauvre au riche. La bienfaisance ne doit pas avoir égard à la fortune. D'ailleurs, si l'intérêt seul conseillait la bienfaisance, ceux qui ont le plus de ressources et qui doivent par conséquent être aussi les plus généreux, ne donneraient rien, puisqu'ils n'ont pas besoin qu'on les paye de retour. Ainsi les riches et les rois, qui n'ont pas besoin de l'aide des autres, ne seraient pas bienfaisants. Les dieux mêmes ne nous dispenseraient pas ces présents sans nombre, qu'ils nous font à chaque instant ; car leur nature est parfaite : ils se suffisent à eux-mêmes et trouvent en eux toutes leurs ressources. Ce n'est pas un bienfait, c'est un placement que de chercher son intérêt en faisant du bien. Si les dieux se laissaient guider par l'intérêt, ils ne nous feraient donc aucun bien, puisqu'ils n'ont rien à attendre des hommes.

On a fait à cet argument l'objection suivante. — Il est vrai que les dieux ne nous accordent pas de bienfaits. Indifférents à notre sort, ils ne songent nullement au monde ; ils font toute autre chose, ou plutôt, ce qui est d'après Epicure le souverain bonheur, ils ne font absolument rien. — Mais le simple bon sens proteste contre cette théorie : qui ne voit partout les hommes supplier le ciel, lui adresser des vœux et des prières ? Comment songer que tous les mortels soient à ce point insensés, qu'ils invoquent des divinités sourdes à leurs demandes ? S'ils font ces supplications, c'est qu'ils ont éprouvé que les dieux n'y sont pas insensibles ; c'est qu'ils ont déjà reçu leurs bienfaits. Il n'y a pas

d'homme, si infortuné et si maltraité par le sort qu'il puisse être, qui n'ait souvent éprouvé cette munificence de la divinité. Même ceux qui se plaignent d'être déshérités des présents du ciel ont reçu beaucoup des dieux. Comptera-t-on pour rien la vie qu'ils nous ont donnée ? D'où nous viennent tous les biens que nous possédons, sinon d'un cadeau de la divinité ? Les dieux nous ont comblé de tout ce qui peut, non seulement satisfaire nos besoins les plus impérieux, mais encore nous faire plaisir. Tous ces arbres qui portent des fruits savoureux, tous ces animaux qui peuplent la terre et les eaux, ces fleuves qui font à nos champs une agréable ceinture, ou qui transportent au loin nos marchandises, ou qui fécondent par leurs débordements le sol desséché, cet espace immense de terres préparées pour recevoir les semences, cela ne nous est-il pas donné par les dieux ? On fait grand cas d'une petite somme d'argent ou d'une pierre précieuse. Que dira-t-on de ces métaux enfouis dans le sol par la divinité, de ces gisements de pierres jamais épuisés ? D'où vient l'air que nous respirons ? D'où viennent la lumière, le sang, les odeurs agréables, le repos ? C'est Dieu qui met à notre disposition des troupeaux entiers et des pâturages pour les nourrir ; c'est Dieu qui inspire jusqu'aux inventions de l'esprit humain, car on ne peut dire d'aucune qu'elle nous appartient en propre.

Mais, dira-t-on, c'est la nature qui nous donne tous ces biens. Simple question de mots, répond Sénèque. Ne voit-on pas qu'on ne fait que changer le nom de Dieu ? La nature est-elle autre chose que Dieu ? Qu'on appelle Dieu la nature, ou Jupiter, ou le destin ; tous les noms qu'on lui donnera seront convenables : ce ne sont que des façons diverses de marquer quelqu'un de ses attributs. Dieu est Liber, parce qu'il est le père de toutes choses ; il est Hercule, parce que sa force est invincible ; il est Mercure, parce qu'il est le principe de la raison et de la science. La nature n'existe donc pas sans Dieu, ni Dieu sans la nature. Le créancier est toujours le même, qu'on l'appelle par un de ses noms ou par l'autre.

Il est donc superflu de poursuivre plus longtemps cette discussion : il est établi que le bienfait doit être donné pour lui-même et qu'il faut considérer, non son propre avantage, mais uniquement l'intérêt de celui qui reçoit.

Mais, objectera-t-on encore, vous dites cependant qu'il faut choisir avec soin, ceux à qui nous donnons. Nous consultons donc notre intérêt ; de même que, en semant et en labourant, nous nous gardons de perdre notre peine sur des terrains stériles. Mais cette objection ne porte nullement ; en effet, s'il faut que le bienfaiteur

choisisse la personne à qui il donnera, ce n'est pas dans l'espoir d'un retour, c'est uniquement pour qu'il y ait bienfait ; car, si on donne à un infâme, il n'y a ni bienfait ni action vertueuse. D'ailleurs, on choisit non celui qui rendra, mais celui qui sera reconnaissant. Or on peut être reconnaissant sans rendre, et ingrat en rendant. Par conséquent, le sage, dans le bienfait, n'ambitionne ni profit, ni plaisir, ni gloire : il donne pour faire son devoir.

Puisqu'il a été question d'un choix à faire, d'après quelles règles sera-t-il fait ? Le sage choisira un homme intègre, qui ait de la mémoire et de la reconnaissance. Il n'est pas nécessaire qu'il soit riche et qu'il ait de quoi s'acquitter. Il n'est pas nécessaire qu'il soit dans une situation qui lui permette de nous rendre service à son tour. C'est ainsi que nous offrons nos secours à des étrangers que nous ne reverrons jamais. C'est ainsi que, au moment où nous nous disposons à mourir, nous répandons par testament des bienfaits qui ne nous profiteront pas. Et c'est précisément à ce moment, où le bien seul, et non la cupidité, règle notre décision, que nous pesons nos jugements avec le plus de soin. Il nous arrive de rendre service à nos risques et périls : ainsi nous défendons un voyageur attaqué par des brigands, nous secourons un accusé succombant sous la cabale, au risque de détourner sur nous les coups des intrigants.

Ainsi l'on donne parce que c'est un devoir pour l'homme de donner, parce que donner c'est remplir le but qui nous a été attribué ici-bas. Que les Epicuriens recherchent les ombrages, les festins, les propos badins ; le plaisir du sage, c'est de répandre des bienfaits, même s'ils sont pénibles ou périlleux, même s'il n'y a aucun espoir de retour. La fin des bienfaits est de servir celui qu'on oblige, non de nous servir nous-mêmes. Tout bienfait, qui n'est pas désintéressé, cesse d'être un bienfait et devient un marché. Est-ce un bienfait que d'élever des animaux domestiques pour notre usage ? Le bienfait n'est pas l'expression d'une pensée avare ; c'est le résultat d'une intention généreuse et humaine. De même qu'on doit s'abstenir de faire du mal, sans se préoccuper du profit que pourrait donner une mauvaise action ; de même, il ne faut pas se laisser guider par la passion du lucre quand on fait le bien. Les charmes de la vertu doivent être assez puissants pour nous attirer par eux-mêmes. Et, de fait, qui ne voit que c'est une raison de donner davantage que d'avoir déjà donné à quelqu'un ? C'est que nous aimons nos bienfaits, et que nous voulons les augmenter et les multiplier.

Les épicuriens soutiennent encore qu'on est reconnaissant, non parce que c'est honnête, mais parce que c'est utile. La réfutation

de cette erreur est plus facile, car les arguments donnés auparavant par Sénèque gardent ici toute leur valeur. La vertu doit être observée pour elle-même ; or la reconnaissance est une vertu ; par conséquent, la reconnaissance doit être recherchée pour elle-même et non pour une pensée d'intérêt.

Examinons de plus près quels motifs nous poussent à la gratitude. Est-ce l'intérêt ? Mais c'est être ingrat que d'en tenir compte. La vanité ? Quelle gloire y a-t-il à rendre ce qu'on doit ? La crainte ? Mais y en a-t-il pour l'ingrat ? En réalité, la gratitude est la seule chose pour laquelle nous n'ayons pas de loi, car la nature seule y a assez pourvu.

Cela ne veut pas dire qu'il ne puisse y avoir profit à se montrer reconnaissant. Car quelle vertu ne se rencontre pas parfois accompagnée d'une utilité ? Mais une chose est recherchée pour elle-même, lorsque, en dehors des avantages extérieurs qu'elle peut comporter, elle plaît indépendamment d'eux et sans eux.

Voyons les dieux : ils nous distribuent tous les jours les dons les plus précieux, les fruits de la terre, les pluies fécondantes, les vents favorables ; quelle reconnaissance attendent-ils ? Ils n'ont pas besoin de nous. Eh ! bien, nous dit-on, si vous voulez imiter les dieux, donnez aussi aux ingrats. Car le soleil luit pour les criminels comme pour les honnêtes gens, et les mers n'engloutissent pas les pirates de préférence aux bons navigateurs. Peut-on donner à un ingrat, sachant qu'il est ingrat ? Sénèque répond en faisant une distinction assez subtile. Il y a, dit-il, deux sortes d'ingrats, comme il y a deux sortes de méchants. Il y a l'ingrat qui est ingrat parce qu'il est méchant et a par suite tous les vices, ou au moins les germes de tout mal. Il y a ensuite l'ingrat qui a spécialement ce vice en lui. A celui-ci, je n'accorderai pas de bienfait. Ce serait mal faire que de marier sa fille à un brutal, que de confier son patrimoine à un voleur ; de même, c'est très mal placer un bienfait que de le donner à un ingrat.

Mais, dira-t-on, les dieux accordent beaucoup aux ingrats : c'est vrai ; mais leurs bienfaits étaient destinés aux bons. S'ils tombent quelquefois sur les méchants, c'est qu'on ne pouvait pas les mettre à part. Or il vaut mieux faire du bien aux méchants à cause des bons, que de faire du mal aux bons à cause des méchants. Ainsi le jour, le soleil, la pluie, les vents, ont été créés pour tout le monde ; car il était impossible de faire des distinctions. C'est ainsi que les rois, s'ils réservent les honneurs à ceux qui en sont dignes, font des distributions à une foule indigne. Le blé de l'Etat est donné au voleur, au parjure, à l'adultère, comme aux plus honnêtes citoyens. Ainsi il y a des dons

que Dieu a déversés sur l'ensemble du genre humain. Il n'y a d'exclusion pour personne. En effet, il ne pouvait arriver que le vent fût favorable aux bons et contraire aux méchants. Or il était de l'intérêt général de l'humanité que la mer fût ouverte aux navigateurs. Mais les choses qui sont accordées d'après certains mérites ne le sont pas à tout le monde indistinctement : tels sont les honneurs dans une cité. Or le bienfait appartient à cette catégorie : ce n'est pas un de ces biens que tous sont invités à partager sans distinction. Je n'accorderai pas à quelqu'un, que je connais pour être un ingrat, le bienfait qui doit atteindre une personne de mon choix.

Mais, dira-t-on encore, ne donnerez-vous pas un conseil à un ingrat qui vous consultera, ne lui permettrez-vous pas de puiser de l'eau à votre puits, ne lui montrerez-vous pas son chemin s'il est égaré ? Mais il s'agit de distinguer. Un bienfait est une chose utile ; mais il n'est pas vrai que toute chose utile soit un bienfait. Il y en a qui sont si petites et si insignifiantes, qu'elles ne méritent pas le nom de bienfaits. Deux choses, d'après Sénèque, sont nécessaires pour qu'il y ait vraiment bienfait : en premier lieu, il faut que l'acte ait une certaine importance. Qui appellera bienfait un morceau de pain, une vile monnaie, le droit d'allumer du feu ? Ces choses peuvent être parfois plus utiles que d'autres plus importantes ; mais leur modicité leur ôte toute leur valeur. En second lieu, il faut une volonté raisonnée d'accorder un bienfait, il faut éprouver du plaisir à l'offrir. Rien de tout cela ne se trouve dans les objets dont il est question. Nous les donnons indifféremment, sans acception des personnes, comme des choses de peu d'importance.

En dehors de cela, on pourra parfois rendre service à l'ingrat, en considération d'autres personnes. C'est ainsi qu'on a vu des gens infâmes vaincre dans la carrière des honneurs des gens honorables, parce que la gloire de leurs ancêtres faisait oublier leurs torts personnels. On donnera de même à l'ingrat, mais non pour lui-même. S'il arrive qu'il y ait incertitude, et qu'on ne sache si la personne qu'on veut obliger est ingrate ou non, il faudra se régler sur la vraisemblance. Si je me trompe, ce n'est pas ma faute : j'ai obligé un ingrat ; mais je croyais obliger un homme reconnaissant.

Mais il peut encore arriver qu'on promette un bienfait à une personne et qu'on découvre ensuite que c'est une ingrate. Que faudra-t-il faire alors ? Si on donne, on a tort de donner à un ingrat ; si on ne donne pas, on pêche encore, parce qu'on ne tient pas sa promesse. Mais, dit Sénèque, une promesse n'est

valable et ne doit être exécutée que si les circonstances sont restées les mêmes au moment de l'accomplir. Ainsi je promets de donner quelque chose à quelqu'un. La république me demande de lui en faire le sacrifice à elle-même. Ma promesse ne peut plus être exécutée, et il n'y a pas de faute, parce que les circonstances ont changé. On ne peut être accusé d'inconstance que si, toutes choses restant les mêmes, on refuse de tenir sa promesse. Or quel plus grand changement peut-il survenir que de découvrir l'ingratitude de celui qu'on voulait obliger ? Cependant, si l'objet promis est de peu d'importance, on pourra néanmoins l'accorder.

Une question analogue se pose à propos de la reconnaissance. Faut-il être toujours reconnaissant ? La misère, ou la trop grande opulence du bienfaiteur peuvent être un obstacle. Que rendrai-je à un riche, à un roi, qui n'ont pas besoin de mes présents ? On ne peut leur offrir que sa bonne volonté et un cœur reconnaissant. Même si je puis rendre, il m'arrivera de ne pas le faire, dans le cas où j'ôterais à moi-même plus que je n'accorderais à mon bienfaiteur.

M. G.

Formation et développement de l'esprit philosophique au XVIII^e siècle.

Cours de M. GUSTAVE LANSON,

Professeur à l'Université de Paris.

La transformation des idées morales (suite). — Fontenelle, M^{me} de Lambert, Baudot de Juilly.

Le mouvement que nous venons d'étudier aboutit à quelques ébauches de morale indépendante, de deux sortes surtout : la morale du bonheur ou du plaisir, et celle de l'intérêt général. Dans de petits écrits, entre 1700 et 1720, nous voyons ces esquisses de morale se préciser. C'est, en effet, dans le cours de ces vingt années que tous ces ouvrages ont été écrits, bien que quelques-uns n'aient été publiés que plus tard.

Je laisserai de côté le *Traité du Bonheur* de Formentin (1706). Je me contenterai aussi de rappeler que des lettres de Ninon et de Saint-Evremond, comme des écrits de ce dernier, se dégagent une morale du plaisir ; que nous en avons, enfin, trouvé quelques éléments dans les *Dialogues* de Fontenelle. — A l'époque où nous arrivons, aux environs de 1700, Fontenelle a écrit un petit traité *Du bonheur*, qui paraîtra en 1724 et qui donne à sa doctrine morale une précision suffisante. Il se définit le bonheur comme l'état où le changement n'est pas désirable ; il estime que ce bonheur ne dépend pas de nous principalement, mais que nous y pouvons cependant quelque chose : nous pouvons supprimer les maux imaginaires ; quant aux maux réels, il est possible de les atténuer en éliminant les circonstances imaginaires. Il faut aussi, pour adoucir les maux, prévoir qu'ils ne seront pas perpétuels. Ici, Fontenelle analyse cette pente de l'âme humaine à se complaire dans sa douleur :

« On a pour les violentes douleurs, je ne sais quelle complaisance qui s'oppose aux remèdes, et repousse la consolation. Le consolateur le plus tendre paraît un indifférent qui déplaît. Nous voudrions que tout ce qui nous approche prît le sentiment qui nous possède ; et n'en être pas plein comme nous, c'est nous faire

une espèce d'offense ; surtout ceux qui ont l'audace de combattre les motifs de notre affliction sont nos ennemis déclarés. Ne devrions-nous pas, au contraire, être ravis que l'on nous fît soupçonner de fausseté et d'erreur des façons de penser qui nous causent tant de tourments ?

« Enfin, quoiqu'il soit fort étrange de l'avancer, il est vrai cependant que nous avons un certain amour pour la douleur, et que, dans quelques caractères, il est invincible. Le premier pas vers le bonheur serait de s'en défaire, et de retrancher à notre imagination tous ses talents malfaisants, ou du moins de la tenir pour suspecte. Ceux qui ne peuvent douter qu'ils n'aient toujours une vue saine de tout, sont incurables ; il est bien juste qu'une moindre opinion de soi-même ait quelquefois sa récompense.

« N'y aurait-il pas moyen de tirer des choses plus de bien que de mal, et de disposer son imagination de sorte qu'elle séparât les plaisirs d'avec les chagrins, et ne laissât passer que les plaisirs ? Cette proposition ne le cède guère en difficulté à la pierre philosophale ; et, si on les peut exécuter, ce ne peut être qu'avec le meilleur naturel du monde et tout l'art de la philosophie (1). »

Il ne faudra pas demander trop de bonheur, mais s'appliquer à apprécier ce que l'on a, à ne pas mépriser les petits plaisirs, à évaluer ce qui est réellement utile au bonheur, pour se détacher de ce qui est inutile. Il arrive ainsi à proposer une sorte d'arithmétique des plaisirs, dont chaque homme devra être capable :

« Quels seront les objets extérieurs auxquels nous laisserons des droits sur nous ? Ceux dont il y aura plus à espérer qu'à craindre. Il n'est question que de calculer, et la sagesse doit toujours avoir les jetons à la main. Combien valent ces plaisirs-là, et combien valent les peines dont il faudrait les acheter, ou qui les suivraient ? On ne saurait disconvenir que, selon les différentes imaginations, les prix ne changent, et qu'un même marché ne soit bon pour l'un et mauvais pour l'autre. Cependant il y a, à peu près, un prix commun pour les choses principales, et de l'aveu de tout le monde, par exemple, l'amour est un peu cher : aussi ne se laisse-t-il pas évaluer (2). »

Il faut aussi appliquer son attention aux plaisirs simples et savoir les goûter ; ils sont à la fois plus faciles, plus sûrs, plus durables. L'idée de vivacité est exclusive de durée ; elle lui est inversement proportionnelle. Il ne faut pas augmenter le volume de sa personne, être bien avec soi-même, etc. — Tout cela,

(1) *Œuvres*, éd. 1790, t. V, p. 338-339.

(2) *Ibid.*, p. 345.

dira-t-on, n'est pas très neuf. On y reconnaît les lieux communs des moralistes antiques. Mais lisez les traités de Fontenelle : vous verrez qu'il a su cueillir la fleur de ces traités de morale, que rien, en lui, ne sent l'érudition. Vous verrez combien c'est moderne, simple, sobre, sincère : ce sont les confidences d'un homme heureux expliquant comment il s'est fait heureux, du bonheur d'un homme de compagnie qui aurait déjà dépassé la cinquantaine. On n'y trouve aucune marque de religion, pas même de déférence extérieure envers elle : on sent qu'il n'emprunte plus rien pour son bonheur aux croyances religieuses. Si on était tenté de taxer d'épicurisme ces leçons, par lesquelles il enseigne à cueillir et à faire durer les plaisirs, et si l'on trouvait qu'elles enferment une morale faible, il faudrait remarquer combien il demande d'activité à l'homme. L'art d'être heureux, c'est l'art de vouloir être heureux, d'être maître de sa réflexion, de son imagination, de ses plaisirs : sa morale est une morale d'énergie et d'action.

*
* *

Avec M^{me} de Lambert, nous ne quittons pas le monde de Fontenelle. Elle a un grand souci de ne pas choquer les convenances du monde, de rester dans la décence, la modestie de son sexe, jusqu'à paraître même un peu timide. Elle est moins hardie que Fontenelle ; mais, à regarder avec attention cette morale d'une femme du monde, on y voit quelque chose de très hardi : elle ne s'adresse qu'à elle-même, sans demander conseil à l'Église pour décider la direction de sa vie. — Vous pouvez consulter à son sujet une notice de Fontenelle, contenue dans ses œuvres, à la fin des éloges des académiciens ; Sainte-Beuve, dans ses *Lundis*, aux tomes III et IV ; une étude de Giraud, en 1881, sur le salon de M^{me} de Lambert. — Je citerai d'après la petite édition de ses *Œuvres morales* donnée par M. de Lescure en 1883.

Elle publia notamment les *Avis d'une mère à son fils* en 1726, les *Avis d'une mère à sa fille* en 1728, et un petit traité *De la Vieillesse*. M^{me} de Saint-Lambert, avec beaucoup de modération, sans un mot qui détonne, recommande à son fils, et même à sa fille, de se conduire par la raison :

« La raison n'ose se montrer où règne l'imagination. Nous ne voyons que comme il lui plaît ; les gens qu'elle gouverne savent ce qu'elle fait souffrir. Ce serait un heureux traité à faire avec elle que de lui rendre ses plaisirs, à condition qu'elle ne vous ferait

point sentir ses peines ; enfin rien n'est plus opposé au bonheur qu'une imagination délicate, vive et trop allumée.

« Donnez-vous une véritable idée des choses ; ne jugez point comme le peuple ; ne cédez point à l'opinion ; relevez-vous des préjugés de l'enfance. Quand il vous arrive quelque chose, tenez la méthode suivante, je m'en suis bien trouvée. Examinez ce qui fait votre peine ; écarterez tout le faux qui l'entoure et tous les ajoutés de l'imagination, et vous verrez que souvent ce n'est rien, et qu'il y a bien à rabattre. N'estimez les choses que ce qu'elles valent (1). »

Elle loue la philosophie moderne, et n'en a pas peur pour sa fille : « Je ne blâmerais pas même un peu de philosophie, surtout de la nouvelle, si on en est capable : elle vous met de la précision dans l'esprit, démêle vos idées, et vous apprend à penser juste (2). » Cette philosophie nouvelle, c'est celle de Descartes et celle de son ami Fontenelle. — Elle demande de vivre selon la raison : « Nous ne vivons comme nous devons que quand nous vivons selon la raison, car ce qui s'appelle *nous*, c'est notre raison (3). » — Dans un passage où elle fait l'éloge des vertus chrétiennes, elle reconnaît la réalité des vertus morales, et c'est déjà beaucoup, même en mettant au-dessus, comme elle le fait, les vertus chrétiennes. Sous le nom de vertus morales, elle désigne un certain nombre de sentiments qui rendent inutiles les vertus chrétiennes. Quel besoin de vertu chrétienne, par exemple, quand on a le sentiment de l'humanité : « L'humanité ne vous fait-elle point sentir le besoin de secourir vos semblables ? Les bons cœurs sentent l'obligation de faire du bien plus qu'on ne sent les autres besoins de la vie (4). » Quel besoin de rappeler son fils ou sa fille au sentiment de la fraternité chrétienne, si l'humanité doit les conduire au sentiment de l'égalité : « Dans un empire où la raison serait la maîtresse, tout serait égal, et l'on ne donnerait de distinction qu'à la vertu. L'humanité souffre de l'extrême différence que la fortune a mise d'un homme à un autre. C'est le mérite qui doit vous séparer et du peuple, et non la dignité ni l'orgueil (5) ».

Elle reconnaît en outre comme qualités de l'esprit certaines choses que la morale chrétienne taxe de concupiscence. Par exemple, la concupiscence des yeux, la curiosité : « N'éteignez point en vous le sentiment de la curiosité ; il faut seulement le

(1) P. 73.

(2) P. 68.

(3) *Traité de la vieillesse*, p. 128.

(4) *Avis d'une mère à son fils*, p. 17.

(5) *Ibid.*, p. 36.

conduire et lui donner un bon objet. La curiosité est une connaissance commencée, qui vous fait aller plus loin et plus vite dans le chemin de la vérité ; c'est un penchant de la nature qui va au-devant de l'instruction (1). »

Elle rejette l'humilité qui procède de trop de défiance de soi-même. Elle admet la gloire (c'est-à-dire l'orgueil : *libido domi-nandi*) comme un mobile d'action pour un homme : « La gloire et la vertu ont leurs délices ; elles sont la volupté de l'âme et du cœur (2). » Voici comment elle définit la conscience : « Par le mot de conscience, j'entends ce sentiment intérieur d'un honneur délicat, qui vous assure que vous n'avez rien à vous reprocher (3). » Elle insiste, sans craindre de favoriser l'orgueil, sur ce sentiment de la dignité personnelle : « Il faut vivre respectueusement avec soi-même (4). » Elle pose l'intérêt que nous avons à être vertueux, sans se piquer de prêcher le désintéressement de la vertu. Sans doute, il faut aimer la vertu pour elle-même ; mais elle ne laisse pas ignorer à ses enfants qu'il y a des sanctions terrestres de la vertu. Elle ne laisse pas croire à sa fille que la morale doive aller contre la nature : « La morale n'a pas pour objet de détruire la nature, mais de la perfectionner (5). » Toute la morale tient dans ces deux qualités humaines, justice et vérité : « J'ai cru que la plupart des désordres de la vie venaient des fausses opinions ; que les fausses opinions donnaient des sentiments déréglés, et que, quand l'esprit n'est pas éclairé, le cœur est ouvert aux passions ; qu'il faut avoir des vérités dans l'esprit qui nous préservent de l'erreur ; qu'il faut avoir des sentiments dans le cœur qui le ferment aux passions. Quand vous connaîtrez la vérité et que vous aimerez la justice, toutes les vertus seront en sûreté (6). » La justice qu'elle demande, c'est l'amour de l'ordre : « Il vous donnera la justice, et la justice assure toutes les vertus (7). » Nous voilà près de Malebranche. Dans le *Traité de la Vieillesse*, elle reconnaît la nécessité de se soumettre aux lois de la nécessité, c'est-à-dire à l'ordre du monde (8). On trouve dans ce passage un accent vraiment stoïcien.

Quant à la religion, elle n'est pas oubliée ; mais elle semble

(1) *Avis d'une mère à sa fille*, p. 67-68.

(2) *Ibid.*, p. 41.

(3) *Ibid.*

(4) *Traité de la vieillesse*, p. 129.

(5) P. 78.

(6) P. 84.

(7) *Avis d'une mère à son fils*, p. 13.

(8) P. 142.

être un décor un peu extérieur de la vie telle que la règle M^{me} de Lambert. Son Dieu est déjà le Dieu de Rousseau, l'Etre suprême : « Au-dessus de tous ces devoirs, est le culte que vous devez à l'Etre suprême (1). » Quel est ce culte ? Ce n'est pas le culte de Rousseau ni de Chateaubriand, mais c'est un culte du cœur : « La religion est un commerce établi entre Dieu et les hommes, par la grâce de Dieu aux hommes, et par le culte des hommes à Dieu. Les âmes élevées ont pour Dieu des sentiments et un culte à part, qui ne ressemble point à celui du peuple : tout part du cœur et va à Dieu (2). » Cela pourrait avoir un sens très orthodoxe ; mais d'autres passages nous obligent à donner à celui-ci la signification que l'essentiel est un sentiment philosophique de piété envers l'Etre suprême. On trouve, dans le *Traité de la Vieillesse*, des formules qui ne sont pas ironiques, mais qui en ont l'air : « La dévotion est un sentiment décent dans les femmes, et convenable à tous les sexes. La vieillesse sans religion est pesante (3). » Ce n'est pas chaud, évidemment, et l'on conçoit que cette morale excitât quelques scrupules chez Fénelon. Avec ce rationalisme précis que je viens d'essayer de vous montrer, elle se défie de l'enthousiasme, du sentiment, au point qu'elle va jusqu'à écrire : « Approuvez, mais admirez rarement : l'admiration est le partage des sots (4). » Ainsi le sage approuve, mais n'admire pas : c'est le sentiment de Fontenelle et de Shaftesbury.

Telles sont les idées de M^{me} de Lambert. Nous y trouvons un curieux mélange de Plutarque, de Sénèque, de Marc-Aurèle, de l'Ecriture, des Pères, de Pascal, de Malebranche, etc. C'est un stoïcisme tempéré, un déisme naturaliste s'enveloppant quelquefois de christianisme. Ce qu'elle garde surtout du christianisme, c'est un goût très vif de la vie intérieure, de l'analyse psychologique, le désir d'atteindre à la paix de l'âme par le repliement de l'attention sur elle-même.

*
* *

A côté de M^{me} de Lambert, d'autres vont plus loin. Quand Ninon de Lenclos disparaît, elle laisse un groupe d'amis qui continuent sa pensée. Ce sont surtout des abbés comme Gédoyen, de Châteauneuf, etc. Dans le voisinage de M^{me} de Lambert, nous trouvons encore Baudot de Juilly, né en 1678, mort en 1757. Je ne sais trop

(1) P. 13.

(2) *Ibid.*

(3) P. 140.

(4) *Avis à sa fille*, p. 95.

ce qu'il fut. On trouve cependant quelques documents sur lui aux Archives (P. 2399-2410-2414). Il fut fonctionnaire des finances. Il a écrit un *Dialogue entre MM. Patru et d'Ablancourt sur les plaisirs*, paru en 1700 avec la date 1701 ; le privilège du roi est du 22 août 1700. Cet ouvrage n'eut pas grand succès du côté de l'autorité spirituelle et temporelle ; il fut poursuivi et supprimé.

L'auteur prend texte d'un sermon, et s'étonne de la véhémence avec laquelle le prédicateur « s'est déchaîné contre toutes sortes de plaisirs sans exception (1) ». Il s'ensuit un dialogue entre Patru et d'Ablancourt. Patru déclare que les plaisirs détruisent les vertus, et qu'ils sont contraires à la religion. Mais l'auteur se complaît surtout dans le personnage de d'Ablancourt, qui se fait l'apologiste des plaisirs. Vivre conformément à la nature, dit-il, c'est vivre selon Dieu : « Or il n'y a pas de sentiment plus naturel à l'homme que celui du plaisir, et cela se justifie par mille pensées ; car nous voyons généralement que tous les peuples de la terre, quoique d'ailleurs si différents de mœurs, de climats, de lois et de coutumes, s'accordent pourtant en ce point d'aimer le plaisir. Ils diffèrent quelquefois dans la manière d'en jouir ; mais ils sont très semblables dans l'essentiel (2). » En vertu de la doctrine, qui est sous-entendue, de la bonté de la nature, si le sentiment du plaisir est naturel à l'homme, c'est qu'il vient de Dieu : « Si Dieu nous avait voulu interdire tout à fait la jouissance des choses agréables, il ne nous les aurait pas données avec tant de profusion (3). » — « En bonne foi, conclut-il, croirons-nous que Dieu ait créé tout cela pour nous perdre ? A-t-il peint les fleurs de couleurs si vives et si aimables pour nous empoisonner (4) ? » Il distingue le penchant au plaisir de la mauvaise application du plaisir, qui seule est coupable. Il admet, pour la forme, le péché originel. Il déclare qu'aux noces de Cana Jésus-Christ ne se montra pas ennemi du plaisir, puisqu'il changea l'eau en vin (5). En vertu de ces principes, il réhabilite, dans son deuxième volume, l'amour et la bonne chère : « Un chrétien, dites-vous, ne doit manger que pour la nécessité, et sans y trouver de goût. Oh ! cela se peut, pourvu qu'on ait la langue et le palais d'acier (6). » — « Est-ce un péché de manger des fraises et des melons ? Est-il

(1) T. I, p. 38.

(2) P. 180-181.

(3) P. 192.

(4) P. 192-193.

(5) P. 236.

(6) P. 58.

contre les bonnes mœurs de goûter des pois verts (1) ? » — « Voulez-vous que, si le hasard ou sa condition l'appellent aux lieux où la bonne chère est inévitable, il mange une perdrix qu'on lui aura servie comme si c'était une poule ; ou qu'il goûte d'une bisque comme il ferait d'un potage de lentilles (2) ? »

Remarquons que, déjà, instinctivement, ce jeune homme trouve la méthode de réduction à l'absurde que Voltaire emploiera avec tant de succès. Il résout le mot de plaisir en termes particuliers ; au lieu de dire : la religion interdit les plaisirs, il écrit : elle interdit de manger des melons, des fraises, des bisques, etc. Le bon sens du public est ainsi plus directement intéressé. Pour Baudot de Juilly, le goût de la bonne chère est même une supériorité de l'homme sur l'animal : « Les bêtes... satisfont brutalement à l'avidité d'une nature grossière et aveugle ; mais l'homme est homme en toutes choses ; il l'est à table comme partout ailleurs ; dans les actions qui lui sont communes avec les animaux, il garde je ne sais quel caractère qui le distingue (3). »

Il montre, avec un accent qui, dans le style un peu faible et diffus, a déjà quelque chose de Voltaire, que, la nature étant l'œuvre de Dieu, nous ne pouvons nous persuader qu'elle est faite pour nous perdre : « Toute la nature est, pour ainsi dire, un festin où Dieu nous convie, par une bonté inépuisable ; il nous dit : buvez et mangez ; j'ai mis dans tous les mets de quoi flatter votre goût, et dans mes lois des règles pour fuir l'excès. Goûtez l'un, et évitez l'autre (4). »

Puis il passe en revue les autres plaisirs : musique, conversation, raillerie, comédie, etc. Il use de la méthode des écrivains réalistes de l'Angleterre. Si, parmi les plaisirs, il condamne les jeux passionnés, il admet les jeux calmes, qui exercent l'esprit, échecs, tric-trac, hombre, etc. Il fait l'éloge de la campagne, de la nature, par laquelle on s'élève vers Dieu. Il vante aussi l'amitié, les beaux-arts, la méditation, la rêverie, qui sont des plaisirs amis de la raison. — Il y a donc des plaisirs essentiellement raisonnables et bons : « Pour les autres, qui paraissent plus dangereux, il y a, comme je vous ai fait voir, un art et une méthode d'en jouir sans se perdre (5). » Il n'est pas partisan de l'ascétisme : « Mettant à part la religion, pour un moment, la raison naturelle et notre intérêt seul devraient ne nous laisser jamais abandonner

(1) P. 61.

(2) P. 62.

(3) P. 63.

(4) P. 73-74.

(5) P. 262, 263.

la modération (1). » — Il conclut donc qu'on pourrait, sans inconvénient, adoucir la vie, en cueillant à l'occasion les plaisirs qui s'offrent à nous : « Soyons gens de bien, aimons Dieu, chérissons le prochain, assistons les malheureux, soyons simples et droits, et, après cela, moquons-nous de ceux qui ne veulent pas que, pour soulager notre misère, nous goûtions en passant quelques légères douceurs (2). »

Tel est le traité de Baudot de Juilly. Comme vous voyez, il est très modéré ; il a même l'air d'un enchaînement de lieux communs naïfs. Cette naïveté n'est qu'apparente : l'auteur prend un à un tous les plaisirs dont en fait un honnête homme, même s'il est religieux, ne croit pas devoir s'abstenir. En exposant ainsi tous les plaisirs dont la conscience de son temps ne se fait pas scrupule, il engage les lecteurs à se dire qu'une morale qui les condamne ne peut être une morale réelle. Il fait éclater que la conscience ne peut accepter ces commandements absolus, cet ascétisme rigoureux. Si l'on veut accorder ses maximes et ses actes, il faut laisser de côté la morale des prédicateurs, accepter la morale de l'honnête homme qui s'accommode des plaisirs passagers de cette vie.

(1) P. 263, 264.

(2) P. 317.

Notes bio-bibliographiques

sur Honoré d'Urfé ⁽¹⁾

I

Biographie.

Honoré d'Urfé fut le cinquième fils de Jacques, premier du nom, et de Renée de Savoie, qui n'eurent pas moins de six fils et de six filles. Il naquit à Marseille, le 11 février 1567 (2); mais on ne peut guère douter, d'après ses propres paroles (dédicace au Lignon de la troisième partie de l'*Astrée*), qu'il n'ait passé ses premières années dans le Forez, au château paternel de La Bastie. Cadet de famille, il devint, tout jeune encore, chevalier de Malte (vers 1580); il portait déjà ce titre quand il était élève de l'Université — ou collège — florissante et réputée que les jésuites dirigeaient alors à Tournon.

Vers 1585, il en sortit pour rentrer à La Bastie. Mais, bientôt, à l'exemple de son frère Anne, il prit part aux luttes politiques et se rangea du côté de la Ligue, sous les ordres du duc de Nemours. Anne eut beau se rallier au roi (1593); Honoré lui-même eut beau être emprisonné à Feurs (février 1595), sur de fausses dénonciations et peut-être par l'ordre de son « Maître »; il n'en resta pas moins fidèle au duc de Nemours. Ce dernier mourut le 15 août 1595. Honoré courut alors défendre Montbrison contre les troupes royales; mais, à peine y était-il parvenu, qu'il fut de nouveau jeté en prison, dans des circonstances qu'on ignore (fin de 1595) (3).

(1) Ces notes devaient paraître en appendice à une édition des *Poésies choisies de d'Urfé* (Sansot, éditeur); elles en ont été supprimées par un malentendu. J'ai pensé qu'il ne serait pas inutile de les publier ici.

(2) Il faudrait entendre 1568, si l'on admettait avec Aug. Bernard (*Les d'Urfé*, 1839) que l'ancien style était encore en vigueur, à ce moment-là, dans la Provence.

(3) Entre temps, fut-il aussi prisonnier de Marguerite de Navarre au château d'Usson? en fut-il aimé? et serait-ce là un des motifs de l'antipathie que lui témoigna Henri IV? La chose reste douteuse. En tout cas, dès ce temps-là, il connaissait la reine et lui communiquait ses *Épîtres morales*. (Lettre en tête de ces *Épîtres*.)

Le Forez s'étant soumis au roi, et Henri IV ayant accordé un édit de pacification (janvier 1596), Honoré se retira auprès du duc de Savoie, son parent. Il le servit à la guerre (conquête de la Maurienne), en reçut des charges et des dignités ; puis, vers la fin de l'année, il s'établit à Chambéry, pour y mener une vie plus paisible et s'adonner aux lettres.

Cependant, son frère Anne, qui avait épousé (vers 1574) Diane de Châteaumorand, était las du monde — et peut-être aussi de sa femme, et se préparait à renoncer à l'un comme à l'autre. Dès 1596, il abandonnait à son frère Jacques tous les biens de la maison d'Urfé, dont il était détenteur en vertu de son droit d'aînesse, à charge de pourvoir aux « légats et apanages » de leurs frères et sœurs ; en janvier 1598, il obtenait du pape l'annulation de son mariage, qui n'avait jamais été consommé ; et enfin, en 1599, cette annulation étant devenue définitive, il entra dans les ordres.

C'est vers ce moment-là seulement que Jacques d'Urfé s'acquitta de sa dette envers son jeune frère et lui céda le comté de Châteauneuf-en-Bresse, y compris la terre et le château de Virieu-le-Grand. Cet « apanage » ne suffit pas à consoler Honoré du regret qu'il éprouvait à voir tous les biens que Diane de Châteaumorand avait apportés à sa maison, s'en aller avec elle. Ou, selon d'autres, depuis longtemps il nourrissait pour elle une passion qu'il avait dû réprimer, mais qui, dès lors, devenait innocente. Quoi qu'il en soit, par une double dispense obtenue de Rome (Urbain VIII dit à cette occasion que la famille d'Urfé aurait eu besoin d'un pape pour elle toute seule, tant elle lui donnait d'ouvrage), il put faire rompre ses vœux de chevalier de Malte et épouser son ancienne belle-sœur (1600). C'est une question de savoir si ce mariage fut heureux (1).

(1) Depuis Huet (*Lettre à M^{lle} de Scudéry*), on admettait qu'Honoré avait épousé Diane uniquement par intérêt (Huet allègue même à ce propos le témoignage de « Monsieur d'Urfé », — expression équivoque, qui me paraît, d'après le contexte, désigner non point Honoré lui-même, comme certains l'ont cru, mais seulement son neveu). C'est encore lui qui a dit que les deux époux se séparèrent à l'amiable : Diane, qui avait six ou sept ans de plus que son mari, ne lui ayant pas donné les enfants qu'il désirait, étant devenue fort grosse, ayant toujours été fort sale, et s'entourant continuellement, dans sa chambre et même dans son lit, de grands chiens malpropres.

Les travaux de l'abbé Reure, dans la revue *Diana*, ont remis tout cela en question. Il est certain maintenant qu'Honoré et Diane ne se quittèrent point : en 1604, en 1605, en 1607, en 1608, en 1609, etc., on les voit ensemble à Paris, à Châteaumorand, à Virieu..., et lorsque par hasard un voyage ou

Honoré d'Urfé, dès lors, voyage beaucoup. On le voit à Virieu, à Châteaumorand, à Lorette, à Sinoel, à Turin, à Paris, à Lyon. En 1602, une mésaventure étrange lui arrive : on l'arrête par ordre d'Henri IV, et on perquisitionne chez lui. Relâché, rentré en grâce, il fait plusieurs séjours auprès de la cour, à partir de 1605 (1). En 1612, sa maison est attaquée à main armée par le comte de Saint-Géran, avec qui il se trouvait sans doute en conflit, et il ne semble pas qu'il ait pu obtenir justice. En 1616-1617, il reparait dans les armées du duc de Savoie ; enfin, en 1625, dans une expédition militaire aux environs de Gênes, il fait une chute de cheval, est transporté à Gênes, puis à Villefranche, en Piémont, et il y meurt (1^{er} juin). Son corps fut porté et enseveli à Turin ; mais, plus tard, s'il faut en croire la légende et quelques paroles obscures de Baro, le continuateur de l'*Astrée*, fut transféré au château de La Bastie, dans la sépulture de sa famille.

une mission du mari les sépare, ils se réunissent aussitôt après. M. Lefranc (*Revue des Cours et Conférences*, 1905, t. II, et 1906, t. I) en conclut que les deux époux vécurent en bonne intelligence, et ce lui est un argument pour soutenir qu'Honoré avait épousé Diane par amour.

Pourtant Huet nous apporte le témoignage d'une personne bien informée, le propre neveu de l'écrivain. Ce neveu n'avait aucun intérêt à enlever à un oncle dont il était fier l'auréole romanesque dont le parait la légende admise par tous. Quand même il serait établi qu'il haïssait sa tante par alliance (il semble y avoir eu mésintelligence entre Diane et la famille d'Honoré), on n'a pas le droit d'admettre sans autre preuve qu'il ait ainsi méchamment diffamé le mari et la femme. Dans cette hypothèse en effet, et puisqu'on le supposerait capable d'imaginer de toutes pièces une rupture qui n'aurait jamais existé, il aurait eu avantage à nous laisser croire qu'Honoré avait eu pour Diane une passion durable et profonde : combien désagréable apparaîtrait alors la femme qui aurait tué un amour si désintéressé et si fidèle, qui aurait apporté tant de désillusions à un mari si constant ! D'autre part, Huet lui-même ne peut pas être soupçonné : admettant avec tout le monde en son temps que, l'*Astrée* est une autobiographie romancée, il est fort décontenancé par les révélations de « Monsieur d'Urfé » le neveu, et il est obligé d'expliquer que si Honoré n'aimait plus la véritable *Astrée*, il continuait sans doute d'aimer l'idée qu'il s'était faite d'elle. (*Lettre à M^{lle} de Scudéry*.)

Comment concilier ces contradictions ? Je crois que ce n'est pas impossible. Il faut bien admettre que Diane et Honoré ne se séparèrent point : les faits sont là. Il faut bien admettre qu'ils ne vécurent plus ensemble comme mari et femme : le témoignage du neveu est là. Ce fut donc sans doute un ménage qui n'avait plus de l'union conjugale que l'apparence : pareille chose s'est vue plus d'une fois.

1. Ces séjours n'ont pas dû être sans influence sur son esprit et, par suite, sur son œuvre. (Cf. Reynier, *Le Roman sentimental*, p. 344.)

II

BIBLIOGRAPHIE.

1. — *La triomphante entrée de très illustre dame, madame Magdeleine de la Rochefoucauld, espouse de hault et puissant seigneur, messire Just-Loys de Tournon, seigneur et baron dudict lieu, comte de Roussillon, etc., faicte en la ville et université de Tournon, le dimanche vingtquatriesme du moys d'avril 1583. Avec les Inscriptions et Vers faicts et recitez, tant en Latin qu'en François, par aucuns escoliers y nommez.*

A Lyon, par Jean Fillehotte, à l'enseigne de Jésus, avec permission, 1583 (in-8° de 136 pages).

La dédicace, à M. de Tournon, est signée : « Honoré d'Urfé, chevalier de Malte ».

2. — *Le Triomphe d'amour.*

Poème inédit et perdu, en l'honneur de M^{lle} de la Roche-Turpin (vers 1586).

Peut-être repris en tout ou en partie dans le *Sireine*.

3. — *Les Epitres morales du seigneur d'Urfé, escuyer et chambellan ordinaire de S. A., colonel-général de sa cavalerie et infanterie françoise, et capitaine de cent chevaux-légers de ses ordonnances. Dédiées à Son Altesse.*

Publiées en 1595 selon Lefranc (*Revue des Cours*, 1905, II, 449) : en effet, la dédicace est datée de « Montbrison, le 24 septembre 1595 ». Mais Aug. Bernard (*Les d'Urfé*, p. 146) donne comme première édition celle de Lyon, chez Jacques Roussin, avec privilège du roi, 1598 (in-12 de 348 pages). Cette édition ne comprend que le premier livre. Le second a paru dans l'édition de 1603 (Paris, Micard, in-12) ; le troisième dans l'édition de 1608 (Paris, Micard, in-12). Une édition parisienne de 1619 (Robinot, in-8°) y ajoute même quelques lettres tirées de l'*Astrée*, en modifiant le titre : « Epîtres morales et amoureuses du marquis d'Urfé, etc. » En revanche, une édition lyonnaise de la même année (Jean Lautret, in-12) supprime le troisième livre, qui reparait pourtant dans les éditions données par cet éditeur en 1620, 1623 et 1627 (même format). En tout donc huit éditions au moins de 1598 à 1627.

4. — *Le Sireine de Messire Honoré d'Urfé.*

Poème en trois parties : *Le départ de Sireine, L'absence de Sireine, Le retour de Sireine.*

« L'auteur, selon l'*Avis du libraire* de 1606, feist cet essay de son esprit en son enfance et à peine sorty de ses premières estudes. » [Voir plus haut : *Triomphe d'amour.*] Un premier état du *Sireine* est daté de Chambéry, le 24 novembre 1596 ; le second livre est daté de Virieu, 20 décembre 1596 ; le tout fut achevé ou revu et dédié au duc de Savoie, à Virieu-le-Grand, le 1^{er} juillet 1599. Lefranc (*Revue des cours*, 1905, II, 450) place la première édition en 1606. Il doit cependant y en avoir eu une édition antérieure (vers 1600), vu la date de la dédicace et ce passage de l'*Avis du libraire* : « Je te fay voir, amy Lecteur, le *Sireine* de Monsieur d'Urfé en meilleur estat qu'il n'estoit pas ces années passées, que je l'imprimay sur une très-mauvaise copie... » Cette édition de 1606 est un volume in-12, à Paris, chez Micard. Aug. Bernard (p. 153) en cite cinq autres : 1611, Paris, Toussaint du Bray, in-8 ; 1615, J. Brunet, au Pont, in-8° ; 1617, Paris, Micard, in-12 ; 1618, Paris, Toussaint du Bray, in-8°, augmentée de quelques poésies extraites de l'*Astrée* ; 1618, « juxte la copie imprimée à Paris chez Micard » (contrefaçon ?) En tout donc, 6 ou 7 éditions au moins de 1600 à 1618.

5. — *La Savoysiade.*

Poème épique consacré à Bérold, fondateur légendaire de la maison de Savoie, intitulé d'abord *La Béroldide*, puis *La Savoie*, écrit de 1599 à 1606 et non imprimé. Il en subsiste trois manuscrits : aux Archives de la maison de Savoie, à la Bibliothèque de l'Arsenal et à la Bibliothèque de l'Université de Turin. Un extrait en a été publié dans les *Delices de la poésie françoise*, par F. de Rosset, chez Toussaint du Bray, 1615. (Cf. Aug. Bernard, p. 155-159.)

6. — *Les douze livres d'Astrée, où par plusieurs histoires et sous personnes de bergers et d'autres sont déduicts les divers effects de l'honneste amitié* (1).

La première partie parut « à Paris, chez Toussaincts du Bray, au Pallais, en la galerie des Prisonniers, 1607. Avec privilège du

(1) A rapprocher du titre de la *Diana* de Montemayor, traduite par Collin, (1578) et (avec ses suites) par Chappuys (1582), où « par plusieurs plaisantes histoires, sous les noms et style de Bergers et Bergères, sont décritz les variables et estranges effects de l'honneste amour ».

roi. » In-8° de 8 et 508 feuillets ; privilège du 18 août 1607 ; Dédicace au roi Henri IV et Epître à la Bergère Astrée.

Les deuxième et troisième parties parurent chez le même éditeur, la deuxième en 1610, avec Dédicace à Henri IV et Epître à Céladon, la troisième en 1619, avec Dédicace à Louis XIII et Epître à la Rivière du Lignon.

En janvier 1624, le libraire François Pommeray donna une quatrième partie incomplète, comme la tenant de Gabrielle d'Urfé, nièce de l'auteur (privilège du 20 novembre 1623). En 1625, l'année même de la mort de l'auteur, Boistet ou Boistel de Gaubertin publia chez le libraire Fouet, « rue Saint-Jacques, au Temps et à l'Occasion », une cinquième, puis en 1626, chez le même libraire, une sixième partie (in-8°, privilège du 10 juillet 1625), qui sont en réalité la fin de la quatrième et la cinquième partie du roman. Mais Baro, secrétaire et confident du poète, protesta ; appuyé sur le privilège de 1623, il publia, en novembre 1627, la véritable quatrième partie, dédiée à Marie de Médicis, puis, en décembre 1627, la cinquième partie, rédigée par lui et dédiée à Ambroise Spinola (toutes deux in-8° et chez François Pommeray).

Les rééditions sont nombreuses ; à citer celles de 1632-1633 et celle de 1647. (Cf. Lefranc, *Revue des Cours*, 1905, II, 55, 150.)

7. — *La Sylvanire ou la morte-vive, fable bocagère de Messire Honoré d'Urfé, marquis de Bagé et Veromé, etc.*

A Paris, chez Robert Fouet (1), rue Saint-Jacques, au Temps et à l'Occasion, avec privilège du roi (du 25 avril 1625), in-8°. — Cette édition est de 1625, selon Lefranc (*Revue des Cours* 1903, II, 548), de 1627, selon Aug. Bernard (p. 173).

Poème dramatique en cinq actes, dédié à Marie de Médicis. Les chœurs, très courts, sont rimés ; la pastorale elle-même est en vers blancs de 10 et de 6 syllabes, tentative que l'auteur essaye de justifier dans un curieux *Avis au lecteur*.

8. — *Les tristes amours de Floridon, berger, et de la belle Astrée, naïade, par Messire Honoré d'Urfé, ensemble les fortunées amours de Poliastre et de Doriane.*

A Paris, chez Nicolas Rousset, en sa boutique à la grand'salle du Palais, du costé de la Cour des aydes, avec privilège (du 3 février 1625), 1628, in-16.

(1) Noter que c'est l'éditeur de Boistel de Gaubertin. Le fait que d'Urfé lui aurait confié cet ouvrage semble donner quelque autorité à la publication, si discutée, de Gaubertin. (Cf. Lefranc, *Revue des Cours*, 1905, II, 150-151.)

9. — Paraphrase sur les cantiques de Salomon.

Poésies religieuses sans titre vrai (le titre de la première page, *Paraphrase*, etc. ne s'applique qu'à une partie du recueil) et sans date, in-8°. (Cf. Aug. Bernard, p. 153, 177.)

10. — Jugement sur « l'Amédeide » de Chiabrera.

Opuscule manuscrit conservé à la Bibliothèque de l'Université de Turin.

11. — Poésies diverses, extraites des ouvrages de d'Urfé et épar-
ses dans les recueils. (Cf. Lachèvre, *Bibliographie des Recueils collectifs*, t. I) (1).

G. MICHAUT.

1. Pour la bibliographie des travaux concernant Honoré d'Urfé, voir Lanson, *Manuel bibliographique de la Littérature française moderne* (Hachette, 1909), fasc. I, p. 218 ; ou l'introduction (p. 15, note) des *Œuvres poétiques choisies d'Honoré d'Urfé*, publiées par Michaut (Sansot, 1909).

Sujets de devoirs.

I

UNIVERSITÉ DE PARIS

ALLEMAND.

Version.

STRAUSS, *der Magister* (Polt. Gedenkbuch, 137).

Thème.

P. et V. MARGUERITTE, *Zette*, p. 273, depuis : « Zette a triomphé... », jusqu'à p. 274 : « ... tout lumineux ».

Dissertation allemande.

Die klassische Literatur des deutschen Volks im 18. und im 19. Jahrhundert ist der aus der deutschen Reformation wiedergeborene Humanismus (STRAUSS).

Dissertation française.

Qu'est-ce qu'un humoriste ?

Dissertation allemande.

Ist R. Wagner ein naiver oder ein sentimentalischer Dichter ?

ANGLAIS.

Version.

GOLDSMITH, *Traveller*, depuis : « To kinder skies ... », jusqu'à : « .. solid worth of self applause ».

Thème.

TAINE, *Hist. Litt. angl.*, vol. IV, pp. 2-3, jusqu'à : «... grâces à M. Harley ».

Dissertation anglaise.

Study Goldsmith's prose style in the four first chapters of the *Vicar of Wakefield*.

Dissertation française.

Le cynisme de Thackeray.

ANGLAIS.**Version.**

KEATS, *Lamia*, depuis : « Whither fled Lamia », jusqu'à : « ... gleam in far piazzian line ».

Thème.

MONTESQUIEU, *Grandeur et décadence des Romains*, ch. IV, depuis : « La seconde guerre punique... », jusqu'à : « ... désespéré de la république. »

Rédaction anglaise.

The definite article.

Composition française.

Dans quelle mesure Keats s'est-il inspiré de l'antiquité ?

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DES JEUNES FILLES.**Morale.**

Evolution historique du sentiment de la pitié. Montrez comment il tend à se substituer, de nos jours, au sentiment du devoir dont il est un élément essentiel, nécessaire, non suffisant.

Littérature.

De quelle manière et dans quelle mesure Victor Hugo a-t-il mérité d'être appelé « l'Universel » ?

Morale.

« Il y a plus de faiblesse que de raison, a dit Vauvenargues, à être humiliés de ce qui nous manque, et c'est la source de toute bassesse. »

Tirez de ce principe toutes les conséquences pédagogiques qu'il comporte.

Littérature.

Il a été dit de George Sand : « Elle sera toujours aimée, car son œuvre est éminemment consolatrice. » Dégagez le caractère optimiste et fécond de cette œuvre.

Morale, pédagogie.

Appréciez cette pensée d'un contemporain : « La plus salutaire des révolutions, la plus féconde pour la société et l'individu est celle qu'on opère contre soi-même. »

Littérature.

On parle toujours d' « idées modernes ». Que faut-il entendre par là ? Dégagez les principales de ces idées de l'œuvre littéraire du XIX^e siècle.

II

UNIVERSITÉ DE TOULOUSE

LICENCE

*(Nouveau régime).***Explication d'un texte français.**

Développer et apprécier les idées essentielles contenues dans cette lettre de Nicolas Poussin :

A M. de Chantelou.
De Paris, ce 20 mars 1642.

M. Salomon Girard, partant d'ici pour aller en Cour, s'est offert de vous présenter mes très humbles baise-mains, et, tout ensemble, la présente, par laquelle je vous remercie de l'honneur que vous m'avez fait de m'écrire et de m'avoir fait part des belles choses que vous avez vues dans votre voyage. Je m'assure bien de la vérité de ce que vous dites, qu'à cette fois vous avez cueilli avec plus de plaisir la fleur des beaux ouvrages qu'autrefois vous n'aviez lus qu'en passant, sans les bien lire. Les choses ès-quelles il y a de la perfection ne se doivent pas voir à la hâte, mais avec temps, jugement et intelligence : il faut user des mêmes moyens à les bien juger comme à les bien faire. Les belles filles que vous avez vues à Nîmes ne vous auront, je m'assure, pas moins délecté l'esprit par la vue que les bonnes colonnes de la Maison Carrée, vu que celles-ci ne sont que de vieilles copies de celles-là. C'est, ce me semble, un grand contentement, lorsque parmi nos travaux, il y a quelques intermèdes qui en adoucissent la peine : je ne me sens jamais tant excité à prendre de la peine et à travailler, comme quand j'ai vu quelque bel objet. Hélas ! nous sommes ici trop loin du soleil pour y pouvoir rencontrer quelque chose de délectable ; mais, quoiqu'il ne me tombe rien dans la vue que de hideux, le peu du reste des impressions que jadis j'ai reçues des belles choses, m'a fourni je ne sais quelle idée pour le frontispice de l'Horace, qui peut passer entre les autres petites choses que j'ai dessinées.

III

UNIVERSITÉ DE GRENOBLE

Composition de philosophie.

I. Du rôle de la mémoire dans l'exercice de l'intelligence.

II. On a dit que la « science vise moins l'être des choses que le pouvoir de l'homme sur elles » ; et on a dit, en même temps, que « le désintéressement spéculatif de la recherche scientifique est une des conditions de la fécondité pratique des découvertes ». Expliquer et, si possible, concilier ces deux assertions.

IV

UNIVERSITÉ DE NANCY

Histoire du Moyen-Age.

Les caractères généraux de la civilisation mérovingienne.

Histoire ancienne.

L'ordre équestre à Rome, des Gracques à la formation du premier Triumvirat (60).

Géographie physique.

Les climats de mousson.

Le Gérant : E. FROMANTIN.

POITIERS. — SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE.

REVUE HEBDOMADAIRE
DES
COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

La vie et les œuvres de Molière.

Cours de M. ABEL LEFRANC,

Professeur au Collège de France.

« Psyché » (*fin*).

Ce beau mythe de Psyché, dont, la dernière fois, nous recherchions les origines, est susceptible d'interprétations nombreuses et profondes. N'en doutons pas, il est possible de l'appliquer à d'autres domaines que celui de l'amour ; il n'y a qu'en amour où l'illusion soit nécessaire : c'est une condition essentielle et féconde pour se servir de la réalité, pour se plaire à la vie. Le plus haut état moral, la sainteté, n'est peut-être entretenu que par une illusion. Gardons-nous de porter sur elle une main brutale, de la faire s'évanouir par une excessive curiosité, par un malfaisant besoin de tout savoir. Telle est la leçon que nous donne *Psyché*. Si nous savons en profiter, nous éviterons d'être atteint de ce pessimisme dont, il y a quelques semaines, nous examinions le rôle dans la littérature contemporaine. Ce pessimisme, en effet, n'a point d'autre cause que l'abus de l'esprit critique, appliqué à tout, qui ne respecte rien, et qui, dévoilant à l'homme tous les vilains côtés des choses, lui fait perdre confiance dans la vie et l'amène à désespérer de la beauté et du bien.

Les plus grandes différences de ton, pour en revenir à notre

pièce, se remarquent dans *Psyché*. Et cependant la fusion de tous ces éléments est extraordinaire. Ainsi la scène 2 de l'acte II est de Molière : elle est digne de Corneille, et pourtant on y reconnaît bien la main de notre poète par la note si humaine qu'elle renferme.

Quand le rideau se lève, « la scène représente sur le devant un lieu champêtre et, dans l'enfoncement, un rocher percé à jour, à travers duquel on voit la mer en éloignement ».

Flore paraît au milieu du théâtre, accompagnée de Vertumne, Dieu des Arbres et des Fruits, et de Palémon, Dieu des Eaux. Chacun de ces dieux conduit une troupe de divinités : l'un mène à sa suite des Dryades et des Sylvains, et l'autre des Dieux, des Fleuves et des Naïades. Flore chante ce récit, pour inviter Vénus à descendre en Terre :

Ce n'est plus le temps de la guerre,
Le plus puissant des Rois,
Interrompt ses exploits
Pour donner la paix à la Terre.
Descendez, mère des Amours,
Venez nous donner les beaux jours.

Vertumne et Palémon joignent leurs voix à celle de Flore, pour faire entendre le chœur des divinités de la Terre et des Eaux.

Plus loin, Flore, dans son menuet, expose la doctrine épicurienne :

Est-on sage
Dans le bel âge,
Est-on sage
De n'aimer pas ?
Que sans cesse
L'on se presse
De goûter les plaisirs ici-bas :
La sagesse
De la jeunesse,
C'est de savoir jouir de ses appâts.
L'Amour charme
Ceux qu'il désarme.
L'Amour charme,
Cédons-lui tous.
Notre peine
Serait vaine
De vouloir résister à ses coups :
Quelque chaîne
Qu'un amant prenne,
La liberté n'a rien qui soit si doux.

« Vénus descend du ciel dans une grande machine, avec l'Amour, son fils, et deux petites Grâces, nommées *Ægiale* et *Phaène* ». — Les divinités l'invoquent, et Vénus répond par ces plaintes :

... Vénus n'est plus à la mode.
Il est d'autres attraits naissants
Où l'on va porter ses encens ;
Psyché, Psyché la Belle, aujourd'hui tient ma place :
Déjà tout l'univers s'empresse à l'adorer,
Et c'est trop que, dans ma disgrâce,
Je trouve encor quelqu'un qui me daigne honorer...

Tout le couplet est plein de jolis traits ; il a beaucoup de vie et de réalité. Ce langage touchant ne sert pas à une évocation mythologique ; il exprime des sentiments vrais du temps.

L'Amour est chargé de la vengeance de Vénus ; il n'accepte point sans difficulté :

Dans le monde, on n'entend que plaintes de l'Amour,
On m'impute partout mille fautes commises,
Et vous ne croiriez point le mal et les sottises
Que l'on dit de moi chaque jour.
Si, pour servir votre colère...

VÉNUS

Va, ne résiste point aux souhaits de ta mère.

A l'acte premier, nous sommes dans une grande ville : « des deux côtés de la scène des palais, des maisons de différents ordres d'architecture. » Aglaure et Cidippe, les deux sœurs de Psyché, expriment le dépit qu'elles ont à voir la beauté de cette dernière et les hommages qu'elle reçoit :

Il est des maux, ma sœur, que le silence aigrit,
Laissons, laissons parler mon chagrin et le vôtre,
Et de nos cœurs l'un à l'autre
Exhalons le cuisant dépit.

La jalousie féminine est peinte ici avec puissance. Ce qui n'empêche pas que le ton, en général, est celui d'un badinage charmant, qu'on ne peut mieux comparer qu'à celui d'*Amphytrion*. Aglaure fait une comparaison piquante de sa beauté avec celle de sa sœur Psyché :

Elle a quelques attraits, quelque éclat de jeunesse :
On en tombe d'accord, je n'en disconviens pas ;

Mais lui cède-t-on fort pour quelque peu d'ainesse,
 Et se voit-on sans appâts ?
 Est-on d'une figure à faire qu'on se raille ?
 N'a-t-on point quelques traits et quelques agréments
 Quelque teint, quelques yeux, quelque air et quelque taille
 A pouvoir dans nos fers jeter quelques amants ?...

Nulle part il n'y a plus de grâce, nulle part plus d'esprit que dans cette scène, où l'antique légende est modernisée, modernisée au point qu'elle nous renseigne sur les changements dans la façon de comprendre l'amour survenus depuis le début du siècle. Le temps des constances romanesques est passé :

Et l'on n'est plus au temps de ces nobles fiertés,
 Qui, par un digne essai d'illustres cruautés,
 Voudaient voir d'un amant la constance éprouvée.
 De tout ce noble orgueil qui nous seyait si bien
 On est bien descendu, dans le siècle où nous sommes,
 Et l'on en est réduite à n'espérer plus rien
 A moins que l'on se jette à la tête des hommes.

Il y a là, certainement, une allusion à des doléances contemporaines, allusion qui nous fait souvenir du si fameux rondeau de Marot :

Au bon vieux temps, un train d'amour régnait
 Qui, sans grand art ni dons, se démenait
 Si qu'un bouquet donné d'amour profonde
 C'était donner toute la terre ronde
 Car seulement au cœur on se prenait.

Or s'est perdu ce qu'Amour ordonnait.
 Rien que pleurs feints, rien que ruses on n'oyt.
 Qui voudra donc qu'à aimer je me fonde ?
 Il faut premier que l'amour on refonde
 Et qu'on la mène ainsi qu'on la menait
 Au bon vieux temps.

Scène 2. — Les deux amoureux de Psyché, Cléomène et Agénor, arrivent et ils se rencontrent avec les deux sœurs de la belle princesse. Rien de plus finement trouvé que cette situation. Psyché ne tarde pas à arriver (scène 3). Cidippe lui annonce que les princes vont lui découvrir leur passion :

PSYCHÉ.

Du sujet qui les tient si rêveurs parmi nous,
 Je ne me croyais pas la cause,
 Et j'aurais cru tout autre chose
 En les voyant parler à vous

AGLAURE.

N'ayant ni beauté ni naissance
A pouvoir mériter leur amour et leurs soins
Ils nous favorisent au moins
De l'honneur de la confiance.

Cléomène fait alors sa déclaration :

Sur le choix de l'un de nous deux
Cette même amitié s'offre sans répugnance
D'unir nos deux Etats au sort du plus heureux.

Psyché a une belle réponse : elle s'en remet à son père du soin de lui choisir son époux. Et même elle est si généreuse, qu'elle propose aux deux princes d'épouser ses sœurs :

J'ai deux sœurs capables de plaire,
Qui peuvent bien vous faire un destin assez doux.

La fin de la scène est ainsi très touchante.

Lycas bientôt vient chercher Psyché. Lorsqu'elle est partie, il révèle à ses sœurs l'oracle terrible :

Que l'on ne pense nullement
A vouloir de Psyché conclure l'Hyménée
Mais qu'au sommet d'un mont, elle soit promptement
En pompe funèbre menée
Et que, de tous abandonnée,
Pour époux elle attende en ces lieux constamment
Un monstre...

Aglaure et Cidippe se réjouissent méchamment du malheur qui frappe leur sœur.

La scène première de l'acte II est de Molière encore. Elle met en présence Psyché, son père, ses sœurs, Lycas, la suite du roi. Un admirable dialogue s'engage sur la douleur, la résignation, tout ce qu'il peut y avoir de plus déchirant dans les sentiments humains. Le vieux roi pleure sa fille chérie qui va mourir.

... La consolation de mes sens abattus,
Le doux espoir de ma vieillesse,
Ils m'ôtent tout cela, ces Dieux,
Et tu veux que je n'aie aucun sujet de plainte
Sur cet affreux arrêt dont je souffre l'atteinte ?
Ah ! leur pouvoir se joue avec trop de rigueur
Des tendresses de notre cœur :
Pour m'ôter leur présent, leur fallait-il attendre
Que j'en eusse fait tout mon bien ?

Ou plutôt, s'ils avaient dessein de le reprendre,
N'eût-il pas été mieux de ne me donner rien ?

Tout serait à lire. Voilà une éloquence qui vient de sources profondes. On aurait pu croire cette pièce secondaire, et cependant elle est d'une poésie incomparable. Dans l'œuvre de Molière, elle occupe un sommet. Nulle part, il ne s'est élevé à un aussi haut lyrisme.

La scène 2 est du grand Corneille. Psyché renvoie ses sœurs ; elle est importunée de leurs sentiments faux, de leur curiosité indiscrete :

Enfin seule et toute à moi-même...

C'est le fameux monologue de Psyché qui fait la scène troisième. Corneille se retrouve là tout entier. Un seul vers suffit à l'indiquer :

Et j'étais parmi tant de flammes
Reine de tous les cœurs et maîtresse du mien !

Les deux princes amoureux arrivent pour défendre Psyché. Les trois personnages rivalisent de dignité et de noblesse. C'est bien toujours du Corneille. Molière, d'ailleurs, semble lui avoir réservé justement les morceaux qui lui convenaient le mieux.

Psyché engage les princes à porter à ses sœurs « les ardeurs extrêmes dont leurs cœurs sont remplis pour elle »...

Mais je sens qu'on m'enlève, et l'air m'ouvre une route...

L'amour paraît en l'air et dit son amour pour Psyché. La scène se change en une cour magnifique, entourée de palais pompeux et brillants, pour le second intermède, où paraissent six cyclopes avec quatre fées.

A l'acte III, l'enlèvement est accompli. Dans la première scène entre l'Amour et Zéphyre, il y a plus de fantaisie badine. L'Amour s'est déguisé :

J'ai résolu, mon cher Zéphyre,
De demeurer ainsi toujours,
Et l'on ne peut le trouver à redire
A l'ainé de tous les amours.
Il est temps de sortir de cette longue enfance
Qui fatigue ma patience.
Il est temps, désormais, que je devienne grand.

Mais il excitera le courroux de Vénus ; car, lui dit Zéphyre,

Votre mère Vénus est de l'humeur des belles,
Qui n'aiment point de grands enfants.

Après un monologue de Psyché, l'Amour se présente à elle et lui dit :

Le voilà, ce serpent, ce monstre impitoyable,
Qu'un oracle étonnant pour vous a préparé.

Et alors Psyché répond avec la naïveté de sa jeune passion :

Qu'un monstre tel que vous inspire peu de crainte !...
A peine je vous vois, que mes frayeurs cessées
Laissent évanouir l'image du trépas,
Et que je sens couler dans mes veines glacées,
Un je ne sais quel feu que je ne connais pas.

Après le 3^e intermède s'ouvre l'acte IV. Aglaure et Cidippe sont dans le palais de Psyché : elles envient le bonheur de leur sœur. C'est au moment où celle-ci vient de leur donner un nouveau témoignage de tendresse, que leur odieuse jalousie médite une vengeance. Elle veut rompre entre Psyché et l'Amour « cette adorable intelligence ».

Psyché, à la scène suivante, vient leur dire adieu. Son amant les renvoie. Aglaure et Cidippe inquiètent l'amour de Psyché :

Votre félicité, ma sœur, serait extrême
Si vous saviez qui vous aimez.

Ces insinuations ont leur effet. Psyché veut savoir quel est son amant. Elle l'interroge et, aussitôt, le charme est rompu. Tout se brise : l'Amour s'éloigne. Vous savez quel parti a tiré Wagner, dans *Lohengrin*, d'un sujet tout à fait analogue.

Psyché exale son désespoir dans un monologue ; elle est accablée par le sentiment de son affreuse solitude. L'acte se termine par un entretien de Vénus avec la malheureuse princesse, qui n'est plus que douceur triste et humilité.

L'acte V est aux Enfers. Psyché est condamnée à des travaux accablants. La seule consolation, parmi tant de souffrances, est l'évocation du bonheur perdu. Mais Vénus est impitoyable.

Psyché revoit dans les Enfers Cléomène et Agénor, qui lui apprennent que ses sœurs sont punies de leur jalousie perfide. Cette scène est vraiment, comme on l'a dit, shakespearienne. Nous sommes là dans un monde de rêve,

Dans des bois toujours verts, où d'amour on respire,
Aussitôt qu'on est mort d'amour...

Psyché, seule, songeant à la douleur des deux princes pour qui elle est perdue, a cette exclamation si touchante, d'un sentiment tout moderne :

Pauvres amants, leur amour dure encore !...

Elle s'évanouit, et l'Amour descend auprès d'elle, en volant.

Devant Psyché évanouie, l'Amour a avec sa mère une explication très vive. Vénus lui promet de faire revenir Psyché à la lumière. A la scène dernière, où paraît Jupiter, tout s'arrange, tout se termine par des fêtes splendides. Apollon et les divinités célèbrent la gloire de l'Amour dans un ballet magnifique.

(A suivre).

La vie et les œuvres de Sénèque

Cours de M. JULES MARTHA,

Professeur à l'Université de Paris.

Le traité « des Bienfaits » (*fin*).

Nous avons, dans les dernières leçons, analysé les quatre premiers livres du traité de Sénèque, qui renferment ses idées essentielles sur le sujet. Il nous reste, pour terminer, à examiner les livres V, VI et VII. Ces trois derniers livres du traité *des Bienfaits* peuvent être séparés du reste de l'ouvrage, et étudiés ensemble, car ils ont un caractère commun : ils sont consacrés à l'examen d'une série de petites questions, qui sont analysées avec plus ou moins d'ampleur. Ces questions, dit Sénèque, sont, à vrai dire, plutôt connexes qu'inhérentes au sujet même, et leur examen scrupuleux, sans être un travail indispensable, n'est pas cependant un travail sans fruit : ce sont de ces questions qui piquent l'attention, qui exercent la patience, qui entretiennent l'activité de l'esprit. Ce sont des subtilités dialectiques et d'ingénieux passe-temps, plutôt qu'autre chose. Ces petits problèmes ressemblent un peu à ces jeux de société où une personne s'amuse à faire à une cordelette des nœuds très compliqués et s'applique ensuite à les délier. Telles sont les questions traitées par Sénèque dans les trois derniers livres du *de Beneficiis* : ce sont des amusettes de dialecticien, de philosophe stoïcien habitué à remuer des idées et des mots, à dire le contraire de ce que tout le monde attend, à donner un caractère savant à des choses qui ne sont guère plus, au fond, que des enfantillages.

Ces petits problèmes sont assez nombreux ; il serait fastidieux de les examiner tous avec la même attention. Je parlerai seulement avec quelque détail de celles de ces questions qui ont une portée plus générale et sur lesquelles Sénèque s'attarde plus longtemps. Mais, avant d'entreprendre l'étude de ces sujets plus importants, il importe de donner une idée de ce que sont ces questions. Si je ne m'abuse, il y en a, en tout, quatorze.

1° Peut-on être vaincu en bienfaits ? Pierre a rendu service à

Paul ; Paul l'oblige à son tour. Lequel a dépassé l'autre ? Cela peut-il s'évaluer ? L'un a-t-il reçu plus qu'il n'a donné ? Sénèque conclut que cela ne peut pas se mesurer, et qu'en manière de bienfaits, il faut laisser de côté le plus et le moins.

2° Peut-on être à soi-même son propre bienfaiteur ? On se dit à soi-même : Je me plains, je me félicite, je me console, je me consulte, je me blâme, je me suis fait mal, je me suis fait tort. Ai-je également le droit de dire : Je me suis obligé ? Non, pas plus que je ne peux dire : Je suis mon père. Car, pour qu'il y ait bienfait, il faut qu'il y ait deux personnes distinctes en présence l'une de l'autre : le bienfaiteur et l'obligé.

3° La troisième question est un de ces paradoxes destinés à troubler la cervelle des bourgeois : personne ne peut être ingrat. Car tous les hommes, n'étant pas stoïciens, sont méchants. Or il est impossible de rendre service à un méchant. Donc il est impossible d'être le bienfaiteur de personne, et, par suite, personne n'est ingrat, puisque personne n'est obligé.

4° Tout le monde est ingrat. Comme tous les hommes ne sont pas stoïciens, ils sont méchants. Or les méchants ont tous les vices. L'ingratitude est un vice. — Donc tous les hommes sont ingrats.

5° Oblige-t-on le père, quand on oblige le fils ? — Nous reviendrons, tout à l'heure, sur cette question.

6° Un bienfait peut-il être annulé par une injure ultérieure ?

7° Est-il dû de la reconnaissance à une personne qui nous oblige sans le savoir et sans le vouloir ?

8° Doit-on de la reconnaissance à une personne qui nous oblige pour satisfaire son propre intérêt ?

9° Doit-on souhaiter à une personne de tomber dans le malheur pour avoir l'occasion de l'en tirer ?

10° Etant donné que le sage est tout, qu'il possède tout, qu'il est roi, peut-on être le bienfaiteur du sage ?

11° Quand on a tout fait pour marquer sa reconnaissance à son bienfaiteur sans y réussir, doit-on se considérer comme quitte ?

12° Doit-on de la reconnaissance à un bienfaiteur qui était vertueux quand il a rendu service et qui dans la suite a mal tourné ?

13° Le bienfaiteur doit-il se souvenir du bienfait ?

14° Comment doit-on supporter les ingrats ?

On voit, d'après cette énumération, que la plupart des questions accessoires examinées par Sénèque sont les amusettes de quelqu'un qui a une grande expérience de la dialectique et qui

s'entend à merveille à jongler avec les idées et les mots, et à soutenir par des arguments en forme d'ingénieux paradoxes.

Je reprendrai trois ou quatre de ces problèmes, que Sénèque a développés un peu plus que les autres et qui ont une portée un peu plus générale :

1° Oblige-t-on le père en obligeant le fils ?

Les adversaires de Sénèque répondent par l'affirmative. J'ai un champ ; vous me le cultivez : vous me rendez service. J'ai une maison qui prend feu ; vous éteignez l'incendie : vous me rendez service. J'ai une maison qui menace ruine ; vous l'étayez et vous l'empêchez de tomber : vous me rendez service. J'ai un esclave ; vous lui sauvez la vie : vous me rendez encore service. Dans ces conditions, si je sauve le fils de quelqu'un, n'aurai-je pas droit aussi à la reconnaissance du père ? Le bonheur, la santé, la joie d'un fils, n'est-ce pas le bonheur, la santé, la joie du père ? Par conséquent, en rendant service au fils, j'oblige le père du même coup.

Sénèque, au contraire, dit : On ne fait rien pour le père en obligeant le fils. Les comparaisons que l'on établit sont inexactes. Ni le champ, ni la maison, ni l'esclave qui, dans les idées antiques, est aussi une chose, n'ont de personnalité ; ces choses n'existent qu'en tant que propriété d'un individu. On ne peut pas concevoir le champ, la maison, l'esclave, indépendamment du propriétaire. Ce n'est donc pas à mon champ, à ma maison, à mon esclave, que vous rendez service ; c'est à moi-même, et je vous en dois de la reconnaissance. L'assimilation avec le fils n'est donc pas exacte : le fils a une personnalité distincte et indépendante du père. On peut être l'ami du fils, sans être l'ami du père. Le fils peut avoir un procès et faire des affaires, sans que le père y soit mêlé. Par conséquent aussi, le fils peut être l'objet d'un bienfait, sans que le père en soit averti. Vous pouvez lui rendre tous les bienfaits possibles, sans que le père soit tenu à vous en témoigner de la reconnaissance. Ce n'est pas l'acte d'utilité qui constitue le bienfait : pour qu'il y ait bienfait, il faut qu'il y ait une attention bienveillante à l'égard d'une personne. Or, quand nous rendons service à un fils, c'est à lui-même et non à son père que nous avons l'intention d'être agréable.

Si vous admettez une responsabilité du père, si vous pensez que le bienfait a une répercussion du fils sur le père, il n'y a pas de raison de vous arrêter. Quand vous rendrez service à quelqu'un, vous rendrez service à sa mère, à son frère, à sa sœur, à son oncle, à sa tante, à ses cousins, à ses alliés, à sa famille, à ses amis, à la patrie. Bref, tout le monde finira par devoir être recon-

naissant pour un service rendu à une seule personne : c'est absurde et c'est impossible. On voit que Sénèque triomphe de ses adversaires par le raisonnement appelé *sortite* : A quel moment faut-il dire qu'on commence à être chauve ? Combien faut-il de grains de blé pour faire un tas ? Il est difficile de dire où s'arrêtera la responsabilité de la reconnaissance. Par conséquent, on n'oblige pas le père en obligeant le fils, et le père n'est pas tenu à témoigner de la gratitude aux bienfaiteurs de ses enfants.

2° *Dois-je de la reconnaissance à une personne qui m'oblige malgré elle ?*

Qu'est-ce que cela veut dire ? Il s'agit de préciser cette formule générale en faisant une distinction : cela veut dire obliger sans le vouloir et obliger sans le savoir. Pour répondre à cette question, il n'y a pas besoin de longs raisonnements. Le bienfait suppose toujours une bienveillance consciente. Par exemple, il ne vient à l'idée de personne de marquer de la reconnaissance à un fleuve où circulent de nombreux bateaux. Cependant, c'est un grand service que de transporter ainsi une foule de marchandises. C'est que le fleuve n'y est pour rien ; il n'a aucun mérite. Il ne veut pas, il ne sait pas. Il y a aussi des fleuves qui renferment un grand nombre de poissons. Ces poissons servent à la nourriture des riverains. Ceux-ci doivent-ils de la reconnaissance au fleuve ? De même, ce n'est qu'une façon de parler que de dire que les Egyptiens sont reconnaissants au Nil de ses crues fécondantes. Nous ne sommes pas les obligés du vent qui gonfle nos voiles, des plantes qui nous sont agréables, du cheval qui sauve son maître par un élan spontané et l'arrache à la poursuite des ennemis, de l'arbre qui nous donne son ombrage et ses fruits. Il en est de même pour les hommes qui nous rendent service sans le savoir ou sans le vouloir.

Pour préciser les idées, il n'y a rien de tel que de prendre quelques exemples. Un ennemi me poursuit ; au moment où il va m'atteindre, un autre de mes ennemis survient, et lance un javalot qui tue le premier, mais c'est moi qu'il voulait tuer ; je ne lui dois pas de reconnaissance. Ce n'est pas de sa faute s'il m'a rendu service et s'il m'a sauvé la vie en voulant me l'enlever. Je ne lui suis redevable de rien. Dans un procès, un témoin dépose contre moi ; mais il se contredit dans ses calomnies et ses faux témoignages : bref il dit tant de sottises que les juges me donnent gain de cause. Est-il mon bienfaiteur ? Pas du tout : c'est par accident, c'est par maladresse pure et simple qu'il m'a sauvé, alors qu'il projetait de me perdre. Dans un procès, mon adversaire a un avocat insupportable et stupide, qui plaide si mal qu'il fait con-

damner son client. Il m'a rendu là un grand service. Mais est-ce un bienfait ? Pas du tout. — Je suis retenu au tribunal par l'assignation d'un ennemi. Pendant les débats, ma maison s'écroule ; j'aurais péri infailliblement sous ses ruines, si mon ennemi ne m'avait cité, ce jour-là, au tribunal. Lui dois-je de la reconnaissance ? — Je suis en mer ; des pirates me poursuivent et vont m'atteindre, quand une tempête survient et leur bateau se brise. Dois-je de la reconnaissance à la tempête et au bateau ? — Un malade fait une promenade et tombe à l'eau ; il se trouve que la douche le guérit. Une personne atteinte de fièvre quarte est rossée au moment de son accès, et son saisissement est tel que l'accès ne se produit pas et que la fièvre disparaît pour toujours. Ces malades doivent-ils de la reconnaissance au fleuve où ils sont tombés, à l'individu qui leur a donné des coups de bâton ? Pas plus qu'on ne doit témoigner de la rancune à quelqu'un qui, dans une foule compacte, nous frappe par mégarde du coude, nous marche sur les pieds, nous bouscule ou nous éclabousse.

3° Devons-nous de la reconnaissance à une personne qui nous oblige dans son propre intérêt ?

Distinguons, dit Sénèque ; il y a là deux choses possibles : ou bien l'acte est purement égoïste, ou bien il est un peu égoïste, mais sans l'être exclusivement. Il y a de la différence entre celui qui nous oblige uniquement pour soi, et celui qui nous oblige à la fois pour soi et pour nous. Au premier, il n'est dû aucune espèce de reconnaissance. Il agit comme le berger qui nourrit bien ses bêtes afin de les vendre plus cher, comme le maître qui soigne bien ses captifs pour en tirer un meilleur prix, comme l'entrepreneur de jeux publics qui entraîne et soigne bien ses gladiateurs pour les louer plus cher.

La question devient plus délicate, quand le bienfaiteur n'a pas pensé uniquement à lui-même, et ne s'est pas montré exclusivement égoïste. Je ne suis pas assez injuste, dit Sénèque, pour penser ne rien devoir à celui qui, en m'étant utile, l'a été du même coup à lui-même ; car je n'exige pas qu'il s'occupe de moi sans égard pour lui ; je souhaite, au contraire, que le bienfait qu'il m'accorde lui profite encore plus qu'à moi, pourvu qu'en donnant il ait eu en vue deux personnes et qu'il ait partagé entre lui et moi.

Par exemple, supposons un candidat qui ne peut obtenir une magistrature qu'à condition de racheter dix citoyens sur une foule de prisonniers de guerre. Les prisonniers qu'il rachète lui doivent-ils de la reconnaissance ? Le candidat a agi dans son intérêt personnel. Les prisonniers ne lui doivent donc pas de

reconnaissance pour les avoir rachetés. Cependant il a fait quelque chose dans leur intérêt, car il aurait servi aussi bien ses intérêts en rachetant dix autres captifs. Il faudra donc que les prisonniers rachetés lui sachent gré, non de les avoir affranchis, mais de les avoir choisis entre mille. Supposons maintenant qu'au lieu de choisir lui-même dix captifs, le candidat ait mis les noms de tous dans une urne et se soit remis au sort de désigner les dix qu'il affranchira. Lui devront-ils de la reconnaissance ? Oui, mais moins que dans le cas précédent. Si leurs noms sont sortis, ils le doivent au hasard ; mais, si leurs noms ont pu sortir, ils le doivent au candidat, qui a mis leurs noms dans l'urne, alors qu'il aurait pu les exclure de la chance du tirage au sort. Supposons, enfin, que le candidat doive racheter dix captifs, et qu'il n'y en ait pas plus de dix. Alors aucun d'eux ne lui devra de reconnaissance ; car il n'y a rien qu'il fasse par considération pour eux, et parce qu'il n'agit que pour lui-même. On voit, par cet exemple, ce qu'il entre dans les raisonnements de Sénèque de distinctions sophistiquées, de subtilités et de casuistique compliquée.

Toutes les fois qu'il y a un acte mercenaire, la reconnaissance n'est pas due. Ceux dont le bienfait attend son salaire ne calculent pas à qui ils donneront, mais pour combien ils donneront ; ils ne tiennent compte que d'eux-mêmes. Quelqu'un me vend du blé : je ne puis vivre si je ne l'achète ; mais je ne lui dois pas la vie parce que je l'ai acheté. En me l'apportant, le marchand ne songeait pas de quel secours il serait pour moi, mais de quel profit pour lui.

Ici, Sénèque rencontre une nouvelle difficulté : Hé quoi ! s'il en est ainsi, nous ne devons pas de reconnaissance à un médecin et à un précepteur, quand nous aurons payé leurs honoraires ? Cela gêne d'autant plus Sénèque qu'il a été lui-même précepteur ; il y a là, pour lui, une question personnelle. Pour délier la difficulté, Sénèque ne trouve pas une raison, mais deux. On est redevable de reconnaissance à un médecin et à un précepteur, dit-il, parce que les honoraires ne répondent pas aux services qu'ils rendent, mais simplement au temps qu'ils dépensent.

Mais, objecte-t-on, il y a bien d'autres choses encore qui valent plus que le prix dont on les paie. Pour quelques drachmes, on se procure le sang-froid et la science d'un pilote. Quelques pièces d'argent paient l'abri inestimable d'une auberge dans une contrée déserte. Un salaire modéré récompense les services précieux du maçon qui bâtit les remparts et étaye les maisons. On voit, tous les jours, de grands services qui coûtent peu. Pourquoi donc dois-

je quelque chose de plus au médecin et au précepteur ? Pourquoi leurs honoraires ne suffisent-ils pas à m'acquitter ?

C'est, répond Sénèque, que le médecin et le précepteur se changent en amis ; c'est qu'ils donnent leur cœur, leur bienveillance, leur attention. Le médecin s'intéresse à moi comme à son malade de prédilection ; il s'occupe de moi-même en dehors des moments qu'il passe à mon chevet. Il ne me soigne pas comme un indifférent ; il me donne son intérêt, son amitié, toutes choses qui ne sont pas payées avec les honoraires. De même le précepteur m'a distingué de la foule de ses élèves ; il s'est intéressé aux progrès de mon esprit ; il a voulu développer mes qualités et mes aptitudes ; tantôt il a fait appel à ma confiance, tantôt il a eu recours à la sévérité. Il m'a donné, entre ses leçons générales, des préceptes particuliers appropriés à mon caractère. Il y a là un don de soi-même, quelque chose de personnel, quelque chose de plus que la compétence technique du médecin et du professeur. C'est ce don personnel qui fait du médecin et du précepteur le bienfaiteur du malade et de l'élève.

Ce qui donne du prix aux services du médecin et du professeur, c'est qu'ils ne constituent pas quelque chose de banal ; le médecin et le professeur ne donnent pas à leur client et à leur élève ce qu'ils donnent à tout le monde. Toute chose banale n'a pas de valeur ; tout ce qui n'est pas banal, tout ce qui est personnel, mérite la gratitude. Si le médecin ne faisait qu'entrer et sortir, me tâtait le pouls d'un air indifférent, me donnait sans affection son ordonnance, je ne lui devrais rien ; car il serait venu me voir non comme un ami, mais comme un client. Si le précepteur me confondait dans la foule de ses disciples, ne me jugeait pas digne de soins particuliers, dispensait négligemment sa science à tout le monde, je ramasserais son enseignement plus que je ne le recevrais. Je ne lui devrais rien de plus que l'argent de ses honoraires. C'est l'histoire du passeur et de Platon. Platon, passant un fleuve dans une barque, sans que le batelier lui demandât d'argent, crut que c'était par égard pour lui, et dit que ce service engageait sa reconnaissance. Mais, quelque temps après, Platon, qui était resté sur le rivage, vit ce passeur transporter de même gratuitement plusieurs autres personnes ; alors il dit qu'il ne devait plus de gratitude à cet homme. Car, pour que je doive de la reconnaissance à quelqu'un, il faut non seulement qu'il fasse du bien à moi, mais qu'il le fasse par considération pour moi. On ne peut demander à une personne de témoigner de la reconnaissance pour un bienfait qu'on rend à tout le monde. De même,

quand un précepteur, quand un médecin rendent des services collectifs, ces services ne comptent pas.

Mais alors, si l'empereur accordait le droit de cité à tous les Gaulois, l'exemption d'impôts à tous les Espagnols, chaque individu en particulier ne lui devrait donc pas de reconnaissance ? Si, répond Sénèque, en tant qu'il fait partie de la collectivité à laquelle le bienfait est accordé.

Mais Sénèque finit par s'embrouiller dans ces distinctions, et il arrive à lâcher des phrases imprudentes. Il prouve qu'il faut être reconnaissant au soleil et à la lune. Pour l'établir, il faut démontrer que le soleil et la lune ont l'intention d'être utiles aux hommes. Pour le prouver, il faut montrer qu'ils font partie de la Providence et qu'ils sont affranchis des lois aveugles de la fatalité. On voit ainsi le procédé de Sénèque : il soulève une foule de petites questions qui sortent les unes des autres, comme les anneaux qui se multiplient et s'entrelacent entre les mains d'un prestidigitateur.

4° *Doit-on de la reconnaissance à celui qui nous a obligé étant sage, mais qui a mal tourné depuis ?*

Théoriquement, on ne lui doit rien. Mais, en pratique, il n'en est pas de même. Je rendrai ce que j'ai reçu, sans m'occuper à qui je le rends. Mais, dira-t-on, s'il est devenu un tyran aussi féroce qu'Apollodore ou Phalaris, lui rendras-tu le bienfait que tu en avais reçu ? D'abord, répond Sénèque, cela n'arrivera pas ; de telles transformations ne sont guère vraisemblables. Cependant, si le cas se présente, il ne faudra pas se regarder comme quitte. Il faudra rendre, mais en prenant garde de ne donner au tyran que des choses qui ne peuvent l'aider à nuire aux autres. Je sauverai, par exemple, son fils en bas âge ; mais je ne lui donnerai pas d'argent pour payer ses gardes et ses bourreaux. Je lui donnerai du marbre et des étoffes, mais non des soldats et des armes. Je lui donnerai des vaisseaux de parade, mais non des trirèmes de guerre. Enfin, s'il n'y a pas moyen d'espérer qu'il s'améliore jamais, je lui rendrai le plus grand service qu'on puisse lui rendre : je le délivrerai d'une vie qui est funeste à l'humanité et à lui-même.

Ces quelques exemples nous suffiront à nous rendre compte de la méthode qu'emploie Sénèque dans ces questions de détail. Il y déploie beaucoup d'ingéniosité et de subtilité. C'est sur l'examen de ces questions que se terminera notre étude du traité *des Bienfaits* et notre cours de cette année.

M. G.

Origines françaises du romantisme

Cours de M. ÉMILE FAGUET,

Professeur à l'Université de Paris.

Le sentiment de la solitude avant et après Rousseau.

Je vous ai montré comment Rousseau concevait la solitude et qu'il l'a envisagée sous un triple aspect. Elle est d'abord pour lui l'affranchissement, et c'est une forme de sa misanthropie ; il vit dans une oisiveté occupée de mille soins ; d'autres fois, la solitude est pour lui excitatrice des grandes pensées ; il lui arrive, enfin, de trouver dans la solitude un état de jouissance extatique. Je signalais comment Rousseau avait compris le danger de répandre un pareil goût parmi les hommes, mais qu'il se croyait le droit de l'éprouver. C'est dans cet état qu'il trouve une occasion de s'élever à Dieu, au commerce des intelligences célestes, qui est comme la récompense de l'extatique anéantissement de soi :

« Il est vrai, dit-il, que ces dédommagements ne peuvent
« être sentis par toutes les âmes ni dans toutes les situations.
« Il faut que le cœur soit en paix et qu'aucune passion n'en
« vienne troubler le calme. Il faut des dispositions de la part de
« celui qui les éprouve ; il en faut dans le concours des objets
« environnants. Il n'y faut ni un repos absolu ni trop d'agitation,
« mais un mouvement uniforme et modéré, qui n'ait ni secousses
« ni intervalles. Sans mouvement, la vie n'est qu'une léthargie.
« Si le mouvement est inégal ou trop fort, il réveille ; en nous
« rappelant aux objets environnants, il détruit le charme de
« la rêverie et nous arrache d'au-dedans de nous, pour nous
« remettre, à l'instant, sous le joug de la fortune et des hommes
« et nous rendre au sentiment de nos malheurs. Un silence absolu
« porte à la tristesse. Il offre une image de la mort : alors le
« secours d'une imagination riante est nécessaire et se présente
« assez naturellement à ceux que le ciel en a gratifiés. Le mou-
« vement qui ne vient pas de dehors se fait alors de nous. Le
« repos est moindre, il est vrai ; mais il est aussi plus agréable,

« quand de légères et douces idées, sans agiter le fond de l'âme,
« ne font, pour ainsi dire, qu'en effleurer la surface. Il n'en faut
« qu'assez pour se souvenir de soi-même en oubliant tous ses
« maux. Cette espèce de rêverie peut se goûter partout où l'on
« peut être tranquille, et j'ai souvent pensé qu'à la Bastille, et
« même dans un cachot, où nul objet n'eût frappé ma vue,
« j'aurais encore pu rêver agréablement.

« Mais il faut avouer que cela se faisait bien mieux et plus
« agréablement dans une île fertile et solitaire, naturellement
« circonscrite et séparée du reste du monde, où rien ne m'offrait
« que des images riantes, où rien ne me rappelait des souvenirs
« attristants, où la société du petit nombre d'habitants était
« liante et douce, sans être intéressante au point de m'occuper
« incessamment, où je pouvais enfin me livrer tout le jour sans
« obstacle et sans soins aux occupations de mon goût ou à
« la plus molle oisiveté. L'occasion, sans doute, était belle pour un
« rêveur, qui, sachant se nourrir d'agréables chimères au milieu
« des objets les plus déplaisants, pouvait s'en rassasier à son aise
« en y faisant concourir tout ce qui frappait réellement ses sens.
« En sortant d'une longue et douce rêverie, me voyant entouré
« de verdure, de fleurs, d'oiseaux, et laissant errer mes yeux au
« loin sur les romanesques rivages qui bordaient une vaste étendue
« d'eau claire et cristalline, j'assimilais à mes fictions tous
« ces aimables objets ; et me trouvant, enfin, ramené par degrés
« à moi-même et à ce qui m'entourait, je ne pouvais marquer le
« point de séparation des fictions aux réalités, tant tout concou-
« rait également à me rendre chère la vie recueillie et solitaire
« que je menais dans ce beau séjour !... Délivrée de toutes les
« passions terrestres qu'engendre le tumulte de la vie sociale,
« mon âme s'élancerait fréquemment au-dessus de cette atmos-
« phère et commercerait d'avance avec les intelligences célestes,
« dont elle espère aller augmenter le nombre dans peu de temps.
« Les hommes se garderont, je le sais, de me rendre un si doux
« asile, où ils n'ont pas voulu me laisser. Mais ils ne m'empê-
« cheront pas du moins de m'y transporter chaque jour sur les
« ailes de l'imagination, et d'y goûter durant quelques heures le
« même plaisir que si je l'habitais encore. Ce que j'y ferais de
« plus doux serait d'y rêver à mon aise. En rêvant que j'y suis, ne
« fais-je pas la même chose ? Je fais même plus : à l'attrait d'une
« rêverie abstraite et monotone, je joins des images charmantes
« qui la vivifient (1). »

(1) *Réveries d'un Promeneur solitaire*, cinquième promenade.

Ainsi Rousseau trouve dans la solitude un moyen de monter en quelque manière au ciel, de se mêler aux intelligences supérieures, en partant d'un état d'extase entretenu par le charme mélancolique des lieux.

C'est ici l'occasion de voir ce qu'a été, avant et après lui, ce sentiment de la solitude.

Il faut, pour ce qui concerne le Moyen Age, citer la merveilleuse *Imitation de Jésus-Christ*, que l'on peut considérer comme un hymne à la solitude : livre assurément qui dément son titre, car je crois que Jésus fut, avant tout, un homme d'incessantes préoccupations actives et n'a presque jamais vécu de la vie solitaire et contemplative : l'*Imitation* est le livre d'un solitaire, d'un moine qui a cru que la solitude avait une admirable influence sur l'âme. Je vais vous en lire un passage curieux, parce que, outre l'idée qu'il exprime, il contient un rappel de l'antiquité, ce qui est assez rare :

« Cherchez un temps propre pour penser à vous-mêmes et
« rappelez-vous souvent les bienfaits de Dieu.

« Abandonnez les lectures de pure curiosité ; préférez celles qui
« sont plus propres à vous toucher le cœur qu'à vous occuper
« l'esprit. Si vous renoncez aux conversations oiseuses, aux cour-
« ses inutiles, à la recherche des nouvelles et des bruits publics,
« vous trouverez un temps suffisant et propre pour vous livrer à
« de pieuses méditations.

« Les plus grands saints, dès qu'ils le pouvaient, évitaient le
« commerce des hommes et préféraient de servir Dieu dans le
« secret.

« Quelqu'un a dit : « Toutes les fois que j'ai été parmi les
« hommes, j'en suis revenu moins homme. »

« C'est ce que nous éprouvons trop souvent, lorsque nous avons
« de longues conversations. Il est plus aisé de se taire tout à fait
« que de ne pas trop parler ; il est plus aisé de se tenir caché
« chez soi que de se bien garder au dehors.

« Quiconque veut donc arriver à la vie intérieure et spirituelle,
« il faut qu'à l'exemple de Jésus-Christ il s'éloigne de la
« foule (1). »

Le personnage, auquel il est fait allusion ici, est Sénèque. Le christianisme s'est senti en affinité avec le stoïcisme ; celui-ci avait fait comme le rêve vague et confus du christianisme, et en avait entrevu les parties fortes et violentes, beaucoup plus que les parties de charité et de solidarité. Sénèque donc avait écrit :

(1) *Imitation*, ch. xx.

« Que dois-je éviter le plus, me dites-vous ? — C'est la foule...
 « Certains convalescents, épuisés par de longues souffrances, ne
 « peuvent sortir sans éprouver de malaise : tel est notre état à
 « nous, dont l'âme relève d'une longue maladie. Le grand nom-
 « bre nous est contraire : *inimica est multorum conversatio* » (1).

La solitude est donc un moyen de cure morale et une forme de la vie intérieure.

Quand nous arrivons à Montaigne, qui n'est stoïcien que par boutades ou plutôt par périodes, et qui a l'esprit trop compréhensif pour être exclusivement stoïcien, nous trouvons des opinions différentes, parfois dans le même chapitre : la solitude est bonne, mais elle ne convient qu'à certains esprits ; elle est moins une forme de la vie qu'une préparation à la mort : tantôt il approuve, tantôt il réproche la solitude :

« Or la fin, ce crois-je, en est toute une, d'en vivre plus à loi-
 « sir et à son aise : mais on n'en cherche pas tousjours bien le
 « chemin. Souvent on pense avoir quitté les affaires, on ne les a
 « que changez : il n'y a guères moins de torment au gouverne-
 « ment d'une famille que d'un estat entier. Où que l'âme soit em-
 « peschée, elle y est toute : et pour estre les occupations domesti-
 « ques moins importantes, elles n'en sont pas moins importunes.
 « Davantage, pour nous estre desfaicts de la court et du marché,
 « nous ne sommes pas desfaicts des principaulx torments de
 « nostre vie : l'ambition, l'avarice, la peur, l'irrésolution et les
 « concupiscences ne nous abandonnent point, pour changer de
 « contrée, elles nous suyvent souvent jusques dans les cloistres
 « et dans les escholes de philosophie ; ny les déserts, ny les
 « rochers creusez, ny la haire, ny les jeusnes, ne nous en des-
 « meslent... »

— Vous voyez que, tout en flattant notre instinct de la solitude, il nous prémunit contre elle et nous avertit que nous portons notre agitation en nous-mêmes...

« On disait à Socrate que quelqu'un ne s'estoit aucunement
 « amendé en son voyage : « Je crois bien, dit-il ; il s'estoit emporté
 « avecques soy. » Si on ne se décharge premièrement et son âme
 « du faix qui la presse, le remuement la fera fouler davantage ;
 « comme en un navire les charges empeschent moins quand elles
 « sont rassises. Vous faictes plus de mal que de bien au malade, de
 « luy faire changer de place : vous ensachez le mal en le remuant ;
 « comme les pals s'enfoncent plus avant et s'affermissent en les
 « branslant et secouant. Parquoy ce n'est pas assez de s'estre

(1) *Lettres à Lucilius*, lettre 7.

« escarté du peuple ; ce n'est pas assez de changer de place ; il
 « se fault escarter des conditions populaires qui sont en nous ; il
 « se fault sequestrer et r'avoir de soy. Nous emportons nos fers
 « quand et nous. Ce n'est pas une entière liberté ; nous tournons
 « encore la veue vers ce que nous avons laissé ; nous en avons
 « la fantaisie pleine : nostre mal nous tient en l'âme... »

Voici, maintenant, la méthode de jouir de la solitude : « Il la
 « fault ramener et retirer en soy : c'est la vraye solitude, et qui
 « se peult jouir au milieu des villes et des courts des rois ;
 « mais elle se jouit plus commodement à part. Or, puisque nous
 « entreprenons de vivre seuls, et de nous passer de compagnie,
 « faisons que nostre consentement despende de nous ; despre-
 « nons nous de toutes les liaisons qui nous attachent à aultruy :
 « gagnons sur nous de pouvoir à bon escient vivre seuls et y
 « vivre à nostre ayse. »

— La méthode que prêche Montaigne est donc le renoncement ; Rousseau s'isole des hommes, mais sauf quelques moments d'extase, ne sait pas se détacher de lui-même. C'est, comme je le disais, la suppression du moi qui en est la véritable jouissance..

« Il se fault réserver une arrière boutique, toute nostre, toute
 « franche, en laquelle nous establissions notre vraye liberté et
 « principale retraicte et solitude. En cettcey faut il prendre
 « nostre ordinaire entretien de nous à nous-mêmes, et si privé,
 « que nulle accointance ou communication estrangière y treuve
 « place ; discourir et y rire, comme sans femme, sans enfants
 « et sans biens, sans train et sans valets ; à fin que quand
 « l'occasion adviendra de leur perte, il ne nous soit pas nouveau
 « de nous en passer. Nous avons une âme contournable en soy
 « mesme ; elle se peult faire compagnie ; elle a de quoy
 « assaillir et de quoy deffendre ; de quoy recevoir et de quoy
 « donner. Ne craignons pas en cette solitude nous croupir d'oi-
 « siveté ennuyeuse. La vertu se contente de soy, sans disciplines,
 « sans paroles, sans effects. En nos actions accoustumées, de
 « mille il n'en est pas une qui nous regarde (1). »

C'est là le mot définitif du sage : tout ce qui nous appartient, croyons-nous, n'est pas à nous ; celui qui se persuaderait de cette vérité vivrait de la vraie solitude.

Nous en sommes encore, ici, à la solitude envisagée comme une cure morale. Je ne vois guère que cette conception avant le dix-septième siècle. A partir du xvii^e siècle, nous avons, avec

(1) Les *Essais*, liv. I, chap. xxxviii.

d'Assouci, l'amour de la solitude considérée comme une oisiveté capricieuse, pleine de liberté et de fantaisie.

M^{me} de Sévigné, elle, y trouve une excitation pour sa pensée. Cet esprit, si vif et si souple, qu'on pourrait aussi bien qu'à La Fontaine lui appliquer le surnom de Polyphile, qui aime la cour et la ville, aime également la solitude de Livry ou des Rochers. Mlle de Scudéry l'avait remarqué dans le portrait qu'elle fait de la marquise : elle se plaisait autant au « désert qu'à la ville ; elle en revenait aussi neuve, aussi propre », c'est-à-dire aussi bien disposée qu'au départ. Pour elle, la solitude qu'elle goûte ou qu'elle se fait, est excitatrice de pensées sentimentales le plus souvent. Elle écrit des Rochers à sa fille :

« Je vous conjure, ma bonne, de me laisser prendre ce petit
« plaisir... Voilà donc qui est fait : nous parlerons de son voyage
« quand je serai sur le point de faire le mien. Je viens d'en faire
« un dans mon petit galimatias, c'est-à-dire mon labyrinthe, où
« votre aimable et chère idée m'a tenu fidèle compagnie. Je vous
« avoue que c'est un de mes plaisirs que de me promener toute
« seule ; je trouve quelques labyrinthes de pensées dont on a
« peine à sortir ; mais on a du moins la liberté de penser à ce
« que l'on veut (1). »

M^{me} de Sévigné est bien de son siècle : dans la solitude, ce qu'elle aime, c'est la méditation.

J'aurais pu attribuer chacune des manières dont Rousseau conçoit la solitude à un siècle particulier : la solitude oisive, capricieuse, à la façon de Ronsard ou de Belleau au xvi^e ; la solitude féconde en pensées au xvii^e ; la solitude extatique au xix^e.

La marquise écrit encore : « J'ai trouvé ces bois d'une beauté
« et d'une tristesse extraordinaires : tous les arbres que vous
« avez vus petits sont devenus grands et droits et beaux en per-
« fection ; ils sont élagués, et font une ombre agréable ; ils ont
« quarante ou cinquante pieds de hauteur. Il y a un petit air
« d'amour maternel dans ce détail ; songez que je les ai tous
« plantés, et que je les ai vus, comme disait M. de Montbazou,
« pas plus grands que cela. C'est ici une solitude faite exprès
« pour y bien rêver : vous en feriez bien votre profit et je
« n'en use pas mal ; si les pensées n'y sont pas tout à fait noi-
« res, elles y sont tout au moins gris brun ; j'y pense à vous à
« tout moment (2). »

Quelques jours après, elle disait encore : « Vous voulez donc

(1) *Collection des Grands Ecrivains*, t. II, p. 303.

(2) *Op. cit.*, t. IV, p. 149.

« aussi que je vous parle de mes bois : la stérilité de mes lettres
 « ne vous en dégoûte point... Vraiment, ces allées sont d'une
 « beauté, d'une tranquillité, d'une paix, d'un silence à quoi je
 « ne puis m'accoutumer. Si je pense à vous, si c'est avec une
 « tendresse, si j'y suis sensible, c'est à vous de vous l'imaginer :
 « il ne m'est pas possible de vous le bien représenter. Je me
 « trouve fort à mon aise toute seule : je crains qu'il ne me
 « vienne des Madames, c'est-à-dire de la contrainte (1). » Ainsi
 la solitude sert à M^{me} de Sévigné à s'entretenir avec elle-même de pensées familières ou graves, à rêver et à méditer.

Nous savons déjà le cas qu'en a fait La Fontaine. Je vous lirai cependant un passage curieux d'un poème intitulé *La Captivité de saint Malc* ; vous y verrez une déclaration pour et contre la solitude, ce qui est rare chez ce grand nonchalant :

Cet homme possédait un fertile héritage,
 Et de plusieurs troupeaux dans l'ardente saison
 Vendait à ses voisins le croît et la toison.
 Notre héros suivit la dame en servitude.
 Ce fut lors, mais trop tard, que, pour sa solitude,
 Pour son cher directeur et ses sages avis,
 Il reprit des transports de pleurs en vain suivis.
 « Forêts, s'écriait-il, retraites du Silence,
 Lieux dont j'ai combattu la douce violence,
 Angéliques cités d'où je me suis banni,
 Je vous ai méprisés, déserts : j'en suis puni.
 Ne vous verrai-je plus ? Quoi ! songe, tu t'envoles !
 O Malc ! tu vois le fruit de tes desseins frivoles !
 Verse des pleurs amers puisque tu t'es privé
 De ces pleurs bienheureux où ton cœur s'est lavé. »
 Ainsi Malc regrettait sa fortune passée (2).

Malc exhale une plainte amère, pour avoir perdu sa chère solitude ; mais voici la contre-partie : la vie active doit reprendre tous ses droits et repousser les tentations de vie solitaire :

Il vit auprès d'un tronc des légions nombreuses
 De fourmis qui sortaient de leurs cavernes creuses.
 L'une poussait un faix ; l'autre prêtait son dos :
 L'amour du bien public empêchait le repos ;
 Les chefs encourageaient chacun par leur exemple.
 Un du peuple étant mort, notre saint le contemple
 En forme de convoi soigneusement porté
 Hors les toits fourmillants de l'avare cité.

(1) *Op. cit.*, t. IV, p. 155.

(2) *La captivité de saint Malc*, v. 98-112.

— Vous savez que c'est ici de la littérature personnelle : La Fontaine, invité quelque part, arrive une heure ou deux après le repas et s'excuse de son retard en disant qu'il a rencontré le convoi d'une fourmi et qu'il a voulu l'accompagner jusqu'à sa dernière demeure...

Vous m'enseignez, dit-il, le chemin qu'il faut suivre :
Ce n'est pas pour soi seul qu'ici-bas on doit vivre ;
Vos greniers sont témoins que chacune de vous
Tâche à contribuer au commun bien de tous.
Dans mon premier désert, j'en pouvais autant faire ;
Et, sans contrevenir aux vœux d'un solitaire,
L'exemple, le conseil et le travail des mains
Me pouvaient rendre utile à des troupes de saints :
Aujourd'hui je languis dans un lâche esclavage ;
Je sers pour conserver des jours de peu d'usage.
Le monde a bien besoin que Malc respire encor (1) !

Ce passage est tout à fait curieux : car, avec l'éloge de solitude, il contient celui de la vie sociale, du travail et de l'effort mis au service de la communauté.

Telles sont les principales citations qu'il convenait de faire pour montrer ce que fut le sentiment de la solitude avant Jean-Jacques Rousseau. Peut-être vous étonnerez-vous que je ne nomme point, en cet endroit, le grand poète sentimental du dix-septième siècle, celui qui ressemble le plus à un homme du dix-neuvième, je veux dire Brébeuf. C'est qu'il ne rentre pas absolument dans notre cadre : il a écrit des « Entretiens solitaires », mais ce ne sont point des rêveries dans la solitude ; il ne nous dit pas que ce soit la solitude qui les lui ait inspirés : ce sont tout simplement des soliloques, des entretiens avec lui-même.

Je passe donc aux écrivains postérieurs à Rousseau, et je rencontre d'abord ce poète distingué qu'est Léonard. C'est un poète véritablement remarquable, qui a écrit de fort jolies choses sur les montagnes, sur les beaux spectacles de la nature ; mais il n'a nullement tourné ses regards vers la solitude considérée en elle-même.

En revanche, un peu après lui, Sénancour est le solitaire par excellence : et il est intéressant de voir ce que ce solitaire, élève de Rousseau, a entendu parmi les voix de la solitude. Sénancour n'y trouve que lui-même, la contemplation de lui-même avec aussi une singulière lassitude de lui. Pour cet écrivain, il y a, quoi qu'on ait dit, deux mots qui sont synonymes : solitude et mélancolie.

(1) *Op. cit.*, v. 357-375.

Et cela le distingue de Rousseau ; car Rousseau, et c'est là sa grande originalité, n'est pas mélancolique dans la solitude : c'est quand il vit au milieu des hommes qu'il cède à la mélancolie, mais non pas dans ses promenades de botaniste. Dans ses courses solitaires, il est plein d'allégresse : c'est avec une sorte de légèreté d'âme qu'il jouit agréablement de lui-même. Au contraire, Sénancour trouve et va chercher l'ennui dans la solitude, parce qu'il aime l'ennui. Sainte-Beuve a très bien analysé ce sentiment : il y a, dit-il, un certain ennui, éprouvé dans l'oisiveté, quand celle-ci prend comme conscience d'elle-même, et qui n'est pas sans charme ; il y a aussi un ennui qui est une forme de l'orgueil, et Sainte-Beuve retourne ici le vers de Hugo :

Mais l'orgueil est la forme altière de l'ennui.

C'est par orgueil qu'on s'éloigne des hommes, comme c'est par orgueil qu'on s'ennuie en leur société. Sénancour veut être seul, en emportant son ennui : il s'est véritablement intoxiqué de ce sentiment. Si l'état d'ennui où il se plonge voluptueusement ne se communique pas toujours au lecteur, c'est qu'il sait s'analyser et mêler à ses analyses des souvenirs et des espérances, de l'avenir et du passé. Les moments de mélancolie lui rappellent son enfance, déjà rêveuse ; d'autres fois il glisse à la rêverie d'un avenir incertain : et il y a là quelque chose de tragique sans rien de douloureux, qui aboutit à une sorte de sérénité. Il n'a pas eu une grande influence, parce qu'à l'époque où il aurait pu l'exercer, il ne fut pas lu. Obermann resta enterré dans le silence jusqu'au moment où Sainte-Beuve le déterra vers 1830 : il trouvait le livre intéressant ; c'était pour lui-même une sorte de parrain, car il n'y avait rien qui pût mieux lancer *Volupté* qu'Obermann ; enfin Sainte-Beuve, toujours un peu jaloux, jugeant la gloire de Chateaubriand trop éclatante, n'était pas fâché de montrer qu'il n'était pas le seul père du romantisme. Mais, dès ce moment, le romantisme était fait et Sénancour n'agit pas sur lui.

En revanche, il me semble que Sénancour a eu la plus grande influence sur les derniers venus de notre littérature, Parnassiens et Symbolistes. Ces hommes d'une grande intelligence artistique et d'une vive finesse psychologique, épris de tout ce qui est vague et incomplet, devaient admirer Sénancour plus que Vigny. Il les a vivement séduits et n'a pas été sans action sur le culte du moi, qui a été une de façons de sentir de ces vingt dernières années. Sénancour ne nous a entretenu que de lui. Mais, tandis que la plupart, n'ayant pas de moi véritable, ne nous entretiennent que

d'un moi d'emprunt, d'un moi livresque, incapable d'inspirer quoi que ce soit de sincère, Sénancour nous parle de lui en connaissance de cause et nous initie aux secrets d'un moi intime, sincère et personnel.

Sénancour, d'ailleurs, suit l'inspiration de Rousseau, chez qui vous avez vu les effusions d'un moi original et spontané, et qui prend sa plus grande conscience de lui-même dans la solitude.

A suivre.)

M. W.

Formation et développement de l'esprit philosophique au XVIII^e siècle.

Cours de M. GUSTAVE LANSON,

Professeur à l'Université de Paris.

**Transformation des idées morales (suite). — Les Rémond.
— Le marquis de Lassay (1).**

Voici maintenant une famille qui a produit deux écrivains, ou plutôt deux hommes du monde, qui doivent attirer notre attention : la famille des Rémond. Les archives de la bibliothèque de Troyes, au manuscrit 2231, contiennent, sur une famille de Rémond, des notes biographiques recueillies par M. Fortin. De ces notes, il résulte qu'un certain Rémond, avocat au bailliage de Troyes, avait eu trois fils : Nicolas Rémond d'Ecourt, auteur de la *Vie d'Héloïse et d'Abélard* (1), et de plusieurs autres ouvrages ; le second fils était Rémond de Saint-Mard ; et le troisième Rémond, surnommé le Diable, qui fut fermier général, et écrivit aussi, dit-on, quelques ouvrages. J'ignore quels sont ces ouvrages. y aurait-il parmi eux le *Précis ou Suc de l'Histoire romaine* qu'un manuscrit des Archives (M 792, n° 2) attribue à un Rémond ?

Quoi qu'il en soit, il eut trois fils, qui furent très répandus dans le monde au début du XVIII^e siècle.

L'un, Rémond de Montmort, membre de l'Académie des sciences, et dont Fontenelle a fait l'éloge ; les deux autres étaient Rémond de Saint-Mard, et enfin l'aîné, Rémond tout court, surnommé le Grec. — Nous pouvons connaître Rémond le Grec par la correspondance du président Bouhier, qui est en manuscrit à la Bibliothèque nationale (VIII, f. fr. 24416 f. 298). — A défaut de ces manuscrits, on peut consulter les *Portefeuilles du président*

(1) Il faudrait ajouter aux écrits qui sont étudiés ici quelques-uns de ceux dont j'ai parlé dans le cours de l'an dernier, notamment l'*Histoire de Caléjava*, de Cl. Gilbert, et les *Voyages de Jacques Massé*, de Simon Tyssot de Patot. (Cf. les numéros des 10 et 17 décembre 1908.)

Bouhier, recueillis par Emm. de Broglie (de la page 256 à 269). — On trouve des anecdotes sur lui dans la correspondance de la marquise de Balleroy (t. II, p. 307). — Saint-Simon en donne un portrait dans ses *Mémoires*, au t. XVII de l'éd. Hachette (1858), p. 149. — Voyez aussi les *Mémoires pour servir à l'histoire de la vie et des ouvrages de M. de la Mothe et de M. de Fontenelle*, de l'abbé Trublet (1761), p. 206-207 ; la *Littérature française à l'étranger*, de Sayous, au t. II, p. 271 ; les *Œuvres de Ninon de Lenclos*, publiées par Colombey (1886, in-8°), p. 65-76 ; enfin le *Dictionnaire* de Chauffepié, à l'article *Fraguier*, et le portrait qui en est fait dans les *Œuvres* de l'abbé Gédoyen (1745), p. 227.

Rémond le Grec, ainsi surnommé parce que c'était un helléniste passionné, a laissé, outre ces lettres au président Bouhier, des lettres à M^{me} de Staël-Delaunay. (Cf. *Correspondance* de cette dernière, 1801, in-12, 2 vol.). Voici le personnage.

Les trois frères étaient fils, dit-on, d'un fermier général, Rémond, surnommé le Diable, qui s'était marié à la fille d'un riche joaillier. — Rémond le Grec était de bonne maison ; il acquit une charge d'introduit des ambassadeurs, qu'il occupait encore sous la Régence. Il se retira après la mort du duc d'Orléans, et vécut ses dernières années dans la retraite, avec ses amis. Saint-Simon l'a fort maltraité :

« Il était fils de Rémond, écrit-il, fermier général, connu sous le nom de Rémond le Diable. Ce fils était un petit homme qui n'était pas achevé de faire, et comme un biscuit manqué, avec un gros nez, de gros yeux ronds sortants, de gros vilains traits, et une voix enrrouée comme un homme réveillé en pleine nuit en sursaut. Il avait beaucoup d'esprit, il avait aussi de la lecture et des lettres, et faisait des vers. Il avait encore plus d'effronterie, d'opinion de soi et de mépris des autres. Il se piquait de tout savoir, prose, poésie, philosophie, histoire, même galanterie, ce qui lui procura force ridicules aventures et brocards. Ce qu'il sut le mieux fut de tâcher de faire fortune, pour quoi tous les moyens lui furent bons. Il fut le savant des uns, le confident et le commode des autres, et de plus d'une façon, et ne se cachait pas de la détestable ; le rapporteur, quand on le voulut et que cela lui parut utile. »

Aujourd'hui qu'on a fait la critique de Saint-Simon, nous ne concluons pas de ce portrait à la condamnation de Rémond le Grec. Cependant Marais dit qu'il fut l'espion de Dubois(1). Rémond

(1) Cité dans la *Correspondance* de la marquise de Balleroy, t. II, p. 307.

était donc brouillé avec Saint-Simon et Marais. Ce qui est plus grave, c'est qu'il se brouilla avec Ninon : « J'ai été la dupe de son érudition grecque, dit-elle, et je l'ai banni de mon école, parce qu'il a toujours pris la philosophie et le monde à gauche : il n'était pas digne d'une société aussi sensée que la mienne. Quand Dieu eut fait l'homme, il se repentit : je suis de même à l'égard de Rémond (1). »

Cette condamnation est-elle sans appel ? J'en doute ; car, plusieurs années après, Rémond est de nouveau dans la société de Ninon, comme le montre une lettre de celle-ci à M^{me} de Villette, écrite entre 1702 et 1705 : « Vous allez avoir des visites à le faire oublier (un chagrin qu'elle a au sujet de sa fille). M. Rémond ira à trente lieues de Paris. Quel plus grand effort peut-on attendre dans un siècle où l'amitié n'est plus l'unique vertu ? Je douterais du projet pour tout autre que pour vous (2). » La voilà donc raccommodée avec Rémond : le motif de la brouille n'était sans doute pas très grave.

Fontenelle déclarait que Rémond était un homme d'esprit : c'est peut-être pour cela qu'il a mécontenté un certain nombre de gens. Très libre avec Dubois, il s'est moqué de lui : s'il s'est conduit de la sorte envers M. de Saint-Simon, il dut gravement le mécontenter.

Fontenelle et Rémond étaient un peu en désaccord : Rémond le Grec en voulait à Fontenelle d'être contre les anciens.

Dans les lettres citées par M. de Broglie, vous allez trouver un sentiment très rare au XVIII^e siècle, en dehors de quelques érudits de profession, l'amour de la littérature grecque :

« Je vous avoue, écrit Rémond, qu'après Homère Euripide est de tous les poètes celui que j'aime le plus, quoique je convienne de la plupart des défauts qui lui sont reprochés par Aristote et par Aristophane. Je trouve dans ses pièces une mélancolie si douce, et dans sa versification une harmonie si pleine de charmes, que j'y ai souvent recours quand je suis incommodé, et ses tragédies sont de vraies *ἐπὶ ᾠδαὶ* (charmes) pour moi (3). »

Il veut convertir au culte de la littérature grecque des abbés trop matériellement épicuriens de son voisinage. Voici comment il raconte la conversion de M. de Montsours à l'hellénisme : « Cet abbé était au séminaire de Saint-Magloire, où il avait appris

(1) *Correspondance de Ninon de Lenclos, id.*, Colombey, p. 63-66.

(2) *Ibid.*, p. 176.

(3) P. 261.

l'hébreu, le grec et le latin, lorsque le roi lui donna l'abbaye d'Orbais. En y allant, il passa par Mareuil, qui n'en est qu'à une demi-lieue. Ce château était alors habité par la duchesse d'Angoulême, bru de Charles IX. Elle y vivait doucement avec ses petites-nièces (dont ma belle-sœur en était une) et d'autres jeunes nymphes. Il y demeura sept ans, sans aller plus loin. Mon frère était fort adonné à la géométrie, et le livre de M. Newton lui donnait bien de la peine. Il n'en fallait pas davantage pour piquer l'abbé, qui aime le difficile par la connaissance qu'il a de ses forces. Bientôt il fut l'homme de France qui possédait le mieux le système de ce grand homme. Il a passé ensuite plusieurs années à Montmort, dans une oisiveté voluptueuse.

« Quand j'allai chez mon neveu, il vint nous y rendre une visite. Nous eûmes le bonheur de lui plaire, et il demeura avec nous jusqu'au moment de notre départ. Je lui inspirai ou je réveillai en lui le goût des bonnes lettres, et je lui donnai un Platon qu'il lut trois fois pendant l'hiver. J'avais apporté quelques livres ; je les laissai au château, parce qu'il n'en avait pas un. Nous lûmes ensemble Euripide et Aristophane, qui lui étaient inconnus. Depuis ce temps-là, sa vie est plus douce. Il arrive à Montmort avec nous, il le quitte la veille de notre départ, et, pendant tout le reste de l'année, personne ne peut le faire sortir de son cabinet. Il ressemble à un beau buste que j'ai d'Aristote : il est de grande taille, un peu voûté, vigoureux, grand mangeur, et *mulierosus*, une tête excellente, un discernement exquis, étonnant par la justesse et la pénétration de son esprit. Du reste, la douceur d'un enfant, et d'un commerce charmant » (1).

Si nous ajoutons que dans ses lettres on trouve des sentiments d'humanité et de patriotisme, — au sens de : désir du bien public, — vous aurez une idée de ce qu'était ce Rémond le Grec, tant abîmé par Saint-Simon.

Le dictionnaire de Chauffepié, à l'article *Fraguier*, donne sur lui un détail intéressant : Quand Fraguier quitta les jésuites, « se voyant libre de suivre son inclination, il eut le bonheur de se lier avec M. Rémond, qui cultivait les lettres dans une fortune riante et paisible, qui avait un cabinet de livres précieux, et qui était en relation avec les personnes de l'esprit le plus délicat et le plus orné ».

Nous avons de lui un portrait de M^{me} de Caylus réimprimé par Raunié (2). On ne s'attendait guère à voir M^{me} de Caylus hellé-

(1) P. 264.

(2) *Souvenirs et Correspondance de M^{me} de Caylus*.

nisée, habillée à la grecque. C'est ce que fait avec délicatesse notre Rémond. Il en donne une image très séduisante : « Elle répandait une joie si douce et si vive, un goût de volupté si noble et si élégant dans l'âme de ses convives, que tous les caractères paraissaient aimables et heureux (1). »

Rémond le Grec a laissé en outre un *Dialogue de la volupté* imprimé dans le *Recueil de divers écrits*, publié par Saint-Hyacinthe en 1736.

Dans ce dialogue, Rémond imite les dialogues de Platon. Il est rare, à l'époque où nous sommes, de voir une telle délicatesse dans l'imitation de la forme grecque du dialogue. On ne la trouve à ce degré ni dans Fontenelle ni dans Fénelon. Voyez, par exemple, le début du prologue :

« Les jeunes gens firent hier le sacrifice ordinaire à Mercure ; et, en vérité, il est difficile de rien voir de plus aimable que la jeunesse d'Athènes. Après que la cérémonie fut achevée, comme il faisait le plus beau temps du monde, la plupart sortirent de la ville pour aller se divertir dans la campagne, et jouir du loisir que la fête leur donnait. Ils avaient encore sur la tête leurs couronnes de fleurs qu'ils gardèrent tout le jour, et ils s'amusaient à différents exercices le long des bords de l'Ilissus. Les plus grands s'étaient fait amener des chevaux pour les monter dans la plaine et signaler leur adresse devant les plus jeunes ; les autres les regardaient, ou s'occupaient des jeux convenables à leur âge. Les amants (car vous savez ce que nos lois permettent) ne manquèrent pas de s'y trouver ; et moi, sans être amant, je m'y trouvais aussi, je ne sais pourquoi » (2).

C'est un peu sec, on sent encore le style pâle et général du xviii^e siècle (« le plus beau temps du monde ») ; mais il y a une grâce réelle.

Il veut distinguer la volupté des simples plaisirs des sens, de la débauche :

« La nature a mis dans tout ce qui a vie un certain désir d'être heureux ; et cette inclination porte chaque animal à chercher le plaisir qui lui convient. L'homme qui participe de l'essence divine, et pour qui, dit-on, Prométhée a dérobé le feu du ciel, sait seul goûter le plaisir par l'esprit et avec réflexion ; et c'est ce goût de l'esprit, c'est cette réflexion qui distingue la volupté d'avec la débauche. L'homme parfait est voluptueux ; mais celui qui, livré à son tempérament, ne diffère des bêtes que par la

(1) P. xxxv.

(2) Saint-Hyacinthe, *Divers écrits*, p. 27-28.

figure, n'a de plaisirs que ceux de la débauche, et la débauche n'est autre chose qu'un emportement qui vient tout entier de l'impression des sens » (1).

Il suppose que ces réflexions sont échangées entre Agathon et Aspasia.

Il revient encore sur le même sujet, un peu plus loin :

« Il est vrai, me répondit-elle, que cette inclination pour le plaisir a besoin de la philosophie pour être réglée, et c'est à quoi l'on connaît les honnêtes gens, qui ont une attention exacte sur toutes leurs actions et savent toujours ce qu'ils font. Les autres, au contraire, errent à l'aventure, et, sans nul autre guide que l'impression fortuite de leur tempérament, se laissent toujours tyranniser par quelque passion brutale. C'est, en effet, la manière d'user des plaisirs qui fait toute la différence de la volupté et de la débauche. — La volupté, repris-je, sera donc l'art d'user des plaisirs avec délicatesse » (2).

Et Aspasia acceptera cette définition de la volupté. Pour étendre cette notion de la volupté et en même temps l'élever, il indique que la vérité est la volupté de l'entendement !

« La vérité n'est-elle pas, en quelque sorte, la volupté de l'entendement ? La poésie, la peinture, la musique, ne sont-elles pas les plaisirs de l'imagination ? Il en est de même des vins exquis, des mets délicieux, des parfums, et de tout ce qui peut flatter les sens. Pourvu que la raison conserve son empire, tout est permis, et, l'homme ne cessant point d'être homme, l'action est juste et louable, puisque le vin n'est que dans le dérèglement » (3).

Vous voyez la thèse : pourvu que le plaisir soit intellectualisé, qu'il y ait sur lui une réflexion qui lui impose de la modération, il n'y a plus de scrupules à avoir sur la volupté. Aussi conclut-il en rejetant les philosophes qui condamnent la passion :

« C'est une folie que cette guerre naturelle qu'ils ont imaginée entre la raison et les passions ; elle doit plutôt les régler que les combattre, et moins travailler au dessein chimérique de les déraciner de nous-mêmes, qu'à les assaisonner par le goût de l'esprit et par le sentiment du cœur » (4).

L'abbé Trublet, dans son journal, déclare ce dialogue très délicat ; mais, comme il est abbé et croyant, il n'ose l'analyser, ayant peur de la séduction qu'il exercerait sur le lecteur. — C'est une œuvre très courte, très sobre. Rémond indique seulement le

(1) P. 33-34.

(2) P. 38.

(3) P. 40.

(4) P. 41.

point de vue général de sa philosophie : domination de l'intelligence et de la raison utilisant et dirigeant les passions.

Sur son frère, Rémond de Saint-Mard, on trouve aux Archives un scellé (8433) qui ne nous apprend pas grand'chose. Il est chanoine à une église de Paris; nous y voyons par le scellé même que c'était un bourgeois très aisé. Mais les livres et les papiers ne sont indiqués que sommairement. On renvoie à un inventaire plus détaillé, que je ne connais pas.

Rémond de Saint-Mard n'était pas en bons termes avec Fontenelle. Fontenelle, qui ne détestait personne, ne lui en voulait pas : « Je vois bien, disait-il, qu'il ne m'aime pas, et je ne sais pas pourquoi, si ce n'est parce qu'il a fait aussi des Dialogues. Mais ils sont très jolis, ces Dialogues, et je l'ai toujours dit, quand j'ai eu l'occasion d'en parler (1). » Il n'a pas de haine ; mais il a de la griffe tout de même : « Si ce n'est parce qu'il a fait aussi des Dialogues », ou cela ne veut rien dire, ou c'est dire : « Il est jaloux de moi. » Il est possible que ce fût vrai. Il est possible aussi que, en Fontenelle, Rémond de Saint-Mard détestât le détracteur des anciens ; il se peut que, comme son frère, il fût très attaché à l'antiquité.

Il a laissé plusieurs ouvrages : les *Nouveaux dialogues des Dieux*, en 1711 ; l'*Eloge des plaisirs*, en 1714 ; l'*Examen philosophique de la poésie en général*, en 1719 ; le poème de la *Sagesse*, (1712), inséré dans divers recueils ; on l'attribua au marquis de la Fare. Alors Rémond s'en déclara l'auteur, disant qu'il n'était pas si riche qu'il pût ainsi laisser prendre son bien.

Il a paru une édition de ses œuvres en trois volumes (1742) et une autre en cinq volumes (1750).

Il avait des raisons de ne pas aimer les dialogues de Fontenelle, qui sont en effet supérieurs aux siens. Ce qu'il y a de précieux dans Fontenelle devient entortillé chez Rémond, assez maladroit dans ses développements. Son dialogue est souvent tiré, pénible ; il y a de la lourdeur dans le sérieux, de la gaucherie dans le badinage ; le mélange du sérieux et du badin n'est pas fait adroitement ; l'expression est souvent alambiquée, jusqu'à devenir du galimatias. Cependant il ne faut pas trop mépriser ces dialogues : s'ils sont inférieurs par la forme et par la richesse des vues, à ceux de Fontenelle, on y trouve, nettement accusées, certaines tendances qui, à cette date, sont intéressantes : ce sont des suggestions curieuses, des idées exprimées de manière à inquiéter l'intelligence, à lui ouvrir des avenues pour la réflexion. Il a servi à

(1) Trublet, *Mémoires sur Fontenelle et La Motte*, 2^e éd, 1759, p. 206.

faire l'éducation de la raison et du sentiment. En lui se mêlent La Rochefoucauld, et sa philosophie de l'égoïsme ; Mondeville, et son idée de l'utilité sociale des passions et des vices ; une tendance morale analogue à celle de Shaftesbury (je ne sais si c'est une influence), qui consiste à distinguer les inclinations égoïstes des inclinations altruistes, ces dernières étant les vertus.— Il y a de l'esprit et de la finesse dans le style. Voici comment il critique le roman de l'époque :

« Ce qu'il y a de grossier en amour va se convertir en délicatesse, et ne dirait-on pas que les héros des romans sont des substances pensantes, à qui l'on n'a ajouté un corps que par manière d'acquit, et pour ne servir de rien à leurs plaisirs (1) ? »

Il indique qu'il y a là un danger moral ; que, dans la réalité, les hommes imprégnés de ces romans prennent prétexte de l'idéalisation des passions pour s'abandonner à des plaisirs qui n'ont rien de comparable aux sentiments élevés des romans.

Dans le *Dialogue de Pollux et de Momus*, Momus trace le cadre d'un discours sur l'inégalité.

Je veux insister surtout, dans ces *Nouveaux Dialogues des Dieux*, sur les idées qui ont rapport à l'évolution de la morale, qui est l'objet de notre étude. Il est sceptique envers les métaphysiques. Pour lui, si la raison humaine peut quelque chose, c'est un ordre de choses limité. Une série de domaines lui restent fermés :

« Les principes des choses que cette science considère nous sont entièrement inconnus, et il n'y a pas d'apparence que la Nature, qui a eu ses raisons pour nous les cacher, touchée de notre curiosité, nous les découvre jamais. On n'est pas encore tout à fait revenu de cette espèce de manie qui va à découvrir la nature des premiers êtres ; mais il n'y a pas grand malheur, la recherche des vérités qu'on ne trouvera pas a cela de commun avec celle des plaisirs : elle amuse (2). »

D'ailleurs cette recherche, cette curiosité de l'esprit lui paraît une raison suffisante, d'abord, des études dans lesquelles on ne peut trouver de vérité. Il ne déconseille pas l'examen, la recherche, pourvu que le plaisir de tourner et retourner des problèmes soit la seule chose que l'on se flatte d'obtenir.

Quand, dans son *Discours sur la nature du Dialogue*, il passe en revue ceux qui l'ont précédé dans cet art, à propos de Lucien il fait cette remarque :

(1) *Nouveaux Dialogues des Dieux, Discours sur la nature du Dialogue*, p. 49-50.

(2) *Ibid.*, p. 11 et 12.

« Les opinions passagères qui portent le nom pompeux de système, et qu'un philosophe oisif donne à la crédulité humaine, ne passaient point chez lui pour des vérités. Ennemi déclaré de tout ce qui sentait le préjugé, il avait la force de soutenir ce vide, que la raison laisse dans un esprit qui ne veut se remplir que d'évidence (1). »

Il y a là une expression trouvée : *soutenir ce vide*. Le retranchement de toutes les croyances qui ne sont pas fondées sur une base certaine, laisse dans l'esprit un sentiment de vide ; on se croit appauvri, et, en réalité, on ne s'est appauvri que de vanités.

Aimant la recherche comme il l'aime, il n'a aucun orgueil rationaliste : il admet fort bien que le résultat de sa recherche pourra être de le réconcilier avec des choses qui ont d'abord choqué sa raison :

« Il y a mille choses qui paraissent folles, et qui deviennent raisonnables quand on les examine. L'esprit de critique décèle quelquefois son imperfection, et, souvent, la raison n'est chicanieuse que parce qu'elle est bornée (2). »

Cela est intéressant, car nous y voyons le point de départ d'une manœuvre par laquelle le voluptueux intellectuel se dispensera de mener une campagne active contre les préjugés et les abus ; il y trouvera de la raison, parce qu'il y trouvera une raison : il dira que le monde s'en accommode, que ce sont des conventions, qu'il ne faut pas priver les gens des erreurs qui leur font plaisir, car les plaisirs sont des réalités, etc. De même pour les abus de la société : quand la commodité publique y trouve son compte, pourquoi rectifier et risquer de rendre le monde plus malheureux ? C'est là, sans doute, le point de départ de son attitude et de celle de beaucoup d'hommes du XVIII^e siècle, qui acceptent des choses que leur raison condamne. C'est, par exemple, l'attitude de Lamoignon-Houdard, qui trouve les règles arbitraires et absurdes, mais les garde, parce qu'elles sont établies, et qu'elles font plaisir.

Rémond de Saint-Mard contribue beaucoup à la tendance à laisser l'esprit libre de penser. L'activité de la pensée, cet exercice critique qui ne respecte rien, qui s'attaque à tout, qui relève d'un tour de main l'idole qu'il a abattue, Rémond y tient essentiellement, parce que c'est la volupté de l'esprit ; voyez le dialogue d'Apollon et de Vénus :

« Vénus : Mais vous devriez être las de chercher...

« Apollon : Oh ! quand nous sommes las de chercher, nous avons une ressource, nous nous mettons à croire...

(1) *Nouveaux Dialogues*, p. 39.

(2) *Ibid.*, p. 22.

« C'est toujours un plaisir d'aller ; on n'aime pas le repos (1). »

Aussi la sagesse, c'est-à-dire l'état où mène cette recherche, va-t-elle devenir pour lui une passion. Il en arrive à réhabiliter les passions, et c'est là une attitude universelle à cette époque : « Toutes les passions sont bonnes. Elles sont trop précieuses pour en rien laisser perdre ; il faut les mettre à profit (2). » Elles sont bonnes non seulement pour le plaisir, mais pour la vertu. Toutes les passions sont des désirs, et il n'y a pas de vertu sans désir, sans effort, pour atteindre quelque chose ; supprimer ses passions, c'est supprimer le ressort de la vertu. Sans doute, Morphée dira :

« La paresse est la seule qualité qui mérite le nom de vertu, et qui renferme de la perfection. La situation où nous met la paresse marque que nous sommes tels qu'il faut pour être heureux (3). »

A ce moment-là, on ne désire plus rien ; mais, à ce moment même, le bonheur se dérobe. Au contraire, c'est quand on est obligé de chercher le bonheur qu'on est actif, et d'une activité vertueuse : « Tout ce qu'on appelle vertu va à combattre la paresse (4). »

Dès que nous possédons tout ce que nous voulons, le bonheur cesse, et la vertu avec lui ; les passions, qu'il trouve bonnes et vertueuses, il les distingue entre elles. Elles ne sont pas pures : il y a toujours un mélange. Les meilleures sont les passions naturelles, simples ; mais l'opinion y mêle toute sorte de choses :

« Ce qu'il y a de bien entendu dans la vanité mène toujours les hommes à leur intérêt, et ce côté-là, ils le tiennent de la nature. Il est vrai, quelquefois, la vanité leur fait faire bien des sottises ; mais alors elle n'est point telle qu'elle doit être. L'opinion mêle toujours dans les passions quelque chose d'étranger qui les gâte toutes (5). »

Non seulement l'opinion y mêle quelque chose ; mais ces passions peuvent se mêler, se compliquer, faire un jeu composite :

« Toutes nos passions sont composées ; il n'en est point qui le soit plus que la haine. Souvent trois ou quatre passions bizarrement assorties nous déterminent à agir ; et c'est d'ordinaire celle qui y sert le moins qui a l'honneur de l'action (6). » Cette dernière remarque est d'un moraliste fin et pénétrant. Il arrive sou-

(1) *Nouveaux Dialogues*, p. 32-37.

(2) *Ibid.*, p. 45.

(3) *Ibid.*, p. 143-144.

(4) *Ibid.*, p. 145.

(5) P. 198-199.

(6) P. 209-210.

vent que le motif qui est en façade n'a pas été le facteur véritable de l'action.

Rémond de Saint-Mard n'est pas disposé à admirer sans réserve les héros auxquels l'humanité rend un culte. Dans le dialogue entre Mars et Diane, quand Mars vante l'héroïsme de ceux qui sacrifient leur vie, Diane hoche la tête ; comme Mars insiste, et déclare qu'« il faut bien de la grandeur pour mépriser la vie », — « Je le veux, dit Diane, mais vos héros ne la méprisent point, ils l'estiment tout au moins autant que les autres ; et ne croyez pas qu'ils alassent l'exposer, s'ils étaient bien sûrs de la perdre. On n'a pas toujours le malheur d'être tué, lorsqu'on court risque de l'être (1). »

C'est l'idée que le héros est un joueur. Le joueur risque son argent ; jouerait-il, s'il n'avait pas des chances de gain ? — D'autre part, les héros ne sont pas des gens qui délibèrent, qui règlent leur conduite par un acte libre de leur volonté : ils sont guidés par la passion. Ce qui les distingue des scélérats, c'est le point d'application des passions :

« Savez-vous bien ce que c'est que ces Messieurs-là ? Ce sont des gens qui sont dominés par des passions vives, et qui, par des secousses violentes, sont portés à des choses extraordinaires, et que le reste des hommes n'ose entreprendre. Si ces mouvements vifs les portent par bonheur à des actions utiles à la société, et qu'on nomme par conséquent vertueuses, les voilà grands hommes ; mais aussi, que de pareils mouvements les portent à des actions contraires à la société, les voilà grands scélérats. Les grands hommes ne mettent d'ordinaire presque rien du leur pour être ce qu'ils sont (2). »

D'ailleurs, il tient qu'il y a des sanctions naturelles qui accompagnent l'héroïsme.

« Hé ! croyez-moi, la véritable sagesse n'est pas faite pour rendre malheureux celui qui la possède (3). »

Et ailleurs :

« Aussi ne serait-il pas juste que nous fissions des sacrifices dont nous n'obtiendrions aucune récompense, et la nature a pris le soin de nous payer de tout ce que nous ferions pour les autres (4). »

L'homme est un mécanisme que la nature a monté pour les

(1) P. 276-277.

(2) P. 123, 124, 125.

(3) P. 282.

(4) P. 156.

fins qu'elle poursuit. Elle a arrangé tout de telle sorte, qu'en travaillant pour soi on travaille pour les autres :

« La coutume de la nature est de ne rien faire pour l'un qu'elle ne fasse tourner au profit de l'autre (1). »

Il est ainsi conduit à une classification des passions analogue à celle de Shaftesbury, mais avec des différences qui suffisent à indiquer qu'il n'y a ni imitation ni emprunt :

« Vous distinguez trois sortes de sentiments que la nature donne aux hommes : le premier regarde leur bien particulier à l'exclusion de celui des autres ; le second va directement à l'avantage des autres, et tourne ensuite au profit particulier, parce que, dites-vous, la nature n'exige pas qu'on la serve gratuitement. La nature a fait le troisième pour la conservation de son ouvrage et l'accomplissement de ses desseins (2). »

Il y a là une vue très pénétrante qui, exploitée par un autre que lui, eût pu rendre beaucoup. Alors qu'on ne distingue encore que les inclinations égoïstes et les inclinations altruistes, il voit une distinction à faire entre les inclinations égoïstes, les inclinations altruistes qui retournent au profit de ceux qui les éprouvent : telles, par exemple, les inclinations sociales qui conduisent à l'humanité, à la bienfaisance, nécessaires au fonctionnement de la société ; et enfin les inclinations altruistes qui ne retourneront pas, pour ainsi dire, en bonheur pour nous-mêmes, ou du moins pas nécessairement. Certaines inclinations n'ont pour objet que la conservation de l'espèce : l'appétit, par exemple ; ce n'est pas une inclination purement égoïste ; l'individu, en se conservant ainsi, assure la conservation de l'espèce. La génération est aussi un appétit qui tend à perpétuer l'espèce. Mais les conséquences de ces actes n'amènent pas toujours le bien de l'individu lui-même.

Pour lui, la nature a voulu mêler ces diverses inclinations. Il ne voudrait pas que l'on vît notre âme comme un champ de bataille où ces inclinations se combattent, mais que l'on accrût l'harmonie entre elles. Il serait disposé à dire de l'homme ce qu'on a dit de l'univers : *discordia concors* : « Les sentiments que la nature nous donne sont destinés, quoiqu'ils se combattent, à faire entre eux un certain accord qui fait la perfection de son ouvrage (3). »

La conclusion est qu'il ne faut pas seulement regarder les hommes comme en état de lutte les uns contre les autres : la soli-

(1) P. 115.

(2) P. 161-162.

(3) P. 164-165.

darité est aussi vraie que la lutte pour la vie. Naturellement, il n'use pas de la terminologie dont je me sers ; mais les idées y sont. — Une idée qu'on retrouve chez les écrivains du xvii^e siècle, notamment chez Voltaire, est son idée que la vertu est ce qui est utile à la société. Voici, par exemple, ce dialogue entre l'Amour et Plutus :

« L'Amour. — Il y a des passions qui, en nous rendant heureux, tournent aussi au profit des autres.

« Plutus. — D'accord, mais la nature en a fait aussi qui ne regardent que nous.

« L'Amour. — C'est vrai ; les unes sont appelées des vices, les autres des vertus (1). »

Outre cet intérêt social, il attachera une sorte d'idée de beauté à l'équilibre harmonieux des tendances :

« La perfection est un sentiment de l'âme qui honore d'un beau nom un objet qui a des qualités dont elle a besoin (2). »

Il y a dans notre âme une certaine idée de la perfection, qui se compose de la réunion des qualités dont nous avons besoin.

Il reviendra plusieurs fois sur l'idée que les passions vertueuses sont les passions qui servent à la société :

« La gloire est un artifice dont la société se sert pour faire travailler les hommes à ses intérêts (3). »

Tels sont ces *Dialogues*, si oubliés depuis, mais qui furent assez lus à leur heure. Rémond les avait à peine publiés qu'il fut obligé de les défendre. En 1712, il publia les *Eclaircissements sur les dialogues des Dieux*. On lui avait reproché d'avoir appelé la sagesse une passion : il s'en excuse très humblement, en donnant à entendre que tout ce qu'il a dit n'est que paradoxe ; il s'avoue coupable, se reproche d'avoir badiné en matière sérieuse ; les *Dialogues* n'étaient pas très méchants : il s'est senti cependant en danger. Et vous voyez ce qu'il y a de fâcheux dans ces menaces. Je ne me place pas au point de vue abstrait. Mais il en résultait une incapacité de s'exprimer complètement, qui obligeait des gens comme Rémond de Saint-Mard à faire semblant de badiner, de recourir à des paradoxes. Ils ne peuvent construire avec rigueur leur morale, en établir les principes, en tirer les conséquences. Ils sont réduits à prendre l'attitude de l'homme du monde qui plaisante après dîner sans attacher d'autre importance à ce qu'il dit. Nous touchons là à ce qui a constitué ce qu'on a appelé le caractère superficiel du xviii^e siècle. Les natures

(1) P. 14.

(2) P. 73.

(3) P. 262 — Cf. aussi p. 173, p. 265.

timides ou modérées sont ainsi empêchées d'exprimer leur pensée : on laisse aux têtes chaudes le soin d'aller casser les vitres. Les conditions faites à la production littéraire sont telles, que seuls ceux qui ont une audace endiablée peuvent traiter à fond certaines questions.

*
* *

A la même époque que les Rémond, vivait le marquis de Lassay, dont je ne dirai qu'un mot pour terminer cette étude sur la transformation du sentiment moral. Il est plus connu : Sainte-Béuve en parle dans ses *Lundis*, au deuxième volume. P. de Ségur lui a consacré un article dans son volume intitulé *Gens d'autrefois*, ainsi que Desnoireterres dans les *Cours galantes*. Enfin il existe sur lui un article de Pellisson dans la *Revue politique et parlementaire* du 10 octobre 1904.

Le marquis de Lassay n'ajoute pas grand'chose au mouvement que je viens d'étudier. C'est un homme du monde qui observe d'une façon désabusée la société où il a vécu, un voluptueux qui rappelle la société de Ninon et de Saint-Evremond, qu'il ne dépasse guère. Mais une marque du temps est dans le ton qu'il prend dans le recueil en 2 volumes in-4° des différentes choses qu'il a écrites. Il les publie en 1727, mais presque tout remonte à dix ans plus tôt.

« J'ai pensé mille fois, dit-il, les choses qu'un assez grand loisir où je me trouve va me faire écrire ; je ne les ai apprises de personne. Et je n'ai eu pour maître que la raison que j'ai écoutée, défait de toute prévention et de toute passion, et n'étant point assurément séduit par mes sens. Je ne serais pas surpris qu'elles ne soient approuvées de personne, car ce qu'il y a de plus rare sur la terre est un homme qui juge par lui-même, indépendamment de ce qu'il a appris... Comme ce que je vais dire s'oppose à tous les préjugés, il doit être condamné de tout le monde ; il sera regardé avec mépris des impies, des méchants et de quelques philosophes, et avec indignation de ceux qui n'oseraient douter de la religion dans laquelle ils ont été élevés (1). »

Le ton est assez tranchant, un peu fat : il exagère la nouveauté et la hardiesse de sa pensée ; il émet la prétention de ne devoir rien à personne : la vanité du philosophisme commence à apparaître. C'est ici que le mouvement philosophique me paraît commencer à se gâter, aux mains de cet homme du monde qui en fait une sorte de snobisme.

(1) Art. de Pellisson, p. 104-105.

Au point de vue moral, il n'y a pas grand'chose à en tirer. Ce qu'il y a de plus intéressant, c'est la netteté, déjà voltairienne, avec laquelle il affirme que la loi morale est innée au cœur de tous les hommes :

« Cette loi, qui nous prescrit d'être justes et vertueux, est toujours la même, parce qu'elle n'est pas inventée par les hommes ; ils n'ont fait que convenir qu'il fallait la suivre, telle que la raison ou plutôt Dieu lui-même la leur présentait, et la leur présente toujours d'une manière uniforme (1). »

C'est déjà l'idée de la morale universelle. Mais voici qui annonce quelque chose de plus : cette morale est une possession du sentiment naturel :

« Je crois sentir en moi de l'admiration pour les vertus et de l'horreur pour les vices, indépendamment de tous les préjugés ; je crois sentir que j'agis avec liberté. Je sais ce qu'on peut dire contre ces deux opinions ; mais, ne pouvant être éclairci par mon esprit, je me détermine par le sentiment qui est gravé dans le fond de mon cœur (2). »

Vous voyez où nous en sommes arrivés. On réhabilite la nature et la passion ; la raison est active, dédaigneuse des préjugés ; le bonheur est un but, et le plaisir un moyen ; on recherche l'harmonie, l'équilibre ; on ne veut pas d'un bonheur qui entraîne le malheur d'autrui : on fait du bonheur général la condition du bonheur individuel. C'est la morale dont Voltaire et les encyclopédistes sont imprégnés dès leur jeunesse, et à laquelle ils donneront un approfondissement nouveau. Par delà on aperçoit déjà Jean-Jacques Rousseau. On y voit coexister deux tendances qui ne s'opposent pas encore : la croyance à une morale intellectualiste, analogue à la connaissance scientifique, l'idée que la vérité morale est une connaissance, qu'il y a un art moral qui peut se déterminer avec une précision géométrique, scientifique ; — et l'idée que la vérité morale ne s'atteint pas par une analyse de l'esprit, mais par un sentiment immédiat : la persuasion qu'on y va tout d'un coup. — Les deux tendances se confondent encore dans la notion, qui les enveloppe toutes deux, de morale rationnelle. En effet, à la date où nous sommes, on s' imagine que celui qui croit que l'homme n'a pas besoin de dogme pour être moral, qu'il n'a besoin que de raison, que de sentiment, est rationaliste en morale.

(A suivre.)

(1) Art. de Pelisson, p. 111.

(2) *Ibid.*, p. 110,

Table des Matières

ANNÉE 1908-1909

LITTÉRATURE FRANÇAISE

XVII^e siècle.

		Date du N ^o .	Page.	Tome.
Honoré d'Urfé.	G. Michaut.	1 ^{er} juillet 09,	805,	II
Rotrou : le <i>Véritable Saint-Genest</i> . N.-M. Bernardin.		21 janv. 09,	481,	I
La vie et les œuvres de Molière (suite) :				
— <i>Don Juan</i>	A. Lefranc.	12 nov. 08,	24,	I
— — — — —	—	24 déc. 08,	347,	I
— — — — —	—	7 janv. 09,	407,	I
— — — — —	—	11 févr. 09,	644,	I
— <i>l'Amour médecin</i>	—	18 févr. 09,	673,	I
— <i>Molière et les médecins</i>	—	11 mars 09,	15,	II
— <i>Mélicerte</i>	—	1 ^{er} avril 09,	145,	II
— <i>La Pastorale comique</i>	—	1 ^{er} avril 09,	148,	II
— <i>Le Sicilien ou l'Amour peintre</i>	—	1 ^{er} avril 09,	149,	II
— <i>Le Ballet des Muses</i>	—	8 avril 09,	193,	II
— <i>Amphitryon</i>	—	8 avril 09,	198,	II
— — — — —	—	15 avril 09,	255,	II
— <i>George Dandin</i>	—	22 avril 09,	289,	II
— — — — —	—	29 avril 09,	354,	II
— <i>l'Avare</i>	—	29 avril 09,	359,	II
— <i>M. de Pourceaugnac</i>	—	6 mai 09,	407,	
— — — — —	—	13 mai 09,	451,	II
— — — — —	—	20 mai 09,	498,	II
— <i>les Amants magnifiques</i>	—	20 mai 09,	507,	II
— — — — —	—	27 mai 09,	529,	II
— <i>le Bourgeois Gentilhomme</i>	—	27 mai 09,	539,	II
— — — — —	—	3 juin 09,	598,	II
— — — — —	—	10 juin 09,	625,	II
— — — — —	—	17 juin 09,	692,	II
— <i>Psyché</i>	—	1 ^{er} juillet 09,	779,	II
— — — — —	—	8 juillet 09,	817,	II

		Date du N°.	Pages	Tome.
— état actuel de la ques- tion moliéresque. .	A. Lefranc. —	31 déc. 08,	348 *	I

XVIII^e siècle.**Origines et premières manifestations
de l'esprit philosophique dans la
littérature française, de 1675 à
1748 (suite) :**

— Le Clerc et le mouve- ment protestant. .	G. Lanson.	19 nov. 08,	61,	I
— influence du cartésia- nisme et du malebran- chisme.	—	19 nov. 08,	68,	I
— influence de Fontenelle.	—	26 nov. 08,	113,	I
— —	—	3 déc. 08,	145,	I
— —	—	10 déc. 08,	210,	I
— ouvrages de Marana, Gueudeville et Claude Gilbert.	—	10 déc. 08,	215,	
— les <i>Voyages</i> de Jacques Massé.	—	17 déc. 08,	259,	I

**Formation et développement de l'es-
prit philosophique au XVIII^e siècle :**

— définition de l'esprit philosophique. . .	—	24 déc. 08,	357,	I
— l'esprit philosophique après 1700.	—	21 janv. 09,	499,	I
— les journaux et les académies.	—	21 janv. 09,	502,	I
— les influences étran- gères.	—	21 janv. 09,	504,	I
— l'influence anglaise. .	—	25 févr. 09,	721,	I
— l'influence orientale. .	—	18 mars 09,	65,	II
— Fénelon.	—	8 avril 09,	211,	II
— les premiers réforma- teurs.	—	22 avril 09,	309,	II
— —	—	13 mai 09,	433,	II
— —	—	27 mai 09,	549,	II
— Malebranche et Nicole.	—	10 juin 09,	657,	II
— transformation des idées morales.	—	17 juin 09,	713,	II
— Fontenelle.	—	1 ^{er} juillet 09,	796,	II

(*) Les chiffres accompagnés de ce signe correspondent à une pagination fautive : en effet, les pages ont été numérotées, par erreur, de 337 à 384, dans les deux numéros 7 et 8 des 24 et 31 décembre 1908.

		Date du N°.	Page.	Tome.
—	M ^{me} de Lambert	<i>G. Lanson.</i>	1 ^{er} juillet 09, 798,	II
—	Baudot de Juilly.	—	1 ^{er} juillet 09, 801,	II
—	les Rémond.	—	8 juillet 09, 843,	II
—	le marquis de Lassay.	—	8 juillet 09, 855,	II

XIX^e siècle.

Les poètes du XIX^e siècle qui conti-
nuent la tradition du XVIII^e (*suite*) :

—	Charles Nodier.	<i>E. Faguet.</i>	12 nov. 08, 1,	I
—	—	—	19 nov. 08, 49,	I
—	Viennet.	—	26 nov. 08, 97,	I
—	—	—	3 déc. 08, 168,	I
—	—	—	10 déc. 08, 193,	I
—	Casimir Delavigne.	—	17 déc. 08, 241,	I
—	—	—	24 déc. 08, 337,	I
—	—	—	31 déc. 08, 337 *,	I
—	—	—	7 janv. 09, 396,	I
—	Béranger.	—	14 janv. 09, 433,	I
—	—	—	28 janv. 09, 529,	I

Origines françaises du romantisme :

—	caractères généraux du romantisme.	—	4 févr. 09, 577,	I
—	l'imagination romantique.	—	11 févr. 09, 625,	I
—	le sentiment de la nature.	—	11 mars 09, 1,	II
—	la religiosité, l'exotisme. .	—	18 mars 09, 49,	II
—	l'égotisme avant Rousseau.	—	25 mars 09, 97,	II
—	l'égotisme chez Rousseau.	—	25 mars 09, 103,	II
—	—	—	15 avril 09, 241,	II
—	la folie de Rousseau. . . .	—	6 mai 09, 398,	II
—	le sentiment de la nature chez Rousseau.	—	20 mai 09, 481,	II
—	—	—	3 juin 09, 577,	II
—	—	—	17 juin 09, 673,	II
—	le sentiment de la solitude chez Rousseau.	—	24 juin 09, 721,	II
—	le sentiment de la solitude avant et après Rousseau.	—	8 juillet 09, 833,	II

La vie et les œuvres de Chateaubriand :

—	ses origines.	<i>E. des Essarts</i>	10 juin 09, 667,	II
—	sa jeunesse.	—	24 juin 09, 759,	II

Lamartine en Toscane (*suite*) :

—	les <i>Harmonies</i>	<i>G. Allais.</i>	31 déc. 08, 375 *,	I
—	—	—	14 janv. 09, 460,	I
—	—	—	21 janv. 09, 520,	I

Ed. Rostand : *Les Romanesques*. *P. Morillot.* 18 févr. 09, 692, I

LITTÉRATURE LATINE

		Date du No.	Page.	Tome.
La vie et les œuvres de Sénèque (suite) :				
—	<i>Questions naturelles.</i>	<i>J. Martha.</i>	12 nov. 08,	13, I
—	<i>Consolation à Marcia.</i>	—	3 déc. 08,	158, I
—	<i>De remediis fortuitorum.</i>	—	3 déc. 08,	165, I
—	<i>De ira.</i>	—	17 déc. 08,	250, I
—	<i>De la brièveté de la vie.</i>	—	28 janv. 09,	541, I
—	<i>De la tranquillité de l'âme.</i>	—	4 mars 09,	781, I
—	<i>De la constance du sage.</i>	—	8 avril 09,	203, II
—	<i>De la vie heureuse.</i>	—	22 avril 09,	300, II
—	<i>De Otio.</i>	—	13 mai 09,	443, II
—	<i>De la Providence.</i>	—	10 juin 09,	647, II
—	<i>De Beneficiis.</i>	—	17 juin 09,	682, II
—	—	—	24 juin 09,	730, II
—	—	—	1 ^{er} juillet 09,	789, II
—*	—	—	8 juillet 09,	825, II
Le christianisme d'Ausone.	<i>P. de Labriolle.</i>	19 nov. 08,	86,	I

LITTÉRATURE GRECQUE

La vie et les œuvres d'Euripide :				I
—	sa vie	<i>M. Puech.</i>	7 janv. 09,	385, I
—	<i>Alceste.</i>	—	11 févr. 09,	634, I
—	ses idées politiques et patriotiques.	—	25 févr. 09,	737, I
—	<i>Médée.</i>	—	1 ^{er} avril 09,	153, II
—	la passion chez Euripide.	—	1 ^{er} juillet 09,	769, II

LITTÉRATURE ANGLAISE

Le théâtre de Shakespeare :				
—	la <i>Mégère apprivoisée.</i>	<i>E. Legouis.</i>	24 déc. 09,	366, I
—	les <i>Joyeuses Commères de Windsor.</i>	—	28 janv. 09,	561, I
—	<i>Beaucoup de bruit pour rien.</i>	—	4 mars 09,	790, I
—	<i>Comme il vous plaira.</i>	—	25 mars 09,	114, II
—	la <i>Nuit des Rois.</i>	—	24 juin 09,	738, II

PHILOSOPHIE

La morale (suite) :				
—	le droit naturel.	<i>V. Egger.</i>	19 nov. 08,	35, I
—	la responsabilité morale.	—	26 nov. 08,	106, I

		Date du N°.	Page.	Tome.
—	rapports logiques des concepts moraux.	<i>V. Egger.</i> 10 déc. 08,	202,	I
—	—	—	14 janv. 09, 442,	I
—	le mérite et le démerite.	—	4 févr. 09, 604,	I
—	la sanction et l'antisanc-			
	tion.	—	18 févr. 09, 685,	I
—	le mérite et la personnalité			
—	morale.	—	11 mars 09, 10,	II
—	la punition.	—	25 mars 09, 106,	II
—	le bien moral et la sanction.	—	15 avril 09, 250,	II
—	la punition et la récom-			
—	pense.	—	29 avril 09, 365,	II
—	l'antisanc-	—	6 mai 09, 424,	II
—	tion.	—	13 mai 09, 465,	II
—	le mérite.	—	13 mai 09, 470,	I
—	l'intention.	—	20 mai 09, 490,	III
—	—	—	27 mai 09, 542,	II
—	le non-mal.	—	3 juin 09, 587,	II
—	le contrat.	—	3 juin 09, 592,	II
—	la maximation.	—	3 juin 09, 595,	II
—	le souverain bien.	—		

HISTOIRE DE LA PHILOSOPHIE

La philosophie de Nietzsche.	<i>G. Dwelshauvers.</i> 4 mars 09,	769,	I
—	—	18 mars 09, 57,	II
—	—	1 ^{er} avril 09, 162.	II

HISTOIRE

Histoire ancienne.

Les sources de l'histoire du monde			
antique de 338 à 168 av. J.-C.	<i>E. Cavaignac.</i> 4 févr. 09,	583,	I
—	—	15 févr. 09, 713,	I
Le Conseil des Cinq Cents à Athènes.	—	8 avril 09, 219,	II

Histoire des Temps modernes.

La question bulgare au Moyen Age.	<i>L. Bréhier.</i> 6 mai 09,	385,	II
Histoire politique de la France con-			
temporaine depuis 1848 (<i>suite</i>) :			
— la suppression de la			
République.	<i>Ch. Seignobos.</i> 19 nov. 08,	75,	I
— l'établissement du se-			
cond Empire.	—	26 nov. 08, 127,	I

		Date du N°.	Pages.	Tome.
— la renaissance de la vie politique après 1852.	<i>Ch. Seignobos</i>	3 déc. 08,	178,	I
— la transformation du régime impérial de 1860 à 1864.	—	10 déc. 08,	224,	I
— l'Empire de 1864 à 1868.	—	17 déc. 08,	272,	I
— l'Empire parlementaire.	—	31 déc. 08,	364 *,	I
— la fin de l'Empire. . . .	—	7 janv. 09,	447,	I
— la société de 1848 à 1870.	—	14 janv. 09,	450,	I
— la population agricole.	—	21 janv. 09,	509,	I
— la France industrielle.	—	28 janv. 09,	551,	I
— les populations ouvrières.	—	4 févr. 09,	608,	I
— les capitalistes.	—	11 févr. 09,	654,	I
— la société bourgeoise. . .	—	18 févr. 09,	705,	I
— le clergé.	—	25 févr. 09,	745,	I
— la Défense nationale. . .	—	4 mars 09,	803,	I
— la France depuis 1870.	—	11 mars 09,	32,	II
— les partis et l'Assemblée nationale.	—	18 mars 09,	76,	II
— la Commune.	—	25 mars 09,	129,	II
— —	—	1 ^{er} avril 09,	172,	II
— la constitution provisoire.	—	15 avril 09,	265,	II
— réorganisation de la France (1871-72).	—	22 avril 09,	321,	II
— la chute de Thiers. . . .	—	29 avril 09,	373,	II
— le duc de Broglie (1873-74).	—	20 mai 09,	515,	II
— la constitution de 1875.	—	27 mai 09,	557,	II
— le régime républicain.	—	3 juin 09,	608,	II
— la France en 1876-77. . .	—	17 juin 09,	701,	II
La révolution turque.	<i>D. Du Désert</i>	29 avril 09,	337.	II

BIBLIOGRAPHIE

Auteurs latins

Térence : <i>Hécyre</i>	<i>H. Bornecque</i>	26 nov. 08,	141,	I
— <i>Phormio</i>	—	26 nov. 08,	141,	I
Cornelius Nepos.	—	17 déc. 08,	284,	I
Catulle.	—	17 déc. 08,	283,	I
Horace : <i>Epîtres</i>	—	26 nov. 08,	140,	I
Tite-Live.	—	26 nov. 08,	142,	I
Properce.	—	17 déc. 08,	284,	I
Sénèque : <i>De Vita beata</i>	—	26 nov. 08,	140,	I
— <i>Consolatio ad Helviam</i> . . .	—	26 nov. 08,	141,	I

Auteurs anglais.

		Date du N ^o .	Page.	Tome.
Formation de l'esprit national en Ecosse au Moyen Age.	W. Thomas.	11 févr. 08,	665,	I
John Barbour.	—	11 févr. 08,	666,	I
Blind Harry.	—	11 févr. 08,	666,	I
Evolution du théâtre de la Renais- sance, de 1580 à 1637.	—	11 févr. 08,	666,	I
Marlowe : <i>Tamburlaine the Great</i> . . .	—	11 févr. 08,	667,	I
Shakespeare : <i>Henry V</i>	—	11 févr. 08,	669,	I
Beaumont et Fletcher : <i>The Knight of the Burning Pestle</i>	—	11 févr. 08,	671,	I
La société bourgeoise dans les campa- gnes anglaises du XVIII ^e siècle. . .	—	18 févr. 09,	714,	I
Goldsmith : <i>The Vicar of Wakefield</i> . .	—	18 févr. 09,	715,	I
— <i>The Deserted Village</i>	—	18 févr. 09,	715,	I
Crabbe : <i>The Village</i>	—	18 févr. 09,	716,	I
La France jugée par les Anglais de Smollett à Meredith.	—	18 févr. 09,	716,	I
Smollett : <i>Peregrine Pickle</i>	—	25 févr. 09,	754,	I
Burke : <i>Reflections on the Revolution in France</i>	—	25 févr. 09,	755,	I
Wordsworth : <i>The Prelude</i>	—	25 févr. 09,	756,	I
Mrs Browning : <i>Aurora Leigh</i>	—	25 févr. 09,	757,	I
Thackeray : <i>The Paris Sketch Book</i> . .	—	25 févr. 09,	758,	I
Meredith : <i>Beauchamp's Career</i> . . .	—	25 févr. 09,	760,	I

**Sujets de devoirs, leçons et compositions. — Soutenances de
theses. — Programmes des cours et des examens. — Listes
d'auteurs. — Ouvrages signalés. — Renseignements divers.**

Le gérant : E. FROMANTIN.

POITIERS. — SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE

Année scolaire 1908-1909

REVUE DES COURS ET CONFÉRENCES

LA REVUE PARAÎT TOUS LES JEUDIS

DIRECTEUR : N. FILOZ

ABONNEMENT

UN AN

France. 20 fr.
payables 10 francs au comptant et le surplus par
5 francs les 15 février et 15 mai 1909.
Étranger. 23 fr.
payables en une seule fois.
LE NUMÉRO : 60 centimes

SOMMAIRE

Pages

1	LES CARACTÈRES DU ROMANTISME.....	Emile Faguet, <i>de l'Académie française.</i>
10	LE MÉRITE ET LA PERSONNALITÉ MORALE.....	Victor Egger, <i>Professeur à l'Université de Paris.</i>
15	MOLIÈRE ET LES MÉDECINS.....	Abel Lefranc, <i>Professeur au Collège de France.</i>
32	LA FRANCE DEPUIS 1870.....	Charles Seignobos, <i>Professeur à l'Université de Paris.</i>
41	SOUTENANCES DE THÈSES.....	En Sorbonne.
42	SUJETS DE DEVOIRS (<i>licence</i>).	Universités de Poitiers, Lille, Aix, Grenoble et Besançon.
48	BIBLIOGRAPHIE.	

PARIS

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE ET DE LIBRAIRIE

ANCIENNE LIBRAIRIE LECÈNE, OUDIN & C^{ie}

15, RUE DE CLUNY, 15

Tous les droits de reproduction sont réservés.

TARIF DES CORRECTIONS DE COPIES

Agrégation. — Dissertation latine ou française, thème et version ensemble, ou deux thèmes, ou deux versions. 5 fr.

Licence et certificat d'aptitude. — Dissertation latine ou française, thème et version ensemble, ou deux thèmes, ou deux versions. 3 fr.

Chaque copie adressée à la Rédaction doit être accompagnée d'un mandat-poste et de la bande du dernier numéro paru, car les abonnés seuls ont droit aux corrections de devoirs. Ces corrections sont faites par des professeurs agrégés de l'Université, dont quelques-uns même sont membres des jurys d'examens. Les sujets peuvent être pris ailleurs que dans la Revue, mais doivent, en ce cas, être joints in extenso à la copie.

Société Française d'Imprimerie et de Librairie

ANCIENNE LIBRAIRIE LECÈNE, OUDIN ET C^{ie}

PARIS, 15, rue de Cluny

Vient de paraître

Dans la collection des Livres pour Distributions de Prix

MARK TWAIN

Le Prince et le Pauvre

Traduit de l'anglais avec l'autorisation de l'auteur

Par **PAUL LARGILLIÈRE**

Un vol. broché, couverture rembrodée, imit. parchemin. . .	8 »
— Reliure percaline rouge, plaque spéciale en relief et or, tranches dorées.	9 »
— — genre amateur, dos et coins gaufrés, plats marbrés, tranches dorées.	9 »

Cet ouvrage est illustré de 160 gravures sur bois

Chemins de Fer de Paris-Lyon-Méditerranée

La Compagnie organise, avec le concours de l'**Agence Cook**, les excursions suivantes :

1° Carnaval de Nice-Italie

du 18 février au 18 mars 1909

Prix (tous frais compris) : 1^{re} classe, **1.300 fr.** ; 2^e classe, **1.170 fr.**

2° Egypte, le Nil et la Palestine

du 24 février au 28 avril 1909

Prix (tous frais compris) : 1^{re} classe, **3.650 fr**

3° Tunisie-Algérie

Départs de Paris, les 28 février et 4 avril 1909

Prix (tous frais compris) : 1^{re} classe, **1.270 fr.** ; 2^e classe, **1.150 fr.**

4° Italie (Semaine Sainte à Rome)

du 23 mars au 20 avril 1909

Prix (tous frais compris) : 1^{re} classe, **1.225 fr.** ; 2^e classe, **1.125 fr.**

S'adresser, pour renseignements et billets, aux bureaux de l'**Agence Cook**, 1, place de l'Opéra, et 250, rue de Rivoli, à Paris.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE ET DE LIBRAIRIE

ANCIENNE LIBRAIRIE LECÈNE, OUDIN ET C^{ie}

PARIS — 15, rue de Cluny — PARIS

BIBLIOTHÈQUE LITTÉRAIRE

DUPUY (Ernest)
Inspecteur général
de l'Instruction publique

Poèmes. — *Les Parques.* — *Pæstum.* — *L'abbé de la Cava.* — *Le roman de Chimène.* — *La fuite de Jason et de Médée.* — *Dans Ithaque.* Un volume in-16 broché. 3 50

EHRHARD (A.)
Professeur à la Faculté des
Lettres de Clermont-Ferrand

Franz Grillparzer. — *Le théâtre en Autriche.*
Un volume in-18 jésus, broché. 3 50

FAUCHIER-DELAVIGNE

Casimir Delavigne intime, d'après des documents inédits, avant-propos de Victorien Sardou, de l'Académie française. Un volume in-8° écu, broché. 4 »

FOURNEL (Victor)

Le Théâtre au dix-septième siècle. — *La Comédie.* Un vol. in-18 jésus, broché. 3 50

Ouvrage couronné par l'Académie française

GAUTHIEZ (Pierre)
Docteur ès lettres

Etudes sur le seizième siècle en France. —
Un volume in-18 jésus, broché. 3 50

GAZIER (A.)
Professeur adjoint à la
Sorbonne

Une Suite à l'histoire de Port-Royal. —
Jeanne de Boisgnoel et Christophe de Beaumont (1750-1782), d'après des documents inédits. Un volume in-18 jésus, broché. 3 50

Pensées de Pascal sur la religion et sur quelques autres sujets. — *Edition de Port-Royal, corrigée et complétée d'après les manuscrits originaux, avec une introduction et des notes.* Un volume in-18 jésus, broché. 4 »

GEFFROY (Gustave)
de l'Académie Goncourt

Notre Temps. — *Tome premier, Scènes d'histoire.*
Un volume in-18 jésus, broché. 3 50

Année scolaire 1908-1909

REVUE DES COURS ET CONFÉRENCES

LA REVUE PARAÎT TOUS LES JEUDIS

DIRECTEUR : N. FILOZ

ABONNEMENT
UN AN

France. 20 fr.
payables 10 francs au comptant et le surplus par
5 francs les 15 février et 15 mai 1909.
Étranger. 23 fr.
payables en une seule fois.
LE NUMÉRO : 60 centimes

SOMMAIRE

Pages

817	<i>Psyche</i> DE MOLIÈRE.....	Abel Lefranc, Professeur au Collège de France.
825	<i>Le De Beneficiis</i> DE SÉNÈQUE.....	Jules Martha, Professeur à l'Université de Paris.
833	LE SENTIMENT DE LA SOLITUDE AVANT ET APRÈS ROUSSEAU.	Emile Faguet, de l'Académie française.
843	LES RÉMOND ET LE MARQUIS DE LASSAY.....	Gustave Lanson, Professeur à l'Université de Paris.
858	TABLE DES MATIÈRES.....	Année 1908-1909.

PARIS

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE ET DE LIBRAIRIE
ANCIENNE LIBRAIRIE LECÈNE, OUDIN & C^{ie}
15, RUE DE CLUNY, 15

Tous les droits de reproduction sont réservés.

TARIF DES CORRECTIONS DE COPIES

Agrégation. — Dissertation latine ou française, thème et version ensemble, ou deux thèmes, ou deux versions. 5 fr.

Licence et certificat d'aptitude. — Dissertation latine ou française, thème et version ensemble, ou deux thèmes, ou deux versions. 3 fr.

Chaque copie adressée à la Rédaction doit être accompagnée d'un mandat-poste et de la bande du dernier numéro paru, car les abonnés seuls ont droit aux corrections de devoirs. Ces corrections sont faites par des professeurs agrégés de l'Université, dont quelques-uns même sont membres des jurys d'examens. Les sujets peuvent être pris ailleurs que dans la Revue, mais doivent, en ce cas, être joints in extenso à la copie.

Société Française d'Imprimerie et de Librairie

ANCIENNE LIBRAIRIE LECÈNE, OUDIN ET C^{ie}

PARIS, 15, rue de Cluny

BIBLIOTHÈQUE LITTÉRAIRE

SOURIAU (MAURICE),

Professeur à la Faculté
des lettres de Caen.

La Préface de Cromwell.

(Nouvelle édition)

Un volume in-18 jésus, broché. 3 50

Couronné par l'Académie française.

STAPFER (PAUL),

Doyen honoraire à la
Faculté des lettres de Bordeaux.

Shakespeare

et les Tragiques grecs.

Un volume in-18 jésus, broché. 3 50

Couronné par l'Académie française.

STAPFER (PAUL).

Victor Hugo à Guernesey.

Souvenirs personnels.

Un volume in-18 jésus, broché. 3 50

VALLERY-RADOT (R.).

Madame de Sévigné.

Un volume in-18 jésus, broché. 3 50

Couronné par l'Académie française.

Chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée

La Compagnie vient de publier une brochure artistique intitulée

Tourisme et Villes d'Eaux

Cette publication est illustrée par la reproduction d'une composition en couleurs de Léandre, et par près d'une centaine de vues finement exécutées en simili-gravure ; elle renferme, en outre, neuf petites cartes des principaux centres de tourisme du réseau P.-L.-M., avec tracé des routes les plus intéressantes pour excursions en automobile.

La brochure **“Tourisme et Villes d'Eaux”** est mise en vente, au prix de **0 fr. 50**, dans les bibliothèques des gares du réseau, ou envoyée par la poste sur demande accompagnée de **0 fr. 60** en timbres-poste adressée au Service central de l'Exploitation, 20, boulevard Diderot, à Paris, 12^e.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE ET DE LIBRAIRIE

ANCIENNE LIBRAIRIE LECÈNE, OUDIN ET C^{ie}

PARIS — 15, rue de Cluny — PARIS

Livres de Distributions de Prix

Tous les Ouvrages sont illustrés

de nombreuses gravures

375 VOLUMES

EN 22 SÉRIES

Nous envoyons franco sur demande :

Le Catalogue de Livres pour distributions de Prix ;

Le Catalogue des Ouvrages de Lectures pour Bibliothèques Scolaires, Populaires et Municipales.

Pour recevoir ces Catalogues, il suffit d'adresser une carte de visite sous bande timbrée à deux centimes à M. l'Administrateur délégué de la Société Française d'Imprimerie et de Librairie, 15, rue de Cluny, PARIS.

